

ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 JUILLET 1949

Louizalaan - avenue Louise 231

B-1050 Brussel - Bruxelles

<http://www.kaowarsom.be>

15332

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

SOMMAIRE

	Page		Page
Agence Coloniale Automobile		Minoteries du Katanga	1078
« A. C. A. »	938	Mutuelle Belgo-Coloniale	1058
Banque du Congo Belge « B. C. B. »	976	Plantations de Leuze	977
Chantier Nava! de N'Dolo « Chanado »	995	Plantations de Thé au Kivu « Théki »	1069
Chantier Naval et Industriel du Congo « Chanic »	990	Société Africaine de Construction « Safricas »	1075
Charbonnages de la Luena	1061	Société Africaine de l'Union Chimique Belge	1143
Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi « Platarundi »	963	Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina »	1055
Compagnie Belge d'Entreprises Minières « Cobelmin »	1039	Société Coloniale de la Tôle « Socotole »	977
Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit »	1004	Société Coloniale d'Electricité « Colectric »	1046
Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière « C. I. M. »	1051	Société Coloniale des Tabacs « Colotabac »	1109
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga « Elakat »	864	Société Coloniale d'Huilleries et de Raffinage « Huilco »	968
Compagnie de l'Hevea	957	Société Commerciale du Centre Africain « Socca »	998
Compagnie de Linea « Linea »	1001	Société Cotonnière du Tanganika « Cotanga »	972
Compagnie des Grands Elevages Congolais « Grelco »	945	Société de Colonisation Agricole au Mayumbe « S. C. A. M. »	1112
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie « C.C.C.I. »	1039	Société de Colonisation Belge au Katanga « Cobelkat »	1090
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « Cegeac »	949-953	Société des Bois et Produits du Mayumbe « Boproma »	985
Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques au Congo « Cophaco »	1132	Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo « Léokadi »	878
Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi « Géoruanda »	1072	Société des Plantations de Gwese	869
Compagnie Immobilière du Congo « Immocongo »	954	Société d'Expansion Commerciale en Afrique « Sodexcom »	1122
Compagnie Immobilière du Nord du Kivu « Cinnoki »	1085	Société Générale de l'Etain « Sogétain »	1102
Compagnie Minière du Congo Belge « Mincobel »	926	Société Métallurgique du Katanga « Metalkat »	940
Compagnie Pastorale du Lomami	1043	Société Minière de Bafwaboli « Soniba »	986-989
Cultures Equatoriales	960	Société Minière de Kamola « Somika »	1106
Elisabetha	1037-1126	Société Minière de Kindu « Somikin »	874
Etablissements Egger & Frères « Palmegger »	1033	Société Minière de la Bili	870
Fédération d'Entreprises Industrielles	884	Société Minière de Muhinga et de Kigali « Somuki »	1011-1064
Fondation Symétain	943	Société Minière Victoria	1082
France-Congo	1035-1129	Symor	1117
Immobilière Belgo-Coloniale « Imbelco »	982	Usines Textiles de Léopoldville « Utexleo »	1007
Manufacture des Carreaux de Léopoldville « M. C. L. »	1020		

Compagnie d'Élevage et d'Alimentation du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga-Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3397.

Constituée le 5 juin 1925, à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 1^{er} juillet 1925. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 24 juin 1925, 24 juillet 1926, 24 décembre 1926, 6 mai 1928, 21 décembre 1929, 26 juillet 1930, 18 avril 1935, 19-20 août 1935, 25 juin 1937, 5 janvier 1940, 23 août 1946, actes n^{os} 8173, 9064, 13.424, 6472, 18.962, 12.157, 4879, 12.200, 10.241, 111 et 17.024, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1925, 15 septembre 1926, 15 janvier 1927, 15 mai 1928, 15 mars 1930, 15 septembre 1930, 15 juin 1935, 15 octobre 1935, 15 août 1937, 15 février 1940 et 15 novembre 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

Biens immobiliers, mobilier, matériel, outillage (amortissements déduits)	fr. 26.437.286,66
---	-------------------

II. — Réalisable :

Bétail	1.322.032,—
Magasins et marchandises en route	10.273.310,85
Portefeuille-titres et participations	34.526.402,71
Débiteurs divers	15.909.977,08

III. — Disponible :

Caisses et banques	9.335.940,74
------------------------------	--------------

IV. — Divers :

Divers comptes débiteurs, débours pour exercices ultérieurs	280.302,46
---	------------

V. — Compte d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
	Fr. 98.085.252,50

PASSIF

I. — *Non exigible* :

Capital : 43.800 parts sociales	fr. 50.000.000,—
Réserve statutaire	1.350.000,—
Fonds de réserve spéciale	3.440.608,24

II. — *Exigible* :

Montants non appelés sur souscriptions	1.800.000,—
Créditeurs divers	11.909.943,53
Dividendes nets à payer	349.126,69

III. — *Divers* :

Divers comptes créditeurs :

Fonds de prévoyance en faveur du personnel	530.000,—
Provision pour dépenses en vue du bien-être des indi- gènes	2.008.731,15
Provisions diverses	23.067.252,49

IV. — *Compte d'ordre* :

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
--	--------------

V. — *Solde* :

Profits et pertes	3.629.590,40
-----------------------------	--------------

Fr. 98.085.252,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux	fr. 1.418.365,20
Taxe sur titres cotés en Bourse	14.743,20
Impôt exceptionnel de guerre, exercice 1946	295.650,—
Impôt complémentaire, exercice 1947, versement provi- sionnel	1.030.000,—
Impôt complémentaire, exercice 1947, provision supplé- mentaire	600.000,—
Provision pour impôt complémentaire, exercice 1948	1.200.000,—

Amortissement sur immobilisé	3.855.918,91
Provisions diverses	2.700.000,—
Bénéfice net	3.629.590,40

Fr. 14.744.267,71

CREDIT

Solde à nouveau fr.	178.763,75
Résultat brut d'exploitation	10.653.618,53
Revenus et rentrées divers	3.911.885,43

Fr. 14.744.267,71

REPARTITION

Réserve statutaire fr.	181.479,50
Premier dividende parts sociales	1.095.000,—
Allocations statutaires	217.434,70
Super-dividende parts sociales	1.971.000,—
Solde à reporter	164.676,20

Fr. 3.629.590,40

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vice-Président :

Monsieur Pierre Orts, administrateur de sociétés, demeurant 214, avenue Louise, à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant 90, avenue Molière, à Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

Monsieur Jules Van Bleyenbergh, ingénieur A. I. A., demeurant 129, Dieweg, à Uccle.

Administrateurs :

Monsieur Robert Cambier, administrateur de sociétés, demeurant 20, rue de Comines, à Bruxelles.

Monsieur le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de sociétés, demeurant Hoogveld, Notre-Dame-au-Bois (Overyssche).

Monsieur Abe Gelman, administrateur de sociétés, demeurant à Bulawayo (Rhodésie du Sud).

Monsieur Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo, demeurant 15, avenue de l'Orée, à Bruxelles.

Monsieur le Baron Léon Lambert, administrateur de sociétés, demeurant 24, avenue Marnix, à Bruxelles.

Monsieur le Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, officier retraité, demeurant 22, rue Vilain XIV, à Bruxelles.

Monsieur Paul Philippson, banquier, demeurant 17, avenue Général Baron Empain, à Bruxelles.

Monsieur Henri Seyl, directeur de la Société en Afrique, Elisabethville (Katanga-Congo Belge).

COLLEGE DES COMMISSAIRES

Monsieur Jean Goethals, propriétaire, demeurant villa « Madona », à Lophem.

Monsieur Max Gottschalk, avocat honoraire, demeurant 42, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Monsieur Léon Scheid, propriétaire, demeurant 25, rue du Clocher, à Etterbeek.

Monsieur J.-F. Greaves, expert-comptable A. C. A., demeurant 14, rue de la Chancellerie, à Bruxelles.

Bruxelles, le 2 juin 1949.

COMPAGNIE D'ELEVAGE ET D'ALIMENTATION DU KATANGA

L'Administrateur-Directeur,

(s.) J. VAN BLEYENBERGHE.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) G. de FORMANOIR de la CAZERIE.

COMPAGNIE D'ELEVAGE ET D'ALIMENTATION DU KATANGA

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga-Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3397.

Constituée le 5 juin 1925, à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 1^{er} juillet 1925. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 24 juin 1925, 24 juillet 1926, 24 décembre 1926, 6 mai 1928, 21 décembre 1929, 26 juillet 1930, 18 avril 1935, 19-20 août 1935, 25 juin 1937, 5 janvier 1940, 23 août 1946. Actes n°s 8173, 9064, 13.424, 6472, 18.962, 12.157, 4879, 12.200, 10.241, 111 et 17.024 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1925, 15 septembre 1926, 15 janvier 1927, 15 mai 1928, 15 mars 1930, 15 septembre 1930, 15 juin 1935, 15 octobre 1935, 15 août 1937, 15 février 1940 et 15 novembre 1946.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 2 juin 1949.*

DEMISSION DU PRESIDENT DU CONSEIL
ET NOMINATION DE DEUX ADMINISTRATEURS

4° — sur proposition de Monsieur le Président, l'assemblée, par application de l'article 14 des statuts, décide de conférer un mandat d'administrateur à Monsieur le Baron Léon Lambert, qui exercera ses fonctions à partir du 3 juillet 1949 et dont le mandat expirera après l'assemblée générale ordinaire de 1955, et renouvelle pour une durée de six ans, c'est-à-dire jusqu'après l'assemblée générale de 1955, le mandat de commissaire de Monsieur Léon Scheid qui vient à expiration ce jour.

L'assemblée accepte la démission, pour raisons de convenances personnelles, de Monsieur le Comte Lippens, administrateur et confie à Monsieur le Baron José de Crombrughe de Looringhe, le mandat devenu vacant.

Bruxelles, le 2 juin 1949.

Pour copie certifiée conforme.

COMPAGNIE D'ELEVAGE ET D'ALIMENTATION DU KATANGA

L'Administrateur-Directeur,

(s.) J. VAN BLEYENBERGHE.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) G. de FORMANOIR de la CAZERIE.

Société des Plantations de Gwese
Société congolaise à responsabilité limitée

EN LIQUIDATION

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 11.310.

BILAN DE LIQUIDATION AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Disponible	fr.	202.621,26
Compte de liquidation		16.831,73
	Fr.	<u>219.452,99</u>

PASSIF

De la Société envers elle-même	fr.	61.650,99
Envers les tiers		157.802,—
	Fr.	<u>219.452,99</u>

COMPTE DE LIQUIDATION AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais de liquidation, frais généraux et divers	fr.	<u>21.681,60</u>
--	-----	------------------

CREDIT

Intérêts en banque et divers	fr.	4.849,87
Excédent des frais		16.831,73
	Fr.	<u>21.681,60</u>

COLLEGE DES LIQUIDATEURS

Monsieur Cambier, Robert, ingénieur A. I. A., demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 131, chaussée de Charleroi.

Monsieur Lippens, Léon, docteur en droit, demeurant au Zoute-Knocke, villa « Den Hil », avenue du Bois.

Bruxelles, le 8 juin 1949.

Certifié conforme.

Un Liquidateur,
(s.) L. LIPPENS.

Un Liquidateur,
(s.) R. CAMBIER

Société Minière de la Bili

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Buta (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 41, rue Jean Stas.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 91.100.

Actes constitutif et modificatif
n° 7007, de 1937, n°s 13.585 et 13.586 de 1938.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 31 mai 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Concessions pour mémoire

Prospections :

Dépenses exercices ant. fr.	410.660,83	
Dépenses de l'exercice . .	1.269.407,62	
	<u> </u>	1.680.068,45
Amortissem. exerc. antér.	82.132,83	
Amortissement de l'exerc.	82.132,—	
	<u> </u>	164.264,83
		<u> </u>
		1.515.803,62

Routes :

Dépenses exercices antér.	54.623,23	
Dépenses de l'exercice . .	2.176,—	
	<u> </u>	56.799,23
Amortissem. exerc. antér.	10.924,23	
Amortissement de l'exerc.	10.924,—	
	<u> </u>	21.848,23
		<u> </u>
		34.951,—

Travaux préparatoires :

Dépenses de l'exercice	242.055,08	
Amortissement de l'exercice	108.140,—	
	<u> </u>	133.915,08

Réalisable :

Actionnaires	800.000,—	
Débiteurs divers	2.472.604,51	
Or à réaliser	531.828,—	
		3.804.432,51

Disponible :

Caisses et banques	212.163,87
------------------------------	------------

Compte d'ordre :

Dépôts titres (cautionnements)	pour mémoire
	Fr. 5.701.266,08

PASSIF

Non exigible :

Capital : 10.000 act. A. de fr. 500 . fr.	5.000.000,—	
1.000 parts de fondateur s. v. n.	pour mémoire	
10.000 actions B. s. v. n.	pour mémoire	
	5.000.000,—	
Réserve statutaire	171.406,35	
Fonds de réserve	150.000,—	
		5.321.406,35

Exigible :

Créditeurs divers	45.121,56	
Coupons à payer	60,—	
		45.181,56

Pertes et profits :

Bénéfice reporté	536.221,46	
Perte de l'exercice	201.543,29	
		334.678,17

Compte d'ordre :

Déposants titres cautionnement	pour mémoire
	Fr. 5.701.266,08

PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948.

DOIT

Dépenses d'exploitation et frais d'administration . . . fr.	1.553.747,55
Frais sur réalisation or	12.403,88
Perte sur vente titres	47.695,05
Amortissements de l'exercice :	
sur routes	10.924,—
sur prospections	82.132,—
	<u>93.056,—</u>
Fr.	<u>1.706.902,48</u>

AVOIR

Valeur de la production fr.	948.232,23
Remboursement sur impôts	480.080,—
Dividende sur portefeuille	11.452,80
Intérêts et commissions	65.594,16
Perte de l'exercice	201.543,29
Fr.	<u>1.706.902,48</u>

SITUATION DU CAPITAL

Capital souscrit fr.	5.000.000,—
Capital versé	4.200.000,—
Capital non appelé fr.	<u>800.000,—</u>

RESOLUTIONS

L'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1. — Elle approuve le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948.

2. — Elle donne, par vote spécial, décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1948.

3. — *Elections et nominations statutaires.*

A l'unanimité, l'assemblée réélit pour une durée de six ans, aux fonctions d'administrateur M. Etienne Asselberghs et à celles de commissaire le Baron Marcel de Schaetzen. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 1955.

L'assemblée prend acte de la démission de MM. Georges Rouma et Georges Ugeux, administrateurs, et de M. George van Stappen, commissaire.

A l'unanimité, elle désigne M. René Brasseur, ingénieur E. C. A. M. de Paris, 50, Heymansdries, à Rhode-Saint-Genèse, pour achever le mandat d'administrateur de M. Georges Ugeux, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 1952.

A l'unanimité, elle désigne M. Frans Tilmans, ingénieur civil A. I. A., 878, chaussée de Waterloo, à Bruxelles, pour achever le mandat de commissaire de M. George van Stappen, mandat qui vient à expiration de l'assemblée générale ordinaire de mai 1950.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. William Delloye, administrateur de sociétés, 50, avenue Maurice, à Bruxelles. Président.

M. Etienne Asselberghs, géologue, 11, place Foch, à Louvain. Administrateur-Délégué.

M. Henry Gérardon, ingénieur civil A. I. A., 103, avenue de Broqueville, à Woluwe-Saint-Lambert. Administrateur.

M. Georges Rouma, administrateur de sociétés, 16, rue Marie Depage, à Uccle. Administrateur.

M. Georges Ugeux, administrateur de sociétés, 19, rue Ernest Gossart, à Uccle. Administrateur.

M. Marcel van de Putte, ingénieur A. I. Lg., villa « Nyumba », Kap-pelenbosch, à Kappellen. Administrateur.

M. Jacques Van Halteren, employé, 31, rue des Coteaux, Pontoise (France). Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

Le Baron Marcel de Schaetzen, propriétaire, 87, rue Royale, à Bruxelles.

M. George van Stappen, licencié en Sciences commerciales, 9, rue Paul Lauters, à Bruxelles.

DELEGUE DU MINISTERE DES COLONIES

M. Jean Frédéric, directeur au Ministère des Colonies, 7, place Royale, à Bruxelles.

SOCIETE MINIERE DE LA BILI

L'Administrateur-Délégué,

(s.) E. ASSELBERGHS.

Société Minière de Kindu « SOMIKIN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 53.036.

—

Actes constitutifs publiés dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1931, 15 mai 1932, 15 novembre 1932, 15 février 1934, 15 juin 1935 et 15 avril 1937 et dans les annexes au « Moniteur Belge » des 6-7-8 avril 1931, n° 4072; 19 décembre 1931, n° 16.343; 19 mars 1932, n° 2419; 13 juillet 1932, n° 10.512; 26 novembre 1933, n° 14.448; 14 avril 1935, n° 4546; 15-16 février 1937, n° 1447.

BILAN AU 31 MARS 1949

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital . . . pour mémoire
Apports, concessions et prospections pour mémoire

Réalisable :

Portefeuille fr. 8.810.000.—

Disponible :

Banques et chèques-postaux 3.214.880,79

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires pour mémoire

Fr. 12.024.880,79

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 16.000 actions de capital de
fr. 500 fr. 8.000.000,—

1.000 actions de dividende sans
désignation de valeur . pour mémoire

8.000.000,—

Réserve statutaire	425.182,18	
Réserve extraordinaire	600.000,—	
	<u> </u>	9.025.182,18

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	21.743,50	
Coupons à payer	152.409,60	
	<u> </u>	174.153,10

Compte d'ordre :

Déposants statutaires		pour mémoire
---------------------------------	--	--------------

Profits et pertes :

Solde	2.825.545,51	
	<u> </u>	
	Fr. 12.024.880,79	<u> </u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Report de l'exercice précédent	fr. 181.196,34	
Frais généraux et charges financières	138.785,80	
Solde	2.825.545,51	
	<u> </u>	
	Fr. 3.145.527,65	<u> </u>

CREDIT

Revenus du portefeuille	fr. 3.143.359,65	
Intérêts	2.168,—	
	<u> </u>	
	Fr. 3.145.527,65	<u> </u>

REPARTITION

Réserve statutaire 5 %	fr. 141.277,51	
Dividende :		
Fr. 30 par titre aux 16.000 actions de capital	480.000 —	
Tantièmes au Conseil général	268.426,—	

Superdividende :

60 fr. 25 par titre aux 16.000 actions de capital	964.000,—
96 fr. 40 par titre aux 10.000 dixièmes d'action de dividende	964.000,—
Report à nouveau	7.842,—
	Fr. 2.825.545,51

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 7 JUIN 1949

A l'unanimité, l'assemblée prend les résolutions suivantes :

1^o) Elle approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948-1949.

2^o) Elle fixe les dividendes de cet exercice comme suit :

90 fr. 25 pour les actions de capital,

96 fr. 40 pour les dixièmes d'action de dividende.

Tenant compte des taxes déjà acquittées à la source sur les revenus de la Société, il n'y a pas lieu de prévoir un impôt sur le dividende. Celui-ci sera payable à partir du 10 juin 1949, aux guichets de la Banque Commerciale du Congo, 16, rue Thérésienne, à Bruxelles, par :

90 fr. 25 net par action de capital contre remise du coupon n° 5,

96 fr. 40 net par dixième d'action de dividende contre remise du coupon n° 3.

3^o) Elle donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice écoulé.

4^o) Elle réélit en qualité d'administrateur, Monsieur Marcel Jacques, dont le mandat est venu à expiration ce jour.

Elle élit définitivement, en qualité d'administrateur, Monsieur Georges Hannecart, désigné provisoirement à ces fonctions par le Conseil général, en remplacement de Monsieur Georges Ugeux, administrateur démissionnaire.

Elle acte la démission de Monsieur Georges Rouma, administrateur et désigne Monsieur René Brasseur, pour achever son mandat.

Elle acte la démission de Monsieur Victor Parmentier, commissaire, et désigne Monsieur Pierre De Leeuw pour le remplacer dans ces fonctions.

Elle acte la démission de Monsieur Marcel Loumaye, commissaire et désigne Monsieur Renaud Loumaye pour achever son mandat.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

Mr. William Delloye, administrateur de sociétés, 50, avenue Maurice, Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

Mr. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles IV.

Administrateurs :

Mr. Etienne Asselberghs, géologue, 11, place Foch, Louvain.

Mr. Jacques d'Andrimont, ingénieur A. I. Lg., 4, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek.

Mr. Emmanuel de Beer de Laer, docteur en droit, 4, rue Jules Lejeune, Ixelles.

Mr. Louis Frère, administrateur de sociétés, 154, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre.

Mr. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, Etterbeek.

Mr. Georges Hannecart, administrateur de sociétés, 144, boulevard du Souverain, Auderghem.

Mr. Georges Rouma, administrateur de sociétés. 16, rue Marie Depage, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

Mr. Marcel Loumaye, avocat honoraire, 26, avenue Emile Duray, Ixelles.

Mr. Pierre Vlayen, expert-comptable, 19, avenue des Klauwaert, Ixelles.
Bruxelles, le 7 juin 1949.

Certifié conforme.

Deux Administrateur :

(s.) Marcel JACQUES
Administrateurs de sociétés
1, avenue des Scarabées
Bruxelles.

(s.) Léopold HOOGVELST
Administrateur de sociétés
29, avenue de Tervueren
Etterbeek.

Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1)

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE NEUF, LE VINGT-DEUX MARS, A QUATORZE HEURES ET DEMIE.

A Bruxelles, avenue Marnix, numéro 25.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, autorisée par arrêté royal du trois octobre mil neuf cent vingt-sept, constituée suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le seize septembre mil neuf cent vingt-sept, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix-onze octobre mil neuf cent vingt-sept, numéro 12.086, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre mil neuf cent vingt-sept et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le cinq juin mil neuf cent trente et un, publié après autorisation par arrêté royal en date du six juillet mil neuf cent trente et un, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente et un et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-quatre juillet mil neuf cent trente et un, numéro 11.402.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La Colonie du Congo Belge, propriétaire de
un million cent mille actions de capital. 1.100.000

ici représentée par Monsieur Michel Halewyck de Heusch, secrétaire Permanent au Recrutement, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, rue Saint-Josse, numéro 22, suivant procuration du sept de ce mois.

2. — Monsieur Lambert Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, numéro 15a, propriétaire de cinquante actions privilégiées. 50

3. — Monsieur Guillaume Olyff, Directeur Général Honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Jonnart, numéro 51, propriétaire de cinquante actions privilégiées. 50

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 juillet 1949. — 1^{re} partie.

4. — Monsieur Nicolas Cito, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue de l'Abbaye, numéro 29, propriétaire de cinquante actions privilégiées. 50

ici représenté par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, suivant procuration du seize de ce mois.

5. — Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie, administrateur de sociétés, demeurant au Château de et à Annevoie, propriétaire de vingt-cinq actions privilégiées. 25

6. — La Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de six mille huit cent quatre vingt onze actions privilégiées. 6.891

ici représentée par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, suivant procuration du dix de ce mois.

7. — La Banque de la Société Générale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 3, propriétaire de cent mille actions privilégiées. 100.000

ici représentée par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, suivant procuration du seize de ce mois.

8. — Union Nationale des Transports Fluviaux, Unatra, Société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de de deux mille quatre vingt sept actions privilégiées. 2.087

ici représentée par Monsieur Guillaume Olyff, prénommé, suivant procuration du six de ce mois.

9. — Monsieur René Wolff, propriétaire, demeurant à Uccle, avenue Alphonse XIII, numéro 54, propriétaire de deux cent vingt actions privilégiées. 220

ici représenté par Monsieur Guillaume Olyff, prénommé, suivant procuration du sept de ce mois.

Ensemble un million cent mille actions de capital et cent neuf mille trois cent soixante treize actions privilégiées.

1.100.000 109.373

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente cinq des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Lambert Jadot, prénommé, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Robert Angherhausen, Fondé de Pouvoirs, demeurant à Ixelles, rue Jean d'Ardenne, numéro 48, ici intervenant, et comme scrutateurs, Messieurs Michel Halewyck de Heusch et Pierre de Montpellier d'Annevoie, tous deux prénommés.

Monsieur le Président expose :

II. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

A. — Approbation d'un avenant à la convention du treize avril mil neuf cent vingt-sept intervenu entre la Colonie du Congo Belge, la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga (B.C.K.) et la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo (Léokadi), modifiant l'article vingt-six de la dite convention, savoir :

Il est ajouté la disposition suivante à l'article vingt-six de la convention du treize avril mil neuf cent vingt-sept, entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga :

La société couvrira au moyen des disponibilités de sa trésorerie les dépenses de premier établissement auxquelles elle ne pourra pourvoir au moyen de fonds de construction.

Ces dépenses seront amorties au moyen du Fonds d'Amortissement qui s'élevait à treize millions neuf cent quatre vingt-dix-sept mille huit cent soixante francs, à fin mil neuf cent quarante sept. A ce montant sera ajoutée la dotation extraordinaire de quarante millions cent quatre vingt-treize mille sept cent quatre vingt seize francs. La somme totale de cinquante quatre millions cent quatre vingt onze mille six cent cinquante six francs sera placée comme l'est actuellement le Fonds d'amortissement.

La différence, en plus ou en moins, entre le produit de ce placement, et quatre pour cent, sera imputée au compte de résultat de la société.

B. — Modifications aux statuts :

1^o) Article trente trois, le premier alinéa est modifié comme suit :

« La société a pour objet l'étude, la construction et l'exploitation aux conditions établies par la convention du treize avril mil neuf cent vingt sept, conclue entre la Colonie et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, ainsi que par l'avenant du vingt-six juin mil neuf cent quarante huit à la dite convention intervenu entre la Colonie, la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga et la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo. »

2^o) Article onze — au deuxième alinéa après les mots : « les actions privilégiées » ajouter les mots « ou de jouissance ».

Après le troisième alinéa, ajouter un nouvel alinéa libellé comme suit :

« La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription, au choix du propriétaire, dans un registre tenu soit au siège social, soit au siège administratif. Des certificats non transmissibles constatant cette inscription sont délivrés aux actionnaires. »

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article trente trois des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du deux mars mil neuf cent quarante neuf.

Le « Moniteur Belge », numéro du trois mars mil neuf cent quarante neuf.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », numéro du premier mars mil neuf cent quarante neuf.

« Het Laatste Nieuws », numéro du quatre mars mil neuf cent quarante neuf.

Qu'en outre, les actionnaires en nom, ont été convoqués par lettre missive leur adressée le vingt-huit février mil neuf cent quarante neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article trente et un des statuts.

IV. — Que sur les un million cent mille actions de capital et les un million cent soixante seize mille trois cent soixante quinze actions privilégiées et les vingt trois mille six cent vingt-cinq actions de jouissance, la présente assemblée réunit les un million cent mille actions de capital et cent neuf mille trois cent soixante treize actions privilégiées.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-huit des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Monsieur le Président donne connaissance à l'assemblée d'une lettre adressée au nom de la société le douze juin mil neuf cent quarante huit, à Monsieur le Ministre des Colonies, dans laquelle il est stipulé notamment ce qui suit :

« Quant aux réserves formulées, par votre lettre du dix-neuf mars et »
» rappelée par celle du vingt mai, nous vous prions de noter que, sauf »
» perturbations monétaires importantes :

» 1^o) Nous veillerons à conserver en permanence un disponible suffi- »
» sant pour faire face à tout moment à nos besoins normaux de renouvel- »
» lement du matériel et des installations.

» 2^o) Nous sommes d'accord pour vous faire connaître périodiquement »
» nos besoins en matériel, les prévisions de renouvellement étant calculées »
» pour trois ans au moins.

» 3^o) Les dotations normales au Fonds de Renouvellement continueront »
» à être calculées suivant les formules antérieurement admises; il va de »
» soi qu'il ne peut être question de reconstituer le Fonds de Renouvelle- »
» ment au moyen de dotations anormales qui risqueraient de déclencher »
» le peu de la garantie accordée par la Colonie. »

L'assemblée, après délibération prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée approuve l'avenant à la convention du treize avril mil neuf cent vingt-sept, intervenu entre la Colonie du Congo Belge, la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga (B.C.K.) et la société des Chemins de Fer de Léopoldville-Katanga-Dilolo (Léokadi) modifiant l'article vingt-six de la dite convention, savoir :

Il est ajouté la disposition suivante à l'article vingt-six de la convention du treize avril mil neuf cent vingt-sept entre la Colonie du Congo Belge et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga :

« La société couvrira au moyen des disponibilités de sa trésorerie les
» dépenses de premier établissement auxquelles elle ne pourra pourvoir
» au moyen du fonds de construction.

» Ces dépenses amorties au moyen du Fonds d'amortissement qui s'élève à treize millions neuf cent quatre vingt-dix sept mille huit cent soixante francs à fin mil neuf cent quarante sept.

» A ce montant sera ajoutée la dotation extraordinaire de quarante millions cent quatre vingt-treize mille sept cent quatre vingt seize francs.
» La somme totale de cinquante quatre millions cent quatre vingt onze mille six cent cinquante six francs, sera placée comme l'est actuellement le Fonds d'Amortissement.

» La différence en plus ou en moins entre le produit de ce placement et quatre pour cent, sera imputée au compte de résultats de la société. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article trois, le premier alinéa est remplacé par :

« La société a pour objet l'étude, la construction et l'exploitation aux conditions établies par la convention du treize avril mil neuf cent vingt-sept, conclue entre la Colonie et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, ainsi que par l'avenant du vingt-six juin mil neuf cent quarante huit à la dite convention intervenu entre la Colonie, la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga et la Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo. »

A l'article onze, au deuxième alinéa, après les mots : « actions privilégiées » sont ajoutés les mots : « ou de jouissance ».

Au même article onze, après le troisième alinéa est intercalé un nouvel alinéa conçu comme suit :

« La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription, au choix du propriétaire, dans un registre tenu soit au siège social, soit au siège administratif. Des certificats non transmissibles constatant cette inscription sont délivrés aux actionnaires. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quatorze heures trois quarts.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) L. Jadot, R. Angherausen, M. Hallewyck de Heusch, P. de Montpellier d'Annevoie, G. Olyff, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C.11, le trente mars 1949.

Volume 1354, folio 3, case 2, quatre rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME

Hubert Scheyven.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 4361.

Bruxelles, le 5 avril 1949 (signé) Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht apposée d'autre part.

Bruxelles, le 7 avril 1949.

Le Directeur (signé) Van Nysten.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nysten, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 avril 1949.

Le Conseiller (signé) P. Jentgen.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
le 7 mai 1949.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 7 Mei 1949.

(signé) P. WIGNY.

Fédération d'Entreprises Industrielles

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Albertville (Congo Belge)

Siège administratif : Bruxelles.

—
CONSTITUTION (1)

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le six avril,

A Bruxelles, rue du Congrès, N° 33.

Devant nous, ALBERT RAUCQ, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Monsieur le Baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt, N° 72.

Madame Rosezell-Rowland, sans profession et son époux qu'il assiste et autorise Monsieur le Baron Edouard Empain, prénommé, avec qui elle demeure à Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt, 72.

Agissant respectivement en qualité de tutrice et de co-tuteur du mineur baron Edouard Empain demeurant avec eux.

Madame Janine Empain, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Jacques Grazia, administrateur de sociétés, avec qui elle demeure à Bruxelles, rue du Buisson, N° 2.

Mademoiselle Huguette Empain, sans profession, demeurant à Bruxelles, rue du Congrès, N° 33.

Mademoiselle Mathilde Hofman, sans profession, demeurant à Uccle, Avenue Winston Churchill, N° 49 A.

Agissant en qualité de tutrice de Mademoiselle Nicole Empain, demeurant avec elle.

Monsieur Georges Theunis, ingénieur-électricien, demeurant à Bruxelles, rue des Deux Eglises, N° 2.

Monsieur Robert Haerens, ingénieur-civil, demeurant à Uccle (Bruxelles) Avenue Brugmann, 384.

Monsieur Henri Velge, Premier président du Conseil d'Etat, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint Michel, N° 47.

Monsieur Charles Cornez, avocat honoraire près la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 214.

Monsieur Fernand Favresse, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Bruxelles, rue du Berceau, N° 28.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 juillet 1949. — 1^{re} partie.

Madame Marguerite Favresse, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Paul-Noé Weiler, ingénieur des mines, demeurant à Uccle, Avenue du Beau-Séjour, N° 53.

Monsieur Henri Marchal, ingénieur civil des Mines, demeurant à Ixelles, rue Dautzenberg, N° 39.

Monsieur René Destrée, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Van Eyck, N° 48.

Monsieur François Harmant, ingénieur civil, demeurant à Malmédy, Rond Thier; Madame Isabelle Harmant, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Henri Vicomte de Champs de Saint Léger, avec qui elle demeure à Woluwe-Saint-Lambert, rue Jean-Baptiste Timmermans, N° 42; Madame Hedwige Harmant, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Raoul Comte Bohrer de Kreuznach, avec qui elle demeure à Woluwe-Saint-Lambert, Avenue de Septembre, 14; Monsieur Edouard Harmant, ingénieur-civil, demeurant à Uccle, Avenue Alphonse XIII, N° 56; Madame Françoise Harmant, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Jean Marquis de Bony de Lavergne, avec qui elle demeure à Etterbeek, rue d'Oultremont, 3. Ensemble représentant la succession de leur père Monsieur Eugène-Emile-Louis Harmant.

Monsieur Jean baron Buffin de Chosal, propriétaire, demeurant à Ixelles (Bruxelles), Avenue des Klauwaerts, N° 24.

Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue du Bosquet, N° 88.

Monsieur Jean van den Berck van Heemstede, licencié en Sciences financières, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 115.

Monsieur Jacques Grazia, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue du Buisson, N° 2.

Monsieur Joe Renson, administrateur de sociétés, demeurant au Caire (Egypte) Shepheard's Hotel.

Monsieur Gaston Cockaerts, propriétaire, demeurant à Schaerbeek, rue Victor Lefèvre, N° 37.

Monsieur Edgard Marchal, comptable, demeurant à Wemmel, Avenue Limburg Stirum, N° 235.

La société anonyme dénommée « Société Auxiliaire Belge d'Entreprises Générales Auxibel » ayant son siège social à Bruxelles, rue de l'Enseignement, N° 91.

PROCURATIONS.

Monsieur le baron Edouard Empain et Madame Rosezell Rowland épouse de Monsieur le baron Edouard Empain sont représentés par Monsieur Robert Haerens.

Madame Janine Empain épouse de Monsieur Jacques Grazia et la société anonyme « Auxiliaire Belge d'Entreprises Générales Auxibel » sont représentés par Monsieur Jacques Grazia.

Mademoiselle Huguette Empain est représentée par Monsieur Jean van den Berch van Heemstede.

Messieurs Georges Theunis, Henri Velge, René Destrée, Jean baron Buffin de Chosal et Maurice Lefranc sont représentés par Monsieur Charles Cornez.

Mademoicelle Nicole Empain, Monsieur Fernand Favresse et Madame Marguerite Favresse sont représentés par Monsieur Gaston Cockaerts.

Monsieur Joe Renson est représenté par Monsieur Edgard Marchal.

Les procurations sont sous seing privé et sont demeurées annexées au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société ci-après désignée dressé par le notaire soussigné le trente-un janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Les héritiers de Monsieur Eugène Harmant sont représentés par Monsieur Edgard Marchal aux termes de deux procurations sous seings privés, d'une procuration reçue par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt-huit avril mil neuf cent quarante-sept et d'une substitution de pouvoirs sous seing privé.

Les deux procurations et un extrait littéral de l'acte reçu par Maître Scheyven le vingt-huit avril mil neuf cent quarante-sept sont demeurés annexés au procès-verbal dressé par le notaire soussigné le trente-un janvier mil neuf cent quarante-neuf; l'acte de substitution de pouvoirs est ci-annexé.

(on omet)

Les comparants requièrent le notaire soussigné de constater authentiquement les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils arrêtent comme suit :

STATUTS.

TITRE PREMIER.

DENOMINATION. — SIEGE SOCIAL. — OBJET. — DUREE.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « FÉDÉRATION D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ».

ARTICLE DEUX. — Le siège social est établi à Albertville. Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité du Congo Belge qui sera désignée par le Conseil d'Administration, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité belge, congolaise ou étrangère, à désigner par le conseil d'administration.

Tout changement du siège social ou du siège administratif sera publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et au « Moniteur Belge ».

ARTICLE TROIS. — La société a pour objet de faire pour elle-même ou pour compte de tiers, au Congo Belge, en Belgique ou dans d'autres pays, toutes opérations financières et de gestion.

Elle peut notamment participer à toutes entreprises commerciales, minières et immobilières, créer ou gérer de telles entreprises ou les commander, recevoir en dépôt des valeurs quelconques ainsi que des fonds en compte courant ou autrement avec ou sans bonification d'intérêt.

La société peut faire toutes opérations industrielles, commerciales et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet principal ou étant de nature à favoriser sa réalisation.

ARTICLE QUATRE. — La durée de la société est de trente ans, à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal cette durée pourra successivement être prorogée par décision de l'assemblée générale des actionnaires, convoqués et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

La société peut stipuler ou s'engager pour un terme excédant sa durée.

ARTICLE CINQ. — La société pourra être dissoute anticipativement par simple décision de l'assemblée générale des actionnaires convoqués et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

TITRE DEUX.

CAPITAL. — APPORTS. — ACTIONS. — OBLIGATIONS.

ARTICLE SIX. — Le capital social est fixé à SOIXANTE MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS.

Il est représenté par soixante mille actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune.

En outre, en exécution de la loi belge du dix-sept octobre mil neuf cent quarante-cinq établissant un impôt sur le capital, il est attribué à l'Etat Belge deux mille cinq cents actions.

Le conseil d'administration peut décider la division des actions en coupures dans les conditions qu'il détermine.

Il est fait apport par l'unanimité des actionnaires de la société anonyme belge « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E. L. J. Empain) dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue ce jour, de tout l'actif et de tout le passif de la dite société tels qu'ils résultent de la situation arrêtée au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, qui s'établit comme suit :

ACTIF

IMMOBILISE :

Mobilier : vingt mille cent quatre-vingt-six francs septante centimes	20.186,70
---	-----------

A déduire : amortissements exercice mil neuf cent quarante-huit : mille neuf francs trente centimes	1.009,30
---	----------

Reste : dix-neuf mille cent septante-sept francs quarante centimes	19.177,40
--	-----------

DISPONIBLE :

Banquiers : deux millions neuf cent vingt-neuf mille quatre cent dix-huit francs dix-neuf centimes	2.929.418,19
--	--------------

REALISABLE :

Portefeuille-titres : soixante-quatre millions deux cent vingt-six mille quatre-vingt-trois francs soixante-un centimes	64.226.083,61
---	---------------

Portefeuille attributions compensatoires : sept cent soixante-sept mille sept cent quarante-sept francs cinquante centimes	767.747,50
--	------------

Portefeuille en nantissement : soixante-quatre millions trois cent trente-trois mille francs	64.333.000,—
--	--------------

Ensemble : cent vingt-neuf millions trois cent vingt-six mille huit cent trente-un francs onze centimes	129.326.831,11
---	----------------

Actionnaires : deux millions neuf cent vingt-cinq mille francs	2.925.000,00
--	--------------

Débiteurs divers : un million vingt-neuf mille trois cent quarante-deux francs vingt-cinq centimes	1.029.342,25
--	--------------

Total : cent trente-trois millions deux cent quatre-vingt-un mille cent septante-trois francs trente-six centimes	133.281.173,36
---	----------------

COMPTE DEBITEURS :

Versements restant à effectuer sur titres : huit millions huit cent dix-neuf mille septante-un francs vingt-cinq centimes	8.819.071,25
---	--------------

Titres déposés pour compte de tiers : huit cent onze mille sept cent soixante-deux francs trente centimes	811.762,30
---	------------

Divers: treize mille neuf cents francs ...	13.900,00	
Ensemble: neuf millions six cent quarante-quatre mille sept cent trente-trois francs cinquante-cinq centimes		9.644.733,55

COMPTES D'ORDRE :

Garanties pour compte de tiers: vingt-cinq millions de francs	25.000.000,00	
Dépôts statutaires: un million deux cent trente mille francs	1.230.000,—	
Ensemble: vingt-six millions deux cent trente mille francs		26.230.000,00
Total: cent septante deux millions cent quatre mille cinq cent et deux francs cinquante centimes		<u>172.104.502,50</u>

PASSIF

DETTE DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital: soixante millions de francs	60.000.000,00	
Représenté par soixante-deux mille cinq cents actions.		
Réserve légale: six millions de francs...	6.000.000,00	
Réserve spéciale: quinze millions six cent quatre-vingt-cinq mille six cent septante-trois francs quatre-vingt-sept centimes	15.685.673,87	
Fonds de prévoyance: douze millions quatre-vingt-cinq mille neuf cent soixante-trois francs trente centimes	12.085.963,30	
Ensemble: trente-trois millions sept cent septante-un mille six cent trente-sept francs dix-sept centimes		33.771.637,17
Attributions compensatoires: huit cent vingt-deux mille neuf cent soixante-deux francs vingt-trois centimes		822.962,23

DETTES AVEC GARANTIES:

Banquiers: trente-un millions de francs	31.000.000,00
---	---------------

DETTES SANS GARANTIES :

Prévision fiscale: deux millions quatre cent cinquante-six mille neuf cent vingt-un francs cinq centimes	2.456.921,05
--	--------------

Créditeurs divers: deux cent nonante-huit mille trois cent cinquante-six francs quinze centimes	298.356,15	
Ensemble: deux millions sept cent cin- quante-cinq mille deux cent septante- sept francs vingt centimes	—————	2.755.277,20

COMPTES CREDITEURS :

Revenus étrangers bloqués et non trans- férables: un million neuf cent douze mille huit cent vingt-un francs cin- quante-deux centimes	1.912.821,52	
Versements restant à effectuer sur titres: huit millions huit cent deux-neuf mille septante-un francs vingt-cinq centimes	8.819.071,25	
Ensemble: dix millions sept cent trente- un mille huit cent nonante-deux francs septante-sept centimes	—————	10.731.892,77

COMPTES D'ORDRE :

Engagements pour compte de tiers: vingt- vingt-cinq millions de francs	25.000.000,00	
Déposants statutaires: un million deux cent trente mille francs	1.230.000,00	
Ensemble: vingt-six millions deux cent trente mille francs	—————	26.230.000,00

PROFITS ET PERTES :

Solde créditeur: six millions sept cent nonante-deux mille sept cent trente-trois francs treize centimes	6.792.733,13	
Total : cent septante deux millions cent et quatre mille cinq cent et deux francs cinquante centimes	————— =====	172.104.502,50

La présente société aura, rétroactivement depuis le trente-un décembre mil neuf cent quarante-huit, la jouissance de tous les biens apportés, toutes les opérations faites par la société apporteuse depuis cette date étant pour le compte de la présente société et à ses profits et risques, comme si elle-même les avait faites.

Observation est faite notamment que depuis le trente-un décembre mil neuf cent quarante-huit, les actions ont été entièrement libérées suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration le vingt-un décembre mil neuf cent quarante-huit.

La présente société s'oblige d'autre part à supporter seule et exclusive-
ment tout le passif de la société apporteuse, à reprendre et à continuer tous
les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle tant acti-
vement que passivement et à la garantir contre toutes actions ou réclama-
tions quelconques, le tout, de façon qu'elle ne puisse jamais être recher-
chée ni inquiétée.

Les soixante mille actions représentant le capital social sont réparties, entièrement libérées et titre pour titre entre les comparants au prorata de leur participation dans la société anonyme belge « Fédération d'Entreprises Industrielles — Anciennement E. L. J. Empain », savoir :

Monsieur le Baron Edouard Empain : mille actions.	1.000
Madame Rosezell Rowland et son époux Monsieur le Baron Edouard Empain agissant respectivement en qualité de tutrice et de cotuteur du mineur baron Edouard Empain : quinze mille six cent vingt-cinq actions.	15.625
Madame Janine Empain épouse de Monsieur Jacques Grazia : quinze mille six cent vingt-six actions.	15.626
Mademoiselle Huguette Empain : quinze mille six cent vingt-six actions.	15.626
Mademoiselle Mathilde Hofman agissant en qualité de tutrice de Mademoiselle Nicole Empain : deux mille huit cent quarante-une actions.	2.841
Monsieur Georges Theunis : neuf cents actions.	900
Monsieur Robert Haerens : deux cent soixante-huit actions.	268
Monsieur Henri Velge : deux cent cinquante-trois actions.	253
Monsieur Charles Cornez : cent et dix actions.	110
Monsieur Fernand Favresse : douze actions.	12
Madame Marguerite Favresse épouse de Monsieur Paul-Noé Weiler : douze actions.	12
Monsieur Henri Marchal : dix-huit actions.	18
Monsieur René Destrée : onze cent vingt actions.	1.120
Monsieur François Harmant, Madame Isabelle Harmant épouse de Monsieur Henri vicomte de Champs de Saint-Léger, Madame Hedwige Harmant épouse de Monsieur Raoul Comte Bohrer de Kreuznach, Monsieur Edouard Harmant, Madame Françoise Harmant épouse de Monsieur Jean Marquis de Bony de Lavergne. Ensemble : vingt-quatre actions.	24
Monsieur Jean baron Buffin de Chosal : cinq actions.	5
Monsieur Maurice Lefranc : deux cent cinquante actions.	250
Monsieur Jean van den Berch van Heemstede : deux cent vingt actions.	220
Monsieur Jacques Grazia : vingt actions.	20
Monsieur Joe Renson : trente actions.	30
Monsieur Gaston Cockaerts : vingt actions.	20
Monsieur Edgard Marchal : vingt actions.	20
La société anonyme dénommée « Société Auxiliaire Belge d'Entreprises Générales Auxibel » : six mille actions.	6.000
Ensemble : soixante mille actions.	60.000

ARTICLE SEPT. — Le capital pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire, statuant avec la majorité de présence et de vote requise pour les modifications aux statuts.

Toute modification au capital social doit être autorisée par arrêté royal.

Pour toutes les augmentations de capital, par émission d'actions payables en numéraire, un droit de préférence est réservé aux possesseurs des actions anciennes, dans la proportion du nombre de leurs titres. Le Conseil d'administration a délégation pour régler toutes les autres modalités d'émission d'actions nouvelles.

ARTICLE HUIT. — Pour la libération des actions qui viendraient à être créées en suite d'une augmentation de capital, le conseil d'administration fera les appels de fonds et fixera les époques de versements dans un avis envoyé par lettre recommandée aux actionnaires, au moins quinze jours avant l'époque fixée pour les versements.

Tout versement qui n'a pas été effectué à l'échéance produit, de plein droit, au profit de la société un intérêt de six pour cent l'an.

En cas de non paiement à la date fixée par le conseil d'administration, celui-ci est en droit, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit adressé à l'actionnaire défaillant, de faire vendre, sans autre procédure, les titres de ce dernier à la Bourse de Bruxelles, par le ministère d'un agent de change; cette vente se fait pour le compte et aux risques du retardataire et la somme en provenant, déduction faite des frais, appartient à la société jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire exécuté; celui-ci reste passible de la différence en moins comme il profite de l'excédent éventuel. Les certificats représentant les actions exécutées n'auront plus aucune valeur, le tout sans préjudice à l'exercice même simultané de tous les autres moyens de droit. Les actions ne peuvent être libérées anticipativement que dans les conditions déterminées par le conseil d'administration.

ARTICLE NEUF. — Les actions non entièrement libérées et les actions libérées anticipativement sont nominatives. A partir de leur libération par appels de fonds, elles restent nominatives ou sont converties au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

ARTICLE DIX. — Un registre des actions nominatives est tenu au siège social et un autre au siège administratif; les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres, dans le registre tenu à l'un ou l'autre de ces sièges.

Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

ARTICLE ONZE. — La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription dans l'un des registres prévus à l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par déclaration de transfert inscrite sur l'un des registres précités, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoir, ainsi que suivant les règles établies sur le transport des créances établies par l'article trois cent cinquante-trois du livre trois du code civil congolais.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur l'un des registres un transfert qui serait constaté par correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

ARTICLE DOUZE. — L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

L'action indique :

- la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;
- le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres;
- la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;
- les avantages particuliers attribués aux fondateurs;
- la durée de la société;
- le jour et l'heure de l'assemblée annuelle.

ARTICLE TREIZE. — La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

ARTICLE QUATORZE. — Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

ARTICLE QUINZE. — Les actions d'apports ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la Société dans le mois de la cession, le tout sous peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionnent leur nature, la date de création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si ces titres sont nominatifs mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et les certificats d'inscription.

S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'alinéa deux du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les actions non entièrement libérées ne peuvent être cédées sans l'autorisation du conseil d'administration qui n'aura jamais à faire connaître les raisons d'un refus éventuel.

ARTICLE SEIZE. — La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires pour une seule action, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les propriétaires se soient entendus pour désigner l'un d'entr'eux comme étant, à l'égard de la société propriétaire de l'action.

La possession d'une action comporte l'adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des associés.

Les représentants, héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

ARTICLE DIX-SEPT. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale statuant en matière ordinaire, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable d'après les bénéfices ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une de ces signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION. — DIRECTION. — SURVEILLANCE.

ARTICLE DIX-HUIT. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins nommés par l'assemblée générale.

Par dérogation à ce qui précède, le nombre des membres du Conseil est fixé pour la première fois à neuf.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs :

— Monsieur le baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt, N° 72.

— Monsieur Guy de la Rochette, ingénieur, demeurant à Paris, rue Raynouard, N° 15.

— Monsieur Hubert de la Rochette, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, Avenue Friedland, N° 19.

— Monsieur Jacques Grazia, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue du Buisson, n° 2.

— Monsieur Robert Haerens, ingénieur civil, demeurant à Uccle, Avenue Brugmann, N° 384.

— Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue Bosquet, N° 88.

— Monsieur Henri Marchal, ingénieur civil des Mines, demeurant à Ixelles, rue Dautzenberg, N° 39.

— Monsieur Ernest Tydgadt, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, Square Ambiorix, N° 45.

— Monsieur Jean van den Berch van Heemstede, licencié en économie financière, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, N° 115.

ARTICLE DIX-NEUF. — L'ordre de sortie des administrateurs sera établi par la voie du sort, en réunion du conseil d'administration de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun des mandats n'exède la durée de six ans.

Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire. Tout membre sortant est rééligible.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

ARTICLE VINGT. — Chaque année, après l'assemblée générale, le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président et un vice-président, s'il le juge utile; l'un et l'autre peuvent toujours être réélus.

Le conseil peut nommer un secrétaire général même choisi en dehors de ses membres.

Le conseil d'administration peut choisir, dans son sein ou en dehors de celui-ci, un comité de direction dont il nomme le président, qui doit être choisi parmi les administrateurs.

Il détermine les pouvoirs du comité de direction et le montant de la rémunération de ses membres.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou deux administrateurs-délégués, chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction de l'affaire à un ou plusieurs directeurs ou sous-directeurs choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non et déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires.

Le conseil fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou variables attachés à ces délégations.

ARTICLE VINGT-UN. — Pour les opérations dans la colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étrangers, la société peut, par décision du conseil d'administration être représentée par un administrateur, un directeur ou un fondé de pouvoirs qui sont munis d'une procuration conférée par le conseil.

ARTICLE VINGT-DEUX. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président et, en cas d'absence de celui-ci, du président du comité de direction, d'un administrateur-délégué ou à leur défaut d'un administrateur désigné par ses collègues,

chaque fois que les intérêts de la société le demandent et à l'endroit désigné par le conseil d'administration.

Il doit se réunir chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

ARTICLE VINGT-TROIS. — Le conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son lieu et place; ces procurations sont conservées au siège administratif et annexées au procès-verbal. Aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Si, dans une séance du conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

ARTICLE VINGT-QUATRE. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social, à la seule exception de ceux réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale.

Il peut notamment décider toutes les opérations qui se rapportent à l'objet social; acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles; emprunter, constituer toutes garanties, renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire; consentir mainlevée de toutes inscriptions hypothécaires ou autres, transcriptions, oppositions et saisies, le tout avec ou sans paiement; plaider devant toute juridiction, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter; acquiescer, se désister, compromettre ou transiger sur tous intérêts sociaux. L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Le conseil d'administration nomme et révoque les agents de la société sur la proposition du ou des administrateurs-délégués ou des directeurs, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et leurs émoluments ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

ARTICLE VINGT-CINQ. — Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la société. Ils ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou de leur contrôle.

ARTICLE VINGT-SIX. — Sauf le cas de délégation prévue aux articles vingt et vingt et un, tous actes qui engagent la société sont signés soit par deux administrateurs qui n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une délégation spéciale du conseil, soit par un administrateur conjointement avec une personne autorisée spécialement à cette fin par le conseil d'administration.

ARTICLE VINGT-SEPT. — Au Congo Belge ainsi que dans le Ruanda-Urundi et sauf le cas où le conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un directeur, un fondé de pouvoir ou à un agent, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoir ou par deux fondés de pouvoir.

Cependant il suffit de la signature d'un directeur ou d'un fondé de pouvoir, lorsqu'il s'agit de pièces de décharge pour les postes, chemins de fer, téléphone et télégraphes.

Il en est ainsi également pour les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours.

ARTICLE VINGT-HUIT. — Chaque administrateur doit affecter cinquante actions de la société à la garantie de sa gestion. Le cautionnement ne peut être restitué qu'après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ont été exercées et après que l'assemblée générale aura, par un vote spécial, accordé décharge.

ARTICLE VINGT-NEUF. — A défaut d'avoir constitué sous cautionnement dans le mois de sa nomination ou de la notification qui lui en a été faite, si elle a lieu en son absence, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

ARTICLE TRENTE. — L'assemblée générale fixe le nombre des commissaires, les nomme et peut les révoquer en tout temps.

Le collège fixe par voie du sort l'ordre de sortie de ses membres, de telle façon qu'un commissaire au moins sorte chaque année et que la durée d'aucun mandat n'excède six ans.

Les commissaires doivent affecter dix actions de la société à la garantie de l'exécution de leur mandat. Le cautionnement ne peut être restitué que dans les conditions prévues à l'article vingt-huit.

ARTICLE TRENTE-UN. — Les actions constituant le cautionnement des administrateurs et des commissaires doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur l'un des registres des actionnaires.

ARTICLE TRENTE-DEUX. — Les commissaires ont, conjointement ou séparément, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, mais sans déplacement de ces documents.

Ils peuvent se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

ARTICLE TRENTE-TROIS. — En dehors des tantièmes prévus à l'article quarante-huit, l'assemblée générale statuant en matière ordinaire, peut attribuer aux membres du conseil d'administration et aux commissaires des émoluments fixes, sous forme de jetons de présence ou autrement. Ces émoluments ainsi que ceux qui peuvent être attribués en vertu de l'article vingt sont prélevés sur les frais généraux.

ARTICLE TRENTE-QUATRE. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président, de l'administrateur-délégué ou de deux administrateurs.

Dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE TRENTE-CINQ. — Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions arrêtées conformément aux statuts sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables, les dissidents.

ARTICLE TRENTE-SIX. — L'assemblée générale se réunit de plein droit tous les ans, le quatrième mercredi du mois d'avril, à neuf heures et demie du matin et pour la première fois en mil neuf cent cinquante.

Si ce jour est jour férié, l'assemblée se tient de droit le lendemain à la même heure.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires entend les rapports des administrateurs et commissaires relatifs à la situation de la Société, au bilan et au compte profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et le compte de profits et pertes et détermine, s'il échet, les dividendes à répartir. Le bilan et le compte de profits et pertes adoptés, elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires. Elle procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale, autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par le collège des commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital le requiert en formulant l'objet de la réunion.

ARTICLE TRENTE-SEPT. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

Des lettres missives sont adressées à tous les associés en nom huit jours au moins avant la réunion mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

ARTICLE TRENTE-HUIT. — L'assemblée générale se compose de tous les associés ayant observé l'article trente-neuf des statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

ARTICLE TRENTE-NEUF. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir au siège administratif l'indication du nombre et des numéros des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Il est permis de se faire représenter par un mandataire ayant lui-même le droit d'assister à l'assemblée générale et qui sera porteur d'un pouvoir spécial dont le conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt, trois jours au plus tard, avant la réunion; toutefois, les personnes morales, telles que les sociétés commerciales, peuvent se faire représenter par un mandataire non associé.

Lorsque pour les mêmes actions, il existe plusieurs intéressés co-propriétaires, usufruitiers, nus-propriétaires, créanciers ou débiteurs-gagistes, ceux-ci sont tenus respectivement de se faire représenter par un seul et même mandataire.

Il est dressé par les soins du conseil d'administration, une liste de présence que tout associé ou mandataire est tenu de signer avant d'entrer à l'assemblée.

ARTICLE QUARANTE. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration.

En son absence, un vice-président ou à son défaut un administrateur désigné par ses collègues, remplit les fonctions de président.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire qui peut ne pas être associé; il propose à l'assemblée, comme scrutateurs, deux des actionnaires présents et acceptants.

ARTICLE QUARANTE-UN. — Le président de l'assemblée générale a le droit de proroger pour un délai n'excédant pas deux mois, toute assemblée générale alors même qu'elle n'aurait pas pour objet de statuer sur le bilan. En cas de prorogation, tout associé a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

ARTICLE QUARANTE-DEUX. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les associés n'est portée à l'ordre du jour, si elle n'est signée par des associés possédant ensemble un cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

D'une manière générale, l'assemblée statue quels que soient le nombre et la nature des actions représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de fusion, de prorogation ou de dissolution anticipée de la société, d'augmentation ou de réduction du capital, de transformation de la société en une société de toute autre forme, coloniale ou étrangère, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications ont été spécialement indiquées dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital. S'il n'est pas satisfait à cette dernière condition, une nouvelle assemblée doit être convoquée et cette nouvelle assemblée statue quel que soit le nombre des actions représentées. Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

Toutefois, en cas de perte des trois quarts du capital social, la dissolution de la société pourra être prononcée par les associés possédant le quart des titres représentés à l'assemblée.

ARTICLE QUARANTE-TROIS. — Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par le secrétaire, par les scrutateurs et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes et signés par le président du conseil, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE. — BILANS. — REPARTITION DES BENEFICES.

ARTICLE QUARANTE-QUATRE. — L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

ARTICLE QUARANTE-CINQ. — Le Conseil dresse à la fin de chaque exercice social un inventaire reprenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et en général, de toutes les dettes actives et passives de

la société et contenant le résumé de tous les engagements et également des dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

ARTICLE QUARANTE-SIX. — Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, après avoir arrêté les écritures sociales, le conseil établit le bilan et le compte de profits et pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèque ou gage, les dettes sans garanties réelles.

Un mois, au moins, avant l'assemblée générale ordinaire, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies comme dit ci-dessus, sont, avec le rapport du conseil d'administration, mis à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport énonçant leurs propositions.

ARTICLE QUARANTE-SEPT. — Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les associés peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions avec l'indication du nombre de leurs actions et de celle de leur domicile ainsi que du rapport des commissaires.

ARTICLE QUARANTE-HUIT. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des impôts et des frais généraux, y compris les amortissements, dépréciations, moins-values, des dotations à un fonds de prévision ainsi que des provisions à déterminer par le conseil d'administration, constitue le bénéfice de la société.

Sur ce bénéfice net il est fait un premier prélèvement de cinq pour cent à verser au fonds de réserve.

Il est fait ensuite un second prélèvement de la somme nécessaire pour distribuer aux actions six pour cent l'an sur le montant dont elles sont libérées et suivant les époques de libération.

Sur l'excédent après les prélèvements ci-dessus, il est attribué :

Cinq pour cent au conseil d'administration et au collège des commissaires.

Cinq pour cent au comité de direction.

Le solde sera réparti uniformément entre toutes les actions.

Toutefois, l'assemblée pourra, sur proposition du conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce solde sera porté à un fonds d'amortissement, de réserve ou de prévision ou reporté à nouveau.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et endroits fixés par le conseil d'administration.

ARTICLE QUARANTE-NEUF. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

La situation du capital social sera publiée une fois par an au « Bulletin Officiel du Congo Belge », à la suite du bilan. Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts, avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables.

TITRE SIX.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

ARTICLE CINQUANTE. — La société peut être dissoute en tout temps, par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés convoquée et siégeant suivant les conditions prévues aux articles trente-sept et quarante-deux.

ARTICLE CINQUANTE-UN. — Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour une autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Sauf en cas de fusion ou de transport contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Si les actions ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, mettent les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE CINQUANTE-DEUX. — Tout associé domicilié dans la Colonie ou à l'étranger est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du lieu du siège administratif de la Société, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé de plein droit, avoir élu domicile au siège administratif où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires, liquidateurs domiciliés dans la Colonie ou à l'étranger, sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société où toutes assignations

et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le conseil d'administration et en cas de liquidation, le ou les liquidateurs sont autorisés pour les litiges qui intéressent les succursales de la société à se soumettre à une juridiction étrangère.

ARTICLE CINQUANTE-TROIS. — Toutes contestations entre la société et les associés comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la société.

ARTICLE CINQUANTE-QUATRE. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition de son autorisation par arrêté royal.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE CINQUANTE-CINQ. — Immédiatement après la constitution de la société, les associés sans autre convocation, se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour arrêter le nombre de commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux.

ARTICLE CINQUANTE-SIX. — Par dérogation à l'article quarante-quatre le premier exercice social comprendra la période de temps à courir depuis la fondation de la société jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est d'environ huit cent mille francs.

Dont acte.

Fait et passé.

Lieu et date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le huit avril 1949, volume 184, folio 49, case 10, quinze rôles, trois renvois.

Reçu: quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

POUR EXPEDITION CONFORME de l'acte constitutif de la Société Fédération d'Entreprises Industrielles.

(signé) Albert Raucq.

N° 4665.

Reçu fr. 4.—.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M^e Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 20 avril 1949.

(signé) E. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 avril 1949.

Le Directeur : (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 avril 1949.

Le Conseiller : (signé) P. Jentgen.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
le 13 mai 1949.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 13 Mei 1949.

(signé) P. WIGNY.

LETTRE ET PROCURATIONS ANNEXEES AU PROCES-VERBAL.

A un procès-verbal dressé par Maître Albert Raucq, notaire à Bruxelles, le trente et un janvier mil neuf cent quarante-neuf, portant la relation suivante d'enregistrement : « Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 183, folio I, case 7, treize rôles, sept renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur : (signé) A. Meunier » sont demeurées annexées la lettre et les procurations dont la teneur suit :

1. — LETTRE DU MINISTERE DES FINANCES

Office de l'Impôt sur le capital.

2^{me} direction.

N° I.C./S.110.339.

Bruxelles, le 26 janvier 1949, rue Belliard 205.

Messieurs,

Comme suite à votre lettre du 26 janvier 1949, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'Etat n'a aucune objection à formuler à l'encontre de la transformation de votre société en société congolaise à responsabilité limitée.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Ministre :

Pour le Directeur-Général,

Le Directeur: (signé) Minet.

Fédérations d'Entreprises Industrielles, Anciennement E.L.J. Empain
S. A. rue du Congrès, 33, Bruxelles.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Meunier.

2. — PROCURATIONS.

1. — Je soussigné, Baron Edouard Empain, domicilié à Bruxelles, 72, Avenue Franklin Roosevelt, possesseur de mille actions (1.000) entièrement libérées de la Société anonyme « Fédérations d'Entreprises Industrielles » (anciennement E. L. J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949 à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1^o Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2^o Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3^o Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4^o Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1^o de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Robert Haerens, pour mon mandataire spécial à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

Bcn pour pouvoir (s.) E. EMPAIN.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (Anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le Conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia, J. van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

2. Les soussignés : Baronne Edouard Empain, tutrice et Baron Edouard Empain, co-tuteur, agissant en qualité de tutrice et co-tuteur de l'enfant mineur Monsieur le Baron Empain Edouard, possesseur de quinze mille quatre cent soixante-deux actions (15.462) entièrement libérées et cent soixante-trois actions (163) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (Anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949 à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1^o Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2^o Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3^o Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4^o Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1^o de l'ordre du jour;

Déclarent constituer Monsieur Robert Haerens pour leur mandataire spécial, à l'effet de les représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part en leur nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclarent savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Genève, le 6 janvier 1949.

Bon pour pouvoir : (suivent les signatures).

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

3. Je soussigné Grazia Janine, domiciliée à Bruxelles, 2, rue du Buisson, possesseur de quinze mille quatre cent une actions (15.401) entièrement libérées et deux cent vingt-cinq actions (225) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Jacques Grazia, pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

Bon pour pouvoir : (suivent les signatures).

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et J. van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

4. Je soussignée Société Auxiliaire Belge d'Entreprises Générales « Auxibel » domiciliée, 91, rue de l'Enseignement, à Bruxelles, possesseur de six mille actions (6.000) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Jacques Grazia pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

(Suivent les signatures).

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et J. van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

5. Je soussignée Empain Huguette, domiciliée à Bruxelles, 33, rue du Congrès, possesseur de quinze mille quatre cent une actions (15.401) entièrement libérées et deux cent vingt-cinq (225) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Jean van den Berch van Heemstede pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

Bon pour pouvoir : (signé) H. Empain.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

6. Je soussigné Theunis Georges, domicilié à Bruxelles, 2, rue des Deux Eglises, possesseur de sept cent cinquante actions (750) entièrement libérées et cent cinquante actions (150) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour, de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1^o Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation ;

2^o Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société ;

3^o Pour autant que de besoin, nominations statutaires ;

4^o Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1^o de l'ordre du jour ;

Déclare constituer Monsieur Charles Cornez, pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat ;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

Bon pour pouvoir (signé) G. Theunis.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (Anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'Administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et J. van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

7. Je soussigné Velge Henri, domicilié à Bruxelles, 47, Boulevard St-Michel, possesseur de trois actions (3) entièrement libérées et deux cent cinquante actions (250) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Charles Cornez pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

(Signé) H. Velge.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le Conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et J. van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

8. Je soussigné Destrée René, domicilié à Bruxelles, 48, rue Van Eyck, possesseur de cent (100) actions entièrement libérées et de mille vingt actions libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Charles Cornez pour mon mandataire spécial à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 30 décembre 1948.

Bon pour pouvoir (signé) R. Destrée.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

9. Je soussigné Baron Buffin de Chosal, Jean, domicilié à Bruxelles, 34, Avenue des Klauwaerts, possesseur de quatre actions (4) libérées entièrement et une action (1) libérée de 70 %, de la société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1^o Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2^o Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3^o Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4^o Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1^o de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Charles Cornez pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 6 janvier 1949.

Bon pour pouvoir (signé) Baron Buffin.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berche van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

10. Je soussigné Lefranc Maurice, domicilié à Bruxelles, 88, rue Bosquet, possesseur de deux cent cinquante actions libérées de 70 % (250) de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain), ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1^o Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2^o Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3^o Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4^o Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1^o de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Charles Cornez pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Albertville (Congo Belge), le 12 janvier 1949.

Bon pour pouvoir (signé) M. Lefrancs.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948. .

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

11. Je soussignée Empain Nicole, domiciliée à Bruxelles, 49a, Avenue Winston Churchill, possesseur de deux mille huit cent une actions (2.801) entièrement libérées et quarante actions (40) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Gaston Cockaerts pour mon mandataire spécial à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949. .

Bon pour pouvoir : (signé) N. Empain.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

12. Je soussigné Favresse, Fernand, domicilié à Bruxelles, 28, rue du Berceau, possesseur de dix actions (10) entièrement libérées et deux actions (2) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Gaston Cockaerts pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

Bon pour pouvoir : (signé) F. Favresse.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

13. Je soussignée Favresse Marguerite, épouse de Monsieur Paul-Noé Weiler, demeurant à Uccle, Avenue du Beau-Séjour, 53, possesseur de dix actions (10) entièrement libérées et deux actions (2) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Gaston Cockaerts pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

Bon pour pouvoir : (signé) M. Favresse.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

14. Je soussigné Renson Joe, domicilié au Shephard's Hôtel, Le Caire, possesseur de trente actions (30) libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Edgard Marchal pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée, ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais s'élève approximativement à 800.000 francs.

Fait au Caire, le 6 janvier 1949.

Bon pour pouvoir : (signé) J. Renson.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

15. Le soussigné Monsieur François Harmant, ingénieur, demeurant à Malmédy, Rond Thier.

Agissant en nom personnel et comme mandataire de ses frères et sœurs :

1. Madame Isabelle Harmant, épouse de Monsieur Henri Vicomte de Champs de Saint-Léger, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert;

2. Madame Hedwige Harmant, épouse de Monsieur Raoul Comte Bohrer de Kreuznach, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 14, avenue de Septembre;

3. Monsieur Edouard Harmant, ingénieur, demeurant à Uccle, Avenue Alphonse XIII, 56.

En vertu d'une procuration reçue le 28 avril 1947 par Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Tous héritiers pour partie, de leur père, Monsieur Eugène-Emile-Louis, Harmant, de son vivant demeurant à Bruxelles, 181, rue de la Loi, décédé le 26 avril 1947, possesseur de vingt actions (20) entièrement libérées et quatre actions (4) libérées de 70 %,

de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.-L.-J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1^o Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2^o Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3^o Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4^o Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1^o de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur Edgard Marchal pour mon mandataire spécial, à l'effet de me représenter à cette assemblée ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais et dépenses résultant de la transformation s'élève approximativement à huit cent mille francs.

Fait à Bruxelles, le 10 janvier 1949.

Bon pour pouvoir : (signé) F. Harmant.

Le soussigné, Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, certifie la signature de Monsieur François Harmant, apposée ci-dessus.

(Signé) H. Scheyven.

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

16. La soussignée Madame Françoise Harmant, épouse assistée et autorisée de Monsieur Jean Marquis de Bony de Lavergne, demeurant à Etterbeek, 3, rue d'Oultremont;

Agissant en qualité d'héritière pour partie de son père, Monsieur Eugène-Emile-Louis, Harmant, demeurant à Bruxelles, 181, rue de la Loi, décédé le 26 avril 1947, possesseur de vingt actions (20) entièrement libérées et quatre (4) actions libérées de 70 % de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » (anciennement E.L.J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 31 janvier 1949, à 10 heures, ordre du jour conçu comme suit :

1^o Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour;

Déclare constituer Monsieur François Harmant, pour mandataire spécial, à l'effet de la représenter à cette assemblée ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et documents, substituer et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat;

Déclare savoir que le montant des frais et dépenses résultant de la transformation s'élève à 800.000 francs.

Fait à Bruxelles, le 15 janvier 1949.

(Suivent les signatures).

Les soussignés MM. Jacques Grazia et Jean van den Berch van Heemstede, Administrateurs de la Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E.L.J. Empain) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 33, rue du Congrès, certifient que les titres libérés de 70 % mentionnés ci-contre ont été entièrement libérés suite à l'appel de fonds décrété par le conseil d'administration en date du 21 décembre 1948.

Bruxelles, le 31 janvier 1949.

(Signé) J. Grazia et Jean van den Berch van Heemstede.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le dix février 1949, volume 23, folio 12, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

17. L'an mil neuf cent quarante-sept, le vingt-huit avril.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. Madame Isabelle Madeleine Marie Hedwige Irma Harmant, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Henri Marie Xavier Vicomte de Champs de Saint Léger, propriétaire, demeurant ensemble au château de Montbracon, Commune de Dommartin (Nièvre) France;

2. Madame Hedwige Ghislaine Marie Catherine Josèphe Emma Harmant, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Raoul Marie Joseph Gonzague Comte Bohrer de Kreuznach, propriétaire, demeurant

ensemble au Château d'Aygueperse par Saint-Paul d'Eyjeaux (Haute Vienne) France;

3. Monsieur Edouard Jean François Florent Marie Joseph Harmant, ingénieur, demeurant à Uccle, Avenue Alphonse XIII, n° 56.

Lesquels comparants agissant dans un intérêt commun ont, par les présentes, déclaré constituer pour leur mandataire spécial :

Monsieur François Edouard Emile Louis Harmant, Ecuyer, administrateur de sociétés, demeurant à Liège, rue Vaudrée, n° 212.

A l'effet de pour eux et en leur nom :

Recueillir, liquider et partager la succession de Monsieur Eugène Emile Louis Harmant, Ecuyer, en son vivant administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue de la Loi, n° 181, décédé à Bruxelles, le vingt-six avril mil neuf cent quarante-sept, dans laquelle succession les constituants sont intéressés pour part indivise.

En conséquence :

Requérir, etc...

Vendre toutes valeurs de portefeuille au cours et aux bourses que le mandataire jugera convenables, pour celles des valeurs cotées régulièrement et pour celles qui n'ont pas de cours reconnus dans telles formes et aux prix, charges, clauses, conditions que le mandataire avisera.

Commettre, etc...

Retirer de la Caisse d'Epargne, de toutes sociétés, banques et administrations et de tous particuliers, toutes sommes et valeurs déposées, recevoir tous dividendes et intérêts, donner toutes quittances, retirer toutes sommes consignées.

Recevoir toutes sommes et tous titres et valeurs pouvant revenir de quelque chef que ce soit à la dite succession ou du chef de la dite succession aux constituants; en donner bonnes et valables décharges.

Faire, etc...

De toutes sommes reçues ou payées, donner ou retirer bonnes et valables quittances et décharges, consentir toutes mentions et subrogations avec ou sans garantie.

Assister à toutes assemblées et réunions d'actionnaires ou de membres de sociétés dans lesquelles la dite succession est intéressée, prendre part à toutes délibérations et à tous votes, prendre tous arrangements; faire tous échanges de titres et valeurs.

Prendre part à toutes assemblées de créanciers; affirmer toutes créances dépendant de la dite succession, toucher toutes collocations, donner toutes quittances.

Présenter, etc...

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer sous sa responsabilité une ou plusieurs personnes dans tout ou partie des présents pouvoirs, conférer tous mandats, les révoquer, en conférer d'autres et en général faire le nécessaire pour réaliser le présent mandat.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite des présentes, les parties ont signé avec nous, notaire.

(Signé) E. de Champs de St-Léger, H. de Champs de St-Léger, G. de Kreuznach, de Kreuznach, E. Harmant, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A.C. II, le cinq mai 1947, volume 1.335, folio 75, case 4, deux rôles, deux renvois.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a. i. (signé) Decock.

Pour extrait littéral conforme (signé) H. Scheyven.

POUR EXPEDITION CONFORME :

(signé) Albert Raucq.

N° 4666.

Reçu : fr. 4,—.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M^e Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 20 avril 1949.

(Signé) E. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 avril 1949.

Le Receveur : (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 25 avril 1949.

Le Conseiller : (signé) P. Jentgen.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
le 13 mai 1949.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 13 Mei 1949.

(signé) P. WIGNY.

SUBSTITUTION DE POUVOIRS.

Un acte reçu par Maître Albert RAUCQ, notaire résidant à Bruxelles, le six avril mil neuf cent quarante-neuf, portant la relation suivante d'enregistrement : « Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le huit avril 1949, volume 184, folio 49, case 49, quinze rôles, trois renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur : A. Meunier. » est annexée une substitution de pouvoirs dont la teneur suit :

Je soussigné, Monsieur François Harmant, ingénieur civil, demeurant à Malmedy, Rond Thier, déclare substituer Monsieur Edgard Marchal.

Dans tous les pouvoirs qui m'ont été conférés le 15 janvier 1949 par ma sœur Madame Françoise Harmant, épouse Jean de Bony de Lavergne, en vue de la représenter à l'assemblée générale des actionnaires de la Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles (anciennement E. L. J. Empain) » convoquée pour le 31 janvier 1949 ainsi qu'à toute autre assemblée qui serait éventuellement convoquée avec le même ordre du jour, savoir :

1° Transformation de la société anonyme en société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la condition suspensive de l'octroi de l'arrêté royal d'autorisation ;

2° Approbation par l'assemblée générale du texte de statuts coordonnés, tenant compte des modifications qui ont dû être apportées aux statuts existants pour être en harmonie avec la nouvelle forme de la société ;

3° Pour autant que de besoin, nominations statutaires ;

4° Pouvoirs à donner au conseil d'administration, pour autant que de besoin, pour l'exécution des décisions prises en vertu du 1° de l'ordre du jour.

En conséquence Monsieur Edgard Marchal peut représenter ma sœur Madame Bony de Lavergne à l'assemblée de la dite société qui se tiendra à Bruxelles, le six avril mil neuf cent quarante-neuf, et qui délibérera sur l'ordre du jour ci-dessous reproduit ; y émettre tous votes, signer tous registres, procès-verbaux et en général faire le nécessaire.

Fait à Malmedy, le 29 mars 1949.

(Signé) F. Harmant.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C. le huit avril 1949, volume 23, folio 35, case 7, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

POUR EXPEDITION CONFORME :

(signé) A. Raucq.

N° 4664.

Reçu : fr. 4,—.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M^e Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 20 avril 1949.

(Signé) E. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 avril 1949.

Le Directeur : (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen apposée ci-contre.

Bruxelles, le 25 avril 1949.

Le Conseiller : (signé) P. Jentgen.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
le 13 mai 1949.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 13 Mei 1949.

(signé) P. WIGNY.

**Compagnie Minière du Congo Belge, filiale de la Société « Colomines »
en abrégé « Mincobel »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 2, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 62.178.

**AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
SOUSCRIPTION.**

CREATION D'ACTIONS SERIE B.

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR ET D'UN COMMISSAIRE.

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE NEUF, le trente et un mars,

**A Bruxelles, 2, rue Montagne du Parc, en les bureaux de la Société
Coloniale Minière « Colomines »;**

Devant nous, Gérard Proost, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Minière du Congo Belge », filiale de la Société « Colomines » par abréviation « Mincobel » Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 2, rue Montagne du Parc, constituée suivant acte reçu par le notaire Scheyven, à Bruxelles, en date du quinze novembre mil neuf cent trente-deux, dont les statuts ont été déposés au Greffe du Tribunal de première instance à Léopoldville, le quatre mars mil neuf cent trente-trois et publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du quinze février mil neuf cent trente-trois, pages 72 à 97 et aux annexes du « Moniteur Belge », du huit février mil neuf cent trente-trois, sous le numéro 1005, et modifiés en dernier lieu par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue devant le notaire Verbist, à Bruxelles, le vingt-cinq avril mil neuf cent trente-huit, modifications approuvées par Arrêté Royal du trois mai mil neuf cent trente-huit, déposées au Greffe du Tribunal de première instance de Léopoldville, le cinq août suivant, publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin mil neuf cent trente-huit, pages 320 à 327 et aux annexes du « Moniteur Belge » des vingt et vingt et un juin mil neuf cent trente-huit, sous le numéro 10.156.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Georges Michiels ci-après nommé.

Monsieur le Président désigne en qualité de secrétaire Monsieur Henri Geradon, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 103, avenue de Broqueville.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Geerinck et Adrien Houget, ci-après nommés.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 juillet 1949. — 1^{re} partie.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, lesquels, d'après renseignements fournis, possèdent le nombre de titres ci-après indiqué :

Actions Actions
série A série B

1° La « Société Coloniale Minière », en abrégé « Colominas » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 2, rue Montagne du Parc, constituée suivant acte reçu par le notaire Scheyven à Bruxelles en date du seize mai mil neuf cent vingt-sept, autorisée par Arrêté Royal du vingt-trois juin suivant.

Ici représentée aux termes de ses statuts par deux de ses administrateurs :

- a) Monsieur Adrien Houget, industriel demeurant à Verviers, rue des Minières, numéro 46;
- b) Monsieur Georges Michiels, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Jean-Baptiste Meunier, numéro 22.

Propriétaire de vingt-cinq mille trois cent dix actions de capital série A.	25.310
---	--------

2° Monsiur Adrien Houget, prénommé, propriétaire de deux cents actions de capital série A.	200
--	-----

3° Monsieur Georges Michiels, prénommé, propriétaire de vingt-cinq actions de capital série A.	25
--	----

4° La Colonie du Congo Belge, représentée par Monsieur Geerinckx, inspecteur général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Bruxelles, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-neuf, dont l'original demeurera ci-annexé.

Propriétaire de vingt-six mille quatre cents actions série B.	26.400
---	--------

SOIT ENSEMBLE : vingt-cinq mille cinq cent trente-cinq actions de capital série A et vingt-six mille quatre cents actions série B.	25.535 26.400
	=====

Monsieur le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter :

I. — Que les actionnaires de la Compagnie ont été convoqués conformément à l'article 41 des statuts en assemblée générale extraordinaire à ces jour, heure et lieu à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

1) Constatation d'une plus-value de deux millions cent septante-deux mille six cent cinquante six francs sur le matériel acheté avant le premier janvier mil neuf cent quarante deux et encore en service en Afrique.

Comptabilisation de cette plus-value dans un compte de réserve indisponible.

2) Augmentation du capital à concurrence de trois millions sans création d'actions nouvelles pour le porter de treize millions deux cents mille francs à seize millions deux cent mille francs par incorporation au capital de la réserve indisponible de deux millions cent septante deux mille six cent cinquante six francs, dont question au primo ci-dessus et prélèvement de huit cent vingt-sept mille trois cent quarante quatre francs du fonds spécial pour achat de gros matériel.

Transfert du solde de un million cent septante deux mille six cent cinquante six francs figurant à ce fonds, à un fonds de prévision qui pourra être utilisé par le Conseil au mieux des intérêts de la société.

3) Transformation des vingt-six mille quatre cents actions série A de cinq cents francs chacune représentant le capital en vingt-six mille quatre cents actions de capital dite série A, sans désignation de valeur.

4) Augmentation du capital social pour le porter :

SOIT de seize millions deux cent mille francs à vingt et un millions de francs par la création de quatre mille actions de capital série A nouvelles, sans désignation de valeur, chacune identique aux anciennes actions, à souscrire et à libérer intégralement au prix de mille deux cents francs par action. Ces actions seront numérotées de 26.401 à 30.400 ;

SOIT dans le cas où la Colonie ferait usage du droit de souscription lui reconnu par le troisième alinéa de l'article 9 des statuts de seize millions deux cent mille francs à vingt-deux millions deux cent mille francs par la création de cinq mille actions de capital série A nouvelles, sans désignation de valeur, chacune identique aux anciennes actions, à souscrire et à libérer intégralement au prix de mille deux cents francs par action. Ces actions seront numérotées de 26.401 à 31.400.

DROIT DE SOUSCRIPTION. — Les actions à souscrire sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, à raison de une action nouvelle par cinq actions anciennes, à souscrire et à libérer intégralement et immédiatement. Indépendamment de ce droit, le Conseil d'administration a, conformément au septième alinéa de l'article 9 des statuts, assuré par convention, la souscription ainsi que la libération immédiate et intégrale des titres qui n'auront pas été souscrits par les anciens actionnaires dans la proportion prévue ci-dessus.

Souscription et constatation de l'augmentation de capital.

5) Création de quatre mille ou de cinq mille actions nouvelles série B, de telle sorte que le nombre des actions de chaque catégorie soit le même, étant entendu que les actions nouvelles série B, seront remises à la Colonie.

6) Participation des actions nouvelles série A et B aux bénéfices éventuels de l'exercice en cours à partir du premier avril mil neuf cent quarante-neuf.

7) Transformation des actions nominatives en actions au porteur.

8) Modifications aux statuts à l'effet de les mettre notamment en concordance avec les résolutions prises par l'assemblée, pour compléter l'historique du capital et fixer la rémunération des administrateurs et des commissaires.

ARTICLE 7. — PREMIER ET SECOND ALINEA. — Ces alinéas sont remplacés par les suivants :

« Le capital social est fixé à vingt et un millions de francs, représenté
» par trente mille quatre cents actions de capital sans désignation de
» valeur, représentant chacune un/trente mille quatre centième du capital
» social.

« Ces actions formeront les actions série A (*).

QUATRIEME ALINEA, PREMIERE PHRASE. — Remplacer le mot « nominative » par les mots « au porteur ». Après la première phrase, ajouter : « Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération ».

ARTICLE 8. — Ajouter l'alinéa suivant à l'historique du capital :

« L'assemblée générale extraordinaire du trente et un mars mil neuf
» cent quarante-neuf porta le capital à vingt et un millions de francs par :
» 1° la revalorisation d'une partie de l'actif à concurrence de deux mil-
» lions cent septante-deux mille six cent cinquante-six francs; 2° l'incor-
» poration d'une somme de huit cent vingt-sept mille trois cent quarante-
» quatre francs prélevée sur le fonds spécial pour achat de gros matériel
» créé en mil neuf cent quarante-cinq; 3° par la création de quatre mille
» actions de capital série A, souscrites pour la somme de quatre millions
» huit cent mille francs.

« La même assemblée créa en outre quatre mille actions nouvelles
» série B, qui furent remises à la Colonie. Elle décida la transformation
» des actions de capital série A, nominatives de cinq cents francs, en
» actions de capital série A, au porteur, sans désignation de valeur, chaque
» action valant un/trente mille quatre centième du capital social.

« Elle chargea le Conseil d'Administration de fixer la date à laquelle
» pourra être effectuée la transformation des titres nominatifs en titres
» au porteur » (*).

ARTICLE 34. — Second alinéa : remplacer les mots : « de six mille
» francs l'an pour chaque administrateur et de deux mille francs l'an,
» pour chaque commissaire » par : « conforme à la limite fixée par la
» législation minière pour ne pas être considérée comme partie des bé-
» néfices ».

(*) En ce qui concerne les articles 7 et 8, il est souligné que si la Colonie faisait usage du droit dont question au point 4 du présent ordre du jour, le montant du capital deviendrait vingt-deux millions deux cent mille francs et le chiffre trente mille quatre cents deviendrait trente et un mille quatre cents.

ARTICLE 35. — Intcaler : « de capital série », entre action et A.

ARTICLE 52. — Au second paragraphe B, remplacer le premier mot « dix » par « six ».

ARTICLE 60. — Premier alinéa : remplacer les mots : « du montant libéré des actions série A » par « à concurrence et proportionnellement à la valeur du capital social divisé par le nombre d'actions de capital série A ».

9) Augmentation du nombre des administrateurs et des commissaires pour les porter respectivement à sept et à deux.

10) Nomination d'un administrateur et d'un commissaire.

II. — Que chaque action de chaque catégorie donne droit à une voix, sauf toutefois que nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés, ces limitations ne s'appliquant pas aux actions série B de la Colonie.

III. Qu'à la présente assemblée sont représentées : vingt cinq mille cinq cent trente-cinq actions série A, sur les vingt-six mille quatre cents existantes et les vingt-six mille quatre cents actions série B, soit la totalité de ces derniers titres et plus de la moitié des actions série A, de sorte que la présente assemblée est apte à délibérer sur son ordre du jour, conformément à l'article 46 des statuts.

IV. — Que toutes les résolutions portées aux numéros 1 à 8 de l'ordre du jour de la présente assemblée générale ne seront adoptées que sous la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal.

Cet exposé est reconnu exact par l'assemblée laquelle après délibération, décide successivement.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide de constater une plus-value de deux millions cent septante deux mille six cent cinquante-six francs sur le matériel acheté avant le premier janvier mil neuf cent quarante-deux et encore en service en Afrique et décide de comptabiliser cette plus-value en un compte de réserve indisponible.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'augmenter et augmente effectivement le capital social à concurrence de trois millions de francs pour le porter de treize millions deux cent mille francs à seize millions deux cent mille francs, par l'incorporation au capital :

1^o) de la réserve indisponible de deux millions cent septante deux mille six cent cinquante-six francs dont la comptabilisation vient d'être décidée;

2^o) d'une somme de huit cent vingt sept mille trois cent quarante-quatre francs prélevée sur le fonds spécial pour achat de gros matériel porté sous cette dénomination au bilan de la Société arrêté le trente et un décembre mil neuf cent quarante-cinq.

Cette augmentation de capital est réalisée sans création d'actions nouvelles.

Le solde du fonds spécial pour achat de gros matériel, soit un million cent septante deux mille six cent cinquante-six francs est transféré à un fonds de prévision qui pourra être utilisé par le Conseil d'administration au mieux des intérêts de la Société.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée décide que les vingt six mille quatre cents actions série A de cinq cents francs seront transformées en vingt six mille quatre cents actions de capital série A, sans désignation de valeur, chaque action représentant un vingt six mille quatre centième du capital social.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de six millions de francs, pour le porter de seize millions deux cent mille francs à vingt deux millions deux cent mille francs, par la création et l'émission de cinq mille actions de capital série A nouvelles, sans désignation de valeur, au prix de mille deux cents francs par action. Ces actions seront numérotées de vingt six mille quatre cent un à trente et un mille quatre cents.

SOUSCRIPTION

Les actions ainsi créées sont à l'instant souscrites de la manière suivante :

1. — Par la Colonie du Congo Belge, représentée comme dit est : mille actions de capital, série A nouvelles 1.000

2. — Par Monsieur Jean Lambrette, avocat, demeurant à Ixelles 50, avenue de l'Hippodrome, ici représenté par Monsieur Julien Sterckx, avocat, demeurant à Schaerbeek, 133, avenue Dailly, son mandataire aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-huit mars mil neuf cent quarante-neuf, dont l'original demeurera ci-annexé : quatre actions de capital, série A nouvelles 4

Ensemble : mille quatre actions de capital série A nouvelles 1.004

Aucun autre actionnaire ne faisant usage du droit de souscription prévu à l'article 9 des statuts, le solde des actions créées ci-avant, soit trois mille neuf cent nonante-six, sont à l'instant souscrites par Monsieur Marcel Jeanpierre, directeur de la Société en commandite simple, Fernand Houget, demeurant à Verviers, 134, avenue Albert Elisabeth, ici intervenant au nom et pour compte de Monsieur Fernand Houget, industriel, demeurant à Verviers, aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du dix-huit courant.

Lequel intervenant, reconnaît avoir connaissance des statuts sociaux et avoir entendu lecture de tout ce qui précède.

Et à l'instant, chacun des souscripteurs a intégralement libéré le montant de sa souscription, soit :

1°) La Colonie du Congo Belge : un million deux cent mille francs	1.200.000,—
2°) Monsieur Jean Lambrette : quatre mille huit cents francs	4.800,—
3°) Monsieur Fernand Houget : quatre millions sept cent nonante-cinq mille deux cents francs	4.795.200,—
Ensemble : six millions de francs	<u>6.000.000,—</u>

De telle sorte que le montant total des versements ainsi effectués, soit la somme de six millions de francs se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée décide concurremment la création et l'émission de cinq mille actions série B nouvelles, identiques aux anciennes, lesquelles seront remises à la Colonie du Congo Belge en conformité avec l'article 7 des statuts. Ces actions seront numérotées de 26.401 à 31.400.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide que les actions nouvelles séries A et B, créées en vertu des décisions reprises ci-dessus sub numéris 4 et 5 auront le droit de participer aux bénéfices éventuels de l'exercice en cours, mais ce à partir du premier avril mil neuf cent quarante-neuf.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de transformer les actions de capital série A nominatives sans désignation de valeur en actions de capital au porteur série A, sans désignation de valeur, représentant chacun un trente et un mille quatre centième du capital social.

L'assemblée charge le Conseil d'administration de fixer la date à laquelle pourra être effectuée la transformation des titres nominatifs en titres au porteur.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'apporter aux statuts, les compléments et amendements ci-après, notamment pour les mettre en concordance avec les résolutions prises pour compléter l'historique du capital et assurer la rémunération des administrateurs et commissaires.

ARTICLE 7. — *Premier et second alinéas.* — Ces alinéas sont remplacés par les suivants :

« Le capital social est fixé à vingt deux millions deux cent mille francs,
» représenté par trente et un mille quatre cents actions de capital sans
» désignation de valeur représentant chacune un trente et un mille quatre
» centième du capital social.

» Ces actions forment les actions série A. »

Quatrième alinéa. — Première phrase, remplacer le mot « nominative » par les mots « au porteur ». Après la première phrase, ajouter : « Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. »

ARTICLE 8. — Ajouter l'alinéa suivant à l'historique du capital.

« L'assemblée générale extraordinaire du trente et un mars mil neuf
» cent quarante-neuf porta le capital à vingt deux millions deux cent
» mille francs par : 1^o) la revalorisation d'une partie de l'actif à concurrence de deux millions cent septante deux mille six cent cinquante-six
» francs; 2^o) l'incorporation d'une somme de huit cent vingt sept mille
» trois cent quarante-quatre francs prélevée sur le fonds spécial pour
» achat de gros matériel créé en mil neuf cent quarante-cinq; 3^o) par la
» création de cinq mille actions de capital, série A, souscrites pour la
» somme de six millions de francs.

» La même assemblée créa, en outre, cinq mille actions nouvelles, série B, qui furent remises à la Colonie. Elle décida la transformation
» des actions de capital série A, nominatives de cinq cents francs en
» actions de capital série A, au porteur sans désignation de valeur, chaque action valant un trente et un mille quatre centième du capital
» social.

» Elle chargea le Conseil d'administration de fixer la date à laquelle
» pourra être effectuée la transformation des titres nominatifs en titres
» au porteur. »

ARTICLE 34. — *Second alinéa.* — Remplacer les mots : « de six mille francs l'an pour chaque administrateur et de deux mille francs l'an pour chaque commissaire » par : « conforme à la limite fixée par la législation minière pour ne pas être considérée comme partie des bénéfices. »

ARTICLE 35. — Intercaler : « de capital série » entre action et A.

ARTICLE 52. — Au secundo, paragraphe B, remplacer le premier mot : « dix » par « six ».

ARTICLE 60. — *Premier alinéa.* — Remplacer les mots : « du montant libéré des actions série A. » par « à concurrence et proportionnellement à la valeur du capital social divisé par le nombre d'actions de capital série A. »

NEUVIEME RESOLUTION

Conformément aux articles 23 et 32 des statuts, l'assemblée fixe le nombre des administrateurs à sept et celui des commissaires à deux.

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée nomme administrateur Monsieur Fernand Houget, pour qui accepte son représentant et élit commissaire Monsieur Julien Sterckx prénommé, qui accepte.

Leurs mandats respectifs prendront normalement fin après l'exercice mil neuf cent cinquante-quatre.

Vote.

L'assemblée constate et reconnaît que toutes les résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix et que dès lors il n'y a pas lieu de procéder au calcul de la réduction prévue par le deuxième alinéa de l'article 40 des statuts.

Les résolutions consignées sous les numéros 1 à 8 ont été adoptées sous la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, s'élèvent approximativement à cent six mille francs.

La séance est levée à midi.

De tout ce qui précède, le présent procès-verbal a été dressé.

Et après lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. II le premier avril 1949.

Volume 1353, folio 5, case 10, sept rôles, quatre renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (s.) ABRAS.

PREMIERE ANNEXE.

Procuration.

La « Colonie du Congo Belge », représentée par M. P. Wigny, Ministre des Colonies, propriétaire de 26.400 actions, série B de la « Compagnie Minière du Congo Belge ».

déclare donner tous pouvoirs à M. Geerinckx, inspecteur général honoraire au Ministère des Colonies, aux fins de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Société, convoquée à Bruxelles pour le trente et un mars mil neuf cent quarante-neuf, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau pas suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes, ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes les délibérations, émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; rectifier le cas échéant toutes les irrégularités dans les convocations, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observance des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera fait par lui en son nom.

Fait à Bruxelles, le 25 mars 1949.

Pour le Ministre. — Le Secrétaire général a. i.

Bon pour pouvoir (s.) : L. PETILLON. Vice-gouverneur général.

Enregistré à Bruxelles A. C. II le 1^{er} avril 1949.

Volume 246, folio 71, case 12, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur (s.) : ABRAS.

DEUXIEME ANNEXE

Procuration.

Le soussigné Jean Lambrette, 50, avenue de l'Hippodrome, Ixelles, avocat, constitué par les présentes, pour son mandataire spécial Monsieur Sterckx, Julien, 133, avenue Dailly, Schaerbeek,

à qui il donne pouvoir, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la Société « La Compagnie Minière du Congo Belge » en abrégé (Mincobel) qui se tiendra à Bruxelles au siège administratif, 2, rue Montagne du Parc, le 31 mars 1949, à 11 heures et à toutes assemblées subséquentes, dans le cas où la première assemblée ne pourrait valablement délibérer.

A l'effet de pour et en son nom :

— souscrire jusqu'à concurrence d'une somme de 4.800 francs au taux de 1.200 par titre, à l'augmentation de capital de la dite Compagnie, telle

que la dite augmentation est proposée dans l'ordre du jour; libérer intégralement et immédiatement les titres souscrits;

Aux effets ci-dessus, signer tous actes et procès-verbaux, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1949.

Bon pour pouvoir (s.) : LAMBRETTE.

Enregistré à Bruxelles, A.C. II le 1^{er} avril 1949.

Volume 246, folio 71, case 12, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur (s.) : ABRAS.

TROISIEME ANNEXE

Procuration.

Le soussigné Houget, Fernand, industriel, demeurant à Verviers, constitue par les présentes pour son mandataire spécial, Monsieur Marcel Jeanpierre, directeur de la société en commandite simple, demeurant à Verviers, 134, avenue Albert-Elisabeth, à qui il donne pouvoir, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la Société « La Compagnie Minière du Congo Belge », en abrégé (Mincobel), qui se tiendra à Bruxelles au siège administratif, 2, rue Montagne du Parc, le 31 mars 1949, à 11 heures et à toutes assemblées subséquentes, dans le cas où la première assemblée ne pourrait valablement délibérer,

à l'effet de pour et en son nom :

— souscrire jusqu'à concurrence d'une somme de « Quatre millions huit cent mille francs », au taux de 1.200 francs par titre, à l'augmentation de capital de la dite Compagnie, telle que la dite augmentation est proposée dans l'ordre du jour; libérer intégralement et immédiatement les titres souscrits; accepter tous mandats.

Aux effets ci-dessus, signer tous actes et procès-verbaux, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Cannes, le 18 mars 1949.

Bon pour pouvoir (s.) : HOUGET.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 1^{er} avril 1949.

Volume 246, folio 71, case 12, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur (s.) : ABRAS.

POUR EXPEDITION CONFORME

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous : Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Proost, notaire à Bruxelles.

Reçu : Quatre francs. — Numéro 4543.

Bruxelles, le 13 avril 1949.

(signé) : Illisible.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 avril 1949.

Le Directeur (s.) : VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 avril 1949.

Le Conseiller (s.) : P. JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 7 mai 1949.

Minister van Koloniën,
Gezien door Ons,
de 7 Mei 1949.

(s.-g.) P. WIGNY.

Agence Coloniale Automobile « A.C.A. »
Société congolaise par actions à responsabilité limitée
Siège social : Léopoldville.

—

Acte constitutif publié au « Bulletin Administratif », n° 17 du 10 septembre 1947.

BILAN AU 31 AOÛT 1948
Approuvé par l'assemblée générale du 7 juin 1949.

ACTIF

Réalisable :

Sociétés associées fr. 1.076.663,40

Compte d'ordre :

Cautionnement des administrateurs et du commissaire . pour mémoire

Fr. 1.076.663,40

PASSIF

Envers la Société :

Capital : 5.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Capital souscrit fr. 5.000.000,—

Capital non appelé 4.000.000,—

1.000.000,—

Envers les tiers :

Créditeurs divers 14.500,—

Compte de profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice 62.163,40

Compte d'ordre :

Cautionnement des administrateurs et du commissaire . pour mémoire

Fr. 1.076.663,40

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE AU
31 AOUT 1948

DEBIT

Frais de constitution	fr.	72.721,—
Frais généraux et charges fiscales		15.115,60
Bénéfice de l'exercice reporté au bilan		62.163,40
	Fr.	<u>150.000,—</u>

CREDIT

Recettes	fr.	<u>150.000,—</u>
--------------------	-----	------------------

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX ACTIONNAIRES

Messieurs,

J'ai contrôlé le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1947-1948, ainsi que les livres de la Société et j'en ai constaté la parfaite concordance.

Il vous appartient de vous prononcer sur l'approbation de ces comptes tels qu'ils vous sont présentés.

Bruxelles, le 14 avril 1949.

150, rue Royale, Bruxelles.

Le Commissaire,
(s.) J. F. GREAVES.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs : MM. L.-C. Beaumont; L. Genon; B. Lapage; J. Seidelin.

Commissaire : M. J.-F. Greaves.

Société Métallurgique du Katanga « Métalkat »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kolwezi (Katanga — Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue du Marais.

—
DELEGATION DE POUVOIRS

Nous soussignés, Victor Mikolajczak et Jean Verdussen, administrateurs de la « Société Métallurgique du Katanga », société congolaise par actions à responsabilité limitée, agissant conjointement en vertu de l'article 24 des statuts de ladite Société, déclarons compléter la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil d'administration le 30 juin 1948 en conférant à Monsieur Auguste Berckmoes les mêmes pouvoirs que ceux dévolus à Messieurs Arthur Schrovens ou Jean Gilkin.

En conséquence, pour la gestion en Afrique, y compris tous actes relevant de la gestion financière de ladite Société, la correspondance, les contrats, pièces, documents, chèques, mandats, ordres de virement, etc., cette liste étant non limitative, seront valablement signés par Messieurs Jules Cousin ou Aimé Marthoz ou Jérôme Quets, administrateurs, la deuxième signature étant donnée par Messieurs Auguste Berckmoes ou Arthur Schrovens ou Jean Gilkin.

Bruxelles, le 21 avril 1949.

SOCIETE METALLURGIQUE DU KATANGA

(s.) J. VERDUSSEN

Administrateur.

(s.) V. MIKOLAJCZAK

Président du Conseil.

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'an mil neuf cent quarante-huit, le trente juin.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

Monsieur Victor Mikolajczak, ingénieur civil des mines U. I. Lv., demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 108.

Monsieur Joseph Van Oirbeek, ingénieur civil des mines A. I. Lg., demeurant à Angleur, quai Saint-Paul de Sinçay, numéro 35.

Monsieur Jules-Emile Delruelle, ingénieur chimiste A. I. Lg., demeurant à Prayon-Trooz, nouvelle route, numéro 702.

Monsieur Adolphe Fassotte, ingénieur civil des mines A. I. Lg., demeurant à Neerpelt, villa « Merckem ».

Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur civil A. I. G., demeurant à Schaerbeek, square Vergote, numéro 43.

Monsieur Jean Verdussen, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue des Ormeaux, numéro 10.

Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines A. I. Br., demeurant à Ixelles-Bruxelles, avenue du Congo, numéro 4.

Monsieur Emmanuel Roger, ingénieur civil chimiste I. D. N., demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 11.

Monsieur Max Nokin, ingénieur civil des mines A. I. Lg., demeurant à Crainhem, chaussée de Malines, numéro 40.

Monsieur Ary Guillaume, secrétaire général du « Comité Spécial du Katanga », demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, numéro 87.

Tous administrateurs de la « Société Métallurgique du Katanga », en abrégé (Métalkat), société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Kolwezi — Katanga — Congo Belge.

Nommés aux dites fonctions aux termes de l'acte constitutif de la dite Société reçu ce jour par nous, notaire soussigné.

Lesquels comparants réunis en Conseil d'administration dont ils forment la majorité sous la présidence de Monsieur Victor Mikolajczak, pré-nommé, nous ont requis de dresser acte des résolutions suivantes :

I. — BUREAU

Le Conseil, à l'unanimité, décide de confier la présidence du Conseil de la Société à Monsieur Victor Mikolajczak, préqualifié et la vice-présidence à Monsieur Joseph Van Oirbeek, préqualifié.

Il décide d'appeler aux fonctions de secrétaire du Conseil, Monsieur Emile-Léopold Houbaer, docteur en droit, demeurant à Schaerbeek, avenue des Cerisiers, numéro 57.

II. — SIEGE ADMINISTRATIF

Usant du droit qui lui est conféré par l'article deux, alinéa deux des statuts sociaux, le Conseil décide de fixer le siège administratif de la Société à Bruxelles, rue du Marais, numéro 31.

III. — POUVOIRS

Sans préjudice de ce qui est dit à l'article vingt-quatre des statuts quant à la signature conjointe de deux administrateurs valable pour tous les actes engageant la Société et pour tous pouvoirs et procurations, le Conseil, en application des articles vingt-quatre et vingt-cinq des statuts, décide l'attribution des pouvoirs suivants :

Pour la gestion en Afrique, y compris tous actes relevant de la gestion financière de la dite Société, la correspondance, les contrats, pièces, documents, chèques, mandats, ordre de virement, etc., cette liste étant non limitative, seront valablement signés par Messieurs Jules Cousin ou Aimé Marthoz ou Jérôme Quets, administrateurs, la deuxième signature étant donnée par Messieurs Arthur Schrovens ou Jean Gilkin.

En ce qui concerne la gestion du siège administratif à Bruxelles, les mêmes documents pourront porter valablement la signature de Messieurs

Victor Mikolajczak ou Aimé Marthoz ou Herman Robiliart ou Jean Verdussen, administrateurs, la deuxième signature étant donnée par Monsieur Emile-Léopold Hoebaer, secrétaire du Conseil ou Monsieur Albert Dirix, chef du service administratif.

En ce qui concerne la décharge à donner à l'administration des Postes, des chemins de fer et ou de toute messagerie, organisation de transports, etc., celle-ci pourra, pour ce qui est du siège administratif à Bruxelles, être valablement donnée sous la seule signature de Messieurs Victor Mikolajczak, Emile-Léopold Houbaer ou Albert Dirix ou tout autre délégué à désigner par Monsieur Victor Mikolajczak.

La séance continue en dehors de la présence du notaire soussigné.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signés avec nous, notaire.

(signé) V. Mikolajczak, J. Van Oirbeek, J. E. Delruelle, A. Marthoz, J. Verdussen, H. Robiliart, E. Roger, M. Nokin, A. Guillaume, A. Fassotte, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix juillet 1948.

Volume 1346, folio 92, case 11, deux rôles, trois renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) : DECOCK.

Pour expédition conforme.

(s.) Hubert SCHEYVEN.

Numéro 8894. — Reçu 4 francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Edmond Malbecq, vice-président, ff. président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire.

(s.) MALBECQ.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1948.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 2 octobre 1948.

Le Directeur (s.) : J. VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 4 octobre 1948.

Le Directeur (s.) : P. JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

Fondation Symétain pour l'Amélioration du bien-être des Indigènes

Etablissement d'utilité publique sous le régime du décret du 19 juillet 1926

COMPTES DE L'EXERCICE 1948

COMPTES DEBITEURS

<i>A. Dépenses définitives :</i>	<i>Frais Fr.</i>	<i>Immobilisations Fr.</i>	<i>Totaux Fr.</i>
Section administratives . . .	876.546,—	103.016,—	979.562,—
Section médico-sociale :			
A. Féminine	1.326.287,79	3.668.117,—	4.994.404,79
B. Masculine	442.969,10	1.974.995,85	2.417.964,95
Section agricole et d'élevage . .	668.981,—	238.340,—	907.321,—
Section enseignement	377.187,50	223.939,—	601.126,50
Intervention dans équipement de la Mission de la « Cémubac » au Maniéma	—	1.230.748,40	1.230.748,40
Intervention dans achèvement église des RR. PP. Blancs à à Kamisuku	—	1.523.503,—	1.523.503,—
	<u>3.691.971,39</u>	<u>9.012.659,25</u>	<u>12.704.630,64</u>

B. Disponible et sommes à recevoir :

Banquiers	15.191.551,05
Portefeuille titres	5.005.000,—
Versements restant à effectuer sur dotations.	30.000.000,—
Caisse d'épargne et de prêts pour indigènes.	
Compte de prêts	61.265,—
	<u>50.257.816,05</u>
Total . . . fr.	<u><u>62.962.446,69</u></u>

COMPTES CREDITEURS

A. Fonds propres :

Dotations :

Dotation initiale (art. 14 des statuts) . .	fr. 50.000.000,—
Dotation Symétain, exercice 1948 . . .	10.000.000,—
	<u>60.000.000,—</u>

Revenus de placements temporaires :		
Revenus sur portefeuille . . .	122.777,15	
Intérêts bancaires	76.374,90	
	<u>199.152,05</u>	
		<u>60.199.152,05</u>

B. Dettes envers les tiers :

Créditeurs divers	2.697.994,64	
Caisse d'épargne et de prêts pour indigènes.		
Comptes d'épargne	65.300,—	
	<u>2.763.294,64</u>	
Total . . . fr.	<u>62.962.446,69</u>	

Certifié conforme.

Le Secrétaire Trésorier,
(s.) Louis ORTS.

Le Président,
(s.) Henri DEPAGE.

BUDGET DE L'EXERCICE 1949

	DEPENSES		
	de Frais Fr.	d'Immobilisation Fr.	Totales Fr.
I. — Section administrative	1.380.500,—	3.058.000,—	4.438.500,—
II. — Section sociale :			
A. Service médico-social féminin . . .	3.937.800,—	661.500,—	4.599.300,—
B. Service social masculin	818.400,—	2.532.000,—	3.350.400,—
III. — Section agricole et élevage	954.500,—	1.773.000,—	2.727.500,—
IV. — Section enseignement.	1.050.000,—	6.295.000,—	7.345.000,—
V. — Divers	600.000,—	450.000,—	1.050.000,—
Total général . . .	<u>8.741.200,—</u>	<u>14.769.500,—</u>	<u>23.510.700,—</u>

Certifié conforme.

Le Secrétaire Trésorier,
(s.) Louis ORTS.

Le Président,
(s.) Henri DEPAGE.

Compagnie des Grands Elevages Congolais

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Biano (Katanga-Congo Belge).

Siège administratif : 4, rue d'Egmont, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 44.043.

Constituée le 9 janvier 1930, à Bruxelles, suivant acte n° 1000, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du 23 janvier 1930, et acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1930. Approuvée par arrêté royal du 11 février 1930. Modifications des statuts publiées à l'annexe au « Moniteur Belge » du 31 décembre 1937 et du 31 mai 1947, actes n°s 17.067 et 11.041, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1938. Approuvées par arrêté royal du 13 avril 1938 et du 15 avril 1947.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

a) Terrains en propriété (amortissements déduits) . fr.	585.975,—
b) Concessions (amortissements déduits)	1,—
c) Biens immobiliers, mobilier, matériel, outillage (amortissements déduits)	4.056.331,69

II. — Réalisable :

a) Actionnaires	5.962.500,—
b) Cheptel bovidés	15.005.512,05
c) Cheptel équidés : amortissements déduits	19.613,24
d) Portefeuille titres	1.192.560,—
e) Magasins et cantines	3.525.184,36
f) Débiteurs Europe et Afrique	1.877.679,33

III. — Disponible :

Banques, chèques-postaux, caisses Europe et Afrique .	3.361.273,58
---	--------------

IV. — Comptes de redressement :

Dépenses engagées et frais généraux anticipatifs . .	241.565,99
--	------------

V. — Compte d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
	<u>Fr. 35.828.196,24</u>

PASSIF

I. — *Non exigible :*

Capital : 45.249 parts sociales sans désignation de valeur	fr. 22.644.038,67
Réserve statutaire	517.022,58
Fonds de prévision	4.413.673,23

II. — *Exigible :*

Créditeurs Europe et Afrique	133.719,63
Portefeuille engagement	40.000,—

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs : provisions diverses	3.277.927,89
Provision pour bien-être des indigènes	198.500,—
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	320.000,—

IV. — *Comptes de redressement :*

Frais généraux à payer	1.186.156,75
----------------------------------	--------------

V. — *Compte d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
--	--------------

VI. — *Solde :*

Bénéficiaire : de l'année	3.097.157,49
	Fr. 35.828.196,24

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Charges financières	fr. 4.513,85
Amortissements sur immobilisé	1.156.060,60
Amortissements sur équidés	9.255,—
Provision pour bien-être des indigènes	100.000,—
Provision pour impôts	575.000,—
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	160.000,—
Solde bénéficiaire de l'année	3.097.157,49
	Fr. 5.101.987,04

CREDIT

Résultats bruts d'exploitation	fr. 4.843.877,91
Revenus financiers et divers	258.109,13
Fr.	5.101.987,04

REPARTITION

Réserve statutaire	fr. 154.857,87
Dividendes bruts	1.003.734,90
Fonds de prévision	1.938.564,72
Fr.	3.097.157,49

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
tenue en date du 9 juin 1949 au siège administratif de la société.*

.

« 4°) Sur proposition de Monsieur le Président, l'assemblée renouvelle
» pour une période de six ans, c'est-à-dire jusqu'après l'assemblée géné-
» rale de 1955, les mandats d'administrateurs de Messieurs Robert Cam-
» bier et Paul Philippson. Elle appelle aux fonctions d'administrateur,
» pour occuper le siège laissé vacant par le décès du Docteur Carlier,
» Monsieur le Baron Léon Lambert, fils du très regretté fondateur de
» notre Société. Toutefois, le mandat de Monsieur le Baron Lambert ne
» prendra cours que le 3 juillet 1949.

» Monsieur le Président signale à l'assemblée que Monsieur Hubert
» Fisson, a été désigné par le « Comité Spécial du Katanga » comme dé-
» légué au Conseil de notre Société, en remplacement de Monsieur André
» Gilson, nommé administrateur. »

*Composition des Conseils d'Administration et Collège des Commissaires
après l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1949.*

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

Monsieur Pierre Orts, administrateur de sociétés, demeurant 214, avenue Louise, à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant 90, avenue Molière, à Bruxelles.

Administrateurs :

Monsieur Robert Cambier, administrateur de sociétés, demeurant 20, rue de Comines, à Bruxelles.

Monsieur André-H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant 38, square Vergote, à Bruxelles.

Monsieur Gaston Heenen, général-major honoraire, demeurant 15, avenue de l'Orée, à Bruxelles.

Monsieur le Baron Léon Lambert, administrateur de sociétés, demeurant 24, avenue Marnix, à Bruxelles.

Monsieur Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, demeurant 28, rue du Monastère, à Bruxelles.

Monsieur le Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, officier retraité, demeurant 22, rue Vilain XIV, à Bruxelles.

Monsieur Emile Leynen, directeur honoraire du « Comité Spécial du Katanga », demeurant 22, avenue de la Ramée, à Uccle.

Monsieur Gilbert Mullie, médecin-vétérinaire, demeurant 58, boulevard Brand Whitock, à Bruxelles.

Monsieur Paul Philippson, administrateur de sociétés, demeurant 17, avenue Général Baron Empain, à Bruxelles.

Monsieur Jules Van Bleyenbergh, ingénieur A. I. A., demeurant 129, Dieweg, à Uccle.

DELEGUE DU MINISTERE DES COLONIES

Monsieur Louis Tobback, médecin-vétérinaire, demeurant 4, avenue des Fleurs, à Woluwe-Saint-Lambert.

DELEGUE DU « COMITE DU KATANGA »

Monsieur Hubert Fisson, directeur honoraire au Ministère des Colonies, demeurant 185, boulevard Général Jacques, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

Monsieur le Baron José de Crombrugghe de Locringhe, directeur de sociétés, demeurant Hoogveld, à Notre-Dame-au-Bois (Overyssche).

Monsieur J.-F. Greaves, expert-comptable A. C. A., demeurant 14, rue de la Chancellerie, à Bruxelles.

Monsieur Robert Vasseur, expert-comptable, demeurant 5, avenue Bel-Air, à Wesembeeck.

COMPAGNIE DES GRANDS ELEVAGES CONGOLAIS

Un Administrateur,
(s.) R. d'HENDECOURT.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) G. de FORMANOIR de la CAZERIE.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 194.881.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge », année 1946, n° 16.649; année 1948, n° 15.510.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 1949.

ACTIF

A. — Immobilisé :

Frais de constitution fr.	2.645.235,69	
Amortissements	2.645.234,69	
		1,—
Terrains et constructions	34.579.139,85	
Amortissements	7.843.847,10	
		26.735.292,75
Matériel et mobilier en Afrique	12.358.098,72	
Amortissements	11.383.741,59	
		974.357,13
Matériel et mobilier en Europe	531.555,25	
Amortissements	228.066,—	
		303.489,25
		28.013.140,13

B. — Réalisable et disponible :

Magasins	67.691.922,15	
Marchandises en cours de route	24.326.266,32	
Avances sur commandes	13.718.337,79	
Débiteurs et débiteurs en comptes courants	51.135.902,24	
Travaux en cours	120.996,90	
Caisses et banques	7.400.880,08	
		164.394.305,48

C. — *Comptes divers :*

Comptes de régularisation. — Comptes débiteurs divers. 610.105,29

D. — *Comptes d'ordre :*

Contrats de change souscrits 28.774.711,58

Dépôt : Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires pour mémoire
28.774.711,58

Fr. 221.792.262,48

PASSIF

A. — *De la Société envers elle-même :*

Capital : 100.000 actions de capital à
fr. 1.000 chacune fr. 100.000.000,—

Réserve légale 804.599,—

Fonds de réserve pour investissements
dans la Colonie 4.900.000,—
105.704.599,—

B. — *Envers les tiers avec garanties réelles :*

Banque Commerciale du Congo 8.563.096,80

C. — *Envers les tiers sans garanties réelles :*

Banque Commerciale du Congo 15.000.000,—

Créditeurs et créditeurs en comptes
courants 26.578.893,—
41.578.893,—

D. — *Comptes divers :*

Fonds social pour la main-d'œuvre indigène 5.900.000,—

Comptes de régularisation. — Comptes
créditeurs divers 17.507.439,50
23.407.439,50

E. — *Comptes d'ordre :*

Engagements pour contrats de change
souscrits 28.774.711,58

Dépôts : Cautionnements de MM. les
Administrateurs et Commissaires . . pour mémoire
28.774.711,58

F. — *Pertes et profits :*

Report exercice 1947	58.632,41	
Solde bénéficiaire, exercice 1948	13.704.890,19	
	<u> </u>	13.763.522,60
		<u>Fr. 221.792.262,48</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux en Europe fr.	3.062.675,41	
Amortissements en Europe	106.311,—	
	<u> </u>	3.168.986,41
Amortissements en Afrique		11.285.020,44
Dépréciation de stocks		2.996.117,28
Investissements pour la main-d'œuvre indigène		1.465.126,—
Provision pour éventualités diverses		1.584.500,—
Prévisions fiscales		8.000.000,—
Participation du personnel		801.672,—
Bénéfice :		
Report, exercice 1947	58.632,41	
Solde bénéficiaire, exercice 1948	13.704.890,19	
	<u> </u>	13.763.522,60
		<u>Fr. 43.064.944,73</u>

CREDIT

Report à nouveau	fr.	58.632,41
Résultats bruts des opérations en Afrique		43.006.312,32
		<u>Fr. 43.064.944,73</u>

REPARTITION DES BENEFICES

— 5 % à la réserve légale	fr.	688.176,—
— 5 % aux 100.000 actions de capital (fr. 50 brut par titre		5.000.000,—
— 10 % au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires		801.672,—

— Second dividende de 2 % aux 100.000 actions de capital (fr. 20 brut par titre)	2.000.000,—
— Fonds de réserve pour investissements dans la Colonie.	5.100.000,—
— Bénéfice à reporter à nouveau	173.674,60
	Fr. 13.763.522,60

SITUATION DU CAPITAL

Capital restant à libérer : entièrement libéré . . fr. 100.000.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES EN FONCTION

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, chaussée de Vleurgat, 268, à Bruxelles. Président.

M. Adolphe Ruwet, administrateur-directeur général de la « Société Chantier Naval et Industriel du Congo », avenue du Suffrage Universel, 31, à Schaerbeek. Vice-Président.

M. le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, avenue de la Toison d'Or, 68, à Bruxelles. Administrateur-Délégué.

M. Louis Ahrens, administrateur-directeur de la « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo », avenue de Tervueren, 114, à Bruxelles. Administrateur.

M. le Baron José de Crombrughe de Looringhe, administrateur-directeur de la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », Witheerendreef, 57, à Notre-Dame-au-Bois. Administrateur.

M. Léon Lippens, docteur en droit, avenue du Bois, à Knocke-sur-Mer. Administrateur.

M. Gilbert Pérrier, administrateur de sociétés, avenue Louise, 573, à Bruxelles. Administrateur.

M. Joseph Van Den Boogaerde, administrateur-délégué de la « Compagnie du Lomani et du Lualaba, avenue des Phalènes, 19, à Bruxelles. Administrateur.

M. Raymond Vanderlinden, directeur de la Société « Chantier Naval et Industriel du Congo », avenue de l'Orée, 23, à Bruxelles. Administrateur.

M. Charles Hulet, expert-comptable, rue Alfred Cluysenaer, 66, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles. Commissaire.

M. Louis de Lannoy, avocat près de la Cour d'appel, rue Royale, 241, à Saint-Josse-ten-Noode. Commissaire.

M. Georges Desmet, chef comptable, rue du Pinson, 138, à Watermael-Boitsfort. Commissaire.

M. Georges Olyff, docteur en droit, rue Jourdan, 28a, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles. Commissaire.

Bruxelles, le 8 juin 1949.

Pour copie et extrait conformes.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) A. de BEAUFFORT.

Le Président,
(s.) E. VAN DER STRAETEN.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Actes constitutifs, publiés aux annexes du « Moniteur Belge », année 1946, numéro 16.649; année 1948, numéro 15.510.

DIVERS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 1949.

Sur la proposition du Conseil, l'assemblée réélit à l'unanimité, en qualité d'administrateurs : MM. le Baron J. de Crombrugghe de Looringhe et L. Lippens, et en qualité de commissaire : M. Georges Olyff. Leur mandat viendra à expiration à l'assemblée générale statutaire de 1955.

COMPAGNIE GENERALE D'AUTOMOBILES ET D'AVIATION AU CONGO « CEGEAC »

L'Administrateur-Délégué,
(s.) A. de BEAUFFORT.

Le Président,
(s.) E. VAN DER STRAETEN.

Compagnie Immobilière du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 13, rue de Bréderode.

Constituée par acte publié au « Moniteur Belge » du 22 avril 1928 (acte n° 5114) et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1928. Approuvée par arrêté royal du 29 mai 1928.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 4451.

1°) *BILAN AU 31 DECEMBRE 1948*

(Vingt et unième exercice).

Approuvé par l'assemblée générale du 7 juin 1949.

ACTIF

A. — *Immobilisé :*

Frais de premier établissement . . . fr.	1,—	
Apports (Etudes, travaux, etc.) . . .	1,—	
Mobilier et outillage	405.853,25	
		405.855,25

B. — *Disponible :*

Banques et caisses	9.847.571,11
------------------------------	--------------

C. — *Réalisable :*

Terrains et constructions en Afrique .	28.949.944,21	
Prêt hypothécaire	45.834,—	
Portefeuille titres	42.501,—	
Débiteurs divers	720.433,16	
		29.758.712,37

D. — *Divers :*

Comptes-courants débiteurs . . .	72.076,20	
Cautionnements statutaires . . . pour mémoire		
		72.076,20

Fr. 40.084.214,93

PASSIF

A. — Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr. 25.000.000,—	
Réserve statutaire	431.175,90	
Provision pour éventualités diverses	5.800.972,86	
		<u>31.232.148,76</u>

B. — Dettes de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	2.163.823,86
-----------------------------	--------------

C. — Divers :

Comptes-courants créditeurs	1.130.396,45	
Déposants de cautionnements statutaires . pour mémoire		<u>1.130.396,45</u>

D. — Profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice	5.557.845,86	
		<u>Fr. 40.084.214,93</u>

2°) COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux	fr. 4.790.171,63	
Impôts	1.225.181,45	
Amortissements divers	376.706,30	
Prévision fiscale	396.128,—	
Solde favorable	5.557.845,86	
		<u>Fr. 12.346.033,24</u>

CREDIT

Intérêts, loyers, bénéfices sur ventes, commissions et divers	fr. 12.346.033,24
---	-------------------

Situation au capital : Entièrement libéré.

3°) CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Albert Marchall, conseiller à la Société Générale de Belgique, avenue du Vert Chasseur, 46, à Uccle. Président du Conseil.

M. Georges Gailard, ingénieur, avenue Emile Demot, 18, à Bruxelles. Vice-Président et Administrateur-Délégué.

M. Jules Baillieux, directeur du « Crédit Foncier d'Extrême-Orient », rue Franklin, 122, à Bruxelles.

M. Walter Bridoux, officier retraité, avenue de l'Arbalète, 44, à Boitsfort.

M. Robert Cambier, ingénieur civil, chaussée de Charleroi, 131, à Saint-Gilles.

M. Fernand Dellicour, professeur d'Université, square Vergote, 10, à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Egide Devroey, ingénieur, rue Jourdan, 43, à Saint-Gilles.

M. Auguste-S. Gérard, administrateur de sociétés coloniales, avenue de la Jonction, 6, à Saint-Gilles.

M. Fernand Nisot, administrateur-délégué de la « Société des Ciments du Congo », rue d'Edimbourg, 14, à Ixelles.

M. Robert Thys, ingénieur, avenue des Erables, 33, à Rhode-Saint-Genèse.

4°) COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Henry Desmet, expert-comptable, avenue Clémentine, 24, à Forest.

M. le Baron Charles de T'Serclaes de Wommersom, administrateur de sociétés, rue de la Pompe, 136, à Paris (France).

M. Ferdinand Verbeeck, propriétaire, boulevard Saint-Michel, 115, à Etterbeek.

5°) EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 7 JUIN 1949

A l'unanimité l'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes et décide, conformément à l'article 39 des statuts, de répartir le solde favorable de la manière suivante :

— 5 % à la réserve statutaire	fr.	277.892,30
— provision pour éventualités diverses		3.779.953,56

Premier dividende statutaire de :

fr. 6, par action à 10.000 actions série B	60.000,—
fr. 30, par action à 48.000 actions série A	1.440.000,—
Fr.	5.557.845,86

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948 par un vote spécial et unanime, chacun des actionnaires intéressés s'abstenant au vote en ce qui le concerne.

A l'unanimité l'assemblée réélit M. Jules Baillieux, comme administrateur et M. Henry Desmet comme commissaire, jusqu'à l'assemblée générale de 1955.

Bruxelles, le 8 juin 1949.

Pour copie et extrait conformes.

Le Président,
(s.) A. MARCHAL.

Compagnie de l'Hévéa

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 115.512.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1940, arrêté royal du 23 février 1940.

Statuts modifiés par actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1940, arrêté royal du 23 février 1940 et du 15 octobre 1947, arrêté royal du 22 septembre 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

- Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1949.
(9^{me} exercice social).

ACTIF

I. — Immobilisé :

1. Propriétés et plantations	fr. 66.962.617,69	
Amortissements	5.688.965,53	
		61.273.652,16
2. Constructions	13.251.515,47	
Amortissements	196.359,17	
		13.055.156,30
3. Machines et matériel	8.657.964,64	
Amortissements	498.364,70	
		8.159.599,94

4. Mobilier	1.451.047,40	
Amortissements	99.542,95	
		1.351.504,45
5. Frais de constitution et d'augmentation de capital . .		299.712,90
II. — <i>Disponible et réalisable :</i>		
Europe	3.044.402,08	
Afrique	19.181.114,41	
		22.225.516,49
III. — <i>Compte d'ordre :</i>		
Titres en dépôt (cautionnements)		80.000,—
IV. — <i>Profits et pertes</i>		
		400.357,09
		Fr. 106.845.499,33

PASSIF

I. — <i>De la Société envers elle-même :</i>		
Capital : représenté par 800.000 actions de capital de fr. 100 valeur nominale. Il a été créé, en outre, 30.000 parts de fondateur sans désignation de va- leur fr.		
		80.000.000,—
II. — <i>De la Société envers des tiers :</i>		
Europe	22.113.393,48	
Afrique	4.652.105,85	
		26.765.499,33
III. — <i>Compte d'ordre :</i>		
Déposants de titres (cautionnements)		80.000,—
		Fr. 106.845.499,33

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

1. Report exercice précédent	fr.	433.131,58
2. Impôts sur intérêts de créances		39.143,—
3. Amortissements sur immobilisés		950.328,—
	Fr.	1.422.602,58

CREDIT

1. Bénéfice d'exploitation	fr. 1.002.445,79
2. Revenu du portefeuille et divers	19.799,70
3. Solde en perte	400.357,09
	Fr. 1.422.602,58

Situation du capital : Capital entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Albert Devleeschauwer, avocat, 583, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateurs :

M. René de Rivaud, banquier, 13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris II^{me}.

M. Philippe Langlois-Berthelot, administrateur de sociétés, 236, rue Général de Gaulle, Saigon.

M. Maurice Schoofs, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Pré-vost, Bruxelles.

M. Pierre Vermeersch, avocat près de la Cour d'appel, 73, avenue Adolphe Buyl, Bruxelles.

M. Léon Wielemans, industriel, 14, rue Defacqz, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Maurice Marien, agent de change, 62, avenue Hamoir, Uccle.

M. Léon Verhaegen, 27, avenue Maurice, Bruxelles.

COMPAGNIE DE L'HEVEA, S. C. P. A. R. L.

(Signé) : A. Devleeschauwer; L. Wielemans; M. Schoofs; M. Marien; L. Verhaegen.

Cultures Equatoriales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 96.007.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1937, arrêté royal du 13 décembre 1937.

Statuts modifiés par acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1949, arrêté royal du 27 décembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1949.

(11^{me} exercice social).

ACTIF

I. — Immobilisé :

1. Propriétés et plantations fr.	9.067.523,40	
Amortissements	2.088.101,40	
		6.979.422,—
2. Constructions	3.899.116,88	
Amortissements	1.917.030,95	
		1.932.085,93
3. Machines et matériel	4.187.448,78	
Amortissements	1.321.433,10	
		2.866.015,68
4. Mobilier	237.967,76	
Amortissements	78.293,58	
		159.674,18
5. Chevaux et bétail		11.039,50
6. Réévaluation immobilisation . . .	5.252.962,33	
Amortissements	335.296,25	
		4.917.666,08

II. — Disponible et réalisable :

Europe	2.818.892,—	
Afrique	9.518.842,48	
		12.337.734,48

III. — <i>Compte d'ordre</i>	85.000,—
IV. — <i>Profits et pertes</i>	586.745,48
	<u>Fr. 29.925.383,33</u>

PASSIF

I. — *De la Société envers elle-même :*

Capital : représenté par 15.000 actions de fr. 1.000 valeur nominale	fr. 15.000.000,—
Plus-value de réévaluation	5.252.962,33

II. — *De la Société envers des tiers :*

Europe	8.123.955,89	
Afrique	1.463.465,11	
	<u>9.587.421,—</u>	

III. — <i>Compte d'ordre</i>	85.000,—
	<u>Fr. 29.925.383,33</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

1. Frais généraux et divers	fr. 629.896,24
2. Charges financières	2.222.366,96
3. Prévision fiscale	87.032,—
	<u>Fr. 2.939.295,20</u>

CREDIT

1. Rentrées diverses	fr. 44.764,—
2. Bénéfice net d'exploitation	2.307.785,72
3. Perte de l'exercice	586.745,48
	<u>Fr. 2.939.295,20</u>

Situation du capital : Capital entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Paul Wielemans, administrateur de sociétés, 2, rue Paul-Emile Janson, Bruxelles.

Administrateurs :

M. René de Rivaud, banquier, 13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris II^{me}.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire près la Cour d'appel, 26, avenue Emile Duray, Bruxelles.

M. Maurice Schoofs, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Pré-vost, Bruxelles.

M. Georges Van De Velde, ingénieur civil des mines U. L. B., 13, avenue du Derby, Bruxelles.

M. Marcel Van De Putte, ingénieur A. I. Lg., villa « Nyumba », Cap-pellenbosch (Anvers).

M. Fred Vanderlinden, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley, Bruxelles.

COLLEGE DE COMMISSAIRE

M. Maurice Marien, agent de change, 62, avenue Hamoir, Uccle.

NOMINATIONS STATUTAIRES

L'assemblée, à l'unanimité et séparément, renouvelle les mandats de MM. Paul Wielemans, Maurice Schoofs, Georges Van De Velde, Marcel Van De Putte, administrateurs, et Maurice Marien, commissaire sortants.

CULTURES EQUATORIALES, S. C. P. A. R. L.

(Signé) : M. Marien; M. Loumaye; M. Schoofs.

Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi (Platarundi)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce Bruxelles : n° 48.761.

Constituée suivant acte passé devant Maître Edouard Van Halteren, notaire à Bruxelles, le 30 juillet 1930 et autorisée par arrêté royal du 6 septembre 1930. (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1930).

Statuts modifiés suivant actes passés devant Maître Edouard Van Halteren, notaire à Bruxelles, le 14 juin 1933 et devant Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par arrêté royal du 6 février 1936. (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1936).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Terrains et immeubles . fr. 3.480.395,—

Amortissements :

Antérieurs . 2.032.420,—

De l'exercice . 346.909,—

2.379.329,—

1.101.066,—

Matériel 842.363,—

Amortissements :

Antérieurs . 666.926,—

De l'exercice . 84.236,—

751.162,—

91.201,—

Mobilier 469.511,—

Amortissements :

Antérieurs . 304.902,—

De l'exercice . 46.951,—

351.853,—

117.658,—

1.309.925,—

Réalisable :

Portefeuille	65.710,—	
Marchandises en magasins et en cours de route	25.635.340,—	
Débiteurs divers	19.276.431,—	
Effets à recevoir	2.351.589,—	
		47.329.070,—

Disponible :

Banques et caisses	3.073.489,—
------------------------------	-------------

<i>Comptes débiteurs</i>	2.491.886,—
------------------------------------	-------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	61.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	49.725,—	
		110.725,—
	Fr.	54.315.095,—

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr.	5.524.000,—
-------------------	-----	-------------

représenté par :

55.240 actions de capital de fr. 100.

20.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.

Réserve statutaire	552.400,—	
Fonds de réserve	9.100.000,—	
Fonds de renouvellement matériel	173.263,—	
		9.825.663,—
Réserve pour créances douteuses		945.916,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	28.812.211,—
Dividendes exercices 1939 et 1947 restant à payer	60.643,—
Fonds spécial de bien-être en faveur des indigènes	1.500.000,—
<i>Comptes créditeurs</i>	2.598.828,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	61.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique .	49.725,—	
		110.725,—

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire reporté	14.194,—	
Bénéfice de l'exercice	4.922.915,—	
		4.937.109,—
	Fr.	54.315.095,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Droits de douane sur produits fr.	2.032.688,—	
Frais financiers	859.946,—	
Frais généraux d'Afrique	2.858.851,—	
Frais généraux Bruxelles	1.452.023,—	
Amortissements :		
Sur immeubles	346.909,—	
Sur matériel	84.236,—	
Sur mobilier	46.951,—	
		478.096,—
Provision pour impôts	1.500.000,—	
Solde bénéficiaire reporté	14.194,—	
Bénéfice de l'exercice	4.922.915,—	
		4.937.109,—
	Fr.	14.118.713,—

CREDIT

Solde à nouveau fr.	14.194,—	
Résultat d'exploitation	14.079.920,—	
Revenu du portefeuille	24.599,—	
	Fr.	14.118.713,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE DE FR. 4.937.109,—
(art. 49 des statuts).

Fonds de réserve	fr.	2.900.000,—
Premier dividende (6 %)		331.440,—
Allocations statutaires : 10 % de fr. 4.922.915		492.291,—
Second dividende aux actions de capital		600.160,—
Dividende aux parts de fondateur		600.160,—
Solde à reporter		13.058,—
	Fr.	<u>4.937.109,—</u>

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTIONS

Administrateurs :

M. Paul Orban, docteur en droit, 24, boulevard du Régent, Bruxelles.
Président et Administrateur-Délégué.

M. Walter Bridoux, propriétaire, 44, avenue de l'Arbalète, Boitsfort.

M. Guy de la Rochette, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris.

M. le Comte Henry de Liedekerke de Pailhe, propriétaire, 47, rue du Commerce, Bruxelles.

M. le Baron Adolphe de Viron, propriétaire, Château de et à Brussegem.

M. Jacques Grazia, propriétaire, 2, rue du Buisson, Bruxelles.

M. le Chevalier Michel-Ernest Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. Marc Levêque, directeur de sociétés, 144, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

M. Victor Thery, secrétaire de société, 168, boulevard Général Jacques, Bruxelles.

Commissaires :

M. Emile Coulon, directeur de société, 119, avenue du Diamant, Schaerbeek-Bruxelles.

M. Arille Descamps, expert-comptable, 62, avenue Parmentier, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Charles Pequet, administrateur-directeur de banque, 53, rue Père de Deken, Etterbeek-Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 8 JUIN 1949

A l'unanimité, l'assemblée :

1º) Approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire.

En conséquence, le coupon n° 6 des actions de capital sera payable par 16 fr. 86 brut ou 14 francs net et le coupon n° 3 des parts de fondateur sera payable par 30 francs brut ou 24 fr. 90 net, à dater du 13 courant, aux guichets des banques ci-après :

Banque Industrielle Belge (ancienne Banque E.-L.-J. Empain), à Bruxelles;

Banque Belge pour l'Industrie, à Bruxelles.

2º) Donne décharge à Messieurs les Administrateurs et Commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1948.

3º) Elit Messieurs Fernand Sellier, Pierre de la Croix d'Ogimont et Maurice Louveaux, en remplacement de Messieurs Victor Thery et du Comte Henry de Liedekerke de Pailhe, administrateurs sortants, et de Monsieur Gustave Verniory, administrateur décédé.

Elle appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Maurice Van Hecke et réélit en qualité de commissaire, Monsieur Emile Coulon.

Le mandat de Monsieur Maurice Louveaux, expire en 1952, celui de Messieurs Sellier, de la Croix d'Ogimont et Maurice Van Hecke expire en 1955.

Le mandat de commissaire de Monsieur Coulon, expire en 1952.

Bruxelles, le 9 juin 1949.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) F. SELLIER

(s.) Paul ORBAN.

Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône. -

Registre du Commerce : n° 111.235.

Arrêté royal d'autorisation du 20 février 1939, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 27 MAI 1949

(Exercice 1948).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

a) Frais de constitution . . . fr.	70.222,70	
Amortissem. antérieurs .	63.200,46	
Amortissem. de l'exerc. .	7.022,24	
	<u>70.222,70</u>	pour mémoire
b) Frais de 1 ^{er} établissement . . .	664.532,86	
Amortissem. antérieurs .	589.558,49	
Amortissem. de l'exerc. .	65.506,47	
	<u>655.064,96</u>	9.467,90
c) Installations et matériel en Afrique (y compris plus-value de réévaluation)	20.749.443,67	
Amortissem. antérieurs (extournes déduites) .	7.663.432,16	
Amortissem. de l'exerc. .	994.434,93	
	<u>8.657.867,09</u>	12.091.576,58

II. — Réalisable :

d) Portefeuille titres	1.057.000,—
e) Débiteurs divers	3.305.430,85

f) Approvisionnements et emballages	6.104.639,91	
g) Stocks graines	1.625.673,56	
h) Stocks produits finis	1.367.195,24	
		13.459.939,56

III. — *Disponible :*

i) Caisses et banques et chèques postaux en Europe et en Afrique	9.207.266,06
---	--------------

IV. — j) <i>Comptes débiteurs</i>	687.455,06
---	------------

V. — *Comptes d'ordre :*

k) B. C. B. Cautionnements agents	pour mémoire
l) Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
m) Garanties statutaires	100.000,—
	Fr. 35.555.705,16

PASSIF

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

a) Capital fr.	4.500.000,—	
9000 actions de fr. 500 chacune.		
b) Réserve statutaire	450.000,—	
c) Réserve extraordinaire	4.250.000,—	
		9.200.000,—
d) Plus-value de réévaluation		2.889.642,81

II. — e) <i>Fonds de renouvellement</i>	2.228.898,79
---	--------------

III. — *Passif de la Société envers les tiers :*

f) Créiteurs divers	12.258.912,48
-------------------------------	---------------

IV. — *Divers :*

g) Comptes créditeurs	4.403.499,25	
h) Fonds de Welfare en faveur des indi- gènes	1.034.530,75	
		5.438.030,—

V. — *Comptes d'ordre :*

i) Agents d'Afrique. — Cautionnements B. C. B.	pour mémoire
j) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en cours	pour mémoire

k) Titulaires des garanties statutaires 100.000,—

VI. — Solde :

l) Report de l'exercice précédent	304.548,37	
m) Bénéfice net de l'exercice	3.135.672,71	
		3.440.221,08
	Fr.	35.555.705,16

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948

DEBIT

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville fr.	583.390,43
Charges financières	15.911,34
Amortissements sur :	
Frais de constitution	7.022,24
Frais de premier établissement	65.506,47
Installations et matériel en Afrique	994.434,93
Provision pour impôts	1.200.000,—
Quote-part des indigènes dans le bénéfice, en contre-partie des graines apportées	5.256.735,85
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	3.135.672,71
Report solde exercice précédent	304.548,37
	Fr. 11.563.222,34

CREDIT

Report solde exercice précédent fr.	304.548,37
Revenus du portefeuille et divers	43.961,13
Solde du compte « Exploitation »	11.214.712,84
	Fr. 11.563.222,34

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 27 MAI 1949

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

1) Approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires relatifs à l'exercice 1948.

2) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice.

3) Décide de répartir comme suit le solde favorable de ce bilan :

Dividende statutaire	fr. 270.000,—
Allocations statutaire	286.567,—
Second dividende	814.337,—
Réserve extraordinaire	1.750.000,—
Report à nouveau	319.317,08
	Fr. 3.440.221,08

4) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion.

5) Renouvelle pour un terme de six ans le mandat d'administrateur de Monsieur Emile Van Geem.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Anatole de Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs :

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Albert Moulaert, Ministre plénipotentiaire honoraire, 6, avenue Emile De Mot, Bruxelles.

M. Maurice Pilette, directeur de société, 28, rue des Ecoliers, Auderghem.

M. Jules Sobry, directeur de sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. Fernand Selliez, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

M. Roger Staes, administrateur de sociétés, Kakontwe, Jadotville, Congo Belge.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghén, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Louis Uytdenhoef, expert-comptable, 282, rue du Noyer, Bruxelles.

M. René Heuten, chef-comptable, 535, chaussée de Waterloo, Ixelles.

SOCIETE COLONIALE D'HUILERIES ET DE RAFFINAGE

Un Administrateur,

(s.) E. VAN GEEM.

Le Président,

(s.) A. DE BAUW.

Société Cotonnière du Tanganika

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Kongolo (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 68.059.

Arrêté royal d'autorisation du 31 janvier 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1934.

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ». Arrêté royal du 31 janvier 1934, publié le 15 mars 1934, 15 août 1936. « Bulletin Administratif du Congo Belge », n° 16 du 25 août 1947.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 2 JUIN 1949

(Exercice 1948).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

a) Installations et matériel en Afrique (y compris plus-value de réévaluation) fr.	19.154.539,60	
Amortissements antér.		
moins extournes . . .	7.438.697,68	
Amortis. de l'exercice . . .	1.820.493,60	
	<u>9.259.191,28</u>	
		9.895.348,32

II. — Réalisable :

b) Portefeuilles titres	7.550.000,—	
c) Débiteurs divers	6.308.910,70	
d) Approvisionnements	3.038.069,77	
e) Stock produits	44.502.830,07	
	<u>61.399.810,54</u>	
		61.399.810,54

III. — Disponible :

f) Caisses, banques et chèques-postaux en Europe et en Afrique	30.692.409,59
--	---------------

IV. — Divers :

g) Comptes débiteurs	686.889,55
--------------------------------	------------

V. — *Comptes d'ordre :*

h) Garanties statutaires	pour mémoire
i) Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
j) B. C. B. Cautionnements agents	pour mémoire
	<u>Fr. 102.674.458,—</u>

PASSIF

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

a) Capital	fr. 15.000.000,—
50.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale.	
b) Réserve statutaire	1.178.884,03
c) Réserve extraordinaire	5.250.000,—
	<u>21.428.884,03</u>
d) Plus-value de réévaluation	2.538.561,17

II. — e) *Fonds d'assurance* 3.014.242,57

III. — f) *Fonds de renouvellement* 2.341.953,48

IV. — *Passif de la Société envers les tiers :*

g) Créiteurs divers	50.696.345,76
h) Montant non appelé sur portefeuille	105.000,—
	<u>50.801.345,76</u>

V. — *Divers :*

i) Comptes créditeurs	8.581.832,42
j) Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes	3.341.098,50
	<u>11.922.930,92</u>

VI. — *Comptes d'ordre :*

k) Titulaires de garanties statutaires	pour mémoire
l) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en cours	pour mémoire
m) Agents d'Afrique. — Cautionnements B. C. B.	pour mémoire

VII. — *Solde :*

n) Report de l'exercice précédent	386.209,58
o) Bénéfice net de l'exercice	10.240.330,49
	<u>10.626.540,07</u>
	<u>Fr. 102.674.458,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948

DEBIT

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville . . . fr.	1.473.890,60
Charges financières	52.082,65
Amortissements sur :	
Installation et matériel Afrique	1.562.374,60
Matériel de transport	258.119,—
	1.820.493,60
Provision pour impôts divers et charges éventuelles . .	4.000.000,—
Dotation :	
Au fonds de « Welfare » en faveur des indigènes . . .	1.000.000,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	10.240.330,49
Report de l'exercice précédent	386.209,58
	Fr. 18.973.006,92

CREDIT

Report de l'exercice précédent fr.	386.209,58
Revenus du portefeuille et divers	591.157,—
Solde du compte « Exploitation » et produits divers . .	17.995.640,34
	Fr. 18.973.006,92

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 2 JUIN 1949

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

1) Approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires relatifs à l'exercice 1948.

2) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice.

3) Décide de répartir comme suit le solde favorable de ce bilan, soit 10.626.540 fr. 07 :

A la réserve statutaire fr.	321.115,97
Dividende statutaire de fr. 18 par part so-	
cialle	900.000,—
Allocations statutaires	901.921,—

Deuxième dividende	5.124.096,—
A la réserve extraordinaire	3.000.000,—
Report à nouveau	379.407,10
Fr.	10.626.540,07

4) Par un vote spécial donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant le dit exercice.

5) Renouvelle pour un terme de six ans le mandat d'administrateur de Monsieur F. Selliez, et celui de commissaire de Monsieur L. Uytendhoef.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs :

M. Charles Cornez, avocat honoraire à la Cour d'appel, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Jean Le Brun, administrateur de sociétés, 23a, rue Be'liard, Bruxelles.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Fernand Selliez, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Ccghen, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Emile Coulon, directeur de société coloniale, 119, avenue du Diamant, Schaerbeek.

M. Georges-Maurice Grietens, directeur de société, 42, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. Paul Marchal, 35, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Louis Uytendhoef, expert-comptable, 282, rue du Noyer, Bruxelles.

SOCIETE COTONNIERE DU TANGANIKA

Un Administrateur,

(s.) VAN GEEM.

Le Président,

(s.) A. DE BAUW.

Banque du Congo Belge
Société Anonyme

SITUATION AU 31 MARS 1949

ACTIF

Encaisse-or	fr.	927.765.171,96
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		22.468.462,21
Avoirs aux Offices des Chèques-postaux		10.933.742,68
Avoirs en banque { en Belgique		373.730.756,32
à l'étranger		1.382.919.962,60
Portefeuille titres		339.254.213,04
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger		8.799.475.837,56
Effets commerciaux		738.078.975,97
Débiteurs		265.352.295,02
Etat belge		501.452.128,90
Immeubles et matériel		15.460.882,42
Débiteurs pour contrats de change à terme		329.587.673,87
Divers		12.752.520,66
	Fr.	13.824.367.061,46

PASSIF

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		46.370.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		2.180.069.005,65
Créditeurs à vue { divers		7.511.061.331,17
Colonie		3.062.144.364,33
Créditeurs à terme		164.820.674,37
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme		329.587.673,87
Transferts en route et divers		510.314.012,07
	Fr.	13.824.367.061,46

Article 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Plantations de Leuze

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : rue Baron de Castro, 66, à Etterbeek.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 68.897.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF

Par décision du Conseil d'administration, le siège administratif est transféré au 62, rue Baron de Castro, à Etterbeek, à partir du 1 juin 1949.

Le Président du Conseil d'administration,

(s.) P. MICHIELS.

Société Coloniale de la Tôle (Socotôle)

Société congolaise à responsabilité limitée, à Léopoldville

Siège administratif : 11, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 49.066.

Constituée par acte du notaire Alphonse Cols, à Anvers, le 15 juillet 1930, approuvée par arrêté royal du 6 septembre 1930, dont l'acte constitutif a été publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du 25 septembre 1930, n° 14.042, et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1930; statuts modifiés suivant actes du notaire Hubert Scheyven, à Bruxelles, le 1^{er} mai 1940, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du 7 juin 1940, sous le n° 7010, et le 20 décembre 1946, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du 25 avril 1947, sous le n° 7306.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

Apports	fr.	1.000.000,—
Raccordement au chemin de fer		50.698,42
Bâtiments industriels		3.845.224,81
Installation électrique		96.616,81

Machines fixes	6.803.346,47	
Matériel et outillage	800.300,41	
Mobilier	7.632,05	
Centrale à air comprimé	427.890,06	
		13.031.709,03

II. — *Réalisable :*

Portefeuille	1,—	
Avances aux fournisseurs	7.033.940,87	
Débiteurs divers	259.807,40	
Approvisionnements, matières premières, produits en fabrication	45.921.824,49	
		53.215.573,76

III. — *Disponible :*

Banques et chèques postaux	1.174.501,48
--------------------------------------	--------------

IV. — *Comptes transitoires et divers* 7.128,—

V. — *Compte d'ordre :*

Dépôts statutaires	pour mémoire
	Fr. 67.428.912,27

PASSIF

I. — *Envers la Société :*

Capital	fr. 20.000.000,—	
Réserve légale	1.636.855,26	
Réserve extraordinaire	2.250.000,—	
Amortissements	7.643.023,36	
		31.529.878,62

II. — *Envers les tiers :*

Avances reçues sur commandes	20.429.874,01	
Créditeurs divers	1.056.350,82	
		21.486.224,83

III. — <i>Comptes créditeurs, provision pour impôts et divers à ventiller</i>	9.277.343,12
---	--------------

IV. — *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

V. — *Profits et pertes :*

Report de l'exercice antérieur	199.202,10	
Bénéfice de l'exercice	4.936.263,60	
	<u>5.135.465,70</u>	
	Fr. 67.428.912,27	<u><u></u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux et d'exploitation	fr. 4.421.410,63	
Amortissements	737.696,19	
Solde créditeur :		
Report de l'exercice précédent	199.202,10	
Bénéfice de l'exercice 1948	4.936.263,60	
	<u>5.135.465,70</u>	
	Fr. 10.294.572,52	<u><u></u></u>

CREDIT

Report de l'exercice 1948	fr. 199.202,10	
Revenus bruts d'exploitation	10.095.370,42	
	<u>10.294.572,52</u>	
	Fr. 10.294.572,52	<u><u></u></u>

REPARTITION DU BENEFICE

A la réserve légale	fr. 363.144,74	
1 ^{er} dividende de fr. 100, à 9.000 actions	900.000,—	
Tantièmes statutaires	550.967,83	
2 ^{me} dividende de fr. 200, à 9.000 actions	1.800.000,—	
A la réserve extraordinaire	1.000.000,—	
A reporter à nouveau	521.353,13	
	<u>5.135.465,70</u>	
	Fr. 5.135.465,70	<u><u></u></u>

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1949.

A l'unanimité, l'assemblée :

1^o) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948, ainsi que la répartition proposée.

2^o) Donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion pendant le dix-huitième exercice, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

3^o) Sur la proposition du Conseil, l'assemblée décide de payer un dividende de 300 francs brut aux 9000 actions à la date du 15 juin 1949.

4^o) Fixe le nombre des administrateurs à 9 (neuf) et appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Laurent Wolters; son mandat prendra fin en 1955.

5^o) Appelle aux fonctions de commissaire de la Société Monsieur Tony Orta, en remplacement de Monsieur Gilbert Périer, démissionnaire, et pour achever le mandat de celui-ci; le mandat de Monsieur Orta, prendra fin en 1951.

Réélit en qualité d'administrateur, Monsieur Moreau de Melen, dont le mandat prendra fin en 1955.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Arthur Bemelmans, directeur de la « Société Générale de Belgique », 397, avenue Louise, Bruxelles. — Président.

M. Robert Dulait, directeur général de la S. A. « Travail Mécanique de la Tôle », 195, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles. Vice-Président.

M. Georges Lumaye, administrateur-directeur de la S. A. des « Pétales au Congo », 153, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Jacques Stevens, directeur gérant de la S. A. « Travail Mécanique de la Tôle », 55, avenue Victor Emmanuel III, Uccle-Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Georges Godeau, administrateur de la « Compagnie Financière Belge des Pétales », 220a, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles. Administrateur.

M. Albert Marchal, conseiller de la « Société Générale de Belgique », 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle-Bruxelles. — Administrateur.

M. Willy Marguery, administrateur de la S. A. « Travail Mécanique de la Tôle », Katircioglu Han, à Istanbul. — Administrateur.

M. Jules Moreau de Melen, administrateur-directeur, de la « Compagnie Financière Belge des Pétroles », 375, avenue Louise, à Bruxelles.
Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Paul Dulait, notaire, 11, rue de la Loi, Bruxelles.

M. Gilbert Périer, docteur en droit, 573, avenue Louise, Bruxelles.

DELEGUE DE LA COLONIE

M. Théodore Heyse, directeur général, conseiller-technique au Ministère des Colonies, 57, rue du Prince Royal, Ixelles-Bruxelles.

Bruxelles, le 10 juin 1949.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE COLONIALE DE LA TOLE « Socotole »

Deux Administrateurs,

(s.) G. GODEAU.

(s.) R. DULAIT.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de dertien Juni 1949.

Deel 213, blad 62, vak 2, drie blad. geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger a.i. (g.) VERSTEGEN.

Immobilière Belgo-Coloniale

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 4, place de Jamblinne de Meux, à Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 91.938.

Constituée le 7 avril 1937, statuts approuvés par arrêté royal du 21 mai 1937, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1937, folios 427 à 447; modifications aux statuts le 3 septembre 1947, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1947, folios 1815 à 1818.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Frais de 1 ^{er} établissement fr.	1,—	
Terrains	2.015.100,—	
Constructions 5.047.500,—		
Amortissement 147.500,—		
	<u>4.900.000,—</u>	
Matériel et mobilier	1,—	
	<u>6.915.102,—</u>	

Réalisable et disponible :

Débiteurs	629.918,—	
Fonds en caisse et en banque	659.329,87	
	<u>1.289.247,87</u>	

Compte d'ordre :

Cautiounnements des administrateurs et commissaires . .	pour mémoire	
	<u>Fr. 8.204.349,87</u>	

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 20.000 parts sociales sans dési- gnation de valeur fr.	7.000.000,—	
Réserve légale	150.000,—	
Réserve extraordinaire	175.000,—	
	<u>7.325.000,—</u>	

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs	208.068,82	
Provision pour impositions fiscales . .	195.148,—	
Dividendes restant à payer	37.023,14	
		440.239,96
<i>Solde bénéficiaire à répartir</i>		400.000,—
Solde à reporter		39.109,91
Compte d'ordre		pour mémoire
	Fr.	8.204.349,87

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

DOIT

Frais généraux d'exploitation fr.	321.137,85
Amortissement sur constructions	147.500,—
Provision pour impositions fiscales	50.000,—
<i>Solde bénéficiaire à répartir :</i>	
Réserve légale	50.000,—
Dividende de 5 %	350.000,—
	400.000,—
Solde à reporter	39.109,91
	Fr. 957.747,76

AVOIR

Solde reporté de l'exercice précédent fr.	10.154,06
Bénéfice brut d'exploitation	947.593,70
	Fr. 957.747,76

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

1° — Le bilan et le compte de pertes et profits sont adoptés.

2° — Décharge de leur gestion est donnée aux administrateurs et commissaires; le cautionnement de Monsieur Jean Lévi, administrateur démissionnaire, lui sera restitué.

3° — Monsieur Jean-Charles Buzon, administrateur sortant, Monsieur Louis Robatel, commissaire sortant, sont réélus respectivement administrateur et commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Buzon, Jean-Pierre, administrateur de sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux, à Bruxelles. — Président honoraire.

M. Buzon, Jean-Charles, administrateur de sociétés, 347, avenue Louise, à Bruxelles. — Directeur général. - Président du Conseil.

M. Soenen, Lucien, ingénieur commercial U. L. B., 231, avenue de la Reine, à Bruxelles. — Vice-Président du Conseil.

M. Buzon, Pierre, administrateur de sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux, à Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Van Roy, Josse, directeur de sociétés, 291, avenue Ch. Woeste, à Bruxelles.

M. Buzon, Lucien, propriétaire, 262, rue du Noyer, à Bruxelles.

M. Robatel, Louis, directeur de société, avenue Beernaert, à Léopoldville (Congo Belge).

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) Pierre BUZON.

Société des Bois et Produits du Mayumbe « BOPROMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Lukula.

Siège administratif à Bruxelles, 7-9, rue du Lombard.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 6038.

Constituée à Bruxelles suivant acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 21 janvier 1926, n° 787 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1926. Statuts modifiés par acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 mai 1929, n° 3408 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1929, et par acte du 30 décembre 1948, publié aux annexes du Moniteur Belge » du 4 mars 1949, n° 3182 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1949.

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU
2 JUIN 1949**

1) L'assemblée générale décide de surseoir à l'exécution des résolutions prises par l'assemblée générale du 30 décembre 1948, jusqu'à ce que l'obstacle de droit qui nécessite cette mesure soit levé.

2) L'assemblée donne au Conseil d'administration pouvoir de convoquer dès qu'il le pourra, une assemblée générale pour examiner le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948.

3) L'assemblée réélit comme administrateur Monsieur Daniel Lerat.

Toutes ces décisions sont prises à l'unanimité. Etaient présents ou représentés 16 actionnaires, possédant ensemble 8.720 actions de capital et 4.216 parts de fondateur.

Bruxelles, le 7 juin 1949.

Pour extrait conforme.

Le Président du Conseil d'administration,

(signature : illisible).

Société Minière de Bafwaboli, en abrégé « SOMIBA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 41, rue Jean Stas.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.070.

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge », n° 15.083 de 1931; n°s 10.513 de 1932; 215 de 1933; 2268 de 1934; 323 de 1939; 2387 de 1941 et 12.394 de 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

Concessions et apports :

Dépenses exercices antérieurs . . . fr.	9.944.651,30	
Amortissements exercices antérieurs .	9.070.651,30	
		874.000,—

**Prospections, constructions, matériel,
routes, mobilier :**

Dépenses exercices antérieurs	26.383.921,28	
Dépenses de l'exercice	2.931.597,88	
	29.315.519,16	
Amortissements exercices antérieurs .	19.253.343,03	
		10.062.176,13

II. — Réalisable :

Débiteurs divers	659.040,82	
Stock produits à réaliser	1.420.100,—	
		2.079.140,82

III. — Disponible :

Caisse et banques		2.709.180,62
-----------------------------	--	--------------

IV. — Divers :

Comptes débiteurs		1.252.692,—
-----------------------------	--	-------------

V. — *Pertes et profits :*

Perte reportée	436.980,97	
Perte de l'exercice	1.290.535,40	
		1.727.516,37

VI. — *Compte d'ordre :*

Dépôts statutaires (cautionnements)	pour mémoire	
	Fr.	18.704.705,94

PASSIF

I. — *Exigible :*

Capital : 86.000 actions de capital s. v. n. {	17.200.000,—	
50.000, 1/5 ^{me} p. fond. s. v. n. fr. }		
Réserve légale	309.332,52	
		17.509.332,52

II. — *Exigible :*

Créditeurs divers	1.146.660,97	
Coupons à payer	48.712,45	
		1.195.373,42

III. — *Compte d'ordre :*

Deposants statutaires (cautionnements)	pour mémoire	
	Fr.	18.704.705,94

PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DOIT

Résultats d'exploitation	fr.	1.591.821,54
Frais généraux		517.409,45
Frais échange titres		65.859,50
Droits de sortie		95.749,—
	Fr.	2.270.839,49

AVOIR

Remboursements sur droits de sortie exercices antérieurs	900.394,75
Intérêts et commissions, change et divers	79.909,34
	980.304,09
Perte de l'exercice	1.290.535,40
	Fr. 2.270.839,49

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines A. I. Lv., avenue du Val d'Or, 34, Woluwe-Saint-Pierre. — Président.

M. Etienne Asselberghs, géologue, 11, place Foch, Louvain. — Administrateur-Délégué.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, A. I. Br., avenue Louise, 435, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M^{me} Antoinette de Mathelin de Papigny, administrateur de sociétés, Château de Lince-par-Sprimont. — Administrateur.

M. André Gilson, Commissaire général honoraire du Congo Belge, square Vergot, 18, Bruxelles. — Administrateur.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, boulevard Général Wabis, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, rue Bosquet, 88, Bruxelles. — Administrateur.

M. Georges Rouma, administrateur de sociétés, rue Marie Depage, 16, Bruxelles. — Administrateur.

M. le Lieutenant-Général Léon Bureau, Vice-Gouverneur général honoraire du Congo Belge, « La Brcusse », à Ottignies. — Commissaire.

M. Léonce Demoulin, fondé de pouvoirs de société, avenue de la Peinture, 16, Dilbeek. — Commissaire.

M. le Baron Marcel de Schaetzen, propriétaire, rue Royale, 87, Bruxelles. — Commissaire.

DELEGUE DU MINISTERE DES COLONIES

M. Joseph Geerinckx, inspecteur général honoraire au Ministère des Colonies, rue Forestière, 19, Bruxelles.

DELEGUE DE LA
« COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DES GRANDS LACS »

M. Paul Orban, docteur en droit, rue Père Eudore Devroye, 25, Bruxelles.

Les Administrateurs :

(Signés) : E. Asselberghs; P. Lancsweert; J. Relecom; M. Jacques; A. de Mathelin.

Le Commissaire : (signé) : L. Demoulin.

Société Minière de Bafwaboli, en abrégé « SOMIBA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 41, rue Jean Stas.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.070.

RESOLUTIONS

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du
8 juin 1949.*

1) Elle réélit pour une durée de six ans, aux fonctions d'administrateur, M. Marcel Jacques, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1955.

2) L'assemblée prend acte de la démission de M. Georges Rouma, administrateur et désigne M. René Brasseur, ingénieur E. C. A. M. de Paris, 50, Heymansdries, à Rhode-Saint-Genèse, pour achever le mandat de M. Georges Rouma, expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1953.

Les deux Administrateurs-Délégués,

(s.) J. RELECOM.

(s.) E. ASSELBERGHS.

Chantier Naval et Industriel du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 2, place du Luxembourg.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 11.999.

Autorisée par arrêté royal du 6 octobre 1928 (« Bulletin Officiel du Congo Belge », n° 11 du 15 novembre 1928), constituée le 5 septembre 1928; statuts publiés à l'annexe du « Moniteur Belge » du 22 septembre 1928, n° 12.747.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Date de l'acte	Date de la publication	
	au « Moniteur Belge » et n°	au « B. O. du Congo Belge »
11-10-1928	3-4-12-1928 — n° 15.667	15-1-1929
10- 7-1930	28-29- 7-1930 — n° 12.326	
11- 6-1936	21- 8-1936 — n° 12.831	15-8-1936
22-11-1948	14-1-1949 — n° 681	15-2-1949

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé à l'unanimité par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 9 juin 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

Frais de constitution fr.	1.016.022,59
Amortissements antérieurs	1.016.022,59
Terrains, immeubles, machines, mobilier,	118.632.040,10
Réévaluation (décret 6 juillet 1948) . .	28.005.556,94
	146.637.597,04
Augmentations 1948	20.569.026,40
	167.206.623,53
Diminutions 1948	1.303.006,46
	165.903.617,07

0,—

Amortissem. antérieurs	92.825.922,82	
Amortissements 1948	10.520.037,20	
	<u>103.245.960,02</u>	
Extourne amortissem. sur mat. déclassé ou vendu.	1.197.936,01	
	<u>102.148.024,01</u>	63.755.593,06

2. — *Disponible :*

Banques et caisses	7.518.531,11
------------------------------	--------------

3. — *Réalisable :*

Souscripteurs augmentation capital	28.800.000,—	
Débiteurs divers	61.277.464,92	
Marchand. en commande.	12.282.939,20	
Reste à payer sur accré- ditifs	<u>6.529.788,15</u>	5.753.151,05
Marchandises en cours de route	39.526.645,76	
Magasins	59.204.411,67	
Travaux en cours	72.405.824,02	
Portefeuille titres	<u>29.136.143,15</u>	296.103.640,57

4. — *Divers :*

Comptes débiteurs	1.303.634,04
-----------------------------	--------------

5. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Compte en suspens	1.428.958,35
Banque du Congo Be'ge) (cautions agents)	<u>1.636.788,60</u>
	<u>Fr. 371.747.145,73</u>

PASSIF

1. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital	fr. 81.000.000,—
Réserve statutaire	3.571.975,91
Réserve extraordinaire	2.435.317,58
Réserve pour éventualités diverses	26.499.738,98

Plus-value de réévaluation	28.005.556,94	
Prélèvement pour augmentation du capital (Assemblée générale extraordinaire 22-11-48).	15.000.000,—	
	<u>13.005.556,94</u>	126.512.589,41
2. — <i>Dettes envers les tiers :</i>		
Créditeurs à terme	18.871.666,72	
Créditeurs divers	<u>72.884.222,48</u>	91.755.889,20
3. — <i>Divers :</i>		
Comptes créditeurs	7.354.327,05	
Avances sur travaux en cours	92.996.676,43	
Avances sur ventes	14.228.355,—	
Provisions diverses	10.509.642,20	
Fonds social en faveur des indigènes	<u>4.600.000,—</u>	126.689.000,68
4. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
Titulaires garanties statutaires		pour mémoire
Compte en suspens		1.428.958,35
Agents (cautionnements)		1.636.788,60
5. — <i>Profits et pertes :</i>		
Bénéfice de l'exercice		20.723.919,49
		<u>Fr. 371.747.145,73</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Dépenses d'exploitation	fr. 182.445.538,40	
Frais généraux Europe	3.797.966,57	
Amortissements de l'exercice	<u>10.520.037,20</u>	196.763.542,17
Charges financières		2.941.244,63
Prévision fiscale 1948	4.600.000,—	
Régularisation exercices antérieurs	<u>2.118.687,—</u>	2.481.313,—

Participations diverses	1.294.299,—
Divers	109.637,50
Bénéfice de l'exercice	20.723.919,49
	<u>Fr. 224.313.955,79</u>

CREDIT

Recettes d'exploitation	fr. 222.570,084,29
Revenus du portefeuille titres	1.743.871,50
	<u>Fr. 224.313.955,79</u>

REPARTITION DES BENEFICES

Bénéfice de l'exercice 1948	fr. 20.723.919,49
A la réserve statutaire 5 %	1.036.196,—
	<u>19.687.723,49</u>
Premier dividende de fr. 90 brut par titre nouveau provenant de l'échange de titres anciens ou fr. 15 brut par titre ancien non échangé	1.800.000,—
	<u>17.887.723,49</u>
Tantièmes aux administrateurs et commissaires	1.788.772,—
Participation du personnel	1.788.772,—
	<u>14.310.178,49</u>
Deuxième dividende de fr. 330 brut par titre nouveau provenant de l'échange de titres anciens ou fr. 55 brut par titre ancien non échangé	6.600.000,—
Transfert à la réserve pour éventualités divers	<u>7.710.179,49</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 9 JUIN 1949

A l'unanimité l'assemblée réélit en qualité d'administrateur, Monsieur Georges Moulaert et en qualité de commissaires, Messieurs Jacques De Rouck, Jean Ghilain et Georges Olyff.

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES

Président du Conseil :

M. Arthur Bemelmans, ingénieur, 397, avenue Louise, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Guillaume Olyff, 51, avenue Jean Linden, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateur Directeur Général :

M. Adolphe Ruwet, 31, avenue du Suffrage Universel, Schaerbeek.

Administrateurs :

M. Ernest Comhaire, ingénieur, 40, avenue Michel-Ange, Bruxelles.

M. Egide Devroey, ingénieur, 43, rue Jourdan, Bruxelles.

M. Joseph Geerinckx, 19a, rue Forestière, Bruxelles.

M. Léon Greiner, ingénieur, 23, avenue E. Demot, Bruxelles.

M. Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Georges Moolaert, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Gilbert Périer, 579, avenue Louise, Bruxelles.

M. Alfred Smal, ingénieur, 19a, avenue Marnix, Bruxelles.

Commissaires :

M. Jacques De Rouck, ingénieur, 6, rue Vauthier, Ixelles-Bruxelles.

M. Jean Ghilain, ingénieur, 55, rue Général Lodtz, Uccle-Bruxelles.

M. Georges Olyff, docteur en droit, 28a, rue Jourdan, Bruxelles.

M. Fernand Nisot, ingénieur, 15, rue d'Edimbourg, Bruxelles.

Le Président.

Chantier Naval de N'Dolo « CHANADO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville-Est.

Siège administratif à Anvers, 80, rue Everaerts.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 2521.

Constituée le 11 octobre 1927; approuvé par arrêté royal du 19 novembre 1927; publié au « Bulletin Officiel du Congo » du 15 décembre 1927 et au « Moniteur Belge » des 5/6 décembre 1927, sous le n° 14.275.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 3 JUIN 1949

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	1,—
Immeuble		1.768.637,50
Matériel et outillage		418.000,—
Mobilier		1,—
Matériel fluvial		832.887,70

Disponible :

Caisses	12.661,94
Banques	384.325,96
Compte chèques postaux	346,05

Réalisable :

Magasin	14.850,—
Portefeuille	925.175,95
Débiteurs	7.229.608,88
Cautions	2.000,—

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
	Fr. 11.588.495,98

PASSIF

Envers la Société :

Capital	fr.	10.000.000,—
Amortissements		118.817,—
Réserve légale		8.417,25
Plus-value immunisée sur immeubles vendus		1.089.400,—

Envers les tiers :

Créditeurs		196.077,30
----------------------	--	------------

Compte d'ordre :

Déposants statutaires		pour mémoire
---------------------------------	--	--------------

Résultats :

Report antérieur	159.927,42	
Bénéfice de l'exercice	15.927,01	
		<u>175.854,43</u>

Fr. 11.588.495,98

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux	fr.	417.728,70
Perte sur portefeuille		8.854,60
Amortissements		118.817,—
Solde bénéficiaire		<u>175.854,43</u>

Fr. 721.254,73

CREDIT

Report précédent	fr.	159.927,42
Résultats d'exploitation		<u>561.327,31</u>

Fr. 721.254,73

DECISIONS

L'assemblée générale du 3 juin 1949 a approuvé à l'unanimité les rapports, bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1948 et par vote spécial, a donné décharge aux administrateurs et commissaire. Après affectation de 5 % à la réserve légale, elle a décidé de reporter à nouveau le solde bénéficiaire. L'assemblée renouvelle le mandat de l'administrateur sortant M. André Valckenaere.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Charles Valckenaere, administrateur-délégué, 5, Courte rue Lozane, Anvers.

M. Georges-M. Valckenaere, administrateur-délégué, 4, avenue Brialmont, Anvers.

M. André Valckenaere, administrateur, 90, Rempart des Béguines, Anvers.

M. le Baron Edmond Kervyn de Marcke ten Driessche, avocat, 72, rue Montoyer, Bruxelles.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire près de la Cour d'appel de Bruxelles, 26, avenue Em. Duray, Bruxelles.

COMMISSAIRE

M. Edouard Hanssens, négociant, 49, boulevard Guido Gezelle, Bruges.

CHANTIER NAVAL DE N'DOLO « CHANADO »

L'Administrateur,

(s.) André VALCKENAERE.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) Charles VALCKENAERE.

Société Commerciale du Centre Africain « SOCCA »

anciennement Valckenaere Frères

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville-Est.

Siège administratif à Anvers, 80, rue Everaerts.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1893.

Constituée les 13 décembre 1934 et 6 février 1925; approuvé par arrêté royal du 4 avril 1925; publié au « Bulletin Officiel du Congo » du 15 avril 1925 et au « Moniteur Belge » du 10 mai 1925 sous le n° 5903.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 7 JUIN 1949

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Immeubles et terrains	fr.	550.000,—
Matériel et outillage		388.841,30
Mobilier		1,—
Plus-value sur immeubles		4.133.341,—

Disponible :

Caisse, compte chèques postaux et banques	365.868,47
---	------------

Réalisable :

Avances sur produits	3.240.886,37
Débiteurs	4.276.857,23
Cautions	11.800,—
Participations	973.848,09
Créances douteuses et dommages de guerre	2,—
Stock marchandises	1.215.632,70
Stock produits	1.991.448,45
Portefeuille	2.343.432,10
Timbres fiscaux	1.425,90

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
------------------------------	--------------

Fr. 19.493.384,61

PASSIF

Envers la Société :

Capital actions	fr. 4.500.000,—
Capital parts de fondateur	pour mémoire
Réserve légale	173.165,—
Réserve extraordinaire	2.000.000,—
Prévision fiscale	177.998,—
Amortissements	369.047,—
Plus-value immunisée sur immeubles	4.155.721,—

Envers les tiers :

Créanciers gagistes	984.628,30
Créanciers ordinaires	6.977.212,86
Banques	89.835,94
Dividendes	59.878,21

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

Résultats :

Report précédent	8.759,56	
Perte de l'exercice	2.861,26	5.898,30
	Fr. 19.493.384,61	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux	fr. 2.367.560,21
Amortissements sur immobilisé	77.298,—
Solde net	5.898,30
	Fr. 2.450.756,51

CREDIT

Report précédent	fr.	8.759,56
Résultats d'exploitation		2.441.996,95
	Fr.	<u>2.450.756,51</u>

DECISIONS

L'assemblée générale du 7 juin 1949, a approuvé à l'unanimité les rapports, bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1948 et, par vote spécial, a donné décharge aux administrateurs et commissaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Charles Valckenaere, administrateur-délégué, 5, Courte rue Lozane, Anvers.

M. Georges M. Valckenaere, administrateur-délégué, 4, avenue Brialmont, Anvers.

M. André Valckenaere, administrateur-directeur, 90, Rempart des Béguines, Anvers.

M. le Baron Edmond Kervyn de Marcke ten Driessche, avocat, 72, rue Montoyer, Bruxelles.

M. Arthur Stoffyn, agent de change, 46, rue Pletinckx, Bruxelles.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire près la Cour d'appel de Bruxelles, 26, avenue Em. Duray, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Edouard Hanssens, négociant, 49, boulevard Guido Gezelle, Bruges.

M. Georges L.-C. Valckenaere, administrateur de sociétés, 21, rue Madame Courtmans, Berchem-Anvers.

SOCIETE COMMERCIALE DU CENTRE AFRICAIN « SOCCA »

L'Administrateur-Directeur,
(s.) André VALCKENAERE.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) Charles VALCKENAERE.

Compagnie de Linéa

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : 8, rue de Hornes, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles ; n° 938

ACTE CONSTITUTIF

Annexes au « Moniteur Belge » du 28 août 1927, n° 10.989; n° 10.298 du 12 juillet 1928; n° 265 du 8 janvier 1930; n° 11.821 du 9 septembre 1933; n° 17.004 du 18 décembre 1936; n° 12.750 du 5 et du 6 septembre 1938; n° 487 du 11 janvier 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Mobilier	fr.	1,—	
Exploitation en Afrique :			
Régie transports. Linéa III .	451.371,—		
Amort. antér.	91.371,—		
Amort. de l'exerc.	90.000,—		
	<u>181.371,—</u>		
		<u>270.000,—</u>	
			<u>270.001,—</u>

Disponible :

Caisse, chèques postaux et banquiers	189.929,59
--	------------

Réalisable :

Portefeuille titres et participations	7.268.508,71	
Cautionnements	3.900,—	
Débiteurs divers	<u>713.840,—</u>	
		<u>7.986.248,71</u>

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Parts sociales émises en acquit du prélèvement sur le capital : 500 parts sociales nouvelles	pour mémoire
	<u>Fr. 8.446.179,30</u>

PASSIF

I. — *De la Société envers elle-même :*

Capital social représenté par	fr.	5.000.000,—
10.000 p. s. anciennes sans valeur nominale.		
500 p. s. nouvelles s. v. n. remises à l'Etat.		
Réserve légale		276.012,98
Fonds d'amortissement		874.999,74

II. — <i>Fonds spécial de bien-être en faveur des indigènes</i>		1.478.243,79
---	--	--------------

III. — *De la Société envers des tiers :*

Non exigible :

Compte créditeur	1,—
----------------------------	-----

Exigible :

Créditeurs divers (avec garantie)	503.000,—	
Versements restant à effectuer sur participations	6.155,—	
		509.156,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

V. — *Profits et pertes :*

Solde bénéficiaire	307.766,79
	Fr. 8.446.179,30

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux 1948	fr.	166.876,70
Impôts et taxes		56.786,—
Solde bénéficiaire à reporter à nouveau		307.766,79
	Fr.	531.429,49

CREDIT

Report à nouveau	fr.	140.000,—
Dividendes, intérêts et divers		391.429,49
	Fr.	<u>531.429,49</u>

Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 14 juin 1949.

RESOLUTIONS

L'assemblée générale, à l'unanimité :

1° — approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948;

2° — par vote spécial donne décharge de leur gestion à Messieurs les Administrateurs et Commissaires pour l'exercice 1948.

NOMS, PRENOMS, QUALITE ET DOMICILE
DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES RESPONSABLES

1. Le Comte Henry de Liedekerke de Pailhe, 47, rue du Commerce, à Bruxelles. — Administrateur.

2. S. A. le Prince Jean-Charles de Ligne, Château d'Antoing, à Antoing. — Administrateur.

3. Le Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, Château de Wesembek-Ophem. — Administrateur.

4. S. A. le Prince Albert de Ligne, 50, rue de l'Industrie, à Bruxelles. Commissaire.

5. Le Comte Guillaume de Hemricourt de Grunne, 102, avenue Molière, à Bruxelles. — Commissaire.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,

(s.) illisible.

Un Administrateur,

(s.) illisible.

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « COBELFRUIT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif, 87, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 78.403

—

Actes constitutifs et modificatifs publiés sous le n° 4629 des annexes du « Moniteur Belge » du 17 avril 1935 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1935, sous les n°s 21.400 et 21.401 des annexes du « Moniteur Belge » du 11 novembre 1948 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 mai 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

Apports, frais de constitution, d'augmentation du capital, de premier établissement, plantations, constructions
Dommages de guerre et comptes transitoires 5.445.393,61

II. — Réalisable :

Débiteurs divers, marchandises, matériel et approvisionnements divers 4.720.006,98

III. — Disponible :

Banques, caisses et chèques postaux 790.292,09

IV. — Divers :

Dommages de guerre et comptes transitoires 1.506.647,95

V. — Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires, engagements et contrats en cours pour mémoire

VI. — Comptes de résultat :

Report à nouveau	707.785,20	
Perte de l'exercice	479.566,80	
		1.187.352,—
	Fr.	13.649.692,63

PASSIF

I. — *Non exigible* :

Capital : 40.000 actions de fr. 250, cha- cune	10.000.000,—	
Capital : 16.000 actions de dividende sans désignation de valeur	pour mémoire	
Réserve légale	3.339,82	
		10.003.339,82

II. — *Redressement d'actif* :

Amortissements sur l'immobilisé	929.756,95
---	------------

III. — *Exigible* :

Dividendes à payer et créiteurs divers	2.129.937,96
--	--------------

IV. — *Divers* :

Comptes transitoires et provision pour amortissements des dommages de guerre	586.657,90
---	------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Déposants statutaires et créiteurs éventuels pour enga- gements et contrats en cours	pour mémoire	
		Fr. 13.649.692,63

COMPTE DE PERTES & PROFITS ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Solde 1947, reporté à nouveau	fr.	707.785,20
Pertes diverses		97.688,93
Frais financiers		7.248,35
Frais généraux Europe		481.824,37
Exploitation Afrique		25.701,40
Amortissements		27.043,10
		Fr. 1.347.291,35

CREDIT

Revenus financiers	fr.	1.606,—
Reprise compte d'attente		158.333,35
Perte		1.187.352,—
		Fr. 1.347.291,35

SITUATION DU CAPITAL

Versements effectués	8.916.000,—
Capital restant à libérer	1.084.000,—
	Fr. 10.000.000,—
M. le Baron M. de Schaetzen	fr. 1.084.000,—

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. le Baron Marcel de Schaetzen, administrateur de sociétés, 87, rue Royale, à Bruxelles.

M. Jean De Clercq, administrateur de sociétés, 2, rue Van Schoonbeke, à Anvers.

M. le Baron Robert d'Huart, administrateur de sociétés, 119, avenue Van Becelaere, Watermael-Boitsfort.

M. le Vicomte François du Parc Locmaria, administrateur de sociétés, Le Jonckeu par Polleur.

M. William G. Luff, administrateur de sociétés, 34, avenue des Petits Champs, Waterloo.

M. le Baron Idesbalde Rotsart de Hertaing, administrateur de sociétés, 43, rue de la Science, à Bruxelles.

M. Jean Thiltges t' Serstevens, administrateur de sociétés, 535, chaussée de Waterloo, à Bruxelles.

M. le Chevalier Maurice de Schaetzen, commissaire, 177, avenue Van Volxem, à Bruxelles.

M. Yves Goethals, commissaire, 22, rue Maurice Liétard, à Bruxelles.

Signé) : Jean De Clercq, administrateur; Baron Robert d'Huart, administrateur; Baron M. de Schaetzen, administrateur; Vicomte François du Parc, administrateur; Baron I. Rotsart de Hertaing, administrateur; Jean Thiltges t'Serstevens, administrateur; Chev. Maurice de Schaetzen, commissaire; Yves Goethals, commissaire.

DEMISSION D'UN COMMISSAIRE

L'assemblée générale ordinaire du 24 mai 1949, a pris acte avec regret de la décision prise par M. J. Meilly de renoncer à son mandat de commissaire.

Pour copie certifiée conforme.

Un Administrateur,
(s.) J. DE CLERCQ.

Le Président,
(s.) Baron M. de SCHAETZEN.

Usines Textiles de Léopoldville « UTEXLEO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif, 71, rue Joseph II, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 70.715.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1934, folio 262 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 avril 1934, n° 5840; modifications publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936, folio 200, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 mars 1936, n° 2200 du 2 mars 1947, n° 3121 à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1947, à l'annexe du « Moniteur Belge » des 16-17 février 1948, n° 2689 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Bruxelles :	
Siège administratif	fr. 4.276.047,45
Afrique :	
Terrains	7.151.103,07
Constructions	80.870.604,71
Matériel	150.411.467,20
Mobilier	1.141.894,32
Raccordement chemin de fer	156.906,45
	244.008.023,20

Disponible :

Caisses	191.024,57
Banques	27.537.007,21
	27.728.031,78

Réalisable :

Acomptes fournisseurs	63.699.364,26
Clients	103.652.594,54
Coton	18.814.620,—
Approvisionnements	70.536.130,68
Produits finis	25.375.257,65
Dépôts tissus	40.541.956,—

Fabrication	32.093.117,—	
Portefeuille titres	64.292.325,—	
		<u>419.005.365,13</u>

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	1.020.000,—	
		<u>Fr. 691.761.420,11</u>

PASSIF

Non exigible :

Capital	fr. 195.000.000,—	
Réserve légale	12.719.725,18	
Réserve extraordinaire	56.992.929,47	
		<u>264.712.654,65</u>

Amortissements :

Sur constructions	48.371.321,64	
Sur matériel	134.210.949,75	
Sur mobilier	955.517,—	
Sur raccordement chemin de fer	31.380,—	
		<u>183.569.168,39</u>

Exigible :

Salaires à payer	388.734,50	
Effets à payer	8.907.213,—	
Sociétés du groupe	16.366.894,26	
Fondation de bien-être indigène. —		
Compte dépôt	20.000.000,—	
Dotation non libérée sur fondation du bien-être	13.000.000,—	
Autres créiteurs	56.576.350,23	
		<u>115.239.191,99</u>
Provisions diverses		76.551.599,54

Profits et pertes :

Report de 1947	740.606,11	
Bénéfice de l'exercice	49.928.199,43	
		<u>50.668.805,54</u>

Compte d'ordre :

Déposants cautionnements	1.020.000,—	
		<u>Fr. 691.761.420,11</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux Europe fr.	2.926.479,45	
Frais généraux Afrique	23.126.966,41	
Taxes payées à la Colonie	1.681.159,95	
Frais de voyages agents	2.010.789,10	
Charges sociales	4.593.952,92	
		34.339.347,83

Amortissements :

Sur constructions	11.727.812,57	
Sur matériel	9.267.234,—	
Sur mobilier	42.614,—	
Sur raccordement chemin de fer	15.690,—	
		21.053.350,57

Charges financières :

Intérêts et frais de banque	3.471.558,82	
Complément impôts exercices antérieurs	5.804.014,—	
Provision fiscale 1948	13.300.000,—	
		22.575.572,82
Primes au personnel		5.974.202,—
Bien-être indigène		2.000.000,—
Solde bénéficiaire		50.668.805,54
		Fr. 136.611.278,76

CREDIT

Report exercice 1947 fr.	740.606,11
Résultats d'exploitation	129.363.643,69
Revenus du portefeuille	5.571.428,96
Remboursement sur frais d'augmentation de capital	925.600,—
	Fr. 136.611.278,76

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve légale	fr. 2.496.409,97
Premier dividende	11.700.000,—
Allocations statutaires	4.894.578,—
Deuxième dividende	7.878.313,—
Réserve extraordinaire	20.007.070,53
Solde à reporter	3.692.434,04

Fr. 50.668.805,54

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. George Moulaert, président, général de réserve, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Joseph Rhodius, vice-président, industriel, Castel « Bel'Air », Citadelle, Namur.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Louis Eloy, administrateur de sociétés, 73, rue du Collège Saint-Michel, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Valère Lecluse, industriel, villa « Marguerite » à Tieghem-lez-Anseghem.

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeüs, Bruxelles.

M. Max Stevens, administrateur de sociétés, 32, rue des Taxandres, Etterbeek.

M. Frans Terlinck, administrateur de sociétés, 44, avenue de l'Horizon, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Edmond Van Hoorebeke, administrateur de sociétés, 31, chaussée de Bruxelles, Ledeborg-lez-Gand.

M. Fernand Jonas, docteur en médecine, 97, avenue Louis Lepoutre, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Joseph Plas, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière, Bruxelles.

M^{me} Nicod-Jonas, 347, avenue Louise, Bruxelles.

RESOLUTIONS

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 8 juin 1949, a :

Approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948 ainsi que la répartition du bénéfice.

Donné, par un vote spécial, décharge de leur gestion à Messieurs les Administrateurs et Commissaires.

Fixé à 11 le nombre des administrateurs et élu à ces fonctions M. Henry Detry, administrateur de sociétés, 51, square François Riga, à Bruxelles.

Réélu aux fonctions d'administrateur Messieurs le Général George Moulart et Edmond Van Hoorebeke et, à celles de commissaire Madame Nicod-Jonas.

Bruxelles, le 13 juin 1949.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs :

(s.) L. ELOY.

(s.) H. MOXHON.

Société Minière de Muhinga et de Kigali « SOMUKI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1)

L'an mil neuf cent quarante-huit, le seize novembre.

Devant nous Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est établi à Kigali (Ruanda) et le siège administratif à Anvers, avenue Rubens, 34, sous la dénomination de « Société Minière de Muhinga et de Kigali » en abrégé (Somuki), constituée par acte du vingt janvier mil neuf cent trente-trois, venu devant le notaire Antoine Cols, à Anvers, et dont les statuts approuvés par arrêté royal en date du vingt-sept février mil neuf cent trente-trois, ont été publiés à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente-trois et à l'annexe du « Moniteur Belge » le vingt-deux mars mil neuf cent trente-trois, sous le numéro 2526 dont les statuts ont été modifiés suivant divers procès-verbaux, publiés à l'annexe au « Moniteur Belge », respectivement les vingt-six

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 juillet 1949. — 1^{re} partie.

août mil neuf cent trente-quatre, sous le numéro 11.719; vingt-cinq juin mil neuf cent trente-six, sous le numéro 10.650; vingt-six septembre mil neuf cent trente-six, sous le numéro 13.658, dix février mil neuf cent trente-neuf, sous le numéro 1217 et du premier-deux décembre mil neuf cent quarante-sept, sous le numéro 21.225, publiés respectivement aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des quinze décembre mil neuf cent trente-quatre, quinze septembre mil neuf cent trente-six, quinze février mil neuf cent trente-neuf, et quinze janvier mil neuf cent quarante-huit.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, déclarant posséder respectivement le nombre de titres ci-après indiqué :

	A	B	P. F.
1. — Le Gouvernement du Ruanda-Urundi (Congo Belge) ici représenté par Monsieur Charles Brossel, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle-Bruxelles, 220, avenue Montjoie, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée, trente mille actions série B			30.000
2. — La Société Anonyme « Compagnie du Kivu », établie à Anvers, 34, avenue Rubens, ici représentée, en vertu de l'article 20 des statuts, par deux administrateurs, Messieurs Nicolas Decker et le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, tous deux ci-après nommés, six cents actions de capital série A et trois cents parts de fondateur	600		300
3. Monsieur le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire, demeurant à Bruges, 9, rue Adrien Willaert, cinquante et une actions de capital série A et deux cents parts de fondateur	51		200
4. — Monsieur Nicolas Decker, administrateur de sociétés, demeurant à Berchem-Anvers, 64, avenue Victor Jacobs, cinquante actions de capital série A et cent parts de fondateur	50		100
5. — Monsieur Charles Sampers, industriel, demeurant à Edegem, 9, avenue Léopold III, vingt-cinq actions de capital série A et cinquante parts de fondateur.	25		50
6. — Monsieur François Diels, courtier d'assurances, demeurant à Anvers, 72, avenue Van Put, septante actions de capital série A	70		
7. — Monsieur Robert Delwiche, avocat, demeurant à Gand, 3, rue des Deux Ponts, dix actions de capital série A	10		
8. — Monsieur Armand De Smet, industriel, demeurant à Waterloo, 25, avenue Reine Astrid, dix actions de capital série A et cent nonante-huit parts de fondateur	10		198

9. — Monsieur Arthur De Mulder, professeur pensionné, demeurant à Anvers, 14, rue Arenberg, dix actions de capital série A	A	B	P. F.
	10		

10. — La Société Anonyme « Société Financière et Coloniale Anversoise » (Soficola), établie à Anvers, 34, avenue Rubens, ici représentée en vertu de l'article 22 des statuts, par Monsieur François Diels prénommé, septante actions de capital série A et trois cents parts de fondateur	70	300	
--	----	-----	--

11. Madame Armand De Smedt, sans profession, demeurant à Waterloo, 25, avenue Reine Astrid, deux cent et quinze parts de fondateur		215	
--	--	-----	--

12. — Monsieur Fernand Mangioni, journaliste, demeurant à Bruxelles, 113, rue d'Espagne, une action de capital série A	1		
--	---	--	--

13. — Monsieur Gaston Moreau, journaliste, demeurant à Bruxelles, 135, boulevard Maurice Lemonnier, cinq parts de fondateur		5	
---	--	---	--

Ensemble : huit cent nonante-sept actions de capital série A; trente mille actions série B et treize cent soixante-huit parts de fondateur	897	30.000	1.368
--	-----	--------	-------

La séance est ouverte à onze heures du matin au siège administratif à Anvers, 34, avenue Rubens, sous la présidence de Monsieur le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, président du Conseil d'administration.

Messieurs Charles Sampers, François Diels, le Comte Christian de Renesse et Nicolas Decker, tous prénommés, membres du Conseil d'administration, prennent place au bureau.

L'assemblée désigne comme scrutateurs Messieurs Robert Delwiche et Armand De Smet, tous deux prénommés.

Monsieur Charles Brossel, directeur au Ministère des Colonies, assiste à la réunion.

Le Président choisit comme secrétaire Monsieur Grégoire Hellemans, secrétaire général de la Société, demeurant à Edegem, 81, Lentelei.

Le bureau étant ainsi constitué conformément à l'article 34 des statuts, Monsieur le Président fait les constatations suivantes :

1^o) Les convocations contenant l'ordre du jour ci-après reproduit ont été faites conformément à l'article 31 des statuts par des annonces insérées dans les journaux suivants, dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau et paraphés par les scrutateurs :

a) le « Moniteur Belge », des vingt-neuf octobre et sept novembre mil neuf cent quarante-huit;

b) l'Echo de la Bourse », journal publié à Bruxelles, des vingt-neuf/trente/ trente et un octobre et cinq/six/sept novembre mil neuf cent quarante-huit;

c) « Avond Echo », journal publié à Anvers, des vingt-neuf/trente/ trente et un octobre et un/deux/trois novembre et sept/huit novembre mil neuf cent quarante-huit;

d) le « Bulletin Officiel du Congo Belge », des vingt-neuf octobre et sept novembre mil neuf cent quarante-huit.

En outre, des lettres recommandées ont été adressées huit jours francs avant l'assemblée, aux actionnaires en nom.

2°) Pour assister à la présente assemblée, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions de l'article 32 des statuts.

3°) L'ordre du jour porte :

a) suppression de la valeur nominale des actions de capital série A;

b) augmentation de capital à concurrence de vingt et un millions de francs par incorporation de réserves, ce sans création d'actions nouvelles;

c) modifications aux statuts.

A l'article 6 : pour libeller le premier alinéa comme suit :

« Le capital social est fixé à vingt huit millions de francs représenté par vingt mille actions de capital série A sans désignation de valeur. »

A l'article 7 : pour insérer après l'alinéa commençant par les mots : « Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-neuf mai mil neuf cent trente-six » le texte suivant : « Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du seize novembre mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté à vingt-huit millions de francs, par incorporation de réserves à concurrence de vingt et un millions de francs et la valeur nominale des actions de capital série A a été supprimée. »

A l'article 42 : a) au 2) deuxième alinéa du a) supprimer les mots : « versé en vertu d'appel de fonds »;

b) au 2) b) remplacer « sept pour cent de leur valeur nominale, proportionnellement à leur libération » par « vingt-quatre francs cinquante centimes ». (Vingt-neuf mai mil neuf cent trente-six, le texte suivant : « Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du »)

A l'article 47 : remplacer les deuxième alinéas et suivants par : « 1°) La somme nécessaire pour rembourser aux actions de capital série A une somme de trois cent cinquante francs par titre.

» 2°) Une somme de vingt et un millions de francs, montant des réserves incorporées au capital par décision de l'assemblée générale extraordinaire du seize novembre mil neuf cent quarante-huit, sera répartie par moitié entre les vingt mille actions de capital série A et par moitié aux trente mille parts de fondateur.

» 3°) Le surplus disponible sera partagé comme suit :

» a) les actions série B recevront une somme calculée sur ce surplus de la même manière que les redevances dues sur les bénéfices annuels en vertu de l'article 42 des statuts;

» b) le solde disponible sera réparti à raison de cinquante pour cent aux actions de capital série A et de cinquante pour cent aux parts de fondateur. »

4°) Les points figurant à l'ordre du jour étant modificatifs des statuts et modificatifs des droits respectifs des diverses catégories des titres, il faut, conformément à l'article 37 du pacte social que l'assemblée, pour pouvoir délibérer valablement, représente la moitié au moins dans chaque catégorie.

5°) Le capital social est de sept millions de francs, représenté par vingt mille actions de capital série A, de trois cent cinquante francs chacune. Il existe, en outre, trente mille parts de fondateur sans désignation de valeur et trente mille actions série B, également sans désignation de valeur.

Treize actionnaires sont présents ou représentés, possédant ensemble huit cent nonante-sept actions de capital série A; trente mille actions série B et treize cent soixante-huit parts de fondateur, soit moins de la moitié dans deux catégories de titres.

Mais une première assemblée générale s'est réunie avec le même ordre du jour devant le notaire soussigné, le vingt-cinq octobre dernier et n'a pu délibérer valablement faute de quorum requis. En conséquence, par application de l'article 37 des statuts, la présente assemblée peut délibérer valablement quelle que soit la portion du capital représenté par les actionnaires présents.

Conformément à l'article 29 des statuts, chaque action de capital série A et chaque action série B donnent droit à une voix.

En ce qui concerne les parts de fondateur, il est attribué une voix par groupe de trois parts de fondateur, sans qu'il soit tenu compte des fractions de voix, les parts de fondateur ne pouvant, en tout cas, être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre de voix émises par les actions de capital série A.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes des voix attachées aux titres représentés. Ces limitations ne s'appliquent pas aux actions série B détenues par le Gouvernement de Ruanda-Urundi; toutefois, celui-ci ne pourra disposer d'un nombre de voix supérieur à la moitié des voix pouvant prendre part au vote.

Cet exposé fait et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée, Monsieur le Président après avoir fait connaître les motifs qui ont déterminé le Conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour, met aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution. — L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions de capital série A.

DELIBERATION

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

Deuxième résolution. — L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de vingt et un millions de francs, le portant ainsi à vingt-huit millions de francs par incorporation de réserves à due concurrence. Cette agumentation se fait sans création d'actions nouvelles et sortira ses effets à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-huit.

DELIBERATION

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

Troisième résolution. — L'assemblée décide de modifier les articles ci-après des statuts comme suit :

A l'article 6 : Le premier alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant : « Le capital social est fixé à vingt huit millions de francs représenté par vingt mille actions de capital série A, sans désignation de valeur. »

A l'article 7 : Après l'alinéa commençant par les mots : « Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-neuf mai mil neuf cent trente-six », il est inséré le texte suivant : « Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du seize novembre mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été porté à vingt huit millions de francs, par incorporation de réserves à concurrence de vingt et un millions de francs, et la valeur nominale des actions de capital série A, a été supprimée. »

A l'article 42 : Au 2) deuxième alinéa du littéra a) les mots : « versé en vertu d'appel de fonds » sont supprimés. Au 2) littéra b) les mots : « sept pour cent de leur valeur nominale proportionnellement à leur libération » sont remplacés par les mots : « vingt-quatre francs cinquante centimes », de sorte que les alinéas a) et b) de cet article seront désormais libellés comme suit :

« a) les actions dites série B recevront une participation calculée conformément aux prescriptions de l'article 76 du décret minier du vingt-quatre septembre mil-neuf cent trente-sept;

» Cette participation sera égale à :

» dix pour cent des bénéfices qui ne dépassent pas trois pour cent du capital social;

» douze pour cent des bénéfices qui excèdent trois pour cent jusqu'à concurrence de cinq pour cent du capital social;

» quinze pour cent des bénéfices qui excèdent cinq pour cent jusqu'à concurrence de sept pour cent du capital social;

» vingt pour cent des bénéfices qui excèdent sept pour cent jusqu'à concurrence de dix pour cent du capital social;

» vingt-cinq pour cent des bénéfices qui excèdent dix pour cent jusqu'à concurrence de quinze pour cent du capital social;

» quarante pour cent des bénéfices qui excèdent quinze pour cent jusqu'à concurrence de trente-cinq pour cent du capital social;

» cinquante pour cent des bénéfices qui excèdent trente-cinq pour cent du capital social.

» Toutefois, s'il s'agit d'exploiter des gisements de diamant ou d'autres pierres précieuses, le Ruanda-Urundi recevra cinquante pour cent des bénéfices de cette exploitation. Un compte spécial sera tenu à cet effet.

» Dans le cas où une société spéciale serait créée, conformément à l'article 3, pour exploiter le diamant et les autres pierres précieuses, le Ruanda-Urundi recevra la moitié des actions de toute catégorie de cette société. Au cas où, conformément à cette disposition, une société filiale serait créée pour l'exploitation du diamant, ou d'autres pierres précieuses et où la présente société participerait au bénéfice de la filiale en qualité d'apporteur, les intérêts et dividendes qu'elle encaisserait en cette dernière qualité, seront décomptées du solde envisagé ci-dessus (art. 42, 2^o, premier alinéa) avant le calcul de la quote-part revenant aux actions série B. Le même principe sera applicable dans les cas où un compte spécial sera tenu pour les exploitations de diamant, comme il est prévu ci-dessus.

» Les redevances sont réduites à un quart pour le phosphate de chaux. Toute incorporation de réserve au capital est considérée comme une distribution des bénéfices. Les émoluments des administrateurs et commissaires dont question au premier alinéa de l'article 28, seront également considérés comme des bénéfices distribués pour ce qui dépasse six mille francs l'an en ce qui concerne les administrateurs et pour ce qui dépasse deux mille francs l'an en ce qui concerne les commissaires ;

» b) après prélèvement de la part revenant aux actions série B les actions de capital série A recevront un premier dividende de vingt-quatre francs cinquante centimes. »

A l'article 47 : Les deuxième alinéas et suivants sont remplacés par le texte suivant :

« 1^o) La somme nécessaire pour rembourser aux actions de capital série A une somme de trois cent cinquante francs par titre.

» 2^o) Une somme de vingt et un millions de francs, montant des réserves incorporées au capital par décision de l'assemblée générale extraordinaire du seize novembre mil neuf cent quarante-huit, sera répartie par moitié entre les vingt mille actions de capital série A et par moitié aux trente mille parts de fondateur.

» 3^o) Le surplus disponible sera partagé comme suit :

» a) les actions série B recevront une somme calculée sur ce surplus de la même manière que les redevances dues sur les bénéfices annuels en vertu de l'article 42 des statuts ;

» b) le solde disponible sera réparti à raison de cinquante pour cent aux actions de capital série A et de cinquante pour cent aux parts de fondateur » ; de sorte que cet article sera désormais libellé comme suit :

» *Article 47 : Après apurement de toutes dettes et charges de la Société, ainsi que des frais de liquidation, y compris la rémunération des liquidateurs, l'actif net sera distribué comme suit :*

» 1^o) La somme nécessaire pour rembourser aux actions de capital série A, une somme de trois cent cinquante francs par titre.

» 2^o) Une somme de vingt et un millions de francs, montant des réserves incorporées au capital par décision de l'assemblée générale extraordinaire du seize novembre mil neuf cent quarante-huit, sera répartie par moitié entre les vingt mille actions de capital série A et par moitié aux trente mille parts de fondateur.

» 3^o) Le surplus disponible sera partagé comme suit :

» a) les actions série B recevront une somme calculée sur le surplus de la même manière que les redevances dues sur les bénéfices annuels en vertu de l'article 42 des statuts;

» b) le solde disponible sera réparti à raison de cinquante pour cent aux actions de capital série A et de cinquante pour cent aux parts de fondateur.»

DELIBERATION

Ces modifications aux statuts sont adoptées à l'unanimité des voix.

FRAIS

Il est fait part à l'assemblée de ce que le montant des frais, charges et rémunérations quelconques incombant à la Société à raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant s'élève approximativement à cinquante mille francs.

DONT PROCES-VERBAL

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures).

Geregistreerd vier bladen, vier verzendingen te Antwerpen B. A., 1^{ste} Kantoer, den negentien November 1948. Deel 164, blad 71, vak 5.

Ontvangen : Veertig frank.

De Ontvanger (g.) : STRUYF.

PROCURATION

Pour expédition de notaire,

(s.) A. COLS.

Voorzitter der Rechtbank van 1^{ste} Aanleg, Antwerpen.

Gezien door ons, H. Anthonis, ondervoorzitter d.d. voorzitter der Rechtbank van Eersten Aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring der handteken van M. A. Cols, hierboven benaamd.

Antwerpen, de 15 November 1948.

(g.) : Onleesbaar.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Anthonis, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 26 novembre 1948.

Le Directeur (s.) : VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 novembre 1948.

Le Directeur (s.) : P. JENTGEN.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par nous,
Ministre des Colonies,
le 29 mai 1949.

Gezien door ons,
Minister van Koloniën,
de 29 Mei 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Manufacture de Carreaux de Léopoldville, en abrégé : « M.C.L. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles.

—
**CONSTITUTION (1)
NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
POUVOIRS**

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le vingt-huit avril.

Par devant Nous, Maître Maurice Gérard, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1°) La « Société Congolaise de Gestion et de Participations » en abrégé (Socogepar), société de personne à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles.

Ici représentée par deux gérants Messieurs Louis Rimbout et Victor Soquet, ci-après qualifiés, en vertu des pouvoirs leur conférés par l'article 14 des statuts publiés aux annexes du « Bulletin Administratif du Congo Belge », numéro 1 du dix janvier mil neuf cent quarante-huit, page 18.

Agissant pour elle-même et pour compte d'un groupe.

2°) Monsieur Victor Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Scarabées, 9.

3°) Monsieur Louis Rimbout, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart Hamoir, 37.

4°) Monsieur le Comte Albert d'Aspremont Lynden, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 269.

5°) Monsieur Jean Callebaut, industriel, demeurant à Deurle-lez-Gand, Château de Deurle-lez-Gand.

Ici représenté par Monsieur Victor Soquet préqualifié, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-deux avril mil neuf cent quarante-neuf dont l'original demeurera ci-annexé.

6°) Monsieur Georges-Albert Verbist, décorateur, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 157, chaussée de Charleroi.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 juillet 1949. — 1^{re} partie.

7°) Monsieur Marcel-Henri Baltus, fondé de pouvoirs, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, 21, rue Verbist.

8°) Monsieur André Rosier, ingénieur-chimiste, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 84, avenue de Broqueville.

TITRE PREMIER

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Manufacture de Carreaux de Léopoldville », en abrégé (M. C. L.).

Cette Société est constituée sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge.

Cette décision sera publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article 2. — Le siège social de la Société est à Léopoldville (Congo Belge). Par simple décision du Conseil d'administration, il pourra être transféré en toute autre localité du Congo Belge.

Il pourra être établi des agences ou succursales et comptoirs au Congo Belge ou dans tous autres pays.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

Le Conseil fixera l'endroit.

Article 3. — La Société a pour objet la fabrication, l'achat et la vente de tous carreaux de pavement et de revêtement et, en général, de tous produits analogues ou similaires.

La Société peut faire ou accomplir tous actes civils commerciaux, mobiliers ou immobiliers ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou pouvant lui être utile ou la faciliter.

La Société pourra s'intéresser tant au Congo qu'à l'étranger par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes entreprises commerciales ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la Société.

Elle peut également fabriquer, acheter ou vendre tous produits en ciment ou analogues destinés à la construction, à la décoration et à la voirie.

Article 4. — La Société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours ce jour.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision et l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions reprises à l'article 26 ci-après et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La Société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUXIEME

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS

Article 5. — Le capital social est fixé à *cinq millions de francs congolais*, représenté par cinq cents actions de capital d'une valeur nominale de dix mille francs congolais chacune.

Les cinq cents actions de capital sont souscrites contre espèces, comme suit :

1) La « Société Congolaise de Gestion et de Participations » (Socogepar), pour elle-même et son groupe, quatre cent soixante-cinq actions de capital	465
2) Monsieur Victor Soquet, cinq actions de capital	5
3) Monsieur Louis Rimbout, cinq actions de capital	5
4) Monsieur le Comte Albert d'Aspremont-Lynden, cinq actions de capital	5
5) Monsieur Jean Callebaut, cinq actions de capital	5
6) Monsieur Georges Verbist, cinq actions de capital	5
7) Monsieur Marcel Baltus, cinq actions de capital	5
8) Monsieur André Rosier, cinq actions de capital	5
Soit au total : cinq cents actions de capital, représentant cinq millions de francs congolais	500

Les comparants déclarent expressément que chacune des actions souscrites a été libérée à concurrence de vingt pour cent, par des versements s'élevant à un million de francs, somme qui se trouve, dès à présent, à libre et entière disposition de la Société.

Les versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'administration.

Les actions de capital entièrement libérées sont au porteur mais peuvent être converties en actions nominatives par les actionnaires qui en expriment le désir, et ce, conformément aux stipulations de l'article 7.

Article 6. — Le capital ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

L'assemblée délibérera sur ce point dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Sauf décision contraire de l'assemblée, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront offertes par préférence aux possesseurs d'actions de capital, au prorata du nombre de titres acquis précédemment; le Conseil d'administration fixera les conditions et le taux auquel les actions nouvelles seront offertes par préférence et le délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits. Cette offre

se fera par lettre recommandée aux porteurs de certificats nominatifs et par publication au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » dans l'hypothèse où des actions seraient déjà converties en actions au porteur.

Article 7. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

Les cessions ou transferts de titres nominatifs seront valables tant vis-à-vis de la Société que vis-à-vis des tiers, à partir de l'inscription au registre que tient la Société au siège social ou au siège administratif. La cession d'actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre, un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours qui la précèdent.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la Société.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, une signature pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Article 8. — La propriété d'une action comporte adhésion aux statuts.

La Société ne reconnaît qu'un actionnaire par action. En cas de division des droits attachés à une action, les intéressés ont à se faire représenter par une seule personne. Aussi longtemps que notification du mandataire commun n'aura pas été faite à la Société, celle-ci peut suspendre l'exercice des droits afférents à ces titres.

Article 9. — Les héritiers, les créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article 10. — La Société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale détermine le type, le taux d'intérêts fixe ou variable, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs, une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROISIEME

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE

Article 11. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans ou plus, par l'assemblée générale ordinaire qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et sont révocables en tous temps.

Le nombre des premiers administrateurs est fixé à cinq.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

1°) Monsieur le Comte Albert d'Aspremont-Lynden, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 269.

2°) Monsieur Jean Callebaut, industriel, demeurant au Château de Deurle-lez-Gand.

3°) Monsieur Louis Rimbout, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart-Hamoir, 37.

4°) Monsieur Victor Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Scarabées, 9.

5°) Monsieur Henri Trenteseaux, architecte-constructeur, demeurant à Léopoldville (Congo Belge), avenue de la Comfina.

Le Conseil choisit dans son sein un Président.

En cas d'empêchement de celui-ci, il désigne un administrateur pour le remplacer.

Article 12. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un Comité de direction dont il fixe la rémunération. Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et, ou à un ou plusieurs fondés de pouvoirs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la Société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attribués aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article 13. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président, des administrateurs-délégués ou à la demande de l'un de ses membres.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans la convocation.

Le Conseil d'administration délibère et statue valablement sur les questions portées à l'ordre du jour, à la condition que la majorité des membres soient présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues, pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en ses lieux et place.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par deux administrateurs.

Article 14. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la Société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi, est de sa compétence.

Il peut, notamment, passer tous contrats, marchés et entreprises, vendre, acquérir, échanger, prendre et donner en location tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques, consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties, conclure tous emprunts, consentir à tous droits réels et toutes garanties mobilières ou immobilières, faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances, renoncer à tous droits hypothécaires ou tous privilèges, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, consentir toutes mentions ou subrogations, le tout avant ou après paiement, nommer ou révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions traitements et cautionnements, en cas de contestations et de difficultés, plaider, devant toutes juridictions, lever toutes sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause, sur tous intérêts sociaux, cette énumération étant exemplative et non limitative.

Article 15. — Tous actes engageant la Société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un fondé de pouvoirs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration.

Article 16. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article 17. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la Société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article 18. — Toutes les opérations sont surveillées par un commissaire au moins, associé au noo nommé pour trois ans et désigné la première fois aux présents statuts.

Est nommé comme premier commissaire :

Monsieur André Rosier, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Broqueville, 84.

L'assemblée générale désignera à l'avenir le ou les commissaires dont elle fixe souverainement le nombre. Les commissaires sont rééligibles et sont révocables en tout temps par l'assemblée générale.

Les articles 64 et 69 des lois coordonnées belges sur les sociétés anonymes seront d'application en ce qui concerne leur nomination, leur rôle, leurs responsabilités et leurs émoluments.

Article 19. — Chaque administrateurs déposera, à titre de cautionnement, cinq actions; les commissaires trois. Les administrateurs et commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle, relativement aux engagements de la Société.

Article 20. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les premiers administrateurs désignés à l'article 11 sont nommés pour six ans, leur mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-cinq.

Les administrateurs sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et le, ou les commissaires réunis, peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 21. — Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRIEME

ASSEMBLEES GENERALES

Article 22. — L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Article 23. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le deuxième jeudi du mois d'avril à quinze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Un administrateur, un commissaire ou le cinquième des actionnaires peut provoquer des assemblées générales extraordinaires en cas de nécessité.

Article 24. — Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont publiées dans deux journaux, l'un de Léopoldville et l'autre de Bruxelles, ainsi qu'au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » quinze jours avant la date de la réunion. Les actionnaires absents pourront se faire représenter par un autre actionnaire. Les convocations des actionnaires en nom seront faites par simple lettre recommandée.

Article 25. — Chaque action de capital donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attribuées à l'ensemble des titres, ou les deux cinquièmes du nombre des voix attribuées aux titres représentés.

Article 26. — Lorsque l'assemblée générale aura à délibérer sur l'augmentation ou la réduction du capital, ou la fusion de la Société avec d'autres sociétés, ou la transformation en une société d'un autre type, ou sur toutes autres modifications aux statuts, elle ne pourra valablement statuer que si l'objet des modifications proposées a été indiqué spécialement dans les convocations et que, si ceux qui assistent à l'assemblée représentent la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'était pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et une nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représenté.

Dans l'un ou l'autre cas, la décision ne sera valablement prise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquels il est pris part régulièrement au vote.

Lorsque la délibération est de nature à modifier les droits respectifs revenant à diverses catégories de titres elle doit pour être valable, réunir dans chaque catégorie, les conditions de présence et de majorité requises par le présent article.

Article 27. — Le Président ou, à son défaut, un administrateur désigné par ses collègues, préside l'assemblée. Le secrétaire est désigné par le Président et les scrutateurs sont désignés par l'assemblée.

Article 28. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives autres que les administrateurs et les commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre d'actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Article 29. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération si elle n'est pas signée par des actionnaires représentant le cinquième du capital social et si elle n'a pas été communiquée en temps utile au Conseil d'administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Une liste de présence, indiquant le nom des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux, ou par leur mandataire, avant d'entrer à l'assemblée.

L'assemblée générale nomme et révoque les administrateurs et le ou les commissaires à la simple majorité des voix présentes.

Article 30. — Les procès-verbaux des assemblées sont obligatoirement signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui en expriment le désir.

Les expéditions ou extraits conformes sont signés soit par le président et, ou l'administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

Article 31. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Article 32. — Au trente et décembre de chaque année et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, le Conseil d'administration arrête les écritures et forme le bilan et le compte de profits et pertes.

Deux mois avant la date de l'assemblée générale, les comptes, les inventaires et le rapport seront tenus au siège administratif à la disposition du ou des commissaires. Quinze jours avant l'assemblée générale, le commissaire devra avoir déposé son rapport.

Les actionnaires pourront, à partir de cette date, prendre connaissance de tous ces documents.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes. Elle se prononce par vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Article 33. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires constitue le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

a) d'abord : cinq pour cent au moins sont affectés à la formation d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital social;

b) ensuite : la somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de six pour cent aux actions de capital. Ce dividende est récupérable;

c) sur le surplus : il est attribué vingt pour cent au Conseil d'administration pour être répartis entre les membres suivant leur convention personnelle, et la somme nécessaire pour régler les émoluments du ou des commissaires qui auront été fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Le solde est réparti aux actions de capital.

Toutefois, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce dernier solde sera affecté à la création ou à l'alimentation d'un fonds de réserve spécial, de provision, ou reporté à nouveau.

Chaque année, le bilan et le compte de profits et pertes seront publiés, après approbation de l'assemblée générale, au « Bulletin Administratif du Congo Belge », et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article 34. — Les dividendes sont payables aux endroits et aux époques fixés par le Conseil d'administration.

TITRE CINQUIEME

LIQUIDATION — DISSOLUTION

Article 35. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quel moment que ce soit, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixer le mode de liquidation.

Les pouvoirs de l'assemblée générale subsistent pendant toute la durée de la liquidation pour le paiement de toutes dettes et charges de la Société.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le solde sera réparti entre toutes les actions de capital.

Article 36. — Pour l'exécution des présents statuts tout associé, administrateur ou commissaire ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la Société en Belgique, où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

Article 37. — Immédiatement après la constitution de la Société et sans autre convocation, les comparants se réuniront pour statuer sur tous objets relatifs à leurs intérêts sociaux.

Article 38. — La présente Société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi congolaise.

Article 39. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article 40. — Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société ou qui seront à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à seize mille francs.

Dont acte, sur projet.

Fait et passé à Bruxelles.

En l'Etude.

Date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec Nous, Notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le deux mai 1949, volume 1353, folio 47, case 2, huit rôles, huit renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur (s.) : ABRAS.

ANNEXE

Le soussigné, Monsieur Jean Callebaut, industriel, demeurant Château et à Deurle-lez-Gand, déclare constituer pour son mandataire spécial, Monsieur Victor Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 9, avenue des Scarabées.

Auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de concourir en son nom à la constitution de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Manufacture de Carreaux de Léopoldville », en

abrégé (M. C. L.), par acte à recevoir par Maître Maurice Gérard, notaire à Bruxelles, lequel acte contiendra les indications suivantes imposées par les lois et décrets sur la matière :

- a) objet de la Société;
- b) la raison sociale ou la dénomination de celle-ci;
- c) la désignation précise des associés et l'étendue de leurs responsabilités;
- d) la désignation des personnes ayant la gestion et la signature sociale;
- e) le montant au moins approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution.

En conséquence, faire acter au contrat que le siège de la Société est à Léopoldville, avec siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, 3, que le capital de la Société est fixé à cinq millions de francs, représenté par cinq cents actions de capital de dix mille francs congolais chacune.

Arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la Société.

Spécialement souscrire au nom du soussigné cinq actions de la Société, opérer sur le montant de chaque action le versement exigé par la loi ou les statuts.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires qui serait tenue immédiatement après la constitution de la Société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le vingt-deux avril mil neuf cent quarante-neuf.

Bon pour pouvoir (s.) : CALLEBAUT.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le deux mai 1949, volume 246, folio 82, case 1, un rôle, sans renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur (s.) : ABRAS.

POUR COPIE CONFORME

*délivré sur papier libre pour le service de sociétés au
Ministère des Colonies.*

(signature : illisible).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par Nous, Edmond Malbecq, vice-président f.f. de président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Gérard, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 4 mai 1949.

(signature : illisible).

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 mai 1949.

(signé) : VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 6 mai 1949.

Le Conseiller (s.) : P. JENTGEN, Directeur général.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 29 mai 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 29 Mei 1949.

(s. - g.) P. WIGNY.

Société des Etablissements Egger Frères « Palmegger »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 20, Dieweg, Uccle-Bruxelles.

Siège social : Lukala Mayumbe, Congo Belge.

Registre du Commerce de Bruxelles: n° 9155.

Acte constitutif du 23 juin 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 16-17 juillet 1928, sous le n° 10.541; autorisé par arrêté royal du 6 septembre 1928, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 octobre 1928.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale statutaire du 11 mai 1949.

ACTIF

Immobilisé	fr.	6.088.036,25
Réalisable et disponible		6.129.521,74
Dépôts statutaires		pour mémoire
	Fr.	<u>12.217.557,99</u>

PASSIF

Envers elle-même	fr.	8.155.717,51
Envers des tiers		904.303,80
Profits et pertes.		3.157.536,68
Dépôts statutaires		pour mémoire
	Fr.	<u>12.217.557,99</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux, exploitation et administration Europe-Afrique	fr.	3.272.878,46
Divers		4.310,45
Bénéfice net exercice 1948		3.157.536,68
	Fr.	<u>6.434.725,59</u>

CREDIT

Recettes brutes	fr. 6.434.725,59
---------------------------	------------------

REPARTITION DES BENEFICES

Provision pour impôts	fr. 400.000,—
Amortissements sur immeubles	48.915,—
Amortissements sur plantations	165.500,—
Amortissements sur matériel	311.550,—
Réserve légale (portée à fr. 500.000)	17.023,—
Dividendes statutaires	240.000,—
Tantièmes au Conseil général	296.182,—
Gratification en faveur du personnel blanc	117.500,—
Superdividende aux parts sociales (8.000 × 45)	360.000,—
Dividende aux parts de fondateur (4.000 × 90)	360.000,—
Réserve extraordinaire	840.866,68
	Fr. 3.157.536,68

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

EXTRAIT DES RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Elle réélit MM. E. Halleux, et Jean-Pierre Egger, administrateurs.

Elle ratifie la nomination de M^{lle} Ida Schaerer et celle de M. Pierre Halleux, en qualité de commissaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Edmond Halleux, administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles. — Président.

M. Jean Egger, administrateur de sociétés, 26, Dieweg, Uccle-Calvoet, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. le Comte Gaétan de Ribaucourt, industriel, 139, rue Edith Cavell, Bruxelles. — Administrateur.

M. Jean-Pierre Egger, directeur de société, Km. 87, Mayumbe, Congo Belge. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M^{lle} Ida Schaerer, commerçante, 39, avenue de l'Emeraude, Bruxelles.
Commissaire.

M. Pierre Halleux, directeur de société, Léopoldville, Congo Belge. —
Commissaire.

Le Président,

(s.) E. HALLEUX.

France-Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 3, rue de Namur.

Constituée par acte du notaire Richir, à Bruxelles, le 26 novembre 1925, approuvé par arrêté royal du 11 janvier 1926, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 février 1926, n° 1463, et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 13 février 1926, statuts modifiés suivant actes du notaire Richir des 26 avril 1927, 23 avril 1929 et 28 avril 1931, approuvés par arrêtés royaux des 9 juin 1927, 18 juillet 1927 et 18 juin 1931, publiés à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juillet 1927; 18 juin 1929 et 15 juillet 1931 et modifiés en dernier lieu par acte du dit notaire Richir du 29 mai 1936, approuvé par arrêté royal du 11 septembre 1936 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1936.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

1. — *Immobilisé :*

Immeubles	fr.	411.398,45	
Matériel		387.384,—	
			798.782,45

2. — *Disponible :*

Caisse et banque			73.255,41
----------------------------	--	--	-----------

3. — *Réalisable :*

Clients		4.994.845,76	
	Fr.	5.866.883,62	

PASSIF

1. — <i>Envers elle-même</i> :	
Capital	300.000,—
Réserve légale	137.462,07
2. — <i>Envers les tiers</i>	2.149.181,19
3. — <i>Résultats</i> :	
Reports antérieurs	7.217.364,91
Perte de 1948	3.937.124,55
	3.280.240,36
	Fr. 5.866.883,62

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

COMPTES DEBITEURS

Frais généraux	fr. 466.833,88
Pertes sur change	4.077.079,87
Report antérieur	7.217.364,91
	Fr. 11.761.278,66

COMPTES CREDITEURS

Report antérieur	fr. 7.217.364,91
Bénéfices divers	606.789,20
Perte de l'exercice	3.937.124,55
	Fr. 11.761.278,66

EXTRAIT DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 24 MAI 1949

Le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948, sont approuvés à l'unanimité et décharge est donnée dans les mêmes conditions, aux administrateurs et commissaire.

FRANCE-CONGO, S. C. R. L.

Signature : illisible.

Un Administrateur.

Elisabetha

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 3, rue de Namur.

Constituée par acte du notaire Richir à Bruxelles, le 26 novembre 1925, modifié par actes du même notaire, des 29 décembre 1925 et 12 mars 1926, le tout approuvé par arrêté royal du 13 avril 1926, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 3-4 mai 1926, n^{os} 5212 à 5214 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1926.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

1. — <i>Immobilisé :</i>	
Terrains	fr. 562.145,79
Bâtiments	3.584.451,38
2. — <i>Disponible :</i>	
Banques	700.000,—
3. — <i>Réalisable :</i>	
Débiteurs divers	1.749.849,48
4. — <i>Frais de constitution</i>	1,—
	Fr. 6.596.447,65

PASSIF

1. — <i>Envers elle-même :</i>	
Capital	fr. 300.000,—
Réserve légale	15.000,—
Amortissements	1.258.830,89
2. — <i>Envers les tiers</i>	4.757.583,60
3. — <i>Résultats :</i>	
Report antérieur	29.994,59
Bénéfice de 1948	235.038,57
	265.033,16
	Fr. 6.596.447,65

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Report antérieur	fr.	29.994,59
Amortissements		179.222,33
Perte sur change		40.020,—
Frais généraux		112.552,40
Bénéfice de 1948		235.038,57

Fr. 596.827,89

CREDIT

Loyers	fr.	566.833,30
Report antérieur		29.994,59

Fr. 596.827,89

EXTRAIT DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 24 MAI 1949

- Le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948, sont approuvés à l'unanimité et décharge est donnée, dans les mêmes conditions, aux administrateurs et commissaire.

Après affectation d'une somme de 15.000 francs à la réserve légale, le solde, soit 250.033 fr. 16, est reporté à nouveau.

ELISABETHA, S. C. R. L.

Signature : illisible.

Un Administrateur.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie

Société Anonyme

13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3531.

DEMISSION — NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR

(Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil général du 2 juin 1949).

Par application de l'article 55, alinéa 4 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le Conseil désigne provisoirement M. François-Xavier Simonis, industriel, demeurant à Jehanster, pour remplir le mandat d'administrateur devenu vacant par suite de la démission du Vicomte André Simonis.

L'élection définitive de M. François-Xavier Simonis, sera soumise à la prochaine assemblée générale.

Bruxelles, le 14 juin 1949.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,

(s.) Comte LIPPENS.

Compagnie Belge d'Entreprises Minières « COBELMIN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kindu — Port Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 60.664

Acte constitutif publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1932 et modifications publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1934.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immeubles, matériel et installations en Afrique :

Solde au 1 ^{er} janvier 1948	.	.	.	fr.	1.880.587,—
Dépenses de l'exercice	.	.	.	.	95.391,50
					1.975.978,50

Moins :

Amortissements de l'exercice	218.493,—	
		1.757.485,50

II. — *Réalisable* :

Participations diverses	841.078,20	
Débiteurs divers	42.870.745,98	
		43.711.824,18

III. — *Disponible* :

Banques et caisses		35.994.301,95
------------------------------	--	---------------

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs	733.373,55	
Gestion pour compte de tiers	235.931.127,—	
		236.664.500,55

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
		Fr. 318.128.112,18

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même* :

Capital :

10.000 actions de capital de fr. 500 . fr.	5.000.000,—	
10.000 parts de fondateur sans désignation de valeur		pour mémoire
Réserve statutaire	705.297,32	
		5.705.297,32

II. — *Dettes de la Société envers des tiers* :

Montants non appelés sur participations .	65.000,—	
Créditeurs divers	73.318.142,53	
		73.383.142,53

III. — *Divers* :

Comptes créditeurs	1.875.090,71	
Gestion pour comptes de tiers	235.931.127,—	
		237.806.217,71

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	1.233.454,62
	Fr. 318.128.112,18

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr. 698.859,54
Frais financiers	9.074,87
Prévision fiscale	250.000,—
Amortissement sur : Immeubles, matériel et installations en Afrique	218.493,—
Solde	1.233.454,62
	Fr. 2.409.882,03

CREDIT

Résultat des entreprises	fr. 2.311.611,22
Revenus financiers et divers	98.270,81
	Fr. 2.409.882,03

Versements effectués. — Le capital a été entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE TENUE LE 15 JUIN 1949

L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes du 16^{me} exercice social, tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'Administration et vérifiés par le Collège des Commissaires.

L'assemblée, à l'unanimité : a) nomme en qualité d'administrateur M. Marcel Jacques; b) réélit en qualité d'administrateur MM. Jules Baudine, Georges Lescornez et en qualité de commissaire, M. Jean Deglise.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil et Administrateur-Délégué : M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

Vice-Président du Conseil et Administrateur-Délégué : M. Georges Les-cornez, propriétaire, 342, boulevard Lambertmont, Schaerbeek-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jules Baudine, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

M. Charles Cornez, docteur en droit, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. José Glorieux, docteur en droit, 125, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

M. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, 2, rue du Buisson, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles.

Chevalier Joë le Clément de Saint-Marcq, docteur en droit, 1, rue Zinner, Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur civil des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Gaston Cockaerts, propriétaire, 37, rue Victor Lefèvre, Bruxelles.

M. Jean Deglise, commissaire de sociétés, 75, rue Van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

M. Edmond Henquin, administrateur de sociétés, 99, rue de Stassart, Bruxelles.

Bruxelles, le 15 juin 1949.

COMPAGNIE BELGE D'ENTREPRISES MINIERES

Un Administrateur,

(s.) P. LANCSWEERT.

Le Président du Conseil. — Administrateur-Délégué,

(s.) M. LEFRANC.

Compagnie Pastorale du Lomami

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : 29, avenue de l'Etoile, Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 34, rue Capitaine Crespel, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 47.231

Constit. : 7-6-28 Appr. A. R. 17-10-28 Publ. An. Bul. Off. du C. B. 15-11-28
12-9-28 et

Modificat. : 15-5-30	id.	22- 7-30	id.	15- 8-30
2-8-34	id.	25- 9-34	id.	15-10-34
5-6-39	id.	22- 6-39	id.	15- 7-39
4-6-45 Appr. A. Rég.	1- 8-45	id.		15- 8-45

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 7-6-1949.

ACTIF

I. Immobilisé	fr.	4.901.629,—
II. Réalisable		27.805.633,04
III. Disponible		8.928.912,77
IV. Divers		1.109.674,35
V. Comptes d'ordre	pour mémoire	
	Fr.	<u>42.745.849,16</u>

PASSIF

I. Dettes de la Société envers elle-même . . .	fr.	29.167.463,61
II. Fonds d'assurance et de prévisions diverses . .		5.326.659,35
III. Dettes de la Société envers des tiers . . .		1.956.645,22
IV. Divers		1.725.910,12
V. Comptes d'ordre	pour mémoire	
VI. Profits et pertes		4.569.170,86
	Fr.	<u>42.745.849,16</u>

COMPTES DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais d'administration et divers	fr.	1.298.031,23
Frais financiers divers		55.422,67
Fonds d'assurance et de prévisions diverses		3.250.000,—
Amortissements de l'exercice		1.643.882,81
Solde		4.569.170,86
	Fr.	10.816.507,57

CREDIT

Solde reporté	fr.	2.282,13
Résultat d'exploitation		10.470.972,39
Intérêts		10.753,05
Revenus du portefeuille		332.500,—
	Fr.	10.816.507,57

REPARTITION DU BENEFICE

5 % à la réserve légale	fr.	228.458,55
1 ^{er} dividende brut de fr. 40 sur 88.400 parts sociales , .		3.536.000,—
Tantièmes statutaires		80.471,23
2 ^{me} dividende brut brut de fr. 8,193 sur 88.400 parts sociales		724.241,08
	Fr.	4.569.170,86

Le dividende de l'exercice 1948, soit brut 48.193 francs ou net 40 francs sera mis en paiement contre remise du coupon 21 à partir du 1^{er} juillet 1949, soit à la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc à Bruxelles, soit à la Kredietbank, S. A., Torengelbouw à Anvers, soit aux autres sièges et succursales de ces banques.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 7 JUIN 1949.

L'assemblée approuve les rapports, bilan et compte de profits et pertes pour l'exercice 1948.

Par un vote spécial l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pour l'exercice 1948.

L'assemblée décide de fixer à 13 le nombre de mandats d'administrateur, de conférer un des nouveaux mandats à M. Fernand Jacobs, ingénieur à Oolen, et de laisser l'autre mandat provisoirement vacant. Le mandat d'administrateur de M. Fernand Jacobs viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1955.

L'assemblée renouvelle pour un terme de six ans, les mandats d'administrateur de MM. René De Haes, Gilbert Mullie et Chrétien Neyzen. Ces mandats viendront à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1955.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Edgard Larielle, ingénieur, 52, avenue Emile Duray, Ixelles. — Président.

M. Victor Jacobs, docteur en droit, 106, avenue Marquis de Villalobar, Woluwe-Saint-Pierre. — Administrateur-Délégué.

M. Antoine de Halloy de Waulsort, ingénieur, 40, rue du Beau Site, Bruxelles. — Administrateur-Directeur.

M. Joseph De Haes, administrateur de sociétés, Granta Private Bag Nr 1 Stutterheim, Cape Province, Afrique du Sud. — Administrateur.

M. René De Haes, négociant, 31, rue Comte d'Egmont, Anvers. — Administrateur.

M. Maurice Jaumain, docteur en médecine vétérinaire, 6, rue Capitaine Crespel. — Administrateur.

M. Pierre-Joseph Leemans, ingénieur, 7, avenue Louise, Hoboken. — Administrateur.

M. Emile Leynen, docteur en médecine vétérinaire, 22, avenue de la Ramée, Uccle. — Administrateur.

M. Gilbert Mullie, docteur en médecine vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-Saint-Pierre. — Administrateur.

M. Chrétien Neyzen, directeur au « Comité Spécial du Katanga », 21, rue Edmond Delcourt, Anderlecht. — Administrateur.

M. Joseph Tasch, commerçant, 29, avenue de l'Etoile, Elisabethville (Congo Belge). — Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES,,

M. Aimable Bourgeois, chef-comptable au « Comité Spécial du Katanga », 51, avenue du Diamant, Schaerbeek.

M. le Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, administrateur de sociétés, 22, rue Vilain XIII, Bruxelles.

M. Jean Meily, inspecteur de comptabilités, 11, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. Jean Vermeersch, commerçant, 177, rue de la Loi, Bruxelles.

Bruxelles, le 7 juin 1949.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,

(s.) E. LARIELLE

Société Coloniale d'Electricité

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.173.

Société congolaise à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, suivant acte publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 janvier 1924 et au « Moniteur Belge » le 1^{er} février 1924, sous le n° 1100.

Statuts modifiés suivant actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1924, 15 décembre 1925, 15 février 1927, 15 novembre 1928, 15 novembre 1937, 15 novembre 1945, 15 mars 1946 et au « Moniteur Belge » des 7 novembre 1924, 23 septembre 1925, 11 novembre 1926, 21 octobre 1928, 7 octobre 1937, 22 mars 1946, 13-14 mai 1946, et 16-17-18 novembre 1947 sous les n°s 12.520 — 10.889 — 12.144 — 13.896 — 13.712 — 3628 — 8986 et 20.462.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1949.

ACTIF

Immobilisés :

Immeubles, installations et matériel	fr. 36.354.732,02
Augmentation en 1948	10.232.482,16
	46.587.214,18

Réévaluation
décret du 6
juillet 1948 . 21.894.324,37

Utilisation
amortis. ant.
à 1947. . 15.861.125,83
6.033.198,54
52.620.412,72

Amortissements :

Au 31 décembre 1947 . . 1.457.820,96
Amortissements 1948 . . 4.390.115,62
5.847.936,58
46.772.476,14

Frais de 1^{er} établissement . 2.067.328,88
Amortissements antérieurs . 2.067.327,88
1,—
Frais de constitution 1,—
Frais d'études 1,—
46.772.479,14

Réalisable :

Portefeuille 29.049.500,—
Portefeuille réévaluation . 21.325.675,63
50.375.175,63
Approvisionnements et travaux en cours . 15.706.769,35
Débiteurs divers 14.281.572,22
80.363.517,20

Disponible :

Caisses et banques 3.296.586,02

Divers :

Comptes débiteurs 620.832,22

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires pour mémoire
Cautionnements des agents et divers . . 284.408,—
Commandes en cours pour mémoire
Marchandises en consignation . . . 3.802.300,85
4.086.708,85

Fr. 135.140.123,43

PASSIF

Non exigible :

Capital :		
représenté par 252.000 parts sans désignation de valeur nominale . fr.	56.780.000,—	
Réserve sociale	3.191.445,33	
Réserve de réévaluation	43.220.000,—	
		103.191.445,33

Exigible (sans garantie réelle) :

Banquiers	397.482,20	
Ccéditeurs divers	7.413.071,98	
Provision fiscale	2.250.000,—	
Coupons d'actions à payer	1.214.014,44	
Coupons d'actions échus et non réclamés (loi du 10 avril 1923)	206.221,32	
Versement restant à effectuer sur titres en portefeuille	1.125.000,—	
		12.605.789,94

Divers :

Comptes créditeurs	4.738.869,14
------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire	
Cautionnements des agents et divers	284.408,—	
Créditeurs pour commandes en cours	pour mémoire	
Déposant consignation marchandises	3.802.300,85	
		4.086.708,85

Résultat :

Solde bénéficiaire	10.517.310,17	
		Fr. 135.140.123,43

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DOIT

Frais généraux et dépenses d'exploitation	fr. 41.932.985,40
Amortissements sur immobilisés	4.390.115,62
Solde bénéficiaire	10.517.310,17
	Fr. 56.840.411,19

AVOIR

Report au 1 ^{er} janvier 1948	fr. 166.385,46
Recettes brutes d'exploitation	51.753.642,16
Produit de titres, intérêts commissions et divers	4.920.383,57
	Fr. 56.840.411,19

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE

Réserve légale	fr. 517.546,23
Premier dividende de fr. 12 brut aux parts sociales	3.024.000,—
Allocations statutaires	1.021.406,77
Deuxième dividende de fr. 23 brut aux parts sociales	5.796.000,—
Report à nouveau	158.357,17
	Fr. 10.517.310,17

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 16 JUIN 1949

L'assemblée réélit MM. Martin Theves et le Marquis d'Assche dans leurs fonctions d'administrateurs.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Administrateurs :

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, banquier, à Vollezele.

M. Christian Janssens, ingénieur, « Le Valvert », 24, avenue Albert Béchet, à Crainhem.

M. Martin Theves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, à Rhode-Saint-Genèse.

M. le Marquis d'Assche, propriétaire, 47, rue du Commerce, à Bruxelles.

M. le Comte Henri de Hemptinne, administrateur de sociétés, 29, rue Charles-Quint, à Gand.

M. Georges Geerts, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, à Etterbeek.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 23, place de Meir, à Anvers.

M. Alfred Lienart, ingénieur, 196, avenue de Tervueren, à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Robert Thys, ingénieur, 33, avenue des Erables, à Rhode-Saint-Genèse.

M. Frans Leemans, licencié en Sciences commerciales et consulaires, 225, avenue de Broqueville, à Bruxelles.

Commissaires :

M. Robert Cambier, ingénieur A. I. A., 20, rue de Comines, à Bruxelles.

M. Frans H. Terlinck, ingénieur commercial U. L. B., 40, rue Bâtonnier Braffort, à Bruxelles.

M. Henri de Steenhault, administrateur de société, 11, Lindestraat, à Vollezele.

Un Administrateur,

(s.) Ch. JANSSENS.

Les Administrateurs,

(signé) : Baron J. de STEENHAULT; Ch. JANSSENS; M. THEVES;
A. LIENART; R. THYS.

Les Commissaires,

(s.) R. CAMBIER.

(s.) F. TERLINCK.

Compagnie Commerciale Industrielle et Minière (C.I.M.)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Goma (Congo Belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 4497

Constituée suivant acte passé devant M^r Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le 31 décembre 1927, et autorisée par arrêté royal du 1^{er} février 1928 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1928).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 16 octobre 1929; modifications autorisées par arrêté royal du 16 novembre 1929 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Edouard Van Halteren, notaire à Bruxelles, le 6 octobre 1931; modifications autorisées par arrêté royal du 16 novembre 1931 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 16 décembre 1931).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par arrêté royal du 23 janvier 1936 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1936).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Mobilier fr.	56.644,—	
Amortissements antérieurs	56.643,—	
		1,—

Réalisable :

Actionnaires	6.471.866,—	
Portefeuille	32.119.438,—	
Amortissements antérieurs. 1.351.081,—		
	30.768.357,—	
Débiteurs divers	279.965,—	
		37.520.188,—

Disponible :

Banque, chèques-postaux et caisse	51.525,—
Comptes débiteurs	28.903,—
Versements restant à effectuer sur titres	314.065,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires.	415.000,—
Divers	15.226.500,—
Fr.	53.556.182,—

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr. 35.000.000,—
représenté par :	
70.000 actions de fr. 500.	
2.500 parts de fondateur sans désignation de va-	
leur.	
Réserve statutaire	161.799,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	124.433,—	
Dividendes exercices 1938, 1940, 1946 et		
1947	55.661,—	
		180.094,—
Comptes créditeurs		188.986,—
Versements restant à effectuer sur titres		314.065,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires.	415.000,—
Divers	15.226.500,—
<i>Profits et pertes :</i>	
Solde à nouveau	565.916,—
Bénéfice de l'exercice	1.503.822,—
	2.069.738,—
Fr.	53.556.182,—

COMPTES DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux et d'administration	fr. 807.421,—
Solde bénéficiaire reporté	565.916,—
Bénéfice de l'exercice	1.503.822,—
	2.069.738,—
Fr.	2.877.159,—

CREDIT

Solde à nouveau	fr.	565.916,—
Revenu du portefeuille, intérêts, redevances et divers		2.311.243,—
	Fr.	<u>2.877.159,—</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE (Fr. 2.069.738) (Art. 35 des statuts).

Réserve statutaire : 5 % de fr. 1.503.822	fr.	75.191,—
Dividende de fr. 30 aux 30.000 actions au porteur		900.000,—
Dividende de fr. 21 aux 36.677 act. nom. lib. de 70 %		770.217,—
Dividende de fr. 12 aux 3.323 act. nom. lib. de 40 %		39.876,—
Allocations statutaires : 5 % de fr. 284.454		14.223,—
Solde à reporter		<u>270.231,—</u>
	Fr.	<u>2.069.738,—</u>

SITUATION DU CAPITAL

Versements effectués fr. 28.528.134,—

Capital restant à libérer :

« Compagnie Auxiliaire Industrielle & Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), société anonyme belge, ayant son siège 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles	3.159.000,—	
« Compagnies Réunies d'Electricité et de Transports » (Electrorail), société anonyme belge, ayant son siège 33, rue du Congrès à Bruxelles	2.342.550,—	
« Société Parisienne pour l'Industrie des Tramways Electriques », société anonyme française, ayant son siège 75, boulevard Haussmann à Paris	848.552,—	
« The African Enterprise and Development Company », société anonyme égyptienne, ayant son siège boulevard Abbas à Héliopolis	<u>121.764,—</u>	6.471.866,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Administrateurs :

M. le Baron Edouard Empain, propriétaire, 72., avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles. — Président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-Bruxelles. — Administrateur-Directeur.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 49, rue du Luxembourg à Bruxelles.

M. Jacques Grazia, propriétaire, 2, rue du Buisson à Bruxelles.

M. le Chevalier Michel-Ernest Lallemant, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Jean Le Brun, propriétaire, 23a, rue Belliard à Bruxelles.

Commissaires :

M. Gaston Cockaerts, comptable, 37, rue Victor Lefèbvre, à Schaerbeek-Bruxelles.

M. Gaston Paquet, administrateur de sociétés, 215, rue Américaine, à Ixelles-Bruxelles.

M. Charles Pequet, directeur de banque, 53, rue Père de Deken, à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 15 JUIN 1949

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire :

En conséquence, le coupon n° 5 des actions de capital au porteur sera payable à partir du 20 juin 1949 par 30 francs brut ou 24 fr. 90 net aux guichets des banques ci-après :

Banque Industrielle Belge, à Bruxelles;

Banque Belge pour l'Industrie, à Bruxelles.

Le dividende afférent aux actions de capital nominatives s'élèvera à :
21 francs brut ou 17 fr. 43 net pour celles libérées de 70 %, et à
12 francs brut ou 9 fr. 96 net pour celles libérées de 40 %;

2°) donne décharge à Messieurs les Administrateurs et Commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1948;

3°) renouvelle, pour un terme de six ans, le mandat d'administrateur de MM. Maurice Lefranc et Pierre de la Croix d'Ogimont, et pour un terme de trois ans, le mandat de commissaire de M. Gaston Cockaerts;

4°) élit M. Fernand Sellier, ingénieur civil (U. Br.), 15, avenue du Derby à Ixelles-Bruxelles, en qualité d'administrateur pour achever le mandat de M. Gustave Verniory, décédé le 4 mai 1949; ce mandat expire en 1953.

Bruxelles, le 16 juin 1949.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) Pierre de la CROIX d'OGIMONT.

(s.) M. LEFRANC.

Société Belge de Recherches Minières en Afrique « REMINA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 1041.

Constituée par acte du 23 janvier 1926, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » (B. O.) du 15 mars 1926; statuts modifiés par décisions des assemblées des 18 mai 1926, 22 novembre 1927, 23 février 1928, 28 décembre 1928, 4 octobre 1929, 17 juillet 1931, 17 mars 1936, 26 novembre 1937, 20 septembre 1938 et 8 juin 1948 (B. O. des 15 août 1926, 15 janvier 1928, 15 avril 1928, 15 mars 1929, 15 décembre 1929, 15 octobre 1931, 15 juin 1936, 15 février 1938, 15 novembre 1938 et 15 août 1948); statuts et actes modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 2-3 novembre 1938 (statuts coordonnés à cette date) et du 22 août 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 1949.

ACTIF

<i>Matériel et mobilier.</i>	 fr.	1,—
<i>Disponible :</i>		
Dépôts à vue		3.482.901,82
<i>Réalisable :</i>		
Débiteurs divers.		5.431.717,63
Portefeuille-titres		10.052.550,—
Participations financières		535.160,31
<i>Comptes transitoires</i>		294.066,40
<i>Compte d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires	 pour mémoire	
	Fr.	<u>19.796.397,16</u>

PASSIF

De la Société envers elle-même :

Capital	 fr.	10.000.000,—
Réserve statutaire		500.000,—

Envers les tiers :

Créditeurs divers	5.251.923,51
Participations à libérer	213.500,—
Dividendes non réclamés	79.386,50

Comptes transitoires 1.518.722,91

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires pour mémoire

Résultats :

Solde reporté de l'exercice précédent	29.446,28
Bénéfice de l'exercice	2.203.417,96
Fr.	19.796.397,16

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux (sous déduction des frais récupérés) . fr.	721.537,90
Frais d'augmentation du capital	72.599,70
Prévision fiscale.	250.000,—
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1948	2.232.864,24
Fr.	3.277.001,84

CREDIT

Report de l'exercice précédent fr.	29.446,28
Résultats bruts sur entreprises	1.832.837,66
Revenus du portefeuille-titres et divers	721.572,86
Bénéfice sur ventes de titres	693.145,04
Fr.	3.277.001,84

REPARTITION DES BENEFICES

Réserve statutaire : 5 % de 2.203.417 fr. 96 . . . fr.	110.170,90
Dotation en faveur de la réserve extraordinaire . . .	750.000,—
Report à nouveau	61.783,04
Premier dividende de fr. 5 par titre à 50.000 parts sociales	250.000,—

Du surplus de fr. 1.060.910,30 :

10 % sont attribués à titre de tantièmes au Conseil général	106.091,—
90 % sont répartis à titre de second dividende et à raison de fr. 19,09 par part sociale	954.819,30
Fr.	2.232.864,24

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 14 JUIN 1949

L'assemblée appelle M. Albert Deligne aux fonctions d'administrateur, en remplacement de M. de Jong van Lier décédé, et réélit M. Tilmant dans ses fonctions de commissaire pour un nouveau terme de 5 ans.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Orts, Pierre, docteur en droit, 214, avenue Louise, Bruxelles. — Président.

M. Depage, Henri, administrateur-délégué de la « Compagnie Financière Africaine », 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem. — Administrateur-Délégué.

M. Chaudron, Edouard, industriel, 495, avenue Louise, Bruxelles. — Administrateur.

M. de Bournonville, Alfred, industriel, 36-38, rue aux Fleurs, Bruxelles. Administrateur.

M. Deligne, Albert, directeur de la « Compagnie Financière Africaine », 98, rue de Linthout, Schaerbeek. — Administrateur.

M. De Roover, Marcel, ingénieur A. I. A., 33, avenue des Gaulois, Etterbeek. — Administrateur.

M. Hansen, Marcel, ingénieur civil (U. I. Lv.), 18 b, rue Montoyer, Bruxelles. — Administrateur.

M. Teirlinck, Herman, administrateur de sociétés, « Huis Uwenberg », Beersel. — Administrateur.

M. Tilmant, Désiré, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz. — Commissaire.

(s.) M. HANSEN.

Administrateur.

(s.) ORTS.

Président.

Mutuelle Belgo-Coloniale

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, place de Jamblinne de Meux.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 29.920.

Constituée le 17 avril 1928, statuts approuvés par arrêté royal du 4 mai 1928, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1928, folios 891 à 909 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 7-8 mai 1928, acte n° 6572; réduction du capital et modifications aux statuts le 11 juin 1935, approuvées par arrêté royal du 17 juillet 1935, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1935, folios 481 à 489 et 875 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 août 1935, actes n°s 11.712 et 11.713; augmentation du capital et modifications aux statuts le 31 mars 1939, approuvées par arrêté royal du 15 mai 1939, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1939, folios 507 à 515 et 322 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 8 juin 1939, acte n° 9262; augmentation du capital et modifications aux statuts le 15 novembre 1939, approuvées par arrêté royal du 2 janvier 1940, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1940, folios 102 à 120 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 janvier 1940, acte n° 624; modifications aux statuts le 3 décembre 1947, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1948, folios 152 à 156 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 janvier 1948, acte n° 1710.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Immeuble fr.	50.001,—	
Amortissement	50.000,—	1,—
Mobilier		1,—
		2,—

Réalisable :

Débiteurs divers	4.843.270,60	
Portefeuille	4.237.209,20	
Amortissement	75.000,—	
		4.162.209,20
		9.005.479,80

Disponible :

Fonds en caisse et en banque 278.762,01

Compte d'ordre :

Cautionnement des administrateurs et commissaires . . pour mémoire
Fr. 9.284.243,81

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 67.200 actions de fr. 125 . fr. 8.400.000,—
20.000 parts de fondateur sans
désignation de valeur.
Réserve légale 37.500,—
8.437.500,—

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs 148.930,26
Provision pour impositions fiscales . . 123.394,—
Coupons restant à payer 93.346,42
365.670,68
Solde bénéficiaire à répartir 452.500,—
Solde à reporter 28.573,13
Compte d'ordre pour mémoire
Fr. 9.284.243,81

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DOIT

Frais généraux fr. 229.060,59
Amortissement sur :
Immeuble 50.000,—
Portefeuille 75.000,—
125.000,—
Solde bénéficiaire à répartir :
5 % au fonds de réserve statutaire . . 32.500,—
Dividende de fr. 6,25 aux 67.200 action de
capital 420.000,—
452.500,—
Solde à reporter 28.573,13
Fr. 835.133,72

AVOIR

Report de l'exercice précédent	fr.	303.449,13
Coupons du portefeuille		221.189,12
Résultat d'exploitation		310.495,47
	Fr.	<u>835.133,72</u>

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

1°) Le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1948, sont adoptés.

2°) Décharge de leur gestion est donnée aux administrateurs et commissaires pour l'exercice précité; le cautionnement de Monsieur Jean Lé-vita, administrateur démissionnaire lui sera restitué.

3°) Messieurs Jean-Pierre Buzon et Lucien Soenen, administrateurs sortants, Monsieur Lucien Buzon, commissaire sortant, sont réélus respectivement administrateurs et commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Buzon, Jean-Pierre, administrateur de sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles. — Président honoraire.

M. Soenen, Lucien, ingénieur commercial U. L. B., 231, avenue de la Reine à Bruxelles. — Président.

M. Jonas, Gustave, administrateur de sociétés, 12, avenue Kamerdelle-à Bruxelles. — Vice-Président.

M. Buzon, Jean-Charles, administrateur de sociétés, 347, avenue Louise à Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Buzon, Pierre, administrateur de sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Van Roy, Josse, directeur de sociétés, 291, avenue Charles Woeste à Bruxelles.

M. Buzon, Lucien, propriétaire, 262, rue du Noyer à Bruxelles.

M. Robatel, Louis, directeur de société, avenue Beernaert à Léopoldville (Congo Belge).

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) J.-Ch. BUZON.

Charbonnages de la Luena

Société congolaise à responsabilité limitée

A Elisabethville (Katanga — Congo Belge).

Siège administratif : 10, rue Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 16.134.

Actes de constitution et de modifications aux statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1922, n° 3536; année 1923, n° 12.307; année 1926, n° 1172; année 1928, n° 2183 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » : année 1922 le 15 mai; année 1923 le 15 décembre; année 1926 le 15 mars; année 1928 le 15 avril.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

*Approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 14 juin 1949.*

ACTIF

I. — Immobilisé	fr. 17.963.410,75
II. — Réalisable et disponible	45.987.204,59
III. — Divers	302.108,—
IV. — Compte d'ordre	pour mémoire
	Fr. 64.252.723,34

PASSIF

I. — Dettes de la Société envers elle-même . . .	fr. 41.388.029,78
II. — Dettes de la Société envers des tiers . . .	7.418.658,02
III. — Divers	11.674.068,—
IV. — Compte d'ordre	pour mémoire
V. — Profits et pertes	3.771.967,54
	Fr. 64.252.723,34

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux Europe	fr.	1.070.764,61
Amortissement de l'exercice		1.787.135,25
Solde disponible		3.771.967,54
	Fr.	<u>6.631.867,40</u>

CREDIT

Résultats des opérations	fr.	<u>6.631.867,40</u>
------------------------------------	-----	---------------------

REPARTITION DU BENEFICE

5 % à la réserve légale	fr.	188.598,38
Redevance au C. S. K.		381.818,20
Dividende 7 %, fr. 35 brut aux actions		2.800.000,—
Solde à reporter		401.550,96
	Fr.	<u>3.771.967,54</u>

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Brien, Victor, ingénieur civil des mines, 45, rue du Pépin, à Bruxelles. — Président.

M. Cousin, Jules, ingénieur civil des mines, Elisabethville, Katanga, (Congo Belge). — Vice-Président.

M. Jadot, Octave, ingénieur civil des mines, 102, avenue Montjoie, à Uccle. — Administrateur-Délégué.

M. Barzin, Henry, ingénieur civil des mines, 9, drève du Prieuré, à Auderghem. — Administrateur.

M. Cambier, René, ingénieur A. I. Ms., 3, avenue des Phalènes, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Coppens, Paul, docteur en droit, 73, rue Montoyer, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Leblanc, Edouard, ingénieur civil des mines, 83, avenue W. Churchill, à Uccle. — Administrateur.

M. Marthoz, Aimé, ingénieur civil, 43, square Vergote, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Sorel, Paul, ingénieur civil des mines, 75, rue du Marteau, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Becquevort, Georges, chef de comptabilité, 186, avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles. — Commissaire.

M. Berckmoes, Auguste, chef de comptabilité, 82, avenue Indépendance Belge, à Koekelberg. — Commissaire.

M. Bourgeois, Aimable, chef de comptabilité, 51, avenue du Diamant, à Bruxelles. — Commissaire.

M. Gérard, André-Eric, ingénieur électricien, 16, avenue Emile Demot, à Bruxelles. — Commissaire.

M. Goffin, Armand, docteur en droit, 279, avenue Louise, à Bruxelles. Commissaire.

M. Reintjens, Elomire, 12, rue des Taxandres, à Bruxelles. — Délégué du « Comité Spécial du Katanga ».

LES ADMINISTRATEURS

(signé) : MM. BRIEN, Victor, Président; COUSIN, Jules, Vice-Président; JADOT, Octave, Administrateur-Délégué; BARZIN, Henry, Administrateur; CAMBIER, René, Administrateur; COPPENS, Paul, Administrateur; SOREL, Paul, Administrateur.

LES COMMISSAIRES

(signé) : MM. BECQUEVORT, Georges; BOURGEOIS, Aimable; GERARD, André-Eric; GOFFIN, Armand.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 14 JUIN 1949

Nominations statutaires.

L'assemblée renouvelle pour un terme de cinq ans, les mandats d'administrateur de MM. Jules Cousin et Octave Jadot et pour un terme de trois ans le mandat de commissaire de M. Georges Becquevort.

Bruxelles, le 14 juin 1949.

CHARBONNAGES DE LA LUENA

L'Administrateur-Délégué,

(s.) Octave JADOT.

Société Minière de Muhinga et de Kigali « SOMUKI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kigali (Ruanda)

Siège administratif : Anvers, 34, avenue Rubens.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 289.77

Constituée à Anvers, par acte passé le 20 janvier 1933, devant Maître Antoine Cols, notaire; autorisée par arrêté royal du 27 février 1933. Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1933, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 22 mars 1933, sous le n° 2526; modifiés par actes des 8 août 1934, 29 mai 1936, 20 juillet 1936, 9 décembre 1938 et 17 juin 1947, publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 26 août 1934, 25 juin 1936, 26 septembre 1936, 10 février 1939 et 1-2 décembre 1947, sous les n°s 11.719, 10.650, 13.658, 1217 et 21.225 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1934, 15 septembre 1936, 15 février 1939 et 15 janvier 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

1) Apports, frais d'études et de prospection fr.	1,—
2) Frais de premier établissement	1,—
3) Recherches minières, routes et communications, plantations	13.197.726,72
4) Installations, matériel et mobilier	16.847.744,64
5) Terrains et immeubles	10.416.204,60
	40.461.677,96

II. — Disponible :

Caisses et banques en Europe et en Afrique	10.600.638,34
--	---------------

III. — Réalisable :

1) Stock minéral et métal	17.446.541,12
2) Approvisionnements divers	17.115.022,72
3) Débiteurs divers en Europe et en Afrique	19.064.487,44
4) Portefeuille et participations financières	2.796.346,40
5) Comptes de régularisation	1.134.237,88
	57.556.635,56

IV. — *Comptes d'ordre :*

1) Dépôts statutaires	pour mémoire
2) Engagements divers	10.972.498,20
	Fr. 119.591.450,06

PASSIF

I. — *Non exigible :*

1) Capital : Versement des actionnaires	7.000.000,—
Incorporation de réserves .	21.000.000,—
	28.000.000,—

Représenté par 20.000 actions de capital série A sans désignation de valeur. Il existe, en outre, 30.000 parts de fondateur sans désignation de valeur et 30.000 actions série B.

2) Réserve légale	700.000,—
3) Réserve extraordinaire	1.144.983,70
4) Fonds du bien-être indigène	3.866.085,83
5) Réserve d'amortissements	2.936.684,91

Solde reporté du 31 décembre 1947 . . . 29.669.194,46

Prélèvements en 1948
diminution d'actif . . . 568.088,10

29.101.106,36

Augmentation en 1948 :

Amort. nécessaires . . . 2.052.909,94

31.154.016,30

67.801.770,74

II. — *Exigible :*

1) Crédoeurs avec garanties réelles . . .	10.001.728,80	
2) Crédoeurs sans garanties réelles . . .	8.580.817,80	
3) Effets à payer	15.225,70	
4) Comptes de régularisation	2.010.992,64	
		20.608.764,94

III. — *Comptes d'ordre :*

1) Déposants statutaires	pour mémoire
2) Engagements divers	10.972.498,20

IV. — *Comptes de résultat :*

Profits et pertes, solde bénéficiaire	20.208.416,18
	<u>Fr. 119.591.450,06</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Amortissements nécessaires sur recherches minières, installations, matériel et mobilier, plantations, immeubles, routes et communications fr.	2.052.909,94
Droits de sortie complémentaires	1.040.493,35
Fonds du bien-être indigène	2.000.000,—
Prévision fiscale	3.000.000,—
Solde bénéficiaire de l'exercice	20.208.416,18
	<u>Fr. 28.301.819,47</u>

CREDIT

Bénéfice brut d'exploitation, charges sociales déduites fr.	28.301.819,47
	<u>Fr. 28.301.819,47</u>

REPARTITION DU SOLDE DISPONIBLE

1) Réserve légale fr.	1.010.420,80
2) Tantièmes au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	1.414.589,13
3) Fonds de prévision en faveur du personnel	1.010.420,80
	<u>2.425.009,93</u>
4) Réserve extraordinaire	2.000.000,—
5) Redevance 1948, aux actions série B	5.681.434,13
6) Redevance partielle Colonie sur augmentation de capital (1/3 de fr. 10.500.000)	3.500.000,—

7) Premier dividende aux 20.000 actions de capital série A : fr. 24,50 par titre	490.000,—	
8) Second dividende aux 20.000 actions de capital série A : fr. 100,50 par titre	2.010.000,—	
9) Dividende aux 30.000 parts de fonda- teur : fr. 67, par titre	2.010.000,—	4.510.000,—
10) Report à nouveau		1.131.551,32
	Fr.	20.208.416,18

Arrêté en séance du Conseil d'administration du 17 mai 1949, par MM. le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, Nicolas Decker, le Comte Thierry de Renesse, le Comte Christian de Renesse, François Diels, Charles Sampers et M^{me} la Comtesse Maximilien de Renesse Breidbach.

Approuvé par le Collège des Commissaires : MM. Robert Delwiche, Armand De Smet, Arthur De Mulder et Jacques Relecom en date du 2 juin 1949.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES EN FONCTIONS

I. — *Conseil d'Administration.*

Président — Administrateur-Délégué :

M. le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire, Château de et à Jabbeke-lez-Bruges.

Vice-Président — Administrateur-Délégué :

M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, 25, Grande Chaussée à Berchem-lez-Anvers.

Administrateurs :

M^{me} la Comtesse Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire, Château de et à Jabbeke-lez-Bruges.

M. le Comte Thierry de Renesse, docteur en droit, Château de et à Oostmalle.

M. le Comte Christian de Renesse, ingénieur-technicien, 9, rue Adrien Willaert à Bruges.

M. François Diels, courtier d'assurances, 72, avenue Van Put à Anvers.

M. Charles Sampers, industriel, 9, avenue Léopold III, à Edegem-lez-Anvers.

II. — *Collège des Commissaires.*

Président :

M. Robert Delwiche, avocat, 3, rue des Deux-Ponts à Gand.

Commissaires :

M. Armand De Smet, industriel, 25, avenue Reine Astrid à Waterloo.

M. Arthur De Mulder, professeur pensionné, 14, rue Arenberg à Anvers.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise à Bruxelles.

III. — *Gouvernement du Ruanda-Urundi.*

Un délégué du Ministère des Colonies.

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 21 juin 1949

L'assemblée, à l'unanimité :

1°) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

2°) Approuve la répartition des bénéfices, telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration, de sorte que les coupons n° 16 seront payables à partir du 30 juin 1949 par net :

103 fr. 75 pour les actions de capital série A ;

55 fr. 61 pour les parts de fondateur ;

à Bruxelles, aux guichets de la « Banque de la Société Générale de Belgique », Montagne-du-Parc, 3, ainsi qu'à ceux de la « Banque Commerciale du Congo », 14, rue Thérésienne et à Anvers, à ceux de la « Caisse Anversoise de Reports et de Crédit », 12, rue Arenberg, de même qu'au siège administratif de la Société, 34, avenue Rubens.

3°) Par vote spécial, donne décharge, pour l'exercice 1948, aux administrateurs et commissaires.

Anvers, le 21 juin 1949.

Pour copie et extrait certifiés conformes.

SOCIETE MINIERE DE MUHINGA ET DE KIGALI « SOMUKI »

Deux Administrateurs,

(s.) Ch. SAMPERS.

(s.) N. DECKER.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de twee en twintig Juni 1949.

Deel 213, blad 75, vak 17, twee blad, geen verzending.

Ontvangen : Veertig frank

De Ontvanger (g.) : VERSTEGEN.

Plantations de Thé au Kivu « THEKI »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kakondo (Kivu — Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 149.808.

Actes constitutifs et modifications des statuts publiés : aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1937, n° 2113; année 1938, n° 4321; année 1939, n° 13.108; année 1947, n°s 10.896 et 10.897; aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » : année 1937, numéro du 15 mars; année 1938, numéro du 15 avril; année 1939, numéro du 15 octobre; année 1947, numéro du 30 mai.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 1949.

ACTIF

A. — Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation du capital fr.	54.463,28	
Terrains et plantations	7.648.166,70	
Bâtiments	1.709.532,61	
Mobilier et matériel	2.205.684,47	
		11.617.847,06

B. — Disponible et réalisable :

Banques	403.410,52	
Magasins divers	4.438.811,82	
Débiteurs et comptes débiteurs	586.006,07	
Matériel en commande et en cours de route	523.763,63	
		5.951.992,04

C. — Comptes d'ordre :

Plantations détériorées restant à amortir .	271.753,01	
Dépôts statutaires pour mémoire		271.753,01
	Fr.	17.841.592,11

PASSIF

A. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital	fr. 13.000.000,—	
Réserve légale	42.766,90	
Réserve disponible	800.000,—	
Amortissements	2.836.778,14	
		16.679.545,04

B. — *Dettes sans garanties réelles :*

Créditeurs et comptes créditeurs	745.123,58
--	------------

C. — *Comptes d'ordre :*

Amortissements à effectuer sur planta- tions détériorées	271.753,01	
Déposants statutaires	pour mémoire	
		271.753,01

D. — *Pertes et profits :*

Solde	145.170,48
-----------------	------------

Fr. 17.841.592.11

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Frais d'exploitation et d'administration	fr. 2.752.417,36
Amortissements	642.068,07
Solde	145.170,48

Fr. 3.539.655,91

CREDIT

Solde reporté	fr. 12.557,16
Ventes de produits et stock divers	3.527.098,75

Fr. 3.539.655,91

REPARTITION DES BENEFICES

A la réserve légale 5 %	fr.	7.258,50
Au fonds de réserve disponible		125.000,—
A reporter		12.911,98
	Fr.	<u>145.170,48</u>

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTIONS

M. Lejeune, Vincent-Emile, planteur, 48, chaussée de Charleroi. Bruxelles. — Président.

M. Dupret, Marcel, ingénieur U. I. Lv., 98, avenue de l'Observatoire, Uccle. — Administrateur-Délégué.

M. Brasseur, René, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Bruxelles. — Administrateur.

M. De Decker, Gaston, administrateur de sociétés, 28, rue Van Schoonbeke, Anvers. — Administrateur.

M. le Comte de Henricourt de Grunne, administrateur de sociétés, 102, avenue Molière, Bruxelles. — Administrateur.

M. Ector, Paul, notaire, 26, rue Joseph II, Bruxelles. — Administrateur.

M. Lippens, Léon, administrateur de sociétés, « Den Hu' », avenue du Bois, Le Zoute. — Administrateur.

M. Orban, Paul, administrateur de sociétés, 25, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek. — Etterbeek. — Administrateur.

M. Orts, Louis, docteur en droit, 214, avenue Louise, Bruxelles. — Administrateur.

M. Sellekaers, Joseph, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne, Bruxelles. — Administrateur.

M. de Lannoy, Louis, docteur en droit, 241, rue Royale, Bruxelles. — Commissaire.

M. Scott, Water-Henri, directeur comptable, 198, rue Victor Hugo, Bruxelles. — Commissaire.

M. Tydgadt, Ernest, docteur en droit, 45, square Ambiorix, Bruxelles. — Commissaire.

M. Lippens, Philippe, villa « Hazegras », Le Zoute. — Commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Signé) : E. LEJEUNE-VINCENT; P. ECTORS; M. DUPRET; L. LIPPENS; R. BRASSEUR; P. ORBAN; G. DECKER; L. ORTS; le Comte de HEMRICOURT de GRUNNE; J. SELLEKAERS.

Société Géologique et Minière du Ruanda-Urundi « GEORUANDA »

Société par actions à responsabilité limitée

Siège social à Rwinkwavu (Ruanda).

Siège administratif à Bruxelles, 5, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles : 200.751.

Assemblée générale des actionnaires du 8 juin 1949.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

1) A l'unanimité, l'assemblée approuve les bilan et comptes de profits et pertes de l'exercice social 1948.

2) A l'unanimité, l'assemblée donne successivement et séparément, décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice social 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	399.500,—
Concessions		11.705.251,61
Recherches et travaux préparatoires		5.177.431,14
Immeubles, matériel et outillage		51.363.874,47
		68.646.057,22

Amortissements :

Des exercices précédents	6.806.191,76	
De l'exercice	5.502.589,10	
		12.308.780,86
		56.337.276,36

Réalisable et disponible :

Minerais en magasins et en cours de route	7.058.301,20	
Marchandises en magasins et en cours de route	21.225.249,34	
Portefeuille	850.000,—	
Débiteurs divers	2.132.405,33	
Caisse et banque	2.541.891,99	
		33.807.847,86

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	110.000,—	
	Fr.	90.255.124,22

PASSIF

Capital	fr.	30.250.000,—	
Réserves statutaires		234.221,20	
			30.484.221,20
<i>Dettes envers les tiers :</i>			
Créditeurs divers		52.431.891,89	
Aux territoires du Ruanda-Urundi		921.127,52	
			53.353.019,41
<i>Comptes créditeurs à liquider</i>			2.170.057,13
<i>Compte d'ordre :</i>			
Déposants statutaires			110.000,—
<i>Solde</i>		5.058.954,—	
Redevances aux territoires du Ruanda-Urundi		— 921.127,52	
			4.137.826,48
	Fr.		90.255.124,22

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais d'administration	fr.	605.430,90	
Intérêts et frais bancaires		1.310.880,75	
Impôt complémentaire		900.000,—	
Amortissements		5.502.589,10	
			8.318.900,75
Redevances aux territoires du Ruanda-Urundi		921.127,52	
			9.240.028,27
A la réserve statutaire		252.947,70	
Au Conseil général		240.300,31	
Aux actions de capital		3.644.578,47	
			13.377.854,75

CREDIT

Boni sur ventes fr. 13.377.854,75

REPARTITION DES BENEFICES

Solde disponible.	fr.	5.058.954,—
— A la réserve statutaire	252.947,70	
— Redevance aux territoires du Ruanda-Urundi	921.127,52	
— Au Conseil général	240.300,31	
— Aux actions de capital	3.644.578,47	
(brut : fr. 120,482 par action).		5.058.954,—
(net : fr. 100 par action).		

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Barzin, Henry, ingénieur, 9, drève du Prieuré à Auderghem. — Administrateur.

M. Brien, Victor, ingénieur, 45, rue du Pépin, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Cambier, René, ingénieur, 3, avenue des Phalènes, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Fontainas, Paul, ingénieur, 327, avenue Molière, à Bruxelles. — Administrateur.

M. Moses, Michael, propriétaire, à Kampala (Uganda). — Administrateur.

M. Bourgeois, Aimable, directeur au « Comité Spécial du Katanga », 51, avenue du Diamant, à Bruxelles. — Commissaire.

M. Greiner, Yvan, industriel, 21, avenue Edm. Lacomblé, à Bruxelles. Commissaire.

Pour extrait certifié sincère et conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) H. BARZIN.

Société Africaine de Construction

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 33, rue de l'Industrie.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 905.

Chèques-postaux : n° 1817.69.

Constituée par acte authentique du 8 août 1923, reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles. (Annexes au « Moniteur Belge » du 9 janvier 1949, n° 447).

Autorisée par arrêté royal du 30 août 1923, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 septembre 1923.

Modifications aux statuts : « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1926. Annexes au « Moniteur Belge » du 9 janvier 1949, n° 448; « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1934. Annexes au Congo Belge », 15 septembre 1939, annexe au « Moniteur Belge » du du 11 août 1939, n° 12.016.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Terrains et immeubles	fr.	3.457.884,80	
Matériel		11.968.888,95	
			15.426.773,75

Réalizable :

Actionnaires		9.375,—	
Portefeuille, banquiers, caisse et dépôts à disposition		10.039.147,70	
Entreprises en Afrique		14.610.398,40	
			24.658.921,10

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires		310.000,—	
			Fr. 40.395.694,85

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr.	14.000.000,—	
Réserve statutaire		1.400.000,—	
			15.400.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	17.036.346,45
Provisions pour éventualités diverses	7.000.000,—

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements	310.000,—
---------------------------------------	-----------

Profits et pertes :

Solde	649.348,40
	<u>Fr. 40.395.694,85</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux	fr.	977.145,36
Solde		649.348,40
	Fr.	<u>1.626.493,76</u>

CREDIT

Solde reporté	fr.	1.604.843,70
Intérêts et divers		21.650,06
	Fr.	<u>1.626.493,76</u>

SITUATION DU CAPITAL

Versements effectués	fr.	13.990.625,—
Capital restant à libérer		9.375,—
	Fr.	<u>14.000.000,—</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Albéric May, ingénieur C. C., 60, avenue Hamoir, Uccle. — Président.

M. Albert Marchal, ingénieur E., 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle. Vice-Président.

M. Ernest Dierkens, ingénieur C. C., 8, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Léonce Depoorter, ingénieur C. C., 23, avenue de l'Echevinage, Uccle.

M. Auguste Gérard, docteur en droit, 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Jules Philippson, banquier, 10, square Frère Orban, Bruxelles.

M. Maurice Van Mulders, ingénieur civil (A. I. A.), 31, avenue René Gobert, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. le Comte Henri d'Hanins de Moerkerke, propriétaire, Houtain-le-Val.

M. Charles de Launoy, ingénieur, 1, chaussée de Stockel, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Léon Raquez, docteur en droit, 149, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Raymond Saliès, expert comptable, 29, rue de Gerlache, Etterbeek.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 20 JUIN 1949

Extrait du Procès-Verbal.

« M. Gaston Claeys, ingénieur des constructions civiles, domicilié à
» Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Aviation, n° 43, est élu administra-
» teur pour continuer le mandat devenu vacant par la démission de
» M. Chr. Janssens; ce mandat expirera à l'assemblée générale annuelle
» de 1954.

» Le Comte Albert de Beauafort, docteur en droit, domicilié à Saint-
» Gilles, avenue de la Toison d'Or, n° 68, est élu administrateur pour con-
» tinuer le mandat devenu vacant par la démission de M. F. Timmer-
» mans; ce mandat expirera à l'assemblée annuelle de 1954.

» M. Auguste Gérard, docteur en droit, domicilié à Saint-Gilles, ave-
» nue de la Jonction, n° 6, est réélu administrateur; son mandat expirera
» à l'assemblée générale annuelle de 1955.

» M. Léon Raquez, docteur en droit, domicilié à Uccle, avenue Win-
» ston Churchill, n° 149, est réélu commissaire; son mandat expirera à
» l'assemblée générale annuelle de 1955. »

Certifié conforme.

Un Administrateur,
(s.) L. DEPOORTER.

Le Président,
(s.) Alb. MAY.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Registre du Commerce : n° 42.800.

Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 5 février 1930.

Statuts modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire des 9 juillet 1935 et 13 juillet 1948.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 21 JUIN 1949

« 4. — L'assemblée réélit en qualité d'administrateur MM. Odon Jadot, Charles-Henry Janssen et en qualité de commissaire MM. Louis Habran et Edmond de Ryckman de Betz, pour une période qui prend cours ce jour et expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1954.

» Les décisions ci-dessus sont prises à l'unanimité. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 21 JUIN 1949

Conseil d'Administration.

M. Edgar Sengier, directeur de la « Société Générale de Belgique », demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, n° 24. — Président du Conseil.

M. Jules Cousin, administrateur-délégué de l'« Union Minière du Haut-Katanga », demeurant à Elisabethville (Congo Belge). — Vice-Président du Conseil.

M. Herman Robilliart, administrateur-directeur de l'« Union Minière du Haut-Katanga », demeurant à Bruxelles, avenue Jeanne, n° 31. — Administrateur-Délégué.

M. Roger Staes, ingénieur, demeurant à Jadotville (Congo Belge). — Administrateur-Directeur.

M. Henry Terfve, directeur de société, demeurant à Auderghem, avenue Monseigneur Micara, n° 75. — Administrateur-Directeur.

M. Maurice Blanquet, administrateur de sociétés, demeurant à Boitsfort, avenue de la Tenderie, n° 66. — Administrateur.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Molière, n° 90. — Administrateur.

M. le Baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue de l'Enseignement, n° 91. — Administrateur.

M. Odon Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, n° 14. — Administrateur.

M. Charles-Henry Janssen, ingénieur, demeurant à Waterloo, avenue des Chasseurs, n° 60. — Administrateur.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, demeurant à Namur, rue Henri Lemaitre, n° 19. — Administrateur.

M. Gilbert Mullie, propriétaire, demeurant à Bruxelles, boulevard Brand Whitlock, n° 58. — Administrateur.

M. Paul Vuylsteke, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Emile Demot, n° 14. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Auguste Berckmoes, directeur de département à l'« Union Minière du Haut-Katanga », demeurant à Koekelberg, avenue de l'Indépendance Belge, n° 82.

M. Edmond de Ryckman de Betz, avocat à la Cour d'appel, demeurant à Geet-Betz.

M. Louis Habran, sans profession, demeurant à Bruxelles, rue Van Ostade, n° 33.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Boitsfort, avenue Emile Van Becelaer, n° 7.

MINOTERIES DU KATANGA

Société congolaise à responsabilité limitée.

6, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 42.800.

Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 5 février 1930.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1930 et à l'annexe au « Moniteur Belge » des 6-7 janvier 1930 (acte 194).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948
Approuvé par assemblée générale du 21 juin 1949.

ACTIF

I. — *Actif immobilisé :*

a) Terrains, bâtiments industriels et habitations	fr. 28.215.836,—
b) Installations et machinerie	21.814.471,—
c) Accroissement de plus-value	47.067.477,—
	97.097.784,—

A déduire :

Amort. antérieurs . 35.981.000,—

Amort. de l'exercice . 4.000.000,—

39.981.000,—

57.116.784,—

d) Mobilier, matériel et outillage 1,—

II. — *Actif réalisable :*

e) Magasins et stocks 31.165.931,—

f) Portefeuille titres 15.659.128,—

g) Débiteurs divers 18.716.819,—

65.541.878,—

III. — *Actif disponible :*

h) Caisses, banques et divers en Europe et en Afrique . 5.991.409,—

IV. — *Divers :*

i) Titres de la Société rachetés par celle-
ci (art. 51 bis des statuts) :

5.000 actions série B rachetées pour . 2.000.000,—

A déduire :

Prélèvements effectués sur fonds de
prévision 2.000.000,—

V. — *Comptes débiteurs :*

j) Comptes débiteurs divers : dépenses à répartir . . 400.330,—

VI. — *Comptes d'ordre :*

k) Garanties statutaires. pour mémoire

l) Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

m) Cautionnements agents pour mémoire

Fr. 129.050.402,—

PASSIF

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

a) Capital fr. 24.000.000,—
représenté par :

8.000 actions série A, fr. 400 chacune.

52.000 actions série B, fr. 400 chacune,
dont 5.000 rachetées par la Société.

b) Réserve statutaire 3.272.653,—

c) Fonds de prévision	17.500.000,—
d) Plus-value de réévaluation	47.067.477,—

II. — *Passif de la Société envers des tiers :*

e) Créiteurs	18.302.936,—
f) Dividendes non réclamés	71.322,—

III. — *Divers :*

g) Comptes créditeurs divers	7.389.133,—
h) Provision pour dépenses en vue du bien-être des indigènes	1.228.996,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

i) Titulaires de garanties statutaires	pour mémoire
j) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
k) Agents cautionnements	pour mémoire

V. — *Solde :*

l) Profits et pertes	10.217.885,—
	<u>Fr. 129.050.402,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux d'Europe et charges financières . . fr.	1.894.938,—
Amortissements sur l'immobilisé	4.000.000,—
Provision pour impôts	1.000.000,—
Bénéfice net	10.217.885,—
	<u>Fr. 17.112.823,—</u>

CREDIT

A nouveau fr.	1.109.704,—
Résultats d'exploitation	10.914.447,—
Intérêts sur dépôts en banque et divers	49.923,—
Revenus et produits du portefeuille	1.951.994,—
Bénéfices sur ventes de titres	3.086.755,—
	<u>Fr. 17.112.823,—</u>

REPARTITION

Réserve statutaire	fr. 455.409,—
Fonds de prévision	3.500.000,—
Dividende aux actions A et B en circulation	1.540.000,—
Tantièmes au Conseil général	361.277,—
Superdividende	2.860.000,—
A reporter	1.501.199,—
	Fr. 10.217.885,—

Pour copie certifiée conforme.

Un Administrateur,
(s.) L. MOTTOULLE.

Un Administrateur,
(s.) H. ROBILIART.

Société Minière Victoria

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 104.362.

Société constituée le 13 avril 1938. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 12 juin 1938, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1938, page 335. Modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » du 9 janvier 1948, n° 468 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation du capital	fr. 104.751,95	
Frais de prospection	4.983.259,45	
		5.088.011,40
Amort. antérieurs	3.247.829,02	
Amort. de l'exercice	117.392,70	
		3.365.221,72
		1.722.789,68

II. — *Réalisable* :

Débiteurs divers.	3.232,35
---------------------------	----------

III. — *Disponible* :

Banques	892.203,02
-------------------	------------

IV. — *Comptes d'ordre* :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Fr.	2.618.225,05
-----	--------------

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même* :

Capital, représenté par :

8.200 actions de capital de fr. 125 .fr.	1.025.000,—
--	-------------

8.200 actions de dividende de fr. 12,50	102.500,—
---	-----------

10.000 actions privilégiées de fr. 125 .	1.250.000,—
--	-------------

	2.377.500,—
--	-------------

II. — *Dettes de la Société envers des tiers* :

Créditeurs divers.	240.725,05
----------------------------	------------

III. — *Comptes d'ordre* :

Déposants des garanties statutaires	pour mémoire
---	--------------

Engagements et contrats divers	pour mémoire
--	--------------

Fr.	2.618.225,05
-----	--------------

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948

DEBIT

Frais généraux d'Europe fr.	73.880,—
---------------------------------------	----------

Amortissement sur immobilisé	117.392,70
--	------------

Fr.	191.272,70
-----	------------

CREDIT

Rentrées diverses	fr.	34.834,48
Revenus financiers		5.575,22
Remboursement surtaxe douanière sur or produit au cours des exercices 1940 à 1943		150.863,—
	Fr.	<u>191.272,70</u>

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 7 juin 1949.

RESOLUTIONS

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1948 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à 191.272 fr. 70. Le solde bénéficiaire provient en ordre principal, du remboursement surtaxe douanière sur or produit au cours des exercices 1940 à 1943. Après déduction des frais généraux s'élevant à 73.880 francs, le solde, soit 117.392 fr. 70, a été porté en amortissement sur immobilisé.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, Monsieur Prosper Lancsweert en qualité d'administrateur et Monsieur Flavien Van De Pitte, en qualité de commissaire. Leurs mandats expirent en 1955.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. — Président du Conseil d'administration.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. François-Grégoire Delecourt, ingénieur civil des mines, 399, avenue Louise, Bruxelles. — Administrateur.

M. Henri Jacquet, administrateur de sociétés, 32, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. — Administrateur.

M. Raoul Jacquet, administrateur de sociétés, 53, rue du Lac, Bruxelles. — Administrateur.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles. — Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. André De Valck, ingénieur civil des mines, 43, rue du Ruisseau, Wesembeek-Ophem-Bruxelles.

M. Floris Ernould, expert comptable, 84, rue Renkin, Schaerbeek-Bruxelles.

M. Louis-Nicolas Uytendhoef, expert comptable, 282, rue du Noyer, Bloc III, Bruxelles.

M. Flavien Van De Pitte, ingénieur, 8, chaussée de Louvain, Cortenberg. Bruxelles, le 21 juin 1949.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE VICTORIA

L'Administrateur-Délégué,

(s.) J. RELECOM.

Le Président,

(s.) P. LANCSWEERT.

Un Administrateur,

(s.) R. JACQUET

Compagnie Immobilière du Nord du Kivu « CIMMOKI »

Société congolaise à responsabilité limitée

Constituée par acte passé par devant Maître Edouard Van Halteren, notaire à Bruxelles, le 24 juillet 1931 et autorisée par arrêté royal du 28 septembre 1931 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931, annexe page 719).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par arrêté royal du 20 juin 1936 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1936).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Frais de premier établissement fr. 5.115.949,—

Amortissements :

Antérieurs . 4.059.520,—

De l'exerc. . 41.266,—

4.100.786,—

1.015.163,—

Immeubles 4.100.051,—

Amortissements :

Antérieurs . 3.033.809,—

De l'exerc. . 205.003,—

3.238.812,—

861.239,—

Voirie 2.697.142,—

Amortissement de l'exercice . 134.857,—

2.562.285,—

Distribution d'eau et d'élec-
tricité 267.365,—

Amortissement de l'exercice . 13.368,—

253.997,—

Mobilier, matériel, divers. . 2.228.265,—

Amortissements :

Antérieurs . 578.169,—

De l'exerc. . 113.393,—

691.562,—

1.536.703,—

Département agricole . . . 3.673.787,—

Amortissements antérieurs . 1.168.130,—

2.505.657,—

8.735.044,—

Réalisable :

Actionnaires 100.125,—

Marchandises 5.316.797,—

Débiteurs 2.615.567,—

8.032.489,—

Disponible :

Banques et caisses 3.139.161,—

Comptes débiteurs 942.582,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires 52.875,—

Cautionnements des agents d'Afrique 44.219,—

Divers 450.411,—

Profits et pertes :

Pertes antérieures	3.610.867,—	
Bénéfice de l'exercice.	3.161.820,—	
		449.047,—
	Fr.	21.845.828,—

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr.	20.000.000,—
représenté par :		
100.000 actions de capital de fr. 200.		
25.000 parts de fondateur sans désignat. de val.		

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	1.172.788,—
Comptes créditeurs	125.535,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	52.875,—
Cautionnements des agents d'Afrique	44.219,—
Divers	450.411,—
	Fr. 21.845.828,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Solde à nouveau.		fr.	3.610.867,—
Charges financières			3.460,—
Frais généraux Bruxelles			206.913,—
Impôts			12.218,—

Amortissements sur :

Frais de premier établissement	41.266,—	
Immeubles	205.003,—	
Voirie	134.857,—	
Distribution d'eau et d'électricité	13.368,—	
Mobilier, matériel, divers	113.393,—	
		507.887,—
	Fr.	<u>4.341.345,—</u>

CREDIT

Résultat d'exploitation	fr.	3.892.298,—
Pertes antérieures	3.610.867,—	
Bénéfice de l'exercice	3.161.820,—	
		449.047,—
	Fr.	<u>4.341.345,—</u>

REPARTITION DES BENEFICES : Néant.

SITUATION DU CAPITAL

Versements effectués	fr.	19.899.875,—
Capital restant à libérer		100.125,—
dont détail suit :		
Succession Baron Empain		9.000,—
Monsieur René Destrée		1.125,—
« Compagnie Française pour l'Industrie », société anonyme française, siège social : 50, rue de Lisbonne à Paris		90.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTIONS

Administrateurs :

M. le Baron Edouard Empain, propriétaire, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles. — Président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Maurice-Jules Anspach, docteur en droit, Lives.

M. Paul Delacave, ingénieur civil, 94, avenue Nestor Plissart, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Henri de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés, Vollezele.

M. Léon Helbig de Balzac, président du « Comité National du Kivu », 50, boulevard Saint-Michel, Etterbeek-Bruxelles.

M. Edouard Stroumza, directeur de société à Goma (Congo Belge).

M. Emmanuel Vaes, ingénieur civil des mines, 96, rue Baron Castro, Etterbeek-Bruxelles.

Commissaires :

M. Edgard Marchal, comptable, 235, avenue Limburg Stirum, Wemmel.

M. Charles Péquet, directeur de banque, 53, rue Père De Decken, Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 21 JUIN 1949

A l'unanimité, l'assemblée :

1^o) approuve le rapport ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes relatifs à l'exercice 1948;

2^o) donne décharge à Messieurs les Administrateurs et Commissaires pour leur gestion au 31 décembre 1948;

3^o) élit, en remplacement du Baron de Rennette de Villers Perwin, administrateur décédé le 25 octobre 1947 et de M. Henri de Steenhault de Waerbeek, administrateur sortant, MM. Henri Lebeau, ingénieur agronome A. I. Gx, 4, avenue de la Folle Chanson à Ixelles-Bruxelles,

et Fernand Sellier, ingénieur civil (U. L. B.), 15, avenue du Derby à Ixelles-Bruxelles.

Les mandats de MM. Lebeau et Sellier expirent en 1955; renouvelle, pour un terme de 2 ans, le mandat de commissaire de M. Charles Péquet.

Bruxelles, le 23 juin 1949.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) F. SELLIER.

M. LEFRANC.

Société de Colonisation belge au Katanga
Vennootschap voor Belgische Colonisatie in Katanga
en abrégé « COBELKAT »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif
à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

—
MODIFICATION AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le six mai.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

Au siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société de Colonisation belge au Katanga » en abrégé « Cobelkat » ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le cinq novembre mil neuf cent quarante-sept, autorisé par arrêté royal du douze janvier mil neuf cent quarante-huit et publié aux annexes du *Moniteur Belge* des neuf/dix février suivant, sous le numéro 2306 et aux annexes du *Bulletin Officiel du Congo Belge* du quinze février mil neuf cent quarante-huit.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Emile Gorlia, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Paul Leynen et choisit comme scrutateurs Messieurs Ary Guillaume et Pierre Gillieaux, tous trois ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre d'actions de capital ci-après indiqué :

1) Le Comité Spécial du Katanga, organisme jouissant de la personification civile, ayant son siège à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, agissant par son Président Monsieur Emile Gorlia, Président du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Uccle, 9, avenue de la Sapinière, possesseur de vingt-quatre mille neuf cent trente actions de capital	24.930
---	--------

2) La « Compagnie du Katanga » société anonyme à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, propriétaire de dix mille actions de capital	10.000
--	--------

Ici représentée par Monsieur Ary Guillaume, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, 87, avenue Paul Deschanel, en vertu d'une procuration du vingt-neuf avril dernier qui demeurera ci-annexée.

3) « L'Union Minière du Haut-Katanga » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, possesseur de dix mille actions de capital 10.000

Ici représentée par Monsieur Ary Guillaume prénommé en vertu d'une procuration du vingt-neuf avril dernier qui demeurera ci-annexée.

4) La « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga » société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 25, avenue Marnix, possesseur de cinq mille actions de capital 5.000

Ici représentée par Monsieur Emile Gorlia prénommé en vertu d'une procuration du trois courant qui demeurera ci-annexée.

5) La Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo « Léokadi » société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 25, avenue Marnix, possesseur de cinq mille actions de capital 5.000

Ici représentée par Monsieur Emile Gorlia prénommé en vertu d'une procuration du trois courant qui demeurera ci-annexée.

6) La Compagnie géologique et minière des Ingénieurs et Industriels Belges « Géomines » société anonyme à Bruxelles, 5, rue du Trône, possesseur de deux mille actions de capital 2.000

Ici représentée par Monsieur Guillaume prénommé en vertu d'une procuration du vingt-neuf avril dernier qui demeurera ci-annexée.

7) La Compagnie Cotonnière Congolaise « Cotonco » société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône, possesseur de mille actions de capital 1.000

Ici représenté par Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 92, avenue Franklin Roosevelt, en vertu d'une procuration du vingt-neuf avril dernier qui demeurera ci-annexée.

8) La Compagnie Foncière du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, possesseur de mille actions de capital 1.000

Ici représentée par Monsieur Pierre Gillieaux prénommé, en vertu d'une procuration du trois courant, qui demeurera ci-annexée.

9) La « Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga » « Sermikat » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège administratif à Bruxelles, 48, rue de Namur, possesseur de trois cents actions de capital 300

Ici représentée par Monsieur Paul Leynen, docteur en droit, demeurant à Tervueren, Hoogvorst, 23, en vertu d'une procuration du deux courant qui demeurera ci-annexée.

10) La Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka » ayant son siège administratif à Bruxelles, 48, rue de Namur, possesseur de trois cents actions de capital 300

Ici représentée par Monsieur Leynen prénommé en vertu d'une procuration du deux courant qui demeurera ci-annexée.

11) La Société des Ciments du Katanga « Cimenkat » ayant son siège administratif à Bruxelles, 48, rue de Namur, possesseur de quatre cents actions de capital 400

Ici représentée par Monsieur Paul Leynen prénommé, en vertu d'une procuration du deux courant qui demeurera ci-annexée.

Soit ensemble : cinquante-neuf mille neuf cent trente actions de capital 59.930

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'Assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites, conformément à l'article 25 des statuts, par lettres recommandées en date du vingt-six avril mil neuf cent quarante-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les récipissés d'envoi des dites lettres.

III. — Que pour pouvoir assister à la présente assemblée, les actionnaires représentés se sont conformés aux dispositions de l'article 27 des statuts, relatives à l'inscription de leurs titres.

IV. — Que sur les soixante mille actions de capital représentant l'intégralité du capital social et des titres émis, il en est représenté cinquante-neuf mille neuf cent trente à la présente assemblée, soit plus de la moitié.

V. — Que la proposition figurant à l'ordre du jour a été autorisée, conformément à l'article 29 des statuts, par le Comité Spécial du Katanga.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur l'objet figurant à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené la proposition figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE.

L'assemblée décide de reporter l'assemblée générale ordinaire annuelle au troisième vendredi du mois de juin.

En conséquence, le texte du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Chaque année l'assemblée générale ordinaire se réunit obligatoirement » le troisième vendredi du mois de juin à quinze heures de l'après-midi » et ce pour la première fois en mil neuf cent quarante-neuf. »

Cette résolution a été prise à l'unanimité des voix des actionnaires.

Dont procès-verbal, dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949. Volume 582, folio 57, case 10, trois rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Première annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussigné : Compagnie du Katanga, 13, rue Bréderode à Bruxelles, possesseur de dix mille actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga » en abrégé « Cobelkat », société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Ary Guillaume, 87, avenue Paul Deschanel à Schaerbeek.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 1949. Suivent les signatures précédées des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Deuxième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Union Minière du Haut-Katanga, Société Congolaise à responsabilité limitée, Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc, possesseur de 10.000 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga », en abrégé « Cobelkat », société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Ary Guillaume, 87, avenue Paul Deschanel à Schaerbeek.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender ceux-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 1949.

Suivent les signatures précédées des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949. Volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Troisième annexe au n° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, 25, avenue Marnix, Bruxelles, possesseur de 5.000 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga » en abrégé « Cobelkat » société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Emile Gorlia, 9, avenue de la Sapinière à Uccle.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 3 mai 1949.

Suivent les signatures précédées des mots : « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949, Volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Quatrième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo, 25, avenue Marnix, à Bruxelles, possesseur de 5.000 actions de capital de 1.000 fr. de la « Société de Colonisation Belge au Katanga », en abrégé « Cobelkat » société par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : Monsieur Emile Gorlia, à Uccle, 9, avenue de la Sapinière.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le trois mai mil neuf cent quarante-neuf.

Suivent les signatures précédées des mots : « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Cinquième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges « Géomines » société anonyme, 5, rue du Trône à Bruxelles, possesseur de 2.000 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga », en abrégé « Cobelkat » société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Ary Guillaume, 87, avenue Paul Deschanel à Schaerbeek.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 1949.

Suivent les signatures précédées des mots : « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Sixième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Compagnie Cotonnière Congolaise S. C. R. L. 27, rue du Trône, Bruxelles, possesseur de 1.000 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga » en abrégé « Cobelkat », société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Pierre Gillieaux, 92, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949 à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 1949.

Suivent les signatures précédées des mots : « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Septième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Compagnie Foncière du Katanga, 6, rue Montagne du Parc, Bruxelles, possesseur de 1.000 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga », en abrégé « Cobelkat » société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Gillieaux, 92, avenue Roosevelt à Bruxelles.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 3 mai 1949.

Suivent les signatures précédées des mots : « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Huitième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga « Sermika », 48, rue de Namur à Bruxelles.

Possesseur de 300 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga » en abrégé « Cobelkat » société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Paul Leynen à Tervueren.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de ladite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 2 mai 1949.

Suivent les signatures précédées des mots : « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Neuvième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka », 48, rue de Namur à Bruxelles, possesseur de 300 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga » en abrégé « Cobelkat » société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes..

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Paul Leynen à Tervueren, Hoogvorst, 23.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de ladite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 2 mai 1949.

Suivent les signatures précédées des mots : « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Dixième annexe au N° 21.278.

PROCURATION.

La soussignée : Société des Ciments du Katanga « Cimenkat », 48, rue de Namur à Bruxelles, possesseur de 400 actions de capital de 1.000 francs de la « Société de Colonisation Belge au Katanga », en abrégé « Cobelkat » société par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial : M. Paul Leynen à Tervueren, Hoogvorst, 23.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de ladite société, qui se tiendra à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, le 6 mai 1949 à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Modification du deuxième alinéa de l'article 24 des statuts pour reporter la date de l'assemblée générale ordinaire au premier vendredi du mois de juillet de chaque année.

La représenter également à toutes assemblées subséquentes qui seraient tenues avec le même ordre du jour dans le cas où la première assemblée ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour; au besoin amender celui-ci.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 2 mai 1949.

Suivent les signatures précédées des mots « Bon pour pouvoir ».

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le onze mai 1949, volume 36, folio 20, case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous, Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 25 mai 1949.

(s.) Ed. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 mai 1949.

Le Directeur (s.) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 mai 1949.

Le Directeur (s.) illisible.

Société Générale de l'Etain « SOGETAIN »

Société par actions à responsabilité limitée

Siège social à Manono (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 83.525.

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX

Assemblée générale des actionnaires du 14 juin 1949.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

1) A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948.

2) L'assemblée, à l'unanimité, donne décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	1,—	
Mobilier	1,—	
Matériel et outillage	1,—	
		3,—

Réalisable et disponible :

Portefeuille	10.600.574,80	
A déduire :		
Amortissement	224.478,77	
	10.376.096,03	
Actionnaires	1.560.000,—	
Banquiers et caisse	47.167,53	
		11.983.263,56

Compte de résultat :

Perte exercice 1947	8.814,79	
Perte exercice 1948	10.418,65	
		<u>19.233,44</u>

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
		<u>Fr. 12.002.500,—</u>

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 12.000 actions de fr. 1.000 chacune	fr. 12.000.000,—
Fonds de réserve statutaire	2.500,—

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire	
		<u>Fr. 12.002.500,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr. 24.340,—
--------------------------	--------------

CREDIT

Impôts et revenus du portefeuille	fr. 13.921,35
Solde : Perte de l'exercice 1948	10.418,65
	<u>Fr. 24.340,—</u>

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTIONS

M. Heenen, Gaston, vice-gouverneur général honoraire de la Colonie du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée à Bruxelles. — Administrateur.

M. Barzin, Henry, ingénieur A. I. Ms., 9, drève du Prieuré à Auderghem. — Administrateur.

M. Brien, Victor, ingénieur civil des mines, 45, rue du Pépin à Bruxelles. — Administrateur.

M. de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière à Forest. — Administrateur.

M. Fontainas, Paul, ingénieur U. L. Lv., 327, avenue Molière à Ixelles. Administrateur.

M. Gérard, André-Eric, ingénieur A. I. Lg., 16, avenue Emile Demot à Bruxelles. — Administrateur.

M. Glorieux, José, administrateur de sociétés, 125, boulevard Saint-Michel à Bruxelles. — Administrateur.

M. Greiner, Léon, ingénieur A. I. Lg., 23, avenue Emile Demot à Bruxelles. — Administrateur.

M. Lefranc, Maurice, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles. — Administrateur.

M. Orts, Pierre, ministre plénipotentiaire, 214, avenue Louise à Bruxelles. — Administrateur.

M. Passau, Georges, ingénieur civil des mines, 67, rue de Spa à Bruxelles. — Administrateur.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi à Bruxelles. — Administrateur.

M. Cockaerts, Gaston, propriétaire, 37, avenue Victor Lefèvre à Schaerbeek. — Commissaire.

M. de Roubaix, Pierre, ingénieur A. I. Lg., 34, avenue Charlotte à Anvers. — Commissaire.

SITUATION DU CAPITAL AU 14 JUIN 1949

	Nombre d'actions	Sommes versées	Sommes restant à verser
1) « Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges » (Géomines), S. A., 5, rue du Trône, Bruxelles.	5.000	4.350.000	650.000
2) « Fédération d'Entreprises Industrielles », S. A., 91, rue de l'Enseignement, Bruxelles	1.000	870.000	130.000
3) « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), S. A., 42, avenue de l'Astronomie, Bruxelles	750	652.500	97.500
4) « Compagnie Commerciale Industrielle et Minière » (C. I. M.), société congolaise à responsabilité limitée, à Goma, (Congo Belge).	1.000	870.000	130.000

5) « Compagnie Belge d'Entreprises Minières » (Cobelmin), société congolaise à responsabilité limitée, à Kindu, (Congo Belge)	250	217.500	32.500
6) « Compagnie du Katanga », S. A., 13, rue Bréderode, Bruxelles	500	435.000	65.000
7) « Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga » (Sermikat), société congolaise à responsabilité limitée à Elisabethville	500	435.000	65.000
8) (Belgika) « Comptoir Colonial », S. A., 121, rue du Commerce, Bruxelles	1.000	870.000	130.000
9) « Société Financière Africaine », société congolaise à responsabilité limitée à Léopoldville	900	783.000	117.000
10) « Mutuelle Lambert », S. A., 2, rue d'Egmont, Bruxelles	1.000	870.000	130.000
11) « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » (Remina), société congolaise à responsabilité limitée, à Léopoldville	100	87.000	13.000
Totaux	12.000	10.440.000	1.560.000

Le 20 juin 1949.

Pour extrait certifié conforme.

(s.) H. BARZIN

Administrateur-Délégué.

SOCIETE GENERALE DE L'ETAIN « SOGETAIN »

Société par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Manono (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 83.525

NOMINATIONS STATUTAIRES

L'assemblée générale des actionnaires, tenue à Bruxelles, le 14 juin 1949, a renouvelé le mandat d'administrateur de M. A.-A. Gérard, et de commissaire de M. J. Relecom, pour un nouveau terme statutaire.

Pour extrait certifié sincère et conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) H. BARZIN.

Société Minière de Kamola « SOMIKA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Manono (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 5, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 112.106.

—
ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DU
14 JUIN 1949

Extrait du Procès-Verbal.

1) A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948.

2) A l'unanimité, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	232.972,45
Concessions	13.850.000,—
Immeuble, installations, matériel et outillage	5.810.180,57
	19.893.153,02

A déduire :

Amort. antérieurs	5.664.479,66	
Amort. de l'exercice	497.325,—	
	6.161.804,66	
		13.731.348,36

Disponible et réalisable :

Banque et caisse.	48.466,21	
Actionnaires	1.575.000,—	
Portefeuille	50.000,—	
Débiteurs	403.372,41	
Magasins	369.332,50	
		2.446.171,12

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires 140.000,—

Résultats d'exploitation :

Perte 852.118,52

Fr. 17.169.638,—

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 17.000 actions de fr. 1.000 chacune . . . fr. 17.000.000,—

Dettes de la Société envers les tiers :

Créditeurs 29.638,—

Compte d'ordre :

Déposants statutaires 140.000,—

Fr. 17.169.638,—

COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Perte sur exploitation fr. 324.961,92

Frais généraux d'administration. 31.140,—

Amortissements de l'exercice. 497.325,—

Fr. 853.426,92

CREDIT

Intérêts sur revenus fr. 1.308,40

Solde perte au 31 décembre 1948 852.118,52

Fr. 853.426,92

SITUATION DU CAPITAL AU 14 JUIN 1949

	Nombre d'actions	Sommes versées	Sommes restant à verser
1) « Société Générale de l'Etain » (Sogetaïn), société congolaise à responsabilité limitée, 5, rue du Trône à Bruxelles	13.850	13.850.000	—
2) « Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges » (Géomines), S. A., 5, rue du Trône à Bruxelles	1.312	656.000	656.000
3) « Fédération d'Entreprises Industrielles », S. A., 91, rue de l'Enseignement à Bruxelles	263	131.500	131.500
4) « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), S. A., 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles	197	98.500	98.500
5) « Compagnie Commerciale Industrielle et Minière » (C. I. M.), société congolaise à responsabilité limitée à Goma, (Congo Belge).	263	131.500	131.500
6) « Compagnie Belge d'Entreprises Minières » (Cobelmin), société congolaise à responsabilité limitée à Kindu, (Congo Belge).	65	32.500	32.500
7) « Compagnie du Katanga », S. A., 13, rue Bréderode à Bruxelles	131	65.500	65.500
8) « Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga » (Sermikat), société congolaise à responsabilité limitée à Elisabethville	131	65.500	65.500
9) (Belgika) « Comptoir Colonial », S. A., 121, rue du Commerce à Bruxelles	263	131.500	131.500
10) « Société Financière Africaine », société coloniale à responsabilité limitée à Léopoldville	236	118.000	118.000
11) « Mutuelle Lambert », S. A., 2, rue d'Egmont à Bruxelles	263	131.500	131.500
12) « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » (Remina), société congolaise à responsabilité limitée à Léopoldville	26	13.000	13.000
Totaux	17.000	15.425.000	1.575.000

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTIONS

M. Heenen, Gaston, vice-gouverneur général honoraire de la Colonie du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles. — Administrateur.

M. Barzin, Henry, ingénieur A. I. Ms., 9, drève du Prieuré, Auderghem. — Administrateur.

M. Lefranc, Maurice, ingénieur civil, 88, rue du Bosquet, Saint-Gilles. Administrateur.

M. Robert, Maurice, directeur honoraire au « Comité Spécial du Katanga », 210, avenue Molière, Ixelles. — Administrateur.

M. Becquevort, Georges, 186, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles. Commissaire.

M. de la Croix d'Ogimont, Pierre, 49, rue du Luxembourg, Bruxelles. Commissaire.

Le 20 juin 1949.

Pour extrait certifié sincère et conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) H. BARZIN.

Société Coloniale des Tabacs « COLOTABAC »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Musaka (Lomami-Katanga — Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 12, avenue du Vénézuëla.

Constituée par acte passé le 30 avril 1947 par devant Maître Albert Rauck, notaire de résidence à Bruxelles; publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 17 juillet 1947, sous le numéro 14.461.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution . fr.	92.931,—	
Amortissements . . .	9.293,—	
		83.638,—
Frais de 1 ^{er} établissement	993.267,80	
Amortissements . . .	99.326,80	
		893.941,—

Constructions et matériel	748.128,34	
Amortissements . . .	134.546,85	
	<u>613.581,49</u>	1.591.160,49
<i>Disponible :</i>		
Caisses et banques		247.227,67
<i>Réalisable :</i>		
Approvisionnements en stock et en cours de route	372.648,41	
Produits en stock	405.227,50	
Exploitations en cours	529.284,96	
Débiteurs divers	492.775,60	
	<u>1.799.936,47</u>	
Comptes transitoires		67.057,35
<i>Compte d'ordre :</i>		
Dépôts statutaires		pour mémoire
<i>Pertes et profits :</i>		
Perte de l'exercice		860.511,48
		<u>Fr. 4.565.893,46</u>

PASSIF

<i>Non exigible :</i>		
Capital	fr.	3.500.000,—
<i>Exigible :</i>		
Créditeurs		870.791,06
Comptes transitoires		195.102,40
<i>Compte d'ordre :</i>		
Déposants statutaires		pour mémoire
		<u>Fr. 4.565.893,46</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Perte d'exploitation	fr.	473.942,06
Frais généraux d'administration.		108.401,30
Frais de Mission en Afrique		145.137,—
Charges financières		4.594,40
Résultats et régularisations diverses		17.311,32
Amortissements non imputés		111.125,40
	Fr.	<u>860.511,48</u>

CREDIT

Solde déficitaire au 31 décembre 1948	fr.	<u>860.511,48</u>
---	-----	-------------------

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE

L'assemblée générale du 1^{er} juin 1949, à l'unanimité :

1^o) Approuve le bilan et le compte de pertes et profits, arrêtés au 31 décembre 1948.

2^o) Donne décharge de leur gestion aux membres du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : M. Modest Verellen, administrateur de sociétés, 47, Marché Saint-Jacques à Anvers.

Vice-Président : M. Emile Happe, administrateur de sociétés, 372, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateur-Délégué : M. Jules Happe, administrateur de sociétés, 12, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateurs :

M. Louis Orts, docteur en droit, 214, avenue Louise à Bruxelles.

M. Joseph Radart, administrateur de sociétés, 8, avenue des Sorbiers à Uccle.

M. Firmin Delvoye, administrateur de sociétés, 56, avenue Hamoir à Uccle.

M. Joe Mikolajczak, ingénieur, 928, chaussée de Waterloo à Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Désiré Tilmant, expert comptable, 19, rue Raoul Warocqué à Morlanwez.

M. Léon Soenen, sous-directeur de société, 128, rue des Confédérés à Bruxelles.

Bruxelles, le 14 juin 1949.

Pour copie et extrait conforme.

(s.) L. ORTS,

Administrateur.

(s.) Jules HAPPE,

Administrateur-Délégué.

Société de Colonisation Agricole au Mayumbe
(comprenant le domaine Ursélia)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Pandgi (Lubuzi) Mayumbe — Congo Belge.

Siège administratif : 42, rue Royale à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8547

Constituée à Bruxelles, le 9 janvier 1913; statuts publiés au « Moniteur Belge » du 15-16 octobre 1928; modifications aux statuts publiées au « Moniteur Belge » des 15-16 octobre 1928, 28 décembre 1928, 10 août 1934 et 6 mars 1936.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
20 JUIN 1949

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — *Immobilisé :*

Premier établissem., terrains, construct., plantations fr.	31.898.029,—	
Nouvelles immobilisations	5.735.273,—	
		37.633.302,—
Amortissements antér. .	22.898.029,—	
Amortissements 1948 .	2.249.814,—	
		25.147.843,—
		12.485.459,—

Usines, matériel, outillage	21.699.936,—		
Sorties 1948	72.000,—		
	<u>21.627.936,—</u>		
Nouvelles immobilisations	8.434.315,—		
	<u>30.062.251,—</u>		
Amortissements antér.	16.887.949,—		
Amortissements 1948	3.481.403,—		
	<u>20.369.352,—</u>		
			9.692.899,—
Réévaluation de l'actif	28.746.368,—		
Amortissements antér.	2.874.636,—		
Amortissements 1948	2.874.636,—		
	<u>5.749.272,—</u>		
			22.997.096,—
			<u>45.175.454,—</u>

II. — *Réalisable :*

Portefeuille titres	4.483.320,—		
Fonds d'Etat	4.930.000,—		
Produits en justification.	15.620.545,—		
Marchandises et approvisionnements.	26.048.753,—		
Cheptel	480.786,—		
Débiteurs divers	7.427.291,—		
	<u>58.990.695,—</u>		

III. — *Disponible :*

Banques, caisses et chèques-postaux	29.514.304,—
---	--------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	<u>Fr. 133.680.453,—</u>

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital 80.000 actions de fr. 200 . . . fr.	16.000.000,—
Réserve statutaire	1.600.000,—
Fonds de prévision	35.253.632,—
Fonds pour renouvellement du matériel	4.000.000,—

Fonds pour investissement dans Colonie .	9.500.000,—	
Plus-value de réévaluation	28.746.368,—	95.100.000,—
II. — <i>Fonds d'assurance et de prévisions diverses</i>	12.135.203,—	
III. — <i>Dettes de la Société envers des tiers :</i>		
Actionnaires	800,—	
Dividendes à payer	92.006,—	
Créditeurs divers	5.963.440,—	6.056.246,—
IV. — <i>Divers :</i>		
Comptes divers	3.706.786,—	
Fonds pour investissement en faveur des indigènes.	6.121.596,—	9.828.382,—
V. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants statutaires		pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
VI. — <i>Profits et pertes :</i>		
Solde reporté 1947	490.914,—	
Bénéfice de l'exercice	10.069.708,—	10.560.622,—
		Fr. 133.680.453,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais financiers	fr.	101.405,—
Frais généraux d'administration.		3.319.361,—
Dépenses en faveur de la M. O. I.		660.116,—
Amortissements :		
sur plantations		1.026.654,—
sur constructions		1.223.160,—
sur usines		766.988,—

sur matériel, installations	2.714.415,—	
sur actif réévalué	2.874.636,—	
		8.605.853,—
Provision fiscale.		10.000.000,—
Fonds pour investissement en faveur des indigènes		2.500.000,—
Solde		10.560.622,—
	Fr.	61.000.989,—

CREDIT

Solde reporté 1947	fr.	490.914,—
Revenus financiers		465.842,—
Exploitation		60.044.233,—
	Fr.	61.000.989,—

REPARTITION

6 % de dividende aux actions de fr. 12	fr.	960.000,—
10 % au Conseil d'administration		910.970,—
5 % au fonds spécial du personnel		455.485,—
Superdividende aux actions de fr. 63.		5.040.000,—
Réserve pour investissement dans la Colonie		2.000.000,—
Solde à reporter		1.194.167,—
	Fr.	10.560.622,—

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 20 JUIN 1949

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948 ainsi que la répartition des bénéfices sont mis aux voix. Ils sont approuvés à l'unanimité.

Décharge est donnée aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

REELECTIONS

L'assemblée à l'unanimité, les intéressés s'abstenant, réélit pour un terme de trois ans aux fonctions d'administrateurs MM. Pierre Le Bœuf, Francis Lambin, John Nieuwenhuys, le Duc d'Ursel et de commissaire M. Victor Stinglhamber.

Leur mandat expirera donc à l'assemblée générale ordinaire de 1952.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : M. Edgar Van Der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Vice-Président - Administrateur-Délégué : M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, Château de et à Houtain-le-Val.

Administrateur-Directeur : M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue Jean-Baptiste Meunier, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Alfred Buysse, administrateur de sociétés, 108, chaussée de Termonde, Gand.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. le Baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, Hermanmont Vielsalm.

M. Auguste S. Gérard, directeur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles.

M. Francis Lambin, ingénieur, 63, avenue des Chênes, Uccle.

M. Gilbert Mullie, docteur en médecine vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 234, avenue Louise, Bruxelles.

M. John Nieuwenhuys, administrateur de sociétés, 7, avenue de la Clairière, Bruxelles.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. le Comte Bernard d'Ursel, propriétaire, 27, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

M. le Duc d'Ursel, propriétaire, 28, Marché-au-Bois, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Stéphane Halot, diplomate, Ministre de Belgique auprès du Gouvernement d'Ankara, « La Fresnaie », Genval.

M. Jean Meily, expert comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Victor Stinghamer, avocat, 159, rue Franz Merjay, Bruxelles.

Bruxelles, le 22 juin 1949.

SOCIETE DE COLONISATION AGRICOLE AU MAYUMBE
(Comprenant le domaine Ursélia).

Un Administrateur,

(s.) C. de ROSEE.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) P. LE BŒUF.

« S Y M O R »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.451.

Constitué par acte du 23 avril 1931, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931 et aux annexes du « Moniteur Belge » sous le n° 16.413 des 21-22 décembre 1931; statuts modifiés suivant actes des 7 octobre 1931, 25 novembre 1935, 29 décembre 1938, 27 juin 1939 et 16 juin 1948, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 janvier 1932, 15 juillet 1936, 15 mai 1939, — (B. A. C. du 10 octobre 1939) — et 15 octobre 1948, et aux annexes du « Moniteur Belge » des 21 et 22 décembre 1931, 16 et 17 décembre 1935, 28 janvier 1939, 24 décembre 1939 et 8 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution	pour mémoire	
Concessions, prospections, travaux préparatoires et divers.	fr.	21.104.710,74
Constructions		1.520.734,46
Matériel et gros outillage		2.154.924,98
Mobilier		225.589,05
		25.005.959,23

Disponible et réalisable :

Caisses, dépôts à vue et à court terme	7.839.701,64	
Actionnaires	1.769.250,—	
Débiteurs divers	1.218.430,81	
Approvisionnements en stock et en cours de route	2.304.745,99	
Or en stock et en cours de route	180.484,83	
		13.312.613,27

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et comptes divers	130.067,50
--	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires (65 actions de fr. 500) . . pour mémoire

Résultats :

Solde déficitaire reporté exercice précédent 1.630.599,89

A déduire :

Bénéfice de l'exercice — 6.623,74
1.623.976,15

Fr. 40.072.616,15

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : représenté par 30.000 actions de
fr. 500 fr. 15.000.000,—

Réserve statutaire 127.336,53

Amortissements :

sur concessions, prospec-
tions, travaux prépara-
toires et divers . . . 21.074.710,74

sur constructions. . . 1.520.734,46

sur matériel et gros outil-
lage 1.407.958,96

sur mobilier 225.589,05
24.228.993,21

39.356.329,74

Dettes de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers 437.906,22

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers 278.380,19

Compte d'ordre :

Dépôts de cautionnements statutaires (65 actions de
fr. 500 pour mémoire

Fr. 40.072.616,15

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	1.630.599,89
Frais généraux		50.158,33
Prévision fiscale.		50.000,—
Amortissements :		
sur concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	1.474.462,19	
sur matériel et gros outillage	114.802,59	
sur mobilier	27.248,—	
		<u>1.616.512,78</u>
	Fr.	<u><u>3.347.271,—</u></u>

CREDIT

Remboursements sur droits de sortie et surtaxe douanière	fr.	963.928,—
Résultats divers et intérêts		759.366,85
Solde déficitaire :		
Solde déficitaire reporté de l'exercice précédent	1.630.599,89	
A déduire :		
Bénéfice de l'exercice.	— 6.623,74	
		<u>1.623.976,15</u>
	Fr.	<u><u>3.347.271,—</u></u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE DE L'EXERCICE
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 1949.

Le bénéfice de l'exercice 1948 de 6.623 fr. 74, permet de ramener le solde déficitaire antérieur de 1.630.599 fr. 89 à 1.623.976 fr. 15.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL N° 23 DE L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 1949

3^{me} Résolution. — A l'unanimité, l'assemblée décide de porter de 6 à 7 le nombre des administrateurs et désigne Monsieur Pierre Van Hoegaerden, secrétaire général du « Symaf » pour remplir le mandat ainsi créé. Celui-ci viendra à expiration après l'assemblée générale ordinaire de 1955.

4^{me} Résolution. — A l'unanimité, l'assemblée réélit Messieurs George Moulaert et Franz Timmermans dans leurs fonctions d'administrateurs. Les mandats des précités viendront à expiration après l'assemblée générale de 1955.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN
FONCTIONS AU 15 JUIN 1949

Conseil d'Administration.

M. Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire de la Colonie du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire à Uccle. — Président.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe à Auderghem.

M. Robert Schwennicke, ingénieur civil des mines, 64, avenue du Parc de Woluwe à Auderghem.

M. Pierre Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise à Bruxelles.

M. Franz Timmermans, ingénieur civil des mines, 182, rue Franz Merjay à Ixelles.

M. Pierre Van Hoegaerden, ingénieur civil des mines, 15, place Charles Graux à Ixelles.

M. Désiré Tilmant, expert comptable, 19, rue Raoul Warocqué à Morlanwelz.

Délégué du Ministère des Colonies.

M. Charles Kuck, directeur général au Ministère des Colonies, 66, rue Hôtel des Monnaies à Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Délégué du « Comité National du Kivu ».

M. Simon de Wasseige, 102, boulevard Saint-Michel à Etterbeek.

SITUATION DU CAPITAL AU 15 JUIN 1949

30.000 actions de 500 francs chacune.

Noms et adresses des actionnaires	Nombre de titres	Montant	Montant versé au 15 juin 1949	Montant restant à verser au 15 juin 1949
(Symaf) « Syndicat Minier Africain », 112, rue du Commerce, Bruxelles.	10.066	5.033.000,—	3.271.450,—	1.761.550,—
M. R. Anthoine, 34, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.	1	500,—	325,—	175,—
Succession de M. F. Carrière, 59, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.	5	2.500,—	1.625,—	875,—
Succession de M. G. de Bournonville, 30, avenue Jeanne, Ixelles.	10	5.000,—	3.250,—	1.750,—
Succession de M. D. De Schoonen, 76, rue St-Bernard, Saint-Gilles-Bruxelles.	1	500,—	325,—	175,—
Succession de M. J. Mathieu, 55, boulevard de la Cambre, Bruxelles.	10	5.000,—	3.250,—	1.750,—
M. G. Moulaert, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.	1	500,—	325,—	175,—
« Compagnie Financière Africaine », 112, rue du Commerce, Bruxelles.	5	2.500,—	1.625,—	875,—
Succession de M. A. Paulis, 101, avenue Brilat-Savarin, Ixelles.	10	5.000,—	3.250,—	1.750,—
M. P. Timmermans, 182, rue Franz Merjay, Bruxelles.	1	500,—	325,—	175,—
Titres entièrement libérés.	19.890	9.945.000,—	9.945.000,—	—
	30.000	15.000.000,—	13.230.750,—	1.769.250,—

Les Administrateurs :

(signé) : G. MOULAERT; R. ANTHOINE; H. DEPAGE; R. SCHWENNICKE; P. ORTS; F. TIMMERMANS.

Le Commissaire :

(signé) : D. TILMANT.

Certifié conforme.

« SYMOR »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Un Administrateur,
(s.) Raymond ANTHOINE.

Un Administrateur,
(s.) Henri DEPAGE.

Société d'Expansion Commerciale en Afrique
« SODEXCOM »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Anvers, 34, avenue Rubens.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 102.404.

Constituée à Bruxelles, par acte passé le 24 janvier 1947, devant Maître Paul Ectors, notaire; autorisée par arrêté royal du 24 février 1947. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 13 mars 1947 sous le n° 3618 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1947, page 460.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

1) Frais de constitution et de premier établissement fr.	1.985.717,33	
2) Terrains et immeubles en Afrique .	1.382.891,—	
3) Installations, matériel et mobilier en Afrique	256.120,90	
		3.624.729,23

II. — Disponible :

Caisses et banques en Europe et en Afrique	711.615,64
--	------------

III. — Réalisable :

1) Marchandises en Europe, en Afrique et en cours de route	5.355.828,77
--	--------------

2) Actionnaires	1.798.650,—	
3) Débiteurs divers en Europe et en Afrique	916.964,27	
4) Comptes de régularisation	16.028,56	
		8.087.471,60

IV. — *Compte d'ordre :*

Dépôts statutaires	pour mémoire	
		Fr. 12.423.816,47

PASSIF

I. — *Non exigible :*

1) Capital fr.	10.000.000,—	
représenté par 20.000 actions de capital de fr. 500 chacune.		
2) Amortissements	1.097.584,03	
		11.097.584,03

II. — *Exigible :*

1) Créiteurs divers en Europe et en Afrique sans garanties réelles . .	1.066.409,88	
2) Effets à payer	10.008,—	
3) Comptes de régularisation	249.814,56	
		1.326.232,44

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire	
		Fr. 12.423.816,47

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1948

DEBIT

Amortissements nécessaires sur installations, matériel et mobilier et frais de constitution	48.731,33	
Amortissements sur frais de premier établissement	932.613,19	
		Fr. 981.344,52

CREDIT

Bénéfices bruts divers	981.344,52	

Arrêté en séance du Conseil d'administration du 5 mai 1949 par Messieurs André Gilson, le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, Nicolas Decker et Jacques Relecom.

Approuvé par le Collège des Commissaires : Messieurs Corbeel, Arthur De Mulder, Charles Sampers et René Thuysbaert, en date du 13 mai 1949.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

I. — *Conseil d'Administration.*

Président :

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek.

Vice-Président :

M. le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire, 9, rue Adrien Willaert, Bruges.

Administrateur-Délégué :

M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, 25, Grande Chaussée, Berchem-Anvers.

Administrateur :

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

II. — *Collège des Commissaires.*

Président :

M. Charles Sampers, industriel, villa « Les Tilleuls », Edegem.

Commissaires :

M. Arthur De Mulder, professeur pensionné, 14, rue Arenberg, Anvers.

M. René Thuysbaert, sous-directeur de société, 15, rue Van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

M. Pierre Corbeel, chef de service, 9, rue Vandenboorgaerde, Molenbeek-Saint-Jean.

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 1949.

L'assemblée, à l'unanimité :

1^o) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration;

2^o) par vote spécial, donne décharge, pour l'exercice 1948, aux administrateurs et commissaires.

SITUATION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 1948

Le capital est de	fr.	10.000.000,—
Libéré de		8.201.350,—
Reste à verser	Fr.	<u>1.798.650,—</u>

Suivant détail ci-après :

1) Par la « Compagnie du Kivu », S. A., sur 9.860 actions de capital	fr.	887.400,—
2) Par le « Comptoir Colonial » (Belgika), sur 9.960 actions de capital		896.400,—
3) Par M. le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, sur 50 actions de capital		4.500,—
4) Par M. Nicolas Decker, sur 50 actions de capital		4.500,—
5) Par M. Léon Wielemans, sur 10 actions de capital		900,—
6) Par M. André Gilson, sur 10 actions de capital		900,—
7) Par M. Charles Sampeers, sur 20 actions de capital		1.800,—
8) Par M. Arthur De Mulder, sur 20 actions de capital		1.800,—
9) Par M. Pierre Corbeel, sur 5 actions de capital		450,—
	Fr.	<u>1.798.650,—</u>

Anvers, le 14 juin 1949.

Pour copie et extrait certifiés conformes.

SOCIETE D'EXPANSION COMMERCIALE EN AFRIQUE
« SODEXCOM »

Deux Administrateurs,

(s.) N. DECKER.

(s.) A. GILSON.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de drie en twintig Juni 1949. Deel 213, blad 77, vak 18, twee blad geen verzending.

Ontvangen : Veertig frank.

De Ontvanger (g.) : VERSTEGEN.

« ELISABETHA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

A Léopoldville.

SUPPRESSION DU SIEGE ADMINISTRATIF

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le vingt-quatre mai à quinze heures.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son étude, à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Elisabetha », ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 3, rue de Namur, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le vingt-six novembre mil neuf cent vingt-cinq, modifié par actes du notaire soussigné des vingt-neuf décembre mil neuf cent vingt-cinq et douze mars mil neuf cent vingt-six, le tout autorisé par arrêté royal du treize avril mil neuf cent vingt-six, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des trois/quatre mai mil neuf cent vingt-six, numéros 5212 à 5214, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze du même mois.

La séance est ouverte à quinze heures sous la présidence de Monsieur André Olivier, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame André Olivier, sans profession à Neuilly-sur-Seine.

Monsieur André Olivier prénommé et Madame de Boisgelin, ci-après qualifiée, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre de titres ci-après indiqué :

- 1) Madame Claudie-Lucie Février, sans profession, épouse de Monsieur Amaury de Boisgelin, veuve en premières noces de Monsieur Pierre Olivier, demeurant à Paris, 74, rue de la Faisanderie, agissant tant en nom personnel qu'en qualité de tutrice légale de ses enfants mineurs : a) Jean-Paul; b) Marie-Claire; c) Jacqueline et d) Brigitte Olivier, demeurant avec elle, ensemble propriétaires de trente-sept actions de capital 37
- 2) Monsieur André Olivier, négociant, demeurant à Paris, 84, rue d'Hauteville, propriétaire de trente-six actions 36
- 3) La société à responsabilité limitée « Congo-Amérique », ayant son siège à Paris, 84, rue d'Hauteville, propriétaire d'une action. 1

4) Monsieur Victor Le Lorier, professeur à la Faculté de Médecine, demeurant à Paris, 74, avenue Marceau, propriétaire de soixante-quinze actions 75

5) Madame Marthe Reynaud, sans profession, veuve de Monsieur Paul Olivier, demeurant à Paris, 8, avenue d'Eylau, propriétaire de soixante-quinze actions 75

6) Madame Charlotte Couriot, sans profession, veuve de Monsieur Albert Reynaud, demeurant à Courgent (Seine et Oise — France), propriétaire de soixante-quinze actions 75

7) Monsieur Achille-Marius Picard, chef comptable, demeurant à Paris, 14, rue des Petits Hôtels, propriétaire d'une action 1

Soit ensemble : trois cents actions de capital 300

Les actionnaires sub 3, 5 et 7 sont ici représentés par Monsieur André Olivier prénommé et ceux sub 4 et 6 sont ici représentés par Madame de Boisgelin, prénommée, en vertu de cinq procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées pour être enregistrées en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

Suppression du siège administratif de la Société.

II. — Que sur les trois cents actions de capital formant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté trois cents à la présente assemblée, soit l'intégralité.

Qu'en conséquence, aucune justification n'est nécessaire quant à la convocation à la présente assemblée, ni quant au dépôt des titres.

Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené la proposition figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE

L'assemblée décide de supprimer le siège administratif de la Société.

En conséquence, à l'article 2 des statuts sont supprimés les deuxième et quatrième alinéas; sont supprimés également les mots « et le siège administratif » et « ou de siège administratif » et « siège administratif » partout où ils se trouvent dans les statuts.

Cette résolution a été prise à l'unanimité des voix de tous les actionnaires présents ou représentés.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires, présents ou représentés, ont signé avec le notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-sept mai 1949. Volume 582, folio 72, case 2, deux rôles, un renvoi.

Reçu : Quarante francs.

(suit la signature du Receveur).

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par Nous, Charles Bareel, vice-président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 18 juin 1949.

(s.) Ch. BAREEL.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Bareel, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 21 juin 1949.

Le Directeur (s.) J. VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée au verso.

Bruxelles, le 22 juin 1949.

Le Directeur (s.) MARQUET.

« FRANCE-CONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

A Léopoldville.

SUPPRESSION DU SIEGE ADMINISTRATIF

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le vingt-quatre mai à quatorze heures trente minutes.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son étude, à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « France-Congo », ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 3, rue de Namur, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le vingt-six novembre mil neuf cent vingt-cinq, autorisé par arrêté royal du onze janvier mil neuf cent vingt-six, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du douze février suivant, sous le numéro 1463 et à l'annexe du « Bulletin Officiel » du treize janvier mil neuf cent vingt-six, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire Richir soussigné, le vingt-neuf mai mil neuf cent trente-six, autorisé par arrêté royal du onze septembre suivant, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente-six.

La séance est ouverte à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de Monsieur André Olivier, ci-après qualifié.

Monsieur le Président, désigne comme secrétaire Madame de Boisgelin, ci-après qualifiée.

Mesdames de Boisgelin et André Olivier, ci-après qualifiées, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre de titres ci-après indiqué :

1) Madame Claudie-Lucie Février, sans profession, épouse de de Monsieur Amaury de Boisgelin, veuve en premières noces de Monsieur Pierre Olivier, demeurant à Paris, 74, rue de la Faisanderie, agissant tant en nom personnel qu'en qualité de tutrice légale de ses enfants mineurs : a) Jean-Paul; b) Marie-Claire; c) Jacqueline et d) Brigitte Olivier, demeurant avec elle, ensemble propriétaires de six cent cinquante parts sociales 650

2) Monsieur André Olivier, négociant à Paris, 84, rue d'Hauteville, propriétaire de six cent quarante parts sociales 640

3) Madame Sibylle du Chauffant, sans profession, épouse séparée de biens de Monsieur André Olivier prénommé, demeurant à Neuilly-sur-Seine, 3, rue Berteaux Dumas, propriétaire de dix parts sociales 10

4) Monsieur Achille-Marius Picard, chef comptable, demeurant à Paris, 14, rue des Petits Hôtels, propriétaire d'une part sociale .	1
5) Monsieur Jean Fillieux, administrateur de sociétés, demeurant à Brazzaville, propriétaire de dix parts sociales .	10
6) La société par actions à responsabilité limitée « Congo-Amérique », ayant son siège à Paris, 84, rue d'Hauteville, propriétaire de onze cent quatre-vingt-huit parts sociales .	1.188
7) Monsieur Léon Esmenjaud, employé, demeurant à Paris, 3, rue Auguste Comte, propriétaire d'une part sociale .	1
Soit ensemble : deux mille cinq cent parts sociales .	<u>2.500</u>

Les actionnaires sub 4 et 5 sont ici représentés par Monsieur André Olivier prénommé; l'actionnaire sub 6 est ici représenté par Madame André Olivier, prénommée et l'actionnaire sub 7 est ici représenté par Madame de Boisgelin, en vertu de quatre procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées pour être enregistrées en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

Suppression du siège administratif de la société.

II. — Que sur les deux mille cinq cents parts sociales formant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté deux mille cinq cents à la présente assemblée, soit l'intégralité.

Qu'en conséquence, aucune justification n'est nécessaire quant à la convocation à la présente assemblée ni quant au dépôt des titres.

Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené la proposition figurant à l'ordre du jour.

Eussuite, après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE

L'assemblée décide de supprimer le siège administratif de la Société.

En conséquence, à l'article 2 des statuts sont supprimés les deuxième et quatrième alinéas, sont supprimés également les mots « et le siège administratif » et « ou de siège administratif » et « siège administratif » partout où ils se trouvent dans les statuts.

Cette résolution a été prise à l'unanimité des voix de tous les actionnaires présents ou représentés.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires présents ou représentés ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III le vingt-sept mai 1949.

Volume 582, folio 72, case 1, deux rôles, un renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par Nous, Charles Bareel, vice-président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 18 juin 1949.

(s.) Ch. BAREEL.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 21 juin 1949.

Le directeur (s.) VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 juin 1949.

Le Directeur (s.) MARQUET.

Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques
au Congo « CPHACO »

Société congolaise à responsabilité limitée

AUGMENTATION DE CAPITAL
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1)

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE NEUF, LE VINGT ET UN
AVRIL, A ONZE HEURES, A BRUXELLES, RUE DE BREDERODE,
n° 13.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie Générale des Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo, en abrégé « Cophaco », société coloniale belge par actions à responsabilité limitée, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, dont le siège est établi à Léopoldville (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le onze février mil neuf cent vingt-sept, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du six mars mil neuf cent vingt-sept, numéro 2.076, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du ministère du notaire Hubert Scheyven, à Bruxelles, soussigné, en date du vingt-cinq mai mil neuf cent trente huit, publié aux annexes au « Moniteur Belge » des six/sept/huit juin mil neuf cent trente huit, numéro 9.474.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La Pharmacie Centrale de Belgique, société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Téléphone, numéro 12, propriétaire de dix-huit mille parts sociales. 18.000

ici représentée par Monsieur Eugène Pelgrims, ci-après
nommé, suivant procurations.

2. — La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de cinq mille parts sociales. 5.000

ici représentée par Monsieur Gilbert Pérrier, ci-après
nommé, suivant procurations.

3. — La Compagnie du Katanga, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de mille parts sociales. 1.000

ici représentée par Monsieur Gilbert Pérrier, ci-après
nommé, suivant procurations.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 juillet 1949. — 1^{re} partie.

4. — La Compagnie du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Dima (Congo Belge), propriétaire de cent quinze parts sociales. 515
ici représentée par Monsieur Auguste Gérard, administrateur de sociétés coloniales, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 6, suivant procurations.
5. — La Belgo-Katanga, société anonyme, établie à Ixelles, Chaussée d'Ixelles, numéro 126, propriétaire de trois cents parts sociales. 300
ici représentée par Monsieur Gilbert Périer ci-après nommé, suivant procurations.
6. — Belgika — Comptoir Colonial, société anonyme établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 121, propriétaire de deux cent vingt parts sociales. 220
ici représentée par Monsieur Robert Kalcker, ci-après nommé, suivant procurations.
7. — La Société Belge Industrielle et Minière du Katanga (Simkat), société anonyme établie à Bruxelles, rue de Namur, numéro 48, propriétaire de trois cent dix parts sociales. 310
ici représentée par Monsieur Fernand Nisot, ci-après nommé, suivant procurations.
8. — La Société des Ciments du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de trois cent dix parts sociales. 310
ici représentée par Monsieur Fernand Nisot, ci-après nommé, suivant procurations.
9. — La Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de trois cent dix parts sociales. 310
ici représentée par Monsieur Fernand Nisot, ci-après nommé, suivant procurations.
10. — La Compagnie Financière Africaine, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge) propriétaire de quinze cent soixante quinze parts sociales. 1.575
ici représentée par Monsieur Gaston Heenen, Vice-Gouverneur du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 15, suivant procurations.
11. — La Société Commerciale et Minière du Congo, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5, propriétaire de quatre cent vingt parts sociales. 420
ici représentée par Monsieur Robert Kalcker, ci-après nommé, suivant procurations.

12. — La Société Financière Josse Allard, société anonyme établie à Bruxelles, rue Guimard, numéro 8, propriétaire de cent quarante sept parts sociales. 147
ici représentée par Monsieur Numa Droogmans, ci-après nommé, suivant procurations.
13. — Monsieur Eugène Pelgrims, administrateur-délégué de la Pharmacie Centrale de Belgique, demeurant à Saint-Gilles, Bruxelles, rue de Parme, numéro 69, propriétaire de six cent quarante-quatre parts sociales. 644
14. — Monsieur Robert Kalcker, administrateur directeur de la Pharmacie Centrale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Ten Bosch, numéro 7, propriétaire de treize cent soixante cinq parts sociales. 1.365
15. — Monsieur Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 397, propriétaire de cent parts sociales. 100
ici représentée par Monsieur Gilbert Périer, ci-après nommé, suivant procurations.
16. — Monsieur Edgar van der Straeten, administrateur-délégué de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, demeurant à Ixelles, Chaussée de Vleurgat, numéro 268, propriétaire de soixante parts sociales. 60
ici représenté par Monsieur Gilbert Périer, prénommé, suivant procurations.
17. — Monsieur Jean Olivier Périer, sans profession, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 6, propriétaire de douze parts sociales. 12
ici représenté par Monsieur Gilbert Périer, prénommé, suivant procurations.
18. — Monsieur Paul Mussche, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Américaine, numéro 164, propriétaire de quatorze parts sociales. 14
ici représenté par Monsieur Eugène Pelgrims, prénommé, suivant procuration.
19. — Le Baron Henri de Taux de Wardin, propriétaire, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, numéro 117, propriétaire de vingt parts sociales. 20
20. — Monsieur François Boudart, président de l'Union Chimique Belge, demeurant à Ixelles, avenue des Klauwaerts, numéro 32, propriétaire de quatre cent vingt parts sociales. 420
ici représenté par Monsieur Eugène Pelgrims, prénommé, suivant procuration.

21. — Monsieur Numa Droogmans, administrateur-directeur de la Pharmacie Centrale de Belgique, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, numéro 108, propriétaire de soixante parts sociales. 60

22. — Monsieur Fernand Nisot, administrateur-délégué des Ciments du Congo, demeurant à Ixelles, rue d'Edimbourg, numéro 15, propriétaire de soixante parts sociales. 60

23. — Monsieur Gilbert Périer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 573, propriétaire de soixante douze parts sociales. 72

24. — Mademoiselle Françoise Périer, sans profession, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 579, propriétaire de dix-huit parts sociales. 18

ici représentée par Monsieur Gilbert Périer, prénommé, suivant procuration.

25. — Mademoiselle Claire Périer, enfant mineure, sous la tutelle de sa Mère Madame Jeanne Graux, sans profession, veuve de Monsieur Gaston Périer, avec laquelle elle demeure à Bruxelles, avenue Louise, numéro 579, propriétaire de dix neuf parts sociales. 19

ici représentée par Monsieur Gilbert Périer, prénommé, suivant procuration.

Ensemble trente mille neuf cent soixante et onze parts sociales. 30.971

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article quarante cinq des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Eugène Pelgrims, Président du conseil d'administration, assisté de Messieurs Numa Droogmans, Auguste Gérard, Gaston Heenen, Robert Kalcker, Fernand Nisot et Gilbert Périer, tous prénommés, administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Charles Francotte, pharmacien, directeur de la société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue du Castel, numéro 43, ici intervenant, et l'assemblée choisit comme scrutateurs, Messieurs Gaston Heenen et Robert Kalcker, tous deux prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. — Constater que les francs qui forment le capital sont des francs congolais et modifier, en conséquence, l'article six des statuts.

2. — Augmentation du capital pour le porter de quinze millions cent mille francs congolais à trente trois millions de francs congolais par incorporation d'une somme de dix-sept millions neuf cent mille francs congolais prélevée sur les fonds de réserve et sans création de parts sociales nouvelles.

3. — Augmentation du capital à concurrence de onze millions de francs congolais, pour le porter de trente trois millions à quarante quatre millions de francs congolais par la création de onze mille parts sociales nouvelles, jouissance premier juillet mil neuf cent quarante neuf, émises au prix de mille francs congolais l'une.

Souscription des parts sociales nouvelles par les anciens actionnaires au prix de mille francs congolais l'une, plus vingt-cinq francs congolais, pour les frais dans la proportion irréductible d'un titre nouveau pour trois anciens.

Par application de l'article huit, avant dernier alinéa, des statuts, souscription par une ou plusieurs personnes des parts qui n'auraient pas été ainsi souscrites, à charge pour ces personnes de les offrir en vente, pendant un certain délai à fixer par le conseil d'administration, au même prix de mille vingt-cinq francs congolais et aux frais de la société, d'abord à titre irréductible dans la proportion d'un titre nouveau pour trois anciens aux actionnaires qui n'auraient pas déjà exercé leur droit, ensuite à titre réductible et à tous les anciens actionnaires pour les actions nouvelles non absorbées par l'exercice du droit de souscription irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

4. — Modifications aux statuts.

Article trois :

Prévoir que le siège social peut être transféré dans toutes autres localités du Congo Belge, par décision du conseil d'administration, sous réserve d'autorisation, par arrêté royal.

Article quatre, in fine et article huit, à la fin du premier alinéa :

Ajouter les mots : « Sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Article cinq — in fine : Ajouter les mots : « et dans le cas de prorogation sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Article six : Indiquer le montant du nouveau capital et sa représentation.

Article sept : Relater la formation du capital et sa représentation.

Article treize : Remplacer les vingt premiers mots par :

« Il est tenu un registre des parts nominatives au siège social et un » autre au siège administratif. Ces registres contiennent : »

Article quatorze :

Remplacer le premier alinéa par le texte suivant :

« La propriété des parts nominatives s'établit par une inscription, au » choix du propriétaire, dans le registre tenu au siège social ou dans celui » tenu au siège administratif ».

Compléter le troisième alinéa par les mots : « une des deux signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe. »

Article seize : Remplacer les seize premiers mots par :

« La cession des parts nominatives s'opère par une déclaration de trans- » fert inscrite dans le registre où figure l'inscription. »

Article trente et un : Remplacer le premier alinéa par le texte suivant :

« Tous actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations, sont signés soit par deux administrateurs, soit par l'administrateur-délégué et le secrétaire du conseil, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration ».

Article cinquante quatre : Remplacer le secundo par :

« La somme nécessaire pour distribuer aux parts sociales entièrement libérées, un premier dividende de soixante francs congolais et aux parts sociales partiellement libérées, le même dividende réduit proportionnellement à leur libération ».

5. — Emission d'un emprunt obligatoire de seize millions de francs congolais et délégation au conseil d'administration des pouvoirs nécessaires à cet effet, en conformité avec l'article vingt-et-un des statuts. »

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour, ont été faites, conformément à l'article quarante trois des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du quatre avril mil neuf cent quarante neuf.

Le « Moniteur Belge », numéro du quatre avril mil neuf cent quarante neuf.

« L'Informateur Economique et Financier », numéro du quatre/cinq avril mil neuf cent quarante neuf.

Le « Moniteur des Intérêts Matériels », numéro du quatre/cinq avril mil neuf cent quarante neuf.

Que les actionnaires en nom, ont été convoqués par lettres missives leur adressées sous pli recommandé à la poste ou par porteur le trente et un mars dernier.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, un exemplaire de la lettre de convocation, ainsi que les récépissés des lettres recommandées.

III. — Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles quarante et quarante et un des statuts.

IV. — Que sur les trente trois mille parts sociales de la société, la présente assemblée réunit trente mille neuf cent soixante et onze parts sociales, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président, au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée, après avoir constaté que le capital social est composé de francs congolais qui sont effectivement à la disposition de la société, décide de modifier, en conséquence, l'article six des statuts, ainsi qu'il suit :

« Le capital social, fixé à quinze millions cent mille francs congolais, » est représenté par trente trois mille parts sociales, sans désignation de » valeur, représentant chacune un/trente trois millième du capital social.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de dix sept millions neuf cent mille francs congolais, pour le porter de quinze millions cent mille francs congolais à trente trois millions de francs congolais, par l'incorporation d'une somme de dix-sept millions neuf cent mille francs congolais, prélevée sur les fonds de réserve et ce sans création de parts sociales nouvelles.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1°) d'augmenter à nouveau le capital social à concurrence de onze millions de francs congolais, pour le porter de trente-trois millions à quarante quatre millions de francs congolais par la création de onze mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux parts sociales actuelles.

2°) de procéder, séance tenante, à la souscription contre espèces de ces onze mille parts sociales nouvelles au prix de mille francs congolais l'une, majorée de vingt-cinq francs congolais pour les frais par les anciens actionnaires, dans la proportion irréductible d'une part nouvelle pour trois parts anciennes.

Par application de l'article huit, avant dernier alinéa des statuts, les parts qui n'auraient pas été ainsi souscrites, seront souscrites conjointement par une ou plusieurs personnes, à charge pour elles de les offrir en vente, dans un délai à fixer par le conseil d'administration, au même prix de mille vingt-cinq francs congolais par part sociale et aux frais de la société et ce, de la manière suivante : d'abord à titre irréductible dans la proportion d'une part sociale nouvelle pour trois anciennes, aux actionnaires qui n'auraient pas déjà exercé leur droit, ensuite, à titre réductible et à tous les anciens actionnaires pour les parts sociales nouvelles non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de ces augmentations de capital, s'élève à deux cent soixante quinze mille francs environ.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital, objet de la troisième résolution qui précède, amendant son ordre du jour, décide d'apporter aux statuts, les modifications suivantes :

A l'article quatre, in fine et à l'article huit, à la fin du premier alinéa, sont ajoutés les mots : « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

A l'article cinq in fine, sont ajoutés les mots : « et dans le cas de prorogation sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Le capital social, fixé à quarante quatre millions de francs congolais » est représenté par quarante-quatre mille parts sociales sans désignation » de valeur, représentant chacune un/quarante quatre millième du capital social. »

A l'article sept, le premier alinéa est remplacé par :

« Des quarante quatre mille parts sociales. »

Au même article sept, au sixième alinéa sont ajoutés les mots : « Elles ont été dans la suite entièrement libérées. »

Au même article sept, sont ajoutés deux nouveaux alinéas conçus comme suit :

« Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire » des actionnaires, dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, » le vingt-et-un avril mil neuf cent quarante neuf, le capital social a été » exprimé en francs congolais. »

« Aux termes du même procès-verbal, il a été créé onze mille parts » sociales, toutes souscrites en numéraire et entièrement libérées. »

A l'article treize, les vingt premiers mots sont remplacés par :

« Il est tenu un registre des parts nominatives au siège social et un » autre au siège administratif. Ces registres contiennent ».

A l'article quatorze, le premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« La propriété des parts nominatives s'établit par une inscription, au » choix du propriétaire, dans le registre tenu au siège social ou dans celui » tenu au siège administratif. »

Au même article quatorze, sont ajoutés in fine du troisième alinéa, les mots :

« Une des deux signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe. »

A l'article seize, les seize premiers mots sont remplacés par :

« La cession des parts nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite dans le registre où figure l'inscription. »

A l'article trente et un, le premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tous actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations, sont signés soit par deux administrateurs, soit par l'administrateur délégué et le secrétaire du conseil, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration. »

A l'article cinquante quatre, le secundo est remplacé par :

« 2°) La somme nécessaire pour distribuer aux parts sociales entièrement libérées, un premier dividende de soixante francs congolais et aux parts sociales partiellement libérées, le même dividende réduit proportionnellement à leur libération. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide l'émission d'un emprunt obligataire de seize millions de francs congolais et délègue au conseil d'administration, conformément à l'article vingt-et-un des statuts, tous pouvoirs nécessaires à cette fin.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les personnes ou sociétés ci-après, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède, et reconnu qu'elles ont connaissance des statuts de la Compagnie Générale des Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo, en abrégé « Copharco », société congolaise par actions à responsabilité limitée, ont déclaré souscrire les onze mille parts sociales nouvelles au prix et conditions prémentionnées, et ce, dans la proportion suivante, savoir :

La Pharmacie Centrale de Belgique, six mille parts sociales.	6.000
La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, seize cent soixante six parts sociales.	1.666
La Compagnie du Katanga, société anonyme, trois cent trente trois parts sociales.	333
La Compagnie du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée, cent soixante et onze parts sociales.	171
La Belgo-Katanga, société anonyme, cent parts sociales.	100
La Société Ciments du Katanga, société anonyme, la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga (Simkat), société anonyme, et la Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka », société congolaise à responsabilité limitée, ensemble trois cent dix parts sociales.	310

La Compagnie Financière Africaine, société congolaise à responsabilité limitée, cinq cent vingt cinq parts sociales.	525
Belgika « Comptoir Colonial », société anonyme, soixante treize parts sociales.	73
La Société Financière Josse Allard, société anonyme, quarante-neuf parts sociales.	49
Monsieur Eugène Pelgrims, deux cent quatorze parts sociales.	214
Monsieur Robert Kalcker, quatre cent cinquante cinq parts sociales.	455
Monsieur François Boudart, cent quarante parts sociales.	140
Monsieur Arthur Bemelmans, trente trois parts sociales.	33
Monsieur Edgar van der Straeten, vingt parts sociales.	20
Monsieur Paul Mussche, quatre parts sociales.	4
Ensemble dix mille quatre vingt treize parts sociales.	<u>10.093</u>

Les neuf cent sept parts sociales restantes, sont souscrites conjointement par :

La Pharmacie Centrale de Belgique, société anonyme.

ici représentée par Monsieur Eugène Pelgrims, prénommé, suivant procuration du vingt de ce mois.

et la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme.

ici représentée par Monsieur Gilbert Périer, suivant procuration du dix-neuf de ce mois.

Les deux procurations prémentionnées, sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Messieurs Eugène Pelgrims et Gilbert Périer, prénommés, es qualités, ont déclaré que leurs mandantes s'engagent conjointement à offrir ces neuf cent sept parts sociales en vente pendant un certain délai à fixer par le conseil d'administration de la société Cophaco, au même prix de mille vingt-cinq francs par part et aux frais de la Société Cophaco, d'abord à titre irréductible, dans la proportion d'une part sociale nouvelle pour trois anciennes aux actionnaires qui n'auraient pas déjà exercé leur droit, ensuite à titre réductible et à tous les anciens actionnaires pour les parts sociales nouvelles non absorbées par l'exercice du droit de souscription irréductible, le tout sans délivrance de fraction.

Messieurs Eugène Pelgrims, Numa Droogmans, Auguste Gérard, Gaston Heenen, Robert Kalcker, Fernand Nisot et Gilbert Périer, administrateurs, tous prénommés, nous ont déclaré et requis d'acter que sur chacune de ces onze mille parts sociales nouvelles, il a été fait, pour compte et au profit de la société, un versement de cent pour cent, plus vingt-cinq francs par titre et que la somme de onze millions deux cent soixante quinze mille francs, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les souscripteurs et les comparants le reconnaissent.

Monsieur le Président déclare et l'assemblée le reconnaît que par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à quarante quatre millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts, sont définitives.

La séance est levée à onze heures vingt cinq minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée et les souscripteurs ont signé avec nous, notaire.

(signé)

E. Pelgrims, Numa Droogmans, A. Gérard, G. Heenen, Robert Kalcker, Fernand Nisot, Gilbert Pérrier, Ch. Francotte, Baron H. de Treux de Wardin, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C. II, le vingt-sept avril 1949.

Volume 1354, folio 38, case 3, huit rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME

Hubert Scheyven.

N° 4520.

Reçu fr. : 4.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 4 mai 1949.

(s.) Illisible.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 6 mai 1949.

Le Directeur, (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 mai 1949.

Le Directeur, A. Marquet.

Droits perçus : 40 fr.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
le 8 juin 1949.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 8 Juni 1949.

(sg.) P. WIGNY.

Société Africaine de l'Union Chimique Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE NEUF, LE PREMIER JUIN.

Devant nous, Albert Raucq, substituant notre confrère Maître Hubert Scheyven, tous deux notaires résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. — L'Union Chimique Belge, société anonyme établie à Bruxelles, avenue Louise, numéro 61.

ici représentée par Messieurs François Boudart et Charles Emmanuel Janssen, ci-après nommés, respectivement Président et Vice-Président du conseil d'administration de la dite société.

2. — Monsieur François Boudart, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, avenue des Klauwaerts, numéro 32.

3. — Monsieur Charles Emmanuel Janssen, administrateur de sociétés, demeurant à la Hulpe, Claire Colline.

4. — Monsieur Roger Janssen, ingénieur des Constructions civiles, demeurant à La Hulpe, La Roncière.

5. — Monsieur Jacques de Saint Hubert, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Arnold Delvaux, numéro 40.

6. — Monsieur Clément-Joseph Guillissen, docteur en sciences chimiques, demeurant à Uccle, rue Gabrielle, numéro 107.

7. — Monsieur Albert-Edouard Janssen, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue de la Loi, numéro 85.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné, de dresser ainsi qu'il suit les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée.

TITRE PREMIER.

DENOMINATION. — SIEGE. — OBJET. — DUREE.

Article Premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant une individualité juridique distincte de celle de ses associés, qui sera régie par les lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge et par les présents statuts, sauf les modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement par décision des assemblées générales.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 juillet 1949. — 1^{re} partie.

Article deux. — La société est dénommée « Société Africaine de l'Union Chimique Belge ».

Cette dénomination pourra toutefois être modifiée par décision prise en assemblée générale extraordinaire sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article trois. — Le siège social est établi à Léopoldville, au Congo Belge, le siège administratif est établi dans l'agglomération bruxelloise.

Le siège social peut, par simple décision du conseil d'administration, être transféré dans une autre localité du Congo Belge.

Le siège administratif peut, par simple décision du conseil d'administration, être transféré dans une autre localité de la Belgique, de la Colonie, du Congo Belge ou de l'Etranger.

La société peut, en outre, par simple décision du conseil d'administration, créer des succursales, bureaux, agences et comptoirs en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge et à l'Etranger.

Tout changement du siège social ou du siège administratif est publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et du « Moniteur Belge ».

Article quatre. — La société a pour objet l'industrie et le commerce des produits chimiques, pharmaceutiques et similaires.

Elle peut poursuivre cet objet pour le compte de tiers, par l'entremise de tiers, conjointement ou en participation.

Accessoirement, la société peut se livrer à toute activité mobilière ou immobilière, agricole, industrielle, commerciale, financière ou scientifique de nature à faciliter la réalisation de l'objet social décrit ci-dessus.

A cet effet, elle ouvrira au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et au besoin en Belgique et à l'étranger, les exploitations, dépôts et bureaux nécessaires à la réalisation de son objet.

La société peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation, d'interventions financières ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe au sien ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet de la société pourra toujours être modifié, sans toutefois en altérer l'essence, par décision prise en assemblée générale délibérant dans les conditions prévues à l'article quarante huit et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article cinq. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater de sa constitution, ce premier juin mil neuf cent quarante neuf, sous réserve de l'autorisation de sa fondation par arrêté royal. Elle pourra être dissoute anticipativement, et prorogée successivement par décision prise en assemblée générale, délibérant dans les conditions prévues à l'article quarante huit et dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL. — APPORTS. — ACTIONS. — OBLIGATIONS.

Article six. — Le capital social est de cinquante cinq millions de francs congolais représenté par cinquante cinq mille actions de capital d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune.

De ces cinquante cinq mille actions, dix-neuf mille actions ont été attribuées, entièrement libérées en rémunération d'apports définis à l'article sept et trente six mille actions ont été souscrites et libérées de trente pour cent à la souscription.

Article sept. — La société anonyme Union Chimique Belge, par l'organe de ses représentants précités, déclare faire apport à la société présentement constituée, qui accepte, des actifs ci-après énumérés et définis tels qu'ils existent et se composent à ce jour, y compris toutes les opérations faites par elle au Congo Belge depuis le premier janvier mil neuf cent quarante neuf, de telle manière que ces opérations sont censées avoir été faites pour compte et au profit de la société présentement constituée.

Les apports comprennent notamment les biens ci-après, dépendant des exploitations que l'Union Chimique possède au Congo Belge.

A. — TERRAINS APPORTES EN PLEINE PROPRIETE.

I. — AU CONGO BELGE.

PROVINCE DU KIVU. — TERRITOIRE DE KABARE. — COMMUNE DE KALONGE.

1. — Une parcelle de terrain d'une superficie de soixante seize hectares quatorze ares quatre vingt douze centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 1A et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière Volume F. 9, folio 19, du vingt-trois avril mil neuf cent quarante et un, Bloc I.

2. — Une parcelle de terrain d'une superficie de soixante deux hectares cinquante sept ares douze centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 1 b, et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F 9, folio 20, du vingt-trois avril mil neuf cent quarante et un, Bloc II.

3. — Une parcelle de terrain d'une superficie de trente hectares soixante dix neuf ares dix neuf centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 1 C, et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière Volume F 9, folio 21, du vingt-trois avril mil neuf cent quarante et un, Bloc III.

Ensemble cent soixante neuf hectares cinquante et un ares vingt-trois centiares, résultant du mesurage officiel effectué le quinze décembre mil neuf cent trente neuf, par Monsieur Louis Edgard, géomètre-arpenteur colonial agréé par ordonnance en date du quatre juin mil neuf cent trente, divisée en trois parcelles conformément aux procès-verbaux d'arpentage, dressés sous la même date et dûment approuvés à la conservation des titres fonciers, le vingt-trois avril mil neuf cent quarante et un et au plan d'ensemble dressé à l'échelle de un à dix mille.

II. — CONGO BELGE.

PROVINCE DU KIVU. — TERRITOIRE DE KABARE. — COMMUNE DE M' BAVO.

1. — Une parcelle de terre d'une superficie de trente et un hectares trente trois ares quatre vingt un centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 1, et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 6, du trois avril mil neuf cent quarante. Bloc I.

2. — Une parcelle de terre d'une superficie de soixante hectares soixante neuf ares dix-huit centiares, inscrite au plan communal, sous le numéro 2 et faisant l'objet d'un certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 7, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc II.

3. — Une parcelle de terre d'une superficie de quarante cinq hectares, soixante et onze ares quatre vingt onze centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 3 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 8, du trois avril mil neuf cent quarante. Bloc III.

4. — Une parcelle de terre d'une superficie de quarante huit hectares quarante six ares dix-sept centiares inscrite au plan communal sous le numéro 4 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 9, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc IV.

5. — Une parcelle de terre d'une superficie de quatre vingt quatre hectares soixante sept ares six centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 5 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 10, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc V.

6. — Une parcelle de terre d'une superficie de cent quatre vingt deux hectares vingt neuf ares cinquante quatre centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 6 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 11, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc VI.

7. — Une parcelle de terre d'une superficie de cinquante huit hectares trente trois ares quarante cinq centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 7 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 12, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc VII.

8. — Une parcelle de terre d'une superficie de soixante treize ares quinze centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 8 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 13, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc VIII.

9. — Une parcelle de terre d'une superficie de treize hectares quarante cinq ares trente trois centiares inscrite au plan communal sous le numéro 9 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 14, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc IX.

10. — Une parcelle de terre d'une superficie de vingt-deux hectares dix ares soixante trois centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 10 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 15, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc X.

11. — Une parcelle de terre d'une superficie de cinquante-deux hectares cinquante-huit ares, quarante-huit centiares, inscrite au plan communale sous le numéro 11 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, volume F 8, folio 16, du trois avril mil neuf cent quarante, bloc XI.

12. — Une parcelle de terre d'une superficie de un hectare quarante cinq ares six centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 12 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. 8, folio 17, du trois avril mil neuf cent quarante, Bloc XII.

Ensemble six cent un hectares quatre vingt trois ares soixante dix sept centiares, résultant du mesurage officiel effectué le trois mai mil neuf cent trente sept, par Monsieur Louis Edgard, géomètre-arpenteur colonial, agréé par ordonnance du quatre juin mil neuf cent trente, divisée en douze parcelles conformément aux procès-verbaux d'arpentage dressés le vingt-huit juin mil neuf cent trente sept dûment approuvés à la conservation des titres fonciers, le vingt-sept septembre mil neuf cent trente sept et au plan d'ensemble dressé à l'échelle de un à cinq mille.

III. — CONGO BELGE.

PROVINCE DU KIVU. — TERRITOIRE DE KABARE. — COMMUNE DE RUNIGI.

Un terrain à usage résidentiel d'une superficie de cinq hectares cinquante sept ares onze centiares, inscrite au plan communal sous le numéro 1 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement d'une propriété foncière, Volume F. XV, folio 92, résultant du procès-verbal d'arpentage dressé le quinze janvier mil neuf cent quarante cinq, sous le numéro 455.

ORIGINE DE PROPRIETE ET CONDITIONS SPECIALES.

I. — KALONGE.

Les biens situés au Congo Belge — Province du Kivu — Territoire de Kabaré — Commune de Kalongé décrits ci-avant, sous le poste I numéros 1 à 3, ont été acquis par l'Union Chimique Belge, société anonyme du Comité National du Kivu, suivant contrat de vente, numéro V 3, en date du dix-neuf novembre mil neuf cent trente-sept, visé pour expédition conforme par le Conservateurs des Titres fonciers de Costermansville, le trente juillet mil neuf cent quarante-huit.

Les terrains cédés à la société apporteuse sont à usage agricole.

L'acquéreur ne peut, sans autorisation spéciale et écrite du Comité National du Kivu, changer la destination du terrain telle qu'elle est prévue ci-dessus.

L'inexécution des conditions générales du règlement sur la vente et la location des terres au Kivu, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales du contrat de vente, donneront au Comité National du Kivu, sans préjudice des dommages et intérêts qu'il pourrait réclamer, le droit de faire prononcer la résiliation du contrat de vente.

II. — M'BAYO.

Les biens situés au Congo Belge — Province du Kivu — Territoire de Kabaré — Commune de M' Bayo décrits ci-avant sous le poste II, numéros 1 à 12, ont été acquis par l'Union Chimique Belge, société anonyme du Gouvernement du Congo Belge, suivant contrat de vente, numéro V 80, en date du dix-neuf janvier mil neuf cent quarante, visé pour expédition conforme par le Conservateur des titres fonciers de Costermansville, le dix-neuf janvier mil neuf cent quarante.

Les terrains cédés à la société apporteuse sont à usage agricole.

L'acquéreur ne peut, sans autorisation spéciale et écrite du chef de la Province, changer la destination du terrain telle qu'elle est prévue ci-dessus. Au fur et à mesure des besoins, la Colonie accordera à la société dans les limites du bloc concédé, les terrains à usage industriel nécessaires à la transformation rationnelle des produits de la concession. Ces terrains ne pourront cependant totaliser au delà de cinq hectares.

Nonobstant son droit de faire prononcer la résiliation de vente, la Colonie pourra en cas d'inobservance de la présente clause, exiger de l'acquéreur le paiement à titre de pénalité d'une somme fixée dès ores à dix mille francs l'hectare, sans qu'elle ait à établir l'existence d'un dommage quelconque qui lui serait dû de ce chef.

III. — RUNIGI.

Le terrain situé au Congo Belge, Province du Kivu — Territoire de Kabaré — Commune de Runigi, décrit ci-avant, sous le poste III, a été acquis par l'Union Chimique Belge, société anonyme, de Monsieur Félix Dewonck, demeurant à Nimy-lez-Mons, 144, rue Grande, par contrat de vente en date du dix-huit septembre mil neuf cent quarante sept, reçu au Registre Journal sous les numéros d'ordre général 6608 et spécial D 502, pour le prix de cent mille francs congolais.

Le dit terrain avait fait l'objet du contrat de cession par le Comité National du Kivu, numéro 59 du vingt deux juin mil neuf cent quarante six, en faveur de Monsieur Dewonck moyennant le prix de trente trois mille francs congolais.

Il a été enregistré au Volume F. XIV, folio 12, par la conservation des titres fonciers de Costermansville, suivant certificat du vingt-quatre septembre mil neuf cent quarante-six et du procès-verbal d'arpentage dressé le quinze janvier mil neuf cent quarante cinq, sous le numéro 455.

Le terrain cédé avait donné lieu à une enquête de vacance en date du quatre juin mille neuf cent quarante trois. (Décret du trente et un mai mil neuf cent trente quatre) et d'un acte de cession des droits indigènes en date du vingt-sept septembre mil neuf cent quarante trois, enregistré à l'Office notarial de Costermansville, le vingt-deux octobre mil neuf cent quarante trois, Volume 11, sous le numéro 1334.

L'acquéreur se conformera aux dispositions du règlement du Comité National du Kivu sur la vente et la location des terres, s'engageant notamment :

1^{re}) A ne pas changer la destination du terrain sans l'autorisation préalable du Comité National du Kivu qui pourra la subordonner aux conditions de son règlement sur la vente et la location des terres.

L'inexécution de cette condition entraînera le paiement par l'acquéreur au profit du Comité National du Kivu, d'une somme de vingt mille francs par hectare repris au contrat, l'obligation étant maintenue de restituer le terrain à son affectation première.

2^{re}) A faire accepter par tout cessionnaire ultérieur, la même stipulation au profit du Comité National du Kivu.

B. — TERRAINS APPORTES EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT.

I. — CONGO BELGE.

PROVINCE DU KIVU — TERRITOIRE DE KABARE — COMMUNE DE KALONGE.

1. — Un terrain à usage agricole situé à Kamarende, d'une superficie de six hectares soixante six ares quatre centiares, avec droit au bail « Contrat de location numéro L 2358 du huit novembre mil neuf cent quarante sept entre le Comité National du Kivu et l'Union Chimique Belge, moyennant le paiement annuel d'une somme forfaitaire de deux cent cinquante francs, prenant cours le premier juillet mil neuf cent quarante sept, pour une durée de trois ans. Le contrat de vente sera conclu aux conditions générales du règlement du Comité National du Kivu sur la vente et la location des terres. Le prix de vente est fixé, dès à présent, à la somme de cinq mille francs payable à la signature de l'acte. »

2. — Un terrain à usage agricole situé à Tshigizi, d'une superficie de vingt-huit hectares cinquante sept ares, avec droit au bail, « Contrat de location, numéro L. 2356, du huit novembre mil neuf cent quarante sept, entre le Comité National du Kivu et l'Union Chimique Belge, moyennant le paiement annuel d'une somme forfaitaire de sept cent vingt-cinq francs, prenant cours le premier juillet mil neuf cent quarante sept, pour une durée de trois ans.

Le contrat de vente sera conclu aux conditions générales du règlement du Comité National du Kivu sur la vente et la location des terres. Le prix de vente est fixé, dès à présent, à la somme de quatorze mille cinq cents francs, payable à la signature de l'acte. »

3. — Un terrain à usage agricole situé à Karimbiri, d'une superficie de vingt-huit hectares dix-huit ares soixante dix-huit centiares, avec droit au bail « Contrat de location numéro L. 2357 du huit novembre mil neuf cent quarante sept, entre le Comité National du Kivu et l'Union Chimique Belge, moyennant le paiement annuel d'une somme forfaitaire de sept cent vingt-cinq francs, prenant cours le premier juillet mil neuf cent quarante sept, pour une durée de trois ans. Le contrat de vente sera conclu aux conditions générales du règlement du Comité National du Kivu, sur la vente et la location des terres. Le prix de vente est fixé, dès à présent, à la somme de quatorze mille cinq cents francs, payable à la signature de l'acte. »

Les contrats de location, repris ci-dessus sont établis sur la base des conditions générales et spéciales du Comité National du Kivu; ils prévoient tous trois la stipulation que, sur demande de l'Union Chimique Belge, les terrains concédés en faisant l'objet, seront transférés à la société Africaine de l'Union Chimique Belge dès la publication de ses statuts au « Bulletin Administratif du Congo ».

C. — IMMEUBLES BATIMENTS.

Tous les immeubles apportés appartiennent à l'Union Chimique Belge, société anonyme pour les avoir élevés à ses frais sur les terrains décrits ci-avant et dont l'origine de propriété en a été donnée à la suite du Titre A.

I. — KALONGE.

Les immeubles ci-après sont construits en matériaux réputés durables sur les terrains appartenant à l'Union Chimique Belge, apportés à la société et repris ci-avant au Titre A — Terrains — Poste I, sous le numéro 2 — Bloc II.

1. — Une maison à usage de logement d'agent des plantations avec ses dépendances habituelles d'une contenance totale de deux cent quatorze mètres carrés huit décimètres carrés.

2. — Un bâtiment à usage de bureau — magasin — chambre de passage et garage, d'une contenance totale de soixante dix neuf mètres carrés quatre vingt quatorze décimètres carrés.

3. — Un bâtiment à usage d'atelier de menuiserie et dispensaire, d'une contenance totale de cent soixante seize mètres carrés dix huit décimètres carrés.

4. — Un bâtiment à usage d'atelier de séchage « Sirocco » d'une contenance totale de cent quatre vingt-huit mètres carrés quatre vingt quinze décimètres carrés.

5. — Un bâtiment couvert à claire-voie à usage de préséchage d'une contenance totale de cent quatre vingt quatorze mètres carrés quarante huit décimètres carrés.

6. — Un bâtiment à usage de Magasins d'une contenance totale de cent soixante seize mètres carrés soixante décimètres carrés.

7. — Une aire de séchage d'une contenance totale de quatre cent trente huit mètres carrés quatre vingt-dix sept décimètres carrés.

8. — Une route privée, empierrée, reliant la route « Station Inéac Mulungu à la Plantation Régie de l'Etat à Malaka » au groupe d'habitation et bâtiments repris ci-dessus aux postes numéro 1 à 7 et dont le tracé se situe dans les blocs II et III.

Cette route se poursuit en dehors du Bloc III sur la propriété Inéac — Mulungu — Tshibinda, jusqu'à la route reliant Mulugu-Malaka avec obligation d'entretien par la société apporteuse.

II. — M'BAYO.

Les immeubles ci-après sont construits en matériaux réputés durables sur les terrains appartenant à l'Union Chimique Belge, apportés à la société et repris ci-avant Titre A — Terrains — au Poste II, sous le numéro 6, Bloc VI.

1. — Une maison de Direction, avec ses dépendances habituelles et garage, d'une contenance totale de trois cent soixante cinq mètres carrés soixante trois décimètres carrés.

2. — Une maison à usage de logement d'agent des plantations avec ses dépendances habituelles d'une contenance totale de deux cent vingt-trois mètres carrés dix décimètres carrés.

3. — Une maison à usage de logement d'agent des plantations avec ses dépendances habituelles d'une contenance totale de cent quarante huit mètres carrés soixante décimètres carrés.

4. — Un bâtiment à usage de bureau d'une contenance de cinquante quatre mètres carrés quatre vingt dix neuf décimètres carrés.

5. — Un bâtiment à usage d'infirmier d'une contenance de vingt-huit mètres carrés quatre vingts décimètres carrés.

6. — Un bâtiment à usage de Magasin Central d'une contenance de quatre vingt treize mètres carrés.

7. — Un bâtiment à usage de magasin à essence d'une contenance de vingt-sept mètres carrés cinquante deux décimètres carrés.

8. — Un bâtiment à usage de Magasin et de Cantine d'une contenance de quatre vingt huit mètres carrés cinquante six décimètres carrés.

9. — Un bâtiment à usage d'atelier de menuiserie, garage, camion, hangar, de préséchage d'une contenance de trois cent quarante sept mètres carrés.

10. — Un bâtiment à usage d'atelier de séchage « Sirocco » magasin de triage — magasin plantations et écorces et bureau, d'une contenance de cinq cent soixante douze mètres carrés quarante décimètres carrés.

11. — Une aire de préséchage d'une contenance totale de cinq cent soixante seize mètres carrés.

12. — Une maison double à usage de logement d'un clerc et d'un chauffeur avec magasin, d'une contenance de quatre vingt un mètres carrés dix décimètres carrés.

13. — Un pont construit en béton armé de cinq mètres quinze centimètres de longueur et trois mètres cinquante centimètres de largeur jeté sur la rivière « Nabeshiweze » sur la route reprise au numéro 14 ci-dessous à l'intersection des terrains repris sous les numéros de Bloc VI et XI.

14. — Une route privée, empierrée, reliant la route de l'Etat de Kavumu à Kabunga (route de Costermansville à Stanleyville) au groupe des habitations et bâtiments repris ci-dessus aux postes un à douze et dont le tracé se situe dans les Blocs VI et XI.

15. — Les camps pour indigènes établis sur ou à proximité des plantations.

III. — RUNIGI.

Une maison à usage de résidence avec garage, construite en matériaux réputés durables et dépendances, d'une contenance de deux cent vingt deux mètres carrés, érigée sur le terrain appartenant à l'Union Chimique Belge, apporté à la Société et repris ci-avant au Titre A — Terrains — Poste III.

D. — PLANTATIONS.

Deux plantations de quinquina situées respectivement à Kalongé et M'Bayo — Province du Kivu, telles qu'elles se présentent et se comportent au premier janvier mil neuf cent quarante neuf et comprenant notamment les parcelles plantées en quinquinas de tous âges, germoirs et pépinières, ainsi que toutes autres parcelles boisées, le tout sur les terrains apportés d'autre part repris aux Titres A/B, postes un à trois à Kalongé, postes un à douze, à M'Bayo, postes un à trois, location Kalongé, sans exception, cette énonciation n'étant pas limitative.

E. — MATERIEL ET MOBILIER.

L'ensemble du matériel d'exploitation, matériel et mobilier de bureau et des agents, matériel roulant et outillage tels qu'ils se présentent et se composent au premier janvier mil neuf cent quarante neuf, sans exception, cette énonciation n'étant pas limitative et se trouvant respectivement aux plantations de Kalongé et M'Bayo, ainsi qu'au siège de Léopoldville dans les habitations et appartements de ses agents à Kalongé — M'Bayo — Runigi — Costermansville et Léopoldville.

F. — MARCHANDISES ET MAGASINS.

Les matières de consommation — produits pour cultures — petit outillage — fournitures pour économat — écorces de quinquina — produits chimiques et pharmaceutiques en stock ou en cours de route, rien excepté tels qu'ils se présentent et se composent au premier janvier mil neuf cent quarante neuf, cette énonciation n'étant pas limitative et se trouvant respectivement aux plantations de Kalongé et M'Bayo, ainsi qu'aux sièges de Costermansville et de Léopoldville.

G. — DEBITEURS ET CLIENTS.

Toutes les sommes dues à l'Union Chimique Belge, au Congo Belge, au premier janvier mil neuf cent quarante neuf, notamment du chef de fournitures effectuées par elle, d'avances sur contrats d'achat ou pour toutes autres causes relatives aux opérations commerciales et financières effectuées au Congo Belge par ses sièges de Kalongé — M'Bayo — Costermansville et Léopoldville.

H. — PARTICIPATIONS.

Une participation dans le capital de la société coopérative Congo-Kina à Costermansville (Kivu — Congo Belge), représentée par trois cent cinquante sept parts de cinq mille francs chacune, de valeur nominale, soit un million sept cent quatre vingt cinq mille francs libérées au premier janvier mil neuf cent quarante neuf de cinquante pour cent, soit huit

cent quatre vingt douze mille cinq cents francs de telle manière que la société présentement constituée aura à libérer, après sa constitution, une somme de huit cent quatre vingt-douze mille cinq cents francs.

Une participation dans le capital de la société coopérative des Produits Agricoles de Costermansville, représentée par trois parts de cent vingt cinq francs chacune de valeur nominale entièrement libérées, soit trois cent soixante quinze francs.

Une participation dans le capital de la société coopérative des Produits Indigènes au Kivu « Socoopinki », représentée par cinquante parts de cent francs chacune, entièrement libérées, soit cinq mille francs.

J. — PASSIF.

Toutes les sommes dues par l'Union Chimique Belge au Congo Belge au premier janvier mil neuf cent quarante neuf, notamment du chef d'achats effectués par elle, d'engagements, de commandes passées par elle, des sommes restant à libérer sur les participations souscrites, ainsi que toutes autres sommes dues de quelque chef que ce soit, ce passif s'élevant à la somme de deux millions sept cent quarante mille deux cent vingt-huit francs.

DECLARATION.

Les comparants déclarent avoir connaissance complète des apports qui viennent d'être faits et ils dispensent expressément la société apporteuse d'en faire une désignation plus détaillée. Ils déclarent en outre que la société présentement constituée s'engage à respecter les obligations contractées par la société apporteuse, mentionnées dans les titres de propriété des apports et à s'y conformer scrupuleusement.

CHARGES DES APPORTS.

Les représentants de la société apporteuse déclarent que les apports sont faits à charge par la société présentement constituée de supporter et acquitter tout le passif de l'Union Chimique Belge au Congo Belge, s'élevant ainsi qu'il est dit ci-dessous, à deux millions sept cent quarante mille deux cent vingt-huit francs.

CONDITIONS DES APPORTS.

Les représentants de la société apporteuse déclarent que les apports sont faits aux conditions suivantes :

1°) La société présentement constituée a la propriété et la jouissance des terrains, immeubles et autres biens apportés par l'Union Chimique Belge à compter de ce jour, à charge par elle d'en payer et supporter tous impôts, taxes et contributions de toute nature, mis ou à mettre sur les dits biens à dater du premier janvier mil neuf cent quarante neuf.

2°) Elle respectera toutes conventions d'occupation qui pourraient exister au sujet de certains biens apportés.

3°) Les immeubles décrits dans les apports susdits sont apportés dans l'état où ils se trouvent avec toutes les servitudes actives et passives, continues ou discontinues, apparentes ou occultes, dont ils pourraient être

avantagés ou grevés, sauf à la société présentement constituée à se prévaloir des unes et à se défendre des autres à ses risques et périls et sans aucune garantie de la part de la société apporteuse, soit en raison de ces servitudes, soit du chef de mauvais état.

4°) Les contenances indiquées ne sont pas garanties, la différence en plus ou en moins pouvant exister excédant elle-même un vingtième devant faire profit ou perte pour la société présentement constituée, sans recours contre la société apporteuse.

5°) La société présentement constituée devra continuer pour le temps restant à courir, toutes conventions d'assurance contre l'incendie et tout autre risque pouvant exister relativement aux biens et exploitations apportés et en payer les primes à partir de ce jour et ce, dans les conditions où la société apporteuse aurait été tenue de les continuer.

6°) Les immeubles sont apportés quittes et libres de toute dette privilégiée et hypothécaire, cette déclaration étant confirmée par attestation de Monsieur le Conservateur des Titres Fonciers de Costermansville en date du vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante huit.

7°) La société présentement constituée est subrogée à partir de ce jour dans tous les droits et obligations de la société apporteuse résultant des apports ci-dessus constatés et du passif qui grève ces apports et, notamment, dans les droits et actions contre les débiteurs des créances cédées.

La société présentement constituée est expressément autorisée à faire signifier la cession des dites créances et à faire ces significations, tant à sa requête qu'à celle de la société apporteuse.

REMUNERATION DES APPORTS.

En rémunération des apports susdits, il est attribué à l'Union Chimique Belge, société anonyme, dix neuf mille actions de capital d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune, entièrement libérées.

Les trente six mille actions de capital d'une valeur nominale de mille francs congolais restantes ont été souscrites contre espèces, comme suit :

L'Union Chimique Belge, société anonyme, trente cinq mille huit cent quatre vingts actions.	35.880
Monsieur François Boudart, vingt actions.	20
Monsieur Charles Emmanuel Janssen, vingt actions.	20
Monsieur Roger Janssen, vingt actions.	20
Monsieur Jacques de Saint Hubert, vingt actions.	20
Monsieur Clément-Joseph Guillissen, vingt actions.	20
Monsieur Albert Edouard Janssen, vingt actions.	20
Ensemble trente six mille actions.	<u>36.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes et chacune des trente six mille actions de capital souscrites en espèces ont été libérées à concurrence de trente pour cent, en francs congolais et que le montant de ces versements, soit la somme de dix millions huit cent mille francs congolais se trouve, dès maintenant, à la libre et entière disposition de la société.

Article huit. — Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises à l'article quarante huit ci-après, pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Lorsque l'assemblée générale est appelée à se prononcer sur une réduction de capital social, les convocations indiquent la manière dont la réduction sera opérée. Si la réduction doit se faire par un remboursement aux actionnaires, ce remboursement ne peut être effectué que six mois après la publication de la décision dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Lors de toute augmentation de capital faite autrement que par voie de fusion ou d'apport en nature, le conseil d'administration détermine les conditions et le taux d'émission des actions nouvelles, ainsi que l'emploi de la prime d'émission, s'il y échet.

Les actions de capital nouvelles qui seraient à souscrire en numéraire seront, à moins de décision contraire de l'assemblée générale, offertes par préférence aux actionnaires au prorata des titres possédés par chacun d'eux au jour de l'émission.

Toutefois, chaque actionnaire ne peut user du droit de souscription qui lui serait accordé, qu'autant que les actions en vertu desquelles il profitera de ce droit soient libérées de tous les versements exigibles au jour de la nouvelle émission.

Les conditions, les formes et délais dans lesquels les bénéfices des dispositions qui précèdent peuvent être réclamés, seront réglés par le conseil d'administration qui décide également si le non usage total ou partiel, par certains actionnaires de ce droit de préférence, a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le conseil d'administration a, dans tous les cas, mais sous réserve toutefois du droit de préférence stipulé ci-dessus, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avise, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Aucune action nouvelle ne peut être émise au dessous du pair.

Article neuf. — En cas d'augmentation du capital par l'émission d'actions payables en numéraire, il devra être versé un minimum de vingt pour cent sur chaque action nouvelle au moment de la souscription.

Au cas où l'assemblée décrétant l'augmentation ne déciderait pas que les actions nouvelles doivent être entièrement libérées au moment de la souscription, les versements ultérieurs jusqu'à complète libération seront appelés par le conseil d'administration qui en fixera l'époque et le montant en une ou plusieurs fois par un avis donné par lettre recommandée à la poste au moins quinze jours à l'avance.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme et sans aucune mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt de huit pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard et les droits attachés au titre resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts. Le conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis donné par lettre recommandée, resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard et faire vendre ses titres en Bourse, le tout sans préjudice aux droits du conseil d'administration de lui réclamer le montant dû ou à devoir ainsi que tous dommages intérêts éventuels.

Article dix. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leur souscription. La Société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Article onze. — Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Article douze. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération; les actions complètement libérées sont au porteur; leurs propriétaires peuvent en tout temps demander leur conversion en titres nominatifs.

Article treize. — Il est tenu un registre des actions nominatives soit au siège social, soit au siège administratif désigné par le conseil d'administration; ce registre dont tout actionnaire peut prendre connaissance sans déplacement, contient :

- a) La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre des actions dont il est propriétaire;
- b) L'indication des versements effectués;
- c) Les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

Article quatorze. — La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre prévu à l'article treize précédent.

Des certificats non transmissibles constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

Ces certificats sont extraits de registres à souches, numérotés et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué spécial du conseil.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel des actions auxquelles il est relatif.

Article quinze. — Les actions au porteur portent des numéros d'ordre.

Ces titres mentionnent : la date de l'acte constitutif et celle des modifications qui y auraient été faites postérieurement, ainsi que la date des arrêtés royaux qui autorisent la société et les modifications apportées aux statuts, l'objet, le siège social, la durée de la société, le capital social, le

nombre des actions, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

Article seize. — La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transfert des créances. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre, un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier ministériel.

Aucune cession d'actions nominatives n'est autorisée que moyennant l'assentiment préalable du conseil d'administration.

La cession des actions au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Il n'est procédé à aucun transfert d'actions nominatives, à aucune conversion d'actions nominatives, en actions au porteur ou d'actions au porteur en actions nominatives, le jour où les actionnaires sont réunis en assemblée générale, ainsi que pendant les dix jours qui précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante huit des mêmes lois. Les cessions d'actions ne seront valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société, ou ultérieurement, la création de ces actions.

Article dix-sept. — Toutes les actions peuvent, par décision du conseil d'administration, être divisées en coupures; en ce cas, les droits afférents à chaque action ne seront reconnus qu'à une quantité de coupures réunies en nombre suffisant pour représenter une action. Toutefois, les dividendes et les répartitions peuvent, par décision du conseil d'administration, être attribués directement à chaque coupure pour la fraction qu'elle représente.

Article dix-huit. — Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions; au-delà de ce montant, tout appel de fonds est interdit.

La possession d'une actions ou coupure d'action comporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Article dix-neuf. — Les actions et leurs coupures sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

Tous les copropriétaires indivis ou tous les ayants droit, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société peut suspendre l'exercice des droits afférents à ces actions jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme étant à leur égard propriétaire du titre.

Article vingt. — Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants droit d'un possesseur d'actions ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, en demander le partage ou la liquidation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires, ni s'immiscer en aucune autre manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Article vingt-et-un. — La société pourra, par décision de l'assemblée générale statuant en matière ordinaire créer et émettre des bons et obligations hypothécaires ou autres pour une somme même supérieure à son capital.

Le type, le prix, le taux du revenu fixe, variable ou mixte, le mode et l'époque d'amortissement et de remboursement, ainsi que toutes autres conditions d'émission des obligations seront déterminés par le conseil d'administration.

Les obligataires pourront former entre eux des sociétés civiles dont les statuts seront soumis à l'approbation préalable du conseil d'administration.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION.

Article vingt-deux. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, nommés parmi ou en dehors des actionnaires par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

Le nombre des membres du conseil d'administration est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les trois quarts au moins des membres du conseil doivent être de nationalité belge.

Article vingt-trois. — Les administrateurs sont nommés pour cinq ans au plus.

Le conseil se renouvelle à l'assemblée annuelle, à raison d'un nombre d'administrateurs déterminé en alternant, s'il y a lieu, selon le nombre de membres en fonctions, de façon que le renouvellement soit aussi régulier que possible et complet dans chaque période de cinq ans.

Les administrateurs sont rééligibles.

Les membres sortants sont déterminés par le sort pour les premières années, et ensuite par ordre d'ancienneté.

En cas de vacance dans le conseil d'administration par décès, démission ou toute autre cause, les administrateurs restés en fonctions et les commissaires réunis en conseil général peuvent pourvoir provisoirement au remplacement. La plus prochaine assemblée générale procède à l'élection définitive.

L'administrateur ainsi nommé reste en fonctions pendant le temps à courir de l'exercice de son prédécesseur.

Article vingt-quatre. — Chaque année le conseil nomme parmi ses membres un président et un ou deux vice-présidents qui peuvent toujours être réélus. En cas d'absence du président et du ou des vice-présidents, le conseil choisit, pour chaque séance, un président parmi les administrateurs présents.

Le conseil désigne également son secrétaire qui peut être une personne étrangère à la société.

Article vingt-cinq. — Le conseil se réunit sur la convocation du président, d'un vice-président ou de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Sauf le cas d'urgence, les convocations seront envoyées au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Article vingt-six. — Le conseil ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à la réunion.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les administrateurs empêchés ou absents peuvent donner à un de leurs collègues délégation pour le représenter à une séance déterminée du conseil et y voter en leurs lieu et place; ils seront dès lors réputés présents.

Toutefois, aucun administrateur ne peut réunir plus de deux voix, l'une pour lui, l'autre pour son mandant.

La délégation peut même être donnée par télégramme, confirmé ensuite par lettre.

En cas d'urgence, les membres du conseil peuvent être consultés par voie de simple correspondance postale et télégraphique et exprimer leurs avis et formuler leur vote de la même manière.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du conseil ils sont tenus de l'en avertir et mention en sera faite au procès-verbal de la séance; ils s'abstiendront de prendre part aux délibérations et aux votes sur ce sujet. Les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du conseil. Mention de ces opérations sera faite à l'assemblée générale avant tout vote sur d'autres résolutions.

Le conseil peut admettre à ses séances, à titre purement consultatif, toute personne étrangère au conseil faisant ou non partie de la société, chaque fois qu'il le jugera utile; leur présence devra être mentionnée au procès-verbal.

Article vingt-sept. — Les décisions du conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial.

Les membres présents à chaque séance sont invités à le signer.

Les copies à produire en justice ou en toute autre circonstance seront signées par deux administrateurs.

Article vingt-huit. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société, accomplir toutes les opérations relatives à son objet et la représenter vis-à-vis des tiers, ainsi que des autorités et des diverses juridictions.

Il a notamment les pouvoirs suivants, qui sont énonciatifs et non limitatifs :

Il fait tous contrats, traités, marchés ou entreprises entrant dans l'objet social.

Il décide tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens meubles ou immeubles ou concessions quelconques, ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes, actions et valeurs de la société.

Il reçoit les sommes dues à la société, donne tous reçus et toutes décharges. Il contracte tous emprunts avec ou sans hypothèques ou nantissement sur les biens sociaux. Toutefois, les emprunts sous forme d'émission d'obligations doivent être autorisés par une assemblée générale des actionnaires.

Il autorise et suit toutes actions judiciaires devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant.

Il détermine l'emploi des fonds disponibles et des fonds de réserve.

Il autorise tout compromis, transactions, acquiescements, désistements; il renonce à tout droit réel, privilège et actions résolutoires, donne mainlevée d'inscriptions, de saisies ou d'oppositions, avant ou après paiement et consent à la voie parée, il dispense le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Il arrête les comptes annuels, délibère et statue sur toutes propositions à faire à l'assemblée générale des actionnaires.

Il fixe l'ordre du jour des assemblées générales et les convoque, s'il y a lieu.

Il nomme, suspend, révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, remises, salaires, gratifications ou participations proportionnelles, ainsi que toutes les autres conditions de leur entrée au service de la société ou de leur départ.

Le conseil peut choisir dans son sein un comité de direction composé de trois membres au moins et de six membres au plus, dont il nomme le président et le vice-président.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués, chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non, et déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Le conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements fixes et variables ou indemnités des personnes mentionnées aux deux alinéas précédents. Le conseil peut les révoquer en tout temps.

Article vingt-neuf. — Le conseil d'administration pourra également désigner spécialement soit un de ses administrateurs, soit un directeur, soit toute autre personne actionnaire ou non, pour représenter la société dans la Colonie, en Belgique ou en pays étrangers.

Ce ou ces délégués seront chargés, sous la direction et le contrôle du conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans le ou les pays où ils sont délégués.

Ils seront munis d'une procuration ou délégation constatant qu'ils sont les agents responsables de la société dans ces pays.

Article trente. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences, soit de son président, soit de deux administrateurs, soit de son directeur en Afrique, soit enfin d'un mandataire spécialement désigné à cette fin.

Dans les pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

Article trente et un. — Tous actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs ou par un administrateur-délégué et le secrétaire du conseil, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Les actes de la gestion journalière sont signés par un administrateur-délégué ou par un ou plusieurs agents mandatés à cette fin.

Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Afrique à un ou plusieurs agents agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par les présents statuts.

Article trente deux. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent dans la mesure de leur mandat, que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article trente trois. — L'assemblée générale peut, indépendamment des tantièmes dont question ci-après, allouer aux administrateurs une indemnité ou des jetons de présence à imputer au compte des frais généraux.

Le conseil d'administration peut allouer aux administrateurs, chargés de missions ou de fonctions spéciales, des rémunérations fixes et variables à prélever également sur les frais généraux.

TITRE QUATRE

SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ.

Article trente quatre. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, nommés pour un terme qui ne peut excéder cinq ans, par l'assemblée générale qui détermine leur nombre; ils sont toujours révocables par elle.

L'ordre de sortie des commissaires est déterminé comme pour les administrateurs.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement une assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants. Tout commissaire ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article trente cinq. — Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement des documents, livres, procès-verbaux, correspondances et généralement de toutes les écritures de la société. Le conseil d'administration leur remettra chaque semestre un état résumant la situation active et passive de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Le collège des commissaires peut se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société, aux frais de celle-ci.

L'expert doit être agréé par le conseil.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Ils ont toujours le droit de convoquer l'assemblée générale.

Article trente six. — Les émoluments des commissaires sont fixés par l'assemblée générale et sont imputables sur les frais généraux. Ils ont, en outre, droit à la part de bénéfices nets stipulés à l'article cinquante quatre ci-après.

Le conseil est autorisé également à accorder aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

TITRE CINQ.

CAUTIONNEMENT DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

Article trente sept. — En garantie de l'exécution du mandat des administrateurs et des commissaires il sera déposé par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte un cautionnement de vingt actions par chaque actionnaire ou par un tiers pour son compte un cautionnement de dix actions.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt et il en sera donné connaissance à la première assemblée générale.

A défaut d'avoir exécuté les conditions du cautionnement stipulé ci-dessus, dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite, si elle a lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements seront restituées après que l'assemblée aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées si la réparation d'aucune responsabilité personnelle n'est poursuivie et que par un vote spécial elle leur aura donné décharge de leur mandat.

TITRE SIX.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente huit. — L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des actionnaires.

Ses délibérations prises conformément aux statuts sont obligatoires pour tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement ou modifier les statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Article trente neuf. — Les assemblées générales se réunissent dans la Colonie ou en Belgique, aux lieu et local qui seront expressément désignés dans la convocation. En cas de force majeure, tel que l'état de guerre, l'assemblée pourra se réunir à l'étranger.

Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le premier jeudi de juin de chaque année, à onze heures et pour la première fois le premier jeudi de juin mil neuf cent cinquante; si ce jour est férié, la réunion est reportée à huitaine.

Cette assemblée annuelle se tiendra au siège de la société, en Belgique, à moins de décision contraire du conseil d'administration, qui devra, en

pareil cas, indiquer expressément le lieu et le local de la réunion dans les convocations, comme il est stipulé ci-dessus.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, autant de fois que l'intérêt social lui paraît l'exiger. Le conseil d'administration est tenu de convoquer également l'assemblée sur la demande écrite d'actionnaires justifiant de la possession du cinquième des actions.

Article quarante. — Les assemblées générales se composent des actionnaires titulaires d'actions, ainsi que des porteurs de coupures représentant un ou plusieurs titres.

Tout actionnaire pourra se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire ayant lui-même le droit de vote.

Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le conseil d'administration pourra déterminer la forme des procurations, dont il pourra exiger le dépôt au siège administratif, au moins cinq jours avant l'assemblée.

Une liste indiquant les noms des actionnaires régulièrement présents ou représentés et le nombre de leurs actions sera dressée par les soins du conseil d'administration et signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'avoir accès à l'assemblée.

Les droits afférents à chaque action ou coupures en nombre suffisant pour représenter une unité, ne pourront être exercés par plus d'une personne.

Les obligataires peuvent assister aux assemblées générales, mais avec voix consultative seulement.

Article quarante et un. — Les propriétaires d'actions au porteur ou de coupures représentant un ou plusieurs titres doivent pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, déposer leurs titres dans les caisses désignées ou agréées par le conseil d'administration, cinq jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion.

De même, les propriétaires d'actions nominatives doivent se faire inscrire au lieu fixé par la convocation cinq jours au moins avant celui fixé pour la réunion.

Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ce délai et d'accepter des dépôts et des inscriptions en dehors de cette limite.

Article quarante deux. — Tout propriétaire d'actions ou son mandataire constitué comme il est dit à l'article quarante, a le droit de vote à l'assemblée à raison d'une voix par action ou coupures représentant un titre.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des actions émises ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux actions représentées à l'assemblée, que ces titres lui appartiennent ou appartiennent à ses mandants.

Il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Article quarante trois. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles.

Des lettres missives sont adressées vingt jours au moins avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article quarante quatre. — L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration; il n'y est porté que des propositions émanant du conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au conseil vingt jours au moins avant la réunion, soit par des actionnaires représentant au moins un cinquième des actions, soit par les commissaires dans le cas ou suivant l'article trente cinq, ils requièrent convocation extraordinaire de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée extraordinaire, doivent en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège administratif de la société en Belgique, le dépôt des titres en nombre prévu ou tout au moins certificat de dépôt si le conseil l'admet.

Article quarante cinq. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président, ou encore par celui des administrateurs qui est désigné séance tenante par ses collègues présents.

Le président désigne un secrétaire et choisit parmi les actionnaires réunis deux scrutateurs qu'il propose à l'assemblée.

Les membres du conseil d'administration présents à l'assemblée complètent le bureau.

Article quarante six. — L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés, à la simple majorité des voix.

Le vote a lieu par main levée ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les nominations ou révocations, si l'un des intéressés ou un actionnaire l'exige. Il peut également, à la demande soit du bureau, soit d'un ou plusieurs actionnaires représentant tout au moins cinq cents actions, être appliqué à tout autre vote.

En cas de vote par scrutin, si aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Article quarante sept. — L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir s'il y a lieu, elle décide la constitution des réserves et leur distribution, s'il y a lieu.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à trois semaines. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse, dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs et les commissaires.

Elle autorise tous emprunts hypothécaires ou autres par la voie d'émission d'obligations.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, rectifications et décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas qui ne seraient pas prévus aux présents statuts.

L'assemblée générale annuelle peut être ordinaire et extraordinaire, si elle réunit les conditions nécessaires.

Article quarante huit. — Par dérogation à l'article quarante six, lorsqu'il s'agit de délibérer sur toutes modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la transformation, l'augmentation ou la réduction du capital, la dissolution anticipée de la société, la transformation de la société en une société d'une autre forme, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins des actions. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article quarante neuf. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, de délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président du conseil d'administration et l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Après dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

TITRE SEPT.

ASSEMBLEE GENERALE DES OBLIGATAIRES.

Article cinquante. — L'assemblée générale des obligataires représente tous les propriétaires d'obligations.

TITRE HUIT.

ETATS DE SITUATION. — INVENTAIRES. — COMPTES ANNUELS. — REPARTITION DES BENEFICES. — FONDS DE RESERVE.

Article cinquante et un. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Le premier exercice se clôturera le trente et un décembre mil neuf cent quarante neuf.

Article cinquante deux. Le conseil dresse chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la société. Cet état est mis à la disposition des commissaires.

Il dresse, en outre, à la fin de chaque année sociale un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et, en général, de toutes les dettes actives et passives de la société, ainsi que le résumé de tous les engagements et également les dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Le conseil évalue l'actif et le passif de la société.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le conseil forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies, comme il est dit ci-dessus, sont mis, avec le rapport du conseil d'administration, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article cinquante trois. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1°) du bilan et du compte de profits et pertes;

2°) de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;

3°) de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;

4°) du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes de même que le rapport des commissaires sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que les convocations.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

Article cinquante quatre. — L'excédent favorable du bilan déduction faite de toutes charges, frais généraux, ainsi que de tous les amortissements, dépréciations et moins values, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé :

1°) Cinq pour cent au moins affectés au fonds de réserve sociale. Lorsque celui-ci aura atteint le dixième du capital social, ce prélèvement cessera d'être obligatoire; il le redeviendra au cas où la réserve n'atteindrait plus le dixième du capital et jusqu'à ce que cette fraction soit atteinte;

2°) La somme nécessaire pour distribuer aux actions entièrement libérées, un premier dividende de six pour cent et aux actions partiellement libérées le même dividende calculé proportionnellement à leur libération et prorata temporis;

3°) Dix pour cent au conseil d'administration et au collège des commissaires qui se les répartiront suivant un règlement d'ordre intérieur et sans toutefois que chaque commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième d'un administrateur;

4°) Deux pour cent pourront être mis à la disposition du conseil d'administration, sur la proposition de ce dernier, pour être attribués aux membres du personnel tant d'Afrique que d'Europe qui auront par leur zèle et leur activité particulièrement bien servi les intérêts de la société. Le conseil d'administration pourra réserver tout ou partie de ce tantième à la dotation éventuelle d'une caisse de pension ou de secours en faveur du personnel.

Après ces prélèvements, le solde est réparti entre toutes les actions.

L'assemblée générale pourra toujours, sur la proposition du conseil d'administration, consacrer tout ou partie du bénéfice, après le prélèvement de cinq pour cent pour le fonds de réserve, soit à des amortissements supplémentaires, soit à la dotation de fonds de réserve, d'amortissement ou de prévision soit à un report à nouveau.

Article cinquante cinq. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Article cinquante six. — Le bilan et le compte de profits et pertes précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société, seront dans la quinzaine de leur approbation publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

A la suite du bilan seront publiés les noms, prénoms, professions et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale ainsi que l'état du capital social au jour de l'assemblée générale.

TITRE NEUF.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

Article cinquante sept. — La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale extraordinaire convoquée et siégeant suivant les conditions prévues à l'article quarante-huit.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A défaut de convocation par les administrateurs, le collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale extraordinaire suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article quarante huit.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

La décision de l'assemblée dans ce cas est rendue publique.

Article cinquante huit. — L'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou proportionnels.

La nomination du ou des liquidateurs met fin au mandat des administrateurs et commissaires.

Article cinquante neuf. — Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral et collectif.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société; elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs; elle approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

Article soixante. — Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais généraux de liquidation, l'actif net sera tout d'abord destiné au remboursement en espèces ou en titres du montant libéré des actions.

Si les actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir s'il y a lieu, l'équilibre, en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible sera attribué par part égale à toutes les actions.

Article soixante et un. — Dans tous les cas d'apport de l'actif social ou de transformation de la société, sous quelque forme que ce soit, par la création d'une nouvelle société, soit par fusion avec une autre, soit de toute autre façon, les droits et avantages attribués aux actionnaires seront répartis également entre tous les titulaires d'actions, au prorata du nombre de titres que chacun possède.

TITRE DIX.

ELECTION DE DOMICILE.

Article soixante deux. — Tout actionnaire que n'aurait pas de domicile au Congo Belge ou en Belgique est censé avoir élu domicile au siège administratif de la société, en Belgique, pour tout ce qui concerne l'exécution des statuts.

Tous les avis de convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, y seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés dans la Colonie ou à l'étranger sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société en Belgique, où toutes les assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à leur responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le conseil d'administration et, en cas de liquidation, le ou les liquidateurs sont autorisés, pour les litiges qui intéresseront les différents sièges de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article soixante trois. — Toutes contestations entre la société et ses associés comme tels seront portés devant les juridictions compétentes, soit au siège social, au Congo Belge, soit au siège de Bruxelles, au choix de la société.

Article soixante quatre. — Aucune contestation touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peut être dirigée contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs, si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

TITRE ONZE.

DISPOSITIONS GENERALES.

Tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts ou subsidiairement, par la législation de la Colonie, et à son défaut par la législation Belge, est réglé par l'assemblée générale.

Article soixante six. — Les actionnaires déclarent expressément s'en référer, pour tout ce qui concerne les présents statuts et leur interprétation, aux dispositions de la législation coloniale sur la matière.

Article soixante sept. — Les présents statuts seront dans les six mois déposés en copie au Greffe du Tribunal de Première Instance de Léopoldville, ils seront publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge ». Toutes les modifications ultérieures qui pourraient être faites aux statuts seront de même déposées et publiées.

Article soixante huit. — L'émission, l'exposition, l'offre et la vente publique des titres de la société ainsi que leur inscription à la cote officielle d'une Bourse de Commerce Belge, devront être précédées de la publication, par les soins du conseil d'administration, aux annexes du « Moniteur Belge », les présents statuts, ainsi que de tous actes dont la publication est obligatoire en Belgique.

TITRE DOUZE.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article soixante neuf. — Immédiatement après la constitution de la société, et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront pour fixer les émoluments des administrateurs et des commissaires et statuer sur tous les objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

TITRE TREIZE.

Article soixante dix. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal prévue à l'article huit du décret du vingt sept février mil huit cent quatre vingt-sept.

En vue de répondre au prescrit de l'arrêté royal du vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six et pour autant que de besoin il est déclaré que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte est d'environ neuf cent mille francs outre les droits de mutation qui seraient dûs au Congo.

NOMINATIONS.

Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à cinq.

SONT NOMMES ADMINISTRATEURS :

Monsieur François Boudart, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, avenue des Klauwaerts, numéro 32.

Monsieur Roger Janssen, ingénieur des constructions civiles, demeurant à La Hulpe, La Roncière.

Monsieur Jacques de Saint Hubert, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Arnold Delvaux, numéro 40.

Monsieur Clément Joseph Guillissen, docteur en Sciences Chimiques, demeurant à Uccle, rue Gabrielle, numéro 107.

Monsieur André Janssen, industriel, demeurant à La Hulpe, La Roncière.

Le nombre des commissaires est fixé à deux.

SONT NOMMES COMMISSAIRES :

Monsieur Francis Cattoir, docteur en droit, demeurant à Ixelles, rue Mignot Delstanche, numéro 39.

Monsieur Sylvain Wiliquet, directeur de société, demeurant à Ixelles, Chaussée de Waterloo, numéro 525.

MANDAT.

Et d'un même contexte, la société apporteuse représentée comme dit est, confère par le présent acte à la société présentement constituée ou à son mandataire au Congo Belge, tous pouvoirs à l'effet de désigner la ou les personnes qui pour elle et en son nom comparaitront devant le conservateur des titres fonciers et devant toutes les autorités de la Colonie pour y signer tous actes et déclarations relatifs aux immeubles apportés y compris les déclarations estimatives prévues par l'ordonnance du vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante deux ou toutes autres dispositions légales.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, tant de ce qui précède que du premier alinéa de l'article deux cent trois du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèques et de Greffe, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Signé) Fr. Boudart, Ch. E. Janssen, R. Janssen, J. de Saint Hubert, C. J. Guillissen, A. E. Janssens, Albert Raucq.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau, le huit juin 1949.

Volume 187, folio 1, case 8, vingt-trois rôles, dix-neuf renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Meunier.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Albert Raucq.

N° 5847.

Reçu : fr. 4,—.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Pierre Van Hal, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 9 juin 1949.

(Signé) Pierre Van Hal.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 juin 1949.

Le Directeur (signé) Verleizen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 juin 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 fr.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
le 10 juin 1949.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 10 Juni 1949.

(sg.) P. WIGNY.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 8^{me} TRANCHE 1949

4 JUIN 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	1640	2.500 fr.
1	131 231 59661 5971 6591	1.000 fr. 1.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr.
2	217822 274552 492	500.000 fr. 2.500.000 fr. 1.000 fr.
3	3 235643 8753 77283 7293	200 fr. 500.000 fr. 5.000 fr. 50.000 fr. 2.500 fr.
4	75204 08714 9534 0894	100.000 fr. 50.000 fr. 2.500 fr. 10.000 fr.
5	229005 4445 24365 5675 4295	1.000.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr.
6	27706 89916 3726 1436 61696	50.000 fr. 50.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 100.000 fr.
7	03407 2707 5707 97	250.000 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 500 fr.
8	40308 89158 21568	20.000 fr. 100.000 fr. 100.000 fr.
9	9659 12389 4789 21299	2.500 fr. 20.000 fr. 10.000 fr. 20.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux de postes : 4 septembre 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 4 octobre 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 8^e SCHIJF 1949

4 JUNI 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	1640	2.500 fr.
1	131	1.000 fr.
	231	1.000 fr.
	59661	20.000 fr.
	5971	2.500 fr.
	6591	5.000 fr.
2	217822	500.000 fr.
	274552	2.500.000 fr.
	492	1.000 fr.
3	3	200 fr.
	235643	500.000 fr.
	8753	5.000 fr.
	77283	50.000 fr.
	7293	2.500 fr.
4	75204	100.000 fr.
	08714	50.000 fr.
	9534	2.500 fr.
	0894	10.000 fr.
5	229005	1.000.000 fr.
	4445	5.000 fr.
	24365	20.000 fr.
	5675	2.500 fr.
	4295	5.000 fr.
6	27706	50.000 fr.
	89916	50.000 fr.
	3726	10.000 fr.
	1436	2.500 fr.
	61696	100.000 fr.
7	03407	250.000 fr.
	2707	5.000 fr.
	5707	2.500 fr.
	97	500 fr.
8	40308	20.000 fr.
	89158	100.000 fr.
	21568	100.000 fr.
9	9659	2.500 fr.
	12389	20.000 fr.
	4789	10.000 fr.
	21299	20.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 4 September 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 4 October 1949

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 9^{ème} TRANCHE 1949

21 JUIN 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	06800	50.000 fr.
	47120	50.000 fr.
	176420	2.500.000 fr.
	4520	5.000 fr.
	54430	20.000 fr.
	14280	100.000 fr.
	2980	10.000 fr.
1	811	1.000 fr.
	7151	2.500 fr.
2	2202	10.000 fr.
	2862	2.500 fr.
3	18133	100.000 fr.
	340153	500.000 fr.
	180773	1.000.000 fr.
	4383	5.000 fr.
	2883	2.500 fr.
	89193	50.000 fr.
4	6604	5.000 fr.
	5334	5.000 fr.
	391734	500.000 fr.
	28834	100.000 fr.
	3464	2.500 fr.
	74	500 fr.
5	6505	10.000 fr.
	88555	20.000 fr.
6	56706	50.000 fr.
	9846	2.500 fr.
7	8817	2.500 fr.
	1437	2.500 fr.
	24967	20.000 fr.
	77677	250.000 fr.
	94597	20.000 fr.
8	8	200 fr.
	908	1.000 fr.
	668	1.000 fr.
	17678	100.000 fr.
	1778	5.000 fr.
9	84759	20.000 fr.
	8969	2.500 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux de postes : 21 septembre 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 21 octobre 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 9^e SCHIJF 1949

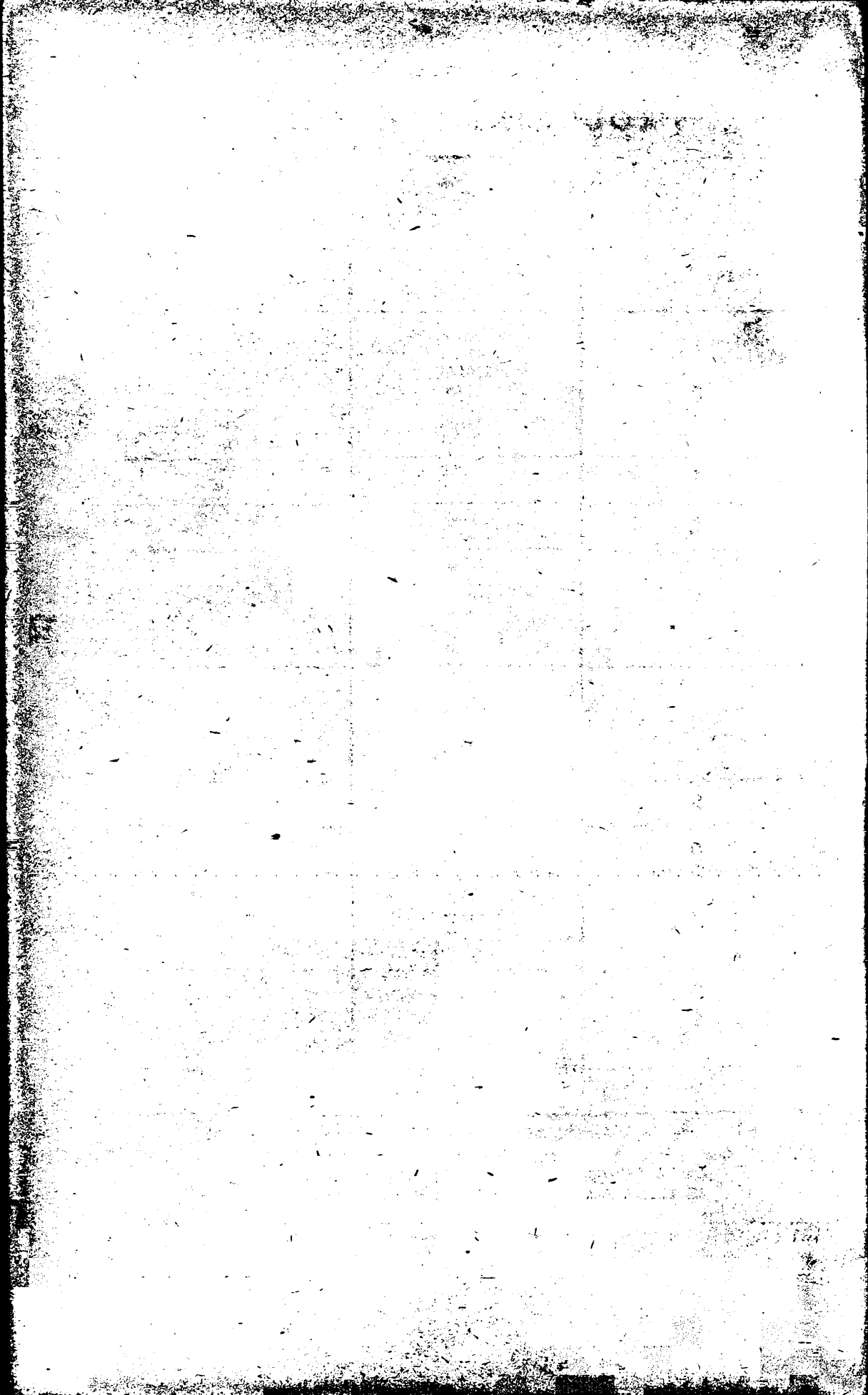
21 JUNI 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	06800	50.000 fr.
	47120	50.000 fr.
	176420	2.500.000 fr.
	4520	5.000 fr.
	54430	20.000 fr.
	14280	100.000 fr.
	2980	10.000 fr.
1	811	1.000 fr.
	7151	2.500 fr.
2	2202	10.000 fr.
	2862	2.500 fr.
3	18133	100.000 fr.
	340153	500.000 fr.
	180773	1.000.000 fr.
	4383	5.000 fr.
	2883	2.500 fr.
	89193	50.000 fr.
4	6604	5.000 fr.
	5334	5.000 fr.
	391734	500.000 fr.
	28834	100.000 fr.
	3464	2.500 fr.
	74	500 fr.
5	6505	10.000 fr.
	88555	20.000 fr.
6	56706	50.000 fr.
	9846	2.500 fr.
7	8817	2.500 fr.
	1437	2.500 fr.
	24967	20.000 fr.
	77677	250.000 fr.
	94597	20.000 fr.
8	8	200 fr.
	908	1.000 fr.
	668	1.000 fr.
	17678	100.000 fr.
	1778	5.000 fr.
9	84759	20.000 fr.
	8969	2.500 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 21 September 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 21 October 1949.



ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 AOUT 1949

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

SOMMAIRE

	Page		Page
Air-Congo	1375	Compagnie Minière du Congo Belge « Mincobel »	1216
Banque du Congo Belge « B. C. B. »	1350	Compagnie Minière du Congo Occi- dental « Cominoc »	1326
Brasserie de Stanleyville	1497	Eternit du Congo « Eterco »	1407
Brasseries du Katanga « Brassekat »	1351	Exploitation Forestière au Kasai « Exforka »	1237
Ciments du Katanga « Cimenkat »	1454	Exploitations Agricoles et Indus- trielles de la Biaro	1441
Citas	1419	Fédération d'Entreprises Industriel- les	1416
Compagnie Congolaise des Cafés « Cafco »	1410	Filatures et Tissages Africains « Filtisaf »	1227
Compagnie Cotonnière Congolaise « Cotonco »	1388	Huilleries et Plantations du Kwango	1210
Compagnie de la Ruzizi	1308	Imprimeries et Papeteries Belgo-Con- golaises « Imbelco »	1340
Compagnie de l'Hevea	1478	Les Mines d'Etain de Kindu « Kiné- tain »	1319
Compagnie des Placages et Contre- placages du Congo	1191	Les Mines d'Or de Kindu « Kinor »	1323
Compagnie des Produits et des Fri- gorifères du Congo « Profrigo »	1398	Multiplex du Mayumbe « Multi- mayumbe »	1413
Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga « B.C.K. »	1270	Plantations de Sinda	1403
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga « C. F. K. »	1466	Plantations Tabacongo	1439
Compagnie du Congo Belge	1206	Société Anonyme Belge pour le Com- merce du Haut-Congo « S.A.B. »	1429
Compagnie du Katanga	1394	Société Anonyme des Pétroles au Congo « Petrocongo »	1222
Compagnie du Lomami et du Lua- laba	1434		
Compagnie Forestière de l'Equateur	1300		
Compagnie Jules Van Lancker	1260		

	Pages
Société Auxiliaire Agricole du Kivu « S. A. A. K. »	1382
Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina »	1496
Société Belge Industrielle et Minière du Katanga « Simkat »	1445
Société Congolaise de Gestion Immo- bilière « Cogimo »	1258
Société Cotonnière du Bomokandi « Socobom »	1416
Société de Colonisation Belge au Ka- tanga « Cobelkat »	1289
Société d'Elevage au Kasai « El- kasai »	1476
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge	1292
Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka »	1450
Société de Recherche Minière du Sud- Katanga « Sud-Kat »	1302
Société de Recherches et d'Exploita- tions Aurifères au Katanga « Sorekat »	1234
Société des Chemins de Fer Léopold- ville-Katanga-Dilolo « Leokadi »	1344
Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga	1330-1490
Société des Mines d'Or de Kilo-Moto	1355
Société d'Exploitation et de Recher- ches Minières au Katanga « Ser- mikat »	1471
Société du Haut-Uele et du Nil « Shun »	1274
Société Forestière et Agricole Colo- niale « Froragrico »	1417

	Pages
Société Forestière et Agricole du Maniema « Frorama »	1361
Société Générale Africaine d'Electri- cité « Sogelec »	1254
Société Générale de Cultures	1219
Société Générale des Forces Hydro- Electriques du Katanga « Soge- for »	1249
Société Générale Industrielle et Chi- mique du Katanga « Sogechim »	1335
Société Immobilière au Kivu « Si- mak »	1424
Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge « Sica »	1297
Société Industrielle d'Exploitations Forestière au Congo « Siefac »	1240
Société Internationale Forestière et Minière du Congo « Forminière »	1367
Société Minière Cololacs	1213
Société Minière de la Luama « Syluma »	1280
Société Minière de l'Aruwimi-Ituri	1364
Société Minière de la Tele	1371
Société Minière de Surongo	1230
Société Minière du Bécéka	1313-1349
Société Minière du Kasai	1245
Société Textile de Stanleyville	1181
Symétain	1265
Tabacongo	1317
Union Minière du Haut-Katanga « U. M. H. K. »	1284
Union Nationale des Transports Flu- viaux « Unatra »	1458

Société Textile de Stanleyville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

CONSTITUTION (1).

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-NEUF, LE DIX MAI.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. — La « Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie » (Brufina), société anonyme, établie à Bruxelles, rue de la Régence, numéro 2.

ici représentée, en vertu de l'article vingt de ses statuts, par deux de ses directeurs, Messieurs Auguste-Georges Closon et Marcel Deguent, ci-après nommés.

2. — « Filatures et Tissages Africains » (Filtisaf), société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Albertville (Congo Belge).

ici représentée par Messieurs Anatole De Bauw et Gaston Braun, ci-après nommés, respectivement Président du Conseil d'administration et Administrateur-Délégué de la dite Société.

3. — Monsieur Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 107.

4. — Monsieur Gaston Braun, administrateur de sociétés, demeurant à Melle, Le Vieux Château.

5. — Monsieur Auguste-Georges Closon, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Prince d'Orange, numéro 16.

6. — Monsieur Marcel Deguent, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue des Ormeaux, numéro 6.

7. — Monsieur Yves Corbiau, secrétaire de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 108.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils ont déclaré avoir arrêtés comme suit :

Titre Premier.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE

Article premier. — Il est constitué par les présentes, sous le régime des lois en vigueur au Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée portant la dénomination de « Société Textile de Stanleyville ».

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 août 1949 — 1^{re} partie.

Article deux. — Le siège social est à Stanleyville (Congo Belge). Il pourra être transféré en tout autre endroit du Congo Belge par simple décision du Conseil d'administration. Le siège administratif est à Gand; il pourra être transféré en tout autre endroit en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger, par décision du Conseil d'administration.

Le transfert du siège social ou administratif sera publié sous forme d'avis au « Bulletin Officiel du Congo Belge ». Le Conseil d'administration pourra également créer en tous pays des sièges d'opérations, succursales, bureaux ou agences.

Article trois. — La Société a pour objet l'étude des conditions d'établissement, la réalisation et l'exploitation dans la Province Orientale de la Colonie d'une usine textile qui assurera le traitement sous toutes ses formes du coton et de toutes matières textiles, ainsi que le commerce de celles-ci.

A cet effet, la Société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles, financières, commerciales ou civiles, propres à assurer directement ou indirectement la poursuite de son objet social.

Elle peut s'intéresser sous quelque forme et de quelque manière que ce soit dans toute société ou entreprise se rattachant à son activité ou pouvant développer, protéger ou favoriser son objet social.

Article quatre. — La Société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater du dix mai mil neuf cent quarante-neuf.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions de l'article vingt-sept ci-dessous et, dans le cas de prorogation sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

Titre Deux.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS

Article cinq. — Le capital social est fixé à un million de francs congolais et est représenté par mille actions de capital de mille francs chacune.

Il peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

En cas d'augmentation de capital, les actions nouvelles à souscrire contre espèces sont offertes par préférence aux anciens actionnaires proportionnellement à leur intérêt social, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Article six. — Les mille actions de capital sont souscrites en espèces comme suit :

1. — La « Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie », société anonyme, trois cent quatre vingt-dix-huit actions	398
2. — « Filatures et Tissages Africains », (Filtisaf), société congolaise à responsabilité limitée, cinq cent quatre vingt-dix-sept actions	597
3. — Monsieur Anatole De Bauw, une action	1
4. — Monsieur Gaston Braun, une action	1
5. — Monsieur Auguste Georges Closon, une action	1
5. — Monsieur Marcel Deguent, une action	1
7. — Monsieur Yves Corbiau, une action	1
Ensemble mille actions de capital	<u>1.000</u>

Les comparants déclarent que sur chacune des mille actions il a été fait un versement de mille francs, soit au total un million de francs, qui se trouvent dès à présent à la disposition de la Société.

Article sept. — Les cessions d'actions ne sont valables qu'après autorisation de la fondation de la Société par arrêté royal et ultérieurement en cas de création de nouvelles actions, après autorisation par arrêté royal de leur création.

Les mille actions représentatives du capital, de même que celles qui seraient créées ultérieurement à la suite d'une augmentation du capital sont et resteront nominatives jusqu'à l'expiration des cinq premiers exercices sociaux.

A partir de l'expiration du cinquième exercice social toutes actions, quelle que soit la date de leur création, pourront à condition d'être entièrement libérées être transformées en titres au porteur à la demande de leurs titulaires.

Les titres ou parts bénéficiaires, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Peuvent cependant être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article huit. — Il est tenu au siège social ou au siège administratif, un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance: ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion en titres au porteur.

La cession d'actions nominatives ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une décision spéciale pour chaque cession, du Conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui. Le Conseil n'a pas à justifier son refus éventuel.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit ci-dessus; des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transfert des créances établies par l'article trois cent cinquante-trois du Code civil congolais. Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Article neuf. — La cession des titres au porteur s'opère par la simple tradition du titre.

Les titres au porteur sont extraits d'un registre à souches, numérotés et signés conformément aux lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article dix. — La propriété d'une action comporte adhésion aux présents statuts. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne pourront, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la Société ni en demander le partage ou la licitation; ils seront tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article onze. — La Société est autorisée à contracter tous emprunts et notamment par émission d'obligations ou de bons garantis ou non. Le montant, le taux de l'intérêt et les conditions de remboursement en sont fixés par le Conseil d'administration.

Les emprunts hypothécaires ne peuvent être décidés que par l'assemblée générale.

Titre Trois.

ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE

Article douze. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de quatre membres au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et révocables en tout temps.

Les mandats des premiers administrateurs prendront fin après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-quatre, à cette assemblée le Conseil d'administration sera soumis à réélection; ensuite, un administrateur au moins sortira tous les ans, suivant un ordre de sortie déterminé par un tirage au sort.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion. Tout administrateur élu en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, achève le terme de celui qu'il remplace.

Article treize. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président et, éventuellement, un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci à une séance du Conseil, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Le Président sera toujours de nationalité belge.

Article quatorze. — Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque administrateur peut conférer à un de ses collègues le droit de le représenter et de voter pour lui à une séance déterminée du Conseil d'administration; aucun administrateur ne peut exercer plus de deux de ces mandats. Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité des voix, celle du Président de la réunion est prépondérante.

Article quinze. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre tenu au siège administratif ou en tout autre endroit choisi par le Conseil d'administration. Les procès-verbaux sont signés par la majorité aux moins des membres ayant pris part aux délibérations; les copies ou extraits à délivrer, en toutes circonstances, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article seize. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société; tout ce qui n'est pas réservé expressément à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou les statuts est de sa compétence.

Il peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un Comité de Direction; il peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs et confier l'ensemble ou telle partie des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans son sein au hors de celui-ci, associés ou non; il peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, associés ou non. Le Conseil d'administration fixe les pouvoirs et les rémunérations attachés aux fonctions, missions et mandats prévus ci-dessus.

Les actions en justice, tant en demandant, qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société, poursuites et diligences du Président du Conseil d'administration ou de deux administrateurs.

Les actes qui engagent la Société, tous pouvoirs et procurations, sont signés valablement, soit par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation spéciale donnée par le Conseil d'administration.

La correspondance courante et les actes de gestion journalière pourront porter soit la signature d'une des personnes désignées au paragraphe précédent, conjointement à celle d'un agent de la Société, autorisé à cette fin, par le Conseil, soit la signature collective de deux agents, munis de la même autorisation.

Article dix-sept. — L'assemblée générale peut attribuer aux administrateurs des émoluments fixes, imputables sur les frais généraux.

Article dix-huit. — Chaque administrateur ou un tiers pour son compte, doit affecter par privilège cinquante actions de capital de la Société à la garantie de sa gestion; ces actions sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions: elles lui seront restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan du dernier exercice pendant lequel ses fonctions ont pris fin, et que décharge de sa gestion lui aura été donnée.

Article dix-neuf. — Les opérations de la Société sont surveillées par deux commissaires au moins, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et révocables en tout temps. Les mandats des premiers commissaires expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre à cette assemblée, le Collège des commissaires sera soumis à réélection; ensuite, un commissaire au moins sortira tous les ans suivant un ordre de sortie déterminé par un tirage au sort.

Article vingt. — Chaque commissaire ou un tiers pour son compte, doit affecter par privilège vingt actions de capital de la Société en garantie de l'exécution de son mandat; ces actions seront déposées et restituées aux titulaires, conformément à l'article dix-huit.

L'assemblée générale peut allouer aux commissaires des émoluments fixes imputables aux frais généraux.

Article vingt et un. — Les commissaires ont conjointement ou individuellement en vertu d'une délégation de leurs collègues, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la Société; ils peuvent prendre connaissance sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

Titre Quatre.

ASSEMBLEES GENERALES

Article vingt-deux. — L'assemblée générale, régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société. Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la Société et sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation royale.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents, incapables ou dissidents.

Article vingt-trois. — Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou dans tout autre endroit que le Conseil détermine.

Il est tenu chaque année, le deuxième mardi du mois de juin, à onze heures, une assemblée générale ordinaire qui entend les rapports des administrateurs et des commissaires, discute et, s'il y a lieu approuve le bilan, nomme les administrateurs et commissaires et, en général, délibère sur tous les objets à l'ordre du jour. Elle se prononce après l'adoption du bilan, par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

La première assemblée générale annuelle se tiendra le deuxième mardi du mois de juin mil neuf cent cinquante et un.

Des assemblées générales extraordinaires pourront être convoquées par le Conseil d'administration ou par les commissaires; elle devront l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Article vingt-quatre. — Les convocations pour toute assemblée générale mentionnent le lieu de la réunion, contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées trente jours avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » dans le « Moniteur Belge » et dans un journal de Bruxelles. Des lettres missives sont adressées quinze jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Article vingt-cinq. — Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, nul actionnaire ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres, ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur, doivent, cinq jours avant la réunion, déposer leurs titres aux caisses que le Conseil d'administration aura désignées. Ils sont admis à l'assemblée sur la production d'un certificat constatant que le dépôt en a été fait.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours au moins avant la réunion, avoir fait parvenir au siège administratif l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote.

Article vingt-six. — Nul ne peut se faire représenter aux assemblées générales que par un mandataire membre de l'assemblée. Toutefois, les personnes civiles telles que les sociétés commerciales peuvent se faire représenter par un mandataire non actionnaire; les femmes mariées peuvent se faire représenter par leur mari, même si celui-ci n'est pas actionnaire. Les mineurs et les interdits peuvent être représentés par leur tuteur.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre d'actions, représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société, sur l'augmentation ou la réduction du capital social, sur la fusion avec d'autres sociétés, ainsi que sur toutes autres modifications aux statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion, représentent la moitié au moins du capital. Si cette condition n'est pas réunie, une nouvelle convocation avec le même ordre du jour est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement, quelque que soit la portion du capital représentée.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois/quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article vingt-huit. — L'assemblée est présidée par le Président du Conseil d'administration à désigner par ses collègues.

Le Président désigne le secrétaire, qui peut ne pas être actionnaire, ainsi que deux scrutateurs choisis parmi les actionnaires présents ou leurs mandataires.

Toute question est décidée par mains levées à moins qu'immédiatement après ce vote, un scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires, porteurs ensemble d'au moins cent actions.

Article vingt-neuf. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits sont signés par le Président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Titre Cinq.

BILAN — BENEFICES — REPARTITION

Article trente. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. A la fin de chaque année sociale, et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent cinquante, l'administration dresse un inventaire avec une annexe contenant en résumé les engagements de la Société, forme le bilan et le compte de profits et pertes et les remet aux commissaires avec un rapport, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire. Les commissaires doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article trente et un. — Le bilan et le compte de profits et pertes sont publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article trente-deux. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice il est prélevé, sous réserve de ce qui est prévu au dernier alinéa du présent article :

1. — Cinq pour cent au moins, pour fermer un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2. — La somme nécessaire pour attribuer aux actions un premier dividende de six pour cent du montant dont elles sont libérées par versement appelé ou par apport, *pro rata temporis*.

Du surplus éventuel, dix pour cent sont alloués aux administrateurs et commissaires qui en feront la répartition entre eux comme ils le jugeront convenable.

Le solde est réparti également entre toutes les actions pour autant qu'elles soient libérées à concurrence des montants régulièrement appelés.

Toutefois, sur la proposition du Conseil d'administration, l'assemblée générale peut, à la simple majorité des voix, affecter tout ou partie du bénéfice à un fonds de réserve ou de prévision ou à des amortissements extraordinaires ou à un report à nouveau.

Titre Six.

LIQUIDATION

Article trente-trois. — A l'expiration du terme de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs et pour déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Les pouvoirs de l'assemblée générale continueront pendant toute la durée de la liquidation.

La Société est réputée exister pour sa liquidation.

L'actif net sert d'abord à rembourser le montant du capital libéré des actions; le solde est réparti indistinctement et par parts égales entre toutes les actions.

Titre Sept.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article trente-quatre. — Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à quatre.

Sont nommés administrateurs :

Monsieur Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 107.

Monsieur Gaston Braun, administrateur de sociétés, demeurant à Melle, Le Vieux Château.

Monsieur Auguste-Georges Closon, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Prince d'Orange, numéro 16.

Monsieur Marcel Deguent, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue des Ormeaux, numéro 6.

Article trente-cinq. — Immédiatement après la constitution de la Société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article trente-six. — La présente Société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article trente-sept. — Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élève à vingt-sept mille francs environ.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Closon, M. Deguent, A. De Bauw, G. Braun, Y. Corbiau, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le seize mai 1949.

Volume 1353, folio 67, case 4, sept rôles, neuf renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur (signé) ABRAS.

Pour expédition conforme,

(s.) Hubert SCHEYVEN

Numéro 5506.

Reçu : 4 francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 24 mai 1949.

(signé) Ed. MALBECQ.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 mai 1949.

Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 mai 1949.

Le Directeur (signé) A. MARQUET.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 18 juin 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 18 Juni 1949.

(s. /g.) P. WIGNY

Compagnie des Placages et Contreplacages du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

CONSTITUTION (1).

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-NEUF, LE SEIZE MAI.

Devant nous, Guy Mourlon Beernaert, substituant notre confrère Maître Hubert Scheyven. tous deux notaires résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. — La « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » (Agrifor), société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Boma et son siège administratif à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5.

ici représentée par Messieurs le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele et Francis Peche, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, numéro 19, respectivement Président du Conseil d'administration et Administrateur-Directeur de la dite Société.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 août 1949 — 1^{re} partie.

2. — « United States Plywood Corporation », société américaine, régie par les lois de l'Etat de New-York, ayant son siège administratif à New-York, 55, West 44 th Street (Etats-Unis d'Amérique).

ici représentée par Monsieur Martin Thèves, ci-après nommé, suivant procuration du sept avril dernier.

3. — Monsieur Lawrence Ottinger, administrateur de sociétés, demeurant à Scarsdale, New-York, Cushman Road, numéro 55. (Etats-Unis d'Amérique).

ici représenté par Monsieur Martin Thèves, ci-après nommé, suivant procuration du sept avril dernier.

4. — Monsieur Clifford Setter, administrateur de sociétés, demeurant à Mount Kisco, New-York (Etats-Unis d'Amérique).

ici représenté par Monsieur Martin Thèves, ci-après nommé, suivant procuration du sept avril dernier.

5. — Monsieur Sol Antoville, administrateur de sociétés, demeurant à Mamaroneck, New-York, Claslin, avenue, numéro 554. (Etats-Unis d'Amérique).

ici représenté par Monsieur Martin Thèves, ci-après nommé, suivant procuration du sept avril dernier.

6. — Monsieur Martin Thèves, ingénieur civil, demeurant Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Forêt de Soignes, numéro 12.

7. — Messieurs Nagelmackers Fils & C^o, société en commandite simple, établie à Bruxelles, Place de Louvain, numéro 12.

ici représentés par Monsieur le Baron Jean de Steenhault de Waerbèek, prénommé, associé gérant commandité de la dite Société.

8. — La « Société Financière Josse Allard », société anonyme, établie à Bruxelles, rue Guimard, numéro 8.

ici représentée par Monsieur Raymond Scheyven, directeur de banque, demeurant à Bruxelles, rue Froissard, numéro 141, suivant procuration du treize de ce mois.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seings privés et les traductions en langue française des procurations américaines sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

Titre Premier.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Compagnie des Placages et Contreplacages du Congo ».

Cette Société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deux. — Le siège social est établi à Boma (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision de l'assemblée générale des actionnaires publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

L'assemblée générale peut établir le siège administratif au Congo Belge, en Belgique ou ailleurs.

Il est décidé que le siège administratif est établi présentement à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5.

Tout changement du siège administratif est publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Des succursales, usines, comptoirs et agences peuvent être établis par décision du Conseil d'administration, partout où il le juge utile.

Article trois. — La Société a pour objet : le déroulage, le sciage, le tranchage, le placage, ainsi que toutes opérations se rattachant au traitement et à l'industrie du bois et de ses dérivés au Congo Belge ou à l'étranger.

Elle peut, dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

La Société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet principal peut, en tout temps être étendu, restreint ou modifié, sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre. — La Société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater du seize mai mil neuf cent quarante-neuf.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente-quatre ci-après, et dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La Société peut prendre des engagements pour une terme dépassant sa durée.

Titre Deux.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS

Article cinq. — Le capital social est fixé à douze millions de francs congolais et est représenté par deux mille actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/deux millième de l'avoir social.

Article six. — Les deux mille actions ordinaires, sans désignation de valeur, sont souscrites contre espèces au prix de six mille francs congolais chacune comme suit :

La « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » (Agrifor), société congolaise à responsabilité limitée, neuf cent quatre-vingt-cinq actions	985
« United States Plywood Corporation », société américaine, régie par les lois de l'Etat de New-York, neuf cent quatre-vingt-cinq actions	985
Monsieur Lawrence Ottinger, cinq actions	5
Monsieur Clifford Setter, cinq actions	5
Monsieur Sol Antoville, cinq actions	5
Monsieur Martin Thèves, cinq actions	5
Messieurs Nagelmackers Fils & Co, société en commandite simple cinq actions	5
La « Société Financière Josse Allard », société anonyme, cinq actions	5
Ensemble deux mille actions ordinaires	<u>2.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des actions souscrites a été libérée à concurrence de vingt pour cent, par des versements s'élevant ensemble à deux millions quatre cent mille francs, somme qui se trouve, dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

Article sept. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces sont offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles.

Le non usage, total ou partiel du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et en intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf. — Les souscripteurs restent tenus envers la Société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir du montant intégral de leurs souscriptions. La Société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article onze. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération.

Aucun transfert d'action nominative, non entièrement libérée, ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une décision spéciale pour chaque cession, du Conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

Lorsque le montant en a été totalement libéré, elles peuvent être transformées en actions au porteur.

Article douze. — Il est tenu au siège social ou au siège administratif un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant, le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Tous les frais résultant du transfert d'un titre nominatif sont à charge de l'acquéreur.

Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La Société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les dix jours francs qui la précèdent.

Dans le cas où seraient créés, sous une dénomination quelconque, des titres ou parts bénéficiaires, des actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, ces titres, parts ou actions sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept à cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la Société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Les actions au porteur sont extraites de registres à souches numérotées et signées, conformément aux lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

La cession des titres au porteur s'opère par simple tradition.

Article treize. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leur souscription.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la Société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze. — La Société peut, par décision de l'assemblée générale des actionnaires, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont elle détermine le type, le taux d'intérêt fixe ou variable, d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée conformément aux lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Titre Trois.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE

Article quinze. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Le Conseil choisit dans son sein un Président et éventuellement, un Vice-Président. En cas d'empêchement de ceux-ci il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article seize. — Le Conseil d'administration peut choisir en son sein ou en dehors de celui-ci un Comité de Direction dont il fixe les attributions et le fonctionnement.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et ou à plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la Société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président ou, à défaut, éventuellement de son Vice-Président, ou à défaut de celui-ci d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-huit. — Le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Toute décision du Conseil d'administration ne peut être prise qu'avec cette même majorité de tout le Conseil d'administration. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, confirmé ultérieurement par lettre, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs membres s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité du Conseil.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par le Vice-Président ou par deux administrateurs.

Article dix-neuf. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le Conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens, meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissements et autres garanties, avec ou sans stipulations de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations.

Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèques ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcription et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels.

Dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la Société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la Société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le Conseil d'administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme, licencie et révoque tous les employés et agents de la Société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et justifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Article vingt. — Tous actes engageant la Société, à l'exception de ceux ayant rapport à des contrats ou obligation entre la Société et tout actionnaire, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration.

Les contrats et obligations à intervenir entre la Société et un actionnaire devront être signés par deux administrateurs désignés par le Conseil d'administration.

Article vingt et un. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration détermine.

Article vingt-deux. — Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-trois. — En garantie de l'exécution de leur mandat il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de cinq actions et par chaque commissaire un cautionnement de deux actions.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées, et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elle garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-quatre. — Les administrateurs et les commissaires sont élus pour un terme qui ne peut excéder six ans et ils sont rééligibles.

Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Leurs mandats sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un règlement d'ordre intérieur.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il est procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-cinq. — Indépendamment des tantièmes éventuellement alloués par l'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article trente-neuf, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

Titre Quatre.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-six. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunit le troisième mardi de septembre de chaque année, à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un, au lieu et local qui sont expressément indiqués dans la convocation faite par le Président du Conseil d'administration.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée examine les rapports des administrateurs et commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs ou des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut l'Administrateur-Délégué, peut convoquer extraordinaire l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige. L'assemblée extraordinaire doit être convoquée sur demande faite par deux commissaires, deux administrateurs ou un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social et indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent aux dates, lieu et place expressément indiqués dans la convocation.

Article vingt-huit. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour; elle sont faites par annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel » ou le « Bulletin Administratif du Congo Belge » et dans le ou les journaux quotidiens que le Président du Conseil désignera.

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives vingt jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations sont faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires vingt jours au moins avant l'assemblée.

Article vingt-neuf. — Pour assister à l'assemblée générale ou pour s'y faire représenter, l'actionnaire doit produire un certificat constatant le dépôt de ses titres, s'ils sont au porteur, cinq jours au moins avant l'assemblée générale et en vue de celle-ci, à l'endroit indiqué par le Conseil d'administration.

Les actions nominatives sont considérées comme valablement déposées.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial.

Article trente. — L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration, ou à son défaut, éventuellement par le Vice-Président ou, à défaut de celui-ci par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le Président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente et un. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne l'avait pas fait en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-deux. — Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés, ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-trois. — Sous réserve des dispositions de l'article trente-deux qui précède et sauf dans les cas prévus à l'article suivant, aucune assemblée générale des actionnaires ne pourra valablement délibérer que si plus de la moitié du capital est présente ou représentée. Il en est de même de toute assemblée qui serait ultérieurement convoquée avec le même ordre du jour.

Les votes se font à mainlevée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas d'égalité des voix, la préférence sera accordée à la proposition émanant de la partie représentant la plus grande fraction du capital social.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrage à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente-quatre. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, pour :

- a) augmenter ou réduire le capital social;
- b) décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la Société;
- c) proroger le terme de la Société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales);
- d) modifier les présents statuts.

Article trente-cinq. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés, soit par le Président ou un Administrateur-Délégué, soit par deux administrateurs.

Titre Cinq.

INVENTAIRES — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES

Article trente-six. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la Société et se termine, le trente et un décembre mil neuf cent cinquante.

Article trente-sept. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la Société sont résumés en annexe.

Article trente-huit. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au lieu où se tiendra l'assemblée, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la Société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article trente-neuf. — Sur le bénéfice net résultant du bilan, après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé au moins cinq pour cent pour former un fonds de réserve : lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

L'assemblée peut décider que tout ou partie de l'excédent bénéficiaire est affecté à la formation et à l'alimentation d'un fonds de réserve ou de prévision ou bien reporté à nouveau.

Sur le solde, il est prélevé la somme nécessaire pour distribuer aux actions, *prorata temporis* et *libérationis*, un premier dividende de six pour cent du capital libéré ou une somme moindre en cas d'insuffisance du montant à répartir.

S'il reste un montant à répartir, quatre-vingt-cinq pour cent seront attribués aux actions à titre de deuxième dividende. Le reliquat sera attribué aux administrateurs et commissaires et réparti entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur.

Article quarante. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante et un. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation, par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication aux annexes du « Bulletin Officiel ou Administratif du Congo Belge ».

Titre Six.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS

Article quarante-deux. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante-trois. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées, toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Titre Sept.

ELECTION DE DOMICILE

Article quarante-quatre. — Pour l'accomplissement des présents statuts, tout actionnaire, directeur ou commissaire, ainsi que tous liquidateurs éventuels devront élire domicile au siège administratif de la Société, à défaut de quoi ils seront considérés comme devant recevoir au siège social de la Société, toutes communications, sommations, assignations et significations.

Titre Huit.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article quarante-cinq. — Immédiatement après la constitution de la Société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante-six. — La présente Société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article quarante-sept. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-huit. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à cent quatre vingt mille francs.

Article quarante-neuf. — Pour la première fois sont nommés :

I. — *Administrateurs :*

Monsieur Lawrence Ottinger, administrateur de sociétés, demeurant à Scarsdale New-York Cushman Road,, numéro 55. (Etats-Unis d'Amérique).

Monsieur Clifford Setter, administrateur de sociétés, demeurant à Mount Kisco, New-York. (Etats-Unis d'Amérique).

Monsieur Sol Antoville, administrateur de sociétés, demeurant à Mamaroneck, New-York, Claslin avenue numéro 554. (Etats-Unis d'Amérique).

Monsieur le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele.

Monsieur Martin Thèves, ingénieur civil, demeurant à Rhode-Saint-Genève, avenue de la Forêt de Soignes, numéro 12.

Monsieur Raymond Scheyven, directeur de banque, demeurant à Bruxelles, rue Froissard, numéro 141.

II. — *Commissaires :*

Monsieur William Laary, trésorier de société, demeurant à Bronxville-New-York. (Etats-Unis d'Amérique, Sherman avenue, numéro 8).

Monsieur Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, demeurant à Uccle-Bruxelles, rue Stanley, numéro 64.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek, Francis Peche, M. Thèves, R. Scheyven, Guy Mourlon, Beernaert.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau, A. C. le dix-neuf mai 1949.

Volume 183, folio 86, case 7, dix rôles, huit renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur (signé) A. MEUNIER.

Pour expédition conforme,

(s.) Guy MOURLON BEERNAERT

Numéro 5687.

Reçu : 4 francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Mourlon Beernaert, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 2 juin 1949.

(signé) Ed. MALBECQ.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 juin 1949.

Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 8 juin 1949.

Le Directeur (signé) A. MARQUET.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 23 juin 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 23 Juni 1949.

(s./g.) P. WIGNY

Compagnie du Congo Belge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1034.

—

Constituée par acte du Notaire J. Verhelst, à Anvers, le 26 octobre 1911, autorisée par arrêté royal du 8 janvier 1912, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1912 et à l'annexe du « Moniteur Belge » du 26 janvier 1912, acte n° 548. Statuts coordonnés par acte du notaire Antoine Ccls, à Anvers, en date du 25 avril 1947, publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du 23 mai 1947, sous le n° 10.172, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1947. Modifiés le 5 juillet 1948, acte publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du 9/10 août 1948, sous le n° 16.932, et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 septembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Concessions, zones d'huilerie et mise en valeur des palme- raies	fr. 8.528.244.—
Immeubles	8.567.878,51
Matériel et outillage	12.700.276,11
Réévaluation des immobilisations	13.343.056,—

Disponible et réalisable :

Disponible	15.677.089,91
Débiteurs divers	10.769.086,87
Marchandises en Afrique et en cours de route	8.466.798,09
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	9.591.960,90
Portefeuille	49.411.580,75

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Garantie donnée	4.000.000,—
Débiteurs pour garantie	1.000.000,—
Débiteurs pour dommages de guerre	540.668,25

Fr. 142.596.639,39

PASSIF

Envers la Société :

Avoir social : 97.860 parts sociales sans mention de valeur	fr. 41.800.000,—
Réserve extraordinaire	11.000.000,—
Amortissements sur immobilisations	15.299.622,20
Plus-value de réévaluation	13.343.056,—
Plus-value immunisée sur réalisations immobilisations	2.156.903,50

Envers les tiers :

Créditeurs sans garantie	22.519.358,64
Dividendes à payer	1.725.703,20

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire
Créditeur par garantie	4.000.000,—
Garantie reçue	1.000.000,—
Domages de guerre à récupérer	540.668,25

Profits et pertes :

Report antérieur	9.468.276,75
Bénéfice de l'exercice	19.743.050,85

Fr. 142.596.639,39

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT.

Frais généraux	fr. 1.826.906,87
--------------------------	------------------

Solde bénéficiaire :

Report antérieur	9.468.276,75
Bénéfice de l'exercice	19.743.050,85
	<u>29.211.327,60</u>

Fr. 31.038.234,47

CREDIT

Solde à nouveau	fr. 9.468.276,75
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers.	21.569.957,72
Fr.	31.038.234,47

REPARTITION BENEFICIAIRE

Tantièmes statutaires	fr. 2.369.166,10
Dividendes	8.842.771,08
Report	17.999.390,42
Fr.	29.211.327,60

Un dividende de 75 francs net contre coupon n° 3 de la part sociale et de 15 francs net contre coupon n° 3 de la coupure de 1/5^{me} de part sera payable à une date qui sera fixée par le Conseil d'administration avant le 1^{er} octobre 1949.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 4 JUILLET 1949

- 1) Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948, ainsi que la répartition bénéficiaire, sont approuvés.
- 2) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge de leur gestion à Messieurs les Administrateurs et Commissaires.
- 3) Sont réélus pour un nouveau terme statutaire, Monsieur Georges Geerts, administrateur, et Messieurs Amaury Carlier et J. Joseph Verschueren, commissaire.
- 4) Est élu en qualité de commissaire Monsieur Emmanuel Pauwels, agent de change, 12, avenue des Arts, à Bruxelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président — Administrateur-Délégué :

M. Geerts, Georges, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Allard, Théophile, administrateur de sociétés, avenue de l'Orée, 19, Bruxelles.

M. Delbeke, Charles, administrateur de sociétés, rue de l'Empereur, 9, Anvers.

M. le Baron Liebaert, Fritz, avocat, administrateur de sociétés, Château « Ter Linden », Ternath.

M. Mertens, Jean, administrateur de sociétés, avenue Van Rijswijck, 130, Anvers.

M. Winders, Alexis, administrateur de sociétés, avenue Slegers, 397, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Ernenst, Léon, administrateur de sociétés, avenue du Hoef, 24, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Carlier, Amaury, commissaire de sociétés, rue de Bruxelles, 81, Namur.

M. Ghilain, Albert, directeur de société, rue Franz Merjay, 93, Ixelles.

M. Houtain, Alfred, agent de change, rue de l'Autonomie, 29, Bruxelles.

M. Pauwels, Emmanuel, agent de change, avenue des Arts, 12, Bruxelles.

M. Van den Bossche, Edmond, directeur de banque, 460, Grande Chaussée, Berchem.

M. Verschueren, Joseph, directeur de banque, avenue de France, 94, Anvers.

M. Mettens, Herman, expert-comptable, avenue Ten Dorpe, 43, Vieux-Dieu.

Pour extrait conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) Ch. DELBEKE.

(s.) G. GEERTS.

Huileries et Plantations du Kwango

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Siège social : Fumu-Putu (district du Kwango) Congo Belge.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 21.744.

Constituée par acte passé le 22 janvier 1931 devant Maître Alfred Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 février 1930, n° 1661, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1930; arrêté royal du 17 février 1930. Modifications aux statuts, par acte passé devant Maître Antoine Cols, notaire à Anvers, le 27 décembre 1935, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 15 février 1936, n° 1638, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936; arrêté royal du 1^{er} février 1936.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Terrains et concessions	fr.	843.465,61
Plantations en collaboration avec les indigènes		101.693,01
Plantations		2.069.699,77
Bâtiments		3.254.898,90
Machines et matériel		5.986.761,77
Futaille		419.268,19
Mobilier		218.380,23
Welfare		771.057,26
Frais de constitution et de premier établissement	pour mémoire	
Réévaluation des immobilisations		14.981.948,05

Disponible et réalisable :

Disponible	3.751.996,64
Débiteurs	8.021.111,73
Marchandises et approvisionnements en magasin et en cours de route	6.640.070,19
Produits en magasin et en cours de route	5.949.418,50

Comptes d'ordre :

Dépôts de cautionnements	pour mémoire
Débiteurs pour dommages de guerre	215.865,11
Débiteurs pour valeurs en dépôt libre	410,—

Fr. 53.226.044,96

PASSIF

Envers la Société :

Capital social	fr.	3.000.000,—
représenté par 12.000 actions de capital de fr. 250 et 24.000 parts de fondateur sans mention de valeur.		
Réserves et amortissements		9.950.209,56
Plus-value de réévaluation		14.981.948,05
Plus-value immunisée sur réalisation immobilisations .		60.000,—

Envers les tiers :

Fonds pour Welfare		2.600.000,—
Créditeurs divers		5.709.479,02
Dividendes à payer		20.142,05

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements.	pour mémoire	
Dommages de guerre à récupérer.		215.865,11
Dépôt libre titres		410,—

Profits et pertes :

Report antérieur		6.512.574,25
Bénéfice de l'exercice		10.175.416,92
	Fr.	<u>53.226.044,96</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux Europe	fr.	666.737,43
Solde bénéficiaire :		
Report antérieur	6.512.574,25	
Bénéfice de l'exercice.	10.175.416,92	
		<u>16.687.991,17</u>
	Fr.	<u>17.354.728,60</u>

CREDIT

Report à nouveau	fr.	6.512.574,25
Résultats d'exploitation		10.842.154,35
	Fr.	<u>17.354.728,60</u>

REPARTITION BENEFICIAIRE

Premier dividende de fr. 30 brut aux actions de capital fr.	360.000,—
Tantièmes statutaires	978.172,20
Deuxième dividende de fr. 70 brut aux actions de capital.	840.000,—
Dividende de fr. 35 brut aux parts de fondateur . . .	840.000,—
Solde à reporter	13.669.818,97
	Fr. 16.687.991,17

PAYEMENT DIVIDENDE

Coupon n° 19 de l'action de capital	fr. 83,— net
Coupon n° 19 de la part de fondateur	fr. 29,05 net

payables à partir du 15 juillet 1949.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 30 JUIN 1949

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

- 1) approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, relatifs à l'exercice 1948;
- 2) approuve les bilan et compte de profits et pertes, ainsi que la répartition bénéficiaire de l'exercice 1948;
- 3) par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant le dit exercice;
- 4) réélit Monsieur Geerts, en qualité d'administrateur, et Monsieur Jean Barré, en qualité de commissaire, pour un nouveau terme statutaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo, avenue du Hoef, 24, Uccle.

Administrateur-Délégué :

M. Georges Geerts, ingénieur, avenue Edmond Mesens, 63, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Marcel Van Biervliet, industriel, avenue Molière, 291, Bruxelles.

M. René Laurent, ingénieur commercial, rue Madame Courtmans, 31,, Berchem-Anvers.

M. Honoré Loontjens, administrateur de société, chaussée de Malines, 243, Anvers.

M. Adhémar Van de Moortele, industriel, Isegem.

M. Jean Mertens, administrateur de sociétés, avenue Van Rijswijk, 130, Anvers.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Théophile Allard, administrateur de sociétés, avenue de l'Orée, 19, Bruxelles.

M. Jean Barré, ingénieur, rue Papenkasteel, 99, Uccle-Bruxelles.

M. Henri Van Biervliet, industriel, avenue Michel-Ange, 48, Bruxelles.

Pour extrait conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) R. LAURENT.

(s.) G. GEERTS.

Société Minière Cololacs Filiale de la Société « Colomines »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 2, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1938; du 15 décembre 1940; des 15 avril, 15 mai 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	79.677,90	
Amortissements antérieurs	79.676,90	
		1,—
Concessions et recherches	9.993.542,21	
Amortis. antérieurs	4.528.079,78	
Amortis. de l'exercice.	802.861,43	
	5.330.941,21	
		4.662.601,—

Matériel	1.046.728,47	
Amortis. antérieurs	798.338,45	
Amortis. de l'exercice.	39.166,13	
	<u>837.504,58</u>	209.223,89
Fonds bloqués		19.240,—
		<u>4.891.065,89</u>

Disponible :

Espèces en caisses et chez nos banquiers	580.891,69
--	------------

Réalisable :

Minerai en stock et en cours de route	1.965.131,02	
Approvisionnement en magasins et en cours de route	201.381,56	
Débiteurs divers	213.639,18	
	<u>2.380.151,76</u>	2.380.151,76

Compte d'ordre :

Cautionnement des administrateurs et des commissaires. pour mémoire	
---	--

Profits et pertes :

Solde déficitaire reporté	2.118.187,73
	<u>Fr. 9.970.297,07</u>

PASSIF

Envers elle-même :

Capital fr.	5.000.000,—
représenté par 10.000 actions de capital de fr. 500.	

Envers les tiers :

Créditeurs divers.	4.929.190,12
Comptes créditeurs	41.106,95

Compte d'ordre :

Cautionnement des administrateurs et des commissaires. pour mémoire	
	<u>Fr. 9.970.297,07</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Solde à nouveau	fr.	2.118.187,73
Frais généraux d'administration		223.245,14
Droits de sortie		407.587,27
Amortissements :		
Sur concessions	802.861,43	
Sur matériel	39.166,13	
		<u>842.027,56</u>
	Fr.	<u>3.591.047,70</u>

CREDIT

Résultat d'exploitation	fr.	1.469.047,98
Intérêts divers		3.811,99
Solde en perte à reporter		2.118.187,73
		<u></u>
	Fr.	<u>3.591.047,70</u>

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 8 JUIN 1949

L'assemblée réélit Monsieur Henry Gérardon en qualité d'administrateur.

COMPOSITION ACTUELLE DU CONSEIL GENERAL

Président :

M. George G. Michiels, administrateur de sociétés, 22, rue Jean-Baptiste Meunier, Ixelles-Bruxelles.

Vice-Président :

M. Adrien Houget, industriel, 46, rue des Minières, Verviers.

Administrateurs-Délégué :

M. Henry Gérardon, ingénieur civil, 103, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jules Laoureux, industriel, Château de Thiervaux, Heusy-Verviers

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

Commissaires :

M. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek-Bruxelles.

M. Pierre-Denis de Neuville, industriel, Château de Rochempré, Sclières-Huy.

Délégués :

M. Paul Orban, fondé de pouvoirs de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

M. X., délégué du Gouvernement de la Colonie.

Le Président,

(s.) G. MICHIELS.

**Compagnie Minière du Congo Belge
Filiale de la Société Colomines « Mincobel »**

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 2, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1933 et du 15 juin 1938.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital fr.	199.525,05
Amortissements antérieurs	199.524,05
Concession et recherches	21.064.866,88

1,—

Amortis. antérieurs	11.816.947,56		
Amortis. de l'exercice.	681.024,20		
	<u> </u>	12.497.971,76	
		<u> </u>	8.566.895,12
Matériel		13.332.618,74	
Amortis. antérieurs	7.897.622,65		
Amortis. de l'exercice.	698.437,41		
	<u> </u>	8.596.060,06	
		<u> </u>	4.736.558,68
			<u> </u>
			13.303.454,80

Réalisable et disponible :

Espèce en caisses et chez nos banquiers	205.933,69	
Stock produits	1.020.963,75	
Marchandises en magasins et en cours de route	3.822.095,62	
Débiteurs divers	<u>356.361,11</u>	5.405.354,17
Comptes débiteurs		48.135,55

Compte d'ordre :

Cautionnement des administrateurs et du commissaire. . . pour mémoire	
	<u>Fr. 18.756.944,52</u>

PASSIF

Envers elle-même :

Capital fr.	13.000.000,—
représenté par 26.400 actions série A de fr. 500.	
pour mémoire : 26.400 actions série B sans valeur no-	
minale, remises au Gouvernement de la Colonie.	
Réserve statutaire	1.320000,—
Fonds spécial pour achat de gros matériel	2.000.000,—

Envers les tiers :

Créditeurs divers	1.846.453,78
Comptes créditeurs	390.490,74

Compte d'ordre :

Cautionnement des administrateurs et du commissaire. . . pour mémoire	
	<u>Fr. 18.756.944,52</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux d'administration	fr.	679.909,07
Impôts sur la superficie des concessions		23.722,—
Droits de sortie		61.441,90
Amortissements :		
Sur concessions	681.024,20	
Sur matériel	698.437,41	
		<u>1.379.461,61</u>
	Fr.	<u>2.144.534,58</u>

CREDIT

Résultat d'exploitation	fr.	2.140.811,58
Divers		3.723,—
		<u>3.723,—</u>
	Fr.	<u>2.144.534,58</u>

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

COMPOSITION ACTUELLE DU CONSEIL GENERAL

Président :

M. George G. Michiels, administrateur de sociétés, 22, rue Jean Baptiste Meunier, Ixelles-Bruxelles.

Vice-Président :

M. Adrien Houget, industriel, 46, rue des Minières, Verviers.

Administrateur-Délégué :

M. Henry Gérardon, ingénieur civil, 103, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Pierre-Denis de Neuville, industriel, Château de Rochempré, Solières-Huy.

M. Paul Fourmarier, professeur à l'Université de Liège, 37, avenue des Platanes, Cointe-Sclessin-Liège.

M. Fernand Houget, industriel, 9, rue de la Station, Verviers.

M. F.-G. Stradiot, colonel pensionné, 221, rue des Alliés, Forest-Bruxelles.

Commissaires :

M. Louis Beaulieu, gradué en Sciences comptables, 86, avenue du Panthéon, Koekelberg-Bruxelles.

M. Julien Sterckx, docteur en droit, 133, avenue Dailly, Schaerbeek-Bruxelles.

Délégué du Gouvernement :

M. Joseph Geerinckx, inspecteur général honoraire au Ministère des Colonies, 19, rue Forestière, Ixelles-Bruxelles.

Le Président,

(s.) G. MICHIELS.

Société Générale de Cultures

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Nya-Lukenba (Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce n° 81.079.

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1928, n° 1737 ; année 1929, n° 18.929 ; année 1931, n° 3444 ; année 1933, n° 10.551 ; année 1948, n° 23.135 et 23.409 bis ; et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 février 1928, 15 janvier 1930, 15 avril 1931, 15 août 1933 et 15 janvier 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 juillet 1949.

ACTIF

Immobilisé	fr. 11.093.177,27
Disponible et réalisable	10.408.984,20
Dépôts statutaires	pour mémoire
	Fr. 21.502.161,47

PASSIF

Capital et réserves	fr.	20.641.512,31
Comptes créditeurs		842.507,99
Déposants statutaires.		pour mémoire
Profits et pertes		18.141,17
	Fr.	21.502.161,47

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais d'exploitation	fr.	1.181.721,33
Intérêts, commissions, impôts		37.226,10
Amortissements		44.288,52
Solde.		18.141,17
	Fr.	1.281.377,12

CREDIT

Profit par réduction de la valeur des parts sociales	fr.	955.000,—
Amortissements du report précédent		826.210,65
		128.789,35
Vente de produits et stock		1.012.718,52
Revenus divers		139.869,25
	Fr.	1.281.377,12

REPARTITION DES BENEFICES

5 % à la réserve légale	fr.	907,06,
Solde à reporter		17.234,11
	Fr.	18.141,17

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN
FONCTIONS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. John Nieuwenhuys, administrateur de sociétés, avenue de la Clairière, 7, Bruxelles. — Président.

M. Albert Speeckaert, industriel, rue du Magistrat, 17, Bruxelles. — Vice-Président.

M. Marcel Dupret, ingénieur-civil, avenue de l'Observatoire, 98, Uccle. Administrateur-délégué.

M. le Baron Jean de Brouwer, administrateur de sociétés, Manoir du « Relai », Ville-Pommerœul. — Administrateur.

M. Fernand Dierckx, notaire, rue de l'Hôpital, 7, Turnhout. — Administrateur.

M. Xavier Dierckx, planteur, à Nya-Lukemba (Congo Belge). — Administrateur.

M. Paul Ectors, notaire, rue Joseph II, 26, Bruxelles. — Administrateur.

M. Louis Ortegat, avocat honoraire, rue Haute, 17, Gand. — Administrateur.

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, avenue de la Brabançonne, 125, Bruxelles. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. J.-Ch. de Brouwer, directeur de société, avenue Molière, 187, à Forest.

M. Joseph Dierckx, négociant en vins, « Het Heiken », Turnhout.

M. l'Ecuyer Maurice Everard de Harzir, administrateur de sociétés, rue de la Presse, 41, Bruxelles.

M. Etienne Raemdonck van Megrode, délégué d'agent de change, square Ambiorix, 49, Bruxelles.

M. Georges Speeckaert, docteur en droit, rue de la Brasserie, 52, Ixelles.

M. Eugène Rijckaert, rue des Pierres, 1, Bruxelles.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 31 mai 1949.

(signé) : J. Nieuwenhuys — A. Speeckaert — M. Dupret — Baron de Brouwer — F. Dierckx — P. Ectors — L. Ortegat — J. Sellekaers.

Approuvé par le Collège des Commissaires en date du 9 juin 1949.

(signé) : J. C. de Brouwer — J. Dierckx — E. Raemdonck van Megrode — G. Speeckaert — E. Ryckaert.

Société Anonyme des Pétroles du Congo

Rue de Bréderode, 13.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 48.194.

—

Constitution : 30 décembre 1910, acte publié aux annexes au « Moniteur Belge » des 21 et 27 janvier 1911, n°s 372 et 500bis. Augmentations du capital et modifications aux statuts : actes des 14 avril 1924, 11 janvier 1928, 16 octobre 1936, 10 juin 1938 et 6 décembre 1946, publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 8 mai 1924, 1^{er} février 1928, 6 novembre 1936, 3 juillet 1938 et 30-31 décembre 1946, n°s 5828, 1231, 15.344, 10.715 et 23.050.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

Terrains	fr.	5.425.163,60	
Immeubles et mobiliers		29.267.809,91	
Installations et matériel		144.910.614,14	
			179.603.587,65

II. — Réalisable :

Portefeuille		17.903.451,—	
Approvisionnements et marchandises		59.294.015,41	
Avances aux fournisseurs		31.216.320,62	
Débiteurs divers		72.741.048,26	
			181.154.835,29

III. — Disponible :

Caisses et service financier		61.562.349,61	
--	--	---------------	--

IV. — Comptes divers et cautionnements 2.841.453,08

V. — Acomptes payés sur impôts 8.518.971,—

VI. — Compte d'ordre :

Dépôts statutaires			pour mémoire
------------------------------	--	--	--------------

Fr. 433.681.196,63

PASSIF

I. — *Envers la Société :*

Capital : représenté par 525.000 parts sociales sans désignation de valeur . fr.	50.000.000,—	
Réserve légale	5.000.000,—	
Fonds de réfection	8.000.000,—	
Provision pour éventualités diverses . .	14.635.426,68	
Provision pour assurances transports .	2.823.279,36	
Réserve de réévaluation provisoire . .	111.837.595,70	
Fonds d'amortissements sur immobilisations	80.164.837,61	
		272.461.139,35

II. — *Envers les tiers :*

Coupons restant à payer	2.696.161,57	
Créditeurs divers	23.253.428,36	
		25.949.589,93

III. — Comptes créditeurs, provisions pour impôts et divers à ventiler	85.385.383,80
--	---------------

IV. — *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

V. — *Profits et pertes :*

Report de l'exercice 1947	502.895,40	
Bénéfice de l'exercice 1948	49.382.188,15	
		49.885.083,55

Fr. 433.681.196,63

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux, frais d'entretien, charges sociales et prévisions pour mpôts fr.	36.207.398,63
Dotation fonds de réfection	1.999.756,40
Amortissements de l'exercice	8.639.843,11

Bénéfice :	
Reporté de 1947	502.895,40
De l'exercice 1948	49.382.188,15
	49.885.083,55
	Fr. 96.732.081,69

CREDIT

Revenus d'exploitation	fr. 94.289.105,92
Revenus du portefeuille	1.940.080,36
Report de l'exercice 1947	502.895,40
	Fr. 96.732.081,69

REPARTITION DU BENEFICE

Dividende :	
Fr. 72,29 aux 525.000 parts sociales	fr. 37.952.250,—
15 % de fr. 46.233.188,15 à la disposition du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires	6.934.828,22
Provision pour éventualités diverses	3.364.573,32
Report à nouveau	1.633.432,01
	Fr. 49.885.083,55

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 10 juin 1949.

L'assemblée, à l'unanimité :

Approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948 ainsi que la répartition du bénéfice, conformément à l'article 39 des statuts.

Décharge est donnée aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948, par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

Le solde bénéficiaire du bilan de l'exercice 1948 permet la distribution d'un dividende de 60 francs nets aux parts sociales existantes au 31 décembre 1948.

Le paiement du dividende revenant aux actions au porteur étant subordonné à l'accord du Ministère des Finances, l'assemblée charge le Conseil d'administration de fixer la date de mise en paiement du coupon n° 38.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la « Société Générale de Belgique », 397, avenue Louise, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Georges Godeau, administrateur de la « Compagnie Financière Belge des Pétroles » (Petrofina), 220a, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

M. Georges Lumaye, administrateur-délégué de la « Socotole », Société Coloniale de la Tôle, 153, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Alfred Cousin, industriel, 24, avenue Brugmann, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Georges Geerts, administrateur-délégué de la « Compagnie du Congo Belge », 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek-Bruxelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la « Société Générale de Belgique », 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle-Bruxelles.

M. Jules Moreau de Melen, administrateur-directeur de la « Compagnie Financière Belge des Pétroles » (Petrofina), 375, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 12, avenue Henri Pirenne, Uccle-Bruxelles.

M. Laurent Wolters, administrateur-directeur de la « Compagnie Financière Belge des Pétroles » (Petrofina), 23, avenue Jeanne, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Julien Baillon, avocat près de la Cour d'appel, 40, rue Saint-Bernard, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Léon Castelain, directeur de la « Compagnie Financière Belge des Pétroles » (Petrofina), 122, avenue Jules César, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles.

M. Gilbert Perier, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert van den Perre, administrateur de sociétés, 135, avenue Winston Churchill, Uccle-Bruxelles.

DELEGUE DE LA COLONIE

M. Théodore Heyse, directeur-général-conseiller technique au Ministère des Colonies, 57, rue du Prince Royal, Ixelles-Bruxelles.

Bruxelles, le 10 juin 1949.

Pour copie certifié conforme.

SOCIETE ANONYME DES PETROLES DU CONGO

(s.) J. MOREAU de MELEN,
Administrateur.

(s.) G. GODEAU,
Vice-Président.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de 13 Juni 1949, deel 213, blad 62, vak 3. Drie bladen geen verzending.

Ontvangen : 40 frank.

De Ontvanger a. i. (get.) VERSTEGEN.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen de 13 Juni 1949.)

Filatures et Tissages Africains « Filtisaf »

Société congolaise à responsabilité limitée

A Gand, rue Savaen, 58.

Registre du Commerce de Gand : n° 55.774.

Constituée par acte passé devant Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 21 août 1946, autorisée par arrêté royal du 4 novembre 1946, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 2/3 décembre 1946, n° 21.551 et à l'annexe du « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 février 1947; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 1947, approuvés par arrêté royal du 30 novembre 1947, (annexes du « Moniteur Belge » du 11 décembre 1947, n° 21.729 et du « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 février 1948), et par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1948, (annexes du « Moniteur Belge » du 22 juillet 1948, n° 15.850 et du « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 septembre 1948).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Bâtiments	fr. 57.899.979,86
Mobilier	1.148.338,28
Matériel	67.872.576,49
	126.920.894,63

Frais de constitution et d'augmentation de capital	1.181.329,30
Frais de premier établissement	22.908.466,53
	24.089.795,83
	151.010.690,46

Moins : Matériel restant à remplacer sur indemnité reçue des assureurs	5.821.677,38
	145.189.013,08

Réalisable :

Magasins	12.202.299,93
Divers débiteurs	4.112.369,29
	16.314.669,22
Caisses et banques	26.902.782,94
Perte de l'exercice	1.638.538,01
	Fr. 190.045.003,25

PASSIF

Non exigible :

Capital fr. 88.000.000,—

Exigible à long terme :

Emprunts obligations 88.000.000,—

Exigible à moyen et court terme :

Divers créditeurs. 14.045.003,25

Fr. 190.045.003,25

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Intérêts sur emprunts obligations fr. 2.420.020,—

Pertes diverses 7.414,15

Fr. 2.427.434,15

CREDIT

Intérêts et profits divers fr. 46.470,93

Bénéfice brut sur ventes diverses 742.425,21

Perte de l'exercice 1.638.538,01

Fr. 2.427.434,15

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
STATUTAIRE DU 2 JUIN 1949

1) Le bilan et le compte de pertes et profits, présentés par le Conseil d'administration pour l'exercice 1948 sont approuvés à l'unanimité.

2) Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant le même exercice.

3) L'assemblée désigne Monsieur Georges Dierckx, pour achever le mandat de commissaire devenu vacant par suite du décès de Monsieur Emile Coenraets.

Ce mandat viendra à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1950.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés. Président du Conseil. 107, avenue Defré, Uccle-Bruxelles.

M. Gaston Braun, industriel, « Le Vieux Château », Melle.

M. Paul Hebbelijck, ingénieur A. I. G., 2, boulevard Bernard Spae, Gand.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 21, rue Arenberg, Anvers.

M. René Hanet, industriel, 21, boulevard Britannique, Gand.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 108, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert P. Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeûs, Bruxelles.

M. Laurance S. Rockefeller, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N.-Y./U. S. A.

M. Joseph Jennen, Ministre plénipotentiaire, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N.-Y./U. S. A.

M. Thomas Bancroft, industriel, 40, Northstreet, New-York.

M. Ogden White, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N.-Y./U. S. A.

LE COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Thomas L. Fergusson, Chartered Accountant, 182, Avenue Fr. Roosevelt, Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

Certifié conforme.

FILATURES ET TISSAGES AFRICAINS « FILTISAF », S. C. R. L.

Un Administrateur,

(s.) P. HEBELYNCK.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) G. BRAUN.

Société Minière de Surongo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 81, rue d'Arlon, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 5605.

—

Constituée le 18 octobre 1927; approuvée par arrêté royal en date du 29 octobre 1927; statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 2 et 3 novembre 1927 sous le n° 13.167, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1927, page 1049; statuts modifiés le 2 octobre 1934, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 20 octobre 1934, sous le n° 13.272, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, page 75; statuts modifiés le 21 décembre 1937; publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 2 février 1938, sous le n° 893 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1938, page 88; modifications approuvées par arrêté royal du 27 décembre 1937, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1938, page 63.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	1,—
Frais de premier établissement		1,—
Mobilier de Bruxelles		1,—
Frais de recherches, d'études, de routes et de préparation des exploitations		1,—
Matériel de sondage, d'exploitation et de roulage		330.357,46

Réalisable et disponible :

Cautions et garanties	700,—
Magasins.	1.001.411,46
Produits en stock	3.658.716,15
Portefeuille titres	6.199.753,95
Portefeuille fonds d'Etat	3.345.000,—
Débiteurs divers	2.689.327,17
Banques, caisses et chèques postaux	5.046.887,10

Divers :

Dépenses exposées par anticipation 47.733,40

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires pour mémoire

Fr. 22.319.890,69

PASSIF

Envers la Société :

Capital (250.000 parts sociales) fr. 17.000.000,—

Réserve statutaire 532.430,42

Réserve en faveur du personnel 82.590,35

Provision pour frais de recherches nouvelles, réinvestis-
sement dans la Colonie et éventualités diverses . . 2.216.915,57

Envers les tiers :

Créditeurs divers. 661.333,94

Dividendes à payer 538.076,77

Divers :

Provision pour frais à payer pendant l'exercice 1949 . . 299.769,87

Compte de profits et pertes :

Report de l'exercice 1947 et bénéfice de l'exercice 1948 . 988.773,77

Compte d'ordre :

Déposants statutaires. pour mémoire

Fr. 22.319.890,69

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

CREDIT

Report de l'exercice 1947 fr. 156.318,26

Revenus exceptionnels :

Remboursement en suite de réajustement de la surtaxe
douanière sur les livraisons d'or de 1940 à 1946 . . 602.919,—

Revenus du portefeuille et divers 1.484.550,81

Fr. 2.243.788,07

DEBIT

Frais d'administration, de banques et divers Bruxelles et Afrique fr.	854.917,40
---	------------

Impôts et taxes :

Impôts sur zones à droits recherches	32.000,—
Impôt sur le capital	105,—
Taxes sur titres côtés en Bourse	10.875,—
Taxes sur concessions minières	22.150,—
Impôt personnel de la Société en Afrique.	66.515,—
Redevances forestières	28.313,25
Impôt sur bénéfice et réserves	87.076,—
Redevances foncières.	8.655,—
Perte d'exploitation	144.407,65

Bénéfice :

Report de l'exercice 1947 et bénéfice 1948	988.773,77
--	------------

Fr.	2.243.788,07
-----	--------------

REPARTITION DU BENEFICE

5 % à la réserve statutaire fr.	41.622,78
5 % à la réserve en faveur du personnel	41.622,78
Report à nouveau	905.528,21

Fr.	988.773,77
-----	------------

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

NOMINATION STATUTAIRE

En application de l'article 12 des statuts, le mandat d'administrateur de M. H. de Rauw arrive à expiration.

L'assemblée à l'unanimité, réélit M. H. de Rauw, pour un terme de six ans.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire, Président, avenue des Mûres, 33, Linkebeek.

M. Hector de Rauw, ingénieur des mines et géologue A. I. Lg., Administrateur-Délégué, Eghezée.

M. Maurice Blanquet, ingénieur commercial, Administrateur-Délégué, avenue de la Tenderie,, 66, Boitsfort.

M. le Général G. Moulaert, vice-gouverneur général honoraire, Administrateur, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle.

M. Paulo de Hemptinne, propriétaire, Administrateur, rue Mignot Delstanche, 10, Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, Administrateur, Houtain-le-Val.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Joseph Clesse, directeur de société, rue Gefcs, 38, Bruxelles.

M. Jean Bombeeck, directeur de société, avenue du Castel, 92, Woluwe-Saint-Lambert.

DELEGUE DE LA COLONIE

M. Gilsoul, ingénieur, Boitsfort.

Un Administrateur-Délégué,

(s.) H. de RAUW.

**Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga
« Sorekat »**

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 60.642.

—
Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin du Congo Belge »
des 15 novembre 1932, 15 juin 1934, 15 juillet 1938, 15 février 1939 et
15 décembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de
capital pour mémoire

Premier établissement :

Concessions fr. 959.011,—

Amortissements 959.011,—
pour mémoire

Prospections, immeubles :

Matériel 7.971.581,29

Amortissements 2.495.409,51
5.476.171,78

5.476.171,78

Réalisable :

Actionnaires 1.500.000,—

Débiteurs divers 477.418,21

Participation 2.000,—

1.979.418,21

Disponible :

Banques et chèques postaux 134.259,63

Divers :

Comptes débiteurs 554.961,—

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires pour mémoire

Fr. 8.144.810,62

PASSIF

Passif de la Société envers elle-même :

Capital :

16.000 actions de capital de fr. 500	
série A fr.	8.000.000,—
1.400 parts de fondateur s. d. v. . .	pour mémoire
8.700 actions série B s. d. v. . . .	pour mémoire
	8.000.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers.	41.876,60
----------------------------	-----------

Divers :

Comptes créditeurs	102.934,02
------------------------------	------------

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire
	Fr. 8.144.810,62

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux fr.	138.455,65
Charges financières	929,90
Perte sur vente de titres	44.450,45
Amortissements sur :	
Frais d'augmentation du capital . . .	56.000,—
Frais de recherches minières	82.519,26
	138.519,26
	Fr. 322.355,26

CREDIT

Report de l'exercice précédent fr.	75.831,79
Remboursement surtaxes douanières	188.465,—
Rentrées diverses.	58.058,47
	Fr. 322.355,26

REPARTITION DES BENEFICES

Il n'a pas été effectué de répartition de bénéfices.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, 154, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre.

Administrateurs-Délégué :

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, à Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jacques d'Andrimont, administrateur de sociétés, 4, boulevard Louis Schmidt, à Bruxelles.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, à Etterbeek.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambermont, à Schaerbeek.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, à Saint-Gilles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel, à Schaerbeek.

M. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue Joseph Stallacrt, à Ixelles.

M. le Baron Marcel de Schaetzen, administrateur de sociétés, 87, rue Royale, à Bruxelles.

DELEGUE DU « COMITE SPECIAL DU KATANGA »

M. Elomire Reintjes, directeur du service des mines du « Comité Spécial du Katanga », 51, rue des Petits Carmes, à Bruxelles.

Bruxelles, le 29 juin 1949.

Certifié conforme.

4

Deux Administrateurs,

(s.) Marcel JACQUES
Administrateur de sociétés,
avenue des Scarabées, 1,
Bruxelles.

(s.) Louis FRERE
Administrateur de sociétés,
avenue de Tervueren, 154,
Woluwe-Saint-Pierre.

Exploitation Forestière au Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 7, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 49.376

Constituée le 7 novembre 1930 et autorisée par arrêté royal du 15 décembre 1930. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 22-23 décembre 1930 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1931.

Modification aux statuts votée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 1937, publiée aux annexes du « Moniteur Be'ge » du 9 mai 1937 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de mai 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

Premier établissement réévalué . . . fr.	35.098.726,—	
dont à déduire pour amortissements . . .	19.824.799,—	
		15.273.927,—

II. — Réalisable :

Portefeuille	1.206.759,—	
Magasins	7.080.864,—	
Débiteurs divers	5.405.191,—	
Actionnaires	2.685.375,—	
		16.378.189,—

III. — Disponible :

Banques, chèques postaux, caisses	5.522.473,—
---	-------------

IV. — Comptes débiteurs divers.	21.449,—
---	----------

V. — Comptes d'ordre :

Titres constituant les cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 37.196.038,—

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 act. de fr. 500 chacune fr.	20.000.000,—
Réserve statutaire	408.656,—
Réévaluation du premier établissement	6.942.041,—
	<u>27.350.697,—</u>

II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	50.000,—
---	----------

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers.	7.329.621,—
----------------------------	-------------

IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	1.645.555,—
--	-------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	pour mémoire
--	--------------

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
--	--------------

VI. — *Profits et pertes :*

Bénéfice de l'exercice 1948	820.165,—
---------------------------------------	-----------

Fr. 37.196.038,—

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr. 443.153,—
Amortissement du premier établissement	2.148.883,—
Provisions pour impôts	450.000,—
Intérêts sur dotations fonds de pensions	44.404,—
Solde	820.165,—
	<u>Fr. 3.906.605,—</u>

CREDIT

Intérêts, revenus du portefeuille et divers	fr. 73.150,—
Résultat d'exploitation de l'exercice 1948	3.833.455,—
	<u>Fr. 3.906.605,—</u>

REPARTITION

5 % à la réserve statutaire	fr.	41.008,—
Le solde aux actions		779.157,—
	Fr.	820.165,—

SITUATION DU CAPITAL AU 28 JUIN 1949

Sur les 40.000 actions de 500 francs, 4.195 sont entièrement libérées et 35.805 libérées de 85 %.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Jadot, Odon, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre, à Ixelles.

Président honoraire :

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, à Ixelles.

Administrateur-Délégué :

M. Maurice Van Mulders, ingénieur, 31, avenue René Gobert, à Uccle.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, ingénieur, à Elisabethville (Congo Belge).

M. Camille de Jacquier de Rosée, directeur de sociétés, 113, Hermanmont à Vielsalm.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle.

M. Auguste Gérard, docteur en droit, 6, avenue de la Jonction, à Bruxelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, Château de Jolimont, à La Hulpe.

M. Paul Sorel, ingénieur, 75, rue du Marteau, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Louis Habran, 33, rue Van Ostade, à Bruxelles.

M. René Pelsmaeckers, secrétaire de sociétés, 258, avenue de Tervueren, à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Hubert Squelin, ingénieur commercial, 154, rue des Cottages, à Uccle.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 28 JUIN 1949

L'assemblée examine et approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, ainsi que la répartition des bénéfices proposés par le Conseil d'administration.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur Monsieur Pierre Jadot.

Elle fixe à huit le nombre des administrateurs.

Elle réélit en qualité de commissaire, Monsieur Louis Habran.

Bruxelles, le 5 juillet 1949.

Pour copie conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) M. VAN MULDER.

Le Président,

(s.) O. JADOT.

Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo
« S. I. E. F. A. C. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Berger, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles :: n° 46.858.

Constituée par acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 2 octobre 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 6 novembre 1924, (acte n° 12.472) et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 décembre 1924, page 527, approuvé par arrêté royal du 20 novembre 1924.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 29 janvier 1926, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1926, page 193, approuvé par arrêté royal du 26 mars 1926.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 30 juin 1927, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 19 septembre 1927, page 705, approuvé par arrêté royal du 17 août 1927.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 25 octobre 1935, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1936, page 33, annexes au « Moniteur Belge » du 23 novembre 1935 (acte n° 15.307) approuvé par arrêté royal du 13 décembre 1935.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — *Immobilisé :*

Terrains, concessions, zone d'huilerie, mise en valeur des palmeraies fr.	918.564,59	
Immeubles en Afrique	1.249.700,—	
Usines, installations fixes matériel et outillage	3.047.360,80	
Nouvelles immobilisations en 1948	2.103.479,42	
		5.150.840,22
Matériel roulant et de navigation	1.104.394,29	
Nouvelles immobilisations en 1948	1.463.933,—	
		2.568.327,29
Mobilier	162.864,—	
Réévaluation provisoire du capital investi.	3.718.332,63	
		13.768.628,73
Frais de constitution	153.488,60	
Amortissem. antérieurs	153.487,60	
		1,—
		13.768.629,73

II. — *Disponible :*

Banque	9.587.891,25	
Caisses et comptes de chèques postaux	611.181,59	
		10.199.072,84

III. — *Réalisable :*

Participations	700.000,—	
Débiteurs divers	1.318.789,78	
Marchandises et matériel en Afrique et en route	3.946.740,03	
Produits en Afrique et en route	6.804.625,—	
		12.770.154,81

IV. — *Divers :*

Dépenses de « Welfare » en faveur du personnel indigène.	1.316.203,85
--	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts de titres déclarés	30.000,—	
Cautionnements de gestion	pour mémoire	
		<u>30.000,—</u>
	Fr.	<u>38.084.061,25</u>

PASSIF

I. — *Envers la Société :*

Capital	fr.	2.600.000,—	
représenté par :			
2.000 act. de cap. ordinaires de fr. 500.			
3.200 act. de cap. privilégiées de fr. 500.			
Réserve statutaire		882.299,39	
Réserve pour investissements nouveaux .		4.705.635,—	
Fonds de réserve extraordinaire et de pré-			
vision fiscale		1.245.979,82	
Plus-value de réévaluation provisoire .		3.718.332,63	
Amortissements antérieurs		6.177.039,94	
Amortissement exercice 1948		1.436.854,46	
			<u>20.766.141,24</u>

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	4.931.481,08	
Dividendes non réclamés	66.831,67	
		<u>4.998.312,75</u>

III. — *Divers :*

Fonds de « Welfare » en faveur du per-			
sonnel indigène	2.300.000,—		
Comptes créditeurs à régler	1.078.305,19		
			<u>3.378.305,19</u>

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés	30.000,—	
Déposants de cautionnements	pour mémoire	
		<u>30.000,—</u>

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice net		8.911.302,05	
	Fr.	<u>38.084.061,23</u>	

COMPTE de PROFITS et PERTES ARRETE au 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr.	98.119,44
Amortissements sur immobilisations.		1.436.854,46
Solde reporté de l'exercice précédent	551.330,30	
Bénéfice net de l'exercice	8.359.971,72	
		<u>8.911.302,05</u>
	Fr.	<u>10.446.275,95</u>

CREDIT

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	551.330,33
Résultat d'exploitation de 1948		9.894.335,32
Intérêts		610,30
		<u>10.446.275,95</u>
	Fr.	<u>10.446.275,95</u>

REPARTITION DU BENEFICE

1. — 5 % à la réserve statutaire (sur fr. 8.359.971,72) fr.	417.998,55
2. — Tantièmes statutaire : 10 % du solde de : fr. 7.941.973,17	794.197,30
3. — Dividende aux actions de capital privilégiées :	
a) premier dividende de fr. 30 bruts soit : fr. 24,90 net au coupon n° 14, exercice 1948	79.680,—
b) deuxième dividende de fr. 288,65, net au coupon n° 14 de l'exer- cice 1948	923.680,—
	<u>1.003.360,—</u>
4. — Dividende aux actions de capital ordinaires de fr. 577,30 net au coupon n° 25 de l'exercice 1948.	1.154.600,—
5. — Taxe mobilière sur dividendes	442.001,87
6. — Réserve pour investissements nouveaux	2.500.000,—
7. — Réserve extraordinaire et provision pour taxes fiscales	2.000.000,—
8. — Solde à reporter	599.144,33
	<u>Fr. 8.911.302,05</u>

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU
JEUDI 30 JUIN 1949

1. — L'assemblée, à l'unanimité, adopte les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

2. — Sont approuvés, les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice social 1948.

3. — L'assemblée décide à l'unanimité de répartir le bénéfice de l'exercice social 1948, conformément à la proposition faite par le Conseil d'Administration.

4. — L'assemblée, par un vote spécial, donne aux administrateurs et commissaires, décharge de leur gestion pendant l'exercice social 1948.

5. — L'assemblée ratifie la nomination de Monsieur Emile Duquesne, en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur G. Vandermeeren, décédé et pour achever le mandat de celui-ci. Elle nomme Monsieur Jules Snoeck, en qualité de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Georges Geerts, Président, ingénieur civil des mines, U. L. B., 63, avenue Edmond Mesens, à Etterbeek.

M. Jules Van Lancker, Administrateur-Délégué, administrateur de sociétés, 11, avenue Lippens, Léopoldville (Congo Belge).

M. Emile Duquesne, Administrateur, ingénieur A. I. Ms., 154, avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles.

M. Jean-Louis Merckx, Administrateur, docteur en droit, 42a, rue de Tenbosch, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Jules Durviaux, Commissaire, chef-comptable, 100, rue Delescluze, à Berchem-Anvers.

M. Jules Snoeck, Commissaire, chef-comptable, 36, rue du Bien-Etre, à Anvers.

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

Certifié conforme.

SOCIETE INDUSTRIELLE D'EXPLOITATIONS FORESTIERES AU
CONGO « S. I. E. F. A. C. »

Le Président,

(s.) G. GEERTS.

Société Minière du Kasai

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Kasai) — Congo Belge.

Siège administratif : rue de Naples, 41, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8871

—

Acte constitutif et modifications publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1920, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 février 1924, 15 mars 1935 et 15 février 1939, aux annexes au « Moniteur Belge » des 5 janvier 1935 (acte n° 167), 1^{er} février 1939 (acte n° 961) et 22-23 juillet 1946 (acte n° 15.210).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

Premier établissement fr. 1,—

II. — Réalisable :

Portefeuille	8.766.470,—	
Fonds publics belges et congolais	7.863.668,—	
Débiteurs	25.672,—	
	<u> </u>	16.655.810,—

III. — Disponible

Banquiers (1) 6.488.497,—

IV. — Divers :

Comptes débiteurs (2) 10.632.258,—

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
	<u> </u>	Fr. 33.776.566,—
		<u> </u>

(1) Suivant arrêté-loi du 6 octobre 1944, ce montant comprend une quotité exceptionnellement indisponible de 488.700 francs.

(2) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasai-Luebo.

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

10.000 actions de capital fr. 500 . . . fr.	5.000.000,—	
10.000 actions de dividende s. d. v. . . .	pour mémoire	
Réserve statutaire	5.000.000,—	
Fonds spécial de prévision	5.000.000,—	
		15.000.000,—

II. — *Fonds d'assurance et de provisions diverses .* 8.240.647,—

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Dividendes à régler	133.042,—	
Remboursements à effectuer sur réserve .	30.133,—	
Montants non appelés sur participations .	875.000,—	
Créditeurs	3.799,—	
		1.041.974,—

IV. — *Divers :*

Comptes créditeurs (1)	2.469.784,—
----------------------------------	-------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour contrats divers en cours . . .	pour mémoire

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	7.024.161,—	
		Fr. 33.776.566,—

COMPTE de PROFITS et PERTES ARRETE au 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais d'administration et divers fr.	339.328,—
Droits de sortie	2.011.691,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses	1.500.000,—
Solde en bénéfice.	7.024.161,—
	Fr. 10.875.180,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasai-Luebo.

CREDIT

Produits de l'exercice.	fr. 9.003.049,—
Intérêts	138.331,—
Revenus du portefeuille et divers	1.236.583,—
Régularisation taxes 1940-1945	497.217,—
	Fr. 10.875.180,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE DE L'EXERCICE 1948

5 % aux administrateurs et commissaires	fr. 351.208,50
5 % prévision pour personnel.	351.208,50
Aux 10.000 actions de capital, un dividende brut de	3.160.872,—
Aux 10.000 actions de dividende, un dividende brut de	3.160.872,—
	Fr. 7.024.161,—

RESOLUTIONS

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 6 juillet 1949.*

L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à 7.024.161 francs.

Elle adopte, dans les mêmes conditions, la répartition du bénéfice qui, d'après les prélèvements statutaires, permet l'attribution d'un dividende brut de 316,087 francs, soit net 263 francs, à chaque action de capital ou de dividende.

L'assemblée décide que le dividende net sera mis en paiement contre présentation du coupon n° 25 (millésime 1948) à partir du 14 juillet 1949, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles ou en province.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

L'assemblée réélit, en qualité d'administrateur, Messieurs le Comte Lippens et E. Van der Straeten. Leur mandat expire en 1955.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. le Comte Lippens, Maurice, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, square du Val de la Cambre, Bruxelles. — Président du Conseil d'administration.

M. Baudine, Jules, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, Saint-Gilles-Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles. — Administrateur-Directeur.

M. de Hemptinne, Paulo, administrateur de sociétés, 10-12, rue Mignot Delstanche, Ixelles-Bruxelles. — Administrateur.

M. Gérard, Auguste S., administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Forest-Bruxelles. — Administrateur.

M. Gilson, André H., administrateur de sociétés, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. — Administrateur.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles. — Administrateur.

M. Van der Straeten, Edgard, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles-Bruxelles. — Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. le Chevalier Josué Henry de la Lindt, officier retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

M. Mathy, Joseph, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Ingenbleek, Jules, administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles.

M. le Major Van den Heuvel, Fernand-Joseph-Marie, administrateur de sociétés, 54, avenue Jules de Trooz, Bruxelles.

Bruxelles, le 7 juillet 1949.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE DU KASAI
(Société à responsabilité limitée)

L'Administrateur-Directeur,

(s.) P. LANCSWEERT.

Un Administrateur,

(s.) J. RELECOM

L'Administrateur-Délégué,

(s.) J. BAUDINE.

Un Administrateur.

(s.) P. de HEMPTINNE.

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga
« Sogefor »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue de la Science.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 809

—

Constituée le 23 novembre 1925 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal du 1^{er} décembre 1925.

Statuts modifiés suivant décisions des assemblées générales des 9 juillet 1928, 8 juillet 1929, 10 avril 1930, 18 juin 1945, 12 juillet 1948 et 29 mars 1949.

Actes approuvés par arrêtés royaux des 4 septembre 1929 et 14 août 1930.

Publications légales : Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1925, 15 septembre 1928, 15 octobre 1929, 15 septembre 1930, 15 août 1945, 15 septembre 1948 et 15 juin 1949.

Annexes au « Moniteur Belge des 7-8 décembre 1925, 13-14 août 1928, 8 août 1929, 17 mai 1930, 9-10 juillet 1945, 7 août 1948 et 6 mai 1949.

(Actes n°s 13.495 - 11.574 - 12.936 - 8098 - 9526 - 16.743 et 8772).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale annuelle du 20 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Etudes, travaux et installations :

Etudes initiales	fr. 9.250.000,—	
Travaux du Lualaba	4.133.563,97	
Installations de la Lufira	279.339.585,14	
Divers	7.932.538,21	
		300.655.687,32
Travaux en cours.		28.311,38
Frais de constitution	137.181,30	
Amortissement antérieur	137.180,30	
		1,—

Charges inhérentes à l'emprunt Fl. F. B. remboursé anticipativement en 1946 .	20.239.738,63
Am. exercices antérieurs .	15.000.000,—
Amort. exercice 1948 .	5.239.737,63
	<u>20.239.737,63</u>

1,—

Réalisable :

Approvisionnements	11.496.923,04	
Am. exercices antérieurs .	4.806.001,05	
Amort. exercice 1948 .	308.696,36	
	<u>5.114.697,41</u>	6.382.225,63
Portefeuille		18.823.888,95
Débiteurs divers		54.844.556,29

Disponible :

Caisses, banques et dépôts	25.489.480,30
--------------------------------------	---------------

Divers :

Comptes débiteurs	1.114.637,77
-----------------------------	--------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
--------------------------------------	--------------

Fr. 407.338.789,64

PASSIF

Envers la Société :

Capital :

160.000 actions de fr. 500	fr. 80.000.000,—
106.666 parts bénéficiaires sans désignation de valeur.	—
Fonds de réserve social	8.000.000,—
Fonds d'amortissement	225.491.436,72

Envers des tiers :

Versement non appelé sur titres du portefeuille . . .	640.000,—
Créditeurs divers.	32.345.142,96
Coupons d'actions	2.263.503,73

Divers :

Comptes créditeurs 12.333.646,—

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires pour mémoire

Profits et pertes :

Solde 46.265.060,23

Fr. 407.338.789,64

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux et divers fr. 1.277.315,17

Intérêts, commissions et change 269.135,11

Provision pour impôt. 7.200.000,—

Amortissements 24.858.335,59

Solde créditeur 46.265.060,23

Fr. 79.869.846,64

CREDIT

Résultats bruts d'exploitation et divers fr. 79.869.846,64

REPARTITION

Solde disponible fr. 46.265.060,23

Premier dividende de fr. 36,144 brut à chacune des 160.000
actions de fr. 500 5.783.132,53

40.481.927,70

10 % au Conseil d'administration et au Collège des com-
saires 4.048.192,77

36.433.734,93

Second dividende de fr. 16,072 brut à chacune des 160.000
actions de fr. 500 2.891.566,27

Reliquat 33.542.168,66

50 % aux actions de fr. 500 : soit fr. 104,819 brut à cha-
cune des 160.000 actions de fr. 500 16.771.084,44

16.771.084,33

50 % aux parts bénéficiaires : soit fr. 157,229 brut à cha-
cune des 106.666 parts bénéficiaires 16.771.084,33

SITUATION DU CAPITAL

Le capital social est entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Robert Van Cauwenberghe, directeur de la « Société Générale de Belgique », 17, rue Guimard, Bruxelles.

Vice-Présidents :

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville (Congo Belge).

M. Victor Dooms, ingénieur, 571, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Robert Bette, ingénieur civil, 158, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateur-Directeur :

M. Aimé Marthoz, administrateur de sociétés, 43, square Vergote, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, administrateur de sociétés, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Amédée Bégault, administrateur de sociétés, 12, avenue du Derby, Bruxelles.

M. Arthur Bemelmans, administrateur de sociétés, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés, Lindestraat, Vollezele.

M. Gaston Deladrière, administrateur de sociétés, 43, avenue de l'Horizon, Woluwe-Saint-Pierre.

M. le Baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, 33, rue du Congrès, Bruxelles.

M. Gustave Gillon, administrateur de sociétés, 5, avenue des Joyeuses-Entrées, Louvain.

M. Armand Halleux, administrateur de sociétés, 3, rue de la Révolution, Bruxelles.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. le Comte Maurice Lippens, administrateur de sociétés, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Albéric Marchal, administrateur de sociétés, 60, avenue Hamoir, Uccle.

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 31, avenue Jeanne, Ixelles.

M. Edgar Sengier, directeur de la « Société Générale de Belgique », 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 12, avenue Henri Pirenne, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Auguste Berckmoes, chef de comptabilité, 82, avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg.

M. Raoul Depas, secrétaire honoraire de la « Société Générale de Belgique », 5, rue Emile Claus, Bruxelles.

M. Max Gottschalk, avocat, 44, rue de l'Industrie, Bruxelles.

M. Fred Van der Linden, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley, Uccle.

M. Paul Vuylsteke, administrateur de sociétés, 14, avenue Emile Demot, Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU 20 JUIN 1949

L'assemblée générale réélit :

en qualité d'administrateur : Messieurs Lucien Beckers, Victor Doms et le Baron de Steenhault de Waerbeek;

en qualité de commissaire : Monsieur Raoul Depas.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 JUIN 1949

Le Conseil d'administration décide de renouveler pour la durée de son mandat d'administrateur, les mandats de Vice-Président du Conseil d'Administration et de membre du Comité de Direction, de Monsieur Victor Doms, réélu aux fonctions d'administrateur par l'assemblée générale du même jour.

Bruxelles, le 20 juin 1949.

Certifié conforme.

Vice-Président du Conseil.

(s.) V. DOOMS

Président du Conseil.

(s.) R. VAN CAUWENBERGHE

Société Générale Africaine d'Electricité « Sogelec »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga — Congo Belge).

Siège administratif : 31, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46.670.

Constituée le 12 juin 1930 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 14 juillet 1930.

Publications légales : Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1930, 15 mai 1936, 15 août 1945, 15 septembre 1948 et 15 mai 1949.

Annexes au « Moniteur Belge » des 22-23 juillet 1930, acte n° 12.041 21 décembre 1935, acte n° 16.360; 28 juin 1945, acte n° 8782; 9-10 août 1948, acte n° 16.977 et 1^{er} avril 1949, acte n° 4917.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale annuelle du 27 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Installations Elisabethville, Jadotville et Kipushi fr.	43.470.084,—	
Lignes haute tension	61.334.520,—	
Poste de transformation de Jadotville	29.588.284,—	
Compteurs et matériel en location	2.091.022,—	
Travaux en cours	1.694.839,—	
		138.178.749,—

Réalisable :

Portefeuille (y compris obligations Emprunt de l'Assainissement Monétaire	16.785.865,—	
Caisses, banques, dépôts et effets à recevoir	25.346.895,60	
Fonds indisponibles	3.038.400,—	
Débiteurs divers	17.601.029,—	
Avances sur commandes en cours.	4.854.015,25	
Approvisionnements	27.447.618,50	
Am. exercices antérieurs	2.892.324,30	
Amort. exercice 1948	1.225.764,47	
		4.118.088,77
		23.329.529,73

Divers :

Cautionnements déposés par la Société	20.522,—
Comptes débiteurs	2.585.007,35

Compte d'ordra :

Dépôts en garantie de gestion	pour momoire
	<u>Fr. 231.740.012,93</u>

PASSIF

Envers la Société :

Capital :	
160.000 actions de capital de fr. 500	fr. 80.000.000,—
100.000 actions de dividende sans valeur nominale.	—
Fonds de réserve social	7.286.394,84
Fonds d'amortissement	95.002.267,80
Fonds de renouvellement	1.396.339,35

Dettes sans garanties réelles :

Versement non appelé sur titres du portefeuille	320.000,—
Créditeurs divers.	14.838.812,95
Coupons restant à payer	688.378,26

Divers :

Cautionnements constitués auprès de la Société	1.010.725,—
Comptes créditeurs	13.276.885,38

Compte d'ordre :

Déposants en garantie de gestion	pour mémoire
<i>Profits et pertes</i>	17.920.209,35
	<u>Fr. 231.740.012,93</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux d'administration	fr. 572.549,34
Impôts et taxes	633.852,55
Provision pour impôts	2.000.000,—

Amortissement sur titres du portefeuille	23.000,—
Amortissements	12.225.764,47
Solde créditeur	17.920.209,35
	Fr. 33.375.375,71

CREDIT

Résultats bruts d'exploitation, intérêts et divers . . . fr.	33.375.375,71
--	---------------

REPARTITION

Solde disponible	fr. 17.920.209,35
5 % au fonds de réserve social (dotation nécessaire pour porter ce fonds à 10 % du capital social)	713.605,16
	17.206.604,19
Premier dividende de fr. 36,1445 brut à chacune des 160.000 actions de capital.	5.783.132,53
	11.423.471,66
10 % au Conseil d'Administration, au Comité Technique et au Collège des Commissaires	1.142.347,17
Solde.	10.281.124,49
75 % aux actions de capital, soit fr. 48,1927 brut à cha- cune des 160.000 actions de capital	7.710.843,37
	2.570.281,12
25 % aux actions de dividende, soit fr. 25,7028 brut à chacune des 100.000 actions de dividende	2.570.281,12
	—

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président et Administrateur-Délégué :

M. Robert Bette, ingénieur civil, 158, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville (Congo Belge).

M. Victor Dooms, ingénieur, 571, avenue Louise, à Bruxelles.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 23, Place de Meir, à Anvers.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 15, avenue de l'Orée, à Bruxelles.

M. Christian Janssens, administrateur de sociétés, 24, avenue des Muquets, Quatre-Bras, à Tervueren.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur, à Uccle.

M. Edmond Rommel, directeur de société, 48, rue des Pavots, à Schaerbeek.

M. Edgar Sengier, directeur de la « Société Générale de Belgique », 24, avenue Ernestine, à Ixelles.

M. Marcel Strauven, ingénieur, 23, avenue Wellington, à Uccle.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 12, avenue Henri Pirenne, à Uccle.

M. Robert Van Cauwenberghe, directeur de la « Société Générale de Belgique », 17, rue Guimard, à Bruxelles.

M. Eugène Van Wynsberghe, licencié en Sciences commerciales, 4, avenue du Congo, à Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Auguste Berckmoes, chef de comptabilité, 82, avenue de l'Indépendance Belge, à Koekelberg.

M. Louis Habran, sans profession, 33, rue Van Ostade, à Bruxelles.

M. Désiré Van Bleyenbergh, directeur de société, 25, avenue Henri Pirenne, à Uccle.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU 27 JUIN 1949

« L'assemblée réélit, en qualité d'administrateur, Messieurs Robert Bette et Edgar Sengier; leur mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1955 ».

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 JUIN 1949

« Le Conseil d'Administration renouvelle, pour la durée de son mandat d'administrateur, les mandats de Président du Conseil d'Administration, Président du Comité Technique et Administrateur-Délégué, de Monsieur Robert Bette, réélu administrateur par l'assemblée générale annuelle de ce jour ».

Bruxelles, le 27 juin 1949.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) V. DOOMS

(s.) R. VAN CAUWENBERGHE

Société Congolaise de Gestion Immobilière, en abrégé « Cogimo »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles.

—
Constituée le 29 juillet 1948. Acte publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Construction et terrain	fr.	10.150.189,65	
Frais de première installation		537.500,—	
Frais de constitution		148.655,50	
			10.836.345,15
Disponible			3.198.108,90
Actionnaires			2.525.000,—
Profits et pertes			130.003,85
	Fr.		16.689.457,90

PASSIF

Capital :

3.250 actions de capital de fr. 5.000 chacune	fr.	16.250.000,—
650 actions de dividende sans désignation de valeur . pour mémoire		
Créditeurs divers.		439.457,90
	Fr.	16.689.457,90

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr.	130.003,85

CREDIT

Perte de l'exercice	fr.	130.003,85

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTIONS

M. le Comte Albert d'Aspremont-Lynden, avenue de Tervueren, 269, Woluwe-Saint-Pierre. — Administrateur.

M. Lucien Callebaut, avenue Molière, 246, Ixelles. — Administrateur.

M. Firmin Fivez, Lange Halsbeekstraat, 35, Saint-Nicolas-Waes. — Administrateur.

M. Louis Rimbout, avenue Huart Hamoir, 37, Schaerbeek. — Administrateur.

M. Victor Soquet, avenue de l'Ermitage, 27, Namur. — Administrateur.

M. Alexandre Krauss, rue de Laeken, 57, Bruxelles. — Commissaire.

M. Victor de Rijck, rue Victor Hugo, 205, Bruxelles. — Commissaire.

Certifié conforme.

SOCIETE CONGOLAISE DE GESTION IMMOBILIERE « COGIMO »
Société congolaise à responsabilité limitée.

Deux Administrateurs,

(s.) V. SOQUET

(s.) L. RIMBOUT

Compagnie Jules Van Lancker
Anciennement « Plantations Jules Van Lancker »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : N'Kolo — Km. 194 (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Berger, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 45.756.

Autorisée par arrêté royal en date du 19 novembre 1927.

Constituée le 10 octobre 1927, suivant acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 5-6 décembre 1927, acte n° 14.273, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 décembre 1927.

Modifications aux statuts, le 15 avril 1930, parues aux annexes du « Moniteur Belge » du 15 mai 1930, acte n° 7954, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1930, et autorisées par arrêté royal en date du 21 mai 1930.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

Frais de constitution et de premier établissement fr.	303.355,02
Palmeraies, culture, concessions et propriétés agricoles	11.379.579,90
Nouvelles immobilisations 1948.	60.800,—
	11.440.379,90
Immeubles et usines en Afrique.	13.147.624,97
Nouvelles immobilisations 1948.	1.440.244,91
	14.587.869,88
Mobilier et matériel général en Afrique	3.161.179,81
Nouvelles immobilisations 1948.	1.488.300,—
	4.649.479,81
Matériel roulant et de navigation	2.513.103,17
Nouvelles immobilisations 1948.	684.185,—
	3.197.288,17
Mobilier d'Europe.	61.612,60
Bétail.	555.884,36
Réévaluation provisoire du capital investi	27.326.596,14
	62.122.465,88
Amortissements antérieurs	36.231.754,17
Amortissement exercice 1948.	6.181.911,08
	42.413.665,25
	19.708.800,63 }

II. — *Disponible :*

Banques	10.905.288,84	
Comptes de chèques postaux	1.562.526,53	
Caisses et espèces en route	2.382.713,68	
		14.850.529,05

III. — *Réalisable :*

Portefeuille titres	2.661,251,—	
Participations	2.100.000,—	
Débiteurs divers	7.632.160,09	
Fournisseurs — Avances sur commandes en cours	3.654.027,61	
Effets à recevoir	3.029.892,25	
Marchandises et approvisionnements en Afrique, en Europe et en cours de route.	31.716.313,45	
Produits en Afrique, en Europe et en cours de route	21.170.030,10	
		71.963.674,50

IV. — *Divers :*

Dépenses de « Welfare » pour indigènes .	2.253.169,72	
Comptes débiteurs à régler	325.893,32	
		2.579.063,04

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts des titres déclarés	795.040,—	
Débiteurs de dommages de guerre . . .	146.516,28	
Garanties statutaires pour mémoire		
Engagements et contrats divers en cours .	pour mémoire	
		941.556,28

Fr. 110.043.623,50

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital fr.	25.000.000,—
représenté par :	
18.000 actions de capital de fr. 500 .	
3.200 actions de capital de fr. 5.000 .	
18.000 actions de dividende sans dési- gnation de valeur.	

Réserve statutaire	2.199.476,20	
Réserve extraordinaire	12.000.000,—	
Réserve pour investissements nouveaux	3.000.000,—	
Plus-value de réévaluation provisoire	27.326.596,14	
		69.526.072,34

II. — *Dettes de la Société envers les tiers :*

Créditeurs divers	15.442.705,90	
Acceptations	106.661,—	
Dividendes non réclamés	175.042,10	
		15.724.409,—

III. — *Divers :*

Fonds de « Welfare » pour indigènes	2.253.169,72	
Fonds de pension et d'œuvres sociales pour indigènes	300.000,—	
Prévisions déjà taxées pour impôts à régler	5.690.443,86	
Comptes créditeurs à régler	7.037.777,76	
		15.281.391,34

V. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés	795.040,—	
Dommages de guerre à recouvrer	146.516,28	
Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
		941.556,28

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice.	8.570.194,54	
----------------------------	--------------	--

Fr. 110.043.623,50

COMPTE de PROFITS et PERTES ARRETE au 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr.	765.496,69
Fonds de « Welfare » pour indigènes.		125.974,57
Fonds de pension et d'œuvres sociales pour indigènes		100.000,—

Dommages de guerre.	146.516,28
Amortissement sur immobilisations	6.181.911,08
Solde en bénéfice net.	8.570.194,54
Fr.	15.890.093,16

CREDIT

Solde reporté de l'exercice précédent fr.	591.759,31
Résultat d'exploitation et revenus du portefeuille.	15.287.473,85
Intérêts	10.860,—
Fr.	15.890.093,16

REPARTITION DU BENEFICE

1. — 5 % à la réserve statutaire (sur fr. 7.978.435,23) fr.	398.921,75
2. — Premier dividende aux actions de capital 7 % brut	1.750.000,—
3. — Tantièmes aux administrateurs et commissaires 10 % du solde de : fr. 5.829.513,48	582.951,35
4. — Deuxième dividende aux actions de capital de 4,90 % brut	1.225.000,—
5. — Dividende aux actions de dividende de fr. 29,16 brut par coupon	525.000,—
	1.750.000,—
6. — Réserve pour investissements nouveaux	2.500.000,—
7. — Prévisions pour taxes fiscales	1.525.000,—
8. — Solde reporté à nouveau	63.321,44
Fr.	8.570.194,54

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU MARDI 28 JUIN 1949

1. — L'assemblée, à l'unanimité, adopte les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

2. — Sont approuvés, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice social 1948, avec la répartition du bénéfice, présentée par le Conseil d'administration.

3. — L'assemblée, par un vote spécial, donne aux administrateurs et commissaires, décharge de leur gestion pendant l'exercice social 1948.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Georges Geerts, Président, ingénieur civil des mines, U. L. B., avenue Edmond Mesens, 63, Etterbeek.

M. Jules Van Lancker, Administrateur-Délégué, administrateur de sociétés, avenue Lippens, 11, Léopoldville (Congo Belge).

M. Léon Bureau, Administrateur, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, Parc de l'Etoile « La Brousse », Ottignies.

M. Pierre Le Bœuf, Administrateur, administrateur de sociétés, Houtain-le-Val (Brabant).

M. Jean Mertens, Administrateur, administrateur de sociétés, avenue Jan Van Rijswijck, 130, Anvers.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Théophile Allard, Commissaire, administrateur de sociétés, avenue de l'Orée, 19, Bruxelles.

M. Hubert du Bois d'Aische, Commissaire, propriétaire, avenue du Margrave, 152, Anvers.

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

Certifié conforme.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER, S. C. A. R. L.

Le Président,

(s.) G. GEERTS

« Symétain »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 56.961.

Constituée le 29 janvier 1932, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1932.

Statuts modifiés suivant actes des 25 novembre 1935, 24 août 1938, 6 juin 1939, 28 juillet 1939, 26 juin 1946, 25 juin 1947 et 30 juin 1948, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1936, 15 décembre 1938, 15 octobre 1948, 15 octobre 1939, 15 octobre 1946, 15 novembre 1947 et 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1949).

PASSIF

Immobilisé :

Frais de premier établissement et prospections	fr. pour mémoire	
Concessions, travaux préparatoires et divers	23.515.486,20	
Terrains, constructions et installations diverses.	190.821.534,42	
Matériel et gros outillage	91.540.739,84	
Mobilier	8.499.393,56	
		314.377.154,02

Disponible et réalisable :

Caisses, dépôts à vue et à court terme	99.159.105,15	
Débiteurs divers	31.571.530,43	
Approvisionnements en stock et en cours de route	59.559.491,89	
Produits miniers en stock et en cours de route	115.247.502,17	
		305.537.629,64

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et comptes divers	21.606.247,60
--	---------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
Cautionnements agents	1.879.527,—	
		1.879.527,—
		Fr. 643.400.558,26

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr. 85.000.000,—
représenté par 182.250 parts sociales sans désignation de valeur nominale.	
Réserve stautaire.	8.500.000,—
Fonds de prévision	132.000.000,—
Provision pour risques divers	3.000.000,—
Réserve d'amortissement sur matériel	9.345.606,—
(Décret du 8 janvier 1946, art. 2, litt. 2, 3°).	
Amortissements :	
Sur concessions, travaux préparatoires et divers.	23.050.566,20
Sur terrains, constructions et installations diverses	109.853.049,24
Sur matériel et gros outillage	36.751.644,71
Sur mobilier	8.499.393,56
	178.154.653,71
	416.000.259,71

Dettes sur la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	75.212.584,78
Fondation Symétain	40.000.000,—
Dividendes à payer	13.485,75
	115.226.070,53

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers	50.413.581,49
---	---------------

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires .	pour mémoire	
Cautionnements agents	1.879.527,—	
		1.879.527,—

Résultats :

Solde reporté exercice 1947	265.950,88	
Solde bénéficiaire de l'exercice	59.615.168,65	
	<u>59.881.119,53</u>	
		Fr. 643.400.558,26
		<u><u>643.400.558,26</u></u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Frais généraux	fr.	8.625.038,48
Charges financières		717.034,18
Fondation Symétain, affectation pour l'exercice 1948.		10.000.000,—
Impôts et taxes divers		2.947.143,40
Droits de sortie sur produits.		26.291.701,75
Prévision fiscale		5.000.000,—

Amortissements :

Sur terrains, constructions et installations diverses	24.570.055,17	
Sur matériel et gros outillage	4.890.488,25	
Sur mobilier	1.086.992,50	
	<u>30.547.535,92</u>	

Solde bénéficiaire :

Solde reporté exercice 1947	265.950,88	
Bénéfice de l'exercice	59.615.168,65	
	<u>59.881.119,53</u>	
		Fr. 144.009.573,26
		<u><u>144.009.573,26</u></u>

CREDIT

Solde reporté exercice 1947	fr.	265.950,88
Résultats d'exploitation		140.641.808,34
Résultats divers et intérêts		3.101.814,04
		<u>144.009.573,26</u>
		Fr. 144.009.573,26
		<u><u>144.009.573,26</u></u>

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

a) Affectation proposée en application de l'article 53bis des statuts :

Fonds de prévision fr. 33.000.000,—

b) Répartition :

1) Redevance à la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ».	7.081.092,—
2) Premier dividende aux parts sociales	6.378.750,—
3) Conseil d'Administration et Collège des Commissaires	1.187.014,52
4) Fonds de prévoyance en faveur du personnel	593.507,26
5) Deuxième dividende aux parts sociales.	10.089.623,48
6) Report à nouveau (art. 53bis).	1.551.132,27
	Fr. 59.881.119,53

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

M. George Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle. — Président.

M. Henri Buttgenbach, professeur à l'Université de Liège, avenue Franklin Roosevelt, 182, Bruxelles. — Vice-Président.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem. — Administrateur-Délégué.

M. Robert Schnennicke, ingénieur civil des mines, avenue du Parc de Woluwe, 64, Auderghem. — Administrateur-Directeur.

M. le Chevalier Michel Lallemand, propriétaire, avenue de Cortenberg, 92, Bruxelles. — Administrateur.

M. Georges Laloux, docteur en droit, rue Saint-Remy, 2, Liège. — Administrateur.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, rue Bosquet, 88, Saint-Gilles-Bruxelles. — Administrateur.

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, boulevard Saint-Michel, 50, Etterbeek. — Administrateur.

M. Marcel Paulis, ingénieur U. L. B., avenue Louise, 418, Bruxelles. — Administrateur.

M. Marcel De Roover, ingénieur A. I. A., avenue des Gaulois, 33, Etterbeek. — Administrateur.

M. Jean Nagelmackers, banquier, boulevard d'Avroy, 206. Liège. — Président du Collège des Commissaires.

M. Désiré Tilmant, expert comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz. — Commissaire.

M. Louis Uytdenhoeuf, expert comptable, rue du Noyer, 282, Schaerbeek. — Commissaire.

M. Hubert Keppenne, chef comptable, rue Sans-Souci, 63, Ixelles. — Commissaire.

DELEGUE DE LA « COMPAGNIE DES GRANDS LACS »

M. Paul Orban, fondé de pouvoirs à la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », rue Père Eudore Devroye, 25, Etterbeek.

DELEGUE DE LA COLONIE

M. Charles Kuck, directeur général au Ministère des Colonies, rue Hôtel des Monnaies, 66, Saint-Gilles-Bruxelles.

Un Administrateur-Délégué,

(s.) Raymond ANTHOINE

Un Administrateur-Délégué,

(s.) Henri DEPAGE

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Katanga).

Siège administratif, 7, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 152,68.

—

Créée par décret du Roi Souverain en date du 31 octobre 1906, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906 (n° 11, pages 460 et suivantes). Annexes au « Moniteur Belge » du 27-28 octobre 1919 (pages 1010 et suivantes).

MODIFICATIONS AUX STATUTS VOTEES

1^o) Par l'assemblée générale extraordinaire du 24 avril 1925, approuvées par arrêté royal du 29 mai 1925 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, page 276 et publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, pages 336 et suivantes).

2^o) Par l'assemblée générale extraordinaire du 3 juillet 1928, approuvées par arrêté royal du 4 septembre 1928 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, page 4735 et publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, pages 1371 et suivantes). Annexes au « Moniteur Belge » du 27 juillet 1928, pages 1096 et 1097.

3^o) Par l'assemblée générale extraordinaire du 20 février 1940, approuvées par arrêté royal du 15 mars 1940 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1940, pages 403 et 404 publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1940, pages 208 et suivantes).

4^o) Par l'assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 1948, approuvées par arrêté du Régent du 29 novembre 1948 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1949, page 79 et publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1949, pages 149 et suivantes). Annexes au « Moniteur Belge » des 15 et 18 janvier 1949, pages 673, 674 et 675.

BILAN DE L'EXERCICE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

Intervention dans le fonds de construction L. K. D. . fr. 2.000.000,—

II. — Réalisable :

Portefeuille 11.407.559,—

Débiteurs divers 1.550.976,—

12.958.535,—

III. — <i>Disponible</i>	2.968.803,—
VI. — <i>Comptes débiteurs</i>	300.000,—
	18.227.338,—
V. — <i>Comptes d'ordre :</i>	
Gestions diverses.	1.834.516.152,—
Garanties statutaires.	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours.	pour mémoire
	Fr.1.852.743.490,—

PASSIF

I. — <i>Dettes de la Compagnie envers elle-même :</i>	
Capital	fr. 9.000.000,—
Fonds de prévisions	2.000.000,—
	11.000.000,—
II. — <i>Dettes de la Compagnie envers des tiers :</i>	
Créditeurs divers.	928.775,—
III. — <i>Comptes créditeurs</i>	721.758,—
IV. — <i>Profits et pertes</i>	5.576.805,—
	18.227.338,—
V. — <i>Comptes d'ordre :</i>	
Gestions diverses.	1.834.516.152,—
Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours.	pour mémoire
	Fr.1.852.743.490,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948

DEBIT

Frais d'administration	fr. 242.903,—
Solde.	5.576.805,—
	Fr. 5.819.708,—

CREDIT

Produit de l'exercice	fr. 5.027.778,—
Bénéfice sur portefeuille	791.930,—
	Fr. 5.819.708,—

Le coupon n° 39 sera payable, en francs belges, à partir du 7 juillet 1949, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, ou en francs congolais, à partir du 14 juillet 1949, aux guichets de la Banque Commerciale du Congo, à Elisabethville, par 350 francs net d'impôts.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. le Baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Ter-vueren, à Bruxelles.

Vice-Président et Administrateur-Délégué :

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre, à Ixelles-Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Paul Gillet, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, à Uccle-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, à Ixelles-Bruxelles.

M. le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire de la Colonie, 38, square Vergote, à Bruxelles.

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre, à Ixelles-Bruxelles.

M. Marie-Georges Mortehan, inspecteur d'Etat honoraire, 260, avenue d'Auderghem, à Etterbeek.

M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire du Ministère des Colonies, 51, avenue Albert Jonnart, à Bruxelles.

M. Léonard Scraeyen, ingénieur, 70, avenue Franklin D. Roosevelt, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Robert Clavier, ingénieur, 105, avenue Lambeau, à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Edmond de Ryckman de Betz, avocat, Château de Betz, à Geet-Betz.

M. Victor Felsenhart, agent de change, 216, rue de la Loi, à Bruxelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, à Boitsfort.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE ORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES DU 5 JUILLET 1949

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur, Messieurs Paul Gillet et Guillaume Olyff, administrateurs sortants et rééligibles et nomme Monsieur Paul Sorel, administrateur. (Ingénieur, 75, rue du Marteau, à Bruxelles).

Elle réélit en qualité de commissaire, Monsieur Lucien Puissant-Baeyens, commissaire sortant et rééligible.

Bruxelles, le 8 juillet 1949.

Pour copie conforme.

Un Administrateur-Délégué,

(s.) Odon JADOT

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU BAS-CONGO
AU KATANGA

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Elisabethville (Katanga).

Siège administratif, 7, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 152.68.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION, TENUE LE 5 JUILLET 1949

I. — *Réélection du Président et des Administrateurs-Délégués.*

Le Conseil réélit, en qualité de Président, Monsieur le Baron Carton de Wiart, en qualité de vice-président et d'administrateur-délégué, Monsieur Odon Jadot, et en qualité d'Administrateur-Délégué, Monsieur Paul Gillet, tous avec les mêmes pouvoirs que ceux qu'ils possédaient antérieurement dans ces mêmes fonctions.

Bruxelles, le 8 juillet 1949.

Pour copie conforme.

Un Administrateur-Délégué,

(s.) Odon JADOT

Société du Haut-Uele et du Nil « Shun »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Aba (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 3596.

Autorisée par Arrêté Royal en date du 10 novembre 1924.

Constituée par acte passé le 31 octobre 1924, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1924, page 511, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 594.

Les statuts ont été modifiés suivant acte passé par devant Maître Ectors, notaire à Bruxelles, le 30 novembre 1927, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928, page 185 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 595, le 10 octobre 1932, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1932, page 923, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 28 octobre 1932, acte n° 13829, le 8 octobre 1934, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, page 66, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 25 octobre 1934, acte 13501, le 18 décembre 1935, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1936, page 27, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 18 janvier 1936, acte n° 760. Modifiés suivant acte passé devant Maître Ectors en date du 9 juillet 1945, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1946, page 189 et publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 1^{er} août 1945, acte numéro 10422.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 1949).

ACTIF.

I. — Immobilisé.

Terrains et Constructions en Afrique.

Au 1 ^{er} janvier 1948	fr. 23.180.000,—	
Augmentation de l'exercice	452.531,36	
	23.632.531,36	
Amortissement de l'exercice	3.132.531,36	
		20.500.000,—

Véhicules automobiles en Afrique.

Au 1 ^{er} janvier 1948	2.778.000,—	
Augmentation de l'exercice	1.824.858,67	
	4.602.858,67	
Amortissement de l'exercice	1.072.858,67	
		3.530.000,—

Mobilier et Matériel.

Au 1 ^{er} janvier 1948	1.340.000,—	
Augmentation de l'exercice	720.030,—	
	2.060.030,—	
Amortissement de l'exercice	660.030,—	
		1.400.000,—

Exploitations Agricoles.

Au 1 ^{er} janvier 1948	1.800.000,—	
Augmentation de l'exercice	156.000,—	
	1.956.000,—	
Amortissement de l'exercice	84.500,—	
		1.871.500,—

Matériel Fluvial.

Au 1 ^{er} janvier 1948	1.620.000,—	
Diminution de l'exercice	528.563,61	
	1.091.436,39	
Amortissement de l'exercice	141.436,39	
		950.000,—
		28.251.500,—

II. — *Réalisable.*

Marchandises et approvisionnements	fr. 61.783.772,20	
Produits africains et emballages	8.036.454,25	
Cheptel	1.797.056,—	
Portefeuille et participation	300.003,—	
Cautionnements en numéraire	470.102,32	
Débiteurs divers	22.199.382,91	
		94.586.770,68

III. — *Disponible.*

Caisses, banques et chèques-postaux	16.965.351,62
(à l'exclusion des fonds détenus en consi- gnation pour compte de tiers).	

IV. — *Comptes divers.*

Dépenses exposées par anticipation et frais à récupérer pen- dant les exercices ultérieurs	1.425.612,73
---	--------------

V. — *Comptes d'ordre.*

Garanties statutaires	mémoire
Divers engagements et contrats en cours	mémoire
Fonds détenus en consignation pour compte de tiers	2.089.338,84
Banque du Congo Belge — Cautionnements agents	51.153,75
Souscripteurs de bons de caisse à émettre	3.000.000,—

Total de l'actif : Frs. 146.369.727,62

PASSIF.

I. — *Envers la Société.*

Capital :

Représenté par 246.000 parts sociales sans désignation de valeur	fr. 30.000.000,—	
Réserve statutaire	2.111.669,50	
Réserve extraordinaire	10.000.000,—	
		42.111.669,50

II. — *Fonds de renouvellement.*

Compte tenu de frs. 1.393.868,19 portés en réduction du coût des « Véhicules Automobiles » et du « Mobilier et Maté- riel » acquis pendant l'exercice	3.534.642,66
---	--------------

III. — « Welfare » en faveur du personnel indigène 814.650,48

IV. — *Envers les tiers.*

Bons de caisse émis	14.600.000,—	
Créditeurs divers	58.247.048,93	
Dividendes non réclamés	376.969,40	
Versement non appelé sur portefeuille	270.000,—	
		73.494.018,33

V. — *Comptes divers.*

Provisions pour divers frais à payer pendant les exercices ultérieurs	5.220.180,03	
Provision pour pertes et avaries éventuelles	3.300.000,—	
Provision pour impôts sur résultats exer- cices 1946 et suivants	1.900.000,—	
		10.420.180,03

VI. — *Comptes d'ordre.*

Titulaires des garanties statutaires	mémoire
Divers engagements et contrats en cours	mémoire
Créditeurs par fonds consignés à la société	2.089.338,84
Agents : comptes cautionnements	51.153,75
Bons de caisse souscrits à émettre	3.000.000,—

VII. — *Comptes de profits et pertes.*

Report de l'exercice précédent	1.757.399,39	
Bénéfice de l'exercice	4.144.597,64	
Provision fiscale devenue disponible	4.952.077,—	
		10.854.074,03

Total du passif : Frs. 146.369.727,62

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux :

Afrique (non imputés)	fr. 8.157.229,54	
Bruxelles	3.703.193,16	
		11.860.422,70

Amortissements ordinaires :

Sur terrains et constructions en Afrique	3.132.531,36	
Sur véhicules automobiles en Afrique	1.072.858,67	
Sur mobilier et Matériel	660.030,—	
Sur exploitations agricoles	84.500,—	
Sur matériel fluvial	141.436,39	
		5.091.356,42

Intérêts sur bons de caisse	657.000,—
Charges financières	921.094,83
Provision pour pertes et avaries	891.968,17
Provision pour impôts	500.000,—
Report de l'exercice précédent	1.757.399,39
Bénéfice de l'exercice	4.144.597,64
Provision fiscale devenue disponible	4.952.077,—
	10.854.074,03

Total du débit : 30.775.916,15

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	1.757.399,39
Produits divers		637.097,24
Résultat brut d'exploitation		23.126.359,06
Résultats sur exploitations agricoles		302.983,46
Solde disponible de la provision pour impôts sur résultats exercices 1940 à 1945 inclus		4.952.077,—
Total du crédit :		<u>30.775.916,15</u>

AFFECTATION DU BENEFICE.

1) 5 % pour le fonds de réserve statutaire	fr.	454.833,75
2) A la réserve extraordinaire		5.000.000,—
3) Premier dividende de 5 % aux 246.000 parts sociales		1.500.000,—
4) Au Conseil d'Administration et au Collège des Commis- saires		221.642,27
5) Deuxième dividende aux 246.000 parts sociales précitées		1.464.300,—
6) Solde à reporter à nouveau		2.213.298,01
Fr.		<u>10.854.074,03</u>

Le dividende sera mis en paiement à partir du 4 juillet 1949 par fr. 10,— net, soit frs. 12,05 brut, contre remise du coupon n° 24 aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, Bruxelles; aux guichets de la Banque Commerciale du Congo, 14, rue Thérésienne, Bruxelles, et au siège administratif de la société, 66, rue du Commerce, Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à 15 h.
le 27 juin 1949.*

- 1) L'assemblée approuve, le bilan, le compte de profits et pertes et l'affectation du bénéfice, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration.
- 2) Par vote spécial, elle donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948.
- 3) L'assemblée réélit aux fonctions d'administrateur, MM. Maurice Blanquet et Paul Orban, et aux fonctions de commissaire M. Sadi Jacquet.

SITUATION DU CAPITAL : entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS
AU 27 JUIN 1949.

M. De Bauw, Anatole, licencié en sciences commerciales et coloniales, 107, avenue Defré, Uccle. Président.

M. Blanquet, Maurice, ingénieur commercial, 66, avenue de la Tenderie, Boitsfort. Vice-Président.

M. Berger, Georges, directeur de sociétés, 45, avenue Winston Churchill, Uccle. Administrateur-délégué.

M. Clesse, Gustave, directeur de sociétés, 38, rue Geefs, Schaerbeek. Administrateur.

M. Gerard, Auguste, docteur en droit, 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles. Administrateur.

M. Goffers, Hubert, agent de change, 196, avenue Winston Churchill, Uccle. Administrateur.

M. Le Bœuf, Pierre, administrateur de sociétés, Houtain-le-Val. Administrateur.

M. Lerot, Marcel, ingénieur commercial, 274, avenue Molière, Uccle. Administrateur.

M. Nepper, Albert, propriétaire, Profondeville. Administrateur.

M. Orban, Paul, avocat, 24, boulevard du Régent, Bruxelles. Administrateur.

M. Rogogine, Georges, directeur général de société, Léopoldville, Congo Belge. Administrateur.

M. Jacquet, Sadi, officier retraité, 43, avenue Delleur, Boitsfort. Commissaire.

M. Larocque, Armand, industriel, 118, rue de l'Escaut, Molenbeek-Saint-Jean. Commissaire.

M. Stradling, Maurice, licencié en sciences commerciales, 22b, square de Meeus, Ixelles. Commissaire.

Les Administrateurs :

A. DE BAUW.	M. BLANQUET.	G. BERGER.	G. CLESSE
A. GERARD.	H. GOFFERS.	P. LE BŒUF.	M. LEROT
A. NEPPER.	P. ORBAN.	G. ROGOGINE.	

Les Commissaires :

S. JACQUET.	A. LAROCQUE.	M. STRADLING
-------------	--------------	--------------

Société Minière de la Luama « Syluma »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 52.538.

Constituée le 17 mars 1931, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1931. Statuts modifiés suivant actes des 29 décembre 1938, 27 juin 1939 et 29 juin 1948 publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1939, 15 février 1949 et 15 novembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 juin 1949).

ACTIF.

Immobilisé.

Frais de constitution	P.M.	
Concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	fr.	23.913.626,16
Constructions		2.867.784,67
Matériel et gros outillage		2.154.924,97
Mobilier		225.589,05
		29.161.924,85

Disponible et réalisable.

Caisses, dépôts à vue et à court terme	8.002.760,32	
Actionnaires	1.500.000,—	
Débiteurs divers	1.156.145,91	
Approvisionnements en stock et en cours de route	2.304.745,98	
Or en stock et en cours de route	2.383.260,31	
		15.346.912,52

Comptes transitoires.

Frais payés d'avance et comptes divers	205.067,50
--	------------

Comptes d'ordre.

Cautionnements statutaires	P.M.	
	Fr.	44.713.904,87

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même.

Capital fr. 10.000.000,—

Représenté par 20.000 actions de fr. 500,—.
Pour mémoire : 10.000 actions nominatives
série B sans désignation de valeur nominale
(Art. 5 des statuts).

Réserve statutaire 532.093,56

Amortissements :

sur concessions, prospections,
travaux préparatoires et di-
vers 23.883.626,16

sur constructions 2.867.784,67

sur matériel et gros outillage 1.407.958,94

sur mobilier 225.589,05

28.384.958,82

38.917.052,38

Dettes de la société envers des tiers :

Créditeurs divers 3.235.480,41

Comptes transitoires.

Comptes de régularisation et divers 915.270,43

Comptes d'ordre.

Déposants de cautionnements statutaires P.M.

Résultats :

Solde reporté de l'exercice précédent 1.477.266,96

Bénéfice de l'exercice 168.834,69

1.646.101,65

Fr. 44.713.904,87

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux fr. 214.429,66

Prévision fiscale 240.000,—

Amortissements :

sur concessions, prospections, travaux pré-
paratoires et divers 1.474.462,18

sur matériel et gros outillage 114.802,59

sur mobilier 27.248,—

1.616.512,77

Solde bénéficiaire.

Solde reporté de l'exercice précédent	1.477.266,96	
Bénéfice de l'exercice	168.834,69	
	<u>1.646.101,65</u>	
	Fr.	<u>3.717.044,08</u>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	1.477.266,96
Résultats d'exploitation		593.919,35
Remboursements sur droits de sortie et surtaxe douanière		1.512.929,—
Résultats divers et intérêts		132.928,77
	Fr.	<u>3.717.044,08</u>

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.

1) Réserve statutaire	fr.	8.441,73
2) Report à nouveau		1.637.659,92
	Fr.	<u>1.646.101,65</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués	fr.	8.500.000,—
<i>Capital restant à libérer :</i>		
« Symaf » Syndicat Minier Africain		965.625,—
Compagnie Financière Africaine		191.850,—
Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina »		187.500,—
Comité Spécial du Katanga		150.000,—
M. Georges Schaar		4.425,—
Baron Jean de Steenhault de Waerbeek		150,—
Succession de M. Georges de Bournonville		150,—
M. Raymond Anthoine		75,—
M. René Cambier		75,—
M. André-Eric Gérard		75,—
M. Henri Barzin		75,—
		<u>1.500.000,—</u>
	Fr.	<u>10.000.000,—</u>

*Extrait du procès-verbal n° 22 de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 28 juin 1949.*

3^{me} Résolution. — A l'unanimité, l'Assemblée décide de porter de 8 à 9 le nombre des Administrateurs et désigne Monsieur Pierre Van Hoegaerden, ingénieur civil des mines, place Charles Graux, 15, Ixelles, pour remplir le mandat ainsi créé. Celui-ci viendra à expiration après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1954.

4^{me} Résolution. — A l'unanimité, l'Assemblée réélit Monsieur André-Eric Gérard dans ses fonctions d'Administrateur. Le mandat de Monsieur André-Eric Gérard viendra à expiration après l'Assemblée Générale de 1954.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

M. George Moulaert, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle. Président.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Robert Schwenicke, ingénieur civil des mines, avenue du Parc de Woluwe, 64, Auderghem. Administrateur.

M. Gaston Collet, directeur général en disponibilité au Ministère des Colonies, rue des Floralies, 29, Woluwe-Saint-Lambert. Administrateur.

M. Heuri Depage, administrateur de sociétés, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem. Administrateur.

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, avenue Molière, 327, Uccle. Administrateur.

M. André-Eric Gérard, ingénieur électricien, avenue Emile Demot, 16, Bruxelles. Administrateur.

M. le baron Jean de Steenhault de Waerbeek, banquier, rue Linde, 7, Vollezele. Administrateur.

M. Pierre Van Hoegaerden, ingénieur civil des mines, place Charles Graux, 15, Ixelles. Administrateur.

M. Bernard Duyckaerts, licencié en sciences commerciales, place de l'Altitude Cent, 20, Forest. Commissaire.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz. Commissaire.

DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

M. Charles Kuck, directeur général au Ministère des Colonies, rue Hôtel des Monnaies, 66, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Un administrateur,

Henri DEPAGE.

L'administrateur-délégué,

Raymond ANTHOINE.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377.

Acte de constitution et modifications aux statuts publiés :

- au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906, aux Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937, 15 août 1945, 15 avril 1947, 15 janvier 1948, 15 septembre 1948;
- et aux Annexes au « Moniteur Belge » des 9 avril 1919 (acte n° 2105), 28 novembre 1920 (acte n° 12.463), 16/17 janvier 1922 (acte n° 609), 7 mars 1925 (actes n°s 2066, 2067), 3 septembre 1927 (acte n° 11.107), 23 avril 1937 (actes n°s 5554, 5555), 14/15 mai 1945 (actes n° 6.185), 19 avril 1947 (acte n° 6.678), 7 février 1948 (acte n° 2.163), 1^{er} septembre 1948 (acte n° 17.885).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 1949.

ACTIF.

I. — Actif immobilisé.

Premier Etablissement :

- a) Concessions minières Pour mémoire (1)
- b) Usines, bâtiments, mobilier, installations
diverses et matériel 6.639.803.770

Moins :

Amortissements	3.513.599.979	
		<u>3.126.203.791</u>

-
- (1) Les concessions ont été obtenues en échange des titres et avantages suivants :
- 264.000 actions de dividende, remplacées depuis lors par des parts sociales.
 - Une somme de fr. 6.000.000,— en 1922.
 - Une redevance annuelle égale à 10 p. c. du bénéfice distribué au delà de fr. 93.150.000,— depuis 1937.
 - 414.000 droits de vote aux assemblées générales.
 - Des droits de souscription par priorité pour le quart des titres nouveaux offerts pour souscription aux actionnaires.

II. — Actif réalisable :

Magasins d'approvisionnements	188.576.075
Portefeuille :	
a) Participations	406.375.695
Moins :	
Montant restant à appeler	99.472.000
	306.903.695
b) Fonds d'Etat et obligations	273.941.366
	580.845.061
Produits : Minerais et Métaux	576.926.939
Débiteurs divers	640.722.094

III. — Actif disponible :

Banques et Caisses	1.994.296.129
--------------------------	---------------

IV. — Divers :

Comptes débiteurs divers	2.047.081
--------------------------------	-----------

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire
Fr.	7.109.617.170

PASSIF.

I. Passif de la Société envers elle-même :

Capital social :

Représenté par 1.242.000 parts sociales sans désignation de valeur	fr. 3.000.000.000
--	-------------------

Réserve :

Fonds de réserve	97.328.299
Fonds spécial de réserve et de prévision	139.741.575
Fonds spécial de renouvellement	667.627.183
	904.697.057

II. Passif de la Société envers les tiers :

Exigible à long terme :

Obligations :

200.000 obligations nominatives 4 ½ % de 100 francs chacune à droit de vote	20.000.000
---	------------

Exigible à court terme :	
Créditeurs divers	1.175.831.976
Coupons à payer et obligations à rembourser	110.412.606

III. Divers :

Comptes créditeurs divers	885.885.254
---------------------------------	-------------

IV. Comptes d'ordre :

Titulaires de cautionnements statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire

V. Solde :

Profits et pertes :	
Report à nouveau de l'exercice précédent	62.517.160
Bénéfice de l'exercice 1948	950.273.117
	1.012.790.277
Fr.	7.109.617.170

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948.

DEBIT.

Intérêts et taxe mobilière sur obligations 4 ½ %	fr.	1.034.483
Redevance au Comité Spécial du Katanga (Art. 37 des stat.)		62.511.506
Amortissements :		
sur premier établissement	500.000.000	
sur magasins d'approvisionnements	3.848.491	
		503.848.491
Provision pour impôt complémentaire sur les bénéfices		163.660.517
Solde bénéficiaire		950.273.117
Fr.		1.681.328.114

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	1.616.049.586
déduction faite des droits de sortie, taxes et impôts divers		
Revenus de portefeuille		57.612.267
Intérêts, commissions et divers		7.666.261
Fr.		1.681.328.114

TAXES ET IMPOTS AFFERENTS A L'EXERCICE 1948.
(Récapitulation)

Impôt complémentaire sur les bénéfices fr.	163.660.517
(provision inscrite au compte de profits et pertes).	
Droits de sortie (déduits des résultats d'exploitations)	502.017.375
Taxes et impôts divers	170.797.926
(déduits des résultats d'exploitation).	
Taxe mobilière sur le dividende	122.105.060
(comprise dans la répartition du bénéfice).	
Fr.	<u>958.580.878</u>

EMPLOI ET REPARTITION DES BENEFICES NETS.

Bénéfices nets de l'exercice 1948 fr.	950.273.117
Report à nouveau de l'exercice précédent	62.517.160
Fr.	<u>1.012.790.277</u>

Dotation au Fonds de réserve	47.513.656
Dotation au Fonds spécial de réserve et de prévision	80.000.000
Report à nouveau	129.208.137
Dividende à 1.242.000 parts sociales	718.265.060
Tantièmes au Conseil d'Administration, au Collège des Com- missaires et au Personnel	37.803.424
Fr.	<u>1.012.790.277</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Gaston Blaise, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 47,
avenue Général de Gaulle, Ixelles.

Président Honoraire :

M. Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, 5, rue Chair
et Pain, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Maurice Hely-Hutchinson, Président de la Tanganyika Concessions Ltd., 76, Sloan Street, Londres.

Administrateur-délégué :

Président du Comité Permanent :

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines, 24, avenue Ernestine Ixelles.

Administrateur-délégué résidant au Congo :

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines, « La Roseraie », Boulevard Elisabeth, Elisabethville.

Administrateurs-directeurs :

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, 43, square Vergote, Schaerbeek.

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, 31, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Richard Terwagne, ingénieur civil des mines, 276, avenue Molière, Uccle.

Administrateurs :

M. Henri Buttgenbach, ingénieur des mines, 182, avenue Président Roosevelt, Bruxelles.

M. Ary Guillaume, secrétaire général du Comité Spécial du Katanga, 87, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek.

M. Godfrey C. Hutchinson, administrateur-directeur de la Tanganyika Concessions Ltd, 40, Berkeley Square, Londres.

M. Jules Jadot, ingénieur civil des mines, 32, rue de Spa, Bruxelles.

Membres du Comité Permanent.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, administrateur de sociétés, 50, boulevard Saint-Michel, Etterbeek.

Commissaires :

M. Pierre Jadot, administrateur de sociétés, Château de Jolimont, La Hulpe.

M. Maurice Robert, ingénieur géologue, 210, avenue Molière, Ixelles.

M. Louis H. Weatherley, Chartered Accountant F. C. A., Mansion House, 14, George Street, Londres.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) G. BLAISE.

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal

de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue le 23 juin 1949.

L'Assemblée à l'unanimité renouvelle les mandats de MM. Edgar SEN-GIER et Aimé MARTHOZ, administrateurs, et de M. Léon HELBIG de BALZAC, commissaire, qui viennent à expiration immédiatement après l'Assemblée.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) G. BLAISE.

Société de Colonisation Belge au Katanga « Cobelkat »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 210.821.

Autorisée par arrêté du Régent du 12 janvier 1948, suivant statuts publiés dans les annexes du « Moniteur Belge » du 9-10 février 1948, n° 2306 et du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1948.

**BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 1948.**

ACTIF.

I. Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	787.481,75
Frais de premier établissement		1.948.434,65
Immeubles		1.370.000,—
Matériel, Mobilier, Campement		1.759.529,—
		5.865.445,40

II. Réalisable :

Actionnaires	48.000.000,—
Cheptel	3.166.200,—
Prêts aux colons	2.868.144,51
Débiteurs	394.914,15
Agents	9.340,—
Magasins et cultures en cours	2.476.373,27
	56.914.971,93

Disponible :

Banque et caisse	2.273.595,78
------------------------	--------------

IV. Divers :

Comptes débiteurs	261.906,75
-------------------------	------------

V. Compte d'ordre :

Garanties statutaires	P.M.
-----------------------------	------

VI. Solde :

Pertes et Profits	2.633.191,55
-------------------------	--------------

Fr. 67.949.111,41

PASSIF.

I. Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 60.000 parts sociales de 1.000 francs	fr.	60.000.000,—
Amortissement		987.366,—
		60.987.366,—

II. Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers	6.869.543,41
Agents	92.202,—
	6.961.745,41

III. Comptes d'ordre :

Titulaires garanties statutaires	P.M.
--	------

Fr. 67.949.111,41

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais d'administration	fr.	284.599,85
Frais culture tabac		996.869,50
Frais élevage		364.356,20
Amortissements		987.366,—
	Fr.	<u>2.633.191,55</u>

CREDIT.

Fr. 2.633.191,55

Extrait du procès-verbal

de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Bruxelles le 17 juin 1949

1° A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948.

2° L'assemblée à l'unanimité donne la décharge aux administrateurs et aux commissaires pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice social 1948.

M. Emile Gorlia, Président du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Uccle, 9, avenue de la Sapinière, administrateur, Président du Conseil.

M. Ary, Guillaume, Vice-Président du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, 87, avenue Paul Deschanel, administrateur-délégué.

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 92, avenue Franklin Roosevelt, administrateur.

M. Aimé Marthoz, administrateur-directeur de l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Schaerbeek, 43, square Vergote, administrateur.

M. Edgard Vanderstraeten, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 268, chaussée de Vleurgat, administrateur.

M. Aimable, Bourgeois, directeur au Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, 51, avenue du Diamant, commissaire.

M. Charles Hulet, licencié en sciences commerciales, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 66, rue Alfred Cluysenaer, commissaire.

M. Joseph Wilberz, docteur en droit, demeurant à Uccle, 79, avenue Winston Churchill, commissaire.

Pour copie certifiée conforme.

E. GORLIA.

Président.

Société de Colonisation Belge au Katanga « Cobelkat »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 210.821.

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

*de l'assemblée générale des actionnaires tenue à Bruxelles, le 17 juin 1949.
Extrait du procès-verbal*

« L'assemblée générale, à l'unanimité élit Monsieur José MAGOTTE, Directeur général au Ministère des Colonies, 133, avenue Coghén à Uccle, pour continuer, à partir du 1^{er} août 1949, le mandat de feu A. Maron, administrateur décédé. »

Pour extrait certifié conforme.

E. GORLIA.

Président.

Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Dibaya (Kasaï - Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8.544.

PUBLICATIONS LEGALES.

	Dates des Actes	Autorisations par Arrêté Royal	Publications aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge »
Constitution :	27. 8.1925	15.11.1925	15.12.1925
Modifications :	3. 4.1928	14. 5.1928	15. 6.1928
	29. 4.1930	27. 5.1930	15. 7.1930
	13.10.1932	—	15.11.1933
	17. 5.1934	2. 7.1934	15. 8.1934
	11.10.1934	—	15. 3.1935
	14.10.1936	26. 1.1937	15. 2.1937
	19. 6.1939	29. 7.1939	15. 9.1939

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. Immobilisé :

a) Apports	2.300.000,—	
Amortissements à déduire :		
Exerc. antérieurs 2.200.000,—		
De l'exercice 100.000,—		
	<u>2.300.000,—</u>	P.M.
b) Premier établissement :		
Immeubles, installations, ma- tériel et divers	11.794.891,—	
Nouvelles immobilisations en 1948	2.692.215,—	
	<u>14.487.106,—</u>	
Amortissements à déduire :		
Exerc. antérieurs 9.120.326,—		
De l'exercice 1.666.780,—		
	<u>10.787.106,—</u>	3.700.000,—

c) Réévaluation :

Immeubles, installations, ma- tériel et divers	3.266.252,—	
Amortissements à déduire :		
Exerc. antérieur 610.000,—		
De l'exercice 326.625,—		
	<u>936.625,—</u>	2.329.627,—
		<u>6.029.627,—</u>

II. Réalisable :

Cheptel	8.000.000,—	
Réévaluation du cheptel	44.000.000,—	
	<u>52.000.000,—</u>	
Portefeuille	2.790.000,—	
Fonds publics	10.730.000,—	
Débiteurs	7.750.894,—	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	1.951.589,—	
	<u>75.222.483,—</u>	

III. Disponible :

Banques et Caisses 5.772.672,—

IV. Divers :

Comptes débiteurs 1.656.581,—

Laboratoires vétérinaires de
Luputa 1.336.773,—

Amortissements à déduire :

Exerc. antérieurs 586.774,—

De l'exercice 49.999,—

636.773,—

700.000,—

Réévaluation : Laboratoire
vétérin. Luputa 1.366.619,—

Amort. à déduire :

De l'exercice 136.661,—

1.229.958,—

1.929.958,—

3.586.539,—

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires Pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

Fr. 90.611.321,—

PASSIF.

I. Dettes de la Société envers elle-même :

Capital fr. 18.000.000,—

Réserve statutaire 1.478.697,—

Plus-value de réévaluation :

a) Immobilisé 3.266.252,—

b) Cheptel 44.000.000,—

47.266.252,—

66.744.949,—

II. Fonds d'assurance et de prévisions diverses 8.138.267,—

III. Dettes de la Société envers des tiers :

Montants non appelés sur participations 1.079.000,—

Créditeurs 5.151.656,—

6.230.656,—

IV. Divers :

Comptes créditeurs	1.923.834,—	
Fonds de prévoyance main-d'œuvre indigène	1.311.137,—	
Plus-value de réévaluation du Laboratoire vétérinaire de Luputa	1.366.619,—	
	<u>4.601.590,—</u>	

V. Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire

VI. Profits et Pertes :

Bénéfice de l'exercice	4.895.859,—
	<u>Fr. 90.611.321,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr. 1.516.747,—
Frais financiers divers	37.199,—
Amortissements de l'exercice :	
sur Apports	100.000,—
sur Premier établissement	1.666.780,—
sur Laboratoire vétérinaire de Luputa	49.999,—
sur réévaluation :	
Immeubles, installations, maté- riel et divers	326.625,—
Laboratoire vétér. de Luputa	136.661,—
	<u>463.286,—</u>
	2.280.065,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses	3.000.000,—
Bénéfice de l'exercice	4.895.859,—
	<u>Fr. 11.729.870,—</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr. 10.896.734,—
Intérêts divers	21.092,—
Revenus du portefeuille et des fonds publics	694.748,—
Régularisation taxes 1940 à 1945	117.296,—
	Fr. 11.729.870,—

TABLEAU DE LA REPARTITION DES BENEFICES.

5 % à la réserve statutaire	fr. 244.793,—
13,50 francs brut aux 80.000 parts sociales	1.080.000,—
Sur le solde :	
6 % au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	214.264,—
5 % au fonds de réserve en faveur du personnel	178.553,—
Le solde aux 80.000 parts sociales (39 fr. 728 brut)	3.178.249,—
	Fr. 4.895.859,—

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 20 juin 1949.*

L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à 4.895.859 francs.

L'assemblée, par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1948.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans aux fonctions d'administrateurs MM. Paul Fontainas et Lucien Puissant-Baeyens.

L'assemblée élit, à l'unanimité, en qualité d'administrateur M. Gilbert Mullie, en remplacement de feu M. F. X. Carlier, dont il achèvera le mandat expirant en 1951.

Bruxelles, le 24 juin 1949.

Certifié conforme :

SOCIETE D'ELEVAGE ET DE CULTURE AU CONGO BELGE

Le Président,

(Illisible.)

Société Immobilière Commerciale et Agricole du Congo Belge « S. I. C. A. »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 48, rue de l'Ecuyer, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 34.194.

—

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » le 15 juin 1928 numéros 9.007, 9008 et 9.009; le 18 août 1929, n° 13.315; le 17 septembre 1931, n° 13.001; le 21 octobre 1936, n° 14.571; le 26-27 janvier 1948, n° 1.559; le 27 octobre 1948, n° 20.624 ainsi qu'aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 janvier et 15 juin 1928; 15 septembre 1929, 15 août 1931, 15 août 1936, 10 février 1948, 25 novembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 7 juin 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains, Immeubles, Matériel et Mobilier fr. 13.143.199,27

Réalisable :

Actionnaires, Portefeuille, Comptes Courants, Marchandises 26.133.799,28

Disponible :

Caisse, Banques et Chèques Postaux 3.366.385,38

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires Pour mémoire

Fr. 42.643.383,93

PASSIF.

Dettes envers elle-même :

Capital fr. 40.000.000,00

Réserve légale 63.349,35

Réserve pour débiteurs douteux 200.000,00

Amortissements sur Immobilisé et Matériel 350.000,00

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires Pour mémoire

Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire de l'exercice	2.030.034,58
Fr.	<u><u>42.643.383,93</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitations	fr.	754.380,76
Frais Généraux Bruxelles		321.913,39
Amortissement frais augmentation capital		438.330,45
Solde bénéficiaire de l'exercice		2.030.034,58
Fr.		<u><u>3.544.659,18</u></u>

CREDIT.

Report de l'exercice 1947	fr.	23.236,71
Location et produits divers		3.521.422,47
Fr.		<u><u>3.544.659,18</u></u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale 5 %	fr.	101.501,73
1 ^{er} dividende de 60 fr. aux 14.525 parts de capital		871.500,—
2 ^e dividende de 20 fr. aux 14.525 parts de capital		290.500,—
Tantièmes au Conseil Général		32.277,—
Amortissements sur Immeubles et Matériel		450.000,—
Prévision fiscale		250.000,—
Solde à reporter		34.255,85
Fr.		<u><u>2.030.034,58</u></u>

SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués	18.720.000,—
Capital restant à libérer	21.280.000,—
par la Société Anonyme Mobilière et Immobilière «Hosa», rue de l'Ecuyer, 48, Bruxelles.	

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

M. Lambelin, Louis, industriel, avenue de la Toison d'Or, 23, Bruxelles, Administrateur.

M. Cousin, Robert, industriel, rue Père Dedeken, 13, Bruxelles, Administrateur.

M. Bidart, Alexandre, ingénieur commercial, avenue Louise, 581, Bruxelles, Administrateur.

M. Hanet, Georges, industriel, Boulevard Britannique, 21, Gand, Administrateur.

M. Colleye, Joseph, expert comptable, rue Américaine, 148, Bruxelles, Commissaire.

M. Steisel, Georges, ingénieur, Bonlez (Brabant), Commissaire.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 juin 1949.

1° Après avoir examiné les bases suivant lesquelles ont été établis les comptes présentés, l'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948.

2° L'assemblée ayant pris connaissance des opérations intervenues entre la Société et d'autres organismes ayant des administrateurs communs, donne décharge aux administrateurs et commissaires.

3° L'assemblée adopte la répartition du solde bénéficiaire proposée par le Conseil d'administration et décide que le dividende de 80 fr. bruts par parts de capital (n° 1 à 14.525) sera payable à partir du 15 juillet 1949, contre remise du coupon n° 2.

4° Monsieur Alexandre Bidart, administrateur sortant est réélu pour un nouveau terme de six années expirant à l'assemblée ordinaire de 1955.

Monsieur Joseph Colleye, Commissaire est réélu pour une nouvelle période de deux ans venant à expiration à l'assemblée ordinaire de 1951.

5° L'assemblée laisse au Conseil Général le soin de pourvoir ultérieurement au remplacement du Comte de Broqueville, administrateur décédé.

6° L'assemblée décide de porter à six le nombre des administrateurs et désigne Monsieur Gérard Van Coillie, négociant à Léopoldville (Congo Belge) pour remplir le mandat ainsi créé et ce pour une période de six années qui prendra fin à l'assemblée ordinaire de 1955.

SOCIETE IMMOBILIERE COMMERCIALE ET AGRICOLE DU CONGO BELGE

Le Fondé de Pouvoirs,

L'Administrateur-délégué,

(Signatures illisibles)

Compagnie Forestière de l'Equateur

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Wendji-lez-Coquilhatville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles : 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 63.585.

Statuts du 6 mars 1933 et modifications des 18 novembre 1935, 27 novembre 1936 et 26 juin 1941, publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1933, 15 février 1936, 15 février 1937 et 15 août 1941.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

(Approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 23 juin 1949.)

ACTIF.

Disponible :

Dépôts à vue et à court terme fr. 203.760,71

Réalisable :

Emprunt de l'assainissement monétaire (fonds bloqués) 220.315,—

Portefeuille - titres 842.198,95

Comptes transitoires 1.458,35

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires P.M.

Fr. 1.267.733,01

PASSIF.

Non exigible :

Capital fr. 1.000.000,—

Réserve statutaire 100.000,—

Exigible :

Créditeurs divers 84.047,20

Comptes transitoires 4.793,75

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires P.M.

Résultats :

Solde reporté au 31 décembre 1947	6.531,15
Solde bénéficiaire de l'exercice	72.360,91
Fr.	<u>1.267.733,01</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 104.264,80
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1948	78.892,06
Fr.	<u>183.156,86</u>

CREDIT.

Solde reporté au 31 décembre 1947	fr. 6.531,15
Intérêts et dividendes perçus	53.865,41
Bénéfice sur réalisations de titres	122.760,30
Fr.	<u>183.156,86</u>

REPARTITION DES BENEFICES.

1 ^{er} dividende de 5 % à chacune des 5000 act. de fr. 200	50.000,—
Tantièmes au Conseil Général : 10 % du solde des bénéfices de l'exercice, soit de fr. 22.360,91	2.236,10
2 ^e dividende de fr. 4,— par action	20.000,—
Report à nouveau	6.655,96
Fr.	<u>78.892,06</u>

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1949

A l'unanimité, l'assemblée réélit, pour un terme de trois ans, M. Albert Deligne, administrateur sortant, et pour un terme d'un an, M. Désiré Tilman, commissaire sortant.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Herman Teirlinck, administrateur de sociétés, Huis Uwenberg, Beer-sel, (Loth), Président.

M. Albert Deligne, directeur de société, 98, rue de Linthout, Bruxelles 4, administrateur-délégué.

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Wc-luwe, Auderghem, administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlar-welz.

Bruxelles, le 27 juin 1949.

Pour copie certifiée conforme.

A. DELIGNE

Administrateur-délégué.

H. DEPAGE

Administrateur.

Société de Recherche Minière du Sud-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 6-8, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 62.077.

Constituée le 24 décembre 1932, par devant Maître Scheyven, notaire, à Bruxelles. Autorisée par arrêté royal du 30 janvier 1933. Modifications aux statuts du 4 septembre 1946, approuvées par arrêté royal du 13 janvier 1947.

PUBLICATIONS LEGALES.

« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1932; Annexes au « Moniteur Belge » du 5 janvier 1933 (acte n° 69); « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1933; Annexes au « Moniteur Belge » du 29 décembre 1946 (acte n° 22920); « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale du 22 juin 1949.

ACTIF.

I. Immobilisé :

y compris mines reconnues : Musoshi, Kengere, Kasekelesa.

Frais de constitution	fr.	595.289,—	
Mobilier d'Europe		87.023,—	
Droits miniers et Etudes		10.025.000,—	
Travaux de recherche et de développement		38.559.951,—	
Frais généraux		11.176.731,—	
		<u>60.443.994,—</u>	

Amortissements :

des exercices précédents	45.475.301,—		
de l'exercice	8.832.633,—		
	<u>54.307.934,—</u>		
			6.136.060,—

Immobilisations pour exploitation :

Récupération de minerai de plomb (Kengere)	1.353.772,—	
Amortissements des exercices précédents	1.353.772,—	
Exploitation et recherche de manganèse (Kasekelesa)	641.620,—	
Amort. des exerc. préc-	470.922,—	
Amortis. de l'exercice	170.698,—	
	<u>641.620,—</u>	
Exploitation et recherche d'or	173.405,—	
Amortis. des exercices précédents	173.405,—	

II. Réalisable :

Minerais et métaux	7.195.284,—	
Portefeuille - titres et participations	13.030.149,—	

Moins :

montant restant à appeler	1.998.611,—		
	<u>11.031.538,—</u>		
Débiteurs divers	1.331.781,—		
Actionnaires	3.585.000,—		
	<u>23.143.603,—</u>		

III. Disponible :

Banques et caisses	24.004.990,—
--------------------------	--------------

IV. Divers :

Engagements divers Pour mémoire

Cautionnements statutaires **Pour mémoire**

Total de l'actif : 53.284.653,—

PASSIF.

I. Non exigible :

Capital :			
40.000 actions de 250 francs	10.000.000,—		
36.000 actions de 1000 francs	36.000.000,—		
	<u>46.000.000,—</u>		

II. Exigible :

Créditeurs divers	7.284.653,—
-------------------	-------------

III. Divers :

Engagements divers Pour mémoire

Déposants statutaires Pour mémoire

Total du passif : 53.284.653,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements sur :

Portefeuille - titres fr. 696.239,—

Immobilisé	9.003.331,—
------------	-------------

Total frs. 9.699.570,—

CREDIT.

Résultats :

1° sur minerai de plomb fr. 1.892.636,—

2° sur minerai de manganèse 4.418.207,—

Revenus du portefeuille, intérêts et redevances 3.388.727,—

Total frs. 9.699.570,—

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL AU 22 JUIN 1949.

Le capital de la société s'élève à 46.000.000 francs et est représenté par :

40.000 actions d'une valeur nominale de 250 francs chacune, entièrement libérées, appartenant à l'Union minière du Haut-Katanga;

36.000 actions d'une valeur nominale de 1000 francs chacune, appartenant à :

	Nombre d'actions	Sommes versées	Sommes restant à verser
1. Union minière du Haut-Katanga, 6, rue Montagne du Parc, Bruxelles	150 30.045	150.000 27.040.500	— 3.004.500
2. MM. F.-M. Philippson, 44, rue de l'Indus- trie, Bruxelles	30	27.000	3.000
3. Sté Auxiliaire, Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains « Auxilacs », 24, avenue de l'Astronomie, Saint-Josse- ten-Noode	2.000	1.800.000	200.000
4. La Belgo-Katanga, 126, chaussée d'Ixelles, Ixelles	100	90.000	10.000
5. Cie Commerciale, Industrielle et Minière « C. I. M. », 24, avenue de l'Astronomie, Saint - Josse - ten - Noode	500	450.000	50.000
6. MM. Mirabaud et Cie, 56, rue de Proven- ce, Paris	300	270.000	30.000
7. Sté Générale Métallurgique de Hoboken, 8, rue Montagne du Parc, Bruxelles	2.000	1.800.000	200.000
8. M. Cousin, Jules, Elisabethville, Congo Belge	30	27.000	3.000
9. Mme Vve J.-B. Deschacht-Peemans, 60, rue Antoine Bréart, Saint-Gilles	15	13.500	1.500
10. Succession baron Liebrechts, c/o M. et M ^{me} E. Puissant d'Agimont d'Heer et Herlette, 19, rue J.-B. Meunier, Ixelles.....	30	27.000	3.000
11. M. Sengier, Edgar, 24, avenue Ernestine, Ixelles	30	27.000	3.000
12. M. Olyff, Guillaume, 51, avenue A. Jon- nart, Woluwe-Saint-Lambert	25	22.500	2.500
13. M ^{me} M.-A. Hunter, Vve Ed. Solvay, 218, avenue Louise, Bruxelles	50	45.000	5.000
14. M. Solvay, M.-A., La Hulpe	50	45.000	5.000
15. M. Mullie, Gilbert, 58, boulevard Brand- Witlock, Woluwe-Saint-Lambert	20	18.000	2.000

	Nombre d'actions	Sommes versées	Sommes restant à verser
16. Etablissement général de Participation EDPAR à Vaduz (Lichtenstein)	150	135.000	15.000
17. Succession Henry de Frahan, M., 276, avenue de Tervueren, Woluwe-St-Pierre	40	36.000	4.000
18. Fédération d'Entreprises Industrielles, S. A., 33, rue du Congrès, Bruxelles	281	252.900	28.100
19. M. Schuiling, Henry, Jadotville, Congo Belge	9	8.100	900
20. M ^{me} la comtesse douairière Y. du Bour- blanc, Château de Taviet, Achêne	20	18.000	2.000
21. M ^{me} la vicomtesse R. Le Hardy de Beau- lieu, Château du Bois-Lombut, Gosselies	20	18.000	2.000
22. M ^{me} la vicomtesse J. Le Hardy de Beau- lieu, Pavillon des Etangs, Gosselies	20	18.000	2.000
23. M. le baron R. d'Huart, Château de Taviet, Achêne	20	18.000	2.000
24. M. le baron B. d'Huart, Sovet	20	18.000	2.000
25. M ^{lle} Lucienne Deschacht, 60, rue Antoine Bréart, Saint-Gilles	5	4.500	500
26. M ^{me} Paul Brutsaert-Deschacht, 115, chaus- sée de Tervueren, Perk	5	4.500	500
27. M ^{me} E. Van Wynsberghe-Deschacht, 60, rue Antoine Bréart, Saint-Gilles	5	4.500	500
28. M ^{me} Jacques Grazia-Empain, 2, rue du Buisson, Ixelles	13	11.700	1.300
29. M ^{lle} Huguette Empain, 33, rue du Con- grès, Bruxelles	14	12.600	1.400
30. M ^{lle} Nicole Empain, 49a, avenue Winston Churchill, Uccle	3	2.700	300
	36.000	32.415.000	3.585.000

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Edgar Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine, Ixelles, administrateur, président du conseil.

M. Désiré Van Bleyenbergh, administrateur de sociétés, 25, avenue Henri Pirenne, Uccle, administrateur-délégué.

M. Henri Buttgenbach, administrateur de sociétés, 182, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville, Congo Belge, administrateur.

M. Joseph Leemans, administrateur de sociétés, 7, avenue Louise, Hoboken, administrateur.

M. Maurice Lefranc, administrateur de sociétés, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles, administrateur.

M. Jacques Nève de Mévergnies, ingénieur civil des mines, 241, rue Théodore Coppens, Zellick, administrateur.

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 4, avenue du Congo, Ixelles, administrateur.

M. Raoul Depas, secrétaire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus, Ixelles, commissaire, président du collège.

M. Auguste Berckmoes, chef-comptable, 77, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Saint-Pierre, commissaire.

M. Georges Melin, chef-comptable, 55, rue Alphonse Hottat, Ixelles, commissaire.

M. Adhémar Mullie, directeur de banque, 116, rue des Confédérés, Bruxelles, commissaire.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 13, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse, commissaire.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
du 22 juin 1949.*

Décision n° 196. Le Conseil désigne pour les fonctions de président du Conseil M. E. Sengier et en qualité de membres du comité de direction MM. E. Sengier, J. Cousin, D. Van Bleyenbergh, J. Nève de Mévergnies et H. Robiliart (déjà cités), sous réserve pour ce dernier de sa réélection en qualité d'administrateur.

Ces nominations sont faites pour la durée de leur mandat d'administrateur.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 22 juin 1949.*

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur M. Herman Robiliart (déjà cité) et en qualité de commissaire M. Adhémar Mullie (déjà cité), dont les mandats viennent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

Bruxelles, le juin 1949.

Certifié conforme.

Le directeur,
J. NEVE de MEVERGNIES.
administrateur.

L'administrateur-délégué,
D. VAN BLEYENBERGHE.

Compagnie de la Ruzizi

Société coloniale belge par actions à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 5949.

Constituée par acte passé devant Maître Albert TYMAN, notaire à Gand, le 30 décembre 1927 et autorisée par arrêté royal du 28 janvier 1928. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire VAN WASSENHOVE, à Gand, le 14 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 6 septembre 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 août 1928 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire TYMAN, à Gand, le 21 janvier 1929, approuvé par arrêté royal du 4 mars 1929, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 4-5 février 1929 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929. Modifiés suivant acte reçu par Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles, le 23 décembre 1935, approuvé par arrêté royal du 30 janvier 1936, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 janvier 1936 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936. Modifiés suivant acte reçu par le notaire L. COENEN, à Bruxelles, le 30 décembre 1938, approuvé par arrêté royal du 2 février 1939, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 26 février 1939 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939. Modifiés suivant avis publié au « Moniteur Belge » des 13-14 mai 1946 (acte n° 8993).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles	14.101.738,—	
Amort. antérieurs	7.332.803,—	
Amort. de l'exerc.	1.374.802,—	
	<u>8.707.605,—</u>	5.394.133,—
Matériel	6.731.655,—	
Amort. antérieurs	3.061.389,—	
Amort. de l'exerc.	673.165,—	
	<u>3.734.554,—</u>	2.997.101,—

Mobilier	695.252,—	
Amort. antérieurs 281.300,—		
Amort. de l'exerc. 69.525,—		
	<u>350.825,—</u>	344.427,—
Plantations	6.172.962,—	
Amort. antérieurs 5.393.207,—		
Amort. de l'exerc. 617.296,—		
	<u>6.010.503,—</u>	162.459,—
Concessions	1.691.774,—	
Amort. antérieurs 1.644.688,—		
Amort. de l'exerc. 47.085,—		
	<u>1.691.773,—</u>	1,—
Garanties		400,—
		<u>8.898.521,—</u>

Réalisable :

Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs	2.462.714,—	
Stocks	14.584.758,—	
Marchandises en magasin et en cours de route	3.218.255,—	
Débiteurs divers	3.299.845,—	
Effets à recevoir	749.830,—	
		<u>24.315.402,—</u>

Disponible :

Banques et caisses	10.894.666,—
Comptes débiteurs	3.143.210,—
Versements restant à effectuer sur titres	185.500,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	52.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	136.235,—	
Divers	258.250,—	
		<u>446.985,—</u>
		<u>Fr. 47.884.284,—</u>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital représenté par :

39.900 parts sociales s. d. v.	fr.	9.500.000,—
42.000 parts de fondateur s. d. v.		
Réserve statutaire	950.000,—	
Fonds de prévision	10.000.000,—	
Réserve pour renouvellement du matériel	1.385.145,—	
		<u>12.335.145,—</u>
Réserve pour créance douteuse		247.050,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	14.256.070,—	
Dividendes exercices 1936 à 1947	253.196,—	
		<u>14.509.266,—</u>
Comptes créditeurs		5.178.925,—
Versements restant à effectuer sur titres		185.500,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	52.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	136.235,—	
Divers	258.250,—	
		<u>446.985,—</u>

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire reporté	1.696,—	
Bénéfice de l'exercice	5.479.717,—	
		<u>5.481.413,—</u>
		<u>Fr. 47.884.284,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Droits de douane sur produits	fr.	5.978.183,—
Frais généraux Afrique		1.131.525,—
Frais généraux Europe		1.157.795,—
Amortissements :		
sur immeubles	1.374.802,—	

sur mobilier	69.525,—	
sur matériel	673.165,—	
sur plantations	617.296,—	
sur concessions	47.085,—	
		2.781.873,—
Provision pour impôts		2.000.000,—
Solde bénéficiaire reporté	1.696,—	
Bénéfice de l'exercice	5.479.717,—	
		5.481.413,—
	Fr.	18.530.789,—

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	1.696,—
Résultat d'exploitation		15.791.043,—
Revenu du portefeuille		2.664.000,—
Intérêts		74.050,—
	Fr.	18.530.789,—

REPARTITION DES BENEFICES.

Premier dividende de fr. 16,66 aux 39.900 parts sociales fr.	665.000,—
Allocations statutaires	547.972,—
Fonds en faveur du personnel	300.000,—
Deuxième dividende aux parts sociales	2.327.500,—
Dividende aux 42.000 parts de fondateur	775.833,—
Solde à reporter	865.108,—
	Fr. 5.481.413,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Administrateurs :

M. le baron Edouard Empain, propriétaire, 1, rue Zinner, Bruxelles, président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles, vice-président.

M. Fernand Sellier, ingénieur civil (U. Br.), 15, avenue du Derby, Ixelles-Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Edouard Chaudron, industriel, 495, avenue Louise, Bruxelles.

M. Guy Rimoz de la Rochette, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris.

M. Jacques Grazia, propriétaire, 2, rue du Buisson, Bruxelles.

M. Lucien Molle, ingénieur, 67, rue de la Réforme, Ixelles-Bruxelles.

M. Paul Orban, docteur en droit, 24, boulevard du Régent, Bruxelles.

M. Victor Thery, secrétaire de société, 168, boulevard Général Jacques, Bruxelles.

Commissaires :

M. Gaston Cockaerts, comptable, 37, rue Victor Lefèbvre, Schaerbeek-Bruxelles.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 49, rue du Luxembourg, Bruxelles.

M. Charles Pequet, administrateur-directeur de banque, 53, rue Père de Deken, Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 23 juin 1949.*

A l'unanimité, l'assemblée :

1° approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que la répartition du solde bénéficiaire proposée par le conseil et décide que le coupon n° 21 des parts sociales sera payable par :

fr. 75,— brut ou fr. 62,25 net, et le coupon n° 21 des parts de fondateur par :

fr. 18,50 brut ou fr. 15,35 net, à partir du 27 juin 1949 aux guichets des banques ci-après :

Banque Industrielle Belge, à Bruxelles;

Banque Belge pour l'Industrie, à Bruxelles;

2° donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion au 31 décembre 1948;

3° renouvelle pour un terme de 6 ans, le mandat d'administrateur de M. Edouard Chaudron et, pour un terme de 3 ans, celui de M. Gaston Cockaerts, commissaire;

élit, en remplacement de M. Victor Thery, administrateur, M. Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, 28, rue Lesbroussart, à Ixelles-Bruxelles, dont le mandat expirera en 1953;

appelle aux fonctions d'administrateur, M. Georges Lecart, comptable, Château de la Hulle à Profond'ville; son mandat expire en 1955.

Bruxelles, le 27 juin 1949.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

F. SELLIER.

P. ORBAN.

Société Minière du Beceka

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Kasaï-Congo Belge).

Siège administratif : 46, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15.267.

Autorisée par Arrêté Royal du 9 décembre 1919, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1920, et constituée le 15 décembre 1919.

Les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1920.

Ils ont fait l'objet des modifications suivantes :

1°) Modification décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 1937, publiée à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1937;

2°) Modification décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 1946, approuvée par Arrêté du Régent du 10 mars 1947, publiée à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 25 juin 1947;

3°) Modifications décidées par l'Assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 1947, approuvées par Arrêté du Régent du 26 janvier 1948, publiées à l'annexe au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 mars 1948.

BILAN DE L'EXERCICE 1948.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Concessions et Droits Miniers	Pour mémoire	
Premier Etablissement non réévalué	181.196.021,—	
dont à déduire pour amortissement	181.196.020,—	
	<u>1,—</u>	
Réévaluation de l'actif immobilisé	79.583.560,—	
	<u>79.583.561,—</u>	

II. — Réalisable :

Portefeuille	105.591.510,—	
Marchandises et produits miniers	19.774.773,—	
Débiteurs divers	36.744.692,—	
	<u>162.110.975,—</u>	

III. — *Disponible :*

Caisses et Banques 535.548.610,—

IV. — *Comptes débiteurs* 1.958.924,—

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires Pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

Fr. 779.202.070,—

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital fr. 180.000.000,—

représenté par 100.000 parts sociales sans
désignation de valeur.

Réserve statutaire 7.000.000,—

Réserve extraordinaire 60.000.000,—

Fonds de renouvellement 40.000.000,—

287.000.000,—

II. — *Amortissement du montant réévalué de l'actif
immobilisé* 40.000.000,—

III. — *Fonds d'assurances* 22.000.000,—

IV. — *Fonds d'œuvres sociales indigènes :*

Dotations antérieures 40.000.000,—

Prélèvements à fin 1948 37.536.409,—

2.463.591,—

V. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Sommes restant à appeler sur portefeuille 4.222.500,—

Créditeurs divers 95.095.184,—

99.317.684,—

VI. — *Comptes créditeurs* 211.320.795,—

VII. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires Pour mémoire

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers
en cours Pour mémoire

VIII. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice 117.100.000,—

Fr. 779.202.070,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr. 2.457.111,—
Amortissement de l'immobilisé réévalué	20.000.000,—
Impôts	8.505.277,—
Impôt sur la superficie des concessions	1.955.804,—
Taxe de sortie et surtaxe douanière	46.660.347,—
Dotation à la réserve extraordinaire	20.000.000,—
Dotation au fonds de renouvellement	10.000.000,—
Redevance à la Colonie	86.400.000,—
Solde	117.100.000,—
	Fr. 313.078.539,—

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr. 282.105.122,—
Revenus du portefeuille	29.499.380,—
Intérêts et divers	1.474.037,—
	Fr. 313.078.539,—

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Le Conseil d'administration de la Société Minière du Bécéka est composé comme suit :

Président :

M. Gaston Blaise, ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle, à Ixelles.

Vice-Président :

M. Firmin Van Brée, ingénieur, 3, rue Montagne du Parc, à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre, à Ixelles.

Administrateurs :

M. Jules Baudine, ingénieur, 67, rue de la Source, à Bruxelles.

M. le baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Tervueren, à Bruxelles.

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, à Ixelles.

M. Willy de Munck, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 14, avenue Ernestine, Bruxelles.

M. Paul Fontainas, ingénieur, 327, avenue Molière, Uccle.

M. Paul Gillet, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre, à Ixelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, Château de Jolimont, à La Hulpe.

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 33, avenue des Mûres, à Uccle.

Sir Ernest Oppenheimer, industriel, à Johannesburg.

M. Philip J. Oppenheimer, administrateur de société, « Lynwood Chase » Bracknell, Berkshire (Grande-Bretagne).

Le Collège des Commissaires est composé comme suit :

M. Victor Felsenhart, agent de change, 216, rue de la Loi, à Bruxelles.

M. Jean Lothaire, ingénieur, 378, chaussée de Saint-Job, à Uccle.

M. Hubert Ménestret, directeur-adjoint de société, 18, avenue Marie-Clothilde, à Watermael-Boitsfort.

M. Léon Raquez, docteur en droit, 149, avenue Winston Churchill, à Uccle.

M. Jean J. Renkin, avocat, 115, rue Belliard, à Bruxelles.

M. Eugène Witneur, ingénieur, 68, avenue Michel-Ange, à Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 21 juin 1949.*

L'assemblée approuve les bilan et compte de profits et pertes clôturés au 31 décembre 1948, tels qu'ils lui sont soumis par le Conseil d'administration.

L'assemblée réélit ensuite aux fonctions d'administrateur, M. Paul Gillet, son mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1955.

Bruxelles, le 28 juin 1949.

Le Vice-Président,

F. VAN BREE.

L'administrateur-délégué,

L. JADOT.

« Tabacongo »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Anvers, 32, Longue rue de l'Hôpital.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 57.557.

Autorisée par arrêté royal du 2 octobre 1939.

Statuts et modifications publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 15 octobre 1939 (n° 13.553), 17 mars 1946 (n° 3431) et 29 septembre 1948 (n° 19.128) et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1939 (page 1126), 15 février 1946 (page 240) et 15 octobre 1948 (page 1392).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé	fr.	18.675.766,03
Réalisable et disponible		47.685.708,25
Comptes divers		3.335.216,45
	Fr.	<u>69.696.690,73</u>

PASSIF

Non exigible	fr.	35.647.660,30
Exigible		21.525.211,13
Comptes divers		110.000,—
Solde bénéficiaire		12.413.819,30
	Fr.	<u>69.696.690,73</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Frais généraux et divers	fr.	10.927.126,05
Amortissements		2.332.575,38
Solde bénéficiaire		12.413.819,30
	Fr.	<u>25.673.520,73</u>

CREDIT

Exploitation	fr. 25.673.520,73
------------------------	-------------------

REPARTITION DES BENEFICES

A la réserve légale	fr. 627.299,—
Dividendes	9.000.000,—
A la réserve extraordinaire	2.786.520,30

Fr. 12.413.819,30

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 7 JUIN 1949

L'assemblée approuve les rapports des administrateurs et commissaire ainsi que le bilan et compte de pertes et profits de l'exercice social 1948. Elle approuve également la répartition bénéficiaire. Elle donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Henry C. Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue della Faille, 40, Anvers. — Président.

M. Joseph Vander Elst, administrateur de sociétés, chaussée de Bréda, 69, Brasschaet.

M. Alfred Vander Elst, administrateur de sociétés, boulevard de Tirlemont, 102, Louvain.

M. Georges Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue Gabrielle, 10, Brasschaet.

M. Maurice Hoornaert, docteur en droit, avenue des Anciens Combattants, 16, Vriesdonck-Brasschaet.

COMMISSAIRE

M. Emile Hiroux, inspecteur comptable, rue de l'Orme, 65, Bruxelles.

Certifié conforme.

Le Président,

(s.) H. C. VANDER ELST

Les Mines d'Etain de Kindu « Kinétain »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Siège social : Kindu-Port Empain (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 65.750

Acte constitutif publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1933. Modifications publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 mai 1937, 15 juillet 1938, 15 mai 1947 et 15 mars 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 22 juin 1949).

ACTIF

I. — Immobilisés :

Prospections, développements, routes, immeubles et installations minières :

Solde au 1^{er} janvier 1948 fr. 9.344.893,54

Dépenses de l'exercice 12.303.006,70

21.647.900,24

Moins :

Amortissements de l'exercice 9.227.723,24

12.420.177,—

II. — Réalisable :

Participations 628.001,—

Débiteurs divers 34.927.233,68

Stock produits 15.290.361,—

50.845.595,68

III. — Disponible :

Banques 17.740.598,47

IV. — Divers :

Comptes débiteurs 3.514.482,—

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

Fr. 84.520.853,15

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

62.000 act. de cap. de fr. 500 chacune fr.	31.000.000,—	
Réserve statutaire	1.000.000,—	
Fonds spécial de réserve	12.000.000,—	
		44.000.000,—

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers.	751.923,15
----------------------------	------------

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	13.802.714,—
------------------------------	--------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. — *Profits et pertes :*

Solde non réparti des exercices 1943 à 1946	99.533,40	
Bénéfice de l'exercice	25.866.682,60	
		25.966.216,—
	Fr.	84.520.853,15

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr.	468.614,01
Frais d'augmentation du capital		19.214,05
Droits de sortie et surtaxes douanière.		6.802.514,25
Amortissement sur prospections, développements, routes, immeubles et installations minières		9.227.723,24
Prévision fiscale		4.000.000,—
Solde.		25.866.682,60
	Fr.	46.384.748,15

CREDIT

Résultat d'exploitation	fr. 45.892.715,57
Intérêts de banque	370.578,58
Rentrée sur prévisions fiscales des exercices 1943 à 1946.	121.454,—
Fr.	46.384.748,15

REPARTITION — (16^{me} exercice social).

5 % au fonds de réserve sociale	fr. 1.298.310,80
Au fonds de réserve spécial	12.000.000,—
5 % au fonds de prévoyance en faveur des membres du personnel (sur fr. 13.966.216)	698.310,80
Participation de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », (calculée sur un capital de fr. 27.500.000 moins fr. 326.080 pour la participation « Arema », soit sur fr. 27.173.920)	4.134.253,20
10 % au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	1.196.959,40
Dividendes aux actions de capital (sur les 20.000 titres de l'ancien capital de fr. 10.000.000)	6.638.381,80
Fr.	25.966.216,—

VERSEMENTS EFFECTUES

Le capital a été entièrement libéré.

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, tenue à Bruxelles, le 22 juin 1949.

L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte des profits et pertes du 16^{me} exercice social, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et vérifiés par le Collège des Commissaires. Elle décide de répartir une somme de 6.638.381 fr. 80, comme dividende aux 20.000 titres de l'ancien capital de 10 millions de francs et autorise le paiement de ce dividende à partir du 1^{er} juillet 1949.

L'assemblée réélit Messieurs Emmanuel de Beer de Laer et Marcel Jacques en qualité d'administrateur et Monsieur Joseph Clesse en qualité de commissaire.

Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1955.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

...

M. William Delloye, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 50, avenue Maurice.

Administrateur-Délégué :

M. Georges Lescornez, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 342, boulevard Lambermont.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, demeurant à Louvain, 11, place Foch.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 4, boulevard Louis Schmidt.

M. Emmanuel de Beer de Laer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 4, rue Jules Lejeune.

M. Hector de Rauw, ingénieur civil des mines, géologue, demeurant à Eghezéc.

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 154, avenue de Tervueren.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 1, avenue des Scarabées.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Bruxelles, 88, rue Bosquet.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Joseph Clesse, directeur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 38, rue Geefs.

M. Pierre Vlayen, expert comptable, demeurant à Bruxelles, 19 avenue des Klauwaerts.

Bruxelles, le 23 juin 1949.

Certifié conforme.

LES MINES D'ETAIN DE KINDU « KINETAIN »

Un Administrateur,

(s.) M. LEFRANC

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) W. DELLOYE

Les Mines d'Or de Kindu « Kinor »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu-Port Empain (Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 63.759.

Acte constitutif publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1933. Modifications publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juillet 1938 et 15 mai 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 22 juin 1949).

ACTIF

I. — Immobilisé :

a) Prospections, développements, routes,
immeubles et installations minières :

Solde au 1^{er} janvier 1948 6.962.556,40

Dépenses de l'exercice 7.894.184,66

14.856.741,06

Moins :

Amortissement de l'exercice 983.782,47

13.872.958,59

b) Litige « Somikin-Deleener » 448.321,25

14.321.279,84

II. — Réalisable :

Participations. 628.001,—

Débiteurs divers 600.000,—

Stock produits 1.846.707,—

3.074.708,—

III. — Disponible :

Banques 45.134,36

IV. — Divers :

Comptes débiteurs 13.821.409,—

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires. pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

Fr. 31.262.531,20

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

a) Capital :

10.000 act. cap. de fr. 500 chacune. fr. 5.000.000,—

b) Réserve statutaire. 608.242,84

c) Fonds de réserve spécial 1.000.000,—

6.608.242,81

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers 24.654.288,36

III. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

Fr. 31.262.531,20

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948

DEBIT

Frais généraux fr. 370.426,85

Frais financiers 168,01

Droits de sortie et surtaxes douanières 131.222,90

Amortissements sur prospections, développements, routes,
immeubles et installations minières 983.782,47

Fr. 1.485.600,23

CREDIT

Résultat d'exploitation fr. 290.255,89

Remboursement surtaxes douanières sur production or des
exercices 1940 à 1945 1.194.937,60

Intérêts 406,74

Fr. 1.485.600,23

VERSEMENTS EFFECTUES

Le capital a été entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE, TENUE LE 22 JUIN 1949

L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes du 16^me exercice social tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et vérifiés par le Collège des Commissaires.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

L'assemblée réélit Monsieur Etienne Asselberghs en qualité d'administrateur et Monsieur Joseph Clesse en qualité de commissaire. Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1955.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. William Delloye, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 50, avenue Maurice.

Administrateur-Délégué :

M. Georges Lescornez, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 342, boulevard Lambermont.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, demeurant à Louvain, 11, place Foch.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 4, boulevard Louis Schmidt.

M. Hector de Rauw, ingénieur des mines, géologue, demeurant à Eghezée.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 29, avenue de Tervueren.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 1, avenue des Scarabées.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Bruxelles, 88, rue Bosquet.

M. Georges Rouma, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 16, rue Marie Depage.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Joseph Clesse, directeur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 38, rue Geefs.

M. Joseph Goffin, expert comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 28, rue François de Belder.

Bruxelles, le 23 juin 1949.

Certifié conforme.

LES MINES D'OR DE KINDU « KINOR »

Un Administrateur,

(s.) M. LEFRANC

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) W. DELLOYE

Compagnie Minière du Congo Occidental « Cominoc »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Boma (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 94.157.

Acte constitutif publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1937. Modifications publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 février 1939 et 15 mars 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale annuelle du 28 juin 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

Solde au 1^{er} janvier 1948 fr. 2.035.969,12

Dépenses de l'exercice :

Frais d'augmentation de
capital 59.707,35

Prospections en Afrique . 1.568.578,93

1.628.286,28

3.664.255,40

II. — *Réalisable :*

Participations	1.000.000,—	
Débiteurs divers	683.929,79	
		1.683.929,79

III. — *Disponible :*

Banques	1.005.489,08
-------------------	--------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours.	pour mémoire

V. — *Profits et pertes :*

Report à nouveau de l'exercice précédent .	128.180,10	
Perte de l'exercice 1948	48.821,67	
		177.001,77
	Fr.	6.530.676,04

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

4000 actions de cap. de fr. chacune, fr.	2.000.000,—	
8.000 act. privilég. de fr. 500 chacune .	4.000.000,—	
12.000 actions série B., sans désig. de val.	pour mémoire	
		6.000.000,—
Réserve statutaire	70.968,69	
		6.070.968,69

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Montant non appelé sur participation .	400.000,—	
Créditeurs divers	59.707,35	
		459.707,35

III. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours.	pour mémoire
	Fr. 6.530.676,04

COMPTE de PROFITS et PERTES ARRETE au 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux	fr.	48.861,16
Frais financiers		60,55
	Fr.	<u>48.921,71</u>

CREDIT

Intérêts de banque	fr.	100,04
Solde.		48.821,67
	Fr.	<u>48.921,71</u>

VERSEMENTS EFFECTUES

Le capital a été entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 28 JUIN 1949

L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes du 12^{ème} exercice social, tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'Administration et vérifiés par le Collège des Commissaires.

L'assemblée réélit Monsieur Jean Meily, en qualité de commissaire. Son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1955.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil d'Administration et Administrateur-Délégué :

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambertmont, Schaerbeek-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Ter-vueren, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, 54, rue Royale, Bruxelles.

M. Fernand Nisot, ingénieur A. I. A., 15, rue d'Edimbourg, Ixelles-Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. René Frère, docteur en droit, 156, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles.

M. Fernand Kuhnemant, chef de comptabilité, 88, avenue Victor Jacobs, Bruxelles.

M. Jean Meily, expert comptable, 11, avenue Jules Malou, Etterbeek-Bruxelles.

Bruxelles, le 29 juin 1949.

Copie certifiée conforme.

COMPAGNIE MINIERE DU CONGO OCCIDENTAL « COMINOC »

Un Administrateur,

(s.) F. NISOT

Un Administrateur,

(s.) P. LANCSWEERT

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

A Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Ixelles-Bruxelles, 40, rue Souveraine.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 47.410.

Constitution publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 août 1930, folio 695, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 19 juillet 1930, acte n° 11.866 et statuts modifiés par acte n° 6800, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 17 avril 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

(Approuvé par l'assemblée générale du 14 juin 1949).

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	1,—
Frais de premier établissement		1,—
Frais émission actions		798.912,20
Terrains et immeubles	5.151.443,65	
Travaux et constructions	32.897.409,61	
		38.048.853,26
Constructions routes		1,—
Matériel	61.794.403,05	
Lignes de transport de force et téléphoni- ques	27.299.258,38	
Matériel des installations	908.715,69	
		90.002.377,12
Raccordement concession Brazzaville		3.435.764,95
Mobilier en Europe	63.957,50	
Mobilier en Afrique	291.573,54	
		355.531,04
		132.641.441,57
Avances sur commandes		18.293.358,85
		150.934.800,42

Réalisable :

Magasins : matériel, approvisionnements et divers	2.763.534,69	
Débiteurs	3.895.088,51	
Comptes débiteurs	969.774,90	
Portefeuille	1.500.010,—	
		9.128.408,10

Disponible :

Europe	3.061.971,51	
Afrique	13.732.595,69	
		16.794.567,20

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	475.000,—	
		Fr. 177.332.775,72

PASSIF

Non Exigible :

Capital : 150.000 actions de fr. 500 . fr.	75.000.000,—	
Réserve légale	316.000,—	
Prime d'émission	9.000.000,—	
		84.316.000,—

Amortissements :

Frais émission actions	159.782,44	
Immeubles, travaux, constructions . .	21.386.691,40	
Matériel et lignes	43.739.259,56	
Raccordement concessions Brazzaville .	1.214.610,12	
Mobiliers.	71.106,20	
		66.571.449,72

Exigible :

S. N. C I.	13.025.000,—	
Créditeurs	5.031.068,28	
Comptes créditeurs	29.125,—	
Souscriptions à libérer	1.125.000,—	
		19.210.193,28

<i>Pertes et profits</i>	6.760.132,72
<i>Compte d'ordre :</i>	
Déposants statutaires	475.000,—
	Fr. 177.332.775,72

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais d'exploitation et frais généraux fr.	8.106.604,64
Charges financières	606.239,22
Amortissements :	
Frais émission actions	159.782,44
Immeubles, travaux et constructions	2.853.663,99
Matériel et lignes.	8.460.246,41
Raccrdement concession Brazzaville	194.618,25
Mobiliers	71.106,20
	11.739.417,29
	20.452.261,15
Solde bénéficiaire	6.760.132,72
	Fr. 27.212.393,87

CREDIT

Recettes d'exploitation fr.	27.212.393,87

REPARTITION DES BENEFICES

Réserve légale fr.	338.007,—
Premier dividende	4.500.000,—
Tantièmes statutaires	288.318,—
Deuxième dividende	1.500.000,—
Report à nouveau.	133.807,72
	Fr. 6.760.132,72

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS AU 14 JUIN 1949

M. Fernand Courtoy, ingénieur A. I. Lg. - A. I. M., 182, avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles. — Président - Administrateur-Délégué.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle. — Vice-Président.

M. Paul Geerinckx, industriel, 150, chaussée de Gand, à Alost. — Administrateur.

M. Valère Lecluse, industriel, à Tiegem. — Administrateur.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Woluwe-Saint-Lambert. — Administrateur.

M. Joseph Rhodius, industriel, Castel « Bel Air », à Namur (Citadelle) Administrateur.

M. Robert Richard, ingénieur A. I. Br., 140, rue de Marbaix, à Montigny-le-Tilleul. — Administrateur.

M. Frans Terlinck, administrateur de sociétés, 44, avenue de l'Horizon, à Woluwe-Saint-Pierre. — Administrateur.

M. Martin Thèves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, à Rhode-Saint-Genèse. — Administrateur.

M. Charles Boels, ingénieur A. I. A., 2, avenue Boileau, à Bruxelles. — Commissaire.

M. Jean E. Thomas, expert comptable, 34, rue Charles Martel, à Bruxelles. — Commissaire.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 14 JUIN 1949

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a :

1°) Approuvé le bilan et le compte de pertes et profits de l'exercice 1948.

2°) Décidé de répartir l'excédent favorable du bilan comme suit :

Réserve légale	fr.	338.007,—
Premier dividende	fr.	4.500.000,—
Tantièmes statutaires	fr.	288.318,—
Deuxième dividende.	fr.	1.500.000,—
Report à nouveau	fr.	133.807,72

et a décidé que :

le dividende de l'exercice 1948 sera payable par 33 fr. 20 nets (40 francs bruts) contre remise du coupon n° 20 (des actions numérotées de 1 à 150.000).

3°) Donné, par un vote spécial, décharge à Messieurs les Administrateurs et Commissaires pour l'exercice 1948.

4°) Réélu en qualité d'administrateur :

Monsieur Joseph Rhodius, industriel, Castel « Bel-Air », à Namur (Citadelle). Son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1955.

5°) Pris acte de la démission de Monsieur Joseph Sellekaers de ses fonctions d'administrateur.

6°) Appelé aux fonctions d'administrateur :

Monsieur Paul Geerinckx, industriel, 150, chaussée de Gand, à Alost, pour continuer le mandat de Monsieur Joseph Sellekaers, échéant immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 1952.

(s.) H. MOXHON

Administrateur.

(s.) A. ENGELS

Vice-Président du Conseil.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Katanga — Congo Belge).

Siège administratif : Montagne du Parc, 8, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 36.653.

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : n° 16.051 du 24 octobre 1929, n° 6851 du 11 mai 1932, n° 5757 du 24 avril 1938, n° 2808 du 20 février 1948, n° 17.080 du 13 août 1948.

Ces actes constitutifs ont également été publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1929, 15 mai 1932, 15 mai 1938, 15 février 1948, 15 septembre 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Terrain, immeubles, installations, travaux

en cours, mobilier et matériel . . . fr. 199.029.827,—

A déduire .

Fonds d'amortissement 78.322.888,—
120.706.939,—

Réalisable :

Magasins d'approvisionnements et de pro-

duits 11.019.317,—

Portefeuille 44.819.043,—

Avances sur commandes 9.199.459,—

Débiteurs. 16.478.423,—
81.516.242,—

Disponible :

Banques et caisses 35.746.426,—

Divers :

Comptes débiteurs 527.830,—

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires pour mémoire

Engagements et contrats en cours pour mémoire

Fr. 238.497.437,—

PASSIF

Capital et réserves :

Capital	fr. 100.000.000,—	
Réserve statutaire	2.317.053	
Fonds spéciaux de réserve et de prévision.	22.400.000,—	
Fonds de renouvellement	8.000.000,—	
Fonds pour l'augmentation du bien-être des indigènes	1.426.675,—	
Plus-value de réévaluation	65.173.865,—	
		199.317.593,—

Exigible :

Créditeurs	29.167.342,—
----------------------	--------------

Divers :

Comptes créditeurs	4.927.344,—
------------------------------	-------------

Résultats :

Report antérieur	1.837.236,—	
Bénéfice de l'exercice	3.247.922,—	
		5.085.158,—

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires.	pour mémoire
Engagements et contrats en cours	pour mémoire
	Fr. 238.497.437,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux d'administration	fr. 4.666.101,—
Amortissements :	
Sur portefeuille	1.540.750,—
Sur immobilisé réévalué	14.216.094,—
	15.756.844,—
Prévision fiscale	700.000,—
Solde bénéficiaire	5.085.158,—
	Fr. 26.208.103,—

CREDIT

Report à nouveau	fr. 1.837.236,—
Revenus financiers	1.124.098,—
Résultats d'exploitation	23.246.769,—
	Fr. 26.208.103,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE

Réserve statutaire : 5 % de fr. 3.247.922	fr. 162.396,—
Report à nouveau.	522.762,—
Dividende de 6 % brut :	
Aux 40.000 actions anciennes	1.200.000,—
Aux 160.000 actions nouvelles (prorata temporis)	3.200.000,—
	4.400.000,—
	Fr. 5.085.158,—

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Gaston Blaise, ingénieur civil A. I. A., 47, avenue Général de Gaulle, Ixelles. — Administrateur. - Président du Conseil.

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, 24, avenue Ernestine, Ixelles. — Administrateur. - Vice-Président du Conseil.

M. Pierre-Joseph Leemans, ingénieur civil des mines, 7, avenue Louise, Hoboken. — Administrateur. - Vice-Président du Conseil.

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, 31, avenue Jeanne, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Pierre Dumortier, ingénieur civil des mines, 213, avenue Brugmann, Bruxelles. — Administrateur-Directeur.

M. Georges Delhayé, ingénieur civil des mines, 2, boulevard Dolez, Mons. — Administrateur - Ingénieur conseil.

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, Elisabethville (Congo Belge). — Administrateur.

M. Adolphe Fassotte, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, Villa Merckem, Neerpelt. — Administrateur.

M. Octave Jadot, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, 102, avenue Montjoie, Uccle. — Administrateur.

M. Serge Lambert, ingénieur A. I. Ms., 209, avenue Louise, Bruxelles. — Administrateur.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, 43, square Vergote, Schaerbeek. — Administrateur.

M. Jérôme Quets, ingénieur civil des mines, 94, boulevard de Namur, Louvain. — Administrateur.

M. Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, 25, avenue Henri Pirenne, Uccle. — Commissaire.

M. Georges Beetz, docteur en droit, 878, chaussée de Waterloo, Bruxelles. — Commissaire.

M. Auguste Berckmoes, expert comptable, 76, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Saint-Pierre. — Commissaire.

M. Henri Cornelius, ingénieur civil A. I. A., 1, place Constantin Meunier, Forest. — Commissaire.

M. Paul Verleysen, expert comptable, 31, rue des Coquelicots, Etterbeek. — Commissaire.

(s.) H. ROBILIART

Administrateur-Délégué.

(s.) E. SENGIER

Vice-Président du Conseil d'Administration.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim »

Société congolaise à responsabilité limitée

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Siège social : Jadotville (Katanga — Congo Belge).

Siège administratif : Montagne du Parc, 8, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 36.653.

—

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 10 JUIN 1949**

L'assemblée renouvelle les mandats de Messieurs Jules Cousin et Georges Delhayé, administrateurs sortants, et de Messieurs Georges Beetz et Henri Cornelius, commissaires sortants. Ces mandats viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1954.

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 10 JUIN 1949**

Nominations.

COMITE TECHNIQUE

Le Conseil par application de l'article 29 des statuts, réélit Messieurs Jules Cousin et Georges Delhayé, en qualité de membres du Comité Technique.

(s.) H. ROBILIART

Administrateur-Délégué.

(s.) E. SENGIER

Vice-Président du Conseil d'Administration.

—

Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises « Imbelco »

Société congolaise à responsabilité limitée

ACTE AUTHENTIQUE (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le quatrième jour du mois d'avril, à Elisabethville; nous soussignés.

Jean Sepulchre, administrateur-délégué de la société congolaise à responsabilité limitée par actions « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises » dite « Imbelco », résidant à Elisabethville;

Paul-Joseph Van Essche, administrateur-directeur de la société congolaise à responsabilité limitée par actions « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises » dite « Imbelco », résidant à Elisabethville;

Oscar Cost, administrateur de la société congolaise à responsabilité limitée par actions « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises » dite « Imbelco », résidant à Elisabethville;

Tous trois administrateurs du Conseil d'administration de la Société précitée établie à Elisabethville (Congo Belge), avenue de l'Etoile, numéro 18-20, constituée suivant acte reçu à Elisabethville par le notaire Marcel Gouffens, le quatre mai mil neuf cent vingt-huit, et dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » de 1928, folios 1595 et suivants, numéro du 15 octobre 1928, agissant valablement en Conseil d'administration, exposons :

I. — HISTORIQUE

Que la « Société Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises » dite « Imbelco » a été créée par arrêté royal du 6 septembre 1928, au capital de 3.000.000 de francs (trois millions) et que ses statuts ont été publiés dans le « Bulletin Administratif » de cette même année, page 1595 et suivantes;

qu'une première augmentation de capital dans les limites des perspectives de l'article 5 des statuts a porté le capital à quatre millions de francs congolais (fr. 4.000.000), suivant lettre du 23 mai 1941 du Gouverneur Général, et a été autorisée par arrêté royal du 13 février 1948 en son article 1^{er};

qu'une seconde augmentation de capital a porté le capital à cinq millions de francs congolais (fr. 5.000.000), suivant acte authentique, reçu à Elisabethville, par le notaire R. Delbaere, le 15 avril mil neuf cent quarante-sept et a été autorisé par arrêté royal du 13 février 1948 en son article 2;

que des modifications aux statuts de la Société suivant acte authentique reçu à Elisabethville par le notaire R. Delbaere, le 15 avril mil neuf cent quarante-sept ont été autorisées par arrêté royal le 13 février 1948 en son article 2;

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 août 1949 — 1^{re} partie.

que l'acte authentique reçu par le notaire R. Delbaere, le 15 avril mil neuf cent quarante-sept a été publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1948, folios 297 et suivants;

qu'une troisième augmentation de capital a porté le capital à six millions de francs congolais (fr. 6.000.000), suivant acte authentique reçu à Elisabethville, par le notaire A.-J. Willems, le 1^{er} décembre mil neuf cent quarante-huit et a été autorisé par arrêté royal du 29 janvier 1949.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 24 MARS 1949

Qu'en son assemblée générale extraordinaire régulièrement tenue le vingt-quatre mars mil neuf cent quarante-neuf au siège social à Elisabethville, les résolutions suivantes ont été prises, ainsi qu'en fait foi le procès-verbal de l'assemblée dont extrait suit.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire réunie, le vingt-quatre mars mil neuf cent quarante-neuf à Elisabethville, au siège social représentant la majorité des actions du capital et la majorité des parts de fondateur et votant régulièrement en conformité avec les dispositions statutaires en la matière et dans les limites des règles fixées par l'arrêté royal du 13 janvier 1936, a décidé à l'unanimité à l'augmentation du capital à concurrence de six millions de francs.

1^o) Par la révalorisation au coefficient de 2,06 des apports antérieurs à 1941.

2^o) Par l'incorporation des primes d'émissions exigées sur les apports ultérieurs au titre de réajustement de la valeur nominale aux dépréciations monétaires.

3^o) Par la capitalisation des réserves existantes.

La valeur nominale des actions est ainsi portée de cinq cents à mille francs.

DEUXIEME RESOLUTION

La même assemblée générale extraordinaire a décidé à l'unanimité que l'augmentation de la valeur nominale des actions de capital décidée ci-dessus sera mentionnée sur chaque action, à la diligence des porteurs d'actions et par les soins de la Société, par apposition d'un timbre humide constatant que la valeur nominale de chaque action est fixée à mille francs.

TROISIEME RESOLUTION

La même assemblée générale extraordinaire a décidé à l'unanimité de modifier le premier paragraphe du tertio de l'article trente-deux des statuts en ramenant de huit pour cent l'an à quatre pour cent l'an le premier dividende attribué aux actions de capital dans la répartition des bénéfices.

AUGMENTATION DE CAPITAL

En conséquence de ce qui précède, le capital nominal de la Société déjà porté à six millions de francs par acte authentique passé par devant le notaire A.-J. Willems le 1^{er} décembre 1948, à Elisabethville (Congo Belge) et approuvé par arrêté royal du 29 janvier 1949, est effectivement augmenté de six millions de francs et est porté à douze millions de francs représenté par douze mille actions de mille francs chacune, valeur nominale.

Il en résulte que le premier paragraphe de l'article 5 des statuts sociaux se trouvera modifié et sera désormais conçu comme suit :

Article cinq. — Le capital social est fixé à douze millions de francs congolais, représenté par douze mille actions de capital de mille francs nominal chacune; il est créé, en outre, quatre mille parts de fondateur, sans désignation de valeur.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

En conséquence de la décision qui précède, le premier paragraphe du tertio de l'article 39, des statuts sociaux se trouvera modifié et sera désormais conçu comme suit :

Article trente-neuf. — 3) La somme nécessaire pour payer aux actions de capital, un premier dividende de quatre pour cent l'an, sur le montant dont elles sont libérées *pro rata temporis*, le dividende est net d'impôts présents et futurs et n'est pas récupérable sur les exercices précédents. Le solde éventuel se partage comme suit :

L'assemblée générale charge le Conseil d'administration de faire toute diligence pour enregistrer en forme authentique le présent acte et pour solliciter l'autorisation par arrêté royal des modifications aux statuts qu'elles comportent.

Ainsi fait à Elisabethville, le quatrième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-neuf.

(s.) SEPULCHRE — (s.) VAN ESSCHE — (s.) COST

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le quatrième jour du mois d'avril, Nous, Louis Godin, notaire à Elisabethville, certifions que le présent acte nous a été présenté ce jour en présence de Messieurs Mestrez, Léon et Leroy, Robert, tous deux fonctionnaires de la Colonie, résidant à Elisabethville, témoins à ce requis, réunissant les conditions fixées par la loi.

Après lecture de l'acte, Messieurs Sepulchre, Jean Van Essche, Paul-Joseph et Cost, Oscar, tous trois administrateurs du Conseil d'administration de la société congolaise à responsabilité limitée par actions, « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises » dite « Imbelco », résidant à Elisabethville (Congo Belge), le premier administrateur-délégué, le second administrateur-directeur et le troisième administrateur de la

dite Société, déclarent par devant Nous et en présence des dits témoins que le présent acte, tel qu'il est dressé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi les présentes ont été signées par Nous, Notaire, et par les parties et les témoins.

Les parties : (s.) SEPULCHRE — (s.) VAN ESSCHE — (s.) COST.

Les témoins : (s.) L. MESTREZ — (s.) R. LEROY.

Le notaire : (s.) Louis GODIN.

Enregistré et scellé à l'Office Notarial d'Elisabethville, volume XXV, folios 107 et 108.

Mots barrés : néant. — Mots ajoutés : néant. — Frais d'acte 300 francs.
— Enregistrement : 500 francs. — 5 copies conformes : 2.500 francs.
— Légalisation : 40 francs égale le total de 3.340 francs.

Quittance numéro 72 du 4 avril 1949.

Elisabethville, le 4 avril 1949.

Pour copie certifiée conforme

Le notaire : (s.) Louis GODIN.

Vu pour la légalisation de la signature de Monsieur Louis Godin, notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 4 avril 1949.

Le chef du Service du Contentieux et du Personnel.

Le Sous-Directeur : (s.) G. LIBERTON.

Quittance numéro 73 du 4 avril 1949.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,

(s./g.) P. WIGNY

Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, avenue Marnix, 25.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 19.787.

Constituée à Bruxelles, le 16 septembre 1927, et autorisée par arrêté royal du 3 octobre 1927. Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », n° 11, du 15 novembre 1927, (annexe) et à l'annexe au « Moniteur Belge » du 10-11 octobre 1927 (acte n° 12.086).

Modifications aux statuts : suivant actes de Maître H. Scheyven, des 5 juin 1931 et 22 mars 1949, approuvés par arrêtés royaux des 6 juillet 1931 et 15 mai 1949 et publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1931 et 15 juillet 1949 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 24 juillet 1931 et 20-21 juin 1949 (actes numéros 11.401, 11.402 et 13.674).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Immobilisé :

A céder gratuitement à la Colonie en fin de concession	fr.1.354.060.911,—	
A racheter par la Colonie en fin de concession	218.928.908,—	
		1.572.989.819,—
Moins amortissements comprenant :		
1°) Annuités imputées aux exercices 1934 à 1947	10.761.800,—	
2°) Total des dotations de 4 % du montant des fonds d'amortissements cumulés à fin 1947.	5.403.726,—	
3°) Remboursement de 1935 à 1948 de 23.625 actions privilégiées	11.812.500,—	
4°) Dotation pour amortissement extraordinaire, premier établissement de 1940 à 1945	40.193.796,—	
		68.171.822,—
		1.504.817.997,—

II. — *Disponible :*

Caisses et banques 7.473.145,—

III. — *Réalisable :*

Participations	12.611.800,—	
Portefeuille constituant l'amortissement premier établissement (titres portés à leur prix de revient)	56.285.568,—	
Portefeuille pensions du personnel	50.840.502,—	
Portefeuille des placements temporaires	94.618.894,—	
Débiteurs divers	176.105.056,—	
Marchandises et approvisionnements en Afrique : notre quote-part dans la va- leur du magasin commun des services du L. K. D. et du C. F. K.	218.392.191,—	
		608.854.011,—

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs :

Plantations forestières	10.809.462,—	
Moins amortissements	7.500.000,—	
		3.309.462,—
Premier dividende aux actions amorties	46.939,—	
Versement en Afrique à valoir sur impôt exceptionnel de guerre	409.446,—	
Versement en Afrique sur impôt complé- mentaire	7.500.000,—	
		11.265.847,—

V. — *Compte d'ordre :*

Titres constituant les cautionnements statutaires	pour mémoire
	Fr. 2.132.411.000,—

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital émis	fr.1.150.000.000,—
Capital amorti	11.812.500,—
	1.138.187.500,—

Représenté par :

1.100.000 actions de capi- tal de fr. 500 chacune	550.000.000,—
--	---------------

1.176.375 actions privilégiées de fr. 500 chacune	588.187.500,—	
23.625 actions de jouissance		pour mémoire
Fonds d'amortissement des actions privilégiées	1.350.000,—	
Primes sur émissions	176.000.000,—	
Fonds de réserve social	21.804.237,—	
Fonds de renouvellement et des installations	649.883.455,—	
Fonds d'assurance incendie	9.247.509,—	
Fonds d'assurance contre accidents voyageurs	3.660.000,—	
		2.000.132.701,—

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Compagnie du Chemin de Fer du B. C. K.	2.000.000,—	
Créditeurs divers	1.215.685,—	
Actions amorties restant à rembourser .	1.198.190,—	
Dividendes restant à payer	3.309.027,—	
Montant à libérer sur participations .	5.050.000,—	
		12.772.902,—

III. — Pensions du personnel européen	47.501.830,—
Pensions du personnel indigène	6.417.575,—

IV. — *Comptes créditeurs .*

Fonds de prévision du personnel	1.487.385,—	
Impôts	11.156.013,—	
Amortissement sur portefeuille	8.788.130,—	
		21.431.528,—

V. — *Compte d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	pour mémoire
--	--------------

VI. — *Profits et pertes :*

Solde bénéficiaire de l'exercice	44.154.464,—
--	--------------

Fr. 2.132.411.000,—

COMPTE de PROFITS et PERTES ARRETE au 31 DECEMBRE 1948

AVOIR

Recettes d'exploitation	fr. 430.771.345,—
Intérêts, commissions et divers	2.464.933,—
	<u>Fr. 433.236.278,—</u>

DOIT

Dépenses d'exploitation	fr. 259.365.321,—
Dotation du fonds d'assurance contre incendie	450.000,—
Dotation du fonds d'assurance contre accidents	180.000,—
Fonds de renouvellement du matériel et des installations	120.000.000,—
Amortissement premier établissement (Immobilité) :	
Dotation 4 % sur fonds cumulés à fin 1947	2.167.666,—
	<u>122.797.666,—</u>
	382.162.987,—
Impôts	4.500.000,—
Taxe sur titres admis à la cote de la Bourse	204.940,—
Frais généraux	863.887,—
Remboursement de 2700 actions privilégiées	1.350.000,—
	<u>389.081.814,—</u>
Solde	44.154.464,—
	<u>Fr. 433.236.278,—</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE

5 % aux fonds de réserve social	fr. 2.207.723,—
Aux administrateurs et commissaires (maximum statutaire	250.000,—
1 % au personnel	441.545,—
Le solde aux actions privilégiées	41.255.196,—
	<u>Fr. 44.154.464,—</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 5 JUILLET 1949

Première résolution.

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de celui du Collège des Commissaires, approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan, et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948, tels qu'ils lui sont présentés.

Deuxième résolution.

L'assemblée, par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1948.

Les administrateurs qui détiennent des mandats dans d'autres sociétés se sont abstenus dans les décisions pouvant avoir des intérêts opposés à ceux de la « Société Léokadi ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

Troisième résolution.

L'assemblée ratifie la nomination d'administrateur, par le Conseil général en sa séance du 18 mai 1949, de Monsieur Gabriel Artus, pour achever le mandat de Monsieur Amour Maron, décédé; ce mandat expirant ce jour, elle réélit Monsieur Gabriel Artus, administrateur; son mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1955.

L'assemblée élit Monsieur Odon Jadot, aux fonctions d'administrateur, en remplacement de Monsieur Nicolas Cito, décédé, dont il achèvera le mandat qui expire à l'assemblée générale ordinaire de 1950.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Lambert Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, 15a. — Président.

M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Jonnart, 51. — Président honoraire.

M. Nicolas Cito, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue de l'Abbaye, 29. — Administrateur.

M. le Général-Major Chevalier Josué Henry de la Lindi, ancien commissaire général au Congo Belge, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert-Elisabeth, 54. — Administrateur.

M. Victor Parein, ingénieur, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, 154. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Pierre de Montpellier d'Annevoic, administrateur de sociétés, demeurant à Annevoic.

M. le Major Gustave Vervloet, vétéran colonial, avenue des Scarabées, 26, Bruxelles.

M. le Colonel Emmanuel Muller, vétéran colonial, avenue de la Porte de Hal, 4, Bruxelles.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) L. JADOT

Société Minière du Beceka

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Kasaï — Congo Belge).

Siège administratif : 46, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.267.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL
GENERAL DU 12 JUILLET 1949

Par application de l'article 15 des statuts, Monsieur Edgar Sengier, ingénieur civil des mines, demeurant, 24, avenue Ernestine à Bruxelles, est désigné provisoirement comme administrateur pour achever le mandat de Monsieur Nicolas Cito, administrateur décédé.

La prochaine assemblée générale aura à ratifier la nomination de Monsieur Sengier.

Bruxelles, le 12 juillet 1949.

Certifié conforme.

Un Administrateur,

(s.) P. GILLET

L'Administrateur-Délégué,

(s.) L. JADOT

Banque du Congo Belge

SITUATION AU 30 AVRIL 1949

ACTIF

Encaisse-or	fr.	927.765.171,96
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		31.782.073,92
Avoirs aux offices des chèques postaux		14.614.623,47
Avoirs en banque { en Belgique		365.560.467,23
à l'étranger		1.296.122.392,57
Portefeuille titres		339.254.213,04
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger		8.792.200.837,56
Effets commerciaux		752.818.420,57
Débiteurs		264.877.095,55
Etat Belge.		525.274.128,90
Immeubles et matériel		16.384.142,72
Débiteurs pour contrats de change à terme		315.597.626,82
Divers		12.116.474,99
		<u>Fr. 13.759.502.107,55</u>

PASSIF

Capital.	fr.	20.000.000,—
Réserves		46.370.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		2.146.641.779,75
Créditeurs à vue { divers.		7.778.960.066,98
Colonie		2.607.928.257,05
Créditeurs à terme		240.740.561,44
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme		315.597.626,82
Transfert en route et divers		603.263.815,51
		<u>Fr. 13.759.502.107,55</u>

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

(*) Article 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Brasseries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge - Katanga).

Siège administratif : 4, rue de la Chancellerie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4174.

Constituée le 8 décembre 1923 à Bruxelles et autorisée par Arrêté Royal en date du 5 février 1924, statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 16 février 1924, acte n° 1519 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1924. Modifiés suivant décision de l'Assemblée Générale en date des 17 septembre 1926, 21 mars 1927, 9 juillet 1929 et du 29 juillet 1947, publiés respectivement aux annexes du « Moniteur Belge » des 3 octobre 1926, acte n° 10.869, 4-5 avril 1927, acte n° 3627, 16-17 septembre 1929, acte n° 14358, et du 29 juillet 1947, acte n° 16.542 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » numéros des 15 décembre 1926, 15 juin 1927, 15 octobre 1929 ainsi qu'au « Bulletin Administratif » n° 22 en date du 25 novembre 1947.

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL DU 12 JUILLET 1949.

Le capital social de 42.000.000 francs est entièrement libéré.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement :

a) Bâtiments industriels et immeubles	fr.	33.383.809,71
b) Mobilier, matériel et outillage		33.987.326,62
		67.371.136,33

Moins :

Amortissements antérieurs	33.914.460,78	
Amortissements de l'exercice	4.000.000,—	
		37.914.460,78
		29.456.675,55

II. — Réalisable :

Marchandises en commande, en stock et en route pour l'Afrique	27.500.460,16	
Débiteurs divers	6.965.867,17	
Portefeuille titres	454.001,—	
		34.920.328,33

III. — *Disponible :*

Caisses, Banques et Chèq. postaux en Europe et en Afrique	10.263.270,44
---	---------------

IV. — *Divers :*

Dépenses à répartir	815.147,20
---------------------	------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements statutaires	Pour mémoire
----------------------------	--------------

Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire
---	--------------

Fr.	75.455.421,52
-----	---------------

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

5.000 actions A de 100 fr. chacune	fr. 500.000,—
------------------------------------	---------------

83.000 actions B de 500 fr. chacune	41.500.000,—
-------------------------------------	--------------

42.000.000,—

Fonds de réserve statutaire	1.760.215,25
-----------------------------	--------------

Fonds de réserve, de prévision et d'assurance	3.250.000,—
---	-------------

II. — *Dettes de la société envers les tiers :*

Créditeurs divers à court terme	3.026.590,74
---------------------------------	--------------

Fonds de pension du personnel	3.047.038,75
-------------------------------	--------------

III. — *Divers :*

Provisions diverses	6.311.293,48
---------------------	--------------

Comptes créditeurs divers (Provisions pour impôts)	4.133.565,—
--	-------------

Fonds statutaire en faveur du personnel	624.392,01
---	------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants de cautionnements statutaires	Pour mémoire
---	--------------

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire
---	--------------

V. — *Solde :*

Profits et pertes	11.302.326,29
-------------------	---------------

Fr.	75.455.421,52
-----	---------------

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais d'administration	fr.	810.304,24
Amortissement de l'immobilisé		4.000.000,—
Dotation au Fonds de pension du personnel		578.469,42
Solde bénéficiaire net		11.302.326,29
	Fr.	<u>16.691.099,95</u>

CREDIT.

Solde à nouveau de l'exercice précédent	fr.	914.778,97
Résultats bruts d'exploitation		14.353.064,46
Rentrées diverses		1.193.674,97
Revenus du portefeuille titres		229.581,55
	Fr.	<u>16.691.099,95</u>

Arrêté le 9 mai 1949.

Le Conseil d'Administration.

Vérifié par le Collège des Commissaires, le 9 juin 1949.

REPARTITION BENEFICIAIRE :

Réserve statutaire 5 % du bénéfice net de l'exercice	fr.	519.377,37
Dividende statutaire de 6 fr. brut aux 5000 actions A et fr. 30,— brut aux 83.000 actions série B		2.520.000,—
Fonds statutaire en faveur du personnel		367.408,50
Tantièmes statutaires		734.817,—
Superdividende aux 83.000 actions série B		6.640.000,—
Report à nouveau		520.723,42
	Fr.	<u>11.302.326,29</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 13 juillet 1949.*

L'Assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, tels qu'ils figurent à la suite des rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

Elle approuve la répartition proposée, soit respectivement 6 fr. brut aux actions série A et fr. 110 brut aux actions série B et décide de reporter à nouveau la somme de fr. 520.723,42.

L'Assemblée, par vote séparé, donne décharge aux Administrateurs et Commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1948, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

L'Assemblée réélit en qualité d'Administrateur, Monsieur A. De Bauw, administrateur sortant, pour un terme prenant cours ce jour et venant à expiration immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de mil neuf cent cinquante-cinq et nomme Administrateur, Monsieur Octave Jadot qui achèvera le mandat laissé vacant par le décès de Monsieur Cito.

Toutes les décisions ci-dessus sont prises à l'unanimité.

Au 12 juillet 1949, le Conseil d'Administration de la Société des Brasseries du Katanga est composé comme suit :

Président :

M. Anatolé De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Debré à Uccle.

Vice-Président :

M. Jules Cousin, ingénieur à Elisabethville (Congo Belge).

Administrateurs-Directeurs :

M. Paul Alsteen, ingénieur des Industriels de fermentation à Elisabethville (Congo Belge);

M. Edmond Léon, ingénieur civil des mines, 8, rue Simonis à Bruxelles.
Administrateurs :

M. Emile Dujardin, ingénieur des Industries de Fermentation, 32, avenue de la Liberté, Koekelberg.

M. Auguste S. Gérard, administrateur de sociétés, 6, rue de la Jonction à Bruxelles-Forest.

M. Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur à Uccle.

M. Fernand Nisot, ingénieur, 178, avenue Brugmann à Bruxelles.

M. Joseph Tasch, négociant, avenue de l'Etoile à Elisabethville (Congo Belge).

Le Collège des Commissaires est composé comme suit :

M. André Decock, industriel, 5, place du Champ de Mars à Bruxelles.

M. Camille Héla, licencié en sciences commerciales et coloniales, 21, rue Rembrandt à Bruxelles.

M. Lucien Puissant-Baeyens, 214, avenue Louise à Bruxelles.

M. Jules Van Bleyenbergh, directeur de sociétés, 129, Diweg à Uccle.

Bruxelles, le 13 juillet 1949.

Certifié conforme le 14 juillet 1949.

L'Administrateur-Directeur,

E. LEON.

Le Vice-Président,

J. COUSIN.

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto

Société congolaise à responsabilité limitée

à Kilo (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 1, place du Luxembourg.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 737.

Statuts approuvés par décret du 8 février 1926, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 15-16 février 1926, acte n° 1563. Statuts modifiés par actes insérés aux annexes du « Moniteur Belge » des 25 novembre 1926, acte n° 12571; 8-9 octobre 1928, acte n° 13320; 15 octobre 1938, acte n° 13805; 14 décembre 1940, acte n° 12473.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 juillet 1949.

ACTIF.

Concession	fr. 200.000.000,—	
Dotation au fonds d'amortissement de la concession :		
à fin 1947	35.962.278,—	
en 1948	5.858.490,—	
	<u>41.820.768,—</u>	
		158.179.232,—
<i>Immobilisé :</i>		
A. — Pour la concession :		
1° Installations minières, usines, ateliers, centrales, matériel, immeubles, camps, routes, hôpitaux, etc.	906.073.874,27	
Amortissements antérieurs	506.014.920,23	
Amortissements de l'exercice ..	28.944.387,62	
	<u>534.959.307,85</u>	
		371.114.566,42
2° Etudes, recherches et prospections	88.904.214,40	
Amortissements antérieurs	67.621.502,97	
Amortissements par prélèvements sur provision pour travaux de recherches et prospections	16.898.355,47	
	<u>84.519.858,44</u>	
		4.384.355,96

3° Installations et immeubles à destination d'œuvres sociales en faveur des indigènes	2.517.679,44	
Amortissements antérieurs	929.372,93	
Amortissements par prélève- ments sur provision pour œuvres sociales en faveur des indigènes	1.588.293,51	
	<u>2.517.666,44</u>	

13.—

B. — Pour le domaine privé :

1° Immeubles, cantines, etc. en Afrique, don- nées à bail et l'immeuble du Siège Adminis- tratif de Bruxelles	3.975.660,36	
Amortissements antérieurs	2.006.702,62	
Amortissements de l'exercice..	50.000,—	
	<u>2.056.702,62</u>	
		1.918.957,74
2° Fermes de cultures et d'élevage	21.085.275,95	
Amortissements antérieurs	11.005.904,78	
Amortissements de l'exercice..	723.775,68	
	<u>11.729.680,46</u>	
		9.355.595,49
3° Concession exploitation Port de Kasenye	3.129.870,51	
Amortissements antérieurs	1.553.987,76	
Amortissements par prélève- ments sur le bénéfice de l'exploitation du Port	115.276,51	
	<u>1.669.264,27</u>	
		1.460.606,24

Réalisable et disponible :

A. — Appartenant à la concession :

Approvisionnement généraux et en cours de route	63.619.550,03	
Cheptel	414.750,13	
	<u>64.034.300,16</u>	

B. — Appartenant au domaine privé :

Approvisionnement généraux et en cours de route	84.196.363,63
Minerai extrait en stock	414.080,50
Cheptel	12.425.349,87
Débiteurs divers	19.392.388,37

Caisses, Banques, Chèques postaux	36.660.398,49	
Or à livrer	60.466.933,92	
Argent à réaliser	133.913,05	
		213.689.427,83
		277.723.727,99

Divers :

Comptes divers débiteurs	17.893.841,29
--------------------------------	---------------

Comptes d'ordre :

Commandes en cours	39.438.845,73	
Garanties statutaires (dépôts)	P.M.	
Cautiionnements agents d'Afrique	P.M.	
Engagements et contrats divers en cours	P.M.	
		39.438.845,73
	Total fr. :	881.469.741,86

Vu et vérifié par le Collège des Commissaires.

Le Collège des Commissaires :

G. COLLET, V. LEROY, E. CERCKEL, M.-G. MORTEHAN.

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

200.000 parts sociales en représentation de la concession	200.000.000,—	
33.600 actions privilégiées de 500 francs	16.800.000,—	
26.400 actions privilégiées amorties	13.200.000,—	
		30.000.000,—
26.400 actions de jouissance s. d. v.		
1.400.000 parts bénéficiaires s. d. v.		
		230.000.000,—
Réserve statutaire	23.000.000,—	
Plus-value de réévaluation d'actifs immobilisés	324.465.000,—	

Dettes de la société envers les tiers :

Emprunts :

obligataire C. G. E. R. 1937	19.672.000,—	
Bons de caisse Colonie 1948	50.000.000,—	
		69.672.000,—

Coupons à payer et actions privilégiées amorties à rembourser	3.801.386,94
Créditeurs divers	26.634.955,65

Divers :

Comptes divers créditeurs	97.875.572,61
Fonds de pension du personnel européen et indigène	36.509.811,58
Provision pour amélioration des camps et œuvres sociales en faveur des indigènes	30.072.169,35
	<u>164.457.553,54</u>

Comptes d'ordre :

Commandes en cours	39.438.845,73
Titulaires de garanties statutaires	P.M.
Titulaires de cautionnements	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
	<u>39.438.845,73</u>

Total fr. : 881.469.741,86

Fait et approuvé par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration,

F. LEEMANS, M. GOMREE, J. BEERNAERT, L. BUREAU,
A. MOELLER DE LADDERSOUS, J. RODHAIN, E. HENRY.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'exploitation et divers	fr. 202.249.613,33
Impôts et taxes diverses	9.813.111,06
Droit de sortie et taxe complémentaire sur argent et taxe de statistique sur or et argent	304.099,77
	<u>10.117.210,83</u>
Assurance et pension personnel européen et indigène	814.898,29
Charges financières	3.703.091,82
Provision pour travaux de recherches et prospections	7.899.413,70
Amortissements :	
sur concession	5.858.490,—
sur immobilisé	29.718.163,30
	<u>35.576.653,30</u>
	<u>Fr. 260.360.881,27</u>

Vu et vérifié par le Collège des Commissaires.

Le Collège des Commissaires :

G. COLLET, V. LEROY, E. CERCKEL, M.-G. MORTEHAN.

CREDIT.

Réalisation de la production	fr. 259.347.544,24
Recettes diverses	1.013.337,03
	Fr. 260.360.881,27

Fait et approuvé par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration,

F. LEEMANS, M. GOMREE, J. BEERNAERT, L. BUREAU,
A. MOELLER DE LADDERSOUS, J. RODHAIN, E. HENRY.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Franz Leemans, licencié en sciences commerciales et consulaires, avenue de Broqueville, n° 225, à Bruxelles. Président du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

M. Marc Gomrée, ingénieur civil des mines Lv., route de Bomerée, n° 103, à Mont-sur-Marchienne, administrateur-directeur.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines Lg., avenue Franklin Roosevelt, n° 34, à Bruxelles, administrateur.

M. Joseph Beernaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo, avenue des Lutins, n° 32, à Saint-Idesbald, administrateur.

M. Léon Bureau, vice-gouverneur général honoraire du Congo, « La Brousse », à Ottignies, administrateur.

M. Alfred Moeller, vice-gouverneur général honoraire du Congo, « La Framboisière », à Linkebeek, administrateur.

M. Eugène Henry, gouverneur de province honoraire du Congo, avenue Franklin Roosevelt, n° 146, à Bruxelles, administrateur.

M. Jérôme Rodhain, docteur en médecine, rue de la Limite, n° 21, à Ter-vueren, administrateur.

M. Georges Staquet, ingénieur géologue, rue de Bruxelles, n° 32a, à Namur, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Collet, directeur honoraire du Ministère des Colonies, rue des Floralies, n° 29, à Woluwe-Saint-Lambert, Président du Collège des Commissaires.

M. Edgard Cerckel, capitaine-commandant, rue du Comte de Flandres, n° 17, à Mariakerke-lez-Gand.

M. Victor Leroy, directeur au Ministère des Colonies, rue des Bollandistes, n° 10, à Etterbeek.

M. Marie-Georges Morte han, inspecteur d'Etat honoraire, avenue d'Auderghem, n° 26, à Etterbeek.

DELEGUES DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. Jean Frédéric, ingénieur principal au Ministère des Colonies, rue Bèche, n° 13, à Milmort.

M. Robert Reisdorff, directeur général au Ministère des Colonies, avenue du Roi, n° 208, à Forest.

L'administrateur-délégué,

GOMREE.

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto

Société congolaise à responsabilité limitée

à Kilo (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 1, place du Luxembourg.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 737.

REELECTIONS.

*Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire
du 7 juillet 1949.*

Le mandat d'administrateur de M. Jérôme RODHAIN et celui de Commissaire de M. Marie-Georges MORTEHAN sont renouvelés pour une période de cinq ans.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme.

L'administrateur-directeur,

M. GOMREE.

Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 22.360.

—

Constituée le 18 avril 1928, sous la dénomination sociale « Belgo-Coloniale, Commerce, Industrie, Mines, Agriculture ».

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1928, n° 8020; année 1929, n° 18545; année 1930, n° 12725; année 1931, n° 1494; année 1936, n° 2947; année 1948, n° 20532 et n° 23042.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 juillet 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier fr. 1,—

Réalisable et Disponible :

Caisse, Banques et Chèques-postaux	1.110.454,97	
Portefeuille - titres	2.203.555,40	
		3.314.010,37

Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	Pour mémoire
	Fr. 3.314.011,37

PASSIF.

Envers la Société :

Capital : 119.255 parts sociales sans désignation de valeur	fr. 3.000.000,—	
Réserve légale	10.932,90	
Provision fiscale	87.641,38	
Prov. pour frais d'augmentation du capital.....	26.864,30	
		3.125.438,58

Envers des tiers :

Créditeurs divers	20.088,65	
Versements restant à effectuer sur porte- feuille	70.000,—	
		<u>90.088,65</u>

Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire	
Profits et Pertes		98.484,14
		<u>Fr. 3.314.011,37</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	1.412.358,62
Taxes sur exercices 1943, 1944 et 1945		1.836,—
Frais généraux		31.628,45
Solde bénéficiaire		98.484,14
	Fr.	<u>1.544.307,21</u>

CREDIT.

Amortissement de la perte antérieure par réduction du ca- pital suivant décision de l'assemblée générale extraordi- naire du 16 septembre 1948	fr.	1.412.358,62
Bénéfice brut de l'exercice		131.948,59
	Fr.	<u>1.544.307,21</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale, 5 % sur fr. 98.484,14		4.924,20
Report à nouveau		93.559,94
	Fr.	<u>98.484,14</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, Uccle, Président.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A. I. Br., 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. le général Chevalier Josué Henry de la Lindi, 54, avenue Albert-Elisabeth, Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph Cappellen, ingénieur des mines, 131, rue de Bayemont, à Jumet, Administrateur.

M. Edouard Dupuis, ingénieur A. I. G., Ollignies, Administrateur.

M. Jacques Cappellen, architecte géomètre-expert immobilier, à Jumet, Administrateur.

M. Emile Dupont, docteur en Philosophie et Lettres, 99, avenue du Roi, Bruxelles, Commissaire.

M. Ernest Maes, industriel, 12, rue de la Plagne, Montigny-le-Tilleul, Commissaire.

Pour conformité :

SOCIETE FORESTIERE & AGRICOLE DU MANIEMA « FORAMA ».
S. C. R. L.

J. RELECOM

Administrateur-délégué.

A. ENGELS

Président du Conseil,

Société Minière de l'Aruwimi-Ituri

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville - Congo Belge.

Siège administratif : rue de Naples, n° 41, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8.869.

—

Actes constitutifs et modifications publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 février 1924, 15 mars 1935, 13 mars 1939 et 15 juillet 1939; à l'annexe au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 mars 1932, aux annexes au « Moniteur Belge » des 6 janvier 1935 (n° 172), 11 février 1939 (n° 1271) et 22 juin 1939 (n° 9916).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Premier Etablissement, immeubles et mobilier, camps, prospections, routes, matériel et installations	37.155.142,94	
Amortissements antérieurs	19.389.627,34	
Amortissements de l'exercice	761.707,15	
	<u>20.151.334,49</u>	17.003.808,45

II. Réalisable :

Débiteurs divers	100.000,—	
Existences au Congo	4.810.371,—	
Stock produits	720.691,08	5.631.062,08

III. Disponible :

Banque	2.123.475,25
--------------	--------------

IV. Divers :

Comptes débiteurs	2.755,21
-------------------------	----------

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire

Fr. 24.761.100,99

PASSIF.

I. Dettes de la Société envers elle-même :

Capital :

20.000 actions de capital de 500 fr. série A	10.000.000,—	
10.000 actions sans désignation de valeur, série B	—	
Réserve statutaire	753.357,12	
Fonds spécial de réserve	1.500.000,—	12.253.357,12

II. Fonds de prévisions diverses 1.000.000,—

III. Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers	11.468.798,20	
Dividendes à payer	854,90	11.469.653,10

IV. Divers :

Comptes créditeurs	38.090,77
--------------------	-----------

V. Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire
	<u>Fr. 24.761.100,99</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Report de l'exercice précédent	fr. 121.504,12
Frais généraux, intérêts et divers	233.787,55
Droits de sortie	117.922,47
Résultat d'exploitation	202.884,34
Amortissements sur prospections, immeubles et matériel du Congo	761.707,15
	<u>Fr. 1.437.805,63</u>

CREDIT.

Remboursement surtaxe douanière	fr. 1.437.805,63
---------------------------------	------------------

*Extrait du procès-verbal
de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 13 juillet 1949.*

RESOLUTIONS.

L'Assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire, s'élevant à fr. 761.707,15, a été consacré entièrement en amortissement sur prospections, immeubles et matériel au Congo.

Par vote spécial, l'Assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaire de leur gestion pendant l'exercice 1948.

Elle réélit M. André H. Gilson en qualité d'administrateur. Son mandat expire en 1955.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gilson, André, H., commissaire général honoraire du Congo, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles, Président du Conseil d'administration.

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. de Hemptinne, Paulo, administrateur de sociétés, 10-12, rue Mignot Delstanche, Ixelles-Bruxelles, Administrateur-directeur.

M. Gérard, Auguste, S., Administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Forest-Bruxelles, Administrateur.

M. le général Chevalier Henry de la Lindi, Josué, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles, Administrateur.

M. Ingenbleek, Jules, administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

M. Lescornez, Georges, propriétaire, 342, bd. Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles, Administrateur.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. Van de Velde, Georges, ingénieur des mines, 13, avenue du Derby, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Alfred De Cuyper, 7, square Larousse, Forest-Bruxelles.

Pour copie certifiée conforme.

Bruxelles, le 14 juillet 1949.

SOCIETE MINIERE DE L'ARUWIMI-ITURI.
(Société à responsabilité limitée)

L'Administrateur-Directeur,
P. de HEMPTINNE

L'Administrateur-Délégué,
P. LANCSWEERT.

Un administrateur,
J. RELECOM.

Société Internationale Forestière et Minière du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

créée par décret en date du 6 novembre 1906.

Siège social : Tshikapa.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 8549.

Actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 8 novembre 1906, p. 498; du 6 septembre 1912, p. 934; du 17 janvier 1913, p. 14; du 27 décembre 1919, p. 1043; à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1927, p. 353; du 15 janvier 1935, p. 42; du 15 février 1937, p. 141 et du 15 avril 1937, p. 236.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 12 juillet 1949.

ACTIF.

I. Immobilisé :

A) Concession :

Concession apportée par la
Colonie 8.000.000,—

à déduire :

Amortissements antérieurs 8.000.000,—
Pour mémoire

B) Premier établissement :

Installations minières, con-
structions, hôpitaux, chemin
de fer, matériel de transport
et divers 166.270.220,—

à déduire :

Amortissements 166.270.219,—
1,—

C) Immeuble à Bruxelles 2.500.000,—

II. Réalisable :

Portefeuille 90.094.232,—
Fonds publics 7.269.670,—
Débiteurs divers 36.316.964,—
Sociétés affiliées 12.816.380,—
Marchandises, produits miniers et divers 45.064.917,—
191.562.163,—

III. Disponible :

Banques, caisses et divers (1) 94.433.350,—

IV. Divers :

a) Comptes débiteurs 9.304.407,—
b) Gestion pour compte de tiers débiteurs 70.315,—
..... 9.374.722,—

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires Pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

Fr. 297.870.236,—
=====

PASSIF.

I. Dettes de la Société envers elle-même :

Capital :

320.000 parts sociales sans désignation de
valeur 16.000.000,—
Réserve statutaire 31.121.420,—
..... 47.121.420,—
Réserve de réévaluation 71.021.508,—

II. Fonds d'assurance et de prévisions diverses 37.105.184,—

III. Dettes de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers 25.188.129,—
Sociétés affiliées 57.459.591,—
Montants non appelés sur participations 7.365.500,—
Dividendes à régler 1.134.290,—
..... 91.147.510,—

IV. Divers :

a) Comptes créditeurs 24.413.796,—
b) Gestion pour compte de tiers créditeurs 70.315,—
..... 24.484.111,—

(1) suivant arrêté-loi du 6 octobre 1944, ce montant comprend une quotité temporairement indisponible de fr. 3.319.190,—.

V. Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire

VI. Profits et Pertes :

Solde en bénéfice	26.990.503,—
	Fr. 297.870.236,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais d'administration et divers (solde non imputé)	fr. 1.681.828,—
Droits de sortie et impôts divers	8.661.241,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses	2.500.000,—
Solde en bénéfice	26.990.503,—
	Fr. 39.833.572,—

CREDIT.

Résultats des exploitations diamantifères, aurifères et divers	25.363.671,—
Revenus du portefeuille	11.072.958,—
Intérêts en banque, etc.	145.694,—
Produits divers	3.251.249,—
	Fr. 39.833.572,—

SITUATION DU CAPITAL :

Capital complètement libéré.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 12 juillet 1949.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée acte que, usant du droit que lui confère l'article 10 des statuts, le Gouvernement de la Colonie, par lettre du 27 mai 1949, a renouvelé pour un nouveau terme de trois ans le mandat de M. G. Van Esbroeck, administrateur.

L'assemblée, à l'unanimité, réélit pour un terme de trois ans, MM. F. Van Brée, A. Callens, A. E. Thiele, administrateurs et MM. le Comte Fr.

X. Carton de Wiart, L. de Cock de Rameyen, P. de Montpellier d'Annevoie, L. Puissant Baeyens, G. K. Sturm, commissaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Jules Baudine, ingénieur des mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Gaston Blaise, ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle, Bruxelles.

M. Auguste Callens, administrateur de sociétés, 50, rue Paul Emile Janson, Ixelles.

M. le baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Guillaume Van Esbroeck, ingénieur civil des mines, 59, avenue Edmond Mesens, Bruxelles.

M. Allan A. Ryan, administrateur de sociétés, 2, Park Avenue, New-York, 16, N.-Y.

M. Pierre Ryckmans, avocat, 1, rue Nisard, Boitsfort.

M. Albert E. Thiele, administrateur de sociétés, 120, Broadway, Room 3555, New-York, 5, N.-Y.

M. William Hallan Tuck, ingénieur, « Perrywood » Mareborough, Maryland, U. S. A.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Comte François-Xavier Carton de Wiart, docteur en droit, 85, rue d'Arlon, Bruxelles.

M. L. de Cock de Rameyen, propriétaire, 203, chaussée de Malines, Anvers.

M. P. de Montpellier d'Annevoie, administrateur de sociétés, Château de et à Annevoie.

M. le baron L. Jacques de Dixmude, officier, 15, Val de la Cambre, Bruxelles.

M. Lucien Puissant-Baeyens, propriétaire, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. G. K. Sturm, avocat, 26, Beaver Street, New-York.

Bruxelles, le douze juillet mil neuf cent quarante-neuf.

L'administrateur-délégué,

J. BAUDINE.

Le Président du Conseil d'administration,

F. VAN BREE.

Société Minière de la Tele

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8548.

—

constituée par acte sous seing privé en date du 22 mai 1912, autorisée par arrêté royal du 4 juin 1912.

Actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 29 juin 1912, du 15 mars 1935, du 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 12 juillet 1949.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Premier établissement :

Solde au 1^{er} janvier 1948 fr. 1,—

Dépenses de l'exercice :

Frais d'augmentation du capital	269.486,40	
Prospections en Afrique	434.353,68	
		703.840,08
	fr.	703.841,08

Amortissements de l'exercice	703.840,08	

1,—

II. Réalisable :

Actionnaires	4.100.000,—	
Portefeuille - titres et participations	12.052.758,75	
Fonds Publics	2.108.740,—	
Débiteurs divers	9.788.705,56	
		28.050.204,31

III. Disponible :

Banques et Caisses (1)	9.391.111,98
------------------------------	--------------

(1) Comprenant une quotité temporairement indisponible de fr. 958.400,— (Arrêté-loi du 6 octobre 1944).

IV. Divers :

Comptes débiteurs	491.133,75	
Gestion pour compte de tiers	42.920.658,—	
		<u>43.411.791,75</u>

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire
	Fr. 80.853.109,04

PASSIF.

I. Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

50.000 actions de capital de 500 fr. chacune	25.000.000,—	
Réserve statutaire	551.500,69	
Fonds de réserve spécial	1.700.000,—	
		<u>27.251.500,69</u>

II. Dettes de la société envers des tiers :

Montants non appelés sur participations	472.166,75	
Créditeurs divers	8.360.635,53	
		<u>8.832.802,28</u>

III. Divers :

Comptes créditeurs	1.077.173,34	
Gestion pour compte de tiers	42.920.658,—	
		<u>43.997.831,34</u>

IV. Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire

V. Profits et Pertes :

Solde en bénéfice	770.974,73	
		<u>Fr. 80.853.109,04</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	1.222.713,58
Frais financiers		14.771,29
Amortissement sur Immobilisé		703.840,08
Solde		770.974,73
	Fr.	2.712.299,68

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr.	1.045.743,32
Revenus du portefeuille		1.465.372,61
Revenus financiers et divers		146.399,75
Rentrée sur provisions pour impôts		54.784,—
	Fr.	2.712.299,68

SITUATION DU CAPITAL.

9.000 actions de capital de 500 fr. chacune, entièrement libérées, et
41.000 actions de capital de 500 fr. chacune, libérées de 80 %.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 12 juillet 1949.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée, à l'unanimité, réélit pour un terme de six ans, en qualité d'administrateur, Monsieur Albert E. Thiele et en qualité de commissaire, M. le baron de Beco.

L'assemblée décide, d'autre part, de ne pas pourvoir au mandat de commissaire devenu vacant à la suite du décès de M. Frans Janssen.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Georges Lescornez, administrateur de société, 342, boulevard Lambert, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Prosper Lancsweert, ingénieur, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre.

Administrateur-directeur :

M. Adolphe Wisseler, ingénieur, 111, rue Auguste Lambiotte, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jules Baudine, ingénieur, 67, rue de la Source, Bruxelles.

M. José Bourgeois, administrateur de sociétés, 182, chaussée de Mons, Bruxelles.

M. Alfred Cousin, industriel, 24, avenue Brugmann, Bruxelles.

M. Paulo de Hemptinne, administrateur de sociétés, 10, avenue Mignot Delstanche, Bruxelles.

M. Albert E. Thiele, administrateur de sociétés, 120, Broadway, Room 3555, New-York.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le baron Jean de Beco, avocat honoraire, 41, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Jean Meily, expert comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

L'administrateur-directeur,

A. WISSELER.

L'administrateur-délégué,

P. LANCSWEERT.

Air-Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Albertville (Congo Belge).

Siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode-Bruxelles
avenue de l'Astronomie, 24.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 213.470.

DISSOLUTION ANTICIPEE NOMINATION DE DEUX LIQUIDATEURS

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le dix juin.

A Saint-Josse-ten-Noode-Bruxelles, avenue de l'Astronomie, n° 24.

Devant Maître Albert Raucq, notaire à Bruxelles, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, dénommée « Air-Congo » ayant son siège social à Albertville (Congo Belge) et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode-Bruxelles, avenue de l'Astronomie, n° 24.

Société constituée suivant acte reçu par Maîtres Albert Raucq, notaire soussigné et Pierre Muylle, notaire à Saint-Josse-ten-Noode, le vingt mai mil neuf cent quarante-huit, autorisée par arrêté royal en date du quatorze juillet mil neuf cent quarante-huit dont les statuts ont été publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent quarante-huit et aux annexes au « Moniteur Belge » du six août mil neuf cent quarante-huit, sous le numéro 16.705.

Société immatriculée au Registre du Commerce de Bruxelles, sous le numéro 213.470.

La séance est ouverte à deux heures quarante-cinq sous la présidence de Monsieur Célestin Camus, ingénieur civil, demeurant à Ixelles-Bruxelles, rue Lesbroussart, n° 28, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean Demoiseau, docteur en droit, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Juillet, n° 118, et comme scrutateurs, Messieurs Paul Sorel et Fernand Sellier, ci-après nommés.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels, d'après déclarations faites, possèdent le nombre de titres ci-après :

La société anonyme « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode-Bruxelles, avenue de l'Astronomie, n° 24, propriétaire de dix huit mille actions 18.000

La société congolaise à responsabilité limitée, dénommée « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », ayant son siège social à Elisabethville (Katanga - Congo Belge), et son siège administratif à Bruxelles, Montagne du Parc, n° 7, propriétaire de deux mille neuf cent nonante-six actions 2.996

La société congolaise à responsabilité limitée, dénommée « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga », ayant son siège social à Elisabethville (Katanga - Congo Belge), et son siège administratif à Bruxelles, avenue Marnix, n° 25, propriétaire de sept mille cinq cents actions 7.500

La société congolaise à responsabilité limitée, dénommée « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », ayant son siège social à Elisabethville (Katanga - Congo Belge), et son siège administratif à Bruxelles, avenue Marnix, n° 25, propriétaire de sept mille cinq cents actions 7.500

Monsieur Odon Jadot, ingénieur civil et ingénieur électricien, demeurant à Ixelles-Bruxelles, square du Val de la Cambre, n° 14, propriétaire d'une action 1

Ensemble : trente cinq mille neuf cent nonante-sept actions 35.997

PROCURATIONS

La société « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », est ici représentée par Monsieur Fernand Sellier, ingénieur civil (Université de Bruxelles), demeurant à Ixelles, avenue du Derby, n° 15.

La société « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », est représentée par Monsieur Paul Sorel, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, rue du Marteau, n° 15.

Les sociétés « Compagnies du Chemin de Fer au Katanga » et « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », sont représentées par Monsieur Odon Jadot, prénommé.

Les procurations sont sous seings privés et demeurent ci-annexées.

Une liste de présence demeure également ci-annexée.

Monsieur le Président expose que :

I. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

1°) Mise en liquidation de la Société.

2°) Désignation de liquidateurs.

II. — Toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites par lettres recommandées adressées aux actionnaires le premier juin mil neuf cent quarante-neuf.

Un exemplaire de la lettre de convocation et les récépissés de la poste sont déposés sur le bureau.

III. — Il existe actuellement trente six mille actions.

Il en est représenté trente cinq mille neuf cent nonante-sept, soit plus de la moitié du capital.

La présente assemblée peut donc délibérer valablement sur les objets à l'ordre du jour.

IV. — Pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés à l'article quarante et un des statuts relatif aux conditions d'admission à l'assemblée.

V. — Pour être admise, la proposition de dissolution anticipée de la Société doit réunir les trois quarts des voix.

Cet exposé étant vérifié et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes :

I. — DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

II. — NOMINATIONS — POUVOIRS

L'assemblée décide de nommer deux liquidateurs.

Elle appelle à ces fonctions :

1) Monsieur Emile Thielemans, chef comptable, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, avenue Voltaire, n° 81.

2) Monsieur Hubert Menestret, chef comptable, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Marie-Clothilde, n° 18.

L'assemblée confère aux liquidateurs les pouvoirs les plus étendus prévus par l'article cent quatre vingt et un des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Les liquidateurs sont dispensés de dresser inventaire et peuvent s'en référer aux écritures de la Société.

Ils peuvent, pour des opérations spéciales et déterminées, et sous leur responsabilité, déléguer à tous tiers des pouvoirs spéciaux.

La Société en liquidation n'est engagée que par la signature des deux liquidateurs; ceux-ci peuvent néanmoins se donner mutuellement délégation.

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à trois heures.

De tout quoi le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires présents ont signé avec le notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau A. C. le quinze juin 1949, volume 188, folio 8, case 9, trois rôles, un renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. MEUNIER.

Annexe 1.

PROCURATION

La soussignée « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga », avenue Marnix, n° 25, à Bruxelles, propriétaire de 7500 actions, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la S. C. R. L. « AIR CONGO », convoquée pour le 10 juin 1949, à 14 h. 45, déclare constituer pour son mandataire spécial, à l'effet de la représenter à cette assemblée, Monsieur Odon Jadot, et l'autoriser à prendre part, en mon nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour ainsi conçu :

1. Mise en liquidation de la Société.

2. Désignation des liquidateurs,

émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Bruxelles, le 3 juin 1949.

« Compagnie du Chemin de Fer du Katanga ». (Société à responsabilité limitée).

Bon pour pouvoir : (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau A. C., le quinze juin 1949, volume 23, folio 63, case 4, un rôle, ... renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. MEUNIER.

Annexe 2.

PROCURATION

La soussignée « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Kantanga », Montagne du Parc, n° 7, Bruxelles, propriétaire de 2996 actions, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la S. C. R. L. « AIR CONGO », convoquée pour le 10 juin 1949, à 14 h. 45, déclare constituer pour son mandataire spécial, à l'effet de la représenter à cette assemblée, Monsieur Paul Sorel et l'autoriser à prendre part, en son nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour ainsi conçu :

1. Mise en liquidation de la Société.

2. Désignation des liquidateurs,

émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Bruxelles, le 3 juin 1949.

« Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga ».

Un administrateur. — Un administrateur-délégué. (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau A. C., le quinze juin 1949, volume 23, folio 63, case 4, un rôle, ... renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. MEUNIER.

Annexe 3.

PROCURATION

La soussignée « Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », Société Anonyme, avenue de l'Astronomie, n° 24, Bruxelles 3, propriétaire de 18.000 actions connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la S. C. R. L. « AIR CONGO », convoquée, pour le 10 juin 1949, à 14 h. 45, déclare constituer pour son mandataire spécial, à l'effet de la représenter à cette assemblée, Monsieur Fernand Sellier, et l'autoriser à prendre part, en son nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour ainsi conçu :

1. Mise en liquidation de la Société.

2. Désignation des liquidateurs,

émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Bruxelles, le 7 juin 1949.

Deux administrateurs : (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau A. C., le quinze juin 1949, volume 23, folio 63, case 4, un rôle, ... renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. MEUNIER.

Annexe 4.

PROCURATION

La soussignée « Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo », avenue Marnix, n° 25, Bruxelles, propriétaire de 7500 actions, connaissance prise de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la S. C. R. L. « AIR CONGO », convoquée pour le 10 juin 1949, à 14 h. 45, déclare constituer pour son mandataire spécial, à l'effet de la représenter à cette assemblée, Monsieur Odon Jadot, et l'autoriser à prendre part, en son nom, à toutes délibérations sur les objets portés à l'ordre du jour ainsi conçu :

1. Mise en liquidation de la Société.

2. Désignation des liquidateurs,

émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, listes de présence et autres documents et faire en général tout ce qui est nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Bruxelles, le 3 juin 1949.

« Société des Chemins de Fer de Léopoldville-Katanga-Dilolo », (Société congolaise à responsabilité limitée).

Bon pour pouvoir : (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau A. C., le quinze juin 1949, volume 23, folio 63, case 4, un rôle, ... renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. MEUNIER.

Annexe 5.

« AIR CONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Albertville.

Siège administratif : Saint-Josse-ten-Noode-Bruxelles.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 10 JUIN 1949

Liste de présence.

ACTIONNAIRES	Nombre d'actions	Signatures	Mandataires
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains	18.000	p. .p. F. Sellier	Fernand Sellier
Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga	2.996	p. .p. Paul Sorel	P. Sorel
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga	7.500	p. .p. O. Jadot	O. Jadot
Société des Chemins de Fer Léopold- ville-Katanga-Dilolo	7.500	p. p. O. Jadot	O. Jadot
Monsieur Odon Jadot	1	O. Jadot	
Total . . .	35.997		

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau A. C., le quinze juin 1949, volume 23, folio 63, case 4, un rôle, ... renvoi.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. MEUNIER.

Pour expédition conforme.

(s.) Albert RAUCQ

Vu par nous, Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 9 juillet 1949.

(signé) Ed. MALBECQ.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 juillet 1949.

Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 juillet 1949.

Le Directeur (signé) A. MARQUET.

Société Auxiliaire Agricole du Kivu

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kakondo-Costermansville.

Siège administratif : Bruxelles, 16, rue d'Egmont.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 28.259.

Compte Chèques Postaux : n° 10.934.

—

Constituée par actes authentiques passés le 31 juillet 1928 et 29 janvier 1929, autorisée par décret du 23 avril 1929; statuts modifiés par acte authentique passé le 2 juillet 1936; autorisation de modification des statuts accordée par décret du 11 septembre 1936: modifications approuvées par arrêté royal du 28 octobre 1936, publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le 15 novembre 1936, statuts modifiés par acte authentique passé le 1^{er} juillet 1937, approuvé par arrêté royal du 16 octobre 1937; par acte authentique passé le 9 février 1948, approuvé par arrêté royal du 31 mars 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Concessions . . . fr.	2.187.229,47	
Amortissem. antérieurs .	358.806,47	
		1.828.423,—
Frais de constitution et 1 ^{er} établissement.		1,—
Etablissement des plan-		
tations café. . . .	16.737.862,27	
Am. ant. .	3.129.277,11	
Am. 1948.	1.047.806,99	
		4.177.084,10
		12.560.778,17
Etablissement plantations quinquina . .		525.967,50
Immeubles et constructions	3.020.910,56	
Am. ant. .	1.778.150,09	
Am. 1948.	292.760,47	
		2.070.910,56
		950.000,—

Matériel de plantations .	1.653.425,22		
Am. ant. .	681.899,38		
Am. 1948	331.525,84		
	<u>1.013.425,22</u>	640.000,—	
Matériel roulant . . .	703.433,05		
Am. ant. .	406.467,55		
Am. 1948	77.311,—		
	<u>483.778,55</u>	219.654,50	
Mobilier	70.400,43		
Am. ant. .	43.788,50		
Am. 1948	26.610,93		
	<u>70.399,43</u>	1,—	
		<u>16.724.825,17</u>	
<i>Réalisable :</i>			
Actionnaires	480.000,—		
Portefeuille et participations	5.107.706,19		
Marchandises en magasins et approvisionnements	1.174.897,55		
Marchandises en cours de route	183.522,75		
Produits S. A. A. K. en stock	1.653.257,50		
Montant à encaisser sur produits livrés .	2.245.809,75		
Débiteurs divers	1.958.624,52		
Montant à recevoir sur concessions vendues	154.000,—		
Comptes débiteurs	371.539,—		
Produits du métayage	<u>822.375,—</u>	14.151.732,26	
<i>Disponible :</i>			
Banquiers, caisse et chèques postaux en Europe	3.173.585,43		
Banque et caisse en Afrique	<u>6.694.551,33</u>	9.868.136,76	
<i>Compte d'ordre :</i>			
Actions en garantie de gestion		pour mémoire	
Produits consignés		pour mémoire	
Total de l'actif . . Fr.		<u>40.744.694,19</u>	

PASSIF

De la Société envers elle-même :

Capital	fr.	18.900.000,—
Réserve légale		162.625,—

Plus-value par réévaluation d'actifs :

Sur plantations de café	10.637.539,33	
Sur immeubles et constructions	851.193,47	
Sur matériel	477.504,54	
		11.966.237,34
Provision pour voyages agents et congés		91.750,—
Provision pour créances douteuses		50.425,05

De la Société envers les tiers :

Provision pour litige	200.000,—	
Participations à libérer	162.500,—	
Créditeurs divers	1.444.049,84	
Comptes créditeurs	2.237.525,25	
		4.044.075,09

Compte d'ordre :

Déposants statutaires		pour mémoire
Produits en consignation		pour mémoire

Pertes et profits :

Report de l'exercice antérieur	353.120,84	
Bénéfice de l'exercice	5.176.460,87	
		5.529.581,71

Total du passif . . Fr. 40.744.694,19

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Dépenses d'exploitation comprenant les
frais généraux d'administration et les
amortissements d'exploitation :

Exploitation café	fr.	6.217.226,48
Exploitation quinquina		816.168,10

Exploitation germoirs et pépinières quinquina	201.060,—	
Exploitation four à chaux	44.051,50	7.278.506,08
Divers		187.281,74
Prévision fiscale et litige.		800.000,—
Solde créditeur :		
Solde créditeur antérieur	353.120,84	
Bénéfice de l'exercice.	5.176.460,87	5.529.581,71
		<u>Fr. 13.795.369,53</u>

CREDIT

Report de l'exercice antérieur fr.	353.120,84
Ventes café et café en stock	8.998.576,78
Ventes écorces quinquina.	1.889.692,50
Ventes et cessions plants quinquina	467.617,—
Ventes et consommations chaux	53.313,—
Participation au solde bénéficiaire du métayage	413.144,—
Revenus du portefeuille et intérêts sur dépôts.	171.098,06
Solde créditeur sur réalisations plantations et terrains	1.342.043,66
Divers	106.763,69
	<u>Fr. 13.795.369,53</u>

REPARTITION DU BENEFICE AU 31 DECEMBRE 1948

Bénéfice à répartir : fr. 5.529.581,71

Répartition. (Article 35 des statuts).

1) 5 % à la réserve légale fr.	258.800,—
2) Dividende de fr. 10,50 brut prorata temporis :	
Aux 96.000 titres non libérés, soit :	
brut fr. 9,825 (net fr. 8,155)	943.200,—
Aux 12.000 titres libérés, soit :	
brut fr. 11,50 (net fr. 9,545)	138.000,—
	<u>1.081.200,—</u>

3) Prélèvement de 15 % du solde, dont :		
1/3 au Conseil d'Administration et Collège des Commissaires . . .	192.000,—	
1/3 à un fonds en faveur du personnel.	192.000,—	
1/3 à des œuvres d'intérêt général .	192.000,—	
		576.000,—
4) Second dividende aux 108.000 titres prorata temporis :		
Aux 96.000 titres non libérés, soit : brut fr. 23,3075 (net fr. 19,345)	2.237.520,—	
Aux 12.000 titres libérés, soit : brut fr. 27,2810 (net fr. 22,64323)	327.372,—	
		2.564.892,—
5) Solde à reporter à nouveau		1.048.689,71
	Fr.	5.529.581,71

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 7 JUILLET 1949

1°) L'assemblée approuve à l'unanimité, le bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1948, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et approuvés par le Collège des Commissaires.

2°) L'assemblée approuve à l'unanimité la répartition du solde bénéficiaire de l'exercice telle que proposée par le Conseil d'Administration.

3°) L'assemblée, à l'unanimité, donne décharge de leur gestion jusqu'au 31 décembre 1948, à Messieurs les membres du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

4°) Par application des statuts et de l'ordre de sortie précédemment déterminé, le mandat de commissaire de Monsieur le Baron Jacques van der Bruggen, vient à expiration ce jour. Le Baron Jacques van der Bruggen, est réélu à l'unanimité pour une durée de six années.

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré au 15 juillet 1949.

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN FONCTION
AU 31 DECEMBRE 1948

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Marcel Dupret, ingénieur civil des mines, 98, avenue de l'Observatoire, Uccle.

Administrateurs :

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Ixelles.

M. Raymond Broeck, administrateur de sociétés, Costermansville.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. le Comte Guillaume de Hemricourt de Grunne, propriétaire, 102, avenue Molière, Bruxelles.

M. Robert Godding, administrateur de sociétés, Lindenhof, Kapellen-Anvers.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

M. René J. Jacques, secrétaire général du « Comité National du Kivu », 9, rue Paul Bossu, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Marcel Van den Abeele, administrateur général au Ministère des Colonies, 51, avenue d'Auderghem, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES EN FONCTION
AU 31 DECEMBRE 1948

M. Max Gottschalk, avocat honoraire, 42, rue de l'Industrie, Bruxelles.

M. Marcel Hansen, industriel, 18b, rue Montoyer, Bruxelles.

M. Maurice Naveau, ingénieur des mines, Château de Bra à Bra-sur-Lienne.

M. le Baron Jacques van der Bruggen, administrateur de sociétés, 20, rue Evers, Bruxelles.

Certifié exact.

SOCIETE AUXILIAIRE AGRICOLE DU KIVU « S. A. A. K. »
16, rue d'Egmont
BRUXELLES

Deux Administrateurs,

Signatures : illisibles.

Compagnie Cotonnière Congolaise

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 5868.

—

Créée par arrêté royal du 10 février 1920, publié au « Moniteur Belge » du 7 mars 1920 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1920. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 novembre 1921 (annexes au « Moniteur Belge » du 11 janvier 1925, acte n° 475); autorisés par arrêté royal du 25 novembre 1921, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1921; par l'assemblée générale extraordinaire du 3 novembre 1924 (annexes au « Moniteur Belge » du 16 janvier 1925, acte n° 623); autorisées par arrêté royal du 5 décembre 1924, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1925; par l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 1928 (annexes au « Moniteur Belge » du 18 février 1928, acte n° 1781), autorisés par arrêté royal du 3 mars 1928, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1928; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mai 1929 (annexes au « Moniteur Belge » du 10 juillet 1929, acte n° 11.498), autorisés par arrêté royal du 28 juin 1929, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1929; modifiés par les assemblées générales extraordinaires des 30 avril et 2 novembre 1931 (annexes au « Moniteur Belge » des 3 et 4 février 1932, actes numéros 921 et 922), autorisés par arrêté royal du 23 décembre 1931, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1932; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 1936, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 mai 1936, acte n° 7638 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 décembre 1936; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 10 janvier 1938 (annexes au « Moniteur Belge » du 20 mars 1938, acte n° 2625), autorisés par arrêté royal du 25 février 1938, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1938, modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 avril 1946, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 29-30 avril 1946 (acte n° 7778) et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 avril et 15 mai 1946; modifiés par arrêté royal du 13 février 1948, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 25 mars 1948 (acte n° 4603) et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 avril 1948.

Assemblée générale ordinaire du 11 juillet 1949.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

I. — Actif immobilisé :

- a) Installation, matériel et divers en
Afrique fr. 185.646.938,18

Amortissem. antérieurs	
moins extourne.	108.134.298,48
Amort. de l'exercice	13.690.174,94
	<u>121.824.473,42</u>
	63.822.464,76

b) Immeuble à Bruxelles	1,—	
c) Mobilier à Bruxelles	1,—	
	<u>1,—</u>	63.822.466,76

II. — *Actif réalisable :*

d) Portefeuille titres	79.534.158,64	
e) Débiteurs divers	155.522.128,79	
f) Approvisionnements	63.722.415,83	
g) Stock produits	285.677.885,78	
	<u>584.456.589,04</u>	

III. — *Actif disponible :*

h) Caisses, banques et chèques postaux en Europe et en Afrique	174.109.980,08
---	----------------

IV. — *Divers :*

i) Comptes débiteurs	10.959.379,12
--------------------------------	---------------

V. — *Comptes d'ordre :*

j) B. C. B. Fonds du personnel (Reliquat)	568.478,83
k) Garanties statutaires	pour mémoire
l) Engagements et contrats divers en cours	20.681.535,76
m) B. C. B. Cautionnements agents	1.666.516,98
	<u>Fr. 856.264.946,57</u>

PASSIF

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

a) Capital	fr. 300.000.000,—	
représenté par :		
Parts sociales sans désignation de va-		
leur :		
286.400 de première série.		
1.600 de deuxième série.		
b) Réserve statutaire	10.300.179,08	
c) Fonds spécial de réserve	15.000.000,—	
	<u>325.300.179,08</u>	

II. — d) *Fonds d'assurance* 19.204.818,34

III. — *Passif de la Société envers les tiers :*

e) Effets à payer	1.718.910,—	
f) Créiteurs divers	252.055.580,53	
g) Montant non appelé sur portefeuille	11.181.000,—	
h) Dividendes non réclamés des exercices antérieurs	4.296.500,—	
		269.251.990,53

IV. — *Divers :*

i) Comptes créditeurs	113.099.411,81	
Provision pour investissements nou- veaux dans la Colonie	10.000.000,—	
j) Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes :		
Dotations de l'exercice et des exercices ant.	42.500.000,—	
Moins : Prélèvements de l'exercice et des exercices antérieurs.—	26.768.900,56	
		15.731.099,44
		138.830.511,25

V. — *Comptes d'ordre :*

k) Reliquat fonds en faveur du personnel (art. 37 des statuts) à la B. C. B.	568.478,83	
l) Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire	
m) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	20.681.535,76	
n) Agents (comptes cautionnements versés chez la B. C. B.)	1.666.516,98	

VI. — *Solde :*

o) Report de l'exercice précédent.	15.280.013,12	
p) Bénéfice net de l'exercice	65.480.902,38	
		80.760.915,50

Fr. 856.264.943,57

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville fr.	8.338.564,50	
Allocations statutaires au personnel d'Afrique et d'Europe	4.179.277,—	
Charges financières et redevances diverses	2.686.315,39	
Frais d'augmentation du capital	1.001.022,70	
Amortissements :		
Sur installations et matériel d'Afrique	8.924.464,95	
Sur installations huilerie Tinda	870.847,87	
sur immeuble Léo et divers	437.898,—	
Sur matériel de transport en Afrique.	3.456.964,12	
		13.690.174,94
Sur immeuble et matériel de bureau d'Europe	1.097.337,05	
		14.787.511,99
Provision pour impôts divers et charges	40.000.000,—	
Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes.	10.000.000,—	
Subsides divers	250.000,—	
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice	65.480.902,38	
Report de l'exercice précédent	15.280.013,12	
		80.760.915,50
		Fr. 162.004.187,08

CREDIT

Report de l'exercice précédent fr.	15.280.013,12
Revenus du portefeuille	10.488.766,68
Produits divers	1.700.275,85
Solde du compte « Exploitation ».	134.535.131,43
	Fr. 162.004.187,08

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 11 JUILLET 1949

L'assemblée prend les résolutions ci-après, à l'unanimité des voix :

- 1) Elle approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, relatifs à l'exercice 1948.
- 2) Elle approuve le bilan et le compte de profits et pertes de cet exercice.
- 3) Par un vote spécial, elle donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires.
- 4) Elle renouvelle, pour un terme de six ans, le mandat de Monsieur Jules Philippon, administrateur, ainsi que ceux de Messieurs Pierre Amsens et Claude Thys, commissaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président — Administrateur-Délégué :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Président honoraire :

M. Firmin Van Brée, administrateur de sociétés, 3, Montagne du Parc, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Edgar van der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Administrateurs-Directeurs :

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

Administrateurs :

M. le Marquis Henri d'Assche, administrateur de sociétés, 47, rue du Commerce, Bruxelles.

M. Maurice Blanquet, administrateur de sociétés, 66, avenue de la Tonderie, Boitsfort.

M. le Baron Braun, administrateur de sociétés, Château Runenborg, Melle-lez-Gand.

M. le Comte Renaud de Briey, administrateur de sociétés, 15, avenue Lloyd George, Bruxelles.

M. Willy Friling, administrateur de sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. Eugène F. Henry, administrateur de sociétés, 146, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Philippson, banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, Castel « Bel-Air », Citadelle, Namur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

Commissaires :

M. Pierre Amsens, planteur, Dingila (Congo Belge).

M. Franz Martin, industriel, 1, rue de France, Verviers.

M. Joseph Mathy, commissaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Antoine-Xavier Nolf, 53, avenue de Tervueren, Etterbeek.

M. Robert P. Pflieger, négociant en cotons, 22a, square de Meeus, Bruxelles.

M. Maurice Stradling, directeur divisionnaire à la « Société Fiduciaire de Belgique », 22b, square de Meeus, Bruxelles.

M. Claude Thys, commissaire de sociétés, 128, avenue Louise, Bruxelles.

COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE

Deux Administrateurs-Directeurs,

(s.) E. VAN GEEM

(s.) P. GILLIEAUX

Compagnie du Katanga

Société Anonyme

Siège social : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3878

Statuts publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du 6 mai 1891, (n° 1053) et au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » du mois de septembre 1891 (n° 9).

Actes modificatifs publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 11 août 1900 (n° 3934), 2-3 mai 1921 (n° 4763), 27-28 septembre 1923 (n° 10.106), 26-27 juillet 1926 (n° 9174), 14-15 novembre 1927 (n° 13.566), 18 août 1928 (n° 11.714), 15 septembre 1932 (numéro 12.274), 2 août 1935 (n° 11.667), ainsi qu'au « Bulletin Administratif du Congo Belge » des 25 juin 1930 (n° 12), 25 janvier 1933 (n° 2), 25 avril 1936 (n° 8) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 octobre 1930, 15 janvier 1933 et 15 juin 1936.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948 (58^{me} Exercice).

ACTIF

A. — Immobilisé :

Premier établissement :

Apports et frais de constitution. fr.	426.519,39	
Expéditions, factoreries et matériel fluvial apportés au « Comité Spécial du Katanga »	2.194.560,74	
	2.621.080,13	
Amortissem. antérieurs	2.621.079,13	
		1,—
Mobilier		1,—
Terrains et droits concédés par l'Etat Indépendant du Congo	pour mémoire	
		2,—

B. — Réalisable et disponible :

Participation au « Comité Spécial du Katanga »	600.000,—
Portefeuille	85.586.741,87
Participations diverses	1,—

Banques et caisse.	38.547.810,13	
Débiteurs divers	23.790,—	
		124.758.343,—

C. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de Messieurs les Administrateurs et Commissaires; titres en dépôt	pour mémoire	
	Fr. 124.758.345,—	

PASSIF

A. — *De la Société envers elle-même :*

12.000 actions de priorité de fr. 100 fr.	1.200.000,—	
12.000 actions privilégiées de fr. 500	6.000.000,—	
18.000 actions ordinaires.		7.200.000,—
Fonds de réserve.	35.643.268,60	
Fonds de réserve indisponible.	21.438.250,25	
		64.281.518,85

B. — *Envers les tiers, sans garanties réelles :*

Dividendes à payer	11.298.372,91	
Créditeurs divers.	116.095,06	
Versements restant à faire sur participations	9.255.500,—	
		20.669.967,97

C. — *Compte de régularisation :*

Compte créditeur.	1.800.000,—	
---------------------------	-------------	--

D. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de Messieurs les Administrateurs et Commissaires; titres en dépôt	pour mémoire	
Solde en bénéfice.	38.006.858,18	
	Fr. 124.758.345,—	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux et divers.	fr. 1.006.489,—
Taxe sur titres cotés en Bourse	565.047,60
Solde en bénéfice.	38.006.858,18
	Fr. 39.578.394,78

CREDIT

Report de l'exercice précédent	fr. 533.913,59
Quote-part dans les bénéfices du « Comité Spécial du Katanga »	30.000.000,—
Revenus du portefeuille, intérêts, commissions et divers.	9.044.481,19
	Fr. 39.578.394,78

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Firmin Van Brée, directeur de la Société Générale de Belgique,
5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Vice-Président — Administrateur-Délégué :

M. Edgar van der Straeten, directeur de la Société Générale de Bel-
gique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur civil des mines, 24, avenue Hamoir,
Uccle.

M. Léon Bruneel, docteur en droit, 5, avenue Antoine Depage, Bru-
xelles.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de la « Mu-
tuelle Lambert », 90, avenue Molière, Ixelles.

M. Georges Fontaine-Bour, administrateur de sociétés, 78, avenue
Adolphe Buyl, Ixelles.

M. Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge,
15, avenue de l'Orée, Ixelles.

M. Maurice, Comte Lippens, président de la « Compagnie du Congo
pour le Commerce et l'Industrie », 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Frédéric Olsen, général honoraire de la Force Publique du Congo
Belge, 21, rue des Taxandres, Etterbeek.

M. Guillaume Olyff, président de l'« Union Nationale des Transports Fluviaux, 51, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 209, avenue Louise, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. André De Cock, industriel, 5, place du Champ de Mars, Ixelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire, 7, avenue Emile Van Becelaere, Watermael-Boitsfort.

M. Paul van Zuylen, propriétaire « Golonfa », Vielsalm.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

M. Auguste Schröder, avocat à la Cour d'appel, 116, avenue de Jette, Koekelberg.

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 14-7-1949.

L'assemblée à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948, ainsi que la répartition du bénéfice;
- décide de rendre payables à partir du 18 juillet 1948, les coupons n° 59 des actions privilégiées et ordinaires respectivement par 1.260 francs et 1.080 francs net et les coupons n° 59 des coupures privilégiées et ordinaires par 18 francs net à la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, à Bruxelles, à la Banque de Bruxelles, 2, rue de la Régence, à Bruxelles et à la Banque H. Lambert, 2, rue d'Egmont, à Bruxelles. Quant au dividende revenant aux actions de priorité, il sera payé aux intéressés aux guichets de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, à Bruxelles, à raison de 5 francs net par action de priorité, sur présentation du certificat nominatif qui sera estampillé;
- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948, par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- réélit Messieurs L. Beckers et G. Heenen, en qualité d'administrateurs et Monsieur J. Koeckx, en qualité de commissaire.
Bruxelles, le 15 juillet 1949.

Pour copie certifiée conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) L. BECKERS

(s.) E. van der STRAETEN

Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo
(Anciennement : Compagnie des Produits du Congo)

Société Anonyme

Siège social : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3920.

Acte constitutif : Annexe au « Moniteur Belge » du 14 décembre 1889, n° 2558. « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de janvier 1890, n° 1.

Actes modificatifs : Annexes au « Moniteur Belge » des 24-25 février 1890, n° 354; 18 novembre 1908, n° 6323; 30 novembre 1919, n° 10.493; 4-5 juin 1923, n° 6505; 1^{er} septembre 1926, n° 10.060; 6-7 septembre 1926, n° 10.160bis; 6 juillet 1927, n° 9075; 10 mai 1928, n° 6713; 11-12 février 1935, n° 1303; 29 octobre 1936, n° 14.951; 5 octobre 1946 numéro 18.672; 4 mai 1947, n° 8422; 10 octobre 1947, n° 18.398; 12 décembre 1948, n° 23.083; ainsi qu'aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1927 et 15 juin 1928 et aux annexes au « Bulletin Administratif du Congo Belge » des 25 juin 1935, 25 mars 1937, 10 décembre 1946, n° 10 du 25 juillet 1947, 10 décembre 1947 et 10 mars 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948
(59^{me} Exercice).

ACTIF

A. — Immobilisé :

Terrains, plantations, routes et raccorde- ments, pâturages fr.	17.377.987,01	
Amortissem. antérieurs	8.610.781,20	
Amortissem. de l'exercice.	2.419.413,76	
		11.030.194,96
		6.347.792,05
Bâtiments et constructions	12.997.478,78	
Amortissem. antérieurs	8.398.379,42	
Amortissem. de l'exercice.	810.000,—	
		9.208.379,42
		3.789.099,36
Matériel et mobilier	9.919.044,33	
Amortissem. antérieurs	4.133.375,29	
Amortissem. de l'exercice.	659.456,97	
		4.792.832,26
		5.126.212,07

Réévaluation de l'actif immobilisé :

Terrains, plantations, routes raccorde- ments, pâturages	8.351.545,04	
Bâtiments et constructions	4.447.863,74	
Matériel et mobilier	3.241.392,53	
		16.040.801,31
		31.303.904,79

B. — *Disponible* :

Banques et caisses	38.014.245,33
------------------------------	---------------

C. — *Réalisable* :

Bétail, petit bétail, chevaux	5.687.936,—	
Marchandises d'approvisionnement	5.961.730,03	
Marchandises destinées à la vente.	50.573.661,67	
Commandes en cours.	12.560.023,79	
Produits coloniaux	553.620,19	
Portefeuille	14.273.987,65	
Débiteurs et débiteurs en comptes courants	27.938.498,72	
		117.549.458,05

D. — *Comptes de régularisation* :

Comptes débiteurs divers.	130.453,12
-----------------------------------	------------

E. — *Compte d'ordre* :

Dépôts statutaires	pour mémoire
------------------------------	--------------

Total . . Fr. 186.998.061,29

PASSIF

A. — *De la Société envers elle-même* :

Capital fr.	80.000.000,—	
Fonds de réserve.	19.560.508,91	
Fonds de renouvellement.	13.350.000,—	
Plus-value sur l'immobilisé réévalué	16.040.801,31	
Amortissement sur plus-value de l'immo- bilisé réévalué.	4.208.160,26	
		133.159.470,48

B. — *De la Société envers les tiers :*

Créditeurs et créditeurs en comptes courants	27.478.475,64	
Dividendes restant à payer	368.951,18	
		27.847.426,82

C. — *Comptes divers :*

Fonds pour investissements en faveur de la main-d'œuvre indigène	9.111.576,84	
Comptes de régularisation :		
Comptes créditeurs divers	7.601.250,39	
		16.712.827,23

D. — *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires.		pour mémoire
--------------------------------	--	--------------

E. — <i>Profits et pertes</i>	9.278.336,76	
---	--------------	--

Total . . Fr. 186.998.061,29

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux, frais d'exploitation, dépenses diverses, fr.	26.826.579,49	
Allocation statutaire au fonds du personnel	833.333,35	
Amortissements :		
Terrains, plantations, routes et raccordements, pâturages	2.419.413,76	
Bâtiments et constructions	810.000,—	
Matériel et mobilier	659.456,97	
		3.888.870,73
Plus-value de l'immobilisé réévalué	2.604.080,13	
Portefeuille	49.398,—	
		34.202.261,70
Fonds pour investissements dans la Colonie	7.000.000,—	
Prévision fiscale	4.000.000,—	
		11.000.000,—
		45.202.261,70
Solde bénéficiaire	9.278.336,76	
Total . . Fr.	54.480.598,46	

CREDIT

Report à nouveau	fr.	45.208,46
Résultat brut des sections agricole, d'élevage, commerciale et frigorifique et recettes diverses		54.435.390,—
Total . . . Fr.		<u>54.480.598,46</u>

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve légale	fr.	461.656,42
Dividende de fr. 50 bruts aux parts sociales, numérotées de 1 à 150.000		7.500.000,—
Tantièmes aux administrateurs et commissaires		833.333,35
Report à nouveau		483.346,99
Total . . . Fr.		<u>9.278.336,76</u>

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15-7-1949.

L'assemblée, à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, ainsi que la répartition des bénéfices de cet exercice;
- décide de procéder, à partir du 22 juillet 1949, à la distribution d'un dividende de 50 francs bruts par part sociale, soit après déduction de la taxe mobilière, 41 fr. 50 nets, contre remise du coupon n° 10 des parts sociales n° 1 à 150.000. Ce dividende sera payable à la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, à Bruxelles, et à ses agences;
- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- réélit Monsieur le Baron José de Crombrughe de Looringhe, en qualité d'administrateur et Monsieur A. S. Gérard, en qualité de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. le Comte Maurice Lippens, président de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-Président et Administrateur-Délégué :

M. Edgar van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateur-Directeur :

M. le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de sociétés, 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois (Overyssche).

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Forest.

M. Karel de Jong Hofmeyr, administrateur de l'« Imperial Cold Storage and Supply Company Ltd », P. O. Box, 686, Dock Road, Cape-Town, Afrique du Sud.

M. Pierre de Roubaix, industriel, 34, avenue Charlotte, Anvers.

M. le Baron Charles de T'Serclaes de Wommersom, administrateur de sociétés, « Ferme des Tourelles », route de Port Royal, Saint-Remy les Chevreuse, France.

M. Maurice Houssa, administrateur de sociétés, 26, rue des Héliènes, Ixelles.

M. Emile Lejeune-Vincent, planteur, 48, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

M. le Comte Adrien van der Burch, administrateur de sociétés, 40, avenue du Général de Gaulle, Ixelles.

M. Paul van Zuylen, propriétaire, Golonfa, Vielsalm.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

Président :

M. Auguste Gérard, administrateur-délégué de la « Compagnie du Kassaï », 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Membres :

M. Jacques De Rouck, ingénieur C. C., 55, rue du Prince Royal, Bruxelles.

M. Henry Desmet, expert comptable, 24, avenue Clémentine, Forest.
Bruxelles, le 15 juillet 1948.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) J. de CROMBRUGGHE
Administrateur-Directeur.

(s.) E. van der STRAETEN
Administrateur-Délégué.

Plantations de Sinda

Société congolaise par actions à responsabilité limitée, autorisée par arrêté royal du 3 juin 1947 (cf. « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1949).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Emphythéose Sinda . fr.	500.000,—	
Amortissements . . .	40.000,—	
		460.000,—
Frais de constitution . .	133.598,85	
Amortissements . . .	19.598,85	
		114.000,—
Boisements Sinda		200.00,—
Etablissement plantations		
Café Sinda.	1.381.731,50	
Amortissements . . .	92.731,50	
		1.289.000,—
Etablissement plantations quinquina Sinda		154.675,50
Bâtiments et constructions		
Sinda	790.953,—	
Amortissements . . .	85.953,—	
		705.000,—
Matériel Sinda	144.315,75	
Amortissements . . .	29.315,75	
		115.000,—
Mobilier Sinda	26.012,80	
Amortissements . . .	6.012,80	
		20.000,—
		3.057.675,50

Réalisable :

Participations	40.000,—	
Petit élevage	5.930,—	
Stocks produits	180.000,—	
Débiteurs divers	167.139,66	
Comptes débiteurs	111.383,—	
Métayage	42.943,—	
		547.395,66

Disponible :

Banquiers en Europe	69.344,09	
Banquiers en Afrique.	68.712,80	
Fonds consignés en Afrique	309.270,23	
		447.327,12

Compte d'ordre :

Plantations Lugarama et Kinigi en métayage.	3.500.000,—
Dépôts statutaires	pour mémoire

Pertes et profits :

Report de l'exercice antérieur.	191.824,10	
Perte de l'exercice	314.538,22	
		506.362,32

Total de l'actif . . Fr. 8.058.760,60

PASSIF

De la Société envers elle-même :

Capital :

800 parts sociales de fr. 5.000 entièrement libérées. fr. 4.000.000,—

De la Société envers les tiers :

Participations à libérer	12.500,—	
Frais de voyages et congés à régler	198.680,—	
Créditeurs divers.	157.587,60	
Compte créditeur.	2.000,—	
		370.767,60
Compte de redressement du métayage		187.993,—

Compte d'ordre :

Créditeur métayage	3.500.000,—
Déposants statutaires.	pour mémoire

Total du passif . . Fr. 8.058.760,60

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Report de l'exercice antérieur	fr.	191.824,10
Frais d'administration Europe et Afrique.		656.892,15
Frais d'exploitation des plantations de Sinda, Lugarama et Kinigi.		637.325,75
Dépenses imputables à l'exercice antérieur		129.037,14
Stocks produits 1947 vendus en 1948		46.200,—
Amortissements de l'exercice :		
Sur emphythéoses	14.667,—	
Sur frais de constitution	6.010,—	
Sur établissement plantations café	66.731,50	
Sur établissements plantations pyrèthre	109.200,—	
Sur bâtiments et constructions	69.111,—	
Sur matériel	19.500,—	
Sur mobilier	3.650,—	
		288.869,50
	Fr.	1.950.148,64

CREDIT

Ventes de produits et produits en stock	fr.	1.419.243,83
Recettes et intérêts divers		24.542,49
Solde débiteur :		
Report antérieur	191.824,10	
Perte de l'exercice	314.538,22	
		506.362,32
	Fr.	1.950.148,64

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 5 JUILLET 1949

Résolutions.

1° — L'assemblée approuve, à l'unanimité des voix le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1948, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et approuvés par le commissaire.

2°. — L'assemblée, à l'unanimité des voix, donne décharge de leur gestion jusqu'au 31 décembre 1948, à Messieurs les membres du Conseil et au commissaire.

Le Président : (s.) Baron de le COURT — La Secrétaire : (s.) J. LE BRUN — Le Scrutateur : (s.) A. NYSENS.

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMMISSAIRE EN FONCTION AU 31 DECEMBRE 1948

Administrateurs :

M. André de Walque, Président.

M. le Baron Edouard de le Court.

M. André Le Brun.

M^{lle} Jeanne Le Brun.

Commissaire :

M. Henri Le Docte.

Certifié exact.

PLANTATIONS DE SINDA
23, avenue de l'Orée.

Deux Administrateurs,

(s.) Baron de le COURT

(s.) J. LE BRUN

Eternit du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 9, rue Ducale.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 203.897.

Statuts et actes modificatifs publiés aux annexes du «Moniteur Belge»
des 2 et 3 juin 1947, n° 11. 11.306; 22 avril 1949, n° 7114.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 juillet 1949.

ACTIF

Immobilisé :

		Fr. congolais
Immobilisations	4.392.867,75	
Frais de constitution et premier établisse- ment	656.677,49	
Fournisseurs	6.956.651,80	
		12.006.197,04

Réalisable :

Matériel en transit	640.520,45	
Débiteurs divers	92.346,50	
		732.866,95

Disponible :

Banques	6.960.155,75
-------------------	--------------

Compte transitoire :

Frais incombant aux exercices ultérieurs	105.360,—
--	-----------

Résultats :

Solde	568.200,66
-----------------	------------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
------------------------------	--------------

Total . . . Fr. 20.372.780,40

PASSIF

Fr. congolais

Non exigible :

Capital 20.000.000,—

Exigible :

Fournisseurs 114.075,—

Créditeurs divers. 258.705,40

372.780,40

Compte d'ordre :

Déposants statutaires. pour mémoire

Total . . Fr. 20.372.780,40

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Frais d'administration Europe, frais généraux Congo,
frais de banque fr. 688.294,05

CREDIT

Intérêts bancaires et commissions fr. 120.093,39

Solde. 568.200,66

Fr. 688.294,05

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 1948

Le capital est entièrement libéré.

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 14 JUILLET 1949

L'assemblée à l'unanimité :

- adopte le bilan et le compte de pertes et profits, tels qu'ils sont présentés par le Conseil;
- donne, aux administrateurs et commissaires, la décharge prévue par les statuts;
- renouvelle le mandat de Monsieur Ernst Schmidheiny, administrateur.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU 31 DECEMBRE 1948

M. Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., 397, avenue Louise, Bruxelles. — Président.

M. Jean Emsens, industriel, 14, avenue Emile Duray, Bruxelles. — Vice-Président.

M. Victor Brien, ingénieur, A. I. Lg., 45, rue du Pépin, Bruxelles. — Administrateur.

M. André Emsens, industriel, 94, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles. — Administrateur-Délégué.

M. Edgard Larielle, ingénieur A. I. Br., 52, avenue Emile Duray, Bruxelles. — Administrateur.

M. Ernst Schmidheiny, industriel, Céligny (Canton de Genève) Suisse. — Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES
AU 31 DECEMBRE 1948

M. Charles Hulet, licencié en Sciences commerciales et financières, 66, rue Alfred Cluysenaer, Bruxelles. — Commissaire.

M. Jacques Lohest, licencié en Sciences commerciales et financières, (I. S. C. E. Anv.), 29, Bormstraat, Tisselt. — Commissaire.

Les Administrateurs,

(s.) J. EMSENS — (s.) A. BEMELMANS — (s.) A. EMSENS —
(s.) E. LARIELLE.

Les Commissaires,

(s.) Ch. HULET — (s.) J. LOHEST.

Compagnie Congolaise des Cafés « Cafco »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Grand' Place, 9, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 998.

Constituée à Anvers, le 3 mai 1926, par acte du notaire Charles Gevers, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1926, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 21 février 1929, n° 2133; statuts modifiés les 12 novembre 1928, 24 janvier 1929, 3 décembre 1929, 27 juin 1932, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 21 février 1929, n°s 2135, 2136; le 18 décembre 1929, n° 18.793; publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », les 17 janvier 1929, 15 mars 1929, 15 janvier 1930 et 15 octobre 1932.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Réalisable et disponible :

Banques et caisses fr.	907.063,55	
Emprunt de l'assainissement monétaire .	37.200,—	
Portefeuille	108.001,—	
Débiteurs divers.	167.531,20	
Débiteurs à terme.	1.313.664,52	
A recevoir sur produits vendus . . .	486.798,65	
Marchandises et approvisionnements .	315.768,53	
Café en stock ou en cours de route .	577.182,35	
		3.913.209,80

Immobilisé :

Plantations, constructions, machinerie,
matériel :

Avoirs réévalués	1.727.333,82	
Avoirs non réévalués	3.608.048,52	
		5.335.332,34

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire	
Garantie personnel	15.470,—	
	Fr.	9.264.062,14

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 13.000 parts sociales . . . fr.	5.200.000,—	
2.000 parts de fondateur . . .	pour mémoire	
Réserve légale	20.772,41	
Réserve de réévaluation	1.021.166,89	
		6.241.939,30

Dettes avec garanties réelles :

Obligations hypothécaires	2.000.000,—
-------------------------------------	-------------

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers.	931.652,84
----------------------------	------------

Comptes divers :

Comptes à régler	75.000,—
----------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires.	pour mémoire
Garantie personnel	15.470,—

Fr. 9.264.062,14

PROFITS ET PERTES

DEBIT

Perte reportée des exercices précédents fr.	7.592.743,17
Frais cultures et préparation	1.479.542,56
Frais généraux	129.898,10
Intérêts et commissions	220.275,73
Amortissements sur réévalué.	871.881,68
Amortissements sur non réévalué.	218.187,84
Fr.	<u>10.512.529,08</u>

CREDIT

Transfert réserve de réévaluation. fr.	7.592.743,17
Produits et divers	2.919.785,91
Fr.	<u>10.512.529,08</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, 187, chaussée de Malines, Anvers. — Président.

M. Robert Godding, administrateur de sociétés, « Lindenhof », Kapellen. — Administrateur-Délégué.

M. Victor Goossens, administrateur de sociétés, Panzi près Costermansville, Kivu (Congo Belge). — Administrateur.

M. Walter A. Herman, courtier en cafés, 64, rue de l'Empereur, Anvers. — Administrateur.

M. Enrique Mistler, administrateur de sociétés, 23, place de Meir, Anvers. — Administrateur.

M. Auguste Schmid, administrateur de sociétés, 1, avenue de Mérode, Berchem-Anvers. — Administrateur.

M. François Van Uytven, administrateur de sociétés, 150, rue Royale, Bruxelles. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. William Grisar, assureur, 26, rue Osy, Anvers.

M. Raymond Ruys, expert comptable, 25, avenue Britannique, Anvers.

L'assemblée générale ordinaire du 13 juin 1949, a approuvé le bilan et le compte des profits et pertes au 31 décembre 1948, tels qu'ils sont présentés et qui soldent sans perte ni profit.

Elle a ratifié le prélèvement de 7.592.743 fr. 19 à la réserve de réévaluation permettant l'effacement intégral de la perte reportée des anciens exercices.

Elle a également ratifié la cession, à une société immobilière de 200 Ha. environ de la plantation de Panzi près Costermansville.

Par un vote spécial, elle a donné décharge de leur gestion pour l'exercice 1948, aux administrateurs et aux commissaires.

L'assemblée a renouvelé pour la période statutaire le mandat d'administrateur de Monsieur Enrique Mistler, et celui de commissaire de Monsieur William Grisar.

Anvers, le 10 juillet 1949.

Certifié conforme.

COMPAGNIES CONGOLAISE DES CAFES
Société congolaise à responsabilité limitée.

(s.) M. WERBROUCK

Fondé de Pouvoirs. — Secrétaire.

(s.) O. KREGLINGER

Président.

« Multiplex du Mayumbe », en abrégé « Multimayumbe »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 208.645.

—

Constituée le 25 novembre 1946, acte n^{os} 4550 et 4551 publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 24-25 mars 1947, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1947.

Statuts modifiés :

1° par acte du 21 septembre 1948, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 9 janvier 1949, n° 433 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1948;

2° par acte du 4 mai 1949, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 27-28 mai 1949, n° 11.256 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Valeurs immobilières :

Frais de constitution	fr.	248.690,10	
Frais de premier établissement		981.198,36	
Immeubles Afrique		6.865.608,37	
Matériel et outillage	12.632.429,20		
à déduire, amortissements	347.042,58		
		<u>12.285.386,62</u>	
Mobilier	726.233,25		
à déduire, amortissements	9.459,55		
		<u>716.773,70</u>	
			<u>21.097.657,15</u>

Valeurs réalisables :

Actionnaires	7.500.000,—	
Débiteurs divers Europe	253.035,76	
Débiteurs divers Afrique	144.777,89	
		<u>7.897.813,65</u>

Valeurs engagées :

Approvisionnements à pied d'œuvre, en cours de route ou en instance d'expédition	4.159.743,82	
Frais à répartir	100.054,40	
		4.259.798,22

Valeurs disponibles :

Banques et caisses Europe	997.069,96	
Banque et caisses Afrique	214.122,78	
		1.211.192,74

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires	P.M.	
Cautionnements des agents d'Afrique déposés à la Banque du Congo Belge	132.412,—	
Commandes en cours	P.M.	
		132.412,—
	Fr.	34.598.873,76

PASSIF.

Dette de la société envers elle-même :

Capital représenté par 3.000 actions de 10.000 fr. chacune	30.000.000,—
--	--------------

Dette de la société envers des tiers :

Créditeurs divers Europe	2.532.189,63	
Créditeurs divers Afrique	1.558.839,18	
		4.091.028,81

<i>Comptes créditeurs</i>	375.432,95
---------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires	P.M.	
Agents d'Afriq. déposants de cautionnements	132.412,—	
Créditeurs pour commandes en cours	P.M.	
		132.412,—
	Fr.	34.598.873,76

Il n'a pas été établi de compte de résultats.

*Extrait du procès-verbal
de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 1949.*

L'assemblée approuve à l'unanimité les comptes ci-dessus.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. le Baron de Steenhault de Waerbeek, Président.

Martin Thèves	Administrateur-délégué.
Alfred Liénart	Administrateur.
Christian Janssens	Administrateur.
Joseph Sellekaers	Administrateur.
Auguste Braun	Administrateur.
Oskar Braun	Administrateur.
Paul Herzog	Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

MM. Félix Van Bellingen.

Nicolas Geissshusler.

SITUATION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 1948.

Actionnaires	Souscription	libération	Solde
Agrifor	10.000.000,—	7.500.000,—	2.500.000,—
Cominière	4.800.000,—	3.600.000,—	1.200.000,—
Nagelmackers	100.000,—	75.000,—	25.000,—
Financière Allard	100.000,—	75.000,—	25.000,—
Verkehrs A. G.	7.500.000,—	3.750.000,—	3.750.000,—
Eco A. G.	4.800.000,—	4.800.000,—	—
M. A. Braun Senior	1.000.000,—	1.000.000,—	—
M. O. Braun	1.000.000,—	1.000.000,—	—
Pr. P. Herzog	700.000,—	700.000,—	—
	30.000.000,—	22.500.000,—	7.500.000,—

Un administrateur,

A. LIENART.

Fédération d'Entreprises Industrielles
Société congolaise par actions à responsabilité limitée
Siège social : Albertville.
Siège administratif : 33, rue du Congrès, Bruxelles.

Constituée suivant acte reçu par Maître Albert RAUCQ, à Bruxelles, le 6 avril 1949, statuts approuvés par arrêté royal en date du 15 mai 1949.

NOMINATION DE DEUX COMMISSAIRES.

*Extrait de la délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire
du 6 avril 1949.*

L'Assemblée décide de fixer à deux le nombre des commissaires. Elle appelle à ces fonctions MM. Gaston COCKAERTS, domicilié rue Victor Lefèvre, 37, à Schaerbeek, et Gustave VERNIORY, domicilié rue Josaphat, 72, à Schaerbeek, lesquels acceptent.

Bruxelles, le 28 juin 1949.

Pour extrait conforme.

Un administrateur,

E. TYDGADT.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P., le seize juillet 1949, volume 403, folio 65, case 13, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Louvest.

Société Cotonnière du Bomokandi
Société congolaise à responsabilité limitée
Siège social à Tély (Congo Belge).
Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.
Registre du Commerce de Bruxelles n° 24983.

NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

Monsieur Jean Ullens de Schooten ayant pour raisons de convenances personnelles, présenté la démission de ses fonctions d'administrateur, le Conseil Général a, en séance du 18 juillet 1949, conféré à Monsieur Jean Wittouck le mandat d'administrateur ainsi devenu vacant.

Bruxelles, le 20 juillet 1949.

SOCIETE COTONNIERE DU BOMOKANDI.

Un administrateur,

E. VAN GEEM.

L'administrateur-directeur,

P. GILLIEAUX.

Société Forestière et Agricole Coloniale « Foragrico »

Siège social : Matadi.

BILAN DE L'EXERCICE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	81.721,50	
Amortissements s/id.		22.986,45	
			58.735,05
Matériel fixe Afrique		1.020.870,85	
Amortissements s/id.		96.201,80	
			924.669,05
Matériel roulant Afrique		2.078.092,—	
Amortissements s/id.		468.995,80	
			1.609.096,20
Matériel Bureau		12.353,50	
Amortissements s/id.		4.941,40	
			7.412,10
Mobilier		8.247,15	
Amortissements s/id.		1.824,40	
			6.422,75
Caisses			2.284,30
Banques : Afrique		1.280,12	
Belgique		158.420,19	
			159.700,31
Tiers débiteurs			603.505,47
Garanties déposées			4.400,—
Montant s/actions à libérer			556.000,—
Résultat de l'exercice			157.080,52
	Total : fr.		4.089.305,75

PASSIF.

Capital	fr.	4.000.000,—
Réserves légales		8.800,—
Fonds de prévisions		30.250,—

Actionnaires créanciers	48.105,75
Créanciers divers	2.150,—
Total : fr.	<u>4.089.305,75</u>

FORAGRICO
Société congolaise à responsabilité limitée.

L'administrateur-directeur,
(Illisible)

COMPTE PROFITS ET PERTES EXERCICE 1948.

DEBIT.

Indemnités Art. 28	fr.	30.000,—
Frais généraux		169.580,05
Amortissements sur matériel		311.956,35
Amortissement frais constitution		8.172,15
Total : fr.		<u>519.708,55</u>

CREDIT.

Report exercice 1947	fr.	67,98
Bénéfices divers		32.560,05
Location matériel		330.000,—
Solde fin exercice		157.080,52
Total : fr.		<u>519.708,55</u>

FORAGRICO
Société congolaise à responsabilité limitée.

L'administrateur-directeur,
(Illisible)

Citas

Société Anonyme

établie à Bruxelles, 48, rue de Namur.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4476.

Constituée par acte passé devant Maître Aug. SCHEYVEN, notaire, le 17 décembre 1907 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 6, 7 et 8 janvier 1908. Modifications aux statuts : voir annexes du « Moniteur Belge » du 20 octobre 1912, du 23 octobre 1913, du 29 février 1920, des 5-6 et 7 avril 1920, du 26 avril 1925, du 13 octobre 1926, du 27 janvier 1932, du 31 décembre 1937, du 24 mai 1946 et des 5 et 6 mai 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Immobilisations	fr. 33.841.861,47	
Amortissements et diminutions	13.870.687,05	
	19.971.174,42	
En plus, au cours de l'exercice	6.648.855,41	
	26.620.029,83	
Amortissements de l'exercice	1.320.987,66	
		25.299.042,17
Matériel et outillage	13.991.247,14	
Amortissements et diminutions	8.812.673,15	
	5.178.573,99	
En plus, au cours de l'exercice	446.780,05	
	5.625.354,04	
En moins, au cours de l'exercice	96.073,97	
	5.529.280,07	
Amortissements de l'exercice	741.310,91	
		4.787.969,16
Matériel en commande		817.780,—
Mobilier Europe et Afrique	1.839.153,73	
Amortissements et diminutions	1.277.218,50	
	561.935,23	

En plus, au cours de l'exercice	632.358,50	
	<u>1.194.293,73</u>	
Amortissements de l'exercice	153.111,28	1.041.182,45
	<u>303.685,10</u>	
Frais de constitution et prorogation	101.228,30	
Amortissements antérieurs	<u>202.456,80</u>	
	10.122,83	192.333,97
Amortissements de l'exercice	<u>10.122,83</u>	

II. Réalisable :

Banques et Caisses		4.922.780,17
Portefeuille et participations	191.750,—	
En plus, au cours de l'exercice	470.000,—	
	<u>661.750,—</u>	
En moins au cours de l'exercice	89.250,—	572.500,—
	<u>89.250,—</u>	
Débiteurs divers		6.948.490,51
Marchandises et approvisionnements		1.721.084,58
Marchandises en cours de route		5.850,—

III. Divers :

Comptes débiteurs		1.110.685,56
Compte d'ordre :		
Cautionnement de MM. les administrateurs et commissaires Pour mémoire		
	Fr.	<u>47.419.698,57</u>

PASSIF.

I. Envers la société :

Capital	fr.	15.667.000,—
Réserve légale		1.566.700,—
Fonds de renouvellement		3.450.247,70
Fonds prévisions pour mécanisation des installations		1.500.000,—
Fonds réserve pour grosses réparations		90.629,04
Fonds pension personnel Afrique		502.099,66
Fonds aide sociale aux indigènes		890.187,58

II. Envers les tiers :

Créditeurs divers	10.590.587,25
Dividendes restant à payer	515.289,49

III. Divers :

Comptes créditeurs	2.088.815,13
--------------------------	--------------

Compte d'ordre :

Cautionnement de MM. les administrateurs et commissaires Pour mémoire

Solde bénéficiaire	10.558.142,72
--------------------------	---------------

Fr. 47.419.698,57

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux Europe	fr. 2.440.886,44	
Frais généraux Afrique	3.536.750,45	
		5.977.636,89

Amortissements de l'exercice :

s/immobilisations	1.320.987,66	
s/matériel et outillage	741.310,91	
s/mobilier Europe et Afrique	153.111,28	
s/frais de prorogation	10.122,83	
		2.225.532,68

Solde bénéficiaire	10.558.142,72
--------------------------	---------------

Fr. 18.761.312,29

CREDIT.

Solde à nouveau	fr. 2.280.999,04
Bénéfice brut d'exploitation	16.480.313,25

Fr. 18.761.312,29

REPARTITION.

Bénéfice distribuable	fr.	10.558.142,72	
Premier dividende de 5 % au capital soit :			
23,810 frs bruts aux 32.900 actions	783.350,—		783.350,—
	9.774.792,72		
8 % au Conseil Général			566.753,81
4 % au Comité Permanent			283.376,90
5 % au Personnel			354.221,13
Deuxième dividende de 76,190 frs bruts aux 32.900 actions			2.506.650,—
Dotation au fonds de réserve pr grosses réparations au port			409.370,96
Dotation au fonds de prévisions pour mécanisation des installations			3.500.000,—
Dotation au fonds de renouvellement			1.000.000,—
Report à nouveau			1.154.419,92
	Fr.	10.558.142,72	

L'assemblée du 19 juillet 1949 ayant déjà connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires de l'exercice 1948, dispense le Président d'en donner lecture.

Le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que la répartition du bénéfice de l'exercice 1948, soit frs. 10.558.142,72 sont soumis à l'assemblée qui les approuve à l'unanimité.

Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pour l'exercice 1948.

Ainsi qu'il est prévu aux articles 15 et 16 des statuts, Messieurs Henry RULMONDE, administrateur, Raoul DEPAS et Léon RAQUEZ, commissaires, sortants, se représentent aux suffrages de l'assemblée.

Ces Messieurs sont réélus à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise à Bruxelles, Président du Conseil.

Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur à Uccle, Vice-Président du Conseil.

Administrateurs :

Messieurs :

Georges Biart, administrateur de sociétés, 40, avenue Molière à Forest;

Anatole De Bauw, administrateur-délégué de la Compagnie Cotonnière Congolaise, 107, avenue Defré à Uccle;

Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or à Bruxelles;

Fernad Nisot, ingénieur, 15, rue d'Edimbourg à Ixelles;

Guillaume Olyff, président de l'Union Nationale des Transports Fluviaux, 51, avenue Albert Jonnart à Woluwe-Saint-Lambert;

Gilbert Périer, docteur en droit, 573, avenue Louise à Bruxelles;

Henry Rulmonde, administrateur de sociétés, 17, Champ du Vert-Chasseur à Uccle;

Léon Rycx, avocat à la Cour d'Appel, 70, avenue Louis Lepoutre, Ixelles;

Maurice Stubbe, administrateur de sociétés, 2, avenue du Congo, Ixelles;

Robert Thys, vice-président de la Société Anonyme des Ciments du Congo, 18, avenue des Erables à Rhode-Saint-Genèse.

COMITE DE DIRECTION.

MM. A. Bemelmans, président;

G. Biart, A. De Bauw, A. Marchal, membres.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Messieurs :

Robert Cambier, ingénieur a. i. a., 131, chaussée de Charleroi à Saint-Gilles;

Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Clause à Bruxelles;

Jules Dubois-Pélerin, docteur en droit, 10, avenue du Rond-Point à Rixensart;

Léon Raquez, docteur en droit, 149, avenue Winston Churchill à Uccle.

Copie certifiée conforme.

« CITAS » Société Anonyme.

Un administrateur,

G. BIART.

Un administrateur,

A. BEMELMANS.

Société Immobilière au Kivu « Simak »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Costermansville, Congo Belge.

Siège administratif, 80, rue de la Loi, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 47387.

Constituée suivant acte passé devant Maître VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 10 octobre 1929. Autorisée par Arrêté Royal du 14 novembre 1929 (« Moniteur Belge » du 2-3 décembre 1929, « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929). Statuts modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 novembre 1934, modifications approuvées par Arrêté Royal du 5 décembre 1934 (« Moniteur Belge » du 6 janvier 1935, « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1935). Statuts modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire du 14 mars 1946, modifications approuvées par Arrêté Royal du 8 juillet 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	1.390.333,60	
moins amortissements	1.390.333,60	
		P.M.
Concession de terres		10.000.000,—
Frais de premier établissement	Domaine	
Foncier		3.049.214,60
Bâtiments	10.888.739,94	
moins amortissements	5.090.379,34	
	5.798.360,60	
Réévaluation	4.054.392,53	
		9.852.753,13
Distribution d'eau	5.635.427,97	
moins amortissements	905.532,60	
	4.729.895,37	
Réévaluation	1.329.826,35	
		6.059.721,72
Matériel et Mobilier	1.670.935,75	
moins amortissements	1.670.935,75	
		P.M.
		28.961.689,45

Réalisable :

Marchandises	5.750.383,78	
Débiteurs divers	24.370.156,96	
Portefeuille	451.206,—	
		30.571.746,74

<i>Compte débiteur</i>		1.185.695,08
------------------------------	--	--------------

Disponible :

Banques et Caisses		2.026.994,68
--------------------------	--	--------------

Compte d'ordre :

Garanties statutaires		P.M.
	Fr.	62.746.125,95

Vérifié par le Collège des Commissaires en séance du 14 juin 1949.

PASSIF.

Dette de la société envers elle-même :

Capital	20.000.000,—	
Réserve statutaire	520.923,11	
Fonds de prévision	2.163.814,79	
Amortissements complémentaires (déc. 18-1-1948)	166.199,98	
Plus-value immunisée sur dist. Electricité	1.627.637,85	
Concession et plus-value de réévaluation sur immobilisé	15.384.218,88	
		39.862.794,61

Dette de la société envers les tiers :

Créditeurs divers	5.240.123,33	
Dividendes restant à payer	63.631,22	
		5.303.754,55

<i>Comptes créditeurs</i>		5.388.317,04
---------------------------------	--	--------------

Comptes d'ordre :

Titulaires de cautionnements statutaires		P.M.
--	--	------

Profits et Pertes :

Bénéfice de l'exercice		12.191.259,75
	Fr.	62.746.125,95

Arrêté par le Conseil d'Administration en séance du 8 juin 1949.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

CREDIT.

Amortissements :		
sur Bâtiments	460.334,65	
sur distribution d'eau	281.806,66	
sur Matériel	813.174,07	
		1.555.315,38
Provision pour impôts		3.250.000,—
Solde bénéficiaire		12.191.259,75
	Fr.	16.996.575,13

Vérifié par le Collège des Commissaires en séance du 14 juin 1949.

DEBIT.

Résultats d'exploitation et bénéfices exceptionnels	16.828.767,81
Produits du Portefeuille	167.807,32
	Fr. 16.996.575,13

REPARTITION
(Art. 43 des statuts)

Réserve statutaire	fr.	609.562,99
Dividendes aux actions de capital		6.855.421,69
Dividendes aux parts bénéficiaires		1.951.807,23
Tantièmes au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires		1.058.169,67
Tantièmes au Personnel d'Europe et d'Afrique		1.058.169,67
Au fonds de prévision		658.128,50
	Fr.	12.191.259,75

Arrêté par le Conseil d'Administration en séance du 8 juin 1949.

*Extrait du procès-verbal
de l'Assemblée générale ordinaire du 7 juillet 1949.*

L'Assemblée approuve les Bilan et Compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1948, tels qu'ils ont été dressés par le Conseil d'Administration, et adoptés par le Collège des Commissaires.

L'Assemblée donne décharge de leur gestion, pour l'exercice 1948, aux Administrateurs et Commissaires.

L'Assemblée réélit, en qualité d'Administrateurs, pour un terme nouveau, MM. René Brasseur, Maurice Lefranc, le Baron F. de Menten de Horne, Alfred Moeller de Laddersous.

L'Assemblée réélit, en qualité de Commissaires, pour un terme nouveau, MM. Victor de Bellefroid, et le Baron Adolphe de Cuvelier.

L'Assemblée élit, en qualité de Commissaire, M. Raymond Janssens, en remplacement, et pour achever le mandat de Monsieur Léon Vienne, démissionnaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Marcel Hansen, ingénieur U. I. Lv., 18b, rue Montoyer, Bruxelles.

Administrateurs :

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Bruxelles.

Le Baron André de Broqueville, administrateur de sociétés, 38, rue Joseph II, Bruxelles.

Le Chevalier Demeure, administrateur de sociétés, Château de Groeveld, Grimbergen.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière, à Bruxelles.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 23, Meir, Anvers.

M. Charles Hervy Cousin, avocat honoraire, 69, rue de l'Abbaye, Bruxelles.

M. le Chevalier de Laminne de Bex, administrateur de sociétés, Château de Rotheux-Rimière.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

Le baron Freddy de Menten de Horne, administrateur de sociétés, Rutshuru (Rutshuru) Costermansville, Congo Belge.

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, « La Framboisière », 33, avenue des Mûres, Linkebeek.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Commissaires :

M. Victor de Bellefroid, ingénieur agronome, 51, rue du Parc, Liège.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 45, rue du Luxembourg, à Bruxelles.

Le baron de Cuvelier, secrétaire de sociétés, 3, avenue Centrale, Crainhem.

M. Henri De Raeck, substitut du Procureur général honoraire, 73, avenue du Beau-Séjour, à Uccle.

M. Léon Vienne, docteur en droit, 2, rue du Château Bourlu, Ath.

DELEGUE DU COMITE NATIONAL DU KIVU.

M. Joseph Magotte, directeur général au Ministère des Colonies.

Bruxelles, le 18 juillet 1949.

Certifié conforme.

Le Secrétaire Général,

Ph. LOHEST.

Un administrateur,

Baron A. de BROQUEVILLE.

Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo

Société Anonyme Belge

Siège social : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 12923.

Constitution : le 10 décembre 1888, acte 2507, des 26-27 décembre 1888. Augmentation du capital et modifications aux statuts : actes 304, du 16 février 1890, et n° 1238 du 8 mai 1892. Modifications aux statuts : acte 6161 des 9-10 novembre 1908. Refonte des statuts et prorogation du terme social jusqu'au 10 décembre 1948 : actes n° 632, des 14-15 février 1919 et 850bis, du 28 février 1919. Augmentations du capital et modifications aux statuts : actes n° 11739, du 30 octobre 1926, n° 3993, des 11-12 avril 1927, et n° 6716, du 10 mai 1928. Réduction du capital et modifications aux statuts : acte n° 15026, du 6 novembre 1937. Modifications aux statuts : acte n° 23.157 des 13-14 décembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire au 20 juillet 1949.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, constructions, installations industrielles et plantations en Afrique	50.656.945,70	
Amort. antérieurs 32.171.315,41		
Amort. de l'exerc. 6.793.065,23		
	<u>38.964.380,64</u>	11.692.565,06
Matériel fluvial	3.834.172,15	
Amort. antérieurs 3.472.430,04		
Amort. de l'exerc. 73.111,50		
	<u>3.545.541,54</u>	288.630,61
Matériel et mobilier divers en Afrique	14.493.600,98	
Amort. antérieurs 9.941.302,31		
Amort. de l'exerc. 2.598.667,52		
	<u>12.539.969,83</u>	1.953.631,15

Matériel et mobilier en Europe	209.142,59	
Amort. antérieurs	132.213,69	
Amort. de l'exerc.	76.927,90	
	<u>209.141,59</u>	
		1,—
		<u>13.934.827,82</u>
Réévaluation de l'immobilisé (décret du 6 juillet 1948)		30.362.680,71

B. — Réalisable et disponible :

Marchandises de vente	17.426.076,93	
Produits africains	15.562.255,14	
Magasins d'approvisionnements, comptes de fabrication	19.322.276,95	
Débiteurs et comptes courants débiteurs div.	10.826.513,24	
Caisses et banques	17.342.710,17	
Portefeuille - titres	6.354.240,92	
	<u>86.834.073,35</u>	

C. — Comptes divers :

Comptes de régularisation - Comptes débiteurs	1.432.758,17
---	--------------

D. — Compte d'ordre :

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	Pour mémoire
	<u>Fr. 132.564.340,05</u>

PASSIF.

A. — De la société envers elle-même :

Capital :	
52.500 actions ordinaires sans désignation de valeur nominale	30.000.000,—
Réserve légale	2.570.838,22
Fonds de réserve	13.136.764,57
Fonds d'assurance de la flottille	4.500.000,—
Fonds de renouvellement	10.039.136,69
	<u>60.246.739,48</u>
Plus-value de réévaluation	30.362.680,71
Amortissements sur immobilisé réévalué	6.072.536,14

B. — Envers les tiers sans garanties réelles :

Créditeurs et comptes courants créditeurs divers	9.801.735,28	
Dividendes non réclamés	1.084.024,40	
Versements restant à faire sur participations	65.000,—	
		10.950.759,68

C. — Comptes divers :

Fonds pour investissements en faveur des indigènes	7.844.528,06
Comptes de régularisation - Comptes créditeurs	9.753.135,65

D. — Compte d'ordre :

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	Pour mémoire
---	--------------

E. — Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire	7.333.960,33
	Fr. 132.564.340,05

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	2.280.375,84
Allocation statutaire au fonds du personnel		437.500,—
Amortissements en Europe		76.927,90
Amortissements en Afrique		7.822.587,93
Amortissements sur immobilisé réévalué		3.036.268,07
Fonds d'assurance de la flottille		1.500.000,—
Prévision fiscale		1.700.000,—
Solde bénéficiaire		7.333.960,33
	Fr.	24.187.620,07

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	356.978,13
Résultats des opérations d'Afrique		22.255.545,66
Intérêts, dividendes et bénéfices divers		1.575.096,28
	Fr.	24.187.620,07

REPARTITION DES BENEFICES.

5 % pour dotation de la réserve légale	348.849,11
Réserve pour investissements dans la Colonie	2.363.235,43
Report à nouveau	246.875,79
Dividende de fr. 75,— brut aux 52.500 actions ordinaires	3.937.500,—
Tantièmes statutaires	437.500,—
	Fr. 7.333.960,33

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 20 juillet 1949.*

L'assemblée à l'unanimité :

- 1° approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, ainsi que la répartition des bénéfices;
- 2° donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- 3° réélit M. Louis AHRENS en qualité d'administrateur et M. Joseph GEERINCKX en qualité de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles, président.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle, vice-président.

M. Joseph Van den Boogaerde, administrateur-délégué de la Compagnie du Lomami et du Lualaba, 19, avenue des Phalènes, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Louis Ahrens, administrateur-directeur de la Compagnie du Lomami et du Lualaba, 114, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, administrateur-directeur.

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur-délégué de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, 28, rue du Monastère, Bruxelles.

M. Léon Lippens, docteur en droit, 43, avenue du Bois, Le Zoute-Knocke.

M. Robert Thys, vice-président de la Compagnie des Ciments du Congo, 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Cambier, ingénieur A. I. A., 131, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles, président.

M. Armand Goffin, avocat à la Cour d'Appel, 279, avenue Louise, Bruxelles, commissaire.

M. Joseph Geerinckx, inspecteur général honoraire du Ministère des Colonies, 19, rue Forestière, Bruxelles, commissaires.

Bruxelles, le 20 juillet 1949.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

J. VAN DEN BOOGAERDE.

E. VAN DER STRAETEN.

Administrateur-délégué.

Président.

Compagnie du Lomami et du Lualaba

Société Anonyme

Siège social : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 16.174.

Constitution : le 12 mars 1920, actes n° 3493-3494, des 5-6-7 avril 1920. Augmentation du nombre des actions de dividende contre apports, acte n° 4751, du 1^{er} mai 1920. Modification rectificative aux statuts : acte n° 1773, du 26 février 1921. Augmentation du capital et modifications aux statuts : actes n° 9592, du 12 août 1926; n° 630 du 15 janvier 1928. Modifications aux statuts : actes n° 2147, du 22 février 1929; n° 10625, du 25 juin 1936. Augmentation du capital et modifications aux statuts : actes n° 675, du 22 janvier 1937; n° 6322 des 14-15 avril 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juillet 1949.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, constructions, installations industrielles, plantations en Afrique	39.218.750,25	
Amort. antérieurs 17.213.740,86		
Amort. de l'exerc. 9.630.754,34		
	<u>26.844.495,20</u>	12.374.255,05
Matériel fluvial	4.257.491,88	
Amort. antérieurs 1.968.336,03		
Amort. de l'exerc. 549.173,56		
	<u>2.517.509,59</u>	1.739.982,29
Matériel et mobilier divers en Afrique	17.613.844,54	
Amort. antérieurs 7.611.331,38		
Amort. de l'exerc. 2.284.059,71		
	<u>9.895.391,09</u>	7.718.453,45
Matériel et mobilier en Europe	223.338,17	
Amort. antérieurs 144.263,27		
Amort. de l'exerc. 79.073,90		
	<u>223.337,17</u>	1,—
		<u>21.832.691,79</u>

Réévaluation de l'immobilisé (décret du 6 juillet 1948) 32.762.158,86

B. — Réalisable et disponible :

Marchandises de vente	13.876.008,66	
Produits africains	14.819.369,12	
Magasins d'approvisionnements, compte de fabrication	17.715.063,44	
Débiteurs et débiteurs en comptes courants	28.923.514,77	
Caisses et banques	15.328.528,22	
Portefeuille - titres	41.143.504,56	
		<u>131.805.988,77</u>

C. — Comptes divers :

Comptes de régularisation - Comptes débiteurs 2.107.226,20

D. — Compte d'ordre :

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires Pour mémoire

Fr. 188.508.065,62

PASSIF.

A. — De la société envers elle-même :

Capital :

105.000 parts sociales sans désignation de valeur	fr. 65.000.000,—	
Réserve légale	3.805.066,03	
Fonds de réserve	25.600.000,—	
Fonds d'assurance de la flottille	4.000.000,—	
Fonds de renouvellement	8.408.032,40	
		<u>106.813.098,43</u>
Plus-value de réévaluation	32.762.158,86	
Amortissements sur immobilisé réévalué	8.190.539,70	

B. — Envers les tiers sans garanties réelles :

Créditeurs et créditeurs en comptes courants	8.311.980,34	
Dividendes non réclamés	1.252.108,81	
Versements restant à faire sur participations	40.000,—	
		<u>9.604.089,15</u>

C. — Comptes divers :

Fonds de Welfare et de prévision pour impôts de guerre	9.354.892,76
Comptes de régularisation - Comptes créditeurs	10.691.554,10

D. — Compte d'ordre :

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires	Pour mémoire
---	--------------

E. — Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire	11.091.732,62
--------------------------	---------------

Fr. 188.508.065,62

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr. 2.545.273,62
Allocation statutaire au fonds du personnel	702.812,—
Amortissements en Europe	79.073,90
Amortissements en Afrique	6.249.341,98
Amortissements sur immobilisé réévalué	3.276.215,88
Amortissements sur portefeuille	90.000,—
Fonds d'assurance de la flottille	1.500.000,—
Frais échange des titres	143.229,85
Prévision fiscale	3.300.000,—
Solde bénéficiaire	11.091.732,62

Fr. 28.977.679,85

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr. 143.280,54
Résultats des opérations d'Afrique	25.932.856,20
Intérêts, dividendes et bénéfices divers	2.901.543,11

Fr. 28.977.679,85

REPARTITION DES BENEFICES.

5 % pour dotation de la réserve légale	fr. 547.422,60
Réserve pour investissements dans la Colonie	2.900.000,—
Report à nouveau	616.190,02
Dividende de fr. 60,241 brut aux 105.000 parts sociales	6.325.308,—
Tantièmes statutaires	702.812,—
	Fr. 11.091.732,62

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal
de l'Assemblée Générale ordinaire du 20 juillet 1949.*

L'assemblée à l'unanimité :

- 1° approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, ainsi que la répartition des bénéfices;
- 2° donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- 3° réélit MM. Edgar VAN DER STRAETEN et Joseph VAN DEN BOOGAERDE en qualité d'administrateurs et M. José baron de Crombrughe de Looringhe en qualité de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles, président.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle- vice-président.

M. Joseph Van den Boogaerde, administrateur-délégué de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo, 19, avenue des Phalènes, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Louis Ahrens, administrateur-directeur de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo, 114, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, administrateur-directeur.

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur-délégué de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, 28, rue du Monastère, Bruxelles.

M. Léon Lippens, docteur en droit, 43, avenue du Bois, Le Zoute-Knocke.

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 33, avenue des Mûres, Linkebeek.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jules Pilate, candidat-notaire, 74, avenue du Prince de Ligne, Uccle, président.

M. José Baron de Crombrugghe de Looringhe, administrateur-directeur de la Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, 57, Witherendreef, Notre-Dame-aux-Bois, commissaire.

M. Jules Vanderhallen, commissaire de District honoraire du Congo Belge, 108, avenue Edm. Parmentier, Woluwe-Saint-Pierre, commissaire.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.

M. Joseph Geerinckx, Inspecteur général honoraire du Ministère des Colonies, 19, rue Forestière, Bruxelles.

Bruxelles, le 20 juillet 1949.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

J. VAN DEN BOOGAERDE.

Administrateur-délégué.

E. VAN DER STRAETEN.

Président.

Plantations Tabacongo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Anvers, 32, Longue rue de l'Hôpital.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 94.406.

Autorisée par arrêté du Régent du 15 février 1946.

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 9 mars 1946 (n° 3021) et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1946 (p. 227).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé	fr.	6.181.966,99
Réalisable et disponible		1.325.498,07
Comptes divers		47.809,—
Pertes		1.905.550,83
	Fr.	<u>9.460.824,89</u>

PASSIF

Non exigible	fr.	6.009.108,79
Exigible		3.438.716,10
Comptes divers		13.000,—
	Fr.	<u>9.460.824,89</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Report antérieur	fr.	947.415,90
Frais généraux et divers		598.608,53
Amortissements		558.183,33
	Fr.	<u>2.104.207,76</u>

CREDIT

Exploitation	fr.	198.656,93
Perte de l'exercice	958.134,93	
Pertes antérieures	947.415,90	
		1.905.550,83
	Fr.	2.104.207,76

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 7 JUIN 1949

L'assemblée approuve les rapports des administrateurs et commissaire ainsi que les bilan et compte de pertes et profits de l'exercice social 1948. Elle donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Henry C. Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue della Faille, 40, Anvers. — Président.

M. Georges Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue Gabrielle 10, Brasschaet.

M. Jacques van Zuylen, ingénieur civil des mines, Château Botermelk, Schoten.

M. Paul Vander Elst, administrateur de sociétés, avenue della Faille, 42, Anvers.

M. Maurice Hoornaert, docteur en droit, avenue des Anciens Combattants, 16, Vriesdonck-Brasschaet.

COMMISSAIRE

M. Emile Hiroux, inspecteur comptable, rue de l'Orme, 65, Bruxelles.

Certifié conforme.

Le Président,

(s.) H. C. VANDER ELST

Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Biaro (District de Stanleyville).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8546.

Constituée le 1^{er} décembre 1925, approuvée par arrêté royal du 2 février 1926.

Statuts et modifications publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 mars 1926, 15 mai 1928, 15 avril 1935, 15 septembre 1937 et 15 octobre 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du
14 juillet 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

Plantations, constructions, routes.	fr.	23.563.837,—	
Nouvelles immobilisations.		1.739.482,—	
		25.303.319,—	
Amortissem. antérieurs		20.236.225,—	
Amortissements 1948.		941.559,—	
		21.177.784,—	
			4.125.535,—
Matériel, outillage, mobilier		2.207.375,—	
Nouvelles immobilisations		174.319,—	
		2.381.694,—	
Amortissem. antérieurs		2.207.374,—	
Amortissements, 1948		74.320,—	
		2.281.694,—	
			100.000,—
			4.225.535,—

II. — Réalisable :

Portefeuille titres.		158.500,—
Stock produits		4.965.968,—

Magasins marchandises	1.943.345,—	
Débiteurs divers	1.070.876,—	
		8.138.689,—

III. — *Disponible :*

Banques, caisses, chèques postaux	7.655.154,—
---	-------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 20.019.378,—

PASSIF

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 25.000 actions de fr. 300. . . fr.	7.500.000,—	
Réserve statutaire.	750.000,—	
Fonds de prévision	2.217.536,—	
Fonds de renouvellement du matériel. . .	1.459.574,—	
		11.927.110,—

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Actionnaires	51.700,—	
Dividendes à payer	56.228,—	
Créditeurs divers.	3.960.456,—	
		4.068.384,—

III. — *Divers :*

Fonds social personnel indigène	1.101.000,—	
Comptes créditeurs	1.699.556,—	
		2.800.556,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires.	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats en cours	pour mémoire

V. — *Profits et pertes :*

Solde reporté 1947	71.897,—	
Bénéfice 1948	1.151.431,—	
		1.223.328,—
		Fr. 20.019.378,—

PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais financiers	fr.	21.238,—
Frais généraux		1.036.992,—
Amortissements :		
Sur constructions.	841.241,—	
Sur routes	100.318,—	
Sur matériel	74.320,—	
		<u>1.015.879,—</u>
Solde bénéficiaire		1.223.328,—
	Fr.	<u><u>3.297.437,—</u></u>

CREDIT

Solde reporté 1947	fr.	71.897,—
Revenus financiers		91.870,—
Solde exploitation		<u>3.133.670,—</u>
	Fr.	<u><u>3.297.437,—</u></u>

SITUATION DU CAPITAL

Capital complètement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES, TENUE LE 14 JUILLET 1949

Résolution.

L'assemblée réélit à l'unanimité pour un terme de six ans, Monsieur Pierre Miny, en qualité d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. le Comte Maurice Lippens, docteur en droit, 1, square du Val de la Cambre, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 33, avenue des Mûres, Uccle-Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. E. J. H. Mertens, industriel, 7, avenue de Foestraete, Uccle.

Administrateurs :

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, avocat honoraire, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. Auguste Gerard, administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles.

M. Charles Hallez, chef de service à la « Forminière », 111, avenue Minerve, Forest.

M. Georges Levis, industriel, 146, boulevard Aug. Reyers, Bruxelles.

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue J.-B. Meunier, Bruxelles.

M. Louis Ahrens, administrateur de sociétés, 192, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Lambert.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. André De Cock, administrateur de sociétés, 5, place du Champ de Mars, Bruxelles.

M. Alfred Buysse, avocat, 108, chaussée de Termonde, Gand.

M. Léon Hermans de Heel, ingénieur, 16, rue Baron de Castro, Etterbeek.

M. Jean Meily, expert comptable, 11, avenue Jules Malou, Etterbeek.

Le Président,

(s.) Comte LIPPENS

Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, en abrégé « Simkat »

Société Anonyme

Siège social : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 2839.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1910, n°6893 — année 1911, n° 770 — année 1913, n° 4327, 4420bis, 8752 — année 1915, n° 1390 — année 1928, n° 113 — année 1934, n° 8054.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 juillet 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Frais de constitution.	fr.	1,—
Dépenses de recherches minières.	497.155,73	
Amortissements de l'exercice.	497.154,73	
		1,—
Terrains et immeubles en Afrique		1,—
Machines et appareils en Afrique		1,—
Petit matériel et outillage.	18.925,40	
Amortissements de l'exercice	18.924,40	
		1,—
Mobilier	70.738,70	
Réalisé au cours de l'exercice	4.500,—	
Amortissem. de l'exercice.	66.237,70	
	70.737,70	1,—

Disponible :

Caisses, banques et chèques postaux	443.100,95
---	------------

Réalizable :

Portefeuille et participations.	61.051.672,48	
Marchandises en magasin.	462.871,71	
Débiteurs divers	110.505,50	
		61.625.049,69

Comptes débiteurs :

Cautions et garanties.	5.550,—	
Dividende à recevoir de « Sermikat ». . .	7.702.078,95	
	<u> </u>	7.707.628,95

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
		<u>Fr. 69.775.785,59</u>

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital représenté par :

200.000 actions de capital de fr. 100 fr.	20.000.000,—	
18.000 tiers actions de dividende . . .	pour mémoire	
	<u> </u>	20.000.000,—

Réserves :

Prime sur émission	1.835.000,—	
Légale	2.000.000,—	
Spéciale	9.000.000,—	
	<u> </u>	12.835.000,—

Dettes de la Société envers des tiers :

Dividendes non encaissés.	2.494.340,63	
Créditeurs divers.	16.243.810,13	
Versements à effectuer sur portefeuille .	24.000,—	
	<u> </u>	18.762.150,76

Comptes créditeurs :

Prévisions fiscales	1.410.501,—	
-------------------------------	-------------	--

Profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice.	16.768.133,83	
---------------------------------	---------------	--

Compte d'ordre :

Déposants de titres	pour mémoire	
		<u>Fr. 69.775.785,59</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Charges financières	fr.	398.393,98
Impôts sur bénéfice exercice 1946		1.681.600,—
Amortissements :		
Sur dépenses de recherches minières	497.154,73	
Sur petit matériel et outillage.	18.924,40	
Sur mobilier	66.237,70	
		<u>582.316,83</u>
Bénéfice net		16.768.133,83
	Fr.	<u><u>19.430.444,64</u></u>

CREDIT

Solde reporté de 1947	fr.	983.090,05
Revenus du portefeuille	6.057.732,30	
Dividende à recevoir de « Sermikat ».	7.702.078,95	
		<u>13.759.811,25</u>
Cession de gisements à « Sermikat »	2.800.000,—	
Ristourne sur taxe immobilière 1947	1.038.482,—	
Profits industriels et divers	849.061,34	
	Fr.	<u><u>19.430.444,64</u></u>

REPARTITION DU BENEFICE

Premier dividende de fr. 5 brut aux 200. act. de cap.	fr.	1.000.000,—
Tantièmes statutaires.	1.749.114,—	
Second dividende de fr. 37,1686 brut aux 200.000 actions de capital	7.433.734,50	
Dividende de fr. 137,6618 brut aux 18.000 tiers d'actions de dividende	2.477.911,50	
		<u>11.660.760,—</u>
Réserve spéciale	2.165.000,—	
Solde à reporter		1.942.373,83
	Fr.	<u><u>16.768.133,83</u></u>

Soit :

dividende de fr. 42,1686 brut (ou 35 francs net) aux 200.000 actions de capital;

dividende de fr. 137,6618 brut (ou 114 fr. 26 net) aux 18.000 tiers d'actions de dividende.

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

RESOLUTIONS

L'assemblée à l'unanimité :

- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948 par un vote spécial;
- réélit Monsieur Sengier, Edgar, en qualité d'administrateur.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, Président de la « Société des Ciments du Katanga », 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Georges Raskin, ingénieur, Administrateur-Délégué de la « Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga », 38, avenue du Parc de Wcluwe, Auderghem.

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Edgard Larielle, ingénieur, Administrateur-Directeur des « Ciments du Katanga », 52, avenue Emile Duray, Ixelles.

M. Ivan de Magnée, ingénieur géologue, 72, avenue de l'Hippodrome, Ixelles.

M. le Comte Maurice Lippens, Président de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Pierre Orts, Président de la « Compagnie Financière Africaine », 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Edgar Sengier, ingénieur, Directeur de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Edgar van der Straeten, Administrateur-Directeur de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Commissaires :

M. Camille Gréant, agent de change, 133, rue Froissard, Bruxelles.

M. Alfred Nyst, ingénieur, 18, avenue Van Becelaere, Boitsfort.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

DELEGUE DU « COMITE SPECIAL DU KATANGA »

M. Edouard De Jonghe, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, 38, rue Frédéric Pelletier, Bruxelles.

Les Administrateurs :

(s.) V. BRIEN — (s.) G. RASKIN — (s.) E. LARIELLE — (s.) A. BEMELMANS — (s.) Comte M. LIPPENS — (s.) E. SENGIER — (s.) I. de MAGNEE — (s.) P. ORTS.

Les Commissaires :

(s.) C. GREANT — (s.) A. NYST — (s.) G. PERIER.

Bruxelles, le 22 juillet 1949.

Pour copie conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) E. LARIELLE

(s.) G. RASKIN

**Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga,
en abrégé « Trabeka »**

Société congolaise à responsabilité limitée

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 2000.

Actes constitutifs publiés :

1°) Aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1924, n° 9336 —
année 1925, n° 9245 — année 1926, n° 11.743 — année 1927, n° 14.212 —
année 1928, n° 11.893.

2°) Aux annexes aux « Bulletin Officiel du Congo Belge » : années
1924, 1925, 1926, 1927 et 1928.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 13 juillet 1949.

ACTIF

Immobilisé :

Terrains et constructions	12.890.879,31		
Amortissements . . .	— 4.493.909,02	8.396.970,29	
Machines et appareils. .	10.352.667,31		
Amortissements . . .	— 3.590.939,75	6.761.727,56	
Petit matériel et outillage.	1.549.556,46		
Amortissements . . .	— 1.549.555,46		1,—
Mobilier	3.728.346,59		
Amortissements . . .	— 3.728.345,59	1,—	
		15.158.699,85	
Outillage et bâtiments in-			
dustriels y assimilés			
(réévaluation) . . .	30.596.148,—		
Amortissements . . .	— 5.458.624,20	25.137.523,80	
			40.296.223,65

Disponible :

Caisses, banques et chèques postaux 16.585.166,12

Réalisable :

Approvisionnements en magasins et en cours de route.	28.960.947,31	
Produits fabriqués en stock	4.087.355,99	
Débiteurs divers	33.959.604,10	
Portefeuille	30.735.855,54	
		97.743.762,94

Divers :

Dépenses engagées	20.472.973,12	
Comptes débiteurs	5.192.090,51	
		25.665.063,63

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
		Fr. 180.290.216,34

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital représenté par 34.125 actions (dont 1625 attri- buées à l'Etat Belge conformément à la loi du 17 oc- tobre 1945)	fr. 16.250.000,—	
Réserve statutaire	1.625.000,—	
Réserve spéciale	4.000.000,—	
Ristourne impôt sur le capital.	1.308.381,20	
Provision pour maintien des stocks	2.978.261,—	
Plus-value de réévaluation de l'outillage et des bâtiments industriels y assimilés (loi 1926)	1.050.409,73	
Idem (loi 1947)	30.596.148,—	
		41.558.199,93

Dettes de la Société envers les tiers :

Versements restant à effectuer sur porte- feuille.	972.400,—	
Dividendes non encaissés.	10.624.710,74	
Banquiers créditeurs.	11.537.538,02	
Créditeurs divers.	59.087.887,28	
		82.222.536,04

Divers :

Comptes créditeurs (provisions diverses) 23.910.911,98

Profits et pertes :

Bénéfice net 16.348.568,39

Compte d'ordre :

Déposants de titres pour mémoire
Fr. 180.290.216,34

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Intérêts, change et charges financières fr. 98.759,29
Amortissements sur immobilisations 5.239.704,50
Bénéfice net 16.348.568,39
Fr. 21.687.032,18

CREDIT

Solde reporté de l'exercice 1947 fr. 2.133.691,46
Résultats d'exploitation sur chantiers, fabrication et divers 18.629.206,02
Revenus du portefeuille 924.134,70
Fr. 21.687.032,18

REPARTITION DES BENEFICES

Réserve spéciale fr. 14.000.000,—
Report à nouveau 2.348.568,39
Fr. 16.348.568,39

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE

L'assemblée à l'unanimité donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948 par un vote spécial.

LISTE DES
ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, Président de la « Société des Ciments du Katanga », 45, rue du Pépin à Bruxelles.

Vice-Président et Administrateur-Délégué :

M. Edgard Larielle, ingénieur, Administrateur-Directeur de la « Société des Ciments du Katanga », 52, avenue Emile Duray à Ixelles.

Administrateur-Directeur :

M. Henri Vander Borgh, ingénieur, 10, place Constantin Meunier à Forest.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur, administrateur de sociétés, 24, avenue Hamoir à Uccle.

M. Arthur Bemelmans, Directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise à Bruxelles.

M. Jules Cousin, ingénieur, « La Roseraie », boulevard Elisabeth, à Elisabethville (Congo Belge).

M. Edgar Sengier, ingénieur, Directeur de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine à Ixelles.

Commissaires :

M. Racul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus à Bruxelles.

M. Georges Raskin, ingénieur, Administrateur-Délégué de la « Société Belge Industrielle et Minière du Katanga », 38, avenue du Parc de Woluwe à Auderghem.

M. Jules Pilate, sous-directeur de banque, 74, avenue du Prince de Ligne à Uccle.

Les Administrateurs :

(s.) V. BRIEN — (s.) E. LARIELLE — (s.) H. VANDER BORGH
(s.) A. BEMELMANS — (s.) E. SENGIER.

Les Commissaires :

(s.) R. DEPAS — (s.) J. PILATE — (s.) G. RASKIN.

Bruxelles, le 22 juillet 1949.

Pour copie conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) H. VANDER BORGH

(s.) E. LARIELLE

Ciments du Katanga, en abrégé « Cimenkat »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Actes constitutifs publiés :

1) Aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1922, n° 4701 — année 1924, n° 12.703 — année 1927, n° 3786 — année 1928, n° 423 — année 1935, n° 1193 — année 1947, n° 16.561 — année 1948, n° 16.980.

2) Aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » : années 1922, 1924, 1927, 1928, 1935, 1947 et 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juillet 1949

ACTIF

Immobilisé :

Apports fr.	2.000.000,—	
Amortissements	1.999.999,—	
		1,—
Frais de constitution.		1,—
Terrains et constructions.	27.402.152,64	
Réévaluation au 30-6-1926	3.027.489,33	
Réévaluation au 31-12-46	15.392.890,13	
	45.822.532,10	
Amortissem. à ce jour . —	26.171.933,65	
		19.650.598,45
Machines et appareils	50.099.996,03	
Réévaluation au 30-6-26	5.576.174,75	
Réévaluation au 31-12-46	34.710.511,72	
	90.386.682,50	
Amortissem. à ce jour . —	42.914.756,72	
		47.471.925,78
Petit matériel et outillage	3.177.709,42	
Réévaluation au 30-6-26	40.640,28	
	3.218.349,70	
Amortissem. à ce jour . —	3.218.348,70	
		1,—

Mobilier	2.244.844,73	
Amortissem. à ce jour	— 2.244.843,73	
		1,—
Pièces de rechange	6.656.485,11	
Amortissem. à ce jour	— 2.905.831,96	
		3.750.653,15
Exploitation agricole	97.190,61	
Amortissem. à ce jour	— 97.189,61	
		1,—
		70.873.182,38

Disponible :

Caisses, banques et comptes chèques postaux.	25.534.038,65
--	---------------

Réalisable :

Marchandises en magasin et en cours de route	36.493.671,98	
Portefeuille	27.955.401,35	
Débiteurs divers	62.964.479,25	
		127.413.552,58

Divers :

Avances sur commandes de matériel	4.619.622,20	
Comptes débiteurs divers.	59.007,32	
		4.678.629,52

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
		Fr. 228.499.403,13

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : représenté par 56.000 de fr. 2.500	fr. 140.000.000,—
Réserve statutaire	3.273.619,15

Dettes de la Société envers les tiers :

Dividendes non encaissés.	1.983.005,—	
Créditeurs divers.	21.258.090,87	
Versements à effectuer sur portefeuille	416.000,—	
		23.657.095,87

Divers :

Comptes créditeurs divers	27.376.147,09
-------------------------------------	---------------

Pertes et profits :

Bénéfice net 34.192.541,02

Compte d'ordre :

Déposants titres (cautionnements statutaires) pour mémoire

Fr. 228.499.403,13

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Amortissements :

Sur immobilisations fr.	14.840.658,24	
Sur portefeuille	750,—	
		14.841.408,24
Prévision fiscale.		5.000.000,—
Bénéfice net		34.192.541,02
		Fr. 54.033.949,26

CREDIT

Solde reporté de l'exercice précédent. fr.	2.671.106,04
Bénéfice d'exploitation	46.205.966,34
Revenus du portefeuille	4.103.865,80
Change et intérêts	1.053.011,08
	Fr. 54.033.949,26

REPARTITION DES BENEFICES

Réserve statutaire fr.	1.576.071,75
Dividende de fr. 400 net aux 56.000 actions	22.400.000,—
Taxe mobilière de 17 %	4.587.951,80
Tantièmes statutaires	2.998.661,20
Solde à reporter	2.629.856,27
	Fr. 34.192.541,02

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

RESOLUTIONS

L'assemblée à l'unanimité :

- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948, par un vote spécial;
- réélit Monsieur Larielle, Edgard, en qualité d'administrateur et Monsieur de Béco, Lucien, en qualité de commissaire;
- laisse le soin au Conseil d'administration de fixer la date de mise en paiement du dividende.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, Président de la « Société Belge Industrielle et Minière du Katanga », 45, rue du Pépin à Bruxelles.

Vice-Président :

M. Arthur Bemelmans, Directeur de la Société Générale de Belgique », 397, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

M. Edgard Larielle, ingénieur, Vice-Président de la « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga », 52, avenue Emile Duray à Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur, administrateur de sociétés, 24, avenue Hamoir à Uccle.

M. René Coppée, ingénieur, 32, avenue Armand Huysmans à Ixelles.

M. Louis Cousin, ingénieur, 31, rue Gallait à Bruxelles III.

M. Paul Gillet, Directeur de la Société Générale de Belgique, 45, rue Edmond Picard à Uccle.

M. Edgar Sengier, ingénieur, Directeur de la Société Générale de Belgique, 24, avenue Ernestine à Ixelles.

M. Léon Sindic, ingénieur, à Moirivais (Olne) par Nessonvaux.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables à Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Lucien de Béco, docteur en droit, 49, avenue Général de Gaulle à Ixelles.

M. Henri Vander Borgh, ingénieur, 10, place Constantin Meunier à Forest.

M. Fred Van der Linden, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley à Bruxelles.

Administrateurs :

(s.) V. BRIEN — (s.) A. BEMELMANS — (s.) E. LARIELLE —
(s.) R. COPPEE — (s.) P. GILLET — (s.) L. SINDIC.

Commissaires :

(s.) L. de BECO — (s.) H. VANDER BORGHT — (s.) F. VAN DER
LINDEN.

Bruxelles, le 22 juillet 1949.

Pour copie conforme,

Deux Administrateurs,

(s.) R. COPPEE

(s.) E. LARIELLE

Union Nationale des Transports Fluviaux « Unatra »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 25, avenue Marnix.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 1100.

BILAN — RESOLUTIONS

Constituée à Bruxelles, le 30 mars 1925, et autorisée par arrêté royal du 16 avril 1925, statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », n° 4bis, du 16 avril 1925, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 juin 1925, acte n° 7707.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

1°) Suivant acte du 5 mai 1927, approuvée par arrêté royal du 2 juin 1927, et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1927, n° 6 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 23-24 mai 1927, acte numéro 7124.

2°) Suivant acte du 30 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 14 août 1928 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1928, n° 8, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 août 1928, acte n° 12.071.

3°) Suivant acte du 14 octobre 1930, approuvé par arrêté royal du 14 novembre 1930 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1930, n° 12, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 27 novembre 1930, acte n° 16.565.

4°) Suivant acte du 9 octobre 1934, approuvé par arrêté royal du 29 octobre 1934 et acte du 13 décembre 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1934, n° 11 et 15 février 1935, n° 2, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » des 26 octobre 1934, acte n° 13.535 et 8 février 1935, acte n° 1176.

5°) Suivant acte du 15 juillet 1936, approuvé par arrêté royal du 31 juillet 1936 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1936, n° 8, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 10-11 août 1936, acte n° 12.542.

Suivant acte du 12 février 1946, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 6 mars 1946, acte n° 2868.

6°) Suivant acte du 12 février 1946, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1946, n° 3, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge », du 6 mars 1946, acte n° 2868.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

ACTIF

Immobilisé :

Immeuble à Bruxelles.	fr.	1.035.000,—	
Amortissements antérieurs		435.000,—	
			600.000,—

Réalisable :

Fonds publics et titres avec garantie de la Colonie	22.109.844,47	
Portefeuille titres	10.000.000,—	
Intérêts à recevoir	292.953,61	
		32.402.798,08

Disponible :

Banques et caisse	8.114.935,60
-----------------------------	--------------

Débiteurs divers :

Prêt à court terme	5.000.000,—
Cession à la Colonie	76.618.490,60

A déduire :

Treize annuités des exercices antérieurs	24.901.006,—	
Annuité 1/40 ^{me} exercice 1948	1.915.462,—	
		26.816.468,—
		49.802.022,60

Emprunt obligataire pris en charge par la Colonie.	60.000.000,—	
A déduire :		
Quatorze annuités 1/40 ^{me} chacune.	21.000.000,—	39.000.000,—
Colonie : primes et redevances exercice 1948	6.382.812,41	
Dont à déduire d'après l'article 4, litt. a) de la convention du 22 juin 1936 :		
Intérêts 4 % sur treize annuités de cession	996.040,24	5.386.772,17
Autres débiteurs.		22.167,70
<i>Divers :</i>		
Comptes débiteurs		4.200,—
<i>Compte d'ordre :</i>		
Garantie statutaires		pour mémoire
		<u>Fr. 140.332.896,15</u>

PASSIF

Envers la Société :

Capital fr.	70.000.000,—	
(divisé en 140.000 actions de capital).		
Dont à déduire d'après l'article 5 des statuts : 45.500 actions amorties, sorties aux treize tirages	22.750.000,—	47.250.000,—
Actions de dividende : en échange des 45.500 actions de capital amorties		pour mémoire
Réserve statutaire	5.926.029,40	
Réserve spéciale indisponible.	6.000.000,—	
Réserve extraordinaire	13.889.473,85	
Réserve pour moins-value sur fonds publics	3.046.452,85	28.861.956,10
Fonds de pension du personnel		2.741.810,45
Emprunt obligataire	60.000.000,—	

A déduire :	
Amortissement de 42.000 obligations amorties par tirages au sort	21.000.000,—
	39.000.000,—
Actions de jouissance : en échange des 42.000 obligations amorties pour mémoire	
<i>Envers les tiers :</i>	
Actions et obligations à rembourser	4.639.688,48
Coupons échus et non encore présentés	2.654.412,—
Créditeurs divers.	162.428,56
	7.456.529,04
<i>Divers :</i>	
Comptes créditeurs et provisions pour éventualités di- verses	8.377.673,05
<i>Compte d'ordre :</i>	
Déposants statutaires. pour mémoire	
<i>Résultat :</i>	
Solde.	6.644.927,51
	Fr. 140.332.896,15

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948

DEBIT

Frais généraux d'administration. fr.	808.169,78
Versements pour Sécurité sociale.	73.027,44
Impôts taxes.	57.154,30
Dépenses extraordinaires.	26.334,—
Intérêts à 4 % l'an du 1 ^{er} janvier 1948 au 15 février 1948 bonifiés aux 3500 actions de capital sorties au 12 ^{me} tirage.	8.750,—
Taxe mobilière sur les intérêts bonifiés aux actions de capital remboursables au 12 ^{me} tirage	16.129,51
Intérêts 4 % l'an de l'année 1948 à bonifier aux 3500 actions de capital sorties au 13 ^{me} tirage	70.000,—
Amortissement sur portefeuille titres.	200.000,—
Provision fiscale.	800.000,—

Service financier de l'emprunt obligataire à charge de la Colonie :

Intérêts annuels 4 % à 80.624 obligations	1.612.480,—	
Intérêts annuels 6 % à 376 obligations	11.280,—	
	<u>1.623.760,—</u>	
Obligations à amortir annuellement	1.500.000,—	3.123.760,—
Solde bénéficiaire.		6.644.927,51
	Fr.	<u><u>11.828.252,54</u></u>

CREDIT

Primes sur recettes exploitation fluviale « Otraco ». fr.	2.399.999,91	
Redevances sur tonnages kilométriques	3.982.812,50	
	<u>6.382.812,41</u>	
Déduction contractuelle	996.040,24	5.386.772,17
Reliquat primes et redevances 1946		143.819,05
Service financier de l'emprunt obligataire à charge de la Colonie :		
Intérêts annuels 4 % sur fr. 40.312.000	1.612.480,—	
Intérêts annuels 6 % sur fr. 188.000	11.280,—	
Obligations à amortir annuellement	<u>1.500.000,—</u>	3.123.760,—
Intérêts sur fonds publics		947.693,65
Intérêts et commissions		168.432,65
Recettes diverses.		<u>2.057.775,—</u>
	Fr.	<u><u>11.828.252,54</u></u>

REPARTITION BENEFICIAIRE

Bénéfice distribuable. fr.	6.644.927,51	
10 % superdividende aux 78.000 obligations et aux 42.000 actions de jouissance	664.492,75	664.492,75
	<u>5.980.434,76</u>	

6 % aux 94.500 actions de capital	2.835.000,—	2.835.000,—
	3.145.434,76	
10 % au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires		
sur fr. 3.145.434,76	314.543,47	314.543,47
	2.830.891,29	
De ce solde :		
80 % superdividende aux 94.500 actions de capital et aux 45.000 actions de dividende		2.264.713,03
20 % superdividende aux 78.000 obligations et aux 42.000 actions de jouissance		566.178,26
	Fr.	<u>6.644.927,51</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 6 JUILLET 1949

Première résolution.

L'assemblée après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, et décide d'en répartir le solde bénéficiaire se montant à 6.644.927 fr. 51.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution.

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

Les administrateurs qui détiennent des mandats dans d'autres sociétés se sont abstenus dans les décisions pouvant avoir des intérêts opposés à ceux de l'« Unatra ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil :

M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, 51, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateur-Délégué :

M. Georges Mortehan, inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, 260, avenue d'Auderghem, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Joseph Beernaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 32, avenue des Lutins, Sainte-Idesbalde (Koxyde).

M. Maurice Blanquet, Vice-Président de l'« Interfina », 66, rue de la Tenderie, Boitsfort.

M. Célestin Camus, Administrateur-Directeur général de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », 28, rue Lesbroussart, Ixelles.

M. Egide Devroey, ingénieur en chef honoraire de la Colonie, 43, rue Jourdan, Saint-Gilles.

M. Augustin Ficq, avocat, 5, avenue Quentin Metsys, Anvers.

M. Robert Haerens, ingénieur civil, 384, avenue Brugmann, Uccle.

M. Fernand Nisot, Administrateur-Délégué de la « Compagnie des Ciments du Congo », 15, rue d'Edimbourg, Ixelles.

M. Pierre Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. J. W. de Jager, Directeur de la « Nieuwe Afrikaanse Handelsvenootschap », 101, Westersingel, Rotterdam.

M. Henri-Emile Vander Cruycken, agent de change agréé honoraire près la Bourse de Bruxelles, 25, avenue Slegers, Bruxelles.

M. Jean-Henri Van Riel, ancien fonctionnaire colonial, 140, rue Beliard, Bruxelles.

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

Pour extrait conforme.

UNION NATIONALE DES TRANSPORTS FLUVIAUX

L'Administrateur-Délégué,

(s.) G. MORTEHAN

Le Président du Conseil,

(s.) G. OLYFF

Union Nationale des Transports Fluviaux « Unatra »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 25, avenue Marnix.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 1100.

RESOLUTIONS

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 6-7-1949.

Troisième résolution.

Le mandat de Monsieur Nisot, administrateur est renouvelé pour une période de cinq ans. Ce mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1954.

Le mandat de Monsieur Cito, administrateur décédé est laissé provisoirement vacant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution.

L'assemblée décide que le capital sera réduit d'une somme égale au montant nominal des actions de capital sorties au tirage au sort de ce jour, soit un million sept cent cinquante mille francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

Pour extrait conforme.

UNION NATIONALE DES TRANSPORTS FLUVIAUX

L'Administrateur-Délégué,

(s.) G. MORTEHAN

Le Président du Conseil,

(s.) G. OLYFF

Compagnie du Chemin de Fer du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga — Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 25, avenue Marnix.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 19.788.

—

Créée par décret du Roi-Souverain en date du 11 mars 1902, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo », n° 5 et 6, 18^{me} année, mai-juin 1902.

Modifications des statuts approuvées par les arrêtés royaux des 13 mars 1909, 12 avril 1911, 25 janvier 1920, 15 février 1923, 22 avril et 20 juillet 1924, 18 juin 1929 et 26 janvier 1948, publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 10 avril 1909, 2 mai 1911, 15 février 1920, 15 février et 15 août 1923, 15 mai et 15 août 1924, 15 juillet 1929 et 15 février 1948, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » des 10-11 juin 1929 et des 16-17 février 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 juillet 1949.

ACTIF

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr. 585.118,278,—	
Moins amortissements	29.086.790,—	
		556.031.488,—
Mobilier et matériel de bureau		1,—

II. — Disponible :

Caisses et banques à Bruxelles	774.959,—
--	-----------

III. — Réalisable :

Participations	12.250.001,—
Portefeuille amortissement premier établissement	26.725.003,—
Portefeuille pensions du personnel	66.204.448,—
Portefeuille placements temporaires	104.557.561,—
Débiteurs divers.	527.176.413,—
Approvisionnements	207.319.780,—

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs 29.409.893,—

V. — *Compte d'ordre* :

Dépôts des cautionnements statutaires pour mémoire

Fr. 1.530.449.547,—

PASSIF

I. — *Dettes de la Compagnie envers elle-même* :

Capital autorisé et émis. fr. 550.000.000,—

Capital remboursé 100.000.000,—
450.000.000,—

représenté par :

1.800.000 act. ordinair. de fr. 250 chacune 450.000.000,—

200.000 actions de jouissance pour mémoire

Réserve ordinaire 43.976.514,—

Réserve spéciale 6.000.000,—

Fonds de renouvellement. 765.342.761,—

Fonds de renouvellement du matériel et de réfection ex-
traordinaire 19.073.522,—

Fonds d'assurance contre incendie 15.048.980,—

Fonds d'assurance contre accidents aux tiers. 9.166.566,—

II. — *Dettes de la Compagnie envers des tiers* :

Créditeurs divers 462.526,—

Actions privilégiées restant à rembourser 89.469,—

Dividendes restant à payer 4.723.465,—

Versements à effectuer sur participations 5.150.000,—

III. — Pensions du personnel européen 62.287.556,—

Pensions du personnel indigène 8.017.042,—

IV. — *Comptes créditeurs* 75.996.146,—

V. — *Compte d'ordre* :

Propriétaires des cautionnements statutaires. pour mémoire

VI. — *Profits et pertes* :

Solde bénéficiaire de l'exercice 1948 65.115.000,—

Fr. 1.530.449.547,—

COMPTE de PROFITS et PERTES ARRETE au 31 DECEMBRE 1948

AVOIR

Recettes d'exploitation	fr. 504.139.329,—
Intérêts, commissions et divers (y compris revenus du portefeuille amortissement premier établissement). . .	2.994.548,—
	Fr. 507.133.877,—

DOIT

Dépenses d'exploitation	fr. 288.746.085,—
Dotation du fonds d'assurance contre in- cendie	600.000,—
Dotation du fonds d'assurance contre ac- cidents aux tiers	300.000,—
Fonds de renouvellement.	138.971.322,—
Prévision pour impôts	10.000.000,—
Amortissement premier établissement :	
Annuité exercice 1948.	1.430.000,—
Dotation variable 4 % sur dotations cumulées à fin 1947	981.415,—
	2.411.415,—
	152.282.737,—
Frais généraux	836.395,—
Taxe sur titres admis à la cote de la Bourse	153.660,—
Solde : bénéfice	65.115.000,—
	Fr. 507.133.877,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE

Réserve ordinaire : 5 %.	fr. 3.255.750,—
Aux administrateurs et commissaires (maximum statu- taire)	250.000,—
Aux 1.800.000 actions ordinaires, à titre de premier di- vidende, une somme de	2.420.000,—

Excédent : fr. 59.189.250,— :

20 % aux 200.000 actions de jouissance	11.837.850,—
Un dividende de 5 % aux 1.800.000 actions ordinaires, soit fr. 12,50 par titre.	22.500.000,—
10 % du surplus au fonds de renouvellement du maté- riel et de réfection extraordinaire	2.485.140,—
Le solde aux 1.800.000 actions ordinaires.	22.366.260,—
	Fr. 65.115.000,—

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 12 JUILLET 1949

L'assemblée, à l'unanimité moins une abstention de 1070 voix :

1°) Approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes, arrêtés au 31 décembre 1948, ainsi que la répartition des bénéfices, tels qu'ils lui sont présentés.

A l'unanimité :

2°) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1948.

A l'unanimité :

3°) Réélit Monsieur Paul Gillet, comme administrateur; son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1952.

Réélit Monsieur Pierre de Montpellier d'Annevoie, commissaire; son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1952.

4°) Note que par décision du Ministre des Colonies, en vertu des statuts de la Société, Monsieur Léon Bruneel, avocat, 5, avenue Depage à Bruxelles, a été nommé administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Lambert Jadot, ingénieur des constructions civiles, demeurant, rue du Bourgmaster, 15a, à Ixelles. — Président.

M. Odon Jadot, ingénieur civil et ingénieur électricien, demeurant, square du Val de la Cambre, 14, à Ixelles. — Vice-Président.

M. Louis Cousin, ingénieur des constructions civiles, demeurant, rue Gallait, 31, à Schaerbeek. — Administrateur.

M. Hector Baillieux, administrateur de sociétés, demeurant, chaussée de Waterloo, 1147, à Uccle. — Administrateur.

M. Paul Gillet, ingénieur civil des mines, demeurant, rue Edmond Picard, 45, à Ixelles. — Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Léon Ballion, directeur d'administration honoraire au Congo Belge, demeurant, chaussée d'Haecht, 39, à Saint-Josse-ten-Noode.

M. Pierre de Montpellier d'Annevoie, administrateur de sociétés, demeurant, Château de et à Annevoie.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) L. JADOT

**Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga
en abrégé « Sermikat »**

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 29103.

—

Actes constitutifs publiés :

- 1) aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1925, n° 10647 — année 1927, n° 14211 — année 1929, n° 10310 — année 1930, n° 17251 — année 1935, n° 6973;
- 2) aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » : années 1925, 1927, 1929, 1931 et 1935.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juillet 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr	1.484,05	
Amortissements à fin 1936		1.483,05	
			1,—
Concessions		39.040.609,16	
Amortissements à fin 1947	27.474.858,16		
Amortissements de l'exercice...	6.800.000,—		
		34.274.858,16	
			4.765.751,—
Dépenses pour recherches minières		5.364.389,—	
Amortissements à fin 1947	4.188.359,30		
Amortissements de l'exercice...	1.176.028,70		
		5.364.388,—	
			1,—
Terrains, routes et constructions		17.618.206,77	
Amortissements à fin 1947	17.424.342,52		
Amortissements de l'exercice...	193.863,25		
		17.618.205,77	
			1,—

Machines et appareils	15.779.497,19	
Amortissements à fin 1947	14.941.000,64	
Amortissements de l'exercice	838.495,55	
	<u>15.779.496,19</u>	1.—
Petit matériel et outillage	3.685.232,56	
Amortissements à fin 1947	2.754.413,61	
Amortissements de l'exercice	930.814,95	
	<u>1.221.131,86</u>	4.—
Mobilier	1.221.131,86	
Amortissements à fin 1947	1.090.990,15	
Amortissements de l'exercice	130.140,71	
	<u>1.221.130,86</u>	1,—
Pièces de rechange	1.509.283,21	
Amortissements à fin 1947	250.000,—	
Amortissements de l'exercice	1.259.282,21	
	<u>1.509.282,21</u>	1,—

Disponible :

Caisses, Banques et Chèques-Postaux	21.687.859,77
---	---------------

Réalisable :

Débiteurs divers	20.661.798,24	
Portefeuille	15.266.658,99	
Marchandises, minerais et métal en stock et en cours de route	34.255.605,11	
	<u>70.184.062,34</u>	

Comptes débiteurs :

Cautions et garanties	2.593.241,80	
Dépenses à charge de l'exercice ultérieur	306.668,70	
Valeurs engagées (travaux en cours et avances sur commandes)	188.160,42	
	<u>3.088.070,92</u>	

Fr. 99.725.754,03

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital : 80.000 actions de 500 francs	40.000.000,—	
Réserve statutaire	4.000.000,—	
Réserve spéciale	8.000.000,—	
		52.000.000,—

Dettes de la société envers des tiers :

Versement restant à effectuer s/portefeuille	466.500,—	
Créditeurs divers	14.312.336,26	
		14.778.836,26

Divers :

Comptes créditeurs		13.055.306,52
Profits et Pertes		19.891.611,25
	Fr.	99.725.754,03

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements sur Immobilisations	fr.	11.328.625,37
Prévision fiscale		9.500.000,—
Redevance minière au C. S. K.		4.276.000,—
Bénéfice net		19.891.611,25
	Fr.	44.996.236,62

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	876.788,15
Bénéfice d'exploitation		43.557.770,28
Revenus du Portefeuille, intérêts et divers		561.678,19
	Fr.	44.996.236,62

REPARTITION DES BENEFICES.

Dividende net de 100,8865 fr. aux 80.000 actions ordinaires	8.070.920,—
Taxe mobilière de 17 %	1.653.080,—
Réserve spéciale	8.000.000,—
Solde à reporter	2.167.611,25
	Fr. 19.891.611,25;

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE.

L'Assemblée à l'unanimité :

- donne décharge aux Administrateurs et Commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948;
- élit M. Armand Gonze, chef-comptable de la Compagnie du Katanga, domicilié à Auderghem, 65, avenue des Citrinelles, en qualité de Commissaire en remplacement de M. Frans Janssen, décédé;
- réélit M. Gilbert Périer en qualité d'Administrateur et M. René Mees comme Commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Victor Brien, ingénieur, président de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, 45, rue du Pépin, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Georges Raskin, ingénieur, administrateur-délégué de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, 38, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

Administrateur :

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Léon Raquez, avocat à la Cour d'Appel, 149, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

Comte Adrien van der Burch, administrateur de sociétés, 40, avenue Charles de Gaulle, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Alfred Nyst, ingénieur, 18, avenue Van Becelaere, Boitsfort.

M. René Mees, comptable, 95, rue de Haerne, Etterbeek.

M. Armand Gonze, chef-comptable de la Compagnie du Katanga, 65, avenue des Citrinelles, Auderghem.

DELEGUE DU COMITE SPECIAL DU KATANGA.

M. Edouard De Jonghe, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, 35, rue Frédéric Pelletier, Bruxelles.

LES ADMINISTRATEURS :

(signature)
V. BRIEN

(signature)
L. RAQUEZ

(signature)
G. PERIER

(signature)
G. RASKIN

LES COMMISSAIRES :

(signature)
A. NYST

(signature)
R. MEES

Bruxelles, le 25 juillet 1949.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

G. RASKIN

V. BRIEN

Société d'Elevage au Kasai « Elkasai »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Luisa (Kasai - Congo Belge).

Siège administratif : 55, rue Vieille, Hasselt.

Registre du Commerce de Hasselt, n° 17823.

Constituée le 15 décembre 1946, par acte publié au « Moniteur Belge » 12-13 mai 1947 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1947. Autorisée par arrêté du Régent du 10 mars 1947, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1947.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

a) Frais de constitution	43.133,90		
de l'exercice	9.000,—		
		<u>52.133,90</u>	
Amortissement de l'exercice		52.132,90	
			<u>1,—</u>
b) immeubles, installations, matériel, aménagements	284.199,10		
de l'exercice	38.427,50		
		<u>322.626,60</u>	
Amortissement de l'exercice		32.262,60	
			<u>290.364,—</u>
c) Terres et concessions	27.929,50		
de l'exercice	357.375,—		
			<u>385.304,50</u>

Réalisable :

Cheptel (1.740)	2.177.795,55
débiteurs	14.420,—

Disponible :

Banque et Caisse	140.986,95
------------------------	------------

Fr. 3.008.872,—

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital	2.000.000,—
---------------	-------------

Envers tiers :

Créditeurs	34.329,90
------------------	-----------

Fournisseurs	800.000,—
--------------------	-----------

Profits et Pertes :

Bénéfice de l'exercice	174.542,10
------------------------------	------------

Fr.	<u>3.008.872,—</u>
-----	--------------------

COMPTE DE PROFITS ET PERTES 1948.

DEBIT.

Amortissement de l'exercice :

sur frais de constitution	fr.	52.132,90
---------------------------------	-----	-----------

sur immeubles, installations, matériel et aménagements		32.262,60
--	--	-----------

Bénéfice de l'exercice		174.542,10
------------------------------	--	------------

Fr.	<u>258.937,60</u>
-----	-------------------

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	<u>258.937,60</u>
-------------------------------	-----	-------------------

REPARTITION.

a) 5 % à la réserve légale	fr.	8.727,10
----------------------------------	-----	----------

b) Fonds de prévision		165.815,—
-----------------------------	--	-----------

Fr.	<u>174.542,10</u>
-----	-------------------

RESOLUTIONS.

L'assemblée générale ordinaire du 6 juin 1949 approuve les bilan, compte de profits et pertes et la répartition comme mentionnée ci-dessus; donne décharge aux Administrateurs et Commissaires; nomme Monsieur Willy COOLENS, définitivement dans ses fonctions de Commissaire de la société.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arthur Lippens, rue Vieille, 53, Hasselt.

Docteur Willy Esser, 31, rue Regnier, Liège.

M. Arthur du Gardein, Maracaïbo, Venezuela.

M. Carl Esser, Luisa, Congo Belge.

COMMISSAIRE.

M. Willy Coolens, rue Longue Chaussée, Hal.

Certifié conforme.

L'administrateur, président,

A. LIPPENS.

Compagnie de l'Hévéa

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu.

Siège administratif : Bruxelles, rue Royale, 52.

AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le sept avril à deux heures et demie.

A Bruxelles, rue Royale, 52, en l'Hôtel de la Banque Hallet et C^o.

Devant nous, Paul ENGLEBERT, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires et propriétaires de parts de fondateur de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie de l'Hévéa » dont le siège social est à Lukula Bavu et le siège administratif à Bruxelles, rue Royale, 52.

Cette société a été constituée par acte reçu par Maître Jean-Paul Englebert, notaire ayant résidé à Bruxelles, notre prédécesseur, le trois novembre mil neuf cent trente-neuf. Les statuts ont été modifiés : suivant actes reçus par le même notaire, le vingt-trois janvier mil neuf cent quarante, et par le notaire Englebert, soussigné, le sept juillet mil neuf cent quarante-sept, ces trois actes ont été approuvés par Arrêté Royal, le vingt-trois février mil neuf cent quarante, et le vingt-deux septembre mil neuf cent quarante-sept, et publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » respecti-

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 août 1949 — 1^{re} partie.

vement les quinze mars mil neuf cent quarante, quinze mars mil neuf cent quarante et quinze octobre mil neuf cent quarante-sept.

La séance est présidée par :

Monsieur Albert de Vleeschauwer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 583.

Le Conseil d'administration appelle aux fonctions de secrétaire Monsieur Jacques le Borne, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles-lez-Bruxelles, rue Jules Lejeune, 44.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs :

Monsieur Maurice Schoofs, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Ixelles, rue du Prévot, 137.

et Monsieur Arsène Smekens, directeur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, boulevard Lambert, 22.

Sont présents ou représentés, tous les actionnaires et propriétaires de parts de fondateur de la société, savoir :

1) Financière des Colonies, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, 52, propriétaire de trois cent cinquante-cinq mille actions et de sept mille cinq cents parts de fondateur, ci	355.000	7.500
--	---------	-------

Ici représentée par Monsieur Arsène Smekens, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

2) Société Financière des Caoutchoucs, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, 52, propriétaire de trois cent dix mille actions et de six mille parts de fondateur	310.000	6.000
--	---------	-------

Ici représentée par Monsieur Maurice Schoofs, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

3) Soengei Lipoet Cultuur Maatschappij, naamlooze vennootschap, ayant son siège social, à La Haye, Zwarte-weg, 4, propriétaire de vingt-cinq mille actions et de deux mille cinq cents parts de fondateur	25.000	2.500
---	--------	-------

Ici représentée par Monsieur Jacques le Borne, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

4) Sennah Rubber Company Limited, société anonyme, de droit anglais, ayant son siège social à Londres, propriétaire de vingt mille actions et de deux mille parts de fondateur	20.000	2.000
--	--------	-------

Ici représentée par Monsieur Maurice Schoofs, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

5) Internationale Holding Maatschappij, société anonyme ayant son siège social à La Haye, 4, Zwarteweg, propriétaire de trois mille parts de fondateur 3.000

Ici représentée par Monsieur Lucien Pirlet, secrétaire de société, demeurant à Ixelles, rue Berken dael, 120, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

6) Selangor Plantations Company Limited, société anonyme ayant son siège social à Kuala Lumpur (Malaisie), propriétaire de vingt mille actions et de deux mille parts de fondateur 20.000 2.000

Ici représentée par Monsieur Jacques le Borne, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

7) Batangara Cultuur Maatschappij, naamlooze vennootschap, ayant son siège social à La Haye, Zwarteweg, 4, propriétaire de dix-sept mille cinq cents actions et de dix-sept cent cinquante parts de fondateur 17.500 1.750

Ici représentée par Monsieur Jacques le Borne, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

8) Deli Olieslagerij Maatschappij, naamlooze vennootschap, ayant son siège social à La Haye, Zwarteweg, 4, propriétaire de quinze mille actions et de mille cinq cents parts de fondateur 15.000 1.500

Ici représentée par Monsieur Maurice Schoofs, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

9) Plantations Nord Sumatra, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, 52, propriétaire de sept mille cinq cents actions et de sept cent cinquante parts de fondateur 7.500 750

Ici représentée par Monsieur Maurice Schoofs, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

10) Plantations Hallet, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, 52, propriétaire de cinq mille actions et de cinq cents parts de fondateur 5.000 500

Ici représentée par Monsieur Remi de Coninck, fondé de pouvoirs de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Frans Merjay, 66, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

11) Plantations de Johore, société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, 52, propriétaire de cinq mille actions et de cinq cents parts de fondateur 5.000 500

Ici représentée par Monsieur Arsène Smekens, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

12) Huileries de Sumatra, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, 52, propriétaire de dix-sept mille cinq cents actions et de dix-sept cent cinquante parts de fondateur 17.500 1.750

Ici représentée par Monsieur Arsène Smekens, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

13) Plantations Tropicales, société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, 52, propriétaire de deux mille cinq cents actions et de deux cent cinquante parts de fondateur 2.500 250

Ici représentée par Monsieur Jacques le Borne, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

Total des actions : huit cent mille 800.000

Total des parts de fondateur : trente mille 30.000

Les procurations ci-dessus visées demeureront ci-annexées pour être enregistrées en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire des actionnaires s'est réunie, ces jour, heure et lieu pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Transformation des huit cent mille actions actuelles d'une valeur nominale de cent francs en quatre-vingt mille actions d'une valeur nominale de mille francs, dix actions actuelles de cent francs étant remplacées par une action de mille francs, ces quatre-vingt mille actions étant désormais dénommées « actions ordinaires ».

2. Augmentation du capital à concurrence de dix millions de francs pour le porter de quatre-vingt millions de francs à nonante millions de francs, par la création de dix mille actions privilégiées d'une valeur nominale de mille francs, lesquelles participeront aux bénéfices éventuels des exercices sociaux mil neuf cent quarante-neuf, mil neuf cent cinquante et mil neuf cent cinquante et un de la même manière et sur le même pied que les actions actuelles après transformation de celles-ci, par voie de groupement, en quatre-vingt mille actions d'une valeur nominale de mille francs, dénommées « actions ordinaires » ; à partir de mil neuf cent cinquante-deux, les actions privilégiées auront droit à un premier dividende privilégié de six pour cent récupérable.

Souscription de ces actions par un groupe de sociétés, suivant accords intervenus entre tous les actionnaires et porteurs de parts de fondateur sans tenir compte du droit de préférence inscrit dans l'article 7 des statuts; libération de sept mille cinq cents de ces actions en numéraire et des deux mille cinq cents autres, par l'apport d'une créance de deux millions cinq cent mille francs faisant partie d'une créance plus forte que la Société, Anonyme Belge Plantations Tropicales possède à charge de la société.

Constatation de l'augmentation du capital.

3. Modifications aux articles suivants des statuts sociaux.

Article 5. — Pour le mettre en concordance avec les résolutions votées sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour. Pour supprimer du deuxième alinéa les mots « dont le nombre ne pourra jamais être augmenté même par voie de modifications aux statuts » et remplacer les mots « il est en outre créé » par « il a été en outre créé ».

Article 6. — Pour le remplacer par le texte suivant :

« A la constitution de la société, le trois novembre mil neuf cent trente-neuf, le capital social de vingt millions de francs était représenté par deux cent mille actions d'une valeur nominale de cent francs.

» Suivant procès-verbal dressé le sept juillet mil neuf cent quarante-sept par le notaire Englebert, de résidence à Bruxelles, le capital a été porté à quatre-vingt millions de francs représenté par huit cent mille actions d'une valeur nominale de cent francs.

» Suivant procès-verbal dressé le sept avril mil neuf cent quarante-neuf, par le notaire Englebert, de résidence à Bruxelles, les huit cent mille actions d'une valeur nominale de cent francs ont été transformées en quatre-vingt mille actions de mille francs, dix actions de cent francs étant remplacées par une action de mille francs, et ces quatre-vingt mille actions ont été dénommées « actions ordinaires »; il a en même temps été créé dix mille actions privilégiées de mille francs. Toutes les actions privilégiées et toutes les actions ordinaires ont été intégralement libérées, les unes en numéraire, les autres par des apports de créance.

» Des trente mille parts de fondateurs créées à la constitution de la société vingt mille ont été attribuées aux souscripteurs des deux cent mille actions de cent francs à raison d'une part de fondateur par dix actions de cent francs; les dix mille autres parts de fondateur ont été attribuées à la Société Financière des Colonies, société anonyme, établie à Bruxelles en rémunération de l'apport du bénéfice de ses études, démarches, travaux etc. en vue de la constitution de la société. »

Article 10. — Pour remplacer le premier alinéa par un texte permettant de tenir un registre des actions nominatives au siège social et un autre au siège administratif, les actionnaires et porteurs de parts de fondateurs pouvant demander l'inscription de leurs titres dans l'un ou l'autre de ces registres, et ayant toujours le droit de demander la conversion à leurs frais de leurs titres nominatifs en titres au porteur et inversement, les actions non entièrement libérées devant rester nominatives.

Article 17. — Pour remplacer le dernier alinéa de cet article par le texte suivant : « L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le Conseil et faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Si, dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de la disposition qui précède, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil ».

Article 33. — Pour remplacer le premier alinéa par le texte suivant : « Sauf ce qui sera dit à l'article 35 ci-après, l'assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des actions et des parts de fondateur représentées et ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix. Chaque action donne droit à dix voix et chaque part de fondateur à une voix ».

Article 37. — Pour intercaler entre les numéros 1 et 2, l'alinéa suivant : « 2. La somme nécessaire pour payer aux actions privilégiées a) sur les bénéfices des exercices sociaux mil neuf cent quarante-neuf, mil neuf cent cinquante et mil neuf cent cinquante-un le même dividende *pari passu* qu'aux actions ordinaires; b) sur les bénéfices des exercices sociaux ultérieurs avant toute attribution aux actions ordinaires, un premier dividende de six pour cent récupérable; en conséquence, si les bénéfices d'un ou plusieurs exercices ne sont pas suffisants pour payer ce premier dividende, celui-ci sera prélevé sur les bénéfices réalisés dans les exercices suivants après le prélèvement 1 ci-dessus, mais avant toute autre répartition ».

Pour augmenter d'une unité les numéros 2 et suivants.

Pour ajouter dans le n° 2 devenu le n° 3 le mot « ordinaires » après le mot « actions ».

Pour ajouter dans le dernier alinéa le mot « toutes » avant le mot « actions ».

Article 40. — Pour remplacer le deuxième alinéa par le texte suivant : « Après paiement des dettes et charges de la société, il est prélevé la somme nécessaire pour rembourser une somme de mille francs d'abord aux actionnaires privilégiés, ensuite aux actions ordinaires; le surplus est réparti à raison de quatre vingt-cinq pour cent entre toutes les actions par parts égales et de quinze pour cent entre les parts de fondateur par parts égales ».

B) Que les huit cent mille actions représentant le capital social de la société et les trente mille parts de fondateur existant étant toutes représentées à la présente assemblée, celle-ci peut valablement délibérer, sans qu'il ait fallu faire les convocations prévues à l'article 31 des statuts.

C) Que pour assister à cette assemblée, les actionnaires et porteurs de parts dont les titres sont représentés à l'assemblée se sont conformés aux articles 28 et 32 des statuts.

D) Que chaque action et chaque part de fondateur donne droit à une voix sous réserve de ce qui est prévu à l'article 33 des statuts.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est régulièrement constituée et apte à délibérer sur les objets de l'ordre du jour.

Monsieur le Président met alors aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de transformer les huit cent mille actions actuelles d'une valeur nominale de cent francs en quatre-vingt mille actions d'une valeur nominale de mille francs, dix actions actuelles de cent francs étant remplacées par une action de mille francs et de donner à ces actions la dénomination d'actions ordinaires.

DELIBERATION.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix dans la catégorie des actions et dans celle des parts de fondateur.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de dix millions de francs, pour le porter de quatre-vingt millions de francs à nonante millions de francs par la création de dix mille actions privilégiées d'une valeur nominale de mille francs, qui participeront aux bénéfices, éventuels des exercices sociaux mil neuf cent quarante-neuf, mil neuf cent cinquante et mil neuf cent cinquante et un de la même manière et sur le même pied que les actions actuelles après transformation de celles-ci, en actions ordinaires suivant ce qui est prévu à la première résolution et qui, à partir de mil neuf cent cinquante-deux auront droit à un premier dividende privilégié de six pour cent, récupérable.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, elles pourront être souscrites par groupe de sociétés dans des proportions convenues avec les titulaires des actions et des parts de fondateur actuelles.

Elles devront être libérées au moment de la souscription en numéraire en ce qui concerne sept mille cinq cents d'entre elles et par un apport d'une créance de deux millions cinq cent mille francs qu'elle possède à charge de la Compagnie, en ce qui concerne les deux mille cinq cents actions qui seront souscrites par la Société Anonyme Belge « Plantations Tropicales ».

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mises à sa charge à raison de cette augmentation de capital s'élève approximativement à deux cent mille francs.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans la catégorie des actions et dans celle des parts de fondateurs.

INTERVENTION -- SOUSCRIPTION.

Et sont ici intervenues :

1) La Société précitée « Soengei Lipoet Cultuur Maatschappij, Naamlooze Vennootschap.

2) La Société précitée « Batangara Cultuur Maatschappij, Naamlooze Vennootschap.

3) La Société précitée « Deli Olieslagerij Maatschappij, Naamlooze Vennootschap.

4) La Société précitée « Plantations Hallet » société anonyme.

5) La Société précitée « Plantations Nord Sumatra, société anonyme.

Lesquelles sociétés, représentées comme dit est, ont, par l'organe de leurs mandataires préqualifiés, reconnu avoir entendu lecture de tout ce qui précède et avoir connaissance des statuts de la société et ont déclaré souscrire en numéraire, ainsi qu'il suit, sept mille cinq cents actions privilégiées nouvelles, sur les dix mille actions privilégiées émises savoir :

la société précitée « Soengei Lipoet Cultuur Maatschappij, Naamlooze Vennootschap, mille cinq cent septante-huit actions privilégiées	1.578
---	-------

la société précitée « Batangara Cultuur Maatschappij, Naamlooze Vennootschap, mille sept cent quatre-vingt-huit actions privilégiées	1.788
--	-------

la société précitée « Deli Olieslagerij Maatschappij, Naamlooze Vennootschap, trois mille trente-trois actions privilégiées	3.033
---	-------

la société précitée « Plantations Hallet » société anonyme, mille actions privilégiées	1.000
--	-------

la société précitée « Plantation Nord-Sumatra » société anonyme, cent et deux actions privilégiées	102
--	-----

Et chacun des mandataires des sociétés souscriptrices précitées a déclaré avoir fait, au nom de sa mandante, un versement en numéraire de mille francs par action privilégiée souscrite, ce qui fait que la somme de sept, millions cinq cent mille francs se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Et le mandataire de la dite société « Plantations Tropicales » après avoir reconnu également avoir entendu lecture de tout ce qui précède et avoir connaissance des statuts de la Compagnie de l'Hévéa, a déclaré souscrire, les deux mille cinq cents actions privilégiées nouvelles et libérer sa souscription s'élevant à deux millions cinq cent mille francs, soit mille francs par titre, par l'apport, à due concurrence, d'une somme d'un montant égal dans une créance certaine et liquide que la société « Plantations Tropicales » prédite à contre ladite Compagnie de l'Hévéa.

Et Messieurs de Vleeschauwer et Schoofs précités, agissant tant comme administrateurs de la société que' comme mandataire de leurs collègues savoir : Monsieur de Vleeschauwer de Monsieur René de Rivaud, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, rue Notre-Dame des Victoires, 13, et Monsieur Schoofs de Monsieur Léon Wielemans, industriel, demeurant à Bruxelles, rue Defacqz, 14.

et ce en vertu de deux procurations sous seing privés ci-annexées, tous quatre membres du Conseil d'administration de la Compagnie de l'Hévéa, dont ils constituent la majorité des membres, déclarent et reconnaissent que, par suite de la souscription et de la libération en numéraire de sept mille cinq cents actions et de la souscription de deux mille cinq cents actions libérées au moyen de l'apport d'une créance, le capital nouveau de dix millions de francs se trouve intégralement souscrit et libéré.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier comme suit les articles ci-après des statuts :

Article 5. — Le texte de cet article est remplacé par le texte suivant : « Le capital social est fixé à nonante millions de francs et est représenté par dix mille actions privilégiées et par quatre-vingt mille actions ordinaires d'une valeur nominale de mille francs chacune. Il a été en outre créé lors de la constitution de la société trente mille parts de fondateur ».

Article 6. — Le texte de cet article est remplacé par le texte suivant : « A la constitution de la société le trois novembre mil neuf cent trente-neuf, le capital social de vingt millions de francs était représenté par deux cent mille actions d'une valeur nominale de cent francs.

» Suivant procès-verbal dressé le sept juillet mil neuf cent quarante-sept par le notaire Englebert, de résidence à Bruxelles le capital a été porté à quatre-vingt millions de francs représenté par huit cent mille actions d'une valeur nominale de cent francs.

» Suivant procès-verbal dressé le sept avril mil neuf cent quarante-neuf par le notaire Englebert, de résidence à Bruxelles, les huit cent mille actions d'une valeur nominale de cent francs ont été transformées en quatre-vingt mille actions de mille francs, dix actions de cent francs étant remplacées par une action de mille francs et ces quatre-vingt mille actions ont été dénommées « actions ordinaires » ; il a en même temps été créé dix mille actions privilégiées de mille francs.

» Toutes les actions privilégiées et toutes les actions ordinaires ont été intégralement libérées, les unes en numéraire, les autres par des apports de créance.

» Des trente mille parts de fondateur créées à la constitution de la société vingt mille ont été attribuées aux souscripteurs des deux cent mille actions de cent francs à raison d'une part de fondateur par dix actions de cent francs ; les dix mille autres parts de fondateur ont été attribuées à la Société Financière des Colonies, société anonyme établie à Bruxelles, en rémunération de l'apport de ses études, démarches, travaux, etc., en vue de la constitution de la société ».

Article 10. — Le texte du premier alinéa est remplacé par le texte suivant : « Les actions entièrement libérées et les parts de fondateur sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire ou du porteur de parts de fondateur lesquels supportent les frais de conversion.

» Les actions restent obligatoirement nominatives jusqu'à leur entière libération. La propriété des actions et des parts nominatives s'établit par l'inscription sur le registre des titres nominatifs. Il est tenu, pour chacune des catégories un registre au siège social et un autre au siège administratif. Les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres dans le registre tenu à l'un ou l'autre de ces sièges ».

Article 17. — Le texte du dernier alinéa est remplacé par le texte suivant : « L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Si, dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de la disposition qui précède, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil ».

Article 33. — Le texte du premier alinéa est remplacé par le texte suivant : « Sauf ce qui sera dit à l'article 35 ci-après l'assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des actions et des parts de fondateur représentées et ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix. Chaque action donne droit à dix voix et chaque part de fondateur à une voix ».

Article 37. — L'alinéa suivant est intercalé entre les numéros 1 et 2 : « La somme nécessaire pour payer aux actions privilégiées : a) sur les bénéfices des exercices sociaux mil neuf cent quarante-neuf, mil neuf cent cinquante et mil neuf cent cinquante et un le même dividende *pari passu* qu'aux actions ordinaires; b) sur les bénéfices des exercices sociaux ultérieurs, avant toute attribution aux actions ordinaires, un premier dividende de six pour cent récupérable, en conséquence si les bénéfices d'un ou plusieurs exercices ne sont pas suffisants pour payer ce premier dividende, celui-ci sera prélevé sur les bénéfices réalisés dans les exercices suivants après le prélèvement 1 ci-dessus, mais avant toute autre répartition ».

En conséquence, les numéros suivants sont modifiés et deviennent 3, 4 et 5.

Dans le numéro 2 ancien devenu le n° 3, le mot « ordinaires » est ajouté après le mot « actions ».

Dans le dernier alinéa le mot « toutes » est ajouté avant les mots « les, actions ».

Article 40. — Le texte du deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant : « Après paiement des dettes et charges de la société, il est prélevé la somme nécessaire pour rembourser une somme de mille francs, d'abord aux actions privilégiées, ensuite aux actions ordinaires; le surplus est réparti à raison de quatre vingt-cinq pour cent entre toutes les actions par parts égales et de quinze pour cent entre les parts de fondateur par parts égales ».

DELIBERATION.

Les résolutions qui précèdent sont votées successivement à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

DISPOSITION POUR ORDRE.

L'assemblée constate en outre que les résolutions prises ci-dessus ne deviendront efficaces qu'après leur autorisation par Arrêté Royal, conformément aux dispositions légales en la matière.

DISPOSITION SPECIALE.

Conformément à l'Arrêté-Loi du six octobre mil neuf cent quarante-quatre, il a été sollicité de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du change, son autorisation pour différentes des opérations constatées aux présentes et pour lesquelles l'agrément du dit Institut est requis.

Cette autorisation a été accordée en date du dix-sept mars mil neuf cent quarante-neuf, sous le n° 1, C. A. Dossier/164.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à quinze heures.

Dont procès-verbal.

Dressé et clôturé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du Bureau, les intervenants et ceux des actionnaires qui l'ont demandé ont signé avec nous, notaire, après qu'il eut été donné lecture de l'article 203 du Code de l'Enregistrement.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le onze avril 1949, volume 1354, folio 22, case 3, sept rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Paul ENGLEBERT.

N° 4733.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Englebert, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 22 avril 1949.

(s.) Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 avril 1949.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 avril 1949.

Le Conseiller (s.) P. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 7 juin 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 7 Juni 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-NEUF, LE QUATORZE JUIN A ONZE HEURES ET DEMIE.

A Bruxelles, rue des Colonies, numéro 43.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga » en abrégé «Sangá» société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), constituée suivant acte du notaire Hubert Scheyven, à Bruxelles, soussigné, le vingt-cinq juin mil neuf cent trente, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du dix-neuf juillet suivant, sous le numéro 11.866, dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente, après autorisation par arrêté royal du vingt-deux juillet mil neuf cent trente et dont les statuts ont été modifiés par acte reçu par le dit notaire Scheyven, à Bruxelles, soussigné le vingt-huit octobre mil neuf cent quarante-sept, publiés après autorisation par arrêté royal du trente et un mars mil neuf cent quarante-huit au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai mil neuf cent quarante-huit et à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix-sept avril mil neuf cent quarante-huit, numéro 6800.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La société congolaise à responsabilité limitée, « Usines Textiles de Léopoldville » (Utexléo), établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de quarante mille actions 40.000
ici représentée par Monsieur Henri Moxhon, ci-après nommé, suivant procuration du trente et un mai dernier.
2. — La société congolaise à responsabilité limitée, « Société Textile Africaine » (Texaf), établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de vingt mille actions 20.000
ici représentée par Monsieur Joseph Plas, ci-après nommé, suivant procuration du trente et un mai dernier.
3. — La société congolaise à responsabilité limitée, « Société Coloniale d'Electricité » (Colectric), établi à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de quinze mille actions 15.000
ici représentée par Monsieur Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue du Roef, numéro 24, suivant procuration du trois de ce mois.

4. — La « Société de Participations Belge et Coloniales » (Sopabel), société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 96, propriétaire de cinq mille actions . . . 5.000

ici représentée par Monsieur Joseph Plas, ci-après nommé, suivant procuration du trente et un mai dernier.

5. — La « Société Financière Josse Allard, société anonyme, établie à Bruxelles, rue Guimard, numéro 8, propriétaire de trois mille cinq cents actions . . . 3.500

ici représentée par Monsieur Charles Vigneron, directeur de société, demeurant à Ixelles, rue Washington, numéro 132, suivant procuration du sept de ce mois.

6. — La Banque de Paris et des Pays-Bas, succursale de Bruxelles, rue des Colonies, numéros 29-31, société anonyme, établie à Paris, rue d'Antin, numéro 3, propriétaire de quinze cents actions . . . 1.500

ici représentée par Monsieur Charles Vigneron, pré-nommé, suivant procuration du neuf de ce mois.

7. — Monsieur Max Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, numéro 32, propriétaire de huit cents actions . . . 800

8. — La « Belgo-Katanga », société anonyme, établie à Ixelles, chaussée d'Ixelles, numéro 126, propriétaire de cinq cents actions. 500

ici représentée par Monsieur Max Stevens, prénommé, suivant procuration du sept de ce mois.

9. — Monsieur Jean-Edmond Thomas, directeur de société, demeurant à Bruxelles, rue Charles Martel, numéro 34, propriétaire de deux cent vingt-cinq actions . . . 225

10. — Monsieur Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, numéro 40, propriétaire de cent actions . . . 100

11. — Monsieur Valère Lecluse, industriel, demeurant à Thieghem, Villa « Marguerite », propriétaire de cent actions . 100

12. — Monsieur Joseph Plas, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, numéro 94, propriétaire de cent actions . . . 100

Ensemble quatre vingt six mille huit cent vingt-cinq actions. 86.825

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privés, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente-deux des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Alphonse Engels, vice-président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Charles Vigneron et l'assemblée choisit comme scrutateurs, Messieurs Henri Moxhon et Joseph Plas, tous prénommés.

Messieurs Valère Lecluse, prénommé, et Robert Richard, ingénieur, demeurant à Montigny-le-Tilleul, rue de Marbaix, numéro 140, ici intervenant, administrateurs, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. — Modification de la deuxième résolution prise par l'assemblée générale extraordinaire du vingt-huit octobre mil neuf cent quarante-sept en ce sens que la prime d'émission des actions nouvelles souscrites par les anciens actionnaires de la « Société des Forces Hydro Electriques de Sanga », s'élevant à neuf millions de francs, sera affectée à un fonds de réserve indisponible.

2. — Modifications aux statuts :

Article huit. — Mieux déterminer les droits des actionnaires en cas d'augmentation du capital social et prévoir l'émission d'actions nouvelles avec prime d'émission.

Article dix. — Stipuler que le montant des souscriptions ne sont incorporées au capital qu'après publication de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital et que jusqu'à ce moment, les actions nouvelles sont incessibles; régler les conditions de cessibilité des actions nominatives.

Supprimer le dernier alinéa.

Article trente-sept. — Régler la publication du bilan et du compte de profits et pertes.

Article trente-huit. — Remplacer les alinéas quatre, cinq, six et sept, par le texte suivant :

« Il est ensuite prélevé, dans la mesure du possible, une somme égale »
» à six pour cent non récupérable du capital libéré, éventuellement pro- »
» rata temporis, pour l'attribuer à raison de quatre-vingt-dix pour cent »
» aux actions, au prorata de leur libération, et dix pour cent aux admi- »
» nistrateurs et commissaires qui en feront la répartition entre eux, con- »
» formément au règlement arrêté par le Conseil d'administration, la part »
» d'un commissaire étant toutefois du tiers de celle d'un administrateur.

» Le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale »
» d'affecter tout ou partie du surplus, soit à un report à nouveau, soit »
» à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à »
» toute autre destination sociale.

» Du solde restant disponible après ces affectations, il est attribué
» dix pour cent aux administrateurs et commissaires, à répartir suivant
» les normes indiquées ci-dessus et quatre-vingt-dix pour cent aux ac-
» tions ».

Article quarante-deux. — Remplacer le texte par le suivant :

« Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation,
» et appel des sommes dues sur le montant des actions non intégrale-
» ment libérées, le solde sera réparti par parts égales, entre toutes les
» actions ».

II. — Que conformément à l'article trente des statuts, les convoca-
tions contenant l'ordre du jour de la présente assemblée, ont été faites
dans :

l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du vingt-
huit mai mil neuf cent quarante-neuf ;

le « Moniteur Belge », numéro du vingt-sept/vingt-huit mai mil neuf
cent quarante-neuf ;

« Le Moniteur des Intérêts Matériels », numéros du vingtsix/vingt-
sept et vingt-huit mai mil neuf cent quarante-neuf.

En outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres mis-
sives leur adressées sous pli recommandé à la poste, le vingt-trois mai
mil neuf cent quarante-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs
de ces journaux et un exemplaire de la lettre recommandée.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou
représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article trente et un
des statuts.

IV. — Que sur les cent cinquante mille actions de cinq cents francs
chacune de la Société, la présente assemblée réunit quatre-vingt-six mille
huit cent vingt-cinq actions, soit plus de la moitié des actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît
qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article vingt-huit
des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide de modifier comme suit la deuxième résolution
prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-
huit octobre mil neuf cent quarante-sept :

« L'assemblée décide que le montant de la prime d'émission des ac-
» tions nouvelles souscrites par les anciens actionnaires de la « Sanga »
» et qui s'élève à neuf millions de francs sera affectée à un fonds de ré-
» serve indisponible.

» Le montant de ce fonds de réserve constituera la garantie des tiers
» au même titre que le capital et ne pourra être réduit ou supprimé que
» dans les formes et conditions prévues pour les modifications aux sta-
» tuts ».

Cette résolutions est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article huit, les trois premiers alinéas sont remplacés par :

« Le capital social peut sous réserve d'autorisation par arrêté royal
» être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois par décision de
» l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les
» modifications aux statuts.

» Sous réserve du droit de préférence accordé par l'avant dernier
» aliéa de l'article six, aux actionnaires de la « Texaf » et du droit qui
» pourrait être consenti par l'assemblée générale extraordinaire aux so-
» ciétés, soit productrice, soit distributrice, soit de transport d'énergie
» électrique, de souscrire par préférence aux actionnaires de la « Sanga »
» une partie déterminée de l'augmentation du capital, ces derniers joui-
» ront d'un droit de préférence pour la souscription des titres nouveaux.

» Lors de toute nouvelle émission, le Conseil d'administration fixe le
» taux et les conditions d'émission des actions nouvelles et notamment
» le montant de la prime d'émission qui sera éventuellement exigée pour
» que les titres nouveaux constituent une fraction de l'avoir social, égale
» à celle des actions anciennes ».

A l'article dix, le dernier alinéa est supprimé et entre le premier et le deuxième alinéa est intercalé un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les sommes versées à titre de souscription a une augmentation de
» capital, ne sont incorporées au capital social qu'après la publication
» au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administra-
» tif du Congo Belge », de l'arrêté royal autorisant la dite augmenta-
» tion; jusqu'à ce moment les actions nouvelles sont incessibles ».

Au même article dix, le troisième alinéa, qui devient le quatrième alinéa est remplacé par :

« Les actions nominatives ne sont cessibles qu'au profit des cession-
» naires agréés par une décision spéciale et préalable du Conseil d'ad-
» ministration ».

Le texte de l'article trente sept est remplacé par le texte suivant :

« Le bilan et le compte de profits et pertes, sont publiés aux annexes
» du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif
» du Congo Belge » et aux annexes du « Moniteur Belge ».

A l'article trente-huit, les quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas, sont remplacés par les trois alinéas suivants :

« Il est ensuite prélevé dans la mesure du possible une somme égale
» à six pour cent non récupérable du capital libéré éventuellement pro-
» rata temporis, pour l'attribuer à raison de quatre-vingt-dix pour cent
» aux actions, au prorata de leur libération, et dix pour cent aux admi-
» nistrateurs et commissaires qui en feront la répartition entre eux, con-
» formément au règlement arrêté par le Conseil d'administration, la
» part d'un commissaire étant toutefois du tiers de celle d'un adminis-
» trateur.

» Le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale
» d'affecter tout ou partie du surplus soit à un report à nouveau, soit
» à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à
» toute autre destination sociale.

» Du solde restant disponible après ces affectations, il est attribué
» dix pour cent aux administrateurs et commissaires, à répartir sui-
» vant les normes indiquées ci-dessus et quatre-vingt-dix pour cent aux
» actions ».

Le texte de l'article quarante-deux est remplacé par :

« Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquida-
» tion, et appel des sommes dues sur le montant des actions, non inté-
» gralement libérées, le solde sera réparti par parts égales entre toutes
» les actions ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures et demie.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Engels, H. Moxhon, Ch. Vigneron, J. Plas, V. Lecluse, R. Richard, M. Stevens, J. Ed. Thomas, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-trois juin 1949.

Volume 1355, folio 16, case 5, quatre rôles, deux renvois.

Reçu : Quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) D'HONDT.

Pour expédition conforme,

(s.) Hubert SCHEYVEN

Vu par Nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : Quatre francs. — Numéro 6395.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1949.

(signé) J. HUBRECHT.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposé ci-dessus.

Bruxelles, le 2 juillet 1949.

Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 4 juillet 1949.

Le Directeur (signé) A. MARQUET.

Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 1041

POUVOIRS

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration,
tenue à Bruxelles, le 13 mai 1949.*

.

Monsieur Anciaux, est appelé aux fonctions de secrétaire de la Société, les pouvoirs antérieurement conférés à Monsieur Anciaux n'étant pas modifiés.

.

Bruxelles, le 26 juillet 1949.

Pour extrait certifié conforme.

(s.) G. POUMAY

Fondé de pouvoirs.

(s.) G. SCHAAER

Directeur.

Brasserie de Stanleyville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Stanleyville.

Siège administratif à Bruxelles.

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le huit juin.

A Bruxelles, rue de l'Enseignement, n° 91.

Devant nous, Albert RAUCQ et Henri CLAVAREAU, tous deux notaires résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La société anonyme dénommée « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains (Auxilacs) » ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode (Bruxelles) avenue de l'Astronomie, 24.

2. Monsieur Alfred Dupont, Président du Conseil d'Administration et administrateur-délégué de la société anonyme « Brasserie Caulier » demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 159.

3. Monsieur Valère Segard, industriel, Président du Conseil d'Administration de la société anonyme « Brasserie Labor-Hainaut réunies » demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, n° 34.

4. La société de personnes à responsabilité limitée, dénommée « Brasserie Bavery, Edouard François et fils » ayant son siège à Couillet, rue de Châtelet, n° 480.

5. Monsieur Albert François, ingénieur commercial, administrateur-gérant de la société de personnes à responsabilité limitée « Brasserie Bavery, Edouard François et fils » demeurant à Loverval (Try d'Haies), Chaussée de Philippeville, n° 61.

6. Monsieur Jean-Désiré Burniat, directeur de la société de personnes à responsabilité limitée « Brasserie Bavery, Edouard François et fils » demeurant à Loverval (Try d'Haies), Chaussée de Philippeville, 55.

7. Monsieur Henri Verbruggen, ingénieur des industries agricoles (Université de Louvain), administrateur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, Chaussée de la Hulpe, n° 189.

8. Monsieur l'Ecuyer Paul-Marie-Joseph Fontainas, ingénieur civil des mines (Université de Louvain), demeurant à Uccle (Bruxelles) avenue Molière, n° 327.

9. Monsieur René Laneau, professeur et ingénieur conseil de brasseries, demeurant à Cortenberg, « La Chênaie ».

10. La société de personnes à responsabilité limitée dénommée « J. Camu et fils, Malteries l'Epi d'Or » ayant son siège à Alost, rue de l'Ile, n° 18.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 août 1949 — 1^{re} partie.

11. La société anonyme dénommée « La Royale Belge », Société anonyme d'Assurances » ayant son siège à Bruxelles, rue Royale, n° 74.

12. Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil, président du Conseil d'Administration de la société anonyme « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » demeurant à Saint-Gilles (Bruxelles), rue Bosquet, n° 88.

13. Monsieur Claude-Prosper Wielemans, ingénieur commercial (Université Libre de Bruxelles), directeur-gérant de la société anonyme « Eraserie Wielemans-Ceuppens », demeurant à Forest (Bruxelles), avenue Van Volxem, n° 360.

14. La Société anonyme dénommée « Belgika », Comptoir Colonial, société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue du Commerce, n° 121

15. La société anonyme dénommée « Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, les Fonds dotaux et les Survivances » ayant son siège à Bruxelles, boulevard Emile Jacqmain, 53 et rue de la Fiancée, n° 14

16. La société anonyme dénommée « Etablissements Victor Catteau et Compagnie, société anonyme », ayant son siège à Mouscron, Chaussée de Menin, 377.

17. Monsieur Edouard Van den Hove, administrateur de sociétés, demeurant à Forest (Bruxelles) avenue Albert, n° 199.

18. Monsieur Adhémar Mullie, administrateur de banques, demeurant à Bruxelles, rue des Confédérés, n° 116.

19. La société anonyme dénommée « Banque de la Société Générale de Belgique » ayant son siège à Bruxelles, Montagne du Parc, 3.

20. La société anonyme dénommée « Banque Industrielle Belge (Ancienne Banque E. L. J. Empain) », ayant son siège à Bruxelles, rue de l'Enseignement, n° 91.

Procurations : La « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains — Auxilacs » et Monsieur le Chevalier Paul Fontainas sont représentés par Monsieur Maurice Lefranc.

La société « Brasserie Bavary, Edouard François et Fils » et Monsieur Jean-Désiré Burniat sont représentés par Monsieur Albert François.

La société « J. Camu et fils, Malteries l'Epi d'Or » est représentée par Monsieur Alfred Dupont.

La société « La Royale Belge — Société anonyme d'assurances » est représentée par Monsieur Georges Martin, secrétaire général de la dite société, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, 82.

La société « Belgika — Comptoir Colonial » est représentée par Monsieur Claude-Prosper Wielemans.

La société « Etablissements Victor Catteau et Compagnie » est représentée par Monsieur Valère Segard.

La société « Banque Industrielle Belge (ancienne Banque E. L. J. Empain) » et Monsieur Adhémar Mullie sont représentés par Monsieur Jean van den Berch van Heemstede, licencié en économie financière, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 115.

La société « Banque de la Société Générale de Belgique » est représentée par Monsieur Robert Henrion, sous-directeur à la dite société, demeurant à Ixelles (Bruxelles), rue de Livourne, 93.

Les procurations sont sous seings privés et demeurent ci-annexées.

La société « Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, les Fonds Dotaux et les Survivances » est représentée par Monsieur Georges Martin prénommé aux termes d'une procuration sous seing privé ci-annexée et d'une délibération du Conseil d'administration en date du deux juin mil neuf cent quarante-neuf dont un extrait demeure également ci-annexé.

Lesquels comparants, représentés comme dit est, ont requis les notaires soussignés de constater par les présentes les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, soumise aux lois et arrêtés de la Colonie du Congo Belge, qu'ils déclarent arrêter comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION. — SIEGE SOCIAL. — OBJET. — DUREE.

Article premier. — Il est créé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination « Brasserie de Stanleyville ».

Article deux. — Le siège social est établi à Stanleyville. Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité du Congo Belge qui sera désignée par le Conseil d'Administration, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité belge, congolaise ou étrangère à désigner par le conseil d'administration.

Tout changement de siège social ou de siège administratif sera publié, au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et au « Moniteur Belge ».

Article trois. — La société a pour objet en Afrique et plus spécialement au Congo Belge, la création et l'exploitation de brasseries, malteries, fabriques de boissons fermentées ou non, distilleries ainsi que le commerce de tous les produits et sous-produits de ces industries; également la fabrication et le commerce de glace et l'exploitation d'établissements frigorifiques.

Elle peut, directement ou indirectement, effectuer toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, immobilières ou agricoles, propres à faciliter la réalisation de l'objet social ci-dessus défini, dans le sens le plus large. Elle peut participer de toute manière à toutes entreprises existantes ou à créer dont l'activité se rattache d'une façon quelconque à son objet social.

Article quatre. — La durée de la société est de trente ans, à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée pourra être successivement prorogée par décision de l'assemblée générale des actionnaires convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

La société peut stipuler ou s'engager pour un terme excédant sa durée.

Article cinq. — La société pourra être dissoute anticipativement par simple décision de l'assemblée générale des actionnaires convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

TITRE DEUX.

CAPITAL. — ACTIONS. — APPORTS. — OBLIGATIONS.

Article six. — Le capital social est fixé à SEPTANTE MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS représenté par septante mille actions de capital sans désignation de valeur, représentant chacune un/septante millième de l'avoir social.

Le conseil d'administration peut décider la division des actions en coupures dans les conditions qu'il détermine.

Article sept. — Messieurs René Laneau et Valère Segard apportent à la société présentement constituée la documentation technique et économique d'une brasserie à ériger à Stanleyville, études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

En rémunération de leurs apports et concours, il est attribué à Messieurs Laneau et Segard ensemble quinze cents actions de capital entièrement libérées.

Les soixante-huit mille cinq cents actions de capital restantes sont à l'instant souscrites en espèces comme suit :

1. La « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains — Auxilacs » : cinq mille actions	5.000
2. Monsieur Alfred Dupont, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : six mille actions	6.000
3. Monsieur Valère Segard, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : trois mille actions	3.000
4. La Société « Brasserie Bavery, Edouard François et Fils » : deux mille sept cents actions	2.700
5. Monsieur Albert François : deux mille sept cents actions	2.700
6. Monsieur Jean-Désiré Burniat : quatre cents actions	400
7. Monsieur Henri Verbruggen, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : cinq mille actions	5.000
8. Monsieur l'Ecuyer Paul-Marie-Joseph Fontainas : cent actions	100
9. Monsieur René Laneau, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : deux mille actions	2.000

10. La société « J. Camu et Fils, Malteries l'Epi d'Or » : cinq cents actions	500
11. La société « La Royale Belge — Société anonyme d'Assurances » : mille actions	1.000
12. Monsieur Maurice Lefranc : cent actions	100
13. Monsieur Claude Wielemans, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : trois mille actions	3.000
14. La société « Belgika — Comptoir Colonial, société anonyme » : deux mille cinq cents actions	2.500
15. La société « Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, les Fonds Dotaux et les Survivances » : mille actions	1.000
16. La Société « Etablissements Victor Catteau et Compagnie » : mille actions	1.000
17. Monsieur Edouard Van den Hove, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : deux mille actions ..	2.000
18. Monsieur Adhémar Mullie, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort : cinq cents actions	500
19. Les sociétés « Banque de la Société Générale de Belgique » et « Banque Industrielle Belge (Ancienne Banque E. L. J. Empain) » conjointement : trente mille actions	30.000
Ensemble : soixante-huit mille cinq cents actions	68.500

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes et chacune des soixante-huit mille cinq cents actions souscrites en numéraire ont été libérées par leurs souscripteurs respectifs à concurrence de deux cents francs congolais par titre et que la somme de treize millions sept cent mille francs congolais, montant total de ces versements, se trouve par suite et dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article huit. — Ce capital pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant avec la majorité des voix et votes requis pour les modifications aux statuts.

Toute modification au capital social doit être autorisée par arrêté royal.

Lors de toute augmentation de capital social, les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces, sont offertes par préférence aux propriétaires des actions anciennes existant au jour de l'émission, au prorata du nombre de titres appartenant à chacun d'eux, dans le délai et aux conditions fixés par le Conseil d'administration.

En cas de non-usage total ou partiel par certains propriétaires de titres de leur droit de préférence, les titres non souscrits seront offerts par préférence aux autres actionnaires.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider, à la majorité des deux/tiers des voix pour lesquelles il est prix part au vote, que tout ou partie des nouvelles actions à souscrire contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires.

Le Conseil d'administration a, dans tous les cas, la faculté de passer avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Article neuf. — Pour la libération des actions souscrites ci-dessus ou qui viendraient à être créées ensuite d'une augmentation de capital, le Conseil d'administration fera les appels de fonds et fixera les époques des versements dans un avis envoyé par lettre recommandée aux actionnaires, au moins quinze jours avant l'époque fixée pour les versements.

Tout versement qui n'a pas été effectué à l'échéance produit de plein droit, au profit de la société, un intérêt de six pour cent l'an.

En cas de non paiement à la date fixée par le Conseil d'administration, celui-ci est en droit, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit adressé à l'actionnaire défaillant, de faire vendre, sans autre procédure, les titres de ce dernier à la Bourse de Bruxelles, ou éventuellement à une Bourse dans la Colonie, par le ministère d'un agent de change; cette vente se fait pour le compte et aux risques du retardataire et la somme en provenant, déduction faite des frais, appartient à la société jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire exécuté; celui-ci reste passible de la différence en moins, comme il profite de l'excédent éventuel. Les certificats représentant les actions exécutées n'auront plus aucune valeur, le tout sans préjudice à l'exercice, même simultané, de tous les autres moyens de droit.

Les actions ne peuvent être libérées anticipativement que dans les conditions déterminées par le Conseil d'administration.

Article dix. — Les actions non entièrement libérées et les actions libérées anticipativement sont nominatives. A partir de leur libération, par appels de fonds, elles restent nominatives, ou sont converties au porteur au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article onze. — Un registre des actions nominatives est tenu au siège social et un autre au siège administratif; les inscriptions se font au choix du propriétaire des titres, dans le registre tenu à l'un ou l'autre de ces sièges.

Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

Article douze. — La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription dans l'un des registres prévus à l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par déclaration de transfert inscrite sur un des registres précités, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoir ainsi que suivant les règles établies sur le transport

des créances établies par l'article trois cent cinquante-trois du Livre III (trois) du code civil congolais.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur l'un des registres un transfert qui serait constaté par correspondances ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Article treize. — L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

L'action indique :

- la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;
- le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la part sociale qu'elles représentent;
- la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;
- les avantages particuliers attribués aux fondateurs;
- la durée de la société;
- le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

Article quatorze. — La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Article quinze. — Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Article seize. — Les actions d'apport ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout sous peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionnent leur nature, la date de création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si ces titres son nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et les certificats d'inscription.

S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'alinéa deux du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les actions non entièrement libérées ne peuvent être cédées sans l'autorisation du Conseil d'administration qui n'aura jamais à faire connaître les raisons d'un refus éventuel.

Article dix-sept. — La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires pour une seule action, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les propriétaires se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant, à l'égard de la société, propriétaire de l'action.

La possession d'une action comporte l'adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des associés.

Les représentants, héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article dix-huit. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale statuant en matière ordinaire, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable d'après les bénéfices ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION. — DIRECTION. — SURVEILLANCE.

Article dix-neuf. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins nommés par l'assemblée générale.

Par dérogation à ce qui précède, le nombre des membres du Conseil est fixé pour la première fois à sept.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs :

1. Monsieur Alfred Dupont.
2. Monsieur Albert François.
3. Monsieur René Laneau.
4. Monsieur Maurice Lefranc.
5. Monsieur Valère Segard.
6. Monsieur Henri Verbruggen.
7. Monsieur Claude-Prosper Wielemans.

Tous prénommés.

Article vingt. — L'ordre de sortie des administrateurs est établi par la voie du sort, en réunion du Conseil d'administration de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun des mandats n'excède la durée de six ans. Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire. Tout membre sortant est rééligible.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Article vingt et un. — Chaque année, après l'assemblée générale, le Conseil d'administration nomme, parmi ses membres, un président et un vice-président, s'il le juge utile; l'un et l'autre peuvent toujours être réélus.

Le Conseil peut nommer un secrétaire général, même choisi en dehors de ses membres.

Le Conseil d'administration peut choisir, dans son sein ou en dehors de celui-ci, un comité de direction dont il nomme le président qui doit être choisi parmi les administrateurs. Il détermine les pouvoirs du comité de direction et le montant de la rémunération de ses membres.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un administrateur-délégué, chargé également de l'exécution des décisions du Conseil, confier la direction de l'affaire à un ou plusieurs directeurs ou sous-directeurs choisis dans ou hors de son sein, actionnaires ou non et déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires.

Le Conseil fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou variables attachés à ces délégations.

Article vingt-deux. — Pour les opérations dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étrangers, la société peut, par décision du Conseil d'administration, être représentée par un administrateur, un directeur ou un fondé de pouvoir, qui sont munis d'une procuration conférée par le Conseil.

Article vingt-trois. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président et en cas d'absence de celui-ci, du président du comité de direction, de l'administrateur-délégué, ou à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que les intérêts de la société le demandent et à l'endroit désigné par le Conseil d'administration.

Il doit se réunir chaque fois que trois administrateurs le demandent.

Article vingt-quatre. — Le Conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place; ces procurations sont conservées au siège administratif et annexées au procès-verbal. Aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Si dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Article vingt-cinq. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social, à la seule exception de ceux réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale.

Il peut notamment décider toutes les opérations qui se rapportent à l'objet social, acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles; emprunter, constituer toutes garanties, renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire; consentir main-levée de toutes inscriptions hypothécaires ou autres, transcriptions, oppositions et saisies, le tout avec ou sans paiement, plaider devant toute juridiction, tant en demandant qu'en défendant; obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter; acquiescer, se désister, compromettre ou transiger sur tous intérêts sociaux. L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Le Conseil d'administration nomme et révoque les agents de la société sur la proposition de l'administrateur-délégué ou des directeurs, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et leurs émoluments ainsi que leurs cautionnements, s'il y a lieu.

Article vingt-six. — Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la société. Ils ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou leur contrôle.

Article vingt-sept. — Sauf le cas de délégation spéciale prévue aux articles vingt et un et vingt-deux, tous actes qui engagent la société sont signés soit par deux administrateurs, qui n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une délégation spéciale du Conseil, soit par un administrateur conjointement avec une personne autorisée spécialement à cette fin par le Conseil d'administration.

Article vingt-huit. — Au Congo Belge ainsi que dans le Ruanda-Urundi et sauf le cas où le Conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un directeur, un fondé de pouvoir ou à un agent, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoir ou par deux fondés de pouvoir.

Cependant il suffit de la signature d'un directeur ou d'un fondé de pouvoir, lorsqu'il s'agit de pièces de décharge pour les postes, chemins de fer, téléphone et télégraphe.

Il en est ainsi également pour les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours.

Article vingt-neuf. — Chaque administrateur doit affecter cent actions de la société à la garantie de sa gestion. Le cautionnement ne peut être restitué qu'après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ont été exercées et après que l'assemblée générale aura, par vote spécial, accordé décharge.

Article trente. — A défaut d'avoir constitué son cautionnement dans le mois de sa nomination ou de la notification qui lui en a été faite, si elle a lieu en son absence, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

Article trente et un. — La surveillance de la société est confiée à un collège de commissaires composé de deux membres au moins. Ils sont nommés et en tout temps révocables par l'assemblée générale.

Le Collège fixe par la voie du sort l'ordre de sortie de ses membres, de telle façon qu'un commissaire au moins sorte chaque année et que la durée d'aucun mandat n'excède six ans.

Les commissaires doivent affecter dix actions de la société à la garantie de l'exécution de leur mandat. Le cautionnement ne peut être restitué que dans les conditions prévues à l'article vingt-neuf.

Article trente-deux. — Les actions constituant le cautionnement des administrateurs et des commissaires doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur l'un des registres des actionnaires.

Article trente-trois. — Les commissaires ont, conjointement ou séparément, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, mais sans déplacement de ces documents.

Ils peuvent se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

Article trente-quatre. — En dehors des tantièmes prévus à l'article quarante-neuf, l'assemblée générale statuant en matière ordinaire, peut attribuer aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires des émoluments fixes sous forme de jetons de présence ou autrement. Ces émoluments ainsi que ceux qui peuvent être attribués en vertu de l'article vingt et un, sont prélevés sur les frais généraux.

Article trente-cinq. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président, de l'administrateur-délégué ou de deux administrateurs.

Dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente-six. — Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le Conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions, arrêtées conformément aux statuts sont obligatoires pour tous, même pour les absents. les incapables, les dissidents.

Article trente-sept. — L'assemblée générale se réunit de plein droit, tous les ans, le quatrième jeudi du mois de juin à dix heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient de droit le lendemain à la même heure.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires entend les rapports des administrateurs et des commissaires relatifs à la situation de la société, au bilan et au compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et le compte de profits et pertes et détermine, s'il échet, les dividendes à répartir. Le bilan et le compte de profits et pertes adoptés, elle se prononce, par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires. Elle procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale, autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital le requiert, en formulant l'objet de la réunion.

Article trente-huit. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », dans le « Moniteur Belge » et dans un journal de Bruxelles.

Des lettres missives sont adressées à tous les associés en nom, huit jours au moins avant la réunion, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article trente-neuf. — L'assemblée générale se compose de tous les associés ayant observé l'article quarante des statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article quarante. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir au siège administratif l'indication du nombre et des numéros des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Il est permis de se faire représenter par un mandataire ayant lui-même le droit d'assister à l'assemblée générale et qui sera porteur d'un pouvoir spécial dont le Conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt, trois jours au plus tard avant la réunion; toutefois, les personnes morales, telles que les sociétés commerciales, peuvent se faire représenter par un mandataire non associé.

Lorsque pour les mêmes actions, il existe plusieurs intéressés co-propriétaires, usufruitiers, nus-propriétaires, créanciers ou débiteurs gagistes, ceux-ci sont tenus respectivement de se faire représenter par un seul et même mandataire.

Il est dressé, par les soins du Conseil d'administration, une liste de présence que tout associé ou mandataire est tenu de signer avant d'entrer à l'assemblée.

Les porteurs d'obligations peuvent assister aux assemblées générales mais avec voix consultative seulement s'ils ont effectué le dépôt de leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée.

Article quarante et un. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration.

En son absence, un vice-président ou, à son défaut, un administrateur désigné par ses collègues, remplit les fonctions de président.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire qui peut ne pas être associé. Il propose à l'assemblée, comme scrutateurs, deux des actionnaires présents et acceptants.

Article quarante-deux. — Le président de l'assemblée générale a le droit de proroger pour un délai n'excédant pas deux mois, toute assemblée générale alors même qu'elle n'aurait pas pour objet de statuer sur le bilan. En cas de prorogation, tout associé a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article quarante-trois. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les associés n'est portée à l'ordre du jour si elle n'est signée par des associés possédant ensemble un cinquième du capital social et si elle n'a été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

D'une manière générale, l'assemblée statue quels que soient le nombre et la nature des actions représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de fusion, de prorogation ou de dissolution anticipée de la société, d'augmentation ou de réduction du capital, de transformation de la société en une société de toute autre forme, coloniale ou étrangère, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications ont été spécialement indiquées dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital. S'il n'est pas satisfait à cette dernière condition, une nouvelle assemblée doit être convoquée et cette nouvelle assemblée statue quels que soient le nombre et la nature des actions représentées. Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix. Toutefois, en cas de perte des trois quarts du capital social, la dissolution de la société pourra être prononcée par les associés possédant le quart des titres représentés à l'assemblée.

Article quarante-quatre. — Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par le secrétaire, par les scrutateurs et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes et signés par le président du Conseil, par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE. — BILANS. — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante-cinq. — L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Article quarante-six. — Le Conseil dresse à la fin de chaque exercice social un inventaire reprenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et en général de toutes les dettes actives et passives de la société et contenant le résumé de tous les engagements et également des dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Article quarante-sept. — Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante, après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil établit le bilan et le compte de profits et pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gage, les dettes sans garanties réelles.

Un mois, au moins, avant l'assemblée générale ordinaire l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies comme dit ci-dessus, sont, avec le rapport du Conseil d'administration, mis à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport énonçant leurs propositions.

Article quarante-huit. — Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les associés peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et de celle de leur domicile ainsi que du rapport des commissaires.

Article quarante-neuf. — L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales, des impôts et frais généraux, y compris les amortissements, dépréciations, moins-values, des dotations à un fonds de prévision ainsi que des provisions à déterminer par le Conseil d'administration, constitue le bénéfice de la société.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour former un fonds de réserve. Ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social. Le surplus reçoit l'affectation ci-après :

a) la somme nécessaire pour payer aux actions à titre de premier dividende, une somme de soixante francs l'an au prorata des versements effectués en vertu des appels de fonds faits par le Conseil d'administration;

b) cinq pour cent au Conseil d'administration et au collège des commissaires, à répartir entr'eux suivant règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus d'un tiers d'un tantième d'administrateur;

c) cinq pour cent au comité de direction.

Le solde est réparti uniformément entre toutes les actions.

Toutefois, l'assemblée générale peut toujours, sur proposition du conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce solde, soit à un report à nouveau, soit à des fonds de prévision ou de réserves.

Le paiement des dividendes se fait à l'époque et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article cinquante. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

La situation du capital social sera publiée une fois par an au « Bulletin Officiel du Congo Belge », à la suite du bilan. Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts, avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables.

TITRE SIX.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

Article cinquante et un. — La société peut être dissoute en tout temps, par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés convoqués et siégeant suivant les conditions prévues aux articles trente-huit et quarante-trois.

Article cinquante-deux. — Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Sauf en cas de fusion ou de transport contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Si les actions ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, mettent les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article cinquante-trois. — Tout associé domicilié dans la Colonie ou à l'étranger, est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du siège administratif de la société, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé, de plein droit, avoir élu domicile au siège administratif où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires, liquidateurs domiciliés dans la Colonie ou à l'étranger, sont censés pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société où toutes assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le Conseil d'administration et, en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article cinquante-quatre. — Toutes contestations entre la société et les associés comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la société.

Article cinquante-cinq. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article cinquante-six. — Immédiatement après la constitution de la société, les associés sans autre convocation, se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour arrêter le nombre des commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous autres objets sociaux.

Article cinquante-sept. — Par dérogation à l'article quarante-cinq le premier exercice social comprendra la période de temps à courir depuis la fondation de la société jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent cinquante.

Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est d'environ neuf cent cinquante mille francs.

Dont acte.

Fait et passé.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaires, la minute restant à Maître Raucq.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin mil neuf cent quarante-neuf, volume 186, folio 8, case 10, onze rôles, six renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : I.

PROCURATION.

La soussignée Société Auxilacs, ayant son siège social à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie, dûment représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article 21 de ses statuts sociaux :

Déclare par les présentes donner tous pouvoirs à M. M. Lefranc.

A l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville ».

Fixer le siège et la durée de la société, le capital social, la répartition des bénéfices et les autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom de la soussignée 5.000 actions de capital de la société sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions, le versement exigé par la loi ou

les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes les assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour :

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles, le 28 mai 1949.

Bon pour pouvoir : (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 2.

PROCURATION.

Le soussigné, Albert François, administrateur-gérant de la Brasserie Bavery, Ed. François et fils, société de personnes à responsabilité limitée, 480, rue de Châtelet à Couillet, déclare par les présentes, donner tous pouvoirs à Monsieur Albert François, à l'effet de concourir en son nom, à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville »; fixer le siège et la durée de la Société, le capital social, la répartition des bénéfices et autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom du soussigné 2.700 actions de capital de la Société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Couillet, le 1^{er} juin 1949.

Brasserie du Bavery EDOUARD FRANÇOIS & FILS,

Société de personnes à responsabilité limitée.

L'administrateur-gérant : (signé) A. François.

Enregistré à Bruxelles, 4^{ème} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 3.

PROCURATION.

Le soussigné J. Burniat, Brasserie Bavery à Couillet, déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Albert François, à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville »; fixer le siège et la durée de la Société, le capital social, la répartition des bénéfices et autres dispositions des statuts; faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom du soussigné 500 actions de capital de la Société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Couillet, le 28 mai 1949.

(signé) J. Burniat.

Enregistré à Bruxelles, 4^m bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 4.

PROCURATION.

Le soussigné Paul-Marie-Joseph A. G. Fontainas, écuyer, ingénieur civil des mines U. I. Lv., 327, avenue Molière, Bruxelles.

Déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Maurice Le-franc, à l'effet de concourir en son nom, à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville » ; fixer le siège et la durée de la Société, le capital social, la répartition des bénéfices et autres dispositions des statuts; faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom du soussigné 100 actions de capital de la Société, sans désignation de valeur au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour :

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles, le 1 juin 1949.

(signé) Paul Fontainas.

Enregistré à Bruxelles, 4^m bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 5.

PROCURATION.

La soussignée, Société J. Camu et Fils, Malteries l'Epi d'Or, S. P. R. L., ayant son siège social à Alost, dûment représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article de ses statuts sociaux.

Déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Alfred Dupont à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville », fixer le siège et la durée de la société, le capital social, la répartition des bénéfices et les autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom de la soussignée 500 actions de capital de la société, sans désignation de valeur au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions, le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes les assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour :

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} juin 1949.

Pour J. Camu et fils, Malteries l'Epi d'Or, S. P. R. L.

(signé) L. Camu.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 6.

PROCURATION.

La soussignée Société Anonyme La Royale Belge, ayant son siège social à Bruxelles, 74, rue Royale, dûment représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article 22 de ses statuts sociaux, déclare par les présentes, donner tous pouvoirs à Monsieur Georges Martin, Secrétaire Général, à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville »; fixer le siège et la durée de la société; le capital social, la répartition des bénéfices et les autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom de la soussignée 1.000 actions de capital de la société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions, le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes les assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour :

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} juin 1949.

Bon pour pouvoir : (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 7.

PROCURATION.

La soussignée : « Belgika » Comptoir Colonial S. A., ayant son siège social à Bruxelles, 121, rue du Commerce, dûment représentée par deux de ses administrateurs conformément à l'article 22 de ses statuts sociaux, déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Claude-Prosper Wielemans, à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville »; fixer le siège et la durée de la société, le capital social, la répartition des bénéfices et les autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom de la soussignée 2.500 actions de capital de la société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions, le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes les assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour :

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles, le 30 mai 1949.

« Belgika » Comptoir Colonial, Société Anonyme.

Un administrateur : Bon pour pouvoir (signé) E. Wielemans.

Le Vice-Président : Bon pour pouvoir (signé) L. Wielemans.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 8.

PROCURATION.

La soussignée Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, les Fonds Dotaux et les Survivances, ayant son siège social à Bruxelles, 53, Boulevard Emile Jacqmain, et 14, rue de la Fiancée, registre du commerce de Bruxelles n° 1811, dûment représentée par son directeur Monsieur Pierre Pleeck, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 2 juin 1949, conformément à l'article 26 de ses statuts sociaux, déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Georges Martin à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville »; fixer le siège et la durée de la société, le capital social, la répartition des bénéfices et les autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom de la soussignée mille actions de capital de la société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions, le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes les assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles, le 2 juin 1949.

Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, Soc. An., Registre du Commerce n° 1811, 14, rue de la Fiancée, Bruxelles.

Bon pour pouvoir : le directeur : (signé) P. Pleeck.

Enregistré à Bruxelles, 4^{ème} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 8bis.

COMPAGNIE BELGE D'ASSURANCES GENERALES, sur la Vie, les Fonds Dotaux et les Survivances.

Société Anonyme, fondée en 1824.

14, rue de la Fiancée et 53, Boulevard Emile Jacqmain, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 1811.

—

Extrait de la Délibération du 2 juin 1949.

Le Conseil décide de souscrire 1.000 actions de 1.000 francs du capital de la Société Congolaise à responsabilité limitée « Brasserie de Stanleyville » en formation.

Pour copie conforme.

Le directeur : (signé) Pleeck.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 9.

PROCURATION.

La soussignée Société Anonyme « Etablissements Victor Catteau & C^o » ayant son siège social à Mouscron, 377, Chaussée de Menin, dûment représentée par un de ses administrateurs, conformément à l'article 19 de ses statuts sociaux, déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Valère Segard, 34, rue Franklin Roosevelt, à Bruxelles, à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville »; fixer le siège et la durée de la société, le capital social, la répartition des bénéfices et les autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom de la soussignée mille actions de capital de la société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions, le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes les assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Mouscron, le 1^{er} juin 1949.

(signé) Victor Catteau, Président du Conseil d'Administration.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 10.

PROCURATION.

Le soussigné : Monsieur Adhémar Mullie, administrateur de Banques, 116, rue des Confédérés, Bruxelles, déclare par les présentes, donner tous pouvoirs à Monsieur Jean van den Berch van Heemstede à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville » ; fixer le siège et la durée de la société, le capital social, la répartition des bénéfices et autres dispositions des statuts ; faire et accepter tous apports en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom du soussigné 500 actions de capital de la société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune ; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions le versement exigé par la loi ou les statuts ; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes assemblées des actionnaires, fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville, d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles, le 3 juin 1949.

Bon pour pouvoir : (signé) A. Mullie.

Enregistré à Bruxelles, 4^m bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 11.

PROCURATION.

La soussignée Banque Industrielle Belge, S. A., (Anc. Banque E. L. J. Empain) ayant son siège social à Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement, dûment représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article 19 de ses statuts sociaux, déclare par les présentes donner tous pouvoirs à Monsieur Jean van den Berch van Heemstede, à l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville »; fixer le siège social, la répartition des bénéfices et les autres dispositions des statuts, faire et accepter tous apports, en fixer et recevoir la rémunération, souscrire au nom de la soussignée conjointement avec la Banque de la Société Générale de Belgique 30.000 actions de capital de la société, sans désignation de valeur, au prix de 1.000 francs chacune; opérer au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de ces actions, le versement exigé par la loi ou les statuts; prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, accepter ces fonctions, participer à toutes les assemblées des actionnaires, fondateur et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera notamment :

1° L'apport fait par MM. René Laneau et Valère Segard d'une documentation technique et économique se rapportant à une brasserie à ériger à Stanleyville; d'études, plans, devis, procédés de fabrication pour bières tropicales.

2° La rémunération de cet apport par l'attribution de 1500 actions de capital entièrement libérées.

3° Que les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à 950.000 fr.

Fait à Bruxelles.

Bon pour pouvoir : (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE : 12.

Banque de la Société Générale de Belgique.

Société Anonyme à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 76.034.

—

PROCURATION.

La soussignée :

Banque de la Société Générale de Belgique, Société Anonyme ayant son siège à Bruxelles,

Représentée par Messieurs Fernand Puissant Bayens et Gaston Verbuyt.

Agissant en leur qualité respective d'administrateur-délégué.

Ayant à l'effet des présentes les pouvoirs nécessaires en vertu de l'article 25 des statuts de la Société.

En vue de la constitution de la Société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Brasserie de Stanleyville » par acte du ministère des notaires Raucq et Clavareau résidant à Bruxelles.

Constitue par les présentes pour son mandataire spécial Monsieur Robert Henrion, auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de concourir en son nom à la constitution de la dite société.

En conséquence,

- fixer le siège et la durée de la Société,
- le capital social,
- accepter tous apports,
- en fixer la rémunération,

— arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la Société,

— spécialement souscrire au nom de la soussignée, conjointement avec la Banque Industrielle Belge, S. A., à Bruxelles 30.000 (trente mille) actions de capital sans désignation de valeur de la société,

— opérer, au moment de la passation de l'acte constitutif sur le montant de chaque action et concurremment avec la Banque susdite, le versement de fr. : 200,— (deux cents francs) à prévoir par les statuts (cette libération étant faite par chacun des établissements pour sa part contributive);

— obliger la mandante au versement du surplus, conjointement encore avec la Banque Industrielle Belge,

— prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires,

— fixer leur nombre et leurs émoluments,

— accepter celle de ces fonctions qui serait conférée à la mandante,

— participer à toute assemblée des actionnaires qui serait tenue après la constitution de la Société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour,

— aux effets ci-dessus, passer tous actes et procès-verbaux, élire domicile et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le 7 juin 1949.

Bon pour pouvoir : (signé) F. Puissant Baeyens.

Bon pour pouvoir : (signé) G. Verbuyt.

Enregistré à Bruxelles, 4^{ème} bureau A. C. le seize juin 1949, volume 23, folio 63, case 12, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

Pour expédition conforme.

(signé) Albert RAUCQ.

N° 6244.

Reçu : quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 25 juin 1949.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 juin 1949.

Le Directeur : (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 juin 1949.

Le Directeur : (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 18 juillet 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 18 Juli 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 10^{me} TRANCHE 1949

9 JUILLET 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	710	1.000 fr.
	06530	100.000 fr.
	1340	2.500 fr.
	44840	20.000 fr.
	8170	10.000 fr.
	0770	5.000 fr.
1	631	1.000 fr.
	8931	2.500 fr.
	7161	2.500 fr.
	25861	20.000 fr.
	2961	2.500 fr.
	3271	10.000 fr.
2	3891	5.000 fr.
	722	1.000 fr.
	4822	2.500 fr.
	4732	2.500 fr.
	276932	500.000 fr.
3	3143	5.000 fr.
4	40704	50 000 fr.
	320314	1.000.000 fr.
	5434	5.000 fr.
	74934	20.000 fr.
	117674	500.000 fr.
5	243045	2.500.000 fr.
6	46646	100.000 fr.
	0556	2.500 fr.
	12076	50.000 fr.
	64686	250.000 fr.
7	7307	10.000 fr.
	58857	20.000 fr.
	37957	50.000 fr.
8	78608	50.000 fr.
	2338	2.500 fr.
	4178	5.000 fr.
	98978	100.000 fr.
	77888	100.000 fr.
9	9	200 fr.
	39	500 fr.
	93299	20.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 9 octobre 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 9 novembre 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 10^{de} SCHIJF 1949

9 JULI 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	710	1.000 fr.
	06530	100.000 fr.
	1340	2.500 fr.
	44840	20.000 fr.
	8170	10.000 fr.
	0770	5.000 fr.
1	631	1.000 fr.
	8931	2.500 fr.
	7161	2.500 fr.
	25861	20.000 fr.
	2961	2.500 fr.
	3271	10.000 fr.
2	3891	5.000 fr.
	722	1.000 fr.
	4822	2.500 fr.
	4732	2.500 fr.
3	276932	500.000 fr.
	3143	5.000 fr.
4	40704	50.000 fr.
	320314	1.000.000 fr.
	5434	5.000 fr.
	74934	20.000 fr.
	117674	500.000 fr.
5	243045	2.500.000 fr.
6	46646	100.000 fr.
	0556	2.500 fr.
	12076	50.000 fr.
	64686	250.000 fr.
7	7307	10.000 fr.
	58857	20.000 fr.
	37957	50.000 fr.
8	78608	50.000 fr.
	2338	2.500 fr.
	4178	5.000 fr.
	98978	100.000 fr.
	77888	100.000 fr.
9	9	500 fr.
	39	200 fr.
	93299	20.000 fr.

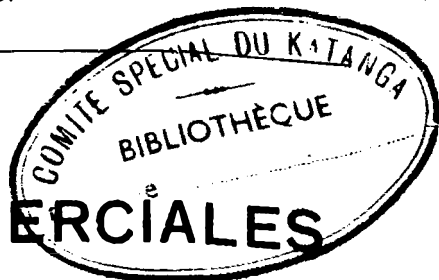
De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 9 October 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 9 Novembre 1949.

ANNEXE AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 SEPTEMBRE 1949.



SOCIÉTÉS COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIÉTÉS.

	Page		Page
Banque Belge d'Afrique « B. B. A. »	1565	Société Coloniale Auxiliaire d'En-	
Banque du Congo Belge « B. C. B. »	1542	treprises d'Electrification et de	
Compagnie d'Elevage et d'Alimen-		Travaux de Béton « Auxeltra-	
tation du Katanga « Elakat »	1533	Béton »	1538
Compagnie des Grands Elevages		Société de Constructions Métalli-	
Congolais « Grelco »	1532	ques « Socomet »	1558
Compagnie du Chemin de Fer du		Société des Chemins de Fer Léo-	
Katanga « C. F. K. »	1564, 1592	poldville-Katanga-Dilolo « Léo-	
Compagnie du Kasai « C. K. »	1563	kadi	1592
Compagnie du Kivu	1561	Société Forestière et Commerciale	
Compagnie Générale de Produits		du Congo Belge « Forescom » 1550, 1554	
Chimiques et Pharmaceutiques		Société Immobilière et Hypothé-	
du Congo « Cophaco »	1541	caire Africaine « Immoaf »	1534
Compagnie Pastorale du Lomami		Société Minière de Kindu « Somikin »	1603
« Pastorale »	1564	Société Minière de la Luenta	1597
Congomane	1565, 1578, 1587	Société Minière du Luebo	1593
Congo Motor Limited	1569	Société pour la Mécanisation des	
La Niengelé	1568	Entreprises en Afrique « So-	
Manufacture des Carreaux de Léo-		meca »	1573
poldville « M. C. L. »	1601	Syndicat Minier Africain « Symaf »	1540
Office Central du Travail du Ka-		Union Minière du Haut-Katanga	
tanga « O. C. T. K. »	1532	« U. M. H. K. »	1543

Office Central du Travail du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

—
AVIS.

A dater du 24 août 1949, le siège administratif de la Société a été transféré du n° 25, Avenue Marnix à Bruxelles, au n° 60, rue Marie de Bourgogne à Bruxelles.

Le Président du Conseil d'administration,

(s.) F. DELLICOUR.

— — —

Compagnie des Grands Elevages Congolais

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Biano (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 44.043.

—

Constituée le 9 janvier 1930, à Bruxelles, suivant acte n° 1000, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du 23 janvier 1930, et acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1930. Approuvée par arrêté royal du 11 février 1930. Modifications des statuts publiées à l'annexe au « Moniteur Belge » du 31 décembre 1937 et du 31 mai 1947, actes n° 17067 et 11041, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1938 et du 15 mai 1947. Approuvées par arrêté royal du 13 avril 1938 et du 15 avril 1947.

DEMISSION ET NOMINATION D'ADMINISTRATEURS.

Le Conseil Général de la société, réuni en date du 19 juillet 1949, a pris acte de la démission d'administrateur de Monsieur Jules VAN BLEYENBERGHE et a désigné Monsieur Jean del MARMOL pour occuper le siège laissé vacant par Monsieur VAN BLEYENBERGHE. L'assemblée générale lors de sa première réunion procédera à l'élection définitive de Monsieur del MARMOL qui remplira les fonctions « d'administrateur à fonctions spéciales ».

COMPAGNIE DES GRANDS ELEVAGES CONGOLAIS.

L'administrateur-délégué,

(Signature illisible.)

— — —

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3397.

Constituée le 5 juin 1925, à Bruxelles, et autorisée par arrêté royal en date du 1^{er} juillet 1925. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 24 juin 1925, 24 juillet 1926, 24 décembre 1926, 6 mai 1928, 21 décembre 1929, 26 juillet 1930, 18 avril 1935, 19 et 20 août 1935, 25 juin 1937, 5 janvier 1940, 23 août 1946 et 29-30 novembre 1948, actes n° 8173, 9064, 13424, 6472, 18962, 12157, 4879, 12200, 10241, 111, 17024 et 22320, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1925, 15 septembre 1926, 15 janvier 1927, 15 mai 1928, 15 mars 1930, 15 septembre 1930, 15 juin 1935, 15 octobre 1935, 15 août 1937, 15 février 1940, 15 novembre 1946 et 15 janvier 1949.

**DEMISSION ET NOMINATION D'ADMINISTRATEURS.
SIGNATURE.**

1^{er} Extrait du procès-verbal du Conseil général tenu en date du 19 juillet 1949.

« Le Conseil Général, à l'unanimité, accepte la démission d'administrateur de Monsieur le Vicomte R. LE SERGEANT d'HENDECOURT et, conformément à l'article 14 des statuts, il pourvoit à la vacance du mandat en appelant provisoirement aux fonctions d'administrateur Monsieur Jean del MARMOL. L'assemblée générale lors de sa première réunion procédera à l'élection définitive. »

2^o Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration tenu en date du 19 juillet 1949.

« Délibérant en application de l'article 17 des statuts, le Conseil décide de mandater Monsieur le Vicomte R. LE SERGEANT d'HENDECOURT en qualité de fondé de pouvoirs. Sa signature, conjointement avec celle d'un administrateur, engagera valablement la société. »

COMPAGNIE D'ELEVAGE ET D'ALIMENTATION DU KATANGA

L'administrateur-directeur,

L'administrateur-délégué,

(Signatures illisibles.)

Société Immobilière et Hypothécaire Africaine

Société congolaise à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : rue de la Science, 5.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 16669.

Constituée par acte du 23 juillet 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 août 1928, n° 11447 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, approuvé par arrêté royal du 7 septembre 1928. Statuts modifiés suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 8 août 1939, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 21-22 août 1939, n° 12248 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles et terrains en Afrique :

Au 31 décembre 1947	20.080.381,52	
Augmentation en 1948	10.128.119,63	
	<u>30.208.501,15</u>	
Réalisation en 1948	5.756.166,74	
	<u>24.452.334,41</u>	
Matériel et mobilier	6.006.305,95	
	<u>30.458.640,36</u>	

Disponible :

Caisses, banques, chèques postaux en Europe et en Afrique 4.197.187,72

Réalisable :

Portefeuille	536.600,—	
Magasins en Afrique	1.589.493,84	
Effets à recevoir	52.302,89	
Débiteurs divers	<u>11.751.634,76</u>	
		13.930.031,49

Divers :

Comptes débiteurs 715.311,98

Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	165.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	249.900,—	
Garantie pour l'émission de billets de voyages	155.000,—	
Compte dépôt en Afrique	6.000,—	
Débiteur éventuel pour notre caution en Afrique	1.620.000,—	
Notre participation dans cautions solidaires de 8 millions de francs	2.000.000,—	
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire	
		<u>4.195.900,—</u>
Total de l'actif : Fr.		<u>53.497.071,55</u>

PASSIF.

Dette de la Société envers elle-même :

Capital	22.000.000,—	
Réserve légale	227.004,74	
		<u>22.227.004,74</u>

Fonds d'amortissements :

Sur immeubles et terrains :

Au 31 décembre 1947	10.414.815,85	
Augmentation en 1948	598.905,92	
		<u>11.013.721,77</u>
Prélèvements pour immeubles vendus	3.966.919,21	
		<u>7.046.802,56</u>
Sur matériel et mobilier	3.180.733,12	
Sur magasin et approvisionnements en 1948	425.655,—	
Sur portefeuille en 1948	76.998,—	
		<u>10.730.188,68</u>

Dette de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers	13.178.711,50	
Dividendes restant à payer	498,—	
Provision fiscale	670.000,—	
		<u>13.849.209,50</u>

Divers :

Comptes créditeurs		1.168.605,71
--------------------------	--	--------------

Compte d'ordre :

Titulaires de garanties statutaires	165.000,—	
Agents déposants de cautionnements	249.900,—	
Garantie pour l'émission de billets de voyages	155.000,—	
Compte dépôt en Afrique	6.000,—	
Notre caution en faveur d'un tiers en Afrique	1.620.000,—	
Notre participation dans cautions solidaires de 8 millions de francs	2.000.000,—	
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire	4.195.900,—
<i>Profits et Pertes</i>		1.326.162,92
Total du passif : Fr.		53.497.071,55

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique	fr.	8.458.510,39
Amortissements divers		4.146.797,92
Prévision fiscale		450.000,—
Bénéfice net de l'exercice		1.326.162,92
Fr.		14.381.471,23

AVOIR.

Report au 1 ^{er} janvier 1948	fr.	92.689,03
Recettes d'exploitation et divers		14.288.782,20
Fr.		14.381.471,23

REPARTITION BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve légale	fr.	61.673,69
Dividende brut de 5 % aux 44.000 actions, soit 25 fr. par titre		1.100.000,—
Report à nouveau		164.489,23
Fr.		1.326.162,92

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 1949.

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, l'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1948, tels qu'ils sont établis ci-dessus, ainsi que la répartition bénéficiaire.

L'assemblée a ensuite donné décharge à MM. les administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice ci-dessus.

Par un vote spécial, décharge est donnée à ceux des administrateurs et commissaires qui soit directement soit indirectement ont pu avoir, pendant l'exercice ci-dessus, des rapports d'intérêts avec la Société.

Satisfaisant au 4^e objet de l'ordre du jour, l'assemblée réélit M. Christian Janssens dans ses fonctions d'administrateur et M. Raymond Depireux dans celles de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, banquier, Vollezele.

M. Christian Janssens, ingénieur, 24, avenue Albert Béchet, Crainhem.

M. Alfred Lienart, ingénieur, 196, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Henri de Steenhault, administrateur de sociétés, Vollezele.

M. le Comte van der Noot, marquis d'Assche, propriétaire, 47, rue du Commerce, Bruxelles.

M. Alfred Valkenberg, administrateur de sociétés, 1, avenue Hoover, Genval.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, rue Stanley, 64, Bruxelles.

M. Alphonse Soetens, sous-directeur de banque, 17, rue Vergote, Bruxelles.

Un administrateur,

A. LIENART.

Société Coloniale Auxiliaire d'Entreprises d'Electrification
et de Travaux de Béton
AUXELTRA-BETON

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Albertville.

Siège administratif : Bruxelles, 13, rue de la Presse.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 204.475.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Matériel et outillage	fr. 3.582.176,52	
Amortiss. de l'exercice	493.836,43	
		3.088.340,09
Mobilier		635.977,10
Immeubles		737.511,80
Terrains		517.580,30
Frais de constitution	160.764,70	
Amortiss. de l'exercice	10.717,70	
		150.047,—
Installations pour chantiers		684.220,85
		5.813.677,14

Réalisable :

Approvisionnements	7.740.264,65	
Débiteurs divers	10.739.525,38	
		18.479.790,03

Disponible :

Banques, caisses, chèques postaux	2.064.325,15	
Comptes débiteurs		53.762.069,54

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	245.000,—	
Avance à l'exploitation, colonie	13.548.195,57	
		13.793.195,57

Fr. 93.913.057,43

PASSIF.

Non exigible :

Capital	fr. 10.000.000,—	
10.000 actions de capital entièrement libérées 5.000 parts de fondateur (pour mémoire).		
Provisions diverses	2.449.977,53	
		12.449.977,53

Exigible à court terme :

Créditeurs divers	9.591.411,23	
Comptes créditeurs		58.078.473,10

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	245.000,—	
Avance à l'exploitation, Europe	13.548.195,57	
		13.793.195,57
	Fr.	93.913.057,43

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr. 1.404.010,48	
Charges financières	109.482,—	
Désaffectation outillage chantier	210.560,35	
Amortissements sur immobilisation	504.554,13	
	Fr.	2.228.606,96

CREDIT.

Résultats d'exploitation sur chantiers et divers	fr. 2.228.606,96	
	Fr.	2.228.606,96

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire
du 21 juin 1949.*

L'assemblée renouvelle, pour une durée de six ans, le mandat de M. François BOUCHEZ, administrateur.

Bruxelles, le 21 juin 1949.

Pour extrait conforme.

Un administrateur,

C. M. STULEMEYER.

SYMAF

Syndicat Minier Africain

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169.

DEMISSION ET NOMINATION D'ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal n° 7 du Conseil Général du 22 juillet 1949.

Le Conseil est informé que Monsieur Pierre ORTS a adressé sa démission de membre du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration propose, pour remplacer Monsieur Pierre ORTS, de nommer en qualité d'administrateur Monsieur Louis ORTS, docteur en droit.

Le Conseil marque son accord unanime sur cette proposition et nomme Monsieur Louis ORTS, administrateur en remplacement de Monsieur Pierre ORTS.

L'administrateur ainsi nommé achèvera le mandat de l'administrateur qu'il remplace, sous réserve d'élection définitive qui sera proposée à la prochaine Assemblée Générale.

« SYMAF » SYNDICAT MINIER AFRICAINE.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

L'administrateur-directeur,

Raymond ANTHOINE.

L'administrateur-délégué,

Henri DEPAGE.

**Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo
« CPHACO »**

Société coloniale belge à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 14, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3278.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire
du 26 juillet 1949.*

MM. F. BOUDART et G. PERIER, administrateurs, et J. de SAINT HUBERT, commissaire, dont les mandats sont venus à expiration, sont réélus dans leurs fonctions respectives par un vote spécial et unanime.

Bruxelles, le 5 août mil neuf cent quarante-neuf.

**COMPAGNIE GENERALE DE PRODUITS CHIMIQUES
ET PHARMACEUTIQUES DU CONGO « CPHACO ».**

Un administrateur,

L'administrateur-délégué,

(Signatures illisibles.)

Banque du Congo Belge

SITUATION AU 31 MAI 1949.

ACTIF.

Encaisse-or	927.761.430,70
Compte spécial de la Colonie (1)	105.134.438,25
Encaisses diverses	23.590.251,21
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	8.509.642,36
Avoirs en banque { en Belgique	438.650.139,23
à l'étranger	1.245.555.054,35
Portefeuille - titres	365.309.213,04
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	8.328.825.837,56
Effets commerciaux	741.509.014,05
Débiteurs	269.906.117,44
Etat Belge	526.599.128,90
Immeubles et Matériel	17.404.571,19
Débiteurs pour contrats de change à terme	315.810.121,47
Divers	12.537.488,22
	Fr. 13.327.102.447,97

PASSIF.

Capital	fr. 20.000.000,—
Réserves	46.370.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)	2.141.477.546,35
Créditeurs à vue { divers	7.562.715.439,18
Colonie	2.358.672.709,88
Créditeurs à terme	223.498.705,22
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	315.810.121,47
Transferts en route et divers	658.557.925,87
	Fr. 13.327.102.447,97

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Union Minière du Haut-Katanga
Société congolaise à responsabilité limitée

—
MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt-trois juin à dix heures trois quarts.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 3.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de l'Union Minière du Haut-Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, Montagne du Parc, numéro 6, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo; la dite société constituée par décret du Roi souverain de l'Etat indépendant du Congo Belge, du vingt-huit octobre mil neuf cent six, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat indépendant du Congo » du mois de novembre mil neuf cent six, et dont les statuts actuels ont été arrêtés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le huit avril mil neuf cent trente-sept, publié après approbation par arrêté royal en date du douze avril mil neuf cent trente-sept, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge », en date du quinze avril mil neuf cent trente-sept et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-trois avril mil neuf cent trente-sept, numéro 5.554, et modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné :

1°) Le vingt-trois avril mil neuf cent quarante-cinq, publié après approbation aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent quarante-cinq et à l'annexe au « Moniteur Belge », des quatorze/quinze mai mil neuf cent quarante-cinq, numéro 6185.

2°) Le dix décembre mil neuf cent quarante-six, publié après approbation à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix-neuf avril mil neuf cent quarante-sept, numéro 6678.

3°) Le quatre décembre mil neuf cent quarante-sept, publié après approbation à l'annexe au « Moniteur Belge » du sept février mil neuf cent quarante-huit, numéro 2163 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent quarante-huit.

et 4°) Le douze juillet mil neuf cent quarante-huit, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du premier septembre mil neuf cent quarante-huit, numéro 17.885.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — Le Comité Spécial du Katanga, établi à Bruxelles, rue des Petits Carmes, numéro 51, propriétaire de trois cent quinze mille six cent soixante-quinze parts sociales, quatre-vingt-dix-neuf

mille quatre-vingt-treize obligations et d'un certificat donnant droit à deux cent quarante-huit mille quatre cents voix 315.675 99.093 248.400

Ici représenté par Monsieur Ary Guillaume, Vice-Président du dit Comité du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, numéro 87, suivant procuration du treize de ce mois.

2. — La « Tanganyika Concessions Limited », société anonyme établie à Londres, Gresham Street, numéro 95, propriétaire de cent soixante-dix-neuf mille sept cent cinquante-neuf parts sociales, soixante et un mille trois cent quatre-vingt-quatre obligations et d'un certificat donnant droit à cent trente-quatre mille seize voix 179.759 61.384 134.016

Ici représentée par Monsieur Ian Hutchinson, représentant de la dite société, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 2, suivant procuration du treize de ce mois.

3. — La Société Générale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 3, propriétaire de cinquante-six mille cinq cents parts sociales, trente-neuf mille cinq cent vingt-trois obligations et d'un certificat donnant droit à trente et un mille cinq cent quatre-vingt-quatre voix 56.500 39.523 31.584

Ici représentée par Monsieur Gaston Blaise, ci-après nommé, suivant procuration du quinze de ce mois.

4. — La Compagnie du Katanga, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de douze mille cinq cents parts sociales 12.500

Ici représentée par Monsieur Firmin Van Brée, ci-après nommé, suivant procuration du dix de ce mois.

5. — La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de cinq mille parts sociales 5.000

Ici représentée par Monsieur Firmin Van Brée, ci-après nommé, suivant procuration du treize de ce mois.

6. — Electrorail — Compagnies Réunies d'Electricité et de Transports, société anonyme établie à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 33, propriétaire de deux mille six cent trente parts sociales 2.630

Ici représentée par Monsieur Henri Buttgenbach, ci-après nommé, suivant procuration du dix de ce mois.

7. — The Zambesia Exploring C^o, Limited, société anonyme, établie à Londres, Gresham Street, numéro 95, propriétaire de deux cent cinquante parts sociales 250

Ici représentée par Monsieur Ian Hutchinson, prénommé, suivant procuration du treize de ce mois.

8. — La Société Auxiliaire Agricole du Kivu, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Costermansville, Congo Belge, propriétaire de deux cents parts sociales 200

Ici représentée par Monsieur Léon Helbig de Balzac, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, numéro 50, suivant procuration du seize de ce mois.

9. — Monsieur Gaston Blaise, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, numéro 47, propriétaire de quatre cents parts sociales 400

10. — Monsieur Firmin Van Brée, ingénieur des Constructions civiles, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Chair et Pain, numéro 5, propriétaire de cinquante parts sociales. 50

11. — Monsieur Edgar Sengier, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, n^o 24, propriétaire de cinquante parts sociales 50

12. — Monsieur Richard Terwagne, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 273, propriétaire de cinquante parts sociales 50

13. — Monsieur Henri Buttgenbach, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 182, propriétaire de cinquante parts sociales 50

14. — Monsieur Jules Jadot, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, rue de Spa, numéro 32, propriétaire de cinquante parts sociales 50
15. — Monsieur Pierre Jadot, administrateur de sociétés, demeurant à La Hulpe, Château de Jolimon, propriétaire de vingt-cinq parts sociales 25
16. — La Mutuelle Financière d'Investissements, société anonyme établie à Luxembourg, boulevard Royal, numéro 33, propriétaire de trois cent quatre-vingts parts sociales 380
- Ici représentée par Monsieur Jean De Groof, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18, suivant procuration du quatorze de ce mois.
17. — La Société de Financement et de Participations « Finapart », société anonyme établie à Luxembourg, boulevard Royal, numéro 33, propriétaire de cinq cent quinze parts sociales 515
- Ici représentée par Monsieur Jean De Groof, prénommé, suivant procuration du quatorze de ce mois.
18. — Etablissement Parem, Fondation Lichtensteinoise, établie à Vadux, principauté de Lichtenstein, propriétaire de trois cent cinquante-cinq parts sociales 355
- Ici représentée par Monsieur Jean De Groof, prénommé, suivant procuration du quatorze de ce mois.
19. — Etablissements Edgar, Fondation Lichtensteinoise, établie à Vaduz, Principauté de Lichtenstein, propriétaire de trois mille deux cents parts sociales 3.200
- Ici représentée par Monsieur Jean De Groof, prénommé, suivant procuration du quatorze de ce mois.
20. — Pan Holding Inc, société établie à Panama, propriétaire de cinq cents parts sociales 500
- Ici représentée par Monsieur Jean De Groof, prénommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.
21. — Monsieur Jean de Groof, banquier, rue Guimard, numéro 18, propriétaire de cinquante parts sociales 50

22. — Monsieur Charles Bronchain, représentant de commerce, demeurant à Uccle, avenue Hamoir, numéro 13, propriétaire de une part sociale 1

23. — Monsieur Alphonse Van De Kerchove, pensionné, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Jupiter, numéro 119, propriétaire de dix parts sociales 10

24. — Monsieur Raoul Van Eslande, agent de change, demeurant à Bruxelles, rue Marie-Thérèse, numéro 28, propriétaire de quinze parts sociales 15

25. — Monsieur Paul Van Molleket, agent de change, demeurant à Bruxelles, rue de l'Enseignement, n° 31, propriétaire de cent parts sociales 100

26. — Monsieur Henri Wouters, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 121, propriétaire de deux cents parts sociales 200

27. — Monsieur Arthur Hemelaer, commerçant, demeurant à Tamise, Schoolstraat, numéro 29, propriétaire de cinq parts sociales 5

Ensemble cinq cent soixante-dix-huit mille cinq			
cinq cent vingt parts sociales, deux cent mille			
obligations et trois certificats nominatifs, donnant			
droit à quatre cent quatorze mille voix	578.520	200.000	414.000

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée se compose des membres du Conseil d'administration ci-après :

Messieurs Gaston Blaise, président, Firmin Van Brée, président honoraire, Edgar Sengier, administrateur-délégué, président du Comité permanent, Richard Terwagne, administrateur directeur, Henri Buttgenbach, administrateur, Ary Guillaume, administrateur et Jules Jadot, administrateur, prénommés, et Messieurs Maurice Hely Hutchinson, vice-président, président de la Tanganyika Concessions Limited, demeurant à Londres, Gresham Street, numéro 95, Herman Robiliart, administrateur directeur, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, numéro 31 et Godfrey Hutchinson, administrateur, administrateur-directeur de la Tanganyika Concessions Limited, demeurant à Londres, Gresham Street, numéro 95, ici intervenants, tous administrateurs.

L'assemblée est présidée par Monsieur Gaston Blaise, prénommé, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, directeur de l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Uccle, avenue Pirenne, numéro 25, ici intervenant et comme scrutateurs, Messieurs Ian Hutchinson et Ary Guillaume, tous deux prénommés.

Assistent également à l'assemblée :

Monsieur Georges Verriest, inspecteur royal des Colonies, demeurant à Watermael-Boitsfort, Drève des Wégélias, numéro 29, et Monsieur Pierre Jentgen, Directeur général au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 117, tous deux délégués du Comité Spécial du Katanga, auprès du Conseil d'administration de la société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale a à son ordre du jour le point suivant devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique.

Modification de l'article onze, alinéa deux des statuts, en vue de fixer de nouvelles modalités pour la signature des titres au porteur.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour, ont été faites dans les journaux suivants :

Le *Moniteur Belge* numéros du quatre et du treize/quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf.

L'*Echo de la Bourse*, numéros du trois/quatre/cinq et du quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf.

Le *Courrier de la Bourse et de la Banque*, numéros du trois/quatre et du quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf.

Ces journaux publiés à Bruxelles.

The Financial Times, numéros du quatre et du quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf.

The Times, numéros du quatre et du quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf.

Ces journaux publiés à Londres.

Qu'en outre, les actionnaires en nom et les propriétaires d'obligations nominatives jouissant d'un droit de vote ont été convoqués par lettre missive leur adressée huit jours au moins avant l'assemblée.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires et les porteurs d'obligations nominatives, jouissant d'un droit de vote, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. — Que sur un million deux cent quarante-deux mille parts sociales et les deux cent mille obligations nominatives jouissant d'un même droit de vote, la présente assemblée réunit cinq cent soixante-dix-huit mille cinq cent vingt parts sociales, les deux cent mille obligations nominatives à droit de vote et trois certificats nominatifs, donnant droit ensemble à quatre cent quatorze mille voix, soit plus de la moitié des voix attachées à la totalité des titres émis.

Qu'en vertu de l'article vingt-neuf des statuts chaque part sociale et chaque obligation donnent droit à une voix et chaque certificat donne droit au nombre de voix qui y est inscrit.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée celle-ci constate qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait, par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, au cours duquel il fait connaître que le Comité Spécial du Katanga, a donné son approbation aux propositions contenues dans l'ordre du jour, l'assemblée, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts la modification suivante :

Le deuxième alinéa de l'article onze est remplacé par :

« Les titres au porteur sont signés, soit par deux administrateurs, soit »
» par un administrateur et un délégué spécialement désigné à cet effet
» par le Conseil d'administration, l'une de ces deux signatures ou toutes »
» deux, peuvent être remplacées par des griffes. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Blaise, F. Van Brée, Ed. Sengier, R. Terwagne, H. Buttgenbäch, Ary Guillaume, J. Jadot, H. Hutchinson, H. Robiliart, G. Hutchinson, D. Van Bleyenbergh, I. Hutchinson, G. Verriest, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le deux juillet 1949.

Volume 1356, folio 23, case 11, six rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Joseph Dellois, président de la Chambre des Vacations, vice-président ff. de président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 27 juillet 1949.

(signé) J. Dellois.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Dellois, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1949.

Le Directeur (signé) J. Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 juillet 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Société Forestière et Commerciale du Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8545.

Constituée suivant acte sous seing privé du 22 mai 1912. Approuvée par Arrêté Royal du 4 juin 1912. Modifications aux statuts approuvées par Arrêtés Royaux des 20 décembre 1928 et 29 décembre 1947.

Actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 29 juin 1912, 15 janvier 1929 et 15 mai 1935, et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 10 février 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 12 juillet 1949.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations et routes	fr. 29.764.389,—		
Nouvelles immobilisations	4.178.079,—		
		33.942.468,—	
Amortissements antérieurs	16.614.363,—		
Amortissements 1948	3.661.022,—		
		20.275.385,—	
			13.667.083,—
Immeubles et constructions	30.601.060,—		
Nouvelles immobilisations	17.820.712,—		
		48.421.772,—	
Cession et sorties en 1948	16.944.080,—		
		31.477.692,—	
Amortissements antérieurs	9.151.575,—		
— Amortissements 1948, dont 3.113.000,— frs par le Fonds de Bien-Etre pour Indigènes	5.623.708,—		
		14.775.283,—	
			16.702.409,—

Usines, matériel, installations et divers	24.520.582,—	
Nouvelles immobilisations	14.965.083,—	
	<u>39.485.665,—</u>	
Sorties en 1948	101.511,—	39.384.154,—
Amortissements antérieurs	21.378.347,—	
Sorties amortissements en 1948	58.009,—	
	<u>21.320.338,—</u>	
Amortissements 1948	2.102.470,—	23.422.808,—
		<u>15.961.346,—</u>

II. — Réalisable :

Portefeuille titres	93.502,—	
Marchandises et approvisionnements	12.329.459,—	
Produits en stock	8.988.641,—	
Débiteurs divers	9.293.768,—	
Cheptel	330.465,—	31.035.835,—

III. — Disponible :

Caisses, banques et chèques-postaux	3.392.896,—
---	-------------

IV. — Divers :

Comptes débiteurs	882.621,—
-------------------------	-----------

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

VI. — Profits et Pertes :

Perte de l'exercice	10.801.915,—
	<u>Fr. 92.444.105,—</u>

PASSIF.

I. — Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 100.000 actions de fr. 500,—	fr. 50.000.000,—	
Réserve statutaire	480.886,—	
Fonds de prévision	2.000.000,—	
Fonds de renouvellement du matériel	5.000.000,—	57.480.886,—

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Participations à régler	6.750,—	
Dividendes à payer	7.152.164,—	
Créditeurs divers	23.165.273,—	
		30.324.187,—

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	307.158,—	
Provisions diverses	1.072.951,—	
Fonds pour investissements en faveur des indigènes	3.258.923,—	
		4.639.032,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires		P.M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		P.M.
	Fr.	92.444.105,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	3.273.477,—
Frais financiers		296.625,—
Perte sur opérations diverses		1.251.350,—
Amortissements :		
sur plantations et routes		3.661.022,—
sur constructions		2.510.708,—
sur matériel		2.102.470,—
		8.274.200,—
	Fr.	13.095.652,—

CREDIT.

Revenus financiers	fr.	11.130,—
Résultats d'exploitation		2.282.607,—
Solde		10.801.915,—
	Fr.	13.095.652,—

Situation du capital : Capital entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal
de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue le 12 juillet 1949*

L'assemblée, renonçant au vote secret, réélit à l'unanimité, pour un terme de six ans, en qualité d'administrateur, MM. le Baron Camille de JACQUIER de ROSEE et Léopold MOTTOULLE et, en qualité de commissaire, Monsieur Jules VANDERHALLEN.

L'assemblée décide de porter de neuf à dix le nombre des mandats d'administrateur et confie le nouveau mandat à Monsieur Jules BAUDINE, administrateur-délégué de la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, qui sera sortant lors de l'assemblée générale ordinaire de 1955

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Edgar Van der Straeten, administrateur de sociétés, 268. chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Vice-Président - Administrateur-délégué :

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de société, Houtain-le-Val par Nivelles en Brabant.

Administrateur-directeur :

M. le Baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, 25, rue Belliard, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Louis Ahrens, administrateur de sociétés, 114, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Maquet Marcel, Gouverneur de Province honoraire au Congo, 283, avenue de Broqueville, Bruxelles.

M. Pierre Miny, administrateur de sociétés, 39, rue J.-B. Meunier, Bruxelles.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, 19, rue Henri Lemaître, Namur.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Gentil, chef de culture, 35, avenue de l'Arbalète, Boitsfort.

M. Jean Meily, expert-Comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Jules Vanderhallen, commissaire de district honoraire au Congo, 108, avenue Edm. Parmentier, Woluwe-Saint-Pierre.

Bruxelles, le douze juillet mil neuf cent quarante-neuf.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil,
E. VAN DER STRAETEN.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P., le deux août 1949. Volume 904, folio 87, case 12, quatre rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Louyest.

Société Forestière et Commerciale du Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le douze juillet, à quatorze heures cinquante minutes.

A Bruxelles, rue Royale, numéro 36.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville, Congo Belge, avec siège administratif à Bruxelles, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, autorisée par arrêté royal en date du quatre juin mil neuf cent douze, constituée suivant acte sous seings privés en date du vingt-deux mai mil neuf cent douze, portant la mention suivante : « Enregistré à Bruxelles (A. J. P. et A. S. S. P.) le six septembre mil neuf cent dix-neuf, volume 589, folio 8, case 15 », publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du vingt-neuf juin mil neuf cent douze et à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix-neuf septembre mil neuf cent dix-neuf, numéro 7789 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt-six octobre mil neuf cent vingt-huit, publié après approbation par arrêté royal en date du vingt décembre mil neuf cent vingt-huit, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent vingt-neuf et à l'annexe au « Moniteur Belge » du seize février mil neuf cent vingt-neuf, numéro 1948, suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le trois octobre mil neuf cent trente quatre, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du quatorze novembre mil neuf cent trente-quatre, numéro 14.206, et suivant acte reçu par Maître Paul Ectors, substituant Maître Hubert Scheyven, tous deux notaires à Bruxelles, le huit juillet mil neuf cent quarante-sept, publié après autorisation par arrêté royal, aux annexes au « Moniteur Belge » du treize/quatorze octobre mil neuf cent quarante-sept, numéro 18.493.

Sont présents ou représentés les actionnaires qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La Société Internationale Forestière et Minière du Congo « Forminière » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa, (Congo Belge), propriétaire de quatre-vingt mille huit cent quarante-quatre actions de capital 80.844

Ici représentée par Monsieur Edgar van der Straeten, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268, suivant procuration du treize juin dernier.

2. — La Société Minière de la Tele, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Boma, (Congo Belge), propriétaire de dix-neuf mille cent cinquante et une actions de capital 19.151

Ici représentée par Monsieur Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert-Elisabeth, numéro 26, suivant procuration du vingt juin dernier.

3. — La Société Minière du Luebo, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire de une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Jean Meily, expert comptable, demeurant à Etterbeek, avenue Jules Malou, numéro 11, suivant procuration du treize juin dernier.

4. — La Société Minière de la Lueta, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire de une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Jean Meily, prénommé, suivant procuration du treize juin dernier.

5. — La Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Dibaya, (Congo Belge), propriétaire de une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, demeurant à Houtain-le-Val, (Brabant) suivant procuration du treize juin dernier.

6. — La Bourse du Travail du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Matamba-Luluabourg (Congo Belge), propriétaire de une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Pierre Le Bœuf, prénommé, suivant procuration du treize juin dernier.

7. — La Société de Colonisation Agricole au Mayumbe, société congolaise à responsabilité limitée à Pandji (Congo Belge), propriétaire de une action de capital 1

Ici représentée par Monsieur Pierre Le Bœuf, prénommé, suivant procuration du treize juin dernier.

Ensemble cent mille actions de capital 100.000

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article vingt-neuf des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Edgar van der Straeten, Président du Conseil d'administration.

Messieurs Pierre Le Bœuf, et Edmond Verfaillie, prénommés et le Baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, numéro 25, Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 214, le Général Marcel Maquet, Gouverneur de Province Honoraire au Congo, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Broqueville, numéro 283, et Léopold Mottoulle, docteur en médecine, demeurant à Namur, rue Henri Lemaître, numéro 19, administrateurs, complètent le bureau.

L'assemblée désigne comme scrutateurs, Messieurs Jean Meily, prénommé et Joseph Berteaux, conseiller adjoint au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle, rue Jean et Pierre Carsoel, numéro 123, ici intervenant et comme secrétaire, Monsieur Edmond Verfaillie, prénommé.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modification de l'article quatorze des statuts. Suppression de la limite maximum du nombre des administrateurs.

II. — Que les cent mille actions de capital étant toutes représentées à l'assemblée, il n'y a pas lieu de justifier des convocations.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-six des statuts.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, amendant son ordre du jour, prend la résolution suivante :

L'assemblée décide :

1° de supprimer dans le premier alinéa de l'article quatorze, les mots : « et de neuf au plus ». Cet alinéa sera donc rédigé comme suit :

« Article quatorze. — La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle ».

2° de remplacer le premier alinéa de l'article dix-sept des statuts par :

« Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président et éventuellement un ou deux vice-présidents. En cas d'absence du Président et des Vice-Présidents, le Conseil sera présidé par un administrateur désigné par ses collègues ».

et 3° de remplacer le premier alinéa de l'article vingt-neuf par :

« Toute assemblée générale est présidée par le Président du Conseil
» d'administration, ou à son défaut, par un vice-président, ou à leur dé-
» faut par un administrateur désigné par ses collègues ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) Ed. van der Straeten, P. Le Bœuf, Ed. Verfaillie, Baron C. de
Jacquier de Rosée, Général M. Maquet, L. Mottoulle, J. Berteaux, Hubert
Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt juillet 1949.

Volume 1355, folio 53, case 10, deux rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Voor ons : Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations der
Rechtbank van eersten aanleg zitting houdende te Brussel, gezien voor
echtverklaring der handtekening van heer Scheyven, notaire à Bruxelles.

Brussel, den 2 août 1949.

(signé) Ch. Bareel.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Mon-
sieur Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 3 août 1949.

Le Directeur, (signé) Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr.
Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 août 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Société de Constructions Métalliques « SOCOMET »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le treize juillet à dix heures.

En notre Etude, à Bruxelles, rue du Moniteur, n° 8.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société de Constructions Métalliques » en abrégé « Socomet », société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Elisabethville (Congo Belge) constituée suivant acte du ministère du notaire Hubert Scheyven, à Bruxelles, soussigné, du vingt-neuf avril mil neuf cent quarante-huit, autorisée par arrêté royal du vingt et un juin suivant et dont les statuts ont été publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent quarante-huit.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

Monsieur Georges Goulevant, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Schaerbeek, avenue Gustave Latinis, n° 241.

Agissant en nom personnel comme propriétaire de cinq actions 5
au nom et comme mandataire de :

1. — Etudes et Diffusion du Profil à Froid, société anonyme Holding, établie à Luxembourg, boulevard de la Pétrusse, n° 69, propriétaire de quatre cent et quinze actions, suivant procuration du six de ce mois 415

2. — Monsieur Herman Dumonceau, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue Brillat Savarin, n° 79, propriétaire de cinq actions, suivant procuration du six de ce mois 5

3. — Monsieur Pierre Freson, administrateur honoraire de sociétés au Congo, demeurant à Alleur, rue Lambert Dewonck, n° 33, propriétaire de cinquante actions, suivant procuration du six de ce mois 50

4. — Monsieur René Mayeur, comptable, demeurant à Schaerbeek, rue Albert Latour, n° 39, propriétaire de cinq actions, suivant procuration du six de ce mois 5

5. — Monsieur Alfred Poesen, expert comptable, demeurant à Liège, Quai de l'Ourthe, n° 1, propriétaire de cinq actions, suivant procuration du sept de ce mois 5

6. — Monsieur Paul Adam, ingénieur U. I. Lv., demeurant à Braine-l'Alleud, rue du Ménil, propriétaire de cinq actions, suivant procuration du six de ce mois 5

7. — Monsieur René Sulbout, expert comptable, demeurant à Luxembourg, avenue de l'Arsenal, n° 12, propriétaire de cinq actions, suivant procuration du huit de ce mois 5

8. — Monsieur Marcel Delat, licencié en sciences commerciales, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, rue des Alliés, n° 81, propriétaire de cinq actions, suivant procuration du treize de ce mois 5

Ensemble, cinq cents actions 500

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Georges Goulevant, prénommé, administrateur.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Louis Lambert, industriel, demeurant à Sclessin, (Ougrée), avenue de Cointe, n° 17, ici intervenant.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modification aux statuts pour mentionner le transfert des sièges social et administratif (article deux).

Nomination d'administrateurs.

II. — Que toutes les actions de la société étant représentées à l'assemblée il n'y a pas lieu de justifier des convocations.

III. — Que pour assister à l'assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions des articles trente et trente et un des statuts.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée celle-ci constate qu'elle est valablement constituée conformément à l'article trente-cinq des statuts pour délibérer valablement sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée approuvant pour autant que de besoin la décision prise par le Conseil d'administration de transférer le siège social à Léopoldville et le siège administratif à Ixelles, rue de la Vallée, n° 9, décide d'apporter aux statuts la modification suivante :

Le texte de l'article deux est remplacé par :

« Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être » transféré en toute autre localité du Congo Belge par simple décision du » Conseil d'administration.

» Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant
» toutes les communes de l'agglomération bruxelloise, il est actuellement
» établi à Ixelles, rue de la Vallée, n° 9, il pourra, par décision du Conseil
» d'administration être établi ultérieurement dans toute autre commune
» de l'agglomération bruxelloise.

» Le transfert du siège social, comme celui du siège administratif sera
» publié par avis inséré dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou
» dans le « Bulletin administratif du Congo Belge ».

» Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de porter le nombre d'administrateur de quatre à six et appelle aux fonctions d'administrateur :

Monsieur Fernand Delahaut, industriel, demeurant à Ixelles, rue de la Vallée, n° 9,

et Monsieur Louis Lambert, industriel, demeurant à Sclessin (Ougrée), avenue de Cointe, n° 17.

Dont le mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-cinq.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à dix heures trente.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu queu dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Goulevant, L. Lambert, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-trois juillet 1949.

Volume 1355, folio 55, case 5, deux rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Voor ons : Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Brussel, gezien voor echtverklaring der handtekening van de Heer Scheyven, notaire à Bruxelles.

Brussel, de 2 août 1949.

(signé) Ch. Bareel.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Bareel, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 3 août 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 août 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Compagnie du Kivu

Société Anonyme

à Anvers

34, avenue Rubens

Registre du Commerce d'Anvers n° 111.

ELECTIONS STATUTAIRES

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 5 juillet 1949

L'assemblée :

- a) acte le décès de Monsieur Frans Janssens et en remplacement de celui-ci et pour achever son mandat appelle aux fonctions de commissaire, Monsieur François DIELS, courtier d'assurances, 72, avenue Van Put à Anvers;
- b) renouvelle les mandats d'administrateur de Madame la Comtesse Maximilien de RENESSE BREIDBACH et de Messieurs le Comte Christian de RENESSE et Nicolas DECKER, ainsi que celui de commissaire de Monsieur Robert DELWICHE, les nouveaux mandats devant expirer immédiatement après l'assemblée générale statutaire de et en 1955.

Anvers, le 5 juillet 1949.

Pour extrait certifié conforme.

COMPAGNIE DU KIVU
Société Anonyme

Deux administrateurs,

(sé) N. DECKER.

(sé) Comte M. de RENESSE BREIDBACH.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation des signatures de MM. de RENESSE BREIDBACH et DECKER, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 8 juillet 1949.

Le Directeur (sé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur A. Marquet, apposée ci-dessus.

Usumbura, le 22 juillet 1949.

Pour le Chef du Service du Contentieux et du Personnel.

Le Délégué : (sé) A. Lepage.

Droit perçu : francs 40,— suivant quittance n° 367/49 du 22 juillet 1949.

A. S. 727. Reçu en dépôt au Greffe du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, ce vingt-huitième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-neuf sous le numéro SEPT CENT VINGT-SEPT du registre des actes déposés.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance.

(sé) W. Limaugé.

Droit perçu : 50 francs.

Quittance n° 12 du 28 juillet 1949.

(sé) Le Greffier W. Limaugé.

Pour copie conforme.

Le Greffier : W. Limaugé.

Sceau du Tribunal de 1^{re} Instance Ruanda-Urundi.

Compagnie du Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Dima (Congo Belge).

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 11.764.

—

POUVOIRS.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration
du 27 juillet 1949.*

Complémentairement aux pouvoirs décernés en séance du 19 novembre 1948 publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 11 décembre 1948, sous le n° 23.070, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1949, le Conseil d'administration, agissant en vertu de l'article 11 des statuts, délègue à M. Nestor Mortier, comptable, demeurant à Jette-Saint-Pierre, rue Van Swae, n° 1, les pouvoirs ci-après qu'il n'exercera qu'en cas d'absence ou d'empêchement de M. Maximilien Vleeshouwer, fondé de pouvoirs, mais sans devoir justifier de cette absence à l'égard de tiers :

- a) agissant conjointement avec le président ou l'administrateur-délégué : pouvoir d'effectuer tous paiements, recevoir toutes sommes, faire tous recouvrements, donner quittance, arrêter tous comptes au nom de la société;
- b) agissant conjointement avec M. Paul Wolter, secrétaire général, en cas d'absence ou d'empêchement du président et de l'administrateur-délégué, mais sans devoir justifier de cette absence à l'égard de tiers, pouvoir d'effectuer tous paiements, recevoir toutes sommes, faire tous recouvrements, donner quittance, arrêter tous comptes au nom de la société;
- c) agissant conjointement avec M. Paul Wolter, secrétaire général, à son défaut avec M. Maurice Mairesse, fondé de pouvoirs : pouvoir d'effectuer tous paiements, recevoir toutes sommes, faire tous recouvrements et donner quittance au nom de la société, à concurrence de cent mille francs par opération.

Bruxelles, le 30 juillet 1949.

Pour extrait certifié conforme :

Un administrateur,
Gilbert PERIER.

L'administrateur-délégué.
A. S. GERARD.

—

Compagnie du Chemin de fer du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, n° 25, avenue Marnix.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 19.788.

—

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Par application de l'article 9 des statuts, M. Joseph MAGOTTE, Directeur Général au Ministère des Colonies, a été nommé administrateur à la date du 1^{er} août 1949, en remplacement de M. A. MARON, décédé.

Le Président du Conseil d'administration,

L. JADOT.

—

Compagnie Pastorale du Lomami

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : 29, avenue de l'Etoile à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 34, rue Capitaine Crespel à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 47.231.

—

Constit. 7.6.28 et Appr. A. R. 17.10.28 Publ An. Bull. Off. C. B. 15.11.28
12.9.28

Modif.	15.5.30	id.	22. 7.30	id.	15. 8.30
	2.8.34	id.	25. 9.34	id.	15.10.34
	5.6.39	id.	22. 6.39	id.	15. 7.39
	4.6.45	Appr. A. Rég.	1. 8.45	id.	15. 8.45

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration du 27 juillet 1949.

DEMISSION ET NOMINATION D'ADMINISTRATEUR. ,

Le Conseil prend acte de la démission offerte par M. Joseph Tasch en qualité d'administrateur. En vertu de l'article XII des statuts, il nomme provisoirement M. Pierre Tasch pour achever le mandat, expirant en 1953, de M. Joseph Tasch. Le Conseil proposera à la prochaine assemblée générale de ratifier cette nomination.

Bruxelles, le 27 juillet 1949.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,

E. LARIELLE.

Banque Belge d'Afrique

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Non immatriculée au Registre du Commerce.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 3, rue de Namur.

*Extrait des délibérations du Conseil d'administration
en date du 6 juillet 1949.*

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le Conseil appelle M. Guy Mouton, docteur en droit, en qualité de Directeur Administratif de la Banque et lui délègue les pouvoirs déterminés par l'article 19 des statuts.

Pour extrait certifié conforme.

BANQUE BELGE D'AFRIQUE
S. C. R. L.

P.-M. de LAUNOIT

Administrateur-délégué.

Max-Léo GERARD.

Président.

« Congomane »

Société congolaise à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Grand'Place, 21, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers, n° 1080.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1925, n° 2214; année 1926, n° 9398; année 1927, n° 11734; année 1928, n° 9230; année 1929, n° 13303; année 1932, n° 11339; année 1938, n° 13783; année 1938, n° 13785.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 7 juin 1949.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	1.463.757,49
Réalisable et disponible		23.516.098,20
Dépôts statutaires		Pour mémoire
	Fr.	<u>24.979.855,69</u>

PASSIF.

Envers la société	fr.	8.630.949,08
Envers des tiers		13.177.245,40
Profits et pertes		3.171.661,21
Déposants statutaires		Pour mémoire
	Fr.	<u>24.979.855,69</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais gén., appointements, loyer, frais d'exploitation, etc.	4.180.845,52
Bénéfice net	3.171.661,21
	<u>Fr. 7.352.506,73</u>

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation et divers	fr. <u>7.352.506,73</u>
---	-------------------------

REPARTITION DES BENEFICES.

Provision pour impôts	fr.	300.000,—
Réserve légale		46.911,23
5 p. c. aux 1,000 actions privilégiées		25.000,—
6 fr. 50 c. aux 40.000 parts sociales		260.000,—
Au Conseil général		146.369,—
Superdividende aux actions privilégiées		40.000,—
Superdividende aux parts sociales		120.000,—
Participation au personnel		80.500,—
A la réserve extraordinaire		2.152.880,98
	Fr.	<u>3.171.661,21</u>

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 7 juin 1949

L'assemblée, à l'unanimité, approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948.

Elle donne décharge pleine et entière aux administrateurs et aux commissaires.

Elle confirme le mandat d'administrateur de M. Van der Haegen, désigné par le Conseil pour terminer le mandat de M. Anastasiades, décédé dans le courant de l'exercice, et renouvelle les mandats de MM. Portocallis et Van der Haegen comme administrateurs et celui de M. Coenen comme commissaire.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Halleux, Edm., administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles, président.

M^{me} Georges Gracis, administrateur de sociétés, 21, Grand-Place, Anvers, administrateur.

M. Emile Ruelens, assureur, 11, rue Osy, Anvers, administrateur.

M. Georges Portocallis, administrateur de sociétés, 175, boulevard Lambertmont, Bruxelles, administrateur.

M. Albert Van Iseghem, négociant, 8, rue Everaert, Anvers, administrateur.

M. Emile Van der Haegen, avocat, 21, Longue rue de l'Hôpital, Anvers, administrateur.

M. Marcel Coenen, employé, 17, rue Geulincx, Anvers, commissaire.

M. René Van Iper, expert comptable, 33, rue des Capucines, Anvers, commissaire.

Le Président,

Edm. HALLEUX.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de 18 Juni 1949, deel 213, blad 71, vak 1. Twee bladen geen verzending. Ontvangen 40 frank.

De ontvanger, a. i., (get.) Verstegen.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen de 18 Juni 1949.)

La NIENGELE

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Niengélé (Sankuru) Congo Belge.

Siège administratif : 21/23, Longue rue Neuve, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers n° 30200.

**RESOLUTION PRISE PAR L'ASSEMBLEE STATUTAIRE
DU 30 JUILLET 1949.**

L'assemblée a décidé de reporter la présentation des comptes de l'exercice 1948 jusqu'à ce que la société possède tous les éléments comptables nécessaires.

Anvers, le 5 août 1949.

Pour copie certifiée conforme.

(sé) G. de DECKER.

Administrateur-Président.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) de achtste Augustus 1949
deel 214, blad 28, vak 13, een blad geen verzending.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger, a. i., (get.) Verstegen.

Congo Motor Limited

—

AUGMENTATION DU CAPITAL DE CONGO MOTOR LIMITED PAR INCORPORATION DES RESERVES ET INVESTISSEMENTS (1).

Nous soussignés :

CHARBONNIER, François, résidant à Elisabethville, porteur de deux mille deux cent vingt actions;

ATTALA, Mansour, résidant à Elisabethville, représenté par Monsieur CHARBONNIER, Francis, en vertu d'une procuration authentique et générale, enregistrée à l'Office Notarial d'Elisabethville sous le volume XIII folios deux cent septante-cinq à deux cent septante-sept en date du dix-neuf février mil neuf cent vingt-neuf, porteur de deux mille deux cent vingt actions;

VROONEN, Arthur, résidant à Elisabethville, porteur de dix actions;

QUIRY, René, résidant à Elisabethville, porteur de trente actions;

PETERS, Fernande, épouse QUIRY, René, résidant à Elisabethville, porteur de cinq actions;

STAMATIOU, Costa, résidant à Elisabethville, porteur de cinq actions, déclarons que le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la CONGO MOTOR LIMITED en date du vingt-sept décembre mil neuf cent quarante-sept est sincère et exact.

Quatre mille quatre cent nonante actions sur cinq mille étant représentées, l'assemblée générale délibère valablement.

Il est noté que la convocation officielle de cette assemblée générale a été dûment publiée dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge » du vingt-cinq décembre mil neuf cent quarante-sept.

Monsieur R. QUIRY expose l'objet de cette assemblée générale extraordinaire à savoir, l'augmentation du capital social par incorporation des réserves.

En effet, le capital social de CINQ MILLIONS ne correspond plus depuis tout un temps avec le capital réel employé et rétribué par les bénéfices annuels accusés et en majeure partie réservés.

Le capital social devrait passer à trente millions justifiés par :

Capital social : cinq millions.

Réserve ordinaire : un million.

Réserve extraordinaire : six cent mille francs.

Réserves investies : quatre millions huit cent vingt-trois mille six cent cinquante-six francs nonante centimes.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1949. — 1^{re} partie.

Réserves pour constructions : quatre millions quatre cent septante-six mille trois cent quarante-trois francs dix centimes.

Programme Welfare Indigène : un million.

Réserve en cas de mauvaises créances : trois cent mille francs.

Réserve pour renouvellement matériel : cinq cent mille francs.

Report à nouveau 1941 à 1946 inclus : un million sept cent vingt-huit mille cent trente-neuf francs soixante-huit.

Report résultat 1947 : dix millions cinq cent septante et un mille huit cent soixante francs trente-deux centimes.

Il serait donc émis vingt-cinq mille nouvelles actions de capital Série « B » d'une valeur nominale de mille francs chacune, actions qui seraient remises aux porteurs des cinq mille actions de la première émission, et ce, à raison de cinq nouvelles à chaque propriétaire d'une ancienne.

Ces nouvelles actions jouiraient des mêmes droits que celles de la première émission.

Après un échange de vues, à l'unanimité, les actionnaires présents à l'assemblée générale extraordinaire, réunis en vue de statuer sur l'augmentation de capital, décident de porter celui-ci de CINQ à TRENTE MILLIONS par l'incorporation des réserves suivantes :

Réserve ordinaire : un million.

Réserve extraordinaire : six cent mille francs.

Réserves investies : quatre millions huit cent vingt-trois mille six cent cinquante-six francs nonante centimes.

Réserves pour constructions : quatre millions quatre cent septante-six mille trois cent quarante-trois francs dix centimes.

Programme Welfare Indigène : un million.

Réserve en cas de mauvaises créances : trois cent mille francs.

Réserve pour renouvellement matériel : cinq cent mille francs.

Report à nouveau mil neuf cent quarante et un à mille neuf cent quarante-six inclus : un million sept cent vingt-huit mille cent trente-neuf francs soixante-huit centimes.

Report résultat mil neuf cent quarante-sept : dix millions cinq cent septante et un mille huit cent soixante francs trente-deux centimes.

Il sera donc émis VINGT-CINQ MILLE nouvelles actions de capital Série « B » d'une valeur nominale de mille francs chacune. Les actions souscrites lors de la fondation de la Société seront dénommées actions de capital « A ». Les VINGT-CINQ MILLE actions nouvelles seront dénommées actions de capital « B » et jouiront des droits identiques à celles de la Série « A ». Ces actions de capital Série « B » seront remises aux porteurs des actions de capital Série « A » à raison de cinq actions de capital Série « B » à chaque porteur d'une action de capital Série « A ».

Il est décidé de passer l'acte notarié immédiatement et ce avant le 31 décembre mil neuf cent quarante-sept.

En conséquence, les soussignés constatent que le Capital de la Congo Motor Limited est porté de CINQ à TRENTE MILLIONS, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Fait à Elisabethville, le trentième jour du mois de décembre mil neuf cent quarante-sept.

(signé)

QUIRY.

Epouse QUIRY.

A. VROONEN.

F. CHARBONNIER.

C. STAMATIOU.

pour autorisation maritale,

(sé) QUIRY.

L'an mil neuf cent quarante-sept, le trentième jour du mois de décembre Nous ALLAERT, Valère, notaire à Elisabethville, certifions que le présent acte nous a été présenté ce jour en présence de Messieurs ROMAIN, Raymond, et BOUSSARD, Denis, tous deux agents de la Colonie, résidant à Elisabethville témoins à ce requis, réunissant les conditions fixées par la Loi.

Après lecture de l'acte, Messieurs CHARBONNIER, Francis, agissant en son nom propre tant qu'au nom de Monsieur Mansour ATTALA en vertu d'une procuration authentique, VROONEN, Arthur, QUIRY, René, Dame PETERS, Fernande, assistée et autorisée aux fins des présentes par son époux QUIRY, René, et Monsieur STAMATIOU, Costa, tous résidant à Elisabethville,

déclarent par devant Nous et en présence des dits témoins que le présent acte, tel qu'il est dressé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi les présentes ont été signées par Nous, notaire, et par les Parties et les témoins.

Les Parties :

sé) A. VROONEN.

sé) F. CHARBONNIER.

sé) STAMATIOU, Costa.

sé) QUIRY, R.

sé) M^{me} QUIRY.

Les Témoins,

(sé) ROMAIN.

(sé) BOUSSARD.

Le Notaire,

(sé) ALLAERT

Pour autorisation maritale,

sé) QUIRY, R.

Vu, pour la légalisation de la signature de Monsieur ALLAERT, notaire
à Elisabethville.

Elisabethville, le 30 décembre 1947.

Le Chef du Secrétariat Provincial, Liberton, G.

(sé) LIBERTON.

Enregistré, volume XXIII, folio 69 et 70

Mots barrés : Néant.

Mots ajoutés : Néant.

Frais d'acte 300,—

Enregistrement 320,—

2 copies conformes 640,—

Légalisation 40,—

Total : fr. 1.300,—

Quittance n° 826 du 30 décembre 1947.

Le Notaire,

ALLAERT.

(sé) ALLAERT.

Elisabethville, le 30 décembre 1947.

Pour copie certifiée conforme.

Le notaire ALLAERT V.

(sé) ALLAERT.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 8 juillet 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 8 Juli 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

**Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique
en abrégé « SOMECA »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée
ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge)
et son siège administratif à Bruxelles.

**AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).**

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le deux juin à onze heures trente minutes.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son Etude à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique » en abrégé « SOMECA » dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné le trente et un juillet mil neuf cent quarante-six, approuvé par Arrêté Royal du dix-neuf septembre mil neuf cent quarante-six, dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-six, sous le numéro 21.295, les dits statuts modifiés suivant actes reçus par le notaire Richir soussigné les vingt décembre mil neuf cent quarante-sept et douze juin mil neuf cent quarante-huit, modifications autorisées par Arrêté Royal du huit septembre mil neuf cent quarante-huit et publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du treize octobre suivant sous le numéro 19.777.

La séance est ouverte à onze heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Alfred Wolff, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marcel Dormal, ci-après qualifié.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Henry et de Haller, également ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels déclarent posséder le nombre d'actions ci-après indiqué :

1) Monsieur Werner Gross, administrateur de sociétés, domicilié à Bâle et résidant à Léopoldville, possesseur de trois cents actions de capital	300
---	-----

Ici représenté par Monsieur de Haller, ci-après qualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1949. — 1^{re} partie.

2) Monsieur Albert Brunnschweiler, médecin, demeurant à Bâle, 1, Sint Jakobstrasse, possesseur de cinq cents actions de capital	500
3) Monsieur Jean Rodolphe de Haller, commerçant, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg, possesseur de quatre cent quatre-vingt-cinq actions de capital	485
4) La Société anonyme « Vapor » ayant son siège à Molenbeek-Saint-Jean, 48, boulevard Léopold II, constituée suivant acte reçu par le notaire Lambert à Bruxelles, le seize mai mil neuf cent trente-neuf, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du sept juin suivant, sous le numéro 9259, ici représentée par Monsieur Gaston Kunstenaar, administrateur-délégué de la société, demeurant à Ixelles, 23, rue Dautzenberg, agissant en vertu des pouvoirs lui délégués le deux mai mil neuf cent quarante-huit (« Moniteur » numéro 11.517).	
Ladite société propriétaire de sept cent septante act. de capital	770
5) Monsieur Alfred Wolff, sans profession, demeurant à Bruxelles, 81a, rue de la Loi, propriétaire de trois cent soixante-quinze actions de capital	375
6) Monsieur Eugène Henry, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 146, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de cinquante actions de capital	50
7) Monsieur Louis de Lannoy, secrétaire général de la Royale Union Coloniale Belge, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, 241, rue Royale, propriétaire de dix actions de capital	10
8) Monsieur Marcel Dormal, avocat, demeurant à Bruxelles, 23, rue Marie-Thérèse, propriétaire de dix actions de capital	10
Soit ensemble : deux mille cinq cents actions de capital	2.500

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

a) Augmentation du capital à concurrence de deux millions de francs, représentée par deux mille actions de capital nouvelles de mille francs chacune, à souscrire en espèces et à libérer à concurrence d'un/cinquième.

b) Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec la résolution qui sera prise.

II. — Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 29 des statuts pour pouvoir assister à la présente assemblée.

III. — Que sur les deux mille cinq cents actions de capital, représentant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté deux mille cinq cents, soit la totalité, à la présente assemblée et qu'en conséquence aucune justification n'est nécessaire quant à la convocation à l'assemblée.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés étant constatés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ensuite, après avoir délibéré l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter et augmente effectivement le capital social à concurrence de deux millions de francs, pour le porter de deux millions cinq cent mille francs à quatre millions cinq cent mille francs, par la création de deux mille actions de capital nouvelles de mille francs chacune, à souscrire en espèces et à libérer à concurrence d'un/cinquième, actions jouissant des mêmes droits et avantages que les anciennes et participant aux résultats sociaux à compter du premier juin courant et au prorata du montant libéré.

L'assemblée décide d'accepter la souscription aux deux mille actions qui viennent d'être créées, par :

Monsieur de Haller, préqualifié, tant pour lui que pour un groupe pour lequel il se porte fort.

L'assemblée déclare et reconnaît que toutes et chacune des deux mille actions qui viennent d'être souscrites ont été libérées, en dehors de la présence du notaire soussigné, par le versement de deux cent quarante francs par titre et que le montant total de cette libération, soit quatre cent quatre-vingt mille francs, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

DEUXIEME RESOLUTION.

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier les statuts comme suit :

a) le premier alinéa de l'article 5 des statuts est remplacé par :

« Article 5. — Le capital social est fixé à quatre millions cinq cent mille »
» francs, représenté par quatre mille cinq cents actions de capital de mille »
» francs chacune, dont deux mille cinq cents de ces actions sont entière- »
» ment libérées et le surplus libéré à concurrence de deux cent quarante »
» francs par titre ».

b) Article 5. — A la fin de cet article est, en outre, ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue devant le »
» notaire Jacques Richir à Bruxelles, le deux juin mil neuf cent quarante- »
» neuf, le capital social a été porté à quatre millions cinq cent mille francs, »
» par la création de deux mille actions de capital nouvelles de mille francs »
» chacune, souscrites en numéraire et libérées à concurrence de deux cent »
» quarante francs part titre ».

c) *Article 7.* — Le septième alinéa de cet article est remplacé par :

« Soit ensemble : quatre mille actions de capital, formant avec les cinq cents actions attribuées en rémunération d'apports, l'intégralité du capital social ».

Les résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés, sauf les cinq cents actions d'apports qui n'ont pas pris part au vote.

Ces résolutions sont prises sous la condition suspensive d'autorisation par arrêté royal.

FRAIS.

L'assemblée déclare et reconnaît que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève approximativement à douze mille francs, non compris le droit d'enregistrement dans la Colonie.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le huit juin 1949, volume 582, folio 78, case 6, trois rôles, six renvois.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

Annexe au n° 21.387.

PROCURATION.

Le soussigné Werner Gross, domicilié à Bâle (Suisse) et résidant actuellement à Léopoldville (Congo Belge) actionnaire de la Société SOMECA, s. c. r. l., 23, rue Dautzenberg, à Bruxelles, déclare constituer pour son mandataire spécial :

M. Jean R. de Haller, administrateur de sociétés à Bruxelles.

A qui il donne pouvoir de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la société SOMECA, société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique, société congolaise par actions à responsabilité limitée convoquée pour le 31 mai 1949, avec l'ordre du jour suivant :

1) Augmentation de capital nouvelle pour le porter de 2.500.000 à 5.000.000 francs par la création de 2.500 nouvelles actions de capital nouvelles, dont 2.000 au minimum, à souscrire en espèces, le solde soit maximum 500 et minimum 250 à attribuer, sous forme d'actions d'apport à M. de Haller, en rémunération du résultat de ses études et démarches en vue de nouveaux contrats en cours.

2) Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les décisions qui seront prises.

Aux effets ci-dessus, délibérer, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, émettre tous votes, substituer et, généralement, faire le nécessaire.

Cette procuration est valable pour toute assemblée générale extraordinaire convoquée à une date ultérieure avec le même ordre du jour.

Fait à Léopoldville, le 28 mai 1949.

Signé Gross.

Enregistré à Bruxelles, A. C. III, le huit juin 1949, volume 36, folio 26 case 3, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du Receveur.

N° 6149.

Reçu quatre francs.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Edmond Malbecq, vice-président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 22 juin 1949.

(s.) Ed. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 juin 1949.

(s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 27 juin 1949.

Le Directeur (s.) A. Marquet.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 18 juillet 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 18 Juli 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

« CONGOMANE »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville-Est (Congo Belge).

Siège administratif : Anvers, Grand'Place, 21.

R. C. A. n° 1080.

—
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le sept mars.

Devant Nous, Maître Maurice Van Zeebroeck, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Congomane » dont le siège social est établi à Léopoldville-Est (Congo Belge) et le siège administratif à Anvers, Grand'Place, 21.

Immatriculée au Registre du Commerce d'Anvers sous le n° 1080.

Constituée suivant acte avenu devant le notaire François Janssens à Anvers, sous la dénomination « Maison Gracis Congomane », le vingt-quatre décembre mil neuf cent vingt-cinq, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent vingt-six et aux annexes du « Moniteur Belge » du treize mars mil neuf cent vingt-six, sous le n° 2214, dont le capital a été augmenté et les statuts modifiés suivant actes avenus devant le même notaire, respectivement le dix-sept juillet mil neuf cent vingt-six, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre suivant, et aux annexes du « Moniteur Belge » du six août suivant, sous le n° 9398, et le treize septembre mil neuf cent vingt-sept, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre suivant, et aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-neuf septembre suivant, sous le n° 11734 dont le capital a été augmenté, les statuts modifiés et la dénomination changée en la dénomination actuelle, suivant acte avenu devant les notaires Maurice Van Zeebroeck, soussigné détenteur de la minute, et François Janssens, le dix-neuf mai mil neuf cent vingt-huit, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin suivant, et aux annexes du « Moniteur Belge » des dix-huit/dix-neuf juin suivant, sous le n° 9230; dont les statuts ont été modifiés suivant actes avenus devant le même notaire Maurice Van Zeebroeck, respectivement le dix-huit juin mil neuf cent vingt-neuf, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet suivant, et aux annexes du « Moniteur Belge » du dix-huit août suivant, sous le n° 13.303, et le sept juin mil neuf cent trente-deux, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août suivant, et aux annexes

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1949. — 1^{re} partie.

du « Moniteur Belge » du cinq août suivant sous le n° 11.339, dont le capital a été successivement réduit et augmenté et les statuts modifiés suivant acte avenu devant le notaire Maurice Van Zeebroeck, le vingt-quatre juin mil neuf cent trente-huit, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre suivant et aux annexes du « Moniteur Belge » du quatorze octobre suivant sous le n° 13.783.

La séance est ouverte à onze heures, au siège administratif, Grand'Place, 21, à Anvers, sous la présidence de Monsieur Edmond Halleux, 115, avenue Albert Giraud à Bruxelles qui désigne comme secrétaire Monsieur Marcel Coenen, employé, 17, rue Geulincx à Anvers.

Sont désignés pour remplir les fonctions de scrutateurs Maître Van der Haegen, avocat à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 21, et Monsieur Emile Ruelens, administrateur, rue Osy, 11, à Anvers.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les nom, prénoms, profession et domicile, ainsi que le cas échéant, le nom des mandataires et en outre, le nombre de titres régulièrement déposés ou inscrits en nom dans le chef de chaque actionnaire, se trouvent consignés sur la liste de présence, laquelle sera clôturée par le bureau avec la mention, du nombre total d'actionnaires, du nombre de titres valablement représentés et du nombre de voix pour lesquelles il peut être pris part au vote.

Cette liste sera ensuite signée « ne varietur » par le bureau et par le notaire instrumentant et annexée au présent procès-verbal avec lequel elle sera simultanément enregistrée.

L'assemblée ratifie la composition du bureau, ensuite le président expose et les membres de l'assemblée reconnaissent ce qui suit :

I. — La présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer et se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1°) Révision des décisions prises en assemblée générale extraordinaire le vingt-quatre juin mil neuf cent trente-huit; Annulation pure et simple de la deuxième résolution tendant à augmenter le capital à concurrence de cinq cent mille francs pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à cinq millions de francs; annulation des mille actions privilégiées créées à la suite de cette augmentation de capital, ainsi que de leur souscription; renonciation, par la société anonyme « Finafrica » à la prise ferme de ces titres, sauf à faire revivre la créance que cette société possédait à charge de « Congomane » laquelle créance se trouvait éteinte par compensation du chef de la libération intégrale des titres pris ferme par « Finafrica ».

2°) Annulation, à la suite de la décision précédente de la troisième résolution prise au cours de la dite assemblée générale de mil neuf cent trente-huit, et tendant à modifier divers articles des statuts aux fins de les mettre en concordance avec la dite augmentation de capital et la création concomitante de titres privilégiés. Tous les articles devant, de cette manière être réintégrés dans leur rédaction précédente. En outre, modification au 4° de l'article 30 des statuts aux fins de porter à quinze pour cent le tantième au profit du Conseil général.

3°) Attribution à la société « Finafrica » d'un dividende forfaitairement et transactionnellement fixé à cinq pour cent brut par exercice social, depuis sa souscription des mille actions privilégiées jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, nonobstant toute disposition contraire des statuts et notamment le prescrit de l'article trente, 4° b, cet article étant pour autant que de besoin modifié en ce sens, par l'assemblée générale.

4°) Réintégration dans les écritures sociales de la créance de « Finafrica » à concurrence du montant de cinq cent mille francs, éteint par compensation lors de la libération des mille actions privilégiées; pour satisfaire au vœu de la loi, en matière de réduction de capital, la créance de cinq cent mille francs ainsi restituée sera indisponible pendant une période de six mois.

5°) Pouvoirs extraordinaires au Conseil d'administration en vue du mode de remboursement de cette créance et de toutes autres modalités y relatives, le tout à réaliser à la diligence du Conseil en accord avec le Conseil d'administration de « Finafrica ».

II. — Les convocations, contenant l'ordre du jour ont été publiées, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts, par des annonces insérées une fois dans :

a) L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du dix-huit février dernier.

b) Le « Moniteur Belge » du vingt février dernier.

c) La « Cote Libre » du vingt-vingt et un février dernier.

d) « Lloyd Anversois » du dix-neuf/vingt février dernier.

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés séance tenante sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

III. — En vue d'assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 25 des statuts relatives au dépôt des titres au porteur.

IV. — Le capital social est actuellement de cinq millions de francs représenté par mille actions privilégiées de cinq cents francs chacune et par quarante mille parts sociales sans mention de valeur nominale.

V. — L'ordre du jour étant élisif de modifications aux statuts, lesquelles modifications sont en outre de nature à influencer les droits respectifs des deux catégories de titres, une première assemblée générale extraordinaire réunie avec le même ordre du jour le vingt et un janvier dernier, devait, afin de pouvoir délibérer et statuer valablement, réunir la moitié au moins du capital social et la moitié au moins des titres de chaque catégorie.

Ces conditions de présence n'ayant pas été réunies, une seconde assemblée générale extraordinaire a été convoquée avec le même ordre du jour, laquelle assemblée se trouve présentement réunie : cette assemblée pourra valablement aborder son ordre du jour, sans égard aux « Quorums » de présence.

VI. — D'après la liste de présence, huit actionnaires sont présents ou représentés, totalisant mille actions privilégiées et deux mille quatre cent cinquante parts sociales, donnant droit respectivement au nombre de voix prévu par la loi et les statuts, sous réserve des réductions légales le cas échéant.

Il résulte de ce qui précède, ce qui est constaté par le Président et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée, que l'assemblée a été régulièrement convoquée, qu'elle est valablement constituée et qu'elle remplit les conditions requises pour aborder valablement son ordre du jour.

Passant à l'ordre du jour, le Président fait un exposé des événements ayant retardé et finalement empêché l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale en mil neuf cent trente-huit, ainsi que des motifs qui militent en faveur de l'annulation de ces décisions.

« Vers la fin de l'année mil neuf cent trente-huit Monsieur Georges » Gracis, qui était à l'époque notre administrateur délégué, est parti en » tournée d'inspection au Congo; son séjour là-bas s'est prolongé notable- » ment du fait que notre directeur au Congo a été obligé de rentrer à cette » époque en Belgique pour raison de santé;

» En mil neuf cent trente-neuf les événements mondiaux prirent la » tournure que l'on sait; entretemps, notre Conseil d'administration qui » avait été chargé de l'exécution des décisions de l'assemblée générale de » mil neuf cent trente-huit, avait décidé une prorogation de délai;

» L'entrée en guerre de la Belgique en mai mil neuf cent quarante, in- » terrompit définitivement les opérations; bloqué dans la Colonie, notre » administrateur-délégué ne put rentrer en Belgique qu'en mil neuf cent » quarante-six, ou il mourut huit jours après son retour.

» A l'heure actuelle, il appert que la situation de notre société a com- » plètement changé par rapport à ce qu'elle était en mil neuf cent trente- » huit;

» Il est évident qu'à cette époque les porteurs de parts sociales avaient » dû consentir un sacrifice considérable par suite de la création des mille » actions privilégiées; le sacrifice était partiellement compensé, sans doute. » par la faculté de rachat qui devait leur être réservée par le preneur » ferme des actions privilégiées, encore cette compensation était-elle pu- » rement subjective puisque, pour en jouir, les porteurs de parts sociales » se voyaient forcés d'effectuer un nouvel investissement que, peut-être, » ils ne pourraient ou ne désiraient faire.

» Actuellement, au contraire, le sacrifice consenti par les anciens action- » naires ne se justifie plus; d'autre part, le résultat favorable des négocia- » tions poursuivies avec le preneur ferme des actions privilégiées, « la » société anonyme Mutuelle Financière Belgo-Africaine Finafrica », a dé- » terminé votre Conseil d'administration quant à vous proposer l'ordre du » jour de l'assemblée générale extraordinaire présentement réunie.

» Comme vous avez pu vous en rendre compte à la lecture de cet ordre » du jour, c'est l'annulation pure et simple de l'augmentation de capital » décidée en mil neuf cent trente-huit qui vous est proposée, avec, comme » conséquence, immédiate, l'annulation des mille actions privilégiées, le » preneur ferme de ces titres renonçant à la prise, sauf à faire revivre la » créance dont il avait été fait apport. Sous la seule condition de renoncer » au droit préférentiel de souscrire des actions privilégiées, les porteurs

» de parts sociales verront donc disparaître toute la catégorie de titres
» privilégiés, de sorte que l'intégralité du capital social sera à nouveau
» représentée par les seules parts sociales.

» En outre, les super-dividendes au profit des actions privilégiées qui
» ont été comptabilisés en ce qui concerne les exercices mil neuf cent qua-
» rante et un à mil neuf cent quarante-sept inclus, seront attribués aux
» parts sociales comme si les porteurs de celles-ci avaient, pendant cette
» période, effectivement épuisé leur droit préférentiel à la souscription
» des actions privilégiées; en effet, ainsi qu'il résulte du 3^e à l'ordre du
» jour, seul un dividende forfaitaire sera attribué à la société « Finafrica »
» durant la période pendante, à titre de rémunération du capital investi.

» Il résulte surabondamment de ce qui précède que les porteurs de parts
» sociales ne subiront aucun préjudice ni désavantage quelconque du chef
» de l'opération qui vous est proposée, bien au contraire puisqu'ils retrou-
» veront dans leur part du capital et des bénéfices sociaux les droits et
» avantages qui, aux termes des décisions de mil neuf cent trente-huit,
» devaient être attribués aux actions privilégiées dont nous vous pro-
» posons actuellement la suppression. »

Après cet exposé, l'assemblée délibère;

Ensuite, le Président met successivement aux voix les résolutions sui-
vantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Revu les décisions prises en assemblée générale extraordinaire le vingt-
quatre juin mil neuf cent trente-huit, l'assemblée décide d'annuler pure-
ment et simplement la deuxième résolution, soit : l'augmentation de capital
à concurrence de cinq cent mille francs, pour le porter de quatre millions
cinq cent mille francs à cinq millions de francs, en conséquence, l'assem-
blée décide d'annuler les mille actions privilégiées qui avaient été créées
à la suite de cette augmentation de capital ainsi que leur souscription sous
réserve de renonciation par la Société Anonyme « Mutuelle Financière
Belgo-Africaine Finafrica » à la prise ferme de ces titres; le droit préfé-
rentiel accordé en vue de la souscription des actions privilégiées, à la caté-
gorie des parts sociales, lequel droit n'a jamais été exercé en fait, est con-
séquentement caduc.

La renonciation, par « Finafrica » à la prise ferme des actions privilégiées,
emportera réintégration de la créance que cette société possédait à charge
de « Congomane » laquelle créance se trouvait éteinte par suite de l'apport
qui en avait été fait et en rémunération duquel les mille actions privilé-
giées avaient été attribuées.

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix, dans chacune des
catégories de titres votant séparément.

INTERVENTION.

Est intervenu à l'instant la société anonyme « Mutuelle Financière Bel-
go-Africaine Finafrica » représentée comme dit est, laquelle a déclaré
renoncer à la prise ferme des mille actions privilégiées créées à la suite de

l'augmentation de capital du vingt-quatre juin mil neuf cent trente-huit, compte tenu de ce que, à la suite de la décision prise par l'assemblée présentement réunie, ces mille actions privilégiées sont annulées, l'obligation assumée par « Finafrica » de rétrocéder ces titres aux porteurs de parts sociales se trouvant conséquemment anéanties et la créance de « Finafrica » à charge de « Congomane » éteinte par suite de l'apport qui en avait été fait, devant revivre à concurrence de son montant primitif de cinq cent mille francs de capital.

L'accord de volonté entre « Congomane » société débitrice, et « Finafrica » société créancière, étant ainsi réalisé, la dite créance se trouve légalement rétablie; elle devra à nouveau apparaître par « créiteurs » au passif envers les tiers de la société débitrice, ce qui est constaté unanimement par l'assemblée actuellement réunie et par la société intervenante.

Revenant à l'ordre du jour, le Président met aux voix la résolution suivante :

DEUXIEME RESOLUTION.

En égard à la première résolution, précédemment adoptée, l'assemblée décide d'annuler purement et simplement les modifications apportées aux statuts sur la troisième résolution de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-quatre juin mil neuf cent trente-huit; de cette manière tous les articles modifiés par suite de cette décision, sont réintégrés dans leur rédaction précédente.

Statuant spécialement sur le dernier alinéa du 2^e à l'ordre du jour, l'assemblée après délibération et sur contre-proposition du Conseil, décide de conserver la rédaction primitive du 4^e de l'article 30 des statuts en ce qui concerne le tantième au profit du Conseil général, ce tantième étant, en conséquence, maintenu à dix pour cent.

Rédaction définitive des articles cinq, trente et trente-trois : voir décision du sept juin mil neuf cent trente-deux (annexes au « Moniteur Belge » du cinq août mil neuf cent trente-deux, n° 11.339; annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente-deux) sauf à l'article 30 : lire au 4^e *sub a*) : « dix pour cent » au lieu de « quinze pour cent ».

Rédaction définitive de l'article 24 : voir décision du dix-huit juin mil neuf cent vingt-neuf (annexes au « Moniteur Belge » du dix-huit août mil neuf cent vingt-neuf, n° 13.303; annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent vingt-neuf. Articles 9 à 13, 15, 22, 24 à 29, 32, 33 et 35 : supprimer les mots « ou actions privilégiées ».

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix, dans chacune des catégories de titres votant séparément.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide qu'il sera attribué à la société « Finafrica » un dividende forfaitairement et transactionnellement fixé à 5 pour cent brut par exercice social, à compter de sa souscription des mille actions privilégiées jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit; ce dividende

représentera la rémunération du capital investi durant la période pendante.

Par ailleurs, les superdividendes qui ont été comptabilisés au cours des exercices mil neuf cent quarante et un à mil neuf cent quarante-sept, inclus, seront attribués pour la totalité aux parts sociales; à cette fin, il est spécialement dérogé au prescrit de l'article 30, 4^e des statuts tel que cet article avait été modifié par décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-quatre juin mil neuf cent trente-huit.

L'assemblée générale statutaire prochaine déterminera les modalités relatives à la liquidation et à la mise en paiement du montant global de ces superdividendes; au cas où cette assemblée déciderait de prévoir un superdividende pour l'exercice mil neuf cent quarante-huit, celui-ci serait joint au montant global des superdividendes colloqués pour les exercices mil neuf cent quarante et un/mil neuf cent quarante-sept.

L'assemblée constate que ce montant global, sous réserve du super-dividende éventuellement accordé pour l'exercice mil neuf cent quarante-huit, permettra d'attribuer aux parts sociales un superdividende d'environ quatre francs cinquante centimes brut par part sociale; la détermination du montant définitif relèvera de la décision de l'assemblée statutaire à venir.

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix, dans chacune des catégories de titres votant séparément.

QUATRIEME RESOLUTION.

Suite aux décisions prises, l'assemblée décide de réintégrer dans les écritures sociales la créance de la société « Finafrica » éteinte par suite de l'apport qui en avait été fait lors de l'augmentation de capital de mil neuf cent trente-huit et rétablie actuellement ainsi qu'il résulte des décisions de l'assemblée et de la convention avec la dite société « Finafrica ».

Afin de satisfaire au vœu de la loi en matière de réduction de capital, la créance de cinq cent mille francs ainsi restituée, sera indisponible pendant une période de six mois.

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix, dans chacune des catégories de titres votant séparément.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'investir le Conseil d'administration de tous pouvoirs quelconques aux fins d'établir le mode de remboursement de la créance de « Finafrica », le taux des intérêts à servir à cette société depuis le premier janvier mil neuf cent quarante-neuf jusqu'au jour du remboursement effectif et de toutes autres modalités y relatives, le tout à réaliser en accord avec la société « Finafrica » dûment représentée par son Conseil d'administration.

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix, dans chacune des catégories de titres votant séparément.

L'ordre du jour est épuisé.

Le Président constate et les membres de l'assemblée reconnaissent que toutes les décisions prises par la présente assemblée générale extraordinaire, sont affectées de la condition suspensive d'approbation par arrêté royal.

Le Président lève la séance à midi.

DONT PROCES-VERBAL.

Dressé à Anvers, lieu, an, date et heure comme dit.

Après lecture aux membres du bureau et de l'assemblée, ceux-ci ont tous signé le procès-verbal avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Geboekt vijf bladen, een verzending te Antwerpen B. A. 3^e Kantoor, den achtsten Maart 1949. Deel 120, blad 35, vak 7.

Ontvangen : twee duizend zes honderd en vijftig frank.

De Ontvanger : a. i. (sé) P. Ferdinand.

ANNEXES.

I. — « CONGOMANE » s. c. r. l., 21, Grand'Place, Anvers.

Deuxième assemblée générale extraordinaire du 7 mars 1949.

LISTE DE PRESENCE.

Déposants	Titres déposés ou inscrits en nom		Signatures.
	p. soc.	act. p.	
1) M ^{lle} Hélène Gracis, s. pr. à Léopoldville; procuration : E. Vander Haegen.	1000		(sé) Vander Haegen.
2) Ed. Halleux, adm. de soc., av. A. Giraud, 115, Bruxelles;	100		(sé) Ed. Halleux.
3) G. Portocallis, adm. de soc., boulevard Lambermont, 75, Bruxelles;	100		(sé) Portocallis.
4) E. Ruelens, adm. de soc., rue Osy, 11 Anvers;	100		(sé) E. Ruelens.
5) M ^{me} V ^{ve} Gracis, s. pr., à Léopoldville; procuration : E. Vander Haegen.	1000		(sé) Vander Haegen.
6) Coenen, M., employé, rue Geulinx, 17, Anvers;	50		(sé) Coenen.
7) Finafrica. S. A., Grand'Place, 21, Anvers; procuration - délégation de pouvoirs: E. Vander Haegen.	1000		(sé) Vander Haegen.
8) A. Van Iseghem, rue Everaerts, 8, Anvers.	100		(sé) Van Iseghem.
	2450	1000	

Cette liste de présence a été clôturée par le bureau, avec huit actionnaires totalisant deux mille quatre cent cinquante parts sociales et mille actions privilégiées, sous réserve des réductions de voix à opérer le cas échéant.

(sé) Le Président : Ed. Halleux. — Les scrutateurs (sé) Vander Haegen, Ruelens. — Le secrétaire (sé) Coenen. — Le notaire (sé) Maurice Van Zeebroeck.

Geboekt een blad geen verzending te Antwerpen B. A. 3^e Kantoor, den achtsten Maart 1949. Deel 11, blad 74, vak 3.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger a. i. (sé) P. Ferdinand.

(Suit procuration annexée.)

Pour expédition conforme.

Le notaire,

Maurice VAN ZEEBROECK.

Voorzitter der Rechtbank van 1^e aanleg. Antwerpen.

Gezien door Ons J. Castelein, Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring des handtekens van M. M. Van Zeebroeck, hierboven benaamd.

Antwerpen, den 29 Maart 1949.

(signé) J. Castelein.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Castelein apposée d'autre part.

Bruxelles, le 13 avril 1949.

Le Directeur (signé) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 avril 1949.

Le Conseiller (signé) P. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 18 juillet 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 18 Juli 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

« CONGOMANE »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

siège social à Léopoldville-Est (Congo Belge).

Siège administratif à Anvers, Grand'Place, 21.

—

ASSEMBLEE GENERALE.

PROCES-VERBAL DE CARENCE.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt et un janvier.

Devant Nous, Maître Maurice Van Zeebroeck, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée : « CONGOMANE » dont le siège social est établi à Léopoldville-Est (Congo Belge), et le siège administratif à Anvers, Grand'Place, 21.

Immatriculée au Registre du Commerce d'Anvers sous le n° 1080.

Constituée suivant acte avenant devant le notaire François Janssens à Anvers, sous la dénomination « Maison Gracis Congomane » le vingt-quatre décembre mil neuf cent vingt-cinq, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent vingt-six et aux annexes du « Moniteur Belge » du treize mars mil neuf cent vingt-six, sous le n° 2214; dont le capital a été augmenté et les statuts modifiés suivant actes avenant devant le même notaire respectivement le dix-sept juillet mil neuf cent vingt-six, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre suivant et aux annexes du « Moniteur Belge » du six août suivant sous le n° 9398, et le treize septembre mil neuf cent vingt-sept, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre suivant, et aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-neuf septembre suivant, sous le n° 11.734, dont le capital a été augmenté, les statuts modifiés et la dénomination changée en la dénomination actuelle, suivant acte avenant devant les notaires Maurice Van Zeebroeck, soussigné, détenteur de la minute, et François Janssens, le dix-neuf mai mil neuf cent vingt-huit, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin suivant, et aux annexes du « Moniteur Belge » des dix-huit/dix-neuf juin suivant, sous le n° 9230; dont les statuts ont été modifiés suivant actes avenant devant le même notaire Maurice Van Zeebroeck, respectivement le dix-huit juin mil neuf cent vingt-neuf, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet suivant et aux annexes du « Moniteur Belge » du dix-huit août suivant, sous le n° 13.303 et le sept juin mil neuf cent trente-deux, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août suivant et aux annexes du « Moniteur Belge » du cinq août suivant sous le n° 11.339, dont le capital a été successivement réduit et augmenté et les statuts modifiés suivant acte avenant devant le notaire Maurice Van Zeebroeck, le vingt-quatre juin mil neuf cent trente-huit, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre suivant et aux annexes du « Moniteur Belge » du quatorze octobre suivant sous le n° 13.783.

La séance est ouverte à onze heures, au siège administratif, Grand'Place, 21, à Anvers sous la présidence de Monsieur Edmond Halleux, 115, avenue Albert Giraud à Bruxelles.

Le Président désigne en qualité de secrétaire Monsieur Marcel Coenen, employé, rue Geulincx, 17, à Anvers.

Sont désignés pour remplir les fonctions de scrutateurs Maître Van der Haegen, avocat à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 21, et Monsieur Emile Ruelens, administrateur, rue Osy, 11 à Anvers.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les nom, prénoms, profession et domicile, ainsi que le cas échéant, le nom des mandataires, et en outre, le nombre de titres régulièrement déposés ou inscrits en nom dans le chef de chaque actionnaire, se trouvent consignés sur la liste de présence, laquelle sera clôturée par le bureau avec mention du nombre total d'actionnaires, du nombre de titres valablement représentés et du nombre de voix pour lesquelles il peut être pris part au vote.

Cette liste sera ensuite signée « ne varietur » par le bureau et par le notaire instrumentant, et annexée au présent procès-verbal avec lequel elle sera simultanément enregistrée.

L'assemblée ratifie la composition du bureau, ensuite le Président expose et les membres de l'assemblée, reconnaissent ce qui suit :

I. — La présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer et se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1^{re}) Révision des décisions prises en assemblée générale extraordinaire le vingt-quatre juin mil neuf cent trente-huit, annulation pure et simple de la deuxième résolution tendant à augmenter le capital à concurrence de cinq cents mille francs pour le porter de quatre millions cinq cents mille francs, à cinq millions de francs; annulation des mille actions privilégiées créées à la suite de cette augmentation de capital, ainsi que de leur souscription; renonciation, par la société anonyme « Finafrica » à la prise ferme de ces titres, sauf à faire revivre la créance que cette société possédait à charge de « Congomane » laquelle créance se trouvait éteinte par compensation du chef de la libération intégrale des titres pris ferme par « Finafrica ».

2^{re}) Annulation, à la suite de la décision précédente, de la troisième résolution prise au cours de la dite assemblée générale de mil neuf cent trente-huit, et tendant à modifier divers articles des statuts aux fins de les mettre en concordance avec la dite augmentation de capital et création concomitante de titres privilégiés. Tous les articles devant, de cette manière, être réintégrés dans leur rédaction précédente. En outre : Modification au 4^e de l'article 30 des statuts aux fins de porter à quinze pour cent le tantième au profit du Conseil général.

3^{re}) Attribution à la société « Finafrica » d'un dividende forfaitairement et transactionnellement fixé à cinq pour cent brut par exercice social, depuis sa souscription des mille actions privilégiées jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, nonobstant toute disposition contraire des statuts et notamment le prescrit de l'article 30, 4^e) b), cet article étant, pour autant que de besoin, modifié en ce sens par l'assemblée générale.

4") Réintégration dans les écritures sociales de la créance de « Finafrica » à concurrence du montant de cinq cent mille francs, éteint par compensation lors de la libération des mille actions privilégiées; pour satisfaire au vu de la loi en matière de réduction de capital, la créance de cinq cent mille francs ainsi restituée sera indisponible pendant une période de six mois.

5") Pouvoirs extraordinaires au Conseil d'administration en vue du mode de remboursement de cette créance et de toutes autres modalités y relatives, le tout à réaliser à la diligence du Conseil en accord avec le Conseil d'administration de « Finafrica ».

II. — Les convocations, contenant l'ordre du jour, ont été publiées, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts, par des annonces insérées une fois dans :

a) L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du trois janvier dernier;

b) Le « Moniteur Belge » du six janvier dernier;

c) La « Cote Libre » journal publié à Bruxelles, du six janvier dernier;

d) « Lloyd Anverso » journal publié à Anvers, du six janvier dernier.

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés séance tenante sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

III. — En vue d'assister à la présente assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 25 des statuts, relatives au dépôt des titres au porteur.

IV. — Le capital social est actuellement de cinq millions de francs représenté par mille actions privilégiées de cinq cents francs chacune, et par quarante mille parts sociales sans mention de valeur nominale.

V. — L'ordre du jour étant éliminatif de modifications aux statuts, lesquelles modifications sont en outre de nature à influencer les droits respectifs des deux catégories de titres, la présente assemblée doit, afin de pouvoir délibérer et statuer valablement sur son ordre du jour, réunir la moitié au moins du capital social et la moitié au moins des titres de chaque catégorie.

VI. — D'après la liste de présence, sept actionnaires sont présents ou représentés, totalisant mille actions privilégiées et deux mille quatre cent parts sociales, soit moins de la moitié du « quorum » requis.

Il résulte de ce qui précède, ce qui est constaté par le Président et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée, que l'assemblée a été régulièrement convoquée, qu'elle est valablement constituée mais qu'elle ne remplit pas les conditions de présence requises pour aborder valablement son ordre du jour; en conséquence, une seconde assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, laquelle assemblée pourra délibérer et statuer quel que soit la représentation du capital et des titres de chaque catégorie.

Le Président lève la séance à onze heures trente.

DONT PROCES-VERBAL.

Dressé à Anvers, lieu, an, date et heure comme dit.

Après lecture aux membres du bureau et de l'assemblée, ceux-ci ont tous signé le procès-verbal avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Geboekt te Antwerpen (B. A. 3^e Kantoer) den zeven en twintig Januari 1949, drie bladen een verzending, deel 125, blad 4, vak 2.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger a. i. (sé) Van Ingelgom.

ANNEXE.

« CONGOMANE », s. c. r. l., 21, Grand'Place, Anvers.

Assemblée générale extraordinaire du 21 janvier 1949.

LISTE DE PRESENCE.

Déposants	Titres déposés ou inscrits en nom p. s. - act. p.	Nombre de voix	Signatures.
1) Mlle Hélène Gracis, s. pr., à Léopoldville; procuration : E. Vander Haegen.	1000		E. Vander Haegen.
2) Ed. Halleux, adm. de soc., à Bruxelles av. A. Giraud, 115.	100		Ed. Halleux.
3) G. Portocallis, adm. de soc., à Bruxelles, boulevard Lambermont, 75.	100		Portocallis.
4) E. Ruelens, adm. de soc., à Anvers, rue Osy, 11.	100		E. Ruelens.
5) Mme Vve Gracis, s. prof. à Léopoldville; procuration : E. Vander Haegen.	1000		E. Vander Haegen.
6) A. Van Iseghem, à Anvers, rue Everaerts, 8.	100		A. Van Iseghem.
7) Finafrica, S. A., à Anvers, Grand'Place, 21, représentée par deux de ses administrateurs en vertu d'une décision spéciale de l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 janvier 1949.	1000		
	2400	1000	

Cette liste de présence a été clôturée par le bureau avec sept actionnaires totalisant deux mille quatre cents parts sociales et mille actions privilégiées. A raison de ce que le « quorum » légal n'est pas atteint, il n'y a pas lieu d'établir le nombre des voix pour lesquelles il peut être pris part au vote.

Anvers, le 21 janvier 1949.

Le Président (sé) Edm. Halleux. — Les scrutateurs (sé) Van der Haegen Ruelens. — Le secrétaire (sé) M. Coenen.

Signé « ne varietur » pour annexe à notre procès-verbal en date du 21 janvier 1949 (sé) Le notaire : Maurice Van Zeebroeck.

Geboekt te Antwerpen (B. A. 3^e Kantoort) den zeven en twintig Januari 1949, een blad geen verzending, deel 11, blad 66, vak 5.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger a. i. (sé) Van Ingelgom.

(Suit procuration annexée.)

Pour expédition conforme.

Le notaire,

(signé) : Maurice VAN ZEEBROECK.

Voorzitter der Rechtbank van Eersten Aanleg. Antwerpen.

Gezien door Ons, J. Castelein, Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Antwerpen voor echtverklaring des handtekens van Meester Maurice Van Zeebroeck, hierboven benaamd.

Antwerpen, den 29 Maart 1949.

(signé) J. Castelein.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Castelein apposée d'autre part.

Bruxelles, le treize avril mil neuf cent quarante-neuf.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le quatorze avril 1949.

Le Conseiller (signé) P. Jentgen.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 18 juillet 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 18 Juli 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Société des Chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo

Société congolaise à responsabilité limitée

AVIS.

Le siège administratif est transféré de l'avenue Marnix, n° 25, à la rue Marie de Bourgogne, n° 60.

Bruxelles, le 26 août 1949.

Le Président du Conseil d'administration,

L. JADOT.

Compagnie du Chemin de Fer du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

AVIS.

Le siège administratif est transféré de l'avenue Marnix, n° 25, à la rue Marie de Bourgogne, n° 60.

Bruxelles, le 26 août 1949.

Le Président du Conseil d'administration,

L. JADOT.

Société Minière du Lucbo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8870.

Constituée par actes publiés au « Moniteur Belge » des 15 avril 1932, 28 janvier 1939 et 22/23 juillet 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 1949).

ACTIF.

1. — *Immobilisé :*

Premier établissement fr. 1,—

2. — *Réalisable :*

Portefeuille	3.463.417,—	
Fonds publics belges et congolais	4.551.919,—	
Débiteurs	175.506,—	
		8.190.842,—

3. — *Disponible :*

Banquiers 2.306.586,—

4. — *Divers :*

Comptes débiteurs (1) 3.544.086,—

5. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires Pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

Fr. 14.041.515,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'entre-Kasaï-Luebo.

PASSIF.

1. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :	
10.000 actions de capital de 500 fr. chacune	5.000.000,—
10.000 actions de dividende sans désignation de valeur	Pour mémoire
Réserve statutaire	2.000.000,—
Fonds spécial de prévision	1.750.000,—
	8.750.000,—
2. — <i>Fonds d'assurance et de provisions diverses</i>	2.191.042,—
3. — <i>Dettes de la Société envers des tiers :</i>	
Dividendes à régler	168.257,—
Remboursements à effectuer sur réserve	41.218,—
Montants non appelés sur participations	425.000,—
Créditeurs	10.686,—
	645.161,—

4. — *Divers :*

Comptes créditeurs	(1)	44.150,—
--------------------------	-----	----------

5. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire

6. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	2.411.162,—
Fr.	14.041.515,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	625.548,—
Droits de sortie et impôts divers		670.564,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		730.000,—
Solde en bénéfice		2.411.162,—
	Fr.	4.437.274,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr.	3.001.016,—
Intérêts		36.939,—
Revenus du portefeuille		1.399.319,—
	Fr.	<u>4.437.274,—</u>

REPARTITION DES BENEFICES.

Tantièmes	fr.	192.893,—
Prévision pour personnel		48.223,—
aux 10.000 actions de capital, un dividende brut de		1.085.023,—
aux 10.000 actions de dividende, un dividende brut de		1.085.023,—
	Fr.	<u>2.411.162,—</u>

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 1949

« 4) L'assemblée réélit M. Lambert Jadot en qualité d'administrateur » pour un terme de six ans, expirant en 1955. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, square du Val de la Cambre, 1, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Jules Baudine, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source à Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Louis Cousin, ingénieur, 31, rue Gallait, Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo, 38, square Vergote, Bruxelles.

M. Lambert Jadot, ingénieur des constructions civiles, 15a, rue du Bourgmaster, Bruxelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, château de Jolimont à La Hulpe.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Bruxelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert-Chasseur à Uccle.

M. François Wenner, gouverneur provincial du Congo honoraire, 24, rue Alexis Brasseur, à Luxembourg.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, à Bruxelles.

M. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Hubert Squélin, secrétaire de sociétés, 154, rue des Cottages, à Uccle.

M. Raoul van den Bulcke, administrateur de sociétés, 45, avenue Reine Astrid, à La Hulpe.

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

Certifié conforme.

L'administrateur-directeur,

P. FONTAINAS.

L'administrateur-délégué,

J. BAUDINE.

A. S. 333, déposé au Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance à Luluabourg, le 9 août 1949.

Le Greffier, G. GAILLY.

Copie conforme.

Le Greffier de 1^{re} Instance,

G. GAILLY.

Société Minière de La Lueta

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8872.

—

Constituée par actes publiés au « Moniteur Belge » des 2 juillet 1931,
4 février 1939 et 22/23 juillet 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 1949.)

ACTIF.

1. — Immobilisé :

Premier établissement fr. 1,—

2. — Réalisable :

Portefeuille	1.378.815,—	
Fonds publics belges et congolais	4.478.195,—	
Débiteurs	118.445,—	
	<u>5.975.455,—</u>	

3. — Disponible :

Banquiers 464.218,—

4. — Divers :

Comptes débiteurs (1) 1.731.519,—

5. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires Pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

Fr. 8.171.193,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

PASSIF.

1. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

8000 act. de capital de 500 fr. chacune	fr.	4.000.000,—	
6400 act. de dividende sans désignation de valeur		—	
		4.000.000,—	
Réserve statutaire		814.508,—	
Fonds spécial de prévision		600.000,—	
			5.414.508,—

2. — *Fonds d'assurance et de provision diverses* 1.556.746,—

3. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Montants non appelés sur participations	141.000,—	
Rembours. à effectuer s/versements anticip.	18.400,—	
Remboursement à effectuer sur réserve	9.036,—	
Intérêts et dividendes à régler	67.561,—	
Créditeurs	10.716,—	
		246.713,—

4. — *Divers :*

Comptes créditeurs (1) 136.440,—

5. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires Pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers
en cours Pour mémoire

6. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice 816.786,—

Fr. 8.171.193,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasaï-Luebo.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	427.292,—
Droits de sortie et divers		293.028,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses		285.000,—
Solde en bénéfice		816.786,—
	Fr.	<u>1.827.106,—</u>

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr.	1.174.700,—
Intérêts		12.902,—
Revenus du portefeuille		469.444,—
Rentrées diverses		170.060,—
	Fr.	<u>1.827.106,—</u>

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve statutaire	fr.	40.839,—
Tantièmes		40.839,—
Prévision pour personnel		40.839,—
aux 8.000 actions de capital, un dividende brut de		385.705,—
aux 6.400 actions de dividende, un dividende brut de		308.564,—
	Fr.	<u>816.786,—</u>

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 6 juillet 1949

« 4) L'assemblée réélit en qualité d'administrateur M. Paul Fontainas » pour un terme de six ans, expirant en 1955. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, square du Val de la Cambre, 1, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Jules Baudine, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

Administrateur-directeur :

M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Administrateurs :

Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.

M. Emile Dessy, ancien magistrat colonial, 262, boulevard Général Wahis Bruxelles.

M. Egide Devroey, ingénieur, rue Jourdan, 43, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Georges Geerts, ingénieur, avenue Edmond Mesens, 63, Bruxelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo, square Vergote, 38, à Bruxelles.

M. Léon Guinotte, industriel, Le Pachy-Bellecourt, par Bascoup-Chapelle.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, à Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Becquevort, secrétaire de sociétés, 186, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, avenue des Phalènes, 15 à Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, avenue Albert-Elisabeth, 26, à Bruxelles.

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

Certifié conforme.

L'administrateur-directeur,

P. FONTAINAS.

L'administrateur-délégué,

J. BAUDINE.

A. S. 334, déposé au Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance à Luluabourg, le 9 août 1949.

Le Greffier, G. GAILLY.

Copie conforme.

Le Greffier de 1^{re} Instance,

G. GAILLY.

Manufacture de Carreaux de Léopoldville, en abrégé « M. C. L. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles.

—

NOMINATIONS.

DELEGATION DE POUVOIRS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le vingt-huit avril.

Par devant Nous, Maître Maurice GERARD, notaire résidant à Bruxelles

Ont comparu :

1^{er} Monsieur le Comte Albert d'Aspremont Lynden, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 269.

2^{er} Monsieur Victor Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Scarabées, 9.

Agissant en nom personnel et en qualité de mandataire de Monsieur Jean Callebaut, industriel, demeurant au Château de Deurle à Deurle-lez-Gand, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du vingt-deux avril mil neuf cent quarante-neuf dont l'original est demeuré annexée à un acte de constitution de société reçu ce jour, antérieurement aux présentes, par le notaire soussigné.

3^{er} Monsieur Louis Rimbout, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart Hamoir, 37.

Les comparants et leur mandant formant ensemble la majorité du Conseil d'administration de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Manufacture de Carreaux de Léopoldville », en abrégé « M.C.L. » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, constituée par acte reçu ce jour, antérieurement aux présentes par le notaire soussigné, nommés en leur dite qualité ainsi qu'il résulte de l'article 11 des statuts de la dite société, se sont réunis en Conseil et, usant des pouvoirs leur conférés par les articles quatorze, quinze et seize des statuts, ont pris les décisions suivantes à l'unanimité.

1. — Monsieur le Comte Albert d'Aspremont Lynden est appelé aux fonctions de Président du Conseil d'administration.

2. — Messieurs Henri Trenteseaux et Victor Soquet sont appelés aux fonctions d'administrateurs-délégués de la société.

3. — Les pouvoirs nécessaires sont délivrés à Messieurs Henri Trenteseaux et Victor Soquet, administrateurs-délégués, pour représenter la société dans la gestion journalière des affaires. Ils pourront, en conséquence, signer tous actes intéressant la société, dans les limites ci-après indiquées et notamment :

Régir, gérer, administrer tant activement que passivement tous les biens et affaires de la société, traiter et résoudre définitivement toutes questions, soit avec les autorités publiques, soit avec toutes sociétés et particuliers, présenter toutes requêtes, faire toutes déclarations et publications, remplir toutes formalités légales.

Prendre au nom de la société l'engagement de se conformer à tout règlement émanant des autorités publiques.

Signer la correspondance.

Exercer sur le personnel des pouvoirs de contrôle et de direction, lui donner des instructions, nommer, congédier, révoquer les agents et employés, déterminer leurs attributions.

Faire tous contrats d'entreprises, de fournitures ainsi que tous marchés, accepter tous devis.

Prendre en location, exploiter, mettre en valeur aux prix, charges, clauses et conditions qu'ils jugeront convenables, tous biens meubles et immeubles.

Donner en location aux personnes ou sociétés ainsi qu'à tous tiers, tout ou partie des biens, meubles et immeubles qui appartiennent ou pourront appartenir dans la suite à la société, en fixer les prix ou redevances et les clauses, charges et conditions, recevoir ceux-ci en principal, intérêts et accessoires, soit au comptant, soit aux époques convenues ou par anticipation, et en donner bonne et valable quittance et décharge.

Retirer de toutes banques, administrations, sociétés ou tiers quelconques, toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à la société, en principal, intérêts et accessoires, pour quelque cause que ce soit, retirer toutes sommes ou valeurs, consignées, payer en principal, intérêts et accessoires, toutes sommes que la société pourrait devoir, donner et retirer bonnes et valables quittances et décharges.

Résilier tous baux.

Signer et accepter, tous chèques, billets, traites, lettres de change, endos et effets de commerce.

Autoriser, toutes actions en justice, tant en demandant qu'en défendant.

Solliciter du gouvernement de la Colonie belge, l'obtention de toutes concessions, faire toutes demandes auprès de toutes autorités, dresser toutes requêtes et remplir toutes les formalités requises à cette fin.

Accomplir toutes formalités relatives à l'inscription et à la transcription au nom de la société mandante dans les registres fonciers de la Colonie de tous biens, immeubles et de toutes concessions.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et généralement prendre toutes mesures promettant ratification.

Les administrateurs-délégués pourront signer seuls, chacun séparément les engagements n'excédant pas cinq cent mille francs belges ou congolais.

Tous engagements dépassant la somme de cinq cent mille francs belges ou congolais devront porter la signature de deux administrateurs-délégués ou d'un administrateur et d'un administrateur-délégué.

En outre, une seule signature de l'un des administrateurs suffira pour :

Retirer au nom de la société, à l'administration des postes, de la douane, de toutes messageries et des chemins de fer, ou recevoir à domicile, les lettres, caisses, paquets, colis recommandés ou non, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, de faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste, donner toutes quittances et décharges.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Bruxelles.

En l'Etude.

Date que dessus.

Lecture faite, les comparants qualitate qua ont signé avec Nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le deux mai 1949, volume 1353, folio 47, case 3, deux rôles, trois renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Société Minière du Kindu « Somikin » (1)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Kindu (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, rue Royale, n° 168.

Registre du Commerce de Bruxelles, numéro 53036.

Constituée suivant acte reçu par Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le dix-sept mars mil neuf cent trente et un, publié au Recueil spécial des actes et documents relatifs aux sociétés commerciales, annexes au « Moniteur Belge » des six/sept/huit avril suivant, sous le numéro 4072 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin suivant et dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbaux dressés par le même notaire, le trente novembre mil neuf cent trente et un, le vingt-six février mil neuf cent trente-deux, le vingt et un juin suivant et le huit novembre mil neuf cent trente-trois, par Maître Herman Van Halteren, notaire à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent trente-cinq et par Maître Henry Delloye, notaire à Bruxelles, substituant le dit notaire Herman Van Halteren, légalement empêché, le dix-neuf janvier mil neuf cent trente-sept, publiés respectivement : a) audit Recueil spécial, annexe au « Moniteur Belge » du dix-neuf décembre mil neuf cent trente et un, sous

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1949. — 1^{re} partie.

le numéro 16343; du dix-neuf mars mil neuf cent trente-deux, sous le numéro 2419; du treize juillet suivant, sous le numéro 10512; du vingt-six novembre mil neuf cent trente-trois, sous le numéro 14448; du quatorze avril mil neuf cent trente-cinq, sous le numéro 4546 et des quinze/seize février mil neuf cent trente-sept, sous le numéro 1447; b) et à l'annexe du dit « Bulletin », les deux premiers à la date du quinze mai mil neuf cent trente-deux; le troisième à la date du quinze novembre suivant; le quatrième à la date du quinze février mil neuf cent trente-quatre; le cinquième à la date du quinze juin mil neuf cent trente-cinq et le sixième à la date du quinze avril mil neuf cent trente-sept.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. TRANSFORMATION DES TITRES, MODIFICATIONS AUX STATUTS

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. tenue devant Maître Pierre LEBON, notaire à Bruxelles, substituant son confrère Maître Pierre Van Halteren, notaire à la même résidence, légalement empêché, cejourd'hui quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf, à Bruxelles, rue Royale, 168.

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de Monsieur William Delloye, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Maurice, 50, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marcel Jacques, administrateur-délégué de la société, à Bruxelles, avenue des Scarabées, 1.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Monsieur René Brasseur, ci-après qualifié, et Monsieur Léopold Hoogvelst également qualifié ci-après.

Monsieur le Président expose :

I. — Que le capital social est actuellement de huit millions de francs et représenté par seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune et qu'il a été créé, en outre, mille actions de dividende sans désignation de valeur; chaque action donnant droit à une voix d'après l'article trente-sept des statuts sociaux, sous les restrictions prévues par le même article des statuts, que nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

II. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1^{re} Augmentation du capital social à concurrence de dix millions de francs, pour le porter de huit millions de francs à dix-huit millions de francs, par incorporation au capital : a) de la plus-value du portefeuille, s'élevant à neuf millions quatre cent cinquante mille francs et b) par prélèvement de cinq cent cinquante mille francs sur la réserve extraordinaire.

2^e Modification de la représentation du capital. Suppression des seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune et des mille actions de dividende sans désignation de valeur et création en leur remplacement de trente-six mille actions de capital nouvelles de cinq cents francs cha-

cune, à répartir gratuitement à raison de trois actions de capital nouvelles en échange de deux actions de capital anciennes et de six actions de capital nouvelles en échange de cinq dixièmes d'action de dividende.

3° Décision de fixer la clôture de l'exercice social au trente septembre de chaque année et, pour la première fois, au trente septembre mil neuf cent quarante-neuf, — l'exercice en cours ne comportant exceptionnellement qu'une durée de six mois, — et de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au deuxième mardi du mois de décembre, à onze heures.

4° Modifications aux articles 5, 6, 7, 34, 37, 43, 44, 45, 47 et 52 des statuts, comme suit :

a) aux articles 5, 7, 34, 37, 43, 44 et 45, pour les mettre en concordance avec les décisions prises et pour supprimer les mentions inutiles.

b) à l'article 6, pour y compléter l'historique du capital.

c) à l'article 47, pour fixer la nouvelle répartition du bénéfice en remplaçant les 1°, 2°, 3° et 4° par le texte suivant :

« Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent affectés à la formation d'un fonds de réserve social. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

» Après ce prélèvement, le solde est réparti à raison de :

» a) nonante pour cent aux actions de capital, ce dividende étant partagé entre toutes les actions prorata temporis et liberationis.

» b) dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires qui se les répartiront suivant un règlement d'ordre intérieur et sans, toutefois, que chaque commissaire puisse recevoir plus d'un/tiers du tantième d'un administrateur ».

d) à l'article 52, pour remplacer le dernier alinéa par le texte suivant :

« Le solde est partagé entre toutes les actions ».

5° Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises.

III. — Que les convocations, contenant l'ordre du jour, ont été faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans :

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du vingt-huit mai mil neuf cent quarante-neuf.

L'« Echo de la Bourse », journal publié à Bruxelles, numéro des vingt-sept/vingt-huit/vingt-neuf mai mil neuf cent quarante-neuf.

Que, de plus, des lettres missives ont été adressées aux actionnaires en nom, le vingt-trois mai mil neuf cent quarante-neuf.

IV. Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 36 des statuts.

V. Que, sur les seize mille actions de capital et les mille actions de dividende existantes, l'assemblée représente neuf mille huit cent cinquante-six actions de capital et cinq mille deux cent septante-quatre dixième d'action de dividende, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

VI. Que, par conséquent, l'assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

VII. Qu'il n'y a pas lieu à suspension du droit de vote pour aucun des actionnaires présents ou représentés, les éventuelles réductions du droit de vote devant être indiquées au moment du vote, s'il y a lieu, et si ceux-ci ne sont pas émis à l'unanimité.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'unanimité des actionnaires présents ou représentés, l'assemblée passe à l'examen de l'ordre du jour et, après avoir délibéré, elle prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de dix millions de francs, pour le porter de huit millions de francs à dix-huit millions de francs par incorporation au capital :

a) de la plus-value du portefeuille, s'élevant à neuf millions quatre cent cinquante mille francs, provenant de l'attribution gratuite de dix-huit mille neuf cents actions de capital de cinq cents francs chacune de la société « Les Mines d'Etain de Kindu » Kinétain.

b) d'une somme de cinq cent cinquante mille francs à prélever sur la réserve extraordinaire.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier la représentation du capital social, par la suppression des seize mille actions de capital de cinq cents francs chacune et des mille actions de dividende sans désignation de valeur et par la création, en leur remplacement, de trente-six mille actions de capital nouvelles de cinq cents francs chacune, jouissant toutes des mêmes droits à partir du premier avril mil neuf cent quarante-neuf, et à répartir gratuitement à raison de trois actions de capital nouvelles en échange de deux actions de capital anciennes et de six actions de capital nouvelles en échange de cinq dixièmes d'action de dividende.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer la clôture de l'exercice social au trente septembre de chaque année et pour la première fois au trente septembre mil neuf cent quarante-neuf, l'exercice en cours ne comportant exception-

nellement qu'une durée de six mois, et de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au deuxième mardi du mois de décembre à onze heures.

En conséquence de cette résolution, la durée du mandat des administrateurs actuellement en fonctions et qui dépasserait six ans, sera réduite de six mois.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux article 5, 6, 7, 34, 37, 43, 44, 45, 47 et 52 des statuts, les modifications suivantes :

1^{re} à l'article 5 :

a) au premier alinéa, pour le remplacer par le texte suivant :

« Le capital est fixé à dix-huit millions de francs. Il est représenté par trente-six mille actions de capital de cinq cents francs chacune ».

b) au deuxième alinéa, pour supprimer les mots « et les actions de dividende ».

c) aux troisième et quatrième alinéas, pour les supprimer.

2^{re} à l'article 6 :

a) pour intercaler, entre les quatrième et cinquième alinéas, le texte suivant :

« Suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt et un juin mil neuf cent trente-deux, tenue devant le dit notaire Léon Coenen, il a été créé huit cents actions de dividende qui ont été réparties gratuitement entre les actionnaires à raison de une action de dividende pour dix actions de capital ».

b) pour ajouter, in fine du cinquième alinéa, le texte suivant :

« Cette même assemblée a créé en outre deux cents actions de dividende qui ont été réparties gratuitement entre les souscripteurs de cette augmentation de capital, à raison d'une action de dividende pour dix actions de capital ».

c) et pour ajouter, avant le dernier alinéa de cet article, le texte suivant :

« Suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue devant Maître Pierre Lebon, notaire à Bruxelles, substituant son confrère Maître Pierre Van Halteren, notaire à la même résidence, légalement empêché, le sept juin mil neuf cent quarante-neuf, le capital social a été porté de huit millions de francs à dix-huit millions de francs, par incorporation de la plus-value du portefeuille et par un prélèvement de cinq cent cinquante mille francs sur la réserve extraordinaire.

» Cette même assemblée a décidé de modifier la représentation du capital social et, à cet effet, de supprimer toutes les actions existantes, tant de capital que de dividende et de créer trente-six mille actions de capital nouvelles, de cinq cents francs chacune, à répartir gratuitement à raison

de trois actions nouvelles en échange de deux actions de capital anciennes et de six actions nouvelles en échange de cinq dixièmes d'action de dividende ».

3° à l'article 7 :

a) au deuxième alinéa, pour supprimer les mots : « pour une moitié et aux propriétaires des actions de dividende pour l'autre moitié », ainsi que ceux : « de chaque catégorie ».

b) au troisième alinéa, pour supprimer le mot « ou ».

4° à l'article 34, deuxième alinéa, pour remplacer les mots : « premier mardi de juin » par ceux « deuxième mardi de décembre ».

5° à l'article 37 :

a) au premier alinéa, pour supprimer les mots « d'une voix par action de dividende ».

b) au deuxième alinéa, pour le supprimer.

6° à l'article 43, pour supprimer le dernier alinéa.

7° à l'article 44, au premier alinéa, pour supprimer les mots « inscrits sur un registre spécial et ».

8° à l'article 45, pour le remplacer par le texte suivant :

« L'exercice social commence le premier octobre de chaque année et se termine le trente septembre de l'année suivante ».

9° à l'article 47, pour remplacer le deuxième alinéa 1° à 4° inclus, par le texte suivant :

« Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent affectés à la formation d'un fonds de réserve social. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

» Après ce prélèvement, le solde est réparti à raison de :

» a) nonante pour cent aux actions de capital, ce dividende étant partagé entre toutes les actions, prorata temporis et libérationis ».

» b) dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires qui se les répartiront suivant un règlement d'ordre intérieur et sans toutefois que chaque commissaire puisse recevoir plus du tiers du tantième d'un administrateur ».

10° à l'article 52, pour remplacer le dernier alinéa par le texte ci-après :

« Le solde est partagé entre toutes les actions ».

DELIBERATION.

Chacune des modifications aux statuts qui précèdent est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de donner au Conseil d'administration tous pouvoirs pour l'exécution des résolutions prises ci-avant et notamment pour procéder à l'échange des titres.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

Ont été présents ou représentés à l'assemblée, les actionnaires suivants, lesquels, d'après renseignements fournis, possèdent respectivement les titres mentionnés ci-après :

1. La « Compagnie Générale des Mines », société anonyme, ayant son siège à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Jean Stas, 41, possesseur de cinq mille huit cent quarante-trois actions de capital et trois mille vingt dixièmes d'action de dividende 5843 3020

Ici représentée par deux de ses administrateurs, savoir :

a) Monsieur René Brasseur, ingénieur (Ecole Centrale des Arts et Manufactures - Paris), demeurant à Rhode-Saint-Genèse, Heymansdries, 50.

b) Monsieur Etienne Asselberghs, géologue, demeurant à Louvain, avenue des Alliés, 121.

2. La Société Industrielle et Minière du Congo Oriental, société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue Royale, numéro 168, possesseur de trois mille cinq cent nonante-huit actions de capital et de deux mille deux cent trente-neuf dixièmes d'action de dividende 3598 2239

Ici représentée par deux de ses administrateurs, savoir :

a) Monsieur Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, avenue de Tervueren, 29.

b) Monsieur Marcel Jacques, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Scarabées, 1.

3. La Coloniale de Belgique, société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue du Commerce, 121, possesseur de quatre cent quinze actions de capital 415

Ici représentée par Monsieur Marcel Jacques, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé en date du premier juin mil neuf cent quarante-neuf, qui demeurera annexée aux présentes.

4. Monsieur Paul de Wilde, administrateur de société, demeurant à Anvers, avenue Van Put, 21, possesseur de quatorze dixièmes d'action de dividende 14

5. Monsieur Raymond Mathieu, statuaire, demeurant à Jette, rue Ferdinand Lenoir, 6, possesseur d'un dixième d'action de dividende 1

Ensemble : neuf mille huit cent cinquante-six actions de capital et cinq mille deux cent septante-quatre dixièmes d'actions de dividende 9856 5274

DECLARATION RELATIVE AUX FRAIS.

Il est déclaré que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombe à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède et de l'échange des titres, s'élèvera approximativement à la somme de soixante mille francs.

La séance est levée à onze heures et demie.

De tout quoi le dit notaire Lebon a dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et ceux de l'assemblée qui en ont manifesté le désir ont signé avec le notaire instrumentant.

(s.) W. Delloye, M. Jacques, Brasseur, L. Hoogvelst, Pierre Lebon.

Enregistré à Bruxelles a. c. II le seize juin 1949. Volume 1355, folio 7, case 2. Cinq rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous Pierre Van Hal, vice-président ff. de président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Lebon, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 6550.

Bruxelles, 8 juillet 1949.

(s.) P. Van Hal.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Van Hal, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 8 juillet 1949.

Le Directeur (s.) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 juillet 1949.

Le Directeur (s.) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 11^e TRANCHE 1949

30 JUILLET 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	392500 1600	1.000.000 fr. 2.500 fr.
1	44241	20.000 fr.
2	352802 56222 5042	500.000 fr. 50.000 fr. 2.500 fr.
3	365013 9633 2483	2.500.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
4	4 8514 05724 7384 02394	200 fr. 2.500 fr. 100.000 fr. 5.000 fr. 50.000 fr.
5	5115 4215 0815 9815 6935	10.000 fr. 2.500 fr. 10.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr.
6	77906 13126 626 6376 22386	20.000 fr. 50.000 fr. 1.000 fr. 2.500 fr. 100.000 fr.
7	6607 52357 8857 36867 44967 687	2.500 fr. 100.000 fr. 5.000 fr. 250.000 fr. 50.000 fr. 1.000 fr.
8	341718 1028 728 38 9538	500.000 fr. 5.000 fr. 1.000 fr. 500 fr. 10.000 fr.
9	17509 27219 32519 54429	20.000 fr. 100.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 30 octobre 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 30 novembre 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 11^e SCHIJF 1949

30 JULI 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	392500	1.000.000 fr.
	1600	2.500 fr.
1	44241	20.000 fr.
2	352802	500.000 fr.
	56222	50 000 fr.
	5042	2.500 fr.
3	365013	2.500.000 fr.
	9633	2.500 fr.
	2483	2.500 fr.
4	4	200 fr.
	8514	2.500 fr.
	05724	100.000 fr.
	7384	5.000 fr.
	02394	50.000 fr.
5	5115	10.000 fr.
	4215	2.500 fr.
	0815	10.000 fr.
	9815	5.000 fr.
	6935	5.000 fr.
6	77906	20.000 fr.
	13126	50.000 fr.
	626	1.000 fr.
	6376	2.500 fr.
	22386	100.000 fr.
7	6607	2.500 fr.
	52357	100.000 fr.
	8857	5.000 fr.
	36867	250.000 fr.
	44967	50.000 fr.
8	687	1.000 fr.
	341718	500.000 fr.
	1028	5.000 fr.
	728	1.000 fr.
	38	500 fr.
9	9538	10.000 fr.
	17509	20.000 fr.
	27219	100.000 fr.
	32519	20.000 fr.
	54429	20.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 30 October 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 30 November 1949.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 12^e TRANCHE 1949

20 AOUT 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	070	1.000 fr.
	4780	5.000 fr.
1	9111	10.000 fr.
	393611	1.000.000 fr.
	19531	100.000 fr.
	3551	5.000 fr.
	36461	100.000 fr.
	370191	500.000 fr.
	21791	50.000 fr.
	Néant	
3	5223	5.000 fr.
	9433	2.500 fr.
	5343	10.000 fr.
	3063	5.000 fr.
	7773	2.500 fr.
	56693	250.000 fr.
4	68634	50.000 fr.
	32554	20.000 fr.
5	9335	2.500 fr.
	36535	100.000 fr.
	27085	20.000 fr.
6	6	200 fr.
	9016	2.500 fr.
	0606	10.000 fr.
	397706	500.000 fr.
	3026	2.500 fr.
	3036	5.000 fr.
	2136	2.500 fr.
	3166	2.500 fr.
7	01977	50.000 fr.
	1197	2.500 fr.
8	47208	100.000 fr.
	608	1.000 fr.
	35618	20.000 fr.
	49918	20.000 fr.
	58	500 fr.
	264858	2.500.000 fr.
	69278	50.000 fr.
9	61578	20.000 fr.
	519	1.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 20 novembre 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 20 décembre 1949.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 12^e SCHIJF 1949

20 AUGUSTUS 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	070 4780	1.000 fr. 5.000 fr.
1	9111 393611 19531 3551 36461 370191 21791	10.000 fr. 1.000.000 fr. 100.000 fr. 5.000 fr. 100.000 fr. 500.000 fr. 50.000 fr.
2	Niets	
3	5223 9433 5343 3063 7773 56693	5.000 fr. 2.500 fr. 10.000 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 250.000 fr.
4	68634 32554	50.000 fr. 20.000 fr.
5	9335 36535 27085	2.500 fr. 100.000 fr. 20.000 fr.
6	6 9016 0606 397706 3026 3036 2136 3166	200 fr. 2.500 fr. 10.000 fr. 500.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
7	01977 1197	50.000 fr. 2.500 fr.
8	47208 608 35618 49918 58 264858 69278 61578	100.000 fr. 1.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 500 fr. 2.500.000 fr. 50.000 fr. 20.000 fr.
9	519	1.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 20 November 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 20 December 1949.

ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 OCTOBRE 1949.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIÉTÉS.

	Page		Page
Auxiliaire Immobilière du Katanga .	1727	Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga «Kisanga»	1639
Banque du Congo Belge « B.C.B. »	1772	Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » (Coboma)	1705
Compagnie Congolaise d'Afrique « C. C. A. »	1861	Société des Mines d'Etain du Runda-Urundi « Minétain »	1849
Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga «B.C.K.»	1854	Société des Pétroles du Congo . . .	1773
Compagnie Foncière du Katanga « Cofoka »	1654-1665	Société Equatoriale Congolaise Longa-Ikelemba « Seeli » . . .	1806
Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor »	1845	Société Forestière et Commerciale du Congo « Forescom »	1867
Comptoirs Africains Antverpia « Cafria »	1788	Société pour la Fabrication au Congo de boîtes métalliques et tous articles en tôle émaillée, galvanisée ou en fer blanc « Cobega » . .	1822
Cotonnière Coloniale « Colocoton » .	1683	Société de Colonisation Agricole au Mayumbe « S.C.A.M. »	1629
Filatures et Tissages de Fibres au Congo	1855	Tabacongo	1669
Grands Moulins du Kivu	1616	Brevets	1668
Sandra	1670	Loterie Coloniale	1873
Société Africaine de Construction « Safricas »	1619		
Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut-Congo « S. A. B. »	1790		
Société Belge des Textiles au Congo « Beltexco »	1857		

Grands Moulins du Kivu

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Lubero (Kivu - Congo Belge).

Siège administratif : 282, rue Saint-Denis à Forest.

Constituée par acte passé devant Maître TAYMANS, notaire à Bruxelles, le 14 janvier 1947.

Acte modificatif du même notaire le 24 mars 1947, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1947, page n° 759.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	51.799,70	
Amortissement		51.798,70	
			1,—
Frais de premier établissement		127.016,90	
Amortissement		127.015,90	
			1,—
Immeubles et installations		500.000,—	
Amortissement		100.000,—	
			400.000,—
Machines, outillage et mobilier		1.151.859,40	
Amortissement		231.045,34	
			920.814,06
Nouvelle usine en construction			528.557,55
			1.849.373,61

II. — Réalisable :

Matières premières, produits fabriqués et magasin	1.001.999,55	
Clients et débiteurs	250.469,26	
		1.252.468,81

III. — Disponible :

Caisses et banques	148.621,80
--------------------------	------------

IV. — Compte de résultat :

Solde	289.964,12
-------------	------------

V. — Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	Pour mémoire
	Fr. 3.540.428,34

PASSIF.

I. — *Non exigible :*

Capital	fr.	2.400.000,—
---------------	-----	-------------

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers		1.140.428,34
-------------------------	--	--------------

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires	Pour mémoire	
	Fr.	3.540.428,34

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Solde reporté	fr.	77.963,23
Frais d'administration Bruxelles		12.238,20
Pertes sur ventes		22.282,29

Amortissement de l'exercice :

s/frais de constitution	11.621,—	
s/immeubles et installations	50.000,—	
s/machines et outillage	115.859,40	
		177.480,40
	Fr.	289.964,12

CREDIT.

Solde	fr.	289.964,12
-------------	-----	------------

Après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration, l'assemblée générale du 7 septembre 1949 a approuvé à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes. Par un vote spécial elle a donné décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice de leur mandat.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Jean B. Van Gysel, administrateur de sociétés, 3, Drève du Château à Meysse.

M. Alfred Vanderkelen, industriel, 62, avenue Broqueville à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Morphée Anciaux, industriel, Bunia (Ituri - Congo Belge).

M. Edmond Housen, directeur commercial, 86, avenue Panthéon, Koelberg.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jean De Greef, administrateur de sociétés, 152, avenue Coghén, Uccle.

M. Jean Hesbeen, expert-comptable, 406, chaussée de Bruxelles à Forest.

Certifié conforme et exact.

Deux administrateurs.

Ed. HOUSEN.

A. VANDERKELEN.

GRANDS MOULINS DU KIVU.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Lubero (Kivu - Congo Belge).

Siège administratif : 282, rue Saint-Denis à Forest-Bruxelles.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le lundi 31 octobre 1949 à 11 heures, Galerie du Commerce, 49-51, à Bruxelles.

ORDRE DU JOUR.

- 1° — Augmentation du capital à concurrence de fr. 1.200.000,— pour le porter de fr. 2.400.000,— à fr. 3.600.000,—, par la création de 1.200 actions nouvelles identiques aux anciennes, jouissance au 1^{er} janvier 1950, à souscrire contre espèces, avec droit de préférence aux anciens actionnaires, conformément à l'article 6 des statuts.
- 2° — Souscription et libération des actions nouvelles.
- 3° — Modifications aux statuts en conséquence des décisions prises et, en outre, modification de l'article 38 comme suit : remplacer la deuxième phrase par : « Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée, dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, au « Moniteur Belge ».

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 37 des statuts, en déposant leurs titres au siège administratif.

Société Africaine de Construction
Société congolaise à responsabilité limitée

PROROGATION DE LA DUREE DE LA SOCIETE.
AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt juin, à quatorze heures trois quarts.

Au siège administratif à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33.

Devant nous, Octave de Heyn, substituant notre confrère Maître Hubert Scheyven, tous deux notaires à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Africaine de Constructions, société congolaise à responsabilité limitée, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, établie à Léopoldville (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33, constituée suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le huit août mil neuf cent vingt-trois, publié après approbation par arrêté royal en date du trente août mil neuf cent vingt-trois, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent vingt-trois, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire prédit, le dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-six, publié après approbation par arrêté royal en date du deux mars mil neuf cent vingt-six, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent vingt-six, suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le douze mai mil neuf cent trente-quatre, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent trente-quatre et le dix-neuf juin mil neuf cent trente-neuf, publié après approbation par arrêté royal du vingt-neuf juillet mil neuf cent trente-neuf, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre suivant.

Les dits actes publiés aux annexes au « Moniteur Belge » respectivement du neuf janvier mil neuf cent quarante-neuf, numéro 447, 448 et 449, et du onze août mil neuf cent trente-neuf, numéro 12.016.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La Compagnie de Chemins de Fer et d'Entreprises, société anonyme établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33, propriétaire de dix-sept mille deux cent cinquante actions série A et quinze mille deux cent quarante actions série B, soit 17.250 15.240

Ici représentée par Monsieur Albéric May, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze de ce mois.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

2. — La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Brédérode, numéro 13, propriétaire de cinq mille sept cent cinquante actions série A et de quatre mille cinquante actions série B 5.750 4.050

Ici représentée par Monsieur Auguste Gérard, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 6, suivant procuration du dix de ce mois.

3. — Messieurs F. M. Philippson et Cie, Banquiers, société en nom collectif, établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 44, propriétaire de cinq cent quatre-vingt-cinq actions série B 585

Ici représentés par Monsieur Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, square Frère Orban, numéro 10, suivant procuration du huit de ce mois.

4. — La Société Générale de Dragage, société anonyme établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33, propriétaire de cinq cents actions série B 500

Ici représentée par Monsieur Albéric May, ci-après nommé, suivant procuration du dix de ce mois.

5. — Monsieur Paul Gillet, ingénieur, C. Mi et E., demeurant à Uccle, rue Edmond Picard, numéro 45, propriétaire de quatre-vingt-cinq actions série B 85

Ici représenté par Monsieur Albéric May, ci-après nommé, suivant procuration du dix de ce mois.

6. — Monsieur Lucien Beckers, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue Hamoir, numéro 24, propriétaire de quarante actions série B 40

Ici représenté par Monsieur Albéric May, ci-après nommé, suivant procuration du deux de ce mois.

7. — Monsieur Lambert Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, numéro 15a, propriétaire de quarante actions série B 40

Ici représenté par Monsieur Albéric May, prénommé, suivant procuration du treize de ce mois.

8. — Monsieur Robert Clavier, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Lambeau, numéro 105, propriétaire de onze actions série B 11

9. — Madame Anne Périer, épouse de Monsieur Jean Wolff, propriétaires, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 192, propriétaire de quarante-cinq actions série B 45

Ici représentée par Monsieur Albéric May, ci-après nommé, suivant procuration du treize de ce mois.

10. — Madame Hélène Lejeune, sans profession, veuve de Monsieur Joseph Clavier, demeurant à Etterbeek, avenue des Celtes, numéro 10, propriétaire de trente-huit actions série B 38

Ici représentée par Monsieur Albéric May, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze de ce mois.

11. — Madame Jeanne Graux, sans profession, veuve de Monsieur Gaston Périer, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 579, propriétaire de trente actions, série B 30

Ici représentée par Monsieur Jules Philippon, pré-nommé, suivant procuration du huit de ce mois.

12. — Monsieur Albéric May, ingénieur C. C., demeurant à Uccle, avenue Hamoir, numéro 60, propriétaire de cin-quante-cinq actions série B 55

13. — Monsieur Léon Raquez, docteur en droit, demeu-rant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 149, pro-priétaire de quarante actions série B 40

Ensemble vingt-trois mille actions série A et vingt mille sept cent cinquante-neuf actions série B 23.000 20.759

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente-trois des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Albéric May, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Daniel Gillet, docteur en droit, demeurant à Ixelles, avenue de la Couronne, numéro 181, ici intervenant et l'assemblée choisit comme scrutateurs, Messieurs Robert Clavier et Léon Raquez, tous deux prénommés.

Messieurs Auguste Gérard, et Jules Philippon, prénommés et Albert Marchal, ingénieur électricien, demeurant à Uccle, avenue du Vert-Chas-seur, numéro 46, Ernest Dierkens, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 8, le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bru-xelles, avenue de la Toison d'Or, numéro 68, Gaston Claeys, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Avia-tion, numéro 43, Léonce Depoorter, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Uccle, avenue de l'Echevinage, numéro 23, et Maurice Van Mulders, ingénieur civil A. I. A., demeurant à Uccle, avenue René Gobert, numéro 31, ici intervenants, tous administrateurs, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. — Prorogation de la société pour un terme de trente ans.

2. — Constater que les francs qui forment le capital sont des francs congolais.

3. — Unification de la représentation du capital par la suppression des mentions série A et série B et la transformation des vingt-trois mille actions de cent francs en quatre mille six cents actions de cinq cents francs, en tout semblables aux actions de cinq cents francs existant actuellement.

4. — Augmentation du capital social à concurrence d'une somme de vingt et un millions de francs congolais pour le porter de quatorze à trente-cinq millions de francs congolais par la création et l'émission contre espèces de quarante-deux mille actions nouvelles de cinq cents francs, jouissance le premier janvier mil neuf cent quarante-neuf, en tout semblables aux actions de cinq cents francs anciennes.

5. — Souscription de ces quarante-deux mille actions nouvelles au prix de cinq cents francs net avec libération intégrale contre espèces par la Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises et la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, à charge pour elles de les offrir aux actionnaires anciens dans un délai de deux mois à partir de l'autorisation par arrêté royal aux conditions suivantes :

a) à titre irréductible, dans la proportion de trois actions nouvelles pour deux actions anciennes, sans fraction, au prix de cinq cents francs net par action souscrite;

b) à titre réductible, les actions nouvelles qui n'auraient pas été absorbées par les demandes irréductibles, au même prix de cinq cents francs net.

La répartition en sera effectuée par les soins du Conseil d'administration.

6. — Libération intégrale et immédiate des actions nouvelles contre espèces.

7. — Modifications aux statuts :

Pour les mettre en concordance avec la législation congolaise (articles trois, quatre, six).

Pour les mettre en concordance avec les décisions prises (articles quatre, cinq, six, trente-quatre, trente-six, quarante-trois).

Pour améliorer les rédactions (articles trois, huit, dix, seize, dix-neuf, vingt-sept, trente-trois, trente-neuf).

Pour stipuler que les émissions de bons ou obligations sont du ressort de l'assemblée générale (article douze).

Pour supprimer les mentions transitoires ou caduques (articles treize, vingt-deux, trente-huit, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept).

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article trente des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du neuf juin mil neuf cent quarante-neuf.

Le « Moniteur Belge », numéro du neuf juin mil neuf cent quarante-neuf.

L'« Echo de la Bourse », numéro du neuf juin mil neuf cent quarante-neuf.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettre missive leur adressée le trente et un mai mil neuf cent quarante-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et un et trente-deux des statuts.

IV. — Que sur les vingt-trois mille actions série A et les vingt-trois mille actions série B, la présente assemblée réunit les vingt-trois mille actions série A et vingt mille sept cent cinquante-neuf actions série B, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-six des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, l'assemblée après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de proroger la durée de la société pour une nouvelle période de trente ans, prenant cours à dater de ce jour.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée constate que les francs qui forment le capital social de la société sont des francs congolais et décide, en conséquence, de mentionner dans les statuts, le montant du capital social en francs congolais.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'unifier la représentation du capital, par la suppression des mentions série A et série B et la transformation des vingt-trois mille actions de cent francs en quatre mille six cents actions de cinq cents francs, en tout semblables aux actions de cinq cents francs existant actuellement.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide :

A) d'augmenter le capital social à concurrence de vingt et un millions de francs congolais pour le porter de quatorze millions de francs à trente cinq millions de francs congolais, par la création et l'émission contre

espèces de quarante-deux mille actions nouvelles de cinq cents francs qui participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice en cours et seront en tout semblables aux actions de cinq cents francs anciennes les dites actions nouvelles à souscrire au prix de cinq cents francs chacune conjointement par la Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises et la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, à charge par elles de les offrir aux actionnaires anciens dans un délai de deux mois à partir de la date de l'arrêté royal autorisant la présente augmentation de capital et ce aux conditions suivantes :

a) à titre irréductible dans la proportion de trois actions nouvelles pour deux actions anciennes, sans délivrance de fraction, au prix de cinq cents francs net par action souscrite.

b) à titre irréductible, les actions nouvelles qui n'auraient pas été absorbées par les demandes irréductibles au même prix de cinq cents francs net.

La répartition sera effectuée par les soins du Conseil d'administration de la présente société.

et B) de procéder séance tenante à la dite augmentation de capital avec libération intégrale par les sociétés souscriptrices.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à sept cent mille francs environ.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article trois, le mot : « pourra » repris aux deuxième, troisième et quatrième alinéas est remplacé par le mot « peut ».

A la fin du dernier alinéa sont ajoutés les mots : « sous réserve de l'autorisation par arrêté royal ».

A l'article quatre, le premier alinéa est remplacé par :

« La durée de la société primitivement fixée pour un terme prenant fin le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux, est prorogée jusqu'au dix-neuf juin mil neuf cent soixante-dix-neuf.

» La société peut être prorogée successivement sous réserve d'autorisation par arrêté royal, ou dissoute par anticipation. »

Article cinq. — Le texte de cet article est intégralement remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à trente-cinq millions de francs congolais, représenté par soixante-dix mille actions de cinq cents francs congolais chacune.

» Aux termes de l'acte constitutif de la société reçu le huit août mil neuf
» cent vingt-trois, par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le
» capital social fixé à sept millions de francs, était représenté par onze
» mille cinq cents actions série A de cent francs et onze mille sept cents
» actions série B de cinq cents francs.

» Mille deux cents actions série B de cinq cents francs, entièrement
» libérées ont été attribuées à la Compagnie Belge de Chemins de Fer et
» d'Entreprises en rémunération de ses apports, qui consistaient en son
» expérience de tout ce qui a trait à l'exécution des travaux publics, et en
» la mise à la disposition de la société de son organisation technique, com-
» merciale et administrative.

» Six cents actions série B de cinq cents francs entièrement libérées,
» ont été attribuées à la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Indus-
» trie, en rémunération de son concours en Afrique et de son expérience
» des affaires coloniales.

» Onze mille cinq cents actions série A de cent francs et neuf mille cents
» actions série B de cinq cents francs ont été souscrites contre espèces et
» entièrement libérées dans la suite.

» Aux termes de l'acte reçu le dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-six,
» par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le capital social a été
» augmenté à concurrence de sept millions de francs, pour être porté à
» quatorze millions de francs.

» Onze mille cinq cents actions série A de cent francs et onze mille sept
» cents actions série B de cinq cents francs ont été créées et libérées de
» vingt-cinq pour cent au moment de leur souscription, elles ont été en-
» tièrement libérées dans la suite.

» Aux termes de l'acte reçu le vingt juin mil neuf cent quarante-neuf,
» par Maître Octave de Heyn, substituant son confrère Maître Hubert
» Scheyven, notaire à Bruxelles, la représentation du capital social a été
» unifiée par la transformation des vingt-trois mille actions série A de cent
» francs, en quatre mille six cents actions de cinq cents francs et les men-
» tions « série A », « série B » ont été supprimées.

» Aux termes du même acte, l'assemblée générale a constaté que les
» francs qui forment le capital sont des francs congolais.

» Par ce même acte, le capital social a été augmenté à concurrence de
» vingt et un millions de francs congolais pour être porté de quatorze
» millions de francs à trente-cinq millions de francs congolais, par la créa-
» tion et l'émission de quarante-deux mille actions de cinq cents francs
» congolais qui ont été entièrement libérées au moment de leur souscrip-
» tion.

» Le Conseil d'administration peut décider ou autoriser la division des
» actions en coupures. »

A l'article six, à la fin du premier alinéa sont ajoutés les mots : « et en
cas d'augmentation de capital, sous réserve d'autorisation par arrêté royal. »

Le deuxième alinéa du même article est supprimé.

Au cinquième alinéa les mots : « Série A », pour les actions série A et
aux propriétaires des actions série B pour les actions série B » sont rem-
placés par le mot « anciennes ».

A l'article huit, dans le dernier alinéa, avant les mots : « quarante-trois » sont ajoutés « quarante-deux » et les trois derniers mots « à ces actions » sont remplacés par : « aux actions ».

A l'article dix, le mot « comporte » est remplacé par le mot « emporte ».

A l'article douze, sont remplacés les mots : « du Conseil d'administration qui détermine » par les mots : « de l'assemblée générale qui détermine ou confie au Conseil d'administration le soin de déterminer ».

A l'article treize, les quatrième et cinquième alinéas sont supprimés.

A l'article seize, les mots : « soit » dans le premier alinéa sont supprimés.

A l'article dix-neuf, les mots : « aux réunions » sont remplacés par : « à une réunion déterminée ».

A l'article vingt-deux, les cinquième et sixième alinéas, sont supprimés.

Article vingt-sept. — Le texte de cet article est remplacé par le suivant :

« Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes »
» révocations d'agents, employés ou salariés de la société et notamment »
» les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'administra- »
» tion, auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête »
» son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange »
» d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de »
» constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux »
» d'assemblées de ces sociétés, les main levées avec ou sans constatation »
» de paiement sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions »
» résolutoires, sont valablement signés, soit par deux administrateurs, sans »
» qu'ils aient à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du »
» Conseil, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spé- »
» ciale du Conseil d'administration.

» Sauf le cas où le Conseil d'administration donne expressément pouvoir »
» de signer seul à un fonctionnaire ou employé ou à un tiers tous les actes »
» constatant libération ou obligation sont signés par deux mandataires.

» La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont vala- »
» bles que moyennant les signatures prescrites par le présent article. »

Article trente-trois. — Au deuxième alinéa, avant les mots « complètent le bureau », sont ajoutés les mots : « et du Collège des commissaires ».

A l'article trente-quatre, la première phrase est remplacée par la phrase : « chaque action donne droit à une voix ».

A l'article trente-six, le dernier alinéa est supprimé.

A l'article trente-huit, les mots : « et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent vingt-quatre, sont supprimés.

A l'article trente-neuf, les mots : « quinze jours » sont remplacés par : « un mois ».

A l'article quarante-trois, au deuxième alinéa, les mots : « d'une ou des deux séries » et « de chaque série » sont supprimés et le texte du dernier alinéa est remplacé par « le surplus disponible est réparti entre toutes les actions ».

Les articles quarante-cinq, quarante-six et quarante-sept sont supprimés.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant sont intervenus aux présentes :

I. — Monsieur Albéric May, prénommé.

Agissant au nom et comme mandataire de la Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises, société anonyme établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33, aux termes des pouvoirs lui conférés, suivant procuration susvantée du quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf.

II. — Monsieur Auguste Gérard, prénommé.

Agissant au nom et comme mandataire de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, aux termes des pouvoirs lui conférés suivant procuration susvantée du dix juin mil neuf cent quarante-neuf.

Lesquels, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu que leurs mandantes ont connaissance des statuts de la Société Africaine de Constructions ont déclaré es dite qualité :

1) Souscrire, les quarante-deux mille actions nouvelles créées en la quatrième résolution qui précède au prix de cinq cents francs chacune ainsi qu'il suit :

La Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises, trente-trois mille cinquante-cinq actions	33.055
et la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, huit mille neuf cent quarante-cinq actions	8.945
Ensemble quarante-deux mille actions	<u>42.000</u>

et 2) — Que leurs mandants s'engagent conjointement à les offrir en vente aux actionnaires anciens dans un délai de deux mois à partir de la date de l'autorisation par arrêté royal de la présente augmentation de capital, aux conditions suivantes :

a) à titre irréductible dans la proportion de trois actions nouvelles pour deux actions anciennes, sans délivrance de fraction, au prix de cinq cents francs net, par action souscrite.

et b) à titre réductible, les actions nouvelles qui n'auraient pas été absorbées par les demandes irréductibles au même prix de cinq cents francs net, la répartition sera effectuée par les soins du Conseil d'administration de la Société Africaine de Constructions.

Messieurs Albéric May, Albert Marchal, Ernest Dierkens, le Comte Albert de Beaufort, Gaston Claeys, Léonce Depoorter, Auguste Gérard, Jules Philippson et Maurice Van Mulders, tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune de ces quarante-deux mille actions a été entièrement libérée et que le montant des versements s'élevant à vingt et un millions de francs congolais se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les actionnaires et les souscripteurs le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à trente-cinq millions de francs congolais et que les modifications apportées aux statuts par la cinquième résolution sont devenues définitives.

La séance est levée à quinze heures dix minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les souscripteurs et les intervenants, ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. May, D. Gillet, R. Clavier, L. Raquez, A. Gérard, J. Philippson, A. Marchal, E. Dierckens, Comte A. de Beaufort, G. Claeys, L. Depoorter, M. Van Mulders, Octave de Heyn.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} Bureau, A. C. le vingt-sept juin 1949.

Volume 188, folio 17, case 12, sept rôles, cinq renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Meunier.

Pour expédition conforme.

Octave de HEYN.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître de Heyn, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 6470.

Bruxelles, le 6 juillet 1949.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 7 juillet 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 7 juillet 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

**Société de Colonisation Agricole au Mayumbe
Comprenant le Domaine « Urselia »**

Société congolaise à responsabilité limitée

**AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATION AUX STATUTS (1).**

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt juin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour quatorze heures trente.

A Bruxelles, rue Royale, n° 38.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société de Colonisation Agricole au Mayumbe (comprenant le Domaine Urselia), société congolaise à responsabilité limitée, sous le régime de la législation de la Colonie du Congo Belge, établie à Pandji (Lubuzi-Mayumbe) constituée suivant acte reçu par Maître André Taymans, notaire à Bruxelles, le neuf janvier mil neuf cent treize, autorisée par arrêté royal du vingt-cinq février suivant, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître André Taymans, notaire prédit, le vingt-trois décembre mil neuf cent vingt : suivant procès-verbal sous seings privés de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du sept mai mil neuf cent vingt-cinq, enregistré à Bruxelles, (A. S. S. P.) le vingt-deux mai mil neuf cent vingt-cinq, volume 653, folio 32, case 7, reçu vingt francs. Le Receveur. Approuvé par arrêté royal du premier juillet mil neuf cent vingt-cinq; suivant acte reçu par Maîtres Victor Scheyven et André Taymans, tous deux notaires à Bruxelles, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-cinq, approuvé par arrêté royal du vingt-cinq février mil neuf cent vingt-six, suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné, le dix-sept novembre mil neuf cent vingt-huit, approuvé par arrêté royal du vingt et un janvier mil neuf cent vingt-neuf; suivant acte reçu par le dit notaire Hubert Scheyven, le dix-huit juin mil neuf cent trente-quatre, approuvé par arrêté royal du dix-neuf juillet suivant; publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » respectivement des quinze/seize octobre mil neuf cent vingt-huit, sous les numéros 13.617, 13.618, 13.619 et 13.620, du vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-huit, numéro 16.460 et du dix août mil neuf cent trente-quatre, numéro 11.369 et suivant acte du dit notaire Hubert Scheyven, du trente et un décembre mil neuf cent trente-cinq, autorisé par arrêté royal du vingt et un février mil neuf cent trente-six, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente-six et à l'annexe au « Moniteur Belge » du six mars mil neuf cent trente-six, numéro 2.314.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » société congolaise à responsabilité limitée établie à Boma (Congo Belge) propriétaire de quarante mille actions 40.000

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

Ici représentée par Monsieur Pierre le Bœuf, ci-après nommé, suivant procuration du sept mai dernier.

2. — La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » société anonyme établie à Bruxelles, rue Bréderode, n° 13, propriétaire de douze mille cinq cents actions 12.500

Ici représentée par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, suivant procuration du huit de ce mois.

3. — L' « American Congo Company » société américaine établie à New-York (Etats-Unis d'Amérique) Pine Street, n° 20, propriétaire de mille vingt-cinq actions 1.025

Ici représentée par Monsieur le Baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, n° 25, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

4. — La « Mutuelle Lambert », société anonyme établie à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 2, propriétaire de sept cents actions 700

Ici représentée par Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, n° 90, suivant procuration du huit de ce mois.

5. — Monsieur Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés, demeurant au Château de et à Houtain-le-Val, propriétaire de cinquante actions 50

6. — Monsieur Victor Caillet, propriétaire, demeurant à Auderghem, avenue Van Elderen, n° 50, propriétaire d'une action 1

7. — Monsieur Frans Peeters, agent de change, demeurant à Bruxelles, place de Jamblinne de Meux, n° 33, propriétaire de dix actions 10

8. — Monsieur Raymond Mathieu, secrétaire, demeurant à Jette, rue Ferdinand Lenoir, n° 6, propriétaire de cinq actions 5

9. — Monsieur Jules Verriest, pensionné, demeurant à Schaerbeek, rue Renkin, n° 50, propriétaire de trente actions 30

10. — Monsieur Constant Van Cortenbergh, imprimeur, demeurant à Bruxelles, rue de l'Empereur, n° 12, propriétaire de cent cinquante actions 150

11. — Monsieur Gilbert Mullie, docteur en médecine vétérinaire, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, n° 58, propriétaire de cinquante actions 50

Ici représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, suivant procuration du quinze de ce mois.

12. — Monsieur John Nieuwenhuys, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue de la Clairière, n° 7, propriétaire de cinquante actions 50

Ici représenté par Monsieur Alfred Buysse, administrateur de sociétés, demeurant à Gand, chaussée de Termonde, n° 108, suivant procuration du neuf de ce mois.

13. — Monsieur Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 214, propriétaire de cinquante actions 50

14. — Monsieur le Comte Bernard d'Ursel, propriétaire, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, n° 27, propriétaire de cinquante actions 50

15. — Monsieur Robert, duc d'Ursel, propriétaire, demeurant à Bruxelles, Marché au Bois, n° 28, propriétaire de cinquante actions 50

16. — Monsieur Stéphane Halot, diplomate, demeurant à Genval « La Fresnaie », propriétaire de vingt actions 20

Ici représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, suivant procuration du neuf de ce mois.

17. — Monsieur Victor Stinglhamber, avocat, demeurant à Ixelles, rue Franz Merjay, n° 159, propriétaire de vingt actions 20

Ensemble : cinquante-quatre mille sept cent soixante et une act. 54.761

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article vingt et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Edgar van der Straeten, Directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, n° 268, Président du Conseil d'administration.

Messieurs : Pierre Le Bœuf, prénommé, Vice-président, administrateur-délégué, Monsieur Alfred Buysse, Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, Monsieur le Baron Camille de Jacquier de Rosée, Monsieur Lucien Puissant-Baeyens, Monsieur le Comte Bernard d'Ursel et Monsieur Francis Lambin, ingénieur, demeurant à Uccle, rue des Chênes, n° 63, et Monsieur Léopold Mottoule, docteur en médecine, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 234, ces deux derniers intervenants, tous administrateurs.

et Monsieur Jean Meily, expert comptable, demeurant à Etterbeek, avenue Jules Malou, n° 11, ici intervenant et Monsieur Victor Stinglhamber, prénommé, commissaires, forment le bureau.

Le bureau désigne comme secrétaire Monsieur Fernand Van Doren, sous-directeur de la société, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre (Stockel), avenue des Touristes, n° 11, et l'assemblée désigne comme scrutateurs, Messieurs Jules Verriest et Constant Van Cortenberg.

Assiste également à l'assemblée Monsieur Jean Henrard, directeur faisant fonction au Ministère des Colonies, demeurant à Watermael-Boitsfort, rue des Mérisiers, n° 4, délégué du Gouvernement de la Colonie auprès de la société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1°) Constater que les francs qui forment le capital sont des francs congolais et modifier en conséquence l'article cinq des statuts.

2°) Augmentation du capital social à concurrence de soixante-quatre millions de francs congolais pour le porter de seize millions de francs congolais à quatre-vingts millions de francs congolais par incorporation du fonds de prévision de trente-cinq millions deux cent cinquante-trois mille six cent trente-deux francs et de la plus-value de réévaluation de vingt-huit millions sept cent quarante-six mille trois cent soixante-huit francs, figurant au bilan de l'exercice mil neuf cent quarante-huit.

3°) Création de cent vingt mille parts sociales sans désignation de valeur et portant jouissance au premier janvier mil neuf cent quarante-neuf en remplacement des quatre-vingts mille actions de deux cents francs chacune actuellement existantes.

4°) Attribution aux porteurs d'actions de deux cents francs, de trois parts sociales sans désignation de valeur en échange de deux actions de deux cents francs.

5°) Modifications aux statuts.

Article deux. — Fixation du siège social à Tshela (Mayumbe).

Article quatre. — Ajouter *in fine* les mots « et dans le cas de prorogation sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Article cinq. — Indiquer le montant du nouveau capital et sa représentation.

Article sept. — Compléter l'historique du capital et remplacer l'avant-dernier alinéa et partout où cela est nécessaire, le mot « actions » par les mots « parts sociales ».

Article huit. — Ajouter après le deuxième alinéa un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un » transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents, établissant l'accord du cédant et du cessionnaire. »

Article dix. — Ajouter à la fin du premier alinéa « et sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Article douze. — Ajouter *in fine* « une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe ».

Article treize. — Remplacer le onzième alinéa par :

« Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont »
» signés soit par deux administrateurs soit par un administrateur et un »
» directeur, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable »
» du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par »
» délibération du Conseil d'administration ».

Remplacer la deuxième phrase du douzième alinéa par :

« Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, de même »
» que tous recours judiciaires ou administratifs sont établis, formés ou »
» soutenus au nom de la société, poursuites et diligences, soit du président »
» ou d'un administrateur délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une »
» personne désignée par le Conseil d'administration ».

Ajouter au début du treizième alinéa les mots : « sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir ».

Ajouter au début du dix-septième alinéa les mots « sauf cas de force majeure ».

Article quinze. — Remplacer « article vingt-trois » par les mots « article vingt-quatre ».

Article vingt. — Ajouter au deuxième alinéa après les mots : « les propriétaires d'actions nominatives » les mots « autres que les administrateurs et commissaires ».

Compléter le troisième alinéa : « Nul ne peut prendre part au vote pour »
» un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes des voix appartenant »
» aux titres représentés ou le cinquième des voix attachées aux titres »
» émis ».

Article vingt-trois : Remplacement par le texte suivant :

« Il est porté annuellement aux frais généraux une somme destinée à »
» être attribuée au personnel. Le montant de cette allocation sera égal aux »
» tantièmes attribués, conformément à l'article suivant, aux administra- »
» teurs et commissaires. Sa répartition sera faite par le Conseil d'adminis- »
» tration suivant les proportions qu'il déterminera. Si le montant total de »
» cette somme n'était pas attribué, le solde en serait versé à un fonds »
» spécial en faveur du personnel. »

Article vingt-quatre. — Remplacement par le texte suivant : « Sur le »
» bénéfice net résultant du bilan, après défalcation des charges sociales »
» et amortissements, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au moins »
» pour la dotation d'un fonds de réserve; ce prélèvement devient facultatif »
» lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

» Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de pré- »
» vision ou de renouvellement, ou reporté à nouveau les montants que »
» décide l'assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administra- »
» tion.

» Du surplus, il est attribué, quatre-vingt-dix pour cent aux parts »
» sociales et dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et »
» du Collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux suivant un

» règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse
» toucher plus du tiers du tantième d'un administrateur non investi de
» fonctions spéciales. »

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article dix-neuf des statuts, dans l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quatre juin mil neuf cent quarante-neuf et en outre dans le « Moniteur Belge » des quatre et onze de ce mois, l'« Echo de la Bourse » des trois/quatre/cinq et onze/douze/treize de ce mois et la « Nation Belge » des quatre et onze de ce mois.

Que les actionnaires en nom ont été convoqués par lettre missive leur adressée sous pli recommandé à la poste le trois juin mil neuf cent quarante-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles dix-neuf et vingt des statuts.

IV. — Que sur les quatre-vingts mille actions de la société, la présente assemblée réunit cinquante-quatre mille sept cent soixante et une actions soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article vingt des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, l'assemblée après délibération prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée constate que les francs qui forment le capital social sont des francs congolais et décide de modifier, en conséquence, l'article cinq des statuts comme suit :

« Le capital social fixé à seize millions de francs congolais est représenté
» par quatre-vingts mille actions de deux cents francs congolais chacune. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de soixante-quatre millions de francs congolais pour le porter de seize millions de francs congolais à quatre-vingts millions de francs congolais par incorporation du fonds de prévision de trente-cinq millions deux cent cinquante-trois mille six cent trente-deux francs et de la plus-value de réévaluation de vingt-huit millions sept cent quarante-six mille trois cent soixante-huit francs, figurant au bilan de l'exercice mil neuf cent quarante-huit.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette augmentation de capital s'élève à cinquante mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de créer cent vingt mille parts sociales sans désignation de valeur qui participeront aux bénéfices éventuels à dater du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf, en remplacement des quatre-vingts mille actions de deux cents francs chacune actuellement existantes et d'attribuer ces cent vingt mille parts sociales, entièrement libérées aux porteurs des dites actions de deux cents francs et ce par voie d'échange à raison de trois parts sociales sans désignation de valeur contre remise de deux actions de deux cents francs.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer le siège social de la société à Tshela (Mayumbe).

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article deux : la première phrase est remplacée par : « Le siège social est établi à Tshela (Mayumbe) ».

A l'article quatre, sont ajoutés *in fine* les mots : « et en cas de prorogation sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à quatre-vingts millions de francs congolais; »
» il est représenté par cent vingt mille parts sociales sans désignation de »
» valeur. »

A l'article sept avant l'antépénultième alinéa sont ajoutés deux nouveaux alinéas conçus comme suit :

« Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire »
» des actionnaires du vingt juin mil neuf cent quarante-neuf, il a été con- »
» staté que les francs qui forment le capital social sont des francs congo- »
» lais.

» Par décision de la même assemblée, le capital social a été porté de »
» seize millions de francs congolais à quatre-vingts millions de francs con- »
» golais par incorporation de réserves et de plus-values de réévaluation et »
» il a été créé cent et vingt mille parts sociales sans désignation de valeur, »
» en remplacement des quatre-vingts mille actions de deux cents francs

» existantes, les dites parts sociales attribuées entièrement libérées aux
» actionnaires par voie d'échange dans la proportion de trois parts sociales
» nouvelles sans désignation de valeur pour deux actions anciennes de
» deux cents francs chacune. »

Aux articles sept, huit, neuf, seize, vingt-six et partout où c'est nécessaire les mots « actions », « d'actions », d'action » et « action » sont remplacés respectivement par les mots : « parts sociales », « de parts sociales », « de part sociale » et « part sociale ».

A l'article huit après le deuxième alinéa est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un
» transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire. »

A l'article dix sont ajoutés à la fin du premier alinéa les mots « et sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

A l'article douze *in fine* sont ajoutés les mots « une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe ».

A l'article treize le onzième alinéa est remplacé par :

« Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont
» signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un
» directeur lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable
» du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par
» une délibération du Conseil d'administration. »

Au même article treize la deuxième phrase du douzième alinéa est remplacée par :

« Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, de même
» que tous recours judiciaires ou administratifs sont établis, formés ou
» soutenus au nom de la société, poursuites et diligences, soit du président
» ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une
» personne désignée par le Conseil d'administration. »

Au même article treize au treizième alinéa après les mots : « Le Conseil » sont ajoutés les mots : « sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir ».

Au même article treize au dix-septième alinéa, après les mots : « Le Conseil d'administration » sont ajoutés les mots : « sauf en cas de force majeure ».

A l'article quinze les mots : « article vingt-trois » sont remplacés par les mots : « article vingt-quatre ».

A l'article vingt au début du deuxième alinéa après les mots : « Les propriétaires d'actions nominatives » sont ajoutés les mots « autres que les administrateurs et commissaires ».

Au même article vingt au troisième alinéa est ajoutée la phrase suivante :

« Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant
» les deux cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés ou le
» cinquième des voix attachées aux titres émis. »

Le texte de l'article vingt-trois est remplacé par le texte suivant :

« Il est porté annuellement aux frais généraux une somme destinée à
» être attribuée au personnel. Le montant de cette allocation sera égal
» aux tantièmes attribués, conformément à l'article suivant, aux adminis-
» trateurs et commissaires. Sa répartition sera faite par le Conseil d'admini-
» stration suivant les proportions qu'il déterminera. Si le montant total
» de cette somme n'était pas attribué, le solde en serait versé à un fonds
» spécial en faveur du personnel. »

Le texte de l'article vingt-quatre est remplacé par le texte suivant :

« Sur le bénéfice net résultant du bilan, après défalcation des charges
» sociales et amortissements, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au
» moins pour la dotation d'un fonds de réserve; ce prélèvement devient
» facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

» Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de pré-
» vision ou de renouvellement, ou reporté à nouveau, les montants que
» décide l'assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administra-
» tion.

» Du surplus, il est attribué quatre-vingt-dix pour cent aux parts sociales
» et dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et du Collège
» des commissaires, qui se les répartiront entre eux, suivant un règlement
» d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus
» du tiers du tantième d'un administrateur non investi de fonctions spé-
» ciales. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures quinze.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) Ed. van der Straeten, P. Le Bœuf, A. Buysse, G. de Formanoir de la Cazerie, Baron Camille de Jacquier de Rosée, L. Puissant-Baeyens, Comte Bernard d'Ursel, Duc d'Ursel, Fr. Lambin, L. Mottoule, J. Meily, V. Stinglhamber, F. Van Doren, J. Verriest, C. Van Cortenbergh, J. Henrard, V. Caillet, J. Verriest, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-cinq juin 1949.

Volume 1355, folio 19, case 2, cinq rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) D'hont.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 6605.

Bruxelles, le 12 juillet 1949.

(signé) Ed. Malbecq.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 juillet 1949.

(signé) Van Nylen (Le Directeur).

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 juillet 1949.

(signé) A. Marquet — Le Directeur.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

**Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga
« KISANGA »**

Société congolaise à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le trente juillet.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. — Mademoiselle la Vicomtesse Anne le Hardy de Beaulieu, propriétaire, demeurant à Wavre, au Château de la Bawette.

Ici représentée par Monsieur Hugues, Vicomte le Hardy de Beaulieu, ci-après nommé, qui déclare se porter fort pour elle.

2. — Mademoiselle la Vicomtesse Gisèle le Hardy de Beaulieu, propriétaire, demeurant à Wavre, au Château de la Bawette.

Ici représentée par Monsieur Hugues, Vicomte le Hardy de Beaulieu, ci-après nommé, qui déclare se porter fort pour elle.

3. — Monsieur le Baron Conrad van der Bruggen, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Major Pétillon, n° 22.

Ici représenté par Monsieur le Baron de Villenfagne de Vogelsanck, ci-après nommé, qui déclare se porter fort pour lui.

4. — Monsieur Jean Baron de Villenfagne de Vogelsanck, propriétaire, demeurant à Zolder, au Château de Vogelsanck.

5. — Monsieur Louis Zurstrassen, industriel, demeurant à Lambermont, rue des Combattants, n° 9.

6. — Monsieur Yves de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, n° 31.

7. — Monsieur le Comte André d'Oultremont, propriétaire, demeurant à Pulle.

Ici représenté par Monsieur Gaëtan van de Werve d'Immerseel, ci-après nommé, qui déclare se porter fort pour lui.

8. — Monsieur le Vicomte Gaëtan van de Werve d'Immerseel, propriétaire, demeurant au Château de et à Pulle.

9. — Monsieur Hugues, Vicomte le Hardy de Beaulieu, docteur en droit, demeurant à Wavre, au Château de la Bawette.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

10. — Monsieur Paul Hemeleers, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Ixelles, rue Souveraine, n° 16.

11. — Monsieur le Comte Michel de Borchgrave d'Altena, docteur en droit, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 38.

12. — Monsieur André Offergeld, secrétaire de sociétés, demeurant à Etterbeek, avenue de Tervueren, n° 26.

13. — Monsieur Luc Janssens de Varebeke, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue des Atrébates, n° 77.

14. — La Compagnie Internationale Financière et Commerciale, société anonyme, établie à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, n° 127.

Ici représentée par Messieurs Yves de Brouwer, et André Offergeld, prénommés, respectivement administrateur-délégué et secrétaire du Conseil de la dite société.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils ont déclaré avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga » en abrégé « Kisanga ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deux. — Le siège social est établi à Kisanga, Elisabethville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration et publié aux annexes du « Bulletin Officiel ou administratif du Congo Belge ».

Le siège administratif est actuellement établi à Bruxelles, n° 142, chaussée d'Anvers.

Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger par simple décision du Conseil d'administration.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger.

Article trois. — La société a pour objet principal, l'agriculture et l'élevage; notamment la production, l'achat, la transformation et la vente de tous produits, animaux et matières agricoles et forestières, ou destinés à l'agriculture et à l'alimentation.

A titre accessoire, la société peut faire, par elle-même ou pour compte de tiers des opérations immobilières et de transport, ainsi que l'importation, l'exportation, la représentation et la fabrication au Congo ou ailleurs, de produits manufacturés ou autres.

Elle peut dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

La société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière et autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater de la date de l'arrêté royal d'autorisation.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente-cinq ci-après, et dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS

Article cinq. — Le capital est fixé à six millions de francs et est représenté par six mille actions de mille francs chacune.

Article six. — Les six mille actions de mille francs chacune sont souscrites contre espèces comme suit :

Mademoiselle la Vicomtesse Anne le Hardy de Beaulieu, cinq cents actions	500
Mademoiselle la Vicomtesse Gisèle le Hardy de Beaulieu, cinq cents actions	500
Monsieur le Baron Conrad van der Bruggen	700
Monsieur Jean Baron de Villenfagne de Volgesanck, cinq cents actions	500
Monsieur Louis Zurstrassen, industriel, deux cent-dix actions	210
Monsieur Yves de Brouwer, docteur en droit, deux cent-dix actions	210
Monsieur le Comte André d'Oultremont, cent actions	100
Monsieur le Vicomte Hugues le Hardy de Beaulieu, trente act.	30
Monsieur Paul Hemeleers, trente actions	30

Monsieur le Comte Michel de Borchgrave, trente actions	30
Monsieur le Vicomte Gaëtan van de Werve d'Immerseel, dix actions	10
Monsieur André Offergeld, trente actions	30
Monsieur Luc Janssens de Varebeke, dix actions	10
La Société anonyme « Compagnie Internationale » trois mille cent quarante actions	3.140
Ensemble : six mille actions	<u>6.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des actions souscrites a été libérée entièrement par des versements s'élevant ensemble à six millions de francs, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Article sept. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes.

Toutefois, le conseil d'administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit. — Le Conseil d'administration fait des appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article onze. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en a été libéré, elles peuvent être transformées en actions au porteur.

Article douze. — Il est tenu, au siège administratif, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts, ou actions sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des Lois Belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Les actions au porteur sont extraites de registres à souches, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs.

Les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs.

L'une des signatures ci-dessus ou toutes deux peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

Article treize. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable, d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quinze. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Le Conseil choisit dans son sein, un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article seize. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité de direction dont il fixe la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un administrateur délégué et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président, ou à son défaut, éventuellement de son vice-président ou de l'administrateur-délégué, chaque fois

que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-huit. — Le Conseil d'administration et le comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur, peut même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article dix-neuf. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts, à l'assemblée générale ou au Conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs; prendre ou donner à bail ou sous-louer; acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets, contracter tous emprunts, consentir tous prêts, négocier l'émission de toutes obligations hypothécaires ou autres; consentir et accepter tous gages et nantissements et toutes hypothèques aux stipulations de voie parée; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner mainlevée avec ou sans constatation de paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements; dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant; transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de provision, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le Conseil d'administration également qui sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents, employés et salariés de la société; détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments, ainsi que leurs cautionnements, s'il y a lieu.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur ou d'un directeur à ce délégué.

Article vingt. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration.

Article vingt et un. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-deux. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-trois. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires associés ou non, nommés pour six ans au plus et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Les commissaires auront droit à une indemnité imputée sur les frais généraux et fixée par l'assemblée générale.

Article vingt-quatre. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de cent actions et par chaque commissaire un cautionnement de vingt-cinq actions.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-cinq. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles, leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-six. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires, elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt-huit. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège administratif le premier mardi du mois de mai et pour la première fois en mil neuf cent cinquante au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires décédés ou démissionnaires, et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige, il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également dans l'agglomération bruxelloise au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-neuf. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour; elles sont faites par annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives les convocations sont faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires huit jours au moins avant l'assemblée.

Article trente. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions autres que les administrateurs et commissaires doivent déposer au siège administratif ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, soit leurs titres au porteur, soit leur certificat d'inscription.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente et un. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par le vice-président ou, à défaut de celui-ci par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente-deux. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-trois. — Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés, ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-quatre. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente-cinq. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

A) Augmenter ou réduire le capital social.

B) Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société.

C) Proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent trois des Lois Belges coordonnées sur les sociétés commerciales).

D) Modifier les présents statuts.

Article trente-six. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-sept. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article trente-huit. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente-neuf. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article quarante. — Sur le bénéfice net résultant du bilan après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé d'abord cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve; lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

Sur le surplus, il est prélevé :

1. — La somme nécessaire pour attribuer aux actions un premier dividende de six pour cent prorata temporis et libérationis.

2. — Quinze pour cent du solde aux membres du Conseil d'administration qui se les répartiront entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, le restant est réparti entre toutes les actions.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie de ce restant, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à toute autre destination sociale.

Article quarante et un. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-deux. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires déposés en vue de leur publication, aux annexes du « Bulletin Officiel » ou « Administratif du Congo Belge » et éventuellement au « Moniteur Belge ».

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante-trois. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante-quatre. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées, toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-cinq. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société en Belgique où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-six. — Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante-sept. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Article quarante-huit. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-neuf. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à cent et cinq mille francs.

Article cinquante. — Pour la première fois, sont nommés :

A. — Administrateurs :

1. — Monsieur Louis Zurstrassen, industriel, demeurant à Lambermont, rue des Combattants, n° 9.
2. — Monsieur Jean Baron de Villenfagne de Vogelsanck, propriétaire, demeurant à Zolder, au Château de Vogelsanck.
3. — Monsieur Yves de Brouwer, docteur en droit, demeurant rue Père Eudore Devroye, n° 31, à Etterbeek.
4. — Monsieur le Baron Conrad Van der Bruggen, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Major Pétillon, n° 22.
5. — Monsieur Jean Ellissen, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, avenue de Wagram, n° 89.
6. — Madame la Vicomtesse Anne le Hardy de Beaulieu, propriétaire, demeurant au Château de la Bawette, par Wavre.
7. — Monsieur François Trystram, ingénieur E. P., demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, n° 127.

B. — Commissaires :

1. — Monsieur le Comte Michel de Borchgrave d'Altena, docteur en droit, demeurant à Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, n° 38.
2. — Monsieur Hugues Vicomte le Hardy de Beaulieu, docteur en droit, demeurant au Château de la Bawette par Wavre.
3. — Monsieur Emile Houthave, chef comptable, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, rue Verbist, n° 77.
4. — Monsieur Jean Peten, directeur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Forestière, n° 1.

Est désigné en qualité de président : Monsieur Louis Zurstrassen.

Est désigné en qualité de vice-président : Monsieur Jean Baron de Villenfagne de Vogelsanck.

Est désigné en qualité d'administrateur-délégué : Monsieur Yves de Brouwer.

Formant ensemble le comité de direction.

Est nommé en qualité de président du Collège des commissaires, Monsieur le Comte Michel de Borchgrave d'Altena.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) L. Zurstrasse, Jean Baron de Villenfagne de Vogelsanck, Yves de Brouwer, Hugues Vicomte le Hardy de Beaulieu, Gaëtan van de Werve d'Immerseel, P. Hemeleers, Comte Michel de Borchgrave d'Altena, A. Offergeld, L. Janssens de Varebeke, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le dix-neuf juillet 1949.

Volume 1355, folio 52, case 5, huit rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 6920. Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous Joseph Dellois, président de la Chambre des Vacations ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 27 juillet 1949.

(signé) J. Dellois.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Dellois, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1949.

Le Directeur (signé) Van Nysten.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nysten, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 30 juillet 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Compagnie Foncière du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt-huit juin, à onze heures trois quarts.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 3.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Foncière du Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, établie à Elisabethville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, constituée par acte reçu par Maître Ernest Vuylsteke, notaire à Schaerbeek, le trente mai mil neuf cent vingt-deux, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du seize juin mil neuf cent vingt-deux, numéro 6.837, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent vingt-deux; dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Vuylsteke, notaire prédit, les vingt-neuf juillet et vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-quatre; suivant procès-verbal sous seing privé en date du premier mars mil neuf cent vingt-six, enregistré à Bruxelles (A. S. S. P.) le vingt-sept mars mil neuf cent vingt-six, volume 667, folio 41, case 15; suivant actes reçus par Maître Vuylsteke, notaire prédit, le vingt-huit avril mil neuf cent vingt-sept, le deux décembre mil neuf cent vingt-sept; le seize janvier mil neuf cent vingt-huit, le seize septembre mil neuf cent vingt-neuf, le vingt-neuf juillet mil neuf cent trente; par Maître Raymond Coenen, notaire à Bruxelles, le vingt-huit juillet mil neuf cent trente et un; par Maître Hubert Scheyven à Bruxelles, le dix-huit juillet mil neuf cent trente-trois, le quatorze juin mil neuf cent trente-cinq, le seize décembre mil neuf cent trente-sept, le dix-sept juillet mil neuf cent quarante-cinq, le quinze juillet mil neuf cent quarante-sept et le vingt juillet mil neuf cent quarante-huit, publiés respectivement aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt-cinq, numéros 391 et 892; du quatre avril mil neuf cent vingt-six, numéro 3399; du seize juillet mil neuf cent vingt-sept, numéro 9.473; du trois mars et du sept mars mil neuf cent vingt-huit, numéros 2.291 et 2.384; du douze octobre mil neuf cent vingt-neuf, numéro 15.382; du deux octobre mil neuf cent trente, numéro 14.220; du treize septembre mil neuf cent trente et un, numéro 12.909; du six août mil neuf cent trente-trois, numéro 11.058; du cinq juillet mil neuf cent trente-cinq, numéro 10.444; du dix-sept mars mil neuf cent trente-huit, numéro 2.445; des dix-neuf/vingt/vingt et un août mil neuf cent quarante-cinq, numéro 11.159, des vingt-cinq/vingt-six août mil neuf cent quarante-sept, numéro 16.477 et des neuf/dix août mil neuf cent quarante-huit, numéro 16.978.

La dite société a été autorisée par arrêté royal du quatre août mil neuf cent vingt-deux et les modifications à ses statuts, soumises à approbation, ont été approuvées par arrêtés royaux des dix-neuf mars mil neuf cent

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

vingt-cinq, dix-sept avril mil neuf cent vingt-six, trente mai mil neuf cent vingt-sept, dix-neuf janvier mil neuf cent vingt-huit, treize mars mil neuf cent vingt-huit, quatorze novembre mil neuf cent vingt-neuf, quatre octobre mil neuf cent trente, vingt-trois septembre mil neuf cent trente et un, dix-sept juillet mil neuf cent trente-cinq et vingt-cinq février mil neuf cent trente-huit.

Les actes modificatifs des statuts ont été publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent vingt-cinq, du quinze mai mil neuf cent vingt-six, du quinze juin mil neuf cent vingt-sept, du quinze février mil neuf cent vingt-huit, du quinze avril mil neuf cent vingt-huit, du quinze décembre mil neuf cent vingt-neuf, du quinze novembre mil neuf cent trente, du quinze octobre mil neuf cent trente et un, du quinze octobre mil neuf cent trente-trois, du quinze août mil neuf cent trente-cinq, du quinze mars mil neuf cent trente-huit et du quinze septembre mil neuf cent quarante-cinq.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. L'Union Minière du Haut-Katanga, société congolaise à responsabilité limitée établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de dix mille deux cent cinquante-neuf actions privilégiées et soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-quatorze actions ordinaires	10.259	71.294
--	--------	--------

Ici représentée par son directeur adjoint Monsieur Pierre Fontainas, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, avenue Brugmann, n° 213, suivant procuration du sept de ce mois.

2. Minoteries du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kakontwe (Congo Belge), propriétaire de dix-huit mille trois cents actions ordinaires	18.300
--	--------

Ici représentée par Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne numéro 31, suivant procuration du quinze de ce mois.

3. Le Comité Spécial du Katanga, établi à Bruxelles, rue des Petits Carmes, numéro 51, propriétaire de quatre mille neuf cent soixante-douze actions privilégiées et de seize mille soixante-quinze actions ordinaires	4.972	16.075
--	-------	--------

Ici représentée par Monsieur Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 108, suivant procuration du quinze de ce mois.

4. La Société de Recherches Minières du Sud-Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de dix-sept cents actions ordinaires	1.700
---	-------

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, numéro 25, suivant procuration du seize de ce mois.

5. La Compagnie du Katanga, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de trois mille trois cent soixante-neuf actions privilégiées et de seize cent trente et une actions ordinaires 3.369 1.631

Ici représentée par Monsieur Gaston Heenen, pré-nommé, suivant procuration du quinze de ce mois.

6. La Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga « B. C. K. », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de six mille actions privilégiées 6.000

Ici représentée par Monsieur Léonard Scraeyen, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 70, suivant procuration du quinze de ce mois.

7. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de cinq mille deux cent vingt-cinq actions privilégiées 5.225

Ici représentée par Monsieur Gilbert Périer, ci-après nommé, suivant procuration du quinze de ce mois.

8. La Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains (Auxilacs), société anonyme établie à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, numéro 24, propriétaire de trois mille huit cent cinquante actions privilégiées 3.850

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, pré-nommé, suivant procuration du dix-huit de ce mois.

9. La Compagnie du Chemin de Fer du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de deux mille deux cent quatre-vingt-quatorze actions privilégiées 2.294

Ici représentée par Monsieur Léonard Scraeyen, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 70, suivant procuration du seize de ce mois.

10. Monsieur Gaston Blaise, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, numéro 47, propriétaire de dix-sept cent cinquante actions privilégiées 1.750

Ici représenté par Monsieur Herman Robiliart, pré-nommé, suivant procuration du sept de ce mois.

11. La Société anonyme Espinette Linkebeek, établie à Bruxelles, rue Chair et Pain, numéro 5, propriétaire de huit cent quatre actions privilégiées 804

Ici représentée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, prénommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

12. Monsieur Jules Cousin, ingénieur A. I. Lv., demeurant à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de cinquante actions privilégiées 50

Ici représenté par Monsieur Herman Robiliart, prénommé, suivant procuration du quinze de ce mois.

13. La Société Mobilière et Immobilière Congolaise, société anonyme, établie à Bruxelles, rue Thérésienne, numéro 14, propriétaire de deux cent cinquante-sept actions privilégiées 257

Ici représentée par Monsieur Gilbert Périer, ci-après nommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

14. Monsieur le Comte Maurice Lippens, gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, numéro 1, propriétaire de cinquante actions privilégiées 50

Ici représenté par Monsieur Gaston Heenen, prénommé, suivant procuration du dix-sept de ce mois.

15. Monsieur Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 7, propriétaire de vingt-cinq actions privilégiées 25

16. Monsieur Albert Marchal, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, numéro 46, propriétaire de cinquante actions privilégiées 50

17. Monsieur Gilbert Périer, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 573, propriétaire de cinquante actions privilégiées 50

Ensemble trente-neuf mille cinq actions privilégiées, et cent neuf mille actions ordinaires	39.005 109.000
--	----------------

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, administrateur-délégué, assisté de Messieurs Gaston Heenen, Albert Marchal, Gilbert Périer, Herman Robiliart et Léonard Scraeyen, tous prénommés et le colonel Emmanuel Muller, administrateur de l'association des Vétérans Coloniaux, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Porte de Hal, numéro 4, ici intervenant, tous administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Joseph Wilberz, directeur administratif de la Société, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 79, ici intervenant et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Gaston Heenen et Pierre Fontainas, tous deux pré-nommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1 — Autorisation à donner au Conseil d'administration de racheter, pour un prix à fixer par l'assemblée, douze cent quatre-vingt-trois actions privilégiées de la société, au delà des cinq mille cent dix-sept déjà en portefeuille de façon à porter à six mille quatre cents le nombre total des actions privilégiées rachetée.

2 — Annulation du total des six mille quatre cents actions privilégiées rachetées.

3 — Unification des actions privilégiées et des actions ordinaires par la création de deux cent cinquante mille parts sociales sans désignation de valeur nominale et l'échange des soixante-quinze mille six cents actions privilégiées restant encore en circulation ainsi que des cent neuf mille actions ordinaires contre soixante-quinze mille six cents parts sociales et cent soixante-quatorze mille quatre cents parts sociales respectivement.

4 — Pour autant que l'assemblée générale ordinaire à tenir le vingt-huit juin mil neuf cent quarante-neuf ait décidé de porter à vingt-cinq millions le fonds de prévision, augmentation du capital social, pour porter celui-ci de soixante-quinze millions à cent millions par incorporation au capital du montant du susdit fonds de prévision.

5 — Emission d'un emprunt au Katanga sous forme de bons de caisse.

6 — Modifications statutaires :

Article 5. — à libeller comme suit :

« Le capital social, fixé à cent millions de francs est représenté par deux » cent cinquante mille parts sociales sans désignation de valeur nominale.
» Le capital est entièrement libéré. »

Article dix. — Alinéa deux — A remplacer la phrase :

« L'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe » par :
« chacune de ces signatures peut être remplacée par une griffe ».

Article douze. — A compléter par l'alinéa suivant :

« Les titres d'emprunt au porteur sont signés de la même façon que les actions. »

Article vingt-neuf. — Remplacer l'alinéa deux par le texte suivant :

« Une voix est attribuée à chaque action. »

Article trente. — A insérer entre le deuxième et le troisième alinéa, le texte suivant :

« Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les actions constituant le cautionnement des administrateurs et des commissaires. »

Article trente-sept. — A libérer comme suit :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net. »

Paragraphe premier. — Sur ce bénéfice net il est prélevé :

a) d'abord cinq pour cent pour former un fonds de réserve. Le prélèvement deviendra facultatif lorsque ce fonds aura atteint dix pour cent du capital social;

b) ensuite, les sommes que l'assemblée générale déciderait d'affecter à un fonds de prévision, notamment pour entretien et renouvellement, assurance et prévoyance.

Paragraphe deux. — Le solde est attribué dans l'ordre suivant :

a) Les actions toucheront un premier dividende de dix-sept francs cinquante centimes par action.

b) dix pour cent du surplus seront attribués au Conseil d'administration et au Collège des commissaires de façon que chaque commissaire reçoive le tiers d'une part d'administrateur.

c) Le reliquat sera réparti entre toutes les actions à titre de superdividende à moins que sur proposition du Conseil d'administration, l'assemblée générale, à la simple majorité des voix, décide d'affecter tout ou partie de ce reliquat à un report à nouveau, à un fonds spécial de réserve ou de prévision.

Article quarante. — A libeller comme suit :

La liquidation se fera comme suit :

Après paiement de toutes les dettes et charges sociales et attribution aux liquidateurs, à titre de rémunération d'une somme à fixer par l'assemblée générale l'actif net restant est réparti également entre toutes les actions. »

Suppression des dispositions des articles sept et trente-septbis, devenues sans objet.

Mise en concordance de la numérotation des articles avec les modifications susdites.

7 — Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt-huit des statuts dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du onze et du vingt juin mil neuf cent quarante-neuf.

Le « Moniteur Belge » numéros du onze et du vingt et un juin mil neuf cent quarante-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux.

III. — Que pour assister à l'assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. — Que sur les soixante-seize mille deux cent quatre-vingt-trois actions privilégiées et les cent neuf mille actions ordinaires émises et non rachetées, qui seules jouissent des droits statutaires, la présente assemblée réunit trente-neuf mille cinq actions privilégiées et les cent neuf mille actions ordinaires, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie et plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article vingt-six des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président, au nom du Conseil d'administration, l'assemblée après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Par dérogation à l'article trente-septbis des statuts, l'assemblée autorise le Conseil d'administration à acquérir au nom de la société, douze cent quatre-vingt-trois actions privilégiées de la société au prix de sept cent quarante francs l'une.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

ACQUISITION.

Et à l'instant est intervenu aux présentes :

Monsieur Pierre Fontainas, prénommé.

Agissant au nom et comme mandataires de l'Union Minière du Haut Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), en vertu des pouvoirs lui conférés suivant procuration sous seing privé, en date du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-neuf, qui demeurera ci-annexée.

Lequel comparant, agissant es dite qualité, a déclaré, par les présentes, vendre, céder et transporter sous les garanties ordinaires et de droit, à la présente société « Compagnie Foncière du Katanga », pour laquelle sont ici présents et acceptent :

Messieurs Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, numéro 25, et Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 108, tous deux administrateurs.

Douze cent quatre-vingt-trois actions privilégiées de la présente société et ce au prix de sept cent quarante francs l'une, soit ensemble au prix de neuf cent quarante-neuf mille quatre cent vingt francs, somme que Monsieur Pierre Fontainas, es dite qualité, reconnaît avoir reçue de la société, dont quittance.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'annuler les douze cent quatre-vingt-trois actions privilégiées, faisant l'objet de la cession ci-dessus, ainsi que les cinq mille cent dix-sept actions privilégiées rachetées antérieurement par la société et se trouvant dans son portefeuille, soit ensemble six mille quatre cents actions privilégiées de manière que leur nombre soit ramené de quatre-vingt-deux mille à soixante-quinze mille six cents.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'unifier les soixante-quinze mille six cents actions privilégiées restantes et les cent neuf mille actions ordinaires par la création de deux cent cinquante mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale à remettre par voie d'échange aux porteurs des actions anciennes, savoir :

a) titre pour titre pour les actions privilégiées.

et b) dans la proportion d'une part sociale et six dixièmes de part sociale pour une action ordinaire.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de vingt-cinq millions de francs pour le porter de soixante-quinze millions de francs à cent millions de francs par incorporation du fonds de prévision de vingt-cinq millions de francs figurant au bilan de l'exercice social mil neuf cent quarante-huit et ce, sans création de titres nouveaux.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, résultant de l'augmentation de capital qui précède, et qui sont mis à la charge de la société, s'élève à trente-cinq mille francs environ.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix votant tant ensemble que par catégorie.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'émettre au Katanga un emprunt de vingt-cinq millions de francs congolais sous forme de bons de caisse, et donne pouvoir au Conseil d'administration d'en fixer l'intérêt annuel, le mode et les conditions de remboursement.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Dans le premier alinéa de l'article trois, les mots : « article vingt-six » sont remplacés par les mots : « article vingt-cinq ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

- « Le capital social, fixé à cent millions de francs est représenté par deux
- » cent cinquante mille parts sociales sans désignation de valeur nominale.
- » représentant chacune un/deux cent cinquante millième de l'avoir social.
- » Le capital est entièrement libéré. »

A l'article six, la seconde phrase devenue sans objet est supprimée.

L'article sept devenu sans objet est supprimé et la numérotation des articles suivants est changée en conséquence.

A l'article neuf ancien (huit nouveau) dans le dernier alinéa les mots « de l'article dix ci-après » sont remplacés par les mots « de l'article neuf ci-après ».

A l'article dix ancien (neuf nouveau) au deuxième alinéa, la phrase : « L'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe » est remplacée par : « chacune de ces signatures peut être remplacée par une griffe. »

A l'article douze ancien (onze nouveau) *in fine*, les mots : « à l'article vingt-six » sont remplacés par : « à l'article vingt-cinq ».

Et au même article douze ancien, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les titres d'emprunt au porteur sont signés de la même façon que les actions. »

A l'article vingt-cinq ancien (vingt-quatre nouveau) au premier alinéa, les mots « à l'article trente-sept », sont remplacés par les mots « à l'article trente-six ».

Au deuxième alinéa, les mots : « à l'article treize » sont remplacés par les mots : « à l'article douze ».

A l'article vingt-neuf ancien (vingt-huit nouveau) le deuxième alinéa est remplacé par :

« Une voix est attribuée à chaque action. »

A l'article trente ancien (vingt-neuf nouveau) entre le deuxième et le troisième alinéa, il est intercalé un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article » ne sont pas requises pour les actions constituant le cautionnement des » administrateurs et commissaires. »

A l'article trente-six ancien (trente-cinq nouveau) au troisième alinéa, les mots « à l'article vingt-huit » sont remplacés par les mots « à l'article vingt-sept ».

Le texte de l'article trente-sept ancien (trente-six nouveau) est remplacé par le texte suivant :

« L'excédent favorable du bilan déduction faite des charges sociales, des » frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net.

» Paragraphe premier. — Sur ce bénéfice net, il est prélevé :

» a) d'abord cinq pour cent pour former un fonds de réserve. Le prélèvement deviendra facultatif lorsque ce fonds aura atteint dix pour cent du capital social.

» b) ensuite les sommes que l'assemblée générale déciderait d'affecter à un fonds de prévision, notamment pour entretien et renouvellement, assurance et prévoyance.

» Paragraphe deux. — Le solde est attribué dans l'ordre suivant :

» a) Les actions toucheront un premier dividende de dix-sept francs cinquante centimes par action.

» b) dix pour cent du surplus seront attribués au Conseil d'administration et au Collège des commissaires de façon que chaque commissaire reçoive le tiers d'une part d'administrateur sans fonctions spéciales.

» c) Le reliquat sera réparti entre toutes les actions à titre de superdividende à moins que sur proposition du Conseil d'administration, l'assemblée générale, à la simple majorité des voix, décide d'affecter tout ou partie de ce reliquat à un report à nouveau, à un fonds spécial de réserve ou de prévision. »

L'article trente-septbis est supprimé.

Le texte de l'article quarante ancien, (trente-huit nouveau) est remplacé par :

« La liquidation se fera comme suit :

» Après paiement de toutes les dettes et charges sociales et attribution aux liquidateurs à titre de rémunération, d'une somme à fixer par l'assemblée générale, l'actif net restant est réparti également entre toutes les actions. »

L'article quarante et un ancien devient l'article trente-neuf nouveau.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres votant tant ensemble que séparément par catégorie.

SEPTIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au Conseil d'administration tous les pouvoirs nécessaires aux fins d'exécuter les résolutions prises ci-dessus.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à midi.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) D. Van Bleyenbergh, G. Heenen, A. Marchal, G. Périer, H. Robiliart, L. Scrayen, Em. Muller, J. Wilberz, P. Fontainas, J. Koeckx, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le six juillet 1949.

Volume 1356, folio 29, case 10, huit rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 6832. Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Joseph Dellois, Président de la Chambre des Vacations, du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 22 juillet 1949.

(signé) J. Dellois.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Dellois, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 juillet 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 juillet 1949.

(signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Compagnie Foncière du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 6, rue Montagne du Parc. Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4175.

Constituée le 30 mai 1922 à Bruxelles, et autorisée par arrêté royal en date du 14 août 1922.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : année 1922, n° 6836; année 1925, n° 891 et 892; année 1926, n° 3399; année 1927, n° 9473; année 1928, n° 2291 et 2384; année 1929, n° 15382; année 1930, n° 14220; année 1931, n° 12909; année 1933, n° 11058; année 1935, n° 10444; année 1938, n° 2445; année 1945, n° 11159; année 1947, n° 16477; année 1948, n° 16978.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrains et immeubles	fr. 240.098.228,—	
Moins :		
Amortissements antérieurs	113.483.043,—	
Amortissement de l'exercice	11.000.000,—	
	<u>115.615.185,—</u>	
Mobilier, matériel et outillage	1,—	
	<u>115.615.186,—</u>	

II. — Réalisable :

Magasins et stocks	14.107.438,—	
moins amortissement	512.966,—	
	<u>13.594.472,—</u>	
Portefeuille titres	34.253.989,—	
Débiteurs :		
Emprunteurs hypothécaires	3.236.424,—	
Divers	3.850.950,—	
Travaux en cours pour tiers	<u>775.085,—</u>	
		55.710.920,—

III. — *Disponible :*

Caisses, banques et chèques postaux 6.273.772,—

IV. — *Divers :*

Titres de la Société racheté par celle-ci Pour mémoire

V. — *Comptes débiteurs* 554.506,—

VI. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires, droits dérivant d'engagements et con-
trats en cours, garanties locatives Pour mémoire

Fr. 178.154.384,—

PASSIF.

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

Capital fr. 75.000.000,—

Réserve statutaire 5.717.836,—

Fonds de prévision 13.000.000,—

II. — *Passif de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers à court terme 30.444.476,—

Créditeurs divers à long terme 26.280.232,—

Dividendes échus et non réclamés 82.939,—

III. — *Comptes créditeurs :*

Provisions diverses 2.251.019,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants de garanties statutaires, obligations dérivant d'en-
gagements et contrats en cours, déposants de garanties
locatives Pour mémoire

V. — *Solde* 25.377.882,—

Fr. 178.154.384,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr. 4.078.126,—

Amortissement de l'immobilisé 11.000.000,—

Amortissement des magasins et stocks 512.966,—

Solde bénéficiaire net comprenant :

Le bénéfice sur opérations habituelles	11.295.008,—	
Le bénéfice exceptionnel sur ventes de titres et ristourne d'impôt	14.082.874,—	
		25.377.882,—
	Fr.	40.968.974,—

CREDIT.

Bénéfice brut d'exploitation	fr.	22.935.220,—
Revenus du portefeuille titres		3.726.280,—
Revenus divers et agios		224.600,—
		26.886.100,—
Bénéfice sur ventes de titres		12.566.801,—
Ristourne d'impôt pour les exercices 1940 à 1945		1.516.073,—
	Fr.	40.968.974,—

REPARTITION DU BENEFICE NET.

Solde bénéficiaire net	fr.	25.377.882,—
Réserve statutaire		1.268.894,—
Solde disponible		24.108.988,—
réparti comme suit :		
1°) au Fonds de prévision	fr.	12.949.420,—
2°) aux 76.883 actions privilégiées en circulation, un divi- dende total brut de		3.242.054,—
3°) aux actions ordinaires, un dividende total brut prora- ta temporis de		7.261.217,—
4°) au Conseil d'administration et au Collège des commis- saires		656.297,—
	Fr.	24.108.988,—

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Jules Cousin, ingénieur A. I. Ln., Elisabethville (Congo Belge).

Vice-président :

M. Aimé Marthoz, ingénieur A. I. G., 43, square Vergote, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Désiré Van Bleyenbergh, directeur de sociétés, avenue Henri Pirenne, 25, Uccle.

Administrateurs :

M. Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles.

M. Odon Jadot, ingénieur A. I. Lg., 14, square du Val de la Cambre, Bruxelles.

M. le Comte Maurice Lippens, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, square du Val de la Cambre, Bruxelles.

M. Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. le Colonel Emmanuel Muller, administrateur de l'Association des Vétérans Coloniaux, 4, avenue de la Porte de Hal, Bruxelles.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Albert Questiaux, ingénieur civil des mines Lv., Elisabethville (Congo Belge).

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 31, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Léonard Scraeyen, ingénieur A. I. Ln, 70, avenue F. D. Roosevelt, Bruxelles.

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines A. I. Ln, 24, avenue Ernestine, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Auguste Berckmoes, directeur de département à l'Union Minière du Haut Katanga, 82, avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg.

M. Antoine Colson, sous-directeur de société, 32, rue d'Alsace-Lorraine, Ixelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort.

M. Hubert Ménestret, directeur adjoint de société, 18, avenue Marie Clothilde, Watermael.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 1949

.....
L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948, se clôturant par un solde bénéficiaire de 25.377.882 francs.
.....

L'assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs de MM. Jules Cousin et Albert Marchal, et le mandat de commissaire de M. Antoine Colson.

Elle ratifie la nomination provisoire par le Conseil général du 4 novembre 1948 du Colonel Emmanuel Muller, en qualité d'administrateur, en remplacement de feu M. A. Maron.

.....

Certifié conforme.

L'administrateur-délégué,

D. VAN BLEYENBERGHE.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P., le 14 juillet 1949, volume 904, folio 63, case 2, deux rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (sé) Louyest.

« TABACONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Anvers, 32, Longue rue de l'Hôpital.

Registre du Commerce d'Anvers n° 57557.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue à Anvers
le 17 août 1949.*

M. Joseph Vander Elst ayant renoncé à son mandat d'administrateur, l'assemblée accepte cette démission et nomme en remplacement M. Pierre Vander Elst-de Gruyter, domicilié à Anvers, 43, avenue Van Put, qui achèvera le mandat devenu vacant.

Pour extrait conforme.

« TABACONGO », S. C. R. L.

Le Président du Conseil,

Henry C. VANDER ELST.

« Société Sandra »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge)
et le siège administratif à Bruxelles, rue d'Assaut, 7bis.

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le dix-sept juin.

Par devant nous, Théodore TAYMANS, notaire de résidence à Bruxelles.

Ont comparu :

1°) Monsieur Paul du Bus de Warnaffe, artiste-peintre, demeurant boulevard du Souverain, numéro 84, à Watermael-Boitsfort.

2°) La société anonyme « Drasander » ayant son siège social à Bruxelles, rue d'Assaut, 7bis, et inscrite au registre du commerce de Bruxelles sous le numéro 205.962, représentée aux fins des présentes par son administrateur-délégué, Monsieur André Van Spaendonck, demeurant à Oisterwyk-Noord-Brabant-Pays-Bas, en vertu des pouvoirs lui conférés par délibération de l'assemblée générale ordinaire de la dite société en date du vingt-deux août mil neuf cent quarante-sept, (« Moniteur Belge » du douze septembre mil neuf cent quarante-sept, page 2328, numéro 17.158).

3°) Madame Marie-Louise Mutsaerts, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Paul du Bus de Warnaffe, préqualifié, demeurant avec lui, boulevard du Souverain, 84, à Watermael-Boitsfort.

4°) Monsieur Antoine Claeys-Bouuaert, officier de réserve, domicilié à Eyne-lez-Audenaerde, mais résidant à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représenté par son épouse, Madame Henriette Mutsaerts, ci-après nommée, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'un acte de procuration sous seing privé en date du dix avril mil neuf cent quarante-neuf, qui demeurera ci-annexé et sera enregistré avec les présentes.

5°) Monsieur Achille Vanderstraeten, industriel, domicilié à Saint-Denis-Westrem, ici représenté par Monsieur Albert Claeys-Bouuaert ci-après nommé en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une acte de procuration sous seing privé en date du seize juin mil neuf cent quarante-neuf, qui demeurera ci-annexé et sera enregistré, par le receveur compétent, en même temps que les présentes.

6°) Madame Henriette Mutsaerts, sans profession, demeurant à Eyne-lez-Audenaerde, épouse de Monsieur Antoine Claeys-Bouuaert, préqualifié, autorisée par ce dernier aux fins des présentes, aux termes de l'acte de

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

procuration sous seing privé précité en date du dix avril mil neuf cent quarante-neuf qui est ci-annexé.

7^e) Monsieur Albert Claeys-Bouuaert, industriel, demeurant à Eyne près d'Audenaerde.

Lesquels comparants es qualités ont requis le notaire soussigné de dresser acte de la convention suivante :

CHAPITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET.

Article un. — Il est créé, par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de : Société « SANDRA ».

Article deux. — Le siège social est à Léopoldville (Congo Belge).

Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, qui serait désignée par le Conseil d'administration sans préjudice à l'application des dispositions légales relatives à l'autorisation royale.

Le siège administratif est à Bruxelles, 7bis, rue d'Assaut. Il pourra par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en tout autre endroit en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger.

Article trois. — La Société a pour objet, l'importation, l'exportation, le commerce et la représentation de tous produits industriels, pharmaceutiques, chimiques, agricoles, forestiers, de culture et d'élevage : produits finis ou semis-finis, leur manutention, transformation et transport.

Dans le cadre de cet objet social, elle pourra notamment s'intéresser par voie d'association, d'apport, de fusion, de souscription, de participation, ou d'interventions financières ou autres dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer au Congo Belge, en Belgique ou à l'étranger, poursuivant un but analogue, connexe ou même simplement susceptible de contribuer directement ou indirectement à la réalisation de ses fins sociales.

Article quatre. — L'existence de la société prendra cours à la date de l'arrêté royal approuvant les présents statuts. Sa durée sera de trente années venant à expiration au plus tard le premier janvier mil neuf cent septante-neuf.

La durée de la société pourra être successivement prorogée de même que la société pourra être dissoute anticipativement par simple décision de l'assemblée générale des associés, convoqués et délibérant dans les conditions prévues à l'article trente-sept ci-après, sans préjudice à l'application des dispositions légales relatives à l'autorisation royale.

La société peut stipuler ou s'engager pour un terme dépassant sa durée

CHAPITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à un million de francs, représenté par cents parts sociales équivalentes sans distinction de valeur.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant dans les formes requises pour les modifications à apporter aux statuts, sans préjudice à l'application des dispositions légales relatives à l'autorisation royale.

Article six. — Les cents parts sociales ont été intégralement souscrites en numéraire, au pair à dix mille francs et libérées de vingt pour cent au moment de la souscription, de la manière suivante :

1) Monsieur Paul du Bus de Warnaffe, quinze parts	15
2) La Société Anonyme « Drasander », vingt parts	20
3) Madame Marie-Louise Mutsaerts, épouse de Monsieur Paul du Bus de Warnaffe, dix parts	10
4) Monsieur Antoine Claeys-Bouuaert, quinze parts	15
5) Monsieur Achille Vanderstraeten, quinze parts	15
6) Madame Henriette Mutsaerts, épouse de Monsieur Antoine Claeys-Bouuaert, dix parts	10
7) Monsieur Albert Claeys-Bouuaert, quinze parts	15
Au total : cent parts	100

A la suite de ces versements une somme de deux cent mille francs se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société. Les versements ultérieurs se feront aux dates fixées par le Conseil d'administration, avec préavis d'un mois.

L'associé qui, après un préavis de trente jours, signifié par lettre recommandée resterait en retard de libération, devrait bonifier la société d'un intérêt de retard calculé à raison de sept pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité de son versement.

Le Conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'associé et faire vendre ses titres, sans préjudice au droit de réclamer le restant dû, ainsi que les dommages et intérêts éventuels.

Article sept. — Les parts sociales seront productives d'un dividende qui sera fixé chaque année par l'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration.

Article huit. — Le Conseil d'administration a délégation pour régler toutes modalités d'émissions d'actions ou de parts nouvelles de la société, ou d'obligations qui ne seraient pas fixées dans les présents statuts. Il pourra notamment admettre d'autres personnes que les porteurs de parts sociales anciennes à la souscription de titres nouveaux.

Article neuf. — Toutes les parts sociales resteront nominatives et seront inscrites dans un registre spécial tenu à cet effet au siège social de la société aussi longtemps qu'elles ne seront pas entièrement libérées. Durant ce temps, elles ne pourront être cédées que de l'accord de l'assemblée générale à un requérant agréé par celle-ci à un prix égal à sa valeur selon le dernier bilan.

Faute d'accord entre l'associé qui désire céder des parts et l'assemblée générale sur la personne d'un acquérant, le Conseil d'administration sera tenu de trouver lui-même un acquérant, dans le délai d'un an depuis que le désir de cession aura été notifié à la société. Les parts ne pourront être cédées valablement qu'après intervention de l'arrêté royal, autorisant la société et seront au porteur dès leur entière libération.

Article dix. — Les porteurs de parts sociales ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur souscription.

La possession d'une part sociale comporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Article onze. — Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

Tous les propriétaires indivis d'un titre ou tous les ayants-droit, même usufruitiers et nu-propriétaires sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société pourra suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire du titre.

Article douze. — Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants-droit d'un possesseur de parts sociales ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale des associés.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article treize. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

Article quatorze. — Les administrateurs sont nommés pour un terme de six ans, sauf l'effet du renouvellement. Les premiers administrateurs seront renouvelés suivant un ordre de sortie réglé par tirage au sort de manière à ce que pour l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-six, ils aient été tous soumis à réélection ou à remplacement.

En cas de vacation dans le Conseil d'administration d'une place d'administrateur par décès, démission ou pour toute autre cause, les administrateurs restés en fonction et les commissaires réunis en Conseil général peuvent nommer provisoirement un administrateur qui ne restera en fonction que pendant le temps restant à courir de l'exercice de son prédécesseur. Cette nomination sera soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée.

Article quinze. — Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, un président, un administrateur-délégué et éventuellement un administrateur-directeur.

En cas d'absence du président, le Conseil choisit pour chaque séance, un président parmi les administrateurs présents.

Article seize. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de deux administrateurs aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres est présente ou représentée. Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les administrateurs empêchés ou absents peuvent, par simple lettre ou télégramme, déléguer un de leurs collègues ou même un tiers, à condition que ce dernier ne représente pourtant pas les intérêts de la concurrence, pour les représenter et voter en leurs lieu et place; ils seront dès lors réputés présents.

Article dix-sept. — Les décisions du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial tenu au siège administratif.

Les membres présents à la séance sont invités à le signer.

Les copies à produire en justice ou en toute autre circonstance seront signées par deux administrateurs, ou par l'administrateur-délégué.

Article dix-huit. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil d'administration.

Il décide tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens meubles ou immeubles, ou concessions quelconques, ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes, actions et valeurs de la société.

Il peut contracter tous emprunts, sauf les emprunts hypothécaires qui, ainsi que l'émission de bons hypothécaires, ne pourront être décidés que par l'assemblée générale.

Il autorise et suit toutes actions judiciaires devant toutes juridictions tant en demandant qu'en défendant.

Il autorise tous emprunts, transactions, acquiescements, désistements, mainlevées d'inscriptions, de saisies ou d'oppositions avant ou après paiement et consent à la voie parée.

Il nomme, suspend et révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, remises, salaires, gratifications ou participations proportionnelles, ainsi que toutes les autres conditions de leur entrée au service de la société et de leur départ.

L'administrateur-délégué est chargé de la gestion journalière des affaires sociales, ainsi que de l'exécution des décisions du Conseil.

Le Conseil peut, en outre, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors de son sein, associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées aux alinéas précédents. Le Conseil peut les révoquer en tous temps.

Cette énumération est énonciative et non limitative.

Article dix-neuf. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences soit de son président, soit de l'administrateur-délégué, soit de son représentant en Afrique, soit enfin d'un mandataire, spécialement délégué à cette fin.

Article vingt. — Tous les actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations, à défaut de délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration, sont signés soit par deux administrateurs, soit par l'administrateur-délégué et le directeur, ou un délégué de la société, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil d'administration.

Les actes de gestion journalière sont signés par l'administrateur-délégué ou par un ou plusieurs agents mandatés à cette fin.

Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Afrique à un ou plusieurs agents agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de ventes, d'achats ou d'échanges d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les actes de mainlevée avec ou sans constatation de paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil, ou par l'administrateur-délégué.

Article vingt et un. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent, dans la mesure de leur mandat, que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt-deux. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, nommés pour six ans par l'assemblée générale, qui détermine leur nombre et peut toujours les révoquer.

Les premiers commissaires resteront en fonction jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-six, laquelle procédera à leur réélection ou à leur remplacement.

Article vingt-trois. — Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, procès-verbaux, correspondances et généralement de toutes les écritures de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale des associés, le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables.

Leur responsabilité en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Article vingt-quatre. — Les tantièmes et émoluments des administrateurs et des commissaires seront fixés par l'assemblée générale, sous réserve de ce qui sera dit à l'article quarante et un ci-après.

Article vingt-cinq. — En garantie de l'exécution du mandat des administrateurs et des commissaires, il sera déposé par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de deux parts sociales et par chaque commissaire ou par un tiers pour son compte, un cautionnement d'une part sociale. A défaut d'avoir exécuté les conditions du cautionnement stipulées ci-dessus, dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite, si elle a lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les parts sociales affectées aux cautionnements seront restituées après que l'assemblée générale des associés aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle leurs fonctions auront été exercées et donné décharge aux administrateurs et commissaires.

Article vingt-six. — L'assemblée constitutive nomme comme premiers administrateurs :

- 1°) Monsieur André Van Spaendonck, préqualifié;
- 2°) Monsieur Antoine Claeys-Bouuaert, préqualifié;
- 3°) Monsieur Diederik Gelderman, industriel, domicilié Engelandeweg 51, à Beekbergen, Hollande.

Et comme premier commissaire :

Monsieur Frédéric Mutsaerts, industriel, domicilié à Oisterwyck, Hollande.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEE GENERALE.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale des porteurs de parts sociales régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés. Ses délibérations prises conformément aux statuts sont obligatoires pour tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement ou modifier les statuts.

Article vingt-huit. — Les assemblées générales se réunissent aux lieu et heure qui seront désignés dans la convocation du Conseil d'administration.

L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit chaque année, le premier lundi de mai, à l'heure fixée sur les convocations et pour la première fois, le premier lundi de mai mil neuf cent cinquante et un. Si ce jour est férié la réunion est remise à huitaine.

Les assemblées générales extraordinaires seront convoquées par le Conseil d'administration, chaque fois que l'intérêt social lui paraît l'exiger. Le Conseil d'administration sera tenu de convoquer également une assemblée générale extraordinaire sur la demande écrite d'associés justifiant de la possession du cinquième des parts sociales.

Article vingt-neuf. — Les assemblées générales se composent de tous les propriétaires de parts sociales. Tout associé pourra se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire.

Les mineurs, les interdits et les personnes civiles peuvent être représentés par un mandataire porteur de parts sociales et la femme mariée peut être représentée par son mari.

L'usufruitier et le nu-propriétaire sont représentés par l'un d'eux, muni du pouvoir de l'autre ou par un mandataire commun.

Une liste indiquant les noms des associés régulièrement présents ou représentés et le nombre de leurs parts sociales sera dressée par les soins du Conseil d'administration et signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'avoir accès à l'assemblée. Les droits afférents à chaque part sociale ne pourront être exercés par plus d'une personne.

Les propriétaires de parts sociales doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, justifier de leur possession de ces parts conformément aux inscriptions au registre prévu par l'article neuf, des présents statuts, ou, s'il s'agit de parts au porteur, en les déposant cinq jours avant l'assemblée au siège administratif.

Article trente. — Chaque part sociale donne droit à une voix, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du treize janvier mil neuf cent trente-six, complétant celui du vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six et tenues ici pour textuellement reproduites. Nul associé ne pouvant, notamment, prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux-cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article trente et un. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », et dans deux journaux belges ou congolais. Toutefois, tant que tous les titres seront nominatifs, la convocation par lettre recommandée à vingt et un jours d'intervalle sera suffisante.

Article trente-deux. — L'ordre du jour, est arrêté par le Conseil d'administration : il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au Conseil dix jours au moins avant la réunion, soit par des associés représentant au moins un cinquième des parts sociales, soit par les commissaires.

Les associés qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, justifier de la propriété de leurs titres.

Article trente-trois. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, en son absence, par celui des administrateurs, qui est désigné séance tenante par ses collègues présents.

Le président choisit parmi les associés réunis deux scrutateurs qu'il propose à l'assemblée.

Le président désigne le secrétaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Article trente-quatre. — L'assemblée générale des associés ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises, quel que soit le nombre des titres représentés, à la simple majorité.

Le vote a lieu par assis ou levé ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les nominations ou révocations, si l'un des intéressés ou un actionnaire l'exige.

En cas de vote par scrutin, si aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Article trente-cinq. — L'assemblée générale ordinaire entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir s'il y a lieu.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse, dissimulant la situation réelle de la société, et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils sont spécialement indiqués dans la convocation.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs et les commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne quitus, ratifications et décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article trente-six. — Par dérogation à l'article trente-quatre, lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications à apporter aux statuts, sur la dissolution anticipée de la société, sur les pouvoirs à donner aux liquidateurs, sur la fusion avec d'autres sociétés, ainsi que sur l'augmentation du capital, l'émission d'obligations ou la prolongation de la durée de la société, aucune proposition n'est admise que si elle réunit au moins les trois quarts des voix valablement exprimées à l'assemblée, et que celle-ci représente la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représenté par les associés présents.

Article trente-sept. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signé par les membres du bureau et les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président du Conseil d'administration et l'administrateur-délégué ou encore par deux administrateurs. Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-huit. — L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice commence le lendemain de la date de l'arrêté royal d'approbation des présents statuts et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante.

Article trente-neuf. — Le Conseil d'administration dresse, à la fin de chaque année sociale, un inventaire général de l'actif et du passif de la société, contenant le résumé de tous les engagements et les dettes des administrateurs et des commissaires envers la société. Il forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes sont mis un mois au moins, avant l'assemblée générale ordinaire à la disposition des commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article quarante. — Dix jours avant l'assemblée générale ordinaire des associés ceux-ci peuvent prendre connaissance au siège administratif :

- 1°) du bilan et du compte de profits et pertes;
- 2°) de la liste des fonds publics, des titres de sociétés qui composent le portefeuille;
- 3°) de la liste des associés qui n'ont pas libéré leurs titres avec l'indication du nombre de leurs parts et celle de leur domicile.
- 4°) du rapport des commissaires.

Article quarante et un. — L'excédent favorable du bilan, après déduction des charges sociales, des frais généraux, des amortissements, dépréciations et moins values, de la dotation du fonds de renouvellement du matériel et des installations, sera réparti de la manière et dans l'ordre ci-après :

- 1°) cinq pour cent pour le fonds de réserve social : ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteindra le dixième du capital;
- 2°) vingt pour cent, à titre de tantième, aux administrateurs et aux commissaires;
- 3°) le solde éventuel aux porteurs de parts sociales, à moins qu'il ne soit par l'assemblée générale autrement décidé.

Article quarante-deux. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante-trois. — La société peut être dissoute en tout temps par décision d'une assemblée générale extraordinaire convoquée et siégeant suivant les conditions prévues à l'article trente-six.

A l'expiration du terme de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale des associés a les pouvoirs les plus étendus pour régler le mode de liquidation et nommer un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

CHAPITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE — FRAIS.

Article quarante-quatre. — Tout associé domicilié à l'étranger est tenu d'élire domicile soit dans la Colonie soit dans l'arrondissement du lieu du siège administratif de la société pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé de plein droit, avoir élu domicile au siège administratif, où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés ailleurs qu'en Belgique ou dans la Colonie sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société, où toutes assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le Conseil d'administration et en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés, pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article quarante-cinq. — Toutes contestations entre la société et ses associés comme telles sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège social ou du siège administratif de la société.

Article quarante-six. — Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à vingt-cinq mille francs.

Article quarante-sept. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants es-qualités ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le dix-huit juin 1949, volume 1355, folio 10, case 3, cinq rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

(signé) T. TAYMANS.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Taymans, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 6421.

Bruxelles, 4 juillet 1949.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 5 juillet 1949.

(s.) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 juillet 1949.

Le Directeur(s.) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 23 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 23 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Cotonnière Coloniale « COLOCOTON »

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

COORDINATION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt-deux juin, à quatorze heures et demie.

Au siège administratif, à Bruxelles, rue Joseph II, numéro 18.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Cotonnière Coloniale » en abrégé « Colocoton », société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Katanda (Congo Belge), et son siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, numéro 18 (Registre du Commerce de Bruxelles, numéro 24.381); constituée suivant acte sous seing privé, en date du six juin mil neuf cent vingt-cinq, autorisée par arrêté royal du premier juillet mil neuf cent vingt-cinq, et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze juillet mil neuf cent vingt-cinq, et déposés ensuite au rang des minutes de Maître Vuylsteke, notaire à Schaerbeek, le vingt-trois mai mil neuf cent vingt-huit, et publié à l'annexe au « Moniteur Belge » des onze/douze juin mil neuf cent vingt-huit, numéro 8.821.

Les statuts de la dite société ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Vuylsteke, notaire susdit, le quatre avril mil neuf cent vingt-huit, publié après approbation par arrêté royal du quatre mai mil neuf cent vingt-huit, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le quinze juin suivant, et à l'annexe au « Moniteur Belge » des onze/douze du même mois, numéro 8.882; suivant acte reçu par Maître Coen, notaire à Bruxelles, le seize décembre mil neuf cent trente et un, publié après approbation par arrêté royal du vingt-sept janvier mil neuf cent trente-deux, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente-deux, et à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix janvier mil neuf cent trente-deux, numéro 179, par acte reçu par Maître Muller Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le trente mars mil neuf cent quarante, publié après approbation par arrêté royal du huit mai mil neuf cent quarante, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze décembre mil neuf cent quarante, et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt et un novembre mil neuf cent quarante, et suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trois novembre mil neuf cent quarante-huit, publié après autorisation par arrêté royal du vingt-sept décembre mil neuf cent quarante-huit, au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent quarante-neuf et aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-huit janvier mil neuf cent quarante-neuf, numéro 1.441.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

1. La Compagnie du Congo Belge, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de sept mille sept cent quatre-vingt-quatre parts sociales 7.784
- Ici représentée par Monsieur Georges Geerts, ingénieur, demeurant à Etterbeek, avenue Edmond Wessens, numéro 63, suivant procuration du vingt de ce mois.
2. Monsieur Léon Ernenst, administrateur-délégué de la Société Cotonnière Coloniale, demeurant à Uccle, avenue du Hoef, numéro 24, propriétaire de trois mille sept cent vingt-deux parts sociales et de huit cent soixante-seize parts de fondateur 3.722 876
- Ici représenté par Monsieur Alphonse Engels, ci-après nommé, suivant procuration du neuf de ce mois.
3. Monsieur Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue du Hoef, numéro 24, propriétaire de deux cent trente-cinq parts sociales et de dix-sept parts de fondateur 235 17
4. Monsieur Robert Tytgat, ingénieur A. I. G., demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 125, propriétaire de douze cent trente-huit parts sociales et de cent-douze parts de fondateur 1.238 112
- Ici représenté par Monsieur Alphonse Engels, pré-nommé, suivant procuration du vingt de ce mois.
5. Monsieur Eugène Kellens, ingénieur, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue de Haverskerke, numéro 27, propriétaire de cent vingt parts sociales 120
- Ici représenté par Monsieur Bechu, ci-après nommé, suivant procuration du quinze de ce mois.
6. Monsieur Firmin Delvoye, industriel, demeurant à Uccle, avenue Hamoir, numéro 56b, propriétaire de cent parts sociales 100
- Ici représenté par Monsieur Paul Emile Willocx, ci-après nommé, suivant procuration du douze de ce mois.
7. Monsieur Arthur Edouard de San, docteur en droit, demeurant à Ixelles, avenue Brugmann, numéro 71, propriétaire de cent vingt-cinq parts sociales 125
8. Monsieur Paul Emile Willocx, industriel, demeurant à Ixelles, rue Paul Emile Janson, numéro 11, propriétaire de cent parts sociales 100

9. Monsieur Jules Drèze, directeur de banque, demeurant à Verviers, rue de Spa, numéro 23, propriétaire de cent-quatre-vingt et une parts sociales et de six parts de fondateur 181 6

10. Monsieur Georges Mignot, directeur de Filature, demeurant à Verviers, rue des Déportés, numéro 7, propriétaire de cent quarante-huit parts sociales et de quatorze parts de fondateur 148 14

Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du onze de ce mois.

11. Monsieur Nicolas Masson, négociant en laines, demeurant à Henri-Pré, Renoupré-Verviers, propriétaire de deux cents parts sociales 200

Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du onze de ce mois.

12. Monsieur André Béchu, agent de publicité, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue de Haverskerke, numéro 27, propriétaire de deux parts sociales 2

13. Monsieur Henri Vervoort, agent de change, agréé, demeurant à Anvers, avenue du Margrave, numéro 163a, propriétaire d'une part sociale 1

14. Madame Berthe Van Eeckoudt, sans profession, veuve de Monsieur Evariste Tillieu, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 189, propriétaire de huit cent trente-cinq parts sociales 835

Ici représentée par Monsieur Alphonse Engels, prénommé, suivant procuration du douze de ce mois.

Ensemble quatorze mille sept cent quatre-vingt-onze parts sociales et mille vingt-cinq parts de fondateur 14.791 1.025

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article vingt-sept des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Arthur Edouard de San, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Alphonse Engels et choisit comme scrutateurs Messieurs Georges Geerts et Jules Drèze, tous prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1°) Transformation des dix-sept cent cinquante parts de fondateur, en dix-sept cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur.

2') Modifications aux statuts :

Article deux :

Alinéa premier. Supprimer : « Siège d'exploitation ».

Alinéa trois. Remplacer : « Moyennant approbation par arrêté royal » par : « après publication de ce transfert par voie d'avis au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et les mots « de la Belgique, même de l'étranger » par : « en Belgique ou à l'étranger ».

Sous l'intitulé du chapitre deux et partout dans les statuts où ce sera nécessaire, supprimer les mots : « parts de fondateur ».

Article cinq.

Alinéa premier. — Remplacer par : « Le capital social fixé à trente millions de francs, est représenté par vingt-huit mille sept cent dix parts sociales sans désignation de valeur, la part sociale représente donc un vingt-huit mille sept cent dixième du capital social ».

Alinéa deux. Après les mots « augmenté » ajouter : « ou réduit ».

Alinéa trois. Supprimer le texte après le mot : « préexistantes ».

Article six. Compléter l'historique du capital.

Article huit. Le supprimer et changer la numérotation des articles suivants selon les nécessités.

Article neuf. Déterminer le caractère nominatif ou au porteur des parts sociales libérées et les modalités de leur transfert.

Article dix. Y prévoir l'établissement de la propriété des parts sociales nominatives et la modalité de leur transfert dans le registre.

Article onze. Ajouter l'alinéa suivant : « Elles seront signées par deux administrateurs. L'une des deux signatures pourra être remplacée par une griffe ».

Article treize. Alinéa premier. Ajouter : « ou en tout autre lieu indiqué dans les convocations ».

Article quatorze. Alinéa premier. Après « six ans », ajouter « au plus ».

Article dix-neuf. Déterminer les conditions de délibération du Conseil d'administration.

Article vingt. Alinéa premier. Supprimer : « au siège administratif de la Société ».

Article vingt-quatre. Préciser la représentation en justice de la Société.

Article vingt-cinq. Alinéa premier. Supprimer la dernière phrase.

Article vingt-huit. Alinéa premier. Supprimer « au siège administratif de la Société ».

Alinéa trois. Déterminer le lieu où se tiennent les assemblées générales.

Article vingt-neuf. Déterminer le mode de convocation des assemblées générales.

Article trente. Régler la tenue des assemblées et leur prorogation.

Article trente et un. Dernier alinéa. Améliorer la rédaction.

Article trente-deux. Régler l'annexion des procurations aux procès-verbaux.

Article trente-trois. Alinéa premier. Supprimer « et une voix à chaque part de fondateur ».

Alinéa deux, trois et quatre. Supprimer.

Article trente-sept. Alinéa deux. Après : « fait » ajouter : « à mains levées ou ».

Article trente-huit. Alinéa premier. Supprimer les mentions devenues caduques.

Article trente-neuf. Déterminer les modalités de signature des procès-verbaux des assemblées générales et des extraits des dits procès-verbaux.

Article quarante et un. Premier Alinéa. Supprimer les mots « et pour la première fois le trente et un mars mil neuf cent vingt-sept ».

Article quarante-deux. Alinéa deux. Supprimer : « au siège administratif » et remplacer : « des rapports du Conseil d'administration et » par « du rapport ».

Article quarante-trois. Deux fois après « officiel » ajouter « ou administratif ».

Article quarante-cinq. Remplacer par :

« Sur le bénéfice net il sera prélevé :

» 1°) cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds atteint le dixième du capital social.

» 2°) La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de soixante-quinze francs brut à chacune des parts sociales.

» 3°) Du surplus, quinze pour cent aux administrateurs et commissaires, qui les répartiront entre eux, suivant leurs conventions particulières.

» 4°) Le solde sera partagé à titre égal entre toutes les parts sociales.

» Toutefois, l'assemblée pourra toujours décider sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter tout ou partie du bénéfice, sauf le fonds de réserve ci-avant prévu, à des comptes de réserve ou de prévision, à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale. »

Articles quarante-six et quarante-sept. Supprimer.

Article quarante-huit. Remplacer le texte de l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article quarante-neuf. Alinéa premier. Remplacer le texte qui suit : « pouvoirs » par « et les rémunérations ».

Alinéa deux. Supprimer les mots qui suivent « parts sociales ».

Articles cinquante, cinquante-deux, cinquante-trois et cinquante-quatre. Supprimer.

3° Coordination des statuts.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour, ont été faites, conformément à l'article vingt-neuf des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéros du vingt-neuf mai et du sept juin mil neuf cent quarante-neuf.

Le « Moniteur Belge », numéros du vingt-neuf mai et du six/sept/huit juin mil neuf cent quarante-neuf.

L'« Echo de la Bourse », numéros du vingt-sept/vingt-huit/vingt-neuf mai et du six/sept juin mil neuf cent quarante-neuf.

L'« Informateur Economique et Financier », numéros du trente/trente et un mai, du premier et du sept/huit juin mil neuf cent cent quarante-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article trente-deux des statuts.

IV. — Que sur les vingt-six mille neuf cent soixante parts sociales et les mille sept cent cinquante parts de fondateur de la société, la présente assemblée réunit quatorze mille sept cent quatre-vingt-onze parts sociales et mille vingt-cinq parts de fondateur, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-huit des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, amendant son ordre du jour, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de transformer les dix-sept cent cinquante parts de fondateur actuellement existantes en dix-sept cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur, en tout semblables aux parts sociales actuelles qui participeront aux dividendes éventuels à dater du premier avril mil neuf cent quarante-huit.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article deux, dans le premier alinéa les mots : « siège d'exploitation » sont supprimés.

Au même article deux, dans le troisième alinéa les mots « moyennant approbation par arrêté royal », sont remplacés par : « après publication de ce transfert par voie d'avis au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et les mots : « de la Belgique même de l'étranger » sont remplacés par : « en Belgique ou à l'étranger ».

Sous l'intitulé du chapitre deux et partout où c'est nécessaire, les mots : « parts de fondateur » sont supprimés.

A l'article cinq, le premier alinéa est remplacé par :

« Le capital social, fixé à trente millions de francs est représenté par »
» vingt-huit mille sept cent dix parts sociales sans désignation de valeur,
» la part sociale représente donc un/vingt-huit mille sept cent dixième du
» capital social. »

Au même article cinq, dans le deuxième alinéa, après le mot « augmenté » sont ajoutés les mots : « ou réduit ».

Au même article cinq, *in fine* du troisième alinéa, les mots : « et des parts de fondateur au prorata des titres possédés par eux au moment de l'émission » sont supprimés.

Au même article cinq, dans le dernier alinéa les mots : « et les parts de fondateur », sont supprimés.

A l'article six sont ajoutés au début deux nouveaux alinéas conçus comme suit :

« A l'origine, le capital était de trois cent cinquante mille francs, représenté par sept cents actions de capital de cinq cents francs l'une. Il était, »
» en outre, créé dix-sept cent cinquante parts de fondateur, sans désignation de valeur.

» Suivant procès-verbal dressé par Maître Vuylsteke, notaire à Schaerbeek, le quatre avril mil neuf cent vingt-huit, le capital fut porté à six millions de francs, représenté par douze mille actions de capital. »

Au même article six, est ajouté *in fine*, un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Suivant assemblée générale du vingt-deux juin mil neuf cent quarante-neuf, les dix-sept cent cinquante parts de fondateur ont été transformées en dix-sept cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur. »

L'article huit est supprimé.

A l'article neuf, qui devient l'article huit, les deuxième et troisième alinéas sont remplacés par :

« A partir de leur libération, elles restent nominatives ou sont converties »
» en titres au porteur au choix du propriétaire. Les premières inscriptions »
» nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais »
» de la Société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en »
» titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux »
» frais des propriétaires. »

A l'article dix qui devient l'article neuf, les deux premiers alinéas sont remplacés par les cinq alinéas suivants :

« La propriété des parts sociales nominatives s'établit par l'inscription »
» dans un registre tenu au siège administratif de la Société.

» Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés »
» aux actionnaires; ils sont signés par deux administrateurs ou par un »
» administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration.

» La cession des parts sociales nominatives est inscrite sur le registre.
» Elle s'opère soit par une déclaration de transfert datée et signée par le
» cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les
» règles de transfert des créances; il est loisible à la Société d'accepter et
» d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la corres-
» pondance ou par d'autres documents établissant l'accord du cédant et
» du cessionnaire.

» Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont sus-
» pendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les
» cinq jours qui la précèdent.

» La cession des parts sociales incomplètement libérées ne peut avoir
» lieu qu'au profit de personnes agréées par le Conseil d'administration
» qui n'est pas tenu de motiver son refus. »

A l'article onze qui devient l'article dix, les mots : « et parts de fonda-
teur », sont supprimés.

Au même article onze ancien, est ajouté l'alinéa suivant :

« Elles seront signées par deux administrateurs; chacune de ces signa-
» tures pouvant être remplacée par une griffe. »

Les article douze et douze bis, deviennent les articles onze et douze.

A l'article treize, au premier alinéa, *in fine*, sont ajoutés les mots : « ou
en tout autre lieu indiqué dans les convocations ».

A l'article quatorze, au premier alinéa, après les mots : « pour un terme
de six ans », sont ajoutés les mots : « au plus ».

A l'article dix-neuf, le troisième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant:

« Le Conseil d'administration ne peut délibérer ni statuer valablement
» que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.
» En cas de force majeure, lorsqu'à une séance, le Conseil ne s'est pas
» trouvé en nombre, il peut, dans une seconde réunion, tenue au plus tard
» dans la quinzaine, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la
» précédente séance, quel que soit le nombre des administrateurs pré-
» sents. »

A l'article vingt, au premier alinéa, les mots : « au siège administratif de
la Société » sont supprimés.

Le texte de l'article vingt-quatre qui devient l'article vingt-trois est
remplacé par :

« Toutes actions judiciaires seront valablement soutenues au nom de la
» Société en demandant et en défendant, par le Conseil d'administration,
» poursuites et diligences, soit du Président ou d'un administrateur-délé-
» gué, soit par deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le
» Conseil d'administration. »

A l'article vingt-cinq au premier alinéa, la phrase commençant par les
mots : « Toutefois les premiers commissaires..... » est supprimée.

Les articles vingt-cinq et vingt-six deviennent les articles vingt-quatre
et vingt-cinq.

A l'article vingt-sept qui devient l'article vingt-six, les mots : « et de
parts de fondateur » sont supprimés.

A l'article vingt-huit qui devient l'article vingt-sept, au premier alinéa, les mots : « au siège administratif de la Société » sont supprimés.

Au même article vingt-huit ancien, au deuxième alinéa, les mots : « ou des parts de fondateur » sont supprimés.

Au même article vingt-huit ancien, est ajouté un troisième alinéa conçu comme suit :

« Les assemblées générales annuelles ou extraordinaires se tiennent au » siège administratif de la Société en Belgique, à moins de décision con- » traire du Conseil d'administration qui devra en pareil cas, indiquer » expressément dans les convocations le lieu et le local de la réunion. »

A l'article vingt-neuf qui devient l'article vingt-huit, le premier alinéa est remplacé par :

« Les convocations sont faites par des annonces paraissant huit jours » au moins avant l'assemblée dans les annexes au « Bulletin Officiel » ou » « Administratif du Congo Belge » et dans un journal de la localité où se » tient la réunion. Les titulaires de parts sociales nominatives sont con- » voqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée, sans » qu'il doive être justifié de cette formalité. »

Le texte de l'article trente qui devient l'article vingt-neuf est remplacé par :

« L'assemblée ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du » jour. Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des » actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

» En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les for- » malités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée même s'il ne » les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

» Cette prorogation annule toute décision prise. »

A l'article trente et un qui devient l'article trente, les mots : « ou des parts de fondateur » sont supprimés.

A l'article trente-deux, qui devient l'article trente et un, au premier alinéa, les mots « ou de parts de fondateur » sont supprimés.

Au même article, le dernier alinéa est remplacé par :

« Les procurations resteront annexées au procès-verbal. »

A l'article trente-trois qui devient l'article trente-deux, au premier alinéa les mots : « et une voix à chaque part de fondateur » sont supprimés.

Au même article trente-trois ancien, les alinéas deux, trois et quatre, sont supprimés.

Les articles trente-quatre, trente-cinq et trente-six, deviennent les articles trente-trois, trente-quatre et trente-cinq.

A l'article trente-sept qui devient l'article trente-six, le deuxième alinéa est remplacé par :

« Le vote se fait à mains levées ou par appel nominal. »

A l'article trente-huit qui devient l'article trente-sept, au premier alinéa les mots : « dans chaque catégorie, sans préjudice à l'article premier du » décret du vingt-deux juin mil neuf cent quatorze » sont supprimés, de même que les trois derniers mots du même alinéa.

L'article trente-neuf qui devient l'article trente-huit est remplacé par :

« Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

» Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont signés, » soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par un administrateur. »

Les articles quarante et quarante et un deviennent les articles trente-neuf et quarante.

A l'article quarante et un, qui devient l'article quarante, les mots « et pour la première fois, le trente et un mars mil neuf cent vingt-sept » sont supprimés.

A l'article quarante-deux qui devient l'article quarante et un, au deuxième alinéa les mots : « au siège administratif » sont supprimés et les mots : « des rapports du Conseil d'administration et », sont remplacés par les mots : « du rapport ».

A l'article quarante-trois, qui devient l'article quarante-deux, les mots : « ou administratif » sont ajoutés deux fois après les mots « Bulletin Officiel ».

L'article quarante-quatre devient l'article quarante-trois.

Le texte de l'article quarante-cinq qui devient l'article quarante-quatre, est remplacé par :

« Sur le bénéfice net, il sera prélevé :

» 1°) cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint le » dixième du capital social.

» 2°) La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de » soixante-quinze francs brut à chacune des parts sociales.

» 3°) Du surplus, quinze pour cent aux administrateurs et commissaires, » qui les répartiront entre eux, suivant leurs conventions particulières.

» 4°) Le solde sera partagé à titre égal entre toutes les parts sociales.

» Toutefois, l'assemblée pourra toujours décider, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter tout ou partie du bénéfice, sauf le fonds » de réserve, ci-avant prévu, à des comptes de réserves ou de prévision, » à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale. »

Les articles quarante-six et quarante-sept sont supprimés.

L'article quarante-huit qui devient l'article quarante-cinq est remplacé par :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs » doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes » prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la disso-

» lution de la Société. Si la perte atteint les trois-quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée. »

A l'article quarante-neuf qui devient l'article quarante-six, le premier alinéa est remplacé par :

« La liquidation ordonnée, l'assemblée générale désignera les liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et les rémunérations. »

Au même article quarante-neuf, ancien, au deuxième alinéa, *in fine*, les mots : « et des parts de fondateurs réunies, sans distinctions de catégorie » sont supprimés.

Les articles cinquante, cinquante-deux, cinquante-trois et cinquante-quatre, sont supprimés.

L'article cinquante et un, devient l'article quarante-sept.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix votant tant ensemble que par catégorie, moins une voix dans la catégorie des parts sociales.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de coordonner les statuts comme suit :

STATUTS.

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier. — La Société est constituée sous la dénomination de : « Cotonnière Coloniale », par abréviation « Colocoton ».

Article deux. — Le siège social est établi à Katanda (Congo Belge).

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

Le siège social pourra être transféré en toute autre localité du Congo Belge après publication de ce transfert par voie d'avis au « Bulletin Officiel du Congo Belge », en toute autre localité en Belgique ou à l'étranger, par simple décision du Conseil d'administration, lequel peut en outre, créer d'autres sièges d'opération et d'exploitation, des succursales et des agences dans la Colonie, en Belgique ou à l'étranger.

Article trois. — La Société a pour objet principal la récolte, la culture, le traitement et le commerce de tous les produits végétaux, notamment du coton et de leurs dérivés. Accessoirement elle peut se livrer à toute activité en rapport direct ou indirect avec son objet principal et susceptible de favoriser la poursuite de celui-ci.

Elle peut, par voie de cession, d'apport, de fusion, de souscription d'actions, de parts, d'obligations ou de bons de caisse, d'avances, de subventions ou de toutes autres manières, s'intéresser dans tous pays à toutes entre-

prises, sociétés ou organismes existants ou à créer, ayant des buts similaires, complémentaires ou connexes aux siens.

A ces fins, elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter ou à en développer la réalisation.

Elle peut également s'intéresser ou souscrire à toute œuvre humanitaire, existante ou à créer, ayant pour but l'amélioration et le développement des conditions morales, sanitaires, physiques et sociales de son personnel, ou de celui attaché aux organismes ou sociétés dans lesquels elle viendrait à être intéressée.

Article quatre. — La Société est constituée pour une période de trente années. Cette période peut être prorogée successivement et la société peut être dissoute anticipativement en tout temps par décision de l'assemblée générale, et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL — ACTIONS.

Article cinq. — Le capital social fixé à trente millions de francs est représenté par vingt-huit mille sept cent-dix parts sociales sans désignation de valeur, la part sociale représente donc un/vingt-huit mille sept cent dixième du capital social.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Lors de toute augmentation de capital contre espèces et sauf décisions contraires de l'assemblée générale, les nouvelles parts sociales sont offertes par préférence aux propriétaires des parts sociales préexistantes.

Le Conseil d'administration fixe les conditions et le taux auxquels les parts sociales nouvelles sont ainsi offertes par préférence et le délai en-deans lequel les actionnaires doivent se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence, à défaut par l'assemblée générale d'y avoir pourvu.

Il décide, si le non usage, total ou partiel par certains actionnaires, de ce droit de préférence, aura ou non pour effet, d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le Conseil d'administration a, dans tous les cas, le droit de passer, aux conditions qu'il détermine, avec tous tiers, toutes conventions en vue d'assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

Les parts sociales sont indivisibles. Les droits qui y sont attachés ne peuvent s'exercer que quand la part sociale n'a qu'un propriétaire.

Article six. — A l'origine le capital était de trois cent cinquante mille francs, représenté par sept cents actions de capital de cinq cents francs l'une. Il était en outre créé, dix-sept cent cinquante parts de fondateur sans désignation de valeur.

Suivant procès-verbal dressé par Maître Vuylsteke, notaire à Schaerbeek, le quatre avril mil neuf cent vingt-huit, le capital fut porté à six millions de francs, représenté par douze mille actions de capital.

Suivant procès-verbal dressé par Maître Raymond Coen, notaire à Bruxelles, le seize décembre mil neuf cent trente et un, le capital social fut réduit à trois millions sept cent mille francs et les sept cents actions de capital de cinq cents francs créées le six juin mil neuf cent vingt-cinq, lors de la constitution de la société de même que les onze mille trois cents actions de capital de cinq cents francs créées en augmentation de celui-ci, furent transformées en douze mille parts sociales, sans désignation de valeur, entièrement libérées.

Aux termes du même acte, le capital social a été augmenté de un million huit cent cinquante mille francs et porté ainsi à cinq millions cinq cent cinquante mille francs, par la création de six mille huit cent septante-cinq autres parts sociales, sans désignation de valeur, lesquelles furent attribuées, en titres entièrement libérés, à la Compagnie du Congo Belge et à Messieurs Georges Geerts, Fernand Carlier, Théophile Allard et Léon Becker, en rémunération de leurs apports de demandes de concessions de terrains, de droits de choisir et d'occuper d'autres terrains, de la propriété de construction et de plantations dans la Haute Lukénié, district de Sankuru (Congo Belge), du matériel, de l'outillage et du mobilier se trouvant dans les dits terrains, constructions et plantations ou servant à leur exploitation, ainsi que de marchandises, produits indigènes et créances.

La Société « Cotonnière Coloniale » reconnaît comme charges personnelles toutes les obligations qui grèvent les concessions à raison de conventions intervenues avec le Gouvernement.

Elle s'engage, au surplus, à ne pas céder, concéder, hypothéquer ou grever de servitudes quelconques les biens apportés, sauf autorisation du Ministère des Colonies, s'il s'agit des deux mille hectares du Sankuru, ou autorisation du Gouverneur de la Province, s'il s'agit de terrains qui ont fait l'objet de demandes aux conditions des règlements généraux.

Suivant procès-verbal dressé par Maître Paul Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le trente mars mil neuf cent quarante, le capital social a été augmenté :

à concurrence de deux millions trois cent mille francs, pour le porter à sept millions huit cent cinquante mille francs, par voie d'incorporation au capital de réserves disponibles, le capital restant représenté par dix-huit mille huit cent soixante-quinze parts sociales sans désignation de valeur.

Et à concurrence de un million six cent cinquante mille francs, par la création de trois mille trois cents parts sociales nouvelles lesquelles ont été souscrites en espèces à raison de cinq cents francs l'une entièrement libérées à la souscription.

Les souscripteurs de parts émises se sont engagés à tenir ces parts à la disposition des porteurs de parts sociales préexistantes et des parts de fondateurs.

Suivant procès-verbal dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trois novembre mil neuf cent quarante-huit, le capital social a été augmenté :

à concurrence de treize millions trois cent vingt-deux mille cinq cents francs pour le porter à vingt-deux millions huit cent vingt-deux mille cinq cents francs, par incorporation de réserves figurant au bilan, et ce, sans création de titres nouveaux.

à concurrence de sept millions cent soixante-dix-sept mille cinq cents francs, pour le porter à trente millions de francs par la création de quatre mille sept cent quatre-vingt-cinq parts sociales nouvelles, toutes souscrites contre espèces au prix de quinze cents francs par titre et entièrement libérées.

Suivant assemblée générale du vingt-deux juin mil neuf cent quarante-neuf, les dix-sept cent cinquante parts de fondateur ont été transformées en dix-sept cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur.

Article sept. — Les versements à effectuer sur toutes parts sociales à créer en augmentation du capital, seront appelés par le Conseil d'administration qui en fixera l'époque et le montant.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée sera en retard de satisfaire à cette obligation, devra bonifier à la Société des intérêts calculés à dix pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le Conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis par lettre recommandée, resté sans résultat pendant quinze jours, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse, par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû, ainsi que tous les dommages-intérêts éventuels.

Article huit. — Les parts sociales resteront nominatives jusqu'à leur entière libération.

A partir de leur libération, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la Société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article neuf. — La propriété des parts sociales nominatives s'établit par l'inscription dans un registre tenu au siège administratif de la société.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires; ils sont signés par deux administrateurs ou par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration.

La cession des parts sociales nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère soit par une déclaration de transfert datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles de transfert des créances. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou par d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours qui la précèdent.

La cession de parts sociales incomplètement libérées ne peut avoir lieu qu'au profit de personnes agréées par le Conseil d'administration qui n'est pas tenu de motiver son refus.

Les parts sociales, représentatives d'apport, ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces parts, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept à cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exceptés de l'application des dispositions de cet article, les titres prévus à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article dix. — Les parts sociales au porteur se cèdent par la simple tradition.

Elles seront signées par deux administrateurs, chacune de ces signatures pouvant être remplacée par une griffe.

Article onze. — Les actionnaires, leurs héritiers ou ayants-droit, ne peuvent faire apposer les scellés sur les biens généralement quelconques de la société ni requérir inventaire. Pour l'exercice de leur droit, ils ne peuvent que s'en rapporter aux inventaires, bilans et comptes sociaux, aux décisions de l'assemblée générale et du Conseil d'administration.

Article douze. — La société peut contracter tous emprunts et notamment par émissions d'obligations ou de bons, avec ou sans garantie et nantissement sur les biens mobiliers dépendant de l'actif social et avec ou sans hypothèque sur les immeubles sociaux.

Les emprunts hypothécaires, de même que les emprunts sous forme de création d'obligations ou de bons négociables gagés ou non ne peuvent être décidés que par l'assemblée générale.

Celle-ci peut fixer elle-même ou déléguer en Conseil d'administration le soin de fixer les conditions auxquelles il sera procédé à l'émission de ces titres.

Les articles quatre-vingt-quatre à cent et un inclus des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables aux obligations.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — CONTROLE.

Article treize. — La société est administrée par un Conseil composé de six membres au moins, qui se réunit au siège administratif à Bruxelles ou en tout autre lieu indiqué dans les convocations.

Elle est surveillée par un Collège de commissaires de deux membres au moins.

L'assemblée générale fixe le nombre des administrateurs et des commissaires.

Article quatorze. — Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui pourra les révoquer en tout temps. Ils sont nommés pour un terme de six ans au plus et toujours rééligibles.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président et, s'il le juge convenable, un ou plusieurs vices-présidents.

Article quinze. — Chaque administrateur déposera cent parts sociales au siège de la société, en garantie de l'exécution de son mandat.

Article seize. — En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restant et les commissaires, réunis en Conseil général, pourront y pourvoir provisoirement; la prochaine assemblée générale procédera à la nomination définitive.

L'administrateur nommé en remplacement achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein un ou plusieurs administrateurs délégués dont il détermine les pouvoirs et les émoluments.

Le Conseil peut, en outre, conférer à un ou plusieurs de ses membres et même à des tiers, des pouvoirs généraux ou spéciaux et en fixer la rétribution.

Le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs directeurs, sous-directeurs et secrétaire, dont il règle les attributions, les conditions d'engagement et de rémunération. Il peut les révoquer.

Le Conseil d'administration peut constituer un comité de direction composé de membres choisis dans ou hors son sein, dont il détermine les pouvoirs et fixe les rémunérations.

Article dix-huit. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement, de son remplaçant, toutes les fois que les intérêts de la société l'exigent.

Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Article dix-neuf. — Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés; en cas de parité des voix, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Toutefois, si deux voix seulement sont émises, la décision doit être prise à l'unanimité.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer ni statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. En cas de force majeure, lorsqu'à une séance le Conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, dans une seconde réunion, tenue au plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des administrateurs présents.

Un administrateur absent ou empêché peut donner par écrit ou télégramme, à un de ses collègues délégation pour voter en son lieu et place. Le délégant est, dans ce cas, réputé présent. Aucun administrateur ne peut recevoir plus d'un mandat.

Article vingt. — Il est tenu un registre spécial dans lequel seront consignés les procès-verbaux des séances du Conseil.

Ces procès-verbaux contiendront notamment la date de la réunion, l'indication des administrateurs présents ou représentés, les délibérations du Conseil, les décisions prises, les votes par lettres, télégrammes ou cablo-grammes.

Ils seront signés par les membres qui ont pris part aux discussions. En cas de refus d'un des membres, le président en fera mention.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par un administrateur.

Article vingt et un. — Le Conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour tout ce qui se rapporte à l'administration et la gestion des affaires de la société, sauf ce qui est expressément réservé par les statuts à l'assemblée générale et au Conseil général.

Sous les réserves ci-dessus et dans le cadre des statuts et des décisions de l'assemblée générale, il pourra donc prendre toutes décisions, accomplir tous actes et faire toutes opérations qui tendent à la réalisation du but social.

En dehors des opérations courantes, il est donc également qualifié, notamment :

Pour acquérir, prendre à bail, louer, vendre et échanger tout bien meuble, immeuble; pour emprunter par voie d'ouverture de crédit ou autrement, sauf par voie d'émissions d'obligations; pour donner main-levée, avec renonciation à tous droits réels et personnels et à l'action résolutoire, et consentir à la radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, commandements, saisies et tous autres empêchements quelconques, le tout tant avant qu'après paiement; pour dispenser de toutes inscriptions d'office.

Pour placer les fonds disponibles, après en avoir déterminé le mode.

Pour transiger et compromettre sur tous les intérêts de la société.

Pour accomplir tous actes de procédure judiciaires. Pour créer des succursales de vente, agences ou comptoirs en tous pays.

Article vingt-deux. — Les actes faits au nom de la société ne l'engageront que s'ils sont revêtus de la signature de deux administrateurs, sauf ceux de gestion journalière qui peuvent être confiés à l'administrateur-délégué.

Article vingt-trois. — Toutes actions judiciaires seront valablement soutenues au nom de la société, en demandant et en défendant, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences, soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-quatre. — Les commissaires sont désignés par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par celle-ci. La durée de leur mandat est fixée à six années. Ils sont rééligibles.

Chaque commissaire est tenu de déposer cinquante parts sociales au siège de la société, en garantie de la bonne exécution de son mandat.

Si le nombre des commissaires est réduit à un, le Conseil d'administration sera tenu de convoquer immédiatement l'assemblée générale pour ramener le nombre des commissaires à deux au moins.

Article vingt-cinq. — Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de vérification sur tous les actes et opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, de tous documents généralement quelconques de la société, livres, correspondances, procès-verbaux, et cœtera.

Ils sont tenus de faire rapport à l'assemblée générale de l'exécution et du résultat de leur mission.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-six. — Tous les propriétaires de parts sociales composent l'assemblée générale.

L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des dits propriétaires et ses décisions sont obligatoires pour tous. Elle est présidée par le président du Conseil d'administration, ou, en cas d'empêchement, par son remplaçant.

Le président de l'assemblée désigne le secrétaire, qui peut ne pas être actionnaire, et choisit deux scrutateurs parmi les actionnaires présents.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale se réunira une fois par année, le premier mercredi d'octobre, à quinze heures.

Le Conseil d'administration ou le Collège des commissaires peuvent provoquer, extraordinairement la réunion de l'assemblée générale. Elle sera convoquée chaque fois qu'un ou plusieurs actionnaires, possédant au moins un cinquième des parts sociales, requerra le président du Conseil d'administration de la réunir.

Les assemblées générales annuelles ou extraordinaires se tiennent au siège administratif de la société en Belgique, à moins de décision contraire du Conseil d'administration qui devra en pareil cas indiquer expressément dans les convocations le lieu et le local de la réunion.

Article vingt-huit. — Les convocations sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal de la localité où se tient la réunion. Les titulaires des parts sociales nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Elles contiendront l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration.

Article vingt-neuf. — L'assemblée ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour. Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive. Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente. — En cas de refus du Conseil d'administration de porter à l'ordre du jour une proposition présentée par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un cinquième des parts sociales, l'assemblée générale pourra ordonner la réunion d'une nouvelle assemblée générale, désigner un de ses membres pour la convoquer conformément aux prescriptions ci-dessus et arrêter les termes de l'ordre du jour.

Article trente et un. — Ne seront admis à prendre part aux délibérations et aux votes que les propriétaires de parts sociales qui auront déposé leurs titres cinq jours au moins avant la réunion au siège administratif de la société ou à tout autre endroit désigné dans les convocations, à moins qu'ils ne soient nominatifs. Ils seront tenus de faire la preuve de ce dépôt.

Tout actionnaire pourra se faire représenter à l'assemblée par un fondé de pouvoirs spécial, actionnaire lui-même, qui y exercera valablement ses droits.

Les procurations resteront annexées au procès-verbal.

Article trente-deux. — Il est attribué une voix à chaque part sociale.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attaché à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attaché aux titres représentés.

Article trente-trois. — L'assemblée générale délibère et décide de toutes les questions ou propositions qui lui sont soumises et possède, à cet égard, les pouvoirs les plus étendus.

Article trente-quatre. — Elle a, sous réserve de l'approbation par arrêté royal lorsque celle-ci est requise par les décrets ou les arrêtés royaux en vigueur, le droit, notamment, de modifier les statuts, d'étendre l'objet social sans toutefois pouvoir le changer, de proroger ou de dissoudre anticipativement la société, d'augmenter ou de réduire le capital social, de fusionner la société avec d'autres sociétés, d'émettre des obligations, de nommer et révoquer les administrateurs et les commissaires et de fixer leurs émoluments.

Article trente-cinq. — Elle entend à la réunion annuelle du premier mercredi d'octobre les rapports des administrateurs et commissaires, discute le bilan et, s'il y a lieu, l'approuve, donne décharge aux administrateurs et commissaires.

Article trente-six. — Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité absolue des votes émis, quel qu'en soit le nombre, sauf dans les cas spécialement prescrits à l'article trente-sept.

Le vote se fait à mains levées ou par appel nominal.

Il se fera au scrutin secret s'il est réclamé par un ou plusieurs votants représentant au moins le quart des voix à émettre.

Article trente-sept. — Les statuts ne peuvent être modifiés, la société prorogée ou dissoute anticipativement, la société fusionnée avec une autre société, que par une assemblée réunie comme il est dit ci-dessus et à une majorité réunissant au moins les trois/quarts des voix émises.

L'assemblée générale ne sera valablement constituée pour statuer sur les objets visés ci-avant que si elle réunit un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la moitié des titres existants.

A défaut de réalisation de cette condition, une nouvelle assemblée sera convoquée qui pourra valablement délibérer et décider, quel que soit le nombre des titres représentés.

Article trente-huit. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire, en justice ou ailleurs, sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué soit par un administrateur.

Article trente-neuf. — Tout ce qui n'est pas prévu aux statuts sera réglé par l'assemblée générale.

CHAPITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante. — Le Conseil d'administration clôturera chaque année les écritures au trente et un mars. Il dressera l'inventaire complet et détaillé, arrêté à cette date, de la situation active et passive de la société, avec un résumé de ses engagements.

Il établira le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice écoulé.

Article quarante et un. — Le Conseil d'administration remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui ont quinze jours pour faire rapport et propositions éventuelles.

Quinze jours avant l'assemblée générale les actionnaires peuvent prendre connaissance du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des valeurs en portefeuille et du rapport du Collège des commissaires.

Article quarante-deux. — Inventaire, bilan et compte de profits et pertes seront publiés au « Bulletin Officiel » ou « Administratif du Congo Belge », dans le mois qui suivra leur approbation par l'assemblée générale du mois d'octobre. Cette publication sera précédée d'une mention rappelant la date de la constitution de la société et de l'insertion des actes constitutifs et modificatifs, au « Bulletin Officiel » ou « Administratif du Congo Belge ».

Article quarante-trois. — L'excédent favorable du bilan, après déduction de tous frais généraux, amortissements et charges quelconques, forme le bénéfice net.

Article quarante-quatre. — Sur le bénéfice net, il sera prélevé :

1°) Cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint le dixième du capital social;

2°) La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de soixante-quinze francs brut à chacune des parts sociales;

3°) Du surplus, quinze pour cent aux administrateurs et commissaires qui les répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières;

4°) Le solde sera partagé à titre égal entre toutes les parts sociales.

Toutefois, l'assemblée pourra toujours décider sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter tout ou partie du bénéfice, sauf, le fonds de réserve ci-avant prévu, à des comptes de réserve ou de prévision, à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale.

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante-cinq. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Article quarante-six. — La liquidation ordonnée, l'assemblée générale désignera les liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et les rémunérations.

Les produits nets de la liquidation, après apurement des dettes et charges, seront répartis, à titre égal, entre toutes et chacune des parts sociales.

CHAPITRE SEPT.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article quarante-sept. — La présente société est soumise à la législation en vigueur dans la Colonie.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres, votant tant ensemble que séparément.

La séance est levée à seize heures.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) E. de San — A. Engels — G. Geerts — J. Drèze — P. Willocx — Becker — H. Vervoort — Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le trente juin 1949. Volume 1356, folio 20, case 12, seize rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 6705. Reçu 4 francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Joseph Dellois, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 15 juillet 1949.

(signé) J. Dellois.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Dellois, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 juillet 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 juillet 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

**Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché »
en abrégé « COBOMA »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

ayant son siège social à Elisabethville.

—
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1^{er} JUILLET 1949 (1)

L'an mil neuf cent quarante neuf,

Le premier juillet,

A Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14.

Devant nous, Georges LEEMANS, notaire, résidant à Saint-Josse-ten-Noode (Bruxelles).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » en abrégé « COBOMA », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge) et dont le siège administratif en Belgique est situé à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, constituée, par acte du notaire Armand Brasseur, à Schaerbeek, en date du vingt janvier mil neuf cent vingt-huit, autorisée par arrêté royal du treize mars suivant et dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des vingt/vingt et un février mil neuf cent vingt-huit sous le numéro 1.873 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge », sous la date du quinze avril suivant.

Les statuts de la même société ont été successivement modifiés par : a) décision de l'assemblée générale des actionnaires, tenue le quinze juin de la même année, devant le notaire Coenen, à Bruxelles; b) acte du notaire Léon Brasseur, à Bruxelles, du dix-huit juillet suivant; c) assemblée générale des actionnaires du vingt-neuf mai mil neuf cent vingt-neuf, tenue devant le même notaire Coenen; d) assemblée générale tenue devant le notaire Walravens, à Saint-Josse-ten-Noode, le douze octobre mil neuf cent trente-trois; e) décision de la même assemblée du cinq mars mil neuf cent trente-six, cette assemblée tenue devant le dit notaire Léon Brasseur; f) acte du notaire Coenen, prénommé, du vingt-cinq septembre suivant; g) décision de l'assemblée générale des actionnaires du trois mars mil neuf cent trente-huit, tenue devant le dit notaire Coenen; h) assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le quatre juillet mil neuf cent quarante-sept, devant le notaire Léon Brasseur, prénommé et i) procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue devant le notaire Leemans, soussigné, le trois mars mil neuf cent quarante-neuf.

Toutes ces modifications aux statuts, dûment autorisées, par arrêté royal ou arrêté du Régent, ont été publiées :

A. — Aux annexes du « Moniteur Belge » : les 1) treize octobre mil neuf cent vingt-huit, numéros 13.504 et 13.505; 2) seize octobre mil neuf cent vingt-neuf, numéro 15.524; dix-huit janvier mil neuf cent trente-

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

quatre, numéro 604; 3) huit avril mil neuf cent trente-six, numéro 4.487; 4) huit janvier mil neuf cent trente-sept, numéro 129; 5) quatorze janvier mil neuf cent trente-sept, numéro 392bis et 6) sept avril mil neuf cent trente-huit, numéro 4.217.

B. — Au « Bulletin Officiel du Congo Belge », les quinze novembre mil neuf cent vingt-huit, quinze janvier mil neuf cent trente-huit, quinze juillet mil neuf cent trente-six, quinze janvier mil neuf cent trente-sept, quinze septembre mil neuf cent quarante-huit et quinze mai mil neuf cent quarante-neuf.

La séance est ouverte à seize heures, sous la présidence de Monsieur Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 15, Président du Conseil d'administration.

Messieurs Raymond Delhay, administrateur-directeur général « Au Bon Marché », demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 280; Raymond Depireux, directeur de banque, demeurant à Uccle, rue Stanley, numéro 64; le baron François Vaxelaire, administrateur « Au Bon Marché », demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, numéro 12 et Raymond Vaxelaire, administrateur « Au Bon Marché », demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 15, tous administrateurs de « COBOMA » complètent le bureau.

Sont présents ou représentés à l'assemblée, les actionnaires dont les prénoms, nom, profession et demeure ou dénomination et siège social et le nombre de titres ici représentés, se trouvent repris à une liste de présence qui restera ci-annexée et sera enregistrée avec les présentes.

Les neuf procurations des actionnaires, qui se sont fait représenter, à la présente assemblée, demeureront également annexées au présent procès-verbal, avec lequel elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Sur la proposition du Président, l'assemblée désigne, comme scrutateurs, Messieurs Raymond Depireux et François, baron Vaxelaire, préqualifiés.

Puis, Monsieur le Président nomme comme secrétaire, Monsieur Léon Ganty, secrétaire de société, demeurant à Bruxelles, boulevard Anspach, numéro 143.

Monsieur le Président déclare et invite tous les actionnaires présents à constater avec lui :

A. — Que la présente assemblée a été convoquée, par les soins du Conseil d'administration, par annonces contenant l'ordre du jour, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et le journal « L'Echo de la Bourse », paraissant à Bruxelles, du quinze juin mil neuf cent quarante-neuf.

Que des convocations ont en outre, été adressées indistinctement, à tous les actionnaires en nom, par lettre recommandée à la poste.

Les numéros justificatifs, ainsi que les récépissés de recommandation sont déposés sur le bureau.

B. — Que l'ordre du jour contenu dans ces convocations est ainsi conçu :

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de dix millions de francs et ainsi le porter de quinze, à vingt-cinq millions de francs, par la

création de trente-deux mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages, que les quarante-huit mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance, au premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces trente-deux mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale au prix de trois cent douze francs, cinquante centimes, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation, pour le groupe souscripteur, de mettre les trente-deux mille titres nouveaux, à la disposition, par préférence, des porteurs des quarante-huit mille parts sociales existantes; dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours, au moins, au prix de trois cent-dix-sept francs, cinquante centimes, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu, que la répartition s'effectuera, au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec les dispositions, qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, *in fine*, du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises, par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs a été porté à vingt-cinq millions de francs, l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

C. — Que les actionnaires présents et représentés, se sont, pour assister à la présente assemblée, conformés à l'article 39 des statuts.

D. — Que la présente assemblée, représentant plus de la moitié des parts sociales, peut, conformément à l'article 46 des statuts, valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour. Ces constatations faites, vérifiées et reconnues exactes par l'assemblée, Monsieur le Président expose les raisons qui ont déterminé le Conseil à convoquer la présente assemblée et à soumettre aux délibérations de celle-ci, les divers points que le Conseil a portés à l'ordre du jour. Monsieur le Président développe diverses considérations et donne des explications au sujet des points à l'ordre du jour. Il demande à l'assemblée si d'autres renseignements sont encore désirés.

Aucun actionnaire n'ayant sollicité des précisions complémentaires, Monsieur le Président aborde l'ordre du jour et l'assemblée, après en avoir délibéré, prend successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital de dix millions de francs et ainsi de le porter de quinze millions de francs à vingt-cinq millions de francs, par la création de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les quarante-huit mille parts sociales sans désignation de valeur nominale existantes et portant jouissance à dater du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide ensuite à la même unanimité des voix, d'accepter la proposition faite par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, de souscrire ferme cette augmentation de capital et ce aux conditions ci-après déterminées.

Et à l'instant, Monsieur Raymond Delhay, administrateur-directeur général de la même société, agissant au nom de la dite société anonyme « Au Bon Marché » en vertu des pouvoirs lui conférés, aux termes de la procuration sous seings privés, ci-dessus mentionnée et annexée au présent procès-verbal,

A déclaré souscrire, pour et au nom de la dite société, au prix de trois cent douze francs, cinquante centimes, par titre, les trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » (COBOMA), qui viennent d'être créées par la résolution qui précède.

Puis Monsieur Delhay, *qualitate qua* a déclaré que la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes a mis, à la disposition de la dite société « COBOMA », par un versement en espèces, la somme de dix millions de francs, en libération à concurrence de cent pour cent, de la souscription, à l'augmentation de capital, libération totale qui est constatée et reconnue, par l'assemblée à l'unanimité.

Monsieur Raymond Delhay, es qualités, a déclaré en outre, obliger sa mandante à mettre, par préférence, les trente-deux mille titres nouveaux, à la disposition des porteurs des quarante-huit mille parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours, au moins, au prix de trois cent-dix-sept francs, cinquante centimes, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et, à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition

s'effectuera, au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens déposés et des titres nouveaux demandés sans délivrance de fraction.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les résolutions ci-dessus, en ajoutant, *in fine*, du dit article, le texte suivant :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée, par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs, est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune, un/quatre-vingt millième du capital social. »

Mise aux voix, cette résolution est prise à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION.

Enfin l'assemblée décide encore à l'unanimité des voix, que le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes les mesures d'exécution que les résolutions qui viennent d'être prises comportent, et notamment d'intégrer ces décisions dans le texte des statuts et de coordonner ceux-ci en conséquence.

DECLARATION.

Les comparants déclarent que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis, à sa charge, en raison de la présente augmentation de capital, s'élève environ à cent soixante mille francs.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau, les actionnaires et les mandataires ont signé avec le notaire.

(signé) R. Delhayé — G. Heenen — Yves du Monceau — R. Vaxelaire — F. Vaxelaire — R. Depireux — L. Ganty — Georges Hanet — G. Leemans

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet, mil neuf cent quarante-neuf, volume 568, folio 87, case 9, quatre rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

PREMIERE ANNEXE.

Société Congolaise des Grands Magasins « AU BON MARCHE »
en abrégé « COBOMA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée
ayant son siège social à Elisabethville et son siège administratif
à Bruxelles.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU PREMIER JUILLET MIL NEUF CENT QUARANTE-NEUF.

LISTE DE PRESENCE.

N° d'ordre	Nom, prénom, profession des actionnaires présents ou représentés	Demeure ou siège	Nombre d'actions		Représenté par	Signatures
			possédées	donnant droit au vote		
1	S. A. des Grands Magasins « Au Bon Marché » Etablissements Vaxelaire-Claes.	123, rue Neuve Bruxelles.	22.130		Monsieur Raymond Delhaye	R. Delhaye
2	La Compagnie Financière Africaine, société congolaise à responsabilité limitée.	Siège à Léopoldville siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112.	9.600		Monsieur Gaston Heenen	G. Heenen
3	La société Mobilière et Immobilière Congolaise, société anonyme.	14-16, rue Thérésienne Bruxelles.	6.390		Monsieur Raymond Depireux	R. Depireux
4	Monsieur Raymond Delhaye, administrateur de sociétés.	280, avenue de Tervueren Woluwe-Saint Pierre.	1.200		Monsieur Raymond Delhaye	R. Delhaye
5	Monsieur Raymond Depireux, Directeur de Banque.	64, rue Stanley Uccle.	1.400		Monsieur Raymond Depireux	R. Depireux
6	Succession Vaxelaire.	9, avenue de l'Astronomie Saint-Josseten-Noode	204		Monsieur François baron Vaxelaire	F. Vaxelaire
7	Madame la Baronne Vaxelaire (Raymond) née Alice de Ro, propriétaire.	9, avenue de l'Astronomie Saint-Josseten-Noode	574		Monsieur François baron Vaxelaire	F. Vaxelaire

N° d'ordre	Nom, prénom, profession des actionnaires présents ou représentés	Demeure ou siège	Nombre d'actions		Représenté par	Signatures
			possédées	donnant droit au vote		
8	Monsieur François, baron Vaxelaire, administrateur de sociétés.	12, avenue de l'Astronomie Saint-Josseten-Noode	574		Monsieur François baron Vaxelaire	F. Vaxelaire
9	Comtesse Yves du Monceau de Bergendal, née Raymonde Vaxelaire.	Propriétaire sans profession 192, avenue Franklin Roosevelt Bruxelles.	574		Comte Yves du Monceau de Bergendal	Yves du Monceau
10	Monsieur Raymond Vaxelaire, administrateur de sociétés.	15, rue Guimard Bruxelles.	574		Monsieur Raymond Vaxelaire	R. Vaxelaire
11	Monsieur Joseph Rousseaux, journaliste.	78, avenue Brugmann Bruxelles Forest.	25		Monsieur Raymond Delhaye	R. Delhaye
12	Monsieur François de Meersman, Directeur de société.	339, rue de Ransbeek Bruxelles II	100		Monsieur Raymond Delhaye	R. Delhaye
13	La société anonyme Etablissements Textiles F. Hanus.	21, boulevard Britannique Gand	240		Monsieur Georges Hanet, administrateur de sociétés 21, bould. Britannique Gand	Georges Hanet

Total des titres représentés : quarante-trois
mille cinq cent quatre-vingt-cinq 43.585

Le Président de l'assemblée générale,

(signé) G. HEENEN.

Le Secrétaire,

(signé) L. Ganty.

Les scrutateurs,

(signé) R. DEPIREUX et F. VAXELAIRE.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet, mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

DEUXIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée :

Société Anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, dont le siège social est à Bruxelles, 123, rue Neuve, propriétaire de 22.130 parts sociales, de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer, pour son mandataire :

Monsieur R. Delhayé, administrateur-directeur général.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Souscrire ferme, au nom de la société mandante, les trente-deux mille parts sociales nouvelles, aux conditions précisées sub 2° a) ci-dessus et les libérer immédiatement à concurrence de cent pour cent.

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin 1949.

Bon pour pouvoir.

Baronne Vaxelaire. — Présidente.

(signé) A. Vaxelaire.

Bon pour pouvoir.

Raymond Vaxelaire, Administrateur.

(signé) R. Vaxelaire.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

TROISIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée :

Compagnie Financière Africaine, société congolaise à responsabilité limitée à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Propriétaire de 9.600 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA » société coloniale par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire :

Monsieur Gaston Heenen à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 15.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin 1949.

Bon pour pouvoir.

Compagnie Financière Africaine.

Société congolaise à responsabilité limitée.

(signé) A. Deligne. — Directeur.

(signé) illisible. — Fondé de pouvoirs.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

QUATRIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée :

Société Mobilière et Immobilière Congolaise.

Société Anonyme, à Bruxelles, 14-16, rue Thérésienne.

Propriétaire de 6.390 parts sociales de la Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire :

Monsieur Raymond Depireux, à Uccle, rue Stanley, numéro 64.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin 1949.

Société Mobilière et Immobilière Congolaise.

Société Anonyme.

Bon pour pouvoir (signé) M. Lippens. — Président.

Bon pour pouvoir (signé) illisible, administrateur.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

CINQUIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée :

Baronne Alice Vaxelaire, agissant au nom de la succession « Vaxelaire », demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, 9, avenue de l'Astronomie.

Propriétaire de 204 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire :

Monsieur François, baron Vaxelaire, à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 12.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Saint-Josse-ten-Noode, le dix-sept juin mil neuf cent quarante-neuf.

Bon pour pouvoir (signé) A. Vaxelaire.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

SIXIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée :

Baronne Vaxelaire.

Administrateur de sociétés.

Demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, 9, avenue de l'Astronomie.

Propriétaire de 574 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire.

Monsieur François, Baron Vaxelaire, à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 12.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Saint-Josse-ten-Noode, le dix-sept juin mil neuf cent quarante-neuf.

Bon pour pouvoir (signé) A. Vaxelaire.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

SEPTIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussignée :

Comtesse Yves du Monceau de Bergendal, demeurant à Bruxelles, 192, avenue Franklin Roosevelt.

Propriétaire de 574 parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire :

Monsieur le Comte du Monceau de Bergendal.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le

» capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le vingt et un juin 1949.

Bon pour pouvoir (signé) Comtesse du Monceau.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

HUITIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné :

Rousseaux Joseph, journaliste, demeurant à Bruxelles, 78, avenue Brugmann.

Propriétaire de vingt-cinq part sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire :

Monsieur Raymond Delhayé, à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Terwueren, 280.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 17 juin 1949.

Bon pour pouvoir (signé) J. Rousseaux.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

NEUVIEME ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné :

François De Meersman, Directeur de société, demeurant à Neder-Over-Heembeek, 339, rue de Ransbeek.

Propriétaire de cent parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire :

Monsieur Raymond Delhayé, à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Ter-vueren, 280.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur

» nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le trente juin mil neuf cent quarante-neuf.

Bon pour pouvoir (signé) F. De Meersman.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet, mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

DIXIEME ANNEXE.

PROCURATION.

La soussigné :

« Etablissements Textiles Hanus ».

Société Anonyme.

21, boulevard Britannique, Gand.

Propriétaire de deux cent quarante parts sociales de la société congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché », en abrégé « COBOMA », société coloniale par actions à responsabilité limitée, à Elisabethville.

Déclare, par les présentes, constituer pour son mandataire :

Monsieur Georges Hanet, à Gand, boulevard Britannique, 21.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société susdite, qui se tiendra au 14, rue de la Blanchisserie, à Bruxelles, le vendredi, premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, à 16 heures.

Prendre part à toutes les délibérations, sur l'ordre du jour ainsi conçu :

ORDRE DU JOUR.

1°. Proposition d'augmenter le capital, à concurrence de 10 millions de francs et ainsi le porter de 15 à 25 millions de francs, par la création de 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les 48.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale existantes, mais avec jouissance premier juillet mil neuf cent quarante-neuf.

2°. a) souscription, par un groupe, de ces 32.000 parts sociales, sans désignation de valeur nominale, au prix de 312,50 francs, par titre et libération intégrale de la souscription;

b) obligation pour le groupe souscripteur, de mettre les 32.000 titres nouveaux à la disposition, par préférence, des porteurs des 48.000 parts sociales existantes, dans les deux mois, au plus tard, après la publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », de l'acte constatant l'augmentation de capital et ce, pendant une période de soixante jours au moins, au prix de 317,50 francs, soit avec une prime de cinq francs, en contre-partie des intérêts, pendant la période qui s'écoulera, entre la prise ferme et la mise à la disposition des actionnaires et ce, à titre irréductible, à concurrence de deux parts sociales nouvelles, pour trois parts sociales anciennes existantes et à titre réductible, en faveur des porteurs de parts sociales existantes, étant entendu que la répartition s'effectuera au prorata des titres disponibles, après l'exercice du droit de souscription irréductible, en tenant compte des titres anciens, déposés et des titres nouveaux demandés, sans délivrance de fraction.

3°. Compléter l'article 6 des statuts, pour le mettre en concordance avec les dispositions qui seront prises, en vertu des propositions précitées, en ajoutant, « in fine », du dit article, le texte ci-après :

« En vertu des décisions prises par les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, le capital de quinze millions de francs, a été porté à vingt-cinq millions de francs; l'augmentation de dix millions a été réalisée par création et libération intégrale de trente-deux mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

» En conséquence, le capital de vingt-cinq millions de francs est représenté par quatre-vingt mille parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant, chacune, un quatre-vingt millième du capital social. »

Emettre tous votes relatifs aux objets portés à l'ordre du jour, signer la liste de présence, le procès-verbal et autres documents et faire, en général, tout ce que les circonstances exigeront, pour l'exécution du présent mandat

Fait à Gand, le seize juin 1949.

Etablissements Textiles Fernand Hanus.

Société Anonyme.

Un administrateur.

Bon pour pouvoir (signé) illisible.

Un administrateur.

Bon pour pouvoir (signé) illisible.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le huit juillet, mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 50, case 10, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

Droit perçu : quatre francs.

Reg. dr. n° 4108.

Justice de Paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode.

Vu par nous A. Van Winckel, Juge de Paix, de complément du canton de Saint-Josse-ten-Noode, pour légalisation de la signature de M. G. Lee-mans, notaire à Saint-Josse-ten-Noode.

Le 27 juillet 1949.

s.) Illisible.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Van Winckel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} août 1949.

Le Directeur (s.) Van Nysten.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nysten, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 1^{er} août 1949.

Le Directeur (s.) A. Marquet.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 23 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 23 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Auxiliaire Immobilière du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le vingt et un juin.

Devant Maître Marcel Van den Bergen, notaire, résidant à Etterbeek substituant son confrère, Maître Georges Leemans, notaire, résidant à Saint-Josse-ten-Noode, empêché.

Ont comparu :

1°. La société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social à Bruxelles, rue Neuve, 123, registre du Commerce de Bruxelles, numéro 7.450.

2°. La société « Union Foncière Congolaise », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112.

3°. Le Comité Spécial du Katanga, organisme de droit public congolais. constitué le dix-neuf juin mil neuf cent, conformément au décret du Roi souverain, du deux juin mil neuf cent.

4°. Madame Alice de Ro, sans profession, veuve de Monsieur Raymond, Baron Vaxelaire, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, numéro 9.

5°. Monsieur Raymond Delhayé, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 280.

6°. Monsieur François, baron Vaxelaire, administrateur de sociétés, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 12.

7°. Monsieur Raymond Vaxelaire, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, 15.

8°. Madame Raymonde Vaxelaire, sans profession, épouse de Monsieur Yves, comte du Monceau de Bergendal, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 192.

9°. La société congolaise « Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga », (en abrégé « Elakat »), société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 4, registre du Commerce de Bruxelles, numéro 3.397.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

10°. La société « Société Immobilière et Hypothécaire Africaine », en abrégé « Immoaf », société congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5, registre du Commerce de Bruxelles, numéro 16.669.

11°. La société « Minoteries du Katanga » société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kakontwe (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 6, registre du Commerce de Bruxelles, numéro 42.800.

12°. Monsieur Maurice Soesman, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 31.

13°. Monsieur Raymond Depireux, directeur de banque, demeurant à Uccle, rue Stanley, numéro 64.

14°. Monsieur Charles Duchateau, ingénieur, demeurant à Bruxelles, avenue Jeanne, 52.

15°. Monsieur Gaston Heenen, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, 15.

et 16°. Monsieur Léon Bruneel, avocat, demeurant à Bruxelles, avenue Antoine Depage, numéro 5.

Les comparants sous les numéros un, deux, trois, quatre, six, huit, neuf, dix, onze, douze et quatorze ci-dessus sont ici respectivement représentés :

A. La société anonyme « Au Bon Marché » par Messieurs Raymond Delhaye et Raymond Vaxelaire, prénommés, tous deux administrateurs, membres du Comité de Direction de cette société, agissant en cette qualité, conformément à l'article 22 des statuts.

B. La société congolaise « Union Foncière Congolaise », par Monsieur Albert Deligne, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, rue de Linthout, 98.

Le Comité Spécial du Katanga, par Monsieur Aimable Bourgeois, directeur du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue du Diamant, numéro 51.

Madame la Baronne Vaxelaire et Monsieur François, baron Vaxelaire, par Monsieur Raymond Vaxelaire, préqualifié.

Madame la comtesse du Monceau de Bergendal par son dit époux, Monsieur Yves, comte du Monceau de Bergendal.

Les sociétés congolaises « Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga » et « Minoteries du Katanga », par Monsieur Gaston Heenen, susdit.

La société congolaise « Société Immobilière et Hypothécaire Africaine », par Monsieur Raymond Depireux, prénommé.

Monsieur Maurice Soesman et Monsieur Charles Duchateau, par Monsieur Raymond Delhaye, susdit.

Aux termes de dix procurations sous seings privés, qui demeureront ci-annexées et seront enregistrées avec le présent acte.

CHAPITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article Premier. — Il est formé, sous le régime des lois de la Colonie du Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée, ayant une personnalité juridique distincte de celle de ses associés, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga ».

Article 2. — Le siège social est établi à Elisabethville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, 14.

Le Conseil d'administration peut ultérieurement le transférer dans toute autre localité de la Belgique et du Congo Belge.

Les décisions du Conseil d'administration relatives à tout changement du siège social ou du siège administratif sont publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Article 3. — La société a pour objet principal de construire, sur les terrains visés à l'article 5, et de gérer des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes. Elle réalisera l'exécution de la convention conclue le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, entre le Comité Spécial du Katanga et la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », que les comparants déclarent parfaitement connaître.

En outre, la société peut faire soit pour elle-même, soit pour le compte de tiers ou en participation, au Congo Belge, en Belgique ou à l'étranger, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, en rapport avec son objet social principal ou pour en faciliter la réalisation.

L'objet de la société pourra toujours être modifié, sans toutefois en altérer l'essence, par décision prise, en assemblée générale extraordinaire, délibérant suivant les formes prévues par l'article trente-sept, pour la modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article 4. — La société est constituée pour un terme de trente ans prenant cours à la date de l'arrêté royal, autorisant la présente société.

Elle peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement, par décision prise en assemblée générale, délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et dans le cas de prorogation de sa durée, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

CHAPITRE II.

CAPITAL SOCIAL - APPORTS - PARTS SOCIALES - OBLIGATIONS

Article 5. — Le capital social est fixé à dix millions de francs congolais, représenté par dix mille parts sociales, sans mention de valeur nominale, représentant chacune, un dix millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Ce capital est souscrit comme suit :

A. — SOUSCRIPTION CONTRE ESPECES.

Neuf mille parts sociales sont souscrites en espèces, comme suit, par :

La société anonyme « Au Bon Marché », cinq mille deux cent vingt-cinq parts	5.225
La société « Union Foncière Congolaise », sept cent cinquante parts	750
Le Comité Spécial du Katanga, cinq cents parts	500
Madame la baronne Vaxelaire, deux cent cinquante parts	250
Monsieur Raymond Delhay, deux cent cinquante parts	250
Monsieur le baron François Vaxelaire, deux cent cinquante parts	250
Monsieur Raymond Vaxelaire, deux cent cinquante parts	250
Madame la comtesse Yves du Monceau de Bergendal, deux cent cinquante parts	250
La Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga, deux cent cinquante parts	250
La Société Immobilière et Hypothécaire Africaine, deux cent cinquante parts	250
La société « Minoteries du Katanga », deux cent cinquante parts	250
Monsieur Maurice Soesman, deux cent cinquante parts	250
Monsieur Raymond Depireux, cent parts	100
Monsieur Charles Duchateau, cent parts	100
Monsieur Gaston Heenen, cinquante parts	50
Monsieur Léon Bruneel, vingt-cinq parts	25
Ensemble : neuf mille parts sociales	9.000

Les comparants déclarent expressément que chacune des parts sociales souscrites contre espèces, est libérée de trente pour cent par des versements s'élevant ensemble à deux millions sept cent mille francs, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

B. — APPORTS.

Il est fait apport, par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », sans que rien ne soit réservé, ni excepté, de tous droit et avantages, obligations et charges quelconques, à résulter de la convention qu'elle a conclue, en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept de la dite convention, il est remis, au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales entièrement libérées; en outre, et au même titre, il est reconnu au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des présents statuts.

La convention précitée, du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans, ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

Article 6. — En cas d'augmentation du capital, par l'émission de parts sociales, payables en espèces, il doit être versé un minimum de vingt pour cent sur chaque part nouvelle émise, au moment de la souscription.

Les versements à effectuer, sur les titres non entièrement libérés, sont décidés par le Conseil d'administration et notifiés aux actionnaires, par lettre recommandée, quinze jours au moins avant la date fixée par le versement.

Tout versement tardif produit de plein droit, à partir du jour de son exigibilité des intérêts calculés au taux de six pour cent l'an.

Si le versement n'est pas effectué, dans le mois de son exigibilité, le Conseil d'administration a le droit de faire vendre les titres de l'actionnaire défaillant, sans mise en demeure, en Bourse ou hors Bourse.

L'adjudication ne pourra avoir lieu qu'au profit d'un acquéreur agréé par le Conseil d'Administration et sous réserve de cette agrégation.

Ces mesures peuvent être prises sans préjudice à l'exercice même simultané des moyens ordinaires de droit, contre l'actionnaire défaillant et au droit de lui réclamer le montant restant dû, à titre de dommages et intérêts.

Le Conseil d'administration peut autoriser, à des conditions à déterminer par lui, la libération anticipative des titres.

Article 7. — Le capital social peut être augmenté ou réduit, par décision de l'assemblée générale, statuant comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendraient avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article 7 de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvellement émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire, en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra, au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles, restant disponibles après l'exercice, par le Comité Spécial du Katanga, des droits prévus au second alinéa du présent article sera offerte, par préférence, aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées, le Conseil d'administration a la faculté de passer avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

Article 8. — Les parts sociales non entièrement libérées et les parts sociales libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération sur appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

La première inscription nominative et la première remise des titres au porteur, se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscription nominative se font à la demande et aux frais des propriétaires.

Les parts sociales, même entièrement libérées restent nominatives, jusqu'au jour où le Conseil d'administration décide d'autoriser, par voie de mesure générale, les conversions en titres au porteur.

Article 9. — Il est tenu un registre des actionnaires en nom, au siège social.

Ce registre contient : la désignation précise de l'actionnaire et l'indication du nombre de ses parts sociales, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des parts sociales nominatives en titres au porteur.

Les actionnaires peuvent consulter le registre, sans pouvoir en exiger le déplacement.

La propriété des parts sociales nominatives s'établit par une inscription dans le registre des actionnaires.

Ces certificats non transmissibles constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires en nom.

Ils sont extraits des registres à souches, numérotés et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un fondé de pouvoir spécialement délégué à cette fin.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des parts sociales auxquelles il est relatif.

Les parts sociales au porteur portent des numéros d'ordre. Elles sont signées par deux administrateurs. Ces deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

Ces parts sociales mentionnent : la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication, ainsi que la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société, l'objet social, le siège social et le siège administratif,

la durée de la société, le capital social, le nombre et la nature de chaque catégorie de parts, la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits, le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, la répartition des bénéfices et la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Article 10. — Sous réserve des stipulations de l'article 8, dernier paragraphe et de l'article 11, la cession des parts sociales nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires en nom, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoir, ainsi que suivant les règles pour le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire dans le registre, le transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par l'autorité compétente.

Aucun transfert de parts sociales non entièrement libérées, ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale du Conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

La cession des parts sociales au porteur, s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les parts sociales représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tout autre titre conférant directement ou indirectement droit à ces parts sociales, ne seront négociables, que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel de la société qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société, dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si ces titres sont nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite dans le registre des actionnaires en nom et sur les certificats d'inscription.

S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai prévu ci-dessus et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

Seront toutefois exceptés de l'application des dispositions reprises aux quatre alinéas précédents : les titres qui représentent l'apport de l'avoir d'une société ayant plus de cinq ans d'existence et les titres qui, par suite de faillite, d'un concordat ou d'une substitution d'actions aux créances obligataires sont substituées à des obligations émises depuis deux ans au moins.

Article 11. — La part sociale est indivisible et la société ne reconnaît qu'un propriétaire par titre.

Si un titre appartient à plusieurs personnes ou si un titre est possédé séparément en usufruit et en nue-propriété, l'exercice des droits afférents à ces titres, est suspendu de plein droit jusqu'à ce que les copropriétaires ou l'usufruitier et le nu-propriétaire aient désigné l'un d'entre eux, qui seul, pourrait exercer ces droits, à l'égard de la société.

La possession d'un titre emporte adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière, dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires, bilans et délibérations de l'assemblée générale.

L'exercice de tous les droits afférents aux parts sociales pour lesquelles les versements appelés et exigibles, n'ont pas été opérés, est suspendu, tant que ces versements n'ont pas été effectués.

Article 12. — Pendant une période de vingt ans, à dater de l'acquisition des terrains visés au paragraphe 8 de l'article 5, la société ne pourra céder tout ou partie de ses installations, ni hypothéquer ses propriétés, sans l'autorisation préalable du Comité Spécial du Katanga.

De plus elle ne pourra sans cette autorisation, contracter un emprunt pendant une période de dix ans, à dater du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf.

Sous ces réserves, la société peut, par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire, créer et émettre des bons de caisse ou des obligations.

Le type, la valeur, le taux du revenu, le mode et l'époque d'amortissement et de remboursement, ainsi que toutes autres conditions d'émission des obligations, seront déterminés par le Conseil d'administration.

Les bons ou obligations sont valablement signés par deux administrateurs. Ces deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE

Article 13. — La société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale et toujours révocable par elle.

Le nombre des membres du Conseil d'administration est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les trois/quarts au moins des membres du Conseil, sont de nationalité belge.

Un délégué nommé par le Comité Spécial du Katanga exerce, sur les opérations de la société, tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et aux commissaires; il est notamment convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration, du Comité de Direction ou technique et du Collège des commissaires, à voix consultative, reçoit copie des procès-verbaux des séances et de toutes autres communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires.

Ce délégué a droit à une indemnité ou des jetons de présence, dont le montant est fixé par le Conseil d'administration, d'accord avec le Comité Spécial du Katanga.

Article 14. — Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus. Le mandat des premiers administrateurs durera jusqu'à immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-quatre.

A partir de cette date, le Conseil sera renouvelé par tiers, tous les deux ans.

L'ordre de sortie sera déterminé par voie de tirage au sort. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article 15. — En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs, les administrateurs restants et les commissaires réunis, en Conseil général, ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive, lors de sa première réunion.

Tout administrateur ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 16. — Les administrateurs forment un collège qui délibère, ainsi qu'il est dit ci-après.

Le Conseil d'administration choisit chaque année, en son sein, un président et un vice-président, parmi ses membres de nationalité belge et nomme un secrétaire, qui peut ne pas être administrateur.

En cas d'empêchement du président ou du vice-président, l'administrateur le plus ancien préside la réunion, à égalité d'ancienneté, la présidence de la réunion appartient à l'administrateur le plus âgé.

Article 17. — Le Conseil ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés à la réunion.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix.

En cas de partage, la voix du président de la séance est prépondérante.

Si dans une séance du Conseil, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent de prendre part à la délibération et au vote, parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil, présents ou représentés.

Les administrateurs empêchés ou absents peuvent donner à un de leurs collègues, délégation pour les représenter et voter en leur lieu et place; ils seront dès lors réputés présents.

Toutefois, aucun administrateur ne peut réunir plus de deux voix, l'une pour lui, l'autre pour son mandant.

La délégation peut être donnée par télégramme confirmé, ensuite par lettre.

En cas d'urgence, les membres du Conseil peuvent être consultés par voie de simple correspondance postale et télégraphique et donner leur avis et formuler leur vote de la même manière.

Article 18. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou le vice-président, ou par deux administrateurs.

Article 19. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, pour l'administration et la gestion des affaires de la société, accomplir toutes les opérations relatives à son objet et la représentation vis-à-vis des tiers, ainsi que des autorités et diverses juridictions.

Il a notamment les pouvoirs suivants qui sont énonciatifs et non limitatifs.

Il décide tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens, meubles ou immeubles, ou concessions quelconques ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes, actions et valeurs de la société.

Il reçoit les sommes dues à la société, donne tous reçus et toutes décharges. Sous réserve de stipulations de l'article 12, il contracte tout emprunt avec ou sans hypothèques ou nantissements, sur les biens sociaux et consent la voie parée.

Toutefois, les emprunts sous forme d'émission d'obligations ou de bons de caisse doivent être autorisés par une assemblée générale des actionnaires.

Il détermine l'emploi des fonds disponibles et des fonds de réserve.

Il autorise tous compromis, transactions, acquiescements, désistements; il renonce à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, donne mainlevée d'inscriptions, de saisie et d'oppositions avant ou après paiements.

Il arrête les comptes annuels, délibère et statue sur toutes propositions à faire à l'assemblée générale des actionnaires.

Il fixe l'ordre du jour des assemblées générales et les convoque, s'il y a lieu.

Il nomme, suspend, révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, remises, salaires, gratifications ou participations proportionnelles, ainsi que toutes autres conditions de leur entrée en service ou de leur départ.

Article 20. — Le Conseil d'administration peut déléguer tels de ses pouvoirs, qu'il juge convenables à un Comité de Direction choisi dans son sein et dont il règle le fonctionnement, à un ou plusieurs administrateurs, ainsi qu'à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs, pris même en dehors de ses membres.

Le Conseil peut autoriser le Comité de Direction et ses délégués, administrateurs ou autres, à consentir des délégations ou des substitutions de pouvoirs, pour des objets déterminés.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements, ou indemnités des personnes mentionnées aux alinéas précédents.

Il peut les révoquer en tout temps.

Article 21. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentées, formées ou soutenues au nom de la société, poursuites et diligences, soit du président et d'un administrateur à ce délégué, soit d'un mandataire désigné à cette fin par le Conseil d'administration.

Article 22. — Tous actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations, à défaut de délégation, donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration, sont signés par deux administrateurs ou par l'administrateur-délégué et un fondé de pouvoirs, nommé par le Conseil d'administration, qui n'ont pas à justifier à l'égard d'un tiers, d'une délibération préalable du Conseil d'administration.

Les actes de la gestion journalière sont signés par un administrateur-délégué ou par un ou plusieurs agents mandatés à cette fin.

Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Afrique, à un ou plusieurs agents agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables, que moyennant les signatures prescrites par les présents statuts.

Article 23. — Les administrateurs sont les mandataires de la société, ils n'engagent dans la mesure de leur mandat, que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article 24. — Le Conseil a droit, à titre d'émoluments, à une indemnité fixe, dont l'importance est déterminée par l'assemblée générale et maintenue jusqu'à décision contraire de la dite assemblée.

Cette indemnité fixe est imputable sur les frais généraux.

Le Conseil aura en outre, droit à la part des bénéfices nets stipulés à l'article 44.

Le Conseil est autorisé également à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Les administrateurs se répartissent suivant un règlement d'ordre intérieur établi entre eux, la valeur de l'indemnité et des tantièmes sur les bénéfices sociaux.

Article 25. — Les opérations de la société sont surveillées par deux commissaires au moins, nommés par l'assemblée générale et révocables par elle.

L'assemblée générale détermine leur nombre et règle la durée de leur mandat, leur ordre de sortie et leur rééligibilité, comme pour les administrateurs.

Les commissaires forment un collège qui délibère de la manière indiquée pour les administrateurs.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et contrôle, sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet, au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires, pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Le Collège des commissaires a toujours le droit de faire convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

Article 26. — Les émoluments des commissaires sont fixés par l'assemblée générale et sont imputables sur les frais généraux.

Les commissaires ont en outre, droit à la part des bénéfices nets, stipulés à l'article 44.

Le Conseil est autorisé également à accorder, aux commissaires chargés de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article 27. — En garantie de l'exécution de son mandat, chaque administrateur constituera un cautionnement de cinquante parts sociales et chaque commissaire, un cautionnement de vingt-cinq parts sociales.

Les titres affectés au cautionnement sont nominatifs. Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice, pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué, lors de l'affectation.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEE GENERALE.

Article 28. — L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des actionnaires titulaires de parts sociales.

Les délibérations prises, conformément aux statuts sont obligatoires pour tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, en proroger le terme, la liquider anticipativement.

Elle a le droit de modifier les statuts moyennant autorisation préalable du Comité Spécial du Katanga, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Article 29. — Les assemblées générales se composent des actionnaires titulaires des parts sociales.

Ceux-ci peuvent se faire représenter à l'assemblée générale, par un mandataire ayant lui-même le droit de vote.

Les mineurs, les interdits, les femmes mariées, les personnes civiles, établissements publics et sociétés commerciales peuvent être représentées par un mandataire non actionnaire.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

L Conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et en exiger le dépôt, en un lieu qu'il indique et dans le délai qu'il fixe.

Article 30. — Les assemblées générales se tiennent au Congo Belge ou en Belgique, au lieu et local qui seront expressément désignés dans la convocation.

Article 31. — L'assemblée générale ordinaire se réunit, de plein droit, le premier jeudi du mois de décembre de chaque année, à seize heures et demie.

Si ce jour est férié, la réunion est reportée à huitaine.

Cette assemblée annuelle se tiendra au siège administratif de la société, en Belgique, à moins d'une décision contraire du Conseil d'administration, qui devra en pareil cas, indiquer expressément le lieu de la réunion.

Article 32. — Le Conseil d'administration peut convoquer les actionnaires, en assemblée générale extraordinaire, autant de fois que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit les convoquer dans le délai d'un mois au maximum s'il en est requis par une décision du Collège des commissaires ou de la majorité des membres de ce Collège, ou si un nombre d'actionnaires possédant le cinquième du nombre total des voix le requiert, en formulant par écrit les objets à mettre à l'ordre du jour de l'assemblée.

Article 33. — Les convocations pour toutes les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont faites par des annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée, au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et dans un journal quotidien du lieu où la réunion se tient.

Des lettres missives sont adressées huit jours au moins, avant l'assemblée générale, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Si tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée à la poste.

Article 34. — Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire de titres au porteur doit en effectuer le dépôt au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée, à l'endroit désigné dans les convocations et produire avant l'ouverture de la séance, le certificat de dépôt des titres.

Les propriétaires de titres nominatifs doivent faire connaître, au Conseil d'administration, au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée, leur intention d'y assister.

Ils y sont admis, sur la justification de leur identité.

Ces formalités ne sont pas requises pour les titres nominatifs appartenant aux administrateurs et aux commissaires et constituant leur cautionnement.

Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des titres qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer en assemblée.

Article 35. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration; il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au Conseil, vingt jours au moins, avant la réunion, soit par des actionnaires représentant au moins le cinquième des parts, soit par les commissaires dans le cas où ils requièrent convocation de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu, au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée extraordinaire, doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition de l'ordre du jour, déposer au siège social ou au siège administratif, si le Conseil l'admet, les titres en nombre prévu, ou tout au moins, un certificat de dépôt de ces titres, en une banque.

Article 36. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration, ou en son absence, par un vice-président ou encore par celui des administrateurs qui est désigné séance tenante, par ses collègues présents.

Le président désigne un secrétaire et choisit parmi les actionnaires réunis, deux scrutateurs, qu'il propose à l'assemblée.

Les membres du Conseil d'administration présents à l'assemblée, complètent le bureau.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Article 37. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises quelle que soit la portion du capital représenté à l'assemblée et la majorité des voix y représentées.

Cependant lorsque l'assemblée générale a à délibérer sur une augmentation ou une réduction du capital, sur une fusion avec une autre société, sur une prorogation ou une dissolution anticipée ou sur toutes modifications de statuts, elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du nombre total des voix.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titres représentés.

Les décisions sur les objets ci-dessus ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois/quarts des voix attachées aux titres représentés.

Le Conseil d'administration a le droit quel que soit l'ordre du jour de l'assemblée générale, de proroger celle-ci, séance tenante, à trois semaines au maximum.

Cette prorogation annule de plein droit toutes décisions déjà prises.

L'assemblée ne peut être prorogée qu'une seule fois.

Article 38. — Toute personne admise aux assemblées générales y dispose d'autant de voix qu'elle dispose ou représente de parts sociales.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de titres dépassant la cinquième partie du nombre de titres émis ou les deux/cinquième des titres représentés à l'assemblée, que ces titres lui appartiennent en propre ou appartiennent à ses mandants.

Ces limitations ne s'appliquent pas aux parts sociales appartenant au Comité Spécial du Katanga, sans que toutefois, ces parts puissent être comptées dans le vote, pour un nombre de voix supérieur à la moitié, plus une.

Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différent, les réductions s'opèrent proportionnellement, il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Le vote a lieu par assis et levé ou par appel nominal si aucun des membres ne demande le vote secret.

En cas de nomination, si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix et en cas de parité des suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Article 39. — L'assemblée générale annuelle entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires, sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu; elle décide la constitution des réserves et leur distribution, s'il y a lieu, sur proposition du Conseil d'administration.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et commissaires.

Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indications fausses, dissimulant la situation réelle de la société.

Article 40. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'assemblée générale, sont signés par le président du Conseil d'administration et l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Après dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou par l'un d'eux.

CHAPITRE V.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article 41. — L'exercice social commence le premier juillet et finit le trente juin de chaque année.

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de l'autorisation par arrêté royal.

Article 42. — Chaque année et pour la première fois le trente juin mil neuf cent cinquante, le Conseil d'administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et, en général, de toutes les dettes actives et passives de la société.

Il évalue l'actif et le passif de la société.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes et toutes pièces annexes, ainsi que le rapport du Conseil d'administration sont mis un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire à la disposition des commissaires, qui doivent dans les quinze jours, faire un rapport contenant leurs propositions.

Article 43. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des fonds publics, actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts sociales, avec l'indication du nombre de leurs parts et celle de leur domicile, du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes, de même que le rapport des commissaires sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que la convocation de l'assemblée générale.

Article 44. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux, ainsi que de tous les amortissements, dépréciations et moins-values, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1°. Cinq pour cent au moins, affectés au fonds de la réserve sociale.

Lorsque celui-ci aura atteint le dixième du capital social, ce prélèvement cessera d'être obligatoire.

Il ne devra reprendre, qu'en cas de diminution de la réserve.

2°. Le cas échéant, les montants que décide l'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, en vue de leur affectation à des fonds spéciaux de réserve ou de prévision, à des amortissements extraordinaires, à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale.

3°. Du surplus éventuel, nonante pour cent sont répartis également entre toutes les parts sociales et dix pour cent sont attribués aux membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires qui se les répartiront suivant un règlement d'ordre intérieur, la part d'un commissaire étant égale à un tiers d'une part d'administrateur n'exerçant pas de fonctions ou délégations spéciales.

Article 45. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration.

Article 46. — Le bilan et le compte de profits et pertes précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société seront dans le mois de leur approbation, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

A la suite du bilan, seront publiés les noms, prénoms, professions et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale, ainsi que l'état du capital social, au jour de l'assemblée générale.

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 47. — La société peut, en tout temps, être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les conditions prescrites pour les modifications aux statuts.

En cas de perte de la motié du capital social, le Conseil d'administration doit soumettre à l'assemblée générale, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois/quarts du capital social, la dissolution peut être prononcée, par les actionnaires représentant le quart des voix valablement émises à l'assemblée.

Article 48. — L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixe les pouvoirs et les émoluments, fixes et proportionnels.

La nomination du ou des liquidateurs met fin au mandat des administrateurs et des commissaires.

Les liquidateurs pourront notamment être autorisés, sous réserve de l'accord préalable du Comité Spécial du Katanga, à faire apport à une autre société congolaise, belge ou étrangère existante ou à constituer, de tout ou partie des droits et avoirs de la société dissoute, les actions de la société pourront être échangées le cas échéant, contre des titres de la société bénéficiaire de l'apport.

Tout actionnaire donne, par les présents statuts, pouvoir aux liquidateurs nommés par l'assemblée générale, de faire toutes les opérations de liquidation, dans les limites du mandat leur donné par la même assemblée.

Article 49. — Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social, non encore répartis, continuent à demeurer la propriété de la société.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent, comme pendant l'existence de la société, l'assemblée confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs; elle approuve les comptes de liquidation et donne tous quitus ou décharges.

Article 50. — Après paiement des dettes et des charges de la société, le solde de l'avoir social est réparti entre toutes les parts sociales, en rétablissant, au préalable, l'équilibre des situations, au cas où tous les titres ne sont pas, à ce moment libérés dans une égale proportion.

CHAPITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 51. — Tout administrateur, commissaire, liquidateur ou actionnaire est tenu d'élire domicile en Belgique ou au Congo Belge, pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci est censé élu, de plein droit, au siège administratif.

Article 52. — Toutes les contestations entre la société et ses associés, comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes, soit du siège social, au Congo Belge, soit du siège administratif, au choix de la société.

Article 53. — Aucune action concernant l'intérêt général et collectif de la société ne peut être dirigée contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs, si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une décision de l'assemblée générale.

Article 54. — Les présents statuts seront dans les six mois déposés en copie au greffe du Tribunal de première instance d'Elisabethville, ils seront publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Toutes modifications ultérieures qui pourraient être faites aux statuts, seront de même déposées et publiées.

Article 55. — Le nombre d'administrateurs et commissaires est fixé respectivement, pour la première fois, à dix et à trois.

Sont appelés aux fonctions de :

1°. *ADMINISTRATEURS :*

Messieurs Gaston Heenen — Raymond Delhay — baron François Vaxelaire — Raymond Vaxelaire — comte du Monceau de Bergendal — Maurice Soesman — Albert Deligne — Léon Bruneel — Raymond Depireux, tous prénommés et qui acceptent, soit personnellement, soit par mandataires et Monsieur André Gilson, administrateur de société, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, 38, pour qui accepte et se porte fort, Monsieur Bourgeois, préqualifié.

2°. *COMMISSAIRES :*

Messieurs François De Meersman, directeur de société, demeurant à Bruxelles II, rue de Ransbeek, 339 — Armand Gonze, expert-comptable, demeurant à Auderghem, avenue des Citronelles, 65 et Désiré Tilmant, expert-comptable, demeurant à Morlanwelz, rue Raoul Warocqué, 19.

Ces mandats de commissaires sont acceptés, au nom de Messieurs De Meersman, Gonze et Tilmant, respectivement par Messieurs Raymond Delhay — Aimable Bourgeois et Albert Deligne, qui se portent fort pour eux.

Article 56. — Il peut être tenu une assemblée générale des actionnaires et une séance du Conseil d'administration, sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la société, pour statuer dans les limites des statuts sur tous objets.

Article 57. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la législation congolaise.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, et pour autant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

En vue de répondre au prescrit de l'arrêté royal du vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six et pour autant que de besoin, il est déclaré que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est d'environ cent soixante mille francs.

CONVENTION ENTRE LE COMITE SPECIAL DU KATANGA
ET LA SOCIETE ANONYME « AU BON MARCHE ».

Et tous les comparants nous ont requis de reproduire ici textuellement la convention ci-dessus invoquée, intervenue entre le Comité Spécial du Katanga et la société anonyme « Au Bon Marché », dont le libellé est le suivant :

Entre le Comité Spécial du Katanga, représenté par son vice-président, Monsieur Ary Guillaume, d'une part;

Et la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », représentée par son administrateur-directeur général, Monsieur Raymond Delhaye, d'autre part;

Il a été convenu, ce qui suit :

Article premier. — La société des Grands Magasins « Au Bon Marché », s'engage à constituer, au plus tard dans les six mois, une société congolaise à responsabilité limitée, par actions, ayant pour objet principal de construire, sur les terrains visés par la présente convention, des immeubles destinés primordialement à des magasins genre prix uniques, pour la vente aux indigènes.

Les statuts de cette société, ainsi que leurs modifications ultérieures devront être préalablement approuvés par le Comité Spécial du Katanga.

Article deux. — Le capital de cette société sera fixé à dix millions de francs congolais au moins, représenté par dix mille parts sociales, donnant droit chacune à un dix-millième de l'avoir social.

Article trois. — Pendant la période de dix ans et aux conditions ci-après, le Comité Spécial du Katanga s'engage à accorder à la société ci-dessus, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

Article quatre. — L'occupation et la cession de ces terrains se feront aux conditions du règlement sur la vente et la location des terres du Comité Spécial du Katanga, dans la mesure où la présente convention n'y déroge pas.

Article cinq. — Les terrains choisis devront être mis en valeur par des constructions destinées en ordre principal, à des magasins genre prix uniques, pour la vente aux indigènes.

Les plans de ces constructions et de leur implantation seront soumis à l'approbation du Comité Spécial du Katanga.

Article six. — Après le constat de mise en valeur effectué par le Comité Spécial du Katanga, les terrains occupés seront cédés à la société.

Celle-ci devra maintenir ou faire maintenir par ses locataires, la mise en valeur et la destination prévues à l'article précédent pendant vingt ans, à partir de la cession des terrains. Jusqu'à la fin de cette période, les contrats de location seront soumis à l'approbation du Comité Spécial du Katanga.

Article sept. — A titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés par la présente convention, la société à sa constitution, remettra gratuitement au Comité Spécial du Katanga, un nombre de parts sociales entièrement libérées égal à dix pour cent du total des parts sociales.

De plus, à chacune des augmentations du capital qui interviendraient avant la cession de ces terrains, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Article huit. — Le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Article neuf. — La société s'engage à payer au Comité Spécial du Katanga sa quote part dans les frais d'établissement de la voirie, des lotissements dans lesquels elle occupera des terrains.

Cette quote-part sera calculée au prorata de la surface des terrains occupés.

Article dix. — Pendant la période de vingt ans, prévue à l'article six, la société ne pourra céder tout ou partie de ses installations, ni hypothéquer ses propriétés, sans l'autorisation préalable du Comité Spécial du Katanga.

De plus, elle ne pourra sans cette autorisation, contracter un emprunt pendant la période de dix ans prévue à l'article trois.

Article onze. — A l'expiration de la présente convention, le Comité Spécial du Katanga reprendra la libre disposition des terrains non mis en valeur, et remboursera à la société, les frais de voirie, dont il est question à l'article 9 au prorata de la surface de ces terrains.

Article douze. — Sauf stipulation contraire les termes et délais prévus ci-dessus ont comme point de départ, la date de la conclusion de la présente convention.

A part dans les cas de force majeure, leur non observation entraîne, de plein droit, l'annulation des droits auxquels ils se rapportent.

Article treize. — Tous frais résultant de la cession des terrains seront à charge de la société.

Article quatorze. — Un délégué nommé par le Comité Spécial du Katanga aura, sur les opérations de la société, tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et aux commissaires.

Il sera notamment convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration, du Comité de Direction et du Collège des commissaires.

Il y aura voix consultative, recevra copie des procès-verbaux des séances et de toutes les autres communications adressées aux administrateurs et commissaires.

Ce délégué aura droit à une indemnité ou à des jetons de présence, dont le montant sera fixé d'accord avec le Comité Spécial du Katanga.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf.

(s.) Guillaume, vice-président du Comité Spécial du Katanga.

(s.) R. Delhayé, administrateur-directeur général de la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Bruxelles.

Dont acte.

Passé à Bruxelles.

Date que dessus.

Lecture faite, les parties ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Heenen — R. Delhayé — R. Vaxelaire — A. Bourgeois — Yves du Monceau — L. Bruneel — R. Depireux — A. Deligne — M. Van den Bergen.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 568, folio 82, case 1, douze rôles, seize renvois.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

PREMIERE ANNEXE.

La soussignée :

« Union Foncière Congolaise », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social, à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Albert Deligne, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, rue de Linthout, numéro 98.

Auquel il donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société «Auxiliaire Immobilière du Katanga»,

à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire au nom de la soussignée, sept cent cinquante parts sociales de la dite société, opérer au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts, déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin 1949.

Union Foncière Congolaise.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Bon pour pouvoir (signé) G. Heenen, administrateur.

Bon pour pouvoir (signé) A. Deligne, administrateur-délégué.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

DEUXIEME ANNEXE.

Le soussigné :

Gorlia, Emile, Président du « Comité Spécial du Katanga », agissant en cette qualité, domicilié à Uccle, 9, avenue de la Sapinière.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Bourgeois, A., Directeur au « Comité Spécial du Katanga », domicilié 51, avenue du Diamant, à Schaerbeek.

Auquel il donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, au nom du dit Comité, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société

congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissement Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article,

sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement, souscrire au nom du Comité, 500 (cinq cents) parts sociales de la dite société, opérer au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi, ou par les statuts; déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160,000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin 1949.

Bon pour pouvoir (signé) Emile Gorlia.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

TROISIEME ANNEXE.

La soussignée :

Baronne Vaxelaire, 9, avenue de l'Astronomie, Saint-Josse-ten-Noode.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Raymond Vaxelaire, administrateur de sociétés, à Bruxelles, rue Guimard, numéro 15.

Auquel elle donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent qua-

rante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire au nom de la soussignée, deux cent cinquante parts sociales, de la dite société, opérer, au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts; déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le vingt juin 1949.

Bon pour pouvoir (signé) A. Vaxelaire.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

QUATRIEME ANNEXE.

Le soussigné :

Baron François Vaxelaire, administrateur de sociétés, 12, avenue de l'Astronomie, Saint-Josse-ten-Noode.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Raymond Vaxelaire, administrateur de sociétés, à Bruxelles, rue Guimard, numéro 15.

Auquel il donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordiallement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Leemans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement, souscrire au nom du soussigné, deux cent cinquante parts sociales de la dite société, opérer, au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts; déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à New-York, le douze juin 1949.

Bon pour pouvoir (signé) F. Vaxelaire.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

CINQUIEME ANNEXE.

La soussignée :

Comtesse Yves du Monceau de Bergendal, sans profession, 192, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Son dit époux, Monsieur Yves, comte du Monceau de Bergendal, administrateur de sociétés, demeurant avec elle.

Auquel elle donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire, au nom de la soussignée, deux cent cinquante parts sociales de la dite société, opérer, au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts; déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin 1949.

Bon pour pouvoir (signé) Comtesse du Monceau.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

SIXIEME ANNEXE.

La soussignée :

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, ici représentée par deux de ses administrateurs, agissant en cette qualité : 1) Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit et 2) Monsieur Jules Van Bleyenbergh, ingénieur.

Constitue par les présente, pour son mandataire spécial :

Monsieur Gaston Heenen, à Bruxelles.

Auquel elle donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissement Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société «Auxiliaire Immobilière du Katanga»,

à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement, souscrire au nom de la soussignée, deux cent cinquante parts sociales de la dite société; opérer, au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociales, le versement exigé par la loi ou par les statuts; déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le dix-huit juin 1949.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.

Bon pour pouvoir (signé) J. Van Bleyenbergh, administrateur-directeur

Bon pour pouvoir (signé) G. de Formanoir de la Cazerie, administrateur-délégué.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

SEPTIEME ANNEXE.

La soussignée :

Société Immobilière et Hypothécaire Africaine « Immoaf », société congolaise à responsabilité limitée.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Raymond Depireux, à Uccle, rue Stanley, numéro 64.

Auquel elle donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège

administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire au nom de la soussignée, deux cent cinquante parts sociales de la dite société, opérer au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts, déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le seize juin 1949.

Bon pour pouvoir (signé) Baron de Steenhault.

Baron de Steenhault de Waerbeek, Président du Conseil, à Vollezele.

Bon pour pouvoir (signé) A. Liénart.

A. Liénart, administrateur, 196, avenue de Tervueren, Bruxelles.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosai.

HUITIEME ANNEXE.

La soussignée :

Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Minoteries du Katanga », ayant son siège social à Kakontwe (Congo Belge) et son siège administratif, 6, rue Montagne du Parc, à Bruxelles, inscrite au registre du Commerce de Bruxelles, sous le numéro 42.800, représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Herman Robiliart, demeurant, 31, avenue Jeanne, à Bruxelles et par son fondé de pouvoirs, Monsieur Raymond Descamps, demeurant 97, rue d'Albanie, Saint-Gilles, Bruxelles, agissant conformément à la délégation de signature qui leur a été conférée, par le Conseil d'administration, le vingt-sept janvier mil neuf cent quarante-neuf et publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du seize février mil neuf cent quarante-neuf, sous le numéro 2.445, page 1.728.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Gaston Heenen, à Bruxelles.

Auquel elle donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire, au nom de la soussignée, deux cent cinquante parts sociales, de la dite société, opérer, au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts; déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le vingt juin 1949.

Bon pour pouvoir.

(signé) Descamps.

Bon pour pouvoir.

(signé) H. Robiliart.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

NEUVIEME ANNEXE.

Le soussigné :

Maurice Soesman,

Administrateur de sociétés,

31, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Raymond Delhayé,

Auquel il donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordiallement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lee-mans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales

et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire, au nom du soussigné, deux cent cinquante parts sociales de la dite société, opérer au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts; déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin 1949.

Bon pour pouvoir.

(signé) Soesman.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

DIXIEME ANNEXE.

Le soussigné :

Ch. A. Duchateau, 52, avenue Jeanne, Bruxelles.

Ingénieur U. Zurich, industriel.

Constitue par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Raymond Delhay, à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Ter-vueren, numéro 280.

Auquel il donne tous les pouvoirs à l'effet de concourir, en son nom, à la constitution de la société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Auxiliaire Immobilière du Katanga », société congolaise, ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), et son siège administratif, à Bruxelles, rue de la Blanchisserie, numéro 14, société congolaise ayant pour objet principal de construire, sur les terrains que le Comité Spécial du Katanga accordera, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, des immeubles destinés primordialement à des magasins, genre prix uniques, pour la

vente aux indigènes et ce, par acte du ministère du notaire Georges Lecmans, à Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles, ou du notaire qui le substitue, lequel acte contiendra notamment :

a) apport par la société anonyme des Grands Magasins « Au Bon Marché », Etablissements Vaxelaire-Claes, ayant son siège social, à Bruxelles, rue Neuve, numéro 123, à la société « Auxiliaire Immobilière du Katanga », à constituer et ce sans que rien ne soit réservé, ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques à résulter de la convention, qu'elle (la société anonyme « Au Bon Marché ») a conclue en date du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept, de la dite convention, remettre au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, mille parts sociales, entièrement libérées; en outre, et au même titre, reconnaître, au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article sept des statuts (article ci-après littéralement reproduit).

La convention précitée du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de dix ans ayant pris cours le vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de dix mille mètres carrés, les terrains choisis d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

b) un article sept ainsi conçu :

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant, comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendrait, avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement, en exécution de l'article sept de la convention du vingt et un mars mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises; il aura, en outre, le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga, de souscrire en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des parts sociales nouvelles restant disponibles, après l'exercice par le Comité Spécial du Katanga des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer, par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées le Conseil d'administration a la faculté de passer, avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

c) et en outre, spécifier toutes les conditions auxquelles l'exécution de cette convention est subordonnée et stipuler que le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, dix pour cent des parts sociales émises à la constitution de la société et à chacune des augmentations de capital, dont il est question à l'article 7 ci-dessus et nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Déclarer avoir parfaite connaissance de toutes les clauses et conditions de la dite convention et s'obliger à son exécution ponctuelle et intégrale.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération et les conditions spéciales et particulières de cet apport; arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la société.

Spécialement souscrire, au nom du soussigné, cent parts sociales, de la dite société; opérer, au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque part sociale, le versement exigé par la loi ou par les statuts.

Déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvera approximativement à 160.000 francs (cent soixante mille francs).

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires, qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes, sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juin mil neuf cent quarante-neuf.

Bon pour pouvoir (signé) Ch. Duchateau.

Enregistré à Saint-Josse-ten-Noode, le quatre juillet mil neuf cent quarante-neuf, volume 108, folio 48, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs (40).

Le Receveur (signé) Delvosal.

Droit perçu : 4 francs.

Reg. dr. n°

Justice de Paix du Canton de Saint-Josse-ten-Noode.

Vu par nous, A. Van Winckel, Juge de Paix de complément du Canton de Saint-Josse-ten-Noode, pour légalisation de la signature de Maître Van den Bergen, notaire à Etterbeek.

Le 27 juillet 1949.

(s.) Illisible.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Van Winckel, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 1^{er} août 1949.

Le Directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} août 1949.

Le Directeur (s.) A. Marquet.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 23 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 23 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Banque du Congo Belge

SITUATION AU 30 JUIN 1949.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	956.150.349,04
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		22.758.100,96
Avoirs aux Offices des Chèques postaux		9.820.163,90
Avoirs en banque { en Belgique		444.333.656,25
{ à l'étranger		1.295.568.200,41
Portefeuille - titres		365.309.213,04
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger		8.059.638.337,56
Effets commerciaux		727.505.436,93
Débiteurs		306.031.993,51
Etat Belge		528.898.999,80
Immeubles et Matériel		19.088.438,49
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme		49.236.782,10
Débiteurs pour contrats de change à terme		324.729.689,97
Divers		12.367.131,28
		Fr. 13.226.570.931,49

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		46.370.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		2.231.084.323,60
Créditeurs à vue { divers		7.535.460.189,90
{ Colonie		2.291.748.215,70
Créditeurs à terme		250.320.851,64
Créditeurs pour contrats de change à terme		49.236.782,10
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme		324.729.689,97
Transferts en route et divers		477.620.878,58
		Fr. 13.226.570.931,49

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Société des Pétroles du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt-cinq juillet.

Devant nous, Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, à l'intervention de Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

Ont comparu :

1. — La société anonyme des Pétroles au Congo, société établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, dissoute sous condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal de la constitution de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société des Pétroles au Congo ».

Ici représentée par ses deux liquidateurs :

Monsieur Joseph de Cordes, secrétaire général de la Pétrofina, demeurant à Anvers, 23, rue Albert, et Monsieur Léon Castelain, directeur de la Pétrofina, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, (Bruxelles), 122, avenue Jules César.

Agissant en vertu des pouvoirs leur accordés par l'assemblée générale extraordinaire, tenue ce jour devant le notaire Scheyven, soussigné.

2. — La « Compagnie Financière Belge des Pétroles » « Pétrofina », société anonyme dont le siège est établi à Anvers, rue Wappers, 4.

Ici représentée par Monsieur Laurent Wolters, 23, avenue Jeanne, à Bruxelles, administrateur-directeur, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée.

3. — La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », société anonyme dont le siège est établi à Bruxelles, 13, rue de Bréderode.

Ici représentée par Monsieur Robert Thys, 12, avenue Henri Pirenne, à Bruxelles, administrateur, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée.

4. — Monsieur Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, à Bruxelles.

5. — Monsieur Georges Godeau, administrateur de la Compagnie Financière Belge des Pétroles, 220a, avenue Winston Churchill, à Uccle, (Bruxelles).

6. — Monsieur Georges Lumaye, administrateur-délégué de la Société Coloniale de la Tôle, 153, boulevard Brand Whitlock à Bruxelles.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

7. — Monsieur Julien Baillon, avocat près la cour d'appel, 40, rue Saint-Bernard, à Saint-Gilles-Bruxelles.

Sub 6 représenté par sub 5 en vertu d'une procuration ci-annexée.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est constitué par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société des Pétroles au Congo ».

Article 2. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'administration.

Cette décision sera publiée par voie d'avis aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif ».

Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

Le Conseil en fixera l'endroit; il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, par décision du Conseil d'administration.

La société peut établir par décision du Conseil d'administration des succursales, agences et comptoirs en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge et à l'étranger.

Article 3. — La société a pour objet, la construction, l'entretien et l'exploitation d'une conduite métallique destinée au transport du pétrole entre les installations terminées situées respectivement aux environs de Matadi et au Stanley-Pool; l'achat, le transport et la vente de toutes les huiles minérales et de leurs dérivés; accessoirement la société fait sans limitation de nature ou de lieu, toutes opérations utiles à la réalisation de son objet principal.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans. prenant cours à dater du jour où l'autorisation sera accordée par arrêté royal. Elle pourra toujours être prorogée ultérieurement ou dissoute anticipativement.

Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

La prorogation de la société devra être autorisée par arrêté royal.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS

Article 5. — Le capital social est fixé à cinquante millions de francs congolais et est représenté par cinq cent vingt-cinq mille parts sociales sans désignation de valeur.

Article 6. — Messieurs de Cordes et Castelain, prénommés, agissant au nom de la société anonyme des Pétroles au Congo, dont ils ont été nommés liquidateurs, sous réserve de l'autorisation par arrêté royal des présents statuts et en vertu des pouvoirs leurs conférés à cette fin, déclarent faire apport à la présente société de toute la situation active et passive de la dite société anonyme des Pétroles au Congo, telle qu'elle a été arrêtée au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit par l'assemblée générale de cette société, tenue le dix juin mil neuf cent quarante-neuf.

La désignation et la spécification de l'apport ci-dessus, ne sont pas mentionnées n'étant pas requises, en vertu des dispositions de l'arrêté royal du premier mars mil neuf cent quarante-neuf.

A dater de l'autorisation par arrêté royal de ses statuts, la présente société se trouve substituée sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations de la société apporteuse; elle est notamment subrogée dans tous les droits et actions de la société apporteuse vis-à-vis de tous ses débiteurs, y compris ceux dont la dette aurait été portée comme amortie en comptabilité. La présente société aura la jouissance de tous les biens apportés, rétroactivement depuis le premier janvier mil neuf cent quarante-neuf, toutes les opérations faites par la société apporteuse depuis cette date, en ce compris les actes accomplis pendant la période constitutive de la présente société jusqu'à la date de l'arrêté royal d'autorisation, par les liquidateurs de la société apporteuse étant pour le compte de la présente société et à ses profits et risques, comme si elle-même les avait faites. La présente société s'oblige d'autre part, à supporter seule et exclusivement tout le passif de la société apporteuse ainsi que tous frais, droits, impôts et taxes quelconques, à résulter tant de l'apport que de la liquidation de la société apporteuse et que des répartitions entre ses actionnaires des actions rémunérant l'apport à reprendre et à continuer tous les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle tant activement que passivement et à la garantir contre toutes actions ou réclamations quelconques, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée; elle s'oblige également à supporter, à la décharge des liquidateurs de la société apporteuse, les conséquences de toutes actions qui pourraient leur être intentées du chef de l'exécution de leur mandat de liquidateur.

Le transfert de la concession octroyée par convention du quatorze novembre mil neuf cent-dix, modifiée par les conventions des vingt-cinq septembre mil neuf cent vingt-huit, quatorze janvier mil neuf cent et trente et seize novembre mil neuf cent quarante-huit, est fait sous réserve de l'assentiment de Monsieur le Ministre des Colonies et pour les autres concessions sous réserve de l'assentiment des autorités concédentes. La société présentement constituée s'engage à respecter scrupuleusement les obligations résultant de ces concessions.

En rémunération de l'apport prédécrit, dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué à la société apporteuse, qui accepte par ses liquidateurs préqualifiés, cinq cent vingt-quatre mille neuf cent nonante-quatre parts sociales, sans désignation de valeur, entièrement libérées, ainsi qu'une somme de deux mille deux cent cinquante-quatre francs quatre-vingts centimes en numéraire.

Les six parts sociales sans désignation de valeur restantes, sont souscrites en numéraire au prix de trois cent septante-cinq francs quatre vingt centimes comme suit :

1 — La Compagnie Financière Belge des Pétroles, prénommée, une part	1
2 — La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, une part	1
3 — Monsieur Arthur Bemelmans, prénommé, une part	1
4 — Monsieur Georges Godeau, prénommé, une part	1
5 — Monsieur Georges Lumaye, une part	1
6 — Monsieur Julien Baillon, une part	1
Ensemble six parts	<u>6</u>

Les comparants déclarent expressément que ces parts sociales ont été entièrement libérées par des versements s'élevant ensemble à deux mille deux cent cinquante-quatre francs quatre-vingts centimes congolais, somme qui se trouve, dès à présent, à la disposition de la société.

Article 7. — La part sociale, entièrement libérée, est nominative ou au porteur, au gré de l'actionnaire qui en supportera éventuellement les frais de conversion.

Les parts sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Article 8. — Il est tenu un registre des parts sociales nominatives, soit au siège social, soit au siège administratif.

Ce registre, dont tout actionnaire peut prendre connaissance sans déplacement, contient :

a) la désignation précise du propriétaire des parts sociales et l'indication du nombre des parts sociales qui lui appartiennent.

b) L'indication des versements effectués.

c) Les transferts avec leur date ou la conversion des parts sociales en titres au porteur.

La propriété des parts sociales nominatives s'établit par l'inscription dans le registre prévu, ci-dessus.

Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles de transfert des créances établies par l'article 353 du Code civil de la Colonie du Congo Belge.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert constaté par la correspondance ou autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La part sociale au porteur est signée par deux administrateurs, soit par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration. Ces signatures pouvant être remplacées par une griffe.

Il est mentionné sur la part sociale :

La date de l'acte constitutif de la société et de sa publication.

Le capital social.

Le nombre et la nature de chaque catégorie de parts sociales ainsi que la valeur nominale des titres.

La consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits.

La durée de la société.

Le mode et la répartition des bénéfices.

Le jour et l'heure de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

La cession de la part sociale au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après que la fondation de la société a été autorisée par arrêté royal.

Article 9. — Les titres représentatifs d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47, 49 et 50 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges, seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Article 10. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modifications aux statuts et moyennant autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles parts sociales à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux anciens actionnaires, au prorata de leur nombre de titres appartenant à chacun d'eux dans le délai et aux conditions fixés par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration détermine les conditions et le taux auxquels les parts sociales nouvelles sont offertes par préférence aux anciens actionnaires.

Il décide, également, si le non usage, total ou partiel, par certains propriétaires de titres, de ce droit de préférence a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider, à la simple majorité des voix présentes ou représentées, que tout ou partie des nouvelles parts sociales à souscrire contre espèces, ne seront point offertes par préférence aux anciens actionnaires.

Le Conseil d'administration a, dans tous les cas, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

Aucune part sociale nouvelle ne peut être émise au-dessous du pair.

Les versements à effectuer sur les parts non entièrement libérées lors de leur souscription, doivent être faits aux époques que le Conseil d'administration détermine.

L'actionnaire, qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée est en retard de satisfaire à cette obligation, doit bonifier à la société les intérêts calculés à six pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement. Le Conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation, dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

Article 11. — Les héritiers, ayants-cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et marchandises ou valeurs de la société, frapper ces derniers d'opposition, demander le partage ou la licitation du fonds social, ni s'immiscer en rien dans son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article 12. — La société ne reconnaît quant à l'exercice des droits à exercer contre elle, ainsi que pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales et des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque part sociale.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice de droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale.

Article 13. — La société peut, en tout temps, créer et émettre des obligations à intérêt fixe, en vertu d'une décision de l'assemblée générale. Le Conseil d'administration détermine le type, le taux de l'intérêt, les conditions d'émission et d'amortissement, le mode et l'époque du remboursement des obligations.

Les obligations au porteur sont valablement signées moyennant observation des règles fixées par l'article vingt-six ci-après pour les actes engageant la société.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE

Article 14. — La société est administrée par un Conseil de six administrateurs au moins et douze administrateurs au plus, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Ils sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort. Ils sont rééligibles.

Les mandats des administrateurs sortants cessent lors de l'assemblée générale annuelle.

Article 15. — En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du Conseil d'administration et le Collège des commissaires réunis en Conseil général, peuvent pourvoir provisoirement au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui procède au remplacement définitif.

Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus, n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 16. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président et peut élire parmi ceux-ci un ou plusieurs vice-présidents. Il peut choisir dans son sein, un comité permanent composé de trois membres au moins et de cinq membres au plus. Il détermine les pouvoirs du comité permanent et fixe la rémunération de ses membres. Il peut, en outre, soit déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués, chargés également de l'exécution des décisions du Conseil, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors de son sein, associé ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tout mandataire.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des uns et des autres. Ces agents, administrateurs-délégués, directeurs ou mandataires, sont responsables de leur gestion. Le Conseil peut les révoquer en tout temps.

Article 17. — La société peut être représentée en pays étranger, soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le Conseil d'administration.

Ce délégué est chargé, sous la direction et le contrôle du Conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités des pays étrangers et d'exécuter toutes les décisions du Conseil d'administration, dont l'effet doit se produire dans ces pays. Il doit être muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ce pays.

Article 18. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci d'un vice-président, ou à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses

collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 19. — Le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Tout administrateur empêché ou absent, peut donner par écrit à un de ses collègues du Conseil, délégation pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place. Le délégant sera, dans ce cas, au point de vue de vote, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur pourra également, mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du Conseil seront présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

Article 20. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, signés par les membres qui ont été présents à la délibération et aux votes; les délégués signent en outre pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les délégations, ainsi que les avis et votes donnés par écrit y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du Conseil.

Article 21. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale ou au Conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail et sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets, contracter tous emprunts, consentir tous prêts, consentir et accepter toutes hypothèques avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le Conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments, ainsi que leurs cautionnements, s'il y a lieu.

Article 22. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Le nombre et les émoluments des commissaires seront déterminés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les commissaires sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort. Ils sont rééligibles. Les fonctions des commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article 23. — Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à cent parts sociales et celui de chaque commissaire à cinquante parts sociales.

Décharge ne peut leur être donnée de ce cautionnement qu'en vertu d'une décision prise par le Conseil d'administration, après approbation par l'assemblée générale du bilan de l'exercice pendant lequel auront respectivement pris fin les fonctions d'administrateur et de commissaire.

Article 24. — L'assemblée générale peut, en sus des émoluments déterminés à l'article trente-sept, ci-après, allouer une indemnité fixe aux administrateurs et aux commissaires, à porter au compte des frais généraux.

Le Conseil est autorisé également à accorder aux administrateurs et commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article 25. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur à ce délégué. Dans les pays et colonies où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

Article 26. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs ou procurations, à défaut d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration, sont signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'administration, auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées avec ou sans paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations relatifs à ces actes, sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil.

Le Conseil d'administration pourra déléguer à un administrateur le droit de conférer sous sa seule signature, tous pouvoirs et procurations à remettre aux administrations publiques et autres.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 27. — L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle se compose de tous les propriétaires de parts sociales qui ont tous le droit de voter, soit par eux-mêmes, directement, soit par mandataire moyennant observation des dispositions statutaires.

Les délibérations prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Article 28. — L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième vendredi du mois de juin à onze heures du matin, au siège administratif de la société en Belgique, à moins de décision contraire du Conseil d'administration, qui devra, en pareil cas, indiquer expressément dans les convocations, le lieu et le local de la réunion, si le deuxième vendredi du mois de juin est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale annuelle.

Article 29. — Pour être admis à l'assemblée générale, tout actionnaire doit déposer au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'assemblée, ses titres au porteur.

Les propriétaires de parts nominatives doivent, cinq jours au moins avant la réunion, informer le Conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée générale.

Les convocations aux assemblées générales sont faites par une annonce insérée au moins quinze jours avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », le « Moniteur Belge » et dans un journal de Bruxelles.

Cependant, lorsque toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article 30. — Tout propriétaire de parts sociales peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'as-

semblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les personnes civiles peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article 31. — Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut par un vice-président, ou à leur défaut par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau.

Le président désigne le secrétaire.

L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Article 32. — Dans les assemblées générales chaque part sociale donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article 33. — Sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de parts sociales réunies à l'assemblée, à la majorité absolue des voix présentes ou représentées.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement, à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Article 34. — Lorsque l'assemblée générale a à décider :

- 1°) d'une modification aux statuts;
 - 2°) de la fusion de la société avec d'autres sociétés;
 - 3°) de la prorogation ou de la dissolution anticipée de la société;
 - 4°) de l'augmentation ou de la réduction du capital,
- elle doit réunir au moins la moitié du capital.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion des titres réunis.

La décision, dans l'un et l'autre cas, n'est valablement prise que si elle rallie les trois/quarts des voix présentes ou représentées.

Article 35. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, par les autres membres du bureau, par le secrétaire, par les deux scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du Conseil.

TITRE V.

BILAN — REPARTITION — RESERVE

Article 36. — Le trente et un décembre de chaque année, il est dressé par les soins du Conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe, contenant en résumé tous ses engagements.

A la même époque, les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faites.

Le projet du bilan et du compte profits et pertes arrêté par le Conseil d'administration sera remis aux commissaires au moins un mois avant l'assemblée générale.

Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la publication des actes constitutifs de la société, doivent dans le mois de leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonction, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

Article 37. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé, tout d'abord :

1°) Cinq pour cent pour former un fonds de réserve; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

2°) la somme suffisante pour payer à chaque part sociale une somme de six francs.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement, ou reporté à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale.

Le solde est réparti entre les parts sociales après prélèvement de quinze pour cent pour tantièmes au Conseil d'administration et au Collège des commissaires.

Les tantièmes sont répartis entre les membres du Conseil d'administration suivant leurs conventions particulières. Les membres du Collège des commissaires reçoivent chacun le tiers du tantième attribué à l'administrateur ordinaire.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article 38. — En cas de dissolution, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation.

Article 39. — L'actif net est réparti également entre toutes les parts sociales.

TITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 40. — Chaque actionnaire en nom et chaque administrateur ou commissaire doivent faire élection de domicile en Belgique ou au Congo Belge. A défaut de se conformer à cette disposition, le domicile est censé élu au siège administratif de la société, où toutes notifications et assignations peuvent être valablement faites.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 41. — Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à neuf.

Sont appelés à ces fonctions, Messieurs :

- 1) Arthur Bemelmans, prénomné;
- 2) Georges Godeau, prénomné;
- 3) Georges Lumaye, prénomné;
- 4) Alfred Cousin, industriel, 24, avenue Brugmann, à Bruxelles;
- 5) Georges Geerts, administrateur-délégué de la Compagnie du Congo Belge, 63, avenue Edmond Mesens, à Etterbeek;
- 6) Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle-Bruxelles;
- 7) Robert Thys, prénomné;
- 8) Jules Moreau de Melen, administrateur de la Pétrofina, 375, avenue Louise, à Bruxelles;
- 9) Laurent Wolters, prénomné.

Les dénommés 1, 2, 5, 7 et 9 ici présents et acceptant, et pour les dénommés 3, 4, 6 et 8 accepte Monsieur Bemelmans, prénomné.

Le nombre des commissaires est fixé pour la première fois à quatre

Sont appelés à ces fonctions, Messieurs :

- 1) Julien Baillon, prénommé, qui accepte;
- 2) Léon Castelain, prénommé, qui accepte;
- 3) Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles;
- 4) Robert van den Perre, administrateur de société, 1, place du Congrès, à Bruxelles, pour lesquels accepte Monsieur Castelain, prénommé.

TITRE IX.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 42. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

TITRE X.

DECLARATION RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE LA SOCIETE A RAISON DE SA CONSTITUTION.

Article 43. — Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à six cent cinquante mille francs.

ENREGISTREMENT AU CONGO BELGE.

La présente société étant constituée dans les conditions prévues, déclare requérir l'application des décrets du quatre décembre mil neuf cent quarante-huit et sept mars mil neuf cent quarante-neuf, portant exonération du droit proportionnel de mutation prévu par l'article 2, littera a, du décret du trente et un mars mil neuf cent vingt-six, modifié par celui du vingt-sept mars mil neuf cent quarante-quatre, et du droit proportionnel prévu par le décret du huit octobre mil neuf cent quarante-deux.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) J. de Cordes, L. Castelain, L. Wolters, R. Thys, A. Bemelmans, G. Godeau, Geerts, Julien Baillon, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-sept juillet 1949.

Volume 1356, folio 57, case 8, sept rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 7027.

Reçu : quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Voor ons : Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Brussel, gezien, voor echtverklaring der handtekening van den heer Scheyven, notaire à Bruxelles.

Brussel, den 2 août 1949.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Bareel, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 3 août 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 août 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 23 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 23 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Comptoirs Africains Antverpia « CAFRIA » en liquidation.

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 21/23, Longue rue Neuve, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers N° 1785.

—

Constituée par acte du 15 mars 1928 (arrêté royal du 20 avril 1928) publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 mai 1928, n° 6780 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1928, modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du 31 décembre 1929, n° 15773 et du « Bulletin Officiel du Congo Belge ». Dissolution publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 22 septembre 1948, n° 18814 et du « Bulletin administratif du Congo Belge » du 10 janvier 1949.

BILAN AU 30 AVRIL 1949

*présenté à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 6 septembre 1949.*

ACTIF.

Disponible :

Banquiers	fr.	1.974.784,50
Caisse		2.856,73
Banquiers (provision pour coupons)		22.335,10

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	Pour mémoire
	Fr. 1.999.976,33

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 150.000 parts sociales s. d. d. v.	fr.	1.000.000,—
Réserve légale		17.953,90

Envers les tiers :

Dividendes non présentés		22.335,10
Provision pour frais de liquidation et impôts		177.641,23

Compte d'ordre :

Déposants statutaires		Pour mémoire
Report de l'exercice 1947/48	244.649,35	
Solde de l'exercice 1948/49	537.396,75	
		782.046,10
	Fr.	1.999.976,33

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 AVRIL 1949.

DEBIT.

Frais généraux et indemnités de gestion	fr.	167.390,67
Frais de liquidation payés		15.422,50
Intérêts		977,94
Provision pour frais de liquidation et impôts		161.886,23
Amortissement sur :		
Frais de 1 ^{er} établissement	1,—	
Mobilier	1,—	
		2,—
Solde de l'exercice		537.396,75
	Fr.	883.076,09

CREDIT.

Loyers	fr.	57.500,—
Vente d'immeuble		825.576,09
	Fr.	883.076,09

Anvers, le 8 septembre 1949.

Pour copie certifiée conforme :

(sé) G. de DECKER.

Liquidateur.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. Akten) den dertien september 1949,
deel 214, blad 59, vak 10, een blad, geen verzending.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger a. i. : Verstegen.

Société Agricole et Commerciale de Busira et du Haut Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt juillet.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo, en abrégé « S. A. B. », établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, mise ce jour en liquidation sous condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal des statuts ci-après :

Ici représentée par ses liquidateurs :

Monsieur le Baron Marcel Rolin, ingénieur A. I. A., sous-directeur de la Société, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Tilleuls, numéro 8.

Et Monsieur Pierre François Tilburgh, sous-directeur de la Société, demeurant à Jette, avenue Charles Woeste, numéro 100.

2. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Ici représentée par Messieurs Edgar van der Straeten et Arthur Bemelmans, ci-après nommés, tous deux administrateurs de la dite Société.

3. Monsieur Edgar van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268.

4. Monsieur Joseph Van den Boogaerde, administrateur-délégué de la Compagnie du Lomami et du Lualaba, demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, numéro 19.

5. Monsieur Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 397.

6. Monsieur Pierre Le Bœuf, administrateur-délégué de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, rue du Monastère, numéro 28.

7. Monsieur Léon Lippens, docteur en droit, demeurant à Le Zoute-Knocke, avenue du Bois, numéro 43.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut Congo » en abrégé « S. A. B. », société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge.

Article deux. — Le siège social est établi à Wangata (Congo Belge). Il peut être transféré en toute autre localité du Congo Belge, par simple décision du Conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise; le Conseil fixera l'endroit. Il pourra, par décision du Conseil d'administration, être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique et, en cas de nécessité, au Congo Belge.

Le transfert du siège social, comme celui du siège administratif, sera publié par avis inséré dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge » et sauf le cas de force majeure, aux annexes au « Moniteur Belge ».

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger.

Article trois. — La société a pour objet de faire toutes opérations commerciales, industrielles, minière et autres, dans les limites les plus étendues, dans tous pays et spécialement au Congo.

Elle peut acquérir les immeubles nécessaires ou utiles à son commerce et à son industrie ou en obtenir la jouissance et l'exploitation par voie de concession, location ou autrement.

Elle peut, en tout ou en partie, aliéner ou concéder ses établissements ou concessions, se fusionner ou s'allier avec d'autres sociétés, participer à la constitution de sociétés nouvelles ou faire cession ou apport, sous une forme quelconque, de tout ou partie de l'avoir social.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint, par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours le vingt juillet mil neuf cent quarante-neuf.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — APPORTS — OBLIGATIONS

Article cinq. — Le capital social est fixé à trente millions de francs congolais, représenté par cinquante-deux mille cinq cents actions sans désignation de valeur, entièrement libérées, représentant chacune un/cinquante-deux mille cinq centièmes de l'avoir social.

Le Conseil d'administration peut autoriser la division en coupures des actions dans les conditions qu'il détermine.

Article six. — A. Messieurs le Baron Marcel Rolin et Pierre François Tilburgh, prénommés, agissant au nom de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo, dont ils ont été nommés liquidateurs suivant acte reçu ce jour, par le notaire soussigné, sous réserve d'autorisation par arrêté royal de la fondation de la présente société, en vertu des pouvoirs leur conférés à ce titre.

B. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme préqualifiée, propriétaire de dix mille trois cent cinquante-trois actions ordinaires de la société anonyme belge pour le Commerce du Haut Congo.

Messieurs Edgar van der Straeten, Joseph Van den Boogaerde, Arthur Bemelmans, Pierre Le Bœuf et Léon Lippens, tous prénommés, propriétaires chacun de quinze actions ordinaires de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo.

Agissant en qualité de propriétaires des dites actions ordinaires et se joignant aux liquidateurs sus-nommés pour la part dans l'apport global afférente aux actions ordinaires qui leur appartient.

Déclarent ensemble faire apport à la présente société, qui accepte, de toute la situation active et passive de la dite Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo, en ce compris l'ensemble des éléments de son activité sociale.

Le dit apport est fait sur la base de la situation de l'actif et du passif au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, en sorte que toutes les opérations faites par la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo depuis la date du trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, sont pour compte de la présente société et à ses risques et profits comme si elle-même les avait faites et celle-ci succède intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse, telle qu'elle existe à la date de ce jour.

A partir de ce jour, la présente société se trouve subrogée sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations de la société apporteuse; elle est, notamment, subrogée dans tous les droits et actions de la société apporteuse envers tous ses débiteurs, y compris ceux dont la dette aurait été portée comme amortie en comptabilité.

Pour autant que de besoin il est stipulé que toutes les concessions accordées à la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo, sont, avec le consentement du Gouvernement de la Colonie du Congo Belge, transférés à la présente société qui en supportera toutes les obligations et

charges et en exercera tous les droits aux lieu et place de la société apporteuse.

La Société présentement constituée aura la jouissance de tous les biens apportés à compter de ce jour et s'oblige, d'autre part, à supporter seule et exclusivement tout le passif de la Société apporteuse, ainsi que tous frais d'apport et de liquidation, à reprendre et continuer tous les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle tant activement que passivement et à la garantir contre toutes actions et réclamations de la part des tiers, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée; elle s'oblige également à supporter à la décharge des liquidateurs de la société apporteuse, les conséquences de toutes actions qui pourraient leur être intentées du chef de l'exécution de leur mandat de liquidateur.

Les comparants déclarent et reconnaissent que par suite de l'apport qui précède, le capital est intégralement souscrit, que les actions sont entièrement libérées et que la somme de trente millions de francs congolais représentée par tous les avoirs composant l'apport ci-dessus est, dès à présent, à la libre et entière disposition de la présente société.

Rémunération de l'apport.

En rémunération de l'apport prédécrit dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué cinquante-deux mille cinq cents actions, sans désignation de valeur, entièrement libérées, réparties comme suit :

Dix mille trois cent cinquante-trois actions à la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme.

Quinze actions à Monsieur Edgar van der Straeten.

Quinze actions à Monsieur Joseph Van den Boogaerde.

Quinze actions à Monsieur Arthur Bemelmans.

Quinze actions à Monsieur Pierre Le Bœuf.

Quinze actions à Monsieur Léon Lippens.

Le solde, soit quarante-deux mille soixante-douze actions, à répartir par les soins des liquidateurs entre tous les propriétaires d'actions de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo, autres que celles dont il est fait état ci-dessus.

Article sept. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Le Conseil d'administration a toujours la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avise avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions de capital à émettre.

Sous cette réserve, les nouvelles actions à souscrire contre espèces sont offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes.

Le Conseil d'administration fixe le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles, et décide, si le non usage total ou partiel du droit de préférence, par certains propriétaire d'actions, a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée, au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse, ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf. — Les souscripteurs restent tenus, envers la Société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La Société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix. — Les actionnaires peuvent libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixe les modalités de l'exercice de cette libération et les droits y attachés.

Article onze. — Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération par appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la Société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article douze. — Il est tenu, au siège social, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre.

Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents, établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Aucun transfert d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles, ne peut être inscrit sur le registre.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les huit jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la Société.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs; ces signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

Article treize. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence de leur souscription.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze. — La Société peut émettre des obligations hypothécaires ou non. Le Conseil d'administration en déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission les conditions d'amortissements et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; ces signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE

Article quinze. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de six membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

Monsieur Edgar van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268.

Monsieur Albert Marchal, conseiller à la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, numéro 46.

Monsieur Joseph Van den Boogaerde, administrateur-délégué de la Compagnie du Lomami et du Lualaba, demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, numéro 19.

Monsieur Louis Ahrens, administrateur directeur de la Compagnie du Lomami et du Lualaba, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Ter-vueren, numéro 114.

Monsieur Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 397.

Monsieur Pierre Le Bœuf, administrateur-délégué de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, rue du Monastère, numéro 28.

Monsieur Léon Lippens, docteur en droit, demeurant à Le Zoute-Knocke, avenue du Bois, numéro 43.

Monsieur Robert Thys, vice-président de la Compagnie des Ciments du Congo, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Erables, numéro 33.

Le Conseil choisit dans son sein un président et, éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article seize. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci, un comité de direction, dont il fixe les attributions et la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société, des pouvoirs d'administration et de dispositions limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement, de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-huit. — Sauf les cas de force majeure, le Conseil d'administration et le comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter, en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs, ou par un administrateur et un directeur.

Article dix-neuf. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la Société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le Conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner, par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit, de bons de caisse, ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissemments et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations, avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier; donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèque ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêche-

ments quelconques, avec renonciation à tous droits réels. Dispenser le Conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre des inscriptions d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect; prendre en charge de la Société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Régler l'emploi des fonds de réserve et de prévision.

Le Conseil d'administration nomme et révoque tous les employés et agents de la Société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Il peut déléguer ses pouvoirs.

Article vingt. — Tous actes engageant la Société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, lesquels n'ont pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération du Conseil d'administration.

Article vingt et un. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée, pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes, agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-deux. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus, au nom de la Société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-trois. — Les opérations de la Société sont surveillées par un Collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement, de toutes les écritures de la Société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la Société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'Administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires, pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-quatre. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni, par chaque administrateur, un cautionnement de trente actions et, par chaque commissaire, un cautionnement de dix actions.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées, et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent l'exécution du mandat, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-cinq. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six années.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles.

Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur, désigné dans ces conditions, n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-six. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe, à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents ou les dissidents.

Article vingt-huit. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le troisième mercredi de juillet, à onze heures et demie, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, au lieu indiqué dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce, par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous les autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer, s'il en est requis par la majorité des commissaires ou si un nombre d'actionnaires, représentant au moins le cinquième du capital, le requiert, en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-neuf. — Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée, dans les annexes au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, au « Moniteur Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles. Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres.

Article trente. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale les propriétaires d'actions nominatives, autres que les administrateurs et commissaires, doivent faire parvenir, au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au lieu désigné dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoir spécial pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit de voter à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente et un. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration, ou, à son défaut, éventuellement par le vice-président, ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur, à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence, mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux, avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente-deux. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-trois. — Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux/cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés, ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-quatre. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour, si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente-cinq. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés, pour :

A. Augmenter ou réduire le capital social.

B. Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la Société.

C. Proroger le terme de la Société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales).

D. Modifier les présents statuts.

Article trente-six. --- Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-sept. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois se termine le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article trente-huit. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif, les dettes des sociétés envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente-neuf. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article quarante. — Il est porté annuellement aux frais généraux, une somme destinée à être attribuée aux membres du personnel de la Société. Le montant de cette allocation sera égal aux tantièmes attribués, conformément à l'article suivant, aux administrateurs et commissaires. Sa répartition sera faite par le Conseil d'administration suivant la proportion qu'il déterminera. Si le montant total de cette somme n'était pas attribué, le solde en serait versé à un fonds spécial en faveur du personnel.

Article quarante et un. — Sur le bénéfice net résultant du bilan, après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au moins pour la dotation d'un fonds de réserve; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement ou reporté à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration.

Du surplus, il est attribué quatre-vingt-dix pour cent aux actions et dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux, suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième d'un administrateur non investi de fonctions spéciales.

Article quarante-deux. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-trois. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, au « Moniteur Belge ».

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante-quatre. — En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante-cinq. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la Société et les frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-six. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur ou commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi, ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-sept. — Immédiatement après la constitution de la Société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire, pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante-huit. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article quarante-neuf. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article cinquante. — Les comparants confirment pour autant que de besoin ainsi qu'il résulte de tout le contexte du présent acte, que la Société est spécialement et exclusivement constituée d'une part avec le même objet et d'autre part aux fins de reprendre tout l'actif et tout le passif ainsi que l'ensemble des éléments de l'activité sociale de la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo; ils déclarent, en conséquence, se référer aux décrets du quatre décembre mil neuf cent quarante-huit, portant exonération du droit proportionnel établi par décret du huit octobre mil neuf cent quarante-deux et du droit proportionnel prévu par l'article deux lettres A du décret du trente et un mars mil neuf cent vingt-six, modifié par celui du vingt-sept mars mil neuf cent quarante-quatre, ainsi qu'à la décision de l'Office Spécial d'Imposition Belgo-Congolais portant exonération de la taxe mobilière visée au paragraphe deux de l'article quinze des lois belges relatives aux impôts sur les revenus coordonnées par l'arrêté royal du quinze janvier mil neuf cent quarante-huit, telle qu'elle a été manifestée par la dépêche du Ministre des Colonies en date du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-neuf (Direction Générale des Finances, troisième Direction, numéro 33/1986); compte tenu de ces dispositions, les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent à cinquante-cinq mille francs environ.

Messieurs les Conservateurs des titres fonciers sont dispensés de prendre inscription d'office de quelque chef que ce soit.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) E. van der Straeten — Marcel Rolin — F. Tilburgh — J. Van den Boogaerde — A. Bemelmans — P. Le Bœuf — L. Lippens — Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le vingt-neuf juillet 1949. Volume 1356, folio 61, case 8, onze rôles, cinq renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Charles Bareel, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 10 août 1949.

(signé) Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Bareel, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 12 août 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 août 1949.

Pour le Directeur (signé) Cornet. Conseiller adjoint.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 2 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 2 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba

Société congolaise à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt juillet.

Devant nous, Maîtres Antoine Cols et Constant De Deken, tous deux notaires de résidence à Anvers.

Ont comparu :

1. La société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba, société anonyme belge, mise ce jour en liquidation, sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal des statuts ci-après, établie à Anvers, rue Solvyns, numéro 3.

Ici représentée par deux de ses liquidateurs.

Monsieur Pierre Orts, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise.

Monsieur Marcel van de Putte, ingénieur civil des mines, demeurant à Kapellen-lez-Anvers.

Agissant en vertu des pouvoirs qui ont été conférés aux liquidateurs de la société, sous la même condition suspensive, par acte des notaires soussignés, en date de ce jour.

2. La Compagnie Financière Africaine, société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Léopoldville (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

3. Monsieur Francis Junod, directeur de société, demeurant à Wendji-lez-Coquilhatville, au Congo Belge.

4. Monsieur le comte Raoul Le Grelle, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen, chaussée d'Anvers.

5. Monsieur Guillaume Stoffels, ingénieur civil des mines, demeurant à Liège, 20, rue des Houblonnières.

6. Monsieur Henri van den Bosch, agent de change, demeurant à Kapellen-lez-Anvers.

7. Monsieur Marcel van de Putte, ingénieur civil des mines, demeurant à Kapellen-lez-Anvers.

8. Monsieur Georges Van Dooren, ingénieur civil des mines, demeurant à Berchem-lez-Anvers, 100, rue Jan Moorkens.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

9. Monsieur Jean Butaye, industriel, demeurant à Alost, 12, rue Albert Liénart.

10. Monsieur Rolf Gerling, administrateur de sociétés, demeurant à Berchem-lez-Anvers, 78, avenue Cardinal Mercier.

La comparante *sub* 2, ici représentée par Monsieur Pierre Orts, pré-nommé, les comparants *sub* 3 et 4, ici représentés par le comparant *sub* 7, le comparant *sub* 6, ici représenté par le comparant *sub* 5, le comparant *sub* 9, ici représenté par le comparant *sub* 10, en vertu de procurations sous seing privé ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêté entre eux comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article 1. — Il est constitué par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba » en abrégé « Secli ».

Article 2. — La société a pour objet le commerce, la production, la récolte et l'exploitation de tous les produits naturels dans le bassin du Congo ou dans d'autres contrées, ainsi que toutes les opérations d'exploitation, d'exportation et d'importation commerciales, industrielles et agricoles.

Elle peut acquérir, vendre, donner ou prendre en location tous droits mobiliers ou immobiliers, toutes concessions et brevets nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet, tous établissements commerciaux, industriels, financiers et agricoles.

Elle peut, en un mot, faire toutes opérations qui se lient directement ou indirectement à l'objet de la société ou qui sont susceptibles de favoriser, d'améliorer ou d'étendre l'une ou l'autre branche de l'activité sociale.

La société réalise son objet, soit directement et par elle-même, soit indirectement par voie d'apport, de cession, de participation, d'intervention financière, de fusion, d'achat d'actions, d'obligations, de parts d'intérêts et de toute autre manière. L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article 3. — Le siège social est établi à Wendji (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration et après autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est établi à Anvers, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération anversoise. Le Conseil en fixera l'endroit. Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, du Congo Belge ou de l'étranger, par décision du Conseil d'administration.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater de son autorisation par arrêté royal. Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions reprises à l'article 32 ci-après et dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL — PARTS SOCIALES — APPORTS.

Article 5. — Le capital social est fixé à douze millions de francs congolais.

Il est représenté par cent vingt mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune un/cent vingt millième de l'avoir social.

Article 6. — Messieurs Pierre Orts et Marcel van de Putte, d'une part, agissant comme liquidateurs et au nom de la société anonyme « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba », mise en liquidation, sous réserve d'autorisation de la constitution de la présente société, par arrêté royal avant le vingt janvier mil neuf cent cinquante et en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à ce titre,

et d'autre part : la Compagnie Financière Africaine, société congolaise par actions à responsabilité limitée, préqualifiée, propriétaire de cinq cent cinquante parts sociales nominatives, sans désignation de valeur, de la société anonyme belge « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba » et Messieurs :

Francis Junod;

Comte Raoul Le Grelle;

Guillaume Stoffels;

Henri van den Bosch;

Marcel van de Putte;

Georges Van Dooren;

Rolf Gerling;

Jean Butaye,

préqualifiés, propriétaires, les six premiers chacun de cent parts sociales nominatives sans désignation de valeur, et les deux derniers chacun de cinquante parts sociales nominatives sans désignation de valeur de la société anonyme « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba », agissant à ce titre et se joignant aux liquidateurs prénommés, pour la part dans l'apport global afférente à leurs actions nominatives.

Déclarent faire ensemble apport à la présente société de l'avoir social, comprenant la situation active et passive de la dite société anonyme belge « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba », telle qu'elle a été

arrêtée au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société, tenue le jeudi trente juin mil neuf cent quarante-neuf.

Le susdit apport comporte notamment :

Un immeuble comprenant bureaux et magasins sur et avec terrain ap. et dépendances, sis et situé à Anvers, rue Solvyns, n^{os} 3 et 5, connu au cadastre section K N^{os} 2762/Z/4 et 2762/a/5, pour une contenance de mille neuf cent dix-neuf mètres carrés et d'après titre mille neuf cent cinquante-trois mètres carrés.

TITRE DE PROPRIETE.

Les apporteurs déclarent que l'immeuble ci-dessus décrit appartient à la Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba, à savoir :

a) l'immeuble rue Solvyns 3 et 5 pour une contenance de mille neuf cent dix-huit mètres carrés trente-cinq décimètres carrés pour l'avoir acquis de Monsieur Guillaume Joseph Louis Van de Putte, agent de change à Anvers, suivant acte reçu par le notaire Constant De Deken, à Anvers, le vingt-huit décembre mil neuf cent vingt-sept, enregistré, transcrit au premier bureau des hypothèques à Anvers, le treize janvier suivant, volume 1133, numéro 10.

b) Une parcelle de fonds d'une superficie de trente-cinq mètres carrés vingt-huit décimètres carrés, pour l'avoir acquis de Monsieur Marcel van de Putte, ingénieur, demeurant à Anvers, suivant acte reçu par le notaire De Deken, prénommé, le vingt-huit novembre mil neuf cent trente-deux, enregistré, transcrit au premier bureau des hypothèques à Anvers, le huit décembre suivant, volume 1546, numéro 10.

CONDITIONS DE L'APPORT.

Les apporteurs déclarent que l'immeuble est apporté tel qu'il existe à ce jour, dans l'état et la situation où il se trouve, avec tous les droits et servitudes actifs et passifs, apparents et occultes, continus et discontinus dont il pourrait être avantagé ou grevé, le dit immeuble étant quitte et libre de toutes dettes et inscriptions.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE.

Messieurs les conservateurs des hypothèques et des titres fonciers sont dispensés de prendre inscription d'office en vertu du présent apport.

L'apport comporte en outre des immeubles et concessions au Congo Belge, des marchandises, des valeurs mobilières, des valeurs incorporelles, des droits immobiliers et mobiliers tant au Congo Belge que dans d'autres pays, dont la désignation et spécifications n'est pas requise en vertu des dispositions de l'arrêté royal du premier mars mil neuf cent quarante-neuf.

En ce qui concerne par ailleurs les opérations faites par la société apporteuse, depuis la clôture de son bilan au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, ces opérations étant pour compte de la présente société et à ses profits et risques comme si elle-même les avait faites, celle-ci

succédera intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse telle qu'elle existera à la date de l'arrêté royal autorisant sa constitution définitive et se trouvera substituée sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations de la société apporteuse, elle sera notamment subrogée dans tous les droits et actions de la société apporteuse vis-à-vis de tous ses débiteurs y compris ceux dont la dette aurait été portée comme amortie en comptabilité. La présente société s'oblige, d'autre part à supporter seule et exclusivement tous frais, droits, impôts et taxes quelconques à résulter tant de l'apport que de la liquidation de la société apporteuse et que des répartitions entre ses actionnaires des actions rémunérant l'apport; à reprendre et à continuer tous les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle tant activement que passivement et à la garantir contre toutes actions ou réclamations quelconques, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée; elle s'oblige également à supporter à la décharge des liquidateurs de la société apporteuse les conséquences de toutes actions qui pourraient leur être intentées du chef de l'exécution de leur mandat.

En rémunération de l'apport, dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué cent vingt mille parts sociales sans désignation de valeur, entièrement libérées. Ces parts sont réparties comme suit :

Compagnie Financière Africaine, cinq cent cinquante parts sociales	550
Monsieur Francis Junod, cent parts sociales	100
Monsieur le Comte Raoul Le Grelle, cent parts sociales	100
Monsieur Guillaume Stoffels, cent parts sociales	100
Monsieur Henri van den Bosch, cent parts sociales	100
Monsieur Marcel van de Putte, cent parts sociales	100
Monsieur Georges Van Dooren, cent parts sociales	100
Monsieur Jean Butaye, cinquante parts sociales	50
Monsieur Rolf Gerling, cinquante parts sociales	50
Ensemble mille deux cent cinquante parts sociales	1250
	===

Le solde soit cent dix-huit mille sept cent cinquante parts sociales sans désignation de valeur, devra être réparti par les soins des liquidateurs pré-nommés, entre tous les propriétaires de parts sociales de la société anonyme belge « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba » autres que celles dont il est fait état ci-dessus et dans la proportion d'une part sociale de la présente société pour une part sociale de la société anonyme belge.

Article 7. — Le capital social peut toujours être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant et statuant dans les conditions et formes spéciales prévues pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

L'émission des nouvelles parts sociales se fera aux conditions et dans les délais fixés par la décision d'augmentation.

Article 8. — Pour toute augmentation de capital il sera, sauf les cas d'apport en nature, ou décision contraire de l'assemblée générale, offert aux anciens porteurs de parts, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles, au prorata du nombre de parts anciennes, possédées par chacun d'eux respectivement.

La décision d'augmentation décidera si le non usage, total ou partiel, par certains propriétaires de titres de ce droit de préférence aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article 9. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant. Il en avise les actionnaires intéressés par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charges de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement, et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article 10. — La cession de titres incomplètement libérés ne peut avoir lieu que moyennant autorisation préalable du Conseil d'administration et à des personnes agréées par celui-ci.

Les souscripteurs restant tenus envers la société malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscription. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article 11. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres anticipativement à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article 12. — Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération par appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article 13. — Il est tenu, au siège social, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires, ils sont signés par deux administrateurs ou par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances; sauf décision contraire du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités pourront être faites au siège administratif.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Seront toutefois exceptés de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois, et notamment les actions remises en rémunération de l'apport de la situation active et passive de la société anonyme belge « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba », cette société ayant plus de cinq ans d'existence.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les actions au porteur sont signées par deux administrateurs, une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Article 14. — Les droits et obligations attachés à la part sociales suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Les porteurs de parts ne sont tenus que pour le montant des titres qu'ils possèdent.

La société ne reconnaît qu'un seul porteur par part sociale, si plusieurs personnes deviennent propriétaires d'une part sociale, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les co-propriétaires du titre se soient entendus pour désigner l'un d'eux comme étant, à l'égard de la société propriétaire du titre. Les héritiers ou créanciers d'un porteur de parts ne peuvent, sous aucun prétexte provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, ni les frapper d'opposition, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux délibérations de l'assemblée générale et aux inventaires sociaux.

Article 15. — Aucune émission d'obligations, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale. Toutes les conditions de l'émission et spécialement le type, le taux d'intérêts et d'amortissement des obligations sont réglées par le Conseil d'administration.

TITRE III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE.

Article 16. — La société est administrée par un Conseil de trois membres au moins, associés ou non. La fixation du nombre des administrateurs est décidée par l'assemblée générale délibérant en la forme ordinaire.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, dont le nombre est fixé par l'assemblée générale.

Article 17. — Les administrateurs et les commissaires sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Tous les deux ans, le Conseil d'administration et le Collège des commissaires se renouvelleront par tiers ou fraction se rapprochant le plus du tiers; de telle manière qu'aucun mandat ne dure plus de six ans. Le premier ordre de sortie sera déterminé par le sort.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles.

Article 18. — Il est affecté par privilège, en garantie de l'exécution de leur mandat, par chaque administrateur cent parts sociales de la société, et par chaque commissaire, cinquante parts sociales.

Libération ne peut être donnée de ce cautionnement aux intéressés, qu'après décharge de leurs fonctions respectives, régulièrement consentie par l'assemblée générale.

Article 19. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, les autres administrateurs et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale à sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Si le nombre des commissaires est réduit de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement du ou des commissaires manquants.

L'administrateur ou le commissaire qui en remplace un autre achève le mandat de celui-ci.

Article 20. — Le Conseil d'administration élit dans son sein un président. En cas d'empêchement de celui-ci, un administrateur choisi par ses collègues le remplace.

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, ou de l'administrateur qui le remplace, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué lorsque l'un des administrateurs ou commissaires le demande.

Les réunions se tiennent à l'heure et au lieu indiqué dans les convocations.

Chaque administrateur peut se faire représenter par un autre membre du Conseil. Nul ne peut cumuler plus de deux votes, le sien compris.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité des membres est présente ou représentée. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée, laquelle délibérera valablement quelque soit le nombre des membres présents ou représentés. Les résolutions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par un administrateur.

Article 21. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour les actes d'administration et de disposition relatifs aux affaires de la société, notamment, il représente la société vis-à-vis des tiers. Il fixe les dépenses générales d'administration. Il organise, dirige et surveille la marche de la société. Il nomme et révoque tous directeurs, agents et employés et fixe leurs traitements et éventuellement leurs cautionnements; il passe et autorise tous marchés, entreprises et autres conventions. Il acquiert et aliène tous biens meubles et immeubles, crée tous sièges d'exploitation, succursales, etc. Il conclut tous traités de concession d'exploitation, de participation, d'alliance ou de bail. Il fait tous emprunts, sauf ce qui est dit à l'article 15 et consent toutes garanties mobilières et immobilières. Il traite, transige, compromet, renonce à tous droits réels et personnels et donne mainlevée de toutes inscriptions, transcriptions, saisies ou oppositions avec ou sans paiement.

Il peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux ou déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou à d'autres personnes, et déterminera l'indemnité qui leur sera allouée pour leurs attributions spéciales.

Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société, ils n'engagent dans la mesure de leur mandat, que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Le Conseil peut créer dans son sein un comité de direction.

Il en détermine les pouvoirs, en élira les membres et fixera leur rétribution.

L'énumération des pouvoirs qui précède, n'est pas limitative mais simplement énonciative. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les statuts ou par la loi à l'assemblée générale des actionnaires est de la compétence du Conseil d'administration.

Article 22. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom du Conseil d'administration, poursuites et diligences du président du Conseil ou d'un administrateur.

Dans les pays où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont valablement suivies par un contre celui-ci.

Article 23. — L'assemblée générale peut attribuer aux membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires des émoluments fixes en dehors du tantième prévu par l'article 37.

Les administrateurs et commissaires ont droit au remboursement des déboursés faits pour le compte de la société et à leurs frais de voyage.

Article 24. — Tous actes qui engagent la société, autres que ceux de gestion journalière, ou émanant de mandataires spéciaux, sont signés par deux administrateurs qui, vis-à-vis des tiers n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil.

Article 25. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera. Ces personnes représenteront les intérêts de la société auprès des autorités locales.

Article 26. — Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

La responsabilité des commissaires, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 27. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous même pour les absents, incapables ou dissidents.

Elle se compose de tous les propriétaires de parts sociales qui se trouveront dans les conditions ci-dessous.

Les propriétaires de parts sociales nominatives ne sont admis à l'assemblée générale que si leur inscription au registre d'actionnaires remonte à cinq jours au moins avant l'assemblée. Les propriétaires de parts sociales au porteur, pour pouvoir prendre part à l'assemblée générale, doivent produire un récépissé constatant le dépôt de leurs titres cinq jours au moins avant la réunion, dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Il est permis de se faire représenter par mandataire à l'assemblée générale. Les mandataires doivent être porteurs de parts eux-mêmes et avoir rempli les formalités requises pour être admis à la réunion.

Toutefois, les personnes morales, telles que les sociétés commerciales peuvent se faire représenter par un mandataire non actionnaire. De même, les femmes mariées sont valablement représentées par leurs maris, s'ils ont l'administration de leurs biens, les mineurs ou interdits, par leurs tuteurs, sans qu'il soit nécessaire que le mari ou le tuteur soit personnellement actionnaire de la société.

Article 28. — Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée générale dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion. Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée générale sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article 29. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, le dernier jeudi de juin, à onze heures, si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée annuelle entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de pertes et profits, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

En cas de perte égale ou supérieure à la moitié du capital les administrateurs doivent soumettre à l'examen de l'assemblée générale la question de la dissolution de la société.

Les assemblées générales annuelles ou extraordinaires se tiennent au siège administratif de la société, à moins de décision contraire du Conseil d'administration qui devra en pareil cas indiquer expressément dans les convocations le lieu et le local de la réunion.

Article 30. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration, il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au Conseil vingt-cinq jours au moins avant la réunion, soit par des actionnaires représentant au moins un cinquième des parts sociales, soit par le Collège des commissaires.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu à l'alinéa précédent, ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, déposer au siège social, ou, si le Conseil l'admet, au siège administratif, les titres en nombre prévu ou tout au moins un certificat de dépôt de ces titres dans une banque.

Article 31. — L'assemblée ne peut délibérer que sur les objets portés à son ordre du jour.

L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut par un autre administrateur. Les autres administrateurs et les commissaires présents s'adjoignent au président pour compléter le bureau.

Le président nomme le secrétaire et désigne les scrutateurs.

Article 32. — D'une manière générale, l'assemblée générale statue quel que soit le nombre de parts sociales représentées, et à la majorité des voix. Toutefois, elle devra délibérer conformément aux articles 70 et le cas échéant, 71 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, pour augmenter ou réduire le capital social, décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société, proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement, en modifier les statuts.

En cas de perte atteignant les trois/quarts du capital social, la dissolution pourra être prononcée par des actionnaires possédant un quart des parts sociales représentés à l'assemblée générale.

Article 33. — Les porteurs de parts sont tenus de signer la liste de présence des assemblées générales.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquième du nombre des voix attachées aux titres représentés, que ces titres lui appartiennent en propre ou à ses mandants.

Article 34. — Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par les membres du bureau, par le secrétaire, par les deux scrutateurs et par les porteurs de parts qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'administration ou par un autre administrateur.

TITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION

Article 35. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le trente et un décembre de chaque année les écritures de la société sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse l'inventaire et forme le bilan et le compte de pertes et profits.

Le Conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation des créances et autres valeurs mobilières et immobilières de la société, il fait les évaluations de l'actif de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société. Il détermine les amortissements.

Article 36. — Trente jours avant l'assemblée générale annuelle le Conseil d'administration transmet les documents avec un rapport sur les opérations de la société aux commissaires qui doivent, dans la quinzaine les remettre au Conseil avec un rapport sur le résultat de leur mission, indiquant le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires, et contenant les propositions qu'ils croient convenables de soumettre à l'assemblée générale.

Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance du bilan et du compte de pertes et profits, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article 37. — L'excédent favorable du bilan, défalcation faite de toutes les charges sociales et des amortissements pour dépréciation ou moins-value, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé annuellement sur ce bénéfice :

1°. Cinq pour cent pour le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand la réserve atteint le dixième du capital social.

2°. La somme nécessaire pour attribuer à chaque part sociale, entièrement libérée, un premier dividende jusqu'à concurrence de six francs brut. Pour les parts sociales incomplètement libérées ce premier dividende sera réduit proportionnellement à la quotité non libérée et *prorata temporis*.

Sur le surplus il est attribué dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, la part d'un commissaire étant égale à un tiers de la part d'un administrateur.

Le solde est réparti entre les parts sociales à titre de second dividende.

Toutefois, l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration pourra décider que tout ou partie du bénéfice après prélèvement en faveur de la réserve légale sera reporté à nouveau, ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou de prévision.

L'assemblée pourra, dans les mêmes conditions, décider qu'une partie des bénéfices, après le prélèvement en faveur de la réserve légale, sera versée à un fonds spécial destiné au rachat de parts sociales en vue de leur annulation. Les rachats de parts pourront s'effectuer soit en vente publique mensuelle aux Bourses de Bruxelles ou d'Anvers, soit en Bourse, soit même à l'amiable, mais, dans ce cas, à des cours ne dépassant pas ceux qui sont pratiqués en vente publique ou en Bourse.

Article 38. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article 39. — Le bilan et le compte de pertes et profits seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou à défaut, aux annexes au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article 40. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit, à cette fin des droits les plus étendus.

Les liquidateurs pourront notamment être autorisés à faire apport à une autre société congolaise, belge ou étrangère, existante ou à constituer contre argent ou contre titres, de tous ou partie des droits et avoirs de la société dissoute; les actions de la société pourront être échangées, le cas échéant, contre des titres de la société bénéficiaire de l'apport.

Tout actionnaire donne par les présents statuts pouvoirs aux liquidateurs nommés par l'assemblée générale de faire toutes les opérations de liquidation, dans les limites du mandat leur donné par la même assemblée.

Article 41. — Le produit net de la liquidation sera partagé entre toutes les parts sociales. Toutefois, au cas où les parts sociales se trouveraient à ce moment inégalement libérées, les liquidateurs devraient, au préalable, rétablir l'équilibre entre elles en les mettant toutes sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 42. — Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article 43. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Article 44. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 45. — Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à dix :

Sont nommés à ces fonctions, Messieurs :

1. Albert Deligne, directeur de la Compagnie Financière Africaine, rue de Linthout, 98, à Schaerbeek.

2. Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, à Auderghem.

3. Francis Junod, prénommé.

4. Le Comte Raoul Le Grelle, prénommé.

5. Louis Orts, administrateur de sociétés, avenue Louise, 214, Bruxelles.

6. Pierre Orts, prénommé.

7. Guillaume Stoffels, prénommé.

8. Henri van den Bosch, prénommé.

9. Marcel van de Putte, prénommé.

10. Georges Van Dooren, prénommé.

Monsieur Pierre Orts, ici présent et acceptant tant en nom personnel qu'au nom de Messieurs Deligne, Depage et Louis Orts. Monsieur Stoffels ici présent et acceptant tant en nom personnel qu'au nom de Monsieur van den Bosch. Monsieur van de Putte, ici présent et acceptant tant en nom personnel qu'au nom de Messieurs Junod et Le Grelle. Monsieur Van Dooren ici présent et acceptant.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FRAIS.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèveront approximativement à trois cent cinquante mille francs.

ENREGISTREMENT AU CONGO BELGE

La présente société étant constituée dans les conditions prévues, déclare requérir l'application des décrets du quatre décembre mil neuf cent quarante-huit et sept mars mil neuf cent quarante-neuf, portant exonération du droit proportionnel de mutation, prévu par l'article 2, littera a, du

décret du trente et un mars mil neuf cent vingt-six, modifié par celui du vingt-sept mars mil neuf cent quarante-quatre et du droit proportionnel prévu par le décret du huit octobre mil neuf cent quarante-deux.

Dont acte.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite les comparants ont signé avec nous, notaires.

(Suivent les signatures.)

Geregistreerd negen bladen, een verzending, te Antwerpen B. A. 1^e kantoor, den zeven en twintig Juli 1949.

Deel 170, blad 22, vak 1.

Ontvangen : honderd en vijf duizend frank.

De Ontvanger (g.) Hougardy.

(Suivent les procurations.)

Pour expédition.

Le notaire,

(s.) A. COLS.

Voorzitter der Rechtbank van 1^{re} Aanleg. — Antwerpen.

Gezien door ons, Van Hol, Ch., d. d. Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring des handtekens van M. A. Cols, hierboven genaamd.

Antwerpen, den 8 Augustus 1949.

(g.) Van Hol.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Van Hol, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 9 août 1949.

Le Directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 août 1949.

Pour le Directeur (s.) Cornet. Conseiller adjoint.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 2 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 2 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

**Société pour la Fabrication au Congo de Boîtes Métalliques
et tous Articles en Tôle Emaillée, Galvanisée ou en Fer Blanc,
en abrégé « COBEGA »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée
à Léopoldville (Congo Belge).

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le deux août.

Devant Maître Jean DAMIENS, notaire, résidant à Bruxelles, substituant son confrère, Maître Paul DULAIT, notaire, résidant au même lieu, légalement empêché.

Ont comparu :

1. La Société Belge d'Emballages Métalliques Industriels « SOBEMI », société anonyme établie à Bruxelles, 22, boulevard Emile Bockstael, inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le numéro 76875, ici représentée par Monsieur Paul Heymans, Président du Conseil d'administration de la dite société « SOBEMI », ci-après nommé, en vertu d'une procuration du premier courant.

2. La société anonyme « TRAVAIL MECANIQUE DE LA TOLE », établie à Bruxelles-Forest, avenue des Anciens Etangs, 100, inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le numéro 446, ici représentée par Messieurs Robert Dulait, son directeur général et Jacques Stevens, son directeur-gérant, tous deux ci-après nommés, en vertu d'une procuration du trente juillet dernier.

3. La société anonyme « LAMINOIRS DE THIMEON », établie à Molenbeek-Saint-Jean-Bruxelles, rue des Quatre Vents, 149, inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le numéro 2344, ici représentée par Monsieur Franz Brasseur, son administrateur-délégué ci-après nommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.

4. La société anonyme « FERBLANTERIES DE CLERCK », établie à Bruges, rue Charles le Bon, inscrite au registre du commerce de Bruges, sous le numéro 98, ici représentée par son directeur, Monsieur Gaston De Clerck, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.

5. Monsieur Georges Lumaye, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, 153.

6. Monsieur Franz Brasseur, ingénieur civil, demeurant à Uccle, avenue Molière, 256.

7. Monsieur René Lavry, notaire, demeurant à Roux.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949. 1^{re} partie.

8. Madame Marie-Emelie Barthelemy, veuve de Monsieur Arthur Lavry, demeurant à Mont-sur-Marchienne, avenue Paul Pastur, 59, ici représentée par Monsieur René Lavry, prénommé, en vertu d'une procuration du vingt-neuf juillet dernier.

9. Monsieur Jean Brasseur, directeur de société, demeurant à Menin, rue de Courtrai, 236.

10. Monsieur Louis Brasseur, licencié en sciences commerciales et maritimes, demeurant à Uccle-Bruxelles, rue Gossart, 35.

11. Monsieur le Baron Paul Gendebien, avocat honoraire, demeurant à Marbaix-la-Tour.

12. Monsieur Gaston De Clerck, industriel, demeurant à West-Cappelle, Ter Dijken.

13. Monsieur Albert De Vleeschauwer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 583.

14. Monsieur Paul Heymans, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, 20.

15. Monsieur Jean-Walter Heymans, ingénieur civil, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de l'Horizon, 24.

16. Monsieur Willy Heymans, ingénieur civil, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Hélène, 39.

17. Monsieur le Baron Etienne de Roest d'Alkemade, ingénieur agronome, demeurant à Linkebeek.

18. Monsieur Robert Dulait, ingénieur civil, demeurant à Uccle-Bruxelles, avenue Winston Churchill, 195.

19. Monsieur Willy Marguery, administrateur de sociétés, demeurant à Istanbul (Turquie) Katircioglu Han.

20. Monsieur Jacques Stevens, directeur-gérant de société, demeurant à Uccle-Bruxelles, avenue Victor Emmanuel III, 55.

21. Monsieur Emile Blaton, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 158, ici représenté par Monsieur Georges Lumaye, prénommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.

Contrairement à ce qui a été dit ci-avant, Monsieur le Baron Paul Gendebien est ici représenté par Monsieur Louis Brasseur, Monsieur Albert De Vleeschauwer, par Monsieur Paul Heymans, Monsieur Jean-Walter Heymans, par Monsieur Willy Heymans et Monsieur Willy Marguery, par Monsieur Jacques Stevens, tous prénommés, en vertu de quatre procurations, en date respectivement des vingt-cinq juillet, deux août, premier août et trente juillet mil neuf cent quarante-neuf.

Les procurations toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser l'acte de la constitution d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils forment entre eux et dont les statuts sont établis comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIÈGE — OBJET — DUREE

Article 1. — La Société prend la dénomination de « COBEGA » (abréviation pour : Société pour la fabrication au Congo de boîtes métalliques et tous articles en tôle émaillée, galvanisée ou en fer blanc), société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Article 2. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge).

Il pourra par simple décision du Conseil d'administration être transféré en toute autre localité du Congo Belge. Cette décision sera publiée par voie d'avis aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

Le siège administratif pourra, par simple décision du Conseil d'administration être transféré dans toute autre ville de Belgique, de la Colonie du Congo Belge ou à l'étranger.

La Société pourra, en outre, par simple décision du Conseil d'administration, créer des succursales, bureaux, agences et comptoirs en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge et à l'étranger.

Article 3. — La Société a pour objet toutes opérations industrielles et commerciales, se rattachant directement ou indirectement à la fabrication et à la vente d'emballage en métal ou autres matériaux, de tous articles ou objets en tôle émaillée, en tôle galvanisée ou non, en fer blanc, ou en toute matière métallique ou autre.

Cet objet pourra être étendu par décision du Conseil d'administration.

La société pourra faire toutes les opérations civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières en rapport avec cet objet ou de nature à le favoriser directement ou indirectement. Elle pourra notamment procéder à la création, l'acquisition, l'exploitation, la location ou la vente de toutes usines, immeubles et fonds de commerce ayant trait au négoce ou à l'industrie des articles ou objets susvisés.

Elle pourra procéder à la recherche, la prise, l'achat, la vente et l'exploitation de tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique concernant son objet social.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement à toutes sociétés, associations ou entreprises existantes ou à créer au Congo Belge ou en tout autre pays, dont l'objet serait analogue, ou connexe au sien.

L'objet de la société pourra être modifié par l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, moyennant autorisation par arrêté royal.

Article 4. — La Société est constituée pour une durée de trente années prenant cours le jour de sa constitution.

Elle pourra être prorogée moyennant autorisation par arrêté royal ou dissoute anticipativement par l'assemblée générale des actionnaires.

Elle pourra s'engager pour des échéances dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS — APPORTS

Article 5. — Le capital social est fixé à trente millions de francs congolais (Congo Belge) et est représenté par trente mille actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social est entièrement souscrit.

Les actions octroyées en rémunération des apports en nature sont entièrement libérées.

Les actions représentant des souscriptions en espèces sont libérées chacune à raison de vingt pour cent de leur montant, celui-ci étant la trente millième partie du capital initial à la constitution de la société.

L'ensemble des actions de capital est réparti suivant les apports en nature et les souscriptions en espèces déterminées ci-après.

I. La société anonyme « SOBEMI » fait apport sous les garanties de droit, ce qui est accepté par les autres comparants, d'un ensemble de machines et outillages destinés à la fabrication d'emballages métalliques, comprenant notamment des cisailles, des machines à souder, des machines à sertir, à border et à moulurer, du matériel électrique et divers, le tout évalué à un million neuf cent cinquante mille francs et rémunéré par dix-neuf cent cinquante actions de capital entièrement libérées 1.950

II. La société anonyme « Laminoirs de Thiméon » fait apport sous les garanties de droit, ce qui est accepté par les autres comparants, d'un ensemble de machines et outillages, destinés à la fabrication d'objets en tôle émaillée comprenant notamment des presses, des tours, des soudeuses, du matériel pour four et séchoir des moulins et divers, le tout évalué à huit cent cinquante et un mille francs et rémunéré par huit cent cinquante et une actions de capital, entièrement libérées 851

III. Les vingt-sept mille cent quatre-vingt-dix neuf actions de capital restantes, libérées à raison de vingt pour cent chacune, sont octroyées à :

1. La société anonyme « Travail Mécanique de la Tôle », treize mille quatre cent quarante actions 13.440

2 La société anonyme « Sobemi » huit mille cinquante actions 8.050

3. La société anonyme « Laminoirs de Thiméon », quatorze cent vingt-neuf actions 1.429

4. La société anonyme « Ferblanteries De Clerck », mille act. 1.000

5. Monsieur Georges Lumaye, cinq cents actions	500
6. Monsieur Emile Blaton, cinq cents actions	500
7. Monsieur Frans Brasseur, trois cent soixante actions	360
8. Monsieur René Lavry, vingt actions	20
9. Madame Veuve Arthur Lavry, deux cent vingt actions	220
10. Monsieur Jean Brasseur, cent vingt actions	120
11. Monsieur Louis Brasseur, cent vingt actions	120
12. Monsieur le baron Paul Gendebien, cent actions	100
13. Monsieur Gaston De Clerck, soixante actions	60
14. Monsieur Albert De Vleeschauwer, soixante actions	60
15. Monsieur Paul Heymans, soixante actions	60
16. Monsieur Jean Walter Heymans, soixante actions	60
17. Monsieur Willy Heymans, soixante actions	60
18. Monsieur le Baron Etienne de Roest d'Alkemade, deux cent soixante actions	260
19. Monsieur Robert Dulait, deux cent soixante actions	260
20. Monsieur Willy Marguery, deux cent soixante actions	260
21. Monsieur Jacques Stevens, deux cent soixante actions	260
Soit au total : trente mille actions	30.000

Le montant total des vingt pour cent versés en espèces, soit cinq millions quatre cent trente-neuf mille huit cents francs, se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi que tous les comparants le déclarent et le reconnaissent au vu du notaire soussigné.

Les quatre-vingts pour cent restants pourront être appelés en une ou en plusieurs fois par le Conseil d'administration selon les besoins de la société, moyennant un préavis de quinze jours.

Les deux mille huit cent et une actions de capital représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire et octroyées pour leurs apports respectifs à la société anonyme « SOBEMI » et à la société anonyme « Lami-noirs de Thiméon » de même que tous les titres conférant directement ou indirectement, droit à ces actions ne sont négociables sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article sept ci-après que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Article 6. — Il est créé trois mille cent cinquante parts de fondateur sans désignation de valeur.

Ces parts de fondateur sont réparties entre parties, comme suit :

1. Cinq cents parts à la société anonyme « Sobemi »	500
Cinq cents parts à la société anonyme « Travail Mécanique de la Tôle »	500

Cinq cents parts à la société anonyme «Laminiers de Thiméon»	500
Cinquante parts à la société anonyme «Ferblanteries De Clerck»	50
2. Quinze cents parts entre tous les souscripteurs du capital, à raison d'une part par vingt actions de capital	1.500
3. Cent parts entre Messieurs De Vleeschauwer et Lumaye, chacun pour la moitié	100
Soit au total : trois mille cent cinquante parts de fondateur	3.150

Toutes ces parts de fondateur, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces mêmes parts bénéficiaires ne sont négociables, sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article sept ci-après, que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Article 7. Les actions et parts de fondateur sont nominatives et doivent le rester pendant les dix premières années de la société et dans tous les cas, jusqu'à leur entière libération.

Il est tenu soit au siège social, soit au siège administratif, un registre des actions et parts nominatives. Les titulaires recevront un certificat des titres inscrits en leur nom.

Après la dixième année sociale les actions de capital et parts de fondateur pourront être transformées en titres au porteur, sur demande des titulaires et aux frais de ceux-ci.

Pendant la première période de cinq années, les actions de capital et les parts de fondateur sont incessibles même entre associés, sauf accord unanime de ceux-ci.

Toutefois aucune cession d'actions de capital ou de part de fondateur ne sera valable avant qu'un arrêté royal n'ait autorisé la fondation de la société.

Pendant la seconde période de cinq années subséquentes, l'associé qui voudra aliéner à un tiers quelconque ses actions ou parts de fondateur, devra en faire l'offre valable pendant soixante jours aux autres associés, qui pourront les acquérir par priorité, proportionnellement au nombre d'actions et de parts dont chacun est déjà propriétaire au moment de la cession. Cette cession se fera en principe au prix librement convenu entre parties. Si les parties ne tombent pas d'accord sur le prix, celui-ci sera fixé par le Conseil d'administration à la valeur moyenne résultant des trois derniers bilans de la société. Toutefois si l'un des associés offre plus que cette valeur moyenne pour un nombre d'actions ou de part dépassant sa proportion, il pourra acquérir le nombre désiré au prix supérieur et dans ce cas, les autres associés verront réduire ou supprimée en conséquence, leur part proportionnelle, à moins qu'ils n'offrent le même prix supérieur pour les actions ou parts qu'ils ne désirent pas voir passer à l'associé qui fit l'offre supérieure. Si un des associés n'exerce pas son droit d'acquisition par priorité, le nombre d'actions ou de parts auquel il renonce, ainsi sera réparti proportionnellement entre les autres actionnaires

ou cédé éventuellement au seul actionnaire qui voudra les acquérir. Si aucune associée désire acquérir les titres offerts dans les délais et les conditions ci-avant, le vendeur pourra les céder à qui et comment il lui plaira.

L'offre de cession dont question dans l'alinéa précédent se fera par lettre recommandée aux titulaires de certificats nominatifs.

Article 8. — Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale et sous réserve des approbations légales.

L'assemblée délibérera sur ce point dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Sauf décision contraire de l'assemblée, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront offertes de préférence aux possesseurs des actions de capital, au prorata du nombre de titres acquis précédemment. Le Conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront offertes par préférence et le délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits.

Cette offre se fera par lettre recommandée aux porteurs de certificats nominatifs et par publication aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge », dans l'hypothèse où des actions seraient déjà converties en actions au porteur.

Article 9. — Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leur mise. Les cessions ou transferts de titres nominatifs seront valables tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers, à partir de l'inscription au registre que tient la société en son siège social ou en son siège administratif.

Article 10. — La propriété d'une action ou part, emporte adhésion aux statuts sociaux.

Chaque actions ou part est indivisible à l'égard de la société. En cas de division des droits attachés à une action ou à une part, les intéressés ont à se faire représenter par une seule personne.

Les héritiers, les ayants-cause, les créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens de la société ni intervenir dans son administration. Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 11. — La société sera toujours en droit d'émettre des bons ou des obligations hypothécaires ou autres.

Le Conseil d'administration déterminera le mode, le type, le taux d'intérêts, l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions des émissions des obligations.

TITRE III.

ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE.

Article 12. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale qui fixera leur nombre et la durée de leur mandat, celui-ci ne pouvant excéder six ans.

L'assemblée générale pourra les révoquer en tout temps.

Les premiers administrateurs sont nommés, leur nombre et la durée de leur mandat sont déterminés par les présents statuts. Les administrateurs sortant sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

Article 13. — En dehors des tantièmes prévus à l'article quarante-quatre et indépendamment du remboursement des frais de déplacement et de représentation et autres débours effectués par les administrateurs à l'occasion de l'exercice de leur mandat, l'assemblée générale peut leur allouer des émoluments fixes et ou proportionnels et ou des jetons de présence ou toutes autres rémunérations ou avantages sous quelque forme que ce soit et à porter aux frais généraux; chaque fois que le Conseil d'administration donnera un mandat spécial ou général à un administrateur, il pourra lui attribuer toutes rémunérations ou tous avantages qu'il estimera convenir, à porter aux frais généraux.

Article 14. — Vingt actions de capital doivent être affectées par privilège à la garantie de la gestion de chaque administrateur. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actions nominatives.

Si ces actions n'appartiennent pas à l'administrateur dont elles garantissent la gestion, le Conseil d'administration doit en donner connaissance à la première assemblée générale.

L'assemblée générale peut à toute époque et à la simple majorité des voix imposer aux administrateurs un supplément de garantie, dont elle détermine la nature et l'importance.

Les actions affectées par privilège à la garantie de la gestion de chaque administrateur ainsi que toutes autres garanties supplémentaires éventuelles ne seront libérées qu'après approbation du bilan de l'exercice au cours duquel aura pris fin le mandat d'administrateur et qu'après obtention de la décharge.

A défaut de constitution de la garantie susdite, dans le mois de sa nomination ou de la notification qui devra lui être faite, si elle a eu lieu en son absence, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

Les administrateurs ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Article 15. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il peut en outre élire un ou plusieurs vice-présidents.

Il peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs-délégués ou à un ou plusieurs administrateurs-directeurs; ceux-ci pourront confier la direction de l'ensemble ou de telle partie, ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tous mandataires. Ces agents, administrateurs-délégués, directeurs ou mandataires seront responsables de leur gestion.

Il peut établir un comité de direction et en désigner les membres pour un terme ne pouvant excéder six ans; il déterminera l'étendue des pouvoirs et le mode de fonctionnement de ce comité. Le président du Conseil d'administration présidera de droit ce comité; son vote n'y sera pas prépondérant en cas de partage de voix.

Article 16. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président ou à leur défaut, d'un administrateur-délégué ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que la demande en est faite, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur-délégué.

Les convocations contiendront l'ordre du jour de la réunion et seront envoyées soit par câble, soit par courrier au moins cinq jours à l'avance, sauf les cas d'urgence, lesquels devront être motivés au procès-verbal.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les avis de convocation.

Article 17. — Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, sauf le cas de force majeure à motiver au procès-verbal de la séance. Si cette majorité n'est pas réalisée, une nouvelle réunion pourra être convoquée dans les huit jours au plus tôt et dans la quinzaine au plus tard, le Conseil d'administration pourra valablement délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente réunion, étant entendu qu'au moins un tiers des administrateurs en fonctions seront présents ou représentés.

Tout administrateur empêché peut par simple lettre ou télégramme, donner délégation à un autre administrateur pour le représenter et voter en ses lieu et place.

Les résolutions sont prises à la simple majorité des voix des membres présents et représentés. Il ne sera pas tenu compte de ceux qui s'abstiennent.

Article 18. — Les décisions prises par le Conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux rédigés sur un livre spécial. Les procès-verbaux sont signés par le président et les administrateurs qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés quelque soit l'usage auquel ils sont destinés, par le président du Conseil d'administration, ou un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Article 19. — L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Le Conseil d'administration doit spécialement rendre compte à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

Article 20. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus, sans limitation et sans réserve pour agir au nom de la société et faire toutes les opérations et tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société et qui sont relatifs à son objet.

Il a dans sa compétence, tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale ou au Conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Le Conseil d'administration peut, notamment recevoir toutes sommes et valeurs; prendre ou donner à bail ou sous louer, acquérir, aliéner, échanger tous biens meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets, traiter, autoriser ou ratifier toutes conventions, tous devis et marchés de toute nature, régler tous approvisionnements, contracter tous emprunts, par emprunts directs, ouvertures de crédit ou autrement, avec toutes banques ou particuliers. même par voie d'émission de bons ou obligations, consentir tous prêts consentir et accepter toutes garanties hypothécaires, tous gages et nantisements, avec stipulation de voie parée, avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et donner mainlevée de toutes inscriptions, privilégiées et hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements et dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

Article 21. — La société est représentée en justice, tant en demandant qu'en défendant, par son président, un administrateur-délégué ou deux de ses administrateurs sans qu'en aucun cas, ils aient à justifier d'un pouvoir spécial.

Hors du Congo Belge, du Ruanda-Urundi et de la Belgique, le Conseil d'administration pourra désigner un mandataire spécial pour représenter la société dans toute action judiciaire intentée en son nom ou dirigée contre elle.

Article 22. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs ou procurations, toutes nominations ou révocations d'agents ou employés de la société ou tous actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, sont signés par le président du Conseil d'administration ou par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil d'administration; toutefois, il suffira de la signature d'un des administrateurs-directeurs ou fondés de pouvoirs, quand il s'agira de pièces et décharges pour les postes, chemins de fer, télégraphe, téléphone, messageries et roulage.

Les actes de gestion journalière pourront être signés par des délégués à cette fin par le comité de direction ou des personnes choisies, conformément à l'article quinze.

Article 23. — La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires associés ou non. Les commissaires seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder six ans.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès, démission ou autre cause, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article 24. — La durée du mandat de tout nouveau commissaire est fixée par l'assemblée générale sans que ce mandat doive achever le terme du mandat du commissaire qu'il remplace.

En dehors du remboursement des frais de déplacement et des autres débours effectués par les commissaires à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, l'assemblée générale détermine une rémunération fixe annuelle imputable aux frais généraux. Elle pourra leur allouer des jetons de présence.

Article 25. — Dix actions de capital doivent être affectées par privilège à la garantie de la prestation de chaque commissaire. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actions nominatives.

Si ces actions n'appartiennent pas aux commissaires dont elles garantissent le mandat, le Conseil d'administration doit en donner connaissance à la première assemblée générale.

L'assemblée générale peut, à toute époque et à la simple majorité des voix, imposer aux commissaires un supplément de garantie, dont elle détermine la nature et l'importance.

Les actions affectées par privilège à la garantie de la bonne exécution du mandat de chaque commissaire ainsi que toutes autres garanties supplémentaires éventuelles ne seront libérées qu'après obtention de la décharge.

A défaut de constitution de la garantie susdite dans le mois de sa nomination ou de la notification de celle qui devra lui être faite, si elle a lieu en son absence, tout commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

Article 26. — Les commissaires forment un Collège qui délibère et agit comme tel et conformément aux règles établies dans les présents statuts pour le Conseil d'administration.

Article 27. — Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Le Collège des commissaires peut provoquer l'assemblée générale.

Le Collège des commissaires doit soumettre à l'assemblée générale ordinaire, le résultat de sa mission, avec les propositions qu'il croit convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel il a contrôlé les inventaires. Il doit déposer son rapport quinze jours avant la réunion de l'assemblée générale ordinaire au siège administratif ou au siège social selon que l'assemblée générale se tiendra dans l'un ou l'autre endroit.

Les commissaires ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Article 28. — Les commissaires peuvent à titre individuel ou commun, se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société. L'expert doit être agréé par la Société.

A défaut d'agrément de cet expert, par la Société, les commissaires peuvent individuellement ou en commun demander par requête au Président du tribunal de commerce avec assignation à la société, de désigner un expert, conformément à l'alinéa final de l'article soixante-cinq des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

Article 29. — Les administrateurs et les commissaires peuvent se réunir en Conseil général pour être consultés par le Conseil d'administration sur les questions d'intérêts primordial.

Le Conseil général forme un Collège qui délibère et agit comme tel et conformément aux règles établies dans les présents statuts pour le Conseil d'administration, aux articles seize et suivants des présents statuts.

TITRE IV.

DES ASSEMBLEES GENERALES

Article 30. — L'assemblée générale des titulaires d'actions et de parts, constitue le pouvoir souverain de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts et même celui de modifier l'objet social défini dans les présents statuts, pour autant qu'elle délibère dans les formes prescrites par l'article soixante-dix des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

Elle représente l'universalité des titulaires d'actions et de parts.

Elle se compose de tous les titulaires d'actions et de parts qui ont droit au vote, soit personnellement, soit comme mandataire, en se conformant aux stipulations statutaires.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les titulaires d'actions ou de parts absents, incapables ou dissidents.

Article 31. — L'assemblée générale ordinaire et annuelle se réunit de plein droit et obligatoirement chaque année, le quatrième mardi du mois de juin à dix heures trente minutes, normalement au siège administratif à Bruxelles. Elle pourra toutefois se réunir aussi au siège social au Congo, moyennant décision du Conseil d'administration publiée au moins un mois avant cette date, aux annexes du « Bulletin Officiel » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Si ce jour est férié, la réunion aura lieu le lendemain à la même heure. Elle se réunira pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un.

Toutes les autres assemblées générales se tiendront au siège administratif à Bruxelles, ou à tout autre endroit désigné dans les convocations.

Le Conseil d'administration ou le Collège des commissaires peut convoquer des assemblées générales extraordinaires autant de fois qu'il l'estime utile à la société.

Le Conseil d'administration ou le Collège des commissaires doit convoquer des assemblées générales extraordinaires sur la demande de titulaires d'actions représentant le cinquième du capital social.

Le Conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante à trois semaines, toute assemblée générale quelle qu'elle soit; cette prorogation annule toute décision prise par l'assemblée générale.

Article 32. — Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres missives adressées, sous pli recommandé, à la poste, aux titulaires d'actions ou parts en nom, une première fois au moins vingt et un jours avant l'assemblée et une deuxième fois huit jours avant l'assemblée. Ce délai de vingt et un jours peut être réduit avec le consentement des trois-quarts des titulaires d'actions et de parts, exprimé par simple lettre missive ou par télégramme.

Si, conformément à l'article sept des présents statuts, les ou des actions ou parts, sont faites au porteur, les convocations aux assemblées générales devront être publiées dans deux journaux, l'un de Léopoldville et l'autre de Bruxelles, ainsi qu'aux annexes du « Bulletin Officiel » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge » au moins vingt et un jours avant la date de la réunion.

Article 33. — Pour être admis à l'assemblée générale, les titulaires d'actions ou de parts nominatives doivent avoir fait connaître par lettre recommandée ou par simple lettre missive ou par télégramme adressé au

siège administratif ou au siège social, au moins cinq jours pleins avant la date fixée pour l'assemblée, leur intention d'assister à la réunion. Cette formalité n'est pas requise pour les actions formant la garantie des administrateurs et des commissaires, ces actions étant censées être déposées en vue des assemblées générales, pendant toute la durée de leur mandat.

Article 34. — Tout titulaire d'actions ou de parts, personne physique ou personne morale, aura le droit de se faire représenter par un mandataire de son choix. Ce mandataire ne doit pas nécessairement être lui-même titulaire d'actions ou parts. Il devra être porteur d'un pouvoir spécial rédigé dans le sens suivant.

Pour une personne physique.

Le soussigné (nom, prénoms, profession, domicile)

Pour une personne morale.

La soussignée (dénomination exacte, genre de société, siège social).

représentée conformément à ses statuts, par

Donne par la présente, pouvoir à
pour le ou la représenter, à l'assemblée générale des titulaires d'actions et parts de la société congolaise à responsabilité limitée « COBEGA » qui se tiendra à le et à toute prorogation de la dite assemblée et pour y voter en son nom.

Donné à, le (signature de la ou des personnes pouvant engager le titulaire d'actions ou parts qui donne ce pouvoir).

Cette procuration devra être déposée au siège administratif ou au siège social, au moins quarante-huit heures avant la réunion de l'assemblée générale.

En cas de suspension ou de prorogation de l'assemblée générale, les procurations de l'assemblée générale remise valent pour la nouvelle assemblée fixée.

Article 35. — Chaque action de capital et de même chaque part de fondateur, donne droit à une voix.

S'il existe des actions sur lesquelles les versements régulièrement appelés et exigibles n'ont pas été opérés, l'exercice du droit de vote afférent à ces actions sera suspendu aussi longtemps que les versements dus n'auront pas été effectués.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Les parts de fondateur ou tous titres ne représentant pas le capital exprimé, ne pourront en aucun cas donner droit à plus d'une voix par titre, ni se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribuée à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé.

Si les votes soumis à la limitation en vertu de l'alinéa précédent sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement et il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Toutefois, cette réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsque la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier les droits respectifs des diverses catégories d'actions ou de parts. Une telle délibération doit, pour être valable réunir dans chaque catégorie, les conditions de présence et de majorité requises pour les modifications aux statuts conformément à l'article trente-six ci-après.

Article 36. — L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représenté par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois-quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sous réserve de l'application des dispositions de l'article cent et trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 37. — Lorsqu'il ne s'agit pas de modification aux statuts, l'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des actions réunies. Elle ne peut délibérer sauf cas d'urgence dûment constaté, que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les titulaires d'actions ne doit être mise en délibération que si elle est signée par des titulaires d'actions représentant ensemble le cinquième au moins du capital et que si elle a été communiquée en temps utile au Conseil d'administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Pour les nominations, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Pour les cas de nomination et de révocation de personnes, le scrutin secret peut être demandé par tout titulaire d'actions ou parts.

Article 38. — Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut, par un vice-président, un administrateur-délégué ou à leur défaut, par un administrateur désigné par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire qui peut ne pas être titulaire d'actions ou parts. L'assemblée choisit deux scrutateurs parmi les titulaires d'actions ou parts. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les titulaires d'actions ou parts qui le demandent. Les copies et extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'administration, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION — RESERVE

Article 39. — L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre. Le premier exercice social qui commence le jour de l'autorisation par arrêté royal se clôturera le trente et un décembre mil neuf cent cinquante.

Article 40. — Chaque année le Conseil d'administration doit dresser un inventaire arrêté au trente et un décembre, contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

A la même date, les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits. Il jouit de la plus grande liberté d'appréciation pour l'évaluation des actifs tant mobiliers qu'immobiliers de la société et ce de la manière la plus utile à la bonne marche de l'affaire et à la solidité de son avenir.

Il remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article 41. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les titulaires d'actions ou parts peuvent prendre connaissance au siège administratif ou au siège social, selon que l'assemblée générale se tiendra dans l'un ou l'autre endroit :

1. Du bilan et du compte des profits et pertes;
2. De la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
3. De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
4. Du rapport du Collège des commissaires.

Le bilan et le compte des profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux titulaires d'actions ou parts nominatives, en même temps que la convocation.

Tout titulaire d'actions ou parts a le droit d'obtenir gratuitement sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire du bilan et du compte des profits et pertes ainsi que du rapport du Collège des commissaires.

Article 42. — L'assemblée générale entend le rapport du Conseil d'administration et celui du Collège des commissaires. Elle discute, adopte ou non, approuve ou non le bilan et le compte des profits et pertes.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge aux administrateurs et aux commissaires, même si ce point ne figure pas à l'ordre du jour.

Article 43. — Le bilan et le compte des profits et pertes, précédés de la mention de la date, de la publication des actes constitutifs de la société; doivent au plus tard dans les deux mois après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, dans les annexes du « Bulletin Officiel » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

A la suite du bilan et du compte des profits et pertes sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

Article 44. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes les charges, frais généraux, charges sociales et amortissements estimés nécessaires par le Conseil d'administration, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent au moins affectés à la formation du fonds de réserve légale, ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteindra le dixième du capital social, mais il devra toujours être repris jusqu'à cette limite, si, pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve légale avait été entamé.

Le solde sera réparti à raison de soixante-quinze pour cent aux actions de capital, quinze pour cent aux parts de fondateur et dix pour cent aux membres du Conseil d'administration à répartir entre eux suivant leurs conventions.

L'assemblée générale pourra toutefois réduire proportionnellement les distributions de bénéfices prévues à l'alinéa précédent et les affecter en tout ou en partie à un fonds de réserve spécial ou à un report à nouveau.

Article 45. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par l'assemblée générale qui statuera sur la répartition et à son défaut, par le Conseil d'administration.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article 46. — En cas de dissolution, l'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs. Le Conseil d'administration en fonction peut être désigné à cette fin.

Après apurement des dettes et de toutes les charges, y compris celles de la liquidation, l'actif est réparti entre les titulaires d'actions de capital.

En cas de dissolution par fusion avec une autre société, ou remise d'une partie de l'actif, en guise d'apport, les liquidateurs remettront éventuellement les titres reçus en rémunération des apports aux titulaires d'actions ou parts, proportionnellement au nombre d'actions ou parts possédés par eux au moment de cette opération.

Article 47. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs proposeront à l'assemblée générale délibérant dans les formes des modifications aux statuts, la dissolution de la société.

TITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE — PUBLICATIONS

Article 48. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, commissaire, administrateur ou liquidateur fait obligatoirement élection de domicile au siège administratif de la société.

Toutes communications judiciaires ou extra-judiciaires lui seront faites en cet endroit.

Article 49. — Dans les six mois de leur autorisation par arrêté royal, les présents statuts seront déposés au Greffe de Première Instance de Léopoldville et publiés au « Bulletin Administratif du Congo Belge » ou au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article 50. — La présente société est formée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 51. — Le nombre des premiers administrateurs est fixé à onze.

Sont appelés à ces fonctions :

1. Monsieur Jean Brasseur, directeur de société, à Menin, rue de Courtrai, 236.

2. Monsieur Louis Brasseur, licencié en sciences commerciales et maritimes, à Uccle, rue Ernest Gossart, 35.

3. Monsieur Gaston-Pierre De Clerck, industriel à Westcappelle Ter Dijken.

4. Monsieur le Baron Etienne de Roest d'Alkemade, ingénieur agronome, à Linkebeek.

5. Monsieur Albert De Vleeschauwer, docteur en droit, à Bruxelles, avenue Louise, 583.

6. Monsieur Robert Dulait, ingénieur civil, à Uccle, avenue Winston Churchill, 195.

7. Monsieur Jean-Walter Heymans, ingénieur civil, à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de l'Horizon, 24.

8. Monsieur Paul Heymans, ingénieur civil, à Schaerbeek, square Vergote, 20.

9. Monsieur Willy Heymans, ingénieur civil, à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Hélène, 39.

10. Monsieur Georges Lumaye, ingénieur civil des mines, à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, 153.

11. Monsieur Jacques Stevens, directeur-gérant de société, à Uccle, avenue Victor Emmanuel III, 55.

Leur mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-six.

Une assemblée générale se tiendra sans convocation, ni ordre du jour préalables, immédiatement après la constitution de la société, délibérant sur toutes les questions qu'elle jugera utile de porter à son ordre du jour et notamment sur les nomination des commissaires.

Article 52. — Les parties déclarent pour se conformer aux prescriptions de l'article premier *sexto j* de l'arrêté royal du vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six, modifié par les arrêtés royaux du vingt novembre mil neuf cent vingt-huit, des treize janvier et cinq décembre mil neuf cent trente-six sur les conditions d'autorisation des sociétés par actions à responsabilité limitée que le montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre cent mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Forest-Bruxelles, avenue des Anciens Etangs, 100.

Et après lecture faite, les comparants qualités dites et le notaire ont signé.

(s.) P. Heymans — Stevens — Baron de Roest d'Alkemade — R. Dulait — G. De Clerck — G. Lumaye — Franz Brasseur — René Lavry — Louis Brasseur — Jean Brasseur — Willy Heymans — Damiens.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le dix août 1949, volume 1356, folio 70, case 5, douze rôles, sept renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) illisiblement.

Pour expédition conforme.

(s.) J. DAMIENS.

N° 7234.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Dellois Joseph, Président de la Chambre des Vacations, faisant fonctions de Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Damiens, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 13 août 1949.

(s.) J. Dellois.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Dellois, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 août 1949.

Le Directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 17 août 1949.

Pour le Directeur (signé) illisiblement. Conseiller adjoint.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 31 août 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 31 Augustus 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

**Société pour la Fabrication au Congo de Boîtes Métalliques
et tous Articles en Tôle Emaillée, Galvanisée ou en Fer Blanc,
en abrégé « COBEGA »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée
à Léopoldville (Congo Belge).

NOMINATION DES COMMISSAIRES.

L'an mil neuf cent quarante neuf, le deux août.

Devant Maître JEAN DAMIENS, notaire, résidant à Bruxelles, substituant son confrère Maître PAUL DULAIT, notaire résidant au même lieu, légalement empêché.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Cobega » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte de notre ministère, en date de ce jour.

La séance est ouverte à seize heures vingt sous la présidence de Monsieur le Baron Etienne de Roest d'Alkemade, ci-après nommé.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants :

1. La Société Belge d'Emballages Métalliques Industriels « Sobemi », société anonyme, établie à Bruxelles, 22, boulevard Emile Bockstael, inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le numéro 76.875, ici représentée par Monsieur Paul Heymans, Président du Conseil d'Administration, de la dite Société Sobemi, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.
2. La société anonyme « TRAVAIL MECANIQUE DE LA TOLE », établie à Bruxelles-Forest, avenue des Anciens Etangs,, 100, inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le numéro 446, ici représentée par Messieurs Robert Dulait, son Directeur Général et Jacques Stevens, son Directeur-Gérant, tous deux ci-après nommés, en vertu d'une procuration du trente juillet dernier.
3. La société anonyme « LAMINOIRS DE THIMEON » établie à Molenbeek Saint-Jean-Bruxelles, rue des Quatre Vents, 14, inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le numéro 2344, ici représentée par Monsieur Franz Brasseur son administrateur-délégué, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.
4. La société anonyme « FERBLANTERIES DE CLERCK », établie à Bruges, rue Charles le Bon, inscrite au registre du commerce de Bruges, sous le numéro 98, ici représentée par son Directeur Monsieur Gaston De Clerck, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.
5. Monsieur George Lumaye, ingénieur civil des Mines, demeurant à Woluwé Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, 153.
6. Monsieur Franz Brasseur, ingénieur civil, demeurant à Uccle, avenue Molière, 256.

7. Monsieur René Lavry, notaire, demeurant à Roux.

8. Madame Marie-Emilie Barthelemy, veuve de Monsieur Arthur Lavry, demeurant à Mont-sur-Marchienne, avenue Paul Pastur, 59, ici représentée par Monsieur Lavry, prénommé, en vertu d'une procuration du vingt neuf juillet dernier.

9. Monsieur Jean Brasseur, directeur de société, demeurant à Menin, rue de Courtrai, 256.

10. Monsieur Louis Brasseur, licencié en sciences commerciales et maritimes, demeurant à Uccle-Bruxelles, rue Ernest Gossart, 35.

11. Monsieur le Baron Paul Gendebien, avocat honoraire, demeurant à Marbaix-la-Tour, ici représenté par Monsieur Louis Brasseur, prénommé, en vertu d'une procuration du vingt cinq juillet dernier.

12. Monsieur Gaston De Clerck, industriel, demeurant à Westcapelle, Ter Dijken.

13. Monsieur Albert De Vleeschauwer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 583, ici représenté par Monsieur Paul Heymans, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du deux courant.

14. Monsieur Paul Heymans, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, Square Vergote, 20.

15. Monsieur Jean Walter Heymans, ingénieur civil, demeurant à Woluwé Saint-Lambert, avenue de l'Horizon, 24, ici représenté par Monsieur Willy Heymans, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.

16. Monsieur Willy Heymans, ingénieur civil, demeurant à Berchem Sainte-Agathe, avenue Hélène, 39.

17. Monsieur le Baron Etienne de Roest d'Alkemade, ingénieur agronome, demeurant à Linkebeek.

18. Monsieur Robert Dulait, ingénieur civil, demeurant à Uccle-Bruxelles, avenue Winston Churchill, 195.

19. Monsieur Willy Marguery, administrateur de sociétés, demeurant à Istanbul (Turquie) Katircioglu Han, ici représenté par Monsieur Jacques Stevens, ci-après nommé, en vertu d'une procuration du trente juillet dernier.

20. Monsieur Jacques Stevens, directeur-gérant de société, demeurant à Uccle-Bruxelles, avenue Victor Emmanuel III, 55.

21. Monsieur Emile Blaton, industriel, demeurant à Woluwé Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 158, ici représenté par Monsieur Georges Lumaye, prénommé, en vertu d'une procuration du premier août courant.

Possédant la totalité des titres de la société.

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé, sont demeurées annexées à l'acte constitutif précité.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Monsieur Jacques Stevens prénommé.

Et la société choisit comme scrutateurs Messieurs Jean Brasseur et Louis Brasseur, tous deux également prénommés.

OBJET A L'ORDRE DU JOUR :

Détermination du nombre et nomination des commissaires.

L'assemblée décide de fixer le nombre des commissaires à deux.

Elle appelle à ces fonctions :

Monsieur Maurice Panquin, expert comptable, demeurant à Uccle, Champ du Vert Chasseur, 4;

Et Monsieur Edmond Glautier, expert comptable, demeurant à Namur, rue des Carmes, 33.

Leur mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante et un.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée, à l'unanimité des voix.

La séance continue.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

A Forest-Bruxelles, avenue des Anciens Etangs, numéro 100.

Lecture faite, les comparants et le notaire ont signé.

(signé) B. E. de Roest d'Alkemade. J. Stevens. P. Heymans. G. De Clerck. G. Lumaye. R. Dulait. F. Brasseur. René Lavry. L. Brasseur. J. Brasseur. W. Heymans. Damiens.

Enregistré à Bruxelles A.C. II, le dix août 1949.

Volume 1356, folio 70, case 6, deux rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs. Le Receveur (signé) illisiblement.

POUR EXPEDITION CONFORME :

(s) J. Damiens.

N° 7235.

Reçu fr. 4,—.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles — Président.

Vu par Nous, Dellois Joseph, Président de la Chambre des Vacations, faisant fonctions de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Damiens, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 13 août 1949 (s) J. Dellois.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Dellois, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 17 août 1949. Le Directeur (signé) Van Nijlen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nijlen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 août 1949. Pour le Directeur (signé) illisiblement. Conseiller adjoint.

Droits perçus : 40 fr.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
le 31 août 1949.

Gezien door Ons
Minister van Koloniën,
de 31 Augustus 1949.

(s) P. WIGNY.

Compagnie Minière en Afrique Orientale « MINAFOR »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 111.642.

Constituée par actes publiés au « Moniteur Belge » des 3-4 avril 1939,
8 février 1940, 12 avril 1946 et 17 octobre 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 28-6-49)

	ACTIF	Fr.
1. IMMOBILISE :		
a) Premier Etablissem.	6.629.259,04	
Immobilité nouv. de l'exercice	1.760.634,27	
		8.389.893,31
Amortissem. antér.	5.817.721,51	
Amortiss. de l'exerc.	2.210.850,80	
		8.028.572,31
		361.321,—
b) Frais de constit et de modif. de capital...	46.485,10	
Frais nouv. de l'ex.	32.805,50	
		79.290,60

Amortiss. antérieurs.	46.485,10	
Amortiss. de l'exerc.	32.805,50	
	<u>79.290,60</u>	
		<u>361,321</u>
2. REALISABLE :		
Débiteurs divers	1.033.784,88	
Produits en stock en Europe, en Afrique et en cours de route	2.194.170,50	
Fonds publics	135.250,—	
Portefeuille	<u>50.000,—</u>	
		3.413.205,38
3. DISPONIBLE :		
Banques		931.090,25
4. COMPTES DEBITEURS DIVERS		51.505,22
5. COMPTES D'ORDRE :		
Garanties statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
		<u>4.757.121,85</u>

PASSIF

1. DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :		
Capital : 16.400 actions de capital de 250 fr. chacune	4.100.000,—	
Réserve statutaire	<u>40.542,77</u>	
		4.140.542,77
2. FONDS D'ASSURANCE ET DE PROVISIONS DIVERSES		
		100.000,—
3. DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :		
Créditeurs divers		131.019,65
4. COMPTES CREDITEURS DIVERS		13.801,53
5. COMPTES D'ORDRE :		
Titulaires des garanties statutaires		pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		pour mémoire
6. PROFITS ET PERTES :		
Solde en bénéfice		<u>371.757,90</u>
		<u>4.757.121,85</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-48

DEBIT	Fr.
Frais généraux et divers	154.147,99
Droits de sortie, droits sortie complémentaire et taxe de statistique	592.421,52
Fonds d'assurance et de provisions diverses	100.000,—
Amortissements de l'exercice :	
s/ frais de 1 ^{er} Etablissement	2.210.850,80
s/ frais de constitution et de modification de capital	32.805,50
	2.243.656,30
Redevance au Gouvernement du Ruanda-Urundi	65.900,16
Solde	371.757,90
	3.527.883,87

CREDIT

Résultat brut d'exploitation	3.155.378,55
Intérêts et revenus financiers	9.957,82
Rentrées diverses	362.547,50
	3.527.883,87

REPARTITION DES BENEFICES

a) 5 % réserve statutaire	21.882,90
b) 5 % au personnel	21.882,90
c) 1 ^{er} dividende de 6 % aux actions de capital	184.500,—
d) 10 % tantièmes au Conseil	19.694,61
e) le solde aux actions de capital	123.797,49
CAPITAL ENTIEREMENT VERSE	371.757,90

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE DU 28-6-49.

« 3) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs
» et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

» 4) L'assemblée prend acte que M. Pierre Vermeersch, administrateur
» sortant, se désiste en faveur de M. Jacques Errera et ratifie la nomi-
» nation de ce dernier comme administrateur de la Société. Le mandat de
» M. Errera expirera en 1955.

»

» L'assemblée réélit en qualité de commissaire M. Louis Uytdenhoef
» dont le mandat prendra fin en 1952. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président Administrateur-délégué : M. Paul Fontainas, Ingénieur civil des
mines, 327, avenue Molière, Bruxelles;

Administrateurs : MM.

Raymond Anthoine, ingénieur-géologue, 34, avenue Franklin Roosevelt,
Bruxelles;

André Gilson, Commissaire honoraire du Congo Belge, 38, Square Ver-
gote, Bruxelles;

Paul Orban, docteur en droit, 24, Boulevard du Régent, Bruxelles;
Pierre Vermeersch, administrateur de sociétés, 73, avenue Adolphe Buyle,
Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Jean Meily, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles;

Victor Gillard, expert-comptable, 37, rue de la Brasserie, Bruxelles;

Louis Uytdenhoef, expert-comptable, Pavillon Français, bloc III,
6^{me} étage, 282, rue du Noyer, Bruxelles-4.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1949.

CERTIFIE CONFORME :

Un Administrateur,

Le Président-Administrateur-
délégué,

P. Orban.

P. Fontainas.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation des signatures de MM.
Fontainas et Orban, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 5 juillet 1945. Le Directeur : A. Marquet.

Vu pour légalisation de la signature de M. A. Marquet, apposée ci-dessus.

Usumbura, le 25 août 1949. Pour le Chef du Service du Contentieux et du Personnel. Le Délégué : A. Lepage.

Droit perçu : fr. 40,— suivant quittance N° 413.49 du 25-8-49.

A. S. — 729. — Reçu en dépôt au Greffe du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, sous le numéro sept cent vingt-neuf du registre des actes déposés en date du 25 août 1900 quarante-neuf.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance,

(sé) W. LIMAUGE.

Droit perçu : 200 francs. Quittance n° 20 du 25-8-49. Le Greffier, (sé) W. Limaugé.

Pour copie conforme, le Greffier 1^{re} Instance : W. Limaugé.

Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « MINETAÏN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kigali (Ruanda).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 42604.

Constituée par actes publiés au « Moniteur Belge » des 10 janvier 1930, 11 février 1939 et 7 février 1947.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14-7-49)

	ACTIF	Fr.
1. IMMOBILISE :		
Premier établissement :		
a) Immeubles, matériel, outillage et installat.	24.479.989,20	
A déduire : Amort.	16.208.177,36	
		8.271.811,84
b) Frais de rech. et div.	38.988.362,34	
A déduire : Amort.	38.988.362,34	
		8.271.811,84

2. REALISABLE :

Débiteurs divers	5.316.218,37	
Marchandises et produits miniers	21.566.341,41	
Portefeuille	3.479.750,—	
Fonds publics	4.965.000,—	
		35.327.309,78

3. DISPONIBLE :

Banques et caisses	10.711.201,74
--------------------------	---------------

4. DIVERS :

Comptes débiteurs	2.019.126,67
-------------------------	--------------

5. COMPTES D'ORDRE :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	56.329.450,03

PASSIF

1. DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital :

113.000 actions de capital série A de 250 fr. chacune	28.250.000,—	
113.000 actions série B sans désignation de valeur remises au Gouverne- ment du Ruanda-Urundi	pour mémoire	
Réserve statutaire	3.635.728,80	
Fonds spécial de prévision	500.000,—	
		32.385.728,80

2. FONDS DE BIEN-ETRE INDIGENE ET DE PROVI-
SIONS DIVERSES

7.227.557,94

3. DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS :

Créditeurs divers	9.661.572,34	
Dividendes à régler	425.500,44	
Remboursem. à effectuer aux actionn.	3.500,—	
Montant non appelé sur participations	800.000,—	
		10.890.572,78

4. DIVERS :

Comptes créditeurs	792.590,04
--------------------------	------------

5. COMPTES D'ORDRE :

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

6. PROFITS ET PERTES :

Solde en bénéfice	5.033.000,47
-------------------------	--------------

56.329.450,03

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-48

DEBIT	Fr.
Frais généraux et divers	2.021.636,72
Taxe sur cotation des titres à la Bourse	32.883,—
Droits de sortie, droits de sortie complémentaires et taxe de statistique sur produits	2.291.199,61
Fonds d'assurance et de provisions diverses	500.000,—
Amortissements de l'exercice :	
s/frais de recherches et divers	5.092.224,79
s/immeubles, matériel, outill. et install.	2.077.410,96
	7.169.635,75
Redevance au Gouvernement du Ruanda-Urundi	1.466.454,75
Solde	5.033.000,47
	18.514.810,30

CREDIT

Résultat brut d'exploitation	18.017.086,43
Intérêts et revenus du portefeuille	298.927,77
Rentrées diverses	198.796,10
	18.514.810,30

REPARTITION DES BENEFICES

5 % à la réserve statutaire	324.972,76
5 % au personnel	324.972,76
5 % tantièmes au Conseil	324.972,76
le surplus aux 113.000 actions de capital série A	4.058.082,19
	5.033.000,47

CAPITAL ENTIEREMENT VERSE.

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 14-7-49.

« 4) Nominations statutaires :

» L'assemblée réélit aux fonctions d'administrateur, MM. Pierre ORTS,
» Marcel JACQUES, Auguste VAN DEN BROECK, et aux fonctions de
» commissaire, M. Jean LEGUERRIER. Les quatre mandats ainsi renou-
» vellés expireront en 1955.

» L'assemblée nomme aux fonctions d'administrateur, pour occuper le
» siège actuellement vacant, M. Léon VAN DER STICHELE. Le mandat
» de M. Van der Stichele aura une durée de 6 ans et expirera en 1955. »

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président Administrateur-délégué : M. Paul Fontainas, Ingénieur civil des
mines, 327, avenue Molière, Bruxelles;

Vice-Président : M. Pierre Orts, docteur en droit, 214, avenue Louise, à
Bruxelles;

Administrateurs : MM.

Raymond Anthoine, Ingénieur-géologue, 34, avenue Franklin Roosevelt,
Bruxelles;

Jules Baudine, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, à Bru-
xelles;

Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Wo-
luwé, à Bruxelles;

Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, propriétaire, 2, rue Ray-
mond Hernalsteen, Wesembeek-Ophem;

Gaston Heenen, officier retraité, 15, avenue de l'Orée, Bruxelles;

Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées,
Bruxelles;

Lambert Jadot, ingénieur des constructions civiles, 15a, rue du Bourg-
mestre, Bruxelles;

Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, Boulevard Lamber-
mont, Bruxelles;

Pierre Ortman, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers;

Franz Timmermans, ingénieur, 182, rue Frans Merjay, Bruxelles;

Auguste Vandenbroeck, administrateur de sociétés, avenue Général de Gaulle, 46, Bruxelles;

Edmond Van Hoorebeke, administrateur de sociétés, Chaussée de Bruxelles, 31, Ledeborg-Gand;

Georges Van Santen, administrateur de sociétés, 5, avenue du Prince Albert, à Berchem-Anvers.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Louis Habran, officier retraité, 33, rue Van Ostade, Bruxelles;

Jean Leguerrier, directeur de sociétés, 10, avenue Géo Bernier, Bruxelles;

Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles;

Georges Morteihan, inspecteur d'Etat honoraire, 260, avenue d'Auderghem, Bruxelles;

Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, à Morlanwelz.

Bruxelles, le 25 juillet 1949.

CERTIFIE CONFORME :

Un administrateur,

Le Président-Administrateur-délégué,

J. Baudine.

P. Fontainas.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation des signatures de MM. Fontainas et Baudine apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 26 juillet 1949. Le Directeur : A. Marquet.

Droits perçus : 40 fr.

Vu pour la signature de M. A. Marquet apposée ci-dessus.

Usumbura, le 30 août 1949. Le Chef du Service du Contentieux et du Personnel. Le Délégué : A. Lepage.

Droit perçu : fr. 40,— suivant quittance N° 417/49 du 30-8-49.

A. S. 730. — Reçu en dépôt au Greffe du Tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura ce Trentième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-neuf sous le numéro sept cent trente du registre des actes déposés.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance,

(sé) W. LIMAUGE.

Droit perçu : 200 francs. Quittance N° 44 du 1-9-49.

Le Greffier, W. LIMAUGE. (sé) W. Limauge.

Pour copie conforme, le Greffier 1^{re} Instance : W. Limauge.

Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social à ELISABETHVILLE (Katanga).

Siège Administratif, 7, rue Montagne du Parc, BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles N° 15268.

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
TENUE LE 1^{er} SEPTEMBRE 1949.**

Le Président soumet au Conseil les propositions suivantes :

- 1°) M. Paul GILLET ayant manifesté le désir d'être déchargé de ses fonctions d'Administrateur-Délégué, M. Odon JADOT aurait seul cette délégation.
- 2°) M. Paul GILLET conserverait ses fonctions de Président du Comité de Direction.
- 3°) D'autre part, le Baron CARTON de WIART demandant à être déchargé de ses fonctions de Président de la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga propose la nomination comme Président de M. Paul GILLET.

Le Conseil approuve les propositions du Président.

En conséquence, les attributions sont les suivantes à partir de ce jour :

Président : M. Paul GILLET.

Vice-Président
et Administrateur-Délégué : M. Odon JADOT.

Administrateur-
Directeur Général : M. Paul SOREL.

Bruxelles, le 19 septembre 1949.

POUR EXTRAIT CONFORME :

Le Président,
(s) P. Gillet.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 237, Avenue Louise, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 212.486.

—

Acte constitutif paru aux Annexes du « Moniteur Belge » du 17 mars 1948
numéros 4027 et 4032
et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » N° 6 du 27 mars 1948.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 13 juillet 1949 :

RESOLUTIONS

Le Président donne lecture du rapport du Conseil d'Administration exposant que le bilan au 31 décembre 1948 n'a pu être établi en temps utile pour être soumis à l'Assemblée Générale et proposant la convocation d'une nouvelle Assemblée Générale dès qu'il aura été possible de clôturer les écritures sociales.

L'Assemblée en donne acte et par un vote unanime dispense le Conseil de soumettre le bilan arrêté au 31 décembre 1949 à sa date statutaire et lui donne mandat de convoquer une nouvelle Assemblée Générale dès qu'il aura pu établir le bilan dans les formes et sous les garanties prévues par la loi et les statuts sociaux.

MM. Joseph BLONDEAU et George COUSIN, Administrateurs, et M. Lucien de BECO, Commissaire, dont les mandats viennent à expiration à l'Assemblée de ce jour, sont réélus dans leurs fonctions respectives.

Situation du Capital

Fr. 48.000.000,— entièrement libérés

Constitution

21 novembre 1947

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Joseph VAN DEN BOOGAERDE, Administrateur de Sociétés, Président du Conseil, demeurant à Bruxelles, Avenue des Phalènes N° 19.

M. Georges MOULAERT, Vice-Gouverneur honoraire de la Colonie du Congo Belge, Vice-Président du Conseil, demeurant à Uccle, Avenue de l'Observatoire N° 47.

M. Joseph BLONDEAU, Industriel, Président du Comité de Direction, demeurant à Ixelles, rue Washington N° 113.

Administrateurs :

- M. George COUSIN, Administrateur de Sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue des Lucanes N° 3.
- M. Alfred CRUYSMANS, Industriel, demeurant à Uccle, avenue de Feestraets N° 11.
- M. Auguste GERARD, Administrateur de Sociétés Coloniales, demeurant à St-Gilles-Bruxelles, avenue de la Jonction N° 6.
- M. Fernand JONAS, Docteur en Médecine, Administrateur de Sociétés, demeurant à Berlare-lez-Termonde, rue de France N° 1.
- M. René LAMARCHE, Docteur en Droit, demeurant à Saint-Denis-Westrem, chaussée de Courtrai N° 12.
- M. Pierre LE BŒUF, Administrateur de Sociétés, demeurant à Houtain-le-Val (Brabant).
- M. Joseph LEJEUNE, Administrateur de Sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Auguste Orts N° 3.
- M. Henry MOXHON, Administrateur de Sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover N° 40.
- M. Pierre van der MEERSCHEN, Docteur en Droit, demeurant à Uccle, rue de la Primevère N° 5.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

- M. Lucien de BECO, Docteur en Droit, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle N° 49.
- M. Marcel de CLIPPELE, Administrateur de Sociétés, demeurant à Assche, Berchstadt.
- M. Emile NEIRINCK, Industriel, demeurant à Courtrai, Meiweg, 1.
- M. Désiré TILMANT, Expert-Comptable, demeurant à Morlanwelz, rue des Martyrs.

Bruxelles, le 13 juillet 1949.

CERTIFIE CONFORME

Le Président du Comité de Direction,

(s) J. BLONDEAU.

Le Président du Conseil,

(s) J. VAN DEN BOOGAERDE.

Société Belge des Textiles au Congo « BELTEXCO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE NEUF, LE TRENTE AOÛT A QUATORZE HEURES TRENTE.

A Bruxelles, en notre Etude, rue du Moniteur, numéro 8.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Belge des Textiles au Congo (Beltexco) » société congolaise par actions à responsabilité limitée, régie par les lois en vigueur au Congo Belge, dont le siège social est à Kinshasa (Congo Belge) et le siège administratif à Gand, constituée par acte sous seing privé en date du six juin mil neuf cent vingt-deux autorisée par arrêté royal en date du cinq octobre milneuf cent vingt-deux, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent vingt-deux et dont les statuts ont été modifiés par acte sous seing privé, en date du premier août mil neuf cent vingt-quatre publié après autorisation par arrêté royal du quinze janvier mil neuf cent vingt-cinq à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent vingt-cinq; par acte sous seing privé en date du vingt-quatre octobre mil neuf cent vingt-huit, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent vingt huit; par acte sous seing privé en date du vingt-six juin mil neuf cent vingt-neuf, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt-neuf; par acte reçu par Maître Nève, notaire à Gand, en date du vingt-sept mars mil neuf cent trente neuf, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent trente neuf; et par acte reçu par Maître Nève, notaire à Gand, le premier mars mil neuf cent quarante, publié après autorisation par arrêté royal du six mai mil neuf cent quarante, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent quarante.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

La « Compagnie Congolaise d'Afrique (C.C.A.) » société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Léopoldville, propriétaire de onze cent quatre vingt quatorze parts sociales. 1.194

ici représentée par Monsieur Jean Chevalier Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-six juillet mil neuf cent quarante neuf.

Monsieur Alfred Buysse, industriel, demeurant à Latem-Saint-Martin, propriétaire de une part sociale. 1

ici représenté par Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze juillet dernier.

Monsieur Jean Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, demeurant à Gand, Boulevard Militaire, n° 2 — propriétaire d'une part sociale.

1

Monsieur Fernand van Ackere, industriel, demeurant à Gand, Longue rue de la Croix, n° 13, propriétaire d'une part sociale.

1

ici représenté par Monsieur Guy van Ackere, ci-après nommé, suivant procuration du seize juillet dernier.

Monsieur Guy van Ackere, industriel, demeurant à Gand, rue de la Vallée, n° 35, propriétaire d'une part sociale.

1

Monsieur Georges Buysse, industriel, demeurant à Latem-Saint-Martin, propriétaire d'une part sociale.

1

ici représenté par Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq juillet dernier.

Monsieur Georges De Sutter, chef de comptabilité, demeurant à Saint-Amand-lez-Gand, avenue Wolters, n° 51, propriétaire d'une part sociale.

1

ici représenté par Monsieur Guy van Ackere, prénommé, suivant procuration du quatorze juillet dernier.

Ensemble : douze cents parts sociales.

1.200

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jean Chevalier Kraft de la Saulx, prénommé, administrateur délégué de la société.

Monsieur le Président assume les fonctions de secrétaire.

Et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Guy van Ackere, prénommé.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée extraordinaire a pour ordre du jour :

1°) Proposition d'exprimer en francs congolais le capital social stipulé en francs belges.

2°) Modifications des statuts pour les mettre en concordance avec ce qui précède (article cinq) ; faire l'historique de la représentation du capital (article cinq bis nouveau).

3°) Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour exécuter les résolutions qui seront prises.

II. — Que les douze cents parts sociales de la société, soit l'intégralité du capital social étant toutes représentées à l'assemblée, il n'est pas nécessaire de justifier des convocations.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée après délibération prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide d'exprimer le capital social en francs congolais, monnaie dont la parité a été constante avec le franc belge jusqu'à ce jour.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article cinq, les mots « deux millions quatre cent mille francs » sont remplacés par « deux millions quatre cent mille francs congolais. »

L'article cinq bis devient l'article cinq ter et il est ajouté aux statuts un nouvel article cinq bis conçu comme suit :

« Le capital social originairement fixé à deux cent mille francs et représenté par quatre cents actions de cinq cents francs chacune, a été augmenté successivement pour être porté à deux millions quatre cent mille francs divisé en douze cents parts sociales, sans désignation de valeur, représentant chacune un douze centième de l'avoir social. »

« Aux termes du procès-verbal dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trente août mil neuf cent quarante neuf, le capital social a été exprimé en francs congolais. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quatorze heures quarante.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec nous, notaire.

(signé) Jean Chevalier Kraft de la Saulx, Guy van Ackere, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C. II, le deux septembre 1949.

Volume 1355, folio 85, case 10, deux rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME

Hubert Scheyven.

N° 7672.

Reçu fr. 4,—.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles —Président.

Vu par Nous, Mechelynck, Jacques, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M^r Scheyven, notaire à Bruxelles. Bruxelles, le 8 septembre 1949 (signé) J. Mechelynck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Mechelynck, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 10 septembre 1949. Le Directeur (s.) Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre. Bruxelles, le 12 septembre 1949. Le Directeur (s.) A. Marquet.

Droits perçus : 40 fr.

Compagnie Congolaise d'Afrique « C.C.A. »
Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE NEUF, LE TRENTE AOUT A QUATORZE HEURES QUARANTE CINQ.

A Bruxelles, en Notre Etude, rue du Moniteur, numéro 8.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Congolaise d'Afrique » (C. C. A.) société congolaise par actions à responsabilité limitée, régie par les lois en vigueur au Congo Belge, dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Gand, autorisée par arrêté royal en date du huit juin mil neuf cent quarante huit, constituée suivant acte reçu par Maître Scheyven, notaire à Bruxelles, le trente décembre mil neuf cent quarante sept, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du seize juillet mil neuf cent quarante huit, n° 15.406 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1948, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par M^e Hubert Scheyven, notaire prédit, le vingt-et-un avril mil neuf cent quarante huit, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du seize juillet mil neuf cent quarante huit, n° 15.407, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent quarante huit et suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit le vingt-neuf décembre mil neuf cent quarante huit, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-six janvier mil neuf cent quarante neuf, n° 1395, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent quarante neuf.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

Monsieur Fernand van Ackere, industriel, demeurant à Gand rue Longue de la Croix, propriétaire de cinq cent cinquante deux parts sociales.

552

ici représenté par Monsieur Guy van Ackere, ci-après nommé, suivant procuration du seize juillet dernier.

Monsieur Pierre Dierman, industriel demeurant à Gand, Ham, n° 30, propriétaire de quatre vingt douze parts sociales.

92

ici représenté par Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du cinq de ce mois.

Monsieur André-Florin de Duikingberg, industriel, demeurant à Gand, Chaussée de Courtrai, n° 150, propriétaire de quarante parts sociales.

40

ici représenté par Monsiuer Guy van Ackere, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze juillet dernier.

Monsieur Guy van Ackere, industriel, demeurant à Gand, rue de la Vallée, n° 25, propriétaire de quarante parts sociales.

40

- Monsieur Alfred Buysse, industriel, demeurant à Laethem Saint Martin, propriétaire de cinq cent soixante parts sociales. 560
ici représenté par Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-cinq juillet dernier.
- Monsieur Jean Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, demeurant à Gand, Boulevard Militaire, n° 2, propriétaire de quatre cent soixante cinq parts sociales. 465
- Madame Marthe Baertsoen, sans profession, veuve de Monsieur Georges Buysse, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 532, propriétaire de quinze cent quarante trois parts sociales. 1.543
ici représentée par Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, prénommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.
- Monsieur André Buysse, courtier d'assurances, demeurant à Schaerbeek, avenue de l'Émeraude, n° 66, propriétaire de soixante quinze parts sociales. 75
ici représenté par Monsieur Guy van Ackere prénommé, suivant procuration du dix-neuf juillet dernier.
- Madame Anne Beco, sans profession, veuve de Monsieur le Chevalier Albert Kraft de la Saulx, demeurant à Uccle, Groesenberg, n° 155, propriétaire de trois cent quatorze parts sociales. 314
ici représentée par Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, prénommé, suivant procuration du vingt juillet dernier.
- Monsieur Albert Neef de Sainval, administrateur, Directeur général de la Société John Cockerill, demeurant à Seraing, Château Cockerill, propriétaire de soixante neuf parts sociales. 69
- Madame Marcelle Neef, sans profession, épouse de Monsieur Joe Bertrand, demeurant à Bruxelles, avenue Marnix, n° 19a, propriétaire de quinze parts sociales. 15
ici représentée suivant procuration du dix-sept juillet dernier par Monsieur Neef de Sainval, prénommé.
- Madame Berthe Buysse, sans profession, veuve de Monsieur Henry Neef de Sainval, demeurant à Le Fresneux sur Lortille Tilff, propriétaire de cent vingt quatre parts sociales. 124
ici représenté par Monsieur Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du dix-sept juillet dernier.
- Monsieur Yvan Feyerick, ingénieur A. I. G. demeurant à Ixelles, avenue Molière, n° 215, propriétaire de quarante neuf parts sociales. 49
ici représenté par Monsieur Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq juillet dernier.

Madame Lucienne Feyerick, sans profession, veuve de Monsieur René Schoenmaeckers, demeurant à Etterbeek, rue des Bataves, n° 71, propriétaire de seize parts sociales. 16

ici représentée par Monsieur Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du dix-neuf juillet dernier.

Madame Germaine Feyerick, sans profession, épouse de Monsieur André van Derton, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Armée, n° 19, propriétaire de vingt-neuf parts sociales. 29

ic représentée par Monsieur Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du dix-huit juillet dernier.

Madame Marcelle Feyerick, sans profession, veuve de Monsieur Charles Maskens, demeurant à Bruxelles, Boulevard de Waterloo, n° 25, propriétaire de vingt sept parts sociales. 27

ici représentée par Monsieur Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du seize juillet dernier.

Madame Esther Feyerick, sans profession, épouse de Monsieur Lucien de Hemptinne, demeurant à Laethem-Saint-Martin, propriétaire de vingt-cinq parts sociales. 25

ici représentée par Monsieur Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

« Entreprises et Extensions des Flandres » société anonyme à Gand, Chaussée de Termonde, propriétaire de quatorze parts sociales. 14

ici représentée par Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, prénommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

Monsieur Jacques Siraut, ingénieur, demeurant à Gand, rue du Soleil, n° 1, propriétaire de neuf parts sociales. 9

ici représenté par Monsieur Guy Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du cinq de ce mois.

Madame Denise Fyerick, sans profession, épouse de Monsieur Robert de Hemptinne, demeurant à Laethem-Saint-Martin, propriétaire de dix-sept parts sociales. 17

ici représentée par Monsieur Neef de Sainval, prénommé, suivant procuration du neuf de ce mois.

Monsieur Henri Florin de Duikingberg, secrétaire de direction de la Banque de la Société Générale de Belgique à Bruges, demeurant à Bruges, rue Gérard David, n° 9, propriétaire de quarante parts sociales. 40

ici représenté par Monsieur Guy Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

Monsieur le Chevalier Emmanuel Kraft de la Saulx, propriétaire, demeurant à Uccle, rue Général Lotz, n° 74, propriétaire de vingt-six parts sociales.

26

ici représenté par Monsieur Guy Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-neuf juillet dernier.

Madame Regine Kraft de la Saulx, sans profession, épouse de Monsieur Charles Dallemagne, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue Jourdan, n° 7, propriétaire de quarante et une parts sociales.

41

ici représentée par Monsieur Guy Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du deux de ce mois.

Monsieur Jacques Begasse de Dhaem, propriétaire, demeurant à Liège, avenue de l'Observatoire, n° 213, propriétaire de quatre parts sociales.

4

ici représenté par Monsieur Guy Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

Monsieur le Chevalier Gérard Kraft de la Saulx, propriétaire, demeurant à Liège, rue Rouveroy, n° 13, propriétaire de trente et une parts sociales.

31

ici représenté par Monsieur Guy Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

Madame Renée Laoureux, sans profession, veuve de Monsieur Léon Kraft de la Saulx, demeurant à Liège, Quai des Ardennes, n° 48, propriétaire de trente sept parts sociales.

37

ici représentée par Monsieur Guy Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration du dix-neuf juillet dernier.

Monsieur le Chevalier Guy Kraft de la Saulx, industriel, demeurant à Tervueren, avenue du Château, n° 8, propriétaire de soixante parts sociales.

60

Ensemble : quatre mille trois cent et quinze parts sociales.

4.315

Les procurations prémentionnées demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente sept des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jean Chevalier Kraft de la Saulx, prénommé, administrateur délégué de la société.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Guy van Ackere, prénommé et comme scrutateurs Messieurs Albert Neef de Sainval et Chevalier Guy Kraft de la Saulx.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1^o) Proposition d'exprimer en francs congolais le capital social stipulé en francs belges.

2^o) Modifications des statuts pour les mettre en concordance avec ce qui précède (articles six et quarante trois) ; faire l'historique de la représentation du capital (article sept) et supprimer la dénomination abrégée (article deux).

3^o) Pouvoirs à conférer au Conseil pour exécuter les décisions qui seront prises.

II. — Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués par lettre missive leur adressée sous pli recommandé à la poste le treize juillet mil neuf cent quarante neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation contenant l'ordre du jour et le récépissé des lettres recommandées délivré par l'administration des postes.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente quatre et trente cinq des statuts.

IV. — Que sur les cinq mille parts sociales de la société, la présente assemblée réunit quatre mille trois cent et quinze parts sociales, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente six des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide d'exprimer le capital social en francs congolais, monnaie dont la parité a été constante avec le franc belge jusqu'à ce jour.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Dans l'article deux, la dénomination abrégée (C. C. A.) est supprimée.

Le premier alinéa de l'article six est remplacé par :

« Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille francs congolais ; il est représenté par cinq mille parts sociales sans désignation de valeur, donnant droit chacune à un/cinq millième de l'avoir social. »

L'article sept est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social a été fixé à deux millions cinq cent mille francs, représenté par cinq mille parts sociales

» sans désignation de valeur, souscrites contre espèces au prix de cinq cents francs chacune et libérées de trois cent cinquante francs chacune.

» Suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trente août mil neuf cent quarante neuf, le capital social a été exprimé en francs congolais. »

Au quatrième alinéa de l'article quarante trois, après les mots « un premier dividende de vingt-cinq francs » est ajouté le mot « congolais ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée confère au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour exécuter les résolutions qui précèdent.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec nous, notaire.

(signé) Jean Chevalier Kraft de la Saulx, G. van Ackere, A. Neef de Sainval, Chevalier Guy Kraft de la Saulx, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A.C. II, le deux septembre 1949.

Volume 1355, folio 85, case 11, trois rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Hubert Scheyven.

N° 7670.

Reçu fr. 4,—.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par Nous, Mechelynck Jacques, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour Légalisation de la signature de M^r Scheyven, notaire à Bruxelles. Bruxelles, le 8 septembre 1949 (signé) J. Mechelynck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Mechelynck apposée ci-dessus. Bruxelles, le 10 septembre 1949. Le Directeur (signé) Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 12 septembre 1949. Le Directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 fr.

Société Forestière et Commerciale du Congo Belge

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles N° 8545.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil Général
du 9 septembre 1949 :

« NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

» Par application de l'art 15 des statuts, le Conseil Général appelle aux
» fonctions d'administrateur Monsieur Georges Lescornez, pour achever le
» mandat de M. J. Baudine, décédé.

» Monsieur G. Lescornez sortira à l'assemblée générale ordinaire de
» 1955. »

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
du 9 septembre 1949 :

« POUVOIRS ET DELEGATION DE SIGNATURE A BRUXELLES —
» NOMINATION D'UN DIRECTEUR.

» Le conseil annule toutes dispositions antérieures concernant les pou-
» voir et la signature des mandataires et du personnel de l'administration
» centrale et les remplace par les pouvoirs définis comme suit :

» Conformément à l'article 17 des statuts, paragraphe II, le conseil
» délègue la gestion journalière de la société à M. Pierre LE BŒUF,
» Administrateur-délégué, auquel il délègue les pouvoirs spéciaux néces-
» saires à cet effet et le charge de l'exécution de toutes les décisions prises
» par le conseil d'administration et le comité permanent concernant les
» opérations de la société tant en Europe qu'en Afrique.

» Par application du même article, il appelle M. Crochet aux fonctions
» de Directeur de la Société en Europe.

» Les actes de gestion journalière seront valablement signés par l'Ad-
» ministrateur-délégué ou, à son défaut, par M. le Président ou par un
» Vice-Président, agissant conjointement avec un administrateur, ou par
» deux administrateurs agissant conjointement ou encore par l'un d'eux
» agissant conjointement, soit avec M. Crochet, Directeur de la Société,
» soit pour leurs services respectifs, avec M. Albert Servais (secrétariat),
» M. Saffre (ventes de produits), MM. Meily ou Gillard (comptabilité),
» M. Vogels (achats techniques), M. Decubber (achats généraux).

» Toutefois, les opérations à effectuer sur des comptes existants ou à
» ouvrir en banque, notamment pour opérer tous retraits et transferts de
» fonds, faire clôturer tous comptes, les approuver, en retirer le solde,
» donner toutes décharges, signer tous endos ou acquits, devront, pour

» être valables, être effectuées soit par deux administrateurs, soit par le
» Président ou un Vice-Président, ou l'Administrateur-délégué ou à défaut
» par le Directeur, agissant conjointement avec M. Meily ou avec M. Gil-
» lard. »

Bruxelles, le 23 septembre 1949.

Pour copie conforme :

Société Forestière et Commerciale du Congo Belge

(Filiale de la Forminière)

Un Administrateur,
E. VERF'ILLIE.

Un Administrateur,
P. MINY.

Brevets déposés entre le 1^{er} avril et le 30 juin 1949.

N^o 2927
1 avril 1949
Importation.

La S. A. « Société Belge des Bétons »,
37, Boulevard du Régent, à Bruxelles.
Pieu en béton armé, à pointe métallique.

N^o 2928
1 avril 1949
Invention.

Monsieur Willem BROERE,
78, Charlotte de Bourbonstraat — La-Haye — Pays-Bas.
Procédé et installation pour fabriquer des plaques consti-
tuées de ciment et de fibres.

N^o 2929
5 avril 1949
Invention.

Monsieur Stanley DAVIDSON,
152, Wembley Drive, Sudbury (Ontario) Canada.
Procédé et appareil pour le repérage de corps souterrains
électriquement conducteurs par induction électro-magnéti-
que.

N^o 2930
5 avril 1949
Importation.

La S.C.R.L. « Bétons Industriels Révélation »,
216, rue Stévin, Bruxelles.
Procédé de fabrication des éléments entrant dans la construc-
tion des bâtiments et machines pour la mise en œuvre de
ce procédé (brevet Rudolf Maculan).

N^o 2931
11 avril 1949
Importation.

Monsieur Jean Bernard RIVAIN,
10, rue de la Cure, PARIS (XVI^e) — France.
Machine pour l'écorçage des plantes à fibres.

N^o 2932
15 avril 1949
Invention.

Société « Union Chimique Belge », 61, Avenue Louise, à Bru-
xelles.
Procédé de préparation de liquides contenant des esters sili-
ciés.

N° 2933 25 avril 1949 Importation.	Société « Sergram », 102, rue Amelot, Paris (XI ^e) — France. Persiennage perfectionné.
N° 2934 28 avril 1949 Invention.	Monsieur Albert REY, Montana — Suisse. Couteau percutant.
N° 2935 5 mai 1949 Invention.	Messieurs Marcel TRIEF et Léon TRIEF, 41, rue Marie-Thérèse, à Bruxelles. Procédé d'activation des laitiers de haut fourneau, appareil pour la mise en œuvre de ce procédé et ciment obtenu.
N° 2936 5 mai 1949 Invention.	Monsieur Victor TRIEF, Deux-Acren lez Lessines, Belgique. Pavé en béton ou analogues et moule pour la fabrication d'objets de ce genre.
N° 2937 5 mai 1949 Invention.	Monsieur Victor TRIEF, Deux-Acren lez Lessines, Belgique. Procédé de production de ciment métallurgique en poudre.
N° 2938 5 mai 1949 Invention.	Messieurs Léon TRIEF et Marcel TRIEF, 41, rue Marie-Thérèse, à Bruxelles. Perfectionnements apportés au broyage du laitier granulé ou matières analogues pour l'obtention d'un liant hydraulique.
N° 2939 11 mai 1949 Importation.	La Société « Usine des Ressorts du Nord », 16, rue Antonin Raynoud, Levallois-Perret — France. Dispositif de fixation des rails de chemins de fer sur les traverses.
N° 2940 12 mai 1949 Importation.	S. A. Holding « Sogebrevi », Route de Beggen, 269, Luxembourg. Outil pour bloquer et débloquer les vis écrous ,etc...
N° 2941 12 mai 1949 Importation.	La Société « American Cyanamid Company », 30, Rockefeller Plaza, New-York. Perfectionnements à la concentration de minerais de cobalt et nickel.
N° 2942 13 mai 1949 Invention.	La Société « Nederlandsche Schroefboutenfabriek C. V. », 71, Kanaaldijk, Helmond — Nederland. Procédé et dispositif pour la fabrication à chaud d'articles métalliques.

N° 2943
12 mai 1949
Invention.

Sherritt Gordon Mines Ltd.,
Toronto — Canada.
Procédé d'extraction du nickel.

N° 2944
12 mai 1949
Invention.

Monsieur Robert Van Rollegheem,
147, Boulevard Van Iseghem, Ostende.
Dispositif de sécurité de fond pour engins maritimes.

N° 2945
17 mai 1949
Invention.

Monsieur Constant Chabot,
240, Avenue Molière, Bruxelles.
Procédé d'obtention de froid par le courant électrique et appareil pour l'exécuter.

N° 2946
10 mai 1949
Invention.

Madame Laure Nicolas, épouse Etienne, J. ,
domiciliée à Jupille (Liège), en résidence au Congo Belge.
Palace Hotel, Avenue Paul Hauzeur, à Léopoldville.
Hourdis creux, dénommés Quick Flooring.

N° 2947
3 juin 1949
Importation.

The Mond Nickel Company Limited,
Sunderland House, Curzon street, London W.-I.,
Procédé et appareil pour la coulée des métaux.

N° 2948
3 juin 1949
Importation.

The Mond Nickel Company Limited,
Sunderland House, Curzon street, London, W.-I.,
Procédé et appareil pour la production d'un lingot continu de métal.

N° 2949
3 juin 1949
Importation.

The Mond Nickel Company Limited,
Sunderland House, Curzon street, London, W.-I.,
Machine pour la coulée des métaux.

N° 2950
3 juin 1949
Importation.

Monsieur René Paul Delaplace,
15, rue Raynouard, Paris — France.
Perfectionnements apportés aux procédés pour l'obtention des surfaces lisses du genre de celles à faire comporter notamment, aux coussinets.

N° 2951
4 juin 1949
Importation.

Monsieur Alfred NOWAK,
Untersee 56, Steeg am Hallstättersee — Autriche.
Procédé de fabrication de pièces de formes ou moulées, spécialement de plaques, à partir de lignocellulose sans addition de liant.

N° 2952
4 juin 1949
Importation.

Monsieur Alfred NOWAK,
Untersee 56, Steeg am Hallstättersee — Autriche.
Procédé de fabrication de plaques de fibres et pièces moulées à partir de lignocellulose dont la lignine sert de liant.

N° 2953
10 juin 1949
Importation.

La Société « Aktiebolaget Pharmacia, Lövholmsvägen,
5 Stockholm 9, Suède.

Procédé de préparation d'homologues polymères à partir de
polysaccharides.

N° 2954
10 juin 1949
Importation.

La Société Anonyme « EDRAS »,
38, rue Galliéni à Casablanca, Maroc, ayant élu domicile
1, Avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles.

Procédé d'obtention de poudres d'alliages ou complexes métal-
liques.

N° 2955
10 juin 1949
Importation.

La S. A. « EDRAS »,
38, rue Galliéni à Casablanca, Maroc, ayant élu domicile
1, Avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles.

Procédé d'obtention d'objets ou revêtements par aggloméra-
tion de poudres métalliques.

N° 2956
3 juin 1949
Invention.

La Société « Fonderie de Beaufort »,
Paris.

Procédé de fabrication du magnésium par réduction à haute
température.

N° 2957
21 juin 1949
Importation.

Monsieur Rudolf Carl BREMER,
Richard Wagnerstrasse, 28, Zurich — Suisse.

Procédé et dispositif de fabrication de tuyaux et de revête-
ment souples sans fin.

N° 2958
21 juin 1949
Invention.

Monsieur Edmond Harvengt,
126, rue de la Station, Moustier s/Sambre.

Perfectionnements aux traitements des minerais ou sembla-
bles dans les installations comprenant des pans concentra-
teurs.

N° 2959
22 juin 1949
Importation.

Monsieur Folke Roland Werner Werneskog,
à Forserum — Suède.

Elément constructif et procédé de fabrication de celui-ci.

N° 2960
24 juin 1949
Invention.

Société dite « THE NEW JERSEY ZINC COMPANY »,
160, Front Street, New-York, U.S.A.

Cokéfaction autogène des agglomérés de matières zincifères et
carbonées.

N° 2961
24 juin 1949
Invention.

Société Générale Métallurgique de Hoboken à Hoboken-lez-
Anvers, ayant élu domicile chez M. L. BERCOVICI,
127, Avenue Winston Churchill à Bruxelles.

Procédé de séparation du nickel contenu dans les solutions
cobaltifères.

N° 2962
24 juin 1949
Importation.

Monsieur Eugène O'Sullivan,
Chislehurst, Comté de Kent, Grande-Bretagne « Oaklawn »,
Leesons Hill.

Perfectionnements aux moules pour murs de bâtiments.

N° 2963
29 juin 1949
Importation.

Monsieur Arthur Grisard,
259, Avenue Louise à Bruxelles.

Procédé et éléments pour constructions et assemblages métalliques.

Cession de brevets. — 2^{me} trimestre 1949.

N° du brevet	Ancien titulaire	Nouveau titulaire	Date et lieu de cession
2567	Monsieur Edm. R. SABAUT 142, Avenue Lambeau, Woluwé St-Lambert, Bruxelles (anciennement 2, bd. Saint-Michel, Bruxelles).	S. A. Holding Elfulux, 86, Grand'rue, Luxembourg (Grand Duché).	4 mai 1949 Bruxelles.
2568	id.	id.	4 mai 1949 Bruxelles.
2880	id.	id.	4 mai 1949 Bruxelles.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 13^e TRANCHE 1949

10 SEPTEMBRE 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	0230	2.500 fr.
	37740	50.000 fr.
	30970	250.000 fr.
	46190	100.000 fr.
1	3931	10.000 fr.
	3241	5.000 fr.
	8161	5.000 fr.
	8261	10.000 fr.
	8481	2.500 fr.
2	89442	100.000 fr.
3	033	1.000 fr.
	67843	20.000 fr.
	62853	20.000 fr.
	3293	2.500 fr.
4	Néant	
5	5	200 fr.
	5605	5.000 fr.
	30525	100.000 fr.
	5055	2.500 fr.
	81065	20.000 fr.
	13565	50.000 fr.
	19275	20.000 fr.
	85	500 fr.
6	616	1.000 fr.
	8246	10.000 fr.
	5066	2.500 fr.
	7176	5.000 fr.
	67476	20.000 fr.
	30386	100.000 fr.
	318796	2.500.000 fr.
7	1107	2.500 fr.
	627	1.000 fr.
8	5418	2.500 fr.
	4098	5.000 fr.
	97098	50.000 fr.
	396498	500.000 fr.
	214898	500.000 fr.
9	357039	1.000.000 fr.
	8859	2.500 fr.
	51789	50.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 10 décembre 1949.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 10 janvier 1950.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 13^e SCHIJF 1949

10 SEPTEMBER 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	0230 37740 30970 46190	2.500 fr. 50.000 fr. 250.000 fr. 100.000 fr.
1	3931 3241 8161 8261 8481	10.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr.
2	89442	100.000 fr.
3	033 67843 62853 3293	1.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr.
4	Niets	
5	5 5805 30525 5055 81065 13565 19275 85	200 fr. 5.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 50.000 fr. 20.000 fr. 500 fr.
6	616 8246 5066 7176 67476 30386 318796	1.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr. 2.500.000 fr.
7	1107 627	2.500 fr. 1.000 fr.
8	5418 4098 97098 396498 214898	2.500 fr. 5.000 fr. 50.000 fr. 500.000 fr. 500.000 fr.
9	357039 8859 51789	1.000.000 fr. 2.500 fr. 50.000 fr.

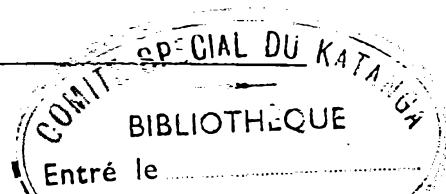
De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 10 December 1949.

Laatste betaaldag door de Loterij : 10 Januari 1950.

ANNEXES au *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 NOVEMBRE 1949.



SOCIÉTÉS COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIÉTÉS.

	Page		Page
Banque du Congo Belge «B.C.B.»	1924	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne « Sabena »	1918, 1965
Bourse du Travail du Kasai.	1966	Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains «Auxilacs»	1925
Compagnie Commerciale et Agricole du Tanganika « Catanika »	1947	Société Belge des Textiles au Congo «Beltexco»	1887
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga « Elakat »	1945	Société Congolaise Bunge	1876
Compagnie de Libenge	1907	Société de Crédit au Colonat	1900
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains «C.F.L.»	1895	Société de Transports Rapides, de Commerce et de Mines «Transcomin »	1885
Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika « Belgikaétain »	1931	Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo « Vicicongo »	1889
Compagnie du Kasai «C.K.»	1910	Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga «Sogechim»	1886
Compagnie Financière Africaine.	1944	Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo «Imafor»	1904
Compagnie Minière Arema « Arema »	1881, 1884	Société Minière du Lualaba «Miluba»	1959
Compagnie Minière au Ruanda-Urundi «Mirudi»	1896	Société Minière du Maniema	1938
Compagnie Minière de l'Urega «Minerga »	1949	Société Minière du Nyangwe	1941
Compagnie Minière des Grands Lacs Africains «Minière-Lac»	1952	Société pour la fabrication au Congo de boîtes métalliques et tous articles en tôle émaillée, galvanisée ou en fer blanc «Cobega»	1945
Compagnie Minière du Nord de l'Ituri «Cominor»	1956	Société Textile Congolaise «Texco»	1917
Congo-Kivu	1963	Loterie Coloniale	1972
Cultures et Entreprises au Kivu «Culteni»	1928		
Mines d'Or Belgika «Belgikaor»	1934		
Office Central du Travail du Katanga «O.C.T.K.»	1969		

Société Congolaise Bunge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Kamina (Congo Belge)

Siège administratif à Anvers, 21, rue Arenberg.

Registre du Commerce d'Anvers n° 44122.

Constituée par acte passé devant Maître Antoine Cools, notaire à Anvers, le 5 mai 1937, et autorisée par arrêté royal du 14 juin 1937. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 30 juin 1937, sous le n° 10487, et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » au 15 juillet 1937. Statuts modifiés par actes passés devant le même notaire : a) le 8 octobre 1946, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 21 mars 1947, sous le numéro 4186. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 27 décembre 1946; b) le 5 août 1947, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 23 novembre 1947, sous le n° 20839. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 3 novembre 1947; c) le 28 septembre 1948, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 5 avril 1949, sous le n° 5399. Modifications autorisées par arrêté du Régent du 16 mars 1949.

BILAN AU 31 MARS 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	fr.	6.830.452,53	
Immeubles réévalués		3.339.160,32	
		10.169.612,85	
Amortissements :			
au 31 mars 1948	1.475.240,75		
de l'exercice	675.438,65		
		2.150.679,40	
			8.018.933,45
Immeubles en constructions			1.116.045,—
Terrains			3.365.541,—
Machines réévaluées		2.972.816,01	
Amortissements :			
au 31 mars 1948	1.871.052,42		
de l'exercice	297.281,60		
		2.168.334,02	
			804.481,99

Mobilier et Matériel	3.677.562,18	
Amortissements :		
au 31 mars 1948	1.727.150,03	
de l'exercice	552.904,07	
	<u>2.280.054,10</u>	1.397.508,08
Frais de constitution	82.129,80	
Amortissements :		
au 31 mars 1948	73.916,82	
de l'exercice	8.211,98	
	<u>82.128,80</u>	1,—
	Fr.	14.702.510,52
<i>Participations permanentes :</i>		
Portefeuille	fr.	16.810.000,—
<i>Réalisable :</i>		
Débiteurs divers	31.422.315,16	
Marchandises, Coton fibre, Produits et Appro-		
visionnement divers	27.151.498,62	
Effets à recevoir	12.556.693,29	
	<u>71.130.507,07</u>	
<i>Disponible :</i>		
Caisses et Comptes-Chèques	317.350,79	
Banques Afrique	4.739.948,15	
	<u>5.057.298,94</u>	
<i>Compte d'ordre :</i>		
Dépôts cautions	203.790,—	
Dépôts statutaires	P.M.	
	<u>Fr.</u>	<u>107.904.106,53</u>

PASSIF.

<i>Non exigible :</i>		
Capital, représenté par 8.000 actions de capi-		
tal sans désignation de valeur	fr.	30.000.000,—
Réserve légale	2.000.000,—	
	<u>32.000.000,—</u>	

Fonds de Prévoyance en faveur du Personnel	1.093.613,71	
Fonds de Welfare Indigène	474.817,—	
<i>Exigible :</i>		
Créditeurs divers	55.565.307,01	
Portefeuille à libérer	25.000,—	
		55.590.307,01
<i>Compte de régularisation :</i>		
Prévisions fiscales		3.174.396,—
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants cautions		203.790,—
Déposants statutaires		P.M.
<i>Compte profits et pertes :</i>		
Report de l'exercice précédent	4.815.814,09	
Bénéfice de l'exercice	10.551.368,72	
		15.367.182,81
	Fr.	107.904.106,53

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique	fr.	5.713.595,68
Frais de banque et intérêts		894.186,69
Frais augmentation de capital		29.243,—
Fonds de Welfare Indigène		300.000,—
Amortissements		1.533.836,30
Réserve pour créances douteuses		369.501,83
Prévisions fiscales		3.000.000,—
Report de l'exercice précédent	4.815.814,09	
Bénéfice de l'exercice	10.551.368,72	
		15.367.182,81
	Fr.	27.207.546,31

CREDIT.

Solde reporté au 1 ^{er} avril 1948	fr.	4.815.814,09
Remboursement partiel droits de douane		640.937,—
Bénéfice brut sur cotons, marchandises, produits, commissions et divers		21.412.818,42
Revenus du portefeuille		337.976,80
	Fr.	27.207.546,31

REPARTITION DU BENEFICE DE L'EXERCICE 1948/49.

A la Réserve Légale	fr.	527.568,45
Tantièmes Administrateurs et Commissaire		451.190,—
Fonds de Prévoyance en faveur du personnel		451.190,—
Fonds de Réinvestissement et de Prospection		10.000.000,—
Solde à nouveau		3.937.234,36
	Fr.	15.367.182,81

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 27 septembre 1949, a voté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

- 1° Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice clôturé au 31 mars 1949.
- 2° Approbation de la répartition des bénéfices accusés par le susdit bilan.
- 3° Par vote spécial, décharge aux administrateurs et commissaire pour leur gestion pendant l'exercice clos au 31 mars 1949.
- 4° L'assemblée, à l'unanimité, décide de maintenir à sept le nombre d'administrateurs et désigne à ces fonctions MM. Robert Werner, René Friling, J. Charles Van Essche, Jules Sobry, Marcel Berré, Emile Dejong et Thomas J. Meyer, pour un terme d'un an.

L'assemblée, à l'unanimité, renouvelle le mandat de commissaire de M. Paul Meinertzhagen pour un terme d'un an.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Robert Werner, administrateur de sociétés, 1530, Pueyreddon Martinez (Argentine), président.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 140, chaussée de Malines, Anvers, vice-président.

M. J. Charles Van Essche, administrateur de sociétés, 26, avenue de la Porte de Hal, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. Jules Sobry, directeur de sociétés, 26, avenue Flora, Mortsels, administrateur-délégué.

M. Marcel Berré, directeur de société, 24, avenue de Mérode, Berchem-Anvers, administrateur.

M. Emile Dejong, ingénieur-agronome, 392, avenue de la Couronne, Ixelles-Bruxelles, administrateur.

M. Thomas J. Meyer, administrateur de sociétés, Hof ter Beke, Brassaet, administrateur.

Commissaire :

M. Paul Meinertzhagen, directeur de société, 11, Courte rue Lozane, Anvers.

Anvers, le 4 octobre 1949.

Pour copie certifiée conforme :

SOCIETE CONGOLAISE BUNGE

Deux administrateurs,

(s.) R. FRILING.

THOMAS J. MEYER.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) de vijf Oktober 1949.

Deel 214, blad 82, vak 7, drie blad, geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger a. i. : (get.) Verstegen.

Compagnie Minière Arema-Arema

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu-Port Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 108053.

Acte constitutif et modifications aux statuts publiés aux annexes au
« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1938 et du 15 janvier 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 29 septembre 1949.

ACTIF.

I. Immobilisé :

a) Apports	fr.	2.185.000,—	
b) Frais de constitution et d'augmentation de capital		175.546,50	
c) Prospections - développements - immeu- bles et installations en Afrique		3.192.146,44	
		<u>5.552.692,94</u>	
à déduire :			
Amortissements :			
des exercices antérieurs	778.262,59		
de l'exercice	114.282,15		
		<u>892.544,74</u>	
			4.660.148,20

II. Réalisable :

Débiteurs divers	249.371,08
------------------------	------------

III. Disponible :

Banques	4.946.437,71
---------------	--------------

IV. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.

V. Profits et Pertes :

Perte antérieure	182.527,20	
Perte de l'exercice	39.555,81	
	<u>222.083,01</u>	
		<u>Fr. 10.078.040,—</u>

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

20.000 actions de capital de 500 francs fr. 10.000.000,—

II. *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers 78.040,—

III. *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires P.M.

Engagements et contrats divers en cours P.M.

Fr. 10.078.040,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation (rappel exercices antérieurs) fr. 28.485,65

Frais généraux et divers 9.732,—

Droits de sortie sur or (rappel) 7.003,95

Amortissement des frais d'augmentation du capital 114.282,15

Fr. 159.503,75

CREDIT.

Revenus financiers fr. 1.249,14

Remboursement surtaxes douanières 118.698,80

Solde 39.555,81

Fr. 159.503,75

VERSEMENTS EFFECTUES.

Le capital a été entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président et administrateur-délégué :

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambert, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, avenue des Nations, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. le Chevalier Michel Lallemand, administrateur de sociétés, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Alfred Møeller de Laddersous, docteur en droit, La Framboisière, Linkebeek.

M. Georges Passau, ingénieur civil des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

M. Albert Pirard, ingénieur A. I. A., 22, avenue Emile Duray, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur des mines, géologue, 435, avenue Louise, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel, Bruxelles.

M. Osée Hugé, chef comptable, 667, chaussée d'Alseberg, Bruxelles.

Bruxelles, le 2 octobre 1949.

COMPAGNIE MINIERE AREMA

Un administrateur,

P. LANCSWEERT.

Le Président du Conseil d'administration,

G. LESCORNEZ.

Compagnie Minière Arema-Arema

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu-Port Empain (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 108.053.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES
DU 29 SEPTEMBRE MIL NEUF CENT QUARANTE-NEUF.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée à l'unanimité réélit en qualité d'administrateurs Messieurs Raymond ANTHOINE et Marcel JACQUES, et en qualité de commissaire Monsieur Jacques BETTENDORF.

Les mandats de Messieurs ANTHOINE et JACQUES prendront fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1955 et celui de Monsieur BETTENDORF après l'assemblée générale annuelle de 1951.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

.....
Bruxelles, le 2 octobre 1949.

COMPAGNIE MINIERE AREMA

Un administrateur,
P. LANCSWEERT.

Le Président du Conseil d'administration,
G. LESCORNEZ.

Société de Transports Rapides, de Commerce et de Mines

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 20, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 32843.

Constituée le 9 août 1929, sous la dénomination de « Société de Transports rapides au Congo Belge » par acte passé devant Maître Van Isterbeeck, notaire à Bruxelles, publié sous les numéros 13606-13607, aux annexes du « Moniteur Belge » les 26 et 27 août 1929, pages 2339 à 2344, autorisée par arrêté royal du 5 septembre 1929, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » numéro 10, du 15 octobre 1929, page 498. Modifications aux statuts approuvées par arrêté royal du 14 septembre 1934, publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1934, pages 621 à 625. Changement de la dénomination sociale en « Société de Transports rapides, de Commerce et de Mines », approuvé par arrêté royal du 14 septembre 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », n° 10, du 15 octobre 1934, page 1008. Modifications aux statuts, approuvées par arrêté royal du 6 avril 1935, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1935. Mise en liquidation le 12 novembre 1948 par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 12 novembre 1948 tenue devant Maître Leemans, notaire à Saint-Josse-ten-Noode. Procès-verbal publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1949, page 177.

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Disponible	fr.	3.237.564,38
Terrains		167.462,82
Débiteurs divers		1.347.000,—
Pertes et Profits		5.141.794,22
	Fr.	9.893.821,42

PASSIF.

Capital	fr.	6.000.000,—
Réserves		11.475,—
Créditeurs		882.346,42
Provisions diverses		3.000.000,—
	Fr.	9.893.821,42

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 5 avril 1949.

A l'unanimité l'assemblée approuve et adopte la situation au 31 décembre 1948.

Pour extrait certifié conforme.

Le liquidateur,

A. DRUART.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 8, Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 36653.

POUVOIRS.

Extrait du Procès-verbal du Conseil d'administration du 23 septembre 1949

Par délibération spéciale prise en exécution de l'article 35 des statuts, le Conseil d'administration modifie comme suit la délégation de pouvoirs conférée par lui le 15 décembre 1948 et publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » n° 2 du 15 février 1949, page 266, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » des 17 et 18 janvier 1949, acte n° 964.

Les pouvoirs conférés au 3° de la délégation du 15 décembre 1948 à MM. J. J. SCHILTZ, directeur technique, MASSARDO, chef du Service administratif, et BUSET, chef comptable, pour la signature des actes émanant du siège social au Congo Belge sont également conférés pour l'avenir dans les mêmes cas et aux mêmes conditions que ceux prévus par la dite délégation pour les mandataires précités, à M. Nicolas BELAWSKY, ingénieur, 68, rue Souveraine, Ixelles, et M. Raymond CHATELLE, comptable, 464, rue de Dour, Boussu-Bois, tous deux attachés au siège social de la Société à Jadotville (Congo Belge).

Il n'est apporté aucune autre modification à la délégation de pouvoirs conférés par le Conseil le 15 décembre 1948.

Pour extrait conforme.

P. DUMORTIER.

Administrateur-directeur.

J. COUSIN.

Administrateur.

Société Belge des Textiles au Congo

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisés	fr.	1,—
Disponibles		1.833.445,04
Réalisables		88.296.684,03
	Fr.	<u>90.130.130,07</u>

PASSIF.

Capital	fr.	2.400.000,—
Réserve légale		240.000,—
Réserve extraordinaire		1.500.000,—
Créanciers		76.771.937,99
Reports exercices précédents		8.398.855,—
Bénéfices de l'exercice		819.337,08
	Fr.	<u>90.130.130,07</u>

COMPTE PROFITS ET PERTES.

à reporter	Fr.	819.337,—
Résultat de l'exercice	Fr.	819.337,08

Gand, le 27 septembre 1949.

Certifié sincère et conforme.

L'administrateur-délégué,
Chevalier KRAFT de la SAULX.

Société Belge des Textiles au Congo

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 26 septembre 1949.

L'assemblée générale à l'unanimité des voix :

- 1° Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, ainsi que le bilan;
- 2° Donne par un vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion, aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1948;
- 3° Réélit à l'unanimité Monsieur Fernand van Ackere, administrateur sortant, ainsi que Messieurs Guy van Ackere, Georges Buysse et Georges De Sutter, commissaires sortants, le premier pour un terme de deux ans, les seconds pour un terme d'un an.

Une réunion subséquente du Conseil d'administration réélit à l'unanimité Monsieur Fernand van Ackere comme président.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Monsieur Fernand van Ackere, ingénieur, à Waerschoot.

Administrateur-délégué :

Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, 2, boulevard Militaire, à Gand.

Administrateur-gérant :

Monsieur Alfred Buysse, industriel, 534, avenue Louise, à Bruxelles.

Commissaires :

Monsieur Guy van Ackere, industriel, 35, rue de la Vallée, à Gand.

Monsieur Georges Buysse, industriel, rue Nelemeersch, Laethem-Saint-Martin.

Monsieur Georges De Sutter, expert-comptable, avenue Wolters, 51, à Mont-Saint-Amand.

Gand, le 27 septembre 1949.

Certifié sincère et conforme.

L'administrateur-délégué,
Chevalier KRAFT de la SAULX.

Société des Chemins de fer Vicinaux du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Aketi (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15174.

Société congolaise à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, suivant actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1924, et au « Moniteur Belge » des 16-17-18-19 août 1924, sous le n° 9980; statuts modifiés suivant actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1924, 15 février 1927, 15 janvier 1932, 15 mars 1932, 15 juin 1933, 15 avril 1934, 15 août 1947, et au « Moniteur Belge » des 12 décembre 1924, 15 janvier 1927, 16-17 août 1930, 30 janvier 1932, 24-25 avril 1933, 4 mars 1934 et 8 janvier 1947, sous les numéros 13517, 599, 12975, 808, 1154, 1854 et 427.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 13 septembre 1949.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Immeubles, terrains et lignes	fr. 385.325.179,94	
Matériel d'exploitation	88.615.376,13	
Frais de constitution et d'augmentation de capital	678.922,54	
		474.619.478,61

II. — Réalisable :

Banquiers, chèques-postaux, caisses	25.333.394,59	
Approvisionnements	31.242.201,15	
Débiteurs divers	22.622.384,79	
		79.197.980,53

III. — Divers :

Fonds bloqués chez nos banquiers au profit de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite pour intérêt et remboursement de l'emprunt obligataire 4 1/2 % 1934	1.033.623,90	
Comptes débiteurs	4.326.736,63	
Prime à l'émission de l'emprunt obligataire 4 % 1936	2.400.000,04	
		7.760.360,57

IV. — *Comptes d'ordre :*

Sommes à prélever sur bénéfices futurs pour remboursement à la Colonie : Frs : 179.339.369,62 (art. 15 de la convention du 10 juin 1929)	Mémoire
Dépôts statutaires, cautionnements des agents et commandes en cours	Mémoire
	Fr. 561.577.819,71

PASSIF.

I. — *Dette de la société envers elle-même :*

Capital représenté par :		
200.000 actions de capital de		
100 frs en circulation	20.000.000,—	
209.750 actions privilégiées de		
500 frs en circulation	104.875.000,—	
25.550 actions de jouissance		
série B, en circulation	—	
372.550 actions de dividende	—	
		124.875.000,—
Actions privilégiées amorties et remplacées		
par 25.550 actions de jouissance série B.		
(montant destiné à l'amortissement des		
immeubles, terrains et lignes)	12.775.000,—	
		137.650.000,—
Réserve statutaire	547.837,86	
Fonds d'assurance	1.573.694,42	
Fonds d'amortissement des actions de capital	1.258.500,—	
Fonds d'amortissement constitué par annuités		
payées à la Colonie pour reprise M.A.P.O.	7.899.000,—	
		11.279.032,28
Fonds divers d'amortissement sur immeubles,		
terrains et lignes :		
Constitué par annuités payées à la Caisse		
Générale d'Epargne et de Retraite. — Em-		
prunt de 50 millions de francs non garanti	6.789.000,—	
Constitué par annuités payées à la Caisse		
Générale d'Epargne et de Retraite. — Em-		
prunt de 100 millions de francs garanti par		
la Colonie	26.792.000,—	
Constitué par annuités payées à la Colonie		
pour reprise rails	1.607.469,56	
Sur obligations 5 % 1936 non garanties	2.955.500,—	
		38.143.969,56

à déduire :

Amortissements affectés sur immeubles	1.080.128,04	
		37.063.841,52
Fonds conventionnel de renouvellement du matériel fixe	7.327.249,41	
Fonds complémentaire pour le renouvellement du matériel fixe	33.706.912,72	
		41.034.162,13

à déduire :

Dépenses de renouvellement	331.319,01	
		40.702.843,12
Fonds d'amortissement et de renouvellement du matériel d'exploitation		63.994.684,88
Provision pour créances douteuses		950.000,—

II. — Dettes de la société envers des tiers :

Emprunt garanti par la Colonie :

Obligations 4 % 1936	73.208.000,—
Prêt consenti par la Colonie	61.500.000,—

Emprunts non garantis par la Colonie :

a) Obligations 4 1/2 % 1934	43.211.000,—
b) Obligations 5 % 1936	17.044.500,—
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	5.957.028,72

Créditeurs divers	32.725.132,63	
Actions privilégiées à rembourser	186.000,—	
Obligations 4 % 1934 à rembourser	25.500,—	
Obligations 5 % 1936 à rembourser	115.520,80	
Coupons d'actions et d'obligations échus et non réclamés (loi du 10 avril 1923)	80.032,90	
Coupons d'actions et d'obligations à payer.....	265.246,24	
		33.397.432,57

Annuités à payer à la Colonie (à long terme) :

a) pour reprise M. A. P. O.	3.439.000,—	
b) pour reprise rails	4.392.530,44	
		7.831.530,44

Ministère des Colonies : Remboursement sur montants affectés antérieurement par la Colonie au service des capitaux garantis (art. 15 de la Convention du 10 juin 1929)	24.707,75
--	-----------

III. — *Divers* :

Comptes créditeurs 23.899.327,22

IV. — *Comptes d'ordre* :

Ministère des Colonies — Sommes à lui rembourser sur
bénéfices futurs : Frs : 179.339.369,62 (art. 15 de la Con-
vention du 10 juin 1929) Mémoire

Déposants statutaires, cautionnements des agents et crédi-
teurs pour commandes en cours Mémoire

V. — *Profits et Pertes* :

Solde bénéficiaire 3.863.891,21

Fr. 561.577.819,71

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DOIT.

Dépenses d'exploitation fr. 90.749.225,92

Dotation au Fonds d'amortissement et de
renouvellement du matériel d'exploitation 7.134.274,83

Dotation complémentaire au fonds de renou-
vellement du matériel fixe 3.704.763,08

Amortissement sur frais de constitution et
d'augmentation de capital 39.936,62

Amortissement sur prime à l'émission de
l'emprunt obligataire 4 % 1936 133.333,33

Charges financières des annuités à payer à
la Colonie :

1) pour reprise M. A. P. O. 773.000,—

2) pour reprise rails 346.980,60

1.119.980,60

Charges financières :

1) de l'emprunt obligataire
4 1/2 % 1934 remboursa-
ble en 40 ans 2.712.228,20

2) de l'emprunt obligataire
5 % 1936 rembourstable en
38 ans 1.203.158,46

3.915.386,66

Répartition conventionnelle du bénéfice d'exploitation :

10 % au fonds de renouvellement du matériel fixe	1.956.683,24	
20 % à la Société	3.913.366,48	
70 % au compte charges financières des actions privilégiées et emprunts garantis par la Colonie	13.696.782,75	
	<u>19.566.832,47</u>	126.363.733,51
Fonds d'amortissement des actions de capital		135.000,—
Intérêts et amortissements financiers		13.672.075,—
Solde		3.863.891,21
		<u>Fr. 144.034.699,72</u>

AVOIR.

Report au 1 ^{er} janvier 1948	fr.	34.114,73
Recettes d'exploitation		126.363.733,51
Boni sur frais d'augmentation de capital		51.410,—
Montant des 20 % du bénéfice d'exploitation		3.913.366,48
Ressources destinées aux intérêts et amortissements financiers couverts par les 70 % du bénéfice d'exploitation		13.672.075,—
	Fr.	<u>144.034.699,72</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE
SUIVANT ARTICLE 53 DES STATUTS.

Réserve statutaire 5 %	fr.	191.488,82
Premier dividende de 6 francs brut aux 200.000 actions de capital		1.200.000,—
Au Conseil Général		121.914,38
Deuxième dividende de frs : 5,86746 brut aux 200.000 actions de capital		1.173.492,—
Dividende brut aux 372.550 actions de dividende		1.173.492,—
Report à nouveau		3.504,01
	Fr.	<u>3.863.891,21</u>

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 13 septembre 1949.*

L'assemblée :

- 1) Adopte le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1948 ainsi que la répartition bénéficiaire.
- 2) donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pour l'exercice 1948.
- 3) réélit Monsieur Albert MARCHAL en qualité d'administrateur.
- 4) appelle Monsieur Robert REISDORFF aux fonctions d'administrateur en remplacement de Monsieur Guillaume OLYFF et Monsieur Gérard NAGELMACKERS aux fonctions de commissaire en remplacement de Monsieur Jean NAGELMACKERS.
- 5) fixe, d'accord avec Monsieur le Ministre des Colonies le nombre des administrateurs de 15 à 16 et appelle Monsieur Jean Jentgen pour exercer le seizième mandat.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, 196, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre, président du Conseil d'administration.

Monsieur Martin Thèves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-Saint-Genèse, président du Comité de direction.

Monsieur Marcel Paulis, ingénieur, 418, avenue Louise, Bruxelles, administrateur-délégué.

Monsieur Lucien Gonze, directeur de sociétés, 16, square de Léopoldville, Etterbeek, administrateur-directeur.

Monsieur le Baron Jacques van der Bruggen, administrateur de sociétés, 20, rue Evers, Bruxelles, administrateur.

Monsieur Simon Collin, administrateur de sociétés, 6, rue Fernand Huêt, Embourg, administrateur.

Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Ixelles, administrateur.

Monsieur Christian Janssens, ingénieur, 24, avenue A. Béchet, Crainhem, administrateur.

Monsieur le Vicomte de Jonghe d'Adoye, administrateur de sociétés, 10, square Frère Orban, Bruxelles, administrateur.

Monsieur le Baron Alfred Leclercq, propriétaire, 3, avenue Alfred Solvay, Boitsfort, administrateur.

Monsieur Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle, administrateur.

Monsieur Georges Moulaert, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle, administrateur.

Monsieur Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne, Schaerbeek, administrateur.

Monsieur le Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, Vollezele, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Monsieur Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, 64, rue Stanley, Uccle.

Monsieur Robert Grosfils, chef de bureau au Ministère des Colonies, 43, avenue Maréchal Foch, Schaerbeek.

Monsieur Jean Nagelmackers, banquier, 206, boulevard d'Avroy, Liège.

DELEGUE DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

Monsieur Hector Baillieux, ingénieur, 1147, chaussée de Waterloo, Uccle.

COMMISSAIRE SPECIAL DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

Monsieur Charles Lamury, propriétaire, 53, avenue des Saisons, Ixelles.

L'administrateur-directeur,

L. GONZE.

Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains

Société Anonyme, à Bruxelles.

24, avenue de l'Astronomie.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3902.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration et du Collège des commissaires tenue le 29 septembre 1949.

« Les administrateurs et commissaires présents appellent M. Edgar van der Straeten aux fonctions d'administrateur pour continuer le mandat rendu vacant par suite du décès de M. Nicolas Cito. »

Bruxelles, le 29 septembre 1949.

Deux administrateurs,

M. LEFRANC.

C. CAMUS.

Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « Mirudi »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Urundi)

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 91070.

Constituée suivant acte passé devant M. Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 20 mars 1937 et autorisée par arrêté royal du 12 avril 1937 (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1937).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M. Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 4 octobre 1938; modifications autorisées par arrêté royal du 1^{er} décembre 1938 et publiées dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de prospection, constructions et travaux préparatoires	fr. 6.454.209,77		
Amortissements antérieurs	6.454.208,77		
		<u>1,—</u>	
			<u>1,—</u>

Réalisable :

Débiteur	14.826,—		
Stock produits	3.939.960,—		
Approvisionnements	168.556,—		
Portefeuille	462.050,—		
		<u>4.585.392,—</u>	

Disponible :

Banque, chèques postaux et caisses	4.252.064,—
--	-------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	165.000,—		
Divers	30.000,—		
		<u>195.000,—</u>	
	Fr.	<u>9.032.457,—</u>	

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital fr. 6.000.000,—

représenté par :

12.000 actions de capital de fr. 500,—

12.000 parts de fondateur s. d. v.

18.000 actions série B.

Réserve statutaire 46.162,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers 800.394,—

Comptes créditeurs 346.153,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires 165.000,—

Divers 30.000,—

195.000,—

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire reporté 359.450,—

Bénéfice de l'exercice 1.285.298,—

1.644.748,—

Fr. 9.032.457,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Droits de douane sur produits miniers fr. 860.062,—

Frais généraux Europe 220.164,—

Frais généraux Afrique 41.178,—

Provision pour impôts 275.000,—

Solde bénéficiaire reporté 359.450,—

Bénéfice de l'exercice 1.285.298,—

1.644.748,—

Fr. 3.041.152,—

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	359.450,—
Résultat d'exploitation		2.681.702,—
	Fr.	3.041.152,—

SITUATION DU CAPITAL :

Entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 4 octobre 1949.*

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) approuve les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes, relatifs à l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et approuvés par le Collège des commissaires.

L'assemblée décide, en conséquence, de répartir le solde bénéficiaire de fr. 1.644.748,— comme suit :

Réserve statutaire = 5 % de fr. 1.285.298,—	fr.	64.265,—
Participation du Ruanda-Urundi (art. 76 du décret du 24 septembre 1937)		434.214,—
Allocations statutaires 10 % s/fr. 1.221.033,—		122.103,—
Premier dividende de 6 % aux 12.000 actions de capital		360.000,—
Deuxième dividende aux actions de capital		332.083,—
Dividende aux 12.000 parts de fondateur		332.083,—
	Fr.	1.644.748,—

Le dividende des actions de capital (nominatives) sera payé par francs 57,70 brut ou fr. 47,87 net et celui des parts de fondateur (nominatives) par fr. 27,70 brut ou fr. 22,97 net, à dater du 6 octobre 1949;

2°) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1948;

3°) renouvelle pour un terme de 2 ans, le mandat de M. Charles Péquet, commissaire sortant.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, président-administrateur-délégué, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Henri de Steenhault de Waerbeck, administrateur de sociétés, 63, avenue des Nerviens, Bruxelles.

M. le baron Edouard Empain, propriétaire, 1, rue Zinner, Bruxelles.

M. le chevalier Michel Ernest Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. Alfred Marzorati, docteur en droit, 24, avenue Helleveldt, à Uccle-Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur civil des mines (U. Br.), 67, rue de Spa, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Paquet, administrateur de sociétés, 215, rue Américaine, à Ixelles-Bruxelles.

M. Charles Péquet, directeur de banque, 53, rue Père de Deken à Bruxelles.

Certifié conforme.

Deux administrateurs.

Société de Crédit au Colonnat

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège principal : Léopoldville.

Siège administratif : 146, avenue Louise, Bruxelles.

Autorisée et constituée le 1^{er} juillet 1947, les statuts ont été approuvés le 31 juillet 1947 et modifiés le 19 mai 1949, publications au « Bulletin Officiel du Congo Belge » : 15 septembre 1947 et 15 juin 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

<i>Immobilisé :</i>	
Frais de constitution	fr. 58.551,25
Immeuble	3.470.000,—
Matériel et Mobilier	741.600,—
	<u>4.211.600,—</u>
	4.270.151,25
<i>Réalisable :</i>	
Actionnaires	50.000.000,—
<i>Disponible :</i>	
Caisse, Banques, Chèques-postaux	10.626.005,31
<i>Comptes de tiers :</i>	
Emprunteurs	34.231.349,84
Débiteurs divers	35.500,—
Garanties diverses	1.200,—
	<u>34.268.049,84</u>
<i>Comptes transitoires :</i>	
Divers débiteurs	570,—
Solde Pertes et Profits	2.022.697,60
	<u>101.187.474,—</u>
<i>Comptes d'ordre :</i>	
Promesses souscrites par les emprunteurs	53.654.295,—
Garanties	80.542.260,—
Cautionnements statutaires	P.M.
	<u>134.196.555,—</u>
	<u>Fr. 235.384.029,—</u>

PASSIF.

Capital	fr. 100.000.000,—	
<i>Amortissements :</i>		
sur Immeuble, Matériel, Mobilier		291.700,—
<i>Dettes envers les tiers :</i>		
Comptes-courants divers	85.387,—	
Rémunérations à payer	273.279,—	
		<u>358.666,—</u>
<i>Comptes transitoires :</i>		
Prorata d'intérêts		537.108,—
(échus mais imputables ultérieurement)		
		<u>101.187.474,—</u>
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Emprunteurs créditeurs par promesses souscrites	53.654.295,—	
Garants	80.542.260,—	
Déposants de cautionnements statut.	P.M.	
		<u>134.196.555,—</u>
	Fr.	<u>235.384.029,—</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais de gestion	fr. 2.092.940,55	
Amortissements sur Immobilisé	291.700,—	
		<u>2.384.640,55</u>
	Fr.	<u>2.384.640,55</u>

CREDIT.

Intérêts sur prêts	fr. 354.934,—	
Intérêts divers	7.008,95	
		<u>361.942,95</u>
Solde		2.022.697,60
	Fr.	<u>2.384.640,55</u>

L'assemblée générale ordinaire a approuvé, à l'unanimité le bilan au 31 décembre 1948.

Le déficit de 2.022.697,60 francs sera apuré par un subside de la Colonie, conformément à l'article 14 des Statuts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Monsieur Van Remoortel, William, avocat près la Cour, avenue Louise, 496, Bruxelles.

Monsieur Van Lancker, Jules, administrateur de sociétés, rue Lippens, 11, Léopoldville.

Monsieur Duerinckx, René, administrateur de société, avenue Winston Churchill, 34, Uccle.

Monsieur Jentgen, Pierre, directeur général au Ministère des Colonies, avenue Molière, 117, Forest.

Monsieur Quarre, Paul, représentant de l'Ucol en Belgique, rue de la Grosse Tour, 17, Bruxelles.

Monsieur Vandeputte, Robert, administrateur de sociétés, avenue de Tervuren, 282, Bruxelles.

Monsieur Baseleer, Richard, administrateur de sociétés, avenue Prékelinden, 142, Bruxelles.

Monsieur Bruneel, Léon, avocat, administrateur de sociétés, avenue Antoine Depage, 5, Bruxelles.

Monsieur Catoire, Auguste, directeur de société, rue Père Eudore Devroye, 72, Bruxelles.

Monsieur de San, Arthur-Edouard, administrateur de sociétés, avenue Brugmann, 71, Forest.

Monsieur de Maleingreau, Charles, planteur, représentant de l'UNAKI, B. P. 249, Costermansville.

Monsieur Dessy, Emile, administrateur de société, avenue Général Wahis, 262, Bruxelles 3.

Monsieur Dufrenoy, Paul, avocat à la Cour d'Appel, rue de l'Esplanade, 5, Bruxelles.

Monsieur Grauls, Léon, fonctionnaire du Ministère des Colonies, chaussée de Louvain, 136, Vossem.

Monsieur Neyzen, Chrétien, directeur de société, rue Edmond Delcourt, 21, Anderlecht.

Monsieur Raulier, Victor, directeur général de banque, avenue Centrale, Kraainem.

Monsieur Van der Straeten, Edgar, administrateur de sociétés, chaussée de Vleurgat, 268, Ixelles.

Monsieur Van Hentenryk, Marcel, architecte, représentant de l'Aprocolin au Congo, B. P. 226, Léopoldville.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.

Monsieur Bourgeois, Aimable, directeur de société, avenue du Diamant, 51, Bruxelles 3.

Monsieur Delhayé, Ivan, fonctionnaire du Ministère des Colonies, rue des Garennes, 18, Watermael-Boitsfort.

Monsieur Wertz, Jacques, fonctionnaire du Ministère des Colonies, 203, avenue du Roi, Forest.

LES COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT.

Monsieur Masoin, Maurice, conseiller du Gouvernement, avenue de la Jonction, 38, Bruxelles.

Monsieur Petit, Germain, fonctionnaire de la Colonie, avenue Molière, 133, Forest.

SITUATION DES ACTIONNAIRES AU 31 DECEMBRE 1948.

Le capital ayant été appelé à concurrence de 50 pour cent, les comptes Actionnaires présentent les soldes débiteurs suivants :

Colonie du Congo Belge	fr. 33.500.000,—
Banque du Congo Belge	4.000.000,—
Gouvernement du Ruanda-Urundi	4.000.000,—
Comité Spécial du Katanga	2.500.000,—
Comité National du Kivu	2.500.000,—
Banque Belge d'Afrique	2.500.000,—
Banque Commerciale du Congo	500.000,—
Crédit Hypothécaire d'Afrique	500.000,—
Total Frs	<u>50.000.000,—</u>

Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « Imafor »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 71, rue Joseph II. Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 70.714.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1934, folio 247 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 avril 1934.

Modifications aux statuts publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 janvier 1939 et 15 octobre 1948 et aux annexes du « Moniteur Belge » des 11 janvier 1939, n° 347, et 7 octobre 1948, n° 19508.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

<i>Immobilisé :</i>		
Terrains et concessions	fr. 8.935.714,13	
Constructions	20.618.054,15	
		29.553.768,28
<i>Réalisable :</i>		
Portefeuille - titres	5.300,—	
Bétail	583.184,—	
Débiteurs	6.217.521,01	
		6.806.005,01
<i>Disponible :</i>		
Banques		893.702,76
<i>Compte d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires		309.000,—
	Fr.	37.562.476,05

PASSIF.

Capital	fr. 6.250.000,—	
Réserves	7.472.467,90	
		13.722.467,90
<i>Amortissements :</i>		
sur terrains	1.400.000,—	
sur constructions	14.531.223,—	
		15.931.223,—
Créditeurs		1.204.983,13
Provision fiscale		1.099.120,—
Provision pour débiteurs douteux		84.683,—

Profits et Pertes :

Report de 1947	1.541.341,77	
Résultat de 1948	3.669.657,25	
		<u>5.210.999,02</u>

Compte d'ordre :

Déposants cautionnements	309.000,—	
		<u>Fr. 37.562.476,05</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements :

sur constructions	1.645.000,—	
Frais généraux	369.922,88	
Impôts d'Afrique	289.132,25	
Provision fiscale	225.000,—	
Charges financières	11.375,30	
Pertes diverses	19.248,82	
		<u>2.559.679,25</u>
Solde en bénéfice	5.210.999,02	
		<u>Fr. 7.770.678,27</u>

CREDIT.

Report 1947	fr. 1.541.341,77	
Intérêts	1.449.835,50	
Loyers	4.779.501,—	
		<u>Fr. 7.770.678,27</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Dividende statutaire	fr. 1.925.000,—	
Tantièmes	261.699,—	
Deuxième dividende	990.000,—	
Réserve	1.027.532,10	
Report à nouveau	1.006.767,92	
		<u>Fr. 5.210.999,02</u>

Situation du capital social : Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, Uccle.

M. Louis Eloy, administrateur de sociétés, 73, rue du Collège Saint-Michel, Bruxelles.

M. Valère Lecluse, industriel, Villa Marguerite, Tieghem-lez-Anseghem.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Bruxelles.

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeüs, Bruxelles.

M. Joseph Plas, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière, Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, industriel, Castel Bel Air, Citadelle, Namur.

M. Frans Terlinck, administrateur de sociétés, 40, rue Bâtonnier Braf-fort, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Eugène Voet, directeur honoraire de sociétés, 59, rue du Méridien, Bruxelles.

M. Jean-Edouard Thomas, expert-comptable, 34, rue Charles Martel, Bruxelles.

RESOLUTIONS.

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 5 octobre 1949, a :

Approuvé le Bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948, ainsi que la répartition du bénéfice.

Donné par un vote spécial, décharge de leur gestion à Messieurs les administrateurs et commissaires.

Réélu pour un terme de 6 ans MM. Joseph Rhodius et Robert Pflieger, en qualité d'administrateurs et M. Jean-Edouard Thomas, en qualité de commissaire.

Porté à neuf, le nombre des administrateurs et désigné en cette qualité M. Marcel de Clippele, dont le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 1955.

Certifié conforme.

H. MOXHON,
Administrateur.

A. ENGELS,
Président du Conseil d'administration.

Compagnie de Libenge

Société congolaise à responsabilité limitée

à Motenge-Boma (Congo Belge).

Siège social : Motenge-Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : n° 81080.

—

CONSTITUTION : annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1927 et annexes du « Moniteur Belge » du 23 novembre 1928, n° 15319.

MODIFICATIONS : annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1928 et annexes du « Moniteur Belge » des 23-24 novembre 1928, n° 15321 et 15322, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1928 et annexes du « Moniteur Belge » du 24 novembre 1928, n° 15323, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1935 et annexes du « Moniteur Belge » du 5 juillet 1935, n° 10442 et 10443, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1947 et annexes du « Moniteur Belge » du 4 septembre 1947, n° 16818, annexes du « Moniteur Belge » du 10 octobre 1948, n° 19636 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » n° 14 du 25 juillet 1949.

BILAN AU 31 MARS 1949

approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 6 octobre 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	fr.	39.138,80	
Frais d'émission emprunt		380.072,20	
Terrains et concessions		163.946,50	
Plantations		16.097.344,82	
Bâtiments et usines		3.498.140,93	
Machines, mobilier et matériel		3.805.084,33	
			23.983.727,58

Disponible et réalisable :

Caisses et Banques	2.452.973,90
Portefeuille et participations	283.365,94
Emprunt d'assainissement monétaire	349.400,—
Produits à réaliser	2.612.992,75
Approvisionnements	1.725.201,82

Débiteurs divers	1.348.455,08	
Comptes de régularisation	949.534,17	
		9.721.923,66
<i>Compte d'ordre :</i>		
Dépôts statutaires		Mémoire
	Fr.	33.705.651,24

PASSIF.

<i>Non exigible :</i>		
Capital	fr.	17.500.000,—
Réserve légale		232.834,89
Réserves diverses		1.986.864,90
Provisions diverses		43.044,90
Amortissements		6.655.760,60
		26.418.505,29
<i>Exigible :</i>		
<i>A long terme :</i>		
Emprunt obligataire	5.000.000,—	
<i>A court terme :</i>		
Créditeurs sans garanties	799.937,55	
Versements à effectuer sur participations	3.075,—	
Comptes de régularisation	1.381.833,74	
		7.184.846,29
<i>Compte d'ordre :</i>		
Déposants statutaires		Mémoire
<i>Comptes de résultats :</i>		
Profits et pertes		102.299,66
	Fr.	33.705.651,24

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1949.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers	fr.	3.072.765,50
Impôt sur le capital		335,—
Prévisions diverses		125.000,—
Amortissements		895.431,21
Solde bénéficiaire		102.299,66
	Fr.	4.195.831,37

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	fr.	32.276,06
Ventes produits et divers		1.788.555,31
Produits à réaliser		2.375.000,—
	Fr.	4.195.831,37

REPARTITION.

A la réserve légale	fr.	5.115,—
A reporter		97.184,66
	Fr.	102.299,66

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Jean Wittouck, industriel, rue d'Arlon, 86, Bruxelles. Président.

M. Maurice Schoofs, ingénieur commercial, rue du Prevost, 137, Bruxelles. Vice-président.

M. Jean Ullens de Schooten, ministre de Belgique, avenue de la Toison d'Or, 20, Bruxelles. Vice-président.

M. Robert Dupret, ingénieur agricole U. Lv., avenue de l'Observatoire, 104, Uccle. Administrateur-délégué.

M. Louis de Lannoy, avocat, rue Royale, 241, Bruxelles. Administrateur.

M. le Comte René de Rivaud, banquier, rue Notre-Dame des Victoires, 13, Paris. Administrateur.

M. Paul Ectors, notaire, rue Joseph II, 26, Bruxelles. Administrateur.

M. Lucien Favresse, planteur, avenue de Broqueville, 254, Bruxelles. Administrateur.

M. Jacques Le Borne, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., rue Jules Lejeune, 44, Bruxelles. Administrateur.

M. Eugène Ryckaert, agent de change honoraire, rue des Pierres, 1, Bruxelles. Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Heury Du Moulin, publiciste, avenue Molière, 148-150, Bruxelles. Commissaire.

M. Marcel Grumiaux, consul honoraire de Belgique, boulevard Général Jacques, 142, Bruxelles. Commissaire.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, chaussée de Charleroi, 212, Bruxelles. Commissaire.

Fait à Bruxelles, le octobre 1949.

COMPAGNIE DU LIBENGÉ.

(sé) J. WITTOUCK
P. ECTORS

R. DUPRET
L. FAVRESSE

L. de LANNOY
J. LE BORNE

Compagnie du Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Dima (Congo Belge)

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 11.764.

Constituée par décret du Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo en date du 24 décembre 1901, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » n° 11 et 12 de novembre-décembre 1901; statuts modifiés par décret du Roi-Souverain en date des 25 septembre 1902, et 5 octobre 1907, respectivement publiés au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » n° 9 de septembre 1902, et n° 10-11-12 d'octobre-novembre-décembre 1907; par la loi du 31 juillet 1911 et par décision des assemblées générales extraordinaires des 3 octobre 1911, 6 août 1919, 31 décembre 1923, 5 novembre 1924, 13 janvier 1934, 13 mars 1946, par décision du Conseil d'administration du 11 avril 1947 et par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 1948, publiées respectivement au « Bulletin Officiel du Congo Belge » n° 11 du 5 août 1911, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 17 octobre 1911, 20 septembre 1919, 15 avril 1924, 15 mars 1925, 15 mars 1934, 15 décembre 1946, 15 juin 1947 et 15 mars 1949 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 2 février 1924, 11 mars 1934, 31 mai-1^{er} juin 1946, 2-3 juin 1947 et 3 mars 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 4 octobre 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains en Afrique	2.561.249,80	
Investissements de l'exercice ...	155.607,30	
	2.716.857,10	
Amortissements antérieurs	182.468,56	
		2.534.388,54
Immeuble en Europe	506.375,73	
Amortissements	165.473,35	
		340.902,38
Constructions en Afrique	28.310.381,06	
Investissements de l'exercice ...	8.308.499,69	
	36.618.880,75	

Amortissements :

antérieurs	16.845.043,19	
de l'exercice	5.429.564,97	
	<u>22.274.608,16</u>	14.344.272,59

Plantations	20.451.479,65	
Investissements de l'exercice ...	7.253.642,85	
	<u>27.705.122,50</u>	

Amortissements :

antérieurs	11.523.061,31	
de l'exercice	5.385.559,53	
	<u>16.908.620,84</u>	10.796.501,66

Matériel et mobilier en Europe	557.926,65	
Investissements de l'exercice ...	123.590,20	
	<u>681.516,85</u>	
Amortissements	681.515,85	

1,—

Matériel des huileries	3.567.706,65	
Investissements de l'exercice ...	253.117,97	
	<u>3.820.824,62</u>	

Amortissements :

antérieurs	370.212,60	
de l'exercice	1.206.941,54	
	<u>1.577.154,14</u>	2.243.670,48

Matériel atelier central, chan- tier naval, ateliers et chan- tiers divers	835.515,51	
Investissements de l'exercice ...	2.134.607,73	
	<u>2.970.123,24</u>	

Amortissements :

antérieurs	83.551,46	
de l'exercice	272.417,09	
	<u>355.968,55</u>	2.614.154,69

Charroi automobile	9.160.446,04	
Investissements de l'exercice ...	6.827.631,20	
	<u>15.988.077,24</u>	

Amortissements :

antérieurs	7.117.308,50		
de l'exercice	3.736.144,60		
	<u>10.853.453,10</u>		
			5.134.624,14
Flottille	1.137.350,89		
Investissements de l'exercice ...	857.577,85		
	<u>1.994.928,74</u>		

Amortissements :

antérieurs	303.613,34		
de l'exercice	187.028,51		
	<u>490.641,85</u>		
			1.504.286,89
Matériel divers et mobilier	268.980,61		

Amortissements :

antérieurs	29.957,96		
de l'exercice	26.897,96		
	<u>56.855,92</u>		
			212.124,69
			<u>39.724.927,06</u>

Disponible :

Fonds en caisse	13.932.630,32		
Dépôt en comptes banques et chèques-post.	16.853.292,91		
	<u>30.785.923,23</u>		

Réalizable :

Portefeuille	21.936.601,—		
Non appelé	37.760,—		
	<u>21.898.841,—</u>		
Praticipations diverses	569.081,—		
Non appelé	60.000,—		
	<u>509.081,—</u>		

Etat Belge :

Ristourne impôt sur le capital Mémoire

Marchandises et approvisionnements :

Marchandises	94.737.191,48		
Approvisionn.	57.817.437,77		
	<u>152.554.629,25</u>		
Dépréciation	9.428.012,20		
	<u>143.126.617,05</u>		

Produits africains	31.960.351,30	
Débiteurs	52.114.439,47	
	<u>249.609.329,82</u>	
<i>Divers :</i>		
Comptes de régularisation		1.608.067,50
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Dépôts statutaires		Mémoire
Marchandises en consignment		834.731,45
	<u>Fr. 322.562.979,06</u>	

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital :

16.905 actions de capital au porteur de	capital au 250×20 21	4.025.000,—	
53.395 actions privilégiées au porteur de	250×20 21	12.713.250,—	
4.221 parts bénéficiaires au porteur divisées en centièmes sans dési- gnation de valeur		—	16.738.250,—
Réserve statutaire		2.000.000,—	
Réserve pour investissement dans la Colonie		50.050.000,—	
Fonds de réserve extraordinaire		10.537.896,62	
Attribution résultant de l'impôt sur le capital		335.821,82	
Plus-value immunisée sur immobilisé		1.560.244,61	81.222.213,05
<i>Fonds divers :</i>			
Fonds social pour investissement en faveur de la main-d'œuvre indigène		24.247.125,35	
Fonds d'assurance pour la flottille		31.691.128,10	
Fonds de renouvellement (amortissement de surprix)		16.000.000,—	
Fonds pour grosses réparations périodiques		4.759.720,93	76.697.974,38

Envers les tiers :

A long terme :

Emprunt obligataire 1948	30.000.000,—	
Obligat. à rembourser (Empr. 1903)	9.594,95	
Dividendes à payer	11.288.924,73	
Intérêts et taxes sur emprunt obligataire 1948	1.580.460,—	
Tantièmes	939.377,97	
Créditeurs	58.449.216,39	
Provisions pour impositions	19.417.147,—	
Dotations en faveur du personnel	8.096.853,61	
		129.781.574,65

Divers :

Comptes de régularisation	3.704.211,69
---------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	Mémoire
Fournisseur de marchandises en consignment	834.731,45
<i>Profits et Pertes</i>	30.322.273,84

Fr. 322.562.979,06

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	4.911.945,72
Charges financières :		
Prime sur emprunt obligataire 1948	1.200.000,—	
Intérêt obligataire à 5,5 %	1.375.000,—	
Taxe mobilière sur intérêt emp. obligataire	205.460,—	
		2.780.460,—
Amortissements :		
sur avoirs en Europe :		
Immeuble	28.000,—	
Matériel et mobilier	123.590,20	
Participations diverses	229.154,85	
		380.745,05

sur avoir en Afrique :		
Constructions	1.724.560,34	
Plantations	5.385.559,53	
Charroi automobile	3.736.144,60	
Matériel (huileries, ateliers, flottille, divers)	1.693.285,10	
Dépréciation stocks	3.782.462,91	
		16.322.012,48
Provision fiscale		7.200.000,—
Dotations aux :		
Fonds d'assurance de la flottille	10.000.000,—	
Fonds pour grosses réparations périodiques	2.000.000,—	
		12.000.000,—
Solde : bénéfice		30.322.273,84
	Fr.	73.917.437,09

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	199.616,48
Revenus du portefeuille, intérêts et divers		3.494.097,52
Résultat des exploitations		70.223.723,09
	Fr.	73.917.437,09

REPARTITION DES BENEFICES.

Intérêt de 6 p. c. soit fr. 14,28571 brut aux actions de capital (2° art. 29 des statuts)	fr.	241.500,—
Tantièmes statutaires, déduction faite du report à nouveau et des intérêts cumulatifs aux actions de capital et privi- légiées (3° et 4° art. 29)		941.274,89
Dotation en faveur du personnel (5° art. 29)		873.550,86
Intérêt de 6 p. c. soit fr. 14,28588 brut aux actions privilé- giées (2° art. 29) et dividende de fr. 52,70156 brut aux mêmes actions, au total fr. 66,98744 brut		3.576.795,—
Dividende de fr. 20 brut aux centièmes de parts bénéficiaires		8.442.000,—
Réserve pour investissement dans la Colonie —		16.000.000,—
Report à nouveau		247.153,09
	Fr.	30.322.273,84

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Le capital social est intégralement libéré.

RESOLUTION.

*(Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 4 octobre 1949).*

L'assemblée générale réélit à l'unanimité M. Auguste S. Gérard en qualité d'administrateur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Edgar Van der Straeten, administrateur-délégué de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Vice-président :

M. André H. Gilson, administrateur de sociétés, 38, square Vergote, Schaerbeek.

Administrateur-délégué :

M. Auguste S. Gérard, administrateur de sociétés coloniales, 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Raymond Buurmans, agent de change, 23, square Vergote, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Paulo de Hemptinne, administrateur de sociétés, 10, rue Mignot Dels-tanche, Ixelles.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Char-leroi, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

M. Léon Vandenbyvang, administrateur de sociétés, 101, boulevard du Midi, Bruxelles.

M. Edmond Van Hoorebeke, industriel, 31, chaussée de Bruxelles, Gand.

M. Léon Wielemans, vice-président du Comptoir Colonial « Belgika », 14, rue Defacqz, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. André De Cock, industriel, 5, place du Champ de Mars, Ixelles.

M. Léonce Demoulin, fondé de pouvoirs, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek.

M. René Thuysbaert, sous-directeur du Comptoir Colonial « Belgika », 15, rue Van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

Bruxelles, le 7 octobre 1949.

Certifié conforme.

L'administrateur-délégué,

A. S. GERARD.

Le vice-président,

A. H. GILSON.

Société Textile Congolaise, en abrégé : « Texco »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : à Alost, 20, rue Saint-Joseph.

Registre du Commerce d'Alost n° 25.393.

L'assemblée générale extraordinaire tenue au siège administratif le 13 juillet 1949, a nommé pour un terme qui prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952 :

a) en qualité d'administrateurs :

M. Auguste G. Closon directeur de société, à Uccle, avenue du Prince d'Orange, 16;

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, 44;

b) en qualité de commissaire :

M. Paul Fontigny, docteur en droit, à Bruxelles, boulevard de Waterloo, 58.

Pour extrait conforme.

Deux administrateurs :

FRANS ANNE

MARCEL LE CLERCQ.

**Société Anonyme Belge d'Exploitation
de la Navigation Aérienne (SABENA)**

Société Anonyme

à Bruxelles — 13, rue de Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3872.

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » le 9 juin 1923, acte n° 6706; le 25 décembre 1926, acte n° 13473; le 30 novembre 1927, acte n° 14096; le 13 juillet 1929, acte n° 11706; le 26 février 1938, acte n° 1642; le 24 mars 1939, acte n° 2987; les 4/5 juillet 1949, acte n° 14718.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948

EXERCICE 1948 (Vingt-sixième exercice social)

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais d'études et de premier établissement	fr.	1,—
Immobilisations autres que le matériel volant	111.182.545,60	
Amortissement	50.789.530,95	
		60.393.014,65
Travaux en cours		11.140.159,10
Matériel volant et pièces de rechange	540.633.083,77	
Amortissement	284.569.486,96	
		256.063.596,81
		327.596.771,56

Réalisable :

Approvisionnements	17.198.855,91
Marchandises en cours de route	4.072.653,66
Débiteurs divers :	
Etat	5.766.283,84
Colonie	32.048.175,86
Compag. aériennes étrangères	22.261.656,71
Autres débiteurs	101.606.368,65
	161.682.485,06

Portefeuille - titres	17.662,50	
Participation à la Caisse d'Avances et de Prêts	2.500,—	
Débiteurs douteux	1.055.658,—	
		<u>184.029.815,13</u>

Disponible :

Banque, Caisse et Chèques postaux	65.110.527,39
---	---------------

Divers :

Comptes débiteurs	16.934.804,63	
Avances sur commandes	27.418.972,52	
		<u>44.353.777,15</u>

Domages réévalués en application de la loi
du 20 août 1947 :

1) résultant de l'évacuation or- donnée par le Gouvernement	38.991.971,99	
Amortissements	25.002.309,92	
		<u>13.989.662,07</u>
2) de guerre, saisies ou réqui- sitions	36.744.341,54	
Amortissements	22.988.441,37	
		<u>13.755.900,17</u>
		<u>27.745.562,24</u>

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
Banque du Congo Belge cautionnements agents	40.671,28	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
		<u>40.671,28</u>
	Fr.	<u><u>648.877.124,75</u></u>

PASSIF.

Envers la société :

Capital :	
40.000 actions privilégiées de Fr. 500,— chacune	20.000.000,—
52.000 actions de dividende sans désign. de valeur pour mémoire	
Réserve légale	2.000.000,—
	<u>22.000.000,—</u>

Fonds d'assurance	39.387.244,16	
Fonds de renouvellement du matériel volant	44.305.715,29	
Fonds de reconstitution des stocks	4.500.000,—	
Fonds de prévision	10.011.666,33	
Plus-value de réévaluation dommages	26.336.079,69	
		146.540.705,47

Envers des tiers :

Emprunts obligataires garantis par l'Etat	16.281.000,—
Bons de caisse garantis par l'Etat	21.980.000,—

Créditeurs divers :

Etat, avance de trésorerie	143.871.611,08	
Colonie, compte financement achat matériel volant	73.883.107,10	
Banquiers	107.750.000,—	
Fournisseurs	28.796.287,80	
Compagnies aériennes étrangères	18.269.235,99	
Autres créditeurs	75.697.913,27	
		486.529.155,24

Divers :

Fonds de prévoyance sociale	2.058.552,33	
Provision pour intérêts et remboursement d'obligations à échoir le 1 ^{er} janvier 1949	1.455.400,—	
Provision pour créances douteuses	1.055.658,—	
Comptes créditeurs	8.745.193,12	
Provision pour impôts	2.451.586,—	
		15.766.389,45

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire	
Banque du Congo Belge, cautionnements agents	40.671,28	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	
		40.671,28

Profits et Pertes :

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	203,31
--	--------

Fr. 648.877.124,75

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1948.

DEBIT.

Dénomination des comptes	Europe fr.	Afrique fr.	L. B. C. fr.	Totaux fr.
Frais généraux d'admin.	589.054,84	104.317,58	396.245,29	1.089.617,71
Dépenses d'exploitation...	263.818.144,14	55.053.102,37	212.306.682,53	531.177.929,04
Assurance vol et maté- riel volant	12.736.654,29	3.309.994,06	8.798.288,40	24.844.936,75
Amortissement des immo- bilisations autres que le matériel volant	10.191.506,27	2.849.575,38	6.855.620,48	19.896.702,13
Amortissement matériel volant et pièces de re- change	53.159.186,41	11.028.839,69	31.156.937,91	95.344.964,01
Charges financières	9.929.302,48	1.758.411,47	6.679.241,27	18.366.955,22
Provision pour créances douteuses	905.180,66	108.289,25	—	1.013.469,91
Totaux	351.329.029,09	74.212.529,80	266.193.015,88	691.734.574,77

CREDIT.

Dénomination des comptes	Europe fr.	Afrique fr.	L. B. C. fr.	Totaux fr.
Recettes d'exploitation et diverses	320.180.030,46	76.435.231,47	273.057.852,27	669.673.114,20
Intérêts	26.067,44	23.176,—	—	49.243,44
Bénéfice résultant de la vente de mat. volant	1.065.212,67	933.037,07	—	1.998.249,74
Bénéfices résultant de l'exploitation des « Guest-Houses »	—	1.025.633,72	—	1.025.633,72
Totaux	321.271.310,57	78.417.078,26	273.057.852,27	672.746.241,10

Perte d'exploitation de l'exercice 1948 : fr. 18.988.333,67, couverte par
un prélèvement sur le fonds de prévision constitué en 1946 18.988.333,67

691.734.574,77

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 1^{er} octobre 1949.*

L'assemblée, à l'unanimité :

- 1°) Adopte le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948;
- 2°) Donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1948 par un vote spécial et unanime, chacun des assistants s'abstenant en ce qui le concerne;
- 3°) Elit, sur proposition de Monsieur le Ministre des Communications, respectivement en qualité d'administrateur et de commissaire, Messieurs E. Deckers et G. Detrixhe;
- 4°) Réélit Messieurs A. de Spirlet et A. Moeller de Laddersous en qualité d'administrateurs.

Les mandats de ces Messieurs, d'une durée statutaire de six années, prendront fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} octobre 1955.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gilbert Périer, docteur en droit, 573, avenue Louise, Bruxelles. Président.

M. le Baron Albéric-Emile Rolin, ingénieur AIG., 41, square Vergote, Bruxelles. Vice-président.

M. Gaston Clævs, ingénieur des constructions civiles, 43, avenue de l'Aviation, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur-délégué.

M. Emile Allard, ingénieur A. I. Lg., 4, avenue du Congo, Ixelles. Administrateur.

M. André de Spirlet, ingénieur, 27, Berkenlaan, Anvers. Administrateur.

M. le Baron Edouard Empain, industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles. Administrateur.

M. Franz Leemans, administrateur de sociétés, 25, rue de Renivaux, Ottignies. Administrateur.

M. Alfred Magain, directeur général de l'administration du Budget du Contrôle des Dépenses, chef de cabinet du Premier Ministre, 64, avenue Marie-José, Woluwe-Saint-Lambert. Administrateur.

M. Marcel A. Malderez, secrétaire général du Ministère des Communications, 25, rue Vlasendael, Anderlecht. Administrateur.

M. Alfred Moeller de Laddersous, docteur en droit, 33, avenue des Mûres, Uccle. Administrateur.

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, administrateur-directeur de l'Union Minière du Haut-Katanga, 31, avenue Jeanne, Ixelles. Administrateur.

M. Pierre Ryckmans, Gouverneur-général honoraire du Congo Belge, 1, rue Nisard, Boitsfort. Administrateur.

M. Marcel Van den Abeele, administrateur-général des Colonies, 51, avenue d'Auderghem, Bruxelles. Administrateur.

M. René Coene, consul général, 229, boulevard Emile Bockstael, Bruxelles. Délégué du Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

M. Maurice Denis, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales et consulaires de Liège, Premier Echevin de la Ville de Liège, 19, rue des Glacis, Liège. Délégué du Ministre des Communications.

M. Henri Rongvaux, conseiller au Ministère des Communications, 1, rue de l'Atruche, Boitsfort. Délégué du Ministre des Communications.

M. Eudore De Backer, ingénieur A. I. G., inspecteur royal des Colonies, 9, rue des Néfliers, Auderghem. Délégué du Ministre des Colonies.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Léopold Lavedrine, licencié en sciences commerciales, attaché au Ministère des Colonies, 198, rue Champ-du-Mont, Ougrée-Liège.

M. Joseph Mathy, commissaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Fernand Meeus, licencié en sciences commerciales, 42, avenue Auguste Reyers, Schaerbeek.

M. Robert Neeffs, licencié en sciences commerciales, 1, rue du Meeting, Anvers.

M. Emile-Henri Thumelaire, docteur en droit, conseiller au Ministère des Finances, 42, rue de l'Industrie, Bruxelles.

SOCIETE ANONYME BELGE D'EXPLOITATION DE LA NAVIGATION AERIENNE (SABENA).

Deux administrateurs,

G. CLAEYS.

Gilbert PERIER.

Banque du Congo Belge

SITUATION AU 31 JUILLET 1949.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	977.130.285,87
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		25.537.133,90
Avoirs aux Offices des Chèques postaux		13.394.506,25
Avoirs en banque \ en Belgique		191.350.978,78
/ à l'étranger		1.242.990.155,53
Portefeuille - titres		365.309.213,04
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger		7.883.825.837,56
Effets commerciaux		719.196.647,90
Débiteurs		302.413.730,21
Etat Belge		530.240.999,80
Immeubles et Matériel		20.881.607,78
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme		46.940.494,86
Débiteurs pour contrats de change à terme		312.043.678,86
Divers		12.009.503,35
		<u>Fr. 12.748.399.211,94</u>

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		46.370.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		2.313.768.720,95
Créditeurs à vue \ divers		6.999.292.244,67
/ Colonie		2.332.194.579,59
Créditeurs à terme		239.864.222,95
Créditeurs pour contrats de change à terme		46.940.494,86
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme		312.043.678,86
Transferts en route et divers		437.905.270,06
		<u>Fr. 12.748.399.211,94</u>

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

**Société Auxiliaire Industrielle et Financière
des Grands Lacs Africains « Auxilacs »**

Société Anonyme Belge

DELEGATION DE POUVOIRS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le seize septembre.

Par devant Maître Albert Snyers d'Attenhoven, notaire résidant à Bruxelles.

A comparu :

La Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains (AUXILACS), société anonyme belge, dont le siège social est établi à Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode), 24, avenue de l'Astronomie, constituée suivant acte reçu par le notaire Scheyven, résidant à Bruxelles, le vingt-sept décembre mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du dix-sept janvier mil neuf cent vingt-trois, sous le numéro 495. Les statuts ont été modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire du dix-sept novembre mil neuf cent vingt-trois, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du sept décembre mil neuf cent vingt-trois sous le numéro 12351; par celle du dix-huit juin mil neuf cent vingt-quatre, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du onze juillet mil neuf cent vingt-quatre sous le numéro 8721; par celle du onze juillet mil neuf cent trente-cinq, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » des vingt-neuf/trente juillet mil neuf cent trente-cinq, sous le numéro 11527; par celle du onze juillet mil neuf cent trente-huit, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du trente et un juillet mil neuf cent trente-huit, sous le numéro 11843 et par décision du Conseil d'administration du vingt-cinq février mil neuf cent quarante-six publiée aux annexes du « Moniteur Belge » des trois et quatre septembre mil neuf cent quarante-six, sous le numéro 11642.

Ici représentée par :

1. Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil, domicilié à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, 88, rue Bosquet, administrateur-directeur.

2. Monsieur Paul Orban, docteur en droit, domicilié à Bruxelles, 24, boulevard du Régent.

Nommé, le premier aux fonctions d'administrateur par le Conseil général du trente novembre mil neuf cent quarante-cinq, nomination publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du quatorze décembre mil neuf cent quarante-cinq, sous le numéro 16017, ratifiée par décision de l'assemblée générale ordinaire du dix-neuf juin mil neuf cent quarante-six, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles, le deux juillet mil neuf cent quarante-six; le second aux fonctions d'administrateur par décision de l'assemblée générale ordinaire du quinze juin mil neuf cent quarante-neuf, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles en date du premier juillet mil neuf cent quarante-neuf, décision publiée aux annexes du « Moniteur Belge » des onze et douze juillet mil neuf cent quarante-neuf sous le numéro 15.215.

Agissant valablement pour et au nom de la dite société, savoir :

1° En vertu de la disposition de l'article vingt et un des statuts ainsi conçue :

« Le Conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à telle personne de son choix, même étrangère à la société, soit à titre permanent, soit pour un ou plusieurs objets déterminés et dans des conditions de rémunération qu'il établit.

« Sauf le cas de délégation spéciale prévu à l'alinéa précédent, tous les actes engageant la Société sont signés soit par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une délégation spéciale du Conseil, soit par une personne autorisée spécialement à cette fin par le Conseil d'administration.

Lesquels comparants, es dites qualité ont déclaré par les présentes constituer pour mandataires spéciaux : Monsieur Fernand TRICOT, ingénieur-électricien, résidant au Congo Belge et Monsieur André MARISSIAUX, docteur en droit, résidant au Congo Belge, représentants légaux au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, de la « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains (Auxilacs) », lesquels posséderont séparément les pouvoirs généraux et spéciaux suivants.

Représenter la Société dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et même dans les colonies et pays avoisinants, auprès de toutes autorités gouvernementales, judiciaires et administratives, comme aussi auprès de toutes sociétés, associations, communautés et tous particuliers et y exécuter toutes décisions du Conseil d'administration dont l'effet doit s'y produire.

Faire dans les mêmes régions tous actes de gestion journalière, tous actes d'administration, toutes entreprises et toutes opérations rentrant dans l'objet social tel qu'il est défini dans les statuts; passer tous marchés et contrats, les exécuter.

Prendre ou donner en location tous biens meubles et immeubles.

Résilier tous baux avec ou sans indemnité, donner et accepter tous congés, assister à toutes opérations de bornage et de délimitation; introduire toutes actions à ce sujet, y défendre, fixer les bornes et délimitations.

Acquérir, aliéner et échanger tous immeubles moyennant tels prix ou soultes, dans telles formes et sous les charges, clauses et conditions que le mandataire jugera convenir.

Recevoir et payer tous prix et soultes, donner ou retirer quittances.

Remettre ou se faire remettre tous titres et pièces.

Remplir toutes formalités partout où besoin sera pour obtenir ou opérer le transfert des propriétés; faire toutes déclarations auprès de toutes autorités et de tous fonctionnaires; consentir toutes inscriptions et radiations, hypothéquer, requérir inscriptions hypothécaires et main-levée.

Nommer, congédier, révoquer tous agents, employés, préposés et ouvriers, leur infliger toutes peines disciplinaires, fixer leurs attributions, émoluments, rétributions, salaires, gratifications et cautionnement, s'il y a lieu, signer tous contrats, remplir toutes formalités administratives ou judiciaires pour le louage des services et le recrutement des travailleurs indigènes.

Négocier et conclure tous contrats d'entreprises, les rétrocéder, contracter avec tous sous-traitants.

Des administrations postales et télégraphiques, des chemins de fer, des services de navigation et des messageries, retirer tous plis et objets assurés, recommandés et autres, quelle que soit la valeur déclarée, retirer ou toucher tous envois d'argent ou autres, mandats, quittances, accreditifs, chèques, titres ou valeurs quelconques; retirer tous colis, caisses, ballots, paquets, exiger la remise de tous dépôts; du tout, donner bonnes et valables quittances et décharges.

Faire et retirer tous dépôts en banque, signer et encaisser tous mandats, chèques et acquits.

Remplir toutes formalités en douane, acquitter tous droits, faire toutes réclamations.

Toucher et recevoir toutes sommes en principal, intérêts et accessoires, tous prix, créances redevances, indemnités et caetera; consentir toutes subrogations, délégations, mentions.

Payer toutes sommes qui pourraient être dues, acquitter tous impôts, taxes et contributions, faire toutes déclarations à cet égard; se pourvoir en dégrèvement, réclamer la restitution des sommes payées, les recevoir.

Entendre, débattre, élire et arrêter tous comptes, en fixer les reliquats, les recevoir ou les payer, donner ou retirer toutes décharges.

En cas de contestations, introduire toutes actions judiciaires, citer et comparaître, soit en demandant, soit en défendant, devant tous juges, cours et tribunaux compétents, se concilier, traiter, transiger, compromettre, nommer arbitres et experts, consentir tous délais et réductions de créance; à défaut d'arrangement amiable, suivre devant les tribunaux compétents, plaider, appeler, se pourvoir contre tous jugements et arrêts, obtenir tous jugements définitifs, les faire signifier et exécuter, exercer toutes contraintes et diligences, nécessaires, pratiquer toutes saisies et oppositions, prendre toutes inscriptions, poursuivre toutes expropriations, produire à tous ordres et distributions par contributions, y exercer les droits de la dite société; consentir toutes main-levées et tous désistements.

De toutes sommes reçues ou payées, donner ou retirer bonnes et valables quittances, renoncer à tous droits réels et donner main-levée de toutes inscriptions, transcriptions, saisies, oppositions et tous autres empêchements quelconques, tant avant qu'après paiement.

Signer au nom de la Société mandante toute correspondance, signer et émarger tous actes, procès-verbaux, registres, documents ou pièces quelconques relatifs aux objets prévus ci-dessus, émarger tous registres, élire domicile, substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie des présents pouvoirs, révoquer les dites substitutions et en faire des nouvelles et, en général, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire aux fins ci-dessus.

Les comparants déclarent, en outre, que la Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains (Auxilacs) fait élection de domicile à Albertville en la demeure de Monsieur Fernand Tricot.

Les présents pouvoirs annulent pour autant que de besoin tous les pouvoirs accordés, cédés ou délégués antérieurement.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants et nous, notaire, avons signé.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. I., le dix-sept septembre 1949. Volume 1099, folio 22, case 7, trois rôles sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Drappier.

Pour expédition conforme.

Cultures et Entreprises au Kivu

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kalehe.

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles, n° 27015.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations et bâtiments	2.510.257,19	
Amortissement de l'exercice	263.773,79	
		2.246.483,40
Matér., Outill. et Mobilier	320.565,70	
Amortissement de l'exercice	32.399,70	
		288.166,—
		2.534.649,40

II. — Disponible et réalisable :

Banquiers et divers	349.797,81	
Portefeuille	88.115,—	
Débiteurs	626.902,29	
Magasin	793.095,—	
		1.857.910,10

III. — Compte d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires	56.250,—	
	Fr.	4.448.809,50

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

Capital	fr.	3.000.000,—	
Réserve légale		23.530,95	
			3.023.530,95

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers			1.019.695,—
-------------------------	--	--	-------------

III. — *Compte de Profits et Pertes :*

Solde bénéficiaire			349.333,55
--------------------------	--	--	------------

IV. — *Compte d'ordre :*

Administrateurs et commissaire, cautionnement		56.250,—	
	Fr.	4.448.809,50	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Amortissements	fr.	296.173,49	
Frais généraux et divers		34.290,60	
Solde créditeur		349.333,55	
	Fr.	679.797,64	

CREDIT.

Report exercice précédent	fr.	27.421,70	
Bénéfice brut d'exploitation		643.602,19	
Divers		8.773,75	
	Fr.	679.797,64	

REPARTITION.

1°) 5 % à la réserve légale	fr. 17.466,65
2°) Frs 15,— brut aux 12.000 actions	180.000,—
3°) 15 % du solde aux administrateurs et commissaire	22.780,—
4°) Frs 10,— brut aux 12.000 actions	120.000,—
5°) Report à nouveau	9.086,90
	Fr. 349.333,55

L'assemblée générale ordinaire du 11 octobre 1949 a, à l'unanimité, approuvé les Bilan et Compte de profits et pertes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arsène de Launoit, industriel.

M. René Brasseur, administrateur de sociétés.

M. Etienne Corbisier de Meaultsart, administrateur de sociétés.

M. Maurice Naveau, industriel.

COMMISSAIRE.

M. Henri Decharneux, administrateur de sociétés.

Le Président du Conseil d'administration,

A. de LAUNOIT.

Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika « Belgikaétain »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 193.617.

Société constituée le 22 février 1946. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 20/21 mai 1946 (acte n° 3.105) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1946. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 octobre 1948; modifications approuvées par arrêté royal du 29 novembre 1948, publiées aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1949 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 19 décembre 1948 (acte n° 23.483).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 octobre 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Premier Etablissement :

Dépenses au 31 décembre 1947	1.113.539,95	
Dépenses de l'exercice	118.218,—	
	<u>1.231.757,95</u>	
Amortissement de l'exercice	171.966,15	1.059.791,80

Construction de camps, immeubles, matériel,
frais d'installation, mines, frais de prospection :

Dépenses au 31 décembre 1947	2.646.437,72	
Dépenses de l'exercice	2.240.389,31	
	<u>4.886.827,03</u>	
Amortissement de l'exercice	161.880,10	4.724.946,93

5.784.738,73

Réalisable :

Portefeuille	1.313.096,71	
Débiteurs	300.000,—	
Stock produits	<u>2.202.077,60</u>	3.815.174,31

Disponible :

Banque 1.565.501,84

Divers :

Comptes débiteurs 3.184.999,—

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours P.M.

Garanties statutaires P.M.

Fr. 14.350.413,88

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital : 20.000 actions de capital de fr. 500 fr. 10.000.000,—

Envers des tiers :

Créditeurs 4.350.413,88

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours P.M.

Titulaires des garanties statutaires P.M.

Fr. 14.350.413,88

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles fr. 46.694,50

Charges financières 8.784,40

Amortissements :

s/Premier établissement 171.966,15

s/Construction de camps, immeubles, etc. 161.880,10

Fr. 389.325,15

CREDIT.

Résultats d'exploitation fr. 389.325,15

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du lundi 3 octobre 1949.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire, s'élevant à frs : 333.846,25 a été consacré entièrement aux amortissements.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

Elle réélit MM. Fr. GREGOIRE-DELECOURT et M. M. DEGROIDE, respectivement en qualité d'administrateur et de commissaire. Leur mandat prendra fin respectivement immédiatement après les assemblées générales annuelles de 1955 et 1952.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles. Président.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur-directeur.

M. Grégoire-Delecourt, François-Joseph, ingénieur civil des mines, 399, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur.

M. Gilson, André, Haut Commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur.

M. Wielemans, Léon, industriel, 360, avenue Van Volxem, Forest-Bruxelles. Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Degroide, Marcel, comptable, 33, rue Saint-Sébastien, Braine-l'Alleud

M. Lancsweert, Roger, I. M. C., 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles.

M. Verfaillie, Edmond, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

Bruxelles, le 7 octobre 1949.

Pour copie certifiée conforme.

COMPAGNIE DES MINES D'ETAIN DE LA BELGIKA
« BELGIKAETAIN »

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

Administrateur,

A. H. GILSON.

Le président,

P. LANCSWEERT.

Mines d'Or Belgika « Belgikaor »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 54.266.

Société constituée le 10 juillet 1931, autorisée par arrêté royal du 28 septembre 1931. Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 10 octobre 1931. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 22 février 1939; modifications approuvées par arrêté royal du 31 mars 1939, publiées aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1939 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 16-18 avril 1939 (n° 5.069). Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 1946, modifications publiées aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1946 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 19 décembre 1946 (n° 22.425). Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 1947, modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » des 2-3 février 1948 (acte n° 1.930) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1948, modifications approuvées par arrêté royal du 8 mars 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 octobre 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Construction de camps, immeubles, matériel, routes, frais d'installation mines, frais de prospections, etc.

Solde au 31 décembre 1947	5.421.648,70	
Dépenses de l'exercice	13.021.723,73	
	18.443.372,43	
Amortissements de l'exercice	14.686.796,26	
		3.756.576,17

Réalisable :

Portefeuille	11.890.942,10	
Débiteurs	15.725.959,77	
Stock produits	15.515.567,45	
		43.132.469,32

Disponible :

Caisse, banques et chèques-postaux (1) 4.613.735,40

Divers :

Comptes débiteurs 4.896.211,—

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours P.M.

Garanties statutaires P.M.

Fr. 56.398.991,89

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital : 60.000 actions de capital de 500 fr. 30.000.000,—

Réserve statutaire 2.482.269,12

32.482.269,12

Envers des tiers :

Dividendes restant à payer 275.604,54

Créditeurs 7.904.018,37

Versement restant à effectuer sur portefeuille 750.000,—

8.929.622,91

Divers :

Comptes créditeurs 3.600.131,76

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours P.M.

Titulaires des garanties statutaires P.M.

Solde en bénéfice 11.386.968,10

Fr. 56.398.991,89

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles fr. 787.377,53

Droits de sortie et surtaxes douanières 5.479.272,45

Amortissements sur immobilisé :

a) sur construction de camps, immeubles, matériel, routes

2.652.414,95

(1) Cette somme comprend frs : 385.680,— d'avoirs temporairement indisponibles libérés par arrêté du Régent pris en date du 15 janvier 1949.

b) sur frais d'installation mines, frais de prospections et de recherches hydroélectriques	12.034.381,31	
		14.686.796,26
Prévision fiscale		1.000.000,—
Bénéfice à répartir		11.386.968,10
	Fr.	33.340.414,34

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	30.728.700,06
Remboursement surtaxe douanière sur or, exerc. 1940-1945		2.550.966,60
Intérêts bancaires		60.747,68
	Fr.	33.340.414,34

REPARTITION.

Solde à la réserve statutaire	fr.	517.730,88
5 % au Fonds de Prévoyance		569.348,41
5 % au Conseil général sur frs : 10.817.619,69		540.880,98
Redevance à la Compagnie du C. F. L. sur fr. 10.299.888,81		3.759.007,83
Dividende aux 60.000 actions de capital		6.000.000,—
Brut : 100,—		
Net : 83,—		
	Fr.	11.386.968,10

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du lundi 3 octobre 1949.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve le bilan et le compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à frs : 11.386.968,10.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, MM. le Général Chevalier J. Henry de la Lindi, le Chevalier M. Lallemand, le Général G. Lescornez, en qualité d'administrateur, et nomme M. Jean Bossaerts en qualité de commissaire en remplacement de M. Ed. Henquin. Leur mandat expire en 1955.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. L. Wielemans, industriel, 360, avenue Van Volxem, Forest-Bruxelles.
Président du Conseil d'administration.

M. le Général Moulaert, Georges, général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles. Vice-président.

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre, Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur-directeur.

M. Duwez, Théodore, administrateur de sociétés, 169, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles. Administrateur.

M. Gilson, André, Haut Commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur.

M. le Général, Chevalier Henry de la Lindi, Josué, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert, Bruxelles. Administrateur.

M. Lefranc, Maurice, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur.

M. le Chevalier Lallemand, Michel, administrateur de sociétés, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles. Administrateur.

M. Lescornez, Georges, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles. Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Bossaerts, Jean, ingénieur civil des mines, 44, avenue de l'Hippodrome, Ixelles-Bruxelles.

M. Koeckx, Jean, secrétaire de sociétés, 7, avenue Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.

M. Verfaillie, Edmond, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

M. Vuye, François, propriétaire, Villa Antonio, 160, chaussée Grande Espinette, Rhode-Saint-Genèse.

Bruxelles, le 7 octobre 1949.

Pour copie certifiée conforme.

MINES D'OR BELGIKA « BELGIKAOR ».

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué,

P. LANCSWEERT.

Administrateurs.

A. H. GILSON.

G. LESCORNEZ.

M. LEFRANC.

Société Minière du Maniema

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8.873.

Société constituée le 6 mars 1928. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 31 mars 1928, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1928. Modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » des 20/21 février 1939 et du 29 novembre 1947 (acte n° 21.124) et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 octobre 1949.

ACTIF.

<i>Immobilisé :</i>	
Premier établissement	fr. 9.666.042,03
Apport	1.500.000,—
Frais d'augmentation du capital	76.304,55
	11.242.346,58
<i>Réalisable :</i>	
Portefeuille	3.000.000,—
Débiteur	100.000,—
Stock produits	50.000,—
	3.150.000,—
<i>Disponible :</i>	
Caisse, banques et chèques postaux	703.912,85
<i>Divers :</i>	
Comptes débiteurs	221.038,65
<i>Comptes d'ordre :</i>	
Engagements et contrats en cours	P.M.
Garanties statutaires	P.M.
Perte	25.708,34
Fr.	15.343.006,42

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital :

24.000 parts sociales s. d. v. série A	12.000.000,—	
6.000 actions privilégiées de 500 fr. série A	3.000.000,—	
15.000 parts sociales s. d. v. série B	—	
		15.000.000,—

Envers des tiers :

Créditeurs	343.006,42
------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours	P.M.
Titulaires des garanties statutaires	P.M.
	Fr. 15.343.006,42

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux de Bruxelles	fr. 28.951,—
-----------------------------------	--------------

CREDIT.

Intérêts bancaires	fr. 3.242,66
Perte	25.708,34
	Fr. 28.951,—

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 3 octobre 1949.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilan et compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde déficitaire s'élève à frs : 25.708,34.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

Elle réélit en qualité d'administrateur MM. le Chevalier J. Henry de la Lindi et Arthur Relecom. Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1955.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. André H. Gilson, Commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. Président.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur-directeur.

M. le Chevalier Josué Henry de la Lindi, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. Administrateur.

M. Armand Jamar, administrateur de sociétés, 23, avenue Fr. Roosevelt, Bruxelles. Administrateur.

M. le Général Georges Moulaert, général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles. Administrateur.

M. Arthur Relecom, ingénieur industriel, 38, rue de l'Aqueduc, Saint-Gilles-Bruxelles. Administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Léonce Demoulin, fondé de pouvoirs de sociétés, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek-Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

Bruxelles, le 7 octobre 1949.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE DU MANIEMA.

Le Président,

A. H. GILSON.

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué,

P. LANCSWEERT.

Société Minière de Nyangwe

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 111.641.

—

Société constituée le 16 février 1939, autorisée par arrêté royal du 15 mars 1939. Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1939 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 27-28 mars 1939 (n° 3311-3312). Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 17 février 1941, modifications autorisées par arrêté du 28 mars 1941, ratifiées par arrêté royal du 30 mars 1948, publiées aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1941 et 15 mai 1948 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 26 juin 1941 sous le n° 10.288. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 avril 1948, modifications approuvées par arrêté royal du 14 juillet 1948, publiées aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1948 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 25-26 octobre 1948 (n° 20530).

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 3 octobre 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Construction de camps, matériel, routes, frais de prospection, etc. fr.	2.280.607,20	
Dépenses de l'exercice 1948	1.594.815,21	
	3.875.422,41	
Premier établissement	598.000,—	
Frais de constitution et d'augmentation de capital	140.005,25	
		4.613.427,66

Réalisable :

Emprunt de l'assainissement monétaire	191.100,—	
Débiteurs	13.417,51	
Stock produits	1.587.732,—	
		1.792.249,51

Disponible :

Banques	(1)	2.861.369,95
---------------	-----	--------------

Divers :

Comptes débiteurs		321.136,20
-------------------------	--	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours		P.M.
--	--	------

Garanties statutaires		P.M.
-----------------------------	--	------

<i>Perte</i>		1.548.375,20
--------------------	--	--------------

Fr.	11.136.558,52
-----	---------------

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital :

20.000 actions de capital de 500 fr. série A	10.000.000,—
--	--------------

20.000 actions — série B	—	
	_____	10.000.000,—

Envers des tiers :

Créditeurs		1.136.558,52
------------------	--	--------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats en cours		P.M.
--	--	------

Titulaires des garanties statutaires		P.M.
--	--	------

Fr.	11.136.558,52
-----	---------------

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	fr.	140.039,54
--------------------------------	-----	------------

Régularisation premier établissement		1.549.686,70
(exercices antérieurs)		

Fr.	1.689.726,24
-----	--------------

(1) Cette somme comprend frs : 74.250,— d'avoirs temporairement indisponibles libérés par arrêté du Régent pris en date du 15 janvier 1949.

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	118.107,80
Intérêts bancaires		23.243,24
Perte		1.548.375,20
	Fr.	<u>1.689.726,24</u>

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 3 octobre 1949.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

Bien que le résultat soit bénéficiaire de frs : 1.311,50, le Bilan fait ressortir une perte de frs : 1.548.375,20, provenant de la régularisation de notre compte de Premier Etablissement des exercices antérieurs.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

Elle réélit en qualité d'administrateur M. N. DECKER. Son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1955.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. André H. Gilson, Commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. Président.

M. le Comte Maximilien de Renesse-Breidbach, propriétaire, 9, rue Adrien Willaert, Bruges. Vice-président.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur-directeur.

M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, 64, avenue Victor Jacobs, Berchem-lez-Anvers. Administrateur.

M. Heury de Potter d'Indoye, propriétaire, à Melle. Administrateur.

M. Armand Jamar, administrateur de sociétés, 23, avenue Fr. Roosevelt, Bruxelles. Administrateur.

M. Edmond Verfaillie, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Léonce Demoulin, fondé de pouvoirs de sociétés, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek-Bruxelles.

M. Max Lohest, ingénieur civil des mines, 142, boulevard Brand Withlock, Bruxelles.

Bruxelles, le 10 octobre 1949.

Pour copie certifiée conforme.

Le Président,

A. H. GILSON.

L'administrateur-directeur,

J. RELECOM.

L'administrateur-délégué,

P. LANCSWEERT.

Administrateur,

E. VERFAILLIE.

Compagnie Financière Africaine

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 412.

NOMINATION — POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal

de la réunion du Conseil d'administration du 13 septembre 1949.

Le Conseil appelle M. Marcel Deguent aux fonctions de Directeur.

M. Deguent disposera en conséquence des pouvoirs conférés aux directeurs de la société suivant décisions du 22 juillet 1948, publiées aux annexes au « Moniteur Belge » du 8 août 1948 (n° 16837), et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1948 (p. 1280).

Bruxelles, le 11 octobre 1949.

Pour extrait certifié conforme :

COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAINE.

Société congolaise à responsabilité limitée.

R. ANTHOINE

Administrateur.

H. DEPAGE

Administrateur-délégué.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3397.

CHANGEMENT DE SIEGE ADMINISTRATIF.

Par décision du Conseil d'administration en date du 11 octobre 1949, le siège administratif de la Société, à Bruxelles, sera, à partir du 24 octobre 1949, transféré, 22, rue de la Loi, à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 octobre 1949.

COMPAGNIE D'ELEVAGE ET D'ALIMENTATION DU KATANGA

L'administrateur-directeur,

J. VAN BLEYENBERGHE.

L'administrateur-délégué,

G. de FORMANOIR de la CAZERIE.

**Société pour la Fabrication au Congo de Boîtes Métalliques
et tous articles en tôle émaillée, galvanisée ou en fer blanc,
en abrégé « COREGA »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

**PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

tenue à Forest-Bruxelles, 100, rue des Anciens Etangs, le 2 août 1949.

Le Conseil d'administration, tous ses membres étant présents ou régulièrement représentés, décide :

I. de nommer comme :

Président : Monsieur Paul Heymans;

Vice-président : Monsieur Robert Dulait;

Administrateur-délégué : Monsieur Jacques Stevens.

II. de fixer le siège administratif de la société à Forest-Bruxelles, 100, rue des Anciens Etangs.

III. de constituer le Comité de direction conformément à l'article 15 des statuts.

Le Comité de direction est composé comme suit :

Président : Monsieur Paul Heymans;

Membres : Messieurs Jacques Stevens, Willy Heymans, Jean Brasseur, Gaston De Clerck et Georges Lumaye.

Tous les membres du Comité de direction élisent domicile au siège administratif de « Cobega ».

Il est toutefois entendu que les convocations aux réunions du Comité, de même que toutes les communications destinées à ses membres au nom de « Cobega », doivent leur être adressées en leur domicile ou leur adresse individuelle.

Le Comité de direction est nommé pour un premier terme de six ans qui prend cours à partir de ce jour pour finir immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1956.

Le Comité de direction a pour mission l'étude et la mise au point des problèmes techniques qui sont en rapport avec la fabrication et la vente des produits fabriqués et à fabriquer par la société. A cet effet, il aura tous pouvoirs pour prendre toutes décisions et tous engagements relevant de cette mission. Il en fera périodiquement rapport au Conseil d'administration, sans que cette obligation soit valable à l'égard des tiers.

Le Comité de direction se réunit sur convocation de son Président, Monsieur Paul Heymans, à l'endroit indiqué dans la convocation.

Aucune formalité n'est exigée pour ces convocations ni pour la tenue des réunions.

Forest-Bruxelles, le 2 août 1949.

Certifié exact :

Le Président du Conseil d'administration,

Paul HEYMANS.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P., le dix-sept août 1949.

Volume 904, folio 97, case 15, deux rôles, — renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) LOUYEST.

Compagnie Commerciale et Agricole du Tanganika

Société congolaise à responsabilité limitée, en liquidation.

Registre du Commerce : Bruxelles, n° 14964.

CLOTURE DE LA LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le 30 juillet, à onze heures quinze minutes, à Bruxelles, 18, place de Louvain, s'est réunie l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie commerciale et agricole du Tanganika, en abrégé « Catanika », société congolaise à responsabilité limitée, en liquidation, constituée suivant acte reçu par Maître Théodore van der Beek, notaire à Schaerbeek, le seize novembre mil neuf cent vingt-huit, publié à l'annexe du « Moniteur Belge » des dix-neuf/vingt novembre mil neuf cent vingt-huit, sous le n° 16352, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent vingt-neuf; statuts modifiés par acte passé devant Maître M. Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 22 décembre 1932; acte de dissolution passé par-devant Maître De Leener, notaire, résidant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, le 9 novembre 1937, publié au « Moniteur Belge » les 6 et 7 décembre 1937, sous le n° 16040.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1° La Société commerciale et minière du Congo, société anonyme, 18, place de Louvain, à Bruxelles, propriétaire de sept mille huit cents actions de capital 7.800

Ici représentée suivant procuration du juillet dernier,
par M. Alfred Liénart, ingénieur, 51, boulevard de la Cam-
bre, Bruxelles.

2° M^{me} Ernest Hubert, 22, rue Le Corrège, à Bruxelles, proprié-
taire de cinquante actions de capital 50

3° M. Maurice Meeus, 9, rue du Châtelain, à Bruxelles, proprié-
taire de cent douze actions de capital 112

Ensemble 7.962

La procuration prémentionnée demeure ci-annexée.

L'assemblée est présidée par M. Alfred Valkenberg, administrateur de sociétés, 1, avenue Hoover, à Genval, liquidateur de la société.

M. le Président désigne comme secrétaire M. Georges Masson, expert comptable, 180, avenue Chazal, Bruxelles (III), et l'assemblée choisit comme scrutateurs M. Liénart et M. Meeus, prénommés.

M. le Président expose :

1° Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour :

a) Rapport du commissaire-vérificateur.

b) Décharge aux liquidateurs et au commissaire-vérificateur. Clôture.

2° Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article 27 des statuts, dans les journaux suivants :

Le « Moniteur Belge », numéro des 12-13 juillet 1948.

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du 12 juillet 1948.

« L'Echo de la Bourse », numéro des 11-12 juillet 1948.

« Le Soir », numéro du 11 juillet 1948.

Qu'en outre, l'actionnaire en nom a été convoqué par lettre missive, lui adressée dans le délai légal.

M. le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

3° Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article 28 des statuts.

4° Que sur les 26.697 actions de capital, entièrement libérées, la présente assemblée en réunit sept mille neuf cent soixante-deux.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

M. Raymond Depireux, directeur de banque, demeurant à Uccle, rue Stanley, 64, ici intervenant, commissaire-vérificateur, nommé à ces fonctions par l'assemblée extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue avant la présente, fait rapport à l'assemblée de l'examen qu'il a fait des documents et comptes remis par les liquidateurs et la gestion de ceux-ci et il conclut à l'approbation de la gestion des liquidateurs, M. Valkemberg et M. G. Olyff, avocat, 31, avenue Winston Churchill, à Uccle.

L'assemblée, à l'unanimité des voix, approuve la gestion des liquidateurs et marque son accord sur le dernier dividende de 79 fr. 13 c. qui sera payé aux actionnaires par MM. Nagelmackers fils et C^o, 12, place de Louvain, à Bruxelles, à partir du 10 août prochain, contre remise du montant des actions de capital; les parts de fondateur étant sans valeur. Après la date du 15 février 1949, le solde en banque restant à la disposition des actionnaires non encore payés, sera versé par les soins de MM. Nagelmackers fils et C^o, ici représentés par son directeur, M. Depireux, prénommé, à la Caisse de Dépôts et Consignation.

L'assemblée décide, à l'unanimité des voix, que les archives de la société seront confiées à MM. Nagelmackers fils et C^o, prénommés, qui en assumeront la garde pendant le temps fixé par la loi.

L'assemblée décide également de faire don à la Croix-Rouge du Congo de deux terrains d'une contenance totale de 1 Ha., l'un situé à Lusaka, l'autre à M'Pala, ainsi que de toutes sommes qui seraient récupérées sur le compte de l'actionnaire douteux.

Après lecture du présent procès-verbal, la séance est levée à 11 h. 25 m. et les membres de l'assemblée ont signé.

(Signé) A. Liénart; A. Valkemberg; G. Masson; M. Meeus; G. Olyff; M^{me} E. Hubert; R. Depireux.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 2 août 1948, volume 896, folio 43. case 4¹. Deux rôles sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le receveur, (signé) Wydooghe.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le 2 août 1948.)

27.840.783,94

Disponible :

Banque et chèques postaux	352.119,47
Comptes débiteurs	18.126.626,—
Compte d'ordre :	
Cautionnements statutaires	297.500,—
Fr.	50.587.945,70

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par :

20.000 actions de capital	fr.	10.000.000,—
6.000 parts de fondateur		—
		10.000.000,—

Réserve statutaire	1.000.000,—
--------------------------	-------------

Fonds de prévision	9.500.000,—
--------------------------	-------------

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	75.446,50
-------------------------	-----------

Comptes créditeurs	19.895.168,—
--------------------------	--------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	297.500,—
----------------------------------	-----------

Profits et Pertes :

Solde	9.819.831,20
-------------	--------------

Fr.	50.587.945,70

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	331.834,35
-------------------------------	-----	------------

Droits de sortie sur produits miniers	6.443.761,60
---	--------------

Impôt sur la superficie des concessions	25.189,—
---	----------

Amortissement de l'immobilisé	5.094.568,19
-------------------------------------	--------------

Amortissement sur portefeuille	1.022.000,—
--------------------------------------	-------------

Provison pour impôt	1.900.000,—
---------------------------	-------------

Solde	9.819.831,20
-------------	--------------

Fr.	24.637.184,34

CREDIT.

Solde reporté	fr.	90.556,74
Remboursement de la Colonie en régularisation des droits de douane sur or pour les années 1940 à 1946		810.829,—
Résultat d'exploitation		23.722.370,10
Intérêts des comptes en banque et divers		13.428,50
	Fr.	<u>24.637.184,34</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, président, administrateur-délégué.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 49, rue de Luxembourg à Ixelles.

M. Guy de la Rochette, ingénieur, 11, rue Raynouard à Paris (16°).

M. le baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Lucien Molle, ingénieur, 67, rue de la Réforme à Ixelles.

M. Fernand Van den Heuvel, propriétaire, 52, avenue Charles Thielemans à Woluwe-Saint-Pierre.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Cockaerts, propriétaire, 57, rue Victor Lefèvre à Schaerbeek.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes à Bruxelles.

M. Charles Péquet, commissaire de sociétés, 53, rue Père Dedeken, à Etterbeek.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 5 OCTOBRE 1949.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948. Elle a nommé M. Jean Bossaert administrateur pour achever le mandat de M. Victor Théry, mandat qui expire en 1953; elle a nommé en qualité d'administrateur M. le chevalier Joe le Clément de Saint-Marcq; son mandat expire en 1954; elle a réélu en qualité d'administrateur M. Fernand Van den Heuvel; son mandat expire en 1955. Elle a réélu en qualité de commissaire M. Gaston Cockaerts; son mandat expire en 1952.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

P. de la CROIX d'OGIMONT.

M. LEFRANC.

Compagnie Minière des Grands Lacs Africains

Société congolaise à responsabilité limitée

établie à Kindu-Port-Empain (Congo Belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 1537.

Constituée le 1^{er} décembre 1923, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1924.

Autorisée par arrêté royal du 24 décembre 1923, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1924.

Statuts modifiés le 17 juin 1925, le 20 avril 1927 et le 9 juillet 1927, suivant actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1925, du 15 juin 1927 et du 15 juillet 1927.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement :

a) Concessions fr. pour mémoire

b) Prospections, routes, immeubles, mobilier,
matériel et outillage, installations diverses :

Dépenses antérieures 261.250.065,69

Dépenses de l'exercice 1948 24.201.178,69
..... 285.451.244,38

Amortissements :

antérieurs 259.018.048,84

de l'exercice 1948 26.433.195,54
..... 285.451.244,38

..... pour mémoire

Réalisable :

Portefeuille 13.443.335,94

Débiteurs divers 13.070.351,58

Stock de produits (or et cassitérite) 59.522.823,88

Marchandises en route et en magasin 75.999.045,47
..... 162.035.556,87

Comptes débiteurs 25.122.193,55

Disponible :

Banques, caisses et fonds en cours de route 41.509.300,17

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires 440.000,—
Divers 10.634.794,—
..... 11.074.794,—

Fr. 239.741.844,59

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par :

200.000 dixièmes d'action de capital fr. 20.000.000,—
500.000 centièmes de part de fondateur —
12.500 actions série B —
..... 20.000.000,—

Réserve statutaire 8.489.611,10

Fonds de prévision 43.000.000,—

Fonds « Welfare » indigène 12.242.456,23

Dettes avec garantie 15.000.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Versement restant à effectuer sur portefeuille 1.947.000,—
Dividendes restant à payer 4.396.216,99
Créditeurs divers 30.661.227,25
..... 37.004.444,24

Comptes créditeurs 70.061.184,61

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires 440.000,—
Divers 10.634.794,—
..... 11.074.794,—

Profits et pertes :

Solde 22.869.354,41

Fr. 239.741.844,59

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	4.947.852,46
Taxe sur titres cotés en Bourse de Bruxelles		169.050,—
Droits de sortie sur produits miniers		8.296.433,40
Impôt personnel sur la superficie des concessions		1.483.228,—
Amortissement sur premier établissement		26.433.195,54
Provision pour impôts		1.600.000,—
Solde		22.869.354,41
		Fr. 65.799.113,81

CREDIT.

Solde reporté	fr.	998.580,12
Résultat d'exploitation et produits divers		60.187.935,77
Revenus du portefeuille		4.525.325,63
Intérêts		87.272,29
		Fr. 65.799.113,81

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, n° 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, président et administrateur-délégué.

M. le baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, n° 33, rue du Congrès, à Bruxelles, vice-président.

M. Charles Cornez, avocat honoraire à la Cour d'Appel, n° 214, avenue Louise à Bruxelles.

M. Guy de la Rochette, ingénieur, n° 11, rue Raynouard à Paris (16°).

M. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, n° 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. Robert Haerens, ingénieur civil, n° 384, avenue Brugmann à Uccle.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, n° 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. le comte Maurice Lippens, propriétaire, n° 1, square du Val de la Cambre à Ixelles.

M. Aimé Marthoz, ingénieur, n° 43, square Vergote à Schaerbeek.

M. Paul Mesureur, administrateur de sociétés, n° 14, avenue des Klauwaerts à Bruxelles.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, n° 33, avenue des Mûres à Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Maurice J. Anspach, docteur en droit, à Lives.

M. le général chevalier Josué Henry de la Lindi, n° 54, avenue Albert-Elisabeth à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Georges Lecart, secrétaire particulier, 27, rue Antoine Gemenne à Profondeville.

M. Adhémar Mullie, propriétaire, n° 166, rue des Confédérés à Bruxelles.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 5 OCTOBRE 1949.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948. Elle a nommé M. Georges Passau administrateur, pour achever le mandat de M. Frédéric Hainaut, mandat qui expire en 1954. Elle a réélu en qualité d'administrateur MM. Robert Haerens et Alfred Moeller de Laddersous et en qualité de commissaire M. Georges Lecart, pour un nouveau terme de six ans.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

G. PASSAU.

M. LEFRANC.

Compagnie Minière du Nord de l'Ituri « Cominor »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kindu (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 90.590.

Constituée le 16 décembre 1936, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1937.

Autorisée par arrêté royal du 16 février 1937, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1937.

Statuts modifiés le 28 septembre 1938, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions :

Dépenses antérieures fr. 7.135.904,15

Amortissements :

sur frais de constitution 142.488,45

sur dépenses de prospections :

exerc. antérieurs 4.683.778,76

exercice 1948 75.985,35

4.759.764,11

sur dépenses de routes et de constructions :

exercices antérieurs 769.100,82

5.671.353,38

1.464.550,77

Réalisable :

Actionnaires 4.000.000,—

Débiteurs divers 3.220.674,16

Stock or et argent 915.637,85

8.136.312,01

Disponibilités :

Banques et chèques postaux 423.678,57

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires 178.500,—

Fr. 10.203.041,35

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital, représenté par 20.000 actions de capital fr. 10.000.000,—

Réserve statutaire 24.541,35

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires 178.500,—

Fr. 10.203.041,35

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Solde reporté fr. 66.617,96

Frais généraux d'Europe 106.245,40

Impôt sur la superficie des concessions 86.929,—

Droits de sortie sur produits miniers 2.876,—

Amortissement sur prospections 75.985,35

Fr. 338.653,71

CREDIT.

Résultat d'exploitation fr. 334.623,31

Intérêts des comptes en banque 4.030,40

Fr. 338.653,71

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, à Etterbeek, président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-Bruxelles, vice-président, administrateur-délégué.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Arthur de San, secrétaire général honoraire du Congo Belge, 71, avenue Brugmann à Uccle.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote à Schaerbeek.

M. Jacques d'Hoop, docteur en droit, 35, Dieweg à Uccle.

M. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, 33, rue du Congrès à Bruxelles.

M. Lucien Labie, administrateur de sociétés, 1018, chaussée de Gand à Berchem-Sainte-Agathe.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Paul Orban, docteur en droit, 25, rue Père Eudore Devroye à Etterbeek.

M. Georges Passau, ingénieur des mines (Ms), 67, rue de Spa à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes à Ixelles.

M. Pierre Ortmans, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth à Anvers.

M. Gaston Paquet, administrateur de sociétés, 215, rue Américaine à Ixelles.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 1949.

L'assemblée a réélu M. Lucien Labie administrateur pour un nouveau terme de six ans, et M. Pierre Ortmans commissaire pour un nouveau terme de trois ans.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

G. PASSAU.

M. LEFRANC.

Société Minière du Lualaba « Miluba »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 67.645.

Constituée le 2 décembre 1932, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934.

Autorisée par arrêté royal du 16 décembre 1933, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934.

Statuts modifiés le 3 octobre 1933, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934, le 26 septembre 1934, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1934, le 13 mai 1938, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1938 et le 25 septembre 1946, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais d'augmentation de capital, prospections, routes, constructions, travaux d'installation :

Dépenses des exerc. précédents	43.802.488,38	
Dépenses en 1948	9.177.587,57	
		52.980.075,95

Amortissements :

des exercices précédents	41.186.081,77	
de 1948	6.653.092,50	
		47.839.174,27
		5.140.901,68

Réalisable :

Portefeuille	1.522.500,—	
Débiteurs divers	13.096.626,87	
Stock de produits (or et cassitérite)	10.489.299,—	
		25.108.425,87

Disponible :

Banques et chèques postaux	2.854.254,83
Comptes débiteurs	11.863.472,—
Comptes d'ordre :	
Cautionnements statutaires	145.000,—
Divers	1.798.750,—
	<u>1.943.750,—</u>
	Fr. 46.910.804,38

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par :

30.000 actions de capital	fr. 15.000.000,—
10.000 actions de dividende	—
	<u>15.000.000,—</u>
Réserve statutaire	1.500.000,—
Fonds de prévision	7.000.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Versement restant à effectuer sur portefeuille	750.000,—
Dividendes restant à payer	23.233,32
Créditeurs divers	56.335,53
	<u>829.568,85</u>

Comptes créditeurs	16.454.512,—
--------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	145.000,—
Divers	1.798.750,—
	<u>1.943.750,—</u>

Profits et pertes :

Solde	<u>4.182.973,53</u>
	Fr. 46.910.804,38

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	608.387,19
Droits de sortie sur produits miniers		3.137.758,50
Impôt sur la superficie des concessions		60.814,—
Amortissement de l'immobilisé		6.653.092,50
Provision pour impôt		200.000,—
Solde		4.182.973,53
	Fr.	<u>14.843.025,72</u>

CREDIT.

Solde reporté	fr.	123.482,89
Remboursement de la Colonie en régularisation des droits de douane sur or pour les années 1940 à 1946		1.573.172,—
Résultat d'exploitation		13.116.008,10
Intérêts des comptes en banque		30.362,73
	Fr.	<u>14.843.025,72</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Léon Wielemans, industriel, n° 360, avenue Van Volxem à Forest, président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, n° 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, vice-président, administrateur-délégué.

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, n° 34, avenue du Val d'Or à Woluwe-Saint-Pierre, administrateur-délégué.

M. Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, n° 28 rue Lesbroussart à Ixelles.

M. André Gilson, propriétaire, n° 38, square Vergote à Schaerbeek.

M. Lucien Labie, administrateur de sociétés, n° 1018, chaussée de Gand, Berche-Sainte-Agathe.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, n° 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, n° 342, boulevard Lambertmont à Schaerbeek.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, n° 435, avenue Louise à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Pierre Corbeel, chef de service de la société « Belgika », n° 9, rue Van den Boogaerde à Molenbeek-Saint-Jean.

M. Idès De Schrevel, administrateur de banque, n° 79, boulevard du Jubilé à Molenbeek-Saint-Jean.

M. Fernand Tomson, ingénieur civil des mines, n° 20, rue Camille Desy à Mont-sur-Marchienne.

M. François Vuye, propriétaire, n° 160, chaussée de la Grande Espinette à Rhode-Saint-Genèse.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 1949.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948. Elle a nommé M. le baron Edouard Empain administrateur pour achever le mandat de M. Frédéric Hainaut, mandat qui expire en 1951. Elle a réélu en qualité d'administrateurs MM. Prosper Lancsweert et Georges Lescornez et en qualité de commissaire M. Idès De Schrevel. Leur mandat expire en 1955.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

Cél. CAMUS.

M. LEFRANC.

Congo-Kivu

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 489.42.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. — Disponible et réalisable :

Caisse et Banquiers	fr.	1.504.397,53
Portefeuille et Participations		17.211.657,—
Débiteurs divers		24.000,—

II. — Compte d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires	P.M.
Fr.	18.740.054,53

PASSIF.

I. — Envers elle-même :

Capital	fr.	18.000.000,—
Réserve légale		16.467,25
		18.016.467,25

II. — Envers les tiers :

Créditeurs divers		4 301,70
-------------------------	--	----------

III. — Compte de Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire		719.285,58
--------------------------	--	------------

IV. — Compte d'ordre :

Administrateurs et commissaires, cautionnements	P.M.
Fr.	18.740.054,53

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	212.848,80
Solde créditeur		719.285,58
	Fr.	932.134,38

CREDIT.

Report exercice 1947	fr.	37.907,93
Produits du portefeuille et divers		894.226,45
	Fr.	932.134,38

REPARTITION.

1° 5 % à la réserve légale	fr.	35.964,25
2° Frs 14,50 net aux 46.500 actions s. v. n.		674.250,—
3° Report à nouveau		9.071,33
	Fr.	719.285,58

L'assemblée générale ordinaire du 11 octobre 1949 a, à l'unanimité, approuvé le Bilan et le Compte de profits et pertes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arsène de Launoit, industriel, 4, rue Montoyer à Bruxelles.

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile à Bruxelles.

M. Gustave Eich, docteur en droit, 35, rue André Van Hasselt à Schaerbeek-Bruxelles.

M. le Baron Paul Houtart, administrateur de sociétés, Château de Termeiren à Meer-lez-Hoogstraeten.

M. Charles Huwart, industriel, 29, rue de Sélys à Liège.

M. Maurice Naveau, industriel, Château de Brâ à Brâ sur Lienne.

M. André Matthyssens, industriel, 1875, rue de Montevideo à Buenos-Ayres (Argentine).

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Etienne Corbisier de Meaultsart, administrateur de sociétés, 127, avenue de Broqueville à Bruxelles.

M. Adrien Dawans, industriel, 202, rue Fond Pirette à Liège.

M. Jacques-Ernest Osterrieth, industriel à Warnibouny (Esneux).

Le Président,

A. de LAUNOIT.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
« SABENA »

Société Anonyme à Bruxelles

13, rue Bréderode, 13.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 3872.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Par décision du Conseil d'administration en date du 23 septembre 1949 :

M. François DE KEGHEL, sous-directeur, a été désigné en qualité de fondé de pouvoirs et est autorisé à signer tout document engageant la société, selon les dispositions arrêtées par le Conseil d'administration, en séance du 5 avril 1945, et reproduites aux annexes du « Moniteur Belge » des 23/24 avril 1945, pages 1203 et 1204.

Bruxelles, 19 octobre 1949.

Deux administrateurs,

Gaston CLAEYS.

Gilbert PERIER.

Bourse du Travail du Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Siège social : Matamba (Luluabourg) --- Congo Belge.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 33.029.

Constituée le 1^{er} octobre 1921. Autorisée par arrêté royal du 22 octobre 1921. Modifiée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 8 octobre 1936, approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1936, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1937.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Immeubles	fr.	569.192,—	
Terrains		25.680,—	
		594.872,—	
Amortissements antérieurs		594.871,—	
			1,—

II. — Réalisable :

Actionnaires		308.000,—	
Portefeuille		794.410,—	
Fonds publics		59.410,—	
Débiteurs divers		9.528,—	
			1.171.348,—

III. — Disponible :

Banquiers	(*)	47.191,—
-----------------	-----	----------

IV. — Compte d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
	Fr. 1.218.540,—

(*) Suivant arrêté-loi du 6 octobre 1944, ce montant comprend une quotité temporairement indisponible de Fr. 22.460,—.

— 1967. —

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 770 parts de 1.000 fr. chacune	fr.	770.000,—	
Fonds de réserve		1.787,—	
Fonds de prévision		33.946,—	
			805.733,—

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs		120,—
------------------	--	-------

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs		409.423,—
--------------------------	--	-----------

IV. — *Compte d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires		pour mémoire
--	--	--------------

V. — <i>Profits et Pertes</i>		3.264,—
-------------------------------------	--	---------

Fr. 1.218.540,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	84.062,—
Frais financiers		2.045,—
Prévision subsidie à la Mission de Prophylaxie contre la Maladie du Sommeil		15.000,—
Solde créditeur		3.264,—
	Fr.	104.371,—

CREDIT.

Revenus financiers divers	fr.	65.232,—
Profits divers		127,—
Location immeubles		39.012,—
	Fr.	104.371,—

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 13 octobre 1949.*

L'assemblée générale approuve à l'unanimité les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1948, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et dont le solde bénéficiaire s'élève à 3.264 francs.

Elle décide, conformément à l'article 28 des statuts, de porter ce solde créditeur de 3.264 francs aux fonds de réserve.

Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1948.

L'assemblée réélit à l'unanimité M. Hubert Menestret, pour un terme de deux ans, aux fonctions de commissaire.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambert à Schaerbeek. Président, administrateur-délégué.

M. Georges Cassart, docteur en médecine, 23, avenue des Phalènes à Bruxelles, administrateur.

M. Léopold Mouttoulle, docteur en médecine, 19, rue H. Lemaître à Namur, administrateur.

M. Maurice Van Mulders, ingénieur, 31, avenue René Gobert à Uccle, administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jean Meily, inspecteur de comptabilité, 11, avenue Jules Malou à Etterbeek.

M. Hubert Ménestret, chef-comptable, 18, avenue Marie-Clotilde à Watermael-Boitsfort.

Bruxelles, le 14 octobre 1949.

Pour extrait conforme :

BOURSE DU TRAVAIL DU KASAI.

Le Président,

G. LESCORNEZ.

Office Central du Travail du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga — Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue Marie de Bourgogne, n° 60.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 19.786.

Constituée à Bruxelles le 29 juillet 1910 et autorisée par arrêté royal du 12 septembre 1910. — Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 3 octobre 1910.

Statuts modifiés suivant décisions des assemblées générales extraordinaires des 21 novembre 1912, 9 juin 1920, 16 mars 1922, 18 janvier 1923, 26 mars 1925, 13 septembre 1927, 10 novembre 1932 et 11 octobre 1945 et approuvées par arrêtés royaux des 12 septembre 1910, 22 août 1921, 26 mars 1923, 1^{er} mai 1925, 31 octobre 1927, 22 décembre 1932, et 12 mars 1946 et publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 septembre 1921, 15 septembre 1922, 15 mai 1923, 15 juin 1925, 15 novembre 1927, 15 janvier 1933 et 15 avril-15 mai 1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Immeubles	fr.	3.990.189,36	
Moins amortissements		3.360.896,36	
			629.293,—
Matériel et mobilier		pour mémoire	
			629.293,—

B. — Réalisable :

Caisses et Banques	592.309,22	
Portefeuille - titres	4.430.450,—	
Débiteurs divers	194.804,—	
		5.217.563,22

C. — Compte d'ordre :

Parts en dépôt	pour mémoire
----------------------	--------------

D. — Profits et Pertes :

Solde	598.080,23
	Fr. 6.444.936,45

PASSIF.

A. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital	fr.	2.557.000,—	
représenté par :			
4.680 parts de 500 frs chacune	2.340.000,—		
62 parts de 3.500 frs chacune	217.000,—		
Réserve statutaire		36.182,08	
Fonds de prévision		1.536.716,92	
Revalorisation Immeubles		2.269.196,05	
			6.399.095,05

B. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers	45.841,40
-------------------------	-----------

C. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements statutaires	pour mémoire
	Fr. 6.444.936,45

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 1948.

DOIT.

Solde à nouveau	fr.	608.877,54
Frais généraux d'Europe		334.558,05
	Fr.	943.435,59

AVOIR.

Intérêts et commissions	fr.	253.233,86
Solde du compte recrutement, y compris frais généraux d'Afrique		92.121,50
Solde		598.080,23
	Fr.	943.435,59

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 13 octobre 1949.*

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et de celui du Collège des commissaires, approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948, tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion antérieure au 1^{er} janvier 1948.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Fernand Dellicour, docteur en droit, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, square Vergote, n° 10, Président.

M. Jules Cousin, ingénieur, demeurant à Elisabethville (Congo Belge), administrateur.

M. Jérôme Rodhain, docteur en médecine, demeurant à Tervueren, 21, rue de la Limite, administrateur.

M. Maurice Van Mulders, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue René Gobert, 31, administrateur.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, demeurant à Bruxelles, rue Royale, n° 42, administrateur.

M. Georges Cassart, docteur en médecine, demeurant à Bruxelles, 55, rue Souveraine, administrateur.

M. Jérôme Quets, ingénieur, demeurant à Louvain, 94, boulevard de Namur, administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques Bettendorf, comptable, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, n° 252, commissaire.

M. Hubert Ménestret, directeur de société, demeurant à Watermael, avenue Marie-Clotilde, n° 18, commissaire.

M. Georges Raskin, ingénieur, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, n° 38, commissaire.

Bruxelles, le 24 octobre 1949.

Pour copie conforme.

Le Président du Conseil d'administration,

F. DELLICOUR.

— 1972 —

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 14^e TRANCHE 1949

1^{er} OCTOBRE 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	68320	250.000 fr.
	8920	2.500 fr.
	0460	5.000 fr.
1	64611	20.000 fr.
	6721	10.000 fr.
	07971	20.000 fr.
2	302	1.000 fr.
	59352	100.000 fr.
	9072	2.500 fr.
3	376863	500.000 fr.
	08173	20.000 fr.
	58273	20.000 fr.
	61083	50.000 fr.
	3893	2.500 fr.
4	4	200 fr.
	0594	2.500 fr.
5	251905	2.500.000 fr.
	1425	2.500 fr.
	52425	20.000 fr.
	0825	5.000 fr.
	230645	500.000 fr.
	8255	5.000 fr.
	12775	100.000 fr.
6	9416	10.000 fr.
	4366	2.500 fr.
	3666	5.000 fr.
	52866	50.000 fr.
	0796	2.500 fr.
7	0417	10.000 fr.
	72237	100.000 fr.
	8337	2.500 fr.
	867	1.000 fr.
8	08	500 fr.
	6608	5.000 fr.
	60458	100.000 fr.
	768	1.000 fr.
	29298	50.000 fr.
9	198589	1.000.000 fr.
	44899	50.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 1^{er} janvier 1950.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 1^{er} février 1950.

— 1973 —

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 14^e SCHIJF 1949

1 OCTOBER 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	68320	250.000 fr.
	8920	2.500 fr.
	0460	5.000 fr.
1	64611	20.000 fr.
	6721	10.000 fr.
	07971	20.000 fr.
2	302	1.000 fr.
	59352	100.000 fr.
	9072	2.500 fr.
3	376863	500.000 fr.
	08173	20.000 fr.
	58273	20.000 fr.
	61083	50.000 fr.
	3893	2.500 fr.
4	4	200 fr.
	0594	2.500 fr.
5	251905	2.500.000 fr.
	1425	2.500 fr.
	52425	20.000 fr.
	0825	5.000 fr.
	230645	500.000 fr.
	8255	5.000 fr.
	12775	100.000 fr.
6	9416	10.000 fr.
	4366	2.500 fr.
	3666	5.000 fr.
	52866	50.000 fr.
	0796	2.500 fr.
7	0417	10.000 fr.
	72237	100.000 fr.
	8337	2.500 fr.
	867	1.000 fr.
8	08	500 fr.
	6608	5.000 fr.
	60458	100.000 fr.
	768	1.000 fr.
	29298	50.000 fr.
9	198589	1.000.000 fr.
	44899	50.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 1 Januari 1950.

Laatste betaaldag door de Loterij : 1 Februari 1950.

— 1974 —

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 15^e TRANCHE 1949

22 OCTOBRE 1949

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	9930	2.500 fr.
	35340	50.000 fr.
	1440	2.500 fr.
	7550	5.000 fr.
1	1	200 fr.
	11	500 fr.
	8771	10.000 fr.
2	51632	100.000 fr.
	9672	2.500 fr.
3	0413	5.000 fr.
	0123	2.500 fr.
	7563	2.500 fr.
	1883	10.000 fr.
4	5804	5.000 fr.
	70054	20.000 fr.
5	23005	100.000 fr.
	14915	20.000 fr.
	8135	2.500 fr.
	765	1.000 fr.
6	326	1.000 fr.
	19546	250.000 fr.
	91366	20.000 fr.
	93566	50.000 fr.
	32766	100.000 fr.
	47886	20.000 fr.
	104396	500.000 fr.
7	1127	10.000 fr.
	00227	100.000 fr.
	1427	5.000 fr.
	19737	50.000 fr.
	33647	20.000 fr.
8	393708	500.000 fr.
	6828	2.500 fr.
	928	1.000 fr.
	7568	2.500 fr.
	2888	5.000 fr.
9	308849	2.500.000 fr.
	203769	1.000.000 fr.
	00389	50.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 22 janvier 1950.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 22 février 1950.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 15° SCHIJF 1949

22 OCTOBER 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n° eindigt op :	winnen
0	9930	2.500 fr.
	35340	50 000 fr.
	1440	2.500 fr.
	7550	5.000 fr.
1	1	200 fr.
	11	500 fr.
	8771	10.000 fr.
2	51632	100.000 fr.
	9672	2.500 fr.
3	0413	5.000 fr.
	0123	2.500 fr.
	7563	2.500 fr.
	1883	10.000 fr.
4	5804	5.000 fr.
	70054	20.000 fr.
5	23005	100.000 fr.
	14915	20.000 fr.
	8135	2.500 fr.
	765	1.000 fr.
6	326	1.000 fr.
	19546	250.000 fr.
	91366	20.000 fr.
	93566	50.000 fr.
	32766	100.000 fr.
	47886	20.000 fr.
	104396	500.000 fr.
7	1127	10.000 fr.
	00227	100.000 fr.
	1427	5.000 fr.
	19737	50.000 fr.
	33647	20.000 fr.
8	393708	500.000 fr.
	6828	2.500 fr.
	928	1.000 fr.
	7568	2.500 fr.
	2888	5.000 fr.
9	308849	2.500.000 fr.
	203769	1.000.000 fr.
	00389	50.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 22 Januari 1950.

Laatste betaaldag door de Loterij : 22 Februari 1950.

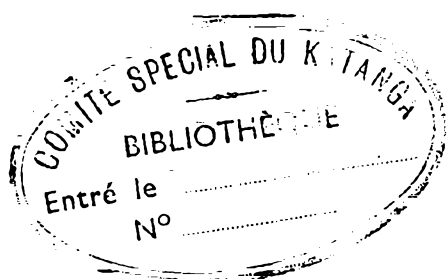
ANNEXES au *Bulletin Officiel du Congo Belge*

15 DECEMBRE 1949.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIÉTÉS.

	Page		Page
Banque du Congo Belge « B.C.B. »	2153	Huileries du Kasai « Huduka »	2114
Centrale Immobilière du Katanga	2176 2199	La Niengele	2115
Compagnie Coloniale Belge, alias Plantations et Elevages de Ki- tobola	2071, 2088	Lukolela Plantations	2141
Compagnie Congolaise d'Afrique « C. C. A. »	2089	Plantations de Djombo	2144
Compagnie des Placages et Contre- placages du Congo	2113	Plantations de la Niongera	2070
Compagnie du Congo pour le Com- merce et l'Industrie « C.C.C.I. »	2154	Plantations de Leuze	2133
Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique « Cofima »	1998	Sarma-Congo	2158, 2173
Compagnie Générale des Transports au Katanga « Transkat »	2122	Société Africaine d'Entreprises Elec- triques au Congo « Entrelco »	2010
Compagnie Sucrière Congolaise « C. S. C. »	2126	Société Forestière et Agricole du Mayumbe « Agrifor »	2136
Congolaise des Boissons	2027	Société Industrielle et Minière du Katanga « Simkat »	2052, 2132
Cotonnière Coloniale « Colocoton »	2146	Société Minière de l'Aruwimi-Ituri	2043
Crédit Foncier Africain « C. F. A. »	1980	Syndicat Minier Africain « Symaf »	2118
		Tuileries et Briqueteries du Congo Belge « Ericongo »	2091, 2108
		Loterie Coloniale	2203
		Avis	2202



Crédit Foncier Africain

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

ayant son siège social à Léopoldville

et son siège administratif à Bruxelles.

—

CONSTITUTION (1).

NOMINATIONS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf.

Le vingt-cinq juillet.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

A Bruxelles, 39, rue du Commerce.

Ont comparu :

1) Le « Crédit Foncier Africain » société anonyme, établie à Bruxelles, 39, rue du Commerce, constituée suivant acte reçu par le notaire Vuylsteke à Bruxelles, le trente juillet mil neuf cent vingt et un, publié aux annexes du « Moniteur Belge », du vingt août suivant, sous le numéro 8.677, mise en liquidation suivant procès-verbal dressé par le notaire Richir, soussigné en date de ce jour.

Ici représentée par deux de ses liquidateurs :

a) Monsieur Pierre Orts, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise;

b) Monsieur Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe.

2) La Compagnie Financière Africaine, société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Bruxelles, 112, rue du Commerce, ici représentée par Monsieur Henri Depage, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

3) L'Union Foncière Congolaise, société congolaise par actions à responsabilité limitée, à Bruxelles, 112, rue du Commerce, ici représentée par Monsieur Depage, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

4) Le Chevalier Louis d'Oreye de Lantremange, administrateur de société, demeurant à Elterbeek, 108, avenue de Tervueren, ici représenté par Monsieur Jacques Feyerick, ci-après nommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

5) Monsieur Jacques Feyerick, administrateur de sociétés, demeurant à Gand, 1, rue du Soleil.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

6) Monsieur Valère Gelders, avocat, demeurant à Corbeek-Loo, 180, chaussée de Tirlemont.

7) Monsieur Franz Leemans, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 225, avenue de Broqueville, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

8) Monsieur Gérard van Veen, architecte, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 170a, chaussée de la Grande Espinette, ici représenté par Monsieur Feyerick, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

9) Monsieur Xavier de Thibault de Boesinghe, licencié en sciences commerciales et consulaires, demeurant à Etterbeek, 108, avenue de Tervueren, ici représenté par Monsieur Feyerick, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit est, ont requis le notaire soussigné d'acter les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est constitué par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de : « Crédit Foncier Africain ».

Article 2. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge).

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'Administration. Cette décision sera publiée par voie d'avis au « Bulletin Officiel » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il se trouve actuellement à Bruxelles, 39, rue du Commerce; il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, du Congo Belge ou de l'étranger, par décision du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration pourra établir, tant en Belgique qu'à l'étranger, d'autres sièges administratifs, des succursales, agences et sièges d'opérations, en régler l'organisation, les céder, procéder à leur liquidation ou en décider de toute manière la suppression.

Article 3. — La société a pour objet de faire, tant pour elle-même que pour le compte de tiers, au Congo Belge, en Belgique et à l'étranger, en ordre principal, toutes opérations immobilières et hypothécaires, ainsi que toutes opérations de crédit, de gérance, de contrôle et d'assurances de toute nature.

Elle pourra acquérir, transformer, céder, aliéner, échanger tous immeubles ainsi que toutes créances ou valeurs quelconques, construire, prendre, donner en location, exploiter, gérer tous immeubles, y compris les biers

ruraux, faire toutes entreprises de construction, acheter et vendre tous matériaux de construction.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de cession, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation, d'intervention financière sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises ayant un objet similaire au sien ou qui soit de nature à favoriser le développement de son objet social.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente années à dater de son autorisation par Arrêté Royal, sauf dissolution anticipée, fusion ou prorogation.

Elle peut valablement prendre des engagements pour un terme excédant celui fixé pour sa durée.

CHAPITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à soixante millions de francs congolais. Il est représenté par cent vingt mille actions d'une valeur nominale de cinq cents francs congolais chacune :

Monsieur Pierre Orts, et Monsieur Henri Depage prénommés, d'une part, agissant comme liquidateurs et au nom de la société anonyme belge « Crédit Foncier Africain » mise en liquidation sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal de la constitution de la présente société avant le vingt-cinq octobre mil neuf cent quarante-neuf et en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à ce titre ;

Et d'autre part :

« La Compagnie Financière Africaine » société congolaise par actions à responsabilité limitée, préqualifiée, propriétaire de dix-sept mille huit cent soixante-dix actions nominatives de la société anonyme belge « Crédit Foncier Africain ».

« L'Union Foncière Congolaise » société congolaise par actions à responsabilité limitée, préqualifiée, propriétaire de mille actions nominatives de la dite société anonyme belge « Crédit Foncier Africain ».

et Messieurs le Chevalier d'Oreye de Lantremange, Xavier de Thibault de Boesinghe, Jacques Feyerick, Valère Gelders, Franz Leemans et Gérard van Veen, préqualifiés, propriétaires, les deux premiers respectivement de soixante-dix et de vingt actions nominatives et les suivants chacun de cinquante actions nominatives de la dite société anonyme belge « Crédit Foncier Africain » agissant à ce titre et se joignant aux liquidateurs prénommés pour la part dans l'apport global afférente à leurs actions nominatives.

Déclarent faire ensemble apport à la présente société, qui accepte, de tout l'avoir social comprenant la situation active et passive de la dite société anonyme belge « Crédit Foncier Africain » telle qu'elle a été arrêtée au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société, tenue le mardi cinq juillet mil neuf cent quarante-neuf.

Le susdit apport comporte notamment une moitié indivise d'un immeuble situé à Bruxelles, 39, rue du Commerce, cadastré ou ayant été cadastré section neuvième, numéro 463/n/2, pour une contenance de cinq ares dix centiares, contenant d'après titre cinq ares, vingt centiares, quarante-cinq dixmilliares.

Les comparants prennent acte de ce qu'aucune autorisation n'est nécessaire à la réalisation de l'apport susdit.

La moitié indivise du dit immeuble appartient au « Crédit Foncier Africain », société anonyme belge, pour l'avoir acquise en vente publique le deux octobre mil neuf cent vingt-neuf, aux termes d'un procès-verbal d'adjudication définitive dressé par le notaire Ectors, à Bruxelles, transcrit au premier bureau des hypothèques à Bruxelles, le vingt-neuf novembre suivant, volume 1343, numéro 10, à concurrence d'un/tiers indivis, les deux/tiers restants ayant été acquis respectivement par la société anonyme belge « Crédit Hypothécaire d'Afrique » ayant son siège social à Bruxelles, 39, rue du Commerce, et par la société congolaise à responsabilité limitée « Crédit Agricole d'Afrique » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge), acquisition faite de Monsieur Guy Marie Edmond Ghislain Le Roy de Lisa, Comte de Chateaubrun, demeurant à Noironte (département du Doubs-France); la société « Crédit Agricole d'Afrique » préqualifiée, a cédé sa part indivise d'un/tiers, pour moitié au « Crédit Foncier Africain » et pour moitié au « Crédit Hypothécaire d'Afrique » aux termes d'un acte reçu par le notaire Richir, soussigné, le trois décembre mil neuf cent trente-sept, transcrit au premier bureau des hypothèques à Bruxelles, le six janvier mil neuf cent trente-huit, volume 2.199, numéro 4, de sorte que ces deux dernières sociétés en sont devenues propriétaires chacune pour moitié indivise.

Le « Crédit Foncier Africain » société congolaise est substituée aux droits et obligations de la société anonyme belge du même nom en ce qui concerne la garantie de contenance, les servitudes actives et passives mentionnées dans le susdit acte dont elle déclare avoir parfaite connaissance.

L'apport comporte également des immeubles au Congo Belge des valeurs mobilières, des valeurs incorporelles et des droits immobiliers et mobiliers se trouvant au Congo Belge, dont la description et la spécification ne sont pas requises en vertu des dispositions de l'arrêté du Régent du premier mars mil neuf cent quarante-neuf.

En ce qui concerne par ailleurs les opérations faites par la société apporteuse depuis la clôture de son bilan au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, ces opérations étant pour compte de la présente société et à ses profits et risques comme si elle-même les avait faites, celle-ci succédera intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse telle qu'elle existera à la date de l'arrêté royal autorisant sa constitution définitive, et se trouvant substituée, sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations de la société apporteuse: elle sera notamment subrogée dans tous les droits et actions de la société apporteuse vis-à-vis de tous ses débiteurs, y compris ceux dont la dette aurait été portée, comme amortie en comptabilité. La présente société s'oblige d'autre part à supporter seule et exclusivement tous frais, droits, impôts et taxes quelconques à résulter tant de l'apport que de la liquidation de la société apporteuse et que des répartitions entre ses actionnaires des actions rémunérant l'apport; à reprendre et à continuer tous les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle tant activement

que passivement et à la garantir contre toutes actions ou réclamations quelconques, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée; la présente société s'oblige également à supporter à la décharge des liquidateurs de la société apporteuse les conséquences de toutes actions qui pourraient leur être intentées du chef de l'exécution de leur mandat.

En rémunération de l'apport, dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué cent vingt mille actions d'une valeur nominale de cinq cents francs congolais chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont réparties comme suit :

A la Compagnie Financière Africaine : dix-sept mille huit cent soixante-dix actions	17.870
A l'Union Foncière Congolaise, mille actions	1.000
Au Chevalier d'Oreye de Lantremange, soixante-dix actions	70
A Monsieur Jacques Feyerick : cinquante actions	50
A Monsieur Valère Gelders : cinquante actions	50
A Monsieur Franz Leemans : cinquante actions	50
A Monsieur Gérard van Veen : cinquante actions	50
A Monsieur Xavier de Thibault de Boesinghe : vingt actions	20
Soit ensemble : dix-neuf mille cent soixante actions	<u>19.160</u>

Le solde soit cent mille huit cent quarante actions, devra être réparti, par les soins des liquidateurs prénommés, entre tous les propriétaires d'actions de la société anonyme belge « Crédit Foncier Africain » autres que celles dont il est fait état ci-dessus et dans la proportion d'une action de la présente société pour une action de la société belge.

Article 6. — La société pourra, en tout temps, dans la forme prescrite pour la modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal, soit augmenter son capital, soit le réduire.

En cas d'augmentation du capital par émission d'actions à souscrire contre espèces, un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles à créer sera réservé aux actionnaires anciens, sauf décision contraire de l'assemblée décrétant l'augmentation.

Article 7. — Le Conseil d'administration fera les appels de fonds éventuels sur toutes actions à créer en augmentation du capital et fixera les époques de versement. Les versements se feront à la date fixée, qui sera notifiée un mois à l'avance par lettre recommandée à la poste adressée au domicile réel ou élu des actionnaires. Ces avis vaudront comme mise en demeure et, à défaut de versement aux époques fixées, il sera dû, de plein droit, par la seule échéance du terme, sans nouvelle mise en demeure ni action judiciaire, un intérêt au taux conventionnel de six pour cent l'an, à compter du jour de l'exigibilité jusqu'à celui du paiement. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et en intérêts.

Le Conseil d'administration pourra, sans autre mise en demeure qu'un nouvel avertissement par lettre recommandée adressée au domicile réel ou élu de l'actionnaire, demeuré sans résultat durant quinze jours et, sans autre formalité, prononcer la déchéance des actionnaires défaillants et faire vendre en Bourse ou hors Bourse, à leurs risques et périls, leurs titres en retard de versement, et ce, sans préjudice au droit de réclamer, même simultanément, par tous moyens légaux, le paiement de ce qui lui resterait dû. Le prix à provenir de cette vente appartiendra à la société jusqu'à concurrence de la somme lui revenant du chef des versements appelés, de l'intérêt et des frais occasionnés, y compris ceux de la sommation, ainsi que tout autre montant dont l'actionnaire serait débiteur envers elle.

Les certificats laissés entre les mains des actionnaires dont il s'agit n'auront plus aucune valeur.

Article 8. — La cession de titres incomplètement libérés ne peut avoir lieu que moyennant autorisation préalable du Conseil d'administration et à des personnes agréées par celui-ci.

Les souscripteurs restent tenus envers la société malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article 9. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les actionnaires pourront, moyennant accord du Conseil et aux conditions à fixer par lui, libérer anticipativement, en tout ou en partie, leurs actions.

Article 10. — Il est tenu, au siège social, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant l'inscription des actions nominatives et leur numéro d'ordre seront délivrés aux actionnaires; ces certificats seront signés par deux administrateurs ou par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration.

La cession de l'action nominative s'opère par une déclaration de transfert, inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transfert des créances; sauf décision contraire du Conseil d'administration, ces déclarations ou formalités pourront être faites au siège administratif. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles.

Article 11. — Les titres au porteur doivent être signés par deux administrateurs, une de ces signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

A la demande de leur propriétaire, les titres au porteur peuvent, à toute époque, être convertis en titres nominatifs et ceux-ci reconstitués en titres au porteur. Les frais de conversion sont à la charge des titulaires.

Article 12. — Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois et notamment les actions remises en rémunération de l'apport de la situation active et passive de la société anonyme belge « Crédit Foncier Africain » cette société ayant plus de cinq ans d'existence.

Article 13. — Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Article 14. — La société peut émettre des obligations et bons de caisse hypothécaires et autres, par décision du Conseil d'administration. Celui-ci détermine le type, le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, ainsi que les conditions accessoires de toutes émissions d'obligation.

Article 15. — La possession d'une action emporte adhésion aux statuts sociaux et aux résolutions de l'assemblée générale.

Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action ou obligation et, en cas de mutation par décès ou autrement et chaque fois que plusieurs prétendent à la propriété d'un même titre, elle a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme en étant propriétaire.

Les actionnaires, leurs héritiers ou créanciers ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la sociétés, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à une action suivent le titre en quelque main qu'il passe.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE — DIRECTION.

Article 16. — La société est administrée par un conseil composé d'au moins trois membres, associés ou non.

La surveillance de la société est exercée par deux commissaires au moins, associés ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre, celle-ci peut toujours les révoquer.

Sont nommés administrateurs :

- 1) Monsieur Pierre Orts, prénommé.
- 2) Le Chevalier d'Oreye de Lantremange, préqualifié.
- 3) Monsieur Edouard de San, secrétaire général honoraire du Congo, demeurant à Forest-Bruxelles, 71, avenue Brugmann.
- 4) Monsieur Marcel Deguent, directeur de la « Brufina », demeurant à Uccle, 6, avenue des Ormeaux.
- 5) Monsieur Albert Deligne, directeur de société, demeurant à Schaerbeek, 98, avenue de Linthout.
- 6) Monsieur Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe.
- 7) Monsieur Marcel De Roover, directeur de la « Brufina », demeurant à Etterbeek, 33, avenue des Gaulois.
- 8) Monsieur Jacques Feyerick, prénommé.
- 9) Monsieur Valère Gelders, prénommé.
- 10) Le Général Gaston Heenen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 15, avenue de l'Orée.
- 11) Monsieur Franz Leemans, préqualifié.
- 12) Le Général Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire.
- 13) Monsieur Gérard van Veen, préqualifié.

Ici présents et acceptant, sauf Messieurs de San, d'Oreye de Lantremange, Deligne, Leemans, Moulaert et van Veen, pour lesquels acceptent soit leur mandataire, soit Monsieur Henri Depage qui déclare se porter fort.

Un administrateur au moins sortira tous les ans.

L'ordre de sortie des administrateurs et des commissaires sera réglé par la voie du sort, respectivement en Conseil d'administration et en Collège des commissaires de telle manière qu'aucun mandat ne dure plus de six ans.

Les mandats des administrateurs et des commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Les administrateurs et les commissaires sortants sont rééligibles.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis en Conseil général peuvent y pourvoir provisoirement; l'élection définitive aura lieu à la plus prochaine assemblée des actionnaires. L'administrateur nommé en remplacement d'un administrateur dans les conditions ci-dessus, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent, dans la mesure de leur mandat, que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des Commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

La responsabilité des commissaires, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article 17. — Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à cinquante actions et celui de chaque commissaire à vingt actions. Ces actions sont nominatives; mention de leur affectation est faite par le propriétaire des actions, ou son fondé de pouvoirs, sur le registre des actionnaires.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée des fonctions de ceux dont elles garantissent le mandat et ne seront restituées que lorsque, après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les intéressés ont été en fonctions, l'assemblée générale se sera prononcée par un vote spécial sur leur décharge.

Article 18. — Le Conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et, éventuellement, un vice-président. En cas d'empêchement du président et du vice-président, un administrateur désigné par ses collègues le remplace.

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur la convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace. Il doit être convoqué à la demande d'un administrateur-délégué ou de deux administrateurs. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations. Les administrateurs résidant à l'étranger ne doivent pas nécessairement être convoqués. Il ne doit pas être justifié de l'envoi des convocations.

Tout membre absent peut, même par simple lettre ou télégramme, déléguer à un de ses collègues, le pouvoir de le représenter, et de voter pour lui à une séance déterminée du Conseil d'administration; aucun administrateur ne peut exercer plus d'un de ces mandats; dans l'un ou l'autre de ces cas, le mandant est considéré comme présent pour la supputation des votes et l'administrateur qui est porteur du pouvoir pourra signer pour l'absent le procès-verbal de la réunion.

En cas d'urgence, les membres du Conseil d'administration peuvent être consultés par voie de simple correspondance postale ou télégraphique et exprimer leur avis ou formuler leur vote de la même manière.

Article 19. — Sauf les cas de force majeure, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres en fonctions sont présents ou représentés.

Lorsqu'à une séance le Conseil d'administration ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, dans une seconde réunion tenue au plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. En cas de parité de voix, celle du membre qui préside la séance est prépondérante.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt opposé à celui de la société dans une décision soumise à l'approbation du Conseil d'administration, ils sont tenus d'en avertir le Conseil et mention en est faite au procès-verbal de la séance; ils s'abstiendront de prendre part aux délibérations et au vote sur ce sujet. Les résolutions seront valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil.

Le Conseil d'administration peut admettre à ses séances, à titre purement consultatif, toutes personnes étrangères au Conseil, faisant ou non partie du personnel de la société; leur présence doit être mentionnée au procès-verbal.

Les procès-verbaux des séances du Conseil d'administration sont signés par la majorité au moins des membres qui y ont pris part.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement délivrés et signés par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Si les procès-verbaux ont été dressés par acte authentique, les expéditions ou extraits en seront produits dans les formes légales.

Article 20. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales et des intérêts qui lui seraient confiés directement ou indirectement par des tiers.

Notamment, il peut faire tous achats, ventes, échanges et locations d'immeubles, avec paiement au comptant ou à terme; donner et recevoir des options, emprunter, même par voie d'émission d'obligations; hypothéquer et affecter en garantie tous biens mobiliers et immobiliers; cautionner au nom de la société; transiger, compromettre, renoncer à tous droits réels, ainsi qu'à toute action résolutoire et donner mainlevée, avant comme après paiement, de toutes inscriptions, transcriptions, oppositions et saisies; prêter, ouvrir des crédits, stipuler et accepter la condition de réméré; faire exécuter toutes constructions, arrêter les plans et devis, conclure tous marchés. intéresser la société par voie d'apport, de souscription ou autrement dans toutes entreprises; régler les conditions de tout contrat; tirer, endosser, accepter tous papiers commerciaux et toutes obligations; recevoir toutes sommes, en donner quittance et déterminer l'emploi des fonds disponibles; nommer et révoquer tous agents et le personnel employé; fixer les conditions de leur engagement et de leur rémunération.

L'énumération qui précède n'est pas limitative, mais simplement énonciative. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi et les statuts à l'assemblée générale des actionnaires est de la compétence du Conseil d'administration.

Article 21. — Le Conseil d'administration peut choisir, dans son sein, un ou plusieurs administrateurs-délégués dont il détermine les pouvoirs et la rémunération.

Le Conseil peut, en outre, conférer à un ou à plusieurs de ses membres et même à des tiers des pouvoirs généraux ou spéciaux et en fixer la rétribution. Le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs directeurs, sous-directeurs et secrétaires dont il règle les attributions, les conditions d'engagement et de rémunération.

Article 22. — Le Président du Conseil d'administration ou l'administrateur qui le remplace, ou un administrateur-délégué ou encore, une personne désignée par le Conseil d'administration, représente la société en justice tant en défendant qu'en demandant, de même qu'en cas de recours judiciaires ou administratifs.

Dans les pays où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies valablement par ou contre celui-ci.

Article 23. — A moins de pouvoirs généraux ou spéciaux conférés par le Conseil d'administration à un ou plusieurs de ses membres, ou à des tiers, tous actes devront, pour engager la société, être signés par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier, vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable de ce conseil.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa qui précède, il suffira de la signature de l'un des administrateurs, directeurs, sous-directeurs, secrétaires ou fondés de pouvoirs, lorsqu'il s'agit de pièces et décharges pour les postes, chemins de fer, télégraphes, téléphones, messageries, roulages, lignes de navigation et douane. Le signataire, dans les cas ci-dessus, doit être considéré comme délégué du Conseil d'administration, sans avoir à justifier de cette délégation.

Article 24. — En dehors de la part de bénéfice à eux réservée par l'article 39 ci-après, les administrateurs et les commissaires, pourront se voir allouer par l'assemblée générale des actionnaires, une indemnité fixe ou des jetons de présence restant à la charge des frais généraux.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

Article 25. — Les administrateurs et les commissaires forment le Conseil Général. Ce Conseil se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent. Il est convoqué et présidé par le Président du Conseil d'administration ou par l'administrateur qui le remplace. Les articles dix-huit et dix-neuf ci-dessus sont applicables aux délibérations du Conseil Général.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 26. — L'assemblée générale se compose des actionnaires qui se seront conformés aux dispositions des statuts : elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Les résolutions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents et incapables.

Article 27. — Le Conseil d'administration et les commissaires peuvent, à toute époque, convoquer l'assemblée générale et déterminer son ordre du jour. Le Conseil est tenu de la convoquer dans les trois semaines après la demande qui lui en aura été faite par les propriétaires d'actions représentant un/cinquième du capital social.

La demande de convocation doit énoncer l'objet précis de la proposition, les noms et domiciles des signataires et les numéros de leurs titres. La demande doit être accompagnée du dépôt des titres à l'endroit à désigner par le Conseil d'administration; les titres devront rester déposés en cet endroit jusqu'après l'assemblée qui aura statué définitivement sur la proposition en question.

En cas de perte égale ou supérieure à la moitié du capital, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société.

Article 28. — Les assemblées générales, annuelles ou extraordinaires, se tiennent au siège administratif de la société en Belgique, à moins de décision contraire du Conseil d'administration qui devra, en pareil cas, indiquer expressément dans les convocations le lieu et le local de la réunion.

Article 29. — Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée, dans les annexes au « Bulletin Officiel » ou dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se tient la réunion. Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article 30. — Il sera tenu chaque année, le troisième jeudi de juin, à onze heures du matin et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, une assemblée générale à laquelle seront présentés les rapports des administrateurs et des commissaires, ainsi que le bilan et les comptes de l'exercice écoulé, elle procédera aux nominations et aux délibérations sur les objets régulièrement portés à l'ordre du jour.

Article 31. — Les actionnaires en nom ne seront admis aux assemblées générales que s'ils se sont fait inscrire au lieu indiqué dans les convocations au plus tard le cinquième jour avant le jour fixé pour l'assemblée. Cette formalité n'est pas requise pour les actions des administrateurs et commissaires qui sont affectées à leur cautionnement.

Les propriétaires des titres au porteur devront déposer leurs titres, au plus tard le cinquième jour avant le jour fixé pour l'assemblée générale, dans un des établissements désignés dans les avis de convocation. Ils seront admis à l'assemblée sur la production d'un certificat constatant ce dépôt.

Nul ne peut se faire représenter aux assemblées générales que par une autre personne ayant elle-même rempli les formalités pour être admise à l'assemblée et munie d'une procuration.

Néanmoins, les femmes mariées peuvent se faire représenter par leur mari; les mineurs et les interdits sont représentés par leur tuteur ou curateur, les maisons de commerce et sociétés par leurs associés, gérants, administrateurs, directeurs, liquidateurs ou fondés de pouvoirs permanents dans les conditions des actes sociaux; les communautés, établissements et personnes morales, par leurs représentants légaux.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours au moins avant l'assemblée générale.

Article 32. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article 33. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur qui le remplace. Le bureau de l'assemblée est complété par deux scrutateurs et un secrétaire désignés par le président de l'assemblée. Le secrétaire ne doit pas nécessairement être actionnaire.

Les procès-verbaux des assemblées sont valablement signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits des procès-verbaux, à délivrer par la société, sont valablement délivrés et signés par deux administrateurs.

Article 34. — Chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour plus du cinquième de l'ensemble des titres émis ou pour plus des deux/cinquièmes des voix attachées aux titres représentés à l'assemblée.

Article 35. — Sauf ce qui est dit à l'article suivant, les résolutions de l'assemblée générale sont valablement prises à la condition de réunir la majorité absolue des voix valablement exprimées, quel que soit le nombre des actions représentées.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, sauf pour les nominations et les révocations, actes pour lesquels ils ont lieu au scrutin secret si l'unanimité des membres présents ou représentés n'en décide autrement.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des actionnaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article 36. — Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, sur l'augmentation ou la réduction du capital social, sur la prorogation de la durée de la société ou sur la dissolution de celle-ci avant son terme, sur la fusion avec une autre société ou sur la cession, sous une forme quelconque, de tout l'avoir social, l'assemblée générale n'est valablement constituée que si les convocations mentionnent spécialement ces objets à l'ordre du jour et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins des actions.

Si ce quorum n'est pas atteint, il sera procédé à de nouvelles convocations et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre des titres représentés.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix exprimées valablement par l'ensemble des actions représentées. Toutefois, en cas de perte atteignant les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par des actionnaires représentant un quart des actions représentées à l'assemblée.

CHAPITRE V.

BILAN — BENEFICES — RESERVE — REPARTITION.

Article 37. — Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, les écritures de la société sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse le bilan et le compte de pertes et profits.

Le Conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation des créances et autres valeurs mobilières et immobilières de la société. Il fait ces évaluations de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société.

Article 38. — Un mois au moins avant l'assemblée annuelle, le Conseil d'administration transmet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, aux commissaires, qui doivent, dans les quinze jours, faire un rapport contenant leurs propositions.

Quinze jours avant l'assemblée, les actionnaires peuvent prendre connaissance du bilan, du compte de pertes et profits, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article 39. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges sociales, constitue le bénéfice net de la société.

Ce bénéfice est réparti comme suit :

1°) cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légal; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds atteint le dixième du capital social.

2°) les montants que décide l'assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration pour être affectés à des fonds spéciaux de réserve, à des fonds de prévision, à des amortissements extraordinaires à un report à nouveau, ou à toute autre fin sociale.

3°) Du surplus éventuel, quatre-vingt-dix pour cent seront répartis également entre toutes les actions, proportionnellement au montant dont elles sont libérées et prorata temporis et dix pour cent seront attribués aux membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux conformément à un règlement à arrêter par le Conseil d'administration.

Article 40. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article 41. — Le bilan et le compte de pertes et profits seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou, à son défaut, dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 42. — En cas de dissolution de la société, à son expiration ou avant terme, et pour quelque cause que ce soit, l'assemblée nommera un ou plusieurs liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera, s'il y a lieu, leur rémunération.

Les liquidateurs pourront notamment être autorisés à transférer tout ou partie de l'ensemble de l'actif et du passif de la société à des particuliers ou à une autre société congolaise, belge ou étrangère existante ou à constituer, contre argent ou contre titres, actions ou obligations; les actions de la société pourront être échangées, le cas échéant, contre des titres de la société bénéficiaire de l'apport.

Tout actionnaire donne par les présents statuts pouvoir aux liquidateurs nommés par l'assemblée générale de faire toutes les opérations de liquidation dans les limites du mandat leur donné par la même assemblée.

Article 43. — Après apurement des dettes et charges sociales, ainsi que des frais de liquidation ou, le cas échéant, provision faite pour leur montant, l'actif net sera réparti également entre toutes les actions. Si toutes les actions n'étaient pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs,

avant de procéder à aucune répartition, devront tenir compte de cette diversité de situation en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS SPECIALES.

Article 44. — Tout actionnaire qui n'aurait pas élu domicile au Congo Belge ou en Belgique est censé avoir élu domicile au siège social pour tout ce qui concerne l'exécution des statuts. Toutes notifications, sommations, assignations ou significations y seront valablement faites.

Tout administrateur, commissaire ou liquidateur, domicilié à l'étranger et qui n'aurait pas élu domicile au Congo Belge ou en Belgique, sera censé de plein droit, pour tout ce qui se rattache à l'exercice de ses fonctions, élire domicile au siège social de la Société où toutes notifications, sommations, assignations et significations peuvent lui être faites relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de sa gestion ou de son contrôle.

Article 45. — Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article 46. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Le Conseil d'administration, agissant par deux de ses membres, pourra, en vue de la perception des droits d'enregistrement et des formalités de transcriptions hypothécaires en Belgique, et en vue des mutations des immeubles situés au Congo Belge, faire constater authentiquement la réalisation de cette condition suspensive.

Article 47. — Les présents statuts seront éventuellement, à la diligence d'un administrateur ou d'un agent commis, revêtus de toutes les formalités légales, pour avoir force et valeur dans les pays où la société opérera.

Article 48. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FRAIS.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à un million trois cent mille francs.

DECLARATION PRO FISCO.

Pour la perception des droits d'enregistrement, les comparants déclarent évaluer la moitié indivise de l'immeuble situé à Bruxelles, apporté à la société, à la somme de un million cinq cent mille francs.

ENREGISTREMENT AU CONGO BELGE.

La présente société étant constituée dans les conditions prévues, déclare requérir l'application du décret du quatre décembre mil neuf cent quarante-huit portant exonération du droit proportionnel établi par le décret du huit octobre mil neuf cent quarante-deux et des décrets des quatre décembre mil neuf cent quarante-huit et sept mars mil neuf cent quarante-neuf portant exonération des droits proportionnels de mutation ou de transmission prévus par l'article deux, litteras a et c du décret du trente et un mars mil neuf cent vingt-six, modifié par celui du vingt-sept mars mil neuf cent quarante-quatre.

Le conservateur des titres fonciers est dispensé de prendre inscription d'office, pour quelque cause que ce soit, lors de la transcription des présentes. Conformément aux dispositions du décret du sept mars mil neuf cent quarante-neuf, le dépôt des statuts de la présente société au greffe du Tribunal de première instance de Léopoldville et leur publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » tiendront lieu des formalités prévues à l'article 37 du décret hypothécaire du quinze mai mil neuf cent vingt-deux. De même, les mutations immobilières au profit de la présente société s'opéreront au moyen d'annotations de transfert datées, scellées et signées, faites par les conservateurs des titres fonciers aux livres d'enregistrement ainsi qu'aux certificats délivrés à la société apporteuse et que la présente société produira à cette fin.

ORDRE DU JOUR.

Délibérant en conformité de l'article 45 des statuts, l'assemblée aborde le premier point à l'ordre du jour et sur proposition du Président décide de fixer à trois le nombre des commissaires et appelle à ces fonctions :

1) Monsieur Edmond de Ryckman de Betz, avocat, demeurant à Geet-Betz.

2) Monsieur Xavier de Thibault de Boesinghe, préqualifié.

3) Monsieur Désiré Tilmant, expert-comptable à Morlanwelz.

Pour lesquels accepte et se porte fort Monsieur Depage, prénommé.

Cette première résolution adoptée à l'unanimité, la séance continue en dehors de la présence du notaire.

Dont acte sur projet présenté.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants et le notaire ont signé.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-huit juillet 1949, volume 584, folio 15, case 8, quinze rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Suit la signature du receveur a. i.

Pour expédition conforme.

(Sé) Jacques RICHIR.

N° 7207.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles. — Président.

Vu par Nous, Dellois, Joseph, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de première instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 12 août 1949.

(Sé) J. Dellois.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Dellois, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 août 1949.

Le Directeur : (Sé) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 août 1949.

Pour le Directeur : (Sé) V. Cornet. Conseiller adjoint.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 27 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 27 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

**Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique
« Cofima »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville - Congo Belge.

Siège administratif à Bruxelles, 98, rue de la Loi.

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le quatre août.

Devant nous, Maître Jacques Van Wetter, notaire, à Ixelles, substituant Maître Albert Snyers d'Attenhoven, notaire, à Bruxelles, légalement empêché.

Ont comparu :

1) Monsieur le Baron Louis de Marcq de Tiège, administrateur de sociétés, demeurant au Château de la Clée, à Cuttecoven Looz.

2) Monsieur Félix-Paul Callebaut, docteur en droit, demeurant à Alost, 3, avenue de l'Esplanade.

3) Madame Marie Malvaux, sans profession, épouse autorisée de Monsieur Joseph Renson, administrateur de sociétés, demeurant au Caire (Egypte), pour qui est ici présent Monsieur Jacques Laurent, docteur en droit, demeurant à Ixelles, Bruxelles, 10, rue de la Réforme.

« Constitué aux fins des présentes, aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Albert Snyers d'Attenhoven, notaire, à Bruxelles, le quatorze juin mil neuf cent quarante-neuf, duquel acte une expédition restera ci-annexé. »

4) Monsieur Joseph Dewyspelaere, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, numéro 25.

5) La Société Financière et Immobilière « FIMOBEL », société anonyme, établie à Bruxelles, rue de la Loi, 98,

Ici représentée par deux administrateurs ci-après nommés :
Messieurs Gaston Drugmand et Joseph Dewyspelaere.

6) Monsieur Jean Funken, industriel, demeurant à Liège, 31, boulevard Piercot, pour qui se porte fort Monsieur Gaston Drugmand, susdit.

7) Monsieur Hector Dubois, administrateur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, 6, avenue du Cerf-Volant.

8) Monsieur Gaston Drugmand, administrateur de sociétés, demeurant à Jette-Saint-Pierre, 76, avenue de la Constitution.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte authentique des statuts d'une société qu'ils constituent comme suit :

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est créé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « Compagnie Financière Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique », en abrégé « COFI-MA ».

Article 2. — Le siège social est fixé à Léopoldville. Il pourra, par décision du Conseil d'administration, être transféré à tout autre endroit du Congo Belge. Tout changement de siège social sera publié par voie d'avis aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif ».

Le siège administratif est à Bruxelles, 98, rue de la Loi, cette expression comprenant toute l'agglomération bruxelloise.

Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité belge ou de la Colonie du Congo Belge ou en tout autre endroit par simple décision du Conseil d'administration.

Par simple décision du Conseil d'administration, la société peut établir en tous lieux, tant à la Colonie Belge, qu'en Belgique ou à l'étranger, des sièges d'exploitation, des succursales et des agences.

Article 3. — La Société a pour objet :

L'exploitation, achat, vente, construction, transformation, location et sous-location de tous biens immobiliers, l'entreprise de la fabrication et du commerce de tous objets en ciment, en béton, et de tous matériaux de construction. Elle peut dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

La Société peut agir pour elle-même ou pour compte de tiers.

Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet, tels que l'exploitation d'hôtellerie, salles de spectacles, magasins; cette énumération est énonciative et non limitative.

L'objet social peut en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article 4. — La Société est constituée pour une durée de trente années, qui prendra cours à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée peut être prorogée à toute époque, dans les formes et conditions requises à l'article 20 des présents statuts.

Elle peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL — ACTIONS.

Article 5. — Le capital est fixé à CINQ MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS, représenté par six mille actions sans désignation de valeur et dont chacune représente la six millième partie du capital social.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant à la majorité requise à l'article 20 des présents statuts.

Article 6. — Les six mille actions sans désignation de valeur présentement créées, sont souscrites contre numéraire, savoir :

1. FIMOBEL : deux mille cinq cent vingt actions, 2.520 .	2.100.000,—
2. Monsieur le Baron de Marcq de Tiège, mille trois cent vingt actions, 1.320	1.100.000,—
3. Monsieur Joseph Dewyspelaere, cent vingt actions, 120	100.000,—
4. Monsieur Gaston Drugmand, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort : six cents actions, 600	500.000,—
5. Monsieur Félix-Paul Callebaut, six cent soixante actions, 660	550.000,—
6. Madame Renson-Malvaux, six cents actions, 600	500.000,—
7. Monsieur Jean Funken, nonante actions, 90	75.000,—
8. Monsieur Hector Dubois, nonante actions, 90	75.000,—
Ensemble : six mille actions, 6.000	
pour cinq millions de francs	5.000.000,—

Tous les comparants déclarent et reconnaissent que les actions ont été libérées de la façon suivante :

Les souscriptions 1, 2, 3 et 4 : à concurrence de cinquante pour cent; la souscription 5 : à concurrence de vingt pour cent; et les souscriptions suivantes : intégralement, et qu'une somme de deux millions six cent soixante mille francs se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article 7. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en aura été totalement versé, elles pourront être transformées en actions au porteur.

Les actions entièrement libérées sont au porteur; il est tenu au siège social un registre des actions nominatives.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur ce registre.

Des certificats d'inscription signés par deux administrateurs en sont délivrés aux actionnaires.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Ces signatures peuvent être remplacées par des griffes.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur ce même registre, datée et signée par le cédant ou par son fondé de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur les transferts de créances établies par l'article 1690 du Code Civil.

La cession du titre au porteur s'opère par la seule tradition du titre. Les propriétaires des actions au porteur peuvent, à toute époque, en demander, à leurs frais, la conversion, en titres nominatifs.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, sans pouvoir être tenus à aucun appel de fonds au delà.

Article 8. — Les actions sont indivisibles vis-à-vis de la Société, qui peut suspendre les droits afférents à toute action au sujet de laquelle il existerait des contestations quant à la propriété, l'usufruit ou la nue-propriété.

Les copropriétaires, les usufruitiers et les nus-propriétaires, les créanciers et les débiteurs gagistes sont tenus de se faire représenter par un mandataire commun et d'en donner avis à la société.

En cas d'existence d'usufruit, le nu-propriétaire de l'action sera, sauf opposition de sa part, représenté vis-à-vis de la Société par l'usufruitier.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article 9. — La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins actionnaires ou non. Les opérations de la Société sont surveillées par un commissaire au moins, actionnaire ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée des actionnaires qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat et peut les révoquer en tout temps.

Ils sont rééligibles.

Les mandats ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six ans.

Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

1. Monsieur le Baron de Marcq de Tiège; 2. Monsieur Jean Funken; 3. Monsieur Gaston Drugmand; 4. Monsieur Hector Dubois; 5. Monsieur Joseph Dewyspelaere; 6. Monsieur Félix-Paul Callebaut, tous prénommés.

Est nommé comme premier commissaire : Monsieur René Debroux, expert-comptable, demeurant à Ixelles-Bruxelles, rue de l'Ermitage, 84.

Article 10. — Le Conseil d'administration choisit un président parmi ses membres pour présider les réunions du Conseil d'administration et de l'assemblée générale.

En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné par la réunion le remplace.

Article 11. — Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur la convocation d'un administrateur.

Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure désignés dans les avis de convocation.

Les convocations, sauf en cas d'urgence, à motiver au procès-verbal de la réunion, sont faites au moins cinq jours francs à l'avance.

Les convocations ne sont pas nécessaires lorsque tous les administrateurs consentent à se réunir.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit ou télégramme à un de ses collègues du Conseil, délégation pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut disposer de plus de deux voix, une pour lui et une pour son mandant.

Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion, est prépondérante.

Article 12. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, signés au moins par la majorité des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'administration ou par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par une personne à ce mandatée.

Article 13. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale, par la Loi ou par les présents statuts, est de sa compétence.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et conclure tous marchés, conventions ou actes nécessaires à l'exécution de toutes entreprises ou opérations qui intéressent la société.

Il nomme et révoque tous directeurs, employés, ouvriers ou agents de la société, fixe leurs rémunérations ainsi que les conditions de leur admission et de leur retraite.

Il peut encaisser toutes sommes dues et appartenant à la Société, en donner valablement quittance, faire et autoriser tous retraits, transferts et aliénations de fonds, de rentes, de créances ou de valeurs appartenant à la Société.

Il peut prendre ou donner en location, acquérir, aliéner tous biens meubles et immeubles; emprunter à court ou à long terme, par voie d'ouverture de crédit ou autrement, même par voie d'émission d'obligations hypothécaires ou autres, dont il déterminera le type, le taux des intérêts, le

mode et l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions d'émission; constituer et accepter toutes garanties hypothécaires et autres, avec ou sans stipulation de voie parée, renoncer à tous privilèges, droit d'hypothèques, actions résolutoires et droits réels en général, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que de tous commandements, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans paiement; dispenser de toutes inscriptions d'office.

Il représente la Société vis-à-vis des tiers, des autorités et des Administrations et exerce toutes actions tant en demandant qu'en défendant, devant toutes juridictions; obtient toutes décisions, jugements, arrêts, sentences, et les fait exécuter; acquiesce, transige et compromet en tout état de cause sur tous intérêts sociaux.

Article 14. — Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres et leur conférer le titre d'administrateur-délégué et d'administrateur-directeur.

Il peut également déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs directeurs.

Il peut en outre, déléguer des pouvoirs à telles personnes que bon lui semble, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Conseil a qualité pour déterminer les rémunérations attachées à l'exercice des délégations qu'il confère.

Article 15. — Sans préjudice à l'exercice des délégations, prévues à l'article qui précède, tous les actes qui engagent la société, tous pouvoirs et procurations doivent, pour être valables, être signés par un administrateur-délégué ou un administrateur-directeur, ou à défaut d'administrateur semblable, par le président du Conseil agissant conjointement avec un autre administrateur.

Ces personnes n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers, d'une décision préalable du Conseil d'administration.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences d'un administrateur-délégué ou à défaut, d'administrateur-délégué, soit par deux administrateurs, soit par une personne à ce mandatée.

Dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étrangers où la Société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

Article 16. — Il doit être affecté par privilège en garantie de la gestion de chaque administrateur, trente actions, et en garantie de l'exécution du mandat de chaque commissaire, dix actions de la Société présentement constituée.

La restitution des actions de cautionnement ne pourra être accordée à leur propriétaire qu'après que l'assemblée générale aura donné quitus de ses fonctions à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion.

Article 17. — L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs et aux commissaires des émoluments fixes ou proportionnels et des jetons de présence, à comptabiliser le cas échéant, parmi les frais généraux.

Le mandat d'administrateur peut être cumulé avec les fonctions de directeur ou avec toutes autres fonctions régies par un contrat d'emploi ou de louage de services, ainsi que la rémunération de part et d'autre.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 18. — L'assemblée générale se réunira de plein droit chaque année le quinze décembre à seize heures et pour la première fois le quinze décembre mil neuf cent cinquante.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale pourra être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige.

Les assemblées générales tant ordinaires qu'extraordinaires, se réuniront à Bruxelles, au siège administratif ou à l'endroit désigné dans les avis de convocation.

Lorsque tous les actionnaires y consentent, l'assemblée peut se faire dans toute autre localité.

Article 19. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et il ne peut être délibéré sur les objets qui n'y figurent pas, à moins que tous les actionnaires ne soient présents ou représentés et que les modifications à apporter à l'ordre du jour ne soient adoptées à l'unanimité des voix.

Les convocations sont faites par des annonces insérées deux fois, à huit jours d'intervalle, au moins huit jours avant l'assemblée générale, dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

Toutefois, les convocations ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires consentent à se réunir.

Toute assemblée ordinaire ou extraordinaire, peut être séance tenante, prorogée à trois semaines par le président de l'assemblée même s'il ne s'agit pas de statuer sur l'approbation du bilan.

Article 20. — Le Conseil d'administration pourra imposer aux propriétaires d'actions au porteur, le dépôt de leurs titres au siège administratif ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la réunion de l'assemblée générale.

Dans ce cas, ils ne seront admis à l'assemblée que sur production d'un certificat constatant le dépôt de leurs titres.

De même, il pourra imposer aux propriétaires d'actions nominatives, l'obligation d'informer le Conseil d'administration cinq jours francs avant la réunion, de leur intention d'assister à l'assemblée générale.

Si le Conseil en décide ainsi, les avis de convocation devront en faire mention.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire ayant lui-même le droit de vote et porteur d'une procuration dont la forme pourra être déterminée à peine de nullité par le Conseil d'administration.

Le Conseil peut décider en outre que les procurations devront être déposées au siège administratif cinq jours francs avant la réunion.

Si le Conseil détermine la forme des procurations ou s'il en impose le dépôt au siège administratif, les avis de convocation devront en faire mention.

Les incapables et les personnes morales seront valablement représentées, par leurs représentants ou organes légaux et la femme mariée pourra être représentée par son mari.

Chaque action donne droit à une voix.

L'assemblée générale statue à la majorité absolue des voix valablement exprimées. Nul ne peut prendre part au vote soit comme actionnaire, soit comme actionnaire et mandataire, pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des actions émises ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux actions représentées à l'assemblée.

Article 21. — Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur désigné par l'assemblée.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau.

Le président désigne le secrétaire, qui peut ne pas être actionnaire, et l'assemblée choisit deux scrutateurs parmi ses membres.

Les votes se font par main-levée ou appel nominal, à moins que l'assemblée n'en décide autrement, à la majorité des voix; en cas de parité des voix, la résolution proposée est rejetée. Le scrutin secret est obligatoire pour le cas de révocation.

Article 22. — Les procès-verbaux d'assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Sauf dans le cas où les décisions de l'assemblée générale doivent être constatées authentiquement, les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du Conseil d'administration ou par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs, ou par une personne à ce mandatée.

TITRE V.

BILAN — REPARTITION — RESERVES.

Article 23. — L'exercice social commence le premier juillet de chaque année pour finir le trente juin.

Transitoirement, le premier exercice prendra fin le trente juin mil neuf cent cinquante.

Article 24. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux de toute nature, des charges sociales et des amortissements nécessaires constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il sera prélevé annuellement :

1) Cinq pour cent pour être affecté à la formation d'un fonds de réserve;

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque ce fonds aura atteint le dixième du capital social.

2) La somme nécessaire pour attribuer aux actions sans désignation de valeur un premier dividende égal à quatre-vingts francs par titre.

3) Dix pour cent du surplus pour être attribués à titre de tantièmes aux administrateurs, qui se les répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

4) La somme que l'assemblée décidera d'allouer aux commissaires.

Le solde restant après ces attributions sera, en principe, réparti entre tous les titres, chacun conférant un droit égal.

Toutefois, l'assemblée ordinaire pourra toujours décider que tout ou partie de ce solde sera affecté à la constitution et à l'alimentation de fonds de réserve extraordinaires ou de prévision, ou sera reporté à nouveau.

Le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale, d'affecter partie du bénéfice net après le prélèvement prévu sous le numéro un, soit à des reports à nouveau, soit à des fonds de prévision et cette proposition émanant du Conseil ne peut être amendée ou rejetée que par un vote de l'assemblée générale réunissant les deux tiers des voix.

Toutefois, il est expressément convenu que la somme transférée aux réserves ne peut dépasser cinquante pour cent du solde bénéficiaire.

Article 25. — Les dividendes et tantièmes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration.

Article 26. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 27. — En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opérera par les soins des membres du Conseil d'administration alors en exercice, à moins que l'assemblée ne désigne à cet effet un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et la rémunération.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation à la simple majorité des voix.

Le solde favorable de la liquidation, après paiement de toutes dettes et charges incombant à la société, sera réparti par parts égales entre tous les titres.

TITRE VII.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

Article 28. — Tout associé domicilié dans la Colonie du Congo Belge ou à l'étranger, est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du lieu du siège administratif de la société, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif, où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés dans la Colonie du Congo Belge, ou à l'étranger, sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société où toutes les assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion ou de leur contrôle.

Article 29. — Le Conseil d'administration, et en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés, pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article 30. — Toutes contestations entre la société et les actionnaires comme tels sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la société.

Article 31. — La Société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition de son autorisation par arrêté royal. C'est une condition suspensive.

Article 32. — Il est référé aux dispositions légales pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts.

Article 33. — Les comparants déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à environ cent cinquante mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, en l'étude de Maître Snyers d'Attenhoven.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré six rôles, quatre renvois à Ixelles A. C., le cinq août 1949.
Volume 278, folio 35, case 6.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) E. Van Poelvoorde.

Suit l'annexe.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le quatorze juin.

Par devant Nous, Maître Albert Snyers d'Attenhoven, notaire à Bruxelles.

A comparu :

Madame Marie MALVAUX, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Joseph RENSON, administrateur de sociétés, avec qui elle demeure au Caire (Egypte).

Mariée sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage, passé devant l'Ambassadeur de Belgique à Londres, le vingt-six mars mil neuf cent quarante-sept.

Laquelle par ces présentes, déclare constituer pour mandataire spécial :

Monsieur Jacques LAURENT, docteur en droit, demeurant à Ixelles, Bruxelles, 10, rue de la Réforme.

A qui, elle donne tous pouvoirs, à l'effet de :

La représenter à l'acte constitutif d'une société congolaise à responsabilité limitée, qui sera passé prochainement devant le notaire, et, dont le capital sera de cinq millions de francs, divisé en six mille actions, sans désignation de valeur; souscrire à concurrence de cinq cent mille francs, de ces actions entièrement libérées, définir l'objet social, libeller les statuts, fixer le nombre des administrateurs et des commissaires, élire les administrateurs et les commissaires, accepter l'une ou l'autre de ces fonctions.

Fixer le siège social à Léopoldville (Congo Belge); établir un siège administratif à Bruxelles. Déclarer que les frais de l'acte constitutif s'élèveront à environ cent cinquante mille francs.

Reconnaître la libération, soit partielle, soit totale du capital souscrit.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, procès-verbaux, élire domicile, faire tout ce que le mandataire jugera utile ou nécessaire, substituer en tout ou en partie des présents pouvoirs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, en l'Etude, 151, avenue Louise.

Lecture faite, la comparante et son époux, ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. I, le dix-sept juin mil neuf cent quarante-neuf, volume 1097, folio 33, case 12, un rôle un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Drappier.

Pour expédition conforme.

Signé : A. Snyers d'Attenhoven.

Pour expédition conforme.

N° 7355.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Baron Antoine Ernst de Bunstwijck, Président de la Chambre de Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Van Wetter, notaire à Ixelles.

Bruxelles, le 23 août 1949.

(s.) Baron A. Ernst de Bunstwijck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. le Baron Ernst de Bunstwijck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 septembre 1949.

Pour le directeur : (signé) illisible.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleyen, apposée au recto.

Bruxelles, le 9 septembre 1949.

Le directeur : (s.) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 27 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 27 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Société Africaine d'Entreprises Electriques « Entrelco »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt-neuf août.

Devant Nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. — La « Société Générale Africaine d'Electricité » société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge).

Ici représentée par Monsieur Robert Van Cauwenberghe, ci-après nommé, suivant procuration du trente juillet dernier.

2. — L'Electro-Navale et Industrielle, société anonyme établie à Anvers, rue de l'Empereur, n° 63.

Ici représentée par son directeur général Monsieur Alexis Thys, ci-après nommé, suivant procuration du premier de ce mois.

3. — La « Société Coloniale d'Electricité » « Colectric », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par Monsieur Martin Thèves, administrateur-délégué de la dite société, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Forêt de Soignes, n° 12, suivant procuration du douze de ce mois.

4. — La « Compagnie Belge de Chemin de fer et d'Entreprises », société anonyme établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, n° 33.

Ici représentée par Monsieur Robert Van Cauwenberghe, ci-après nommé, suivant procuration du trente juillet dernier.

5. — La société anonyme « Travaux Industriels pour l'Electricité » (Trindel), établie à Paris, rue de Lisbonne, n° 44.

Ici représentée par Monsieur Georges Landsberg, ci-après nommé, suivant procuration du trois de ce mois.

6. — Monsieur Robert Van Cauwenberghe, ingénieur A. I. G., demeurant à Bruxelles, rue Guimard, n° 17.

7. — Monsieur Alexis Thys, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, avenue de l'Empereur, n° 63.

8. — Monsieur Georges Landsberg, ingénieur A. I. Br., demeurant à Forest-lez-Bruxelles, rue Meyerbeer, n° 49.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurrées ci-annexées.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier. — Il est constitué, sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée, dénommée « Société d'Entreprises Électriques au Congo » en abrégé « Entrelco ».

Article deux. — Le siège social est établi à Elisabethville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité au Congo Belge, par décision du Conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles. Il pourra être transféré par décision du Conseil d'administration, en tout endroit en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger.

Le transfert du siège social ou du siège administratif sera publié dans l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Des succursales, agences ou offices de représentation peuvent être établis par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger.

Article trois. — La société a pour objet :

En ordre principal, l'entreprise de tous travaux, la réalisation de toutes installations, la construction et le commerce de tous appareils et matériels se rapportant directement ou indirectement à l'industrie de l'électricité, et à ses applications, à tous moyens de transport; accessoirement, l'entreprise de tous travaux et la réalisation de toutes installations se rapportant directement ou indirectement aux industries de l'eau, du gaz ou de toute autre force ou fluide.

Elle peut, notamment, seule ou en participation avec des tiers, fabriquer, assembler, acheter, vendre, réparer tous appareils, matériels et équipements, construire, acquérir, prendre ou donner à bail, exploiter ou gérer toutes usines et installations, tous magasins ou dépôts; demander, acheter, céder et exploiter tous brevets ou licences; en général faire toutes opérations ou entreprises quelconques d'ordre commercial, financier ou industriel, de nature mobilière ou immobilière, en rapport direct ou indirect avec son objet social ou susceptible d'en favoriser la poursuite.

Elle peut aussi s'intéresser par voie d'apport, de souscription, d'achat ou échange de titres, de participation, d'intervention financière ou de toute manière autre dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet analogue, similaire ou connexe au sien; fusionner totalement ou partiellement avec ces sociétés ou entreprises; leur prêter tous concours techniques, industriels ou financiers.

L'activité de la société s'exerce en ordre principal en Afrique et particulièrement au Congo Belge.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours ce jour, vingt-neuf août mil neuf cent quarante-neuf.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — PARTS — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à vingt millions de francs congolais et est représenté par vingt mille parts sociales sans mention de valeur nominale, représentant chacune un vingt millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Article six. — De ces vingt mille parts, dix-huit mille sept cent cinquante sont souscrites en espèces, au prix de mille francs par titre, comme suit :

1°) La Société Générale Africaine d'Electricité, société congolaise à responsabilité limitée, huit mille sept cent quarante huit parts	8.748
2°) L'Electro Navale et Industrielle, société anonyme, trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf parts	3.999
3°) La Société Coloniale d'Electricité, société congolaise à responsabilité limitée, trois mille parts	3.000
4°) La Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises, société anonyme, deux mille parts	2.000
5°) Travaux Industriels pour l'Electricité, société anonyme mille parts	1.000
6°) Monsieur Robert Van Cauwenberghe, une part	1
7°) Monsieur Alexis Thys, une part	1
8°) Monsieur Georges Landsberg, une part	1
Ensemble dix-huit mille sept cent cinquante parts sociales	<u>18.750</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des parts sociales souscrites en espèces est libérée à concurrence de vingt pour cent et que le montant total ainsi libéré soit trois millions sept cent cinquante mille francs congolais, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

Article sept. — Il est fait apport à la société présentement constituée pour laquelle acceptent tous les comparants au présent acte des avantages suivants :

La Société Générale Africaine d'Electricité, prénommée, fait apport du bénéfice de son expérience, de ses relations commerciales et de son concours technique dans le domaine de l'électricité, ainsi que de la renonciation à une partie de son activité au profit de la société présentement constituée.

En rémunération de ces apports, il est attribué à la Société Générale Africaine d'Electricité les deux mille deux cent cinquante parts sociales restantes entièrement libérées.

Article huit. — Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

En cas d'augmentation du capital contre espèces, les propriétaires des parts sociales existantes ont le droit de souscrire par priorité les parts nouvelles, au prorata du nombre des parts qu'ils possèdent.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote, que les nouvelles parts à souscrire contre espèces ne seront point offertes en tout ou en partie par préférence aux actionnaires.

Les propriétaires de parts sociales ne peuvent user du droit de souscription que si leurs parts sont libérées de tous les versements exigibles au jour de la nouvelle émission.

Le Conseil d'administration fixe le taux et les conditions de l'émission des parts nouvelles et décide si le non usage, total ou partiel, par certains actionnaires du droit de préférence a pour effet ou non d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le Conseil d'administration a, dans tous les cas, mais sous réserve toutefois des droits de préférence stipulés ci-dessus, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts à émettre.

Article neuf. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les parts non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé aux taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux parts resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Arpès un second avis donné par lettre recommandée et resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les parts en Bourse ou hors Bourse en Belgique au ailleurs, sans préjudice aux autres droits de la société envers le retardataire.

Article dix. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article onze. — Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs parts sociales par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Article douze. — Les parts sociales même entièrement libérées restent nominatives jusqu'au jour où le Conseil d'administration décide d'autoriser par voie de mesure générale les conversions en titres au porteur.

A partir de ce jour, les inscriptions nominatives peuvent être converties en titres au porteur à la demande des actionnaires.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent à la demande et aux frais des actionnaires.

Article treize. — La propriété des parts nominatives s'établit par une inscription dans un registre tenu soit au siège administratif, soit au siège social.

Ce registre peut être consulté sans déplacement par les actionnaires; il contient les indications suivantes : la désignation précise des actionnaires, le nombre et le numéro des parts possédées par chacun d'eux; la date et le montant des versements effectués, la date des transferts ou conversion.

Article quatorze. — La cession des parts nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs. Il est loisible au Conseil d'administration d'accepter et d'inscrire dans le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier ministériel.

Aucune cession de parts non entièrement libérées n'est valable si ce n'est moyennant l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il n'est procédé à aucun transfert de parts nominatives, à aucune conversion d'inscriptions nominatives en titres au porteur ou de titres au porteur en inscriptions nominatives, le jour où les actionnaires sont réunis en assemblée générale, ainsi que pendant les dix jours qui précèdent ce jour.

Article quinze. — Des certificats non transmissibles, constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires. Ces certificats sont extraits de registres à souches numérotés et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué spécial du Conseil d'administration.

Ils mentionnent la date de l'acte constitutif et celle des modifications qui auraient été faites postérieurement, ainsi que celle des arrêtés royaux qui les autorisent, l'objet social, les sièges social et administratif, la durée de la société, le capital social, le nombre et la nature des parts, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des parts auxquelles il est relatif.

Les titres au porteur sont extraits de registres à souches, numérotés et signés par deux administrateurs ou par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration; l'une ou l'autre de ces signatures ou toutes les deux peuvent être remplacées par des griffes. Ils doivent contenir les mentions devant figurer sur les certificats des parts nominatives.

La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition des titres.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Article seize. — Les parts représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces parts ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces parts mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si les parts prévues au premier alinéa du présent article sont nominatives, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession, est faite sur le registre et sur les certificats d'inscription.

Si elles sont au porteur, elles doivent rester déposées dans la caisse de la société, jusqu'à l'expiration du délai fixé au premier alinéa du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

Article dix-sept. — Les actionnaires ne sont engagés qu'à concurrence de leur mise.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les parts sont indivisibles.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par parts. En cas de copropriété d'une part ou de démembrement de la propriété d'une part en nue propriété et en usufruit, les copropriétaires, de même que les nu-propiétaires et les usufruitiers, sont tenus de désigner une seule et même personne pour exercer à l'égard de la société les droits attachés à la part. Jusqu'à cette désignation, l'exercice des dits droits restent en suspens.

Article dix-huit. — Les héritiers, créanciers, représentants au ayants-droit d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires ou s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article dix-neuf. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, statuant comme en matière ordinaire, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissements et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; l'une des signatures ou toutes les deux peuvent être remplacées par des griffes.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article vingt. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non. Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et sont révocables en tout temps par elle. Leurs mandats sont renouvelables suivant un roulement déterminé par tirage au sort.

En cas de vacance du mandat d'un administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis en Conseil général peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive par l'assemblée générale des actionnaires, lors de sa première réunion.

Tout administrateur nommé dans ces conditions, n'exerce ses fonctions que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Le Conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Le Conseil nomme également, s'il y a lieu, un secrétaire qui peut n'être pas administrateur.

Article vingt et un. — Le Conseil d'administration peut constituer parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci un comité permanent dont il fixe les pouvoirs, les attributions et le mode de fonctionnement.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et ou à un ou plusieurs directeurs, chargés également de l'exécution des décisions du Conseil et du Comité permanent.

Il peut aussi donner tous mandats ou pouvoirs en tous pays pour des affaires générales ou spéciales, à des administrateurs, directeurs ou agents, et même à des personnes étrangères à la société.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article vingt-deux. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou à son défaut de son vice-président ou à défaut de celui-ci d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-trois. — Sauf dans les cas de force majeure à mentionner dans le procès-verbal de la réunion, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article vingt-quatre. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve pour faire tous les actes de disposition et d'administration qui intéressent la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts est de sa compétence.

Sauf délégation, il nomme et révoque tous employés et agents et fixe leurs conditions d'emploi.

Article vingt-cinq. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit par d'autres titulaires de la signature sociale, nommés par le Conseil d'administration.

Article vingt-six. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-sept. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du président, soit d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-huit. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; dans la mesure de leur mandat, ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt-neuf. — Les opérations de la société sont surveillées par un Collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et révocables en tout temps par elle.

Le nombre des commissaires est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et également, de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration, doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

La responsabilité des commissaires en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.

Article trente. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte un cautionnement de trente parts et par chaque commissaire ou par un tiers pour son propre compte, un cautionnement de dix parts.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura donné décharge.

Si les parts n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article trente et un. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par un tirage au sort, de manière qu'aucun mandat n'exède la durée de six ans.

Les administrateurs et les commissaires sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs et commissaires sortants de charge prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article trente-deux. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante-huit, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une rémunération fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente-trois. — L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement, la proroger, modifier les statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Sous réserve de ce qui est dit aux articles quarante-trois et cinquante et un, ses résolutions sont prises, quelle que soit la portion des parts représentées à l'assemblée à la majorité absolue des votes exprimés.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

Tous les actionnaires ont, en se conformant aux règles des présents statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire.

Article trente-quatre. — Les assemblées générales se réunissent dans la localité où le siège administratif est établi à l'endroit désigné dans la convocation.

Une réunion de l'assemblée générale se tient de plein droit le dernier mardi de novembre de chaque année à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante; si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Les autres réunions se tiennent sur convocation du Conseil d'administration, soit lorsque celui-ci estime que l'intérêt social l'exige, soit lorsque la demande lui en est faite par le Collège des commissaires ou par des actionnaires représentant le cinquième du capital social au moins.

Toute demande de convocation adressée au Conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour.

Article trente-cinq. — Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par deux annonces paraissant l'une quinze jours au moins et vingt et un jours au plus avant l'assemblée et l'autre huit jours après la précédente dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », et dans un journal de Bruxelles, ou de la localité où le siège administratif se trouve établi.

Des lettres missives seront adressées, quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article-trente-six. — L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration. Il n'y est porté que les objets fixés par le Conseil d'administration ou qui auraient été notifiés au Conseil, trois semaines au moins avant la réunion, soit par des actionnaires possédant ensemble au moins un cinquième des actions où, suivant l'article trente-quatre, ils requièrent convocation de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale conformément à l'article trente-quatre, doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, justifier de la propriété des parts en nombre prévu.

Article trente-sept. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, les propriétaires de titres au porteur doivent déposer leurs titres, cinq jours au moins avant l'assemblée au siège administratif ou dans des établissements indiqués dans l'avis de convocation.

Les actionnaires inscrits nominativement doivent aviser le siège administratif de leur intention d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée cinq jours au moins avant la date de celle-ci.

Toutefois, le Conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter des inscriptions et des dépôts en dehors de ces limites.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les parts appartenant aux administrateurs et commissaires et formant leur cautionnement.

Article trente-huit. — Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article trente-neuf. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut par le vice-président ou, à défaut de celui-ci par un administrateur désigné séance tenante par ses collègues présents.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence, mentionnant les noms des actionnaires et le nombre des parts qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou leurs mandataires avant qu'ils soient admis à l'assemblée.

Article quarante. — Le Conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, toute assemblée quelconque à six semaines au maximum. Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions sont nulles de plein droit. En ce cas, une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit d'assister à la nouvelle réunion à condition d'avoir rempli les formalités nécessaires, même s'il ne les avait pas faites en vue de la première réunion.

Article quarante et un. — Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième des voix attachées à l'ensemble des parts sociales ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux parts représentées.

Article quarante-deux. — L'assemblée générale tenue en exécution de l'article trente-quatre, alinéa deux entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir s'il y a lieu; elle décide de la constitution des réserves et de leur distribution, s'il y a lieu, sous réserve d'application de l'article quarante-huit.

L'adoption du bilan vaut décharge pour les administrateurs et les commissaires, en tant seulement que l'assemblée n'ait pas fait de réserve et que le bilan ne contienne ni omission ni fausse indication dissimulant la situation réelle de la société.

Cette décharge n'est opposable ni aux propriétaires des parts qui ont fait des réserves spéciales et pour les faits qui ont motivé ces réserves, ni aux absents quant aux actes faits en dehors des statuts s'ils n'ont pas été spécialement indiqués dans la convocation.

L'assemblée, nomme, remplace ou révoque les administrateurs et commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, ratifications et décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article quarante-trois. — Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de parts représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article quarante-quatre. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président du Conseil d'administration ou l'administrateur-délégué ou encore par deux administrateurs.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante-cinq. — L'exercice social commence le premier juillet et se termine le trente juin de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence à la date de la constitution de la société et se clôture le trente juin mil neuf cent cinquante.

Article quarante-six. — Au trente juin de chaque année et pour la première fois le trente juin mil neuf cent cinquante, le Conseil d'administration dresse l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexées établies comme il est dit ci-dessus sont mis avec le rapport du Conseil d'administration, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs observations.

Article quarante-sept. — Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, ainsi que du rapport des commissaires.

Article quarante-huit. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve. Ce prélèvement devient facultatif lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement, ou reporté à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration.

Le solde est réparti entre les parts après prélèvement de dix pour cent pour tantièmes au Conseil d'administration et au Collège des commissaires. Les tantièmes sont répartis entre les membres du Conseil d'administration, selon un règlement d'ordre intérieur. Les membres du Collège des commissaires reçoivent chacun le tiers du tantième attribué à un administrateur n'exerçant aucune fonction spéciale au sein de la société.

Article quarante-neuf. — Le paiement des dividendes se fait aux dates et aux endroits fixés par l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, décider que, en attendant l'approbation du bilan et la répartition définitive des bénéfices nets conformément à l'article quarante-huit des statuts, il soit attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

Article cinquante. — Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société seront dans le mois de leur approbation déposés en vue de leur publication aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article cinquante et un. — La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale convoquée et siégeant dans les conditions prévues à l'article quarante-trois.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A défaut de

convocation par les administrateurs, le Collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article quarante-trois.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

La décision de l'assemblée dans ce cas est rendue publique dans les conditions prévues à l'article cinquante.

Article cinquante-deux. — L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs qui peuvent être choisis parmi les membres du Conseil d'administration et dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération. L'assemblée générale jouit à cette fin des droits les plus étendus.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

Article cinquante-trois. — Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société. Elle peut, à la simple majorité, décider notamment que le ou les liquidateurs continueront jusqu'à réalisation, l'industrie ou le commerce de la société; qu'ils pourront emprunter pour payer les dettes sociales, créer des effets de commerce, hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner ses immeubles même de gré à gré, et faire apport de tout ou partie de l'avoir social à d'autres sociétés congolaises ou non, quel que soit leur objet.

L'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

Article cinquante-quatre. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti uniformément entre toutes les parts.

Au cas où les parts ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires, soit par des remboursements au profit des parts libérées dans une proportion supérieure.

L'acte de clôture de la liquidation sera publié dans les formes prévues à l'article cinquante.

CHAPITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article cinquante-cinq. — Pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur est tenu d'élire domicile soit dans la localité où est établi le siège social, soit dans l'arrondissement de Bruxelles. Faute de ce faire, il est

censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif, où toutes les sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires lui sont valablement faites, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

CHAPITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article cinquante-six. — Par dérogation aux articles vingt et vingt-neuf des statuts, sont nommés administrateurs pour la première fois :

Monsieur Robert Van Cauwenberghe, ingénieur, administrateur de la Société Générale Africaine d'Electricité, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 17.

Monsieur Eugène Sunnen, ingénieur, directeur général de la Société Générale des Forces Hydroélectriques du Katanga, demeurant à Jadotville (Congo Belge).

Monsieur André Leriche, ingénieur, directeur de la Société Générale Africaine d'Electricité, demeurant à Elisabethville (Congo Belge).

Monsieur Georges Landsberg, ingénieur, sous-directeur à la Société de Traction et d'Electricité, demeurant à Forest-Bruxelles, rue Meyerbeer, numéro 49.

Monsieur Martin Thèves, ingénieur, administrateur-délégué de la société anonyme Colectric, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Forêt de Soignes, numéro 12.

Monsieur Alexis Thys, ingénieur, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, avenue de l'Empereur, numéro 63.

Monsieur Léonce Depoorter, ingénieur, administrateur directeur général de la Compagnie Belge des Chemins de Fer et d'Entreprises, demeurant à Uccle, avenue de l'Echevinage, numéro 23.

Et sont nommés commissaires pour la première fois :

Monsieur Raphaël Boue, licencié en sciences commerciales, demeurant à Etterbeek, rue Cardinal Lavignerie, numéro 34.

Monsieur Gaston de State, ingénieur technicien I. G. Lg., demeurant à Ekeren (Anvers), Hoogboomsteenweg, numéro 51.

Leur mandat expire immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-quatre.

A cette date, les administrateurs et commissaires sortent tous de charge et l'ordre de sortie prévu à l'article trente et un ci-dessus est mis en vigueur.

Article cinquante-sept. — Immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires se réuniront en une assemblée générale tenue sans convocation ni ordre du jour préalable, pour déterminer la rémunération fixe des administrateurs et commissaires et pour statuer dans la limite des statuts sur tous autres objets.

Article cinquante-huit. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à deux cent quatre-vingt-cinq mille francs environ.

Article cinquante-neuf. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal, conformément au décret du vingt-sept février mil huit cent quatre-vingt-sept.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, de ce qui précède, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Van Cauwenberghe, A. Thys, M. Thèves, G. Landsbergh, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le premier septembre 1949.

Volume 1355, folio 84, case 4, douze rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 7671.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par Nous, Mechelynck, Jacques, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 8 septembre 1949.

(signé) Mechelynck, Jacques.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Mechelynck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 septembre 1949.

Le directeur (signé) Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 septembre 1949.

Le directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 octobre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 October 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Congolaise des Boissons

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt-neuf juillet.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Compagnie Sucrière Congolaise, société congolaise à responsabilité limitée établie à Moerbeke (Kwilu) Congo Belge.

Ici représentée par Monsieur Edmond Noirfalise, expert comptable, demeurant à Uccle, rue Colonel Chaltin, numéro 3, suivant procuration du vingt-huit de ce mois.

2. La Compagnie des Produits et Frigorifères du Congo, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Namur, numéro 48.

Ici représentée par Monsieur le Baron José de Crombrugghe de Loo-ringhe, administrateur de sociétés, demeurant à Notre-Dame-au-Bois, Overysse, Witheerendreef, numéro 57, suivant procuration du vingt-sept de ce mois.

3. La Compagnie du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Dima (Kasai) Congo Belge.

Ici représentée par Monsieur Auguste Gérard, administrateur de sociétés coloniales, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 6, suivant procuration du vingt-sept de ce mois.

4. La Belgo-Katanga, société anonyme établie à Ixelles, chaussée d'Ixelles, numéro 126.

Ici représentée par Monsieur Max Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, numéro 32, suivant procuration du vingt-sept de ce mois.

5. Monsieur Maurice Michaux, commerçant, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représenté par Monsieur Robert Lippens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-trois de ce mois.

6. Monsieur Eric Wielemans, ingénieur A. I. Br., demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Van Volxem, numéro 360.

7. La Brasserie Caulier, société anonyme établie à Bruxelles, rue Herry, numéro 10.

Ici représentée par Monsieur Jean Mikolajczak, directeur de société, demeurant à Uccle, rue du Ham, numéro 4, suivant procuration du vingt-six de ce mois.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

8. The Industrial Sales Corporation, Société de droit américain, établie à New-York (Etats-Unis d'Amérique) Fifth avenue, numéro 500.

Ici représentée par Monsieur Jean Mikolajczak, prénommé, suivant procuration du vingt-six de ce mois.

9. Monsieur Robert Lippens, ingénieur E. T. H. Zurich, demeurant à Bruxelles, avenue des Arts, numéro 40.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article premier.

Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Congolaise des Boissons ». Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deux.

Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration. Cette décision sera publiée par voie d'avis aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise; le Conseil fixera l'endroit. Il pourra, par décision du Conseil d'administration, être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique et en cas de nécessité au Congo Belge.

Des succursales et agences peuvent être établies au Congo Belge, par décision du Conseil d'administration.

Article trois.

La Société a pour objet la fabrication, la préparation et le commerce de toutes boissons gazeuses ou non et de tous produits réfrigérés.

Elle peut dans les limites de son objet social effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles.

La Société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre.

La Société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours le vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante-neuf.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente-cinq ci-après et dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La Société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq.

Le capital social est fixé à dix millions de francs congolais et est représenté par dix mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune un dix millième du capital social.

Le Conseil d'administration peut autoriser la division en coupures des parts sociales dans les conditions qu'il détermine.

Article six.

Les dix mille parts sociales nominatives sont souscrites contre espèces de la manière suivante :

1°) La Compagnie Sucrière Congolaise, société congolaise à responsabilité limitée, trois mille parts sociales	3.000
2°) La Compagnie des Produits et Frigorifères du Congo, société anonyme, mille parts sociales	1.000
3°) La Compagnie du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée, six cent soixante-sept parts sociales	667
4°) La Belgo-Katanga, société anonyme, six cent soixante-sept parts sociales	667
5°) Monsieur Maurice Michaux, six cents parts sociales	600
6°) Monsieur Eric Wielemans, tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il déclare se porter fort, deux mille parts sociales	2.000
7°) La Brasserie Caulier, société anonyme, huit cents parts sociales	800
8°) The Industrial Sales Corporation, société de droit américain, douze cents parts sociales	1.200
9°) Monsieur Robert Lippens, soixante-six parts sociales	66
Ensemble dix mille parts sociales	<u>10.000</u>

Les comparants déclarent expressément que chacune des parts sociales souscrites a été libérée de cinquante pour cent par des versements s'élevant ensemble à cinq millions de francs congolais, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société présentement constituée. Les versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'administration conformément à l'article huit.

Article sept.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles parts sociales qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions de capital existantes.

Le Conseil d'administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

Le Conseil d'administration pourra fixer le taux et les conditions de l'émission des parts sociales nouvelles et décidera si le non-usage, total ou partiel du droit de préférence par certains propriétaires aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit.

Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard.

Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf.

Les souscripteurs resteront tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix.

Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de l'exercice de cette libération et les droits y attachés.

Article onze.

Toutes les parts sociales sont nominatives. Elles ne sont librement cessibles qu'entre actionnaires.

Elles ne pourront être cédées à titre onéreux ou gratuit à des personnes autres que des actionnaires qu'avec l'agrément du Conseil d'administration. Le cédant devra solliciter cet agrément par lettre recommandée à la poste, adressée au Conseil d'administration l'informant de son intention de vendre tout ou partie de sa participation et indiquant le nom de l'acquéreur éventuel et le prix de vente des parts sociales. Le Conseil d'administration pourra soit donner son agrément à la cession proposée, soit désigner un autre acquéreur de son choix, actionnaire ou non. Il devra faire connaître sa décision au cédant dans les deux mois de l'envoi de la lettre recommandée, faute de quoi, à l'expiration du délai des deux mois, le cédant reprendra sa liberté.

Au cas où le Conseil d'administration userait de la faculté de désigner un acquéreur de son choix, le prix de la vente des parts sociales sera déterminé, à défaut d'accord entre les parties, d'après la valeur résultant de l'excédent de l'actif sur le passif du dernier bilan. Le cédant pourra cependant décider de rester propriétaire de ses parts sociales et de renoncer à leur vente. Il devra dans le mois de la notification qui lui aura été faite par la société informer celle-ci de sa décision par lettre recommandée à la poste.

Article douze.

Il est tenu, au siège social, un registre des parts sociales nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des parts sociales, qui ne peut s'effectuer que conformément aux dispositions de l'article onze des présents statuts, est inscrite sur le registre. Elle s'opère, sous réserve de l'autorisation à donner par le Conseil d'administration, soit par une déclaration de transfert datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoir, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire. Aucun transfert de parts sociales nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles ne peut être inscrit sur le registre.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les huit jours francs qui le précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les parts sociales représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Article treize.

Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence du montant de leur souscription.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration. Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres.

L'assemblée générale peut déléguer au Conseil d'administration le soin d'en déterminer le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; l'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE

Article quinze.

La société est administrée par un Conseil d'administration de six membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Le Conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président.

En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article seize.

Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité de direction dont il fixe les attributions, le mode de délibération et la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil.

Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix-sept.

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-huit.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place.

Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article dix-neuf.

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le Conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant nominative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit, de bons de caisse ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissements et autres garanties avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations.

Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèque ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels.

Dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le Conseil d'administration nomme et révoque tous les employés et agents de la société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Il peut déléguer ses pouvoirs.

Article vingt.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération du Conseil d'administration.

Article vingt et un.

Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-deux.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences, soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-trois.

Les opérations de la société sont surveillées par un Collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement un droit illimité de surveillance, de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires afin de pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-quatre.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de trente parts sociales et par chaque commissaire un cautionnement de dix parts sociales.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent l'exécution du mandat, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-cinq.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles.

Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis, peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-six.

Indépendamment de la part des bénéfices stipulée à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-sept.

L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt-huit.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le premier mardi du mois de juin de chaque année et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et commissaires décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu désigné dans les convocations.

Article vingt-neuf.

Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles.

Les titulaires de parts sociales nominatives seront convoqués par lettre missive sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Aussi longtemps que toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées à la poste.

Article trente.

Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires de parts sociales nominatives autres que les administrateurs et commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre des parts sociales pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires de parts sociales au porteur doivent, en observant les mêmes délais avoir déposé leurs titres dans le ou les établissements désignés dans les avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente et un.

Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut par le vice-président ou à défaut par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant le nom des actionnaires et le nombre de parts sociales qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit admis à l'assemblée.

Article trente-deux.

Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-trois.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote, soit comme propriétaire, soit comme mandataire, pour un nombre de voix dépassant les deux/cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-quatre.

Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de parts sociales représentées à l'assemblée générale des actionnaires à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement, à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour, si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être porté à l'ordre du jour et inséré dans les convocations.

Article trente-cinq.

Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

A. — Augmenter ou réduire le capital;

B. — Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société;

C. — Proroger le terme de la société et la dissoudre anticipativement (sauf en ce qui est prévu à l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales).

D. — Modifier les présents statuts.

Article trente-six.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-sept.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article trente-huit.

Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société.

Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente-neuf.

Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article quarante.

Sur le bénéfice net résultant du bilan après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au moins pour la dotation du fonds de réserve; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

Sur le surplus il est affecté, à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement ou reporté à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration.

Du surplus, il est attribué quatre-vingt-dix pour cent aux parts sociales et dix pour cent aux membres du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux, suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième d'un administrateur non investi de fonctions spéciales.

Article quarante et un.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-deux.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiée aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et au « Moniteur Belge ».

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante-trois.

En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante-quatre.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les parts sociales.

Au cas où les parts sociales ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des parts sociales insuffisamment libérées, soit par des remboursements au profit des parts sociales libérées dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-cinq.

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur ou commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société ou toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-six.

Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante-sept.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Article quarante-huit.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-neuf.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui seront à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à cent cinquante-cinq mille francs.

Article cinquante.

Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à six et celui des commissaires à quatre.

Sont nommés administrateurs :

Monsieur Robert Lippens, ingénieur E. T. H. Zurich, demeurant à Bruxelles, avenue des Arts, numéro 40.

Monsieur Maurice Houssa, administrateur de sociétés, demeurant à Matadi — Congo Belge.

Monsieur Oma Alexandre Procoubovsky, directeur de sociétés, demeurant à Dima, (Banningville — Congo Belge).

Monsieur Maurice Michaux, commerçant, demeurant à Léopoldville (Congo Belge).

Monsieur Eric Wielemans, ingénieur A. I. Br., demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Van Volxem, numéro 360.

Monsieur Jean Mikolajczak, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, rue du Ham, numéro 4.

Et sont nommés commissaires :

Monsieur Lucien Dirrix, secrétaire général de la Compagnie Sucrière Congolaise, demeurant à Auderghem, avenue des Nénuphars, numéro 3.

Monsieur Désiré Bellemans, licencié en sciences commerciales, demeurant à Bruxelles, (deuxième district), rue de Lombartzyde, numéro 137.

Monsieur Jean Rothier, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 245.

Monsieur Florian Courbet, chef comptable, demeurant à Bruxelles, rue Leys, numéro 40.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) Ed. Noirfalise, Baron J. de Crombrugghe de Looringhe, A. Gérard, M. Stevens, R. Lippens, E. Wielemans, J. Mikolajczak, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le quatre août 1949.

Volume 1356, folio 67, case 12, dix rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert Scheyven.

N° 7367.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Baron Antoine Ernst de Bunswyck, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 24 août 1949.

(signé) Baron Antoine Ernst de Bunswyck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur le Baron Ernst de Bunswyck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 août 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée au recto.

Bruxelles, le 26 août 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
le 27 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 27 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Société Minière de l'Aruwimi-Ituri

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le treize juillet à seize heures et demie.

Par devant Maître Paul ECTORS, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Minière de l'Aruwimi-Ituri, société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Stanleyville (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, créée par arrêté royal du dix-huit janvier mil neuf cent vingt-quatre, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février suivant dont les statuts ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le vingt-huit novembre mil neuf cent trente, modification publiée à l'annexe du « Bulletin Administratif et Commercial du Congo Belge » du vingt-cinq mars mil neuf cent trente-deux, suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le premier octobre mil neuf cent trente-quatre, publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du six janvier mil neuf cent trente-cinq, n° 172 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente-cinq, suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le vingt-quatre novembre mil neuf cent trente-huit, approuvé par arrêté royal du deux février suivant, publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du onze février mil neuf cent trente-neuf, n° 1271 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars suivant et suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven précité, le vingt-cinq avril mil neuf cent trente-neuf, approuvé par arrêté royal du deux juin suivant, publié à l'annexe du « Moniteur Belge » du vingt-deux juin mil neuf cent trente-neuf, n° 9916 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent trente-neuf.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après :

1. La Colonie du Congo Belge, propriétaire de dix mille actions, série B., représentée par M. Fernand Gilsoul, ingénieur principal au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle, 61, avenue Houzeau, suivant procuration ci-annexée	10.000
---	--------

2. La Compagnie du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Dima (Congo Belge) possesseur de treize mille actions série A.	13.000
---	--------

Ici représentée par M. Auguste Gérard, administrateur de société, demeurant à Saint-Gilles, avenue de la Jonction, 6, suivant procuration ci-annexée.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

3. La Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière), société congolaise à responsabilité limitée établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire de trois mille sept cents actions série A. 3.700

Représentée par M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, 34, suivant procuration ci-annexée.

4. Comptoirs congolais Velde, société anonyme établie à Anvers, avenue de France, 115, possesseur de deux mille quatre cent cinquante actions série A. 2.450

Représentée par M. Marcel Van de Velde, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 115, avenue de France, suivant procuration ci-annexée.

5. M. Paulo de Hemptinne, administrateur de société, demeurant à Ixelles, 10, rue Mignot Delstanche, possesseur de cinquante actions série A. 50

6. M. Prosper Lancsweert, préqualifié, possesseur de dix actions série A. 10

Ensemble dix-neuf mille deux cent et dix actions série A et dix mille actions série B. 19.210 10.000

Conformément à l'article 25 des statuts, l'assemblée est présidée par M. André Gilson, administrateur de société, demeurant à Schaerbeek, 38, square Vergote.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire M. Prosper Lancsweert, précité, qui accepte et l'assemblée choisit comme scrutateurs MM. Fernand Gilsoul et Paulo de Hemptinne prénommés qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit par avis insérés cette année dans les journaux suivants :

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge » des vingt-quatre juin et quatre juillet.

L' « Echo de la Bourse » des vingt-quatre juin et trois/quatre juillet.

Le « Moniteur Belge » des vingt-cinq juin et quatre/cinq juillet.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

II. Que l'ordre du jour porte :

1°. Augmentation du capital social pour le porter de dix millions de francs à vingt-cinq millions de francs par la création de trente mille actions de cinq cents francs chacune, à souscrire en numéraire et qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de cinq cents francs actuellement existantes et participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice

commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf avec création de quinze mille actions de la série B à remettre gratuitement à la Colonie conformément aux statuts sociaux.

2°. Souscription immédiate des nouvelles trente mille actions de cinq cents francs par divers au taux de cinq cents francs chacune et aux conditions à déterminer par l'assemblée générale, libération de ces actions d'au moins vingt pour cent.

3°. Modifications aux statuts à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions prises par l'assemblée.

III. Que chaque action de chaque catégorie donne droit à une voix sauf toutefois que nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés, ces limitations ne s'appliquant pas aux actions série B de la Colonie.

IV. Que l'assemblée représente dix-neuf mille deux cent et dix actions série A sur les vingt mille actions existantes et les dix mille actions série B soit la totalité de ces derniers titres et plus de la moitié des actions série A de sorte que la présente assemblée est apte à délibérer sur son ordre du jour.

Cet exposé est reconnu exact par l'assemblée, laquelle après délibération décide successivement :

PREMIERE RESOLUTION.

1°. D'augmenter le capital social à concurrence de quinze millions de francs pour le porter de dix millions de francs à vingt-cinq millions de francs par la création de trente mille actions nouvelles de la série A de cinq cents francs chacune en tout semblables aux actions actuelles de la série A, à souscrire contre espèces au prix de cinq cents francs par titre avec libération d'au moins vingt pour cent à charge pour les souscripteurs de tenir ces actions pendant un délai de quinze jours au moins dans les trois mois de la date de l'arrêté royal d'approbation au même prix, augmenté de cinquante francs au maximum par titre pour frais, à la disposition des actionnaires anciens pour l'exercice de leur droit de préférence à titre irréductible dans la proportion de trois actions série A nouvelles pour deux actions série A anciennes et à titre réductible pour les actions série A nouvelles non absorbées pour l'exercice du droit de préférence à titre irréductible.

2°. De procéder séance tenante à la souscription des actions nouvelles série A avec libération d'au moins vingt pour cent.

3°. De créer quinze mille actions nouvelles de la série B sans désignation de valeur à remettre à la Colonie du Congo Belge, dès leur création en application du dernier alinéa de l'article sept des statuts.

Les nouveaux titres participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Et immédiatement les trente mille actions série A nouvelles dont la création et l'émission viennent d'être décidées, ont été souscrites contre espèces à raison de cinq cents francs l'une, comme suit, chaque souscripteur déclarant avoir parfaite connaissance des statuts sociaux et des modifications y apportées :

1. La Compagnie du Kasaï, précitée, souscrit dix-neuf mille cinq cents actions	19.500
2. La Société Internationale Forestière et Minière du Congo « Forminière » précitée souscrit cinq mille cinq cent cinquante actions	5.500
3. Les sociétés Compagnie du Kasaï et Forminière citées sous le 1 et 2 ci-avant, souscrivent conjointement pour un groupe dont elles se portent fort dix-neuf cent cinquante actions	1.950
4. Le solde soit trois mille actions est souscrit par la société anonyme Coloniale de Belgique, ayant son siège à Bruxelles, rue du Commerce, n° 121, représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis aux termes des statuts sociaux savoir : M. Léon Wielemans, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Van Volxem, n° 360; M. Jacques Relecom, administrateur de sociétés, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, chaussée de Charleroi. La société Coloniale de Belgique souscrivant pour elle et un groupe dont elle se porte fort	3.000
Ensemble les trente mille actions nouvelles	30.000

Les sociétés souscriptrices et les souscripteurs préqualifiés ont libéré antérieurement aux présentes ainsi que tous les membres de l'assemblée le déclarent et le reconnaissent à concurrence au moins de vingt pour cent chacune des actions par eux souscrites en numéraire, ensemble trois millions de francs, laquelle somme se trouve entièrement à la disposition de la société.

En conséquence, l'assemblée nous déclare unanimement et requiert d'acter que le capital social est dès à présent porté à vingt-cinq millions de francs, représenté par cinquante mille actions de cinq cents francs chacune série A et qu'il existe en outre vingt-cinq mille actions série B sans désignation de valeur, remises à la Colonie.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de mettre les statuts en concordance avec les décisions ci-dessus de la façon suivante :

Article 4. — L'alinéa premier sera désormais rédigé comme suit : « Le capital social est fixé à vingt-cinq millions de francs représenté par cinquante mille actions de cinq cents francs chacune. Ces actions forment la série d'actions A ».

Le quatrième alinéa du même article étant le texte « Les dix mille autres actions » jusqu'à « la souscription » est remplacé par le suivant :

« Les quarante mille autres actions de la série A furent créées : a) dix mille par l'assemblée générale extraordinaire du vingt-cinq avril mil neuf cent trente-neuf et ont été entièrement souscrites en numéraire et libérées de cent pour cent à la souscription; b) trente mille par l'assemblée générale extraordinaire du treize juillet mil neuf cent quarante-neuf et ont été entièrement souscrites en numéraire et libérées d'au moins de vingt pour cent de la souscription ».

A l'alinéa suivant du même article les mots « dix mille actions » sont remplacés par « vingt-cinq mille actions ».

Ces modifications ont été adoptées successivement par l'assemblée à l'unanimité des voix.

L'assemblée estime à environ deux cent vingt-cinq mille francs, le montant des frais, charges ou rémunérations qui incombent à la société du chef des présentes et des suites qu'elles comportent.

Les résolutions ci-avant sont adoptées sous la condition suspensive de leur approbation comme de droit.

Clos le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec les intervenants et nous notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-deux juillet 1949, volume 583, folio 11, case 4, trois rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) Graas.

ANNEXE 1.

La Colonie du Congo Belge, représentée par M. P. Wigny, ministre des Colonies, propriétaire de 10.000 actions série B de la société Minière de l'Aruwimi-Ituri, déclare donner tous pouvoirs à M. Fernand Gilsoul, ingénieur principal au Ministère des Colonie, 61, avenue Houzeau à Uccle, aux fins de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles pour le treize juillet mil neuf cent quarante-neuf avec l'ordre du jour au verso, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en son nom.

Fait à Bruxelles, le 6 juillet 1949.

Pour le Ministre, l'administrateur général des Colonies.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

ORDRE DU JOUR.

1°. Augmentation du capital social pour le porter de dix millions de francs à vingt-cinq millions de francs par la création de trente mille actions de cinq cents francs chacune, à souscrire en numéraire et qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de cinq cents francs actuellement existantes et participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf avec création de quinze mille actions de la série B à remettre gratuitement à la Colonie conformément aux statuts sociaux.

2°. Souscription immédiate des nouvelles trente mille actions de cinq cents francs par divers, au taux de cinq cents francs chacune et aux conditions à déterminer par l'assemblée générale, libération de ces actions d'au moins vingt pour cent.

3°. Modifications aux statuts à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions prises par l'assemblée.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-deux juillet 1949, volume 36, folio 34, case 17, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) Graas.

ANNEXE 2.

Je soussignée Compagnie du Kasai, société congolaise à responsabilité limitée à Bruxelles, rue de Naples, n° 41, propriétaire de 13.000 actions de capital de 500 francs de la société Minière de l'Aruwimi-Ituri, déclare donner tous pouvoirs à M. Gérard Auguste, administrateur de société à Saint-Gilles, 6, avenue de la Jonction, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles, pour le 13 juillet mil neuf cent quarante-neuf avec l'ordre du jour au verso.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 28 juin 1949.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

ORDRE DU JOUR.

1°. Augmentation du capital social pour le porter de dix millions de francs à vingt-cinq millions de francs par la création de trente mille actions de cinq cents francs chacune, à souscrire en numéraire et qui

jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de cinq cents francs actuellement existantes et participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf avec création de quinze mille actions de la série B à remettre gratuitement à la Colonie conformément aux statuts sociaux.

2°. Souscription immédiate des nouvelles trente mille actions de cinq cents francs par divers, au taux de cinq cents francs chacune et aux conditions à déterminer par l'assemblée générale, libération de ces actions d'au moins vingt pour cent.

3°. Modifications aux statuts à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions prises par l'assemblée.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-deux juillet 1949, volume 36, folio 34, case 17, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) Graas.

ANNEXE 3.

Je soussignée Société Internationale Forestière et Minière du Congo à Bruxelles, rue Royale, n° 42, propriétaire de trois mille sept cents (3.700) actions de capital série A de la société Minière de l'Aruwimi-Ituri, déclare donner tous pouvoirs à M. Prosper Lancsweert aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles pour le 13 juillet mil neuf cent quarante-neuf avec l'ordre du jour au verso.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement, signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations, émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 27 juin 1949.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

ORDRE DU JOUR.

1°. Augmentation du capital social pour le porter de dix millions de francs à vingt-cinq millions de francs par la création de trente mille actions de cinq cents francs chacune à souscrire en numéraire et qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de cinq cents francs actuellement existantes et participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf avec création de quinze mille actions de la série B à remettre gratuitement à la Colonie conformément aux statuts sociaux.

2°. Souscription immédiate des nouvelles trente mille actions de cinq cents francs par divers au taux de cinq cents francs chacune et aux conditions à déterminer par l'assemblée générale, libération de ces actions d'au moins vingt pour cent.

3°. Modifications aux statuts à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions prises par l'assemblée.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-deux juillet 1949, volume 36, folio 34, case 17, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) Graas.

ANNEXE 4.

Je soussigné Comptoirs Congolais Velde S. A. à Anvers, avenue de France, n° 115, propriétaire de 2.450 (deux mille quatre cent cinquante) actions de capital série A de la société Minière de l'Aruwimi-Ituri, déclare donner tous pouvoirs à M. Marcel Van de Velde, 115, avenue de France à Anvers, administrateur de société, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le treize juillet mil neuf cent quarante-neuf avec l'ordre du jour au verso.

Ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations, émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Anvers, le 24 juin 1949. Comptoirs congolais Velde, société anonyme,

Un administrateur. Bon pour pouvoir (s.) illisible.

Un administrateur. Bon pour pouvoir (s.) illisible.

ORDRE DU JOUR.

1°. Augmentation du capital social pour le porter de dix millions de francs à vingt-cinq millions de francs par la création de trente mille actions de cinq cents francs chacune, à souscrire en numéraire et qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de cinq cents francs actuellement existantes et participeront aux bénéfices éventuels de l'exercice commençant à courir à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-neuf avec création de quinze mille actions de la série B à remettre gratuitement à la Colonie conformément aux statuts sociaux.

2°. Souscription immédiate des nouvelles trente mille actions de cinq cents francs par divers, au taux de cinq cents francs chacune et aux conditions à déterminer par l'assemblée générale, libération de ces actions d'au moins vingt pour cent.

3°. Modifications aux statuts à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions prises par l'assemblée.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-deux juillet 1949, volume 36, folio 34, case 17, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a. i. (s.) Graas.

Pour expédition conforme.

Le notaire,

(s.) Paul ECTORS.

N° 7294.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Baron Antoine Ernst de Bunswick, président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Ectors, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 19 août 1949.

(s.) B. Ernst de Bunswick.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Ernst de Bunswick, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 août 1949.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 août 1949.

Pour le directeur (s.) illisible. Conseiller adjoint.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 27 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 27 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Société Industrielle et Minière du Katanga « Simkat »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le trente août.

Devant Nous, Hubert Scheyven, notaire, résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Namur, n° 48, mise ce jour en liquidation sous condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal des statuts ci-après suivant acte de notre ministère.

Ici représentée par ses liquidateurs, Messieurs Victor Brien, ingénieur, président de la Société des Ciments du Katanga, demeurant à Bruxelles, rue du Pépin, n° 45.

Et Georges Raskin, ingénieur, administrateur-délégué de la Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, n° 38.

Nommés aux dites fonctions sous la même condition suspensive aux termes du dit acte.

2. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, en abrégé « C. C. C. I. », société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 53.

Ici représentée par Messieurs Edgar van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, n° 268, et Robert Thys, ingénieur A. I. A. - A. I. Lg., demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Erables, n° 33, respectivement administrateur-délégué et administrateur de la dite société.

3. La Compagnie du Katanga, société anonyme établie à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13.

Ici représentée par Messieurs Edgar van der Straeten et Robert Thys, prénommés, respectivement vice-président-administrateur-délégué et administrateur de la dite société.

4. Monsieur Victor Brien, prénommé.

5. Monsieur Georges Raskin, prénommé.

6. Monsieur Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 397.

Ici représenté par Monsieur Victor Brien, prénommé, suivant procuration sous seing privé, en date du vingt-six de ce mois, qui est ci-annexée.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

7. Monsieur Edgard Larielle, ingénieur, administrateur-directeur de la Société des Ciments du Katanga, demeurant à Ixelles, avenue Emile Duray, n° 52.

8. Monsieur Max Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, n° 32.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier.

Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Industrielle et Minière du Katanga », en abrégé « SIMKAT ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge.

Article deux.

Le siège social est établi à Elisabethville, Congo Belge. Il peut être transféré en toute autre localité du Congo Belge, par simple décision du Conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise; le Conseil fixera l'endroit. Il pourra, par décision du Conseil d'administration, être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, et en cas de nécessité au Congo Belge.

Le transfert du siège social, comme celui du siège administratif, sera publié par avis inséré dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge » et sauf le cas de force majeure, aux annexes du « Moniteur Belge ».

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger.

Article trois.

La société a pour objet toutes opérations commerciales, industrielles et minières dans toute l'Afrique et spécialement au Katanga.

La société peut faire, sans limitation de nature ou de lieu, toutes opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet.

Les statuts des sociétés filiales qui seraient éventuellement créées pour la mise en vigueur des gisements miniers, situés au Katanga, devront être soumis à l'approbation préalable du Comité Spécial du Katanga et ne pourront être modifiés sans son consentement donné par écrit.

L'objet social, peut en tout temps, être étendu ou restreint, par voie de modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre.

La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — APPORTS — OBLIGATIONS.

Article cinq.

Le capital social est fixé à vingt millions de francs congolais représenté par deux cent mille actions de capital de cent francs chacune.

Il existe, en outre, six mille actions de dividende sans désignation de valeur.

Chacune de ces dernières est divisée en trois coupures qui, réunies en nombre suffisant, quels que soient leurs numéros, confèrent les mêmes droits que l'action de dividende qu'elles représentent. Ces coupures peuvent être représentées par des titres au porteur ou nominatifs.

Article six.

A. Messieurs Victor Brien et Georges Raskin prénommés, agissant au nom de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, dont ils ont été nommés liquidateurs, suivant acte reçu ce jour par le notaire soussigné, sous réserve d'autorisation par arrêté royal de la fondation de la présente société et en vertu des pouvoirs leur conférés à ce titre.

B. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, représentée comme dit ci-avant, propriétaire de vingt et un mille neuf cents actions de capital de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga.

La Compagnie du Katanga, représentée comme dit ci-avant, propriétaire de deux mille actions de capital de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga.

Messieurs Victor Brien, Georges Raskin, Edgar Larielle et Arthur Belmans, ce dernier représenté comme dit ci-avant, propriétaires chacun de cent actions de capital et Monsieur Max Stevens, propriétaire d'une action de capital de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga.

Agissant en qualité de propriétaires des dites actions de capital et se joignant aux liquidateurs susnommés pour la part dans l'apport global afférente aux actions de capital qui leur appartient.

Déclarent ensemble faire apport à la présente société, qui accepte, de toute la situation active et passive de la dite société Belge Industrielle et Minière du Katanga, en ce compris l'ensemble des éléments de son activité sociale.

Le dit apport est fait sur la base de la situation de l'actif et du passif au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, en sorte que toutes les opérations faites par la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, depuis la date du trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, sont pour compte de la présente société et à ses risques et profits comme si elle-même les avait faites et celle-ci succède intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse, telle qu'elle existera à la date de l'arrêté royal de l'autorisation.

A partir du dit jour, la présente société se trouvera subrogée sans qu'il puisse en résulter novation dans tous les droits et obligations de la société apporteuse, elle est notamment subrogée dans tous les droits et actions de la société apporteuse envers tous ses débiteurs, y compris ceux dont la dette aurait été portée comme amortie en comptabilité.

La société présentement constituée aura la jouissance de tous les biens apportés à compter du dit jour, et s'oblige, d'autre part, à supporter seule et exclusivement tous le passif de la société apporteuse, ainsi que tous frais d'apport et de liquidation, à reprendre et continuer tous les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle tant activement que passivement et à la garantir contre toutes actions et réclamations de la part des tiers, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée; elle s'oblige également à supporter à la décharge des liquidateurs de la société apporteuse, les conséquences de toutes actions qui pourraient leur être intentées du chef de l'exécution de leur mandat de liquidateur.

Les comparants déclarent et reconnaissent que par suite de l'apport qui précède, le capital est intégralement souscrit, que les actions sont entièrement libérées et que la somme de vingt millions de francs congolais représentée par tous les avoirs composant l'apport ci-dessus est, dès à présent, à la libre et entière disposition de la présente société.

Monsieur le Conservateur des titres fonciers est expressément dispensé de prendre inscription d'office de quelque chef que ce soit.

REMUNERATION DE L'APPORT.

En rémunération de l'apport prédécrit dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué deux cent mille actions de capital de cent francs chacune et dix-huit mille tiers d'action de dividende sans désignation de valeur, entièrement libérées, réparties comme suit :

A la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, vingt et un mille neuf cents actions de capital	21.900
A la Compagnie du Katanga, deux mille actions de capital	2.000
A Monsieur Victor Brien, cent actions de capital	100
A Monsieur Georges Raskin, cent actions de capital	100
A Monsieur Arthur Bemelmans, cent actions de capital	100
A Monsieur Edgar Larielle, cent actions de capital	100
A Monsieur Max Stevens, une action de capital	1
Ensemble : vingt-quatre mille trois cent et une actions de capital	24.301

Et à la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga le solde, soit cent septante-cinq mille six cent nonante-neuf actions de capital et les dix-huit mille tiers d'action de dividende à répartir par les soins des liquidateurs, entre tous les propriétaires d'actions de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, autres que celles dont il est fait état ci-dessus.

Article sept.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Le Conseil d'administration aura toujours la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions de capital à émettre.

Sous cette réserve, les nouvelles actions de capital qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes, sans distinction de catégories, au prorata du nombre de titres qu'ils possèdent au jour de l'émission, et compte tenu de la disposition inscrite au troisième alinéa de l'article cinq.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non-usage total ou partiel du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Aucune action de capital ne peut être émise au-dessous du pair.

Article huit.

Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée, au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité, produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement, et dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf.

Les souscripteurs restent tenus, envers la société malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix.

Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de l'exercice de cette libération et les droits y attachés.

Article onze.

Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération par appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article douze.

Il est tenu au siège social, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée, par le cédant et le cessionnaire, ou par les fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre, un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents, établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Aucun transfert d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles, ne peut être inscrit sur le registre.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les huit jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois et notamment les actions remises en rémunération de l'apport décrit à l'article six, de toute la situation active et passive de la société anonyme belge « Société Belge Industrielle et Minière du Katanga », cette société ayant plus de cinq ans d'existence.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Article treize.

Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leur souscription.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou non, par décision du Conseil d'administration qui en déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable, d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quinze.

La société est administrée par un Conseil d'administration composé de cinq membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Ils sont révocables en tout temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

1. Monsieur Victor Brien, ingénieur, président de la société des Ciments du Katanga, demeurant à Bruxelles, rue du Pepin, n° 45.

2. Monsieur Georges Raskin, ingénieur administrateur-délégué de la société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, n° 38.

3. Monsieur Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 397.

4. Monsieur Edgard Larielle, ingénieur, administrateur-directeur des Ciments du Katanga, demeurant à Ixelles, avenue Emile Duray, n° 52.

5. Monsieur Ivan de Magnée, ingénieur-géologue, demeurant à Ixelles, avenue de l'Hippodrome, n° 72.

6. Monsieur le Comte Maurice Lippens, président de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, n° 1.

7. Monsieur Pierre Orts, président de la Compagnie Financière Africaine, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 214.

8. Monsieur Edgard Sengier, ingénieur, directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, n° 24.

9. Monsieur Edgar van der Straeten, administrateur-directeur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, n° 268.

Leur mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-cinq.

Le Conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Le président et la moitié au moins des administrateurs sont de nationalité belge.

Article quinze bis.

Le Comité Spécial du Katanga aura le droit de nommer un délégué pour surveiller les opérations de la société. Ce délégué sera convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration et du Collège des commissaires. Il y aura voix consultative. Il recevra les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs et aux commissaires. Il n'aura droit qu'à une indemnité fixe et à un jeton de présence.

Article seize.

Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci, un Comité permanent de trois membres au moins dont il fixe les attributions et la rémunération.

Il peut en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil.

Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes, étrangères ou non à la société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix-sept.

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président, ou à son défaut, éventuellement, de son vice-président ou à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-huit.

Sauf les cas de force majeure, le Conseil d'administration et le Comité permanent ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article dix-neuf.

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires, par les statuts ou par la loi, est de sa compétence.

Il a, notamment, le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que toutes souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatives aux dites opérations.

Le Conseil d'administration peut, entre autres, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner, par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit, de bons de caisse, ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissements et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée; consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations; avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner main-levée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèque ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions, et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droit réels. Dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre des inscriptions d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect; prendre en charge de la société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Régler l'emploi des fonds de réserve et de prévision.

Le Conseil d'administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque tous les employés et agents de la société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs et en cas de force majeure, tous ses pouvoirs.

Article vingt.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération du Conseil d'administration.

Article vingt et un.

Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes, agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-deux.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, sans qu'ils aient à justifier d'un pouvoir spécial, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-trois.

Les opérations de la société sont surveillées par un Collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement, de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-quatre.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni, par chaque administrateur, un cautionnement de cent actions de capital et par chaque commissaire, un cautionnement de vingt-cinq actions de capital.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent l'exécution du mandat, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-cinq.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six années.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur, désigné dans ces conditions, n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-six.

Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe, à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-sept.

L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt-huit.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le deuxième mardi du mois de juillet à onze heures du matin et pour la première fois en mil neuf cent cinquante, au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce, par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer, s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert, en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-neuf.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée, dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge » et, sauf le cas de force

majeure. au « Moniteur Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles. Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres-missives huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doit être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres.

Article trente.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives, autres que les administrateurs et commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs, avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois les mineurs, les interdits, et les sociétés, communautés, établissements peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente et un.

L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration, ou à son défaut, éventuellement, par le vice-président, ou à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Une liste de présence, mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente-deux.

Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-trois.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action de capital ou de dividende donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-quatre.

Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main-levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour, si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente-cinq.

Il faut la résolution d'une assemblée générale, délibérant conformément à l'article soixante-dix et éventuellement à l'article soixante et onze des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, pour :

A. Augmenter ou réduire le capital social.

B. Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société.

C. Proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement (sauf en ce qui est prévu à l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales).

D. Modifier les présents statuts.

Toutefois, les statuts ne peuvent être modifiés sans le consentement donné par écrit du Comité Spécial du Katanga.

Article trente-six.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-sept.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice se termine le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article trente-huit.

Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société.

Il forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes, sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexes.

Article trente-neuf.

Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article quarante.

Sur le bénéfice net résultant du bilan, après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au moins pour la dotation d'un fonds de réserve; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

Il est prélevé ensuite :

La somme suffisante pour payer aux actions de capital un dividende de cinq pour cent l'an sur le montant dont elles sont libérées par versements appelés ou par apport.

Sur le surplus, il est attribué aux administrateurs et commissaires quinze pour cent qu'ils se répartiront entre eux, suivant leurs conventions particulières.

Le solde est réparti comme suit :

Soixante-quinze pour cent aux actions de capital et vingt-cinq pour cent aux actions de dividende.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie de ce solde, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision.

Article quarante et un.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-deux.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, au « Moniteur Belge ».

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante-trois.

En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante-quatre.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser le montant libéré des actions de capital. Le surplus disponible sera réparti à raison de soixante-quinze pour cent entre les actions de capital et vingt-cinq pour cent entre les actions de dividende.

Au cas où les actions de capital ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion le ou les liquidateurs doivent avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les actions de capital sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charges des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-cinq.

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur ou commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi, ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-six.

Immédiatement après la constitution de la société, sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire, pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et fixer le montant des émoluments fixes des administrateurs et des commissaires et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux, qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante-sept.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Article quarante-huit.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-neuf.

Les comparants confirment pour autant que de besoin, ainsi qu'il résulte de tout le contexte du présent acte, que la société est spécialement et exclusivement constituée d'une part avec le même objet et d'autre part aux fins de reprendre tout l'actif et le passif, ainsi que l'ensemble des éléments de l'activité sociale de la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, ils déclarent en conséquence, se référer aux décrets du quatre décembre mil neuf cent quarante-huit, portant exonération du droit proportionnel établi par le décret du huit octobre mil neuf cent quarante-deux et du droit proportionnel prévu par l'article deux, lettre A du décret du trente et un mars mil neuf cent vingt-six, modifié par celui du vingt-sept mars mil neuf cent quarante-quatre; compte tenu de ces dispositions, les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à cinquante-cinq mille francs environ.

Messieurs les Conservateurs des titres fonciers sont dispensés de prendre inscription d'office de quelque chef que ce soit.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants, es qualités, ont signé avec nous, notaire.

(signé) V. Brien, G. Raskin, E. van der Straeten, R. Thys, E. Larielle, M. Stevens, P. Orts, H. Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le sept septembre 1949, volume 1356, folio 88, case 10, neuf rôles, sept renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (s.) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

N° 7804.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Mechelynck, Jacques, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 14 septembre 1949.

(signé) Mechelynck, Jacques.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Mechelynck, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 15 septembre 1949.

Le directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 septembre 1949.

Le directeur (signé) A. Marquet.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 11 octobre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 11 October 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Plantations de la Niongera

Société congolaise à responsabilité limitée

ayant son siège social à Rutshuru (Congo Belge)
et son siège administratif à Bruxelles, 42, rue Royale.

CLOTURE DE LIQUIDATION.

Réunie en séance extraordinaire, le 12 octobre 1949, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir entendu le rapport des commissaires vérificateurs, a donné décharge aux administrateurs, aux commissaires et à Monsieur Meily, liquidateur de la société, demeurant à Etterbeek, avenue Jules Malou, 11.

L'assemblée a approuvé à l'unanimité les comptes de liquidation. Elle a chargé le liquidateur de procéder aux publications légales et de remettre les fonds disponibles, soit 114.725,18 francs, moins les frais de publications, à la Colonie du Congo Belge créancière privilégiée.

La liquidation est close et la société a cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq ans dans les locaux de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge, 54, rue Royale à Bruxelles.

Pour extrait conforme.

Le liquidateur,

J. MEILY.

Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola
Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le deux août.

Par devant Maître Paul Ectors, notaire de résidence à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Compagnie Coloniale Belge, alias Plantations et Elevages de Kitobola, société anonyme belge en liquidation, ici représentée par MM. Jean Charles Buzon et Lucien Soenen, agissant en qualité de liquidateurs et en vertu des pouvoirs à eux conférés à ce titre, ayant son siège à Schaerbeek, place de Jamblinne de Meux, 4.

2. La Mutuelle Belgo Coloniale, société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Schaerbeek, place de Jamblinne de Meux, 4.

Ici représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article 28 de ses statuts sociaux, étant :

a) M. Lucien Soenen, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Schaerbeek, 231, avenue de la Reine.

b) M. Gustave Jonas, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 12, avenue Kamerdelle.

3. M. Auguste Deseck, ingénieur A. I. G., demeurant à Bruges, 33, boulevard Léopold 1^{er}.

4. M. Freddy Van Gheluwe, industriel, demeurant à Mariakerke-lez-Gand, rue d'Eekloo, 144.

5. M. Jean Charles Buzon, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 347.

6. M. Gustave Jonas, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 12, avenue Kamerdelle.

7. M. Lucien Soenen, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Schaerbeek, 231, avenue de la Reine.

Lesquels comparants es qualité qu'ils agissent, ont requis le notaire sous-signé de dresser ainsi qu'il suit l'acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent former.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier. — Il est constitué par les présentes sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola ».

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge).

Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'administration.

Cette décision sera publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Le siège administratif est établi à Bruxelles; cette dénomination comprend toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il est établi pour la première fois, 4, place de Jamblinne de Meux à Schaerbeek. Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, du Congo Belge, du Ruanda-Urundi ou de l'étranger, par simple décision du Conseil d'administration, publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

La société peut avoir en tous pays des agences, succursales et bureaux.

Article trois. — La société a pour objet l'élevage de gros et de petit bétail, la création de cultures vivrières et de cultures de rapport.

Elle exploitera notamment le domaine de Kitobola au Congo Belge.

D'une manière générale elle peut aussi faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, forestières, agricoles et autres dans les terrains dont elle aurait l'exploitation tant au Congo Belge qu'à l'étranger et se rapportant plus particulièrement à l'élevage et à l'agriculture. La société aura le droit de faire à cet effet toutes acquisitions et reventes de concessions ou de propriétés mobilières et immobilières utiles ou nécessaires à son objet social. Elle peut s'intéresser aux dites opérations, soit directement, soit par voie d'apport, participations ou autrement dans toutes sociétés de droit belge ou étranger ou dans les affaires de tous particuliers susceptibles de favoriser son activité sociale.

Elle pourra, avec l'approbation de l'assemblée générale, délibérant comme en matière de modification aux statuts, se fusionner avec d'autres sociétés ayant tout ou partie du même but social.

L'assemblée générale des associés délibérant et votant comme en matière de modifications aux statuts, aura le droit d'interpréter l'objet social.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater de ce jour. Elle pourra être prorogée successivement ou dissoute anticipativement sans préjudice à l'application des dispositions légales relatives à l'autorisation par arrêté royal.

Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — APPORTS — ACTIONS — OBLIGATIONS

Article cinq. — Le capital social est fixé à douze millions de francs congolais représenté par trente-six mille parts sociales sans désignation de valeur et jouissant toutes des mêmes droits.

Article six. — A. — Messieurs Jean Charles Buzon et Lucien Soenen, agissant au nom de la société anonyme belge en liquidation « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola » dont ils ont été nommés liquidateurs, et en vertu des pouvoirs à eux conférés à ce titre.

B. — La Mutuelle Belgo Coloniale, société congolaise par actions à responsabilité limitée préqualifiée, propriétaire de neuf mille trois cent et seize actions de capital et quatre-vingts dixièmes de part de fondateur de la société anonyme belge « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola ».

M. Auguste Deseck, préqualifié, propriétaire de onze cent trente-six actions de capital et huit cent vingt dixièmes de part de fondateur de la dite société.

M. Freddy Van Gheluwe, préqualifié, propriétaire de sept cent nonante-quatre actions de capital et huit cent vingt dixièmes de part de fondateur de la dite société.

M. Jean Charles Buzon, préqualifié, propriétaire de deux cent quarante actions de capital et trois cents dixièmes de part de fondateur de la dite société.

M. Gustave Jonas, préqualifié, propriétaire de deux cents actions de capital et cent dixièmes de parts de fondateur de la dite société.

M. Lucien Scenen, préqualifié, propriétaire de quatre cent quarante actions de capital et trois cent nonante dixièmes de part de fondateur de la dite société.

Agissant en qualité de propriétaires des dites actions et se joignant aux liquidateurs susnommés pour la part dans l'apport global afférente aux actions qui leur appartiennent, déclarent faire apport à la présente société de toute la situation active et passive de la dite société anonyme belge en liquidation « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola » en ce compris l'ensemble des éléments de son activité sociale, rien excepté ni réservé.

Le dit apport est basé sur le bilan au trente et un décembre mil neuf cent quarante-huit, approuvé par l'assemblée générale ordinaire du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-neuf, faisant ressortir une valeur de douze millions de francs; toutefois toutes les opérations faites par la société apporteuse depuis la clôture de son bilan précité étant pour compte de la présente société et à ses profits et risques comme si elle les avait faites, celle-ci succède intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse telle qu'elle existe en date de ce jour.

En application des dispositions de l'arrêté royal du premier mars mil neuf cent quarante-neuf, une plus ample description de l'apport n'est pas requise.

Pour autant que de besoin, il est spécifié que toutes concessions accordées à la société anonyme belge « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola » sont avec le consentement du Gouvernement de la Colonie du Congo Belge, transférées à la présente société qui en supportera toutes les obligations et charges et en exercera tous les droits en lieu et place de la société apporteuse.

La présente société aura la jouissance de tous les biens apportés à partir de ce jour et s'oblige d'autre part à supporter seule et exclusivement tout le passif de la société apporteuse ainsi que tous frais d'apport et de liquidation, à reprendre et à continuer tous les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle, tant activement que passivement et à la garantir contre toutes actions et réclamations de la part des tiers, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée.

Les comparants déclarent et reconnaissent que le capital est ainsi intégralement souscrit, que les parts sociales sont entièrement libérées et que la présente société a la libre et entière disposition de la somme de douze millions de francs congolais en numéraire, marchandises, propriétés, créances et droits divers.

En rémunération de l'apport prédécrit dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué trente-six mille parts sociales sans désignation de valeur entièrement libérées.

Ces parts sociales sont réparties comme suit :

1 Quatre mille six cent soixante-six parts sociales à la Mutuelle Belgo Coloniale.

2 Six cent cinquante parts sociales à M. Auguste Deseck.

3. Quatre cent septante-neuf parts sociales à M. Freddy Van Gheluwe.

4. Cent cinquante parts sociales à M. Jean Charles Buzon.

5. Cent et dix parts sociales à M. Gustave Jonas.

6. Deux cent cinquante-neuf parts sociales à M. Lucien Soenen.

Le solde, soit vingt-neuf mille six cent quatre-vingt-six parts sociales est à répartir par les soins des liquidateurs prénommés entre tous les propriétaires d'actions de capital et de dixièmes de part de fondateur de la société anonyme belge « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola » autres que ceux dont il est fait état ci-dessus.

Article sept. — Le capital social peut toujours être augmenté ou réduit par l'assemblée générale des associés convoqués extraordinairement, à cet effet et délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts sans préjudice à l'application des dispositions légales relatives à l'autorisation par arrêté royal.

Article huit. — En cas d'augmentation du capital, faite autrement que par voie de fusion, d'apports en nature, le Conseil d'administration déterminera les conditions et les modalités.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, les nouveaux titres à souscrire contre espèces seront offerts aux porteurs de parts sociales, chaque titre jouissant des mêmes droits et endéans le délai fixé par le Conseil

d'administration; celui-ci fixera les conditions et le taux réel auxquels les titres nouveaux sont offerts aux associés; il pourra au surplus prendre toutes mesures pour assurer la souscription intégrale du capital à émettre.

Le Conseil d'administration décidera également si le non-usage total ou partiel par certains propriétaires de titres, de ce droit aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Aucun titre nouveau ne pourra être émis en dessous du pair.

Article neuf. — En cas d'augmentation du capital, les appels de fonds sont faits par le Conseil d'administration.

L'actionnaire qui après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, sera en retard de satisfaire aux appels de fonds, devra bonifier à la société des intérêts calculés à raison de six pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement. Le Conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis resté sans résultat, pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Les actionnaires pourront, moyennant accord avec le Conseil d'administration, libérer anticipativement leurs titres.

Article dix. — Les parts sociales restent nominatives jusqu'à leur complète libération.

Il est tenu soit au siège social, soit au siège administratif de la société, un registre des parts sociales nominatives contenant les indications prévues par l'article quarante-deux de la loi belge sur les sociétés commerciales. La propriété de la part sociale nominative s'établit par une inscription sur ce registre. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires. Ils sont signés par deux administrateurs, l'une des signatures pouvant être remplacée par une griffe. La cession des titres nominatifs se fait dans les conditions prescrites par l'article quarante-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Les parts sociales nominatives entièrement libérées pourront être transformées en titres au porteur au gré du titulaire qui supportera éventuellement les frais de conversion.

Les propriétaires des parts sociales au porteur peuvent à toute époque en demander la conversion à leurs frais en titres nominatifs.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après que la fondation de la présente société aura été autorisée par arrêté royal.

La cession de parts sociales incomplètement libérées ne peut avoir lieu qu'au profit de personnes agréées par le Conseil d'administration.

Les parts sociales représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces parts sociales, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront toutefois être exceptés de l'application des dispositions de ces articles, les titres prévus à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article onze. — Les héritiers, ayants-cause ou créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer ni l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni la licitation et le partage du fonds social.

Ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article douze. — La société ne reconnaît quant à l'exercice des droits à exercer contre elle, ainsi que pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales et des droits accordés aux associés, qu'un seul propriétaire par titre.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Article treize. — Les associés ne sont tenus même envers les tiers que de libérer le montant de leurs apports.

Article quatorze. — La société peut créer et émettre en tout temps des obligations hypothécaires ou autres. Le Conseil d'administration en détermine le type, les conditions d'émission, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque de remboursement.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quinze. — La société est administrée par un Conseil de trois administrateurs au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Pour la première fois, l'assemblée générale fixe le nombre d'administrateurs à sept, et nomme :

1) M. Jean Charles Buzon, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 347.

2) M. Jean Pierre Buzon, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, place de Jamblinne de Meux, 4.

3) M. Pierre Buzon, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, place de Jamblinne de Meux, 4, pour qui accepte M. Jean Charles Buzon.

4) M. Auguste Deseck, ingénieur A. I. G., demeurant à Bruges, boulevard Léopold 1^{er}, n° 33.

5) M. Gustave Jonas, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Kamerdelle, 12.

6) M. Lucien Soenen, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Schaerbeek, avenue de la Reine, 231.

7) M. Freddy Van Gheluwe, industriel, demeurant à Mariakerke-lez-Gand, rue d'Eekloo, 144.

A moins de décision contraire prise en assemblée générale, il sera établi un roulement de sortie par voie de tirage au sort auquel le Conseil d'administration procédera lui-même de telle sorte que le mandat d'un administrateur ne puisse jamais dépasser six ans.

Ces administrateurs sortants sont rééligibles.

Article seize. — En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du Conseil d'administration et le Collège des commissaires réunis en Conseil général, pourront pourvoir provisoirement au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui procède au remplacement définitif.

Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est, à moins de décision contraire, nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Article dix-sept. — Les administrateurs forment un Conseil qui délibère ainsi qu'il est dit ci-après. Il élit parmi ses membres un président. Il peut également nommer un vice-président. Il peut choisir dans son sein un Comité permanent composé de trois membres au moins. Il en détermine les pouvoirs.

Il peut en outre soit déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à une ou plusieurs personnes choisies dans ou hors son sein, associées ou non, soit déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées aux paragraphes précédents ainsi que les titres qu'elles pourront prendre. Le Conseil peut les révoquer en tout temps.

Article dix-huit. — La société pourra être représentée en pays étranger soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le Conseil d'administration. Ce délégué sera chargé sous la direction et le contrôle du Conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités du pays étranger et d'exécuter toutes les décisions du Conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ce pays. Il sera muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ce pays.

Article dix-neuf. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président, à son défaut d'un vice-président ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt. — Le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par télégramme ou lettre à un de ses collègues au Conseil, délégation pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place. Le délégant sera dans ce cas réputé présent. Toutefois aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur. Tout administrateur pourra également mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du Conseil seront présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par voie de correspondance postale ou télégraphique.

Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité des votants.

Pour la supputation des votes, il n'est pas tenu compte des abstentions.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article vingt et un. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et au vote, les délégués signant en outre pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent; ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les délégations ainsi que les avis et votes donnés par lettre ou par télégramme y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du Conseil.

Article vingt-deux. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale.

Il a notamment le pouvoir de décider tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières rentrant dans le cadre des opérations sociales.

Il peut recevoir toutes sommes et valeurs, acquérir, aliéner et échanger tous biens meubles et immeubles, acquérir ou céder, prendre ou donner à bail toutes concessions et tous biens de quelque nature que ce soit, consentir tous baux et locations, contracter tous emprunts avec ou sans garantie, consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements, stipuler toutes voies parées, créer et émettre toutes obligations, consentir et accepter toutes hypothèques, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner main-levée avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toute inscription d'office, traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

Chaque administrateur doit affecter par privilège quarante parts sociales à la garantie de sa gestion.

Elles seront restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ses fonctions auront été exercées et aura donné décharge de ses fonctions.

Article vingt-trois. — Les opérations de la société sont surveillées par quatre commissaires au maximum, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des associés et en tout temps révocables par elle.

Pour la première fois l'assemblée générale fixe le nombre des commissaires à trois et nomme :

1) M. Louis Robatel, directeur de société, demeurant à Léopoldville (Congo Belge) avenue Beernaert.

2) M. Jean Van Roy, directeur de société, demeurant à Bruxelles, avenue Charles Woeste, 291.

3) M. Jean Van Weddingen, ingénieur commercial U. L. B., demeurant à Bruxelles, rue Saint-Bernard, 129.

A moins de décision contraire, un commissaire est soumis tous les ans à réélection et à moins de décision contraire l'ordre de sortie sera établi par la voie du sort en Conseil d'administration.

Chaque commissaire doit affecter à la garantie de sa gestion vingt parts sociales de la société; elles lui seront restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ses fonctions auront été exercées et lui aura donné décharge.

Article vingt-quatre. — Si le nombre des commissaires vient à être réduit par suite de décès ou autrement de plus de la moitié, le Conseil d'administration doit, dans le mois, convoquer l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Le Collège des commissaires de même que chaque commissaire individuellement peut, dans les conditions prévues par l'article soixante-cinq des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, se faire assister par un expert en vue de la vérification des livres et des comptes de la société sans déplacement.

Article vingt-cinq. — L'assemblée générale fixe les émoluments des administrateurs et commissaires sans préjudice à ce qui est dit à l'article quarante-quatre. Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et commissaires, chargés ou qui auraient été chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article vingt-six. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant seront suivies au nom de la société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de l'administrateur-délégué. Dans les pays où la société aurait un représentant officiel, les actions seront suivies par ou contre celui-ci.

Article vingt-sept. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs sans qu'ils aient à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil.

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les mainlevées avec ou sans paiement avec renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations relatifs à tous actes, sont valablement signés par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs sans qu'ils aient à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil.

Dans les assemblées générales de sociétés, la société sera valablement représentée par les mêmes personnes, notamment en ce qui concerne les délibérations, les votes, ainsi que la signature des listes de présence et des procès-verbaux.

Au Congo Belge et sauf le cas où le Conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un de ses directeurs, agents ou fondés de pouvoirs, tous les actes constatant libération ou obligation peuvent être signés par un directeur et un fondé de pouvoirs ou par deux fondés de pouvoirs.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-huit. — L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des actionnaires, titulaires de parts sociales.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires y compris les absents ou dissidents.

Article vingt-neuf. — Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires se réunissent au siège administratif ou en cas de force majeure, au siège social ou dans tout autre endroit désigné dans les avis de convocation.

L'assemblée générale ordinaire et annuelle se réunit le premier mercredi du mois de mai de chaque année. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Article trente. — L'assemblée générale tant ordinaire qu'extraordinaire se réunit sur la convocation du Conseil d'administration.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt de la société l'exige.

Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

La demande de convocation doit énoncer l'objet précis de la proposition, les noms et domiciles des signataires, les numéros de leurs titres. La demande doit être accompagnée du dépôt des titres au siège social ou au siège administratif; les titres devront y rester déposés jusqu'après l'assemblée qui aura statué définitivement sur la proposition en question.

Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours avant l'assemblée dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et dans un journal quotidien de la localité où se réunit l'assemblée.

Les titulaires de parts sociales nominatives seront convoqués par lettres missives mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Si toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées huit jours au moins avant l'assemblée.

Article trente et un. — Pour assister à l'assemblée générale, il faut que les propriétaires de titres au porteur aient déposé leurs titres au moins quatre jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, soit au siège social, soit au siège administratif ou aux établissements financiers désignés dans les avis de convocation.

Seront admis aux assemblées générales sans autre formalité, les associés inscrits au registre des titres nominatifs quatre jours francs avant la date de l'assemblée et qui auront fait part de leur intention d'y assister.

Les certificats de dépôt des titres au porteur doivent être produits avant l'ouverture de la séance.

Ces prescriptions ne sont pas applicables aux administrateurs et commissaires du chef des titres affectés par eux en garantie de leur gestion et qui n'auront aucune manifestation de volonté à faire au sujet des assemblées.

Tout transfert de titres nominatifs sera suspendu pendant les quatre jours francs qui précèdent la réunion de l'assemblée générale.

Article trente-deux. — L'assemblée générale se compose de tous les possesseurs de parts sociales qui se sont conformés aux prescriptions de l'article trente et un.

Article trente-trois. — Tout propriétaire de titres peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial pourvu que celui-ci soit lui-même associé et qu'il ait lui-même le droit d'assister à l'assemblée.

Le Conseil d'administration pourra arrêter la forme des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au siège administratif quatre jours francs au moins avant l'assemblée. Les mineurs, les femmes mariées, les interdits, les corporations, les sociétés et les établissements publics sont représentés par leurs mandataires ou organes légaux.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus propriétaires, les créanciers et les débiteurs gagistes devront respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article trente-quatre. — Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut par le vice-président ou par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau.

Le président désigne le secrétaire et propose à l'assemblée de désigner deux scrutateurs.

Article trente-cinq. — Tous les actionnaires, propriétaires de parts représentatives du capital exprimé ont, nonobstant toute disposition contraire mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article trente-six. — L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des parts sociales représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Cependant lorsqu'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, sur l'augmentation ou la réduction du capital social, sur la fusion avec d'autres sociétés ainsi que toutes modifications aux statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents ou représentés

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

En cas de nomination, le candidat qui aura obtenu le plus de voix sera proclamé élu et s'il y a ballottage entre deux ou plusieurs candidats ayant obtenu le même nombre de voix le plus âgé est proclamé élu.

Article trente-sept. — Le Conseil d'administration a toujours le droit de proroger à trois semaines toutes assemblées générales alors même qu'il ne s'agirait pas de statuer sur le bilan. Cette prorogation annule toute décision prise.

En cas de prorogation ou de remise de toute assemblée, les dépôts maintenus et les avis donnés en vue de l'assemblée prorogée sont valables pour la seconde assemblée.

Il en est de même des procurations à moins qu'elles ne contiennent une disposition contraire.

Article trente-huit. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, le secrétaire, les deux scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article trente-neuf. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Exceptionnellement la première année sociale commence à la date de la constitution de la société.

Article quarante. — Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent quarante-neuf, il est dressé par les soins du Conseil d'administration un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toute la situation active et passive de la société avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements. A la même époque les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits. Le Conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation des créances et des autres valeurs composant l'actif social.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article quarante et un. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1° Du bilan et du compte de pertes et profits.

2° De la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille.

3° De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs titres avec l'indication du nombre de leurs titres et celle de leur domicile.

4° Du rapport des commissaires.

Article quarante-deux. — Le bilan et le compte de pertes et profits ainsi que le rapport des commissaires sont adressés aux actionnaires en nom et aux titulaires de parts nominatives en même temps que la convocation.

Cette prescription n'est pas applicable aux administrateurs et aux commissaires.

Article quarante-trois. — D'après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

Le bilan et le compte de pertes et profits seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Article quarante-quatre. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et charges de toute nature, de tous amortissements et prévisions jugés nécessaires par le Conseil d'administration ainsi que de toute affectation à des œuvres sociales en faveur du personnel, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice il est prélevé :

Cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire quand la réserve atteint le dixième du capital.

Le surplus constitue le bénéfice à répartir dont :

1) Quatre-vingt-cinq pour cent à titre de dividende aux parts sociales indistinctement au prorata de leur partie libérée.

2) Quinze pour cent aux administrateurs et commissaires, qu'ils se répartiront entre eux d'après un règlement à établir.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice à répartir, soit à la constitution ou à l'accroissement de tous fonds d'amortissement, de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante-cinq. — Lors de la dissolution de la société soit à l'expiration de son terme, soit par anticipation sur décision de l'assemblée, soit pour toute autre cause, la liquidation se fera par les soins des membres du Conseil d'administration en fonctions et ce sous la surveillance des commissaires en fonctions à moins que l'assemblée générale en décidant autrement, ne désigne un ou plusieurs liquidateurs.

En tout cas, l'assemblée déterminera les pouvoirs et les émoluments fixes soit du ou des liquidateurs, soit, s'il échet au Collège de liquidation ou du Collège de surveillance durant la période de liquidation.

L'assemblée sera présidée par un liquidateur.

Les liquidateurs et le Collège de surveillance, s'il échet, forment un Collège qui délibère suivant les règles admises pour les assemblées délibérantes. Ils agiront dans les limites des pouvoirs qui leur sont attribués.

L'assemblée générale conserve du reste tous ses droits durant la période de liquidation et notamment celui de modifier les pouvoirs et la composition du Collège de liquidation et le cas échéant, du Collège de surveillance ainsi que les statuts sociaux.

Chaque année à la date de l'assemblée annuelle, le bilan de la liquidation sera soumis à l'assemblée des associés. Son approbation vaudra décharge pour les liquidateurs.

Lors de la première assemblée qui suivra leur entrée en fonctions, les liquidateurs auront l'obligation de dresser un bilan se rapportant à la durée de l'exercice pendant lequel les administrateurs étaient encore en fonctions et un autre depuis la dissolution de la société jusqu'au jour de la clôture de l'exercice.

Ils auront du reste à mettre l'assemblée en mesure de statuer sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Pendant tout le cours de la liquidation, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à être la propriété de la société.

Article quarante-six. — Les produits nets de la liquidation après apurement des dettes et charges passives de la société seront répartis entre toutes les parts sociales.

Au cas où les parts sociales ne se trouveraient pas à ce moment libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder à une répartition devraient tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolue soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE VII.

DISPOSITIONS SPECIALES.

Article quarante-sept. — Tout actionnaire domicilié en dehors du Congo Belge, du Ruanda-Urundi ou de la Belgique sera tenu d'élire domicile à Léopoldville ou à Bruxelles pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts. A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé élu de plein droit au siège administratif de la société où toutes notifications, sommations, assignations et significations sont valablement faites.

Tout administrateur, commissaire ou liquidateur domicilié en dehors du Congo Belge, du Ruanda-Urundi ou de la Belgique sera censé de plein droit pour tout ce qui se rattache à l'exercice de ses fonctions, élire domicile au siège administratif de la société, où toutes notifications, sommations, assignations et significations peuvent être faites relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de sa gestion ou de son contrôle.

Article quarante-huit. — Les présents statuts seront, éventuellement à la diligence d'un administrateur ou d'un agent commis, revêtus de toutes les formalités légales pour avoir force et valeur dans les pays où la société opérera.

Article quarante-neuf. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

Article cinquante. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et pour autant qu'il n'y ait pas été dérogé par ceux-ci ou par la législation coloniale, les comparants déclarent s'en référer aux principes généraux du droit belge tels qu'ils résultent des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

DISPOSITION RELATIVE AUX FRAIS.

Les comparants confirment pour autant que de besoin ainsi qu'il résulte de tout contexte du présent acte, que la société est spécialement et exclusivement constituée d'une part avec le même objet et d'autre part aux fins de reprendre tout l'actif et le passif ainsi que l'ensemble des éléments de l'activité sociale de la société anonyme « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola »; ils déclarent en conséquence se référer aux décrets du quatre décembre mil neuf cent quarante-huit portant exonération du droit proportionnel établi par le décret du huit octobre mil neuf cent quarante-deux et du droit proportionnel de mutation prévu par l'article deux, littéra A du décret du trente et un mars mil neuf cent vingt-six, modifié par celui du vingt-sept mars mil neuf cent quarante-quatre; compte tenu de ces dispositions, les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à cent mille francs congolais.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous notaire.

(suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le huit août 1949, volume 584, folio 23, case 1, neuf rôles, six renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Boët.

Pour expédition conforme.

Le notaire,

(s.) Paul ECTORS.

N° 7292.

Reçu quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles, — Président.

Vu par nous, Baron Antoine Ernst de Bunswick, président de la Chambre des Vacations du Tribunal de première instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Ectors, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 19 août 1949.

(s.) Baron Ernst de Bunswick.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Ernst de Bunswick, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 août 1949.

Le directeur (s.) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 août 1949.

Pour le directeur (s.) illisible, conseiller adjoint.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 27 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 27 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

NOMINATIONS — POUVOIRS.

(Procès-verbal de la séance du Conseil général tenue au siège administratif de la société, le 2 août 1949).

Sont présents :

Les résolutions suivantes sont prises successivement :

- 1°. — Monsieur Jean-Pierre Buzon est, à l'unanimité, nommé, à titre honorifique, Président Honoraire;
- 2°. — Monsieur Jean-Charles Buzon est, à l'unanimité, nommé Président du Conseil d'administration;
- 3°. — Monsieur Auguste Deseck est, à l'unanimité, nommé vice-président du Conseil d'administration;
- 4°. — Monsieur Jean-Charles Buzon est, à l'unanimité, appelé aux fonctions d'administrateur-délégué;
- 5°. — Monsieur Pierre Buzon est, à l'unanimité, appelé aux fonctions d'administrateur-directeur;

-
- 9°. — Les pouvoirs spéciaux conférés à Messieurs Jean-Charles Buzon et Pierre Buzon ainsi qu'à Madame Marie Buntinx, en séance du Conseil Général du 30 janvier 1946 de la société anonyme belge « Compagnie Coloniale Belge alias Plantations et Elevages de Kitobola », publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 10 février 1946 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 février 1946, restent inchangés et, pour autant que de besoin, sont confirmés. — Il en est de même des pouvoirs et procurations qui en découlent et qui ont été subdélégués au personnel d'Afrique.

Les résolutions qui précèdent sont prises sous la condition suspensive de l'approbation de la société par arrêté royal.

Pour extrait conforme :

Un administrateur,
signé P. BUZON.

Un administrateur,
signé J. Ch. BUZON.

Compagnie Congolaise d'Afrique
Société congolaise par actions à responsabilité limitée

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 27 OCTOBRE 1949.

L'assemblée générale à l'unanimité des voix :

- 1° Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires, ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes;
- 2° Donne par un vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1948-1949.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Monsieur Alfred Buysse, industriel, Nelemeersch, à Laethem-Saint-Martin.

Administrateur-délégué :

Monsieur le Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, boulevard Militaire, 2, Gand.

Administrateurs :

Monsieur Fernand van Ackere, industriel, Longue rue de la Croix, 13, Gand.

Monsieur André Florin de Duikingberg, industriel, chaussée de Courtrai, 450, Gand.

Monsieur Pierre Dierman, industriel, rue du Jambon, 60, Gand.

Commissaires :

Monsieur Guy van Ackere, industriel, rue de la Vallée, 35, Gand.

Monsieur Louis Florin de Duikingberg, industriel, boulevard de la Cambré, 43, Bruxelles.

Monsieur Jacques Neef de Sainval, industriel, rue Louis Hymans, 6, Ixelles.

Gand, le 28 octobre 1949.

Certifié sincère et conforme.

L'administrateur-délégué,
Chevalier KRAFT de la SAULX.

BILAN EXERCICE 1948-1949 au 30 JUIN 1949.

ACTIF.

Immobilisés	fr.	1.710.000,—
Disponibles		84.226,13
Réalisables		20.960.460,15
	Fr.	<u>22.754.686,28</u>

PASSIF.

Capital	fr.	2.500.000,—
Créanciers		20.182.679,05
Bénéfices		72.007,23
	Fr.	<u>22.754.686,28</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

A reporter	fr.	<u>72.007,23</u>
------------------	-----	------------------

CREDIT.

Résultat de l'exercice	fr.	<u>72.007,23</u>
------------------------------	-----	------------------

CAPITAL SOCIAL.

Capital souscrit	fr.	2.500.000,—
Capital versé		2.475.000,—
Reste à verser par les actionnaires	fr.	<u>25.000,—</u>

Gand, le 28 octobre 1949.

Certifié sincère et conforme.

L'administrateur-délégué,
Chevalier KRAFT de la SAULX.

Tuileries et Briqueteries du Congo Belge, en abrégé « Bricongo »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles.

—
CONSTITUTION (1).

NOMINATION D'ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le vingt-six juillet.

A Bruxelles, rue Montoyer, n° 4.

Devant Nous, Albert RAUCQ, notaire à Bruxelles.

ONT COMPARU :

Monsieur Luigi Rusca, industriel, demeurant à Lugano (Suisse).

Monsieur Emil Schmid, directeur de banque, demeurant à Zurich, Dufourstrasse, n° 188.

La société anonyme de droit suisse dénommée « Refisa A. G. » ayant son siège à Glarus (Suisse) ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Emil Schmid, prénommé.

Monsieur Alberic Baron Rolin, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, Square Vergote, n° 41.

Monsieur Arsène de Launoit, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, n° 4.

Monsieur Joseph-Hubert Generet, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Emile Duray, n° 68.

La société anonyme dénommée « Mutuelle Mobilière » ayant son siège à Bruxelles, rue Montoyer, n° 4, ici représentée par Monsieur Arsène de Launoit, administrateur, en vertu d'une délégation du Conseil d'administration en date du quinze novembre mil neuf cent trente, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du quatre décembre mil neuf cent trente, sous le n° 16791.

Monsieur Léon Van Eessel, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen.

Monsieur le Comte Théo de Hemptinne, industriel, demeurant à Florée (Namur).

La société anonyme dénommée « Société Générale d'Entreprises de Construction » ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, avenue des Arts, n° 19, ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Alberic Baron Rolin.

Lesquels ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils désirent former comme suit sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — DUREE -- SIEGE DE LA SOCIETE.

Article un. -- Il est formé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination « Tuileries et Briqueteries du Congo Belge » en abrégé « Bricongo ».

Cette dénomination peut toutefois être modifiée par décision d'une assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'administration publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif ».

Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il peut être transféré dans toute autre localité de Belgique par simple décision du Conseil d'administration.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration, au Congo Belge, en Belgique et à l'étranger.

Article trois. — La société a pour objet la fabrication et la vente de briques, tuiles et produits dérivés, ainsi que l'exploitation de toute entreprise se rapportant à cette fabrication et à ce commerce.

La société peut également entreprendre la fabrication et le commerce de tous matériaux de construction; elle peut acquérir, prendre à bail, exploiter tous terrains, chantiers, usines ou établissements utiles à ses entreprises, elle peut également acquérir à des fins immobilières, pour les mettre en valeur ou les revendre, des terrains ou constructions.

La société exécute ses entreprises par elle-même ou par association ou convention avec des tiers ou avec d'autres sociétés constituées ou à constituer; elle exerce son activité au Congo Belge et dans les territoires limitrophes ainsi que dans l'ensemble du continent africain; elle peut s'occuper de toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, ou commerciales se rattachant en tout ou en partie à l'objet principal ci-dessus défini; elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation et autres dans toute société ou entreprise congolaise, belge ou étrangère, susceptible de lui procurer un avantage quelconque pour la réalisation de son objet.

Cette énumération est énonciative et non limitative.

L'assemblée générale peut, par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal, interpréter ou étendre l'objet social.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours le vingt-six juillet mil neuf cent quarante-neuf.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, elle peut être prorogée ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

La Société peut s'engager ou stipuler à son profit pour un terme excédant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL. — PARTS SOCIALES — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à QUINZE MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS représenté par quinze mille parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/quinze millième de l'avoir social.

Article six. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal; le Conseil d'administration peut, lors de chaque augmentation de capital, fixer les conditions de réalisation de l'augmentation, en réservant notamment un droit de préférence à certains possesseurs de parts sociales ou en réglant toutes modalités de cette augmentation.

Article sept. — Les quinze mille parts sociales sont souscrites en espèces au prix de mille francs congolais, comme suit :

Monsieur Luigi Rusca : cent parts sociales	100
La société anonyme Refisa : sept mille trois cents parts sociales	7.300
Monsieur Emil Schmid : cent parts sociales	100
Monsieur le Baron Alberic Rolin : deux cent cinquante parts sociales	250
Monsieur Arsène de Launoit : cent parts sociales	100
Monsieur Joseph-Hubert Generet : cent parts sociales	100
La société anonyme Mutuelle Mobilière : trois mille six cent cinquante parts sociales	3.650
Monsieur Léon Van Eessel : cinq cents parts sociales	500
Monsieur le Comte Théo de Hemptinne : cinq cents parts sociales	500
La société anonyme Société Générale d'Entreprises de Construction, tant pour elle-même que pour un groupe pour lequel elle se porte fort : deux mille quatre cents parts sociales	2.400
Ensemble : quinze mille parts sociales	15.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que sur chacune de ces parts il a été fait un versement de vingt pour cent en numéraire et que le montant total de ces versements soit la somme de trois millions de francs congolais, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article huit. — Les appels de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées au moment de leur souscription sont faits par le Conseil d'administration qui détermine les époques de versements et fixe le montant par lettre recommandée, au moins quinze jours avant la date fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit des intérêts à six pour cent l'an à dater du jour de son exigibilité.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation à condition que cette libération soit intégrale; le Conseil d'administration détermine les modalités de l'exercice de ce droit.

Article neuf. — Il est tenu, au siège administratif, un registre des parts nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance; ce registre contient :

- La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses parts.
- L'indication des versements effectués.
- Les transferts, avec leur date ou la conversion des parts en titres au porteur.

La propriété de la part nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit par l'alinéa précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par déclaration de transfert, inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoirs ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article trois cent cinquante-trois du livre trois du Code Civil congolais. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Les parts non entièrement libérées et les parts libérées anticipativement sont nominatives.

La cession des parts non entièrement libérées ne peut avoir lieu qu'au profit de personnes agréées par le Conseil d'administration qui décide souverainement sans avoir à donner les motifs de son refus éventuel.

Lorsque les parts ont été entièrement libérées par appels de fonds, elles peuvent être converties en titres au porteur sur simple décision du Conseil d'administration; les frais de conversion sont en ce cas à charge de la société.

La part sociale au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

La part sociale indique :

- La date de l'acte constitutif de la société et de sa publication.
- Le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la fraction du capital qu'ils représentent
- La consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits.
- Les avantages particuliers attribués aux fondateurs.
- La durée de la société.
- Le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

La cession de la part sociale au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions de parts ne sont valables qu'après que la constitution de la société aura été autorisée par arrêté royal et en cas d'augmentation de capital, les parts sociales nouvelles ne seront cessibles qu'après autorisation de l'augmentation de capital par arrêté royal.

Les titres d'apport ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionneront leur nature, la date de la création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si ces titres sont nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et les certificats d'inscription. S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai prévu ci-dessus et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Article dix. — Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leurs mises.

Article onze. — La société peut en vertu d'une décision de l'assemblée générale émettre des bons ou obligations hypothécaires ou non, dont celle-ci déterminera le type, le taux d'intérêt, le taux d'émission, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement ainsi que les garanties spéciales qui seraient affectées à ces obligations.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article douze. — La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Le nombre des membres du Conseil d'administration est fixé par l'assemblée générale.

Les membres du Conseil d'administration sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort.

Les administrateurs sont rééligibles.

Le mandat des premiers administrateurs expirera immédiatement après l'assemblée annuelle de mil neuf cent cinquante-cinq.

A cette date, le Conseil est renouvelé en entier et le roulement ci-dessus prévu entre en vigueur.

Article treize. — Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société mais sont responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article quatorze. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président, et, s'il le juge convenable, un vice-président. Il peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un Comité permanent, dont il détermine les pouvoirs.

Il peut en outre, soit déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués, chargés également de l'exécution des décisions du Conseil, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs choisis dans ou hors son sein, associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tous mandataires.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées en les alinéas qui précèdent.

Les agents, administrateurs-délégués, directeurs ou mandataires sont responsables de leur gestion; le Conseil peut les révoquer en tout temps.

Article quinze. — Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que la demande en est faite soit par deux administrateurs, soit par la direction.

Les convocations doivent être faites au moins cinq jours à l'avance, sauf les cas d'urgence, lesquels doivent être motivés au procès-verbal.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les avis de convocation.

Article seize. — Sauf le cas de force majeure résultant de guerre, grève ou autre calamité publique, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres en fonctions est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit ou télégramme, à un de ses collègues du Conseil, délégation pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place. Le délégant, dans ce cas, au point de vue du vote, est réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur pourra également mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du Conseil seront présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou télégramme.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Toutefois, si deux voix seulement sont émises, la décision doit être prise à l'unanimité.

Si, dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article soixante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil.

Article dix-sept. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres qui ont été présents à la délibération et aux votes, les délégués signant en outre, pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent. Ces procès-verbaux sont écrits dans un registre spécial. Les délégations ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou télégramme y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du Conseil.

Article dix-huit. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus, sans limitation et sans réserve pour agir au nom de la société et faire toutes les opérations et tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société et qui sont relatifs à son objet.

Il a, dans sa compétence, tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale ou au Conseil général.

Il a, notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité, toutes les opérations qui entrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières, relatifs aux dites opérations.

Le Conseil d'administration peut, notamment, recevoir toutes sommes et valeurs; prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets; traiter, autoriser ou ratifier toutes conventions, tous devis et marchés de toute nature; régler tous approvisionnements, contracter tous emprunts par emprunts directs, ouverture de crédit ou autrement, avec toutes banques et tous particuliers, sauf par voie d'émission de bons ou obligations; consentir tous prêts, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires, tous gages et nantissements, avec stipulation de voie parée, avec ou sans paiement, et sans qu'il soit besoin d'en justifier, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner main-levée de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements et dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et

compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

Sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, le Conseil d'administration nomme et révoque tous les agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments.

Article dix-neuf. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences, soit de son président, soit de deux administrateurs, soit d'une personne déléguée à cette fin par le Conseil d'administration.

Dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et en pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

Article vingt. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

L'assemblée générale fixe le nombre des commissaires.

Un commissaire est sortant chaque année. L'ordre de sortie est déterminé pour la première fois par la voie du sort.

Les premiers commissaires resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante et un.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Leur rémunération est fixée par l'assemblée générale.

Article vingt et un. — Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires sociales, conformément à l'article soixante-cinq des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, mais sans déplacement de livres et documents.

Ils ont le droit de se faire assister par un ou deux experts, lesquels doivent être agréés par la société.

Article vingt-deux. — Il est affecté par privilège en garantie de l'exécution de leur mandat :

Par chaque administrateur : vingt parts sociales nominatives.

Par chaque commissaire : dix parts sociales nominatives.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des parts sociales sur le registre des actionnaires.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt et il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

Décharge ne peut être donnée de ce cautionnement qu'en vertu d'un vote spécial de l'assemblée générale, après approbation par celle-ci du bilan de l'exercice pendant lequel auront respectivement pris fin les fonctions d'administrateur et de commissaire.

Article vingt-trois. — Les actes d'administration journalière, notamment la correspondance, les documents exigés par le service des postes, du chemin de fer ou autres services publics sont signés, soit par un administrateur-délégué, soit par un directeur, soit par un employé à ce délégué par le Conseil d'administration.

Les effets de commerce, bordereaux d'escompte, chèques, quittances et autres documents de comptabilité sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur ou un directeur et l'agent comptable délégué par le Conseil d'administration, soit par deux directeurs, soit par un administrateur et un directeur.

Tous les actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, à défaut d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration, sont signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'administration, auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblée de sociétés, les main-levées d'inscription, avec ou sans paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations relatifs à ces actes sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil.

Au Congo Belge, dans le Ruanda-Urundi ainsi que dans les succursales et agences et sauf les cas où le Conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à l'un des directeurs, agents ou fondés de pouvoirs tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoirs ou par deux fondés de pouvoirs ou par deux directeurs.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

Article vingt-quatre. — En dehors des tantièmes prévus à l'article quarante l'assemblée générale peut attribuer aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires, des émoluments fixes sous forme de jetons de présence ou autrement à prélever sur frais généraux.

TITRE QUATRE.

DES ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-cinq. — L'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire représente l'universalité des actionnaires et a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous les associés y compris les absents ou les dissidents.

Article vingt-six. — L'assemblée générale annuelle est tenue le deuxième mardi du mois de mai à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un.

Si ce jour est un jour férié légal, la réunion aura lieu le jour ouvrable suivant.

Le Conseil d'administration et les commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

L'assemblée générale extraordinaire doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième des parts sociales.

Dans ce cas, les actionnaires devront indiquer dans leur demande les objets à porter à l'ordre du jour et le Conseil d'administration devra convoquer l'assemblée générale endéans les trois semaines de la demande à lui adressée.

Article vingt-sept. — Les assemblées générales tant ordinaires qu'extraordinaires sont tenues soit au siège social, soit au siège administratif, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation.

Article vingt-huit. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles. Les titulaires de parts nominatives sont convoqués par lettres missives dans les mêmes délais, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets mis à l'ordre du jour.

Article vingt-neuf. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires de titres au porteur doivent avoir déposé leurs titres au siège social ou en tout autre endroit à indiquer dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la date de l'assemblée.

Ils doivent être porteurs du certificat de dépôt délivré par le siège social ou par l'établissement dépositaire.

La liste des actionnaires ayant déposé leurs titres sera produites à l'assemblée.

Les propriétaires de parts nominatives sont admis aux assemblées moyennant justification de leur identité et à condition d'avoir avisé le Conseil d'administration cinq jours francs d'avance de leur intention d'y assister, en indiquant le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote; cette dernière formalité n'est pas requise des administrateurs et commissaires.

Les transferts de parts nominatives sont suspendus pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée.

Article trente. — Tout propriétaire de parts peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.

Les co-propriétaires et les débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article trente et un. — Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration, ou, à son défaut, par le vice-président, ou à leur défaut par l'administrateur à ce délégué par ses collègues.

Les autres membres du Conseil d'administration complètent le bureau.

Le président désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents et acceptants.

Article trente-deux. — Chaque part sociale donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article trente-trois. — Sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre de parts réunies à l'assemblée, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

En cas de partage, la voix de celui qui préside l'assemblée est prépondérante.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix. En cas de nomination si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Les nominations des membres du Conseil d'administration ont lieu au vote secret si un actionnaire le demande.

Article trente-quatre. — Lorsque l'assemblée est appelée à décider :

1) d'une modification aux statuts; 2) d'une augmentation ou d'une réduction du capital social; 3) de la fusion avec d'autres sociétés, elle doit réunir au moins la moitié du capital.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère quelle que soit la proportion des titres réunis. La décision dans l'un et l'autre cas n'est valablement prise que si elle rallie les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article trente-cinq. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, par les autres membres du bureau, par le secrétaire, par les deux scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du Conseil d'administration.

Article trente-six. — Quels que soient les objets à l'ordre du jour le Conseil d'administration a le droit de proroger toute assemblée ordinaire ou extraordinaire; il peut user de ce droit à tout moment, mais seulement après l'ouverture des débats. Sa décision doit être notifiée par le président avant la clôture de la séance et mentionnée au procès-verbal de celle-ci. Cette notification emporte annulation de plein droit de toutes les délibérations quelconques adoptées au cours de la séance.

Les actionnaires devront être convoqués à nouveau à trois semaines avec le même ordre du jour, complété s'il y a besoin et cette nouvelle assemblée ne pourra pas être ajournée.

Les formalités remplies pour assister à la première séance y compris le dépôt des titres et procurations resteront valables pour la seconde.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION.

Article trente-sept. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante.

Article trente-huit. — A la fin de chaque exercice social, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société avec une annexe contenant en résumé tous les engagements de la société.

Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garantie réelle.

Article trente-neuf. — Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan, du compte de profits et pertes, de la composition du portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts et du rapport des commissaires.

Article quarante. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des charges sociales et des amortissements nécessaires constitue le bénéfice dont la répartition se fait comme suit :

1) cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint un/dixième du capital social.

2) la somme nécessaire pour payer aux parts sociales, à titre de premier dividende une somme de soixante francs au prorata de leur libération et *prorata temporis*.

3) dix pour cent à titre de tantièmes au Conseil d'administration et au Collège des commissaires à répartir entre eux.

4) le solde est réparti également entre toutes les parts.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale, nonobstant ce qui est dit sous les numéros deux à quatre du présent article, d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après prélèvement prévu sous le numéro un, soit à des reports à nouveau, soit à des fonds de prévision ou de réserve extraordinaire et cette proposition émanant du Conseil ne peut être amendée ou rejetée que par un vote de l'assemblée générale réunissant les deux tiers des voix.

Article quarante et un. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-deux. — Dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan et le compte de profits et pertes sont publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

TITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante-trois. — En cas de dissolution de la société, soit à l'expiration du terme pour lequel elle a été constituée, soit à toute autre époque, l'assemblée a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et fixer leurs émoluments, les pouvoirs du Conseil d'administration alors en fonctions, prenant fin dès ce moment.

Article quarante-quatre. — Après apurement des dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social est réparti également entre toutes les parts sociales.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des parts.

Si les parts ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder aux répartitions tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des parts libérées dans une proportion supérieure.

Le solde est réparti également entre toutes les parts.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-cinq. — Tout actionnaire, administrateur, commissaire, directeur ou fondé de pouvoirs, non domicilié en Belgique, est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement où se trouve le siège administratif pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de ce domicile, dûment signifié à la société, ce domicile sera censé élu de plein droit au siège administratif où toutes sommations, significations et notifications seront valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article quarante-six. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

Article quarante-sept. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux statuts, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-huit. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à deux cent cinquante mille francs.

TITRE NEUF.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-neuf. — Le nombre des administrateurs est pour la première fois fixé à neuf.

Sont appelés à ces fonctions :

- 1) Monsieur Alberic Baron Rolin, prénommé.
- 2) Monsieur Arsène de Launoit, prénommé.
- 3) Monsieur Joseph-Hubert Generet, prénommé.
- 4) Monsieur Raoul Van Overstraeten, général à l'Armée Belge, demeurant à Etterbeek, avenue de Tervueren, n° 55, ici présent et acceptant.
- 5) Monsieur Luigi Rusca, prénommé.
- 6) Monsieur Leonardo Albertini, administrateur de société, demeurant à Rome, Via della Consulta, n° 1.
- 7) Monsieur François Guirche, industriel, demeurant à Milan, Viale Vittorio-Veneto, 6, ici présent et acceptant.
- 8) Monsieur Emil Schmid, prénommé.
- 9) Monsieur Raymond Vaxelaire, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, n° 15, ici présent et acceptant.

Le nombre des commissaires est pour la première fois fixé à deux.

Sont appelés à ces fonctions :

- 1) Monsieur Henri Lambert, expert comptable, demeurant à Uccle-Bruxelles, rue de la Mutualité, n° 68i.

2) Monsieur Maurice Clément, fondé de pouvoir de société, demeurant à Etterbeek, avenue d'Auderghem, n° 57i.

Dont acte.

Fait et passé.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les comparants et Messieurs Raoul Van Overstraeten, François Guirche et Raymond Vaxelaire ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles, 4^{ème} bureau A. C., le deux août 1949, volume 188, folio 47, case 8, dix rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Meunier.

ANNEXE I.

PROCURATION.

La soussignée :

Société anonyme de droit suisse « Refisa A. G. » ayant son siège à Glarus (Suisse) ici représentée conformément à ses statuts, par : Dr. Emil Schmid, de Zurich et Buch/Affeltrangen/Tg. (Suisse) né le 3 avril 1902, domicilié à Zurich, Dufourstrasse, 188, Directeur de Banque et administrateur unique de la « Refisa A. G. ».

Constitue pour mandataire spécial Monsieur Emil Schmid.

A qui elle confère tous pouvoirs aux fins de la représenter à l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Briqueteries du Congo Belge » en abrégé « Bricongo ».

La société aura pour objet la fabrication et la vente de briques, tuiles et produits dérivés, ainsi que l'exploitation de toutes entreprises se rapportant à cette fabrication et à ce commerce.

Le capital sera fixé à 15.000.000,— frs congolais (quinze millions de francs congolais) représenté par 15.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvera à 250.000 francs environ.

Le mandataire peut notamment :

Fixer le siège, la durée, les règles relatives à l'administration, la surveillance, la répartition des bénéfices annuels, la répartition en cas de liquidation et en général toutes autres clauses des statuts.

Souscrire au nom de la soussignée 7.300 parts de la dite société et libérer chacune de ces parts intégralement ou tout au moins de 20 % par un versement en espèces.

Assister à toute assemblée ou à tout conseil d'administration qui se tiendrait immédiatement après la constitution de la société.

Prendre part à tous votes, participer à la nomination des administrateurs, commissaires, administrateurs-délégués, directeur, accepter ces fonctions.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire le nécessaire.

Fait à Zurich, le 19 juillet 1949.

« Refisa A. G. ».

Bon pour pouvoirs : (signé) E. Schmid.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Emil Schmid, Directeur de Banque et administrateur unique de la « Refisa A. G. » apposée ci-dessus.

Zurich, le 19 juillet 1949.

Le Gérant du Consulat de Belgique :

(signé) Ch. Léonard.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C., le deux août 1949, volume 23, folio 80, case 9, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Meunier.

ANNEXE 2.

PROCURATION.

La soussignée :

La Société Générale d'Entreprises de Constructions, ayant son siège à Bruxelles.

Ici représentée conformément à ses statuts.

Constitue pour mandataire spécial :

Monsieur Alberic Baron Rolin.

A qui elle confère tous pouvoirs aux fins de la représenter à l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Briqueteries du Congo Belge » en abrégé « Bricongo ».

La société aura pour objet la fabrication et la vente de briques, tuiles et produits dérivés, ainsi que l'exploitation de toutes entreprises se rapportant à cette fabrication et à ce commerce.

Le capital sera fixé à 15.000.000 frs congolais (quinze millions de francs congolais) représenté par 15.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société et qui seront mis à sa charge en raison de la constitution s'élèvera à 250.000 francs environ.

Le mandataire peut notamment :

Fixer le siège, la durée, les règles relatives à l'administration, la surveillance, la répartition des bénéfices annuels; la répartition en cas de liquidation et en général toutes autres clauses des statuts.

Souscrire au nom de la soussignée 2.400 parts de la dite société et libérer chacune de ces parts intégralement ou tout au moins de 20 % par un versement en espèces.

Assister à toute assemblée ou à tout conseil d'administration qui se tiendrait immédiatement après la constitution de la société.

Prendre part à tous votes, participer à la nomination des administrateurs, commissaires, administrateurs-délégués, directeur, accepter ces fonctions.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire le nécessaire.

Fait à, le

Société Générale d'Entreprises de Constructions, société anonyme.

Un administrateur.

Bon pour pouvoir : (signature illisible).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C., le deux août 1949, volume 23, folio 80, case 9, un rôle, — renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) Meunier.

Pour expédition conforme :

(signé) Albert RAUCQ.

N° 7245.

Reçu : quatre francs.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous Baron Antoine Ernst de Bunswyck, Président de la Chambre des Vacations, Président du tribunal de 1^{re} instance séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de Maître Raucq, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 16 août 1949.

(signé) Baron Ernst de Bunswyck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur le Baron Ernst de Bunswyck apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 août 1949.

Le Directeur : (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 août 1949.

Le directeur : (signé) illisiblement.

Droits perçus : quarante francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 27 septembre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 27 September 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Tuileries et Briqueteries du Congo Belge, en abrégé « Bricongo »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles.

Constituée suivant acte reçu par Maître Albert Raucq, notaire à Bruxelles, le 26 juillet 1949.

Autorisée par arrêté royal en date du 25 octobre 1949.

NOMINATIONS — POUVOIRS.

Extrait de la délibération du Conseil d'administration
en date du 26 juillet 1949.

1. Nomination du président du Conseil d'administration :

D'un commun accord, les membres du Conseil d'administration nomment comme président le Baron Albéric Rolin, qui accepte.

2. Nomination du vice-président du Conseil d'administration :

Sur proposition du président, le Conseil d'un commun accord, nomme comme vice-président, Monsieur Luigi Rusca, qui accepte.

.....

5. Nominations diverses :

Le Conseil décide de nommer :

Monsieur Emmanuel Ortoleva, demeurant 110, avenue de Tervueren, à Etterbeek, aux fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

Monsieur Manio Bonfa, ci-après qualifié aux fonctions de directeur-général de la société.

Monsieur Antonio Duma, ci-après qualifié, aux fonctions de directeur pour le siège de Léopoldville de la société.

Monsieur Marcello Casarotto, demeurant à Léopoldville, aux fonctions de chef de production pour le siège de Léopoldville de la société.

Monsieur Alberto Verderosa, demeurant à Léopoldville, aux fonctions de fondé de pouvoirs pour le siège de Léopoldville de la société.

Le Comte Edmond de Borchgrave d'Altena, demeurant à Wesembeek-Oppem, 3, avenue des Genêts, aux fonctions d'agent-comptable ff. de secrétaire de la société.

6. Délégations de pouvoirs :

I. Le Conseil d'administration charge de la gestion journalière de la société, Monsieur Manio Bonfà, docteur en sciences économiques, industriel, 6, Piazza Cadorna, Vérone, appelé aux fonctions de directeur-général de la société et en conséquence lui délègue les pouvoirs nécessaires à l'effet de pour et au nom de la société,

A) Seul :

1° Représenter la société devant toutes administrations publiques ou privées;

2° Retirer de la poste, de la douane, de toutes messageries et chemin de fer et en général à toutes administrations ou recevoir à domicile les lettres, caisses, paquets, colis, plis assurés, recommandés, chargés ou autres quelle qu'en soit la valeur déclarée, qui seront à l'adresse de la société, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats-postes, donner toutes quittances et décharges;

3° Signer la correspondance journalière, faire et signer tous actes de gestion journalière et tous actes administratifs rentrant dans l'objet social de la société. Acheter et vendre toutes marchandises, matières premières, passer tous marchés et contrats relatifs à l'activité de la société et les exécuter, accepter tous devis.

4° Dresser tous inventaires des biens et valeurs quelconques pouvant appartenir à la société;

5° Nommer, révoquer, destituer tous agents et employés de la société, fixer leurs traitements, remises, salaires, gratifications, ainsi que toutes les autres conditions de leur admission et de leur départ;

Exercer sur tout le personnel de la société les pouvoirs de contrôle et de direction et lui donner toutes instructions;

6° Requérir toutes inscriptions ou modifications au Registre du Commerce;

7° Solliciter l'affiliation de la société à tout groupement professionnel ou corporatif;

8° Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, registres et pièces, élire domicile et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire quoique non expressément prévu ici.

B) *Conjointement*, avec un administrateur, un directeur ou un agent comptable :

1° Toucher et recevoir toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à la société, en principal, intérêts et accessoires, pour quelque cause que ce soit, retirer toutes sommes ou valeurs consignées, payer toutes sommes que la société pourrait devoir, de toutes sommes ou valeurs reçues ou payées, donner ou recevoir bonnes et valables quittances et décharges;

2° Ouvrir tous comptes en banque ou au service des chèques postaux, et les faire fonctionner;

3° Signer, négocier, endosser, encaisser tous effets de paiement, mandats, chèques, traites, billets à ordre, bons de virement et autres documents nécessaires, accepter, avaliser toutes traites, prolonger le délai des traites ou effets de paiements échus, faire établir et accepter toutes compensations, accepter et consentir toutes subrogations;

4° Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, registres et pièces, élire domicile et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire quoique non expressément prévu ici.

Le Conseil d'administration décide en outre que Monsieur Manio Bonfà, agissant SEUL, pourra se substituer dans tout ou partie des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes et qu'il pourra autoriser toutes sub-délégations.

II. Le Conseil d'administration délègue à Monsieur Antonio Duma, docteur en droit, directeur du siège de Léopoldville de la société, les pouvoirs nécessaires à l'effet de, pour et au nom de la société, au Congo Belge et dans les territoires voisins compris dans un rayon de 100 kilomètres autour du centre de la ville de Léopoldville :

A) *Seul* :

1° Représenter la société auprès de toutes administrations et autorités du Congo Belge et des territoires ci-dessus désignés, ainsi qu'auprès des tiers. Accomplir toutes formalités exigées par les dispositions légales en vigueur dans ces contrées, solliciter toutes autorisations. Exécuter à l'égard de tous tiers toutes décisions du Conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans les territoires visés ci-dessus;

2° Intenter toutes actions judiciaires et représenter la société tant en demandant qu'en défendant devant tous tribunaux et cours compétents, faire et recevoir toutes citations, obtenir tous jugements et arrêts, les exécuter ou les faire exécuter par tous moyens de droit, constituer tous avocats, les révoquer, prendre part à toutes assemblées de créanciers, affirmer toutes créances, produire à tous ordres, distributions, partages;

3° Remplir toutes formalités administratives ou judiciaires pour le louage des services et le recrutement des travailleurs indigènes;

4° Exercer sur le personnel européen et africain les pouvoirs de contrôle et de direction, lui donner toutes instructions;

5° Retirer de la poste, de la douane, de toutes messageries et chemin de fer et en général de toutes administrations, ou recevoir à domicile les lettres, caisses, paquets, colis, plis assurés, recommandés, chargés ou autres quelle qu'en soit la valeur déclarée, qui seront à l'adresse de la société, se

faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats-poste, donner toutes quittances et décharges;

6° Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, registres et pièces, élire domicile et en général faire le nécessaire.

B) *Conjointement* avec Monsieur Alberto Verderosa, fondé de pouvoirs de la société pour le Congo Belge et les autres territoires visés plus haut:

1° Signer la correspondance journalière, faire et signer tous actes de gestion journalière et tous actes administratifs rentrant dans l'objet social de la société. Acheter et vendre toutes marchandises, matières premières, passer tous marchés et contrats relatifs à l'activité de la société et les exécuter, accepter tous devis;

2° Toucher et recevoir toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à la société, en principal, intérêts et accessoires, pour quelque cause que ce soit, retirer toutes sommes ou valeurs consignées, payer toutes sommes que la société pourrait devoir, de toutes sommes ou valeurs reçues ou payées, donner ou recevoir bonnes et valables quittances et décharges;

3° Ouvrir tous comptes en banque ou au service des chèques postaux et les faire fonctionner;

4° Signer, négocier, endosser, encaisser tous effets de paiement, mandats, chèques, traites, billets à ordre, bons de virement et autres documents nécessaires, accepter, avaliser toutes traites, prolonger le délai des traites ou effets de paiement échus, faire établir et accepter toutes compensations, accepter et consentir toutes subrogations;

5° Dresser tous inventaires des biens et valeurs quelconques pouvant appartenir à la société;

6° Prendre en location, exploiter, mettre en valeur, aux prix, charges, clauses et conditions que le mandataire avisera, tous biens meubles et immeubles situés au Congo Belge, assister à toutes opérations de bornage et de délimitation, introduire toutes actions à ce sujet, fixer les bornes et délimitations, résilier tous baux avec ou sans indemnité;

7° Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, registres et pièces, élire domicile et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire quoique non expressément prévu ici.

Le Conseil d'administration décide en outre :

1° Que Monsieur Antonio Duma, agissant SEUL, pourra se substituer dans tout ou partie des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes, et qu'il pourra autoriser toutes subdélégations;

2° Que Monsieur Antonio Duma, agissant SEUL, ou la personne qu'il s'est substituée conformément au 1° ci-dessus agissant SEULE, pourra substituer un autre membre de la société dans les pouvoirs qui ont été conférés ci-dessus au littera B) à Monsieur Alberto Verderosa. Le substitué pourra signer conjointement avec Monsieur Antonio Duma ou avec son remplaçant aux lieu et place de Monsieur Alberto Verderosa.

III. Le Conseil d'administration délègue au Comte Edmond de Borchgrave d'Altena, appelé aux fonctions d'agent-comptable ff. de secrétaire de la société, les pouvoirs nécessaires à l'effet de, pour et au nom de la société :

A) *Seul* :

Retirer de la poste, de la douane, de toutes messageries et chemin de fer, et en général de toutes administrations ou recevoir à domicile, les lettres, caisses, paquets, colis, plis assurés, recommandés, chargés ou autres quelle qu'en soit la valeur déclarée, qui seront à l'adresse de la société, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats-poste, donner toutes quittances et décharges. Se substituer dans le présent pouvoir et autoriser toutes substitutions nouvelles.

B) *Conjointement* avec un administrateur ou un directeur :

1° Signer la correspondance courante et faire et signer tous autres actes de gestion courante qui seraient nécessaires, signer, négocier, endosser, encaisser tous effets de paiement, mandats, chèques, traites, billets à ordre, bons de virement et autres documents nécessaires, accepter, avaliser toutes traites, prolonger le délai des traites ou effets de paiement échus, faire établir et accepter toutes compensations, accepter et consentir toutes subrogations;

2° Toucher et recevoir toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à la société, en principal, intérêts et accessoires, pour quelque cause que ce soit, retirer toutes sommes ou valeurs consignées, payer toutes sommes que la société pourrait devoir, de toutes sommes ou valeurs reçues ou payées, donner ou recevoir bonnes et valables quittances et décharges;

3° Ouvrir tous comptes en banque ou au service des chèques postaux et les faire fonctionner;

4° Se substituer dans les présents pouvoirs et autoriser toutes substitutions nouvelles.

Pour extrait conforme.

Le président du Conseil,

Baron Albéric ROLIN.

ADRESSE DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Extrait de la délibération du Conseil d'administration en date
du 27 octobre 1949.

8. *Divers.*

a) *Adresse du siège administratif :*

Le Conseil décide de fixer le siège administratif de la société à Bruxelles, rue d'Arenberg, n° 44.

Pour extrait conforme.

Le président du Conseil,

Baron Albéric ROLIN.

Compagnie des Placages et Contreplacages du Congo

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Boma.

Siège administratif : Bruxelles, rue de la Science, n° 5.

—

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 MAI 1949**

Délégation de la signature sociale (art. 20 et 21).

Sur proposition de M. Martin THEVES, vice-président, et après délibération spéciale, conformément à l'article 20 des statuts, le Conseil délègue comme suit la signature sociale pour tous actes quelconques, traités, conventions et écrits authentiques et sous seing privé :

- 1) tous actes en toutes matières sont signés valablement par deux administrateur, conformément à l'article 20 des statuts, soit par :

MM. Sol ANTOVILLE;
Lawrence OTTINGER;
Raymond SCHEYVEN;
Clifford SETTER;
le Baron de STEENHAULT de WAERBEEK;
Martin THEVES.

- 2) les actes de gestion journalière sont valablement signés :

- a) en tous pays par :

M. Martin THEVES, administrateur-délégué;

ou à son défaut par :

M. Lucien GONZE, directeur;

ou à leur défaut par :

M. Francis PECHE, agissant conjointement avec

l'une des personnes ci-après :

MM. Charles SCHEEN;
Fancis DEPIREUX.

- b) au Congo Belge et les pays avoisinants par l'une des personnes suivantes agissant individuellement :

MM. Albert GEHAIN, fondé de pouvoirs;
William EFENEY, fondé de pouvoirs,

lesquels pourront substituer tout ou partie des présents pouvoirs.

- c) aux Etats-Unis d'Amérique :

par l'une des personnes suivantes agissant individuellement :

MM. Lawrence OTTINGER, administrateur;
Clifford P. SETTER, administrateur,

par deux des personnes suivantes agissant conjointement :

MM. Sol ANTOVILLE, administrateur;
R. WILCOX;
Monroe POLLACK;
Edward J. MARONEY;
John PARDO.

- 3) Sans préjudice de ce qui précède, il est donné pouvoir en Belgique aux personnes suivantes pour retirer à l'administration des postes et à toutes autres administrations, toutes lettres et correspondances, chargées ou non, recommandées ou non, tous mandats-postes et télégraphiques, tous colis, valeurs, en délivrer reçus et décharges, encaisser tous mandats-postes, quittances, assignations, accréditifs et autres valeurs quelconques :

MM. Lucien GONZE;
Charles SCHEEN;
Francis DEPIREUX.

Bruxelles, le 16 mai 1949.

COMPAGNIE DES PLACAGES ET CONTREPLACAGES DU CONGO
Société congolaise à responsabilité limitée.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

Baron de STEENHAULT.

M. THEVES.

Huileries du Kasai « Huduka »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Bashishombe.

Siège administratif : rue du Cerf, 53, à Alost.

A l'assemblée générale extraordinaire du 26 octobre 1949, Monsieur Joseph DEPAEPE, directeur de société, demeurant à Hekelgem, a été nommé administrateur de la société : « HUILERIES DU KASAI », en abrégé « HUDUKA », en remplacement de Monsieur Désiré LEPAGE, demeurant rue Charles Quint, à Bruxelles, démissionnaire.

COMMUNICATION.

Suivant convention intervenue entre Monsieur Josse-Achille-Joseph VANCANENBROECK, et la société « HUILERIES DU KASAI » en abrégé « HUDUKA », dont le siège se trouve à BASHISHOMBE (Congo Belge), que depuis le 22 août 1948, Monsieur VANCANENBROECK, prénommé, ne fait plus partie du personnel de notre société.

« La Niengélé »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 21/23, Longue rue Neuve, Anvers.

Siège social : Niengélé (Lusambo) Congo Belge.

Registre du Commerce d'Anvers : N° 30.200.

—

Acte constitutif du 15 novembre 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 mai 1925, n° 5913 (arrêté royal du 28 février 1925), statuts modifiés par acte du 11 juin 1927 publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 août 1927, n° 10381 (arrêté royal du 22 juillet 1927) et par actes des 31 juillet et 4 septembre 1937, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 28 octobre 1937, n° 14649 et 14650 (arrêté royal du 16 octobre 1937).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gaston de Decker, administrateur de sociétés, président-administrateur-délégué, 28, rue van Schoonbeke, Anvers.

M. Jean del Marmol, industriel, administrateur, 7, avenue Maurice, Ixelles.

M. Pierre Donck, directeur de sociétés, administrateur, 44, rue Peter Benoît, Anvers.

M. le Chevalier Jean Kraft de la Saulx, administrateur de sociétés, administrateur, 2, boulevard Militaire, Gand.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Albert Mendes da Costa, expert-comptable, 26, avenue de Blankedelle, Auderghem.

M. Walter Philippsen, fondé de pouvoirs, 84, avenue Arthur Goemaere, Anvers.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains, immeubles et installations	fr.	3.368.953,66	
Amortissements antérieurs	3.169.845,19		
Amortissements 1948	49.108,47		
		3.218.953,66	
			150.000,—

Plantations	996.206,32	
Amortissements antérieurs	996.205,32	
		1,—
Mobilier, Matériel et Outillage	227.617,32	
Amortissements antérieurs	186.979,55	
Amortissements 1948	10.637,77	
	197.617,32	
		30.000,—

Réalisable :

Magasins	1.697.248,15	
Débiteurs divers	535.935,96	
Caisse et Banques	472.655,73	
		2.705.839,84

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	Pour mémoire
	Fr. 2.885.840,84

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 5000 parts sociales s. d. d. v. fr.	1.500.000,—
Réserve légale	90.749,47
Fonds de renouvellement pour le Matériel industriel (amortissement du surpris)	200.000,—
Provision pour amortissements sur réévaluation des actifs au Congo	200.000,—
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des Indigènes (solde)	10.882,14
Fonds pour le Bien-Etre du Personnel Indigène (solde)	17.736,07

Exigible :

Créditeurs divers	730.837,57
Dividendes non encaissés	135.635,59

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	Pour mémoire
	Fr. 2.885.840,84

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Perte d'exploitation	fr.	84.046,22
Frais généraux et d'administration		142.831,43
Provision pour amortissement sur réévaluation des actifs au Congo		100.000,—
Amortissements sur :		
Immeubles et installations	49.108,47	
Mobilier, matériel et outillage	10.637,77	
		<u>59.746,24</u>
	Fr.	<u>386.623,89</u>

CREDIT.

Intérêts	fr.	1.655,30
Transfert Fonds de renouvellement		100.000,—
Transfert des amortissements excédentaires 1944/1945		284.968,59
	Fr.	<u>386.623,89</u>

*Résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires
du 7 novembre 1949.*

L'assemblée décide :

- 1) d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1948.
- 2) de donner décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1948.

Anvers, le 7 novembre 1949.

Pour copie certifiée conforme.

LA NIENGELE s. c. r. l.

(sé) G. de DECKER.

Administrateur-président.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) den negen November 1949. Deel 215, blad 19, vak 9, een blad, geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger a. i. (get.) Ch. Jorissen.

« Symaf » Syndicat Minier Africain

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169.

Constituée le 1^{er} février 1929, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929.

Statuts modifiés suivant actes des 16 avril 1931, 25 novembre 1935, 30 septembre 1938, 28 octobre 1946, 17 mars 1948 et 25 octobre 1948, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1931, 15 janvier 1936, 15 décembre 1938, 15 décembre 1946, 15 juillet 1948 et 15 janvier 1949.

BILAN AU 30 JUIN 1949

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 31 octobre 1949).

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	fr.	1,—	
Droits miniers	P.M.		
Terrain		99.466,85	
Mobilier		598.865,47	
			698.333,32

Disponible et réalisable :

Dépôts à vue et à court terme	56.666.955,54	
Portefeuille et participations	94.484.557,81	
Débiteurs divers	86.398,45	
		151.237.911,80

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et divers	19.500,—
--------------------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires (430 actions de 1.000 francs)	P.M.	
Cautionnements agents	10.598,13	
Titres reçus en dépôt pour compte de tiers	P.M.	
		10.598,13
	Fr.	151.966.343,25

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

représenté par :

78.000 act. série A de 1000 frs.	78.000.000,—	
22.000 act. série B de 1000 frs.	22.000.000,—	
	<u>100.000.000,—</u>	
Réserve statutaire	5.773.777,60	
Fonds de prévision	5.000.000,—	
Réserve spéciale	8.332.500,—	
Amortissements :		
sur terrain	74.600,13	
sur mobilier	598.865,47	
	<u>673.465,60</u>	
		119.779.743,20

Dettes de la société envers les tiers :

Créditeurs divers	335.526,97	
Versements restant à effectuer sur Porte-feuille et participations	2.767.018,75	
Dividendes à payer	1.762.844,16	
	<u>4.865.389,88</u>	

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers	6.399.892,72	
---	--------------	--

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires (430 actions de 1.000 francs)	P.M.	
Cautionnements agents	10.598,13	
Tiers déposants titres	P.M.	
	<u>10.598,13</u>	

Résultats :

Solde reporté exercice 1947-1948	1.493.793,19	
Solde bénéficiaire de l'exercice	19.416.926,13	
	<u>20.910.719,32</u>	
		<u>Fr. 151.966.343,25</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT.

Frais généraux	fr.	701.900,28
Taxe sur cotation titres		119.644,20
Amortissements : sur droits miniers		427.761,—
Prévision fiscale		2.200.000,—
Solde bénéficiaire :		
Solde reporté exercice 1947-1948	1.493.793,19	
Bénéfice de l'exercice	19.416.926,13	
		<u>20.910.719,32</u>
	Fr.	<u>24.360.024,80</u>

CREDIT.

Solde reporté exercice 1947-1948	fr.	1.493.793,19
Revenus sur portefeuille		8.914.050,—
Résultats sur réalisation de titres		13.330.993,80
Intérêts et Divers		621.187,81
		<u>24.360.024,80</u>
	Fr.	<u>24.360.024,80</u>

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.

1) Réserve statutaire	fr.	970.846,31
2) Premier dividende aux actions		5.000.000,—
3) Tantièmes du Conseil Général		1.113.217,22
4) Deuxième dividende aux actions		10.018.955,—
5) Report à nouveau (art. 56 bis)		3.807.700,79
		<u>20.910.719,32</u>
	Fr.	<u>20.910.719,32</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal n° 23
de l'assemblée générale ordinaire du 31 octobre 1949.*

3^e résolution : L'assemblée réélit pour un terme de six ans, Messieurs Henri DEPAGE et Léon MASSAUX, dans leurs fonctions d'administrateur. L'assemblée ratifie la nomination provisoire, en qualité d'administrateur, de Monsieur Louis ORTS, faite en séance du Conseil Général du 22 juillet 1949. Monsieur Louis ORTS achèvera le mandat laissé vacant par la démission de Monsieur Pierre ORTS.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

M. Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle, président.

M. Léon Massaux, administrateur-délégué de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie « Brufina », rue Edith Cavell, 83, Uccle, vice-président.

M. Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem, administrateur-délégué.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Louis Orts, docteur en droit, avenue Jeanne, 33, à Ixelles, administrateur.

M. le Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, rue Linde, 7, Vollezele, administrateur.

M. Franz Timmermans, ingénieur civil des mines, rue Franz Merjay, 182, Ixelles, administrateur.

M. Jean Nagelmackers, banquier, boulevard d'Avroy, 206, Liège, président du Collège des commissaires.

M. Hubert Drianne, directeur de sociétés, chaussée de Wavre, 297b, Etterbeek, commissaire.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz, commissaire.

M. Achille Vleurinck, administrateur de sociétés, Château de Crabbenburgh à Destelbergen-lez-Gand, commissaire.

L'administrateur-directeur,

Raymond ANTHOINE.

L'administrateur-délégué,

Henri DEPAGE.

Compagnie Générale de Transports au Katanga « Transkat »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : 59, rue de l'Association à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 42241.

Constituée par acte devant Maître Groensteen, notaire à Bruxelles, le 19 septembre 1929 et autorisée par arrêté royal du 19 octobre 1929. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 5 décembre 1929, sous le n° 18157, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1929. Statuts modifiés par décision de l'assemblée extraordinaire du 22 septembre 1938. Modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1938, acte n° 15675, rectifié en date du 25 décembre 1938, acte n° 16448 bis, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 31 OCTOBRE 1949.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	412.419,65	
amortissements antérieurs ..		412.418,65	
			1,—
Frais de premier établissement		2.840.452,80	
amortissements antérieurs		2.840.451,80	
			1,—
Terrains, Immeubles, Installations		13.515.352,77	
Matériel fixe, Outillage, Mobilier		2.164.804,89	
Matériel roulant		20.132.873,29	
			35.813.032,95

Disponible :

Banques et caisses	2.478.567,90
--------------------------	--------------

Réalisable :

Marchandises en magasins	6.214.144,71
Garanties et cautions	30.411,80
Débiteurs divers	2.816.490,92
Débiteurs douteux	1,—
	9.061.048,43

Comptes débiteurs 655.123,11

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires Pour mémoire

Profits et Pertes :

Solde en perte 1.955.857,46

Fr. 49.963.629,85

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital fr. 25.000.000,—
représenté par :

50.000 actions de capital de 500 francs cha-
cune.

25.000 parts de fondateur sans désignation de
valeur.

Réserve statutaire 109.595,81

Réserve extraordinaire 250.000,—
25.359.595.81

Fonds d'amortissements:

Terrains, Immeubles, Installations 5.115.581,07

Matériel fixe, outillage, mobilier 801.373,17

Matériel roulant 9.560.278,66
15.477.232,90

Envers les tiers :

Créditeurs divers sans garanties réelles 8.833.115.58

Comptes créditeurs 293.685,56

Compte d'ordre :

Déposants statutaires Pour mémoire

Fr. 49.963.629,85

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	2.901.285,32
Frais généraux et dépenses d'exploitation y compris l'amor- tissements normal du matériel roulant		20.783.378,33
Charges financières		275.203,88
Amortissements des immobilisations autres que le matériel roulant		291.573,61
	Fr.	<u>24.251.440,54</u>

CREDIT.

Recettes d'exploitation de transports	fr.	22.000.955,83
Produits divers		294.627,25
		<u>22.295.583,08</u>
Pertes des exercices antérieurs		2.901.285,32
Solde bénéficiaire de l'exercice		945.427,86
Solde en perte à reporter		<u>1.955.857,46</u>
	Fr.	<u>24.251.440,54</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 31 octobre 1948.*

- Le bilan et le compte des profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1948 sont adoptés à l'unanimité et il est décidé de reporter à nouveau le solde du compte de Profits et Pertes.
- Décharge est donnée aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion antérieure au 1^{er} janvier 1949.
- L'assemblée à l'unanimité réélit en qualité d'administrateur M. le Chevalier Michel Lallemand; son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1955. Elle élit en qualité de commissaire M. Pierre Dozinel, pour achever le mandat de M. Frédéric Hainaut, commissaire décédé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Haerens, Robert, ingénieur, 384, avenue Brugmann, Bruxelles.

Administrateurs :

M. d'Alberto, Emilio, industriel, 14, via Don Minzoni, à Turin (Italie).

M. Brabant, Paul, expert-comptable, 84, avenue Nouvelle, Bruxelles.

M. le Chevalier Lallemand, Michel, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles, propriétaire.

M. Tricot, Fernand, ingénieur, à Albertville (Congo Belge).

M. Van Oost, Léonce, ingénieur, 74, avenue Grandchamp, Stockel.

Commissaires au 31 octobre 1949 :

M. Dozinél, Pierre, expert-comptable, 32, avenue de la Tenderie, Boitsfort.

M. Martens, Emile, expert-comptable, 107, rue Stévin, Bruxelles.

Bruxelles, le 31 octobre 1949.

Le Conseil d'administration,

(Signature)

(Signature)

(Signature)

(Signature)

L. VAN OOST

M. LALLEMAND.

P. BRABANT.

R. HAERENS

Le commissaire,

(Signature)

E. MARTENS.

Compagnie Sucrière Congolaise

Société congolaise à responsabilité limitée

Autorisée par arrêté royal du 3 mai 1925.

Siège social : Moerbeke-Kwilu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue Bréderode, 13.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 4584.

Acte constitutif et modifications aux statuts.

Constituée le 8 avril 1925, arrêté royal du 3 mai 1925, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925. Statuts publiés à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 28 juin 1925 (acte n° 8367).

Statuts modifiés les 9 novembre 1926, 26 juin 1929, 10 novembre 1931, 30 novembre 1937 et 3 juin 1946 (arrêtés royaux des 15 décembre 1926, 27 juillet 1929, 18 janvier 1932 et 25 février 1938).

Actes modificatifs publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 janvier 1927, 15 septembre 1929, 15 février 1932, 15 mars 1938 et 15 juin 1946 et aux annexes du « Moniteur Belge » des 25 novembre 1926 (acte n° 12572), 17 juillet 1929 (acte n° 11882), 2 décembre 1931 (acte n° 15704), 18 décembre 1937 (acte n° 16462) et 14 juin 1946 (acte n° 12687).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

A. — Immobilisations :

Frais de constitution, d'études et d'émission	fr.	mémoire
Frais de premier établissement		mémoire
Appropriation des cultures, irrigation, reboisement	13.120.209,68	
Amortissements antérieurs	8.413.062,82	
Amortissements 1948	511.630,64	
	<u>8.924.693,46</u>	4.195.516,22
Constructions, terrains et matériel :		
a) Usine	60.126.062,06	
Amortissements antérieurs	43.283.954,50	
Amortissements 1948	2.354.717,86	
	<u>45.638.672,36</u>	14.487.389 70

b) Immeubles, camps indigènes, constructions diverses et terrains	20.081.251,37	
Amortissements antérieurs	11.146.099,35	
Amortissements 1948	763.580,99	
	<u>11.909.680,34</u>	8.171.571,03
c) Constructions en cours		10.811.312,27
d) Matériel agricole, d'atelier, roulant et divers	30.275.707,35	
Amortissements antérieurs	9.989.315,96	
Amortissements 1948	4.168.752,03	
	<u>14.158.067,99</u>	16.117.639,36
e) Voies ferrées et raccordement	9.859.740,70	
Amortissements antérieurs	5.441.423,87	
Amortissements 1948	739.022,36	
	<u>6.180.446,23</u>	3.679.294,47
f) Instruments scientifiques	619.684,13	
Amortissements antérieurs	273.807,47	
Amortissements 1948	41.684,85	
	<u>315.492,32</u>	304.191,81
g) Mobilier	2.170.690,51	
Amortissements antérieurs	1.051.531,34	
Amortissements 1948	279.479,21	
	<u>1.331.010,55</u>	839.679,96
h) Réévaluation du matériel et bâtiments industriels		71.674.297,87

B. — Réalisable :

Cultures	11.950.415,43	
Approvisionnement en magasin et en cours de transport	39.283.405,25	
Approvisionnements en Europe	429.550,09	
Magasins à sucre	37.369.236,45	
Avances sur commandes en cours et crédits irrévocables	9.297.967,05	
Débiteurs divers	10.644.270,08	
Portefeuille	60.000,—	
	<u>109.034.844,35</u>	

C. — *Disponible :*

Banques et Chèques postaux	7.463.438,53	
Caisses	1.660.654,76	
		9.124.093,29

D. — *Comptes de régularisation :*

Comptes débiteurs divers	219.471,75
--------------------------------	------------

E. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires	mémoire
	Fr. 248.659.302,08

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital	fr. 60.000.000,—	
représenté par :		
84.000 actions privilégiées sans mention de valeur.		
126.000 actions ordinaires sans mention de valeur.		
Réserve statutaire	6.000.000,—	
Réserve pour éventualités diverses	7.340.000,—	
Fonds de prévoyance et de pension en faveur du personnel	1.698.556,90	
Fonds pour le bien-être du personnel indigène	220.332,04	
Fonds de renouvellement	29.687.210,—	
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes	5.323.665,57	
Provision pour dépréciation des stocks et grosses réparations	4.248.669,99	
		54.518.434,50
Plus-value de réévaluation du matériel et des bâtiments industriels		71.849.999,67
Amortissements sur matériel et bâtiments industriels ré- évalués		11.501.336,12

B. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	4.152.075,99	
Warrants	19.659.000,—	
Montant à libérer sur portefeuille	40.000,—	
Dividendes à payer	2.602.465,—	
		26.453.540,99

C. — *Comptes de régularisation :*

Comptes créditeurs divers	8.310.959,03
---------------------------	--------------

D. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires	mémoire
--------------------	---------

E. — *Profits et Pertes :*

Report antérieur	1.708.395,46	
Bénéfice de l'exercice	14.316.636,31	
		16.025.031,77
	Fr.	248.659.302,08

COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1948.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux, impôts et divers	50.207.028,60
Charges financières	411.489,01

Amortissements :

a) Sur appropriation des cultures et reboisement	511.630,64	
b) Sur usine	2.354.717,86	
c) Sur immeubles, camps indigènes, constructions diverses	763.580,99	
d) Sur matériel agricole, d'atelier, roulant et divers	4.168.752,03	
e) Sur voies ferrées et raccordement	739.022,36	
f) Sur instruments scientifiques	41.684,85	
g) Sur mobilier	279.479,21	
		8.858.867,94

Amortissem. sur matériel et bâtiments industriels réévalués	7.167.429,—
---	-------------

Solde en bénéfice :

Report antérieur	1.708.395,46	
Bénéfice de l'exercice	14.316.636,31	
		16.025.031,77
	Fr.	82.669.846,32

CREDIT.

Report antérieur	fr.	1.708.395,46
Produits de l'exercice et rentrées diverses	80.594.055,03	
Revenus du portefeuille	367.395,83	
		<u>80.961.450,86</u>
	Fr.	<u>82.669.846,32</u>

REPARTITION 1948.

Bénéfice net à répartir	fr.	16.025.031,77
Solde reporté de l'exercice antérieur		1.708.395,46
		<u>14.316.636,31</u>
1) Premier dividende :		
à 84.000 actions privilégiées	2.400.000,—	
126.000 actions ordinaires	3.600.000,—	
		<u>6.000.000,—</u>
		8.316.636,31
2) Tantièmes statutaires au Conseil général :		
12 % sur fr. 8.316.636,31		997.996,35
		<u>7.318.639,96</u>
Report de l'exercice antérieur	+ 1.708.395,46	
		<u>9.027.035,42</u>
3) Second dividende :		
à 84.000 actions privilégiées	3.480.000,—	
126.000 actions ordinaires	5.220.000,—	
		<u>8.700.000,—</u>
	Solde à reporter :	<u>327.035,42</u>

Situation du capital : entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Maurice Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, 1, Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-président :

Monsieur Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., 397, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

Monsieur Robert Lippens, ingénieur-chimiste E. T. H. Zurich, 40, avenue des Arts, Bruxelles.

Administrateurs :

Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, avenue de la Toison d'Or, 68 à Bruxelles.

Monsieur André Gilson, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, square Vergote, n° 38.

Monsieur Emile Lejeune Vincent, propriétaire, 48, chaussée de Charleroi, Bruxelles.

Monsieur Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur à Uccle.

Monsieur Fernand Nisot, ingénieur A. I. A., 15, rue d'Edimbourg à Bruxelles.

Monsieur Louis Orts, docteur en droit, 33, avenue Jeanne à Ixelles.

Monsieur Jules Philippon, banquier, 10, square Frère Orban à Bruxelles

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Monsieur Emile Costermans, agent de change, 22, rue Maréchal à Uccle.

Monsieur Maurice Simon, ingénieur, 9, rue de la Station à Péruwelz.

Comte Baudouin Van der Burch, propriétaire, 22, chaussée de Charleroi à Bruxelles.

DELEGUE DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

Monsieur M. Halewyck de Heusch, secrétaire permanent au Recrutement du Personnel de l'Etat, 22, rue Saint-Josse à Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 8 novembre 1949.*

A l'unanimité l'assemblée approuve le bilan et le compte de Profits et Pertes ainsi que la répartition des bénéfices.

Il est donné décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1948 par un vote spécial et unanime conformément à l'article 79 de la loi.

L'assemblée réélit à l'unanimité :

Monsieur Arthur Bemelmans, en qualité d'administrateur,

Monsieur Maurice Simon, en qualité de commissaire,
jusqu'à l'assemblée générale de 1955.

Bruxelles, le 10 novembre 1949.

Certifié conforme.

Un administrateur.

Robert LIPPENS.

Un administrateur,

Comte Albert de BEAUFFORT.

Société Industrielle et Minière du Katanga « Simkat »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 48, rue de Namur.

—

**EXTRAIT DE LA DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 8 NOVEMBRE 1949.**

NOMINATIONS ET POUVOIRS.

Le Conseil appelle aux fonctions de président, M. Victor Brien, ingénieur, 45, rue du Pépin à Bruxelles.

Le Conseil désigne comme administrateur-délégué, M. Georges Raskin, ingénieur, 38, avenue du Parc de Woluwe à Auderghem et comme fondé de pouvoirs, M. Edgard Larielle, ingénieur, 52, avenue Emile Duray à Ixelles.

Le Conseil donne à MM. Brien Victor, Raskin Georges et Larielle Edgard tous pouvoirs à l'effet de, conjointement deux à deux :

- 1°) ouvrir tous comptes au nom de la Société;
- 2°) signer tous approuvés de comptes, clôturer les comptes, les arrêter, en retirer le solde;
- 3°) constituer tous dépôts de titres au nom de la Société, effectuer sur ces dépôts toutes opérations généralement quelconques, entre autres :
 - donner toutes instructions relatives aux coupons, ainsi qu'aux produits des titres et répartitions y afférentes;
 - donner tous ordres d'achat ou de vente de titres;
 - souscrire à toutes émissions, acheter, exercer ou vendre tous droits de souscriptions, retirer tous titres, déposés, achetés ou souscrits, convertir tous titres au porteur en titres nominatifs et vice-versa, effectuer tous transferts, ainsi que toutes opérations de régularisation de titres (échanges, recouppement, etc.), approuver les relevés de titres, mettre fin aux dépôts, donner toutes décharges.

* * *

M. Charles Hulet, licencié en sciences commerciales, 66, rue Alfred Cluysenaar à Saint-Gilles-Bruxelles, est nommé fondé de pouvoirs; le Conseil l'autorise à signer, conjointement avec un administrateur, les chèques et ordres de paiement.

M. Maurice Simon, comptable, 131, avenue Ducpétiaux à Saint-Gilles-Bruxelles, est nommé chef-comptable et est autorisé à signer, conjointement avec un administrateur, les chèques et ordres de paiement.

* * *

Siège administratif.

Le siège administratif de la Société est établi, 48, rue de Namur à Bruxelles.

Bruxelles, le 8 novembre 1949.

Pour extrait conforme.

L'administrateur-délégué,

G. RASKIN.

Le président,

V. BRIEN.

Plantations de Leuze

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : rue Baron de Castro, 62, Etterbeek-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 68897.

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 août 1928, acte n° 11891 - 11892; autorisé par arrêté royal du 27 février 1929; statuts modifiés, annexes du « Moniteur Belge » des 4/5 mars 1935, acte n° 1920; du 5 avril 1947, acte n° 5484, et des 11/12 août 1947, acte n° 15901.

BILAN AU 30 JUIN 1949.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.446.568,—
Réalisable		7.456.451,25
Disponible		3.589.963,69
	Fr.	<u>13.492.982,94</u>

PASSIF.

Envers elle-même	fr.	2.100.000,—
Envers les tiers		912.889,57
Report au 30 juin 1948	9.495.440,98	
à déduire :		
Emoluments Conseil général exerc. 1947-1948	100.000,—	
Bénéfices répartis; dividendes	599.250,—	
		<u>8.796.190,98</u>
Bénéfice exercice 1948-1949		1.683.902,39
	Fr.	<u>13.492.982,94</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais d'exploitation	fr.	4.202.011,12
Amortissements		689.249,—
Report au 30 juin 1948	9.583.040,98	
à ajouter :		
Bénéfices restant à répartir exerc. antérieurs	1.500,—	
	<u>9.584.540,98</u>	
à déduire :		
Contribution spéciale guerre	788.350,—	
	<u>8.796.190,98</u>	
Bénéfice exercice 1948-1949		1.983.902,39
		<u>15.671.353,49</u>
	Fr.	

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	9.583.040,98
à ajouter :		
Bénéfices non répartis exercices antérieurs	1.500,—	
	<u>9.584.540,98</u>	
à déduire :		
Contribution spéciale de guerre	788.350,—	
	<u>8.796.190,98</u>	
Bénéfice brut exercice 1948-1949		6.875.162,51
		<u>15.671.353,49</u>
	Fr.	

REPARTITION DU BENEFICE.

Au Conseil Général et au Personnel	fr.	300.000,—
Report à nouveau		10.480.093,37
		<u>10.780.093,37</u>
	Fr.	

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
du 26 octobre 1949.*

L'assemblée approuve le bilan, le compte de pertes et profits et la répartition bénéficiaire.

Par un vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur mandat pour l'exercice 1948-1949.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Paul Michiels, industriel, 830, chaussée d'Alseberg, à Uccle, président du Conseil d'administration.

M. Charles de Leuze, planteur, 62, rue Baron de Castro, à Etterbeek, administrateur-délégué.

M^{me} Gisèle Boldrino, sans profession, épouse de M. Octave Chalon, 34, rue Van Ostade, à Bruxelles, administrateur.

M. Christo Caranicolas, planteur, résidant à Stanleyville (Congo Belge) administrateur.

M^{me} V^{ve} Constance de Vos, sans profession, 51, avenue de la Renaissance, à Bruxelles, administrateur.

M. Félix Mathieu, planteur, résidant à Stanleyville (Congo Belge), administrateur.

M. Marcel Le Clercq, administrateur de société, Le Cravaal, Drève du Marquis, à Assche-ter-Heide, administrateur.

M. Nicolas Obertin, directeur des Eaux et Forêts, 170, boulevard Georges Patton, Luxembourg, administrateur.

COMMISSAIRES.

M. Henri de Leuze, conservateur des hypothèques, 487, chaussée de Waterloo, à Ixelles.

M. Georges Vandendriessche, inspecteur à l'U. M. H. K., 118, rue du Trône, à Bruxelles.

L'administrateur-délégué,

(s.) Charles de LEUZE.

Société Forestière et Agricole du Mayumbe

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : à Boma (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15170.

Société Congolaise à responsabilité limitée constituée par acte du 22 février 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 19-20 mai 1924, n° 6556 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1924, approuvé par arrêté royal du 26 avril 1924; statuts modifiés par acte du 18 novembre 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 1^{er} novembre 1928, n° 14432 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1928, approuvé par arrêté royal du 13 novembre 1928; par acte du 22 janvier 1937, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 7 février 1937, n° 1225 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1937, approuvé par arrêté royal du 12 février 1937. Par acte du 21 octobre 1948, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 2 décembre 1948 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1949, approuvé par arrêté royal du 29 novembre 1948.

BILAN AU 30 AVRIL 1949.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr. 1,—

En Afrique :

Terrains et forêts	18.396.477,52
Routes et voies	6.219.115,13
Nouvel hôpital	2.838.604,16
Immeubles et installations	13.629.679,21
Matériel divers	24.343.940,56
Réévaluation de l'immobilisé	9.949.483,76

En Europe :

Mobilier et matériel	769.835,35	76.147.136,69
----------------------------	------------	---------------

Réalisable :

Approvisionnements divers, outillage et matériel de rechange en magasin et en cours de route pour servir à l'exploitation	13.447.377,81
Bois en stock, en transit et en cours de réalisation	10.736.699,46

Portefeuille	12.800.000,—	
Débiteurs divers Europe et Afrique	9.463.286,20	
Effets à l'encaissement	2.552.972,10	
	<u> </u>	49.000.335,57

Disponible :

Caisses, banques et chèques-postaux en Europe et en Afrique	17.229.564,33
---	---------------

Divers :

Comptes garanties	598.490,—	
Comptes débiteurs en Europe et en Afrique	2.021.980,20	
Valeurs engagées en Europe et en Afrique	4.851.135,51	
	<u> </u>	7.471.605,71

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et comm.	P.M.	
Cautionnements des agents d'Afrique déposés à la B. C. B.	510.650,—	
Titres déposés en Banque	P.M.	
Marchandises en commande	1.143.763,65	
Welfare indigène	100.117,33	
Déduction sur impôts pour Welfare	1.307.456,—	
Terrains prospectés	2.672.358,11	
Garantie bancaire	99.900,—	
Contrats et engagements divers en cours	P.M.	
	<u> </u>	5.834.245,09
	<u> </u>	<u>Fr. 155.682.887,39</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 151.200 parts sociales sans désignation de valeur nominale	70.000.000,—	
Réserve statutaire	1.320.000,—	
	<u> </u>	71.320.000,—

Amortissements et divers :

Amortissements sur immobilisés	28.755.047,77	
Fonds de Welfare pour œuvres indigènes	2.924.882,67	
Fonds social en faveur des indigènes	500.000,—	
	<u> </u>	32.179.930,44

Dettes de la société envers des tiers :

Créditeurs divers en Europe et en Afrique ...	27.879.302,20	
Dividendes non réclamés	155.687,—	
		28.034.989,20

Divers :

Provision fiscale	4.449.719,—	
Comptes créditeurs provisionnés et divers ..	2.337.282,17	
		6.787.001,17

Comptes d'ordre :

Administrateurs et commissaires - cautionnements titres	P.M.	
Agents d'Afrique déposants de cautionnem.	510.650,—	
Dépôt titres à découvert	P.M.	
Créditeurs pour commandes en cours	1.143.763,65	
Welfare indigène	100.117,33	
Impôts sur Welfare non enrôlés	1.307.456,—	
Prospections forestières	2.672.358,11	
Garantie bancaire	99.900,—	
Contrats et engagements divers en cours	P.M.	
		5.834.245,09

Profits et Pertes :

Report de l'exercice antérieur	1.219.605,24	
Bénéfice de l'exercice	10.307.116,25	
		11.526.721,49
	Fr.	155.682.887,39

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 AVRIL 1949.

DEBIT.

Frais généraux et divers A. C. fr.	5.272.281,85
Amortissements sur immobilisés	5.272.366,47
Frais d'augmentation de capital	1.826.164,40
Solde de l'exercice	10.307.116,25
	Fr. 22.677.928,97

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation et divers	fr. 22.677.928,97
	<u>Fr. 22.677.928,97</u>

Assemblée générale ordinaire du 10 novembre 1949.

Monsieur le Président donne lecture des rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires ainsi que du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 30 avril 1949.

L'assemblée adopte ceux-ci et décide de répartir le solde bénéficiaire de:
fr. 11.526.721,49

comme suit :

Au fonds de réserve sociale	fr. 515.355,80
A reporter à nouveau	1.454.617,69
Dividende :	
fr. 67,48 brut ou fr. 56,00 net aux 75.600 parts sociales anciennes et fr. 22,49 brut ou fr. 18,66 net aux 75.600 parts sociales nouvelles	6.801.073,—
Allocations statutaires	755.675,—
Fonds de prévision	2.000.000,—
	<u>Fr. 11.526.721,49</u>

L'assemblée donne ensuite décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion de l'exercice sous revue.

Par un vote spécial décharge est donnée à ceux des administrateurs et commissaires qui, soit directement, soit indirectement ont pu avoir pendant l'exercice des rapports d'intérêts avec la Société.

Passant au 5° de l'ordre du jour, l'assemblée réélit M. le Comte Guy d'Aspremont-Lynden, en qualité d'administrateur.

A dater de ce jour, le Conseil d'administration sera composé comme suit:

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeck, banquier, Vollezele, Président.

M. Francis Peche, ingénieur civil A. I. G., 19, avenue Ernestine à Ixelles, Administrateur-Directeur.

M. Martin Thèves, ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes à Rhode-Saint-Genèse, Administrateur-Délégué.

M. le Comte Guy d'Aspremont-Lynden, propriétaire, 37, rue Montoyer à Bruxelles, Administrateur.

M. le Général Gaston Heenen, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 15, avenue de l'Orée à Bruxelles, Administrateur.

M. Christian Janssens, ingénieur, 24, avenue des Muguets à Crainhem. Administrateur.

M. Alfred Liénart, ingénieur, 196, avenue de Tervueren à Bruxelles, Administrateur.

M. Marcel Loumaye, avocat honoraire, 26, avenue E. Duray à Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 125, avenue de la Brabançonne à Bruxelles, Administrateur.

M. Alfred Valkenberg, administrateur de sociétés, 1, avenue Hoover à Genval, Administrateur.

et le Collège des commissaires comme suit :

M. Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, 64, rue Stanley à Bruxelles.

M. Frans Terlinck, ingénieur commercial U. L. B., 44, avenue de l'Horizon à Woluwe-Saint-Pierre.

L'administrateur-délégué,

M. THEVES.

Lukolela Plantations

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

établie à Lukolela (Congo Belge).

Siège administratif à Liège, 51, rue du Parc.

Registre du commerce : Liège 10604.

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1922. sous le n° 11878; actes modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du : 24 novembre 1924 (13028), 25 juin 1925 (8257), 24 septembre 1927 (11579), 28 juin 1929 (10731), 12 décembre 1929 (18498).

BILAN AU 30 JUIN 1949.

ACTIF.

Concession et propriété	fr. 500.000,—	
Cultures	7.013.356,75	
Constructions	1.695.788,65	
Matériel	1.742.373,20	10.951.518,60
Magasins de ventes	877.193,12	
Magasins de vivres pour indigènes	38.658,75	
Produits en stock	3.252.220,15	4.168.072,02
Caisses et chèques postaux	252.822,78	
Banquiers en Afrique	5.158.331,61	
Banquiers en Belgique	2.825.900,21	
Banquiers divers	87.886,25	
Débiteurs divers	424.422,35	8.749.363,20
Portefeuille titres		970.250,—
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires		237.500,—
	Fr.	25.076.703,82

PASSIF.

Capital	fr. 11.000.000,—	
Réserve légale	449.160,—	11.449.160,—
Réserve de réévaluation		8.793.822,18
Créanciers divers		723.999,32
Dividendes à payer		130.830,50
Prévision fiscale		150.000,—
Provision pour amortissement sur magasins de ventes		50.000,—
Compte d'ordre : Déposants de cautionnements statutaires		237.500,—
Bénéfice à répartir		3.541.391,82
	Fr. 25.076.703,82	

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1949.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr. 1.558.225,91	
Exploitation, emballages, transports, etc.	7.348.664,62	8.906.890,53
Amortissement sur cultures	800.000,—	
» » constructions	79.426,18	
» » matériel	1.000.000,—	1.879.426,18
Prévision fiscale		150.000,—
Bénéfice à répartir		3.541.391,82
	Fr. 14.477.708,53	

CREDIT.

Bénéfice reporté	fr. 323.681,32	
Intérêts divers		52.913,76
Recettes et inventaires : Cacao, café, bois, magasins, divers		14.101.113,45
	Fr. 14.477.708,53	

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve légale	fr.	160.890,—
Dividende de 6 % (coupon n° 16)		660.000,—
Dividende de 6 % (coupon n° 17)		660.000,—
Dividende de 6 % (coupon n° 18)		660.000,—
Dividende de 6 % (coupon n° 19)		660.000,—
Dividende de 6 % (coupon n° 20)		660.000,—
Solde à reporter		80.501,82
	Fr.	<u>3.541.391,82</u>

Signatures :

Les administrateurs :

Pierre de Gérardon, Léon Helbig de Balzac, V. de Bellefroid, Henri Billon,
Gustave de Bie, Jacques Gallaix, André Thonon.

Les commissaires :

A. Dresse de Lébioles, Pierre Lohest, Léon Rassart, Georges Wauters,
M^{me} Yvonne Fontaine-Brahy.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 14 novembre 1949.*

L'assemblée approuve le bilan, le compte de pertes et profits et la répartition, arrêtés au 30 juin 1949, à l'unanimité.

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

de Gérardon, Pierre, docteur en droit, 23, boulevard Piercot, Liège, président.

Helbig de Balzac, Léon, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles, vice-président.

de Bellefroid, Victor, ingénieur agronome A. I. Gx, 51, rue du Parc, Liège, administrateur-délégué, conseiller technique.

Billon, Henri, docteur en droit, 30, rue des Guillemains, Liège, administrateur.

de Bie, Gustave, ingénieur des arts et manufactures A. I. G., ter heide, Eenbeekstraat, Destelbergen, administrateur.

Gallaix, Jacques, pépiniériste, à Tilff, administrateur.

Thonon, André, administrateur de société, 44, rue Fabry, Liège, administrateur.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Lohest, Pierre, docteur en droit, 44, boulevard Frère-Orban, Liège.

Dresse de Lébioles, Armand, docteur en droit, 2, rue des Cultes, Bruxelles.

Wauters, Georges, industriel, 32, quai du Roi Albert, Liège.

Rassart, Léon, directeur de société, 7, boulevard de la Sauvenière, Liège.

Brahy, Yvonne (épouse Fontaine), professeur de dessin, 24, rue de la Loi, Liège.

Pour copie conforme :

L'administrateur-délégué,

V. de BELLEFROID.

Plantations de Djombo

Société congolaise à responsabilité limitée

Autorisée par arrêté royal du 23 septembre 1931.

Siège social : Djombo via Lisala (Congo Belge).

Siège administratif : 90, avenue de l'Université, Bruxelles.

Registre du commerce : Bruxelles 54.366.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1948.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.946.921,35
Disponible		371.865,35
Réalisable		1.217.315,91
Participation		100.000,—
Réévaluation d'actif		2.883.703,—
	Fr.	<u>7.519.805,61</u>

PASSIF.

Capital	fr.	3.000.000,—
Réserve statutaire		116.297,12
Provisions pour contributions		312.741,—

Provisions pour rapatriement	100.000,—
Créditeurs divers	859.677,23
Reports 1947	6.211,68
Bénéfice 1948	241.175,58
Provisions pour réévaluation d'actif	2.883.703,—
Fr.	<u>7.519.805,61</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	515.637,89
Amortissements		457.740,40
Rétributions		1.500.424,34
Charges sociales		73.618,13
Bénéfice 1948		241.175,58
Fr.		<u>2.788.596,23</u>

CREDIT.

Recettes d'exploitation	fr.	2.788.596,23
Fr.		<u>2.788.596,23</u>

Certifié conforme,

Le Président,
Georges HENRY.

Cotonnière Coloniale « Colocoton »

Société congolaise à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le dix-neuf octobre à quinze heures

Au siège administratif, à Bruxelles, rue Joseph II, numéro 18.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Cotonnière Coloniale » en abrégé « Colocoton » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Katanda (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, numéro 18, (Registre du Commerce de Bruxelles, numéro 24.381) constituée suivant acte sous seing privé en date du six juin mil neuf cent vingt-cinq, autorisé par arrêté royal du premier juillet mil neuf cent vingt-cinq et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent vingt-cinq et déposés ensuite au rang des minutes de Maître Vuylsteke, notaire à Schaerbeek, le vingt-trois mai mil neuf cent vingt-huit et publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » des onze/douze juin mil neuf cent vingt-huit, numéro 8.821.

Les statuts de la société modifiés à diverses reprises, ont été modifiés en dernier lieu et coordonnés suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt-deux juin mil neuf cent quarante-neuf, autorisés par arrêté royal en date du vingt-deux août mil neuf cent quarante-neuf et publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-six/vingt-sept septembre mil neuf cent quarante-neuf, sous le numéro 19.079 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent quarante-neuf.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. — La Compagnie du Congo Belge, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge) propriétaire de sept mille huit cent neuf parts sociales, soit : 7.809

Ici représenté par son Président et administrateur-délégué, Monsieur Georges Geerts, ingénieur, demeurant à Etterbeek, avenue Edmond Mesens, numéro 63, suivant procuration du quatorze de ce mois.

2. — Monsieur Léon Ernenst, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Hoef, numéro 24, propriétaire de quatre mille six cent trente-neuf parts sociales 4.639

3. — Monsieur René Claes, administrateur de sociétés, demeurant à Katanda, (Congo Belge), propriétaire de quatorze cent quarante-trois parts sociales 1.443

Ici représenté par Monsieur Alphonse Engels, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze de ce mois.

4. — Monsieur Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire au Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue du Hoef, n° 24, propriétaire de deux cent quarante-six parts sociales 246

5. — Monsieur Robert Tytgat, ingénieur A. I. G., demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 125, propriétaire de treize cent cinquante parts sociales 1.350

6. — Monsieur Arthur-Edouard de San, docteur en droit, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Brugmann, numéro 71, propriétaire de cent parts sociales 100

7. — Monsieur Firmin Delvoye, industriel, demeurant à Uccle, avenue Hamoir, numéro 56b, propriétaire de cent parts sociales 100

Ici représenté par Monsieur Paul-Emile Willocx, ci-après nommé, suivant procuration du dix-huit de ce mois.

8. — Monsieur Paul-Emile Willocx, industriel, demeurant à Ixelles, rue Paul-Emile Janson, numéro 11, propriétaire de cent parts sociales 100

9. — Monsieur Jules Drèze, directeur de banque, demeurant à Verviers, avenue de Spa, numéro 23, propriétaire de cent parts sociales 100

10. — Monsieur Henri Vervoort, agent de change agréé, demeurant à Anvers, avenue du Margrave, numéro 163a, propriétaire de une part sociale 1

11. — Madame Berthe Van Eeckhoudt, sans profession, veuve de Monsieur Evariste Tillieu, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 189, propriétaire de cent quarante-six parts sociales 146

Ici représentée par Monsieur Paul-Emile Willocx, prénommé, suivant procuration du douze de ce mois.

12. — Monsieur Jules Delwaide, lainier, demeurant à Verviers, rue Laoureux, numéro 7, propriétaire de cinq parts sociales 5

Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du onze de ce mois.

13. — Monsieur Jacques de la Croix, industriel, demeurant à Verviers, avenue de Spa, propriétaire de douze parts sociales 12

Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du douze de ce mois.

14. — Monsieur Nicolas Nols, négociant, demeurant à Dison, rue Pisseroule, numéro 150, propriétaire de trois parts sociales 3

- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du dix de ce mois.
15. — Monsieur Jean Marie Dossin, négociant en laines, demeurant à Heusy, rue de l'Etang, numéro 38, propriétaire de trente-six parts sociales 36
- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du onze de ce mois.
16. — Monsieur Otto Longtain, industriel, demeurant à Verviers, rue Rogier, propriétaire de quarante-huit parts sociales 48
- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du douze de ce mois.
17. — Monsieur François Devaux, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue de la Victoire, numéro 101, propriétaire de soixante-six parts sociales 66
- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du douze de ce mois.
18. — Monsieur François Nelissen, fabricant, demeurant à Dison, propriétaire de six parts sociales 6
- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du douze de ce mois.
19. — Monsieur François Nelissen, fils, fabricant, demeurant à Dison, rue Pisseroule, propriétaire de six parts sociales 6
- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du douze de ce mois.
20. — Monsieur Léonard Engel, sans profession, demeurant à Ensival, rue de Pépinster, propriétaire de six parts sociales 6
- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du douze de ce mois.
21. — Monsieur Joseph Poirier, rentier, demeurant à Verviers, avenue de Spa, numéro 27, propriétaire de vingt-huit parts sociales 28
- Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du dix-sept de ce mois.
22. — Madame Bertha Polis, veuve de Monsieur Marcel Defays, sans profession, demeurant à Verviers, chaussée de Heusy, propriétaire de cinq parts sociales 5
- Ici représentée par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du quatorze de ce mois.
23. — Mademoiselle Amélie Mignot, employée, demeurant à Verviers, avenue de Spa, propriétaire de seize parts sociales 16
- Ici représentée par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant
procuration du onze de ce mois.

24. — Madame Marie-Louise de Spa, sans profession, épouse de Monsieur René Dossin, demeurant à Verviers, rue de Liège, numéro 24, propriétaire de trente-quatre parts sociales 34

Ici représentée par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du treize de ce mois.

25. — Monsieur Maurice Damseaux, industriel, demeurant à Verviers, rue de Limbourg, propriétaire de quarante-deux parts sociales 42

Ici représenté par Monsieur Nicolas Masson, ci-après nommé, suivant procuration du onze de ce mois.

26. — Monsieur Lucien Bailly, comptable, demeurant à Dison, rue Mont, propriétaire de six parts sociales 6

Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du douze de ce mois.

27. — Monsieur Nicolas Masson, lainier, demeurant à Henri-Pré, Renoupré, Verviers, propriétaire de deux cents parts sociales 200

28. — Monsieur Modeste Fransolet, industriel, demeurant à Verviers, rue du Prince, propriétaire de six parts sociales 6

Ici représenté par Monsieur Nicolas Masson, prénommé, suivant procuration du douze de ce mois.

29. — Madame Joséphine Filieu, veuve de Monsieur Ledent, propriétaire, demeurant à Andrimont, rue des six cents franchimontois, numéro 48, propriétaire de une part sociale 1

Ici représentée par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du treize de ce mois.

30. — Monsieur Joseph Delwick, tanneur, demeurant à Andrimont, rue des six cents Franchimontois, numéro 48, propriétaire de cinq parts sociales 5

Ici représenté par Monsieur Jules Drèze, prénommé, suivant procuration du treize de ce mois.

Ensemble seize mille cinq cent soixante-cinq parts sociales 16.565

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article vingt-sept des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Arthur-Edouard de San, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur le vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, Alphonse Engels et choisit comme scrutateurs, Messieurs Robert Tytgat et Georges Geerts, tous prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modifications aux articles suivants des statuts :

Article premier. — Pour le rédiger comme suit :

La présente société congolaise par actions à responsabilité limitée a été constituée sous la dénomination de « Cotonnière Coloniale » « Colocoton ».

Article vingt-sept. — Premier alinéa. — Pour remplacer le texte actuel par le texte ci-après :

« L'assemblée générale se réunira une fois par année, le dernier mercredi d'octobre à quinze heures ».

Article trente-cinq. — Remplacer le mot « premier » par le mot « dernier ».

Article quarante-quatre. — Pour remplacer le texte actuel par le texte ci-après qui s'appliquera pour la première fois à la répartition des bénéfices de l'exercice social mil neuf cent quarante-huit/mil neuf cent quarante-neuf.

La répartition du bénéfice net se fera de la manière et dans l'ordre suivants :

1) Cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

2) La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de soixante-quinze francs brut à chacune des parts sociales.

3) Du surplus, quinze pour cent aux administrateurs et commissaires qui les répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

4) Le solde sera partagé à titre égal entre toutes les parts sociales à moins que sur la proposition du Conseil d'administration, l'assemblée ne décide d'affecter tout ou partie de ce solde à des comptes de réserves ou à un report à nouveau.

Toutefois, si des circonstances exceptionnelles l'exigent, l'assemblée pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, décider d'affecter la totalité du bénéfice à des comptes de réserve ou à un report à nouveau.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt-huit des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du sept octobre mil neuf cent quarante-neuf.

L'« Echo de la Bourse », numéro du sept octobre mil neuf cent quarante-neuf.

L'« Informateur Economique et Financier », numéro du sept et huit octobre mil neuf cent quarante-neuf.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article trente et un des statuts.

IV. — Que sur les vingt-huit mille sept cent-dix parts sociales de la société, la présente assemblée réunit seize mille cinq cent soixante-cinq parts sociales, soit plus de la moitié des titres existants.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-sept des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, au cours duquel il fait part qu'après réduction légale du nombre des voix attachées aux titres appartenant à la Compagnie du Congo Belge, le nombre de voix pour lequel il sera pris part au vote est ramené à quatorze mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit. l'assemblée prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée, amendant son ordre du jour, décide d'apporter aux statuts, les modifications suivantes :

L'article premier est remplacé par :

« La présente société congolaise par actions à responsabilité limitée »
» pour dénomination : « Cotonnière Coloniale » par abréviation « Colo-
» coton ».

Article vingt-sept. — Le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

« L'assemblée générale se réunira une fois par année, le dernier mercredi d'octobre à quinze heures ».

Article trente-cinq. — Les mots « premier mercredi » sont remplacés par « dernier mercredi ».

Article quarante-quatre. — Le texte de cet article est remplacé par :

« La répartition du bénéfice net se fera de la manière et dans l'ordre »
» suivants :

» 1) Cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve.

» Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve »
» atteint le dixième du capital social.

» 2) La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de soixante-quinze francs brut à chacune des parts sociales.

» 3) Du surplus, quinze pour cent aux administrateurs et commissaires »
» qui les répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

» 4) Le solde sera partagé à titre égal entre toutes les parts sociales à »
» moins que sur la proposition du Conseil d'administration, l'assemblée »
» ne décide d'affecter une partie de ce solde à des comptes de réserve ou »
» à un report à nouveau, étant entendu que dans ce cas il sera distribué »
» aux parts sociales à titre de second dividende une somme au moins »
» égale à cinquante pour cent de la somme portée aux comptes de réserve.

» Toutefois, si des circonstances exceptionnelles l'exigent, l'assemblée
» pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, décider d'affecter
» la totalité du bénéfice à des comptes de réserve ou à un report à nou-
» veau ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité pour les articles premier, vingt-sept et trente-cinq, à l'unanimité moins une voix pour l'article quarante-quatre.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'article quarante-quatre ci-dessus modifié s'appliquera, pour la première fois à la répartition des bénéfices de l'exercice social mil neuf cent quarante-huit/mil neuf cent quarante-neuf.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité moins une voix.

La séance est levée à quinze heures cinquante minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire
(signé) A.-E. de San, A. Engels, R. Tytgat, G. Geerts, L. Ernenst, P.-E. Willocx, J. Drèze, H. Vervoort, N. Masson, Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-six octobre 1949.

Volume 1358, folio 54, case 1, cinq rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance
séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven,
notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, n° 9073.

Bruxelles, le 8 novembre 1949.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M.
Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 novembre 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M.
Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 novembre 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Banque du Congo Belge

SITUATION AU 31 AOUT 1949.

ACTIF.

Encaisse-or	fr.	977.129.855,32
Compte spécial de la Colonie (*)		105.134.438,25
Encaisses diverses		22.388.788,51
Avoirs aux Offices des chèques postaux		11.811.616,18
Avoirs en banque		
en Belgique		328.365.032,23
à l'étranger		1.247.734.883,39
Portefeuilles - titres		373.300.363,04
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger		7.659.638.337,56
Effets commerciaux		694.742.707,20
Débiteurs		311.971.806,59
Etat Belge		531.245.999,80
Immeubles et Matériel		22.355.882,06
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme		46.898.296,90
Débiteurs pour contrats de change à terme		304.478.894,20
Divers		15.429.394,55
	Fr.	12.652.626.295,78

PASSIF.

Capital	fr.	20.000.000,—
Réserves		46.370.000,—
Circulation (billets et monnaies métalliques)		2.310.306.401,—
Créditeurs à vue		
divers		6.896.748.260,18
Colonie		2.303.314.553,74
Créditeurs à terme		222.256.679,08
Créditeurs pour contrats de change à terme		46.898.296,90
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme		304.478.894,20
Transferts en route et divers		502.353.210,68
	Fr.	12.652.626.295,78

(*) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie

Société Anonyme

Siège social : 13, rue de Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3531.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 janvier 1887 (acte n° 1) et du 26 février 1887 (acte n° 319). Actes modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 mai 1887 (acte n° 1022), du 17 mars 1909 (acte n° 1388), du 8 mai 1909 (acte n° 2949), du 12 juillet 1912 (acte n° 4910); aux annexes au « Bulletin Officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé » des 10/11 janvier 1917 (acte n° 63); aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 juin 1920 (acte n° 7374), du 28 août 1920 (acte n° 9368), du 13 janvier 1921 (acte n° 353), du 6 avril 1923 (acte n° 3345), du 13 janvier 1926 (acte n° 422), du 7 mars 1929 (acte n° 2607), du 8 janvier 1936 (acte n° 273), du 5 novembre 1937 (acte n° 14986), des 3/4 juin 1946 (avis n° 11786), du 5 janvier 1947 (acte n° 158).

BILAN AU 30 JUIN 1949

Soixante-deuxième exercice social)
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 21 novembre 1949.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Immeubles	fr. 4.839.925,92	
Mobilier	1,—	
		4.839.926,92

B. — Réalisable :

Portefeuille	224.800.515,50	
Participations syndicales et diverses	882.393,—	
Banques, Chèques postaux et Caisses	16.199.239,76	
Débiteurs	8.223.878,09	
		250.106.026,35

C. — Divers :

Comptes divers	290.653,15
----------------------	------------

D. — Comptes d'ordre :

Aval	P.M.
Cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	P.M.
	Fr. 255.236.606,42

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital :		
12.600 actions privilégiées nominatives	6.000.000,—	
168.000 actions de capital sans désignation de valeur	144.000.000,—	
		150.000.000,—
Fonds de réserve	43.285.103,10	
Fonds de prévision	3.863.187,60	
Attributions résultant de l'impôt sur le capital	12.353.712,96	
		209.502.003,66

B. — *Envers les tiers, sans garanties réelles :*

Versements restant à faire sur titres du por- tefeuille	7.742.500,—	
Dividendes non réclamés	2.446.493,23	
Créditeurs	847.942,91	
		11.036.936,14

C. — *Divers :*

Comptes divers	4.925.646,05
----------------------	--------------

D. — *Comptes d'ordre :*

Aval	P.M.
Cautionnements de MM. les administrateurs et commissaires	P.M.

E. — *Profits et Pertes :*

Bénéfice	29.772.020,57
Fr.	255 236.606,42

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 JUIN 1949.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	3.000.436,55
Taxe sur titres cotés en Bourse		225.624,—
Amortissement sur immeubles		604.990,74
Frais de remplacement des actions		520.883,75
Impositions		3.703.475,—
Solde bénéficiaire		29.772.020,57
Fr.		37.827.430,61

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	fr.	432.193,59
Produit de l'exercice		37.395.237,02
	Fr.	<u>37.827.430,61</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Solde distribuable	fr.	29.772.020,57
au Fonds de réserve		1.500.000,—
	Reste	<u>28 272.020,57</u>
Intérêt statutaire aux 12.600 actions privilégiées —		300.000,—
	Reste	<u>27.972.020,57</u>
du solde :		
10 p. c. au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, sous déduction du report de l'exercice 1947/1948 (fr. 432.193,59)		2.753.982,69
	Reste	<u>25.218.037,88</u>
Aux 168.000 actions de capital sans désignation de valeur, 150 francs net par action		25.200.000,—
A reporter à nouveau	fr.	<u>18.037,83</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est intégralement libéré.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 21 novembre 1949.*

L'assemblée générale, à l'unanimité :

- réélit MM. le Comte Lippens, Edgar Van der Straeten et Anatole De Bauw en qualité d'administrateurs et MM. Fernand Dellicour et Jean Koeckx en qualité de commissaires;
- acte la démission du Vicomte André Simonis de ses fonctions d'administrateur;
- élit définitivement en qualité d'administrateur M. François-Xavier Simonis, industriel, appelé à ces fonctions par le Conseil général en sa séance du 2 juin 1949, en remplacement du Vicomte André Simonis, démissionnaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Maurice, Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, square du Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-président :

M. Firmin Van Brée, directeur de la Société Générale de Belgique, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Edgar Van der Straeten, directeur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, ingénieur A. I. Lg., 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Anatole De Bauw, administrateur-délégué de la Compagnie Cotonnière Congolaise, 107, avenue De Fré, Uccle.

M. Paul Gillet, directeur de la Société Générale de Belgique, 57, rue Albert 1^{er}, Rixensart.

M. Lambert Jadot, conseiller de la Société Générale de Belgique, 15a, rue du Bourgmestre, Ixelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, La Framboisière, 33, avenue des Mûres, Linkebeek.

M. Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Philippson, banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. François-Xavier Simonis, industriel, Le Bois des Récollets, Jehanster par Polleur (Province de Liège).

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Henri Carton de Tournai, avocat près la Cour d'Appel, 38, boulevard Saint-Michel, Etterbeek. *Président.*

M. Fernand Dellicour, procureur général honoraire du Congo Belge, 10, square Vergote, Schaerbeek.

M. Armand de Volder, propriétaire, Château de Doyon, à Doyon par Havelange (Province de Namur).

M. Henri, Comte d'Hanins de Moerkerke, industriel, Château de et à Houtain-le-Val (Province de Brabant).

M. Jean Koeckx, directeur de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Watermael.

Bruxelles, le 23 novembre 1949.

Pour copie certifiée conforme :

Deux administrateurs,

E. VAN der STRAETEN.

Comte M. LIPPENS.

Sarma-Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge)

et le siège administratif à Bruxelles, Galerie du Commerce, 49-51.

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le quatre octobre.

Par devant Nous, Théodore Taymans, notaire de résidence à Bruxelles.

Ont comparu :

1°) La société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « INCO-SARMA », dont le siège social est établi à Léopoldville.

Ici représentée par :

a) Monsieur Jean-Baptiste Van Gysel, ci-après nommé, président du Conseil d'administration;

b) Monsieur Georges Wolff, ci-après nommé, administrateur.

Agissant conformément à l'article trente et un des statuts sociaux.

2°) Monsieur Jean-Baptiste Van Gysel, administrateur de sociétés, demeurant à Meisse « Drij Toren ».

3°) Monsieur Georges Wolff, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Maurice, n° 5.

4°) Monsieur Alfred Vanderkelen, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Broqueville, n° 62.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. — 1^{re} partie.

5°) Monsieur Hubert Niemegeers, administrateur de sociétés, demeurant à Costermansville (Congo Belge).

Ici représenté par Monsieur Edgard Souweine, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue Brugmann, n° 30, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'un acte de procuration sous seing privé en date du dix-huit septembre mil neuf cent quarante-neuf, qui demeurera ci-annexé et sera enregistré avec les présentes.

6°) Monsieur Léon Souweine, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, numéro 145.

7°) Monsieur le Baron Paul de Sadeleer, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, numéro 25.

Lesquels comparants ès qualités, nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts, d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article premier. — Il est formé, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « SARMA-CONGO ».

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration.

Un siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise; le Conseil d'administration fixera l'endroit. Il pourra, par décision du Conseil d'administration être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique et, en cas de nécessité, au Congo Belge. Ces décisions seront publiées par voie d'avis aux annexes du « Bulletin Administratif » ou du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et à l'étranger.

Article trois. — La Société a pour objet la distribution ainsi que la fabrication et le conditionnement de produits de consommation courante au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et à l'étranger.

La Société peut, pour la réalisation de son objet, prospecter, créer et exploiter toutes entreprises connexes, industrielles, commerciales ou autres.

Elle peut obtenir, acquérir, reprendre, exploiter, céder, construire, louer, vendre et échanger toutes propriétés mobilières et immobilières, et tous établissements, matériels et installations.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou de toute autre manière, dans toutes entreprises, associations ou sociétés congolaises, belges ou étrangères, existantes ou futures, dont l'objet, soit directement, soit indirectement, serait similaire, analogue ou connexe au sien, ou dont le concours serait utile pour lui procurer un avantage quelconque au point de vue de la réalisation de tout ou partie de son objet social, ou de l'écoulement de ses produits.

De façon générale, elle peut faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social, ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

L'objet social peut être, en tous temps, étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente années, prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant la constitution de la Société.

Elle peut être dissoute par anticipation ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions prévues par l'article quarante-deux du présent statut et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE DEUXIEME.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social, fixé à vingt millions de francs congolais, est représenté par quatre mille actions de cinq mille francs chacune.

Article six. — Les quatre mille actions sont souscrites en numéraire comme suit :

La société congolaise à responsabilité limitée « Inco-Sarma » représentée comme dit est : trois mille neuf cent cinquante-six act.	3.956
Monsieur Jean-Baptiste Van Gysel : dix actions	10
Monsieur Georges Wolff : dix actions	10
Monsieur Alfred Vanderkelen : dix actions	10
Monsieur Hubert Niemegeers, représenté comme dit est : dix actions	10
Monsieur Léon Souweine : deux actions	2
Monsieur le Baron de Sadeleer : deux actions	2
Ensemble : quatre mille actions	<u>4.000</u>

Les comparants déclarent expressément que chacune des actions souscrites a été libérée à concurrence de vingt pour cent par des versements s'élevant ensemble à quatre millions de francs congolais, qui se trouvent, dès à présent, à la libre et entière disposition de la Société.

Les versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'administration conformément à l'article huit ci-après.

Article sept. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant dans les conditions prévues par l'article quarante-deux ci-après pour les modifications aux statuts, et, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les propriétaires des actions ont le droit de souscrire par priorité des actions nouvelles au prorata de celles qu'ils possèdent au moment de l'augmentation du capital.

Sous cette réserve, le Conseil d'administration aura le droit de passer aux clauses et conditions qu'il déterminera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit. — Le Conseil d'administration fait des appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de la souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé, par lettre recommandée à la poste au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira, de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'administration fixera les modalités de l'exercice de cette libération et les droits y attachés.

Article onze. — Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération par appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article douze. — Il est tenu, soit au siège administratif, soit au siège social, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par les fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Aucun transfert d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles ne peut être inscrit sur le registre.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les huit jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres, conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées, sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, les deux signatures pouvant être apposées au moyen d'une griffe.

Article treize. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leur souscription.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze. — La Société peut émettre des obligations hypothécaires ou non. Le Conseil d'administration en déterminera le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

CHAPITRE TROISIEME.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quinze. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

- 1^{er}) Monsieur Jean-Baptiste Van Gysel;
- 2^e) Monsieur Georges Wolff;
- 3^e) Monsieur Alfred Vanderkelen;
- 4^e) Monsieur Hubert Niemegeers.

Tous comparants préqualifiés.

Le Conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchements de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer. Le Conseil nomme également un secrétaire qui peut ne pas être un administrateur.

Article seize. — Le Conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci, un Comité de Direction dont il fixe les attributions et la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil.

Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la Société des pouvoirs d'administration et de disposition limités ou à titre temporaire.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments, et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement de son vice-président ou, à défaut de celui-ci d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Article dix-huit. — Sauf les cas de force majeure, le Conseil d'administration et le Comité de Direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoirs de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs, ou par un administrateur et un directeur.

Article dix-neuf. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires, par les statuts ou par la loi, est de sa compétence.

Le Conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles;

Consentir ou recevoir des avances, avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit, de bons de caisse ou sous toute autre forme;

Accepter ou consentir tous gages, nantissemments et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée; consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations. Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèque ou de privilège, d'office ou autres de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels. Dispenser le Conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre des inscriptions d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le Conseil d'administration nomme et révoque tous les employés et agents de la Société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Il peut déléguer ses pouvoirs.

Article vingt. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération du Conseil d'administration.

Article vingt et un. — Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

Article vingt-deux. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la Société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

Article vingt-trois. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre.

Sont nommés commissaires pour la première fois :

- 1°) Monsieur Léon Souweine, comparant préqualifié;
- 2°) Monsieur André Lebrun, licencié en sciences agronomiques, demeurant à Sinda Kivu (Rutshuru) Congo Belge.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et, généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Le Collège des commissaires peut se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

L'expert doit être agréé par le Conseil d'administration. A défaut d'agrément, le président du Tribunal du ressort duquel se trouve le siège administratif fait choix de l'expert, sur requête du Collège des commissaires.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-quatre. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de dix actions et, par chaque commissaire un cautionnement de deux actions.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées, et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent l'exécution du mandat, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt-cinq. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-six. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulée à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

CHAPITRE QUATRIEME.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-sept. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt-huit. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le premier mercredi de juin et pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un, aux lieu et heure désignés dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration, peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires, ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt-neuf. — Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, au « Moniteur Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles. Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre.

Article trente. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives autres que les administrateurs et les commissaires doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre des actions pour lesquelles elles désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente et un. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente-deux. — Le Conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines. En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente-trois. — Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux/cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article trente-quatre. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main-levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital, et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente-cinq. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

A. Augmenter ou réduire le capital social;

B. Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société;

C. Proroger le terme de la Société ou la dissoudre anticipativement (sauf en ce qui est prévu à l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales);

D. Modifier les présents statuts.

Article trente-six. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

CHAPITRE CINQUIEME.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente-sept. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante.

Article trente-huit. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante, le Conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente-neuf. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la Société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article quarante. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

De ce bénéfice, il est prélevé :

1°) Cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsqu'il atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment quelconque et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

2°) La somme nécessaire pour payer aux actions de capital un intérêt calculé à raison de six pour cent l'an, *prorata temporis*, sur le montant libéré de leur valeur nominale. Cet intérêt est stipulé, à concurrence de

six pour cent et à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante, récupérable sur le ou les exercices sociaux ultérieurs, dans le cas où un exercice social n'aurait pas permis la distribution d'un dividende.

3°) Du solde, il sera attribué quinze pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus d'un/tiers du tantième d'un administrateur.

Le surplus est réparti entre les actions de capital. Toutefois, l'assemblée générale peut toujours, sur proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce surplus soit à un report à nouveau, soit à des fonds de prévision ou de réserve.

Article quarante et un. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'administration.

Article quarante-deux. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, au « Moniteur Belge ».

CHAPITRE SIXIEME.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante-trois. — En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

L'assemblée jouit, à cette fin, des droits les plus étendus.

Article quarante-quatre. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

CHAPITRE SEPTIEME.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante-cinq. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur ou commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi, ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la Société où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

CHAPITRE HUITIEME.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante-six. — Il peut être tenu une assemblée générale des actionnaires et une séance du Conseil d'administration sans convocation ni ordre du jour préalables immédiatement après la constitution de la société pour statuer, dans les limites des statuts, sur tous objets.

Article quarante-sept. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

Article quarante-huit. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et, en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante-neuf. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à la somme de trois cent mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ès qualités ont signé avec nous, notaire.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le sept octobre 1949, volume 1358, folio 30, case 12, neuf rôles, deux renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (signé) Abras.

ANNEXE.

PROCURATION.

Le soussigné, Hubert Niemegeers, administrateur de sociétés, demeurant à Costermansville.

En vue de la constitution de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de : « SARMA-CONGO », constituée par les présentes, pour son mandataire spécial :

Monsieur Edgard Souweine, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue Brugmann, n° 30.

Auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de concourir en son nom à la constitution de la dite Société.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la Société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération, arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la Société.

Spécialement, souscrire au nom du soussigné dix actions de la dite Société, opérer au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque action, le versement exigé par la loi ou par les statuts.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires qui serait tenue immédiatement après la constitution de la Société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Costermansville, le 18 septembre 1949.

Bon pour pouvoirs, (signé) H. Niemegeers.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le sept octobre 1949, volume 247, folio 44, case 6, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

(signé) T. TAYMANS.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Jacques Mechelynck Masson, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Taymans, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 8446.

Bruxelles, le 11 octobre 1949.

(signé) J. Mechelynck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jacques Mechelynck Masson, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 octobre 1949.

Le Directeur, (signé) J. Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 octobre 1949.

Le Directeur, (signé) Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 14 octobre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 14 October 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Sarma-Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

—
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 4 OCTOBRE 1949.

Les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité sous réserve d'autorisation par arrêté royal de fonder la Société.

1°. — *Nominations :*

Conformément à l'article 15 des statuts, le Conseil élit en qualité de Président, Monsieur J.-B. VAN GYSEL, qui accepte, et nomme aux fonctions de Secrétaire du Conseil, Monsieur J. J. DANSETTE.

2°. — *Pouvoirs :*

Le Conseil d'administration confère à Monsieur Van Gysel, Jean, Président du Conseil, conformément à l'article 16 des statuts, tant en Europe qu'en Afrique et à l'étranger, tous pouvoirs nécessaires à l'effet de :

- 1° — Représenter la Société dans tous les actes concernant la gestion journalière de la Société;
- 2° — Représenter la Société en Justice, tant en demandant qu'en défendant, ainsi qu'auprès du Gouvernement Général de la Colonie et de toutes autorités territoriales et administratives, quelles qu'elles soient.

A l'effet ci-dessus, il a notamment les pouvoirs, au nom de Société pour :

- A. — Acheter des matières premières et marchandises, faire et accepter toutes commandes.
- B. — Traiter avec tous créanciers, débiteurs et comptables, entendre débattre, clore et arrêter tous comptes et en fixer les reliquats.
- C. — Signer et accepter, avaliser, endosser, négocier tous effets de paiement, mandats, chèques, billets à ordre, promesses ou autres documents et les encaisser.
- D. — Représenter la Société dans tous ses rapports avec les administrations publiques, douanes, postes, télégraphes; recevoir toutes valeurs et délivrer tous reçus et décharges.
- E. — Engager et révoquer tous agents, employés et salariés de la Société; déterminer leurs attributions, fixer leurs traitements et émoluments.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, registres et autres documents quelconques; élire domicile et généralement faire ce qui sera nécessaire et utile.

Le président du Conseil peut conférer, en tout ou en partie, les pouvoirs énumérés ci-dessus, pour une durée déterminée.

II. — Les pouvoirs prévus sous les lettres A, C, et D peuvent être exercés, sous sa seule signature, par Monsieur Jacques J. DANSETTE, à concurrence de frs 250.000,—.

III. — Le Conseil d'administration confère à Monsieur NIEMEGEERS, Hubert, administrateur, demeurant à Costermansville (Kivu), conformément à l'article 21 des statuts, tous pouvoirs nécessaires à l'effet de :

- 1° — Représenter la Société en Afrique dans tous actes et affaires concernant la gestion journalière de l'entreprise.
- 2° — Représenter la Société en Justice, tant en demandant qu'en défendant, ainsi qu'auprès du Gouvernement local, de toutes autorités territoriales et administratives, quelles qu'elles soient.

En conséquence, il a, dans les limites ci-dessous, et à concurrence de frs 500.000,—, les pouvoirs pour :

- A. — Acheter des matières premières et marchandises, faire et accepter toutes commandes.
- B. — Traiter avec tous créanciers, débiteurs et comptables, entendre débattre, clore et arrêter tous comptes et en fixer les reliquats.
- C. — Représenter le mandant, dans tous ses rapports avec les administrations publiques, notamment avec les douanes, faire entrer et sortir toutes marchandises; remplir toutes formalités, signer et émarger tous registres et feuilles; formuler toutes demandes, pétitions et réclamations.
- D. — Retirer de l'Administration des Postes, de toutes autres administrations, entreprises de transports; messagerie, roulage et autres, toutes lettres et correspondances chargées et recommandées, tous mandats-postes ou télégraphiques, tous colis, paquets, groupes d'argent; en délivrer reçus et décharges.
- E. — Autoriser à signer tous documents de retraits de fonds ou valeurs quelconques chez toutes administrations, banques, sociétés et caisses, soit publiques, soit privées; effectuer tous virements; signer et endosser, toucher tous chèques, effets de commerce, mandats; recevoir toutes espèces ou valeurs et en donner valablement décharge.
- F. — Engager, révoquer ou congédier tous surveillants ou travailleurs indigènes, sur place, à son intervention.
- G. — Se substituer à un autre mandataire ou subdéléguer, en tout ou en partie, les présents pouvoirs.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, registres et autres documents quelconques; élire domicile et généralement faire ce qui sera nécessaire et utile.

3°. — *Siège social :*

Le Conseil décide d'établir provisoirement le siège social de la Société, au siège de la Banque du Congo Belge à Léopoldville.

4°. — *Siège administratif :*

Le Conseil décide en application de l'article 2 des statuts d'établir le siège administratif de la Société, à Bruxelles, 49-51, Galerie du Commerce.

SARMA-CONGO

Société congolaise à responsabilité limitée.

Le Président,

J. VAN GYSEL.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Gysel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 octobre 1949.

Le Directeur (signé) A. Marquet.

Centrale Immobilière du Katanga (1)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

dont le siège social est à Elisabethville

et le siège administratif à Bruxelles, Galerie du Commerce, 49-51.

—
CONSTITUTION.

L'an mil neuf cent quarante-neuf, le quatre octobre.

Par devant Nous, Théodore TAYMANS, notaire de résidence à Bruxelles.

Ont comparu :

1°) La société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « INCO-SARMA », dont le siège social est établi à Léopoldville.

Ici représentée par :

a) Monsieur Jean-Baptiste Van Gysel, ci-après nommé, Président du Conseil d'administration.

b) Monsieur Georges Wolff, ci-après nommé, administrateur.

Agissant conformément à l'article trente et un des statuts sociaux.

2°) Le Comité Spécial du Katanga, établissement de droit public congolais, dont le siège est à Bruxelles, rue des Petits Carmes, n° 51.

Ici représenté par Monsieur Aimable Bourgeois, expert-comptable, demeurant à Schaerbeek, avenue du Diamant, numéro 51.

En vertu des pouvoirs lui conférés par son Président, Monsieur Emile Gorlia, demeurant à Uccle, avenue de la Sapinière, n° 9, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-neuf septembre dernier.

3°) Monsieur Jean-Baptiste Van Gysel, administrateur de sociétés, demeurant à Meisse « Drij Toren ».

4°) Monsieur Georges Wolff, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Maurice, n° 5.

5°) Monsieur Alfred Vanderkelen, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Broqueville, n° 62.

6°) Monsieur Hubert Niemegeers, administrateur de sociétés, demeurant à Costermansville (Congo Belge).

Ici représenté par Monsieur Edgard Souweine, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue Brugmann, n° 30, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'un acte de procuration sous seing privé en date du vingt-deux septembre écoulé.

(1) Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1949. --- 1^{re} partie.

7°) Monsieur le Baron Paul de Sadeleer, avocat près la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, n° 25.

Les procurations dont s'agit ci-avant demeureront ci-annexées et seront enregistrées avec les présentes.

Lesquels comparants ès qualités, nous ont requis de dresser les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent former comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article un. — Il est formé, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions, à responsabilité limitée sous la dénomination de : CENTRALE IMMOBILIERE DU KATANGA ».

Article deux. — Le siège social est établi à Elisabethville.

Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration.

Un siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise; le Conseil d'administration fixera l'endroit. Il pourra, par décision du Conseil d'administration, être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique et, en cas de nécessité, au Congo Belge. Ces décisions seront publiées par voie d'avis aux annexes du « Bulletin Administratif » ou du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Article trois. — La Société a pour objet principal de construire, sur les terrains visés à l'article cinq et de gérer des immeubles destinés principalement à des magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes. Elle réalisera l'exécution de la convention conclue entre le Comité Spécial du Katanga et Monsieur Jean Van Gysel, le quinze avril mil neuf cent quarante-neuf, que les comparants déclarent parfaitement connaître et dont une copie est annexée aux présentes.

En outre, la Société peut faire, soit pour elle-même, soit pour le compte de tiers ou en participation, au Congo Belge, en Belgique ou à l'étranger, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, en rapport avec son objet social principal ou pour en faciliter la réalisation.

L'objet de la société pourra toujours être modifié, sans toutefois en altérer l'essence, par décision prise en assemblée générale extraordinaire, délibérant suivant les formes prévues par l'article trente-sept, pour la modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre. — La société est constituée pour une terme de trente ans prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant la présente société.

Elle peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement, par décision prise en assemblée générale délibérant dans les conditions re-

quises pour les modifications aux statuts et, dans le cas de prorogation de sa durée, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE DEUXIEME.

CAPITAL SOCIAL — APPORTS — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à vingt millions de francs congolais représenté par vingt mille actions sans désignation de valeur, donnant droit chacune à un/vingt millième (1/20.000^e) de l'avoir social.

Ce capital est souscrit comme suit :

A. — SOUSCRIPTION EN ESPECES.

La société congolaise « INCO-SARMA » précitée; représentée comme dit est : seize mille huit cent septante actions	16.870
Le Comité Spécial du Katanga, représenté comme dit est : mille actions	1.000
Monsieur Jean-Baptiste Van Gysel, prénommé : trente actions ..	30
Monsieur Georges Wolff, prénommé, trente actions	30
Monsieur Alfred Vanderkelen, prénommé, trente actions	30
Monsieur Hubert Niemegeers, prénommé, représenté comme dit est : trente actions	30
Monsieur le Baron de Sadeleer, prénommé : dix actions	10
Ensemble : dix-huit mille actions	18.000

Les comparants ès qualités déclarent expressément que chacune des actions souscrites contre espèces est libérée de vingt pour cent, par des versements s'élevant ensemble à trois millions six cent mille francs, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

B. — APPORTS.

Il est fait apport par Monsieur Jean Van Gysel à la société, sans que rien ne soit réservé ni excepté de tous droits et avantages, obligations et charges quelconques, à résulter de la convention qu'il a conclue en date du quinze avril mil neuf cent quarante-neuf avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle stipule pour la présente société.

En exécution de l'article sept de la dite convention, il est remis au Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire, pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, deux mille actions sans désignation de valeur, entièrement libérées; en outre, et au même titre, il est reconnu au Comité Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital des droits précisés à l'article sept des présents statuts.

La convention précitée du quinze avril mil neuf cent quarante-neuf, règle les conditions auxquelles le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder pendant une période de dix ans ayant pris cours le quinze avril mil neuf cent quarante-neuf, le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de vingt mille mètres carrés, les terrains choisis, d'accord avec lui, et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

Article six. — En cas d'augmentation du capital par l'émission d'actions payables en espèces, il doit être versé un minimum de vingt pour cent sur chaque action nouvelle émise, au moment de la souscription.

Les versements à effectuer sur les titres non entièrement libérés sont décidés par le Conseil d'administration et notifiés aux actionnaires par lettre recommandée, quinze jours au moins avant la date fixée pour le versement.

Tout versement tardif produit de plein droit, à partir du jour de son exigibilité, des intérêts calculés au taux de six pour cent l'an.

Si le versement n'est pas effectué dans le mois de son exigibilité, le Conseil d'administration a le droit de faire vendre les titres de l'actionnaire défaillant, sans mise en demeure, en Bourse ou hors Bourse.

L'adjudication ne pourra avoir lieu qu'au profit d'un acquéreur agréé par le Conseil d'administration et sous réserve de cette agrégation.

Ces mesures peuvent être prises sans préjudice à l'exercice, même simultanément, des moyens ordinaires de droit contre l'actionnaire défaillant, et au droit de lui réclamer le montant restant dû, à titre de dommages-intérêts.

Le Conseil d'administration peut autoriser, à des conditions à déterminer par lui, la libération anticipative des titres.

Article sept. — Le capital social peut être augmenté ou réduit, par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

A chacune des augmentations de capital qui interviendraient avant l'acquisition des terrains visés au paragraphe B de l'article cinq des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement en exécution de l'article sept de la convention du quinze avril mil neuf cent quarante-neuf, dix pour cent des actions nouvellement émises; il aura, en outre, le droit de souscrire au taux d'émission, dix pour cent des actions nouvelles émises.

Ces droits de souscription s'exerceront nonobstant le droit du Comité Spécial du Katanga de souscrire, en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la souscription des actions nouvelles restant disponibles après l'exercice, par le Comité Spécial du Katanga, des droits prévus au second alinéa du présent article, sera offerte par préférence aux titulaires des actions anciennes, au prorata et aux prix et conditions à fixer par le Conseil d'administration.

Dans les limites ci-avant précisées, le Conseil d'administration a la faculté de passer avec des tiers, aux clauses et conditions qu'il fixe, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

Article huit. — Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives.

Les actions, même entièrement libérées, restent nominatives jusqu'au jour où le Conseil d'administration décide d'autoriser, par voie de mesure générale, les conversions en titres au porteur; après cette décision, les actions entièrement libérées peuvent être converties en titres au porteur sur demande du propriétaire.

La première inscription nominative et la première remise des titres au porteur se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives et les conversions des titres au porteur en inscriptions nominatives se font à la demande et aux frais des propriétaires.

Article neuf. — Il est tenu un registre des actionnaires en nom, soit au siège administratif, soit au siège social.

Ce registre contient : la désignation précise de l'actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des actions nominatives en titres au porteur.

Les actionnaires peuvent consulter le registre sans pouvoir en exiger le déplacement.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription dans le registre des actionnaires.

Des certificats non transmissibles, constatant ces inscriptions, seront délivrés aux actionnaires en nom. Ils sont extraits de registres à souches, numérotés, et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un fondé de pouvoirs spécialement délégué à cette fin.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il est relatif.

Les actions au porteur portent des numéros d'ordre. Elles sont signées par deux administrateurs. Ces deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

Ces actions mentionnent : la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication, ainsi que la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société, l'objet social, le siège social et le siège administratif, la durée de la société, le capital social, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits, le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, la répartition des bénéfices et la répartition de l'actif social, en cas de liquidation.

Article dix. — Sous réserve des stipulations de l'article huit, dernier paragraphe, et de l'article onze, la cession des actions nominatives s'opère

par une déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires en nom, datée et signée par le cédant et cessionnaire ou par leur fondé de pouvoirs, ainsi que suivant les règles pour le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire dans le registre le transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par l'autorité compétente.

Aucun transfert d'actions non entièrement libérées ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale du Conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

La cession des actions au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tout autre titre conférant directement ou indirectement droit à ces actions, ne seront négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel de la société qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé signifié à la société, dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si ces titres sont nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession, est faite dans le registre des actionnaires en nom et sur les certificats d'inscription.

S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la Caisse de la Société jusqu'à l'expiration du délai prévu ci-dessus et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

Seront toutefois exceptés de l'application des dispositions reprises aux quatre alinéas précédents, les titres qui représentent l'apport de l'avoir d'une société ayant plus de cinq ans d'existence, et les titres qui, par suite de faillite, d'un concordat ou d'une substitution d'actions aux créances obligataires, sont substitués à des obligations émises depuis deux ans au moins.

Article onze. — L'action est indivisible et la société ne reconnaît qu'un propriétaire par titre.

Si un titre appartient à plusieurs personnes ou si un titre est possédé séparément en usufruit et en nue-propriété, l'exercice des droits afférents à ces titres est suspendu de plein droit jusqu'à ce que les co-propriétaires ou l'usufruitier et le nu-propriétaire aient désigné l'un d'entre eux qui, seul, pourrait exercer ces droits à l'égard de la société.

La possession d'un titre comporte adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer, en aucune manière, dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires, bilans et délibérations de l'assemblée générale.

L'exercice de tous les droits afférents aux actions pour lesquelles les versements appelés et exigibles n'ont pas été opérés, est suspendu tant que ces versements n'ont pas été effectués.

Article douze. — Pendant une période de vingt ans à dater de l'acquisition des terrains visés au paragraphe B, de l'article cinq, la société ne pourra céder tout ou partie de ses installations, ni hypothéquer ses propriétés, sans l'autorisation préalable du Comité Spécial du Katanga.

De plus, elle ne pourra, sans cette autorisation, contracter un emprunt pendant une période de dix ans, à dater du quinze avril mil neuf cent quarante-neuf.

Sous ces réserves, la société peut, par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire, créer et émettre des bons de caisse ou des obligations.

Le type, la valeur, le taux du revenu, le mode et l'époque d'amortissement et de remboursement ainsi que toutes autres conditions d'émission des obligations, seront déterminés par le Conseil d'administration.

Les bons ou obligations sont valablement signés par deux administrateurs. Ces deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

CHAPITRE TROISIEME.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article treize. — La société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

Le nombre des membres du Conseil d'administration est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs seront, en majorité, de nationalité belge.

Un délégué nommé par le Comité Spécial du Katanga exerce, sur les opérations de la société, tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et aux commissaires; il est notamment convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration, du Comité de Direction ou technique et du Collège des commissaires, a voix consultative, reçoit copie des procès-verbaux des séances et de toutes autres communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires.

Ce délégué a droit à une indemnité ou à des jetons de présence, dont le montant est fixé par le Conseil d'administration, d'accord avec le Comité Spécial du Katanga.

Article quatorze. — Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus. Le mandat des premiers administrateurs durera jusqu'à immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-six, laquelle procédera à réélection ou à remplacement.

A partir de cette date, chaque année un ou plusieurs administrateurs sortent de charge immédiatement après l'assemblée générale ordinaire annuelle, suivant le roulement déterminé par un tirage au sort effectué en Conseil d'administration de telle façon qu'aucun administrateur ne reste en fonction pendant plus de six ans. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article quinze. -- En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs, les administrateurs restants et les commissaires réunis en Conseil général ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.

Tout administrateur ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article seize. — Le Conseil d'administration désigne un président parmi ses membres de nationalité belge et nomme son secrétaire qui peut n'être pas administrateur.

Article dix-sept. — Le Conseil d'administration se réunit à l'endroit fixé, sur convocation et sous la présidence de son président ou, à défaut, de l'administrateur-délégué ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que les intérêts de la société l'exigent, ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Sauf cas de force majeure, à mentionner dans le procès-verbal de la réunion, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à la séance. Tout administrateur empêché ou absent peut, par écrit ou par télégramme, donner à un de ses collègues délégation pour le représenter à une séance du Conseil et y voter en son lieu et place; ces pièces sont annexées aux procès-verbal. Le délégant est, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Tout administrateur peut également, mais seulement au cas, où la moitié des membres du Conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, celle du président de la séance est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent de prendre part à la délibération et au vote parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Article dix-huit. — Les délibérations du Conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux inscrits dans un registre, signés au moins par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération

et aux votes, les délégués signant, en outre, pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes et signés par le président ou par deux administrateurs.

Article dix-neuf. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société; accomplir toutes les opérations relatives à son objet et la représentation vis-à-vis des tiers, ainsi que des autorités et diverses juridictions.

Il a notamment les pouvoirs suivants qui sont énonciatifs et non limitatifs :

Il décide tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens meubles ou immeubles, ou concessions quelconques ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes, actions et valeurs de la société.

Il reçoit les sommes dues à la société, donne tous reçus et toutes décharges, sous réserve des stipulations de l'article douze, il contracte tous emprunts avec ou sans hypothèques ou nantissements sur les biens sociaux et consent la voie parée.

Toutefois, les emprunts sous forme d'émission d'obligations ou de bons de caisse doivent être autorisés par une assemblée générale des actionnaires.

Il détermine l'emploi des fonds disponibles et des fonds de réserve.

Il autorise tous compromis, transactions, acquiescements, désistements; il renonce à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutives, donne main-levée d'inscriptions, de saisies et d'oppositions avant ou après paiements.

Il arrête les comptes annuels, délibère et statue sur toutes propositions à faire à l'assemblée générale des actionnaires.

Il fixe l'ordre du jour des assemblées générales et les convoque, s'il y a lieu.

Il nomme, suspend et révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, remises, salaires, gratifications ou participations proportionnelles, ainsi que toutes autres conditions de leur entrée en service ou de leur départ.

Article vingt. — Le Conseil d'administration peut déléguer tels de ses pouvoirs qu'il juge convenables à un Comité de Direction choisi dans son sein et dont il règle le fonctionnement, à un ou plusieurs administrateurs ainsi qu'à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs, pris même en dehors de ses membres.

Le Conseil peut autoriser le Comité de Direction et ses délégués, administrateurs ou autres, à consentir des délégations ou des substitutions de pouvoirs pour des objets déterminés.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées aux alinéas précédents.

Il peut les révoquer en tout temps.

Article vingt et un. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences, soit du président ou d'un administrateur à ce délégué, soit d'un mandataire désigné à cette fin par le Conseil d'administration.

Article vingt-deux. — Tous actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations, à défaut de délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'administration, sont signés par deux administrateurs, qui n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil d'administration.

Les actes de la gestion journalière sont signés par un administrateur-délégué ou par un ou plusieurs agents mandatés à cette fin.

Par décision du Conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Afrique à un ou plusieurs agents agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'administration déterminera.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables, que moyennant les signatures prescrites par les présents statuts.

Article vingt-trois. — Les administrateurs sont les mandataires de la société; ils n'engagent, dans la mesure de leur mandat, que la société, et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt-quatre. — Le Conseil a droit, à titre d'émoluments, à une indemnité fixe dont l'importance est déterminée par l'assemblée générale et maintenue jusqu'à décision contraire de la dite assemblée.

Cette indemnité fixe est imputable sur les frais généraux.

Le Conseil aura, en outre, droit à la part des bénéfices nets stipulés à l'article quarante-quatre.

Le Conseil est autorisé également à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Les administrateurs se répartissent, suivant un règlement d'ordre intérieur établi entre eux, la valeur de l'indemnité et des tantièmes sur les bénéfices sociaux.

Article vingt-cinq. — Les opérations de la société sont surveillées par deux commissaires au moins, nommés par l'assemblée générale et révocables par elle.

L'assemblée générale détermine leur nombre et règle la durée de leur mandat, leur ordre de sortie et leur rééligibilité comme pour les administrateurs.

Les commissaires forment un Collège qui délibère de la manière indiquée pour les administrateurs.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et, généralement, de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires, pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Le Collège des commissaires a toujours le droit de faire convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

Article vingt-six. — Les émoluments des commissaires sont fixés par l'assemblée générale et sont imputables aux frais généraux.

Les commissaires ont, en outre, droit à la part des bénéfices nets stipulés à l'article quarante-quatre.

Le Conseil est autorisé également à accorder aux commissaires chargés de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article vingt-sept. — En garantie de l'exécution de son mandat, chaque administrateur constituera un cautionnement de trente actions et chaque commissaire un cautionnement de dix actions.

Les titres affectés au cautionnement sont nominatifs. Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

CHAPITRE QUATRIEME.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt-huit. — L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des actionnaires titulaires d'actions.

Les délibérations prises conformément aux statuts sont obligatoires pour tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, en proroger le terme, la liquider anticipativement

Elle a le droit de modifier les statuts moyennant autorisation préalable du Comité Spécial du Katanga, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Article vingt-neuf. — Les assemblées générales se composent des actionnaires titulaires d'actions. Ceux-ci peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire ayant lui-même le droit de vote.

Les mineurs, les interdits, les femmes mariées, les personnes civiles, établissements publics et sociétés commerciales peuvent être représentées par un mandataire non actionnaire.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le Conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et en exiger le dépôt en un lieu qu'il indique et dans le délai qu'il fixe.

Article trente. — Les assemblées générales se tiennent au Congo Belge ou en Belgique, au lieu et local qui seront expressément désignés dans la convocation.

Article trente. — Les assemblées générales se tiennent au Congo Belge droit le premier mercredi du mois de juin de chaque année à onze heures et demie et, pour la première fois, en juin mil neuf cent cinquante et un.

Si ce jour est un jour férié légal, la réunion a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée annuelle se tiendra au siège administratif de la société, en Belgique, à moins d'une décision contraire du Conseil d'administration qui devra, en pareil cas, indiquer expressément le lieu de la réunion.

Article trente-deux. — Le Conseil d'administration peut convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire, autant de fois que l'intérêt de la société l'exige.

Il doit les convoquer dans le délai d'un mois au maximum s'il en est requis par une décision du Collège des commissaires ou de la majorité des membres de ce Collège, ou si un nombre d'actionnaires possédant le cinquième du nombre total des voix le requiert, en formulant par écrit les objets à mettre à l'ordre du jour de l'assemblée.

Article trente-trois. — Les convocations pour toutes les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont faites par des annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans un journal quotidien du lieu où la réunion se tient.

Des lettres missives sont adressées, huit jours au moins avant l'assemblée générale, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Si tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée à la poste.

Article trente-quatre. — Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire de titres au porteur doit en effectuer le dépôt au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée, à l'endroit désigné dans les convocations, et produire, avant l'ouverture de la séance, le certificat de dépôt des titres.

Les propriétaires de titres nominatifs doivent faire connaître au Conseil d'administration, au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée, leur intention d'y assister.

Ils y sont admis sur la justification de leur identité.

Ces formalités ne sont pas requises pour les titres nominatifs appartenant aux administrateurs et aux commissaires et constituant leur cautionnement.

Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des titres qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer en assemblée.

Article trente-cinq. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration; il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'administration, ou qui auraient été communiquées au Conseil en temps utile pour être portées à l'ordre du jour et insérées dans les convocations, soit par des actionnaires représentant au moins le cinquième des actions, soit par les commissaires dans le cas où ils requièrent convocation de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition de l'ordre du jour, déposer, au siège social ou au siège administratif, si le Conseil l'admet, les titres en nombre prévu, ou tout au moins, un certificat de dépôt de ces titres en une banque.

Article trente-six. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou par celui des administrateurs qui est désigné, séance tenante, par ses collègues présents.

Le président désigne un secrétaire et choisit parmi les actionnaires réunis, deux scrutateurs, qu'il propose à l'assemblée.

Les membres du Conseil d'administration présents à l'assemblée, complètent le bureau.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Article trente-sept. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises, quelle que soit la portion du capital représentée à l'assemblée, à la majorité des voix y représentées.

Cependant, lorsque l'assemblée générale a à délibérer sur une augmentation ou une réduction du capital, sur une fusion avec une autre société, sur une prorogation ou une dissolution anticipée ou sur toutes modifications de statuts elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du nombre total des voix.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de titres représentés.

Les décisions sur les objets ci-dessus ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois/quarts des voix attachées aux titres représentés.

Le Conseil d'administration a le droit, quel que soit l'ordre du jour de l'assemblée générale, de proroger celle-ci, séance tenante, à trois semaines au maximum.

Cette prorogation annule de plein droit toutes décisions déjà prises.

L'assemblée ne peut être prorogée qu'une seule fois.

Article trente-huit. — Toute personne admise aux assemblées générales y dispose d'autant de voix qu'elle dispose ou représente d'actions.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de titres dépassant la cinquième partie du nombre de titres émis ou les deux/cinquièmes des titres représentés à l'assemblée, que ces titres lui appartiennent en propre ou appartiennent à ses mandants.

Ces limitations ne s'appliquent pas aux actions appartenant au Comité Spécial du Katanga, sans que toutefois ces actions puissent être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur à la moitié plus une.

Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différent, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Le vote a lieu par assis et levé ou par appel nominal, si aucun des membres ne demande le vote secret.

En cas de nomination, si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix, et, en cas de parité des suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Article trente-neuf. — L'assemblée générale annuelle entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu; elle décide la constitution des réserves et leur distribution, s'il y a lieu, sur proposition du Conseil d'administration.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indications fausses, dissimulant la situation réelle de la société.

Article quarante. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'assemblée générale, sont signés par le président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Après dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou par l'un d'eux.

CHAPITRE CINQUIEME.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article quarante et un. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de l'autorisation par arrêté royal et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante.

Le Conseil d'administration dresse à la date du trente juin de chaque année un état sommaire de la situation active et passive de la société. Cet état semestriel est mis à la disposition des commissaires.

Article quarante-deux. — Chaque année et, pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante, le Conseil d'administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et en général, de toutes les dettes actives et passives de la société.

Il évalue l'actif et le passif de la société.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes et toutes pièces annexes, ainsi que le rapport du Conseil d'administration sont mis un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire à la disposition des commissaires qui doivent dans les quinze jours, faire un rapport contenant leurs propositions.

Article quarante-trois. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des fonds publics, actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile, du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation de l'assemblée générale.

Article quarante-quatre. — L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

De ce bénéfice, il est prélevé :

1°) Cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légal; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsqu'il atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment quelconque, et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

2°) La somme nécessaire pour payer aux actions un intérêt calculé à raison de six pour cent l'an, prorata temporis, sur le montant libéré de leur valeur nominale. Cet intérêt est stipulé à concurrence de six pour cent et à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante, récupérable sur le ou les exercices sociaux ultérieurs dans le cas où un exercice social n'aurait pas permis la distribution d'un dividende.

3°) Du solde, il sera attribué quinze pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux, suivant un règlement d'ordre intérieur sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus d'un tiers du tantième d'un administrateur; la part d'un commissaire étant égale à un/tiers d'une part d'administrateur n'exerçant pas de fonctions ou délégations spéciales.

Le surplus est réparti entre les actions. Toutefois, l'assemblée générale peut toujours, sur proposition du Conseil d'administration, affecter tout ou partie de ce surplus, soit à un report à nouveau, soit à des fonds de prévision ou de réserve.

Article quarante-cinq. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration.

Article quarante-six. — Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société, seront, dans le mois de leur approbation, publiés dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

A la suite du bilan seront publiés les nom, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale, ainsi que l'état du capital social au jour de l'assemblée générale.

CHAPITRE SIXIEME.

DISSOLUTION -- LIQUIDATION.

Article quarante-sept. — La société peut, en tout temps, être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions prescrites pour les modifications aux statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, le Conseil d'administration doit soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois/quarts du capital social, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires représentant le quart des voix valablement émises à l'assemblée.

Article quarante-huit. — L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou proportionnels.

La nomination du ou des liquidateurs met fin au mandat des administrateurs et des commissaires.

Les liquidateurs pourront notamment être autorisés, sous réserve de l'accord préalable du Comité Spécial du Katanga, à faire apport à une autre société congolaise, belge ou étrangère, existante ou à constituer, de tout ou partie des droits et avoirs de la société dissoute; les actions de la société pourront être échangées, le cas échéant, contre des titres de la société bénéficiaire de l'apport.

Tout actionnaire donne, par les présents statuts, pouvoirs aux liquidateurs nommés par l'assemblée générale de faire toutes les opérations de liquidation, dans les limites du mandat leur donné par la même assemblée.

Article quarante-neuf. — Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de la société.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société; l'assemblée confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs; elle approuve les comptes de liquidation et donne tous quittus ou décharges.

Article-cinquante. — Après paiement des dettes et des charges de la société, le solde de l'avoir social est réparti entre toutes les actions, en rétablissant, au préalable, l'équilibre des situations, au cas où tous les titres ne seraient pas à ce moment, libérés dans une égale proportion.

CHAPITRE SEPTIEME.

ELECTION DE DOMICILE.

Article cinquante et un. — Tout administrateur, commissaire, liquidateur ou actionnaire est tenu d'élire domicile en Belgique ou au Congo Belge, pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci est censé élu, de plein droit, au siège administratif.

Article cinquante-deux. — Toutes les contestations entre la société et ses associés comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes, soit du siège social au Congo Belge, soit du siège administratif au choix de la société.

Article cinquante-trois. — Aucune action concernant l'intérêt général et collectif de la société ne peut être dirigée contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs, si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une décision de l'assemblée générale.

CHAPITRE HUITIEME.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article cinquante-quatre. — Les présents statuts seront, dans les six mois, déposés en copie au greffe du Tribunal de première instance d'Elisabethville; ils seront publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Toutes modifications ultérieures qui pourraient être faites aux statuts seront de même déposées et publiées.

Article cinquante-cinq. — Le nombre d'administrateurs et commissaires est fixé respectivement, pour la première fois, à cinq et à deux.

Sont appelés aux fonctions de :

Administrateurs :

Monsieur Jean Van Gysel, Monsieur Georges Wolff, Monsieur Alfred Vanderkelen, Monsieur Hubert Niemegeers, tous prénommés et Monsieur le Baron José de Crombrughe de Looringhe, demeurant à Overysse (Notre-Dame-au-Bois).

Commissaires :

Monsieur Paul-Emile de Sadeleer, planteur, demeurant à Punga-Rutshuru Kivu (Congo Belge), et Monsieur Aimable Bourgeois, prénommé.

Article cinquante-six. — Il peut être tenu une assemblée générale des actionnaires et une séance du Conseil d'administration, sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la société, pour statuer, dans les limites des statuts, sur tous objets.

Article cinquante-sept. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la législation congolaise.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et, pour autant que ceux-ci n'y aient pas autrement pourvu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

En vue de répondre au prescrit de l'arrêté royal du vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six, et pour autant que de besoin, il est déclaré que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est d'environ trois cent mille francs.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ès qualités, ont signé avec Nous, notaire.

(suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le sept octobre 1949, volume 1358, folio 31, case 1, douze rôles, quatre renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (signé) Abras.

ANNEXES.

I.

CONVENTION.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, représenté par son vice-président, Monsieur Ary GUILLAUME, d'une part;

et Monsieur Jean VAN GYSEL, administrateur de sociétés, d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1. — Monsieur Jean Van Gysel s'engage à constituer, au plus tard dans les six mois, une société congolaise à responsabilité limitée, par actions, ayant pour objet principal de construire sur les terrains visés par la présente convention, des immeubles destinés primordialement à des magasins genre prix uniques, pour la vente aux indigènes.

Les statuts de cette société, ainsi que leurs modifications ultérieures, devront être préalablement approuvés par le Comité Spécial du Katanga.

Article 2. — Le capital de cette société sera fixé à vingt millions de francs congolais au moins, représenté par vingt mille parts sociales, donnant droit chacune à un vingt millième de l'avoir social.

Article 3. — Pendant une période de dix ans, et aux conditions ci-après, le Comité Spécial du Katanga s'engage à accorder à la société ci-dessus le droit d'occuper et le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de vingt mille mètres carrés, les terrains choisis d'accord avec lui, et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains.

Article 4. — L'occupation et la cession de ces terrains se feront aux conditions du règlement sur la vente et la location des terres du Comité Spécial du Katanga, dans la mesure où la présente convention n'y déroge pas.

Article 5. — Les terrains choisis devront être mis en valeur par des constructions destinées en ordre principal à des magasins genre prix uniques, pour la vente aux indigènes.

Les plans de ces constructions et de leur implantation seront soumis à l'approbation du Comité Spécial du Katanga.

Article 6. — Après le constat de mise en valeur effectué par le Comité Spécial du Katanga, les terrains occupés seront cédés à la Société. Celle-ci devra maintenir ou faire maintenir par ses locataires, la mise en valeur et la destination prévues à l'article précédent, pendant vingt ans à partir de la cession des terrains.

Jusqu'à la fin de cette période, les contrats de location seront soumis à l'approbation du Comité Spécial du Katanga.

Article 7. — A titre de prix forfaitaire pour l'occupation et pour l'acquisition des terrains visés par la présente convention, la Société, à sa constitution, remettra gratuitement au Comité Spécial du Katanga un nombre de parts sociales, entièrement libérées, égal à 10 % du total des parts sociales.

De plus, à chacune des augmentations de capital qui interviendraient avant la cession de ces terrains, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement 10 % (dix pour cent) des parts sociales nouvelles émises.

Article 8. — Le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire, au taux d'émission, 10 % (dix pour cent) des parts sociales émises à la constitution de la Société, et à chacune des augmentations de capital dont il est question à l'article précédent, et ce, nonobstant son droit de souscrire, en tant qu'actionnaire, à toute augmentation de capital au prorata des titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

Article 9. — La Société s'engage à payer au Comité Spécial du Katanga sa quote-part dans les frais d'établissement de la voirie des lotissements dans lesquels elle occupera des terrains.

Cette quote-part sera calculée au prorata de la surface des terrains occupés.

Article dix. — Pendant la période de vingt ans, prévue à l'article six, la Société ne pourra céder tout ou partie de ses installations, ni hypothéquer ses propriétés, sans l'autorisation préalable du Comité Spécial du Katanga.

De plus, elle ne pourra, sans cette autorisation, contracter un emprunt pendant la période de dix ans prévue à l'article trois.

Article 11. — A l'expiration de la présente convention, le Comité Spécial du Katanga reprendra la libre disposition des terrains non mis en valeur, et remboursera à la Société les frais de voirie, dont il est question à l'article neuf, au prorata de la surface de ces terrains.

Article 12. — Sauf stipulation contraire, les termes et délais prévus ci-dessus ont comme point de départ la date de la conclusion de la présente convention.

A part dans les cas de force majeure, leur non observation entraîne de plein droit l'annulation des droits auxquels ils se rapportent.

Article 13. — Tous les frais résultant de la cession des terrains seront à charge de la Société.

Article 14. — Un délégué nommé par le Comité Spécial du Katanga aura sur les opérations de la Société tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et aux commissaires.

Il sera notamment convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration, du Comité de Direction et du Collège des Commissaires. Il y aura voix consultative, recevra copie des procès-verbaux des séances et de toutes les autres communications adressées aux administrateurs et aux commissaires. Ce délégué aura droit à une indemnité ou à des jetons de présence dont le montant sera fixé d'accord avec le Comité Spécial du Katanga.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le quinze avril mil neuf cent quarante-neuf.

(s.) A. GUILLAUME, vice-président du Comité Spécial du Katanga.

(signé) J. VAN GYSEL.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le sept octobre 1949, volume 247, folio 44, case 5, trois rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (signé) Abras.

2.

PROCURATION.

COMITE SPECIAL DU KATANGA.

Le Comité Spécial du Katanga, dont le siège est à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Ici représenté par son président, Monsieur Gorlia, Emile, domicilié, 9, avenue de la Sapinière à Uccle, en vertu des pouvoirs lui conférés par décret du 6 décembre 1900 du Roi Souverain.

Constitue pour son mandataire spécial :

Monsieur Bourgeois, Aimable, Directeur au Comité Spécial du Katanga, domicilié 51, avenue du Diamant, à Schaerbeek, auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

Concourir à la constitution qui aura lieu incessamment par acte notarié de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de :

« CENTRALE IMMOBILIERE DU KATANGA ».

dont le siège social sera établi à Elisabethville, et le siège administratif à Bruxelles.

Le dit acte contiendra les mentions suivantes :

a) *Quant à l'objet de la Société :*

« Art. 3.

- » La Société a pour objet principal de construire, sur les terrains visés
- » à l'article 5, et de gérer, des immeubles destinés primordialement à des
- » magasins, genre prix uniques, pour la vente aux indigènes. Elle réalisera
- » l'exécution de la convention conclue entre le Comité Spécial du Katanga
- » et Monsieur Jean Van Gysel, le 15 avril 1949 ».

b) *Quant aux apports :*

« Art. 5. — « B. apports ».

- » Il est fait apport par Monsieur Jean Van Gysel, à la Société sans que
- » rien ne soit réservé ni excepté, de tous droits et avantages, obligations
- » et charges quelconques, à résulter de la convention qu'il a conclue en
- » date du 15 avril 1949 avec le Comité Spécial du Katanga, en ce qu'elle
- » stipule pour la présente société.

- » En exécution de l'article sept de la dite convention, il est remis au
- » Comité Spécial du Katanga, à titre de prix forfaitaire pour l'occupation
- » et pour l'acquisition des terrains visés ci-après, deux mille parts sociales
- » entièrement libérées; en outre et au même titre, il est reconnu au Comité

» Spécial du Katanga, en cas d'augmentation du capital, des droits précisés à l'article 7 des présents statuts.

» La convention précitée du 15 avril 1949, règle les conditions auxquelles
» le Comité Spécial du Katanga s'engagera à accorder, pendant une période de 10 ans ayant pris cours le 15 avril 1949, le droit d'occupation et
» le droit d'acquérir, jusqu'à concurrence de 20.000 mètres carrés, les
» terrains choisis d'accord avec lui et situés dans les quartiers commerciaux des centres urbains ».

« Art. 7. — A chacune des augmentations de capital qui interviendraient
» avant l'acquisition des terrains visés au § B de l'article 5 des présents statuts, le Comité Spécial du Katanga recevra gratuitement en exécution de l'article 7 de la convention du 15 avril 1949, dix pour cent des
» parts sociales nouvellement émises; il aura, en outre, le droit de souscrire
» au taux d'émission dix pour cent des parts sociales nouvellement émises.

» Ces droits de souscriptions s'exerceront nonobstant le droit du Comité
» Spécial du Katanga de souscrire, en tant qu'actionnaire à toute augmentation du capital, au prorata des titres qu'il détiendra au moment de
» la souscription ».

En conséquence :

Fixer le siège et la durée de la société, le capital social, faire et accepter tous apports notamment les apports ci-dessus spécifiés; fixer la rémunération des dits apports; accepter la remise ci-dessus prévue de 2.000 parts sociales entièrement libérées de la Société à constituer.

Arrêter toutes clauses relatives à l'objet, à l'administration de la société, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts spécialement exerçant le droit de souscription stipulé à l'article 8 de la convention précitée du 15 avril 1949, souscrire au nom du constituant mille parts sociales de la société; opérer sur le montant de chacune de ces parts le versement exigé par la loi et par les statuts.

Prendre part à la nomination des administrateurs et des commissaires, en fixer le nombre et les émoluments.

Participer à toute assemblée qui serait tenue immédiatement après la constitution de la société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour.

Déclarer que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société ou sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de fr. 300.000.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux. élire domicile et, en général, faire le nécessaire.

Ainsi fait à Bruxelles, le 29 septembre 1949.

Bon pour pouvoir, (signé) Emile Gorlia.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le sept octobre 1949, volume 247, folio 44, case 5, sans rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur, (s.) Abras.

PROCURATION.

Le soussigné, Hubert Niemegeers, administrateur de sociétés, demeurant à Costermansville.

En vue de la constitution de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de : « CENTRALE IMMOBILIERE DU KATANGA ».

Constitue, par les présentes, pour mandataire spécial :

Monsieur Edgard Souweine, industriel, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue Brugmann, n° 30.

Auquel il donne tous pouvoirs à l'effet de concourir en son nom à la constitution de la dite société.

En conséquence, fixer le siège et la durée de la Société, le capital social, accepter tous apports, en fixer la rémunération, arrêter toutes clauses relatives à l'administration, aux assemblées générales, à l'inventaire et au bilan, à la répartition des bénéfices et à la réserve, à la dissolution et à la liquidation, ainsi que toutes autres dispositions des statuts de la Société.

Spécialement, souscrire au nom du soussigné trente actions de la dite Société, opérer au moment de la passation de l'acte constitutif, sur le montant de chaque action, le versement exigé par la loi ou par les statuts.

Prendre part à la nomination des administrateurs et commissaires, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Participer à toute assemblée des actionnaires qui serait tenue immédiatement après la constitution de la Société, y émettre tous votes sur les objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification.

Fait à Costermansville, le 22 septembre 1949.

Bon pour pouvoirs (signé) Niemegeers.

Enregistré à Bruxelles A.C. II, le sept octobre 1949, volume 247, folio 44, case 5, sans rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs. ,

Le Receveur (signé) Abras.

Pour expédition conforme.

(s.) T. TAYMANS.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par Nous, Jacques Mechelynck Masson, vice-président ff. de président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Maître Taymans, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs, N° 8447.

Bruxelles, le 11 octobre 1949.

(signé) J. Mechelynck.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jacques Mechelynck Masson, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 11 octobre 1949.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 11 octobre 1949.

Le Directeur (signé) Marquet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
le 14 octobre 1949.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
de 14 October 1949.

(s./g.) P. WIGNY.

Centrale Immobilière du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 4 OCTOBRE 1949.

Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité, sous réserve d'autorisation par arrêté royal de fonder la Société :

1. — *Nomination du Président et du Secrétaire du Conseil.*

Conformément à l'article 16 des statuts, le Conseil élit en qualité de Président, Monsieur J. VAN GYSEL, qui accepte, et nomme Monsieur J. J. DANSETTE en qualité de Secrétaire.

2. — *Pouvoirs*

I. — Le Conseil d'administration confère à Monsieur VAN GYSEL Jean, Président du Conseil, conformément à l'article 20 des statuts, tant en Europe qu'en Afrique et à l'étranger, tous pouvoirs nécessaires à l'effet de :

- 1°. — Représenter la Société dans tous les actes concernant la gestion journalière de la Société;
- 2°. — Représenter la Société en justice, tant en demandant qu'en défendant, ainsi qu'auprès du Gouvernement Général de la Colonie, du Comité Spécial du Katanga, et de toutes autorités territoriales et administratives, quelles qu'elles soient.

A l'effet ci-dessus, il a notamment les pouvoirs pour, au nom de la Société :

- A. — Acheter des matières premières et marchandises, faire et accepter toutes commandes.
- B. — Traiter avec tous créanciers, débiteurs et comptables, entendre débattre, clore et arrêter tous comptes et en fixer les reliquats.
- C. — Signer et accepter, avaliser, endosser, négocier tous effets de paiement, mandats, chèques, billets à ordres, promesses ou autres documents, et les encaisser.
- D. — Représenter la Société dans tous ses rapports avec les administrations publiques, douanes, postes, télégraphe; recevoir toutes valeurs, et délivrer tous reçus et décharges.
- E. — Engager et révoquer tous agents, employés et salariés de la Société; déterminer leurs attributions, fixer leurs traitements et émoluments.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, registres et autres documents quelconques; élire domicile et généralement faire ce qui sera nécessaire et utile.

Le Président du Conseil peut conférer, en tout ou en partie, les pouvoirs énumérés ci-dessus, pour une durée déterminée.

II. — Les pouvoirs prévus sous les littéra A, C et D peuvent être exercés, sous sa seule signature, par Monsieur Jacques J. DANSETTE, à concurrence de frs 250.000,—.

III. — Le Conseil d'administration confère à Monsieur NIEMEGEERS Hubert, administrateur, demeurant à Costermansville (Kivu), conformément à l'article 22 des Statuts, tous pouvoirs nécessaires à l'effet de :

- 1°. — Représenter la Société en Afrique dans tous actes et affaires concernant la gestion journalière de l'entreprise;
- 2°. — Représenter la Société en justice, tant en demandant qu'en défendant, ainsi qu'auprès du Gouvernement local du Comité Spécial du Katanga, et de toutes autorités territoriales et administratives, quelles qu'elles soient.

En conséquence, il a, dans les limites ci-dessous, et à concurrence de frs 500.000,—, les pouvoirs pour :

- A. — Acheter des matières premières et marchandises, faire et accepter toutes commandes.
- B. — Traiter avec tous créanciers, débiteurs et comptables, entendre débattre, clore et arrêter tous comptes et en fixer les reliquats.

- C. — Représenter le mandant dans tous ses rapports avec les administrations publiques, notamment avec les douanes, faire entrer et sortir toutes marchandises; remplir toutes formalités; signer et émarger tous registres et feuilles; formuler toutes demandes, pétitions et réclamations.
- D. — Retirer de l'Administration des Postes, de toutes autres administrations, entreprises de transports, messageries, roulage et autres, toutes lettres et correspondances chargées et recommandées, tous mandats-postes ou télégraphiques, tous colis, paquets, groupes d'argent; en délivrer reçus et décharges.
- E. — Autoriser à signer tous documents de retraits de fonds ou valeurs quelconques chez toutes administrations, banques, sociétés et caisses, soit publiques, soit privées; effectuer tous virements; signer, endosser et toucher tous chèques, effets de commerce, mandats; recevoir toutes espèces ou valeurs et en donner valablement décharge.
- F. — Engager, révoquer ou congédier tous surveillants ou travailleurs indigènes, sur place, à son intervention.
- G. — Se substituer à un autre mandataire ou subdéléguer, en tout ou en partie, les présents pouvoirs.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, registres et autres documents quelconques; élire domicile et généralement faire ce qui sera nécessaire et utile.

3. — *Siège social.*

Le Conseil décide d'établir provisoirement le siège social de la Société au siège de la Banque du Congo Belge à Elisabethville.

4. — *Siège administratif.*

Le Conseil décide, en application de l'article 2 des Statuts, d'établir le siège administratif de la Société à Bruxelles, 49-51, Galerie du Commerce.

CENTRALE IMMOBILIERE DU KATANGA.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Le Président,

J. VAN GYSEL.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Van Gysel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 octobre 1949.

Le Directeur (s.) A. Marquet.

MINISTERE DES COLONIES.

—
AVIS.

Il est porté à la connaissance du public que des exemplaires du « RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION BELGE DU RUANDA - URUNDI, pendant l'année 1948 présenté aux Chambres par M. le Ministre des Colonies » sont mis en vente :

- 1) au Ministère des Colonies,
7, place Royale à Bruxelles,
(1^{er} étage — local 59);
- 2) à l'Office Colonial,
15, rue des Augustins,
à Bruxelles.

Le prix du Rapport est de 350 frs. l'exemplaire.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

—
BERICHT.

Er wordt ter kennis van het publiek gebracht, dat exemplaren van het « VERSLAG OVER HET BELGISCH BESTUUR VAN RUANDA-URUNDI (1948) ingediend bij de Kamers door de Heer Minister van Koloniën » te koop gesteld worden :

- 1) in het Ministerie van Koloniën,
7, Koninklijke Plaats, Brussel,
(1^e verdieping — lokaal 59);
- 2) in het Koloniaal Bureau,
15, Augustijnenstraat.
te Brussel.

De prijs van het verslag is 350 fr. per exemplaar.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 16^e TRANCHE 1949

12 NOVEMBRE 1949.

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	0	200 fr.
	81700	50.000 fr.
	2110	2.500 fr.
	4460	5.000 fr.
	89180	20.000 fr.
	98480	50.000 fr.
	55880	20.000 fr.
1	20211	20.000 fr.
	87851	100.000 fr.
	61	500 fr.
	071	1.000 fr.
	77971	20.000 fr.
	70781	50.000 fr.
2	4172	5.000 fr.
	8672	2.500 fr.
	0092	2.500 fr.
3	2003	2.500 fr.
	30223	100.000 fr.
	0133	5.000 fr.
	4753	10.000 fr.
	4373	10.000 fr.
	195583	500.000 fr.
4	31154	100.000 fr.
5	7505	2.500 fr.
	735	1.000 fr.
	0685	5.000 fr.
6	1326	2.500 fr.
	666	1.000 fr.
	353776	500.000 fr.
	4286	5.000 fr.
7	0537	2.500 fr.
	4657	10.000 fr.
	271587	1.000.000 fr.
	46887	50.000 fr.
8	311708	2.500.000 fr.
	48548	250.000 fr.
	35458	100.000 fr.
	77098	20.000 fr.
9	4089	2.500 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée
au billet entier correspondant.

Dernier jour de paiement par les bureaux des postes : 12 février 1950.

Dernier jour de paiement par la Loterie : 12 mars 1950.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 16^e SCHIJF 1949

12 NOVEMBER 1949

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	0	200 fr.
	81700	50 000 fr.
	2110	2.500 fr.
	4460	5.000 fr.
	89180	20.000 fr.
	98480	50.000 fr.
	55880	20.000 fr.
1	20211	20.000 fr.
	87851	100.000 fr.
	61	500 fr.
	071	1.000 fr.
	77971	20.000 fr.
	70781	50.000 fr.
2	4172	5.000 fr.
	8672	2.500 fr.
	0092	2.500 fr.
3	2003	2.500 fr.
	30223	100.000 fr.
	0133	5.000 fr.
	4753	10.000 fr.
	4373	10.000 fr.
	195583	500.000 fr.
4	31154	100.000 fr.
5	7505	2.500 fr.
	735	1.000 fr.
	0685	5.000 fr.
6	1326	2.500 fr.
	666	1.000 fr.
	353776	500.000 fr.
	4286	5.000 fr.
7	0537	2.500 fr.
	4657	10.000 fr.
	271587	1.000.000 fr.
	46887	50.000 fr.
8	311708	2.500.000 fr.
	48548	250.000 fr.
	35458	100.000 fr.
	77098	20.000 fr.
9	4089	2.500 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Laatste betaaldag door de postkantoren : 12 Februari 1950.

Laatste betaaldag door de Loterij : 12 Maart 1950.

Bulletin Officiel du Congo Belge

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

1949

ANNEXES

A

	Pages
Avis	235, 752, 2202

B

Bericht	235, 752, 2202
Brevets	179, 844, 1868

E

Errata	, 232, 332
------------------	------------

K

Koloniale Loterij.

Trekkingen : 10 December 1948	234
31 December 1948	334
18 Januari 1949	336
5 Februari 1949	504
25 Februari 1949	601
18 Maart 1949	603
5 April 1949.	748
23 April 1949.	750
14 Mei 1949	859
4 Juni 1949	1175
21 Juni 1949	1177
9 Juli 1949	1528
30 Juli 1949	1612

	Pages
20 Augustus 1949.	1614
10 September 1949	1874
1 October 1949	1973
22 October 1949	1975
12 November 1949	2204

L

Loterie Coloniale.

Tirages : 10 décembre 1948	233
31 décembre 1948	333
18 janvier 1949	335
5 février 1949	503
25 février 1949	600
18 mars 1949	602
5 avril 1949	747
23 avril 1949	749
14 mai 1949	858
4 juin 1949	1174
21 juin 1949	1176
9 juillet 1949	1527
30 juillet 1949	1611
20 août 1949	1613
10 septembre 1949	1873
1 octobre 1949	1972
22 octobre 1949	1974
12 novembre 1949	2203

M

Marques de Fabrique	206, 594, 848
-------------------------------	---------------

S

Sociétés Commerciales.

« A. C. A. » (voir Agence Coloniale Automobile).

« Africuir » (voir Société Africaine des Cuir et Dérivés).

« Afridex » (voir Société Africaine d'Explosifs).

Agence Coloniale Automobile « A. C. A. ».

Bilan 31/8/1948	938
---------------------------	-----

Commissaire	939
-----------------------	-----

Conseil d'Administration	939
------------------------------------	-----

« Agrifor » (voir Société Forestière et Agricole du Mayumbe).

Air-Congo.

Dissolution	1375
-----------------------	------

« Arema » (voir Compagnie Minière Arema).

« Auxeltra-Béton » (voir Société Coloniale Auxiliaire d'Entreprises d'Electrification et de Travaux de Béton).

« Auxilacs » (voir Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains).

Auxiliaire Immobilière du Katanga.

Statuts	1727
-------------------	------

Pages

5106776331565422Banque du Congo Belge « B. C. B. ».

Situations . . . 55, 241, 415, 585, 632, 765, 976, 1350, 1542, 1772, 1924, 2153

« B. B. A. » (voir Banque Belge d'Afrique - Belgische Bank voor Afrika).

« B. C. B. » (voir Banque du Congo Belge).

« B. C. K. » (voir Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Kataranga).

« Belgikaétain » (voir Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika).

« Belgikaor » (voir Mines d'Or Belgika).

« Beltexco » (voir Société Belge des Textiles au Congo).

Bétons Industriels « Révélation » (B. I. R.).

Statuts	725
--------------------------	------------

Bijzonder Comité van Katanga.

Bericht aangaande de kosteloze afstanden en concessies	581
--	-----

Reglement op de verkoop en de verhuur van gronden	523
---	-----

Tarief voor verkoop en verhuring van gronden	533
--	-----

« B. I. R. » (voir Bétons Industriels « Révélation »).

« Boproma » (voir Société des Bois et Produits du Mayumbe).

Bourse du Travail du Kasai.

[illegible]

Collège des Commissaires	1968
------------------------------------	------

Conseil d'Administration	1968
------------------------------------	------

Extrait de procès-verbal.

Assemblée générale ordinaire du 13/10/1949 1968

Bouteillerie de Léopoldville.

Bilan 31/12/1948	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	823
-------------------------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	------------

Collège des Commissaires	825
---	------------

Conseil d'Administration	825
---	------------

« Brassekat » (voir Brasseries du Katanga).

Brasserie de Léopoldville.

Administrateurs et Commissaires	836
--	------------

[illegible]

Extraits de procès-verbaux.

Séance du Conseil d'Administration du 15/12/1948	7
--	---

Assemblée générale ordinaire du 3/5/1949	835
--	-----

[illegible]

Brasserie de Stanleyville.

Statuts	1497
--------------------------	-------------

	Pages
Brasseries du Katanga « Brassekat ».	
Bilan 31/12/1948	1351
Conseil d'Administration	1354
Collège des Commissaires	1354
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 20/10/1948	178
Assemblée générale ordinaire du 13/7/1949	1353
« Bricongo » (voir Tuileries et Briqueteries du Congo Belge).	
« Bunge » (voir Société Congolaise Bunge).	
« C. A. A. » (voir Compagnie Agricole d'Afrique).	
« Cafco » (voir Compagnie Congolaise des Cafés).	
« Cafégas » (voir Compagnie de Plantations de Cafés et d'Exploitations Forestières à Stanleyville).	
« Cafria » (voir Comptoirs Africains Antverpia).	
« Catanika » (voir Compagnie Commerciale et Agricole du Tanganika).	
« C. C. A. » (voir Compagnie Congolaise d'Afrique).	
« C. C. B. » (voir Compagnie du Congo Belge).	
« C. C. C. I. » (voir Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie).	
« Cegeac » (voir Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo).	
Central African Agencies.	
Modifications aux statuts	789
Centrale Immobilière du Katanga.	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 4/10/1949	2199
Statuts	2176
« C. F. K. » (voir Compagnie du Chemin de Fer du Katanga).	
« C. F. L. » (voir Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains).	
« Chanado » (voir Chantier Naval de N'Dolo).	
« Chanic » (voir Chantier Naval et Industriel du Congo).	
Chantier Naval de N'Dolo « Chanado ».	
Bilan 31/12/1948	995
Commissaire	997
Conseil d'Administration	997
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 3/6/1949	997
Chantier Naval et Industriel du Congo « Chanic ».	
Administrateurs et Commissaires	994
Bilan 31/12/1948	990
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 9/6/1949	993
Modifications aux statuts	254
Charbonnages de la Luena.	
Administrateurs et Commissaires	1062
Bilan 31/12/1948	1061
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/6/1949	1063

« C. I. M. » (voir Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière).

« Cimenkat » (voir Ciments du Katanga).

Ciments du Katanga « Cimenkat ».

Bilan 31/12/1948	1454
Collège des Commissaires	1457
Conseil d'Administration	1457

Extraits de procès-verbaux.

Séance du Conseil d'Administration du 23/2/1949	611
Assemblée générale ordinaire du 11/7/1949	1457
Modifications aux statuts	11

« Cimnoki » (voir Compagnie Immobilière du Nord du Kivu).

« Citas » (voir Compagnie Industrielle et de Transports au Stanley-Pool).

« C. K. » (voir Compagnie du Kasai).

« C. N. Ki » (voir Comité National du Kivu).

« Cobega » (voir Société pour la fabrication au Congo de boîtes métalliques, et tous articles en tôle émaillée, galvanisée ou en fer blanc).

« Cobelfruit » (voir Compagnie Belge des Fruits Coloniaux).

« Cobelkat » (voir Société de Colonisation Belge au Katanga).

« Cobelmin » (voir Compagnie Belge d'Entreprises Minières).

« Coboma » (voir Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché »).

« Cofima » (voir Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique).

« Cofoka » (voir Compagnie Foncière du Katanga).

« Cogimo » (voir Société Congolaise de Gestion Immobilière).

« Colectric » (voir Société Coloniale d'Electricité).

« Colocoton » (voir Cotonnière Coloniale).

« Colomines » (voir Société Coloniale Minière).

« Colotabac » (voir Société Coloniale des Tabacs).

« Cominoc » (voir Compagnie Minière du Congo Occidental).

« Cominor » (voir Compagnie Minière du Nord de l'Ituri).

Comité National du Kivu « C. N. Ki ».

Avis au public	649
Tarif des frais de mesurage	1

Comité Spécial du Katanga « C. S. K. ».

Avis au sujet des cessions et concessions gratuites	581
Règlement de vente et de location de terres	515
Tarif de vente et de location de terres	532

Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi « Platarundi ».

Bilan 31/12/1948	963
Collège des Commissaires	966
Conseil d'Administration	966

Extrait de procès-verbal.

Assemblée générale ordinaire du 8/6/1949	967
--	-----

	Page:
Compagnie Agricole d'Afrique « C. A. A. ».	
Bilan 31/3/1948	43
Collège des Commissaires	46
Conseil d'Administration	45
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 2/12/1948	46
Modifications aux statuts	365
Compagnie Belge d'Entreprises Minières « Cobelmin ».	
Bilan 31/12/1948	1039
Collège des Commissaires	1042
Conseil d'Administration	1042
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 15/6/1949	1041
Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit ».	
Administrateurs et Commissaires	1006
Bilan 31/12/1948	1004
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale extraordinaire du 21/12/1948.	6
Assemblée générale ordinaire du 24/5/1949	1006
Compagnie Coloniale Belge, alias Plantations et Elevages de Kitobola.	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil Général du 2/8/1949	2088
Statuts	2071
Compagnie Commerciale et Agricole du Tanganika « Catanika ».	
Clôture de la liquidation	1947
Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière « C. I. M. ».	
Administrateurs et Commissaires	1053
Bilan 31/12/1948	1051
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 15/6/1949	1054
Compagnie Congolaise d'Afrique « C. C. A. ».	
Bilan 30/6/1949	2090
Collège des Commissaires	2089
Conseil d'Administration	2089
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 27/10/1949	2089
Modifications aux statuts	348, 1861
Compagnie Congolaise des Cafés « Cafco ».	
Bilan 31/12/1948	1410
Collège des Commissaires	1412
Conseil d'Administration	1412
Compagnie Cotonnière Congolaise « Cotonco ».	
Bilan 31/12/1948	1389
Collège des Commissaires	1393
Conseil d'Administration	1392

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 11/7/1949	1392
Compagnie de la Ruzizi.	
Administrateurs et Commissaires	1311
Bilan 31/12/1948	1308
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 23/6/1949	1312
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga « Elakat ».	
Bilan 31/12/1948	864
Collège des Commissaires	867
Conseil d'Administration	866
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 2/6/1949	868
Séance du Conseil Général du 19/7/1949	1533
Séance du Conseil d'Administration du 11/10/1949	1945
Modifications aux statuts	16, 21
Compagnie de l'Hevea.	
Bilan 31/12/1948	957
Collège des Commissaires	959
Conseil d'Administration	959
Modifications aux statuts	1478
Compagnie de Libenge.	
Bilan 31/12/1948	1907
Collège des Commissaires	1909
Conseil d'Administration	1909
Compagnie de Linea « Linea ».	
Administrateurs et Commissaires	1003
Bilan 31/12/1948	1001
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/6/1949	1003
Compagnie de l'Uele « Uelco ».	
Bilan 30/9/1948	582
Conseil Général	584
Compagnie de Plantations de Cafés et d'Exploitations Forestières à Stanleyville « Cafégas ».	
Dissolution	588
Compagnie de Recherches et d'Exploitations Minières au Ruanda-Urundi « Corem ».	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 7/10/1948	125
Statuts	105
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains « C. F. L. ».	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 29/9/1949	1895
Compagnie des Grands Elevages Congolais « Grelco ».	
Bilan 31/12/1948	945

	Pages
Collège des Commissaires	948
Conseil d'Administration	947
Délégué du Comité Spécial du Katanga	948
Délégué du Ministère des Colonies	948
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 9/6/1949	947
Séance du Conseil Général du 19/7/1949	1532
Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika « Belgikaétain ».	
Bilan 31/12/1948	1931
Collège des Commissaires	1933
Conseil d'Administration	1933
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 3/10/1949	1933
Modifications aux statuts	141
Compagnie des Placages et Contreplacages du Congo.	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 16/5/1949.	2113
Statuts	1191
« Compagnie des Produits du Congo » (voir Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo).	
Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo « Profrigo » (an- ciennement Compagnie des Produits du Congo).	
Bilan 31/12/1948	1398
Collège des Commissaires	1402
Conseil d'Administration	1401
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 15/7/1949	1401
Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga « B. C. K. ».	
Bilan 31/12/1948	1270
Collège des Commissaires	1272
Conseil d'Administration	1272
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 5/7/1949	1273
Séance du Conseil d'Administration du 5/7/1949	1273
Séance du Conseil d'Administration du 1/9/1949	1854
• Modifications aux statuts	149
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga « C. F. K. ».	
Avis	1592
Bilan 31/12/1948	1466
Collège des Commissaires	1470
Conseil d'Administration	1469
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 12/7/1949	1469
Nomination	1564
Compagnie du Congo Belge « C. C. B. ».	
Bilan 31/12/1948	1206
Collège des Commissaires	1209
Conseil d'Administration	1208

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 4/7/1949	1208
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie « C. C. C. I. ».	
Bilan 30/6/1949	2154
Collège des Commissaires	2157
Conseil d'Administration	2157
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil Général du 2/6/1949	1039
Assemblée générale ordinaire du 21/11/1949	2156
Compagnie du Kasai « C. K. ».	
Bilan 31/12/1947	308
31/12/1948	1910
Collège des Commissaires	314, 1917
Conseil d'Administration	314, 1916
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale extraordinaire du 23/12/1948	313
ordinaire du 4/10/1949	1916
Séance du Conseil d'Administration du 19/11/1948	75
27/7/1949	1563
Modifications aux statuts	467, 477
Compagnie du Katanga.	
Bilan 31/12/1948	1394
Collège des Commissaires	1397
Commissaire du Gouvernement	1397
Conseil d'Administration	1396
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/7/1949	1397
Compagnie du Kivu.	
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 5/7/1949	1561
Compagnie du Lomami et du Lualaba « Lomami ».	
Bilan 31/12/1948	1434
Collège des Commissaires	1438
Commissaire du Gouvernement	1438
Conseil d'Administration	1437
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 20/7/1949	1437
Compagnie Financière Africaine.	
Bilan 31/12/1948	794
Collège des Commissaires	796
Conseil d'Administration	796
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 3/5/1949	796
Séance du Conseil d'Administration du 13/9/1949	1944
Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique	
« Cofima ».	
Statuts	1998
Compagnie Foncière du Katanga « Cofoka ».	
Bilan 31/12/1948	1665
Collège des Commissaires	1668
Conseil d'Administration	1667

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/6/1949	1668
Modifications aux statuts	1654
Compagnie Forestière de l'Equateur.	
Bilan 31/12/1948	1300
Commissaire	1302
Conseil d'Administration	1302
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 23/6/1949	1301
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « Cegeac ».	
Administrateurs et Commissaires	952
Bilan 31/12/1948	949
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 8/6/1949	953
Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques au Congo « Cophaco ».	
Bilan 31/12/1946	739
31/12/1947	742
Collège des Commissaires	746
Conseil d'Administration	745
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale extraordinaire du 21/4/1949	745
ordinaire du 26/7/1949	1541
Modifications aux statuts	1132
Compagnie Générale de Transports au Katanga « Transkat ».	
Bilan 31/12/1948	2122
Collège des Commissaires	2125
Conseil d'Administration	2125
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 31/10/1948	2124
Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi « Géoruanda ».	
Administrateurs et Commissaires	1074
Bilan 31/12/1948	1072
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 8/6/1949	1072
Compagnie Immobilière du Congo « Immocongo ».	
Bilan 31/12/1948	954
Collège des Commissaires	956
Conseil d'Administration	956
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	956
Compagnie Immobilière du Domaine de Panzi « Companzi ».	
Statuts	615
Compagnie Immobilière du Nord du Kivu « Cimnoki ».	
Bilan 31/12/1948	1085
Collège des Commissaires	1089
Conseil d'Administration	1088

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 21/6/1949	1089
Compagnie Industrielle et des Transports au Stanley-Pool « Citas ».	
Bilan 31/12/1948	1419
Collège des Commissaires	1423
Conseil d'Administration	1422
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 19/7/1949	1422
Compagnie Jules Van Lancker (anciennement Plantations Jules Van Lancker).	
Bilan 31/12/1948	1260
Collège des Commissaires	1264
Conseil d'Administration	1264
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/6/1949	1263
Compagnie Minière Arema « Arema ».	
Bilan 31/12/1948	1881
Collège des Commissaires	1883
Conseil d'Administration	1883
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 29/9/1949	1884
Modifications aux statuts	56
Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « Mirudi ».	
Bilan 31/12/1948	1896
Collège des Commissaires	1899
Conseil d'Administration	1899
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 4/10/1949	1898
Compagnie Minière de l'Urega « Minerga ».	
Bilan 31/12/1948	1949
Collège des Commissaires	1951
Conseil d'Administration	1951
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 17/9/1948	36
Assemblée générale ordinaire du 5/10/1949	1951
Compagnie Minière des Grands Lacs Africains « Minière-Lac ».	
Bilan 31/12/1948	1952
Collège des Commissaires	1955
Conseil d'Administration	1954
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 5/10/1949	1955
Compagnie Minière du Congo Belge « Mincobel ».	
Bilan 31/12/1948	1216
Conseil Général	1218
Délégué du Gouvernement	1219
Modifications aux statuts	926
Compagnie Minière du Congo Occidental « Cominoc ».	
Bilan 31/12/1948	1326
Collège des Commissaires	1329
Conseil d'Administration	1328
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/6/1949	1328
Modifications aux statuts	384

	Pages
Compagnie Minière du Nord de l'Ituri « Cominor ».	
Bilan 31/12/1948	1956
Collège des Commissaires	1958
Conseil d'Administration	1958
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/9/1949	1958
Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor ».	
Bilan 31/12/1948	1845
Collège des Commissaires	1848
Conseil d'Administration	1848
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/6/1949	1848
Compagnie Pastorale du Lomami « Pastorale ».	
Bilan 31/12/1948	1043
Collège des Commissaires	1046
Conseil d'Administration	1045
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	1045
Séance du Conseil d'Administration du 27/7/1949	1564
Compagnie Sucrière Congolaise « C. S. C. ».	
Bilan 31/12/1948	2126
Collège des Commissaires	2131
Conseil d'Administration	2130
Délégué de la Colonie	2131
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 8/11/1949	2131
« Companzi » (voir Compagnie Immobilière du Domaine de Panzi).	
Comptoirs Africains Antverpia « Cafria ».	
Bilan 30/4/1949	1778
Congo-Kivu.	
Bilan 31/12/1948	1963
Collège des Commissaires	1965
Conseil d'Administration	1964
Congolaise des Boissons.	
Statuts	2027
Congomane.	
Administrateurs et Commissaires	1567
Bilan 31/12/1948	1565
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	1567
Modifications aux statuts	1578
Procès-verbal de carence	1587
Congo Motor Limited.	
Modifications aux statuts	1569
« Cophaco » (voir Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo).	

« Corem » (voir Compagnie de Recherches et d'Exploitations Minières au Ruanda-Urundi).	
« Cotanga » (voir Société Cotonnière du Tanganika).	
« Cotonco » (voir Compagnie Cotonnière Congolaise).	
« Cotonepo » (voir Société Cotonnière du Nepoko).	
Cotonnière Coloniale « Colocoton ».	
Modifications aux statuts	298, 1683, 2146
Crédit Agricole d'Afrique.	
Clôture de la liquidation	418
Crédit Foncier Africain.	
Statuts	1980
« C. S. C. » (voir Compagnie Sucrière Congolaise).	
« C. S. K. » (voir Comité Spécial du Katanga).	
« Culteni » (voir Cultures et Entreprises au Kivu).	
Cultures Equatoriales.	
Bilan 31/12/1948	960
Collège des Commissaires	962
Conseil d'Administration	962
Modifications aux statuts	282
Procuration	829
Cultures et Entreprises au Kivu « Culteni ».	
Bilan 31/12/1948	1928
Commissaire	1930
Conseil d'Administration	1930
Domaine de Cognéc-Kavumu (Anciennes Exploitations M. Dumont de Chassart).	
Clôture de la liquidation	766
Eaux Gazeuses et Frigorifères au Kivu.	
Liquidation	37
« E. G. K. » (voir Entreprises Générales au Kivu).	
« Elakat » (voir Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga).	
Elisabetha.	
Bilan 31/12/1947	342
31/12/1948	1037
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 25/5/1948	343
24/5/1949	1038
Suppression du siège administratif	1126
« Elkasai » (voir Société d'Elevage au Kasai).	
« Entrelco » (voir Société Africaine d'Entreprises Electriques au Congo).	
Entreprises de Génie Civil au Congo « Gécico ».	
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale extraordinaire du 10/2/1949	557
Statuts	542
Entreprises Générales au Kivu « E. G. K. ».	
Modifications aux statuts	76
« Eterco » (voir Eternit du Congo).	

	Pages
Eternit du Congo « Eterco ».	
Bilan 31/12/1948	1407
Collège des Commissaires	1409
Conseil d'Administration	1409
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/7/1949	1408
Modifications aux statuts	534
« Exforka » (voir Exploitations Forestières au Kasai).	
Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro.	
Bilan 31/12/1948	1441
Collège des Commissaires	1444
Conseil d'Administration	1443
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/7/1949	1443
Exploitations Forestières au Kasai « Exforka ».	
Bilan 31/12/1948	1237
Collège des Commissaires	1239
Conseil d'Administration	1239
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/6/1949	1240
« Exploitations M. Dumont de Chassart (voir Domaine de Cognée-Kavumu).	
Fédération d'Entreprises Industrielles.	
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale extraordinaire du 6/4/1949	1416
Statuts	884
Filatures et Tissages Africains « Filtisaf ».	
Bilan 31/12/1948	1227
Collège des Commissaires	1229
Conseil d'Administration	1229
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 2/6/1949	1228
Filatures et Tissages de Fibres au Congo « Tissaco ».	
Collège des Commissaires	1856
Conseil d'Administration	1855
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 24/1/1949	332
Assemblée générale ordinaire du 13/7/1949	1855
« Filtisaf » (voir Filatures et Tissages Africains).	
Fondation Symétain pour l'Amélioration du Bien-Etre des Indigènes.	
Bilan 31/12/1948	943
Fonds Social du Kivu.	
Prévisions budgétaires 1949	268
« Foragrigo » (voir Société Forestière et Agricole Coloniale).	
« Forama » (voir Société Forestière et Agricole du Maniema).	
« Forescom » (voir Société Forestière et Commerciale du Congo Belge).	

« Forminière » (voir Société Internationale Forestière et Minière du Congo).

France-Congo.

Bilan 31/12/1947	340
31/12/1948	1035

Extraits de procès-verbaux.

Assemblée générale ordinaire du 25/5/1948	341
24/5/1949	1036

Suppression du siège administratif	1129
--	------

« Gecico » (voir Entreprises de Génie Civil au Congo).

« Géoruanda » (voir Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi)

Grands Moulins du Kivu.

Bilan 31/12/1947	34
31/12/1948	1616
Collège des Commissaires	36, 1618
Conseil d'Administration	35, 1617
Convocation	1618

« Grelco » (voir Compagnie des Grands Elevages Congolais).

« H. P. K. » (voir Huileries et Plantations du Kwango).

« Huduka » (voir Huileries du Kasai).

« Huilco » (voir Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage).

Huileries du Kasai « Huduka ».

Communication	2114
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale extraordinaire du 26/10/1949	2114

Huileries et Plantations du Kwango « H. P. K. ».

Bilan 31/12/1948	1210
Collège des Commissaires	1213
Conseil d'Administration	1212
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 30/6/1949	1212

Huileries et Raffineries Africaines.

Bilan 31/12/1948	771
Commissaire	772
Conseil d'Administration	772

« Imafor » (voir Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo).

« Imbelco » (voir Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises).

« Immoaf » (voir Société Immobilière et Hypothécaire Africaine).

Immobilière Belgo-Coloniale.

Bilan 31/12/1948	982
Collège des Commissaires	984
Conseil d'Administration	984
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire	983

« Immocongo » (voir Compagnie Immobilière du Congo).

Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises « Imbelco ».

Modifications aux statuts	371, 1340
-------------------------------------	-----------

John Mahieu Aviation.

Extraits de procès-verbaux.

Séance du Conseil d'Administration du 1/3/1948	586
13/12/1948	587

« Kinétain » (voir Les Mines d'Etain de Kindu).

« Kinor » (voir Les Mines d'Or de Kindu).

Kipako-Baron de Launoit.

Extrait de procès-verbal.

Séance du Conseil d'Administration du 2/4/1946	614
--	-----

« Kisanga » (voir Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga).

La Niengelé.

Bilan 31/12/1948	2115
Collège des Commissaires	2115
Conseil d'Administration	2115
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 30/7/1949	1568
7/11/1949	2117

La Sima.

Statuts	778
-------------------	-----

« Léokadi » (voir Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo).

Les Mines d'Etain de Kindu « Kinétain ».

Bilan 31/12/1947	47
31/12/1948	1319
Collège des Commissaires	50, 1322
Conseil d'Administration	49, 1322
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 22/6/1949	1321
Modifications aux statuts	352

Les Mines d'Or de Kindu « Kinor ».

Bilan 31/12/1947	40
31/12/1948	1323
Collège des Commissaires	42, 1326
Conseil d'Administration	42, 1325
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 22/6/1949	1325

« Linea » (voir Compagnie de Linea).

« Lomami » (voir Compagnie du Lomami et du Lualaba).

Lukolela Plantations.

Bilan 30/6/1949	2141
Collège des Commissaires	2144
Conseil d'Administration	2143
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/11/1949	2143

Manufacture de Carreaux de Léopoldville « M. C. L. ».

Délégation de pouvoirs	1601
Statuts	1020

« M. C. L. » (voir Manufacture de Carreaux de Léopoldville).

« Metalkat » (voir Société Métallurgique du Katanga).

« Miluba » (voir Société Minière du Lualaba).

« Minafor » (voir Compagnie Minière en Afrique Orientale).

« Mincobel » (voir Compagnie Minière du Congo Belge).

« Minerga » (voir Compagnie Minière de l'Urega).

Mines d'Or Belgika « Belgikaor ».

Bilan 31/12/1948	1934
Collège des Commissaires	1937
Conseil d'Administration	1937
Extrait de procès-verbal.	

Assemblée générale ordinaire du 3/10/1949	1936
---	------

« Minétain » (voir Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi).

« Minière-Lac » (voir Compagnie Minière des Grands Lacs Africains).

Minoteries du Katanga.

Bilan 31/12/1948	1079
Collège des Commissaires	1079
Conseil d'Administration	1078
Extrait de procès-verbal.	

Assemblée générale ordinaire du 21/6/1949	1078
---	------

« Mirudi » (voir Compagnie Minière au Ruanda-Urundi).

« Multimayumbe » (voir Multiplex du Mayumbe).

Multiplex du Mayumbe « Multimayumbe ».

Bilan 31/12/1948	1413
Collège des Commissaires	1415
Extrait de procès-verbal.	

Assemblée générale extraordinaire du 28/6/1949	1415
--	------

Modifications aux statuts	808
-------------------------------------	-----

Mutuelle Belgo-Coloniale.

Bilan 31/12/1948	1058
Collège des Commissaires	1060
Conseil d'Administration	1060
Extrait de procès-verbal.	

Assemblée générale ordinaire	1060
--	------

« O. C. T. K. » (voir Office Central du Travail du Katanga).

Office Central du Travail du Katanga « O. C. T. K. ».

Avis	1532
Bilan 31/12/1948	1969
Collège des Commissaires	1971
Conseil d'Administration	1971
Extrait de procès-verbal.	

Assemblée générale ordinaire du 13/10/1949	1971
--	------

« Palmegger » (voir Société des Etablissements Egger & Frères).

« Pastorale » (voir Compagnie Pastorale du Lomami).

	Page:
Pêcheries de l'Ituri.	
Bilan 31/12/1948	812
Collège des Commissaires	814
Conseil d'Administration	814
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/5/1949	814
Modifications aux statuts	358
« Petrocongo » (voir Société Anonyme des Pétroles du Congo).	
Plantations de Djombo.	
Bilan 31/12/1948	2144
Plantations de Gombo.	
Bilan 30/6/1948	9
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/12/1948	8
Plantations de la Niongera.	
Clôture de la liquidation	2070
Plantations de Leuze.	
Bilan 30/6/1948	512
30/6/1949	2133
Collège des Commissaires	514, 2135
Conseil d'Administration	514, 2135
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration	977
Assemblée générale ordinaire du 9/2/1948.	513
extraordinaire du 26/10/1949	2135
Plantations de Sinda.	
Bilan 31/12/1948	1403
Commissaire	1406
Conseil d'Administration	1406
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 5/7/1949	1405
Mandataire	325
Statuts	242
Plantations de Thé au Kivu « Theki ».	
Administrateurs et Commissaires	1071
Bilan 31/12/1948	1069
« Plantations Jules Van Lancker » (voir Compagnie Jules Van Lancker).	
Plantations Tabacongo.	
Bilan 31/12/1948	1439
Commissaire	1440
Conseil d'Administration	1440
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	1440
« Platarundi » (voir Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi).	
« Probelco » (voir Société des Produits Belges aux Colonies).	
« Procongo » (voir Société des Produits et Matériaux au Congo).	
« Profrigo » (voir Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo).	

- « Remina » (voir Société Belge de Recherches Minières en Afrique).
- « S. A. A. K. » (voir Société Auxiliaire Agricole du Kivu).
- « S. A. B. » (voir Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut-Congo).
- « S. A. B. » (voir Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo).
- « Sabena » (voir Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne).
- « Safricas » (voir Société Africaine de Constructions).
- « Sanga » (voir Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga).
- « Sapchim » (voir Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels) Sarma-Congo.

Extrait de procès-verbal.

Séance du Conseil d'Administration du 4/10/1949 2173

Statuts 2158

- « S. C. A. M. » (voir Société de Colonisation Agricole au Mayumbe).
- « S. E. C. » (voir Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge).
- « Secli » (voir Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba).
- « Sermikat » (voir Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga).
- « S. G. C. » (voir Société Générale de Cultures).
- « Shun » (voir Société du Haut-Uele et du Nil).
- « Sica » (voir Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge).
- « Siefac » (voir Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo).
- « Simak » (voir Société Immobilière au Kivu).
- « Simkat » (voir Société Belge Industrielle et Minière du Katanga).
- « Simkat » (voir Société Industrielle et Minière du Katanga).
- « S. L. I. » (voir Société de Linea-Idjwi).
- « S. L. K. » (voir Société de Linea-Kihumba).
- « S. L. M. » (voir Société de Linea-Malambo).
- « Socca » (voir Société Commerciale du Centre Africain).

Société Africaine de Construction « Safricas ».

Bilan 31/12/1948 1075

Collège des Commissaires 1077

Conseil d'Administration 1077

Extraits de procès-verbaux.

Séance du Conseil d'Administration du 11/4/1949 777

Assemblée générale ordinaire du 20/6/1949 1077

Modifications aux statuts 1619

Société Africaine de l'Union Chimique Belge.

Statuts 1143

Société Africaine d'Entreprises Electriques au Congo « Entrelco ».

Statuts 2010

Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels « Sapchim ».

Bilan 31/12/1948 806

Collège des Commissaires 807

	Pages
Conseil d'Administration	807
Société Africaine des Cuir et Dérivés « Africuir ».	
Bilan 31/12/1948	775
Collège des Commissaires	777
Conseil d'Administration	776
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 5/4/1949	776
Société Africaine d'Explosifs « Afridex ».	
Statuts	397
Société Agricole et Commerciale de la Busira et du Haut-Congo «S.A.B.»	
Statuts	1790
Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne « Sabena ».	
Bilan 31/12/1948	1918
Collège des Commissaires	1923
Conseil d'Administration	1922
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 23/9/1949	1965
Assemblée générale ordinaire du 1/10/1949	1922
Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo « S. A. B. ».	
Bilan 31/12/1948	1429
Collège des Commissaires	1433
Conseil d'Administration	1432
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 20/7/1949	1432
Société Anonyme des Pétroles du Congo « Petrocongo ».	
Bilan 31/12/1948	1222
Collège des Commissaires	1225
Conseil d'Administration	1225
Délégué de la Colonie	1226
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 10/6/1949	1224
Société Auxiliaire Agricole du Kivu « S. A. A. K. ».	
Bilan 31/12/1948	1382
Collège des Commissaires	1387
Conseil d'Administration	1386
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/7/1949	1386
Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains « Auxilacs ».	
Délégation de pouvoirs	1925
Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina ».	
Administrateurs et Commissaires	1057
Bilan 31/12/1948	1055
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 13/5/1949	1496
Assemblée générale ordinaire du 14/6/1949	1057

	Pages
Société Belge des Textiles au Congo « Beltexco ».	
Bilan 31/12/1948	1887
Collège des Commissaires	1888
Conseil d'Administration	1888
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 26/9/1949	1888
Modifications aux statuts	1857
Société Belge Industrielle et Minière du Katanga « Simkat ».	
Administrateurs et Commissaires	1448
Bilan 31/12/1948	1445
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1449
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 30/3/1949.	610
Assemblée générale ordinaire du 12/7/1949	1448
Société Coloniale Auxiliaire d'Entreprises d'Electrification et de Travaux de Béton « Auxeltre-Béton ».	
Bilan 31/12/1948	1538
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 21/6/1949	1540
Société Coloniale de la Tôle « Socotole ».	
Bilan 31/12/1948	977
Collège des Commissaires	981
Conseil d'Administration	980
Délégué de la Colonie	981
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 10/6/1949	980
Société Coloniale d'Electricité « Colectric ».	
Administrateurs et Commissaires	1049
Bilan 31/12/1948	1046
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 16/6/1949	1049
Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « Socophar ».	
Suppression de pouvoirs	315
Société Coloniale des Tabacs « Colotabac ».	
Bilan 31/12/1948	1109
Collège des Commissaires	1112
Conseil d'Administration	1111
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 1/6/1949	1111
Société Coloniale de Textiles « Socotex ».	
Bilan 30/6/1948	238
Collège des Commissaires	240
Conseil d'Administration	239
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 14/12/1948	240
Assemblée générale ordinaire du 30/3/1949	649
Modifications aux statuts	315

	Pages
Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage « Huilco ».	
Bilan 31/12/1948	968
Collège des Commissaires	971
Conseil d'Administration	971
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée ordinaire du 27/5/1949.	970
Société Coloniale Minière « Colomines ».	
Bilan 30/6/1948	2
Conseil Général	4
Délégué du Gouvernement de la Colonie	5
Délégué du Comité Spécial du Katanga	5
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 15/12/1948	5
Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga « Kisanga ».	
Statuts	1639
Société Commerciale du Centre Africain « Socca ».	
Bilan 31/12/1948	998
Collège des Commissaires	1000
Conseil d'Administration	1000
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	1000
Société Congolaise Bunge « Bunge ».	
Bilan 31/3/1949	1876
Commissaire	1880
Conseil d'Administration	1879
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 9/5/1949	837
Assemblée générale extraordinaire du 28/9/1948	577
9/5/1949	837
ordinaire du 27/9/1949	1879
Société Congolaise de Gestion Immobilière « Cogimo ».	
Administrateurs et Commissaires	1258
Bilan 31/12/1948	1259
Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » « Coboma ».	
Bilan 30/6/1948	606
Collège des Commissaires	609
Comité de Direction	609
Conseil d'Administration	608
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 3/3/1949	608
Modifications aux statuts	686, 1705
Société Congolaise des Pétroles Shell.	
Bilan 31/12/1947	508
Commissaire	509
Conseil d'Administration	509
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 5/10/1948	510
Société Congolaise des Produits Gallic.	
Avenant à l'article 33 des statuts	174
Statuts	160
Société Cotonnière du Bomokandi « Socobom ».	
Bilan 31/7/1948	344

	Pages
Collège des Commissaires	347
Conseil d'Administration	347
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 26/1/1949	346
Séance du Conseil Général du 18/7/1949	1416
Société Cotonnière du Nepoko « Cotonepo ».	
Bilan 31/7/1948	328
Collège des Commissaires	331
Conseil d'Administration	331
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 15/1/1949	330
Société Cotonnière du Tanganika « Cotanga ».	
Bilan 31/12/1948	972
Collège des Commissaires	975
Conseil d'Administration	975
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 2/6/1949	974
Société de Colonisation Agricole du Mayumbe « S. C. A. M. ».	
Bilan 31/12/1948	1112
Collège des Commissaires	1116
Conseil d'Administration	1116
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 20/6/1949	1115
Modifications aux statuts	1629
Société de Colonisation Belge au Katanga « Cobelkat ».	
Bilan 31/12/1948	1289
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 17/6/1949	1291, 1292
Modifications aux statuts	1090
Société de Constructions Métalliques « Socomet ».	
Modifications aux statuts	1558
Société de Crédit au Colonat.	
Bilan 31/12/1948	1900
Collège des Commissaires	1903
Conseil d'Administration	1902
Société d'Elevage au Kasai « Elkasai ».	
Bilan 31/12/1948	1476
Commissaire	1478
Conseil d'Administration	1478
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge « S. E. C. ».	
Bilan 31/12/1948	1293
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 4/1/1949	815
3/5/1949	815
Assemblée générale ordinaire du 20/6/1949	1296
Société de Linea-Idjwi « S. L. I. ».	
Bilan 31/12/1948	838

	Pages
Collège des Commissaires	840
Conseil d'Administration	840
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 11/5/1949	840
Société de Linea-Kihumba « S. L. K. ».	
Bilan 31/12/1948	792
Collège des Commissaires	793
Conseil d'Administration	793
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 10/5/1949	792
Société de Linea-Malambo « S. L. M. ».	
Bilan 31/12/1948	841
Collège des Commissaires	842
Conseil d'Administration	842
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 11/5/1949	843
Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka ».	
Bilan 31/12/1947	650
31/12/1948	1450
Collège des Commissaires	654, 1453
Conseil d'Administration	653, 1453
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 23/2/1949	610
Assemblée générale extraordinaire du 28/3/1949	653
ordinaire du 13/7/1949	1452
Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « Sorekat »	
Bilan 31/12/1948	1234
Collège des Commissaires	1236
Conseil d'Administration	1236
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1236
Société de Recherches Minières du Sud-Katanga « Sud-Kat. ».	
Administrateurs et Commissaires	1306
Bilan 31/12/1948	1303
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 22/6/1949	1307
Assemblée générale ordinaire du 22/6/1949	1307
Société des Bois et Produits du Mayumbe « Boproma ».	
Bilan 31/12/1947	263
Conseil Général	265
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 30/12/1948	265
2/6/1949	985
Modifications aux statuts	449
Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo « Léokadi ».	
Avis	1592
Bilan 31/12/1948	1334
Collège des Commissaires	1349
Conseil d'Administration	1348

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 5/7/1949	1348
Modifications aux statuts	878
Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo « Vicicongo ».	
Bilan 31/12/1948	1889
Collège des Commissaires	1895
Commissaire du Comité Spécial du Katanga	1895
Conseil d'Administration	1894
Délégué de la Colonie	1895
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration 9/2/1949	417
Assemblée générale ordinaire du 13/9/1949	1894
Société des Etablissements Egger & Frères « Palmegger ».	
Bilan 31/12/1948	1033
Collège des Commissaires	1035
Conseil d'Administration	1034
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 11/5/1949	1034
Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga « Sanga ».	
Administrateurs et Commissaires	1333
Bilan 31/12/1948	1330
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/6/1949	1333
Modifications aux statuts	1490
Société des Grandes Boulangeries Africaines.	
Clôture de la liquidation	339
Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « Minétain ».	
Bilan 31/12/1948	1849
Collège des Commissaires	1853
Conseil d'Administration	1852
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/7/1949	1852
Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.	
Bilan 31/12/1948	1355
Collège des Commissaires	1359
Conseil d'Administration	1359
Délégués de la Colonie	1360
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/7/1949	1360
Société des Moulins de Léopoldville.	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 18/3/1949	774
Statuts	634
Société des Pétroles du Congo.	
Statuts	1773

	Pages
Société des Plantations de Dembia.	
Bilan 30/9/1947	678
30/9/1948	826
Commissaire	680, 829
Conseil d'Administration	680, 828
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 6/5/1949	828
Société des Plantations de Gwese.	
Bilan 31/12/1948	869
Collège des liquidateurs	869
Société des Produits Belges aux Colonies « Probelco ».	
Modifications aux statuts	376
Société des Produits et Matériaux au Congo « Procongo ».	
Statuts	560
Société de Transports Rapides, de Commerce et de Mines « Transcomin »	
Bilan 31/12/1948	1885
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 5/4/1949	1886
Mise en liquidation	177
Société de Travaux et d'Entreprises au Congo « Soteco ».	
Statuts	655
Société d'Expansion Commerciale en Afrique « Sodexcom ».	
Bilan 31/12/1948	1122
Collège des Commissaires	1124
Conseil d'Administration	1124
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/6/1949	1124
Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga « Sermikat »	
Bilan 31/12/1948	1471
Collège des Commissaires	1475
Conseil d'Administration	1474
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1475
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 30/3/1949	612
Assemblée générale ordinaire du 12/7/1949	1474
Société d'Imprimerie du Courrier d'Afrique « Sodimca ».	
Modifications aux statuts	390
Rectification	393
Société du Haut-Uele et du Nil « Shun ».	
Administrateurs et Commissaires	1279
Bilan 31/12/1948	1274
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 27/6/1949	1278
Société Equatoriale Congolaise « Lulonga-Ikelemba « Secli ».	
Statuts	1806
Société Forestière et Agricole Coloniale « Foragrigo ».	
Bilan 31/12/1948	1417

	Pages
Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama ».	
Administrateurs et Commissaires	1363
Bilan 31/12/1948	1361
Modifications aux statuts	269
Société Forestière et Agricole du Mayumbe « Agrifor ».	
Bilan 30/4/1949	2136
Collège des Commissaires	2139
Conseil d'Administration	2140
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 8/2/1949	2139
Assemblée générale ordinaire du 10/11/1949	418
Modifications aux statuts	126
Société Forestière et Commerciale du Congo Belge « Forescom ».	
Bilan 31/12/1948	1550
Collège des Commissaires	1553
Conseil d'Administration	1553
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 12/7/1949	1553
Séance du Conseil Général du 9/9/1949	1867
Conseil d'Administration du 9/9/1949	1867
Modifications aux statuts	1554
Société Générale Africaine d'Electricité « Sogelec ».	
Bilan 31/12/1948	1254
Collège des Commissaires	1257
Conseil d'Administration	1256
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 27/6/1949	1257
Séance du Conseil d'Administration du 27/6/1949	1257
Modifications aux statuts	668
Société Générale de Cultures « S. G. C. ».	
Bilan 31/12/1948	1219
Collège des Commissaires	1221
Conseil d'Administration	1221
Société Générale de l'Etain « Sogétain ».	
Administrateurs et Commissaires	1103
Bilan 31/12/1948	1102
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/6/1949	1102, 1105
Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga « Sogefor ».	
Bilan 31/12/1948	1249
Collège des Commissaires	1253
Conseil d'Administration	1252
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 20/6/1949	1253
Séance du Conseil d'Administration du 20/6/1949	1253
Modifications aux statuts	798
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim ».	
Administrateurs et Commissaires	1337

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 12/7/1949	1369
Société Jean Van Gijssel pour l'Elevage et la Culture aux Marungu.	
Statuts	484
Société Métallurgique du Katanga « Metalkat ».	
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 30/6/1948	940
Société Minière Cololacs.	
Bilan 31/12/1948	1213
Conseil Général	1215
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 8/6/1949	1215
Société Minière de Bafwaboli « Somiba ».	
Administrateurs et Commissaires	988
Bilan 31/12/1948	986
Délégué de la Compagnie des Chemins de Fer des Grands Lacs	989
Délégué du Ministère des Colonies	988
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 8/6/1949	989
Société Minière de Kamola « Somika ».	
Administrateurs et Commissaires	1109
Bilan 31/12/1948	1106
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 14/6/1949	1106
Société Minière de Kasongo « Sokamin ».	
Bilan 31/12/1947	819
31/12/1948	821
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale extraordinaire du 17/2/1948	822
Société Minière de Kihembwe « Sokimin ».	
Bilan 31/12/1947	816
31/12/1948	818
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale extraordinaire du 17/2/1948	819
Société Minière de Kindu « Somikin ».	
Bilan 31/3/1949	874
Collège des Commissaires	877
Conseil d'Administration	877
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	876
Modifications aux statuts	1603
Société Minière de la Bili.	
Bilan 31/12/1948	870
Collège des Commissaires	873
Conseil d'Administration	873
Délégué du Ministère des Colonies	873

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 31/5/1949	872
Société Minière de la Luama « Syluma ».	
Administrateurs et Commissaires	1283
Bilan 31/12/1948	1280
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1283
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/6/1949	1283
Modifications aux statuts	321
Société Minière de la Lueta.	
Bilan 31/12/1948	1597
Collège des Commissaires	1600
Conseil d'Administration	1599
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 6/7/1949	1599
Société Minière de l'Aruwimi-Ituri.	
Bilan 31/12/1948	1364
Commissaire	1366
Conseil d'Administration	1366
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 13/7/1949	1366
Modifications aux statuts	2043
Société Minière de la Tele « Tele ».	
Bilan 31/12/1948	1371
Collège des Commissaires	1374
Conseil d'Administration	1373
Erratum	332
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 12/7/1949	1373
Société Minière de Muhinga et de Kigali « Somuki ».	
Administrateurs et Commissaires	1067
Bilan 31/12/1948	1064
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 21/6/1949	1068
Modifications aux statuts	1011
Société Minière du Bécéka.	
Bilan 31/12/1948	1313
Collège des Commissaires	1315
Conseil d'Administration	1315
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 20/12/1948	8
Assemblée générale ordinaire du 21/6/1949	1316
Séance du Conseil Général du 12/7/1949	1349
Société Minière du Congo Septentrional « Sominor ».	
Bilan 30/6/1948	51
Collège des Commissaires	54
Conseil d'Administration	54
Délégué du Ministère des Colonies	54

	Pages
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/12/1948	53
Société Minière du Kasai.	
Bilan 31/12/1948	1245
Collège des Commissaires	1248
Conseil d'Administration	1248
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 6/7/1949	1247
Société Minière du Lualaba « Miluba ».	
Bilan 31/12/1948	1959
Collège des Commissaires	1962
Conseil d'Administration	1961
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 28/9/1949	1962
Retrait de pouvoirs	324
Société Minière du Luebo.	
Bilan 31/12/1948	1593
Collège des Commissaires	1596
Conseil d'Administration	1595
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 6/7/1949	1595
Société Minière du Maniema.	
Bilan 31/12/1948	1938
Collège des Commissaires	1940
Conseil d'Administration	1940
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 3/10/1949	1939
Société Minière du Nyangwe.	
Bilan 31/12/1948	1941
Collège des Commissaires	1944
Conseil d'Administration	1943
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 3/10/1949	1943
Société Minière du Surongo.	
Bilan 31/12/1948	1230
Collège des Commissaires	1233
Conseil d'Administration	1233
Société Minière Victoria.	
Bilan 31/12/1948	1082
Collège des Commissaires	1085
Conseil d'Administration	1084
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	1084
Société pour la fabrication au Congo de boîtes métalliques et tous articles en tôle émaillée, galvanisée ou en fer blanc « Cobega ».	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 2/8/1949	1945

	Pages
Nominations	1842
Statuts	1822
Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique « Someca ».	
Modifications aux statuts	1573
Société Sandra.	
Statuts	1670
Société Textile Africaine « Texaf ».	
Bilan 31/12/1948	681
Collège des Commissaires	684
Conseil d'Administration	683
Société Textile Congolaise « Texco ».	
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale extraordinaire du 13/7/1949	1917
Société Textile de Stanleyville.	
Statuts	1181
« Socobom » (voir Société Cotonnière du Bomokandi).	
« Socomet » (voir Société de Constructions Métalliques).	
« Socongo » (voir Société Immobilière et Commerciale Congolaise).	
« Socophar » (voir Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie).	
« Socotex » (voir Société Coloniale de Textiles).	
« Socotole » (voir Société Coloniale de la Tôle).	
« Sodexcom » (voir Société d'Expansion Commerciale en Afrique).	
« Sodimca » (voir Société d'Imprimerie du Courrier d'Afrique).	
« Sogechim » (voir Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga).	
« Sogefor » (voir Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga).	
« Sogelec » (voir Société Générale Africaine d'Electricité).	
« Sogétain » (voir Société Générale de l'Etain).	
« Sokamin » (voir Société Minière de Kasongo).	
« Sokimin » (voir Société Minière de Kihembwe).	
« Someca » (voir Société pour la Mécanisation des Entreprises en Afrique).	
« Somiba » (voir Société Minière de Bafwaboli).	
« Somika » (voir Société Minière de Kamola).	
« Somikin » (voir Société Minière de Kindu).	
« Sominor » (voir Société Minière du Congo Septentrional).	
« Somuki » (voir Société Minière de Muhinga et de Kigali).	
« Sorekat » (voir Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga).	
« Soteco » (voir Société de Travaux et d'Entreprises au Congo).	
« Sud-Kat » (voir Société de Recherche Minière du Sud-Katanga).	
« Sydelco » (voir Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo).	
« Sydelkir » (voir Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi).	
« Sydelral » (voir Syndicat pour l'Electrification de Albertville).	
« Sydelstan » (voir Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville).	

« Syluma » (voir Société Minière de la Luama).

« Symaf » (voir Syndicat Minier Africain).

Symétain.

Administrateurs et Commissaires	1268
Bilan 31/12/1948	1265
Délégué de la Colonie	1269
Délégué de la Compagnie des Grands Lacs	1269

Symor.

Bilan 31/12/1948	1117
Conseil d'Administration	1120
Délégué du Comité National du Kivu	1120
Délégué du Ministère des Colonies	1120
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 15/6/1949	1120

Syndicat Minier Africain « Symaf ».

Administrateurs et Commissaires	2121
Bilan 30/6/1949	2118
Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil Général du 22/7/1949	2121
Assemblée générale ordinaire du 31/10/1949	1540
Modifications aux statuts	27

Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo « Sydelco ».

Extraits de procès-verbaux.	
Séance du Conseil d'Administration du 19/11/1948	74, 416

Syndicat pour l'Electrification de la Région d'Albertville « Sydelral ».

Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 21/12/1948	685

Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville « Sydelstan ».

Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 21/12/1948	613

Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi « Sydelkir »

Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 29/10/1948	236

Tabacongo.

Bilan 31/12/1948	1317
Commissaire	1318
Conseil d'Administration	1318
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 7/6/1949	1318
extraordinaire du 17/8/1949	1669

« Tele » (voir Société Minière de la Tele).

« Texaf » (voir Société Textile Africaine).

« Texco » (voir Société Textile Congolaise).

« Theki » (voir Plantations de Thé au Kivu).

« Tissaco » (voir Filatures et Tissages de Fibres au Congo).

« Trabeka » (voir Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga).	
« Transcomin » (voir Société de Transports Rapides, de Commerce et de Mines).	
« Transkat » (voir Compagnie Générale de Transports au Katanga).	
Tuileries et Briqueteries du Congo Belge « Bricongo ».	
Extrait de procès-verbal.	
Séance du Conseil d'Administration du 26/7/1949	2108
Statuts	2091
« Uelco » (voir Compagnie de l'Uele).	
« U. M. H. K. » (voir Union Minière du Haut-Katanga).	
« Unatra » (voir Union Nationale des Transports Fluviaux).	
« Unicongo » (voir Union Pharmaceutique Congolaise).	
Union Minière du Haut-Katanga « U. M. H. K. ».	
Bilan 31/12/1948	1284
Collège des Commissaires	1288
Conseil d'Administration	1287
Délégation de la signature sociale	507
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 23/6/1949	1289
Modifications aux statuts	1543
Union Nationale des Transports Fluviaux « Unatra ».	
Bilan 31/12/1948	1459
Collège des Commissaires	1464
Conseil d'Administration	1463
Extraits de procès-verbaux.	
Assemblée générale ordinaire du 6/7/1949	1463, 1465
Union Pharmaceutique Congolaise « Unicongo ».	
Modifications aux statuts	136
Usines Textiles de Léopoldville « Utexléo ».	
Bilan 31/12/1948	1007
Collège des Commissaires	1010
Conseil d'Administration	1010
Extrait de procès-verbal.	
Assemblée générale ordinaire du 8/6/1949	1011
« Utexléo » (voir Usines Textiles de Léopoldville).	
« Vicicongo » (voir Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo).	